REVUE

DES

DEUX MONDES

CVII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1937

054
qR3274
8, ser., 1937, v.2
JUL 12 1937
405086

SOUS LE PIED DE L'ARCHANGE

TROISIÈME PARTIE (1)

I

LORSQU'EN fouillant dans le placard, il annonça qu'il allait manger n'importe quoi sur le pouce, parce qu'il partait à la pêche au saumon, Laurence fit remarquer :

— Ça va faire la troisième fois en quinze jours...

— Tu les comptes ?

Elle regardait, par la fenêtre, le ciel blanc et conclut :

— Toi, au moins, tu t'amuses !...

Il repoussa la porte du placard et se retourna :

— Ça ne va pas recommencer ?.. Quand je reste ici, tu ne desserres pas les dents. Je t'ai offert vingt fois de sortir avec moi, jamais tu n'as voulu...

Elle revint jusqu'au milieu de la pièce :

— Cet après-midi, si tu veux, nous sortirons...

Il haussa les épaules, irrité par la vexation stupide :

— Parce que je viens de te dire que j'avais projeté autre chose ?

— Oui, justement...

Elle le bravait, les yeux dans les yeux :

— Je veux savoir, dit-elle, si tu es capable de me sacrifier une de tes distractions.

Il affirma :

Copyright by Roger Vercel, 1937.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février.

— Cent fois, et tu le sais bien, si tu avais l'ombre d'un motif. Mais tu n'en as pas d'autre que de vouloir m'embêter.

Elle niait :

— J'en ai un autre.

— Lequel ?

— De savoir ce que tu vas me répondre ?...

Son refus le projeta vers elle de la tête et du buste :

— Eh bien ! je te réponds « non ». Voilà !

Elle inclina la tête :

— Très bien... Je suis fixée... Tu cherches tes bottes ? Elles sont sous le buffet...

Comme c'était le jour, et que le jour le saumon redescend vers la mer, la veille était au filet d'aval. Ils venaient d'arriver avec le baissant et avaient trouvé les tramails chargés de varech. Ils les avaient alors secoués, potée par potée... La loi, depuis trois mois, ne permettait plus de barrer les rivières que sur cent soixante mètres : ils s'en plaignaient. Ils continuaient aussi à gémir de cet hiver pourri, des pluies incessantes.

Les Montois essayaient pourtant de pêcher, et celui qui de la Tour du Nord regardait les grèves les voyait compartimentées par de longs alignements de pieux. On les plantait à un mètre d'intervalle dans le sable, et la longue bande de filet s'y attachait le long d'un cordeau. Cela formait un barrage libre par le bas, que le flux soulevait et qui flottait en surface jusqu'à l'étale. Ainsi rien n'empêchait le saumon de remonter à son gré les trois rivières.

Les grands poissons migrateurs oscillaient longtemps avec la mer, se méfiant, semblait-il, de ces rivières vagabondes, hésitant devant les eaux polluées de la Sélune, les berges canalisées du Couesnon, les vasières de la Sée que le reflux laissait presque à sec. Trompés par les deltas de ces fleuves énormes, ils y entraient, mais les trouvaient tout de suite changés en fossés. Aussi, ils ne s'y engageaient point à fond : ils y accompagnaient la mer, remontant avec elle, la nuit, dans les terres, mais redescendant, le jour, avec le flot, dès qu'ils sentaient le fleuve se vider.

Or, dès le baissant, dès que le courant se renversait, les filets d'eux-mêmes commençaient à pêcher. Le cordeau à fleur d'eau retombait par le fond, et le reflux appliquait les mailles

contre les pieux. Le barrage était alors fermé et les gros poissons d'argent venaient donner du museau contre la bande. Ils étaient libres encore, libres de retourner d'où ils venaient, vers la source des fleuves, mais ils s'obstinaient, patients et inquiets, à forcer le passage vers la mer. On discernait parfois confusément, dans les torsades sablonneuses des remous, leurs dos plus gris, leurs fuseaux corpulents. Ils tâtaient l'obstacle, allaient et venaient parmi les tourbillons, sautaient parfois, cintrés comme des virgules. C'était à ce moment, quand le saumon cherchait la brèche, que les pêcheurs, dans le courant jusqu'au ventre, tentaient, en battant l'eau, de l'effrayer, de le lancer à fond dans les mailles, puis de l'y cerner avec leurs raquettes. La pêche était à la fois un affût et une battue. Elle était dure, à cause du séjour dans l'eau glacée, de ce nettoyage incessant des filets qui ramassaient tous les débris des rivières. Puis le poisson était trop rare ! On citait toujours dans la Baie cette clause des anciens louages, où les domestiques spécifiaient qu'on ne devait pas leur servir du saumon plus d'une fois par semaine ! Maintenant, lorsqu'elle revenait avec un bestiau de dix livres, après trois heures de veille, une équipe de quatre hommes n'osait pas se plaindre.

André, avec Dochais et les Biard père et fils, était aux filets depuis deux heures. Ils travaillaient loin les uns des autres, chacun occupé à surveiller son secteur, à secouer les morceaux du filet, à en arracher des paquets de varech qui s'égouttaient sur leurs manches et les transperçaient. Ils pêchaient entre le Mont et Tombelaine, mais plus près de Tombelaine, dans un large biez, un rapide courant qui les poussait aux jambes.

André, avant d'arriver au Mont, n'avait jamais pêché le saumon qu'en rivière, au devon, une pêche où l'on ne se battait que contre la bête prise. Ici, c'était avec le saumon libre, un corps à corps, une escrime rapide, attaques, dégagements et feintes. Le filet ne faisait que limiter le terrain où la partie se jouait, et elle se jouait dans l'eau même, avec tous les handicaps de l'eau, la lenteur, la gaucherie qu'elle impose. L'homme n'avait pour lui que l'obstination du poisson à forcer l'obstacle, et son affolement. Pourtant, dès le début de la pêche, André avait manqué un grand saumon d'hiver que le bois de la raquette mal dirigée n'avait fait qu'effleurer

et qui, dans un tête à queue, l'avait éclaboussé, puis était remonté comme une flèche entre deux eaux. Depuis, ils attendaient son retour, à peu près certains que, sa frayeur calmée, il reviendrait, avec sa patience bestiale, se heurter de nouveau au barrage.

C'était un matin gris de fin de février. Le temps était doux, presque tiède, un de ces jours de faux printemps qui arrachent de force les premiers bourgeons aux plantes, pour les leur faire griller par les gelées, qui font souffler de chaleur les gens trop couverts. Le Mont, derrière eux, n'était plus qu'une silhouette violacée, sans détails, un clocher grêle sur une colline à épaules. Seules, les vases brillaient, car les eaux limoneuses, ces louches eaux de crues qui s'enfuyaient de partout, n'accrochaient pas plus de reflets que des pistes de terre. André, en secouant son filet qui lui envoyait au visage, dans le cou, une pluie désagréable, crut voir à vingt pas sur sa droite un remous anormal. C'était comme le frémissement de l'eau au-dessus d'un plongeur qui remonte. Puis un coup de queue sonore frappa la surface. Le grand poisson, de nouveau arrêté, affirmait sa déception impatiente. André, le cœur battant, se hâta avec précaution. Il fallait arriver sur la bête sans remuer l'eau, sans être entendu, l'attaquer par derrière... La course du biez, maintenant qu'il marchait à contre-courant, l'éblouissait, lui causait une sorte de vertige. Il ne quittait pourtant point des yeux l'endroit où le saumon venait de sauter. Il avançait avec soin, la raquette en garde, et allait appeler du renfort, quand il s'entendit héler lui-même :

— Hé là !

Biard le père, à l'autre bout des filets, se hâtait, lui aussi, en faisant de grands signes. André crut d'abord qu'il venait de lever un second saumon, mais le vieux pêcheur s'enfuyait au contraire loin des pieux et, comme lui, les deux autres abandonnaient rapidement la pêche. Docheais était déjà hors du biez, sur le sable sec, et criait :

— Dépêchez-vous : la brume !

André regarda et s'étonna de ce que rien ne changeait. Tombelaine, derrière eux, bombait avec la même précision son dos de léviathan oublié par le flot. Le Mont, lui-même, un instant éclipsé, reparaissait à travers les fumées des

nuages bas. Il semblait seulement plus lointain et étonnamment mobile, car c'était lui qui courait à travers les nuées rondes, comme le fait la lune au bord des ciels tumultueux. André, malgré l'aspect rassurant des choses, pressa pourtant l'allure, et, comme la profondeur du large ruisseau diminuait et qu'on n'avait plus à s'inquiéter de faire du bruit en marchant, il leva ses pas au-dessus de l'eau, pour les faire plus longs et plus rapides.

Quand il eut rejoint les trois hommes, il demanda :

— Alors, quoi ?

Les deux Biard ne répondirent point ; ils marchaient de toutes leurs forces vers l'ouest, vers la grande boucle du Couesnon. Le père Biard était en tête, à quelques pas devant.

— Mais, où la voyez-vous, la brume ? insista André derrière eux.

Docheais, qui l'avait attendu, répondit rapidement :

— Le patron la sent, et jamais il ne s'est trompé...

Ils firent encore cent mètres à sec, en courant, puis ils retrouvèrent un large marou et eurent bientôt de l'eau jusqu'à mi-jambe. Il s'agissait d'atteindre, au delà, le rebord du Couesnon qu'on voyait, à un kilomètre à peine, s'ouvrir comme un éventail blême. Une fois au bord de la rivière, tout danger aurait cessé, car ils n'auraient, pour revenir au Mont, qu'à suivre le fil conducteur du fleuve.

Soudain, du nord-ouest, de la mer, André vit arriver, et avec une rapidité stupéfiante dans cet air calme, comme un mur floconneux. Il semblait que cela naquît du sable même ; des volutes de vapeur grise s'y roulaient, enflaient, déferlaient vers eux avec une vélocité surnaturelle.

— Les hailles ! dit Docheais.

C'étaient les grands bancs de brume venus du large et qui roulaient sur les tangues. C'était encore la forme la plus imprévisible et la plus rapide du grand danger.

Car la brume est variée comme la mer, et la Baie est le domaine de ses prestiges, le lieu de ses plus stupéfiantes métamorphoses. Tantôt, c'est le sable, la tangue, l'herbu qui transpirent comme des bêtes et qui fument. La brume alors rôde très bas et longtemps sur les criches saumâtres, les marous et les bancs. Ses flots viennent baigner les digues, roulent sur les polders, noient les champs plats comme un

flux. La nappe n'a d'abord que peu de profondeur, elle flotte à mi-jambes, noie le troupeau des moutons serrés, les chiens noirs, des briards qu'elle rend épileptiques, mais elle laisse debout le berger avec son vieux béret râpé, son manteau et son immobilité. Puis, elle monte peu à peu, grossit indolemment, submerge les fermes, les tours, les cimes des peupliers grêles, les maisons en cascade du Mont, puis l'Abbaye elle-même, écharpe la Merveille de ses vagues élastiques et floues, noie l'Archange enfin, longtemps resté debout sur le nuage.

Parfois encore ce sont les trois rivières, les lacis d'eau de leurs deltas qui l'exhalent. Alors, un fleuve de brume roule ses spirales au-dessus du fleuve réel, déborde, et gagne peu à peu les sables comme une crue. Le vent, qui ne cesse point tout de suite, le brasse et le tord, le retrousse en brusques pans qui s'envolent ; mais, étouffé lui aussi, il se débat, s'affaiblit, n'y creuse plus de vides durables, pas plus que des bras de naufragés ne parviennent à écarter les eaux.

Mais l'hiver, la brume prend comme une maladie de l'air. L'atmosphère devient opaque tout d'un coup, ainsi qu'un liquide clair dans une éprouvette, lorsqu'on y verse la goutte qui le trouble. On a brusquement devant les yeux un carreau dépoli, au lieu de la vitre transparente.

Pour les pêcheurs du Mont, c'est le grand péril de la mer, presque le seul, puisque les lises se discernent, s'évitent ou se traversent, que le flot se prévoit et est soumis à la montre.

Cette fois, c'était un mur blême surgi de partout et si vite qu'il semblait que les sables se fussent précipités à sa rencontre. Toute la Baie s'y engouffrait. André jeta un regard de côté, par-dessus son épaule : Tombelaine, à sa droite, avait déjà disparu. Soudain, lui-même fut tout seul dans un bain glacé, avec au fond de la gorge une âcreté de fumée. Il appela, et la silhouette de Docheais se charbonna à deux pas de lui. La voix de son ami lui parvint, cotonneuse et comme dissoute :

— Pas le moment de se lâcher !...

Ils se parlèrent et surent ainsi qu'ils étaient réunis, mais ils ne distinguaient plus leurs pieds. Ils étaient devenus aveugles tous en même temps, et ils demeuraient là, ancrés, figés dans cette position où ils avaient vu pour la dernière

fois. Leur mémoire situait les lieux par rapport à cette position seule, et aux parties de leur corps. André savait qu'il avait Tombelaine juste dans l'alignement de son épaule droite. Le Mont, lui, se trouvait dans le prolongement de sa botte gauche : il remua le pied dedans pour en sentir la direction, car ses genoux mêmes avaient disparu. Tous les quatre, ils gardaient ainsi leurs repères comme un trésor inutile dont il allait falloir se séparer, mais ils ne s'y décidaient pas encore.

André écoutait la brume, car elle avait un son, un bourdonnement confus qui venait de sa matité, de son silence mouillé : on entendait ce que l'on entend lorsqu'on se bouche à fond les oreilles avec les doigts. Elle glaçait la bouche, et on l'avalait jusqu'au fond des poumons. Le froid dont elle les emplissait semblait les mouler dans la poitrine : on sentait leur volume à chaque aspiration, à cause de cette fraîcheur âcre dont ils se gorgeaient, et cela, à la longue, inquiétait.

Docheais murmura :

— Ça ne se lèvera qu'au baissant.

Car ces brouillards que la mer apporte, elle les remporte souvent... Celui-là venait d'Angleterre où André l'avait vu bloquer les voitures dans les rues, aussi soudainement que si elles avaient, toutes à la fois, heurté une muraille. Il était noir et comme lourd de charbon en poussière.

Biard, le chef, ne se décidait point encore à bouger, car au premier pas les attendait une détresse pire : ils allaient perdre cette orientation qu'assurait leur immobilité. Ils allaient partir droit, marcher dans la bonne direction où ils s'étaient fixés à l'arrivée du nuage, vers le Couesnon qui s'étalait à cinq cents mètres devant eux et barrait si complètement la route qu'il ne semblait pas possible de le manquer. Oui, le premier pas serait droit, mais le second dévierait déjà... On glisserait de côté, comme des hommes ivres, et sans pouvoir redresser la marche, on serait certain d'avance de se fourvoyer. Ils retardaient le plus possible l'anxiété de ces tâtonnements. André entendit la voix lointaine du père Biard qui demandait :

— Quelle heure ?

Il cria, après un regard à son bracelet-montre :

— Une heure et quart !

Docheais, tout près de lui, rappela :

— Le flot est à deux heures vingt. Ça fait plus d'une heure.

Comme si ce répit avait brusquement décidé le père Biard, il ordonna :

— Allons ! On ne va pas rester là...

Leurs ombres, près d'André, fondirent brusquement. Il se hâta pour retrouver à ses côtés la masse sombre de Docheais. Le bruit des bottes traînées dans l'eau lui fut un réconfort, parce que cela rompait l'écrasant silence. Clément ralentit pour lui dire :

— Si encore on pouvait prendre des alignements, mais on ne se verrait pas à deux mètres !...

Car, lorsqu'ils étaient surpris à plusieurs, comme cette fois, et que le brouillard était moins dense, ils formaient des repères en s'échelonnant tant qu'ils se voyaient, à partir de l'un d'eux qui restait tourné vers le but, là où la brume l'avait surpris. Ainsi, se dépassant l'un l'autre, ils arrivaient, tant bien que mal, à garder une direction. Cette fois, il n'y fallait pas songer... André marchait dans ces ténèbres vagues, comme la nuit, lorsqu'il craignait de rencontrer un mur ou un trou, en hésitant, en tâtant le sol de sa botte, toujours prêt à un arrêt brusque. Il serait allé, volontiers, les mains projetées en avant, comme à colin-maillard. Ses yeux ne quittaient pas la tache mouvante de Docheais, un peu en avant et à droite. Il ne s'agissait pas de la laisser s'évanouir, de marcher seul, de se retrouver seul ! Or, c'était l'affaire de quelques secondes de distraction, de quelques pas de côté... Soudain, il entrevit une ombre rapide qui s'enfuyait à sa gauche. Quelqu'un courait dans le brouillard, et à toute allure. Si invraisemblable que cela fût, André cria :

— Hé !...

Puis il expliqua :

— J'ai vu quelqu'un courir, par là...

Il s'était rapproché du vieux Biard jusqu'à le toucher, et il le vit hocher la tête, sans ralentir. C'étaient les mirages qui commençaient, ces formes fugitives, inquiétantes, que les pêcheurs perdus dans la brume ne manquaient jamais de croiser sur les grèves, et qui parfois précisaient assez leurs ombres pour que l'un d'eux reconnût un mort. Il l'affirmait avec obstination quand il se retrouvait en sûreté ; il avait reconnu l'habit, le visage du défunt, un défunt toujours

pressé et distrait qui ne s'arrêtait point et ne reconnaissait, lui, aucun de ses anciens familiers. Personne au Mont ne riait en écoutant ces récits, et cela finissait par des messes...

Auguste Biard murmura :

— J'ai rencontré une fois Jean de Tombelaine, auprès de la Croix des grèves...

Il évoquait ainsi deux fantômes, cette croix ensevelie depuis le XIVe siècle, mais qui servait toujours à nommer une portion des tangues entre Tombelaine et le Grouin du sud ; cet hercule idiot que tous avaient connu au Mont, cet innocent formidable, capable de remonter le Couesnon contre la barre et de faire tourner à lui seul la grande roue de l'Abbaye que six hommes avaient peine à mouvoir. On l'avait mis dans les romans, mais Auguste Biard l'avait rencontré, quinze ans après sa mort, un soir de brume. Il avait reconnu ses cheveux tressés, sa barbe grise, jusqu'à ses pieds énormes capables de battre vingt lieues dans une journée...

André pensa, pendant quelques secondes, avec une obscure envie, à ce prodigieux nageur qui se jetait à l'eau, de Tombelaine, et atteignait le Mont sans avoir repris pied. Jamais celui-là ne s'était occupé de l'heure des marées !... Il se laissait gagner par le flot, descendait avec lui ou le remontait, à sa fantaisie, jusqu'au soir où, assommé par l'alcool, il avait coulé à pic... Depuis, plusieurs, sans compter Auguste, l'avaient vu passer dans la brume...

André heurta soudain le « dossier » du père Biard qui venait de s'arrêter net, sans prévenir.

Le vieux déclara :

— J'ai compté mes pas. Il y a longtemps qu'on devrait y être !

Il avait marché dans l'eau, vers le lit du fleuve, vers la levée de sable de sa rive, et il avait compté mille pas, au moins trois cents de trop, si l'on avait gardé la bonne route.

— C'te fois, on est bien perdu, conclut-il.

Cela voulait dire simplement ce que cela disait : ils s'étaient perdus, égarés ; ils ne savaient plus où rien ne gisait, ni la mer, ni Tombelaine, ni le Mont, ni la Bretagne, ni la Normandie. Docheais allongea le bras dans le vague, un bras que la brume amputa presque jusqu'au poignet, et il dit :

— Pour moi, le Mont est là.

Mais Auguste, le fils, qui gardait obstinément les mains dans ses poches, montra d'un coup de tête un autre coin de l'horizon :

— Je croirais plutôt qu'il est là.

C'était si dérisoire, qu'ils se turent. Alors, André proposa :

— Si on criait ?...

Ils ne répondirent point, indifférents, le laissant libre de tenter cet effort puéril. Alors, il mit les mains en cornet devant sa bouche et hurla :

— Hé-é-é-é-é !...

Il ne répéta point l'appel : c'était comme s'il avait crié dans un bâillon. Le son se heurtait tout de suite à des couches molles de ouate, à un capiton qui l'étouffait. Sa voix même lui fit peur, tant elle était étrange, un de ces cris de fous que l'on entend les soirs d'orage, au bord des asiles...

Il vit le père Biard s'accroupir, plonger les mains dans l'eau, caresser le sable, le palper, et il fut tenté de demander : « Vous avez perdu quelque chose ?... »

Puis, il se rappela que les pêcheurs perdus s'orientent ainsi d'après les petites côtes tracées par le reflux sur le sable et qui rident légèrement les tangues molles de la Baie : ces « coteaux » sont toujours perpendiculaires aux courants. Ainsi leur courbure indique, avec le sens du flot, la direction de la côte. Cela eût permis de s'orienter, si ces courants multiples n'avaient ridé les grèves de façon désordonnée, en brouillant toutes les pistes. N'importe, il y avait là une indication, et Biard le père repartit. Pourtant, dès les premiers pas, il demanda :

— Quelle heure ?

— Deux heures moins vingt.

Il restait quarante minutes avant le flot...

Ils ne marchaient pas dans une pénombre égale. Cette brume était mouvante ; elle poussait contre eux des rouleaux plus noirs : on y distinguait des lambeaux de fumée. Parfois même, elle semblait vouloir se déchirer, s'éclaircir. Bien que le vent fût tombé, il se faisait dans sa densité des remous et des tourbillons lents. Il s'y creusait comme des trous que remplissaient en hâte de nouvelles vapeurs. Et toujours son goût âcre qui raclait la gorge et refroidissait le dedans de la poitrine... Leurs habits transpercés étaient à tordre.

Subitement, André, dans cette marche fantôme, sentit se déchaîner en lui, angoissante et absurde, une terreur de son enfance. Il avait toujours redouté d'être enterré vivant. Il s'était réveillé, maintes fois, dans un cri terrible, avec la sensation atroce de se heurter aux planches de son cercueil. Il restait alors de longues minutes, la respiration coupée, les tempes battantes, les yeux fous, avant d'avoir repris conscience de sa vie, d'avoir reconnu sa chambre. Il avait voulu faire jurer à sa mère, s'il mourait avant elle, d'empoisonner son cadavre, de lui faire enlever le cœur. Cette hantise s'était mal effacée avec l'âge d'homme. Et voilà qu'il ressentait maintenant la même oppression de panique !... Il hâta le pas pour tromper par l'effort, par le jeu libre de ses muscles cette impression d'emmurement. Sa marche plus rapide le ramena aux côtés de Docheais, qui s'arrêta net, en criant :

— Halte !

Il tendait l'oreille.

— Les cloches !

Cette fois, il ne s'agissait pas d'une hallucination. Ils entendaient tous, à leur droite, le tintement hâtif des cloches de la paroisse. Au Mont, on les savait en peine, et on sonnait pour les guider. Le son arrivait jusqu'à eux par une brèche des brumes. En écoutant tinter leur inquiétude haletante, André songea subitement, avec un remords poignant, à l'angoisse de Laurence qu'elles lui apportaient. Les femmes des autres s'inquiétaient maintenant en famille ; elles étaient encore soutenues par cette communauté d'anxiété, que le péril de la mer ameutait toujours, dans ce village de pêcheurs qu'était le Mont d'hiver. Mais Laurence s'affolait seule, sans un ami, car son tourment même ne la mêlerait point aux autres ! Avec une divination qui maintenant l'atterrait, elle lui avait demandé de renoncer à cette pêche, pour elle... et il avait brutalement refusé. Ah ! s'il en revenait !...

Les cloches, en se taisant brusquement, l'arrachèrent à son repentir, aux réparations enragées qu'il lui vouait.

Le père Biard prononça :

— Ça sonne tout le temps, mais le trou est bouché : ça ne passe plus.

Et il décida :

— Ça venait de là-bas.

Docheais, en repartant, gronda :

— Et dire que la cloche des brumes moisit, depuis vingt ans, sur le plancher de la sacristie !

Les moines secourables, en effet, avaient hissé jadis dans le campanile de l'église abbatiale une énorme cloche qui s'ébranlait dès que les premières pannes de brume erraient sur les tangues. La Révolution, qui avait réquisitionné tout le bronze de l'Abbaye, lui avait laissé la cloche des brumes. Mais quand on avait démoli, pour le reconstruire, le clocher abbatial, on l'avait descendue, et elle était restée, depuis, oubliée sous la poussière et les plâtras. On n'y pensait que dans le danger, comme à un vieux saint déserté et impuissant...

Le tocsin les avait jetés à droite. Le sol montait légèrement, et ils se trouvèrent sur du sable sec. Les Biard connaissaient tous les bancs des grèves. Dès qu'ils auraient arpenté celui-là, ils lui donneraient son nom, et l'on saurait au moins si l'on avait gagné ou perdu, si l'on marchait vers le Mont ou si l'on courait au-devant de la mer... Mais les bottes se remirent à clapoter presque aussitôt : le marou, la plaine d'eau, reprenait. On n'avait rencontré qu'une insignifiante bosse de terrain qui ne pouvait rien apprendre !

— Quelle heure ? demanda encore le vieux.

— Deux heures trois...

Maintenant, c'était sa montre qui hypnotisait André. Un regard pour la liaison avec les trois ombres, un regard pour les aiguilles... Deux heures quatre... Deux heures cinq. Dans un quart d'heure, le flot ! S'ils ne se trouvaient pas tout près du Mont !... Les derniers qui s'étaient perdus, l'année précédente, s'étaient heurtés, eux, à Tombelaine qu'une rivière, alors, ne ceinturait pas. Ils y étaient montés, ils y avaient passé une nuit glaciale de janvier, mais ils étaient revenus au point du jour, à mer basse, par temps clair, dans le Mont consterné où leurs femmes les pleuraient déjà. On avait hurlé trois heures après eux, du haut de la Tour du Nord... Il se rappelait encore ces coquetières en perdition, elles aussi, et qui s'étaient enlacées sur un banc de sable plus élevé que la grève environnante. Celles-là, plutôt que de risquer, comme ils le faisaient, une marche mortelle au-devant du flot, avaient préféré jouer leur destin sur place : elles s'étaient laissé envelopper, puis submerger peu à peu. Leur grappe avait résisté

au courant, l'eau ne leur était montée que jusqu'à la ceinture, puis, après de mortelles heures, elle avait baissé, les échouant, glacées, sur le sable. Mais, ce jour-là, c'était morte-eau ; aujourd'hui, c'était marée !...

Soudain, Biard le père s'arrêta net, de nouveau, comme s'il avait heurté un obstacle. Et c'en était un, car devant lui, tout noir et grêle, un piquet se dressait ; on en devinait un autre à côté, et Biard qui les avait reconnus, pour les avoir coupés lui-même, écorcés, aiguisés, déclara, vaincu cette fois :

— Ce sont les nôtres !

Depuis une heure et quart qu'ils marchaient, ils étaient revenus à leur point de départ !

Le vieux repartit. De piquet en piquet, ils gagnèrent le bout de la file, le dernier où s'attachait le filet, celui qui était le plus près du Mont, à deux kilomètres à peine des rocs, un quart d'heure de marche rapide ! Là, André vit avec stupéfaction le vieux rejeter sa hotte, la retourner et s'asseoir sur le fond. Les autres se turent, mais lui crut à un découragement funeste, à l'abandon de la lutte, à une acceptation morne du destin, et il demanda fébrilement :

— On ne va pas rester là ?

Biard père leva la tête, le regarda durement, et le tutoyant pour la première fois :

— Où veux-tu aller ?...

Personne ne répliqua, et ils n'entendirent plus que le silence mouillé qui s'essorait.

Le père Biard demanda pour la dernière fois :

— Quelle heure ?

— Deux heures vingt-deux !

Le flot était déjà en marche, et André, exaspéré de cette capitulation, cria :

— Mais dans dix minutes il sera là !

— Laisse-le venir, grommela le vieux.

Et, tout de même, il expliqua :

— Si tu marches, tu as autant de chances de t'en aller vers la mer que vers la côte, et maintenant, il est trop tard pour se tromper.

Docheais murmura :

— C'est une marée de onze mètres soixante. On aura du mal à gagner !

— On n'a plus le choix, dit le vieux.

André ne soupçonnait pas encore la manœuvre désespérée. Cette immobilité l'étouffait. Il tournait stupidement autour du piquet et de l'homme assis. Il heurta Docheais qui se mit aussitôt à expliquer :

— On va attendre le flot et filer devant lui. Il va droit à la côte, lui... Le tout est de savoir s'il nous laissera passer le biez !...

L'aventure redoutable n'eût été sur une grève plane qu'une promenade rapide. Mais les tangues étaient creusées de lagunes profondes et le flot qui s'y engouffrait y cernait rapidement des îles, puis prenait son temps pour les submerger peu à peu. Ailleurs, il remontait violemment les ruisseaux des grèves, ces « ruets », ces « biez » qui, aux basses mers, ne recouvraient pas la cheville, mais qui devenaient, en quelques minutes, des fleuves larges et rapides. Il y en avait un entre eux et le Mont...

Ainsi, la mer les pousserait devant elle, montrant le chemin du bout de son écume, mais elle les tournerait à leur gauche pour leur couper la retraite. Aveugles, ils étaient obligés de l'attendre : pendant ce temps, elle se précipiterait dans le sillon du biez. Le courant, quand ils l'atteindraient, permettrait-il encore de tenter le passage ?... Tout se jouerait là.

La brume s'était comme stabilisée. Elle n'était plus, ainsi que tout à l'heure, parcourue de remous, visitée par des formes fuyantes. Elle demeurait fixe et épaisse comme un badigeon, une de ces toiles brunes tendues en cercle autour d'une arène foraine.

Soudain, le grand bruit du flot en marche emplit l'air noyé. La rumeur des eaux, ce grondement de lointaine cataracte capable, l'été, quand il se lève, d'imposer le silence à vingt mille bavards qui l'écoutent, accourait maintenant de tous les points de l'horizon et les entourait. C'était encore un des mirages de la brume, et, sans la ligne des pieux qu'ils savaient perpendiculaires au flot, ils n'auraient pu deviner d'où viendrait la mer. Biard le père s'était levé, avait ajusté de nouveau les bretelles de sa hotte. Ils se tenaient tous les quatre autour du dernier poteau, et regardaient, courbés, à leurs pieds. Tout à coup, un liseré d'écume apparut,

passa le long de leurs semelles, et marcha devant eux. C'était le flot qui crevait en petites bulles, et rien n'était plus calme, plus tranquille. Mais cela glissait rapidement, sans arrêt, sans ces repentirs, ces balancements de la vague avec quoi jouent les enfants sur les plages. On sentait que c'était seulement le bord mince d'une force prodigieuse et véloce. Les quatre hommes s'étaient jetés ensemble à la poursuite de cette eau fuyante.

— Elle marche, la coquine ! souffla le père Biard.

Cette fois, il était en arrière, trop gros et facilement essoufflé. Ils essayaient de gagner, de retrouver le sable sec, d'avoir le flot sur leurs talons au lieu de patauger dedans, mais la marée était forte, la masse d'eau accourait de dix kilomètres, et elle se ruait en fin de course, pour couvrir les derniers hectares, ceux où ils pêchaient.

Ils se mirent à courir, lourdement. Le courant leur battait déjà les mollets. André sentait contre sa jambe, à travers la feuille de caoutchouc, l'appui froid de l'eau qui les dirigeait en droite ligne vers le Mont, comme l'appui de la botte sur le flanc d'un cheval. Il entendit derrière lui le vieux Biard haleter. Son fils lui avait pris le bras et le tirait. André s'arrêta une seconde, le temps d'attraper l'autre manche du vieux pêcheur, et ils repartirent.

L'eau baissait maintenant. Ils ne la gagnaient pas de vitesse, mais le sol montait. Bientôt ils coururent au sec.

— Le banc du Gué, souffla le vieux dont les pieds redevenaient lucides.

Ils le traversèrent à vive allure. La pente, en se gonflant, les conduisait, et leur élan ne les laissait point dévier.

— Attention ! cria Docheais, on est au bout !

Ils entendaient, sans le voir, le torrent passer sous leurs pieds, et bouillir. Il courait vers la Sélune, et ils savaient que de seconde en seconde il grossissait, accélérait sa course rageuse. Ils hésitaient, penchés sur le biez invisible, puis le vieux Biard recula, sans parler...

André crut qu'il renonçait, qu'il venait de juger le passage impossible, qu'il ne restait plus à attendre, sur le haut du banc, que la noyade lente, l'agonie debout, la montée tranquille du flot jusqu'aux lèvres. L'horreur de cette fin le projeta, et, jetant sa raquette, il sauta, abandonné au désir

furieux d'en finir. Avant de toucher l'eau, il entendit Docheais l'appeler désespérément, puis ce fut la suffocation, bouche ouverte, dans le froid qui entrait partout, par les bottes, par la ceinture du pantalon, et qui frappait la poitrine comme un coup de barre. Il avait glissé sur le dos, le long de la berge, sans rencontrer le fond, et il sentit avec terreur ses pieds alourdis qui partaient les premiers. Il s'attendait à couler et fut stupéfait de flotter : c'était son « dossier », la large hotte d'osier vide qui le soutenait. Mais une force lisse l'entraînait, il filait dans l'eau jaune à une effroyable vitesse. Son instinct de nageur rapide le ressaisit pourtant, et il se mit à battre le courant d'un crawl forcené. Puis son genou heurta une croupe de sable qui se dérobait sous le choc. Des coudes, des ongles, du ventre et des cuisses, il essaya de s'y retenir, de s'y enfoncer, mais il détachait d'énormes blocs qui se cassaient, glissaient, s'effritaient à la moindre prise. La rive, le salut qu'il touchait de tout son corps, fondaient !... Une brusque montée du courant le sauva. Il se sentit soulevé par le dos, ses bras projetés s'abattirent sur la berge, ses doigts y mordirent. Alors, il entendit qu'on l'appelait, mais il ne poussa point de cris pour ne pas perdre de force, car le biez le tenait au ventre, le tirait, le suçait ! Un instant, il resta immobile, les doigts entrés jusqu'à la paume dans la tangue compacte, un de ces filons marneux qui truffent les sables et ne cèdent pas. Puis, lentement, dans un effort dont tout le corps tremblait, les coudes jouèrent, leur traction amena d'abord le visage dans le sable, puis la poitrine... Ce fut seulement quand il fut debout qu'il répondit aux appels...

— Quand je vous ai vu partir dans le courant !... dit Docheais tout blême, et qui le regardait, visage contre visage.

Eux trois étaient passés plus haut, à un coude du torrent, en s'arcboutant à leurs raquettes, en s'accrochant les uns aux autres...

Quand ils débouchèrent, un quart d'heure plus tard, sur la digue, des femmes les y attendaient. Elles ne crièrent pas, en les apercevant, parce qu'elles n'osaient pas encore reconnaître ces formes qui émergeaient de la brume.

Ce fut un enfant qui affirma le premier :

— C'est eux !

Aussitôt, il se fit une cohue qui les sépara. Les femmes,

brusquement délivrées, parlaient, interrogeaient, vantaient leurs tourments. Des hommes aussi s'approchaient des rescapés, s'informaient. Le Mont tout entier était descendu, et André vit des visages inconnus lui sourire. Il cherchait Laurence, et reconnut la carrure de Vallée avant l'écharpe de laine blanche dont la jeune femme s'était enveloppé la tête.

Quand il l'eut rejointe et regardée, tout ce qu'il lui apportait des bords de la mort, sa tendresse, sa contrition, sa joie, son désir avide de la regagner, de la garder, tout se brisa contre son visage. De l'avoir cru perdu, de le revoir vivant n'avaient réussi qu'à lui frapper ce masque d'irritation et de dépit.

Elle l'entraîna :

— Eh bien ! tu es content !... Tu n'y retourneras jamais, tu entends, jamais !...

II

Il lui avait dit :

— Tu verras...

Sur la foi des guides et des récits locaux, il avait monté la grande marée en attraction : le Mont redevenu une île, la mer battant les murs, le plaisir d'y être cerné, d'y entrer et d'en sortir en bateau, l'afflux des touristes. Maintenant, Laurence regardait, avec le visage mécontent de ceux qu'une publicité éhontée a trompés et attirés au guet-apens d'un spectacle effrontément surfait.

Sous la lumière morne de mars, la marée s'était épanchée, sans fracas, sans vitesse, une eau boueuse, une glaise délayée et plate que l'on distinguait mal des tangues encore à sec. Sur cette étendue limoneuse, les grands courants n'étaient plus que des effilochures blanches, des traînées d'écume sale. Pourtant, la mer était là, tangente au mur, léchant déjà la digue, mais elle semblait, en se dilatant, avoir perdu sa force et son élan. Le ciel bas ne lui accordait aucun reflet, car il était encombré de longs nuages bistres, plats comme des dalles. A peine si le couchant se décelait, sur la Bretagne, par une bande de corail usé, au-dessus de la ligne sombre et râpeuse des bois.

Il n'y avait eu qu'un instant de spectacle, quand le flux avait remonté le Couesnon. Mais, là encore, la largeur du

mascaret avait nui à l'effet. Le fleuve et ses rives avaient été submergés en même temps, et la barre s'était réduite à un remous, une épaisse et lourde vague ronde. André n'avait compris la vitesse du courant qu'en regardant la tonne qui nageait au milieu, et qui, immobile, ancrée, traçait un large sillon de canot automobile, un immense V renversé d'eau retroussée et écumeuse. La ruée de la mer dans le fleuve n'avait d'ailleurs duré que fort peu de temps, le courant avait tout de suite molli, la bouée avait ralenti, puis stoppé. La seule surprise venait maintenant de ce qu'il y avait de l'eau là où l'on n'en voyait pas d'habitude : tout l'herbu était recouvert, la marée rongeait lentement les pilotis de la passerelle, ourlait la Porte de l'Avancée. C'était un succès de quantité...

Laurence, accoudée au parapet de la Tour du Roy, déclara :

— C'est aussi sale qu'une inondation

André ne protesta point, car cela ressemblait vraiment à une crue et rappelait la stupidité morne des eaux qui ne sont point chez elles et se salissent à la terre.

Le soir tombait vite. Une frange de touristes d'hiver, en pardessus et en manteaux neutres, bordait la crête des remparts. Ils regardaient, déçus eux aussi, mais avec l'avidité attentive de ceux qui ont fait le voyage pour regarder. Des Montois truffaient les groupes : eux parlaient d'abondance, expliquaient jusqu'où la mer allait monter :

— Tout cela sera couvert... Elle ira jusqu'à la ligne d'arbres, là-bas...

L'immensité du déluge imposait quand même le respect.

Laurence examinait maintenant la file des autos sur la digue. C'étaient, pour la plupart, des voitures démodées, familiales, que l'aérodynamisme n'avait point écrasées. Elles venaient des environs, de Pontorson, d'Avranches, de Dinan. Elles avaient amené des commerçants en morte-saison, des instituteurs après la classe, des familles bourgeoises, qui avaient lu cela dans les livres.

— Que d'eau, hein !... Et encore, comme disait l'autre, on ne voit que le dessus !

Vallée venait de surgir derrière eux. Il ôtait son béret basque et s'inclinait devant Laurence qui détournait à peine la tête. Il ne s'en émut pas. Il avait, depuis longtemps, compris combien il la gênait. Car elle maudissait l'exemple qu'il

donnait à André : qu'un homme de son monde se fût accommodé du métier qu'elle abhorrait, c'était un redoutable précédent.

— Un raté ! disait-elle rageusement.

Dès les premières rencontres, elle s'était persuadé que Vallée la combattait, qu'il cherchait, par tous les moyens, à retenir André au Mont Saint-Michel. Elle se trompait : Vallée ressemblait à ces maîtres des novices qui savent le prix dont il faut payer le calme du cloître, qui s'acharnent sur les vocations, afin de les éprouver, et maintiennent, pendant des années, les postulants devant la porte ouverte pour leur libre départ. Il avait assez abusé des femmes pour les mépriser, à la fois, et s'exagérer leur pouvoir. Pour s'être ruiné activement avec elles, il en avait conservé le souvenir de traîtrises hâtives et d'abandons précipités. Il gardait du monde l'image amère qu'en conserverait un commandant de paquebot qui aurait fait plusieurs naufrages avec des centaines de passagers et aurait vu sur trop de visages la lâcheté féroce et l'égoïsme homicide. Bien loin de faire du prosélytisme, il était persuadé qu'André n'était point mûr pour l'Abbaye, que sa femme n'aurait point de peine à l'en arracher, et sa sympathie ne cherchait qu'à lui rendre agréable un séjour qui ne se prolongerait guère, croyait-il, au delà de l'été. Quant à Laurence, il la jugeait, et seule son amitié pour André l'avait empêché d'infliger aux impolitesses de sa femme plus d'une dure leçon, car il était d'humeur mordante.

Cette fois encore, il ne parut point avoir remarqué la mauvaise grâce de la spectatrice, mais il l'abandonna tout de suite, cessa de la voir, ainsi qu'il le faisait toujours, et avec une aisance qui exaspérait la jeune femme. Un peu en arrière, avec André qui s'était redressé, tandis qu'elle demeurait sur le large parapet, il se plaignait du calme plat, de la fuite du vent qui souvent brassait ces déluges, donnait à l'étreinte des eaux la tumultueuse violence d'un assaut.

Devant eux, un monsieur à jumelles et à lunettes, flanqué de deux longues filles et d'une femme courte, se retourna :

— Le jour où l'on coupera la digue, affirma-t-il doctoralement, la mer reviendra !

Puis il expliqua que dans vingt ans le Mont Saint-Michel se dresserait, comme le Mont-Dol, au milieu des plaines

maraîchères ; qu'il fallait couper ce remblai où s'enfouissaient les soubassements des deux tours, cette digue aboutissant à un cul-de-sac sordide et qui butait stupidement contre la muraille. C'était une honte de n'offrir, pour entrer au Mont, qu'une misérable passerelle, un caillebotis de planches pourries !... André et Vallée l'écoutèrent maudire la Société des Polders de l'Ouest, réclamer le dérasement de la digue, la suppression de la ligne de tramways, concéder à grand peine une passerelle aux piétons et aux voitures à bras. Il s'excitait, rougissait :

— Oui, une honte ! grommelait-il.

Sa femme l'interrompit doucement :

— Ne crois-tu pas qu'il serait temps de partir, si on veut pouvoir rejoindre l'auto ?

Vallée dit assez haut, mais sans paraître y attacher d'importance :

— D'ici dix minutes, la passerelle sera couverte, et l'on ne sortira plus qu'en bateau.

— Tu vois ! dit la femme alarmée.

Ils partirent en hâte.

— Toute la question de la digue ! résuma Vallée en montrant d'un coup de tête leur fuite dans l'escalier. Ils veulent que le Mont soit une île, mais ils entendent bien y entrer et en sortir à toute heure, et ne pas avoir un kilomètre à faire dans la vasouille pour aller retrouver leur voiture ! Vous l'avez vu y courir, au « hideux pédoncule », dès qu'il a été menacé par cinq centimètres d'eau !... Alors, comme ils exigent l'insularité confortable, il n'y a pas de raison pour que cela finisse !... Et puis, il faudrait qu'ils commencent par s'entendre ! Il y a les coupe-toujours qui veulent en sabrer quinze cents mètres, pas moins ! Par-dessus le marché, ils raseraient encore Roche-Torin, et puis les endiguements du Couesnon... D'autres transigeraient à deux cents mètres... Et qu'est-ce qu'ils nous proposent en place ? Les purs répondent : « Rien du tout. Un beau trou, mais on consentirait à vous le paver. » Certains offrent un petit pont roulant. Vous voyez ça ! Luna Park sur les grèves !... Pourquoi pas un téléférique ?... Une estacade en ciment armé ?... Je demande à la voir ! Si c'est pour nous coller, à quinze mètres de haut, une passerelle sur des poteaux, nous fabriquer un

mille-pattes en béton; qu'ils laissent ce qui est : c'est encore moins laid ! Ceux d'ici, d'ailleurs, crient comme des brûlés, que ce n'est pas un fossé large de deux ou trois cents mètres qui suffirait à tout désabler.

— Ils crient pour leur bifteck, observa André.

— Parfaitement. Comme ceux de la caserne qui poussent à la coupure, parce qu'ils ont des terrains là où l'on tronçonnerait. Ils y bâtiraient des hôtels et des cafés, et les touristes pourraient y attendre, en consommant, que le passage soit libre... Il arrive, ici, l'été, trois mille autos, sans parler des cars et du tram. Combien en viendra-t-il, quand on les arrêtera à 1 500 mètres du Mont, et que leurs douze mille occupants seront obligés de s'appuyer deux fois ces 1 500 mètres à pied ?... Quand les coupeurs répondent : « Il en viendra autant, bien davantage même, pour voir le beau spectacle du Mont entouré d'eau », je leur demande bien poliment s'ils se moquent du monde... Il faut choisir, mon vieux, ici comme ailleurs : la beauté ou la commodité, la masse ou l'élite... Au fond, personne ne s'y décide, et c'est pour cela que tous crient : « Marchons, marchons ! » en piétinant furieusement sur place la bonne digue goudronnée.

Pendant qu'il parlait, la nuit était presque venue et les amples électriques s'étaient allumées derrière eux, dans la rue. Toute couleur s'effaçait des eaux, mais le vent s'était levé et avec lui la rumeur du flot qui maintenant remuait très loin de vagues lueurs. On sentait le foisonnement obscur des houles. Leur montée lente se terminait, et elles se balançaient lourdement d'est en ouest avec un vaste clapotis. Leurs plis faisaient onduler, le long des remparts, des traînées de lumière froide, ces obscures scintillations que l'on voit, la nuit, du haut des ponts, sur la descente noire des rivières. Les deux hommes regardaient et se turent longtemps.

— Ça se met quand même petit à petit à l'échelle, murmura Vallée.

La mer, ce soir-là, s'était contentée d'une démonstration de masse, et il en émanait l'impression de calme puissant et lourd qui monte d'une foule muette. En envahissant le paysage jusqu'aux limites où le crépuscule laissait filer le regard, elle l'avait approfondi. Penché sur la tour, au-dessus

du flux qu'elle ouvrait comme une étrave, André ressentit soudain, avec une force enchantée, l'impression que le Mont tout entier glissait sur les eaux, qu'il était en route pour une navigation infinie.

Puis il se rappela Laurence et la chercha du regard sur la tour. Elle n'était plus à sa place, dans l'ombre, et il mit quelque temps à la découvrir adossée au parapet du rempart et tournant le dos à la mer. Le jet d'une lampe à applique lui éclairait le visage et lustrait le manteau de murmel d'une grosse dame avec qui elle causait.

Car elle causait, et ce fut cela qui, de loin, surprit le plus André : elle causait allègrement, et elle riait, même, détournée vers cette interlocutrice dont il ne voyait que le dos lourd et immobile. Il ne l'avait jamais vue, depuis un an, causer et rire ainsi.

Cette femme à qui elle parlait était arrivée avec la fin du jour, traînant au bout d'une laisse jaune un loulou blanc. Elle était venue s'accouder, en soufflant, près de Laurence, qui au premier coup d'œil l'avait reconnue. Les doigts secs qu'elle posait près d'elle, sur la pierre, étaient trop bagués, les plis morts du visage trop poudrés... Les yeux de l'arrivante, longtemps tonifiés par la gymnastique des œillades, l'avaient dévisagée avec hardiesse, et si la perruque, ondulée et brillante comme une mayonnaise, accusait le dur vieillissement des traits, les coups de crayon aux sourcils épilés, aux lèvres minces attestaient, aussi formellement qu'une signature, la volonté d'accrocher encore le regard.

« Une vieille en retraite... » pensa Laurence.

Elle méprisait d'ordinaire leur défaite, et, bourgeoise encore endiguée par son milieu, elle ne manquait point de railler celles qui s'étaient jetées hors du rang et ne pensaient, l'âge venu, qu'à y rentrer, à rendre à Dieu tout ce qu'elles devaient au Diable.

Mais elle avait tout de suite pressenti que sa voisine appartenait, au contraire, à la race hardie de celles qui ne demandent jamais grâce à l'opinion, lui rendent dédain pour dédain, restent redoutables et fortes.

La femme avait pris sa chienne dans ses bras, et elle rejetait la tête en arrière à cause des coups de langue rapides dont la bête lui lardait le visage.

— Allons, Neigette, veux-tu être sage ?... Regarde comme c'est beau !...

La chienne se démenait pour s'échapper et sauter à terre :

— Tu en as déjà assez ?... Tu n'aimes pas l'eau sale ?... Il faut pourtant trouver ça beau, ou tu passeras pour une bête !

Laurence s'était mise à rire, approbatrice, contente d'avoir rencontré cette alliée qui osait dire tout haut ce qu'elle pensait, et encourir la réprobation des spectateurs. La vieille se retourna vers elle :

— Ce n'est pas vrai, madame ? Je ne devrais pas le dire. Vous vous êtes peut-être dérangée de loin pour voir ça... Mais trouvez-vous vraiment que cela en vaut la peine ?

Laurence s'était écriée :

— Pas du tout !

— Allons, bien sûr !... Eh bien ! tenez, ce monsieur là-bas, en pardessus gris, est venu de Tours. A sa place, je regretterais mes 300 francs d'essence !... J'espère que vous êtes venue de moins loin...

Laurence avait hésité un instant. Le regard pesant ne la quittait pas ; les yeux jaunes la détaillaient, l'étudiaient plus qu'il n'est de mise dans une rencontre de hasard. Elle avait senti que sa réponse l'engagerait, mais elle s'était décidée :

— Je ne suis pas venue. J'habite ici...

L'autre avait eu un haut-le-corps d'étonnement sincère :

— Mais, moi aussi !... Comment se fait-il que je ne vous aie pas encore rencontrée ? Il n'y a pas tant de monde, ici, l'hiver ! On bute dix fois par jour les uns sur les autres !

— Je n'y suis que depuis deux mois, avait répondu Laurence, et je sors très peu.

— Je n'y suis que depuis huit jours. Mais j'y suis née, et j'y reviens tous les étés, depuis quinze ans... Cette année, il a fallu arriver plus tôt pour des réparations à ma baraque. Et puis, c'est idiot, mais je voulais revoir le Mont entouré par la mer... Je ne l'avais pas vu depuis que j'étais enfant. On se fait des idées, comme ça, de loin, et l'on arrive devant ça !... Enfin, je n'en emporterai point le regret en terre... Vous êtes venue pour tenir un magasin ?...

Laurence avait de nouveau hésité. Mais elle avait deviné,

à cause de ce regard insistant qui continuait de peser sur elle, qu'elle ne pourrait que différer ses confidences, que l'autre, dont la curiosité était armée, se renseignerait. Ne valait-il pas mieux se réserver le bénéfice de la franchise ? Car elle avait senti, chez la vieille promeneuse, une sorte de sympathie méfiante, prête à s'offrir. Puis cette femme qui venait ici quand elle voulait, qui revenait de même, lui avait semblé confusément détenir une force indépendante, dominer les circonstances qui l'enchaînaient, elle. Elle avait répondu très vite, en rougissant, et en s'insultant tout bas, rageusement, pour avoir rougi :

— Mon mari est gardien à l'Abbaye.

Le ton de l'aveu, la honte qu'elle n'avait pu en arracher, la rancune qu'il marquait, tout, elle l'avait aussitôt compris, l'avait livrée avec ses secrets, car sa voisine n'était point de celles à qui échappent de telles indications. Elle s'était redressée, surprise, et s'exclamait, mais d'une tout autre voix, d'une voix qui ne tâtait plus et où sonnait une cordialité brusquement familière :

— Mais je le connais ! Le gardien chef, le père Plantier, m'en a assez parlé ! Il ne tarit pas de compliments sur son compte !... Eh bien ! si les gardiens se mettent à avoir d'aussi jolies femmes, ça va nous changer agréablement !... Vous n'avez pas dû vous amuser tous les jours, ici ? Je me rappelle les hivers que j'y ai passés jeune, et j'en ai encore froid dans le dos ! Mais ça a peut-être changé.

Laurence avait répété, en secouant la tête :

— Pas du tout.

La chienne s'était dressée sur ses pattes de derrière et elle tambourinait sur les genoux de la jeune femme. Sa maîtresse la regardait et la laissait faire :

— Voilà Neigette qui vous fait du pied... Elle est comme moi, vous savez, elle a ses têtes !... Alors, puisque vous êtes de ses amies, pourquoi ne viendriez-vous pas nous voir ?... Je parie que vous êtes Parisienne... Vous n'avez pas besoin de me le dire : ça se voit de reste... Eh bien ! on parlera de Paris. J'en arrive... C'est promis ?... Mme Montard, à Claire Fontaine, en haut de la Grande Rue.

Elle partait sur une poignée de main et un sourire rapide. Quand elle passa devant les deux hommes, Vallée, qui, lui

aussi, avait observé le dialogue, la montra des yeux à André :

— Vous voyez ce qui passe ?... Une vieille poule, et c'est son droit ! Mais, comme langue, c'est certainement la plus sale bête de la terre, après le crapaud !...

Laurence traversait la tour et venait vers eux.

— On rentre ! ordonna-t-elle.

— On a le temps, répliqua André, les yeux brusquement noirs.

Mais elle allait déjà vers l'escalier :

— Eh bien ! je rentre...

Comme elle mettait le pied sur la première marche, la voix froidement courtoise de Vallée la rattrapa :

— Vous ne passerez pas par ici, madame, il y a certainement de l'eau jusqu'à la moitié de la rue.

Elle descendit sans répondre, et Vallée déclara :

— Mme Brelet va être obligée de remonter par le chemin de ronde. Il vaut mieux que vous l'accompagniez. Il fait si noir qu'on risque de se casser la figure par là-haut.

Il serra la main d'André et s'en alla le long du rempart, à larges enjambées, vers la Tour Boucle.

Lorsqu'André déboucha dans la rue, il s'arrêta, surpris par l'étrange spectacle. Laurence, elle-même, immobile sur le trottoir, regardait. Il la rejoignit.

La mer était entrée dans la ville et montée presque jusque la Barbacane. La rue en pente était devenue droite, car la longue bande d'eau calme la nivelait. Tout y avait rapetissé. Le corps de garde des Bourgeois avait perdu son escalier et débouchait de plain-pied sur l'eau. La poterne s'était raccourcie, et la Porte de l'Avancée, un long rectangle vertical, s'écrasait en carré. L'entrée du Mont, à demi comblée par l'eau, n'était plus qu'un soupirail de cave. Sous les lampes électriques, cette eau gris-verdâtre remuait, et un doris s'y balançait au bord même du trottoir. Des gamins en bottes de caoutchouc jouaient à descendre quelques pas dans la rue, jusqu'à ce que l'eau menaçât leurs genoux. D'autres embarquaient dans le doris et le faisaient rouler.

Il y avait foule sur les trottoirs. Tout ce qui restait de touristes intrépides, résolus à se faire cerner, s'étaient donné rendez-vous à la Porte du Roy. Déjà des pisteuses d'hôtels s'insinuaient dans leurs groupes et murmuraient :

— Un repas à douze francs, messieurs-dames, cidre compris... Chambres chauffées, donnant sur la mer...

Elles leur glissaient des cartes. M. Plantier était descendu. Il vint saluer Laurence.

— On ne fait pas mieux à Venise, affirma-t-il. Vous allez rentrer chez vous en bateau... Justement, quand on parle du bateau, on en voit le bout...

L'avant d'un doris venait en effet de dépasser la Porte de l'Avancée, et c'était un jeu de le regarder passer ainsi très haut au-dessus du sol, ce sol où l'on marchait chaque jour. Le bateau tourna doucement, et prit le milieu de la rue. L'homme qui conduisait et qui avait lâché les avirons pour franchir la porte les reprit. Ce fut seulement lorsqu'il se renversa pour haler, que la forte lampe du Corps de garde lui frappa le visage et qu'André reconnut Baucher.

Les remous de la nage et l'avance du bateau animaient maintenant l'eau sombre dont les plis scintillaient sous les becs électriques. Un pêcheur à cuissardes fit quelques pas sur le trottoir ; il en eut tout de suite par-dessus les genoux, mais parvint à empoigner le doris à l'avant, à lui tirer le nez au sec sur les pavés. Baucher, assis sur son banc, roulait attentivement une cigarette, en attendant les clients.

Personne, pourtant, ne se décidait encore à embarquer, car les gens du Mont annonçaient que la marée monterait encore, et tous voulaient en voir la fin. Puis le spectacle étrange les retenait : cette rue d'eau qui se haussait sous les lampes entre les murs ; ce bateau à lanterne qui venait d'entrer silencieusement par le haut de la porte ; ces hommes bottés, jusqu'au ventre, de crêpe jaune et grenu, et qui, au bout de trois pas, ne promenaient plus que des bustes larges sur la surface sombre ; le déplissage obstiné du flot sur le pavé et ses courts élans, qui, en mouillant les semelles, déclenchaient les cris et la reculade... La nuit épaisse plafonnait l'attraction et y rabattait les regards.

Laurence, pourtant, se lassa vite :

— Tu viens ?

Elle marcha au doris, en saisit le rebord. André lui empoigna le bras et la retint :

— Non. On rentrera par là-haut.

Elle voulut se dégager par une torsion d'épaules :

— Mais jamais de la vie ! Je ne m'appuierai sûrement pas la montée. Et puis, cette péniche...

Il resserra l'étreinte :

— Je t'ai dit « non » !

Jusque-là, ils avaient parlé bas, de bouche à oreille. Seul Baucher les entendait et les regardait, goguenard. Mais Laurence perdit patience et déclara très haut :

— Moi, j'y vais. Si tu as peur, fais le tour !

Tous les regardèrent à la fois, et André la lâcha, mais en la repoussant : un geste de fureur qu'il retint mal et qui jeta le genou de Laurence contre le bordé du doris. Il avait, comme tous les hommes, quand ils ne sont pas des brutes, horreur des esclandres de femme, de ces éclats où se déchaîne leur impudeur foncière. Il ne connaissait pas de trahison pire que de livrer aux ricanements des badauds le secret d'une discorde, de triompher par la honte de l'autre. Cela le brûlait jusqu'au bout des doigts... Elle le savait et en jouait. Quand elle heurta le bateau, elle gronda, outrée :

— Non, mais !...

Alors, Baucher cria :

— Embarquez !

André vit l'arrière du doris bouger, reculer, disparaître. Alors, il fit demi-tour, les yeux à terre, et remonta la rue, en freinant de toutes ses forces sur son pas, pour simuler une flânerie qui ne donnerait le change à personne...

Quand l'avant du bateau où dansait la lanterne s'engagea sous la Porte de l'Avancée, Baucher avertit sa passagère, en rentrant ses avirons :

— Attention à vos mains !

Elle tenait le bordé : elle le lâcha, car le passage était étroit et un côté du bateau racla le mur. Au delà, tout était noir, absolument, et le flot commença de bercer doucement l'embarcation.

— Pas à la digue, ordonna-t-elle, à droite. Vous me débarquerez aux Fanils.

— Je sais, répondit-il. Je vous connais.

Surprise, elle regarda l'homme à l'avant. Il formait écran sur la lanterne, et elle ne distinguait que sa silhouette noire, sans visage... Après quelques instants, il cessa de ramer, et elle vit luire tout droits, à l'horizontale, les bras des avirons

dont les pales se perdaient dans l'ombre. Elle écouta un instant le clapotis contre les flancs du doris, et elle allait demander : « Qu'est-ce qu'on attend ? » lorsqu'elle sentit que l'homme penché la regardait, qu'il n'était attentif qu'à elle. Il dit, enfin, d'une drôle de voix :

— Dites donc, si j'étais méchant, je vous emmènerais promener !...

Elle ne le crut point ivre, car les paroles étaient nettes, sans bavures, et toutes chargées de sous-entendus. Elle jeta un regard dans le ciel noir : devant elle, les fenêtres de sa caserne brillaient, loin encore. Elle se détourna furtivement : le reflet rouge, coulé par la Porte de l'Avancée, s'allongeait maintenant loin derrière eux... Ils étaient arrêtés au milieu du chemin. Mais en criant, quand il essaierait de l'empoigner, elle pourrait peut-être se faire entendre de la digue où glissaient les rayons des phares d'autos...

— Votre mari ne l'aurait pas volé !...

Elle fut stupéfaite. Elle attendait si peu qu'il fût question d'André !... Puis, elle pensa que l'homme lui en voulait sans doute de s'être opposé à l'embarquement, à la promenade, au pourboire, et elle demanda :

— Mon mari ?...

— Dame ! ça ne serait que lui rendre la pareille ! Il balade bien ma femme...

Ahurie, elle entendit les avirons refrapper l'eau. On repartait ! Cela lui redonnait, à elle, l'avantage. Elle demanda sèchement :

— Qu'est-ce que vous voulez dire ?

— Je veux dire ce que je dis... Que la peau lui en cuira, s'il continue à tourner autour de jupons qu'il n'a point payés !...

La menace cognait à coups rauques, dans la nuit. Il se renversa, halant dur, et le doris fila. Ils se turent jusqu'à ce que le fond eût raclé le pavé de la cour des Fanils. Détourné, le pêcheur surveillait l'échouage, et la lanterne faisait saillir le gros tendon de son cou. Il descendit à l'eau, amena le bord à l'appui du perron, pour qu'elle pût commodément débarquer. Lorsqu'elle fut debout, sur la marche de pierre, elle demanda :

— Je vous dois ?...

Il repoussait déjà son bateau dans le flot et ne se détourna pas :

— Je ne prends rien aux gens d'ici...

Elle en fut plus humiliée que de tout ce qu'il lui avait dit auparavant.

André rentra moins de cinq minutes après elle. Sitôt hors de la portée des regards, il avait couru, grimpé deux à deux les degrés, dévalé le chemin de ronde en butant contre les pierres. Il la trouva debout au bord du fourneau, devant un plat où crépitait du beurre. Il avait tout imaginé, sauf cela, pour avoir complètement oublié le souper.

Elle ne le regarda point. Elle soulevait par l'oreille le plat de porcelaine pour y mêler le beurre roux, et conclut, comme pour elle-même :

— Il fallait le dire...

— Quoi ?

— Que tu étais l'amant de sa femme.

Elle cherchait si visiblement une scène qu'il haussa les épaules et s'assit. Même, il releva machinalement, comme jadis, son pantalon sur ses genoux, bien qu'il n'y eût plus de plis à protéger, mais il contrôlait mal sa machine, tout entier à sa recherche des explications claires qui allaient liquider tout de suite cette stupide histoire.

— Voici exactement ce qui s'est passé...

Il raconta comment il avait, par hasard, rencontré les coquetières sur les grèves, mais sans parler du bain forcé qu'elles lui avaient fait prendre. Il s'était amusé à les faire parler. Baucher était survenu... Une brute !... Il était passé deux fois en correctionnelle, pour coups et blessures. Il avait tout de suite lâché des goujateries que lui, naturellement, avait laissé tomber... Mais le jour que cette fille, après s'être enlisée, était arrivée demi-morte à *la Chimère*, où, lui, attendait un camarade, il n'avait tout de même pas pu se dispenser de s'occuper d'elle. Cela avait suffi à mettre l'autre en fureur. Cette fois, il l'avait remisée. C'était tout !

— Tu ne m'avais jamais parlé de cet enlisement.

Il hocha la tête : il y avait tant de choses dont il ne lui parlait plus !...

— Alors, ce serait pour cela qu'il me menaçait, tout à l'heure, de m'emmener où il voudrait avec son bateau, et de te rendre la monnaie de ta pièce ?... Parce que, voilà ce que j'ai été obligée d'entendre, moi, ta femme !...

Il promit :

— Je lui casserai la figure !

— Pour qu'on dise que tu t'es battu pour la fille !... Je n'en crois pas un mot, de ton histoire ! Un homme ne devient pas enragé, comme celui-là l'était, sans motifs... Il a fallu qu'il vous pince !... Et je ne suis qu'une imbécile de ne pas lui avoir demandé de détails. Mais je le retrouverai, tu entends !... Ah ! tu te mets à courir les poissardes ! Eh bien ! c'est complet !

Il fut sur le point de répliquer : « Quand il s'agissait de toi et de Delabre... », d'opposer sa belle confiance d'alors à ce débordement de soupçons imbéciles. Mais un scrupule trouble le retint : il ne voulait pas se targuer de cette foi en elle qu'il n'était plus sûr d'avoir gardée intacte.

Puis une dissonance dans cette colère, une sorte de malfaçon dans cette révolte dont elle redoublait maintenant les éclats, le frappaient. Il la scrutait avec une attention profonde, puis il dit très doucement :

— Ne joue pas cette comédie-là. Ce n'est pas joli...

Elle tressaillit, comme piquée :

— Une comédie !

— Mais oui !... Je sais maintenant que tu me crois, que tu as parfaitement compris qu'il n'y avait dans tout cela que la rancune d'une brute butée... N'importe quand, n'importe où, tu en aurais ri, tu m'aurais blagué... Seulement, ici, aujourd'hui, tu fais flèche de tout bois, et, encore une fois, ce n'est pas joli !

Alarmée, elle se rapprocha :

— Pas de mots croisés, hein !... Et pas de grands mots : ils ne seraient pas de ton côté !... Qu'est-ce que tu veux dire ?

Il leva la tête pour bien la regarder :

— Tout simplement que, depuis dix minutes, tu me joues l'indignation, l'épouse outragée, pour arriver à me sortir quelque chose qui justement ne veut pas sortir, parce que c'est trop gros !...

Elle comprit qu'elle était devinée, qu'il fallait se dérober, rompre le combat, mais elle le vit sourire, et elle attaqua à fond :

— Sortir quoi ? Que je te donne le choix ?...

Il railla, sans la quitter du regard :

— Ça vient ! Nous y sommes presque !...

— Que si tu veux rester ici pour cette fille, tu y resteras tout seul ?...

Il se leva en riant, cette fois, un rire qui chavira tout de suite et ne lui tira plus qu'un coin de la bouche :

— Voilà !... Voilà ce que tu prépares depuis que je suis entré : ce vieux coup du départ !... Il y avait longtemps !... Mais est-ce que tu serais bête, pour sauter comme ça sur les pires bourdes, pour ne pas t'être aperçue que, cette fois, c'était tellement imbécile, tellement niais, qu'il valait mieux laisser tomber.

Elle l'écoutait, blême, les lèvres tremblantes :

— Je te jure que tu regretteras ce que tu dis là !...

Il haussa des épaules lasses :

— Naturellement ! Plutôt que d'en avoir le démenti, tu partirais... Ça aussi, c'est dans l'ordre ! Eh bien ! si je pouvais te croire sincère, j'aimerais mieux ça !... Cent fois ! Mais que tu ramasses une femme, la première venue, celle-là, pour la jeter entre nous et trouver un prétexte de plus pour claquer la porte, tu ne peux pas savoir à quel point ça me dégoûte !

Il s'excitait en marchant, en criant, et il se planta devant elle :

— Tiens ! je n'ai qu'un regret, ce soir, c'est que tu n'aies pas raison, c'est de ne pas avoir pris cette fille qui ne demandait probablement que ça, de n'être pas capable de ce que tu fais semblant de me reprocher !

Elle riposta, toute dressée, stridente :

— Pas capable ? Ah ! là, là ! Vivre de pourboires, balayer la crotte de l'Abbaye, traîner en guenilles avec tous les loqueteux des grèves ou courir après des souillons, ce n'est pas tout un ?... Puisque tu es capable de ça, tu es capable du reste ! Ah ! c'est que tu n'es pas devenu difficile !

Il appuya sur elle un regard si pénétrant et si triste qu'elle se détourna, et il reprit, en écho sourd :

— Pas devenu difficile ?... Si.... Malheureusement !...

III

La mi-avril établit le printemps, et le Mont reposa enfin dans un ciel clair.

Car tous les hivers, les nuées, les vents, les pluies ou les

brumes lui imposaient une prodigieuse mobilité de visage. Chaque minute des mois noirs le tourmentait, l'effaçait tout entier ou à demi, rognait des pilastres ou des tours, l'aplatissait contre l'horizon ou le creusait au contraire de brèches d'ombre... Les rafales le barbouillaient de fumées, et la mer, les grèves blêmes, se défaisaient sous lui, le glaçant de pâleurs subites, le noyant d'en bas, comme s'il eût été son propre reflet. A se délayer dans les ciels en fuite, il perdait toute couleur, s'écoulait en stries grises. Parfois sa silhouette noircissait comme un orage, et les écailles de ses toits luisaient. L'hiver, il était, comme tout ce qui demeure, insulté par tout ce qui passe.

Mais le ciel bleu-blanc du printemps lui rendait, avec l'immobilité et l'équilibre, sa patine de blé qui mûrirait jusqu'en août, quand l'été compact lui infligerait son aspect saharien de pyramide. La lumière neuve, mieux que les midis éclatants, épanouissait la douceur de sa vieillesse : l'ivoire jauni des murailles ne se dorait point encore, les tuiles restaient roses, et, sur son clocheton d'un bleu foncé, l'archange vermeil brillait sans éblouir.

Par-dessus tout, la limpidité d'avril départageait Dieu et l'argent. C'était le mois de l'année où la cathédrale écrasait le mieux le bazar, où l'on s'apercevait, du premier coup d'œil, que ce qui appartenait au monde restait bas, se glissait entre le rempart et le roc en troupeau honteux d'échines maigres, tandis que la prière montait à grands jets verticaux sur la montagne, évidait jusqu'au prodige l'élan des arcs, étirait les tours, les murs bénédictins vrillés sur le monde de fenêtres avares. Alors plus que jamais il eût été raisonnable de traiter le Mont en terre promise, celle que les sages contemplaient de loin, en laissant les autres y entrer.

Car sitôt franchie la Porte du Roy, le clinquant de la rue tirait l'œil. Depuis le lundi de Pâques, qui avait poussé le premier flot de touristes, les bazars avaient abattu leurs volets et sorti leurs éventaires. Toute la ferblanterie des brocs et des pots arrondissait dans la Grande Rue des panses fourbies, et chaque cuivre accrochait un rayon. Des animaux de bois peint et de celluloïd hochaient aux étalages leurs têtes à bascule. Il y avait des petits pêcheurs de terre cuite et des boîtes de chocolats moulés en coquilles et enveloppés de papier doré.

Mais ce qui finissait par écraser, à cause de sa répétition tenace, c'était l'enlaidissement de l'image souveraine qu'on était venu chercher là, et qu'on vous présentait, cent fois à chaque pas, déformée, avilie, à en pleurer. L'ingéniosité de la brocante avait multiplié les Mont Saint-Michel jusqu'à la nausée. Elle en avait mis au fond des assiettes, sur des chromos criards, des timbales, des couverts à salade, sur ces plaques de bois à encadrement d'écorce et qui font rustique, dans ces globes à secouer, remplis d'eau et de rognures pour effets de neige. Très vite, cela créait une hantise, et la caricature finissait pas masquer le merveilleux modèle. Dans cette fosse du commerce, on ne le voyait plus, on pouvait s'en croire à cent lieues, on ne le retrouverait qu'en s'éloignant.

En même temps, la chaîne du « gogluage » s'était établie du haut en bas de la rue. C'est là un vieux mot, pour désigner une vieille et détestable coutume, dont les lettres de noblesse remontaient pourtant au moyen âge : le pistage, la double haie d'invites que le pas du client déclenche au passage comme s'il appuyait sur un ressort. Les femmes de chambre des hôtels, les factrices des magasins chargées du raccrochage avaient été choisies parmi les plus accortes. Leur racolage cauteleux était à ce point écœurant qu'il faisait regretter la foire d'empoigne de jadis, quand les « goglus » étaient des hommes, qu'ils se disputaient les valises à coups de poing, les arrachaient aux touristes en leur criant :

— Vous les retrouverez à l'hôtel.

Quand ils empoignaient les femmes au bras, en leur disant :

— N'allez pas avec celui-là : il sort de prison !

Quand ils criaient :

— Je les plains, ceux qui vont déjeuner chez un tel... Ils vont payer cher le droit de crever de faim !

Quand ils rendaient un pourboire de quatre sous en disant :

— Garde-les ! Ça pourra te servir !...

Il avait fallu que le gouvernement s'en mêlât et les gendarmes. C'était alors qu'on avait mis des racoleuses.

Dès les premiers jours de mai, la population saisonnière fut au complet : femmes de chambre, cuisinières, filles de

salle, plongeuses, garçons, factrices, chefs et emballeurs embauchés pour quatre mois, résolus à gagner de l'argent, à s'esquinter, mais à rigoler ensemble. Les bonnes étaient, pour la plupart, de ces filles qui ne peuvent se placer dans les maisons bourgeoises, à cause de la solitude des cuisines où elles pleurent dans la vaisselle, et à qui il faut l'atmosphère des offices, leur gaieté grasse, le mouvement, l'activité éreintante, les copines, les gravelures des garçons et des fricasseurs. Pendant la semaine, elles bâillaient encore, souvent inoccupées ; mais le dimanche, cela donnait à plein, et les patrons préféraient les garder sous la main, puisque, aussi bien, ils les payaient à peine et qu'elles servaient pour les pourboires.

Ces patrons et ces gérants étaient arrivés de Paris, de Pontorson ou d'Avranches, où ils passaient l'hiver. Le pavé, désormais, leur appartenait, et, comme dans les combats de rues, chacun guettait, toute la journée, les maisons d'en face. Car l'envie, l'espionnage, la malveillance armée s'installaient avec ces nouveaux venus. On se haïssait de porte à porte, coude à coude. L'entrée de clients dans un magasin pinçait au cœur le concurrent. On envoyait les bonnes compter les tables prises à l'hôtel voisin. On changeait les fournisseurs, en criant à la trahison, s'ils étaient surpris à ravitailler le rival détesté, et Laurence reçut un matin une étrange visite, celle d'un petit homme gras qui s'excusa du dérangement, mais voulait apprendre de quelqu'un du pays où l'on mangeait le mieux. Elle le renvoya, sans douceur, en déclarant qu'elle s'en moquait. Elle apprit ensuite que l'homme était un huissier chargé de s'assurer de la neutralité des gardiens, en matière de propagande hôtelière, et qu'il tenait tout prêt un constat pour établir, le cas échéant, une plainte à l'administration en démarchage et abus de fonction.

Ce fut Mme Montard qui la prévint. Elles étaient devenues intimes. L'après-midi où, pour la première fois, Laurence était entrée à Claire-Fontaine, la tiédeur du chauffage central, les mosaïques du vestibule, le salon à meubles trapus où le thé l'attendait, lui avaient donné l'impression de revenir d'exil. Après quelques visites, la face du Mont tout entier lui avait paru changée. Qu'il pût abriter de fastueux appartements et qu'elle y fût reçue en amie familière, l'avait brusquement

épanouie. Elle retrouvait, à Claire-Fontaine, l'atmosphère perdue, et la joie que cela lui donnait, elle l'accueillait avidement comme une preuve qu'elle n'avait point changé. A constater son refus de résignation, son appétit de luxe encore exaspéré par le jeûne, elle se réjouissait, comme un lutteur, qui, après une convalescence, fait jouer ses muscles et les retrouve souples.

Elle s'était tout de suite confiée, apportant à raconter sa vie ancienne la hâte que l'on met à présenter des références. Après cela, Mme Montard ne l'avait plus appelée que « ma petite ». Tout ce qu'elle venait de lui dire, elle l'avait deviné dès le premier jour.

— Vous, une femme de gardien ! Il n'y avait qu'à vous regarder !

Ah ! elle pouvait compter sur elle pour l'aider, et à fond !...

Car ces projets d'évasion l'avaient tout de suite passionnée. Elle aussi détestait ce village, d'où elle s'était enfuie mineure, avec les gendarmes à ses trousses. Il n'y avait pas si longtemps qu'elle avait osé y rentrer, qu'elle y avait été accueillie par le scandale outré des vieux, la curiosité goguenarde des jeunes. Elle savait parfaitement, par ses bonnes renvoyées, ce qu'on y disait, ce qu'on y pensait d'elle. Alors que l'argent y comptait presque seul, que tous étaient là, collés au roc, uniquement pour en gagner, le sien ne l'avait point réhabilitée. Elle restait notée d'infamie par ces Normands rancuneux et jaloux. Elle était toujours pour eux « la Julie Montâ », qui s'était échappée de chez son père avec un touriste, de ces touristes de 1880 amenés par la digue neuve, et qui ne revenait que parce que les hommes n'en voulaient plus à Paris. Elle n'avait pu acheter, en prodiguant aux œuvres et au bureau de bienfaisance, que la considération apparente du curé et du maire toujours tenus d'en avoir de disponible. Aux autres, elle rendait leur mésestime en dénigrements féroces.

— Si vous les connaissiez comme moi ! disait-elle à Laurence.

Et elle racontait inlassablement la chronique scandaleuse du Mont, les haines de familles, la guerre des hôteliers et des bazars, avec ses péripéties grotesques ou brutales. Elle mimait les Montois, reprenait, pour les faire parler, l'accent et les mots de sa jeunesse, les dessinait en charges mordantes, avec

tout le bagout retrouvé de la boniche qu'elle avait été. Laurence s'étonnait :

— Mais pourquoi y êtes-vous revenue ?

Car elle n'était point dupe; elle faisait très large, dans ces histoires, la part du dépit, de la rancune, et songeait, à part elle, que partout ailleurs Julie Montard eût été inconnue et à même de faire la vieille dame.

— Pourquoi ?... D'abord, pour qu'ils en crèvent de jalousie. J'ai lavé la vaisselle chez eux, mais, aujourd'hui, leurs filles seraient trop contentes de venir laver chez moi. Et puis, expliquez ça comme vous voudrez, quand je suis ailleurs, je n'ai plus qu'une envie : revenir ici ! Et pourquoi ? Je vous le demande... Je n'ai pas mis le pied trois fois dans ma vie, là-haut, dans leurs caves à touristes. Étant petite, j'ai galopiné sur les grèves, mais vous pensez bien que ça m'a passé !

« Je ne peux pas sentir les gens d'ici !... L'été, tous les types à saucisson et à cidre me dégoûtent ; je ne mets le pied dehors que le soir... Et, pourtant, je ne me trouve bien que là. Je passe ma vie entre ces deux fenêtres !

L'une donnait sur l'Abbaye et, en levant la tête, on voyait les toits triangulaires des Logis abbatiaux, au-dessus de la claire-voie des ogives, les pinacles du chœur et l'escalier de dentelles, le triangle bleu du clocheton et la vertigineuse flèche. Par la fenêtre de l'est, les grèves chamois s'allongeaient, et Tombelaine renversait son reflet lourd sur le miroir luisant des sables. La grosse vieille femme allait de l'une à l'autre, ne comprenant pas que la double merveille du site et de l'Abbaye l'avait, ainsi que tant d'autres, sans qu'elle en eût même conscience, imprégnée, envoûtée, que le prodigieux spectacle était devenu comme le pain de ses yeux, et elle s'en plaignait :

— Devient-on bête, quand on vieillit ! L'air d'ici m'est mauvais, pour mon asthme. Je suis sûre d'avoir des crises ! Eh bien ! j'ai dit au médecin : « J'y crèverai dix ans plus tôt, mais au moins j'y crèverai !... » On m'aurait dit ça, quand j'étais jeune, qu'on pouvait avoir un pays dans la peau !... Mais, ce que je comprends que vous vouliez vous sauver !

Assise à la fenêtre des grèves, elle rêvait un instant, ces rêves bas, qui ne sont que des regrets, puis elle se reprenait,

regardait Laurence, d'un regard redevenu soudain dur et perspicace.

— Alors, du côté de votre mari, rien de neuf ? Toujours content de la situation ?...

Car leur conversation les ramenait toujours à rôder autour de l'ennemi, à l'étudier pour le déloger du terrain. Mme Montard ne connaissait André que pour l'avoir guetté et rencontré. Laurence avait inutilement essayé de le présenter à sa nouvelle amie : il avait maussadement refusé.

— Elle me dégoûte !... Vas-y si tu veux, mais ne m'en parle pas !

La vieille avait très bien deviné ses sentiments, à le voir détourner son regard, dans la rue, ou regarder ses pieds. Pourtant, elle ne lui en voulait pas. A vieillir dans son métier, elle s'était entraînée aux dédains des jeunes, aux résignations nécessaires, à la stricte discipline des désirs. C'était la sagesse essentielle. Elle haussait les épaules et disait : « C'est bien fait ! » lorsqu'on lui parlait de vieilles copines grugées par de jeunes amants. Les jeunes ne comptaient plus pour elle : à peine éprouvait-elle quelque plaisir à leur voir faire des sottises.

André l'intriguait, pourtant, parce qu'elle n'avait pu comprendre, dans les confidences de Laurence, ce qui l'attachait au Mont. Quand elle s'informait, la jeune femme ne trouvait à répondre que :

— Ça lui plaît !

Adroitement, elle avait exploré toutes les directions. Était-il fainéant ?... Cela eût expliqué bien des choses.

— Non.

— Dévot ?

— Ah ! non !

Il n'était pourtant pas d'âge à s'emballer sur les vieux pavés, les bouquins et les plans d'architecte, comme les gâteux qui se faisaient enfermer dans l'Abbaye, et qu'il fallait épousseter sans arriver à les débarrasser des toiles d'araignées qui eur tapissaient le plafond ?...

— Non ! Vallée lui a prêté des livres : il ne les a pas lus.

— Vallée ?... Ah ! oui... Un beau piqué, celui-là !...

Quand Laurence lui eut raconté l'histoire d'Andréa, elle crut un instant à une piste, mais son expérience l'abandonna aussitôt.

— Pas de quoi fouetter un chat ! S'il fallait que les hommes se cramponnent partout où ils trouvent une fille prête à se laisser faire !...

Elle cherchait activement partout, sauf en elle-même où elle eût trouvé, dans l'enchantement qui l'attachait au roc, une explication, peut-être... Mais elle était trop persuadée que c'était là une infirmité de vieillesse, elle en enrageait trop, pour pouvoir supposer une seconde qu'un homme jeune pût ressentir les premiers effets du sortilège. Elle conclut :

— Il n'y a qu'à attendre... Et puis à ne pas lui tenir tête, parce que les jeunes se butent... Mais, surtout, ma petite, il faut qu'il ait le béguin. S'il ne l'a plus, il faut le lui redonner. Parce que, le jour où vous le mettrez à même de choisir entre vous et la belle situation qu'il a dégottée, il ne faut pas qu'il hésite !... Pour commencer, vous allez me faire le plaisir de vous fringuer mieux que ça : voilà le beau temps qui arrive...

Et comme Laurence avait sursauté :

— Vous pensez bien que si je me mêle de ça, c'est que je le prends à mon compte... Si, si, ça m'amusera de vous installer... Mais oui, c'est entendu, vous me rendrez ça !... S'il vous demande où vous avez pris l'argent ?... Ah ! là là, ma petite, les hommes ne s'occupent jamais du prix de vos robes tant que vous ne leur demandez pas de les payer !...

Un autre jour, elle avait brusquement interrompu ses conseils, et, regardant sa protégée droit dans les yeux :

— Mais, je vous dis tout ça !... Il faudrait d'abord savoir si vous y tenez, à votre mari ?... Autrement, ça changerait tout...

Laurence avait répondu :

— J'y tiens assez pour vouloir partir d'ici avec lui. Mais s'il y reste, l'hiver prochain, il y restera tout seul, il le sait !

C'était dit avec cette froide résolution des femmes à laquelle une autre femme ne se trompe jamais. Cette petite-là, conclut Mme Montard, était sûrement capable de tout casser pour s'échapper. Il y aurait du sport, car le mari n'avait point l'air de raconter ses affaires, et avec ceux-là, les en dessous, on peut s'attendre à des surprises ! L'aventure la rajeunissait, c'était une distraction inespérée, un joli jeu qu'elle jouait bien jadis, quand il fallait donner ou souffler un homme à une copine. Elle savait les meilleures tactiques :

— Surtout, ne vous pressez pas. Maintenant, vous avez le temps. L'été, vous vous ennuierez moins : c'est un trou de bains de mer comme un autre...

Laurence avait approuvé : elle se promenait avec agrément sur les remparts, dans les jardins en bordure du Petit-Bois, depuis qu'elle y avait été suivie et deux fois accostée. Ceux qu'elle y avait éconduits lui avaient rendu l'orgueil et le goût de sa beauté...

— Quant à votre mari, avait encore ordonné Mme Montard, ne lui parlez plus de partir. Quand il s'entêterait à rester, parce que vous vous entêtez à filer, ça ne m'étonnerait qu'à demi. Laissez faire ! Il s'en dégoûtera tout seul. Il n'a encore rien vu, vous savez ! L'hiver, c'est la bonne vie : ces messieurs vivent de leurs rentes ! Mais l'été, ça change ! Avec les cent mille imbéciles qui leur passent par les mains, ils les gagnent, leurs pratiques !...

Elle prévoyait juste.

La brusque métamorphose du Mont avait tout de suite rebuté le nouveau gardien. Ces magasins, qu'il avait vus si longtemps clos, étaient tombés aux mains d'étrangers maussades et qui campaient là avec une arrogance de vainqueurs. Même ceux qui, l'hiver, restaient sur place, et désœuvrés recherchaient alors volontiers les gardiens pour peupler les heures, avaient changé d'âme et de visage. Ils avaient brusquement ressaisi leur dignité de propriétaires riches et marqué la distance qui les séparait des crève-la-faim de là-haut. Les gardiens n'étaient plus chez eux dans la Grande Rue, cette rue qu'emplissaient, l'hiver, la voix nasillarde du père Plantier, les grands appels de Vallée interpellant les amis de la Tour du Nord à la Porte du Roy. Ils y passaient maintenant en hâte, dévisagés par les bonnes et les vendeuses effrontées, avec l'humilité de gens qui n'achetaient point, ne consommaient point, et qui n'avaient rien à vendre.

A l'Abbaye, c'était déjà l'invasion. Les guides, au complet, attendaient maintenant leur tour de visite dans l'étroit poste, derrière la cheminée de la Salle des Gardes. Ni André, ni Vallée n'y séjournaient. Les autres y causaient, assis, en fumant. Il y avait là des mutilés, des pensionnés qui avaient eu droit à un emploi civil, de braves gens, et qui savaient réciter leur pancarte. Deux pourtant étaient en guerre décla-

rée avec André : Roubaud, dont Laurence avait giflé la femme, et Grénier, un gazé, que les courants d'air, la poussière faisaient tousser et qui avait jadis échoué à son brevet. Il détestait chez André et Vallée les ex-bourgeois cultivés, et les accusait de flagorner le gardien chef qui ne pouvait d'ailleurs le souffrir. Comme il redoutait le bagout mordant de Vallée, ses sarcasmes, il travaillait sournoisement l'opinion, et, quand l'un des deux amis paraissait dans le poste, tous se taisaient et répondaient à regret. André avait essayé de les désarmer par des avances maladroites, mais Vallée, durement, l'avait tancé :

— Arriverez-vous à les faire devenir intelligents, ces deux-là, ou à vous abrutir comme eux ? C'est toute la question... Tant qu'il y aura entre vous et eux cette petite différence, il ne faudra pas espérer être copains. Faites comme moi : bonjour, bonsoir, un service à l'occasion, du feu quand ils en demandent, et chacun chez soi !... Quand ils auront encaissé que vous soyez ce que vous êtes, ils vous le feront dire. Mais il faut leur donner le temps... Des bons gars, dans le fond, mais embêtés d'être bêtes !

André et lui se tenaient tous deux, le plus souvent, dans la Salle des Gardes, au-dessus de l'escalier du Gouffre, ou encore dans l'Aumônerie où ils flanquaient le gardien chef, ce qui n'était point fait pour arranger les choses. Docheais, souvent, venait les rejoindre.

Un coup de cloche les appelait. Alors André prenait la tête de son groupe, en criant :

— Par ici, pour la visite.

Et il partait vers l'escalier abbatial, devant le piétinement des visiteurs qu'intimidaient toujours les larges degrés et qui se taisaient d'ordinaire jusqu'au Saut-Gautier. Au-dessus de la citerne de l'Aumônerie, un prisonnier avait gravé au couteau le mot : *Spes*. L'entaille émouvante ne faisait point partie de la visite, et André ne la désignait pas. Pourtant, il ne passait jamais dessous sans y penser, sans en éprouver un petit réconfort.

Les touristes lui échappaient dès la plate-forme du midi, d'où l'on voyait le Couesnon, la digue, un pan de l'herbu et Avranches. Ils s'amusaient à retrouver leur automobile toute recroquevillée sur la tangue, à la petitesse des promeneurs

dans la rue ou sur les grèves. Ils s'y seraient volontiers attardés. Au contraire, à la plate-forme de l'ouest, ouverte sur le large et les terres basses de Bretagne, ils s'ennuyaient vite et ne se faisaient point prier pour déboucher dans le cloître. Il plaisait. André faisait remarquer que pas une sculpture des chapiteaux ne se répétait, et tous aussitôt entreprenaient le contrôle. Ils attestaient :

— C'est vrai !

Ils admiraient encore que des cinquante-sept baies à lancettes du réfectoire, il n'y en eût pas une seule de visible dès l'entrée, que le visiteur dût les découvrir, à droite et à gauche, à mesure qu'il avançait. Ils en prenaient l'idée de moines bâtisseurs facétieux qui s'étaient amusés à des attrapes architecturales.

Venant après la Grande Roue, la Crypte des Gros Piliers produisait quand même quelque effet. Ils l'estimaient de supporter le chœur de la basilique où ils étaient tout à l'heure. Mais la Salle des Hôtes, la Salle des Chevaliers, se visitaient comme une église, avec la hâte d'en sortir. Ceux qui avaient écouté jusqu'au bout les explications étaient fourbus de dates et de mesures. On les avait promenés dans un labyrinthe où ils n'essayaient même plus de se retrouver. Quelques obstinés, parfois, tâchaient encore de s'orienter :

— Alors, ici, on est sous l'église ?

— Non. Vous êtes dans les bâtiments de la Merveille, à la hauteur du promenoir.

Ils disaient : « Ah ! oui... » et n'insistaient pas...

Ceux-là, c'était la masse naïve et sympathique. Mais il y avait les importants qui prenaient à leur compte les explications ; ceux qui avaient déjà visité et qui annonçaient les salles comme les péripéties au cinéma ; ceux qui ne comprenaient rien, ne s'y résignaient pas et harcelaient le guide de questions navrantes ; ceux qui demandaient à ne pas manquer leur train ; les plaisants, surtout, qui empoisonnaient le parcours de bout en bout, réclamaient les plumes de saint Michel, et contre qui il fallait déchaîner l'indignation publique en annonçant :

— Je ne vais plus pouvoir continuer la visite !...

Puis, à la parcourir dix fois par jour, à rabâcher sur elle la même leçon, l'Abbaye recommençait à s'empoussiérer

comme aux premières heures de l'apprentissage. L'admiration mécanique, figée dans des formules qu'il n'osait pas encore varier, excédait le récitant, et André en arrivait, comme les autres, à ne plus regarder ce qu'il montrait. Il s'en indignait le premier, et ce métier, qu'il ne dominait pas, lui paraissait souvent digne des pantalonnades de revues, de ces « Suivez le guide », lieu commun des grosses farces. Il jalousait parfois Vallée, qui s'en tirait, lui, en écrasant son public d'érudition, en parlant pour lui-même ou pour l'amateur intelligent qu'il excellait à découvrir dans le tas. Il prolongeait alors tellement la visite que M. Plantier regardait sa montre et grommelait mécontent :

— Mais, qu'est-ce qu'il peut leur raconter ? Les autres en font deux contre lui une!

André, lui, en eût presque fait trois, tant son texte lui était à charge. Il devait ralentir, muser à la fin du parcours, laisser les groupes divaguer dans les salles, en se promenant, les mains derrière le dos, de l'air d'un pion sous un préau.

Les pourboires lui brûlaient les doigts. Jamais il n'avait pu se résoudre à lancer le premier « merci » éclatant qui entraînait toujours, selon Vallée, les gratifications. Il lui arrivait de laisser passer ainsi des visites sans rien recevoir, et, le soir, quand on mettait, dans le poste, l'argent sur la table, son tas était toujours dérisoire. Aussi, pendant qu'il se fouillait, honteux comme s'il avait dû rendre de l'argent volé, Grénier avait pris l'habitude d'écarter largement les sous et les pièces, pour laisser un ample espace vide, juste devant lui.

— Faites de la place ! disait-il affairé, comme s'il allait pleuvoir des cascades de monnaie.

Au bout de quelques jours, la plaisanterie ne faisait plus rire personne, et Grénier la recommençait, narquois, fielleux, comme le plus sûr des tourments. Il n'osait pas encore protester de façon ouverte, car Vallée avait dit, pour que cela lui fût rapporté :

— Si Brelet faisait comme lui, s'il demandait l'aumône dans l'Aumônerie, il en mettrait plus sur la table !

Car on chuchotait que Grénier, en ouvrant la dernière porte, disait entre haut et bas :

— N'oubliez pas le guide, s'il vous plaît...

Or, c'était strictement interdit, et le père Plantier avait menacé :

— Que je l'y prenne ! Et il verra le rapport que je lui f... !

Après l'avoir défendu devant les autres, Vallée allait admonester son ami :

— Je vous ai vu : vous dites « merci » comme la famille à la porte du cimetière ! Et vous vous flanquez dans un coin ! Pour arriver à vous donner dix sous, il faudrait installer un va-et-vient !

André, buté, répliqua un soir :

— Tout ce qu'on voudra, mais pas tendre la main.

Mais Vallée sauta :

— Ah ! non, pas de grandeur d'âme ! Si vous ne voulez pas *tendre la main*, préférez-vous que les autres vous reprochent, un de ces soirs, de vivre à leurs crochets ? Ça ne traînera pas ! Moi, ce qui m'a dressé, les premiers temps, c'est, quand je mettais trente sous sur la table, de ramasser dix francs une fois les partages faits. Mendigot pour mendigot, j'aime mieux mendigoter aux clients qu'aux collègues !

Puis, il avait demandé :

— Combien, ce soir ?

Et quand André eut étalé sur la paume de sa main la maigre récolte, Vallée se fouilla brusquement, fourra dans la poche de son ami une poignée de sous et de pièces :

— Si vous ne voulez pas que je sois obligé de recommencer, débrouillez-vous mieux que ça !

Le soir, au partage, ce fut lui qui proclama :

— Brelet nous gratte tous !

Grénier ne dit rien. Il regarda seulement avec insistance Vallée qui ne cilla pas, mais conclut :

— Lui, il a déjà compris...

Quand à Roubaud, le mari de la giflée, il grommela :

— C'est pas dommage !...

Vallée se retourna :

— Ce qui est dommage, c'est qu'on ne joue pas aux dominos de navets. Je ne chercherais pas longtemps le double six!...

Car Roubaud passait pour borné, et ils l'appelaient le Père prieur, à cause du ton de prière monotone dont il récitait sa visite. Il gardait encore les mains jointes, quand il y avait frappé pour obtenir le silence.

Ces escarmouches exaspéraient André. Un après-midi de dimanche, il éclata, et, devant tous les gardiens, il dit son fait à Grénier si durement que l'autre en resta sans voix. Puis il partit prendre sa visite.

Il eut la malchance d'y trouver un farceur particulièrement exécrable, un gros rigolo à paupières fripées sur des yeux étroits qu'il rapetissait pour être drôle. Il répétait les phrases du guide en les déformant et refaisait ses gestes. André supporta ces imitations bouffonnnes jusque dans la Salle de Chevaliers, mais, là, il répondit à ceux qui enfin murmuraient : « Oh ! assez... » :

— Laissez ! Il a trop bien déjeuné...

L'autre le prit de très haut, déclara qu'il allait se plaindre, que les gardiens étaient payés pour être polis, et qu'il n'avait pas donné trois francs pour se faire traiter d'ivrogne !

De fait, sitôt revenu dans la salle d'attente, il alla droit à M. Plantier et exigea le registre des réclamations. Le gardien chef lui conseilla de parler moins haut. Il dut pourtant enregistrer la plainte et déclara tout net à son subordonné que le règlement autorisait seulement les gardiens à arrêter la visite, si quelqu'un la troublait de propos délibéré, et à venir rendre compte. Puis il ajouta, pour faire coup double, qu'une goujaterie n'en autorisait pas une autre.

André revint chez lui, ulcéré. Jamais il n'avait senti, comme à propos de cette affaire absurde, sa condition servile. Il était vraiment aux gages de tous ces badauds qui le louaient pour une heure. Il devait encaisser leurs réclamations, leurs railleries, leur sottise ! Le premier venu de ces types qui montaient d'en bas, pleins d'omelettes et de cidre, pouvait impunément le bafouer : il n'avait, comme un domestique, que le droit de ne pas entendre !...

Laurence, au premier coup d'œil, s'était aperçue de cette colère close. Mais son instinct d'embuscade que Mme Montard éduquait l'avertit aussitôt de n'en rien laisser voir. Le dégoût que la vieille avait prédit était venu : il fallait le laisser travailler seul, dissoudre la résistance, les attaches. Son rôle, à elle, était d'attendre, d'être là, prête à le prendre quand il reviendrait, mais en se gardant surtout de l'alerter par des avances maladroites. Ce soir, pourtant, elle le sentait démantelé. Il gardait encore sa peine pour lui seul : elle ne la lui

demanderait point, parce que ce serait le forcer à avouer une défaite, tandis qu'il lui saurait gré de son silence. Mais elle devait se rapprocher de lui : c'était l'heure.

Après souper, elle proposa :

— Fait-on un tour sur les grèves ? Il fait beau...

— Si tu veux.

La mer était basse et la tangue ferme. Elle lui avait pris le bras. Ce fut bientôt comme s'ils avaient été seuls au monde. Le brouillard bleu reculait vers la mer, à la rencontre de la nuit. Tombelaine y était déjà ensevelie et il ne restait de distinct, devant leurs pas, que les rides de la tangue.

Marcher ainsi sans but, sans rien voir, dans ce vaste silence, sur ce sol uni, affirmait pour chacun la présence de l'autre. Le fil même des pensées irritées cassait. André n'en tenait plus que des morceaux, car la paix des grèves était souveraine et rien n'y soutenait la colère.

Ils allèrent longtemps sans parler, mais, insensiblement, l'étreinte de Laurence se resserrait, son corps s'appuyait contre l'autre, ses doigts cherchaient les doigts d'André, les ouvraient, s'y joignirent...

Puis, elle demanda tout bas, comme si elle avait craint d'entendre la question redoutable :

— Tu ne m'aimes plus ?

Elle le vit, dans l'ombre, hausser les épaules.

Alors, sans calculer, dupe elle-même de l'heure, du lieu, de sa présence à lui, elle découvrit ce qu'il fallait dire pour l'attendrir, le désarmer, et elle avoua humblement :

— Je fais tout ce que je peux, tu sais...

Elle l'avait forcé à ralentir, comme si elle avait voulu écouter les paroles descendre en lui, toucher le fond. Elle sentit la main d'André serrer la sienne, et un pas la dressa contre lui, lèvres à lèvres.

La nuit était tout à fait venue. Il proposa brusquement :

— On rentre ?...

Sans répondre, elle lui reprit le bras, et ils revinrent vers la digue. A leur droite, le Mont n'était plus que quelques lumières basses qui piquaient la nuit, une longue traînée de clarté diffuse qui marquait la rue dans le ciel noir. Il en jaillit soudain des hurlements stridents de cuivres : les clairons d'une

société qui avait dîné là jouaient, en attendant le car. André en serra les dents. Ces bruits, après la tourbe des visiteurs, leurs propos, les déchaînements des boutiques et des gargotes, tout s'unissait pour déshonorer le Mont, lui arracher son charme et son pouvoir.

Il gronda :

— Ce que ça me dégoûte !

Elle comprit qu'il ne s'agissait pas seulement des gymnastes, et elle lui passa le bras autour du cou. Elle était aussi grande que lui, et le geste les unissait...

Le lendemain, il y eut pèlerinage. Les pèlerins de Lisieux s'arrêtaient souvent au Mont, à l'aller ou au retour. D'autres y venaient directement des environs, même de Caen, qui déléguait une procession complète avec suisse, bannières, huissier et thuriféraires. Cette fois, c'étaient des Bretons, conduits par leurs prêtres, des Léonards graves et rasés, en chapeau de castor à rubans, de grands corps maigres allongés encore par les pantalons gris étroits, la courte veste arrêtée à la ceinture. Le dur Léon s'est taillé une race austère, et dont la religion est le souci suprême. Les femmes, qui marchaient toujours derrière le groupe des hommes et ne se mêlaient point à eux, portaient l'ample robe froncée. Les jeunes avaient des pointes de dentelle qui dégageaient leurs nuques sveltes, les vieilles des fichus de soie noire qui leur mangeaient le cou jusqu'aux cheveux. Le bridon strict de la coiffe se tendait sous les mentons, et cette coiffe elle-même était d'un empesage compact, sans broderies à jours. Mais tous les visages s'imposaient par leur noblesse hautaine, leur sérieux.

Ils avaient passé la matinée dans l'église paroissiale, devant le saint Michel d'argent dont la cuirasse luit sous les cierges. Il s'y escrime de la lance, dans un retable de bois noir, entre deux vitrines garnies de « Légions d'honneur ». Ils avaient prié l'Archange peseur d'âmes pour leurs morts et les mourants, avaient tous communié, puis s'étaient répandus sans hâte dans les hôtels et magasins de béatilles. L'après-midi, ils visitèrent l'Abbaye, et, comme c'était lundi, ils y étaient à peu près seuls.

André prit la tête d'un des groupes. Ils étaient, ceux-là, connaisseurs en vieilles pierres, formés par les hauts clochers de Saint-Pol de Léon, les calvaires, les arcs de triomphe et

les ossuaires de granit. Ils regardaient, ils écoutaient avec une attention, un silence tels que le guide en fut intimidé. Puis il se ressaisit et commenta l'Abbaye avec une chaleur, une foi qui le surprenaient lui-même. Les hommes approuvaient de lents hochements de tête ou échangeaient en breton quelques mots rares. Dans l'église abbatiale, un des prêtres demanda si l'on y disait la messe.

— Oui, le jour de la Saint-Michel et le jour de Pâques.

Puisque c'était encore une église, ils y prièrent, les femmes à genoux dans leurs amples robes étalées autour d'elles, les hommes debout, les bras croisés.

Et partout, avec l'aide d'André, leurs prêtres retrouvaient pour eux la trace des moines et de la vie conventuelle. Ils interrogeaient le guide avec une précision qui le prenait souvent de court et lui faisait regretter l'aide de Vallée. Pourtant, il semblait à André qu'il procédait avec eux à un exorcisme, que leur présence, leur respect lavaient la souillure des curiosités, des hâtes, des sottises... A la porte de l'Aumônerie, ce fut un des prêtres qui lui glissa dans la main une grosse pièce pour tous. Les hommes, eux, dirent merci, les femmes s'inclinèrent en passant. Mais M. Plantier, qui laissait toujours négligemment s'en aller les visiteurs, vint à leur rencontre, et demanda :

— C'est beau, hein ?

Un des hommes, un vieux, répondit :

— C'est très beau !

Puis ils sortirent sans hâte.

— Je parie qu'ils ont compris, demanda le gardien chef.

André fit signe que oui.

— Il y en a encore, affirma M. Plantier, et plus qu'on ne croit.

André objecta :

— Oui, mais il y a les autres.

La voix stridente du gardien chef fit retentir les voûtes et retourner une Bretonne :

— Les autres ! Mais quelle importance ça a-t-il, les autres ?

Il était de bonne humeur, parce que sa petite-fille lui avait écrit, le matin même, que ses professeurs la donnaient gagnante au brevet, et, pour montrer à André qu'il ne lui

gardait pas rancune de l'incident de la veille, il l'emmena voir son jardin.

C'était, sous la Tour Perrine, trois étroites terrasses entre des murs que l'on avait entaillés pour y laisser passer les troncs de quelques maigres arbres. M. Plantier avait longuement épierré sa terre. Dans le plus haut jardin, il cultivait des roses magnifiques, des « Gloire de Dijon », des « Tosca » et de merveilleuses « Mme Alfred Carrière ». Au-dessous, il avait bêché un potager, et, plus bas encore, cloué le papier bitumé d'un poulailler modèle. Rien de tout cela ne pouvait même se deviner d'en bas. Mais de la poterne de la tour qui donnait accès aux terrasses, on apercevait d'autres étroits parterres logés dans les replis du roc.

— Ça manque déjà d'eau ! gémit M. Plantier. C'est un record, savez-vous, Brelet, de faire venir quelque chose à cette hauteur, avec le vent ! Aussi, quand le sous-préfet a voulu me donner les palmes académiques, je lui ai répondu : « Je vous remercie, mais je fais des fautes d'orthographe. Si vous tenez à me donner quelque chose, donnez-moi le Mérite agricole, parce que j'ai fait pousser des fleurs là où on n'avait jamais vu pousser que des cailloux. »

ROGER VERCEL.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE RELÈVEMENT FINANCIER ET MONÉTAIRE DE LA FRANCE

(1926-1928)

SOUVENIRS D'UN GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

LA CRISE MONÉTAIRE DE JUILLET 1926

Une longue suite d'illusions, d'erreurs et de faiblesses avait conduit les finances publiques et la monnaie au bord de l'abîme. La décadence du régime parlementaire s'affirmait de plus en plus. Les ministères s'effondraient les uns après les autres dans l'impuissance et l'impopularité. Le 25 juin 1926, à MM. Briand-Péret avaient succédé MM. Briand-Caillaux. Le nouveau gouvernement était constitué pour opérer la restauration financière et réaliser la stabilisation de la monnaie.

Le 3 juillet, le Comité des experts, créé le 31 mai 1926 par MM. Briand et Péret, déposait ses conclusions. Il enlevait le problème de la monnaie et des finances publiques à l'arène politique pour le placer sur le terrain technique. Il révélait aux Français l'étendue du mal monétaire et en indiquait les remèdes.

Moi-même, j'avais été désigné par M. Caillaux, le 26 juin précédent, pour succéder à M. Robineau au gouvernement de la Banque de France, où j'entrai avec MM. Leclerc et Rist comme sous-gouverneurs.

Copyright by Émile Moreau, 1937

On commençait donc à entrevoir la solution technique de la crise du franc. Sa solution politique, M. Joseph Caillaux la proposa avec une lucidité et un courage qui lui font honneur, et qui devaient plus tard faciliter la voie à son successeur Raymond Poincaré : il réclama du Parlement les pleins pouvoirs. Mais la Chambre des députés les lui refusa, le 17 juillet, par 288 voix contre 243.

Une des crises financières les plus graves et les plus dangereuses de notre histoire était ouverte. Elle devait durer jusqu'à l'arrivée au pouvoir, le 23 juillet, de Poincaré, qui, réalisant le miracle de la confiance, allait être le sauveur du franc et l'artisan du redressement national. Voici, notés au jour le jour, les événements de cette crise.

Lundi 19 *juillet*. — C'est M. Herriot qui a mené l'assaut contre le ministère Briand-Caillaux. Il a quitté le fauteuil présidentiel pour l'attaquer, fait inouï dans les annales du Parlement. L'attitude de M. Herriot est sévèrement jugée. Le franc baisse avec une rapidité extraordinaire : la livre ouvre le matin à 220, atteint 235,50 avant midi, et retombe à 223 en Bourse. Le dollar vaut 46,42.

Par ordre de l'administration des P. T. T., la transmission radiophonique des cours financiers ou commerciaux est interdite jusqu'à nouvel ordre.

La foule manifeste son hostilité contre le régime parlementaire. La situation est très grave.

Le matin, je réunis dans mon cabinet les représentants des établissements de crédit et le syndic des agents de change, comme il avait été convenu quelques jours auparavant. Nous examinons la situation du marché des changes et celle de la Bourse. Les achats de devises étrangères sont considérables. Sur le marché des valeurs, les rentes s'effondrent et les valeurs mobilières haussent sans discontinuer. Nous demandons au syndic de faire coter le plus de cours possible afin d'élargir le marché, et d'intensifier la propagande en faveur des bons de la Défense nationale.

Je déjeune avec les régents, qui blâment vivement le vote de la Chambre des députés. Après le déjeuner, le Conseil général se réunit. Je fais approuver l'acquisition par la Banque de France des dollars constituant le solde du fonds Mor-

gan (1). Le ministère a un besoin urgent de ces dollars pour parer aux exigences de la Trésorerie.

Afin de ne pas diminuer la masse des billets restant à la disposition des particuliers, je propose qu'on demande au ministre des Finances l'insertion, dans le projet de loi autorisant l'opération, d'une clause élevant le maximum de la faculté d'émission d'un chiffre équivalent à celui des billets créés à cette occasion. Après une résistance fort vive et des interventions nombreuses, le baron Édouard de Rothschild finit par se ranger à mon opinion.

Après le Conseil, conférence avec les chefs de services pour examiner un projet d'augmentation des traitements et des retraites du personnel.

MM. Marcel Hutin et Mignon viennent causer avec moi de la situation politique. Ils me décrivent le désarroi de la Chambre et le mécontentement du public.

La situation du Trésor empire chaque jour. Il n'y a plus en caisse que 370 millions. Même, si l'on ajoute à cette somme les 600 millions que donnera la vente des dollars Morgan, il est à craindre que la fin du mois ne puisse pas être assurée, surtout si les demandes de remboursement de bons de la Défense se précipitent. L'heure des grandes décisions approche. Le nouveau ministère n'est pas encore formé.

Mardi 20 juillet. — Journée très chargée. La situation de la Trésorerie est de plus en plus mauvaise.

Le ministère est constitué. M. Herriot est à la présidence du Conseil et M. de Monzie au ministère des Finances.

A onze heures du matin, M. de Monzie me fait demander. Avant d'entrer chez le ministre, M. Barnaud, sous-directeur du Mouvement des fonds, me dit : « Tout est perdu, c'est la catastrophe ! »

M. de Monzie me déclare qu'il est décidé à consolider d'office les bons de la Défense nationale et à édicter le moratoire des paiements. Malgré sa haute culture et sa vive intel-

(1) La banque Morgan de New-York accorda le 13 mars 1924 un crédit de 89 millions de dollars au gouvernement français pour défendre le franc, alors attaqué par un syndicat international. C'est le reliquat de ce crédit, s'élevant à près de 31 millions de dollars, que M. Caillaux, avant son départ, nous avait demandé d'acheter.

ligence, il est visiblement peu familiarisé avec les questions de son Département. J'indique à M. de Monzie, qui pour cette conversation est assisté de ses sous-secrétaires d'État, MM. Jacquier et Morel, tous les dangers des deux mesures en question. Puis je lui dépeins la situation financière et monétaire.

M. de Monzie m'interrompt :

— Vous connaissiez la situation réelle, lorsqu'on vous a proposé le gouvernement de la Banque de France ?

— Mais oui, mon cher ministre.

— Et vous avez accepté ?...

J'entends M. Morel dire à mi-voix à M. Jacquier :

— Il vaudrait mieux nous en aller !

Tous les trois sont stupéfaits de trouver une situation aussi mauvaise. Ils cherchent à rejeter les responsabilités sur Caillaux et ses prédécesseurs. Ils n'osent pas prendre celle de l'achat des dollars Morgan. Se servant de la correspondance échangée entre le ministère des Finances et la Banque de France, ils accusent M. Caillaux de les avoir mis en face du fait accompli. Leur hostilité contre lui est évidente.

Je réponds que, si l'on avait laissé le ministère précédent en place, il eût été plus facile de remédier aux difficultés qui nous assaillent. Ma réflexion est peu goûtée de mes interlocuteurs.

Je pense, à part moi, que plus tôt cette équipe ministérielle, qui n'a ni l'expérience ni l'autorité nécessaires, cédera la place, mieux cela vaudra pour le pays.

Nous convenons, pour finir, que je viendrai prendre M. de Monzie ce soir, à cinq heures et demie, au ministère des Finances, et que nous irons voir M. Herriot pour le mettre au courant de la situation.

Dans l'après-midi, je vais à Versailles pour rencontrer M. Strong, gouverneur de la *Federal Reserve Bank* de New-York. M. Rist, mon second sous-gouverneur, m'accompagne et me servira d'interprète.

Nous trouvons un homme aimable, mais réservé. Il me dit être venu à Paris pour s'entretenir avec moi, car la situation financière et monétaire de la France préoccupe beaucoup les États-Unis. Nous causons pendant deux heures. Strong insiste sur la nécessité absolue de l'indépendance de la Banque de France vis-à-vis de l'État. Il rappelle que les Banques fédérales, pendant la guerre, n'avaient fait d'avances

au gouvernement américain que par l'intermédiaire des banques privées, ce qui avait permis ultérieurement de diminuer par étapes l'importance du portefeuille immobilisé. Il croit, comme tous les Anglo-Saxons, que la Banque centrale doit être maîtresse du marché monétaire, afin de diriger le mouvement des prix et de dominer les changes. Il craint qu'en cas de stabilisation du franc, le reflux des fonds détenus à l'étranger par les Français ne crée trop de disponibilités sur le marché intérieur et n'empêche ainsi la Banque de France de garder le contrôle sur les banques. M. Strong, parlant du rapport des experts, critique le système de la caisse de gestion et préférerait qu'on conservât le principe de la Banque caissier de l'État et maîtresse à la fois du taux d'escompte et de l'intérêt des bons.

Pour finir, il se déclare très désireux de contribuer personnellement au succès de la stabilisation du franc, pourvu que nous ayons le concours des Banques d'émission européennes et que la réunion des conditions préalablement nécessaires lui permette, politiquement, de s'engager.

En particulier, il rappelle la nécessité de la ratification des accords de Washington sur les dettes. Il fait ressortir que la charge qui en résulterait pour les finances françaises ne serait pas excessive dans un budget qui, au cours de 40 francs le dollar, correspondrait en valeur-or à celui d'avant-guerre, de même que les 300 milliards de dette intérieure correspondraient à la dette de 1913 en or.

Nous nous séparons en très bons termes et nous convenons de dîner ensemble à l'hôtel Trianon-Palace le 22 juillet.

A mon retour à Paris, très en retard sur l'heure fixée par de Monzie, je cherche à le rejoindre au Quai d'Orsay puis à la présidence de la Chambre. Je finis par le retrouver rue de Rivoli. En présence de M. Loucheur et des deux sous-secrétaires d'État aux Finances, nous examinons encore une fois la situation financière. Jamais je n'ai vu des ministres aussi désemparés. Leur seul désir maintenant est d'abandonner le pouvoir, sans être renversés par les Chambres. D'heure en heure, ils deviennent plus impopulaires et ils le sentent. Ils ont renoncé à la consolidation forcée des bons de la Défense nationale. Mais ils ne veulent pas avouer au Parlement qu'ils vont faire de l'inflation.

Je décide en moi-même de crever l'abcès. J'annonce à de Monzie que, si la convention relative aux dollars Morgan n'est pas votée par le Parlement, je couperai les crédits au Trésor dès que son compte sera épuisé, c'est-à-dire vraisemblablement demain soir. Le gouvernement devra donc suspendre le paiement des traitements et des fournitures. Le ministre des Finances n'élève aucune protestation.

En sortant de chez le ministre, je passe à la direction du Mouvement des fonds où je fais part de ma décision à M. Moret. Rentré à la Banque, je charge MM. Leclerc et Strohl de préparer une lettre notifiant au ministre des Finances ce que je viens de lui dire verbalement. Puis je demande une audience au Président de la République, M. Doumergue, qui interrompt son dîner pour me recevoir.

Quand j'ai fini de lui exposer la situation désespérée du Trésor et mes décisions, le Président éclate. Il me raconte les déconvenues qu'il doit au Cartel. Il me retrace la peine qu'il a eue à débarrasser le pays de cette funeste formation politique. Il est fort mécontent du nouveau président du Conseil.

Il me dit : « Herriot est venu m'apporter la démission de son ministère. Je la lui ai refusée... Il doit être renversé par le Parlement, car il est descendu du fauteuil présidentiel pour mettre en échec le ministère Briand-Caillaux, ce qui est impardonnable dans les circonstances que nous traversons. »

J'annonce à M. Doumergue ma détermination de couper les crédits au Trésor. Le Président de la République me demande d'aller voir M. Herriot, le lendemain matin, pour le mettre au courant de la situation.

La livre a atteint aujourd'hui le cours record de 240,25 pour clôturer en séance officielle à 238,50, le dollar vaut 49 francs.

Mercredi 21 *juillet*. — J'approuve les termes de la lettre officielle destinée au ministre des Finances, confirmant ce que je lui ai dit la veille. Cette lettre est la suivante :

« Monsieur le Ministre,

« Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer de vive voix dès hier soir, la situation du compte du Trésor à la Banque s'est encore aggravée dans la journée d'hier.

« La marge légalement disponible des prélèvements du Trésor se trouve réduite, ce matin, à 60 millions de francs.

« Il est à craindre qu'elle ne soit complètement absorbée dans la journée d'aujourd'hui, et que notre situation hebdomadaire, qui sera arrêtée ce soir et publiée demain, ne fasse ressortir un dépassement de la limite légale des avances à l'État *qui mettrait la Banque dans l'obligation d'arrêter, sur tout le territoire, les paiements pour le compte du Trésor.*

« Pour fournir à la Trésorerie un contingent immédiat de ressources, en attendant l'effet des mesures qu'il se proposait d'adopter, votre prédécesseur avait envisagé de céder à la Banque le reliquat encore disponible des devises de l'emprunt Morgan.

« Je lui ai fait connaître, par ma lettre du 19 juillet, que le Conseil général consentirait à cette opération, dans les conditions fixées par cette lettre, dès que le gouvernement en aurait obtenu l'autorisation du Parlement.

« Sans préjudice des mesures qu'il appartient au gouvernement de prendre pour assurer, dans les journées qui suivront, l'alimentation régulière de la Trésorerie, et, à moins que votre Département ne dispose de ressources immédiatement réalisables que pourrait lui procurer, par exemple, l'escompte d'une partie de son portefeuille, l'approbation, aujourd'hui même, par les deux Chambres, de la cession de devises envisagée *m'apparaît le seul moyen d'éviter, demain, la publication d'une situation débitrice du compte du Trésor à la Banque, et la suspension de paiements qui en serait la conséquence inéluctable.*

« Veuillez agréer... »

Je signe cette lettre qui est portée au ministère des Finances.

J'en fais prendre la copie et vais la remettre moi-même à M. Herriot. L'impression peu favorable que m'avait donnée M. Herriot, lorsque nous avions échangé des visites au début du mois, ne fait que se confirmer. M. Herriot ne semble pas comprendre la situation. Il paraît sans énergie et sans volonté. Très ému, il se contente d'invoquer son ardent patriotisme. Cet homme, par ailleurs d'une splendide culture, n'est pas un homme d'État véritable. Pour le pays, il eût mieux valu que M. Herriot ne sortît jamais du monde des Lettres et des Arts où il excelle.

Rentré à la Banque, j'apprends que le nombre des bons de la Défense nationale présentés à l'escompte va en augmen-

tant. En revanche, le montant des avances sur titres est à peu près invarié.

A une heure, première réunion du Conseil général. La lecture de ma lettre au ministère des Finances est accueillie par des applaudissements. La plupart des régents, parmi lesquels MM. de Rothschild et de Wendel, me félicitent.

Je mets le Conseil au courant des négociations qui se sont poursuivies entre la France et l'Angleterre, concernant les dettes de guerre. Il faut que je voie prochainement M. Montagu Norman pour régler avec lui les modalités de remboursement du prêt qui a été consenti à la Banque de France par la Banque d'Angleterre pendant la guerre.

Après le Conseil, j'exprime à M. de Rothschild mes appréhensions au sujet des négociations que je dois conduire avec le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui, encore qu'extrêmement courtois, a la réputation d'être très difficile en affaires. Nous sommes dans une posture peu favorable. C'est celle d'un débiteur qui, ne pouvant payer, demande un délai.

Le soir, à dix-huit heures, nouvelle réunion du Conseil général pour arrêter la situation hebdomadaire qui paraîtra demain. Contrairement à toute attente, la situation du Trésor s'est légèrement améliorée : ses disponibilités à la Banque se sont élevées de 60 à 150 millions. Il n'y a donc pas de mesures immédiates à prendre.

Le marché des changes et la Bourse ont été aujourd'hui dans la plus grande effervescence. La livre a dépassé un moment 243 francs. C'est un cours record. La hausse des valeurs mobilières, sur le marché de Paris, a été effrénée. On me rapporte que la panique monétaire s'est répandue partout en France et qu'elle gagne d'heure en heure. Personne ne veut plus de billets. C'est un sauve-qui-peut général. Il n'y a plus une minute à perdre.

Si l'on veut encore sauver le franc, il faut, à bref délai, renverser la situation psychologique du pays.

Dans la soirée, le ministre des Finances dépose sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant approbation de la convention intervenue entre l'État et la Banque pour l'achat par cette dernière du solde des dollars Morgan. Mais j'apprends que, contrairement à ce que m'a dit hier M. de Monzie, il n'est pas question de relever le plafond de la cir-

culation d'un montant égal à celui des billets émis à cette occasion. Aussitôt je dicte à M. Strohl, secrétaire général, une lettre par laquelle j'avise le président du Conseil que si la faculté d'émission de la Banque n'est pas élevée, le Conseil général s'opposera à l'achat des dollars Morgan, et la Trésorerie ne pourra plus compter sur le concours de la Banque de France. En voici les termes :

« Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur l'intérêt essentiel que le Conseil général a attaché à l'élévation de la faculté d'émission de la Banque de France, au cas où la vente par le Trésor du reliquat disponible de l'emprunt Morgan serait autorisée par le Parlement.

« L'importance de nos comptes créditeurs, les besoins du commerce et de l'industrie, la nécessité d'assurer l'escompte des bons de la Défense nationale, ont obligé le Conseil général à faire de cette élévation de la limite d'émission, une *condition essentielle de son acquiescement à l'opération.*

« J'ai le devoir de vous prévenir qu'il *n'y a aucune chance de changer, à cet égard, la résolution du Conseil général.*

« Veuillez agréer... »

Cette lettre, portée immédiatement par M. Strohl, est remise à la Chambre à M. Herriot.

Jeudi 22 *juillet.* — Le ministère Herriot a été renversé dans la nuit. Il est mort sans avoir vécu. Un ordre du jour de confiance a été repoussé, à la Chambre, par 290 voix contre 237. On annonce que M. Raymond Poincaré a accepté de former un ministère. Le franc remonte sensiblement.

L'attitude ferme de la Banque de France, en obligeant le gouvernement à dévoiler publiquement la mauvaise situation de la Trésorerie, et en l'empêchant, pour y remédier, de recourir à des subterfuges illégaux, a beaucoup contribué à ce résultat. Auparavant, la loi approuvant sans modification le projet de convention accepté par le Conseil général de la Banque a été votée en séance de nuit par la Chambre et le Sénat. Le gouvernement n'avait pas posé la question de confiance sur ce projet, afin d'assurer, en toute éventualité, la Trésorerie.

Réunion du Conseil général. Les régents me font un

accueil sympathique. Après le Conseil, nous arrêtons les instructions à donner à Quesnay qui va partir pour Londres régler les détails de ma prochaine entrevue avec le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Norman. Longue conférence avec MM. Leclerc, Rist et Decamps, pour examiner le dossier des accords franco-anglais. Puis je charge MM. Leclerc et Strohl de rédiger le projet d'accord à intervenir entre le Trésor et la Banque pour la réalisation du solde des dollars Morgan.

Rist et moi partons pour Versailles où nous allons dîner avec M. Strong. Ce dernier est très aimable, mais encore plus réservé.

Pourtant, nous avons marqué un point : visiblement, l'attitude ferme de la Banque de France, ces derniers jours, a fait sur lui la meilleure impression. Au cours de notre conversation, comparant les statuts de la Banque de France et du *Federal Reserve System*, il voit la principale garantie de l'indépendance de notre Institut d'émission dans la personnalité du Gouverneur. Il fait allusion à l'impression très forte que ne manquera pas de faire, à l'étranger, la lettre que j'ai envoyée au ministre des Finances, lettre lue par M. de Monzie à la tribune de la Chambre.

Strong insiste également sur la nécessité de la stabilité gouvernementale pour réaliser la réforme monétaire. Examinant à nouveau le plan des experts, il l'approuve en général, et espère que M. Poincaré, dont on parle pour présider le prochain ministère, trouvant dans son dossier ce travail, le plaidera en bon avocat. A ma question sur la participation américaine à la stabilisation du franc, M. Strong se borne à répondre par l'expression de son désir d'être utile et par l'énumération des difficultés qu'il va rencontrer pour persuader ses propres collègues de nous aider. Il insiste surtout sur la nécessité d'une ratification préalable des dettes.

En somme, les résultats pratiques de nos deux conversations sont jusqu'à présent assez décevants. Il ne faudra pas trop compter sur l'aide américaine pour réaliser notre assainissement monétaire.

ÉMILE MOREAU.

(A suivre.)

LA FIN MYSTÉRIEUSE D'ALEXANDRE IER

II (1)

LE DRAME DE TAGANROG

DÉSIGNATION CLANDESTINE D'UN HÉRITIER

Ces idées lugubres avaient plusieurs fois conduit Alexandre à se préoccuper de son héritage, puisqu'il n'avait pas de fils et que ses deux filles étaient mortes dès l'enfance.

D'après le « Statut dynastique » des Romanow, publié en 1797 par Paul Ier, c'est au grand-duc Constantin que la couronne impériale revenait par droit de primogéniture. Mais, dans le manifeste de son avènement, Alexandre, oubliant déjà tout son libéralisme et voulant remettre en vigueur l'un des principes les plus arbitraires de Pierre le Grand, s'était réservé à lui seul l'exorbitante prérogative de choisir, comme il lui plairait, son héritier.

Or, en 1819, Constantin s'était fougueusement épris d'une ravissante jeune fille, une délicate fleur de beauté polonaise, la comtesse Grudzinska. Fière et sentimentale, mélancolique et rêveuse, animée d'un patriotisme ardent qui lui faisait exécrer tous les Russes, elle n'avait opposé que dédains et rebuffades aux poursuites de l'Altesse impériale. Mais, peu à peu, cédant aux adjurations d'une famille besogneuse et cupide, elle avait amené le grand-duc à lui promettre de l'épouser devant Dieu, aussitôt qu'il aurait

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

fait annuler sa légitime union avec la princesse de Saxe-Cobourg, Anna-Féodorowna, dont il était depuis longtemps séparé. Du point de vue religieux, l'affaire était scabreuse : il ne s'agissait pas seulement d'annuler un mariage : il fallait de plus en autoriser un second. Là dessus, le Saint-Synode protestait, en alléguant une vieille loi canonique aux termes de laquelle un époux divorcé ne pouvait convoler en secondes noces avant que son ex-conjoint eût prononcé les vœux monastiques et fût ainsi « mort au monde ». Brusquement, un ordre péremptoire de l'autocrate avait coupé court aux controverses théologiques. Le Saint-Synode ayant aussitôt capitulé, un ukaze en date du 14 avril 1820 avait prononcé le divorce. Et, quelques jours plus tard, Constantin avait morganatiquement épousé Jeanne Grudzinska, titrée « princesse de Lowicz. »

D'après le statut de 1797, les enfants à naître de ce mariage inégal devaient être écartés du trône. Le grand-duc ne restait pas moins capable d'hériter. Mais le souvenir que lui avait laissé la fin tragique de son père, un mélange de superstition et de lâcheté, puis tout ce qu'il y avait d'incohérent et d'inexplicable dans sa nature fantasque, lui inspiraient une secrète répulsion du pouvoir suprême ; il s'en était plusieurs fois entretenu avec son frère. Au mois de janvier 1822, après de longs pourparlers empreints d'une méfiance réciproque, Alexandre avait obligé Constantin à lui notifier par écrit sa renonciation au trône. Mais, si affirmatif et solennel que fût le document, il contenait une phrase indécise, une réserve ambiguë, d'où sortira trois ans plus tard une des crises les plus dangereuses qu'ait traversées le tsarisme.

L'année suivante et dans un profond mystère, l'autocrate rédige un manifeste qui désigne, comme héritier direct de l'Empire, son deuxième frère Nicolas, pour lors âgé de vingt-sept ans et qui venait d'épouser la fille du roi de Prusse. L'impératrice douairière, Marie-Féodorowna, le métropolite de Moscou, Mgr Philarète, le prince Alexandre Galytzine et le tout-puissant Araktchéïew sont les seules personnes initiées à ce grand secret d'État ; les principaux intéressés, Constantin et Nicolas, ne l'apprendront qu'au dernier instant, *post mortem*.

Le 10 septembre 1824, pendant un séjour du Tsar à Mos-

cou, le manifeste est remis à Mgr Philarète, sous une enveloppe scellée qui porte cette suscription de l'auguste main de Sa Majesté impériale : *Document à conserver dans l'Ouspensky Sobor, avec les papiers d'État, jusqu'à nouvel ordre de ma part. Au cas où je mourrais sans avoir donné de nouvelles instructions, le présent pli devra, de toute urgence, être ouvert par le métropolite et le gouverneur général de Moscou.*

En présence de l'archiprêtre et du procureur synodal, qui doivent rituellement assister à la cérémonie, mais qui ne sont pas autorisés à lire la suscription de l'enveloppe, le métropolite dépose le manifeste dans le tabernacle de l'*Ouspensky Sobor*, la cathédrale majeure du Kremlin, où sont les plus précieuses reliques de la Sainte Russie orthodoxe et les tombes vénérées des patriarches.

Au cours de toute cette affaire, la conduite d'Alexandre pose une énigme de plus. On dirait qu'il a voulu insidieusement accumuler, sur la transmission immédiate de sa couronne, les incertitudes, les complications, les retards, les obscurités. Peut-être n'avait-il d'autre but que de maintenir ses frères eux-mêmes dans l'ignorance de ce qui adviendrait après sa mort, afin que ni l'un ni l'autre ne pût, avant le dernier instant, se croire vraiment l'héritier présomptif et se targuer de cette investiture.

MALADIE GRAVE ; RETOUR SENTIMENTAL VERS L'IMPÉRATRICE ÉLISABETH

Au mois de janvier 1824, une maladie l'éprouve dangereusement.

Naguère, sur un champ de manœuvre, il avait reçu à la jambe un coup de pied de cheval ; il en avait gardé une blessure pénétrante qui, mal soignée au début, se rouvrait et s'ulcérait par instants.

Or, le 6 janvier, saint anniversaire de l'Épiphanie, le métropolite de Saint-Pétersbourg avait procédé comme d'habitude à la bénédiction de la Néwa. Sous les rafales d'un vent glacé, le Tsar avait assisté, nu-tête, aux liturgies interminables et grandioses qui se déroulaient devant le Palais d'hiver. Il s'émouvait toujours profondément à commémorer le Baptême du Christ dans les eaux du Jourdain,

la première consécration de son mandat messianique parmi les hommes : « Au moment où il sortait de l'eau, il vit les cieux s'ouvrir et l'Esprit descendre sur lui sous l'aspect d'une colombe. Et une voix des cieux fit entendre ces paroles : « *Tu es mon Fils bien aimé, je me complais en toi.* »

Alexandre était revenu de là, transi et frissonnant. Le lendemain, courbature, fièvre intense, prostration, torpeur; une pneumonie se déclare.

Mais bientôt, sur la jambe malade, un érysipèle se forme; l'infection cutanée se propage si rapidement que les médecins en conçoivent les plus sombres alarmes; ils envisagent même la nécessité d'une amputation : ce qui les inquiète surtout, c'est la faiblesse des réactions organiques, l'épuisement des sources vitales.

La convalescence n'apparaît qu'une dizaine de jours plus tard, la guérison n'est assurée qu'au milieu de mars.

Cette longue épreuve physique avait retenti singulièrement sur la sensibilité morale du Tsar.

D'abord, dans sa détresse infinie, un élan du cœur l'avait soudain rapproché de la tsarine Élisabeth.

Délicieusement surprise comme par une caresse profonde qui lui manquait depuis trop longtemps, elle écrivait, le 31 janvier, à sa mère : « L'Empereur m'a dit avant-hier une chose bien douce à mon cœur et dont je ne peux jouir qu'avec vous seule, maman. Il m'a dit : *Vous verrez que je vous devrai ma guérison*, parce que la première nuit passable qu'il ait eue, il croit la devoir à un traversin que je lui ai donné pour soutenir sa tête dont il souffrait extrêmement... Vous sentez comme cela m'est doux, mais vous comprendrez que je garde cette douceur dans mon cœur. »

Pendant sa convalescence, il avait désiré la voir sans cesse au chevet de son lit. Dès qu'un peu de force lui était revenu, il l'avait priée de lui faite la lecture ; ou bien, durant des heures entières, ils avaient lu séparément tous les deux en se communiquant, de temps à autre, leurs pensées. Le 1er mars, elle écrivait encore à sa mère : « Jamais je ne l'ai vu, étant malade, aussi patient et bon. Il me disait : *J'ignore si c'est la force du mal ou l'effet de l'âge; mais je ne me sens plus comme autrefois la force de lutter contre la souffrance...* Un jour surtout, il était si faible, si épuisé, que je ne pouvais le

regarder sans attendrissement. Ce n'est qu'à vous que je puis parler de cela. D'autres personnes croiraient que je veux me vanter, et de quoi? de ce que prescrivent les lois divines et humaines, de ce qui, dans tout ménage, est la chose la plus simple du monde ; mais, vis-à-vis de l'Empereur, je suis quelquefois réduite à me regarder comme sa maîtresse ou comme si nous étions mariés secrètement. »

Dès lors, entre les deux époux, depuis si longtemps étrangers l'un à l'autre, c'est un renouveau d'intimité, de confiance et d'amour. Selon la très juste expression de la tsarine, elle devient secrètement « la maîtresse » de son mari.

En se rapprochant ainsi d'Élisabeth, en redécouvrant tout ce qu'elle avait de qualités charmantes et solides, en s'apercevant un peu tard qu'elle pouvait encore être pour lui une compagne précieuse, Alexandre ne poursuivait-il pas un calcul secret ?

Comme il venait de reprendre le cours habituel de ses occupations, il avait dit à un de ses aides de camp généraux, l'ancien commandant en chef de la Garde, Hilarion Wassiltchikow : « Je n'aurais pas été fâché de me débarrasser de ce fardeau de la couronne qui me pèse terriblement... » Le prince Pierre Wolkonsky, son ami le plus intime, avait également recueilli de lui quelques propos qui semblaient trahir une intention d'abdiquer. Ce n'était pas du reste la première fois qu'il tenait ce langage troublant. Depuis que les préoccupations mystiques le dominaient, l'idée de renoncer au trône et de finir ses jours dans une thébaïde, la douceur de « mourir au monde », le tentaient insidieusement.

CONSPIRATIONS MILITAIRES ; DÉGOUT DU POUVOIR SUPRÊME

Au cours des mois qui viennent, sa police lui dénonce une situation qui n'est pas faite pour lui rendre le goût du pouvoir suprême.

Depuis quelque temps et malgré la terrible poigne d'Araktchéïew, les sociétés secrètes se multipliaient dans tout l'empire. Les principaux initiateurs de ce mouvement appartenaient à l'élite du monde russe, à la jeunesse aristocratique et plus particulièrement au corps des officiers, la Garde en tête.

Les sociétés clandestines avaient toujours eu un vif attrait pour les Russes, comme en témoignent les innombrables conspirations qui, sous chaque règne, ont menacé le trône, quand elles ne l'ont pas renversé. Mais ce penchant s'était beaucoup exagéré par le fait des guerres napoléoniennes. Durant leurs courses à travers l'Allemagne et surtout durant leurs séjours en France, les officiers avaient appris à connaître la civilisation occidentale, qui les frappait d'autant plus qu'ils la comparaient à l'asservissement de leur pays, où nulle pensée libre, nulle aspiration généreuse ne pouvait s'exprimer. C'est donc avec un esprit nouveau qu'ils étaient rentrés dans leur patrie. Et, pour y trouver quoi ? — une servitude encore plus étouffante, le despotisme inquisitorial et compressif d'Araktchéïew. Ainsi, parmi eux, les tendances révolutionnaires s'étaient rapidement développées.

En cette année 1824, un groupe très audacieux, qui se baptisait « l'Alliance du bien public », avait pris la direction du mouvement. Les affiliés, dans leurs conciliabules, récriminaient durant des heures entières contre l'abaissement intellectuel et social de la Russie, contre l'influence corruptrice et dépravante du tsarisme, contre la tyrannie monstrueuse du « vice-empereur », contre les abus, les iniquités, les prévarications, la pourriture de tout le régime. On allait plus loin encore. Les uns réclamaient l'institution immédiate d'une monarchie parlementaire ; les autres se prononçaient catégoriquement pour la république ; tous s'accordaient pour mettre fin au régime d'Alexandre ; quelques-uns même s'offraient pour l'assassiner ; quelques autres, enfin, hardis précurseurs du bolchévisme, voulaient que d'un seul coup l'on détruisît « toute la famille impériale ».

Quand le souverain apprend cette redoutable et stupéfiante expansion des sociétés secrètes, il reçoit un grand choc ; mais ce qui prévaut en lui, ce n'est pas l'irritation ni l'effroi : c'est le remords.

Déjà, trois ans plus tôt, recevant l'annonce d'une conspiration militaire, il avait dit au commandant de la garde : « Mon cher Wassiltchikow, vous savez que j'ai partagé et encouragé ces illusions et ces erreurs... Ce n'est donc pas à moi de sévir. »

Sa conscience est dominée par cette impossibilité morale.

Se récusant comme juge, il se dénie le droit de frapper. En vain, ses grands policiers, Araktchéïew et Benckendorff, le poussent-ils aux mesures exemplaires que la situation réclame et dont tous ses prédécesseurs ont si largement usé, — les arrestations en masse, les cachots de Schlüsselbourg, les bagnes sibériens, les mines de Nertchinsk ou, mieux encore, les pendaisons publiques... Non, ses lourdes fautes de jadis le condamnent maintenant à la clémence.

Par ce conflit intérieur, il sentira de plus en plus le poids et le dégoût de la vie. Metternich, fin psychologue et sachant la valeur des mots, écrira dans ses Mémoires : « Se voyant déçu en tous ses plans et toutes ses espérances, placé devant l'inexorable nécessité de frapper de grands coups contre une classe de ses propres sujets, égarés et séduits par les principes qu'il avait lui-même longtemps soutenus, l'empereur Alexandre s'affaissa et son âme s'écroula... »

SURCROIT D'ÉPREUVES ET DE TRISTESSES

Vers la fin de l'année, plusieurs faits vont précipiter cet écroulement.

D'abord, une maladie grave de la tsarine Élisabeth, fièvre et toux persistantes, troubles circulatoires, palpitations désordonnées du cœur, anémie profonde, évanouissements : les médecins ne savent que penser d'un état si complexe, où l'on diagnostiquerait aujourd'hui les symptômes de la tuberculose et d'une lésion cardiaque. La malade se ne plaint pas ; elle souffre en silence ; elle semble ne pas craindre la mort, car elle aime à se répéter une phrase de l'*Épître aux Corinthiens* : « Nous savons que, si cette maison de terre où nous habitons vient à se dissoudre, Dieu nous donnera dans le Ciel une autre demeure qui ne sera pas faite de main d'homme et qui durera éternellement. Espérons cette demeure !... » Alexandre est exquis pour elle. « Il veut même que nous entendions la messe, *nous deux tout seuls* !... » écrit-elle à sa mère. Ils n'avaient jamais encore été si près l'un de l'autre !... Mais comme l'avenir leur paraît sombre !...

Le 5 juillet, à l'instant où le Tsar monte à cheval pour suivre les manœuvres de Krasnoïé-Sélo, on le voit soudain pâlir au reçu d'un message, puis fondre en larmes. On croit

d'abord qu'il va décommander les exercices ; mais il se raidit aussitôt et se porte, le visage impassible, sur le front des troupes. Il excellait à transformer ainsi brusquement sa figure, à reprendre subitement le masque impérial.

On venait de lui apprendre la mort de la seule enfant qui lui restât de sa liaison avec Mme Naryschkine, une frêle et délicieuse jeune-fille de dix-huit ans, Sophie-Dimitriewna, enlevée par une phtisie galopante.

Les manœuvres terminées, il se fait conduire à la villa de son ancienne maîtresse. Il témoigne une telle impatience d'arriver, il presse tellement son équipage que, pour accomplir le trajet, — une dizaine de lieues, — il claque deux chevaux.

Le lendemain, voulant donner libre cours à sa désolation, il va se réfugier à Grouzino, près de Nowgorod, chez son fidèle chien de garde, le « vice-empereur » Araktchéïew. Là du moins, il ne se contraint plus, il recouvre le sommeil, il respire plus largement, il s'affranchit un peu de ses pensées lugubres, ... à la condition pourtant de ne pas entrer dans l'église ; car, dès le seuil, il voit un grand portrait de l'empereur Paul, avec une inscription suggestive de son courageux aide de camp : *Vis-à-vis de toi, mon cœur est pur et mon âme sans reproche.* Pour le fils de sa victime, pour le complice des étrangleurs, quelle accusation terrible !

Trois jours plus tard, obligé de quitter Grouzino, il ne peut résister longtemps à l'impulsif besoin de s'en aller n'importe où. Et durant deux mois il parcourt fièvreusement toutes les provinces orientales de l'empire, Tambow, Samara, Simbirsk, Orenbourg, Oufa, Perm, Ekaterinebourg, Viatka, Vologda, — plus de onze cents lieues !

Rentré le 6 novembre à Saint-Pétersbourg, il y assiste, dès le lendemain, à un cataclysme épouvantable : une inondation de la Néwa qui, en quelques heures, submerge une moitié de la ville. Jamais encore ce fleuve majestueux, que Pierre le Grand croyait avoir si bien contenu dans ses quais de granit, n'avait débordé avec une telle ampleur.

Tandis qu'Alexandre se multiplie pour organiser les secours, il entend un homme du peuple s'écrier : « C'est Dieu qui nous punit pour nos péchés ! » Il répond aussitôt : « Non, c'est pour mes péchés à moi ! »

A quelques jours de là, un deuil imprévu accroît encore

sa mélancolie et son découragement. Il perd son aide de camp préféré, son inséparable compagnon, le seul de ses familiers qui, de temps à autre, mît un rayon de gaieté dans son intérieur, — le général Ouvarow, celui-là même qui, dans la nuit du 23 mars 1801, s'était montré l'un des assassins les plus acharnés de l'empereur Paul.

Aux obsèques, enfreignant toutes les règles du cérémonial, Alexandre suit à pied, tête nue, le corbillard. Quand Araktchéïew voit le tableau, il ne peut retenir cette plaisanterie macabre :

— Eh quoi ! notre cher Féodor-Pétrowitch a l'Empereur à ses funérailles ! Quel honneur !... Mais, là où il va, comment sera-t-il reçu par l'*autre* ?

L'année 1825 ne commence pas sous des auspices moins sombres.

En Orient, les défaillances et les contradictions de la politique russe tournent au désastre. Dans ses rapports avec Saint-Pétersbourg, la Turquie affecte maintenant des allures dédaigneuses ou provocantes. L'hellénisme insurgé, ne pouvant plus espérer du Tsar orthodoxe le moindre appui, se place désormais sous la protection de l'Angleterre.

A l'intérieur, les choses ne vont pas mieux. La tyrannie soupçonneuse et tracassière d'Araktchéïew sème partout des ferments de révolte. Selon le mot de Pouchkine, « la Sainte Russie devient inhabitable !... » Vers la fin de mai, la police du général de Benckendorff découvre un vaste complot qui s'organise dans l'armée de l'Ukraine et qui a pour premier objectif l'extermination de tous les Romanow. Alexandre peut mesurer ainsi « les sataniques ravages » de la propagande révolutionnaire parmi ses officiers. Et le même drame torture sa conscience : « Ai-je le droit de sévir ?... Ne suis-je pas le vrai coupable ?... »

Bientôt, un surcroît de peine et d'accablement lui vient de sa chère Élisabeth, dont les forces déclinent à vue d'œil. S'expliquant de moins en moins le cas de leur auguste malade, les médecins lui conseillent instamment, pour l'automne et l'hiver prochains, un séjour dans un climat tempéré.

VILLÉGIATURE DES DEUX SOUVERAINS A TAGANROG

Au mois d'août, la cour apprend que le Tsar a résolu d'accompagner la Tsarine pendant cette longue absence et qu'ils vont s'installer à Taganrog, sur la mer d'Azow.

Le renouveau de tendresse, qui a si étrangement rétabli l'intimité des époux, a trop souvent frappé tous les regards pour que l'on s'étonne de voir Alexandre témoigner ainsi à la malade son affection.

Mais ce qu'on ne s'explique pas, ce qui a même paru d'abord invraisemblable, c'est le choix de Taganrog.

Simple forteresse, bâtie par Pierre le Grand à l'extrémité septentrionale de la Mer d'Azow, « la Mer putride », à quatre cent cinquante lieues de Saint-Pétersbourg, dans un pays inculte et marécageux, exposée aux vents terribles de l'Oural et de la Sibérie, cette ville ne comptait que 7 800 habitants, presque tous grecs, circassiens, tartares. Les personnes les mieux informées sur Taganrog disaient qu'au temps de Catherine II, la flotte russe de la Mer Noire était venue parfois s'y réfugier contre les escadres turques; on parlait aussi d'un bagne enclavé dans la citadelle. On ne savait rien de plus.

Puisque Élisabeth ne pouvait supporter le rude hiver de Saint-Pétersbourg, que n'allait-elle en Italie, comme faisaient tant de Russes ?... Mais peut-être ne voulait-elle pas s'éloigner de son époux redevenu si nécessaire à son cœur ?... Alors, pourquoi n'allait-elle pas hiverner sur la côte méridionale de la Crimée, sur les rives ensoleillées d'Aloupka, d'Ialta, de Soudak, d'Aï-Todor, où l'on voyait déjà s'élever, parmi de beaux jardins, plusieurs villas somptueuses ?... Enfin, à quelques lieues de ce littoral privilégié, Sébastopol, grand port de guerre et de commerce, offrait pour une malade toutes les ressources possibles. Non, vraiment, le choix de Taganrog ne s'expliquait pas... et demeure inexpliqué.

Aussitôt la décision prise, l'intendance de la Cour envoie dans cette localité misérable un architecte et quelques tapissiers pour mettre la très simple maison du gouverneur en état de loger sommairement les hôtes impériaux.

Alexandre avait fixé au 13 septembre la date de son départ;

il voyagerait, selon sa coutume, à grande vitesse, en doublant les étapes : il arriverait ainsi à destination le 25 septembre.

Trop faible pour supporter de pareilles courses, obligée de s'accorder plusieurs jours de repos sur une aussi longue route, Élisabeth partirait de Saint-Pétersbourg le 15 septembre et n'arriverait que le 5 octobre à Taganrog. Les souverains n'emmèneraient avec eux qu'une suite restreinte, le minimum indispensable, deux aides de camp, deux demoiselles d'honneur, trois médecins, quatre officiers subalternes et la domesticité.

ADIEUX D'ALEXANDRE A SAINT-PÉTERSBOURG

Avant même que la troïka de l'Empereur ait franchi les barrières de la capitale, un épisode singulier sert de prélude au voyage.

C'est à quatre heures après minuit qu'Alexandre a quitté son palais de Kamenny-Ostrow ; la ville est plongée dans l'obscurité, le silence et la brume. Devant l'illustre monastère de Saint-Alexandre-Newsky, dont les douze églises et les chapelles innombrables dominent la Néwa, le Tsar fait arrêter sa voiture. Prévenus de sa visite, le métropolite Séraphin, les archimandrites et la foule des moines l'attendaient à la porte, dans leurs grands habits sacerdotaux.

Vivement, le Tsar descend de sa calèche. Il reçoit la bénédiction du métropolite, baise le crucifix et se dirige vers la cathédrale de la Trinité où sont les reliques du grand-duc Alexandre qui, au XIIIe siècle, remporta une éclatante victoire sur les chevaliers de l'Ordre teutonique. Là, s'étant agenouillé devant la châsse merveilleuse, Alexandre ordonne qu'on ferme toutes les entrées du couvent et qu'on célèbre un *Te Deum*.

Assurément, la célébration d'un pareil office n'avait rien d'anormal ; presque toujours le Tsar en faisait exécuter un, quand il partait pour un long voyage. Mais alors, on officiait en plein jour, devant une assistance nombreuse et toutes portes ouvertes. Aussi, a-t-on le droit de se demander, comme le bruit en courut aussitôt et comme plusieurs historiens

l'affirment, si ce fut réellement un *Te Deum* que le clergé du monastère entonna cette nuit dans la cathédrale close, ou si ce ne fut pas un service des morts, une *Panikhida*. Cette version romantique trouve un argument très plausible dans ce qui va suivre.

Sortant de l'église, Alexandre se fait mener à la cellule d'un vieux moine, que la confrérie entourait de sa vénération, le P. Alexis. Reclus dans une étroite cellule, décharné par d'extraordinaires pénitences et macérations, il ne vivait plus que dans la pensée de l'éternité prochaine.

Un tableau sinistre s'offre aux yeux de l'Empereur quand il pénètre dans la cellule. Les murs sont drapés de noir ; une seule lampe, allumée devant les icones, éclaire la pièce, où l'on distingue seulement l'image de la Vierge et un grand crucifix. Par terre, s'ouvre un cercueil, avec une croix, des cierges et un suaire tout préparé.

— Tu vois, dis l'ascète au monarque, c'est mon lit. Et ce n'est pas seulement le mien, c'est notre lit à tous ; c'est là que nous dormirons tous dans l'attente du Jugement dernier. Tu y dormiras, toi, comme les autres.

Puis, s'agenouillant, ils unissent leurs prières.

Ils se mettent à causer ensuite. De leur dialogue on ne sait rien de précis. On reconnaît tout au plus, dans les discours du vieillard, son vocabulaire habituel de paroles édifiantes et vaguement apocalyptiques. Mais, en quittant la cellule, Alexandre est fort ému :

— Certes, déclare-t-il au métropolite, j'ai entendu, au long de ma vie, beaucoup de sermons éloquents ; aucun ne m'a tant remué que les paroles de ce vieux moine... Comme je regrette de ne pas l'avoir connu plus tôt !

Jusqu'aux portes du monastère, il marche tête nue, les yeux mouillés de larmes, se retournant plusieurs fois vers la cathédrale et multipliant avec des soupirs les signes de croix.

Aux barrières de Saint-Pétersbourg, il fait arrêter encore sa troïka pour contempler une dernière fois, pendant quelques minutes, le très saint couvent de Saint-Alexandre-Newsky.

SÉJOUR A TAGANROG : IDYLLE CONJUGALE

Le 25 septembre, il arrive ponctuellement à Taganrog, où la Tsarine le rejoindra dix jours plus tard.

Au long de sa route, à chacune des étapes, il s'est assuré par lui-même, dans le moindre détail, qu'on a préparé pour la voyageuse toutes les commodités possibles. Et, pas un jour, il n'a manqué de lui expédier un billet tendre.

A Taganrog, elle est délicieusement surprise du confort qu'il a réussi à lui ménager en travaillant de ses propres mains à la distribution des meubles, à la pose des tapis et des tentures, à l'accrochage des tableaux, des miroirs et des lustres.

La maison, de la plus mesquine apparence, — l'air d'une caserne, — comporte uniquement un rez-de-chaussée avec des sous-sols ; elle borde la rue, devant un enclos qui aboutit aux remparts. Nulle décoration à l'intérieur, sauf ce que les tapissiers ont apporté de Saint-Pétersbourg. Le logement d'Élisabeth se compose d'une chambre à coucher, d'un cabinet de toilette et d'un boudoir. L'Empereur ne s'est réservé pour lui-même que deux pièces, dont l'une, assez grande, formera tout à la fois son cabinet de travail et sa chambre à coucher, dont l'autre lui servira de garde-robe. Le vestibule, spacieux, remplit le double office de salon et de salle à manger. Par une seule des fenêtres, qui donnent sur la cour, on aperçoit la mer d'Azow, « le Palus méotide », — « la Mer putride ».

Durant un mois, les deux époux mènent l'un près de l'autre la vie la plus simple et la plus calme, qui les rapproche, à toute heure, pour la causerie, la lecture ou la promenade. Les lettres d'Élisabeth à sa mère nous autoriseraient à croire que, dans cette arrière-saison d'amour, ils sont parfaitement heureux.

EXCURSION DU TSAR EN CRIMÉE. SA MALADIE. SA MORT

Mais, aux derniers jours d'octobre, Alexandre est soudain ressaisi par son inquiétude habituelle, par l'énervant besoin de se déplacer, d'aller n'importe où, comme s'il vou-

lait s'échapper à lui-même. Il se fait donc organiser un long voyage aux environs de Taganrog, puis en Crimée.

La veille de son départ, il reçoit une impression pénible; car il est fort superstitieux. L'après-midi, pendant qu'il travaille à son bureau, le ciel, chargé de nuages, s'obscurcit brusquement et à tel point que, n'y voyant plus, il sonne le valet de chambre Anissimow pour qu'on lui apporte des bougies. Quelques instants plus tard, le ciel s'éclaircit un peu. Le valet rentre aussitôt dans la pièce et, d'une voix anxieuse, lui demande : « Votre Majesté ne m'ordonne-t-elle pas d'enlever les bougies ? — Je ne t'ai pas appelé... Pourquoi me déranges-tu ? — Parce que des bougies allumées en plein jour dans une chambre sont un présage de mort. — Tu as raison... Enlève ces bougies. »

Après une rapide excursion aux environs de Taganrog, il se transporte en Crimée. La course est longue jusqu'à Sébastopol, — cent quatre-vingts lieues, — et dans une région le plus souvent déserte, où les chemins sont à peine tracés. Par Marioupol, Berdjansk, il gagne l'ancienne Tauride, où le souvenir de Catherine la Grande évoque celui de Mithridate.

Il s'attarde quelque peu sur la côte enchanteresse que les monts Jaïla protègent contre les vents du nord et qui s'embellit déjà de plusieurs villas princières.

Le 8 novembre, il s'impose une très fatigante chevauchée dans un pays abrupt, pour aller faire ses dévotions au monastère de Saint-Georges. Puis, le lendemain, il achève de s'épuiser à Sébastopol, en inspectant les troupes, les fortifications, les arsenaux, les magasins, les hôpitaux, les navires.

Quand, le 10 novembre, il reprend le chemin de Taganrog, on remarque son extrême lassitude, sa mine terreuse, ses frissons prolongés.

Le 16 novembre, à l'étape de Marioupol, son médecin en chef, le docteur Wyllie, le juge en si mauvais état qu'il le supplie de prendre quelques jours de repos avant de continuer sa route. Mais, impatient de revoir son épouse, le malade repart aussitôt : il arrive le soir même à Taganrog.

Dans les jours suivants, tous les sypmtômes de l'infection paludéenne s'accusent, — fièvre persistante, maux de tête, nausées, vertiges, soif insatiable, sueurs profuses, dépression morale.

Ses médecins, Wyllie et Tarassow, qui ont correctement diagnostiqué la malaria, le soignent aussi bien que c'était possible en un temps où l'on ignorait le traitement spécifique par la quinine.

Le soir du 22 novembre, le mal empire tout à coup. Dans un paroxysme de fièvre, Alexandre subit de longs évanouissements.

La Tsarine, désespérée, ne le quitte plus. Le 26 novembre, elle a le courage de lui dire :

— J'ai une grâce à vous demander. Puisque vous refusez tous les remèdes que vos médecins vous proposent, j'espère que vous accepterez celui que je vais, moi, vous proposer.

— Quel remède ?

— Le Saint-Sacrement.

Il comprend tout et répond :

— Je vous remercie. Ordonnez ; je suis prêt.

Le lendemain, dès l'aube, il reçoit l'archiprêtre de Taganrog, le P. Fédotow, qui lui administre la communion.

Cependant, ses forces déclinent d'heure en heure. Il ne reconnaît plus personne de son entourage, sauf Élisabeth, dont il tient une main serrée sur son cœur.

Le 1er décembre, à 10 heures 50 du matin, il exhale son dernier soupir.

Après lui avoir fermé les yeux, la Tsarine s'évanouit.

Quelques heures plus tard, elle écrit à l'impératrice douairière Marie-Féodorowna : « Chère maman, notre Ange est au ciel !... » Et elle écrit du même style à sa mère, la margrave de Bade.

Le 2 décembre, les médecins de la cour, assistés par les chirurgiens de la garnison, procèdent à l'autopsie du cadavre. Leur conclusion est que l'Empereur a succombé à une infection biliaire, compliquée d'un transport au cerveau. Puis, avant d'être mis en bière, le corps est embaumé.

C'est le 10 janvier 1826, que la dépouille mortelle d'Alexandre est enlevée de Taganrog ; car il a fallu attendre les ordres de Saint-Pétersbourg, où l'avènement de Nicolas Ier a déchaîné des troubles révolutionnaires.

Le convoi funèbre s'achemine vers le nord, par Kharkow, Koursk, Orel, Toula, Moscou et Nowgorod ; il arrive le 11 mars, à Tsarskoïé-Sélo. Enfin, le 25 mars, le cercueil

est solennellement inhumé sur les bords de la Néwa, dans la sinistre forteresse des Saints Pierre et Paul, où la prison d'État semble protéger le dernier sommeil des Romanow.

L'ÉNIGME

Les divers incidents, qui ont marqué l'agonie et la mort d'Alexandre-Pavlowitch, semblent si naturels, si normaux et constatés par de si nombreux témoignages, que l'on ne voit pas, de prime abord, comment a pu naître dans l'histoire de Russie une des énigmes les plus obscures et les plus troublantes qui se soient jamais posées devant les historiens. Car elle se résume en ces mots : Alexandre n'est pas décédé à Taganrog le 1er décembre 1825 ; il a disparu mystérieusement avec la complicité de son entourage, pour aller expier au loin, dans un couvent de Palestine ou dans un ermitage de Sibérie, l'abominable crime d'avoir participé jadis à l'assassinat de son père, le tsar Paul Ier. Et ce n'est pas son corps, c'est un cadavre substitué, qu'on a solennellement inhumé, le 25 mars 1826, dans la Forteresse de Saint-Pétersbourg; on présume d'ailleurs que, par un ordre secret de Nicolas Ier, la tombe fut bientôt vidée, afin d'épargner à la nécropole des Romanow la contamination d'un intrus.

Certes, les fables de ce genre ont émaillé souvent les annales du peuple russe, dont l'imagination fut toujours si impressionnable, si romanesque, si crédule et surtout si prompte aux grandes illusions collectives. Toutes ses chroniques sont émaillées d'impostures contagieuses. Il suffit de se rappeler avec quelle spontanéité s'enracinèrent, dans l'esprit des masses, tant de légendes bizarres, comme celles qui s'épanouirent autour des faux Dimitry et des faux Pierre III, de Stenka Razine, de la princesse Tarakanow, de Pougatchew, de Kondrati Sélivanow, etc...

Mais l'énigme de Taganrog dépasse de beaucoup le cycle des fables populaires. La survie d'Alexandre Ier s'est accréditée dans les plus hautes classes de la société russe et même dans la famille impériale. Enfin, elle est considérée comme une certitude par des historiens très sérieux, habitués aux méthodes critiques et qui ont pu se renseigner aux meil-

leures sources (1). La précision et la concordance de leurs arguments nous obligent, pour le moins, à reconnaître qu'il a dû se passer, à Taganrog, un drame extraordinaire.

En quelques mots, voici comment le problème se formule.

Pour reconstituer la vie quotidienne des souverains à Taganrog, on dispose de quatre documents, les plus authentiques et les plus péremptoires que l'on puisse désirer : — 1° le journal de la tsarine Élisabeth ; — 2° le journal du prince Pierre Wolkonsky, aide de camp général de l'Empereur et son ami le plus intime ; — 3° le journal du docteur Wyllie, médecin en chef de la Cour et non moins dévoué à l'Empereur par vingt-huit ans d'amitié ; — 4° les mémoires du chirurgien Tarassow, médecin de la Cour. Durant toute l'agonie d'Alexandre, ces quatre personnes sont restées, jour et nuit, auprès du malade, sans jamais se perdre de vue les unes et les autres, puisque le drame s'est déroulé dans un petit appartement de cinq ou six pièces.

Or, les assertions de ces quatre témoins directs se contredisent à chaque instant. D'après les uns, l'état du monarque ne cesse d'empirer ; d'après les autres, le Tsar est gai, souriant, « car il se sent beaucoup mieux ». La Tsarine, l'aide de camp et les deux médecins ne s'accordent que sur un point, — l'agitation nerveuse du malade, qui repousse les médicaments et ne cesse de répéter : « Laissez-moi tranquille avec vos drogues ! Mes nerfs sont déjà suffisamment détraqués ; vous allez me les détraquer plus encore !... »

On arrive ainsi à la journée du 23 novembre. C'est la journée fatidique. Désormais, le drame se poursuivra dans l'illogisme, l'invraisemblance et l'obscurité.

S'étant bien reposé la nuit précédente, le Tsar est « dans un meilleur état que la veille », ce qui rend le docteur Wyllie « très gai ». Alexandre fait alors appeler son épouse, avec laquelle il reste en conversation depuis dix heures du matin jusqu'à l'heure du dîner, c'est-à-dire quatre heures de l'après-midi.

Au sortir de ce long tête-à-tête, dont nous ne savons rien, Élisabeth écrit à sa mère : « Où est le repos dans cette vie ? Lorsqu'on croit avoir tout arrangé pour le mieux, il

(1) Voyez notamment l'étude, aussi pénétrante qu'ingénieuse, du prince Wladimir Bariatinsky : *le Mystère d'Alexandre Ier*, Paris, 1929.

survient une épreuve inattendue qui nous ôte la possibilité de jouir du bien qui vous entoure... »

Immédiatement après la révélation de cette *épreuve inattendue*, la Tsarine cesse d'écrire son journal. Pourquoi cette brusque interruption ?... Ne faut-il pas croire plutôt que l'on a fait disparaître la suite du manuscrit ? Car il est notoire que Nicolas Ier a fait incinérer la plupart des documents relatifs aux dernières années de son frère.

Le 23 novembre est marqué par un autre incident, qui n'est pas moins étrange. D'après le journal du prince Wolkonsky, le Tsar avait ordonné, le 21 novembre, qu'on fît connaître sa maladie au grand-duc Constantin, qui résidait comme toujours en Pologne. Mais, presque aussitôt, l'aide de camp rectifie sa note en ajoutant que l'ordre de prévenir Constantin fut donné le 23 *novembre*, et non le 21. Rectification troublante : car justement, le 23 *novembre*, après son entretien de six heures avec Élisabeth, Alexandre a écrit à sa mère une longue lettre qui a disparu. Et l'on sait d'ailleurs que Nicolas Ier a détruit le journal de l'Impératrice douairière, ainsi qu'un grand nombre de ses papiers.

Lorsqu'on cherche à s'expliquer les deux lettres mystérieuses du 23 novembre, un souvenir s'impose à l'esprit. La première fois qu'Alexandre s'était ouvert à Constantin sur son projet d'abdiquer, son frère avait témoigné une vive répugnance à monter sur le trône. Alexandre lui avait répondu : « Quand le moment viendra pour moi d'abdiquer, je t'avertirai, pour que tu puisses, toi, faire connaître ta décision à Maman. » Il se confirmerait ainsi que, dans la secrétissime affaire de la succession au trône, l'impératrice Marie tenait en main tous les fils. Abdication d'Alexandre, renonciation de Constantin, désignation de Nicolas, cette maîtresse femme, qui avait au plus haut degré l'âme souveraine, a tout connu, tout inspiré, sinon tout dirigé.

Pour les journées des 24 et 25 novembre, les diagnostics médicaux se contredisent absolument. Il est impossible de savoir si Alexandre va beaucoup mieux ou si la violence de sa fièvre oblige à prévoir une catastrophe.

Le 27 novembre, dès l'aube, le P. Fédotow, archiprêtre de Taganrog, vient administrer au malade la communion.

Quatre jours plus tard, le 1er décembre à 10 heures 50 du matin, Alexandre expire.

Mais pendant ces quatre jours, le P. Fédotow ne reparaît plus. Comment admettre que le pieux et mystique Alexandre, ne pouvant pas douter qu'il soit à l'article de la mort puisqu'il a reçu les derniers sacrements, n'ait pas demandé à revoir le prêtre ? Comment se fait-il que, parmi les personnes qui l'entourent, nulle ne songe à lui adoucir le passage dans l'éternité, en faisant réciter près de son lit les prières des moribonds, surtout les deux grandes litanies d'imploration qui doivent être lues aux approches de l'instant suprême, « l'âme se sépare du corps », *Pri razloutchénig douchi ot tela*, et qui s'appliquaient si pertinemment aux frayeurs d'Alexandre ? Peut-on admettre enfin que l'empereur autocrate de toutes les Russies, l'Oint du Seigneur, le chef et le protecteur suréminents de la très sainte Église orthodoxe, n'ait pas reçu la moindre assistance religieuse pendant qu'il exhalait son âme vers Dieu ?

Le 2 décembre, soit trente-deux heures après la mort, on procède à l'autopsie. Dans cette opération, les invraisemblances morales et matérielles s'accumulent.

Dix médecins, y compris ceux de la garnison, participent à l'ouverture et l'examen du cadavre. Le procès-verbal officiel, conservé aux archives de l'Empire, porte les dix signatures. Mais le docteur Tarassow affirme, dans ses *Mémoires*, que, s'il a rédigé lui-même le procès-verbal, il s'est abstenu de le signer. Or, son nom figure au bas du document ; la pièce est donc entachée d'un faux.

Ce qui est plus grave, c'est que les descriptions anatomiques ne s'appliquent pas au corps d'Alexandre. Ainsi, d'après l'état des viscères, la mort n'a certainement pas eu pour cause une infection paludéenne. Le symptôme constant du paludisme est une volumineuse hypertrophie de la rate. Or les médecins attestent que la rate ne différait pas de son aspect naturel. Mais l'autopsie de l'encéphale est encore plus déconcertante : l'adhérence des méninges aux parois du crâne et quelques autres lésions du cerveau dénotent irrécusablement les ravages d'une maladie spécifique, dont Alexandre fut toujours indemne.

LA SUPERCHERIE FUNÈBRE

La critique des faits et le concours des probabilités nous obligent donc à nous demander si, le Tsar ayant disparu pour une destination secrète, on n'aurait pas joué autour de lui, et par ses ordres, une comédie funèbre, qui aurait eu pour dernier acte l'ensevelissement d'un cadavre étranger dans le cercueil impérial.

Plusieurs objections surgissent aussitôt. Est-il admissible qu'on ait pu se procurer clandestinement un cadavre dont la figure et la taille offraient quelque ressemblance avec celles d'Alexandre ?... C'est pourtant la seule version qui paraisse plausible aux plus sérieux partisans de la survie. De vagues indices les autorisent même à croire qu'un médecin major de l'hôpital militaire, le docteur Alexandrowitch, aurait eu fortuitement sous la main le corps d'un soldat du régiment *Séménowsky*, décédé le 30 novembre, et qui ressemblait au Tsar. Le secret absolu, qui, à cette époque, entourait la vie intime des monarques, et plus encore le fait qu'un ordre quelconque de la volonté souveraine commandait l'obéissance immédiate, rendent parfaitement possible que le docteur Alexandrowitch se soit prêté à la supercherie qu'on lui ordonnait. Les fraudes et collusions de ce genre n'abondent-elles pas dans l'histoire tragique des Romanow ? Les impostures et les charlataneries, dont l'aventure de Raspoutine s'est illustrée au XXe siècle, ne sont-elles pas du même ordre ?

La deuxième objection est si forte qu'elle semble irréfutable. Pour assurer la disparition d'Alexandre et la simulation de sa mort, il ne suffisait pas de se procurer un cadavre plus ou moins ressemblant, il fallait encore la complicité directe et minutieuse de la tsarine Élisabeth, du prince Wolkonsky, du médecin Wyllie, et du chirurgien Tarassow.

Est-il possible que la tendre Élisabeth ait prêté la main à la disparition de l'époux, sur qui elle concentrait maintenant toutes ses puissances d'amour, et qu'elle appelait comme autrefois : « Mon adoré, mon ange... » ? Cela dépend de ce qu'ils se sont dit, le 23 novembre, durant six heures de suite, et dont nous ne savons rien, sinon que la Tsarine

écrivit aussitôt à sa mère : « Lorsqu'on croit avoir tout arrangé pour le mieux, il survient *une épreuve inattendue...* » Ce jour-là, peut-être Alexandre l'a-t-il implorée, au nom de leur amour ressuscité, pour qu'elle lui donne la force et les moyens de sauver son âme en consacrant la fin de sa vie à la plus austère pénitence. Il n'est pas déraisonnable de penser qu'Alexandre, dont nous connaissons le supplice intérieur, lui ait tenu pareil langage. En ce cas, elle était vaincue d'avance : la ferveur de sa piété, le romantisme de son imagination, la griserie amoureuse dont elle se délectait et s'intoxiquait depuis son arrivée à Taganrog, enfin les troubles secrets de sa physiologie, la rendaient aveuglément docile à tout ce qu'aurait pu lui demander son époux. Quelques faits ultérieurs approfondissent encore le mystère de sa participation au drame de Taganrog. Ainsi, après les funérailles, tandis que le convoi s'acheminera lentement vers le nord, elle continuera d'habiter seule, durant quatre mois, la triste maison où elle a goûté ses dernières joies d'épouse, comme si elle voulait se dérober aux questions importunes. Puis, quand elle se décidera à quitter sa retraite, le 10 mai, elle se gardera bien de rentrer à Saint-Pétersbourg ; elle voudra se fixer à la campagne, dans un ancien château de Catherine II, près de Moscou ; mais à l'étape de Biélew, sur la route de Kalouga, le 15 mai, elle mourra subitement d'une déchirure au cœur.

Des trois autres complices indispensables, celui qui a dû mener toute l'affaire est sans doute le prince Wolkonsky. C'était l'ami le plus ancien et le plus intime d'Alexandre. Ils avaient, dans leur passé, un souvenir commun qui liait indissolublement ces deux hommes l'un à l'autre. En 1801, le prince était parmi les conjurés qui, la nuit du 23 mars, étranglèrent Paul Ier, tandis qu'à l'étage supérieur et malgré les hurlements de la victime, Alexandre feignait de dormir. Son zèle dans l'ignoble tragédie avait été largement rémunéré. Le Tsar l'avait comblé d'honneurs et de prébendes ; il l'avait nommé successivement aide de camp général, feld-maréchal, membre du Conseil de l'empire, ministre de la Cour et des Domaines, chancelier de tous les ordres impériaux, etc... Non, vraiment, après de telles récompenses, Wolkonsky ne pouvait plus rien refuser à son maître !

Le docteur Wyllie, « conseillé privé et médecin en chef de la Cour », devait aussi à l'attentat du 23 mars l'origine de sa fortune. Les conjurés, presque tous ivres, s'étaient acharnés si furieusement sur Paul, à coups de poing, à coups de botte, de sabre, qu'on n'osait plus exhiber le cadavre. Cependant il fallait bien qu'on le montrât pour faire croire à tous que le fils de Catherine la Grande était mort d'une apoplexie. C'est Wyllie qu'on avait chargé de réparer le visage, de recoudre les plaies, de maquiller avec un peu de fard les ecchymoses et les meurtrissures. Il s'en était acquitté à merveille. Depuis lors, il avait toujours suivi Alexandre, qui lui témoignait une confiance absolue. De même que pour Wolkonsky, le souvenir du 23 mars 1801 planait toujours sur les rapports de l'autocrate et de son médecin.

Quant au chirurgien Tarassow, le rôle indéniable qu'il a joué dans le truquage de l'autopsie, nous atteste l'importance de sa complicité. Il apparaît comme le principal organisateur du scénario ténébreux, de toutes les simulations et les ruses auxquelles il fallut nécessairement recourir pour amener le cadavre dans le lit impérial.

Une dernière objection se formule encore, et ce n'est pas la moins probante.

Selon les rites orthodoxes, la dépouille mortelle du Tsar est demeurée plusieurs jours exposée, le visage découvert, dans l'église de Taganrog, où l'on célébrait quotidiennement une grande liturgie funèbre. Comment se fait-il que, parmi tant de personnes qui s'agenouillèrent devant le catafalque, nulle n'ait démasqué la supercherie ?

Car le mort, quel qu'il soit, est méconnaissable. De tous ceux qui peuvent le contempler, s'échappe le même cri : « Eh quoi ! c'est lui !... comme il est changé !... On ne le reconnaîtrait pas !.. »

Nous avons là-dessus le témoignage positif de deux médecins français, dont l'un résidait à Taganrog et dont l'autre arrivait de Téhéran. Tous les deux, élèves diplômés du grand clinicien Broussais, avaient offert leurs services pendant la maladie du Tsar : on les avait éconduits. Mais, plusieurs fois auparavant, Alexandre les avait rencontrés en ville et s'était arrêté pour causer avec eux ; ils le connaissaient donc bien. Lorsqu'ils le voient dans la bière, ils ne s'expliquent

pas la profonde altération de sa physionomie. En outre, ils s'étonnent que, par une température si basse, la décomposition du cadavre soit manifestement si avancée. La date de la mort était-elle donc antérieure de quelques jours à la disparition d'Alexandre ?... Plus on poursuit l'enquête et plus elle découvre les mensonges officiels.

Comme il advient toujours dans les pays où l'opinion publique n'a pas le moyen de s'énoncer librement, c'est par les rumeurs populaires qu'elle se forme, s'exprime et se répand.

Ainsi, à Taganrog et dès la première heure, un bruit étrange a circulé dans le peuple : « Notre Tsar bien-aimé n'est pas mort !... On a mis quelqu'un d'autre à sa place dans le cercueil... »

Ce bruit va se diffuser de proche en proche à travers la Russie. On le constatera sur tout l'itinéraire du convoi funèbre qui, partant de Taganrog le 10 janvier 1826, passera par Kharkow, Koursk, Orel et Toula pour atteindre Moscou le 15 février.

Une foule innombrable et religieusement émue stationne au Kremlin, quand le cercueil est déposé dans l'*Arkhanghelsky Sobor*, où sont inhumés les glorieux tsars d'autrefois : Siméon le Superbe, Dimitry Donskoï, Ivan III Wassiliéwitch, Ivan IV le terrible et les premiers Romanow, prédécesseurs de Pierre le Grand. Cette multitude frémissante exige bientôt qu'on lui montre le corps du Tsar en qui elle personnifie les victoires libératrices de 1812 ; elle veut s'assurer de ses propres yeux que le cadavre est bien celui de son cher Alexandre-Pavlowitch... Devant le refus inexplicable des autorités, elle devient si tumultueuse que le prince Galytzine, gouverneur général, est obligé d'employer la troupe, même l'artillerie, pour faire évacuer le Kremlin.

Deux jours plus tard, le convoi se remet en marche vers Saint-Pétersbourg. Le 10 mars, il atteint le village de Babino, qui est à 20 lieues de Tsarskoïé-Sélo ; c'est l'avant-dernière étape.

On y voit arriver inopinément la Tsarine douairière, Marie-Féodorowna ; elle est seule ; ni le nouveau Tsar, ni aucun membre de la famille impériale ne l'accompagnent.

Sur son ordre, on ouvre le cercueil. Protégé par le froid

et les aromates, « le corps se montre en pleine conservation ». Après l'avoir bien regardé, Marie-Féodorowna repart aussitôt. Pourquoi, malgré son âge et l'extrême rigueur de la température, s'est-elle imposé la fatigue d'une aussi longue course ? On l'ignore. Il est toutefois établi que, peu de jours auparavant, elle avait reçu de la princesse Wolkonsky, arrivée à Taganrog immédiatement après le drame, une confidence très grave, obtenue de son époux. Ne sachant d'abord comment s'excuser de s'être enhardie à traiter un pareil sujet, la princesse concluait son message en ces termes : « Je prie Votre Majesté de trouver dans ces lignes mon admiration pour votre vertu, ma foi dans votre force d'âme et aussi *la certitude que vous ne révélerez jamais à personne le contenu de ma lettre.* »

Le 13 mars, vers minuit, un office mortuaire est célébré dans l'église du palais, à Tsarskoïé-Sélo, sans qu'on puisse d'ailleurs s'expliquer, du moins officiellement, pourquoi Nicolas Ier a voulu que cette liturgie fût enveloppée d'ombre. Toute la famille impériale défile devant le cercueil découvert. Quand c'est le tour de Marie-Féodorowna, elle baise le front glacé du mort. Puis, comme si elle voulait répondre à l'inquiète pensée qu'elle devine chez la plupart des assistants, elle prononce de sa voix claire et dure :

— Oui, c'est mon fils, mon cher fils ; c'est mon cher Alexandre !

Le 25 mars, sous des rafales de neige, le cercueil est transféré solennellement à la forteresse des Saints Pierre et Paul, où il est déposé dans un sarcophage au nom d'Alexandre-Pavlowitch.

L'ANACHORÈTE MYSTÉRIEUX, LÉGENDE OU RÉALITÉ ?

Sous le règne de Nicolas Ier, le drame de Taganrog s'enveloppe de silence et d'oubli. Nul n'ose en parler : nul n'ose y faire la moindre allusion.

Dès son avènement, le nouveau Tsar avait dû étouffer dans le sang une terrible sédition militaire, — la sédition qu'Alexandre voyait se préparer depuis trois ou quatre ans et qui exacerba son dégoût du pouvoir suprême.

De ce prologue tragique, où peu s'en est fallu que la monar-

chie des Romanow ne sombrât tout entière, Nicolas était sorti plus imbu que jamais de l'idée que l'autocratisme, dans ses formes les plus sévères, était seul capable de gouverner la Russie. Par son intelligence vive et claire, par son labeur infatigable et méthodique, par sa volonté courageuse et que rien ne pouvait fléchir, par sa droiture et sa noblesse morales, enfin par un heureux mélange de simplicité personnelle et de majesté souveraine, il avait bientôt acquis, aux yeux de son peuple et de l'Europe, un très haut prestige.

Mais un appareil formidable de police régentait, opprimait, écrasait toutes les manifestations de la vie russe. Défense absolue de faire aucune critique, même indirecte, des actes gouvernementaux : défense non moins absolue d'en faire l'éloge. D'après le règlement de la censure, « ni le blâme, ni la louange ne sont compatibles avec la dignité du gouvernement ou l'ordre public ; on doit obéir et garder ses réflexions pour soi... » L'espionnage et la délation fleurissaient à merveille. Dans tout le système et jusqu'aux extrémités de l'Empire, on sentait une impulsion accélérante, méticuleuse et continue : le despotisme asiatique se renforçait du militarisme prussien. Par son génie de grand inquisiteur, le général de Benckendorff éclipsait la gloire sinistre du « bouledogue » Araktchéïew. Jamais encore les bagnes sibériens ne s'étaient si largement recrutés dans les salons de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Très loin au delà d'Irkoutsk, dans la froide Transbaïkalie, où le mercure reste congelé des semaines entières, le bagne de Tchita pouvait s'enorgueillir de compter parmi ses détenus quelques représentants des plus vieilles familles russes.

Faut-il s'étonner que, sous un tel régime, le nom de Taganrog parût dangereux à prononcer ?

Mais voici que, trente-neuf ans après la disparition d'Alexandre, le mystère de sa mort intrigue et passionne de nouveau les esprits.

Le 1er février 1864, un vieil anachorète sibérien, un *staretz*, mourait en odeur de sainteté, aux environs de Tomsk ; il s'appelait Fédor Kousmitch.

Tout ce qu'on savait de lui, c'est que, durant de longues années, il avait erré dans l'Oural, visitant les églises, les couvents et tous les sanctuaires qui attirent les pèlerinages. Puis

il avait parcouru les steppes, les forêts et les *taïgas* immenses qui séparent l'Obi de l'Iénisséi. En 1858, il s'était fixé à quelques lieues de Tomsk, où un négociant de la ville, un prospecteur d'or, l'avait recueilli dans une isba.

Haut de taille et large d'épaules, très simple de manières, avec une rare prestance, il imposait à tous une vénération superstitieuse. Il ne parlait pas volontiers, soit qu'il eût fait vœu de mutisme, soit qu'il fût un peu sourd.. Mais d'étranges paroles, qui lui avaient échappé de temps à autre, donnaient à croire qu'il avait fréquenté jadis les milieux de la Cour impériale. Il évoquait parfois les souvenirs de 1812, la campagne de France et l'entrée à Paris : alors, tout à coup, ses yeux flamboyaient. La méticuleuse propreté, qu'il entretenait sur sa personne et dans sa pauvre cellule, faisaient penser qu'au temps de sa vie mondaine il avait connu les jouissances raffinées du luxe. On lui attribuait plusieurs miracles, que justifiaient sa piété ardente, ses divinations merveilleuses et les parfums suaves qui, certains jours, s'exhalaient de son isba. On se racontait aussi qu'un ancien soldat, qui se rendait au bagne de Nertschynsk avec une troupe de condamnés, avait sursauté en l'apercevant, puis s'était brusquement redressé comme un automate, dans la position du salut militaire, en s'écriant : « Mais c'est notre Tsar bien-aimé ! C'est notre empereur Alexandre-Pavlowitch !... »

Ainsi, peu à peu, une légende s'était cristallisée autour de l'anachorète sibérien : Alexandre I[er] n'était pas mort à Taganrog ; ayant abdiqué toutes les grandeurs terrestres pour ne plus travailler qu'au salut de son âme, il se dissimulait aujourd'hui sous le masque de Fédor Kousmitch.

Cette légende a motivé en Russie une littérature nombreuse autant que passionnée. Plusieurs historiens, parmi les plus sérieux, les plus exercés aux méthodes critiques, la tiennent pour vraie. Celui d'entre eux qui a le plus consciencieusement approfondi la question, le prince Wladimir Bariatinsky, écrivait naguère : « Alexandre I[er] est mort en 1864, sous les traits de Fédor Kousmitch ; c'est ma ferme conviction. »

Le principal historien d'Alexandre I[er], le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch, qui s'était fait accorder par son impérial neveu, Nicolas II, l'autorisation de fouiller dans les

archives secrètes des Romanow, avait paru d'abord admettre l'identité de Fédor Kousmitch et d'Alexandre-Pavlowitch, mais il s'était brusquement rétracté, pour des motifs plus spécieux que probants et qui peut-être déguisaient un ordre venu d'en haut (1).

Serait-il donc vrai qu'Alexandre, ayant disparu clandestinement de Taganrog, serait allé finir ses jours en Sibérie sous les traits d'un ermite ?

Les partisans de cette opinion invoquent, pour la défendre, une série de faits, d'anecdotes, de coïncidences, de présomptions qui la rendent plus ou moins vraisemblable, mais qui laissent trop de place à l'incertitude et la controverse.

Dans l'état présent de l'enquête, on incline plutôt à croire que le cas de Fédor Kousmitch n'eut rien de commun avec le drame de Taganrog. L'existence anormale de ce pieux vagabond pourrait aussi bien avoir été vécue par l'un de ces innombrables ermites en rupture de ban social, prophètes illuminés, apôtres messianiques, monomanes du repentir et de la contrition, prêtres interdits, moines réfractaires, forçats évadés, pour qui la steppe sibérienne fut toujours une terre d'élection.

LE SPHINX

Puisqu'on doit raisonnablement se borner aux hypothèses, il en est une qui, projetée sur un tout autre plan, apparaît beaucoup plus séduisante.

Ce n'est pas en Sibérie, c'est dans un couvent de Palestine qu'Alexandre aurait abrité la fin de ses jours. Le yacht d'un lord anglais serait venu le chercher à Taganrog, ce qui nous expliquerait enfin que, pour l'hivernage d'une malade, on eût fait choix d'un port aussi balayé des vents, aussi dénué de ressources et dont les navigateurs s'approchaient si rarement. Ce lord, titulaire d'un marquisat, n'est pas inconnu et sa postérité s'est mainte fois distinguée dans les plus hautes situations de la politique.

(1) Lorsque j'étais ambassadeur en Russie, les cordiales relations que j'entretenais avec le grand-duc Nicolas-Michaïlowitch nous ont amenés plusieurs fois à parler de Fédor Kousmitch ; j'ai eu chaque fois l'impression que sa parole, d'habitude si tranchante et même audacieuse, n'était pas libre.

En outre, il est presque avéré que le sarcophage d'Alexandre Ier n'est qu'un cénotaphe. Au mois de mars 1826, le cercueil, transféré à Tsarskoïé-Sélo, demeura huit jours dans l'hôpital militaire de Tchesmé, avant les obsèques officielles. Pendant ces huit jours, l'empereur Nicolas, ayant dû reconnaître que le cadavre n'était pas celui de son frère, et n'admettant nulle restriction à son autorité pour sauver le prestige de sa dynastie, aurait ordonné qu'un cercueil vide fût solennellement inhumé dans la nécropole des Romanow.

Mais, quarante ans après, en 1866, Alexandre II s'était ému des bruits singuliers qui se propageaient dans la société russe depuis la mort de l'anachorète sibérien, Kousmitch. Selon toute vraisemblance, il ne connaissait pas le mystère de Taganrog ; il n'avait que six ans à cette époque, et l'on a peine à concevoir que son père, si farouchement secret, lui eût avoué la supercherie macabre. Il aurait donc ordonné d'ouvrir la tombe. L'opération, exécutée de nuit, sous les yeux du comte Adlerberg, ministre de la Cour impériale, aurait simplement abouti à la découverte du cercueil vide, qu'on aurait éliminé avant de refermer le sépulcre. Tous les opérateurs, quelques soldats et marbriers, dûment sermonnés par un prêtre, avaient juré le secret sur l'Évangile et le crucifix : peut-être la menace de la Sibérie les préservait-elle mieux encore du parjure.

Obéissant à la même curiosité que son père, Alexandre III aurait ordonné pareillement d'ouvrir le sarcophage. Ce travail, présidé par le sénateur Anatole-Féodorowitch Koni, aurait démontré que le somptueux coffre de marbre ne contenait rien. On sait de bonne source que Nicolas II n'en doutait pas.

Ainsi, même au delà de sa vie terrestre, où s'accumulèrent tant de contrastes, de paradoxes et de bizarreries, Alexandre Ier demeure énigmatique. Le grand poète Pouchkine a résumé d'un mot l'histoire de cette âme impénétrable : « un Sphinx non deviné jusque dans la tombe ».

MAURICE PALÉOLOGUE.

TYPES DE LA VIE D'AUJOURD'HUI

VI [1]

LE MÉHARISTE

Le méhariste est un gradé européen qui parcourt le désert sur un chameau de race sélectionnée, le méhari, avec une troupe exclusivement indigène. Sa mission est de mettre à la raison les nomades guerriers et pillards, Maures, Berbères, Touaregs ou Toubbous menaçant les caravanes commerçantes, rançonnant les sédentaires des oasis et des régions limitrophes du désert, razziant les troupeaux ou s'insurgeant contre notre domination.

Ce type d'homme nouveau prit naissance, il y a trente ans passés, le jour où se fit à Aïn-Sefra le rassemblement des premiers éléments réguliers, constitutifs de ces unités militaires que sont les compagnies méharistes.

Le général Lyautey, accompagné du commandant Laperrine nouvellement rentré de son expédition au delà du Hoggar, jusqu'aux abords du Niger, était là. Ils avancèrent tous les deux vers le groupe où je figurais, aligné dans le rang, dans l'attente émouvante d'un premier contact avec les prochains maîtres de nos destinées. L'un et l'autre simplement chaussés de *naïls*, — ces semelles sahariennes que fixe, à la plante de ses pieds nus, le méhariste descendu de sa monture, — avançaient dans la brûlante clarté d'un après-midi lourd de cette odeur musquée, singulière, propre aux terres du Sud où le sable de la dune et la pierre de la montagne associent leurs parfums à ceux d'un village indigène proche.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

— C'est bien vous Alibert?

Le général avait posé la main sur mon épaule. Un léger sourire accompagnait cette question à quoi je ne m'attendais guère.

— Oui, mon général : brigadier Alibert du 2e Spahis, affecté, sur sa demande, aux méharistes de la Saoura.

— Exact... Le général de Forsans vous a signalé à mon attention... Vous êtes content d'aller là-bas..., au désert?

— Très content, mon général.

Alors, s'adressant à nous tous à qui il avait dit individuellement quelques mots :

— Contents, n'est-ce pas, messieurs?... et fiers aussi, car vous avez été désignés au choix parmi les meilleurs... Vos demandes, sachez-le bien, ont été retenues entre mille autres et davantage. On a choisi les gradés déjà qualifiés par un contact à la fois ferme, souple et intelligent avec l'indigène... Vous allez mener une vie rude et magnifique. Dans cette voie, — et, ce disant, le général jetait un regard de côté vers son ami Laperrine, — vous avez été précédés par des chefs dont la valeur affirmée se pare de simplicité. Soyez ce qu'ils sont, au sens complet du mot, des chefs !... une élite ! Ne l'oubliez pas, messieurs...

Ce qu'il nous dit encore, je l'ai oublié, sinon qu'il termina par ces mots :

— Vous pouvez disposer, messieurs.

Nous saluâmes et nous nous dispersâmes, très satisfaits de l'entrevue.

En m'en allant, je pensais, quant à moi, à tout ce que ce mot : « *Messieurs* » du général Lyautey s'adressant non pas à nos officiers qu'il avait vus précédemment, mais à de simples sous-officiers et brigadiers, comportait en soi d'avertissement, résumait de conseils.

Je pensais à tout ce que ce mot, — expressément choisi dans la circonstance par le général, j'en suis assuré, — signifiait de choses graves, importantes ; c'était nous dire : « A l'avenir vous compterez parmi les meilleurs. Et cette certitude que j'ai d'avoir devant moi des hommes de qualité, des chefs conscients de leurs responsabilités, je sais que vous ne la trahirez pas. »

DANS LE SABLE DU DÉSERT

Deux mois plus tard, j'étais à l'est de Beni-Abbès, entre une mer de sable et le ciel, dans le grand Erg occidental.

Autour de nous, les dunes succédaient aux dunes à l'infini. Parfois le vent les frangeait, au sommet, d'une fumée de sable. Elles prenaient, selon les heures, des teintes inattendues dont s'émerveillaient nos yeux d'Européens. Cela tenait quelquefois, semblait-il, de la magie. Tel matin, les dunes, que la lune argentait encore, fulguraient soudainement comme du cuivre poli ; tel soir, les dunes blondes, que le soleil abandonnait, devenaient roses, puis à la fois bleu foncé dans les parties d'ombre et safran dans les parties éclairées ; puis, la minute d'après, quand la nuit bleu-saphir sombrait sur nous avec ses milliers d'étoiles étincelantes comme nulle part ailleurs on ne les voit, les dunes noyées d'ombre claire avaient des luisances sourdes, et leurs crêtes étaient comme phosphorescentes.

Notre camp avait été installé près du puits Hassi el Hamar (le puits rouge) qui s'ouvrait au ras du sol, comme tous les puits du désert. Nos Chaamba abreuvaient les chameaux tous les quatre jours, à grand renfort de puisettes de cuir, montées et remontées des centaines de fois.

Ce camp, mal ordonné à l'origine, avait le pittoresque d'un campement de nomades. Nous n'avions pas de tentes alors. Pour suppléer à ce manque de confortable dont nous devions plus tard envisager de nous pourvoir, nous montions des cabanes avec des branches d'alenda ou de lazel, un arbuste à tiges droites, rappelant le genêt, et nous couvrions le tout d'un chaume fait de touffes de drinn, une herbe du désert en tout semblable au gourbet qui pousse au long du littoral de nos dunes landaises.

Ainsi, chacun s'arrangeait de son mieux pour se garantir, durant le jour, de la chaleur tombée du ciel où nul oiseau ne passait, sinon quelque rapace ou quelque rare corbeau. L'après-midi, la chaleur était toujours plus forte, dépassant de 50° et plus celle de la nuit. Elle montait alors du sol surchauffé. Il eût été impossible, même pour les Chaamba dont se composait la section, d'y poser le pied nu sans courir le risque d'une cruelle brûlure.

Nos Chaamba, jeunes ou vieux, pillards de la veille et dont la misère ou l'appât du gain avaient fait des engagés volontaires, étaient campés autour de notre cabane. Leurs brigadiers et sous-officiers devaient être réglementairement soumis aux ordres des Blancs, sans considération de grade. Cette mesure, en apparence arbitraire, avait pour résultat de conserver intact le prestige de l'Européen vis-à-vis de l'indigène.

Il faut avoir parcouru l'immensité farouche des ergs du Sahara pour comprendre la beauté sauvage et pathétique du désert de sable. On y chemine lentement au pas des chameaux. La noire file des nomades au visage voilé ou la blanche théorie des méharistes ceinturés de rouge ondule sur les crêtes, monte les pentes et descend, remonte et redescend.

Ici, où la dune fait obstacle au vent, le sable est mou. Le méhariste a quitté sa *rahalah*. Il tire son chameau par les rênes de l'*arsenn* et de l'*arzema* pour une escalade difficile parce qu'on s'enlise à chaque pas. Plus souvent, il contourne l'obstacle. Et la marche sinueuse s'éternise...

Parfois, au passage d'un *fedje* ou d'un *gassi*, qui sont les vallées en forme de longs couloirs séparant entre elles deux chaînes de dunes, une maigre végétation s'offre à la vue. Ce sont des plantes désertiques : le *hâd*, ce végétal d'une saveur salée, d'aspect étrange, formant des touffes rondes, compactes, d'un vert bleuâtre, dont se régalent les chameaux ; le *n'ssi*, un pâle petit foin, si léger, si menu, qu'on le distingue à peine du sol où il végète, toujours sec, sans sève aucune, semble-t-il; le *retem*, un grand genêt à fleurs blanches ; le *zita*, une plante grasse à fleurs rouges ; le *damrann*, dont on tire la bourre qu'enflamme le briquet de silex ; le *ghessal* et des arbustes bardés d'épines : le *thala*, le *teborak* qui sert à la confection des rahalah et dont il faut, au passage, casser sept épines ou frapper le tronc pour en chasser les esprits, ces djenoumn maléfiques qui sont partout au désert.

Soudain, les montures des méharistes ont levé plus haut la tête. Les yeux mi-clos, si doux, dédaigneux de contempler les horizons lointains ou de lorgner la touffe friande qu'il fait bon happer entre deux enjambées, semblent se clore davantage, comme absorbés dans la contemplation d'un rêve intérieur... Un joueur de guesba a tiré sa flûte de roseau. Dans le

grand silence des solitudes, s'élève fluette et monotone sa mélodie que souligne parfois un chant barbare aux modulations étranges, débutant comme un long cri d'appel et finissant dans un débit rapide de sons rauques, étouffés.

En cours de route, on a fait halte quelque part, dans une cuvette profonde. Ce sera toujours à l'abri des regards, après avoir fait un crochet pour éviter d'être surpris par des gens arrivant sur vos traces. La plus grande science d'un homme du désert est dans ce mot : *djérat* en arabe, *kaffa* en haoussah, les traces ! Là, on a mangé la *kessra*, cette lourde galette d'orge pétrie sans levain, avec un peu d'eau et de sel, cuite dans le sable brûlant, sous la cendre et les braises sur lesquelles rôtiront, selon la chance, un quartier de gazelle, un lièvre, une gerboise, ou seulement des *dob*, un drôle de lézard trapu, à queue écailleuse et à tête de crapaud, maigre pitance ; des *zelgag*, ce petit lézard à pattes minuscules, à peine gros comme une sardine, brillant, luisant, agile, qu'il faut attraper en grattant de ses mains le sable des pentes meubles où il s'enfonce comme un poisson dans l'eau ; l'*ourane*, autre lézard long comme le bras et dont manger la chair détruit l'action mortelle du venin de la vipère à cornes, la terrible *lefah* du désert ; parfois des *dahnoun* juteux mais pleins d'amertume ; des *turfess*, ces blondes truffes du Sahara, croquantes, savoureuses comme des jeunes cèpes du Périgord.

Par là-dessus, on boira un grand coup d'eau à sa *guerba*, et rien quand elle sera vide. Mais alors, si le puits est encore lointain, c'est que le malheur sera sur vous, et qu'aussi bien, n'ayant rien à boire, vous n'aurez pu manger, ni fumer, ni dormir, mais seulement marcher, haletant, épuisé, tout le jour, toute la nuit, sans autre pensée que boire, boire une dernière fois avant de mourir.

Dans l'erg, nulle piste tracée pour guider le méhariste, mais parfois, au creux d'un repli de la dune, quelques crottes anciennes de chameau, seul indice de la route à suivre.

A LA RECHERCHE D'UN PUITS

Un jour, à Bordeaux, je rencontrai, à la terrasse d'un café, un officier méhariste de mes amis. Il revenait de là-bas. Son dernier séjour s'était effectué en Mauritanie.

De l'erg Ech Chech à l'erg Iguidi, il avait bourlingué, roulé sa bosse, tenant le coup bien qu'il eût déjà un certain âge et les tempes blanches.

Nous nous étions connus autrefois, alors qu'il randonnait comme moi, très loin de son point d'attache, avec la mission (qui était aussi la mienne) de rechercher des traces d'un djich de Berabères dont on avait appris le départ pour le Soudan.

Mon ami au flottard bleu tendre, à la veste écarlate, au képi écussonné du croissant et de l'étoile d'or, me remit en mémoire ces circonstances.

Le hasard nous avait mis face à face dans un moment critique. Il n'avait plus d'eau dans ses guerbas, ni moi non plus. Nos guides accusaient les *djenounn* de leur avoir dérobé la vue du puits dont l'existence, là même où nous étions, était certaine, puisqu'ils l'avaient vu autrefois, l'un il y avait quatre ans et l'autre sept ans déjà... Cette assurance de nos guides, pourvus de cette mémoire prodigieuse des nomades qui leur fait enregistrer un parcours et reconnaître telle dune, tel rocher à vingt ans d'intervalle, nous laissait quelque espoir de trouver de l'eau contre toute apparence.

Mes hommes et les siens, unis dans la même volonté de vaincre le sort, grattaient le sable, approfondissaient des trous où l'humidité s'avérait plus dense.

Vaines recherches. Deux jours entiers, la soif à la gorge, nous avions erré à la découverte du puits que nos guides affirmaient être par là. Rien de particulier n'en marquait les abords ; un simple trou, disaient-ils, de deux coudées de diamètre, sans profondeur, hors des pistes suivies, connu seulement de ces chasseurs *kédrada* dont les lévriers poursuivent les *addax* aux longues cornes en spirales. Une lourde dalle plate, mobile, le recouvrait pour le préserver de l'envahissement des sables.

Maléfique, la lune se levait sans apporter de changement à notre situation de plus en plus désespérée. Nos hommes fourbus avaient sombré dans la torpeur désolée d'une seconde nuit sans eau.

A l'aube de la troisième journée, alors que la rosée perlait aux pointes des *retems* sur lesquelles hommes et bêtes se penchaient avec une pareille avidité avant que ne parût le soleil, un léger sifflement me fit tourner la tête.

Un petit oiseau blanc et noir, au dos brun foncé, à la poitrine blanche, aux ailes et à la queue très courtes, à peine plus gros qu'une pie-grièche, se balançait à la pointe d'un genêt sous lequel, durant la nuit, nous avions, mon camarade et moi, fraternellement dormi côte à côte et sur qui, durant le jour brûlant, s'étalaient nos burnous pour ajouter à son ombre.

Je le lui montrai.

— Sauvés ! lui dis-je, en minimisant mes gestes et ma voix pour ne pas effaroucher la frêle bestiole : un cincle ! l'oiseau étrange qui se meut dans l'eau, usant de ses courtes ailes rondes comme de nageoires et s'agrippant des pattes aux graviers du fond, en quête de vermisseaux aquatiques dont il fait sa nourriture.

J'avais, au cours de mes randonnées, rencontré une fois déjà ce gentil volatile, à l'habitude isolé ou vivant en couple aux abords d'un puits. Sa présence à nos côtés nous apportait, avec l'espoir d'une découverte proche, celui de ne pas mourir de soif dans le moment où, pour la seconde fois, nous allions donner l'ordre d'égorger quelques chameaux et procéder au partage de l'eau putride retirée de la panse des malheureuses bêtes sacrifiées. Après quoi nous fussions partis à la grâce de Dieu, vers le plus proche puits dont les guides ne savaient s'il était à deux ou quatre jours de marche.

Dahan, un Chaambi qui m'accompagnait à l'ordinaire quand j'allais à la chasse, lui aussi, avait vu l'oiseau. Sans un mot, de touffe en touffe, il le suivait, évitant de trop l'approcher, autant pour ne pas l'effrayer que pour le laisser libre d'aller où bon lui semblerait.

Et puis, alors que, partis sur les pas de Dahan, nous arrivions dans une sorte de faible dépression demi-circulaire, nous vîmes l'homme penché vers une fente profonde du sol dont le niveau s'abaissait au pied même des dunes, comme si leur masse avait provoqué cet affaissement soudain de cette partie du *fedje*, par ici pierreux à l'extrême mais aussi, par endroits, bosselé d'éminences sablonneuses, sans doute récentes, car elles étaient stériles.

L'eau était là... Je le revois encore, ce puits tant cherché... Le cincle y pénétrait par une faille dans la paroi de pierre, un pertuis infime, un trou à lézard, à peine large comme la

bouche d'une chanteuse quand elle veut montrer à la fois la qualité de son talent et celle de sa denture... Un monticule de sable masquait la dalle obturant l'orifice... Il n'y avait pas cinquante litres de liquide... Quand mes hommes et ceux de mon ami eurent déblayé le fond, ensablé sous une épaisseur de plus d'une brasse, nous eûmes de l'eau en suffisance pour remplir nos outres et repartir, chacun vers des destinées aux courbes différentes, mais qui se rejoignaient pour une heure en France, à la terrasse d'un café, le temps de nous rappeler que nous faillîmes laisser là-bas nos jeunes carcasses...

Et mon ami me quitta ; il avait à passer à l'hôtel boucler ses cantines, à prendre le train pour Marseille et, le lendemain, le bateau pour Oran dont le sépareraient ensuite deux mille kilomètres, quand il aurait atteint un poste lointain devant lequel, chaque nuit, brillait la Croix du Sud.

Depuis, je ne l'ai pas revu, mais j'ai su par les journaux qu'il était mort aux environs des lieux mêmes où nous nous étions rencontrés autrefois, non pas mort de soif, mais abattu par une balle dans l'instant d'une attaque au petit jour par les gens d'un rezzou à la poursuite desquels il s'était lancé. Que la paix soit avec lui dans l'autre monde ! c'était un vaillant garçon.

DANS LA HAMADA

Longtemps, on s'est fait du Sahara une idée inexacte : une immensité de sable, pensait-on, inutilisable, seulement parcourue par de rares nomades, pillards et guerriers, les Maures à la chevelure hirsute et les Touareg aux faces voilées. On savait vaguement qu'il y avait de-ci de-là des oasis de dattiers, mais rares étaient ceux qui pouvaient, il y a cinquante ans, pointer sur la carte l'emplacement, même approximatif, de ces oasis et, à plus forte raison, situer les ergs, les grands oueds sans eau, les massifs montagneux du Sahara...

Depuis lors, les livres, les relations de nos voyageurs, surtout les rapports des militaires ou des savants envoyés en mission, et, par la suite, les cinémas, nous ont familiarisés avec les divers aspects du désert.

Si je me suis attardé à la peinture des ergs sahariens tout d'abord et plutôt longuement, c'est qu'ils sont, entre toutes

les images que l'on se fait du Sahara, la plus expressive, la plus symbolique et aussi parce qu'ils furent le cadre dans lequel évolua à l'origine la Compagnie de la Saoura à laquelle j'appartenais.

Mais il nous fut donné maintes fois d'étendre le champ de nos opérations de police vers l'ouest, au delà de la vallée de la Saoura, en un point où le désert change totalement de visage. Là, succédant aux sables dont seulement les sépare parfois la seule largeur de l'oued, de hauts plateaux de pierrailles sombres étalent à perte de vue leur splendeur noire et désolée.

C'est la *hamada*, le désert de pierres. Non moins redoutable que l'erg et généralement plus aride. De loin en loin, rompant la monotonie lugubre du plateau, quelque coupure profonde est à franchir. Là, sur un mince lit de sable, poussent à la base des falaises abruptes qui les protègent, des gommiers, quelques jujubiers à la ramure largement étalée, bien fournie en feuillage et cent plantes diverses que viennent brouter les lièvres et les antilopes, non plus aux robes claires, comme dans l'erg, mais brunes. L'addax blanc des solitudes blanches, des *ténérés*, a pris ici un poil sombre, à l'unisson des solitudes noires où il est né.

Mon premier contact avec la hamada ne fut pas sans rudesse. C'était au temps où les dernières bandes du célèbre agitateur Bou-Amama, quittant leurs repaires des montagnes et des hamadas marocaines, incursionnaient chez nous, en quête de pillages d'oasis ou de razzias de chameaux. Un fort rezzou revenant de l'erg oriental avec des prises importantes nous avait été signalé.

Nous partîmes avec l'espoir de lui couper la route. Ce fut une longue étape. Nous avions franchi, trois heures avant l'aube, l'oued Saoura aux environs d'Igli. Nos animaux s'étaient enfoncés dans la vase jusqu'aux jarrets. Il faisait noir, il faisait froid. Hommes et bêtes grelottaient. C'était le 31 décembre 1904. Nous nous engageâmes par la suite dans l'étendue sinistre des hamadas. Ma section méhariste, renforcée d'une autre section et d'un groupe de goumiers à cheval, venait camper deux jours plus tard, une heure après minuit, en un point mal défini, sans nom sur les cartes, mais que nous estimions être proche d'Aïn-Chaïr. Là devait passer le rezzou.

La joie de réussir peut-être un bon coup nous faisait oublier à tous notre fatigue extrême. Cependant, à plusieurs indices, il nous avait paru que, chez certains de nos volontaires chaamba, l'enthousiasme suscité par cette expédition n'avait pas été général. En fait, nombre d'entre eux avaient des frères ou des parents chez l'ennemi. Et ceci expliquait cela. Durant l'étape de la veille, trois hommes demeurés en arrière n'avaient pas depuis rejoint la colonne.

— Alibert, me dit le lieutenant d'Ivry d'Isly, dans le moment où je m'apprêtais à desseller mon méhari, les chevaux des goumiers sont épuisés... Ils n'ont pas bu de tout le jour... Coûte que coûte, il nous faut trouver de l'eau, si nous ne voulons pas les laisser à la traîne dans quelques heures, quand nous repartirons... Je crois que l'oued Guir est par là... dans le nord...

En pleine nuit noire, sans lune et par un froid de sept degrés au-dessous de zéro, je partis à la découverte avec six Chaamba des mieux montés,chacun pourvu de quatre guerbas vides à remplir.

Vers cinq heures du matin, dans la nuit toujours noire, je rentrai au camp avec nos outres pleines. Ce ne fut pas sans difficulté. En descendant la falaise où la hamada prenait fin, nous faillîmes nous rompre les os. Cependant, nous étions à pied, tenant nos bêtes par la queue et nous fiant à leur instinct pour guider nos pas entre les pierres roulantes et le vide. Ensuite, dans la vallée que le brouillard couvrait en entier au point qu'on ne pouvait y voir à deux pas devant soi, un bruissement sourd, continu, comme d'une troupe en marche, vint frapper nos oreilles. Nous eûmes alors cette impression que le rezzou défilait à quelques centaines de mètres en avant de nous. Je laissai là mes hommes aux écoutes, figés d'émotion, et je partis seul à pied, entre les touffes de tamarins de plus en plus serrées. Quelques minutes plus tard, nous remplissions nos guerbas dans un oued, sans doute le Guir, coupé en cet endroit de petites cascades sonores.

Après maintes recherches dans le brouillard et la nuit pour retrouver la falaise et après l'avoir remontée avec des prodiges d'acrobatie, je regagnai le camp. Ce fut dramatique, car, pour éviter d'être découverts par l'ennemi, nul feu, malgré le froid, n'avait été allumé.

En désaccord avec mes hommes sur la direction à suivre (peut-être voulaient-ils déserter), je m'étais placé derrière eux alignés sur une file, et prévenus qu'une balle de mon Lebel frapperait le premier virant de bord.

Par la suite, j'ai vécu d'autres heures pénibles dans la hamada, dures, beaucoup plus dures, mais en évoquant ce menu souvenir de mon premier contact avec le désert noir, j'ai voulu seulement situer le méhariste dans un cadre nouveau pour nombre de gens qui le voient surtout évoluant dans le désert fauve des sables.

L'ATTRAIT DE LA VIE ERRANTE

A vrai dire, chacun sait, de mieux en mieux, aujourd'hui que notre empire saharien s'avère plein de contrastes et que la pierre étend là-bas sa royauté stérile sur d'immenses espaces.

Le massif montagneux du Hoggar, où le Père de Foucauld fixa les derniers jours de sa vie, est aujourd'hui bien connu. On sait que le mont Illiman le domine de ses trois mille mètres et que les Touareg de l'aménokal Akamouk, successeur de Moussa-Ag-Amestan, sont, avec les chefs méharistes dont ils ont accepté la domination, les maîtres de ces lieux pleins d'une farouche poésie. On sait que d'autres montagnes, plus à l'est, sont l'habitat des Touareg Adjer et que d'autres, à cinq cents kilomètres au sud du Hoggar, forment le massif de l'Adrar des Touareg Iforass et qu'à six cents kilomètres de là vers l'est l'on rencontre le massif des Baggzan, citadelle des Touareg de l'Aïr, et que les Toubbous, autres guerriers nomades au visage également voilé comme les Touareg, mais noirs de peau, se groupent autour des lointaines montagnes du Tibesti; et qu'en tous ces lieux comme partout au Sahara, de Tombouctou au cap Juby et de Ouargla à Zinder, à Bilma, à Bardaï et au Tchad, nos sections méharistes assurent la tranquillité des oasis et la police des pistes caravanières en pourchassant les rezzous, — cela sur des parcours immenses, dépassant parfois, de l'est à l'ouest, du nord au sud, deux mille kilomètres !

On sait la fraîcheur verdoyante des oasis dont maints auteurs ont décrit la beauté fertile contrastant avec la désola-

tion aride qui les entoure. Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'une poignée d'hommes blancs suffit à assurer là-bas notre domination ; que ces hommes, nos chefs méharistes, loin de maudire le sort qui les conduisit là, aiment passionnément leur errante vie, sans confort appréciable, mais tellement pourvue par ailleurs de sensations fortes qu'ils ne peuvent se défendre de la préférer quand une fois ils l'ont connue.

Ces mêmes hommes, parlez-leur des oasis, où cependant il leur advient de séjourner au terminus d'une longue randonnée : ils vont sourire en haussant les épaules. Pour eux, la vie, la vraie vie, non plus que dans les villes, n'est pas là ; elle est ailleurs où les autres ne vont pas. Elle est dans la solitude du bled, avec leurs recrues Chaamba, Touareg, Maures, Bambaras, Mossis, Djermas, Ouolofs, Peuhls, Haoussahs, gens de toutes races, nomades plus ou moins, mais tous gens de baroud comme lui. L'oasis, ce n'est pas son choix à lui, le méhariste ! Et les plus belles, ainsi qu'il en est des femmes souvent, ne sont pas les plus aimées.

Tel d'entre eux, s'il a sincèrement goûté l'agrément des postes ombreux où l'on retrouve de bons camarades et l'amène félicité des ksours ombragés de palmes quand, le soir, retentit le tam-tam et parfois la raïta accompagnant les danses voluptueuses de quelque Naïlat, descendue au pas lent de son bassour, dans le Sud, pour la joie des hommes sans femme, celui-là, dis-je, que je connais bien, a donné, entre toutes les oasis de dattiers mêlés de figuiers, de vignes et d'abricotiers, sa préférence marquée à quelque minuscule bosquet inconnu, perdu dans l'erg ou l'hamada... Et je les imagine facilement tous pareils à celui-là, les Sahariens, les vrais Sahariens !

UN TYPE DE CHEF

Malgré le temps écoulé depuis la formation des premières unités méharistes, et bien que l'officier méhariste ait ajouté au confort de sa vie par l'appoint occasionnel d'une tente ou d'un lit Picot, il est resté le même, parce que l'ambiance dans laquelle il vit à l'ordinaire n'a pas été encore irrémédiablement troublée par l'envoi au désert d'autos et d'avions

venant concurrencer dans son action, lente mais sûre, ce premier pionnier du Sahara.

En vérité, l'officier méhariste n'a pas changé. Il est resté le même, soit l'homme dont le caractère propre est d'aller de l'avant, d'aller jusqu'au bout : Laperrine, Payn, Charlet et tant d'autres, ceux-là dans l'audace, l'énergie, la volonté ; Psichari, dans la recherche de Dieu ; de Foucauld dans la foi et la bonté ; tous, ceux d'hier et d'aujourd'hui, dans le sacrifice généreux, poussé jusqu'aux extrêmes limites, et, s'il le faut, jusqu'à la mort.

Si donc cet homme n'a pas changé dans un temps où toute moralité se désagrège, il faut voir là un phénomène particulier, un exemple méritant qu'on s'y attarde en essayant d'en pénétrer les causes.

Par nécessité, le méhariste est un homme sobre. De même que la simplicité, qui pour lui est de règle, la sobriété conditionne au mieux son existence dans le désert. Ainsi, le voyons-nous facilement sur la voie du salut du corps et de l'âme.

Il est vrai qu'au désert les bars et les cafés sont rares, sinon inexistants.

Qu'il y ait malgré cela des bledards toujours assoiffés, diminués physiquement et moralement par leur intempérance, c'est un fait. Mais c'est un fait aussi qu'un chef méhariste, lui, évite les excès de ce genre, toutes ses forces physiques et morales devant être tendues pour un effort de tous les instants.

De nos jours où foisonnent les nouveautés (sans avantage et sans durée, parmi les hommes, les choses et les idées, parce que sans valeur certaine), le méhariste s'affirme un homme strictement nouveau par le prestige d'une personnalité neuve, ardente, enthousiaste, passionnée même, forte parmi les plus fortes.

A ce titre, la connaissance qu'on a de lui vaut d'être complétée pour le profit d'un exemple à méditer.

Un Africain de bonne trempe, un Saharien à la façon de l'officier méhariste, vaut d'être connu, apprécié de tous, foules et dirigeants, pour les aider à comprendre ce qui leur manque le plus aujourd'hui dans leur course au bonheur, trop souvent confondue avec la course au profit : une morale élevée, et des goûts simples.

Comme le méhariste perché sur sa rehalah, il est bon de voir les hommes, les choses et les idées de haut et de loin, avec calme. A une époque où tout est à la vitesse accrue, où les records de rapidité font de la vie des civilisés une infernale ronde tourbillonnante, le méhariste, lui, continue d'aller au pas lent de son chameau, insoucieux du temps, qu'il sait être l'allié le plus sûr de sa volonté et le père des victoires finales. Voyez-le, tel qu'il est dans son désert, loin du bruit, loin des foules, toujours pareil à lui-même : simple et fort.

Seul continument, sans autre rival en cela que l'explorateur polaire, le méhariste vit dans le silence éternel des solitudes, plus profond, plus total qu'aucun autre et tel, que celui des cloîtres est peu de chose à côté.

A son encontre, le marin, l'aviateur, aux âmes par ailleurs si proches de la sienne, vivent, eux, dans le vacarme des machineries modernes ; ils abordent aux villes tapageuses, entre deux virées au large. Le bruit les suit. Alain Gerbault courant les mers seul sous la poussée silencieuse de ses voiles gonflées de vent, est une exception. Exception aussi l'aviateur rayant un court moment le ciel dans un vol plané, sans moteur.

Silencieux, sans ennui d'être ainsi par la force des choses, le méhariste ignore le « cafard », très heureux de parler et de rire à l'occasion avec ses hommes, avec ses camarades forgés du même fer, durs à l'épreuve qui n'altère pas leur bonne humeur parce qu'elle repose sur une base solide : le goût de vivre sans nulle crainte de mourir. Dans ses fonctions de chef, rien ne le diminue. Compris et aimé de ses hommes, autant qu'il les aime et les comprend, maître de sa volonté, pénétré de ses responsabilités, il connaît ses devoirs. Quant à ses droits, — et il les a tous, dans la section qu'il commande, où il est, comme un capitaine à bord de son navire, « le seul maître après Dieu », — l'officier méhariste en use largement, étant le plus fort, mais aussi le plus juste.

De retour en France, ou seulement de passage, purifié par une vie qui a trempé son âme et ses muscles, rajeuni son cœur à jamais, le méhariste regrette et, pourrait-on dire, aime mieux son désert. C'est qu'il est, au milieu des civilisés, comme un étranger, si loin d'eux ! si loin de leurs actes irréfléchis, de leurs paroles subtiles, confuses, inutiles ; si loin de leurs lois contradictoires, multipliées à l'infini ; si loin de leur appétit

du gain, des honneurs, du bruit, de cette vie compliquée, dont le désert lui a révélé le factice et, pour mieux dire, le néant, parce que là seulement il vécut heureux, dans la simplicité, soumis comme ses hommes à la volonté de Dieu et aux seules lois de sa conscience, sur un plan de poésie et de réalité où l'action et le rêve s'équilibrent magnifiquement.

Mais un jour, proche ou lointain, peu importe, un jour, certainement, il quittera la métropole pour retrouver sa vraie patrie, l'Afrique française où, comparables aux héros antiques, quelques hommes ont vécu une grande épopée dans l'honneur et la vaillance, hier soldats, explorateurs, demain et toujours hommes d'action, soldats encore ou colons ou administrateurs, vivants ou morts au service du pays, bâtisseurs infatigables de la plus grande France, celle qu'ont servie les Brazza, les Cailler, les Marchand, les Gallieni, les Baratier, les Gentil, les Foureau et Lamy, les Payn, les Charlet, les Ferrandi, les Mangin, les Gouraud, les Joffre, les Lyautey, les Bournazel, les Laperrine, les Foucauld, celle que va servir au désert l'officier méhariste.

Louis Alibert.

MALLARMÉ A TOURNON

La très courtoise et libérale amitié de M. Jean Vignaud m'a permis de prendre connaissance de soixante-dix lettres adressées par l'auteur d'*Hérodiade* au poète Cazalis (Jean Lahor), qui fut le meilleur de ses amis de jeunesse et le plus intime confident de son labeur d'écrivain. Déjà le docteur Bonniot, gendre de Mallarmé, voulut bien, il y a une dizaine d'années, m'autoriser à réunir en une plaquette quelques lettres à Aubanel et à Mistral qui étaient datées de Tournon. On se rappelle le grand intérêt de ces documents, où nous voyons un jeune homme de vingt-trois ans, exilé dans une petite ville, loin de ses maîtres et de ses confrères parisiens, astreint aux besognes d'un professeur de lycée, jouet et risée de ses élèves, composer ses plus beaux poèmes et, ce qui est plus surprenant encore, avoir l'étonnante prescience de son œuvre et du nouvel art poétique créé par lui. J'écrivais, dans l'étude précédant ces lettres, que ce fut « pendant les trois années de Tournon que Mallarmé se découvrit et se réalisa presque entièrement ». La correspondance du poète avec Jean Lahor en apporte une éclatante confirmation.

Dans ces soixante-dix lettres, datées de Sens, Londres, Tournon, Besançon et Avignon, qui s'échelonnent du 24 mai 1862 au 9 mai 1871, on peut suivre, parfois presque jour par jour, la vie de Stéphane Mallarmé, non seulement son existence matérielle, avec ses misères physiques et ses besoins d'argent, ses ennuis de professeur, ses joies de mari ou de père, mais aussi sa lutte incessante contre une impuissance native, la pénible éclosion de ses poèmes, la formation de son esthétique, l'évolution de ses idées morales et littéraires, son constant désir d'ascension vers le beau.

Je voudrais ici, dans les trente lettres datées de Tournon, — de beaucoup les plus importantes, — noter quelques précisions sur la vie du jeune professeur, et surtout y relever des indications, celles-là *essentielles*, sur sa conception de l'art poétique et la composition des pièces écrites au cours de ses trois années tournonnaises.

LES MISÈRES D'UN PROFESSEUR DE PROVINCE

Après avoir passé quelques mois à Londres, Stéphane Mallarmé fut nommé, en octobre 1863, chargé de cours d'anglais au lycée de Tournon. C'était alors son désir. En juin précédent, peu de temps après son mariage, il disait à Jean Lahor : « La vie de professeur dans un lycée est simple, modeste, calme. Nous y serons tranquilles ; j'y vise. » Il ne devait pas tarder à déchanter. Son premier contact avec ma ville natale ne fut pas heureux. Dans un logement inconfortable, il souffrit d'un rude hiver et de la *bise* qui balaie si cruellement la vallée du Rhône. « Il fait un vent, écrit-il, à décorner les maris de quatre lieues à la ronde... Je vis blotti sur le tapis devant un grand feu, car tu me sais frileux comme un chat. » Constamment souffrant, impuissant à travailler, il en arrive à ne plus voir la beauté et le pittoresque du pays ; il prend en aversion l'Ardèche, « quoique ce nom renferme les deux mots auxquels j'ai voué ma vie : *art* et *dèche* ; tu vois, je suis un misérable, je fais des calembours ; plains-moi. » Ce qui le tue, « c'est le hideux travail de pédagogue », ce sont les classes affreusement pénibles, « pleines de huées et de pierres lancées », d'où il revient « avec des papiers au derrière et des bonshommes sur le manteau ». L'indiscipline et l'esprit d'indépendance semblent avoir toujours régné dans la vieille école, que ce soit au XVIe siècle, lorsque son cardinal fondateur, effrayé par la mentalité des étudiants, la confia aux Jésuites ; sous Louis XVI, où le collège, alors école royale militaire, était connu par l'excellence de ses études classiques, mais aussi par l'inconduite de ceux qu'on appelait « les indécents de Tournon » ; sous le premier ou le second Empire. Les élèves n'y furent jamais commodes à mener, et, quand un professeur ne prend pas dès l'abord barre sur eux, il est perdu. Le pauvre Mallarmé, petit, fluet, timide, à la voix

grêle, en sut quelque chose. Et la publication de ses poèmes dans *le Parnasse contemporain*, notamment du vers fameux :

> Je suis hanté ! L'azur ! L'azur ! L'azur ! L'azur !

acheva de le faire considérer comme une sorte de demi-fou envers qui tout était permis.

Il vivait presque en sauvage, fuyant ses collègues, sauf celui d'allemand, Fournel, poète aussi à ses heures, qui avait été précepteur du prince royal de Prusse. Dès sa jeunesse, Mallarmé eut la haine des bourgeois, des marchands, des politiciens ; seuls comptent les artistes. « Est-ce que l'homme qui a fait la *Vénus de Milo* n'est pas plus grand que celui qui sauve un peuple ? Il n'y a de vrai, d'immuable, de grand et de sacré que l'art. » Et, dans une lettre de Londres, où il parle à Cazalis de son mariage avec une Rhénane, fille d'un instituteur allemand, il déclare : « Je suis fier d'une chose, et très fier. C'est que mes enfants, si Dieu m'en donne, n'auront pas du sang de marchand dans les veines. J'ai pour devise : *Rien de louche*, et tout commerce est louche. Je méprise autant la veuve Cliquot que la mère Grégoire. On vole en grand, voilà tout. Ils sont nécessaires, ces gens-là ? Oui, comme des laquais. »

Il déteste la vie des petites villes « où l'on tourne dans un cercle étroit comme des chevaux idiots d'un cirque de foire, au son de quelle musique, grand Dieu !... La province n'est bonne et salutaire qu'aux natures exubérantes, actives, pleines de santé. » Il en méprise les distractions. « Cette nuit, pendant que les avoués ventrus danseront, comme des bouteilles sur l'eau, au bal du sous-préfet que je fuis, je veux commencer une scène d'*Hérodiade*. »

Il est presque toujours souffrant et éprouve une grande peine à travailler. Cette impuissance, dont il laisse entendre à Cazalis l'une des raisons physiologiques, le hante sans cesse. Pendant des jours entiers, il a le cerveau absolument vide. « J'ai le dégoût de moi, écrit-il au printemps de 1865 ; je recule devant les glaces, en voyant ma face dégradée et éteinte, et pleure quand je me sens vide et ne puis jeter un mot sur mon papier implacablement blanc. Être un vieillard, fini, à vingt-trois ans, à l'âge des chefs-d'œuvre ! Et n'avoir pas même la ressource d'une mort qui aurait pu faire croire, à tous,

que j'étais quelque chose... » Dans une autre lettre : « Oui, je me regarde avec frayeur, comme une ruine : je vais mentir à mes amis et leur dire que je travaille, mais cela n'est pas vrai. » Il ne croit guère aux médecins. Quand il se décide à en consulter un, c'est un homéopathe : « Je préfère ces adeptes, parce qu'ils sont plus ténébreux et ont l'incontestable mérite de moins savoir ce qu'ils disent. »

Heureusement, en octobre 1865, il quitte son premier logement et vient habiter, au bord du Rhône, la maison construite sur l'emplacement d'une tour du château. Il y goûte l'automne, « non pas l'automne jaune et rouge des arbres, mais l'automne brumeux de l'eau ». Il contemple le fleuve de sa chambre, « grande et haute », celle sur le mur extérieur de laquelle on mit l'inscription commémorative, où j'eus tant de mal à joindre au sien le nom de Ronsard qui, tout jeune, dans ce château de Tournon, vint rejoindre le Dauphin à l'agonie. « Nous sommes délicieusement », déclare-t-il à Cazalis ; et l'on se rappelle avec quelle joie il parlait à Mistral de « sa maison penchée sur le fleuve bien-aimé ». Pendant quelques semaines, il eut l'illusion de sa guérison. « Le spleen m'a presque déserté, et ma poésie s'est élevée sur ses débris ; l'impuissance est vaincue et mon âme se meut avec liberté. »

LES POÈMES DU « PARNASSE CONTEMPORAIN »

Pendant les premiers mois passés à Tournon, il compose ou met au point des poèmes qu'il communique à son ami Cazalis, notamment les dix qui parurent, en 1866, dans *le Parnasse contemporain*. Catulle Mendès, qui les lui avait demandés, les publia sans lui en soumettre les épreuves, choisissant à son gré entre les variantes indiquées pour certains vers, y faisant même quelques retouches. On devine la colère de Mallarmé qui tenait « à ne livrer que des œuvres qui puissent assurer un renom de perfection ».

Sans doute Mendès avait-il agi de propos délibéré. Dans une lettre, publiée par *le Mercure de France* du 1er octobre 1912, Charles Seignobos, qui fut élève du lycée de Tournon à l'époque où Mallarmé y enseignait l'anglais, rapporte un propos de Catulle Mendès : « Mallarmé, quand il a écrit quelque chose, il faudrait le lui enlever et le publier avant qu'il l'ait corrigé. »

Les changements ne durent pas, du reste, être bien nombreux ; car voici ce que Mallarmé écrit à Cazalis : « Enfin, ne parlons plus de cette méchante affaire. Ces vers reparaîtront un jour dans mon livre, assez beaux pour faire oublier qu'ils ont été surpris et exhibés pendant le secret de leur prestigieuse toilette. » Et le poète constate qu'à part quelques détails typographiques, il n'y a rien à changer dans plusieurs de ses poèmes, notamment dans *Fenêtres, Fleurs, Soupir, Vere novo* et *l'Azur.*

A propos de cette dernière pièce, *l'Azur*, qui fit couler tant d'encre et donna lieu à tant d'explications souvent contradictoires, l'une des lettres à Cazalis renferme un document infiniment précieux : le commentaire, strophe par strophe, de ces vers dont chaque mot, déclare-t-il, lui avait coûté plusieurs heures de recherche.

Rien n'est plus intéressant que la lecture de ce commentaire, avec le poème sous les yeux :

« Pour débuter d'une façon plus large et approfondir l'ensemble, je ne parais pas dans la strophe I : l'azur torture l'impuissant en général. Dans la suivante (II), on commence à se douter, par ma fuite devant le ciel possesseur, que je souffre de cette terrible maladie. Je prépare (III), par une forfanterie blasphématoire (*Et quelle nuit hagarde*), l'idée étrange d'invoquer les brouillards. La prière au *Cher ennui* (IV) confirme mon impuissance. Dans la strophe V, je suis forcené, comme l'homme qui voit réussir son vœu acharné. La sixième commence par une exclamation grotesque d'écolier délivré (*Le ciel est mort !*) et, de suite, muni de cette admirable certitude, j'implore la matière. Voilà bien la joie de l'impuissant (VII). Las du mal qui me ronge, je veux goûter au bonheur commun de la foule, et attendre patiemment la mort obscure. Je dis : *je veux !* Mais l'ennemi est un spectre. Ce ciel mort revient (VIII) et je l'entends qui chante dans les cloches bleues. Il passe, indolent et vainqueur, sans se salir à cette brume et me transperce simplement. A quoi je m'écrie (IX), plein d'orgueil et ne voyant par là qu'un juste châtiment à ma lâcheté, que j'ai une immense agonie. Je veux fuir encore, mais je sens mon tort et avoue que *je suis hanté.* Il fallait toute cette poignante révélatoin pour motiver le cri sincère, et bizarre, de la fin : *l'Azur !...* Tu le vois, pour ceux

qui, comme toi, cherchent dans un poème autre chose que la musique du vers, il y a là un vrai drame. Et ça a été une terrible difficulté de combiner, dans une juste harmonie, l'élément dramatique, hostile à l'idée de poésie pure et subjective, avec la sérénité et le calme de lignes nécessaire à la Beauté. »

Mallarmé expliqué par Mallarmé : quelle aubaine ! Mais non sans cruauté parfois pour quelques commentateurs...

« HÉRODIADE » ET « L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE »

En octobre 1864, c'est-à-dire au début de sa seconde année tournonnaise, il écrit : « J'ai enfin commencé mon *Hérodiade*. Avec terreur, car j'invente une langue qui doit nécessairement jaillir d'une poétique très nouvelle, que je pourrais définir en ces deux mots : *peindre, non la chose, mais l'effet qu'elle produit*. Le vers ne doit donc pas se composer de mots, mais d'intentions, et toutes les paroles s'effacer devant la sensation. » Quelques semaines plus tard, il précise encore à Cazalis ce qu'il veut réaliser : « Je me suis mis sérieusement à ma tragédie d'*Hérodiade*... Si encore j'avais choisi une œuvre facile ; mais justement, moi, stérile et crépusculaire, j'ai pris un sujet effrayant, dont les sensations, quand elles sont vives, sont amenées jusqu'à l'atrocité, et, si elles flottent, ont l'attitude du mystère. Et mon vers, il fait mal par instants, il blesse comme du fer. J'ai, du reste, trouvé une façon intime et singulière de peindre et de noter les impressions très fugitives. Ajoute, pour plus de terreur, que toutes ces impressions se suivent comme dans une symphonie, et que je suis souvent des journées entières à me demander si celle-ci peut accompagner celle-là, quelle est leur parenté et leur effet... Tu juges que je fais peu de vers en une semaine. » Dans toutes ses lettres, il revient sur ce travail épuisant : « Si tu savais que de nuits désespérées et de jours de rêveries il faut sacrifier pour arriver à faire des vers originaux et dignes, dans leurs suprêmes mystères, de réjouir l'âme d'un poète ! Quelle étude du son et de la couleur des mots, musique et peinture, par laquelle doit passer la pensée pour être poétique ! »

Ingrat et rude labeur, en effet, où chaque mot devient symbole ; où, avec la musique des syllabes et du rythme,

Mallarmé cherche à traduire ce qui est par nature intraduisible, à faire palpiter l'essence même de la vie profonde et cachée. Le poète, en communion avec l'invisible, doit exprimer celui-ci, non certes pour la foule, mais pour la rare élite de ceux qui ne se satisfont point des vaines apparences et cherchent, comme lui, à atteindre le réel sous la mince couche de glace

D'un miroir qui reflète en son calme dormant
Hérodiade au clair regard de diamant.

Au printemps de 1865, il semble avoir réussi le tour de force ; il est assez satisfait de ce qu'il a écrit. « Trois mois passés, acharné sur *Hérodiade* ; ma lampe le sait !... J'ai écrit l'ouverture musicale et je puis dire qu'elle sera d'un effet inouï... J'aurai fait ce que je rêve être un poème, digne de Poe et que les siens ne surpassent pas. »

Un autre sujet le hantait aussi, auquel il se met avec ardeur le 1er mai 1865. « J'ai laissé *Hérodiade* pour les cruels hivers ; cette œuvre solitaire m'avait stérilisé, et, dans l'intervalle, je rime un intermède héroïque dont le héros est un faune. » Si la première idée d'*Hérodiade* date sans doute de Londres, il est probable que le faune, ivre de soleil et de désirs, naquit sur les bords du Rhône, dans cette nature déjà méridionale et païenne. Il voudrait présenter cette nouvelle œuvre, en août, au Théâtre-Français. « Ce poème renferme une très haute et très belle idée, mais les vers sont terriblement difficiles à faire, car je le fais absolument scénique, non *possible* au théâtre, mais *exigeant* le théâtre. Et cependant je veux conserver toute la poésie de mes œuvres lyriques, mon vers même que j'adapte au drame. L'idée de la dernière scène me fait sangloter. »

Pendant tout l'été, il peine sur le poème et ne cesse d'expliquer à Cazalis la difficulté qu'il éprouve à écrire des vers dramatiques. « Si tu savais quelle douleur j'ai, quand il me faut délayer ma pensée et l'affaiblir pour qu'elle soit intelligible de suite à une salle de spectateurs indifférents ! » La lettre suivante exprime le même embarras : « Tu ne saurais croire comme il est difficile de s'acharner au vers, que je veux très neuf et très beau, bien que dramatique, surtout plus rythmé encore que le vers lyrique, parce qu'il doit ravir

l'oreille au théâtre. » Un autre jour : « Ah ! ce poème, je veux qu'il sorte, joyau magnifique, du sanctuaire de ma pensée, ou je mourrai sur ses débris ! N'ayant que les nuits à moi, je les passe à en rêver à l'avance tous les mots. » Et il demande à Cazalis de ne pas lui écrire de quelques semaines pour éviter de le distraire.

J'ignore si le poète persista dans son idée de demander une lecture à la Comédie-Française. Il profita des vacances et d'un séjour à Paris pour lire *l'Après-midi d'un faune* à Théodore de Banville et à Coquelin ; nous savons, par lui, que, s'ils firent semblant de goûter les vers, ils regrettèrent fort de n'y pas rencontrer « l'anecdote nécessaire que demande le public ».

L'IMPUISSANCE DU POÈTE

Ces trente lettres, toutes chaudes encore, peut-on dire, des souffrances de Mallarmé, nous révèlent quelles luttes il ne cessa de soutenir, pendant ces années de Tournon, pour enfanter deux œuvres qui ne comptent guère plus d'une centaine de vers chacune. Jamais, je crois bien, poète ne connut pareilles heures tragiques et désespérées. L'angoisse morale y ajoutait ses tortures. Est-il, par exemple, plus étonnante et plus navrante profession de foi que ces lignes, écrites au printemps de 1865, où il annonce à Cazalis qu'il vient de rencontrer le *Néant*, abîme au bord duquel il est arrivé, dit-il, sans connaître le bouddhisme. « Oui, *je le sais*, nous ne sommes que de vaines formes de la matière, mais bien sublimes pour avoir inventé Dieu et notre âme. Si sublimes, mon ami, que je veux me donner ce spectacle de la matière, ayant conscience d'être, et cependant s'élançant dans le Rêve qu'elle sait n'être pas, chantant l'âme et toutes les divines impressions pareilles qui se sont amassées en nous depuis les premiers âges, et proclamant, devant le Rien, qui est la Vérité, ces glorieux mensonges. »

L'été suivant, dans la période heureuse où il habite au bord du Rhône et travaille avec plus de facilité, une note nouvelle se fait entendre : « Je te dirai que je suis depuis un mois dans les plus purs glaciers de l'Esthétique, qu'après avoir trouvé le *Néant*, j'ai trouvé le *Beau*, et que tu ne peux t'imaginer dans quelles altitudes lucides je m'aventure. »

Je ne sais ce que pensait au juste de ces déclarations le docteur Cazalis ; mais je comprends le jugement que Théodore Aubanel, recevant à la même époque des lettres pareilles, portait sur Mallarmé : « Lyrique fou... esprit fort distingué, quelque peu bizarre... magnifique organisation de poète, mais qui se fourvoie dans des abstractions et des bizarreries inouïes. »

Aubanel écrivait ces lignes après avoir reçu la fameuse profession de foi que l'on connaît, datée de Tournon, le 23 juin 1865 :

« J'ai plus travaillé cet été que toute ma vie et je puis dire que j'ai travaillé pour toute ma vie. J'ai jeté les fondations d'une œuvre magnifique. Tout homme a un secret en lui ; beaucoup meurent sans l'avoir trouvé et ne le trouveront pas, parce que morts, il n'existe plus, ni eux. Je suis mort et ressuscité avec la clef de pierreries de ma dernière cassette spirituelle. A moi maintenant de l'ouvrir en l'absence de toute impression empruntée, et son mystère s'émanera en un fort beau ciel. Il me faut vingt ans pour lesquels je vais me cloîtrer en moi, renonçant à toute autre publicité que la lecture de mes amis. Je travaille à tout à la fois, ou plutôt je veux dire que tout est si bien ordonné en moi qu'à mesure, maintenant, qu'une sensation m'arrive, elle se transfigure et va d'elle-même se caser dans tel livre ou tel poème. Quand un poème sera mûr, il se détachera. Tu vois que j'imite la loi naturelle. »

Mais, hélas ! ces fruits merveilleux ne mûrirent point. Et lorsqu'on a fini de lire les lettres à Jean Lahor, on constate une fois de plus que les trois années vécues dans ma petite ville furent pour Mallarmé les plus fécondes et, malgré les heures pénibles du lycée, les plus heureuses de sa carrière. Le séjour à Besançon, où il est nommé en quittant Tournon, lui donne la sensation d'un douloureux exil ; il ne peut supporter le climat humide et froid du Jura. « Je veux quitter cette ville pour le Midi et aller m'ensevelir dans un Tarbes quelconque ; cela m'est nécessaire, car je mourrais d'un second hiver à Besançon. »

Au début d'octobre 1867, sa nomination au lycée d'Avignon lui apporte une grande joie, mais, hélas ! de courte durée. Il n'y jouit guère de la vie méridionale, parce qu'il est sans cesse à la poursuite des quelques billets de cent francs qui lui manquent et parce que, très souffrant, il se trouve

dans l'impossibilité absolue de travailler. Il en arrive à ne plus pouvoir écrire. « Le simple acte d'écrire installe l'hystérie dans ma tête. » Certaines lettres donnent comme un son de légère folie, d'exaltation morbide. « La première phase de ma vie est finie. La conscience excédée d'ombres se réveille lentement, formant un homme nouveau, et doit retrouver mon rêve après la création de ce dernier. Cela durera quelques années pendant lesquelles j'ai à revivre la vie de l'humanité depuis son enfance et prenant conscience d'elle-même. » Dans une autre lettre, il parle de son « absence cataleptique ». Il est si malade, si incapable du moindre effort, qu'il doit demander un congé. Mallarmé est bien désormais

le poète impuissant qui maudit son génie.

Il n'arriva même pas à terminer le prélude et le finale d'*Hérodiade* qui, dans l'édition des *Poésies complètes* parue en 1898, trente ans plus tard, sont encore annoncés comme devant être « ultérieurement publiés ».

Ce mince volume des *Poésies complètes* ne contient que treize cents vers. Qu'on en retranche les premières pièces parues dans *l'Artiste*, celles du *Parnasse contemporain*, *Hérodiade*, *l'Après-midi d'un faune*, que reste-t-il ? Quelques poèmes de circonstance, des sonnets, des feuillets d'album et d'éventail, des chansons, de menus vers qu'il appelle lui-même « pièces jetées en culs-de-lampe sur les marges » et qui ne sont là que pour grossir un peu le livre.

Quand il quitte Tournon, à vingt-quatre ans, Stéphane Mallarmé a donné ses chefs-d'œuvre et presque toute son œuvre.

GABRIEL FAURE.

L'ATTAQUE BRUSQUÉE

ET LE DANGER AÉRIEN [1]

L'aviation, par la puissance redoutable qu'elle a acquise depuis 1918, expose désormais au danger de guerre l'ensemble du territoire national. Aux frontières, le danger aérien, doublant le danger terrestre ou maritime, accroît la profondeur du champ de bataille ; à l'intérieur, le danger aérien pèse sur les populations les plus reculées. Nul ne peut être sûr d'échapper à la menace des coups, sinon aux coups eux-mêmes.

Nous ne traiterons pas ici la question de la défense aux frontières. Nous ne pouvons que renvoyer les lecteurs de la *Revue* à la magistrale étude qu'en a faite récemment M. le général Debeney.

Nous nous bornerons à examiner le problème de la défense aérienne du territoire tel qu'il pourra se poser tout au commencement des hostilités, dans le cas d'une attaque brusquée.

Parmi les éventualités qu'on a, en effet, le devoir d'envisager comme pouvant marquer le début d'un conflit entre la France et l'Allemagne, l'hypothèse d'une attaque brusquée est moins que jamais à écarter.

(1) Autrement dit, la *défense passive*. Ce terme, souvent critiqué, n'est admis officiellement et n'a de sens que par opposition à celui de *défense active*. La défense aérienne totale est, en effet, réalisée soit par des moyens actifs (avions, canons, mitrailleuses), soit par des moyens passifs (abris, masques). Le canon est un engin actif..., la cuirasse est un organe passif.

ATTAQUE DE JOUR OU DE NUIT ?

Quelle forme revêtirait cette attaque brusquée ?

Toutes les prévisions sont permises. Une des plus vraisemblables paraît être la suivante :

Offensive d'ensemble, exécutée avec un nombre de divisions restreint et dirigée contre notre front fortifié pour tenter de le surprendre en quelques endroits, d'y ouvrir des brèches et de s'en rendre maître ensuite sur tout son développement. Dans le même temps, des incursions aériennes massives, visant à la fois l'effet matériel et moral, seraient exécutées sur quelques points vitaux du territoire : bases d'aviation, centraux téléphoniques, villes surpeuplées, et, dans tous les cas, Paris, synthèse de la France.

Quel pourrait être le dispositif ?

L'attaque terrestre serait faite en deux échelons : le premier, exécutant l'attaque brusquée, s'arrêterait dès ses objectifs atteints et attendrait pour continuer sa progression que le deuxième échelon fût prêt à entrer en ligne. Quant à l'attaque aérienne, elle grouperait naturellement toutes les forces disponibles.

A quel moment se placerait l'événement ?

Du point de vue terrestre, une attaque surgissant un peu avant le point du jour favorisera la surprise, élément essentiel du succès. Mais, au point de vue aérien, l'ennemi voudra tenir compte de notre mise en garde préalable, si faible qu'elle soit. L'attaque exécutée à la nuit sera particulièrement avantageuse ; elle lui donnera des facilités pour atteindre Paris et la possibilité, suivant la saison, de renouveler son raid dans la même nuit.

D'une façon générale, en effet, les grands raids aériens, quand ils sont convenablement protégés contre l'aviation et renseignés sur l'artillerie adverse, peuvent s'exécuter de jour comme de nuit. Il n'empêche que, dans l'état actuel, les expéditions de nuit peuvent plus facilement mettre en défaut la chasse et le canon ennemis. Nous croyons donc que, sur les villes, les grosses opérations de bombardement, qui n'ont pas à exécuter des tirs de précision, resteront plus fréquentes de nuit que de jour.

Cette double attaque, sur terre et dans les airs, tiendra lieu de la déclaration de guerre, sinon suivra immédiatement cette dernière. Qu'il y ait d'ailleurs ou non déclaration de guerre, cela ne change rien à la situation de fait créée par l'attaque brusquée : la difficulté de la parade reste la même.

L'attaque brusquée étant ainsi imaginée dans sa forme générale, il convient de se préoccuper des conséquences différentes qu'elle peut avoir suivant le moment où elle sera lancée, que ce soit au cours d'une période de tension politique plus ou moins longue ou, au contraire, en pleine paix.

Dans le premier cas, il y a imprévu diplomatique, mais il ne doit pas y avoir imprévu militaire ; dans le second, il y a surprise totale, à la fois diplomatique et militaire.

Examinons tout d'abord la première éventualité. C'est celle qui nous est le moins défavorable, puisqu'elle nous permet une mise en garde.

EN PÉRIODE DE TENSION

Supposons donc qu'à propos d'un différend important ou d'un incident banal, mais non fortuit, nos relations se soient tendues avec nos voisins. Les chancelleries ont engagé des pourparlers. Les gouvernements échangent des notes contradictoires. L'on a le sentiment que la situation peut s'aggraver.

C'est dans cette atmosphère, pleine d'incertitude et de menace, que le gouvernement, éclairé d'autre part par des renseignements d'ordre militaire, sera amené à se poser la grave question : le moment est-il venu de prescrire, entre autres mesures de précaution, la mise en état de défense aérienne du territoire ?

La réponse dépendra d'abord de l'idée générale qu'il se fera du délai dont il peut disposer. Cette prévision sera juste ou fausse, mais elle interviendra forcément. Elle dépendra aussi de la nature des dispositions à prendre, de la répercussion qu'elles peuvent avoir sur l'opinion publique et le moral du pays, et du temps nécessaire pour leur réalisation.

La nature des dispositions à prendre est déterminée par les instructions ministérielles qui, ces dernières années, ont organisé dans ses détails la défense aérienne du territoire. Ces dispositions sont de deux sortes :

Les premières, — d'ordre essentiellement *militaire*, — concernent :

1° La *sécurité générale*, entendez par là le Service de renseignements. Il est indispensable, en effet, pour le fonctionnement de la défense aérienne, aussi bien active que passive, que l'on soit prévenu des faits et gestes de l'ennemi aérien : c'est la mission des postes de guet échelonnés à la frontière et dans l'intérieur du pays et des centres de renseignements qui diffusent les renseignements qu'ils reçoivent de ces postes.

2° La *défense active* : celle-ci comprend tous les moyens qu'on peut mettre en œuvre, soit pour refouler les raids ennemis (c'est l'affaire des forces aériennes de chasse) (1), soit pour les arrêter par le feu (c'est le rôle de la D. C. A., canons et mitrailleuses) (2) ou par des obstacles matériels (ballons de protection).

Les secondes dispositions sont d'ordre *civil*. Elles comprennent :

1° L'*évacuation*, hors des villes qu'elles habitent, des personnes dont la présence n'est pas utile et pour qui il n'existe pas de moyens de protection ;

2° La *mise à l'abri*, dans le sens le plus général du mot, de la population non évacuée.

Pour ce qui est de la répercussion des mesures qui seront ordonnées, il y a lieu de remarquer que les mesures d'ordre militaire consisteront en l'appel des mobilisables désignés. La convocation de ces hommes passera à peu près inaperçue. L'opinion publique n'en sera pas autrement émue.

Les mesures d'ordre civil, au contraire, qui s'adressent à la masse de la population, sont de nature, — notamment celles qui se rapportent à l'évacuation, — à causer une perturbation profonde dans la vie de nos cités. Tandis que les premières peuvent être décidées sans hésitation, les secondes posent le dilemme suivant :

Ou agir sans délai, ordonner l'évacuation des villes mena-

(1) Dénommées actuellement de « défense légère ».

(2) On peut épiloguer indéfiniment sur l'aptitude du canon anti-aérien à interdire à l'avion l'accès des villes qu'il défend. Dans les limites d'altitude que peut atteindre ce canon, on peut affirmer que, si son tir n'abat qu'un nombre relativement restreint d'appareils, il oblige un grand nombre d'autres à faire demi-tour.

cées ou les plus menacées, mais alors jeter l'alarme dans l'opinion qui en déduira, peut-être à tort, que c'est la guerre certaine.

Ou attendre les événements, différer l'opération, mais risquer en l'ordonnant trop tard de la voir s'accomplir sous les bombes ennemies et avec des pertes de vies humaines.

Quant aux délais nécessaires pour l'exécution des dispositions ordonnées, ils sont totalement différents suivant qu'il s'agit des mesures d'ordre militaire ou d'ordre civil.

L'installation du Service de renseignements et la mise en place des formations de défense active sont des opérations de relativement courte durée : un certain nombre d'heures, après l'alerte donnée, pour les forces aériennes, lesquelles d'ailleurs ont, dès le temps de paix, de notables fractions prêtes à prendre l'air immédiatement, un peu plus longtemps pour le Service de renseignements et la D. C. A. qui n'ont que des éléments postés d'avance.

La mise en œuvre de la défense passive, au contraire, est une opération assez longue et sur laquelle il convient de donner quelques détails.

Examinons d'abord la question de l'évacuation. On est conduit à cette opération par l'impossibilité de trouver dans une ville ordinaire les moyens de protection correspondant aux besoins de la population normale. L'idée qui vient naturellement à l'esprit est de ne pas laisser exposées à une perte à peu près certaine les personnes pour qui ces moyens de secours n'existent pas et dont, par surcroît, la présence n'est pas indispensable à la vie de la cité, qu'il s'agisse de la vie industrielle, commerciale, administrative ou politique. De ce nombre seront beaucoup de femmes, tous les enfants, les vieillards, les personnes sans métier ou profession. C'étaient, dans le vieux langage, les « bouches inutiles » des places assiégées, nous dirons aujourd'hui les « bras et les cerveaux inutiles » des villes menacées. Il faudra les héberger assez loin pour qu'elles ne reçoivent pas les coups destinés à la ville qu'elles ont quittée, assez près pour que le lien de famille ne soit pas rompu et que le chef de famille qui, le jour, a ses occupations dans la ville, puisse, si possible, rejoindre les siens tous les soirs. Cette évacuation se fera normalement sous forme de *dispersion* dans le département même, exceptionnellement

sous forme d'*éloignement* dans les départements voisins ou au delà (c'est le cas de Paris).

On a ainsi un moyen certain de soustraire au danger une notable partie (la moitié, les deux tiers...) de la population des villes menacées.

Cette opération aura dû être préparée dès le temps de paix (points de rassemblement, organisation de convois, itinéraires, lieux de destination). Elle incombe, d'après la loi, aux pouvoirs publics. Ainsi préparée, elle sera d'une exécution moins difficile et plus rapide. Il faut compter que, pour les centres de quelque importance, elle s'échelonnera sur plusieurs jours.

Quant à la protection de la population restante, la loi du 8 avril 1935, — qui l'a rendue obligatoire, — en a réglé les principes. Cette loi n'a pas encore donné tous les résultats qu'on en attendait. Elle entraîne, en effet, des dépenses *publiques* considérables, ou qui peuvent l'être, si on ne s'astreint pas rigoureusement à distinguer entre les dépenses urgentes (alerte, extinction des lumières, protection des Services publics) et les dépenses d'une utilité discutable (les *grands* abris publics *bétonnés*, par exemple) (1). Il y a, en ce qui concerne l'engagement des dépenses de défense passive, un redressement à faire dans les idées, qui ne peut qu'être profitable aux réalisations nécessaires.

Mais les pouvoirs publics n'assument pas à eux seuls la

(1) L'abri public de *grande contenance* est actuellement à rejeter, car, pour s'y rendre, y entrer et le garnir, il faudra disposer de beaucoup de temps, et l'alerte ne donne qu'un délai très court (dix, quinze minutes). Il convient d'ailleurs, pour obtenir la moindre vulnérabilité, d'appliquer le principe de l'ordre dispersé aux habitants des villes, comme aux combattants sur le champ de bataille. Les petits abris doivent être la règle, les grands abris l'exception.

Quant à l'abri *bétonné*, il est évidemment excellent quand il est à l'épreuve, mais son prix de revient est extrêmement élevé, souvent prohibitif. Il est à adopter pour les organes publics vitaux (centraux téléphoniques, postes de commandement, postes de secours, etc.). Il est à recommander dans les immeubles neufs de quelque importance. Mais la question des abris existants (les caves ordinaires) reste entière, et on n'a que la ressource de les renforcer.

Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que, normalement, on n'aura pas à craindre les grosses bombes (500, 1 000 kilos et plus) qui ne peuvent être lancées à tort et à travers. Ces bombes seront généralement réservées aux tirs de précision contre les objectifs importants (centraux téléphoniques, centrales électriques, établissements publics...). Le bombardement des villes se fera par « arrosage » avec des bombes de petit et moyen calibre (de 10 à 100 kilos). D'ailleurs, à dire vrai, en matière de défense passive, la protection absolue n'existe pas.

responsabilité d'application de cette loi. Le public en a sa part. La loi, à tort ou à raison (ce n'est pas ici le lieu de la discuter), laisse en effet à la charge des *particuliers* toute une série de mesures relatives à la protection individuelle contre les trois formes du danger aérien : l'explosif, l'incendie et les gaz.

Ces mesures, il n'est pas inutile peut-être de le rappeler, sont les suivantes :

Contre l'explosif, le renforcement des caves et le creusement des tranchées ;

Contre l'incendie, le nettoyage des combles et l'approvisionnement en sable ;

Contre les gaz, l'installation des fermetures hermétiques aux issues des caves et l'acquisition de masques pour les tranchées.

Ces mesures doivent être préparées, plus ou moins complètement, dès le temps de paix : sinon, tout étant à faire au moment du danger, le retard sera payé du sacrifice de nombreuses vies humaines.

L'ÉTAT DE DÉFENSE AÉRIENNE DU TERRITOIRE

Tels sont les éléments essentiels qui caractérisent l'organisation de la défense aérienne, sa préparation du temps de paix, sa mise en œuvre le jour du besoin et la durée des opérations qu'elle comporte.

C'est, compte tenu de cette situation et de l'état de tension politique, que le gouvernement, pénétré de l'idée qu'une attaque brusquée est possible et qu'en tout cas mieux vaut la prévoir, aura à prendre une décision et à décréter ce que nous appellerons l'« état de défense aérienne du territoire ».

On peut, semble-t-il, établir un parallèle entre la mise sur pied de guerre de l'*armée* et la mise en état de défense passive de nos *cités*. L'une et l'autre de ces opérations nécessitent un certain temps et exigent d'être faites en sécurité.

La mobilisation de l'armée et sa concentration sont exécutées à l'abri d'une couverture terrestre qui, installée dès le temps de paix sur une ligne solidement fortifiée, pourra tenir sur place et gagner le temps nécessaire.

Il doit en être de même pour nos cités qui auront besoin

de temps pour procéder aux évacuations et compléter leur organisation défensive. Il faudra demander à une couverture aérienne de leur procurer ce temps dont elles ne peuvent se passer.

Or, cette couverture existe sous la forme de la défense active. Mais il faut que cette couverture soit forte, très forte, et qu'elle soit immédiate.

Le *Service de renseignements* est partiellement organisé en temps de paix. Nous souhaiterions qu'il fût renforcé et prêt en tout temps dans ses organes essentiels, postes de guet et centres de renseignements. Cette amélioration serait particulièrement désirable dans le secteur qui fait face aux pays rhénans et aux pays avoisinants dont la « neutralité » peut être violée.

Pour ce qui est de l'*aviation de chasse*, jamais elle ne sera trop puissante ni trop prête à intervenir au premier appel : la sécurité de nos cités, la vie de nos populations en dépendent. Cette aviation constituera la couverture générale qui s'étendra à toutes les localités, grandes ou petites, du pays.

Complétant l'action de l'aviation de chasse, la *D. C. A.* protège à courte portée les « points sensibles » importants, ceux sur lesquels l'ennemi portera son effort continu, systématique. Quelques-uns de ces points, un certain nombre de villes dont Paris, seront les objectifs de l'attaque brusquée. Il faut que, tout au moins pour ces points-là, il y ait, dès le temps de paix, une permanence non seulement du matériel mais du personnel, comme elle existe à la frontière pour la couverture terrestre.

Ainsi, les villes destinées à recevoir les premiers coups trouveront sans retard une double protection dans la couverture générale que leur procurera l'aviation de chasse et dans la couverture locale que leur donneront les canons et mitrailleuses. La violence de l'attaque brusquée en sera d'autant amortie et ses effets, sinon annihilés, du moins atténués. Les jours suivants, ces villes-là et un certain nombre d'autres subiront la loi commune des attaques aériennes attendues, plus ou moins rapprochées dans le temps.

Nous disons un certain nombre d'autres, et non toutes les autres. Voici pourquoi. Le rayon d'action des avions modernes est tel que sont théoriquement exposées au danger aérien

toutes les villes du territoire, aussi bien Bordeaux, Toulouse, ou Marseille, que Rouen, Paris ou Dijon. Mais, si toutes les localités du territoire (mettons les chefs-lieux des trente-sept mille communes de France) peuvent être bombardées, toutes ne sont pas également exposées, car l'ennemi n'aurait pour les attaquer toutes ni assez d'avions, ni assez de bombes, ni même assez de pilotes. Il concentrera ses moyens sur les localités les plus importantes du point de vue politique, industriel, commercial, démographique. Il y aura donc seulement quelques centaines de villes réellement menacées, les autres ne devant faire l'objet que de bombardements plus ou moins exceptionnels dont elles devront néanmoins se préoccuper. Toutefois, il faut remarquer que ces villes menacées, — lesquelles sont en nombre relativement réduit, — sont les plus peuplées, et le chiffre de la population réellement menacée est de l'ordre de 10 à 15 millions (sur 40 millions d'habitants), la dispersion étant supposée réalisée.

Enfin, parce que la couverture doit être assurée de nuit comme de jour, soyons pénétrés de l'importance primordiale que présentent, en prévision des opérations de nuit, le perfectionnement du matériel (y compris les ballons de protection trop inutilisés), l'amélioration des méthodes d'action, l'entraînement intensif du personnel.

Il résulte de l'exposé précédent que, si l'attaque brusquée est possible, il est non moins possible d'organiser une parade rapide avec les éléments de la couverture aérienne à installer dès le temps de paix, lesquels seraient renforcés dans le délai le plus court par des forces complémentaires. La couverture terrestre n'est pas conçue autrement.

Les éléments prêts en tout temps, qui existent déjà, mais insuffisants, devraient, nous l'avons dit, être améliorés dans le sens d'une intervention plus puissante et plus rapide.

Quant aux forces complémentaires, il appartiendra au gouvernement d'y faire appel dès que se manifesteront les premiers indices inquiétants au cours de la période de tension politique. Ce renforcement, ordonné sans délai, a des avantages qui l'imposent et n'a pas d'inconvénients.

Quant à la mise en état de défense aérienne des localités, elle n'aurait pas le même degré d'urgence absolue en raison

de l'existence de cette couverture et eu égard à l'intérêt qu'il peut y avoir à ne pas la prescrire prématurément. La mobilisation de l'armée ne suit pas forcément la mise en place de la couverture.

Du fait que l'évacuation et la mise en état de défense aérienne des villes peuvent être protégées par la couverture aérienne, il faudrait bien se garder de conclure qu'en temps de paix les villes peuvent se désintéresser du danger aérien et de la préparation de leur protection propre. La couverture aérienne est un remède relatif et non absolu. La protection des populations est assez complexe et assez importante pour qu'on se prépare à la réaliser par tous les moyens. Les moyens actifs agiront seuls en attendant que les moyens passifs viennent les renforcer. Les uns et les autres sont nécessaires. On n'est jamais trop fort.

EN PLEINE PAIX

Il nous reste à examiner comment peut être assurée la protection des populations contre une attaque aérienne brusquée surgissant en pleine paix, l'agresseur ayant intentionnellement évité toute tension politique.

Et d'abord, une telle éventualité peut-elle être raisonnablement envisagée ?

Mettons-nous à la place de l'ennemi. Un premier obstacle moral se dresse devant lui : les principes du droit international. L'histoire nous apprend que cet obstacle peut être sans valeur. Nous devons donc admettre le pire, si invraisemblable qu'il soit, et nous y préparer. Si l'agresseur estime que l'opération est avantageuse et qu'elle a des chances de succès, il peut se décider à la tenter.

Quels avantages peut lui procurer l'attaque brusquée ?

A nos frontières, la possibilité de surprendre notre ligne fortifiée et de la conquérir dans le minimum de temps et avec le minimum de pertes. Du point de vue aérien, un effet matériel et moral considérable sur nos bases d'aviation, sur nos centraux téléphoniques, sur Paris.

Dans l'ensemble, des résultats importants, non décisifs, il est vrai.

Quelles chances de succès peut-il escompter ?

Sur nos fortifications, bien gardées, des chances à peu près nulles. Sur nos terrains et sur nos villes, des chances plus sérieuses assurément.

Quelle est pour lui la condition majeure de réussite ?

La surprise, c'est-à-dire la possibilité de réaliser le secret des préparatifs.

Or, l'agression aérienne peut être organisée sans éveiller l'attention, les groupements chargés de l'exécuter se rassemblant dans les airs au dernier moment, après avoir, chacun de son côté, chargé leur approvisionnement de bombes. Le rassemblement des grandes unités terrestres est plus apparent, mais la motorisation permet de le faire à distance et également au dernier moment.

Il ne faut point exclure, comme invraisemblable, la possibilité d'obtenir le secret.

Ainsi, dans l'ensemble, rien ne s'oppose à une attaque brusquée exécutée par un adversaire qui peut réaliser la surprise et qui espère un succès rémunérateur.

Quelle serait notre situation en présence d'un tel événement ? Quel serait le sort des populations de nos villes ?

Le renseignement serait donné par nos postes de guet du temps de paix et transmis à l'arrière par nos centraux téléphoniques. Mais serait-il exact et serait-il exploitable à temps ?

Nos forces aériennes interviendraient par leurs fractions de garde contre les expéditions ennemies, sinon à l'aller, du moins au retour, donc trop tard. Nos éléments de D. C. A. postés dès le temps de paix auraient une action plus incertaine encore.

Quant à nos villes, — et c'est là le point qui nous intéresse, — elles seraient sans doute surprises par les premiers coups, et les habitants, réveillés brusquement, mal informés de ce qu'ils ont à faire, périraient par centaines.

Ce mal, pour grand qu'il soit, serait pourtant limité à un petit nombre de villes importantes, dont Paris.

Existe-t-il une parade contre un tel danger ?

On peut, on doit la chercher :

1° Dans une organisation plus forte et plus tendue vers l'action immédiate des différents éléments de sécurité générale et de défense active qui sont en place dès le temps de

paix. Ceci est l'affaire des trois ministères de la Défense nationale qui, sous l'impulsion coordinatrice du ministère de l'Air, sont chargés de préparer la défense active.

2° Dans une préparation moins imparfaite des moyens de secours collectifs et individuels et une instruction moins rudimentaire de la population. Ce qui intéresse la défense passive, du point de vue collectif, est dans les attributions du ministère de l'Intérieur. Mais tout ce qui touche à la protection individuelle ne peut être et n'est, en fait, que l'œuvre de *l'initiative privée* : il faut qu'on le sache bien. C'est pour animer et guider cette initiative privée qu'à l'imitation de tous les autres grands pays, où les organisations similaires comptent des millions d'adhérents, il a été créé en France une organisation « l'Union nationale pour la Défense aérienne », officiellement reconnue par l'État qui la subventionne, mais mal connue du public et insuffisamment soutenue par lui. L' « Union nationale pour la Défense aérienne », en liaison étroite avec les pouvoirs publics dont elle s'efforce de prolonger l'action, a entrepris cette tâche de propagande et d'information des populations qui trop souvent pèchent par ignorance ou par inertie.

Tels sont les moyens proposés pour réaliser, dans le cas particulier de l'attaque brusquée, des améliorations dans la défense aérienne de nos cités. On pourra objecter qu'ils n'apportent que des palliatifs. Peut-être. Personne, en quoi que ce soit, ne peut prétendre à l'absolu. Une seule chose compte, c'est que rien ne saurait être négligé de ce qui peut, sur dix vies humaines, en sauver une seule, *a fortiori* davantage.

Préparer la protection des populations contre le danger aérien, ce n'est pas seulement faire œuvre nationale, c'est accomplir acte d'humanité.

GÉNÉRAL DUCHÊNE.

PANORAMA DES EXPOSITIONS UNIVERSELLES

IV [1]

L'EXPOSITION DE 1867

VERS L'ART MODERNE

Quel chemin parcouru depuis 1855 !

L'Exposition, cette année-là, avait exprimé la santé, la prospérité, la confiance, traduit un équilibre de forces, un système cohérent : elle a laissé le souvenir d'une manifestation *statique.* Au contraire, l'Exposition de 1867 marque, dans tous les domaines, l'abandon des tendances exclusivement conservatrices, une explosion d'ardentes idées et de jaillissantes aspirations ; elle indique l'heure où l'armature impériale, sous la double poussée du dehors et du dedans, commence à fléchir et à céder ; elle symbolise, après des années d'abondance et de somnolence, la reprise du mouvement, le retour à l'évolution, le *dynamisme* en un mot. Cette constatation s'impose dans l'ordre de la pensée et de l'action. Elle ne se vérifie pas moins dans le domaine esthétique. S'il est vrai que chacune des Expositions universelles représente un état différent de la beauté de Paris, de la beauté française, on ne saurait nier que 1867 ne conçoit plus, n'interprète plus cette beauté comme 1855. L'art, le grand art, les arts plastiques ne présentent plus exactement les mêmes caractères, n'obéissent plus tout à fait au même idéal. Les arts industriels, eux aussi, reflètent des changements, des progrès, des préoccupations

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre, 1er décembre 1936 et 15 février 1937.

nouvelles. Enfin, le goût, c'est-à-dire la manière propre au plus grand nombre de se représenter et de réaliser le beau, s'est transformé lui aussi : il s'est assoupli et nuancé, simplifié sur certains points, complété et compliqué sur d'autres, modernisé en un mot.

Au Palais du Champ de Mars, les galeries les plus proches du centre étaient attribuées à la peinture et à la sculpture. Plus de grande rétrospective, comme en 1855, où le public pût contempler l'ensemble de la vie artistique d'un Ingres ou d'un Delacroix. Seules étaient admises les œuvres exécutées au cours des douze dernières années. D'autre part, un Salon avait eu lieu, à la veille de l'ouverture, et les meilleures productions furent retenues pour l'Exposition universelle. Enfin, deux artistes organisèrent, hors de l'enceinte du Champ de Mars, des manifestations individuelles : Courbet, — récidiviste de 1855, — et Manet. Ainsi l'Exposition artistique de 1867, — si elle n'offre pas tout à fait l'ampleur de sa devancière, véritable panorama d'un demi-siècle d'art français, — permet de fixer l'évolution accomplie, de noter les mouvements, les changements, les variations de la vie.

UNE « PETITE » PEINTURE

En 1867, la peinture française porte un crêpe : elle est discrètement voilée de deuil, — du deuil inoubliable, irréparable d'Ingres et de Delacroix. L'école continue pourtant ; mais, privée de ses maîtres et de ses héros, elle s'est appauvrie et alanguie : elle est entrée dans cette voie, que d'aucuns qualifieront de décadence, où elle se traîne depuis plus d'un demi-siècle, et dont on éprouve aujourd'hui tant de peine à la faire sortir. Plus de vastes conceptions, plus de larges exécutions. Le public s'est étendu, mais les appartements rapetissés : l'instruction s'est diffusée, mais le goût vulgarisé. Il n'est donc plus question d'amples décorations, mais seulement de tableaux de chevalet ; plus question de grands sujets, mais d'aimables ou spirituelles ou émouvantes anecdotes. Comme le dit Ernest Chesneau, critique d'art, commentateur officiel de l'Exposition, celle-ci se résume en trois termes : petits cadres, petits sujets, petite peinture.

Le Jury décerne huit grandes médailles : une seule à un

peintre d'histoire, une à un paysagiste, six à des peintres de genre. Répartition bien caractéristique ! On perçoit, derrière ce classement, l'affaiblissement des traditions, l'épuisement de la peinture mythologique, historique et religieuse. L'influence des « nouveaux riches », du monde et du demi-monde, de la femme, — idole triomphante, — est perceptible dans cette évolution : les dernières années du Second Empire ont vu, avec le déclin de l'Empereur, le gouvernement de l'Impératrice. La souveraine, si éprise de pouvoir, si attachée à certaines notions très arrêtées et limitées, exerce à cette époque une réelle action sur les arts. Les vainqueurs de l'Exposition sont, avec Meissonier, couronné déjà en 1855, Cabanel et Gérôme. Cabanel plaît, et sait plaire : il unit l'ombre du dessin de Florence à quelques lointains reflets de la palette vénitienne ; il représente, avec Paul Baudry, qui, absent de l'Exposition, élabore dès cette époque la décoration du Foyer de l'Opéra, un éclectisme agréable et facile, le « style Napoléon III » dans la peinture ; il triomphe à l'Exposition avec une *Naissance de Vénus* que les pontifes de la critique mettent gravement en parallèle avec *la Vague et la Perle* de Baudry, autre chef-d'œuvre du goût Second Empire. Gérôme présente, lui aussi, l'antiquité ; mais il en montre une autre face : la chronique d'Athènes et de Rome. Il en est l'interprète aisé, minutieux et précis ; dans sa *Phryné*, dans ses *Deux Augures*, il la caresse d'un pinceau sec et ironique. Cabanel évoque le couplet galant, l'odelette anacréontique ; et Gérôme, l'historiette piquante à la Plutarque ou à la Lucien.

L'ART VIVANT : COURBET ET MANET

N'existe-t-il donc plus en France que cet art anémié ? Non, la vraie peinture n'est point morte. Elle est, en 1867, plus que jamais vivante et vivace. Mais, par une sorte de symbole, elle se tient à l'écart des palais officiels : elle n'entre pas, elle ne veut pas entrer au Palais du Champ de Mars. Un Courbet, un Manet *exposent* : mais hors de l'*Exposition.*

Courbet, en 1867, n'était plus le méconnu, l'incompris de 1855. Il avait maintenant quarante-huit ans. Avec un

magnifique acharnement, il n'avait cessé de produire, et chacune de ses toiles avait marqué un progrès dans l'interprétation de la nature et dans la conquête de la vérité. Il avait à peu près vaincu l'indifférence et l'hostilité ; ses toiles se vendaient assez bien ; les critiques parlaient de lui ; il se trouvait parvenu à ce moment où l'artiste, sans avoir consenti aucune concession, est sur le point d'être compris, accepté, assimilé. Il jugea que l'année de l'Exposition devait être celle de la victoire décisive. Il n'envoya que quatre toiles au Palais du Champ de Mars ; mais, renouvelant le geste de 1855, il fit construire au rond-point de l'Alma une baraque où il présentait une centaine de tableaux.

C'est l'occasion, pour notre Courbet, d'une explosion enthousiaste. « J'ai fait construire, écrit-il à Bruyas, une cathédrale dans le plus bel endroit qui soit en Europe, au pont de l'Alma, avec des horizons sans bornes, au bord de la Seine et en plein Paris, et je stupéfie le monde entier... J'ai consterné le monde des arts ! » En cette baraque, est réunie presque toute l'œuvre de Courbet, notamment ces pages si fortes et si neuves, *l'Enterrement d'Ornans* et *les Demoiselles des bords de la Seine*, *les Baigneuses* et *les Cribleuses de blé*, et tant de vigoureux paysages, tant de portraits intenses et solides. La démonstration, par sa vigueur massive et cohérente, ne pouvait manquer de convaincre. Il y eut, en vérité, peu de visiteurs et d'acheteurs. Mais mesure-t-on par des chiffres la portée des choses de l'art ?

UN QUATRE SEPTEMBRE ARTISTIQUE

La lutte s'était déplacée. Le centre de la bataille esthétique était maintenant Manet, — ce Manet, novateur puissant, dont la franchise et la fraîcheur de vision, l'intrépide sûreté de touche étonnaient et scandalisaient ce que Courbet appelle « le monde des arts ». Autour de lui, se posait avec acuité tout le problème de l'art moderne, le problème du droit à la vie de la peinture indépendante, le problème des « refusés ». Édouard Manet était âgé de trente-cinq ans. Depuis quinze ans, presque chaque année, il était repoussé par le jury du Salon. Plusieurs de ses œuvres, et notamment *l'Olympia*, apparue en 1865, avaient provoqué des clameurs. La polé-

mique s'était engagée, et Zola, qui débutait dans les lettres (*Thérèse Raquin* voit le jour l'année de l'Exposition), prit parti avec éclat pour le peintre « refusé ». En 1866 et 1867, il publia toute une série de brochures et d'articles où il se faisait, avec hardiesse et netteté, l'interprète des intentions de Manet et l'explicateur de son œuvre. Sacrifiant sa situation au *Figaro*, — le *Figaro* de Villemessant, — pour pouvoir écrire ce qu'il pense, il dénonce avec vigueur l'attitude du jury, qualifiée de « véritable meurtre » et d'« assasinat officiel ». Il soulève une « affaire Manet », il demande la revision du procès et de la condamnation de l'artiste.

Manet ne voulut pas, à l'Exposition universelle, se laisser étouffer dans l'ombre. Suivant l'exemple de Courbet, il résolut de profiter des circonstances pour montrer son œuvre au grand jour et pour en appeler au public. Lui aussi eut son exposition particulière, et sa baraque, avenue de l'Alma, où il réunit cinquante toiles. Zola lui avait proposé de faire vendre, à l'intérieur de ce local, sa brochure de l'année précédente, illustrée de l'*Olympia* gravée sur bois. Ici se place l'un de ces faits qui permettent de juger les hommes : Manet croyait à son mérite, avait la fierté de son œuvre ; il acceptait le concours généreux et spontané, un peu naïf, un peu rude, du puissant ouvrier de lettres, du futur auteur de *l'Assommoir* et de *Germinal*. Mais son instinctive aristocratie répugnait aux manifestations publicitaires : il déclina l'offre de Zola, et celui-ci fit paraître chez Dentu un *Manet, étude biographique et critique*, qui honore la clairvoyance et le courage du romancier-critique. Quant au catalogue de l'Exposition, il n'eut rien d'une apologie ; mais il contenait un avertissement, intitulé « Motifs d'une Exposition particulière » et qui peut être interprété comme l'examen de conscience du peintre. Là se trouvait cette déclaration, si importante pour l'intelligence de Manet, de sa pensée, de son œuvre :

« L'artiste ne dit pas aujourd'hui : « Venez voir des œuvres sans défauts », mais : « Venez voir des œuvres sincères ».

« C'est l'effet de la sincérité de donner aux œuvres un caractère qui les fait ressembler à une protestation, alors que le peintre n'a songé qu'à rendre son impression.

« M. Manet n'a jamais voulu protester. C'est contre lui, qui ne s'y attendait pas, qu'on a protesté au contraire, parce

qu'il y a un enseignement de formes, de moyens, d'aspects de peinture, et que ceux qui ont été élevés dans de tels principes n'en admettent plus d'autres. En dehors de leurs formules, rien ne peut valoir, et ils se font non seulement critiques, mais adversaires, et adversaires actifs.

« Montrer est la question vitale, le *sine qua non* pour l'artiste ; car il arrive, après quelques contemplations, qu'on se familiarise avec ce qui surprenait, et, si l'on veut, choquait. Peu à peu on le comprend et on l'admet.

« Le temps lui-même agit sur les tableaux avec un insensible polissoir et en fond les rudesses primitives.

« Montrer, c'est trouver des amis et des alliés pour la lutte.

« M. Manet a toujours reconnu le talent là où il se trouve et n'a prétendu ni renverser une ancienne peinture, ni en créer une nouvelle. Il a cherché simplement à être lui-même, et non un autre. »

Cette page émouvante et discrète a la valeur d'une confession. Elle éclaire la modestie de Manet, son éloignement de toute provocation et de toute ostentation ; elle révèle sa sincérité profonde, son unique souci de voir vrai et de traduire sa vision ; elle dévoile le tourment, l'angoisse du peintre exclu des Salons, condamné, — c'était là toute la question, — à ne pas *montrer* ses toiles.

Manet *montrait* donc au public sa production de quinze années. Il avait réuni le *Déjeuner sur l'herbe* et l'*Olympia*, l'*Enfant à l'épée* et *Lola de Valence*, la *Chanteuse des rues* et le *Fifre*, des paysages, des natures mortes, des scènes espagnoles, cinquante toiles, éclatant abrégé de son œuvre.

Émule et continuateur de Courbet par son goût de la vie moderne (l'année 1867 lui inspire *l'Exécution de Maximilien* et la *Vue de l'Exposition*), par l'observation franche et directe, par l'amour de la riche matière, il se distinguait du maître-ouvrier par le brio, l'éclat et l'allure, par tout cet air triomphant d'un « conquistador » de l'art, qui s'empare de la lumière, de la couleur et de la forme, et qui les jette sur la toile d'un geste infaillible et vainqueur. Par lui, le réalisme lourd et sourd, longtemps prisonnier de l'atelier, s'illumine et se transforme ; l'art se donne tout entier à l'air et à la lumière, à la jeunesse et à la vie. Au sortir de cette pénombre où se complaisaient tous les peintres, — les naturalistes indé-

pendants comme les adeptes de l'école, — c'est déjà l'éblouissant lever du soleil impressionniste... Victorieuse apparition ! Les « officiels » s'en indignent ; le bon public s'en amuse ; mais quelques critiques avisés commencent à ouvrir les yeux (Gautier vante « la toile... peinte en pleine pâte, d'une brosse vaillante, d'une couleur très vraie »). On assiste, sans bien s'en rendre compte, à l'éclosion d'un nouvel art.

Nous retrouvons donc, dans la peinture, toute l'antithèse du temps. L'art officiel règne encore : il a pour lui l'honneur et l'argent. Les deux grands novateurs, les deux seuls maîtres authentiques, sont contraints à une sorte d'exil, à la retraite sur la rive droite, au Guernesey de l'Alma. Ainsi, l'évolution de la peinture épouse le mouvement, le courant universel : les intellectuels, les travailleurs ne tendent-ils pas tous, plus ou moins, à une sorte de libération ? La peinture, elle aussi, appelle l'affranchissement et l'indépendance : et son héros, le « refusé », s'apparente (et s'apparentera surtout dans l'esprit des générations suivantes) à ce type du proscrit, du banni, de « l'Insurgé », qui hante les cerveaux et les livres. Courbet, le Proudhon de l'art français, sera, demain, communard ; et Manet (à tort ou à raison) apparaîtra de plus en plus comme la vivante incarnation de la révolte, de la révolution, d'un Quatre Septembre de la peinture.

UNE SCULPTURE IMPÉRIALE

L'éternelle opposition reparaît dans la sculpture, mais atténuée et diminuée. Cet art, en effet, s'est trouvé, jusqu'à la fin du XIXe siècle, — par la force de sa tradition, par l'exigence de sa technique, — préservé de la scission qui divisait la peinture. Si les plus hautes récompenses vont à un Guillaume, à un Perraud, Carpeaux n'est pas exclu du Champ de Mars : il reçoit une seconde médaille. Vertu critique des contemporains... Les lauriers d'Auguste Perraud en sont une preuve. Que dire de cet honnête artiste, et de son *Enfance de Bacchus*, sinon qu'il offre le parfait exemple d'une de ces erreurs qui, dans toutes les Expositions, sont le lot de tous les Jurys ?

Quant à Eugène Guillaume, il représente en 1867 la plus haute autorité officielle de l'art français. Il dirige l'École ;

il dirigera les Beaux-Arts et la Villa Médicis ; il enseignera au Collège de France. C'est un « maître » dans la force du terme, une haute et fière figure de professeur-administrateur. Doué d'un esprit élevé et réfléchi, d'une solide culture classique, il unit, aux fortes vertus statuaires de sa patrie bourguignonne, la grande leçon latine. Nul artiste, nul sculpteur français n'a mieux que lui assimilé l'esprit de la plastique romaine. Il expose une série de bustes de Napoléon Ier évoqué aux différents âges de sa vie : c'est le fait d'un haut fonctionnaire de la sculpture impériale ; mais c'est aussi l'expression de toute la « romanité » de l'artiste et de son modèle, du même latinisme profond.

CARPEAUX, POÈTE DU SECOND EMPIRE

Mais le héros de la sculpture, à l'Exposition de 1867, le créateur qui seul a su rendre l'esprit, le sentiment, l'atmosphère de cette année de fête et de drame, ce n'est ni Perraud, ni Guillaume, c'est le descendant spirituel de Watteau, c'est le fils de Valenciennes, Jean-Baptiste Carpeaux. L'Exposition coïncide, chez cet artiste de quarante ans, avec cette heure favorisée où une laborieuse jeunesse s'épanouit en maturité. L'année 1866 a été pour lui décisive : il a achevé la décoration du Pavillon de Flore ; il va recevoir la commande de ses œuvres capitales : le groupe de *la Danse* de l'Opéra et la Fontaine du Luxembourg. Il expose au Champ de Mars *le Pêcheur à la coquille*, *la Rieuse*, le marbre de *l'Ugolin*, et plusieurs bustes ou statues, dont celle du *Prince impérial*. Aucune de ces œuvres de Carpeaux n'offre encore l'ampleur et l'éclat de celles que, les années suivantes, il fera jaillir de la glaise. Mais elles permettent d'apprécier la variété de son génie, son intelligence aiguë de la femme et de l'enfant, son aptitude à percevoir et à rendre le mouvement qui commence ou qui finit, le sourire qui s'éveille ou qui s'éteint, la vie qui naît et qui passe. Il exprime, mieux que tout autre, l'inquiétude d'années trop heureuses, la volupté d'aujourd'hui cachant l'angoisse des lendemains.

Nulle part, cet aspect de son talent n'apparaît avec plus d'intensité que dans ces dessins et aquarelles, — hâtivement, largement traités, — où revivent quelques-uns des moments

les plus saisissants de cette année au double visage : *la Sortie du Sultan*, *les Trois Empereurs causant après le repas*, *le bal aux Tuileries*, et surtout *l'Attentat de Berezowski*, où le peintre-sculpteur a saisi au vol la minute, la seconde pathétique. Quel artiste a su mieux traduire la nervosité fébrile de ces heures où le désastre « cherche » la France, où la France semble « couver » la catastrophe ? Les yeux de tous ses personnages sont animés, sont habités, comme ceux des modèles de La Tour, par l'impatience ou l'appréhension de ce qui vient et va être : sa « Flore » est une nymphe troublée par le désir et le plaisir ; sa « Danse » est une ronde tragique, presque une fatale course à l'abîme. Devant elles, on ne peut s'interdire de rêver à l'effigie que cet étonnant plasticien eût donnée de la douloureuse héroïne de 1867, Charlotte, impératrice démente. Carpeaux est le portraitiste d'un monde qui va naufrager, l'évocateur de cette heure trouble où passe sur Paris un souffle voluptueux et morbide. Il n'est pas de plus clairvoyant, de plus captivant évocateur de cette société condamnée que ce génial modeleur de glaise sur qui plane un tragique destin.

L'ÉVOLUTION DU DÉCOR

L'art décoratif n'offre pas et ne saurait offrir de telles éclatantes révélations. L'Exposition de 1855 avait mis en lumière le talent des dessinateurs, l'habileté des ouvriers, la science des matières et des techniques ; mais aussi le manque de toute originalité, le servile respect du passé, le défaut de choix et de mesure, l'absence de style et de goût. Ces lacunes n'avaient pas échappé à un certain nombre de bons esprits, mais on les découvrit surtout à partir de 1862, au lendemain de l'Exposition de Londres, où beaucoup de personnalités remarquèrent les progrès des étrangers. On attribua les succès de nos rivaux, d'abord à leur science plus approfondie du dessin, au développement de l'enseignement artistique ; puis à leur connaissance plus directe des arts décoratifs du passé, à l'existence de musées d'un type nouveau, tels que celui de South-Kensington.

Un effort fut entrepris dans cette double direction. Dès 1864, est fondée l'« Union centrale des Beaux-Arts appliqués

à l'industrie ». Son premier président est Guichard, dessinateur, ornemaniste, fort épris de la Renaissance ; et sa première manifestation, l'organisation, en 1865, d'une exposition consacrée à l'histoire des arts décoratifs. En même temps, on se propose de renouveler, de systématiser l'enseignement du dessin. Deux hommes jouent à cet égard un rôle de premier plan : Charles Blanc, dont la *Grammaire des Arts du dessin* paraît en 1867, et surtout Eugène Guillaume. C'est Guillaume qui, en 1864, est mis à la tête de l'École des Beaux-Arts, réorganisée, séparée de l'Institut, placée dans une dépendance plus étroite de l'État. C'est lui encore qui publie, en 1866, son *Idée générale d'un enseignement du dessin*, où est énoncée sa méthode, fondée sur le respect de la géométrie et le culte de l'antiquité. Préoccupations générales qui se traduisent par un double vœu : le vœu d'un Conservatoire d'art appliqué à l'industrie : le musée du Pavillon de Marsan, — le vœu d'une institution d'enseignement : l'École des arts décoratifs.

L'Exposition est le reflet de ces idées et de ces tendances. Le dessin y trouve sa place : on y voit, grâce à Duruy, des « modèles », des travaux d'élèves, indices d'une réelle activité. L'histoire des arts appliqués y est illustrée par cette « exposition du travail », assez improprement nommée, qui est le développement de la manifestation de 1865 et qui réunit des meubles, des tapisseries, des orfèvreries, des vitraux, des céramiques, des objets d'art de tous les temps et de tous les pays. Triomphe de Viollet-le-Duc, de Mérimée, de du Sommerard ; consécration du romantisme historique, d'un demi-siècle d'archéologie française, de l'idée *rétrospective* dans le goût et dans les arts.

Ce qui frappe, en effet, dans ces tentatives d'action rénovatrice, c'est leur extrême timidité. On s'efforce de développer la science du dessin : comme si nos artistes, nos artisans n'y étaient pas presque trop habiles ! On se préoccupe de diffuser l'histoire des styles, la connaissance du passé, comme si nos dessinateurs et nos fabricants n'étaient pas déjà trop portés à la copie et au pastiche ! Nul ne voit, ou ne veut voir, le vice fondamental : l'absence d'originalité, de personnalité, de style. On poursuit des améliorations partielles, alors qu'il faudrait opérer une totale régénération.

LE STYLE IMPÉRATRICE EUGÉNIE

Ce n'est pas à dire que nos industries d'art n'exposent d'excellents modèles. On note, en 1867 comme en 1855, les mérites de l'exécution. Peut-être serait-il prématuré de parler d'une sorte de rupture avec les excès antérieurs ; mais la ligne s'est simplifiée, la forme épurée, l'ornementation apaisée. A l'heure où la crinoline décroît, se ramène à des proportions moins volumineuses, le meuble lui aussi se rapproche de la norme, devient plus modeste, plus raisonnable, plus humain. Il est associé aux étoffes d'ameublement, qui introduisent dans les intérieurs plus d'intimité confortable. Ici, le goût de l'Impératrice exerce une réelle influence. Le pavillon qui lui est réservé à l'Exposition universelle en offre une séduisante image : le mobilier, œuvre de Grohé, reflète la préférence de la souveraine pour le style Louis XVI (liée peut-être à sa prédilection pour la reine Marie-Antoinette) : et les étoffes drapées, aux coloris harmonieux, illustrent « le goût tapissier », seule originalité (?) de l'époque. L'art décoratif évolue vers la féminité, — faut-il dire vers la frivolité ? « Quoi de plus charmant, écrit Gautier, l'esthète ou l'esthéticien des dernières années de l'Empire, quoi de plus charmant qu'un groupe de femmes de beauté différente et contrastée assises sur un pouf, au milieu d'un salon, dans des flots de guipure et de dentelles qui écument à leurs pieds comme la mer aux pieds de Vénus ? » Tableau de Winterhalter ou de Cabanel, qui semble composé, arrangé, corrigé, en son négligé volontaire, par la main du grand couturier.

LES MÉTAMORPHOSES DU GOUT

Ces changements ne révèlent peut-être pas une profonde évolution ; mais ils décèlent l'assouplissement, l'enrichissement, les métamorphoses du goût. On est enfin sorti de la stagnation, de l'immobilité des premières années de l'Empire. La curiosité se porte, avec plus ou moins de bonheur, dans des directions nouvelles. Elle obéit surtout à trois modes : la mode de l'histoire, de l'archéologie, de l'antiquité gréco-romaine ; la mode géographique, et surtout orientaliste ; la mode naturiste enfin.

L'antique est partout à l'Exposition, et sous des aspects divers, mais surtout sous la forme de restitutions de monuments grecs et romains. Effet de l'avènement d'un régime que certaines apparences rapprochent de l'empire de César et d'Auguste, et surtout des ambitions, des prétentions historiques de Napoléon III : il inaugure à Saint-Germain, le 12 mai, presque en même temps que l'Exposition, le musée des Antiquités nationales. Résultat de l'éducation humaniste, plus que jamais florissante, et développée, approfondie, enrichie par les conquêtes de l'archéologie. Conséquence de la réaction anti-romantique, des succès de la littérature néo-classique, de la poésie de Leconte de Lisle et du « Parnasse », dont Lemerre vient de publier le premier recueil en 1866. Le goût antiquisant s'est traduit, au cours des dernières années, par la construction de la maison pompéienne du prince Napoléon, cette « folie » néo-romaine d'un héritier du grand César. Des esprits malintentionnés veulent voir dans ce petit édifice une sorte de protestation contre le goût de l'Impératrice et son amour du Louis XVI : ils y retrouvent l'habituel antagonisme de la souveraine et du cousin de l'Empereur. Opposition superficielle ! En fait, l'antique et le Louis XVI exercent sur l'art français de ces années une influence convergente : ils l'ont détaché d'une Renaissance trop luxuriante, d'un moyen âge trop flamboyant ; ils l'ont ramené à une certaine simplicité de lignes, à une certaine modération de l'ornement, à plus de sagesse et de tenue, — on n'ose dire à plus de style.

La géographie, c'est-à-dire le cosmopolitisme, l'exotisme, ne le cède pas à l'histoire. Une visite à l'Exposition, c'est, peu d'années avant le livre de Jules Verne, un voyage autour du monde (en bien moins de quatre-vingts jours). Jamais tant de races et de nations, jamais tant de costumes, — et de coutumes, — de tous les temps et de tous les pays ne se sont trouvés rassemblés. Mais, parmi les contrées ramassées en cet étonnant microcosme, parmi les peuples sans cesse remués dans le kaléidoscope éblouissant, ceux de l'Orient plus fréquemment paraissent et reparaissent. L'Exposition est, sous mille formes et mille couleurs, une immense, une étincelante « orientale ». Influence d'un romantisme qui a charmé et enflammé les imaginations françaises ; consé-

quence aussi de la situation conquise par la France en Algérie, à Constantinople, au Caire, dans tout le Levant. Voici la tente de voyage d'un émir marocain ; voici le kiosque ottoman, les bains turcs, la mosquée coiffée de son minaret ; voici le palais du bey de Tunis, exacte réplique du Bardo, le café arabe, le bazar, la boutique du barbier-chirurgien ; voici l'Égypte, avec son temple reconstitué par Mariette, le Selamlik, palais du vice-roi, l'Okel ou caravansérail, sans oublier, bien entendu, le pavillon de l'Isthme de Suez : l'Orient multiple et divers, tantôt grouillant et sordide comme un Decamps, tantôt lumineux et coloré comme un Ziem.

On ne s'étonnera pas qu'une telle vision ait exercé ses prestiges sur nos artistes. L'Orient est partout à l'Exposition, et même où il n'a que faire. On y rencontre trois kiosques : le turc, le portugais... et le prussien ! Le pavillon de l'Empereur est un kiosque, où se conjuguent étrangement aigles romaines et décor mauresque. Le même éclectisme à prédominance orientale déborde d'ailleurs sur Paris : on le retrouve à la Trinité, inspirée des constructions hispano-arabes, comme à l'Opéra, où Garnier a voulu réaliser la synthèse du colossal et de l'exquis, de Babylone et de Grenade : un palais des Mille et une nuits !

Que d'idées et d'images diverses, plus ou moins harmonieusement fondues ! L'Exposition apparaissait comme un amalgame de continents et de races, un étalage de toutes les esthétiques et de toutes les techniques, une juxtaposition de « religions et philosophies mêlées ». Mais il est des heures où le visiteur, fatigué de la science et de l'industrie, de la pensée et de l'art, de la civilisation elle-même, aspire à l'air et à l'eau, à la verdure, à la nature... Le vœu de ce promeneur avait été exaucé. La présence de l'élément naturiste formait l'une des grandes originalités et nouveautés de l'Exposition. On avait abandonné la conception de 1855, le parti d'un édifice fermé, sans rayonnement extérieur. L'Exposition s'ouvrait largement, s'épanouissait au dehors : elle formait une enceinte découverte, où les constructions, les pavillons venaient s'insérer dans un cadre de nature.

D'abord, au cœur du Palais, un jardin central avait été aménagé, où s'épanouissaient les arbres et les fleurs rares : c'était le lieu privilégié, le « cercle » de l'Exposition. Puis,

le Champ de Mars tout entier avait été transformé en un parc immense, pourvu de pelouses vallonnées et gazonnées, où les bosquets et les cascades, une serre, un lac, deux aquariums étaient venus se poser selon un désordre voulu et des hasards calculés. Triomphe de la nature artificielle et de l'horticulture officielle ! Le Champ de Mars s'apparentait à ces créations d'Haussmann : le bois de Boulogne, le bois de Vincennes, et surtout les Buttes-Chaumont, inaugurées en 1867. Il offrait une synthèse, éphémère et séduisante, des deux aspects les plus neufs et les plus féconds de l'urbanisme impérial : l'architecture du fer et du verre, la création des parcs, jardins et promenades de Paris. Le palais de l'ingénieur Krantz et de l'ingénieur Le Play, émergeant des nappes de verdure, offrait l'image de ce qu'eût pu être la réalisation de ce songe : le « Louvre » ou le « Bon Marché » éclos en plein Bois de Boulogne, les Halles transportées par miracle au milieu des Buttes-Chaumont.

SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ

La nuit venue, l'Exposition demeurait ouverte. Mais, à la cité du travail se substituait celle du plaisir. Mille distractions s'offraient alors au touriste : les restaurants et les brasseries, les concerts et les spectacles, le cercle international et le théâtre chinois, sans parler du promenoir, où évoluaient les plus ou moins authentiques beautés de tous les pays du monde. Mais les feux et les rumeurs venaient s'éteindre dans le parc, où aimaient à flâner et méditer les amis de l'ombre et du silence... Nous voici donc au bord du lac, par un soir du fiévreux été. A peine arrivent jusqu'à nous l'écho, le scintillement de la fête. Mais la lueur tremblante du gaz, le flamboiement alterné des phares lancent parfois de fantastiques, fantomatiques, et presque prophétiques clartés. Dans ce « climat » si propre au rêve, quelles peuvent bien être les pensées ?

D'abord, un élan de foi, d'optimisme et de confiance. Quel spectacle vient d'offrir Paris au monde, et le monde à Paris ! Si l'on se rappelle, comme beaucoup pouvaient le faire, les timides, les modestes expositions nationales de la Restauration et de Louis-Philippe, si même on évoque le Palais de

l'Industrie, on perçoit la transformation accomplie, la révolution gigantesque. L'Exposition symbolise un monde nouveau, un monde affranchi par la science, victorieux de la nature, maître du temps et de l'espace. Il en va sortir, croit-on, une France rajeunie, une humanité régénérée. Jamais, pas même au XVIIIe siècle, la religion du progrès n'a entraîné de plus enthousiastes adeptes. Jamais une société ne s'est aussi passionnément tendue vers son rêve d'avenir. Elle embrassait beaucoup d'idées, beaucoup de réalisations futures : la conception démocratique, pacifique, humanitaire, âme de la Troisième République ; un demi-siècle d'action et de législation sociales ; l'école primaire, laïque, gratuite et obligatoire. Elle impliquait un nouvel âge littéraire et artistique, une perception plus intense de la réalité extérieure, une plus pénétrante et plus subtile intuition de la vie intime : le naturalisme de Zola ; Manet et l'impressionnisme ; Verlaine, dont l'étoile se lève ; Baudelaire, dont l'astre meurt. Une exposition qui apporte tant de suggestions, tant d'orientations nouvelles, est une manifestation *moderne*, et la France de 1867 peut être considérée comme singulièrement plus « avancée » (selon l'expression d'aujourd'hui) ou plus « progressive » (ainsi qu'on eût dit à l'époque) que la France des dix ou quinze années qui suivront.

Mais au rêve de félicité succède un hideux cauchemar. Le visiteur du Champ de Mars perçoit soudain la fragilité du système, ses craquements, ses fissures, le grand péril de la France, de l'Empire, de la civilisation. Le spectre de la guerre, six mois durant, rôde autour de la fête universelle ; les noms de Sadowa, de Queretaro retentissent douloureusement. Guillaume et Bismarck apportent à Paris cette haine méthodique et calculatrice dont le canon à longue portée de Krupp est le symbole. L'Empire assemble tant bien que mal, d'une étreinte qui se relâche, deux Frances, deux Paris contraires, dont l'opposition se révélera au premier choc. Enfin, la volonté même de mouvement et de changement qui caractérise l'époque n'est point un indice assuré de parfaite et complète santé. Aucun des grands artistes et des grands poètes du temps, aucun de ceux qui l'ont le mieux compris et traduit ne gardera jusqu'à la fin le plein et normal équilibre. Un démon guette les Carpeaux et les Manet, les Flaubert

et les Verlaine, et, dès 1867, Baudelaire meurt torturé.

Ainsi, le promeneur nocturne, s'il médite sur l'Exposition, en discerne le double aspect, l'antithèse profonde et cachée. Ce destin contrasté trouvait son expression dans une œuvre dramatique dont la reprise fut un des deux ou trois grands événements du théâtre en 1867. *Hernani* reparut, en présence de Mme Victor Hugo, sur la scène de la Comédie-Française : *Hernani*, le Cid du XIXe siècle ; la création de l'immense poète, invisible et partout présent en cette année et en cette ville ; *Hernani*, dont le gouvernement impérial tolère la représentation sur une scène officielle, comme la faible monarchie de Louis XVI avait fini par autoriser *le Mariage de Figaro*. On se rappelle le cinquième acte du drame de Hugo, les noces au palais d'Aragon, cette « nuit aux jardins d'Espagne » où s'élève, dans l'ombre parfumée, le tendre duo d'opéra de Dona Sol et de son amant.

Soudain, dans le silence nocturne, on entend le son lointain du cor. C'est le vieillard maudit, le « masque » dont la seule présence jetait une ombre sur la fête,

> Le spectre qui, debout contre une balustrade,
> De son domino noir tachait la mascarade,

Don Ruy Gomez, qui rappelle aux amoureux que l'heure est venue de mourir.

Ce dénouement romantique peut illustrer et symboliser la fortune de l'Exposition, de l'Empire et de l'Empereur. Napoléon III, frère spirituel de Ruy Blas et d'Hernani, sorti comme eux de la pénombre, nourri comme eux de nobles chimères, épris de secrets desseins, de conspirations, d'aventure, uni à une fille d'Espagne, touche au moment fatidique. L'Exposition de 1867 marque l'apogée et le déclin de ce monarque ténébreux ; elle annonce la prochaine liquidation des espoirs et des aspirations du romantisme. Elle fait songer à ces fêtes antiques, à ces orgies des princes d'Orient, où, parmi les chants et les parfums, parmi les captives et les roses, l'arrêt du destin vient tout à coup s'inscrire à la muraille en lettres de feu.

RAYMOND ISAY.

LE SENTIER DE BROUSSE

ALORS, vous êtes toujours décidé à partir ce soir ?

Penché sur ma camionnette, je vérifie une dernière fois l'arrimage des colis.

— Plus que jamais, mon capitaine! Ce n'est pourtant pas, croyez-le bien, l'envie qui me manque de profiter un peu plus longtemps de...

Le capitaine Dorel me frappa sur l'épaule en riant :

— Vous avez déjà fait les phrases d'usage. Nous aurions aimé vous garder davantage ; on ne s'amuse pas beaucoup à Bimbasso, ajouta-t-il naïvement. Et puis, il est déjà presque quatre heures. Pour Dabakourou, il vous faut trois heures au moins : il y a cent cinquante kilomètres. Vous arriverez à la nuit, et vous roulerez au crépuscule sur ces routes affreuses, n'en déplaise à mon collègue civil. Dans son cercle et dans le mien, elles se valent !

Le cercle de B... est resté, un des derniers de la Côte d'Ivoire, sous le commandement de l'autorité militaire ; mesure qui semble d'une évidente sagesse à quiconque a parcouru cette région splendide et sauvage, cette forêt enchevêtrée, à peine percée de routes, de pistes, aux populations farouches, et si l'on songe, surtout, au voisinage du mystérieux et inquiétant Libéria !

— Le temps, d'ailleurs, n'est pas sûr, ajouta le capitaine.

En effet, depuis midi, l'écrasant ciel d'Afrique semblait peser sur nos fronts d'un poids accru... Une voûte grise, opaque, plombée, que soutenaient comme des murs pleins les

frondaisons de la forêt proche, emprisonnait l'amas de paillotes et de bâtiments vétustes qui constitue le chef-lieu du cercle de Bimbasso... Étouffement, forêt dense, ciel compact, double impression de lourdeur et de captivité... J'eus la tentation de céder à la paresse, infiniment las, maudissant la chère trop copieuse et l'abondance des vins, écœurants à force de tiédeur, mourant de soif, car l'eau chaude, douceâtre, sucrée, rebute au lieu de désaltérer. Je n'aspirais qu'au repos. Ah! dormir! Et se mettre nu dans un courant d'air!... Mais où le trouver, aujourd'hui, ce courant d'air bienheureux? Les arbres se dressent tout droits dans l'air gluant, comme des découpures de zinc. Mieux vaut partir. Le mouvement me réveillera peut-être; et, demain, au demeurant, l'effort serait le même...

Les derniers adieux et remerciements brusqués, je somnole sur le siège avant de ma camionnette, laissant le volant à Koffi. Je somnole et je rêvasse. Je suis enchanté de mon voyage. En si peu de temps, j'aurai eu un aperçu général de l'A. O. F. Je rapporte une moisson de notes et des souvenirs en pagaye. Je suis un peu neuf encore dans le reportage, mais, bah! je m'y mettrai. J'ai la matière de quantité d'articles. Ceux que j'ai expédiés ont été publiés déjà : ils sont gentils pour moi, à *Paris-Matin*! Je pourrais peut-être me lancer dans un roman? Il y a des choses à faire avec la vie de ces blancs perdus au fond de la brousse, planteurs, coupeurs de bois, traitants de toute sorte. Les situations les plus étranges sont imaginables. Se garder du lieu commun... Trouver une intrigue suffisamment vraisemblable et... Je m'assoupis, écrasé de chaleur et de fatigue.

...Un choc, un bond violent me réveillent. Je me suis cogné le crâne avec vigueur. Comment? Un peu abruti, j'entends Koffi m'expliquer qu'un pneu vient d'éclater. Allons! c'est honteux! Secouons-nous, que diable! D'abord, où en sommes-nous de notre route?

...On dirait que nous n'avons pas bougé. Toujours le même ruban étroit et rougeâtre, toujours la muraille solide et sans fissure de la forêt immuable; aucune variété de lumière ni d'essences; le rideau vert sombre, lourd, épais, des arbres et des lianes. Pas de sous-bois; avec peine, l'œil glisse jusqu'au sol et devine un trouble magma d'eau croupie, de pourriture

végétale et d'inquiétantes, d'innombrables vies animales invisibles. Pas un chemin de traverse depuis Bimbasso, pas même une piste menant à un village : la solitude, la monotonie d'un océan ou d'un désert.

Mais le soleil n'écrase plus nos fronts de son éclat voilé. Il est descendu derrière la forêt. Nous roulons depuis deux heures et demie : encore une heure, et nous serons à Dabakourou ; nous n'avons pas trop mal marché.

Voilà notre pneu remis ; tout va bien. Je vais profiter de l'arrêt forcé pour faire le plein d'essence :

— Koffi, passe-moi la tine !

Koffi ne répond rien, fourrage consciencieusement dans la camionnette.

— Allons, vite !

Pour seule réponse, un gazouillis embrouillé, à toute allure. Il parle bien français, quand il veut. Inquiet, j'insiste :

— Tu as bien mis la caisse d'essence, au moins ?

Inutile d'insister. Il a oublié, naturellement ; et, naturellement aussi, je lui dis ma façon de penser. Mais je suis plus fautif que lui ; j'aurais dû y veiller moi-même. Eh bien ! nous sommes jolis ! Il nous reste de quoi rouler sur quinze kilomètres au maximum, et cinquante kilomètres nous séparent du but. Et nous n'avons croisé ni auto, ni camion. C'est gai !

Nous repartons, essayant de gagner le plus de terrain possible. Rien d'autre à faire. Et, pour comble de guigne, brusquement, la tornade qui chauffait depuis midi, voyant notre détresse, accourt sur nous en grondant et rattrape le pauvre objet fragile, l'humble mécanique humaine perdue dans l'étouffement de la grande forêt.

La tornade africaine est une chose vivante. Tout est calme, pas d'orage proche, pas même d'éclairs ; et soudain un être invisible semble accourir en haletant du fond de l'horizon, hurle de rage, tord les arbres qui gémissent, les brise de fureur, et repart pour revenir de nouveau, comme s'il tournait en folie dans un territoire immense. Le ciel s'assombrit, les rafales d'eau flagellent les vitres, m'aveuglant par moments. Et je fuis devant la tempête.

...Une route, soudain, s'ouvre à ma gauche. Oh ! bien étroite, bien herbeuse, mais bonheur quand même ! Je descends, bombant le dos sous l'averse, pour inspecter les lieux.

Une route, c'est une habitation pas trop lointaine ; au pire, un village indigène ; mais, en tout cas, une possibilité de toit sous lequel dresser mon lit, et du feu pour me sécher et me faire du café. Avant de nous engager, j'interroge Koffi qui a vécu longtemps à Dabakourou ; mais Koffi geint et essaie de me dissuader. Mieux vaut, selon lui, continuer tout droit.

— Imbécile, dis-je, tournant avec décision, dans cinq kilomètres, nous serons en panne ! Là, nous pourrons demander l'hospitalité. Qui habite ici ?

— Personne, personne ; y en a beaucoup mauvais, les routes comme ça... Y en a pas du tout plantation, y en a rien ! Moi y en a connais tout beaucoup très bien ; si y en avait case pour blanc, moi y en a dire tout suite.

Et, pourtant, je roule toujours ; cette route qui ne mène nulle part existe, aucun doute là-dessus, et des autos y passent. Elle est étroite, exécrable, envahie par les hautes herbes, et de véritables lacs la barrent continuellement. J'écoute d'une oreille distraite la suite des jérémiades de Koffi : un homme de chez lui est entré comme cela dans une piste qui a disparu ensuite, et il n'est jamais revenu. Un autre a erré trois jours et trois nuits dans une forêt inconnue, et il a fini par en sortir, mais plusieurs années après, et il est mort dès sa réapparition. Autrement dit, nous sommes ensorcelés, et je ne nous vois pas blancs !

Cependant la tornade s'est calmée, ou plutôt elle est partie ; puis, brusquement, ses griffes nous reprennent ; la pluie est un rideau opaque que mes phares ne peuvent plus percer. La forêt hostile fait front en avant et semble se resserrer derrière moi pour me barrer le retour ; je n'y vois plus rien. Suis-je bien au milieu de la route ? Je vais me décider à stopper et à attendre. Je n'ai pas le temps de réaliser cette sage résolution, car la camionnette s'incline brusquement, semble patiner dans un corps mou, se redresse comme un animal vaillant qui ne veut pas tomber, puis s'immobilise de travers avec un choc violent et un bruit angoissant, tandis que nos bagages s'écrasent les uns sur les autres et que Koffi tombe sur moi de tout son poids. Cette fois, il n'y a plus qu'à attendre du secours. La route, de glaise humide, s'est effondrée sur ma droite à mon passage, et mes deux roues sont dans le fossé. Impossible ce soir d'évaluer les dégâts, ni d'agir dans

cette nuit, dans cette tempête, avec si peu d'essence pour repartir au cas hypothétique où nous en sortirions. Nous allons à tour de rôle dormir de guingois dans la bagnole et veiller en priant le dieu des voyageurs de nous envoyer une aide.

Les heures ont passé, il me semble du moins. J'ai dû dormir ; je veille à présent. Je n'espère plus rien ; je grelotte dans mes vêtements trempés. La pluie persiste. Je ne me moque plus des peurs de Koffi, et je ne peux me défendre moi-même d'une impression d'angoisse !... La nuit, la solitude, la forêt, et l'étrange mystère de cette route inconnue...

Un bruit ! Chute d'une branche ou cri d'un fauve ?... Mon cœur bat une fois de plus d'inquiétude et d'espérance... Mais non !... Plus de doute !... Un moteur !... Dieu soit loué ! Je m'avance de quelques mètres ; la lueur des phares se devine capricieuse, dans la direction d'où nous venons, bondissant de la droite à la gauche du chemin. La route est terriblement sinueuse. Puis bruit et lueur se rapprochent ; une grosse masse aveuglante vient droit sur nous. J'agite les bras, je pousse des cris. Les inconnus, d'abord décidés en apparence à me passer dessus, stoppent. Une haute silhouette sombre jaillit sur la route, tandis qu'une voix dure et sèche fait entendre ces mots, inattendus n'est-ce pas ?

— Que faites-vous là ? Qui êtes-vous ? Et, d'abord, levez les mains, vous vous expliquerez ensuite !

J'obéis, en proie à un ahurissement sans borne. Je rêve. Je joue pour le cinéma. Tout cela est vraiment saugrenu.

Pendant ce temps, mon aimable interlocuteur s'avance, m'examine avec soin. Cela lui est facile : j'ai ses phares en plein visage. Lui, au contraire, est à contre-jour. J'entrevois un homme grand et fort, un visage glabre perdu sous l'ombre d'un casque. Bien entendu, pour rester dans le jeu et nous maintenir dans cette ambiance irréelle de film, il brandit un revolver, et je suis surpris, abruti, plus qu'effrayé devant ce petit œil métallique et rond qui me regarde fixement.

C'est machinalement, et comme si je récitais un rôle appris par cœur, que je m'écrie :

— Je vous répondrai, mais d'abord je baisse les bras ; je ne saurais parler dans une posture aussi ridicule.

Et prenant son silence pour un acquiescement, je raconte rapidement ma mésaventure ; il m'écoute avec attention, puis de cette même voix brusque :

— En somme, qu'est-ce que vous f... dans ce pays perdu ?

L'exaspération me gagne :

— Mais, ce qui me plaît, monsieur. Je me promène, je chasse, je visite la contrée, c'est mon droit !

Je ne parle pas de ma mission de reportage. Quelle raison inconsciente m'en empêche ?

— Mais pourquoi prendre mon allée, au lieu de suivre la grande route ?

— Je viens de vous le dire : je comptais sur une habitation européenne, donc une aide, de l'essence, un toit !

Il explose de nouveau :

— Mais c'est une propriété privée, ici ! Je vous céderai de l'essence et même un boy pour dépanner votre voiture ; quant à vous loger, impossible. Je ne suis pas un hôtelier. N'y comptez pas !

Cette fois, c'est trop ! Pourrai-je être aussi grossier que lui ? Essayons, malgré le manque d'habitude :

— Oh ! je n'y compte pas, soyez tranquille ! Cette idée m'était venue, à cause de la traditionnelle solidarité coloniale dont j'ai eu partout des preuves. Au point de vue souvenir de voyage, je suis ravi de vous avoir rencontré, vous serez l'exception si nécessaire pour confirmer la règle !

Il ne semble pas avoir entendu. En tout cas, si j'avais le désir de le vexer, je n'ai pas l'impression d'y avoir réussi. Sans plus s'occuper de moi que d'un animal ou d'un colis, il va d'un pas rapide vers ma pauvre camionnette effondrée, secoue d'une bourrade Koffi ahuri, qui, cramponné à la portière, continuait à dormir imperturbablement du bon sommeil des bêtes et des noirs, lui pose quelques questions brèves dans un dialecte naturellement ignoré de moi. Évidemment, il recoupe mon témoignage par celui de mon boy. C'est toujours flatteur entre blancs ! Et il pleut de plus belle ! J'essaie, à travers cette gaze d'eau tendue entre nous, de voir enfin l'odieux individu. Peine perdue ! Il est grand, vigoureux, c'est tout !

Il revient vers moi. Je n'ai pas bougé, drapant ma rage et mon éreintement dans une affectation de dignité indiffé-

rente. Il s'arrête, appelle : « N'Guessan ! » Une ombre surgit du brouillard. Quelques syllabes brèves, sifflantes, de cette même voix désagréable. Puis, en français :

— Vous n'avez pas grand chose d'abîmé, je crois. Mon boy va aider le vôtre, et en une heure ils auront fini.

Ma colère, à présent, n'a plus rien de forcé, et je n'ai aucune peine à répondre d'un ton cassant, à aboyer, plutôt, un « Merci ! » qui signifie : « Le diable vous emporte ». Et j'ajoute :

— Veuillez me passer une tine d'essence, me dire combien je vous dois, et quelle somme approximative je peux donner à votre serviteur quand il aura fini. Et, là-dessus, monsieur, je vous engage à rentrer chez vous.

L'inconnu ouvre sa portière :

— Montez, me dit-il simplement, sur un tout autre ton.

J'esquisse un refus. Un rire bref d'homme qui ne rit pas souvent, et, d'une bourrade douce, mais autoritaire, il me pousse dans sa voiture, dépose ma valise à mes pieds, crie un ordre à l'ombre qui s'agite dans le fossé, et démarre rapidement. Je suis enlevé presque de force ; je me sens grotesque, je suis furieux, je voudrais protester, je voudrais descendre ; et pourtant le bien-être physique me rend lâche. Je me contente de bouder comme un gamin rageur.

— Allons, monsieur, ne me gardez pas rancune, je vous en supplie, de la rudesse de ma réception. Je suis un ours. Vous voyez à quel point je suis isolé. Votre venue est un événement inouï, et la surprise excuse mon attitude que j'espère vous faire oublier. Vous serez indulgent pour l'hospitalité d'un ermite, voilà tout !

Ces mots sont dits sur un ton si cordial, que je crois avoir changé d'interlocuteur. La voix même est différente. Quelle est la vraie personnalité de cet homme dont j'ignore le nom, dont je n'ai pas vu le visage, que je ne connais qu'à la manière d'un aveugle ? Mais je ne peux résister à cette bonne grâce, qui me semble plus sincère que la première attitude, et c'est un peu confus que je réponds :

— Je vous en prie, monsieur, ne vous excusez pas, je n'ai qu'à vous remercier.

Une heure après, rasé, douché, séché et d'excellente humeur, j'effectuais mon entrée dans le « home » de mon hôte. C'était, autant que j'avais pu me rendre compte en

sortant de la voiture, la case classique de la Côte d'Ivoire : une simple et vaste paillote sans étage ; quelques bâtiments alignés perpendiculairement et parallèlement à la maison d'habitation laissent un intervalle formant une sorte de cour.

L'un des bâtiments servait de case de passage, ou maison des hôtes. En arrivant, j'avais, comme dans un rêve, pris possession de ladite case, et procédé comme un automate à l'indispensable toilette, sans éprouver d'étonnement en présence du confort relatif que je trouvais. Ces cases de passage sont comme les auberges espagnoles, et plus encore, car, en général, on n'y trouve même pas un grabat ; logiquement, j'aurais dû, assis par terre entre quatre murs vides, attendre l'arrivée de ma voiture pour faire dresser mon lit, sortir mes draps, etc. Au contraire, une chambre vaste, sommairement, mais plaisamment meublée. Le lit, ennuagé de sa vaporeuse et impeccable moustiquaire, attendait, garni de draps bien blancs, le sommeil d'un hôte. La classique douchière tropicale contenait un tub ; deux brocs fumants arrivèrent quelques minutes plus tard, sans que j'eusse rien demandé. Vraiment, pour un sauvage, mon hôte s'entendait en matière d'hospitalité.

C'est à quoi je songeais en pénétrant dans la maison principale : longue construction de bois, rez-de-chaussée légèrement surélevé, grande véranda à volets ajourés faisant le tour de l'habitation ; deux pièces, probablement, plus un hall confondu avec la véranda à l'une des extrémités. Mobilier simple et gai, fauteuils d'acajou ou d'avodiré tendus de toile rayée, larges divans bas recouverts de cotonnades du pays, dessins noirs sur fond crémeux ; rien de très original, mais une impression d'intimité et de confort... Mon hôte me tendit la main ; sa voix accusait la plus chaude et la plus franche cordialité. Pour la première fois, je le voyais à la lumière : grand, assez corpulent, cheveux blonds très grisonnants, belle figure énergique et régulière, âge incertain, plus de quarante ans, moins de cinquante ; son aspect prévenait en sa faveur.

— Asseyez-vous, monsieur, nous dînons tout de suite ; vous devez mourir de faim et de soif. En attendant, je vous sers un whisky et beaucoup de glace, car, heureusement, j'en ai... Et surtout je répare un oubli grave et me présente : Van Bergen, planteur.

Je m'inclinai, me nommai. Nouveau serrement de main :

— Je devrais, continua-t-il, m'excuser encore de la violence de mon accueil. Mais j'espère que vous m'avez déjà pardonné, et je ferai tout pour que vous l'oubliiez définitivement... Et, sur ce, à table !

Le dîner aurait semblé parfait, même à moins affamé que moi. Le boy, admirablement stylé, servait avec une rapidité silencieuse. M. Van Bergen me racontait sa vie, ses soucis, ses tentatives. Nous parlâmes aussi littérature ; mon hôte était grand liseur, à en juger par la quantité de casiers chargés de livres qui garnissaient les murs : ouvrages en diverses langues et sur les sujets les plus variés. Je m'épanouissais de bien-être, l'esprit allumé par la légère griserie du Mumm glacé à point et de la conversation délicate, le corps détendu dans une lassitude délicieuse.

— La littérature anglaise moderne, à mon avis,... commençait Van Bergen en remplissant mon verre, — nous en arrivions aux lettres étrangères, — quand soudain ses traits se durcirent, son front se plissa sous l'empire apparent d'une vive contrariété ; une seconde, je revis le cruel visage entrevu à la lueur des phares. Ce fut si rapide que je crus m'être trompé, car le sourire reparut, charmant, en vérité, et debout, un peu incliné dans la direction de la véranda à laquelle je tournais le dos :

— Vous vous décidez à paraître, ma chère ? Puis-je vous présenter, monsieur... Voulez-vous me rappeler votre nom ?...

— Marcel Delubier, dis-je en me levant et faisant demi-tour vers la jeune femme qui venait d'entrer.

— Ma femme, naturellement, poursuivit le planteur. Allons, Simone, asseyez-vous. Voulez-vous qu'on vous serve le début du dîner ?

— Non, non, balbutia-t-elle, je n'ai pas faim... Je... je ne pouvais pas dormir, et...

— Mais, vous avez très bien fait, chère madame, dis-je, tant la pauvre créature semblait malheureuse, figée, le nez dans son assiette, et me lançant à la dérobée des regards presque terrifiés.

Elle était assez jolie ; à la bien examiner, je la trouvais mieux qu'au premier abord : fine, distinguée, une femme parfaitement élevée, assurément, à en juger par ses gestes

menus et sa façon de manger ; et les rares paroles sorties de ses lèvres étaient d'un français pur, sans accent de terroir ou de faubourg. Élégante, mais si simple dans une petite robe de toile, sûrement confectionnée à domicile, « avec un bon patron », comme elles disent ; mais pleine de goût, seyante à son teint doré et à ses pâles cheveux presque plats, où quelques crans très bas marquaient la place d'une indéfrisable vieille d'un an ; une jolie petite femme, en somme.

Mais sa présence jetait indiscutablement un froid. En vain, l'hôte essaya de renouer la conversation où nous l'avions laissée, en vain il continuait à disserter sur les sujets qui, tout à l'heure, nous passionnaient, en s'efforçant d'y mêler la jeune femme, qu'il traitait avec une délicieuse galanterie un peu paternelle. En vain je luttais avec lui de chaude et naturelle cordialité ; les phrases qui, tout à l'heure, volaient, ailées et chantantes comme des abeilles, retombaient maintenant sur la table comme des pierres.

La fatigue, peut-être ? D'ailleurs, à deux heures du matin, il est décent de prendre congé, surtout quand on doit partir tôt.

Je dois avouer que ma nuit fut agitée de cauchemars bizarres. J'eus l'impression qu'on entrait dans ma chambre et qu'un jet de lumière dansait sur ma moustiquaire. Il me sembla entendre chuchoter ; au moment même, je l'aurais juré. Mais, en me réveillant à l'aube, je n'étais plus sûr de rien, que d'une série de rêves saugrenus et angoissants.

Mon café au lait fumait sur ma table et l'eau chaude dans les brocs. Van Bergen, déjà levé, vint me dire au revoir, m'annonça le retour de ma camionnette. Je réglai mes comptes et distribuai de larges pourboires. Enfin, prêt, je sortis.

Mon hôte, à ma grande surprise, surgit de l'intérieur de ma voiture. Pour la première fois, il parut gêné, et m'expliqua avec embarras qu'il vérifiait l'amarrage des caisses d'essence. C'était plausible, et je ne lui en voulus nullement de cette apparente indiscrétion. Nous nous séparâmes avec mille vœux de revoir prochain.

Je roulais à bonne allure moyenne, la tête un peu vague, remuant machinalement des idées imprécises sur les événements des dernières heures. La route s'allongeait, droite

comme un ruban, mais accidentée de montées et de descentes violentes, entre les deux éternelles murailles vertes. Brusquement, dans un réflexe, je freinai. Quelque chose avait surgi du fossé à un mètre devant moi. Quelque chose ? Quelqu'un ! Une femme ! Mme Van Bergen !

Elle était debout, haletante, livide sous le rouge maladroitement plaqué en hâte et dans l'obscurité sans doute. A quelle heure avait-elle dû partir pour se trouver là à huit heures du matin ? Abruti d'étonnement, je calculais malgré moi. La sueur avait délayé sa poudre ; ses bagues étincelaient à ses mains nues et deux bracelets platine et brillants contrastaient cocassement avec son petit tailleur de lin et ses pieds chaussés de sandales de plage, de très belle qualité, d'ailleurs.

Je me taisais, sidéré ; je n'eus pas longtemps à attendre. Elle parla, un peu embarrassée, mais beaucoup moins qu'hier soir.

— Je pense, monsieur, que vous ne me refuserez pas la faveur d'une place dans votre camion ?... Je m'excuse d'une telle indiscrétion.

Son petit ton banal et mondain était démenti par l'anxiété qui tordait sa bouche et fixait ses yeux hagards sur la route d'où nous venions. Je me décidai à descendre. J'étais fort ennuyé, comme quiconque à ma place.

— Je serais ravi, madame, mais ma voiture est si peu confortable que...

Elle piétinait d'impatience :

— Ça ne fait rien, ça m'est égal... Je veux dire, c'est parfait, tout à fait bien... Partons vite !...

Et elle enjamba le marchepied. Ah ! mais, elle commençait à m'ennuyer ! Vous imaginez le grotesque de cet enlèvement, avec contrainte morale sur le ravisseur !

— Permettez, madame, je... je ne peux pas vous emmener ainsi. Nous allons, si vous le voulez bien, revenir chez vous. Puis, si vous n'avez pas changé d'avis... Il faut tout de même que M. Van Bergen soit prévenu.

— Il l'est, affirma la petite femme avec aplomb. Bien sûr ! Vous ne pensez pas, j'espère...

Elle s'énervait visiblement. Sa voix résonnait, suraiguë ; les larmes éclairaient ses yeux, prêtes à jaillir. Elle était touchante, un peu ridicule, et surtout pitoyable.

Je résistai encore :

— Je viens de le voir, votre mari, et il ne m'a rien dit à votre sujet !

Mais à quoi bon parler ? elle ne m'écoutait même pas.

— Vite, partons, partons !

Elle suppliait, maintenant. Puis elle éclata :

— Si vous saviez ! Ayez pitié de moi ! J'ai marché dans la nuit, moi qui ai si peur de la forêt, au risque des serpents ! Si vous me laissez, vous serez cause de ma mort. Il me tuera ! Je n'ai d'espoir qu'en vous ! Et surtout, après cette tentative !... Vous voyez pourtant que je ne mens pas !

Elle n'avait pas l'air de mentir, en effet, ni même de perdre la tête. Mais plutôt d'un animal poursuivi, traqué, sur le point de succomber. Quelle histoire idiote ! Une petite exaltée avait pris feu après une querelle de ménage, un caprice refusé, une bêtise. Elles sont si sottes quand elles s'y mettent ! Oui, voilà ce que me disait la raison. Mais elle écrasait mes mains dans les siennes et m'implorait, des sanglots étranglés dans la gorge.

— Partons, je vous en supplie ! En route, je vous raconterai ; au moins, nous nous éloignerons pendant ce temps !

Je cédai : ne vivais-je pas depuis la veille dans un rêve bizarre ? Elle s'était laissée tomber sur les durs coussins avec un soupir immense, le soupir de l'être en proie à une détresse sans nom, qui entrevoit soudain, sinon la délivrance, du moins une lueur d'espoir. Et elle voulut reprendre l'air faussement naturel et mondain qu'elle réussissait si mal.

— Vous devez me croire un peu folle, monsieur ? Je vous expliquerai, je n'ai pas le choix. J'ai si peu d'occasions de sortir, de m'aérer... Vous ne m'en voulez pas trop ?

Toute ma mauvaise humeur revint, et c'est avec aigreur que j'interrompis :

— Écoutez, madame, parlons sérieusement : ou il s'agit d'un intérêt très grave, et je vous serais obligé de me mettre au courant, en partie du moins ; ou c'est un caprice de jolie femme et je ne peux me prêter à une plaisanterie de ce genre que M. Van Bergen, après son charmant accueil, aurait le droit de juger sévèrement.

Pas de réponse. Un balbutiement incompréhensible.

— Fais demi-tour, Koffi, dis-je brutalement.

J'y étais, ma foi, décidé. Un cri de désespoir m'arrêta encore :

— Non, non, par pitié ! Je suis perdue ! Je vous jure qu'il me tuerait !

— Voyons, chère petite madame !...

— Je vous le jure !... Mon Dieu ! que faire pour que vous me croyiez ?... Il me tient prisonnière. Il me surveille constamment. Même absent ! Ses amis... ses noirs...

Coup d'œil inquiet vers Koffi. Je la rassurai d'un signe.

— Vous êtes sûr ? Enfin, au point où j'en suis ! Vous avez vu, hier soir ? Il m'avait interdit de paraître. J'ai risqué le tout pour le tout ; il fallait savoir si vous étiez avec eux. Maintenant, je suis certaine que non. Et si vous m'abandonniez, vous commettriez une action mauvaise et lâche !

— Mais, qui appelez-vous « eux » ?

— Il vaut mieux que je ne dise pas trop de choses. Si « ils » savent, « ils » se vengeront sur vous !

— Enfin, madame, cette histoire est incompréhensible. Il faut que je vous sauve ! De qui ? de quoi ? Qu'est-ce que je risque là-dedans ?

L'idée qui me traversa l'esprit alors me parut la plus plausible. Je me représentai Van Bergen sous l'aspect d'un époux genre Othello et la gentille poupée comme une Desdémone pour de bon et craignant les représailles d'un mari courroucé. Mais pourquoi diable s'adresser à moi, pauvre innocent, au lieu de fuir avec son complice ? A moins que le terrible Van Bergen n'eût déjà un cadavre sur la conscience !

Un hurlement de terreur coupa mes réflexions.

— Plus vite, plus vite ! Le voilà ! Il nous poursuit !...

Je me penchai. Une grosse torpédo apparaissait au sommet de la côte, puis se perdait dans la descente, et nous gagnait visiblement. Il valait mieux faire face au péril et avoir quelques explications plus claires. Je ralentis, malgré des prières ardentes et terrifiées :

— N'ayez pas peur, madame, fis-je dignement, je vous protégerai, s'il est nécessaire. Et, si vous y tenez, je vous emmènerai, en dépit de toutes les difficultés. Mais votre mari sera prévenu et comprendra peut-être mon intervention. Je ne l'aurai, du moins, pas pris en traître.

La grosse torpédo n'était plus qu'à cinq cents mètres. Un creux nous la dissimula, elle allait surgir presque sur nous, au sommet de la côte ; je me préparais à stopper, quand, à mon ahurissement sans borne, je l'aperçus, beaucoup plus loin, s'éloignant en sens inverse. Pour un motif inconnu, nos poursuivants avaient fait demi-tour. Que décider ? Je continuai. Aussi bien, nous n'étions qu'à quelques kilomètres de Dabakourou où mon camarade G..., chef de subdivision, devait m'attendre depuis la veille.

La petite femme n'avait pas bronché. Au moment où nous pouvions nous croire rejoints, elle avait soudain pesé à mon épaule comme un paquet, perdant sûrement connaissance une seconde. Maintenant, livide, les yeux agrandis, le visage en sueur, elle reprenait lentement ses couleurs et ses sens. L'aventure, en définitive, m'amusait. Au fond, j'avais peut-être lieu d'être flatté, tout simplement.

— Où voulez-vous que je vous conduise, madame ? Je suis à vos ordres, dis-je gaiement.

Elle n'osait, visiblement, en croire ses oreilles.

— Que vous êtes bon ! répétait-elle, en me broyant les mains. Quelle joie ! Vous voulez bien me garder ! Si vous pouviez me conduire à Abidjan ! Je serais sauvée ! Je m'embarquerais ! Je retournerais chez nous !

— C'est entendu ! Et, maintenant, allons dire bonjour à mon ami, le « commandant » de Dabakourou !

Elle ne consentit sous aucun prétexte à se montrer. Elle préférait rester avec les bagages dans le camion, enfermée sous un garage étouffant. Sa terreur la ressaisissait à la pensée d'être vue ! Il me fallut donner ma parole d'éviter toute allusion non seulement à elle, mais même à ma panne de la veille. Je n'eus heureusement pas à me parjurer ; mon camarade était parti en tournée, me laissant une lettre d'excuse, la disposition des lieux et des gens, et des victuailles à nourrir un bataillon. Après entente avec la fugitive, je fis main basse sur une volaille froide, quatre ou cinq boîtes de conserves, des œufs, des fruits, et trois bouteilles de champagne. A neuf heures et demie, nous reprenions la route.

Mon idée primitive était de couvrir par petites étapes les six cents kilomètres qui me séparaient d'Abidjan. Mais pourquoi ne pas faire le voyage d'une traite, en nous relayant

au volant, Koffi et moi ? En saison sèche, les routes sont acceptables et je connaissais déjà la région.

La petite dame se rassurait progressivement, et elle accepta même une halte d'une demi-heure pour consommer nos provisions à l'ombre, avant que le soleil vertical de midi n'eût rendu toute pause impossible. Mise en confiance, émoustillée par le champagne, elle osait rire et plaisanter : c'était une autre femme !

Nous avons tant de fois, dans les jours suivants, ressassé le même sujet que je retrouve avec peine ce que j'appris ce matin-là. Je crois néanmoins ne pas me tromper de beaucoup dans les lignes qui suivent : aussi bien, elle n'a fait plus tard que me donner des détails, rien de plus.

— Vous êtes très bon, dit-elle quand nous repartîmes, et il faut que je vous explique un peu. Ce que je pourrai. Pas tout ! D'ailleurs, je ne suis sûre de rien !... Pour commencer, je vous dois un aveu. Ça m'ennuie ; qu'allez-vous penser ? Mais vous conviendrez que j'ai, plus encore, le droit de m'en aller ! Je ne suis pas mariée avec Van Bergen !

Elle avait l'air atrocement gêné. Et imaginez ce récit coupé par les cahots fréquents, le ronflement du moteur et surtout les réticences de la jeune femme !

— Eh bien ! c'est parfait ! dis-je. Vous êtes d'autant plus libre !

— Oui, je m'appelle Mme Lefaivre, — si vous y tenez, je vous montrerai mes papiers. J'ai été bien punie ! Une famille comme la mienne !

J'aurais dû être égayé par ce désespoir un peu comique, mais que je sentais absolument sincère.

— Nous habitions... disons Châteauroux. Mon père y a pris sa retraite, j'y ai épousé un propriétaire des environs, et j'étais veuve à vingt-deux ans. Dix-huit mois après, voyage en Suisse avec des amis ; pour la première fois de ma vie, je me suis amusée ; j'ai vu le luxe, la toilette, le plaisir. Et je l'ai rencontré.

— Qui ? Van Bergen ?

— Oui, lui, bien sûr ! Il m'a paru si chic ! Si bien habillé ! Et vigoureux, adroit, sportif, toujours parmi les meilleurs en tout. Il s'est occupé de moi, qui ne savais rien, m'a entraînée à des tas de sports d'hiver, et le soir, à l'hôtel, il dansait

surtout avec moi. Comment aurais-je résisté, quand je voyais les femmes se jeter à sa tête ? Et lui, je suis sûre, même à présent, qu'il m'a aimée. Pourquoi m'avoir choisie, sans cela ?

Une interruption de quelques instants, puis, continuant :

— Il m'a proposé de m'épouser. Il m'a dit qu'il était en instance de divorce. Mes parents ont refusé, ils m'ont traitée de folle. Un divorcé, un inconnu ! dont j'ignorais le pays et les moyens d'existence ! Ils avaient bien raison. S'ils avaient seulement été plus patients ! Je me suis entêtée, eux aussi. J'ai eu confiance en la parole de Jean, et je suis partie avec lui. Il m'avait parlé d'une plantation en Afrique, où nous vivrions en attendant ; je l'aurais suivi dans la lune !

« J'ai été très heureuse. Puis, je me suis aperçue de certaines choses... J'ai eu des soupçons, oh ! très vagues ! Jean recevait fréquemment deux camarades. Ils parlaient en... une langue que je comprends un peu ; j'ai entendu des phrases bizarres, et j'ai réfléchi. Cette plantation, dont on s'occupe à peine... Les randonnées de Jean... Où allait-il ? D'où venait son argent ? Il était si riche à Saint-M..., et quelque temps plus tard il avait dû engager mes bagues. Puis de nouveau, le luxe, toutes mes fantaisies, robes, bijoux, etc... J'ai surveillé, et j'ai été, hélas ! presque sûre.

— Mais, sûre de quoi, chère madame ? Qu'avez-vous découvert ?

— Je préfère ne pas préciser. D'abord, à cause de vous. Il vaut mieux qu'il ne puisse pas « savoir que vous savez »... Et même pour lui... Je l'aimais... avant... Je ne veux pas le trahir... Moi partie, il prendra peur, et n'achèvera pas sa besogne.

— Mais encore ? s'agit-il de banditisme, un « gang » genre « Scarface » ?... De contrebande ? — De politique ? — Travaille-t-il à la révolte coloniale ? Ou espionnage ? C'est cela, n'est-ce pas ?

A chaque mot, elle secouait la tête, disant : « Non ! Non ! » Sans conviction, sans paraître entendre mes questions : « Non ! je ne peux pas dire plus ! » Et, vite, elle continua :

— Il y a un Français qui est venu quelquefois. Lui, habitait dans la colonie.

— Ce qui sous-entend que les autres étaient étrangers et venaient d'un pays limitrophe ?... La frontière libérienne

n'est pas loin ! Pas commode comme expédition ; mais faisable si l'on sait les endroits favorables pour passer...

Comme sourde, elle me coupa la parole et poursuivit :

— J'ai eu la sottise de me confier un peu à cet homme. Mais il était des leurs, sûrement, et à dater de ce jour, j'eus l'impression d'être prisonnière. Rien de précis, mais une surveillance perpétuelle ; ou bien, si je reparlais de projets de voyage, ou simplement de relations possibles, j'obtenais un silence absolu ou une réponse si évasive qu'elle équivalait à un refus. Mon... enfin, Van Bergen était toujours gai et tendre, mais si impénétrable ! J'ai tâché de deviner si l'autre lui avait parlé, mais je ne suis pas de force. Et un jour, j'ai été fixée !... Les autres sont arrivés, tard dans la nuit, comme souvent... comme la nuit dernière... Vous le saviez ? Vous avez entendu ? Je dormais, ils ne se sont pas méfiés. Vous savez combien les paroles vibrent et se répercutent dans ces grandes pièces sans meubles et sans rideaux. De telle sorte que vous entendez parfois mieux ce qui se dit à l'autre bout de la maison que tout à côté de vous. Cette nuit-là, donc, je me suis éveillée. On prononçait mon nom. Je n'ai pas tout compris. Les autres reprochaient à Jean ses histoires de femmes qui les mettaient toujours en péril. Ils parlaient de Lolita, qui en Espagne avait failli les trahir. (Dire que j'étais encore assez bête pour éprouver un pincement de jalousie !) Et lui, a répondu, de sa même voix... plus dure... mais les mêmes intonations... oui, il a répondu que Lolita ne les avait pas gênés longtemps, et à une réflexion de l'autre, à demi-voix, il a ajouté, et très nettement : « C'est vrai, je l'aime davantage, mais je tiens bien plus à mon œuvre... et à ma peau ». Ils ont ri ; tandis que l'un disait : « Vous qui pensiez l'employer !... » Et un autre : « La vie d'une femme ne compte pas !... ou « n'est pas... » Je n'ai pu surprendre autre chose. Je claquais des dents de peur et d'horreur. Il y a un mois de cela. Imaginez mon existence depuis ce jour. J'aurais peut-être le courage de mourir en une fois ; mais à chaque heure, à chaque minute, attendre !... Et ces alternatives de peur et d'espoir. Se dire par moments : « Je me trompe, je suis folle, j'ai fait un affreux cauchemar. Il m'aime toujours, il m'expliquera tout, c'est sans doute très simple ! ». J'étais sur le point de raconter mes frayeurs à Jean quand je le voyais avec moi, tendre, protecteur, amou-

reux. A d'autres instants, j'avais peine à cacher la peur et la répulsion qu'il m'inspirait... Ou bien me jeter à ses pieds, lui jurer le silence, le supplier de me laisser libre ? Un reste de fierté m'a arrêtée, et aussi la crainte de tout perdre... Et voilà ma vie depuis un mois !...

« Vous comprenez, dans ces conditions, que j'aie joué mon va-tout, comme on dit dans les feuilletons. Vous comprenez pourquoi il vous a si mal reçu ? Pourquoi vous avez soupé tous deux seuls ? Après vous avoir vu... et jugé, ma décision était prise. En pleine nuit ! Cette fuite dans les sentiers, sans lumière, de peur de me trahir ! Ces frissons dans l'herbe, ces yeux brillants à travers les lianes, ces cris de la brousse, ces choses froides qui vous effleurent les bras, le cou, les pieds et vous font sauter en arrière avec un brusque arrêt de cœur !... Vingt fois, j'ai failli abandonner ! Si j'avais été sûre qu'il me tuât tout de suite et sans souffrance, je serais revenue ! Et enfin, vous m'avez sauvée...

Nous arrivâmes à Abidjan après minuit, ivres de fatigue, conduisant à tour de rôle, Koffi et moi, comme deux automates. Raisonnement, volonté, tout était anéanti ; seuls survivaient quelques réflexes salutaires qui me firent éviter de justesse et pour ainsi dire sans le savoir au moins deux accidents graves.

A une heure du matin, nous pouvions enfin nous étendre dans un lit, à l'hôtel.

Le lendemain, vers midi, assis à l'ombre de la véranda, j'attendais Simone en compagnie d'un whisky bien glacé. Tout me paraissait doux, facile, agréable. Je m'interdisais les réflexions au sujet de ma singulière aventure ; je ne désirais nullement sortir de mon incertitude. Pourtant, la matière était grave ; dans un cas, une jeune femme, pleine d'imagination, avait inventé un roman-feuilleton pour fuir une solitude où elle s'assommait ; rien de mieux. Mais, dans l'autre hypothèse, celle d'une bande organisée se livrant dans nos colonies à la propagande et au sabotage ? Ne valait-il pas mieux prévenir les autorités, qui tiendraient compte de mes renseignements ou les négligeraient, à leur gré. Mais un vague agréable subsistant dans mon cerveau m'interdisait, non seulement toute décision hâtive, mais toute réflexion prolongée.

Simone apparut rose, reposée, joyeuse ; elle avait retenu une place sur l'*Asie* qui partait le lendemain, acheté deux ensembles très bien, ma foi ! et même une petite robe capable de figurer aux dîners du bord. Elle avait même trouvé le temps d'une séance chez le coiffeur, car une mise en plis toute neuve encadrait de crans impeccables son petit visage menu.

Nous étions le même soir attablés à la terrasse de la « Cabane ». Je jouissais délicieusement du repos, de la relative fraîcheur, de la vue splendide qui égale le paysage lacustre et forestier d'Abidjan à nos plus beaux coins de France. Tout n'était qu'enchantement des yeux : la lagune, sombre et bleue, miroir mouvant où la pleine lune à son lever se reflète en longue traînée rose ; la ligne noire de la forêt, le découpage net et plat des cocotiers sur le ciel clair et doux. Nous avions depuis longtemps fini le dîner. Je buvais frais, je ne pensais à rien, sans souci, sans crainte. Combattant mon euphorique paresse, une ivresse légère m'émoustillait, venant un peu du dîner, du Champagne impeccablement glacé, et beaucoup de la présence à mes côtés de cette mystérieuse poupée blonde qui venait de faire irruption dans ma vie, vingt-quatre heures auparavant, et la meublait pour un jour encore de son rire insouciant et de ses terreurs puériles si tôt oubliées aux premières mesures de l'orchestre. Telle je la voyais à mes côtés, telle elle semblait sortir d'un film d'aventures, aussi banalement charmante, aussi impersonnelle, aussi inadaptée au drame qu'elle prétendait vivre qu'une star d'Hollywood dans une histoire de gangsters.

— Nous dansons ? me dit-elle, comme l'accordéon entamait un tango traînant. Je m'exécutai de bon cœur. Elle se serrait contre moi, toute menue, son corps fragile plaqué au mien, innocemment, à la façon d'un animal craintif et câlin. — Ça me fait tant de plaisir, soupira-t-elle. Je vous ennuie peut-être, mais il y a si longtemps que je n'ai dansé! Et ce soir, je suis presque rassurée !... Vous vous reposerez après mon départ!

Son pied à ce moment accrocha le mien, sa main se crispa sur mon épaule, pendant qu'elle chuchotait : « Ne vous arrêtez pas, ne vous retournez pas. Partons sans en avoir l'air. Partons! Vous viendrez payer demain ! » J'eus le temps d'entrevoir

parlant au gérant un grand garçon assez jeune et bien découplé, en bras de chemise et short, vêtement un peu déplacé un soir de dîner dansant, mais non pas unique en son genre. Le visage m'était parfaitement inconnu.

Cinq minutes plus tard, nous étions à l'abri. Il y a quelques mois de cela, l'hôtel était alors modeste et d'un confort élémentaire : l'électricité, en particulier, manquait ou s'éteignait de bonne heure. Nous montâmes donc l'escalier dans le noir. Simone, pendue à mon bras, commentait l'épisode en tremblant :

— C'est le Français, celui à qui je m'étais confiée. Sûrement, il m'a vue. Mais vous peut-être pas. Mon Dieu ! Mon Dieu ! Si je vous avais entraîné là-dedans! Le faire arrêter ? Je ne veux pas ! Et puis quelle preuve ? On ne me croira pas... On me fera rester ici pour m'interroger... Ça, je ne le veux à aucun prix !... Ils ont des appuis, soyez tranquille ! C'est moi qu'on accuserait de diffamation... ou bien, « ils » me tueront, et vous avec !... Et la police n'y verra rien ! « Ils » ont l'habitude !...

Nous arrivions à l'étage :

— Allumez ma lampe, je vous en prie, mes mains tremblent. Les allumettes doivent être sur la table, fit-elle en m'entraînant.

Je tâtonnais, mal orienté dans cette pièce inconnue. Mes doigts hésitants effleurèrent dans l'ombre une petite main frissonnante. Ce fut l'affaire d'une seconde : mon bras se noua autour de la taille comme tout à l'heure, en dansant, et, comme tout à l'heure, le frêle corps se serra craintif contre le mien. Je vivais depuis des heures dans l'intimité de cette femme sans éprouver ni désir, ni attirance physique violente, rien que le sentiment de pitié et de protection du fort pour le faible ; et le baiser que je mis sur l'étroit front moite, sur les fins cheveux collés d'une sueur de fatigue et d'angoisse était plus fraternel que sensuel... Mais la nuit nous enveloppait, la nuit tropicale, saturée et comme poisseuse d'humidité chaude, vibrante du martellement incessant des tam-tams qui, les soirs de lune, emplissaient le ciel entier de leur rythme cassé, hallucinant, dont la volupté sauvage brise les nerfs et émiette la volonté du Blanc. Et le petit corps, dans mes bras, était si émouvant dans son abandon total : « N'aie pas peur, chérie, je suis là !... »

... Je m'embarquai, moi aussi, le lendemain soir.

D'Abidjan à Konakry, presque quatre jours de mer, quatre jours divins, inoubliables ; mon amour, si bref dans le temps, me paraissait éternel. J'avais retrouvé le cœur romantique d'un collégien d'autrefois. Et Simone, heureuse, confiante, amoureuse, Simone était une autre femme, aussi différente du petit animal traqué du premier jour que de la frivole poupée entrevue à Abidjan. Une vraie femme, épanouie dans le bonheur et l'espoir, une femme que je découvrais avec surprise : intelligente, cultivée même, maintenant que, disait-elle avec un délicieux sourire, « je ne l'intimidais plus ! »

Nous avions naturellement reparlé du drame, comme elle disait avec une emphase faussement ironique.

— Nous verrons à Dakar ! répétait-elle à toutes mes questions. Et si tu m'en croyais, nous attendrions d'être en France. Tu consulterais des gens sérieux. A eux, et à toi alors, je dirai tout. Ce que je sais, c'est peu, et ce que je soupçonne... et des détails qui me reviennent. A toi, mon amour, je ne veux rien dire. C'est trop près. J'ai peur de voir faux. Laisse tout cela se tasser dans ma tête. Et puis, je suis inquiète pour toi. Nous ne sommes pas sauvés encore. Vois-tu, tant que nous serons en Afrique, tout me paraîtra effrayant !

C'est un jeudi à l'aube que nous avons mouillé devant Konakry : quatre jours de traversée, deux à Abidjan, un jour de voyage en brousse, comptez !... Le jeudi précédent, j'ignorais l'existence de Simone. Impossible ! Extraordinaire ! Je pensais à cela, appuyé près d'elle au bastingage, tandis que de la brume mauve et dorée de l'aube se dégageait la sombre ligne de velours vert qui, de loin, annonce la Guinée.

Très souvent, nos pensées se croisaient sur un même sujet :

— Tu te rappelles, ce matin, sur la route, où tu m'as ramassée comme un colis perdu ?... Il y a dix ans, au moins, mon amour !

C'est le soir... le crépuscule est semblable à l'aurore ; la même brume dorée enveloppe l'eau, l'air et la verdure ; la même impression de beauté lasse et de chaleur anémiante et euphorique... Je rentre à bord. Elle n'a pas voulu déjeuner à

terre avec moi, ni connaître le jeune toubib que je comptais rencontrer. Elle avait peur ! Je n'ai point insisté ; j'ai craint, non une aventure fâcheuse, car je ne suis pas sûr d'ajouter foi au roman-feuilleton de Simone, mais simplement ses rencontres avec des souvenirs de sa première escale, deux ans auparavant. J'ai pensé au visage qu'elle évoquerait à chaque tournant de rue, le visage, si net devant mes yeux, de l'homme que je ne devrais pas détester, puisqu'elle l'a fui pour moi avec une désinvolture et un courage surprenants chez cette timide créature.

Je ris tout seul en regagnant le bord : « Tout de même, elles en ont du toupet, quand elles s'y mettent ! Et fabriquer une histoire pareille ! Et ne jamais se couper en la racontant !

« Je sais cependant très bien que j'y croirai fermement dans une heure, lorsque les yeux noisette, si francs et si purs se fixeront sur les miens !... Qu'est-ce que je préfère ? Être mêlé à une magnifique histoire dramatique, qui me fournira les éléments d'une enquête et d'un reportage admirables ? Ou plus simplement, une aventure d'amour charmante et flatteuse ?

... Me voici sur le pont. Je ne vois pas Simone, et c'est l'heure où nous aimons rêver devant le soleil couchant ! Le grincement de l'ancre résonne, et le paquebot vibre ainsi qu'un être vivant. Nous avons appareillé ; la nuit et l'Océan enveloppent à la fois notre barque. Pour chasser l'indicible impression de tristesse qui m'étreint le cœur, je pars à la recherche de mon amie. Où peut-elle être ? Peut-être s'habille-t-elle pour dîner, afin de ne pas perdre de temps quand je serai là ? Sa porte est fermée, rien d'étonnant ; souvent, en sortant, elle emporte sa clef. Elle a peur de tout, peur d'un assassin sous le lit, peur d'un espion fouillant dans ses papiers !... Ah ! une idée ! elle doit être sur la passerelle, où le commandant autorise quelques privilégiés à se tenir aux heures d'appareillage ou d'entrée au mouillage.

Pour commencer, je vais au bar me faire servir un verre de bière, car je meurs de soif. Elle saura bien me retrouver !... Le barman me sert en m'examinant, semble-t-il, avec une surprenante attention. La nuit est complètement venue. Les derniers feux de la côte s'estompent dans la brume !... Mon cafard et ma sensation de solitude deviennent intolérables !

C'est le moment que choisit le barman pour poser une lettre sur mon guéridon, en susurrant :

— Mme Lefaivre a prié de remettre ce mot à monsieur vers sept heures.

— Mme Lefaivre ? Quand cela ? où est-elle ?

Geste évasif du bon subalterne qui ignore et ne se permettrait pas d'avoir une opinion.

Je déchire nerveusement l'enveloppe, laquelle renferme deux feuilles : la première, quelques lignes d'une petite écriture serrée ; la seconde, où je reconnais les grands jambages bien féminins et quelque peu prétentieux de mon amie. Voici d'ailleurs le texte intégral de ces deux chefs-d'œuvre :

Première lettre

Monsieur,

« J'aurais été heureux de vous remercier de votre sollicitude pour Simone ! Je ne mets dans ces mots aucune ironie, étant persuadé que vous avez agi pour le mieux. Mais vous trouverez bon que je reprenne la direction de ma femme et la conduite des soins que son état réclame.

« Veuillez agréer, etc... »

Deuxième lettre

« Pardonnez-moi, mon ami, de partir ainsi, sans vous attendre. Il m'a promis que nous pourrions vous rencontrer à Konakry, en descendant tout de suite... Ne m'en veuillez pas trop : il est venu, je lui ai tout dit, et affirmé que j'étais décidée à rester avec vous. Mais il m'a expliqué ce que je n'avais pas compris... J'ai été bête, méchante, peureuse ; il a convenu que les apparences étaient contre lui. Il faut me croire, mon ami, je ne peux pas vous redire tout, sachez seulement que mes soupçons stupides sont dissipés. Je vous écrirai, je ne vous oublierai jamais ; il ne faut pas, vous, me garder un trop mauvais souvenir !

« Votre petite Sim. »

Mon amour-propre révolté cautérisa violemment la blessure sentimentale. Les gens du bord ne manifestèrent aucune surprise. Mais l'absence même de curiosité apparente me prouvait que les langues marchaient à mes dépens, dès que je tournais les talons. J'étais furieux !

De longues méditations assez moroses me laissèrent dans un doute profond. Aussi, arrivé à Dakar, je décidai de m'ouvrir de mes perplexités à l'un des attachés au cabinet du Gouverneur général, au cours d'un dîner intime... Si j'escomptais auprès de ce jeune homme un succès de ridicule, je fus servi ! Il rit de bon cœur à mon récit, qu'il déclara plein de sel ; s'apitoya hypocritement sur la façon magistrale dont une petite bonne femme m'avait roulé ; me consola en me révélant que je n'étais pas la première victime de la perfidie féminine et autres lieux communs aussi réconfortants. Mais comme j'insistais sur la bizarrerie de certaines circonstances :

— Ah ! non ! cher monsieur ! s'écria-t-il avec ardeur, pas de roman, s'il vous plaît ! Vous êtes sûrement trop intelligent pour vous rattacher au troupeau de ces imaginatifs qui voient du traître et de l'espion partout, qui, le jour où un avion disparaît, croient dur comme fer que son équipage est prisonnier dans quelque île de la côte, et que les Puissances sans colonies occupent en sous-main, par tous les moyens, crimes y compris, les territoires indépendants.

— Le Libéria, par exemple ? dis-je.

— Néanmoins, pour vous rassurer, nous écrirons au commandant du cercle de... (vous me donnerez les références exactes). Il fera une petite enquête, oh ! très discrète ! et je vous promets de vous tenir au courant.

Nous nous quittâmes les meilleurs amis du monde, moi enchanté de m'être débarrassé de mon fardeau en faveur de M. « Lebureau », ce qui est bien français.

Inutile de dire que je n'entendis plus parler de rien.

Mon aventure me laissait une sensation de malaise et d'artifice. Je tentai quelques recherches fondées sur les divers renseignements obtenus de la petite dame, au cours de nos huit jours de causeries. Elle parlait beaucoup, semblait jaser à cœur ouvert sur ses manies, ses souvenirs d'enfance, sa famille. Mais aucune précision : rien de plus banal que le cadre de sa vie passée. Sa ville, dont j'ignorais le nom, était la ville de province type ; quelles indications retenir des « Avenue de la Gare », des « Boulevard Garibaldi » et des « Cours Gambetta » où gravitaient ses parents, ses amies et elle-même, non plus que des routes de Saint-Jean, château

de Beauval et autres vocables aussi originaux qui dénommaient les campagnes environnantes ?

Je renonçai bien vite !...

Quelques mois après mon retour, je reçus d'ailleurs une gentille et amicale lettre mondaine et banale à souhait. Simone était heureuse, elle allait l'être bien davantage, car elle comptait venir en France pour un séjour assez long, et, naturellement, son premier mouvement serait de me faire signe.

Il va sans dire que j'attends encore !...

Je suis retourné en A. O. F. tout récemment, deux ans environ après cette petite aventure. Entre temps, mes occupations, mes travaux, mon « subconscient » aussi sans doute, désireux d'enterrer jusqu'au souvenir d'un épisode où j'avais fait figure de dupe m'aidaient à ne jamais penser à Simone ni à la Côte d'Ivoire. On comprendra aisément que, me retrouvant à Abidjan, j'eusse le désir de me rendre compte par moi-même. De quoi ? Je n'aurais su préciser ! J'écrivis immédiatement à mon camarade G... Au bout de deux ans, il devait être encore à Dabakourou où il venait d'arriver lors de mon précédent passage. Et, sans attendre la réponse, je me mis en route dans un tacot de location.

J'arrivai à Dabakourou un beau matin de janvier dernier, vers neuf heures. J'avais couché à X... à cent kilomètres de là. Je fus légèrement déçu en apprenant que, cette fois encore, « le commandant » était absent pour la journée. Le boy avait des ordres, mon repas m'attendait, ma chambre était prête. Le « commandant » serait de retour vers sept heures.

Ma décision fut vite prise : cinquante kilomètres jusqu'à la plantation, autant pour le retour, deux heures et demie ! Je demandai le déjeuner pour onze heures et sitôt le café avalé, méprisant l'écrasante chaleur et dédaignant la sieste dans la fraîche paillote, je reprenais la route.

Au bout d'une heure, je commençai à guetter sur ma droite l'embranchement, unique d'ailleurs, qui devait me conduire au but. Inutile : le mur vert persistait, immuable, et nul point de repère n'indiquait l'approche d'un lieu habité. Nous avions largement dépassé cinquante !... puis soixante, puis soixante-dix !... Exaspéré, je fis demi-tour, convaincu d'avoir,

au contraire, brûlé le sentier au passage ; et, cette fois-ci, je roulai très lentement, scrutant, sans succès, la muraille impénétrable. Jamais chose aussi singulière ne m'était advenue !...

Je fus sur le point de passer sans m'arrêter devant un endroit moins dense et moins sombre. Par acquit de conscience, je stoppai et fis quelques pas vers la forêt. Plus de doute ! Ce que j'avais pris pour une trouée naturelle, passage d'éléphants, chute de la foudre, que sais-je, est un ancien chemin frayé par l'homme. Mais combien de saisons a-t-il fallu pour effacer à ce point toute trace de travail humain, pour lancer d'un jet vers le ciel ces arbrisseaux immenses, pour tendre en inextricables réseaux ces lianes puissantes et vivaces ! Malgré la résistance de ce fouillis végétal, où grouillent d'invisibles présences, je tente quelques pas sur ce qui fut un sentier. Les cris, les jacassements fusent de toutes parts, les singes pain-à-cacheter, au risible petit nez blanc, sautent, pirouettent d'affolement à portée de ma main et s'évanouissent avec un fracas de branches brisées...

Inutile d'insister...

Le « commandant » de Dabakourou est rentré à sept heures, comme il l'avait promis. Mais ce n'est pas mon camarade G... Un peu confus, je me suis excusé d'un tel sans-gène. Le remplaçant de G... s'appelle Barrois : c'est un homme d'une cinquantaine d'années, rond comme une pomme au physique et au moral. Il ne sort pas de l'École coloniale, et ce commandement de subdivision, où il a pris la suite de mon ami, envoyé dans le Nord depuis près de deux ans, constitue son bâton de maréchal. J'ai été tout de suite en confiance avec lui et décidé à l'interroger. Que l'occasion se présente seulement !...

Nous voici, après-dîner, — et quel dîner ! — allongés sur la terrasse, sirotant quelque chose de frais. Qu'on est bien !... La nuit équatoriale nous enveloppe de sa moiteur, le corps baigne dans une température égale, exquise, comme dans un bain à point. La nuit vibre de cris, de grincements, de battements d'ailes et de frissons d'élytres : des millions de vies, des millions de morts, des millions de tragédies affreuses... et, peut-être, quelques joies intenses ! Pas un nuage là-haut, où les étoiles dessinent des constellations géométriques. Mais elles apparaissent pâles, plus colorées, plus proches même

que chez nous, à travers cette gaze impalpable, cette cendre lumineuse dont l'humidité saupoudre le ciel entier.

Une bouffée de vent, unique, apporte à mes narines l'odeur grisante inoubliée... L'odeur que je respirais il y a deux ans, en roulant dans la touffeur de Midi, au milieu des grandes régions de culture, vers Bouaffié ou Gagnoa.

— Du café ! Vous avez des plantations de café, ici ?

M. Barrois rit : — Quelques indigènes, c'est tout. Et quelques pieds personnels dans le jardin. Je vous le disais, le pays est très peu défriché. Nous n'avons aucun voisin blanc, sauf mes collègues des subdivisions environnantes.

Voilà l'occasion rêvée. Merci, mon Dieu ! Mon ton est indifférent à souhait pour enchaîner :

— Mais, il y a au moins un blanc dans la région !... Si, si ! J'ai été hébergé chez lui, une fois, à la suite d'une panne !... Si, je vous assure !... Non, pas vers X... Au contraire, vers Bimbasso, à cinquante kilomètres d'ici, à peu près.

M. Barrois, simplement surpris jusque-là, prend une figure désolée, mais importante. Il se verse un doigt de whisky, m'en prépare, dosant la glace et le Périer avec des gestes solennels, se carre dans son fauteuil, boit lentement, et reprend d'une voix posée :

— A quelle époque, s'il vous plaît, cette panne ?

Je flaire une « histoire », au mauvais sens du mot. Attention ! Ne nous « coupons » pas !

— Mais... vers cette saison-ci ! Mon camarade G... était encore là. C'est pourquoi, d'ailleurs, j'ai cru, je me suis permis...

— Je vois, je vois, fait M. Barrois, l'air rêveur. Eh bien ! le drame est survenu fort peu après !

— Le... le drame !...

— Oui, hélas !... Si vous avez été reçu chez eux, vous vous êtes rendu compte que l'homme, ce Van... Van... Comment diable s'appelait-il ?... Ah !... Je perds la mémoire des noms, ici !... Enfin, Van Bermen, ou quelque chose dans ce genre... Mettons Van Brman... Et c'était un type très, très bien.

J'opine affirmativement, attendant la suite.

— Mais sa femme, ah ! c'est autre chose !...

— Oh ! vous savez, je l'ai à peine aperçue !

— Moi aussi, naturellement. Quand j'ai pris le commandement de la subdivision, ce Van... Chose m'a fait très correc-

tement une visite. Je l'ai invité à déjeuner, ainsi que sa femme, bien entendu. Il est venu seul. Rien de très étonnant. Mais lorsque j'ai été le voir chez lui, la dame n'a pas paru : et le pauvre homme, qui faisait pitié, m'a expliqué... comment dire ? La malheureuse n'était pas folle, non, enfin pas furieuse, pas encore, du moins. Mais travaillant sérieusement du chapeau, si vous permettez...

— Alors, pourquoi la garder ainsi, calfeutrée dans un désert, sans soins, comme si...

Je n'ai pu retenir ce cri, dont l'intonation indignée risquait d'en dire long sur ma prétendue indifférence ; le bon Barrois n'y prit pas garde et continua paisiblement :

— Eh ! oui, c'est ce que je disais moi-même, et M. Van Bergen... Ah ! voilà le nom, je l'ai retrouvé... Je suis content, ça m'agaçait !... Que disais-je ? Parfaitement, M. Van Bergen m'a donné des raisons très touchantes. Il l'aimait trop pour s'en séparer... Je lui ai fait remarquer qu'il était forcé de la laisser seule, car il s'absentait, paraît-il, souvent.

— Tiens ! Pourquoi ?

— Ah ! ça, cher monsieur, je n'en sais rien ! Vous comprenez, je ne me mêle pas des affaires privées des gens de ma subdivision, tant qu'ils ne gênent personne et mènent une vie honnête. C'est le cas de ce pauvre Van Bergen.

— Oui, c'est le cas de ce brave...

— Une nuit, on me réveille à quatre heures du matin... Van Bergen, complètement affolé, venant chercher du secours ! En rentrant, vers deux heures, il avait trouvé sa maison en flammes, les boys, la femme, tout ça disparu ! Vous avez remarqué que la case était en bois ? Et vous ignorez sûrement qu'on doit chercher l'eau à cent cinquante mètres... Je me suis précipité ! Mais vous pensez bien qu'on n'a rien pu faire !... Même pas tirer au clair ce qui était arrivé !... Le lendemain matin, un tas de cendres encore brûlantes ! Quelques ossements, des restes de bijoux, des boutons, de menus objets ont fait reconnaître le cadavre de la pauvre femme... Évidemment, c'est la lampe à essence qui a mis le feu. Mais est-ce accident... ou suicide ?... Une folle, tout est possible !... Ou meurtre d'un boy pour dissimuler un vol ? Mais, mon jeune ami, vous êtes livide !... Allons, allons ! Qu'est-ce que c'est que ça !...

J'avais vraiment éprouvé quelques secondes d'inconscience totale ; quelques secondes pendant lesquelles je luttais, la nuit dans les yeux et les oreilles bourdonnantes d'un bruit immense, où la voix de Barrois me hurlait son récit comme à l'aide d'un haut-parleur formidable, avec accompagnement de cloches et de grondements de tonnerre... J'avais vacillé au bord de l'évanouissement complet... Et maintenant, l'excellent homme m'entonnait rasade sur rasade d'un armagnac de fantaisie, fort comme de l'alcool à 90 degrés.

Tout honteux, je balbutiai :

— Je n'ai pas assez dormi... Puis le grand soleil, cet après-midi... Puis ces gens que j'ai connus un peu !... Excusez-moi, et surtout continuez... Je vais très bien, à présent, et votre histoire est passionnante...

— C'est que j'ai fini !... On n'a rien su de plus, jamais !... L'enquête pour retrouver le boy n'a pas abouti, forcément. Van Bergen, désespéré, a quitté le pays, sans même avoir vendu sa concession. Si vous retourniez, maintenant, vous ne verriez plus rien. Même le chemin a disparu ! La brousse revient vite, vous savez !...

— Et elle ? Vous ne l'avez jamais vue, alors ?

— Mais si, tout de même, quand je suis allé pour la deuxième fois à la plantation... Eh bien ! à la voir comme ça, sans être prévenu, elle avait l'air de tout le monde, je n'aurais jamais cru... Et jolie, avec ça, et chic, et toute jeune ! Quel dommage !... Par exemple, un drôle d'air... un air... Comment dire ?...

— Effrayé ? Traqué ?

— Traqué ! Tout à fait ça, cher monsieur ! On voit que vous êtes écrivain et que c'est votre métier de trouver ces mots épatants ! Traquée, une femme traquée ! Voyez-vous ça ! On devine que vous l'avez aperçue, et il ne vous a pas fallu longtemps pour vous rendre compte !... Et pourtant le mari était rudement gentil pour elle ! Des yeux qui ne la quittaient pas ! Des attentions ! Des « ma chérie, vous n'êtes pas fatiguée ? »... Des maris comme ça, on peut les chercher !

— Et elle ?

— Oh ! elle n'a rien fait d'extraordinaire ; mais désagréable, butée, quoi ! Ainsi, il lui propose gentiment un tour en auto, et elle répond : « Non, plus jamais, vous le savez,

et vous savez pourquoi ! » Le pauvre en avait les larmes aux yeux ! Et tenez, autre chose : à un moment, il me laisse deux minutes seul avec elle. Et la voilà qui me regarde d'une drôle de façon, et qui me dit tout bas, en regardant autour d'elle si personne ne venait : « Êtes-vous Français ? Qu'est-ce que vous faites comme métier ? » Je lui réponds poliment, et elle se met à crier : « Ah ! si j'en étais sûre ! » Et puis, encore tout bas : « Je voudrais vous parler. — Quand vous voudrez, madame. » Là-dessus, apercevant son mari, elle file, et comment !... Je ne l'ai naturellement pas revue ; il paraît qu'elle était en train de piquer une crise. Je n'ai pas eu l'indiscrétion de m'incruster dans ces conditions.

— Et, repris-je avec douceur, quand est-elle... morte ?

— Voyons, je ne sais pas au juste !... Très peu de temps après, en tout cas... Ah ! je me rappelle ! Le Gouverneur est venu à cette époque, au mois de juin.

— De l'an dernier ?

— Mais non, il y aura deux ans en juin.

— Vous êtes sûr ?

— Ah ! oui, archi-sûr ! Vous êtes drôle, mon jeune ami ! Qu'est-ce que cela peut vous faire ? Enfin, c'est votre métier. Il faut bien que les journalistes engagent les gens à potiner, ça leur fournit de la copie ! Je vous montrerai demain l'acte de décès. Il m'a donné assez de mal. Les papiers avaient brûlé ; il m'a fallu m'arranger avec les renseignements de Van Bergen, à moitié dingo lui-même. Pas commode !... Je ne voudrais pas vous chasser, j'aime bien bavarder avec vous, mais vous devriez aller vous coucher ! Vous avez une fichue mine !...

Au mois de juin, il y a deux ans ! Je regarde les lettres que j'ai reçues. Deux en tout ! Elles sont là, dans ma valise. Elles se ressemblent beaucoup. Un expert verrait peut-être une différence d'écriture, et encore !...

... La deuxième est datée de novembre !... En novembre, la main qui était censée avoir tenu la plume, depuis cinq mois carbonisée, formait un minuscule tas de cendres dans un cercueil d'enfant !...

JACQUES SOBRÉOU.

LES SAVANTS

ET LE GOUVERNEMENT

AUX XVIIe ET XVIIIe SIÈCLES

Dans le tome XV de l'*Histoire de la Nation française*, publiée sous la direction de M. Hanotaux, M. René Lotte, traitant de l'histoire de la Philosophie, a écrit : « La Philosophie, comme la Littérature et l'Art, participe à la vie sociale et nationale. » Je voudrais montrer comment la Science peut y avoir aussi sa part et exposer une évolution du rôle des savants dans l'histoire de France qui m'a, depuis longtemps, paru très intéressante et trop peu remarquée.

Au début du xviie siècle les savants vivaient, en dehors du monde, dans les *templa serena* dont parle Lucrèce. Un grand ministre, Colbert, se rendit compte du rôle très utile qu'ils pouvaient avoir comme conseillers techniques du gouvernement. Après Colbert, il y a eu une période pendant laquelle ce rôle a été méconnu, mais, à la fin du xviie siècle, grâce à une réforme dont l'importance a été signalée par Brunetière, dans son *Histoire de la Littérature française*, l'œuvre de Colbert est reprise. Les savants aident au développement des travaux d'utilité publique, à celui de l'industrie et même des petits métiers ; ils collaborent aussi à des œuvres importantes, comme la reconstitution de la marine française après une très grave crise. Puis, lors de la Révolution, la défense nationale est organisée merveilleusement, au point de vue technique, sous la direction d'un très grand savant et ardent patriote, Monge. Enfin on peut dire que la Science prend une impor-

tance politique, car, en faisant entrer Bonaparte à l'Institut, Monge lui donne un des éléments de sa fortune.

Telle est, rapidement esquissée l'évolution sur laquelle je vais donner quelques détails.

LA PREMIÈRE PÉRIODE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

A différentes époques il a existé des hommes qui ont contribué à faire progresser les sciences, bien qu'ils eussent un genre de vie qui ne semblait pas les porter aux études scientifiques. Ce fait s'est produit, particulièrement en France, au début du XVII[e] siècle. Voici ce que dit à ce propos François Arago, qui était, il y a un siècle, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences :

« S'il fallait expliquer comment les magistrats parvenaient il y a deux siècles à faire marcher de front les études les plus ardues et les obligations de leurs charges, comment ils ne le peuvent plus aujourd'hui (1), nous dirions avec un écrivain célèbre qui honora à la fois la Science et les Lettres : « La gravité de leur état ne leur permettait, ni les divertissements bruyants de la noblesse militaire, ni la société des femmes. Ils n'étaient point forcés à ces longues distractions qu'entraînent les petits devoirs imposés aux gens qui vivent dans le monde ; ainsi ceux des magistrats qui avaient trop d'activité pour que les douceurs de la vie domestique pussent leur suffire, n'avaient alors d'autre délassement que l'étude, et ils osaient publier le fruit de leurs travaux sans craindre de paraître avoir quelques instants de loisir. » Certains d'entre eux furent même de très grands savants, tel le génial mathématicien Fermat.

On sait qu'il s'était constitué, dans le groupe de ces amateurs de sciences, une sorte de société qui fut l'origine de notre Académie des Sciences. Colbert, pressentant le développement que devaient prendre les arts et l'industrie, et concevant l'importance des recherches de science pure, qui pouvaient sembler à des esprits moins clairvoyants n'avoir qu'un intérêt spéculatif, comprit l'importance des services qu'il pouvait

(1) Cette remarque ne me semble pas absolument justifiée, car j'ai connu, par exemple, des magistrats et des juristes distingués qui étaient aussi des géologues de valeur.

tirer d'une pareille société ; il projeta d'en faire une institution officielle, et c'est ainsi que fut fondée l'Académie des Sciences.

Celle-ci était conçue par Colbert comme devant être, au service du Roi, un organe de recherches expérimentales collectives. Pour lui garder ce caractère, il désira qu'elle ne comptât pas un grand nombre de membres, parce qu'il estimait qu'une commission travaille mieux quand elle est peu nombreuse.

Les académiciens, dont l'existence était assurée par des pensions, avaient à leur disposition des laboratoires et des fonds spéciaux pour l'exécution de leurs travaux. En outre, des jeunes gens, ayant l'intention de se consacrer à la carrière des recherches scientifiques, étaient attachés à l'Académie pour servir d'aides à ses membres ; parmi ces jeunes gens plusieurs devinrent, eux-mêmes, des académiciens faisant honneur à l'Académie.

Colbert fit parcourir la France par divers académiciens, entre autres La Hire, savant d'esprit très curieux et très ouvert qui recueillit beaucoup de faits intéressants dans son enquête ; il fit aussi demander, par Perrault, à l'Académie, de préparer un traité de Mécanique où la théorie et la pratique seraient exposées de façon à accroître les ressources industrielles de la France ; le secrétaire de l'Académie, Duhamel, fut chargé de rendre compte au ministre de ce travail auquel collaborèrent plusieurs académiciens, notamment le grand physicien Mariotte.

Mariotte participa aux études théoriques et expérimentales faites sur la balistique ; il étudia diverses questions d'optique et des questions de botanique, notamment sur la circulation des liquides dans les végétaux. Il a joué un rôle d'ingénieur en appliquant à des questions d'ordre immédiatement pratique les connaissances qu'il avait acquises ; lorsque Louis XIV faisait faire des travaux d'hydraulique à Marly, ou le grand Condé à Chantilly, Mariotte fut chargé d'en préparer l'exécution; c'est à cette occasion qu'il vérifia, par d'ingénieuses expériences, les lois qu'avait données le physicien italien Torricelli pour la vitesse d'écoulement des liquides. Enfin il semble être le premier savant qui ait signalé l'intérêt que devaient présenter, pour la météorologie, des observa-

tions barométriques effectuées simultanément en des régions différentes.

J'ai insisté sur un grand savant, mais je tiens à dire qu'il résulte de ce que j'ai appris, depuis longtemps déjà, que les travailleurs modestes et obscurs ont eu une très grande part dans les progrès réalisés ; en particulier, ces travailleurs sont arrivés à perfectionner la technique, ce qui a été extrêmement important. Il est bon de le dire pour encourager tous ceux qui, ne pouvant espérer devenir de très grands savants ou de très grands inventeurs, peuvent du moins arriver à être très utiles. L'éloge qu'un de nos grands physiciens d'aujourd'hui, M. Ch. Fabry, faisait d'Amontons, modeste constructeur de thermomètres et de baromètres, en le qualifiant de « bon expérimentateur, constructeur judicieux, en même temps qu'habile ouvrier », a été mérité par beaucoup de ceux dont j'ai retrouvé la trace en feuilletant les volumes, souvent poudreux, qui, à la Bibliothèque de l'École normale ou à celle du Conservatoire des arts et métiers, contiennent des travaux que j'ai lus avec beaucoup d'intérêt. Cet éloge peut être encore mérité par beaucoup de travailleurs d'aujourd'hui.

Lorsque, Colbert étant mort, Louvois devint protecteur de l'Académie, l'action de celui-ci fut moins féconde. Louvois, qui ne comprenait pas, comme l'avait compris très justement Colbert, l'intérêt des études théoriques, fit négliger des travaux importants de longue haleine, comme l'établissement de la carte de France que dressaient les Cassini, et il en réclamait d'autres qu'il déclarait plus utiles. Joseph Bertrand, qui fut un très brillant secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences au siècle dernier, a cité, dans son ouvrage sur *l'Académie des Sciences de* 1666 *à* 1793, une note de M. de la Chapelle, délégué par Louvois et interprète de ses volontés : « J'ai déjà eu l'honneur de dire à l'Académie que Mgr de Louvois demande ce qu'on peut faire au laboratoire. Ne peut-on pas considérer ce travail comme une recherche curieuse ou une recherche utile ? J'appelle recherche curieuse ce qui n'est qu'une simple curiosité ou ce qui est, pour ainsi dire, un amusement des chimistes ; cette Compagnie est trop illustre et a des applications trop sérieuses pour ne s'attacher qu'à une simple curiosité. J'entends une recherche utile, celle qui peut avoir rapport au service de l'État. »

J'ajouterai, pour préciser par un exemple donné dans une liste de questions proposées, je ne sais par qui, à l'Académie et que M. de la Chapelle a peut-être connue, et alors qu'il a dû vraisemblablement approuver, la proposition suivante : « Trouver des purgatifs agréables au goût ». Je dois dire que l'opinion formulée par M. de la Chapelle a été, quelquefois, celle d'hommes de grande valeur ; car voici une anecdote piquante que je tiens d'un très sympathique collègue italien, M. Somigliana. Un grand naturaliste, Spallanzani, reprocha à Volta d'enseigner à ses élèves, candidats ingénieurs, certains *amusements*. Or ceux-ci n'étaient que les découvertes de Volta, devenues maintenant tellement classiques que les personnes les moins scientifiques parlent couramment maintenant de *volts* et de *voltage*. Les *amusements* en question ne sont donc pas restés des *inutilités*.

A propos de l'utilité d'une recherche scientifique, il me semble intéressant de reproduire ici un passage du discours prononcé, dans la séance solennelle tenue par l'Académie des Sciences, le 17 décembre 1900, par le président de cette Académie. Celui-ci, M. Maurice Lévy, était, à la fois, un mathématicien distingué et un grand ingénieur. Il parlait ainsi du rôle nécessaire de la Science pure et désintéressée, en montrant comment elle était utile par surcroît. « Ce sont les pays qui la cultivent le mieux qui seront les maîtres du monde de demain, parce que c'est la haute Science, celle que les utilitaires croient inutile, parce qu'elle est peut-être l'inutile d'aujourd'hui, qui sera l'utile de demain. (L'anecdote que je viens de rapporter est un exemple frappant.) N'oublions donc jamais que si la mécanique appliquée est arrivée aujourd'hui à des résultats merveilleux, si nous pouvons calculer à l'avance les organes des machines les plus complexes, c'est parce qu'autrefois les pâtres de la Chaldée et de la Judée ont observé les astres ; c'est parce qu'Hipparque a réuni leurs observations aux siennes et nous les a transmises ; c'est parce que Tycho-Brahé en a fait de plus parfaites ; c'est parce qu'il y a deux mille ans un grand géomètre, Apollonius de Perga, a rédigé un *Traité des sections coniques* regardé pendant longtemps comme une inutilité ; c'est parce que le génie de Képler, utilisant cet admirable ouvrage et les observations de Tycho-Brahé, nous a donné ses sublimes lois qui, elles-mêmes, auront

été jugées bien inutiles par les purs utilitaires ; c'est enfin parce que Newton a trouvé la loi de la gravitation universelle.

« Il semble que la Science, comme les anciens prophètes, ait besoin de passer des siècles dans la contemplation du ciel, loin des hommes, avant de pouvoir leur apporter la vérité. Il en sera toujours ainsi. Toujours, avant de devenir utile, la Science doit aller communier sur les hauteurs, là où s'assemblent les nuages, mais où jaillit l'éclair. Et voilà pourquoi ce n'est qu'à la fin du XVIIIe siècle que la mécanique pouvait être et a été définitivement constituée. La chimie venait, de même, d'être constituée par Lavoisier... »

Je voudrais faire aussi deux citations qui me paraissent pouvoir être associées à la précédente. Fontenelle, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences au XVIIIe siècle, a écrit ces lignes qui seront goûtées certainement des lettrés et des philosophes, en même temps que des scientifiques : « Les découvertes sensiblement utiles et qui peuvent mériter notre attention principale sont en quelque sorte éclairées par celles qu'on peut traiter d'inutiles. Toutes les vérités deviennent plus lumineuses les unes par les autres. Il est toujours utile de penser juste, même sur des sujets inutiles. Quand les nombres et les lignes ne serviraient à rien, ce seraient toujours les seules connaissances certaines qui aient été accordées à nos lumières naturelles et elles serviraient à donner plus sûrement à notre raison la première habitude et le premier pli du vrai. »

L'autre citation me revient du temps lointain où je faisais mes études classiques ; elle consiste en ces vers d'Ovide :

Os homini sublime dedit cœlumque tueri
Jussit, et erectos ad sidera tollere vultus,

et elle me semble être une illustration naturelle de la phrase par laquelle débute le second alinéa du discours de M. Maurice Lévy dans la citation précédente.

LA SECONDE PÉRIODE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Heureusement, la tradition de Louvois ne continua pas et une réforme fut faite; voici ce qu'en dit Brunetière : « La réorganisation ou le renouvellement de l'Académie des Sciences,

en 1699, est une date aussi importante dans l'histoire de l'esprit français que celle de la fondation de l'Académie française en 1635, et non moins significative. » Un ministre, protecteur éclairé et sincère des sciences, Pontchartrain, fit signer par Louis XIV un règlement qui transforma l'Académie en « un corps établi en forme par l'autorité royale » et lui donna un essor particulièrement remarquable.

D'après le règlement, l'Académie devait se composer de membres appartenant à trois catégories :

1° *Pensionnaires* (ou *associés*), français ou étrangers; savants ayant fait leurs preuves ;

2° *Élèves*, jeunes gens manifestant des dispositions pour les sciences ; chaque pensionnaire devait avoir deux élèves;

3° *Membres honoraires*, hauts personnages qui, sans être nécessairement des savants, pouvaient favoriser le progrès des sciences. D'ailleurs, ces *honoraires* n'étaient pas toujours de simples amateurs ; quelques-uns d'entre eux, par exemple Vauban, le célèbre ingénieur militaire, et le marquis de l'Hospital, mathématicien dont le nom est resté dans l'histoire scientifique, auraient pu siéger dans une Académie composée exclusivement de savants éprouvés.

Pour caractériser la valeur du recrutement de l'Académie des Sciences, je donnerai l'opinion de Joseph Bertrand, dont j'ai cité plus haut un ouvrage : « Presque toujours on voit l'Académie, favorable et sympathique aux véritables grands hommes, applaudir à leurs premiers essais, leur ouvrir ses rangs et les élever, sans trop tarder, au plus haut degré de la hiérarchie, quoiqu'il existe de regrettables exceptions. »

Le règlement imposait aux académiciens l'assiduité aux séances, et on lit, dans le procès-verbal du 17 février 1714 : « Le Roi ayant été informé que quelques-uns d'entre les associés et les élèves de l'Académie ne faisaient aucune fonction d'académicien, que même ils n'assistaient presque point aux assemblées et que, malgré les divers avis qui leur avaient été donnés, ils ne se corrigeaient pas de leur négligence, comme celle-ci pouvait devenir un dangereux exemple, Sa Majesté a cru devoir ne pas différer davantage à prononcer leur exclusion. » C'est ainsi que deux anatomistes et un géomètre furent exclus de l'Académie.

J'ai dit que les académiciens devaient recevoir des pen-

sions assurant leur existence, dès la fondation de l'Académie par Colbert. Au début du XVIIIe siècle la somme allouée aux vingt pensionnaires de l'Académie était de 30 000 livres, mais la répartition en était irrégulière et il fut question de la réduire Dans une lettre, écrite en 1716 et signée par 14 pensionnaires, il est dit que : « 1 500 livres de rente ne suffisent pas, à Paris, pour mettre un homme en état de se livrer entièrement aux sciences, et que les réduire à 1 000 livres, c'est mettre les académiciens hors d'état de travailler ; que l'Académie des Inscriptions a été traitée bien plus favorablement ; les pensions y sont sur le pied de 2 000 livres, puisqu'elles sont de 20 000 livres pour 10 pensionnaires. »

En marge de cette lettre on lit l'annotation que voici . « S. A. R. le Régent ne croit pas devoir augmenter les fonds dans le temps qu'il diminue les pensions, tant de cour que des officiers ; le prince remet cette libéralité à l'état qui sera expédié pour l'année prochaine. »

Dans un rapport, non signé, mais qu'on attribue à Réaumur, il est rappelé qu'un des membres de l'Académie, habile anatomiste, mourut à l'Hôtel-Dieu, et il est indiqué des réformes pour remédier à la situation : « qu'on se fasse, par exemple, une loi de donner toujours à des académiciens la direction des monnaies, comme cela se fait pour le célèbre M. Newton en Angleterre, et qu'on leur donne les inspections des différentes manufactures, les inspections générales des chemins, ponts et chaussées. Croirait-on trop faire si on accordait des entrées dans le Conseil du commerce, ou dans ceux des compagnies qui l'ont pour objet, aux savants qui ont fait des études particulières des matières que les arts et la médecine nous engagent à tirer des pays étrangers ; à ceux qui se sont appliqués à s'instruire à fond des manufactures du royaume, de ses productions qui seront négligées et qu'on pourrait mettre à profit ? Un gouvernement qui a les eaux pour objet ne devrait-il pas entrer dans le partage des académiciens ? Ce serait une récompense pour celui qui se serait le plus appliqué aux hydrauliques. Un pareil gouvernement l'engagerait à faire une étude particulière de tout ce qui a rapport à la conduite des eaux ; ce même gouvernement serait un appât qui exciterait un grand nombre de sujets à travailler sur la même matière ; au moins semble-t-il qu'il serait mieux

dans les mains d'un savant que dans celles d'un valet de chambre d'un grand seigneur. »

L'auteur du rapport rappelle que les pensions des académiciens étaient de 1 500 livres au temps de Colbert, « mais, dit-il, 1 500 livres alors valaient plus de 4 000 à 6 000 livres d'aujourd'hui (le rapport doit être de 1720 environ) : l'Académie a tout lieu d'espérer que les heureux temps sont près d'arriver où elle pourra se souvenir avec reconnaissance de M. Colbert, sans regretter le bonheur du siècle où il vivait ».

Malgré ce plaidoyer, les pensions des académiciens ne furent pas augmentées ; cependant l'Académie ne manqua pas de sujets, et dans les éloges d'académiciens décédés on cite de nombreux traits de désintéressement ; plusieurs refusèrent des offres brillantes qui leur étaient faites à l'étranger, préférant continuer à travailler en France ; l'exemple le plus connu est celui de d'Alembert qui résista aux sollicitations de Frédéric II, roi de Prusse, et de Catherine, impératrice de Russie.

Le rapport que je viens de citer contenait une suggestion qui correspondait à un projet de Colbert que j'ai indiqué plus haut. « On pourrait donner à l'Académie une espèce d'inspection sur tous les arts mécaniques qui, sans leur être à charge, contribuerait extrêmement à leur progrès ; un expédient assez simple rendrait nos ouvriers incomparablement plus habiles qu'ils ne le sont, leur donnerait de l'émulation pour la perfection de leurs arts et augmenterait par conséquent le débit de leurs ouvrages d'industrie, car on se fournit des ouvrages de chaque espèce dans les pays où les ouvriers sont en réputation de mieux travailler ; de là est venu le grand débit des montres d'Angleterre. L'expédient serait que l'Académie proposât, chaque année, des prix pour ceux des ouvriers de chaque profession qui auraient inventé, ou mieux fini, quelque ouvrage : que ces prix fussent distribués aux arts mêmes qui semblent les plus grossiers. Le royaume se trouverait bien indemnisé de ce qui lui en coûterait pour les prix. »

Réaumur imprima, à partir de 1720, une forte impulsion à la grande publication technologique désirée par Colbert, et la publication de traités sur l'*Art du charbonnier*, *l'Art du coutelier*, *l'Art du confiseur*, *l'Art de l'orfèvre*, etc., se continua jusqu'à la suppression de l'Académie en 1793.

L'Académie fut consultée sur des questions d'hygiène (organisation des hôpitaux, question de l'inoculation, adduction d'eau dans les grandes villes, etc.), sur des questions relatives à l'amélioration et l'extension des voies navigables, ou encore sur des questions industrielles. L'État « qui exerçait, — dit M. Alfred Maury dans son ouvrage sur l'*Ancienne Académie des Sciences*, — sur les manufactures une autorité tutélaire, se voyait de la sorte fréquemment obligé de consulter l'Académie et les chimistes prenaient pied dans l'administration ». C'est sur le rapport de trois académiciens, Guettard, Tillet et Fougeroux de Bondaroy que Louis XV rendit un édit sur la fabrication des soudes. Peu après, Turgot invita l'Académie à proposer un prix sur la récolte du salpêtre et la fabrication de la poudre à canon ; des mémoires, soumis à une commission, dont Lavoisier et d'Arcy faisaient partie, furent publiés dans le tome VIII des *Savants étrangers* en 1786. Les minéralogistes donnèrent aussi une impulsion à l'exploitation des mines et à l'utilisation de leurs produits.

En résumé, de 1699 à 1793, l'Académie fournit près de 10 000 rapports sur les sujets dont j'ai fait une rapide énumération.

Je tiens à donner, à part, quelques détails sur ce qui a été réalisé par l'Académie pour la marine, cet épisode me paraissant tout particulièrement digne d'intérêt.

M. Alfred Maury a noté, dans l'ouvrage que j'ai cité tout à l'heure, que si Cassini n'avait pas été interrompu, sous Louis XIV, dans ses observations astronomiques, c'était parce que l'Astronomie était utile à la marine dont le Roi voulait augmenter l'importance. Mais il ne faudrait pas croire que ce soit uniquement par l'étude de l'Astronomie que les académiciens ont, au XVIIIe siècle, rendu service à la Marine ; c'est aussi par des travaux relatifs à l'art de construire les navires, de les équiper et de s'en servir que l'Académie a contribué, d'une façon très remarquable, aux progrès de la Marine, marchande ou militaire.

En moins d'un demi-siècle, de 1725 à 1773, j'ai relevé, parmi les questions mises au concours par l'Académie, une quinzaine de sujets d'études intéressant la navigation. Les prix ont été décernés à des mathématiciens de valeur et aussi à des praticiens de la conduite ou de la construction des vaisseaux.

Pour donner un exemple, au concours de 1765 furent couronnés : un bon mathématicien (Bossut), un officier des vaisseaux de la Compagnie des Indes (Bourdé de la Villehuet), un constructeur des vaisseaux du Roi (Groignard), et un ingénieur de la marine (Gautier). Les mémoires contenaient des applications pratiques et précises.

Ainsi Bossut discute trois vaisseaux : la *Ville de Paris* (primitivement appelé l'*Impétueux*), l'*Altier* et le *Fantasque*, et il donne « les observations des capitaines sur la manière dont ces vaisseaux se sont conduits à la mer dans différentes campagnes ». Groignard discute un vaisseau du Roi de 94 canons, un vaisseau de la Compagnie des Indes, raconte comment le vaisseau l'*Invincible* se comporta dans une action de quatre heures, pendant laquelle il consomma 40 tonnes de munitions et perdit 150 hommes dont on dut jeter les cadavres à la mer ; et il ajoute que, quand un vaisseau se trouve ainsi perdre trop de son poids (environ 50 tonnes dans l'exemple cité), « il est dans le cas de porter peu de voiles et de perdre sur toutes les autres qualités, de bien gouverner, de bien marcher et de ne point fatiguer la mâture ».

Ces détails permettent, je le crois, d'apprécier l'intérêt que pouvaient présenter, non seulement au point de vue théorique, mais aussi au point de vue pratique, les études provoquées par l'Académie des Sciences ; je vais d'ailleurs ajouter quelques témoignages sur les résultats obtenus.

Un marin d'aujourd'hui, M Paul Chack, a écrit, dans un livre intitulé, *l'Homme d'Ouessant : du Chaffaut* : « Par la science des Bouguer, des Bernoulli, d'Euler (1), mettant en formules les anciens procédés de construction et amendant l'empirisme par l'algèbre, la perfection est née. La pratique de Blaise Ollivier et la théorie de Duhamel du Monceau engendrent des merveilles. C'est au XVIIIe siècle que les vaisseaux atteignent l'apogée de la puissance à laquelle peuvent prétendre ces admirables êtres vivants. »

Or, au milieu du XVIIIe siècle, la marine française avait été dans un état désastreux. Le capitaine de vaisseau Chevalier dit, dans son *Histoire de la Marine française*, qu'il ne restait

(1) Il est peut-être à propos de faire remarquer que ce n'est pas le grand Léonard Euler qui fut un des lauréats de l'Académie des Sciences dans les concours intéressant la marine, mais son fils Albert.

en 1748 que 22 vaisseaux de ligne. Et un distingué astronome, M Doublet, dans un article sur Bossut, a écrit : « C'est peut-être ici le lieu de rappeler qu'après la triste paix de 1763 notre marine était littéralement anéantie, et qu'il ne fallut pas un très grand nombre d'années pour qu'elle renaquît plus brillante que jamais. A ce grand succès national l'Académie contribua, on le voit, dans la mesure de ses moyens. »

Je pense en avoir dit suffisamment pour bien montrer que de 1699 à la Révolution les savants ont honorablement participé, de différentes façons, à la vie sociale et nationale. Il en a d'ailleurs été de même depuis.

L'INSTITUT

Si l'Académie des Sciences fut supprimée à la Révolution, ainsi que les autres Académies, elle fut reconstituée sous le nom de Classe des Sciences de l'Institut. On trouve dans la Notice sur Monge, lue par Arago, le 11 mai 1846, en séance publique de l'Académie des Sciences (qui avait repris son ancien nom), une notice détaillée de tout ce qui a été fait par Monge pour l'organisation technique de la Défense nationale au début de la Révolution, épisode qui fait suite naturelle à celui que je viens de raconter.

Les arsenaux étaient presque vides ; les matières premières, nécessaires pour fabriquer des canons et pour s'en servir, venaient en grande partie de l'étranger. Le Comité de salut public fit appel aux savants ; la plupart de ceux-ci déclaraient que la situation était désespérée, mais Monge les anima de son ardeur patriotique. Des instructions méthodiques furent répandues pour mettre tous les citoyens en mesure de contribuer à la défense nationale.

« On fit venir, dit Arago, de chaque district de la République, des citoyens choisis parmi les canonniers de la garde nationale ; Fourcroy leur enseigna les moyens d'extraire et de raffiner le salpêtre ; Guyton-Morveau et Berthollet, la nouvelle manière de fabriquer la poudre ; Monge, l'art perfectionné de fondre, de forer et d'aléser les canons. Monge consacrait ses journées à la visite des ateliers ; la nuit il composait les notices propres à diriger les ouvriers, et même un ouvrage considérable, *l'Art de fabriquer les canons,*

destiné à servir de Manuel dans les usines particulières et les arsenaux de l'État. »

Voici comment Arago résume les résultats obtenus : « Avant la Révolution de 1789, à peine réussissait-on à extraire annuellement, du sol de la France, un million de livres de salpêtre. On en tira 12 millions en neuf mois, par les soins de la commission que Monge avait animée de son activité sans pareille. Il n'y avait dans tout le royaume que deux fonderies de canons de bronze lorsque l'Europe menaça notre indépendance. Sous l'action de notre confrère le nombre des fonderies s'éleva à quinze, et leur produit annuel à 7 000 pièces. Les fonderies de canons en fonte de fer furent portées de quatre à trente et les produits annuels de 900 pièces à 13 000. Les usines pour la fabrication des bombes, des obus, des boulets et des attirails de l'artillerie se multiplièrent dans les mêmes proportions. Il n'existait qu'une manufacture d'armes blanches : il y en eut bientôt vingt. Enfin, car il faut mettre un terme à cette énumération, au lieu de six ateliers de réparation, pour les armes de toute espèce, que possédait le pays avant la guerre, on en compta bientôt 188. »

Je crois inutile d'insister sur les faits de l'ordre de ceux que je viens de rappeler, et je passe à la question de l'élection de Bonaparte à l'Institut. L'importance de cette élection a été signalée par Thiers qui a écrit, à ce propos, dans son *Histoire de la Révolution française* : « Entre toutes les qualités accumulées sur sa tête, celle de membre de l'Institut était la plus commode et il savait s'en servir à propos. »

Le promoteur de cette élection fut Monge qui, après avoir été ministre de la Marine en 1792, et bien que n'ayant appartenu à aucune assemblée, était resté un personnage politique en évidence. Monge avait été envoyé en mission en Italie, avec Berthollet et quelques artistes, à la suite du traité de Campo Formio. Il fut alors présenté à Bonaparte qui lui dit : « Permettez que je vous remercie de l'accueil bienveillant qu'un officier d'artillerie, jeune, inconnu et quelque peu en défaveur, reçut du ministre de la Marine en 1792. Il en a conservé précieusement le souvenir. Il est heureux de vous présenter une main reconnaissante et amie. » Tel fut, d'après Arago, le début d'une amitié qui a occupé une place immense dans la vie de

Monge. Arago revient plusieurs fois sur cette amitié *passionnée* au cours de la notice que j'ai citée.

Monge voulut profiter de l'occasion d'une vacance dans la section de mécanique de la Classe des Sciences de l'Institut pour proposer la candidature de son ami ; pour employer une expression d'actualité, il voulut le faire entrer dans le syndicat des intellectuels. Cette candidature fut d'ailleurs accueillie avec un enthousiasme extraordinaire, même par les autres candidats, dont l'un des plus éminents, Marc-René de Montalembert, ingénieur militaire de grande valeur, qui avait appartenu à l'ancienne Académie des Sciences, fut un des plus ardents à prôner la candidature de Bonaparte.

Je voudrais, en ma qualité de mathématicien, donner ici quelques détails. J'ai eu, jadis, la curiosité de rechercher quels pouvaient être les titres scientifiques du candidat. Il y a un document qui permet, à lui tout seul, de donner une réponse précise. C'est un *Rapport historique sur les progrès des Mathématiques depuis* 1789 *et leur état actuel*, rédigé par Delambre, secrétaire perpétuel de la Classe des Sciences et *présenté à Sa Majesté l'Empereur et Roi en son Conseil d'État le* 8 *février* 1808. Il y est fait deux mentions du nom du général Bonaparte.

1° « La géographie de l'Italie a été rectifiée en partie par les belles cartes des campagnes du général Bonaparte, d'après les reconnaissances militaires et les plans auxquels elles ont donné lieu.

2° « En rapportant en France le traité de Campo-Formio, le général Bonaparte avait rapporté les principaux théorèmes de la *Géométrie du compas* de Mascheroni. »

Le rapporteur mentionne aussi un fait, postérieur à l'élection : « Sa Majesté a daigné fournir le sujet d'un mémoire sur l'Arithmétique des Grecs. » Voici de quoi il s'agissait. Delambre ayant eu l'occasion de présenter à l'Empereur une traduction des œuvres d'Archimède, Napoléon avait demandé comment les Grecs pouvaient effectuer des calculs arithmétiques. Alors Delambre fit des recherches et rédigea un mémoire, que j'ai lu, dans lequel il donne le peu qu'on sait sur ce sujet.

La question des cartes est évidemment sans importance comme titre scientifique. Quant à la *Géométrie du compas*,

c'est l'œuvre d'un patriote italien qui l'avait dédiée à Bonaparte l'*Italique*. Cet ouvrage, comme son titre l'indique bien, est consacré aux constructions géométriques qu'on peut effectuer sans employer d'autre instrument qu'un compas. Une de ces constructions se rapporte à la détermination du centre d'un cercle dont la circonférence est donnée. Bonaparte exposa la solution de Mascheroni à Laplace, Lagrange et quelques autres mathématiciens. Cette solution est donnée dans la *Géométrie du compas* de M. Quemper de Lanascol, ouvrage qui a paru en 1929, et a valu à son auteur un prix de l'Académie des Sciences. La solution est très ingénieuse et peut être exposée à des élèves de la classe de troisième; j'ajoute que le problème en question est appelé quelquefois le *problème de Napoléon*, notamment dans les écrits allemands.

On voit, d'après ce que je viens de dire, que l'élection de Bonaparte ne fut pas celle d'un savant, mais celle du militaire et diplomate à qui était dû le traité de Campo-Formio ; c'était, en somme, une récompense nationale qui, comme je l'ai dit déjà, a été unanimement approuvée.

Je tiens à donner encore quelques détails sur un incident qui me paraît avoir été peu remarqué. Tout d'abord, je donnerai quelques extraits du règlement de l'Institut, tel qu'il était au moment de l'élection. D'après l'article 16, « quand une place sera vacante dans une classe, un mois après la notification de cette vacance la classe délibérera, par la voie du scrutin, s'il y a lieu ou non de procéder à la remplir ». Le règlement n'imposait aucune justification à la réponse ; il y était simplement dit que « dans le cas d'une réponse négative la classe délibère à nouveau trois mois plus tard. »

Or, le 26 vendémiaire an VI, la Classe des Sciences eut à délibérer s'il y avait lieu de pourvoir au remplacement des citoyens Pelletier et Lazare Carnot. Pelletier était un chimiste mort le 1er thermidor an VI ; mais Lazare Carnot était vivant et proscrit par les auteurs du coup d'État du 18 fructidor.

Les séances de la classe des Sciences se tenaient tous les cinq jours ; le 1er brumaire une liste de candidats fut présentée à la classe au nom de la section de Mécanique et la classe « considérant que trois membres de cette section étant absents,

deux seulement ayant concouru à la formation de cette liste, arrête qu'elle attendra pour passer au scrutin que la liste soit présentée par un plus grand nombre de membres ».

Trois séances se passèrent sans qu'une nouvelle liste fût présentée; ce n'est qu'à la quatrième (21 brumaire) que le procès-verbal mentionne la présentation d'une liste de douze candidats et le vote sur cette liste.

Le retard sur lequel j'ai insisté me semble indiquer qu'il y eut quelque hésitation, tant à la section de mécanique qu'à la classe des Sciences, pour déclarer qu'il y avait lieu de remplacer Carnot, et sanctionner ainsi l'exclusion d'un confrère qui faisait grand honneur à l'une et à l'autre, même si on s'en tient, strictement, aux titres scientifiques, cette exclusion n'étant motivée que par la politique. J'ai cru intéressant d'exposer cet incident. Un émule de G. Lenotre pourra-t-il trouver, dans des correspondances particulières ou des Mémoires, quelques indications sur les sentiments des confrères de Carnot en cette circonstance ?

Charles Bioche.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UN MYSTIQUE ANGLAIS
WILLIAM BLAKE

William Blake, dont la Société « Art et Tourisme » vient d'organiser une exposition à la Bibliothèque nationale, est un des secrets et peut-être le plus grand secret de l'Angleterre. Sa gloire a été très lente à s'élever, même dans son pays, et encore aujourd'hui on ne peut dire qu'elle y soit populaire. Elle est demeurée une chose spécialement anglaise, et même, en grande partie, une propriété privée, un culte domestique transmis et perpétué à l'intérieur de quelques familles et d'un petit nombre d'amateurs pieux et passionnés.

Voici, peut-être, le premier voyage que Blake fait sur le continent. C'est la première fois de sa vie qu'il se mobilise et procède à une sortie en dehors de son île, de ce côté du détroit. Le voici : vous aviez sous les yeux, autour de la salle, une centaine de ses peintures, de ses estampes, de ses dessins, ou des reproductions de ses œuvres originales ; quelques-uns de ses rares portraits, et, autour de lui, la petite société de disciples et d'admirateurs, Richmond, Samuel Palmer et le délicieux Calvert, qui se groupèrent autour du vieillard, consolèrent ses derniers jours, et furent pour lui le commencement de la postérité. Le voici, dans le beau dessin de son élève Richmond, debout, athlétique et gesticulant, appuyé sur sa canne d'une main autoritaire, tel qu'il étonnait les passants lorsqu'il déambulait, de sa démarche de somnambule, dans la foule du Strand, avec sa grosse tête sous son chapeau de quaker.

Il y avait en ce temps-là un autre visionnaire, un échappé de Madrid, un évadé du monde, une sorte de revenant, sourd, quinteux, atrabilaire, qui errait en exil de Paris à Bordeaux, promenant ses songes et ses cauchemars, et qui s'appelait Goya.

Il y en avait un autre à Vienne, depuis longtemps accoutumé à assiéger les portes du mystère, qui s'éteignait dans la détresse et qui était Beethoven. Entre ces trois solitudes, il existe de profonds rapports ; et quelles que soient les différences entre les caractères de ces trois destinées, c'est seulement parmi des esprits de cette envergure que Blake trouve ses égaux. Cet homme obscur qui s'éteignait, aux trois quarts inconnu, il y a cent dix ans, le 12 août 1827, s'il n'a pas le même éclat que ses illustres contemporains, a presque la même importance spirituelle et prend place à nos yeux dans la société de ces immortels.

Il arrive que certains génies ne rencontrent que longtemps après leur mort le public capable de les comprendre, comme la lumière de certaines étoiles met des siècles à nous parvenir. Stendhal disait en 1830 : « On me lira en 1880. » La gloire de Blake est également un phénomène posthume et commence seulement à se développer. C'est ce qu'il entendait en disant, dans son curieux langage : « On ne se doute pas de la gloire que j'ai dans le ciel. » On s'aperçoit aujourd'hui que cet homme étonnant a exprimé à sa façon plusieurs idées fondamentales qui composent le credo de Gœthe et de Nietzsche. Il joue en Angleterre le rôle d'hiérophante qui est en Allemagne celui d'un Novalis et plus encore d'un Hœlderlin. Sa pensée se relie à la philosophie de l'intuition et à l'état d'esprit de « voyant », qui est celui de D.-H. Lawrence.

Pour nous autres Français, on peut dire qu'il a devancé la plupart des expériences du symbolisme et du surréalisme. Comme Claude Monet a trouvé dans Turner le principe de l'impressionnisme, on peut voir dans William Blake les plus étranges rapports avec les enseignements ou les recherches du xx[e] siècle, dans tout le domaine de l'art et de la poésie, que, du reste, il n'a jamais séparés.

Cette situation de Blake explique assez le malentendu dont il a souffert toute sa vie et qui devait le rendre inintelligible pour les hommes de son temps.

* * *

Je ne veux pas m'amuser à raconter la vie de Blake. Il n'y en a pas d'ailleurs de plus dénuée d'incidents. Il suffit de savoir qu'il était né à Londres, en 1757. Il était fils d'un bonnetier, ce qui est une origine modeste, et le jour de sa naissance, comme il l'apprit plus tard, est celui d'une des visions décisives de Swedenborg, circonstance à laquelle il attachait une importance considérable. Le reste de sa vie se passa entièrement à Londres, d'où il ne sortit jamais, hormis un séjour de trois ans qu'il fit, vers 1800, sur la côte du Kent. Il apprit le métier de graveur et n'eut jamais d'autre gagne-pain. Il s'était marié de bonne heure, avec une petite fille qu'il n'avait jamais vue. Il la rencontra un beau jour, et aussitôt la reconnut. « Je t'aime », lui dit-il. Elle le regarda et répondit à son tour : « Je t'aime aussi. » Ils s'épousèrent et furent heureux. Elle ne savait pas lire et signa d'une croix le registre des mariages.

Les premières planches de Blake remontent aux environs de 1780. En 1789, à partir de la trentième année, il se remit à écrire des vers, talent qu'il avait eu, pour ainsi dire, dès le berceau. Il avait reçu des dieux le don de la mélodie. Il y avait en lui un rossignol qui ne s'était pas fait entendre en Angleterre depuis les chansons de Shakespeare. Il composait ses vers qu'il gravait lui-même sur le cuivre en les encadrant de dessins qu'il coloriait ensuite à l'aquarelle sur le papier. Il était à la fois le poète, l'illustrateur, le graveur, le peintre, l'imprimeur, comme les vieux maîtres du passé et les grands religieux des cloîtres ; il était l'artiste complet : il refaisait en lui l'accord de tous les arts, la grande unité du moyen âge.

Ce genre de composition l'absorba de plus en plus, mais naturellement payait mal. Ces cahiers de chansons qui ne ressemblaient à rien trouvaient peu d'amateurs, les suivants moins encore, car les événements de la Révolution française, suivant ceux de la guerre de l'Indépendance des États-Unis, firent prendre à son génie un tour de plus en plus étrange et apocalyptique. Lorsqu'il ne restait plus d'argent dans le ménage, la jeune femme se bornait à mettre, sans mot dire, le dernier shilling sur la table où son mari travaillait. Et

celui-ci, sans mot dire aussi, bien vite, reprenait son burin et faisait, pour les éditeurs, quelques planches vendables et des dessins alimentaires.

Ainsi il vécut pauvre jusqu'à son dernier jour, mais content et sans un sou de dettes. Ce qui n'est déjà pas si mal pour un fou.

Le seul événement de son existence est l'exposition de ses ouvrages, qu'il fit en 1809, à l'âge de cinquante-deux ans. Jusqu'à cette date, Blake n'avait fait que de petites gravures et de petits dessins, joignant à cela quelques peintures suivant un procédé particulier à la détrempe, et qu'il appelait des fresques. Celles-ci, en effet, dans sa pensée, n'étaient que des projets qu'il était prêt à reprendre en vastes dimensions, et à exécuter sur des murs, rêvant de grandes choses et de peintures monumentales. En attendant, il rongeait son frein en n'en faisant que de petites, lesquelles, par surcroît, étaient régulièrement refusées au Salon de la Royal Academy, sous prétexte que l'aquarelle n'était pas de la peinture, et la chanson le dit :

La peinture à l'huile,
C'est plus difficile,
Mais c'est bien plus beau
Que la peinture à l'eau.

Blake n'était pas de cet avis, et soutenait au contraire que l'invention attribuée aux frères van Eyck était une trouvaille diabolique, faite pour la perdition de l'art. Il était malaisé de faire changer sur ce point l'opinion du jury, qui s'obstinait à l'écarter. De son côté, il s'entêtait, comme Cézanne voulait être reçu au Salon de Bouguereau.

De guerre lasse, Blake résolut d'en appeler au public et d'exposer ses ouvrages, à ses risques et périls, dans une boutique de Broad Street. C'est un des premiers exemples de ce qu'on appelle aujourd'hui : *one man's show*.

Le catalogue comprenait une quinzaine de numéros, dont le principal était une frise d'une trentaine de figures, ayant pour thème le prologue du livre de Chaucer, *les Contes de Canterbury* (ce morceau que James Joyce tient pour le chef-d'œuvre inégalé de toute la littérature anglaise).

L'exposition dura six mois ; l'entrée coûtait une demi-

couronne (environ 20 francs d'aujourd'hui), ce qui donnait droit, par-dessus le marché, au catalogue descriptif. Ce catalogue est un manifeste et un ultimatum, une profession de foi comparable à la préface de *Cromwell*. On y lisait des phrases comme celles-ci : « Adam était un Druide, comme Noé ; l'âge druidique ne finit qu'avec Abraham, le premier qui donna le sens de préceptes matériels aux symboles et aux allégories, et pensa dépeupler la terre en y introduisant les sacrifices humains. Toutes ces choses sont écrites dans l'Éden. L'auteur est citoyen de cet heureux pays, et, si tout va comme il semble que les choses aient commencé (c'est-à-dire, si elles suivent le tour ébauché par la Révolution), on peut s'attendre à voir le monde de la vie végétative et de la reproduction se rouvrir au ciel par la voie de l'Éden, comme aux premiers jours de la Création. »

On voit la tête du lecteur qui parcourait ce galimatias, et à qui cet inconnu faisait, sans sourciller, de pareilles déclarations. Quand un homme vous dit qu'il habite le paradis, vous vous demandez s'il est sérieux ou s'il est mûr pour Charenton.

Le factum n'en restait pas là et prenait à partie, de la façon la plus injurieuse, ces Messieurs de l'Académie. Ah ! il le prenait de haut, ce fils de bonnetier, avec les pontifes de l'art officiel ! C'est une diatribe, une philippique où il distribuait des ruades à tous ses ennemis, passant des Flamands aux Vénitiens, de Titien à Corrège, et de Rembrandt à Rubens, qu'il mettait tous dans le même sac et qu'il accusait de ne pas savoir le premier mot de leur métier ; il les accablait de sarcasmes, leur reprochant leur platitude et leur vulgarité et les traitant de goujats et de saboteurs de la peinture. Sa bête noire, c'était Reynolds, le roi de la peinture anglaise, le peintre de l'aristocratie et des choses établies, grand fonctionnaire de la gloire, une des colonnes de l'État. Ce réfractaire, cet anarchiste touchait au Saint des saints, et ne craignait pas de poser sous le trône et l'autel son pétard de dynamite.

Tout cela n'était pas fait pour lui ramener l'opinion et achevait de devenir tout à fait ridicule, quand on voyait l'auteur de ces petites pochades, faites sur des bouts de toile ou des bouts de papier, défier tous les artistes et se déclarer prêt à aborder les plus grandes tâches. Il écrivait résolument :

« Les quatre sujets ci-dessus, l'auteur, si on écoutait son désir, se fait fort de les peindre à fresque, à grande échelle, comme peintures d'autels, afin de rendre l'Angleterre vénérable comme est l'Italie pour tous les gens de bien sous le rapport des Beaux-Arts. » Désormais, ajoute-t-il, ce n'est plus l'absence de génie dont on pourra nous faire un crime ; l'auteur de ces peintures se charge d'en donner la preuve. « Aux chefs de la nation de faire le reste. Le temps est venu pour chacun de prendre la parole hardiment ; le pays attend de chacun qu'il fasse son devoir, dans les Beaux-Arts comme dans l'armée et à la Chambre des pairs ».

Ainsi ces petits tableaux de rien étaient une lettre de candidature ; l'ambitieux briguait le rôle de Michel-Ange. Il expose quelque part, dans une lettre, le désir qu'il avait de peindre les voûtes de Westminster et d'y refaire la Sixtine. C'était une sommation au gouvernement, accompagnée de la menace de confondre, devant les siècles, les Philistins qui auraient méconnu son génie. Il prenait ses sûretés et mettait les hommes en place dans leur tort. Il leur dit : « Vous avez la lumière parmi vous, et vous la laissez sous le boisseau. J'étais peut-être Michel-Ange, et vous n'en voulez rien savoir ; tant pis pour vous ! »

L'exposition, il va sans dire, fut un four. Elle dura six mois et n'attira personne. Le pauvre citoyen de l'Éden en resta pour ses frais et prêcha dans le désert.

Blake ne se releva jamais de ce fiasco. Il acheva de mettre le public contre lui. « Il faut l'excuser, disaient les âmes compatissantes, il n'a pas toute sa tête, ou du moins elle est très fêlée. » Il ne fit qu'aggraver sa réputation de fou, de mégalomane et de mauvais coucheur, de raté, qui s'en prenait à tout le monde de son néant, et dont le plus sage parti était de s'écarter.

De sorte que l'événement tourna tout autrement qu'il l'avait espéré. Cet acte de publicité, sur lequel il comptait pour s'imposer au monde, le rejeta plus que jamais à son isolement. Blake disparut ; il y a à ce moment de sa vie un trou, un plongeon de dix ans ; il abdiqua. On ne sait plus rien de lui pendant les années qui suivirent. On perd sa piste de 1809 à 1818 ; le peintre et le poète se turent. Ce furent ses années les plus noires. Sa tentative, la seule

qu'il eût faite pour conjurer son guignon, l'y précipita sans remède.

C'est seulement vers la soixantaine qu'il remonta sur l'eau et qu'une lueur de chance lui sourit. Il revint de son absence. Un petit ouvrage, une édition des *Bucoliques*, avec de charmantes gravures sur bois, ramena l'attention de quelques jeunes gens sur cet oublié. C'est alors que George Richmond, Samuel Palmer se rapprochèrent de lui, entourèrent d'un peu de chaleur les dernières années du vieillard, commencèrent peu à peu sa réhabilitation. Il y eut, à cette heure, pour lui, une espèce d'été de la Saint-Martin, une rémission pendant laquelle le vieux maître parut avoir retrouvé son génie. C'est alors qu'il donna son œuvre la plus populaire, l'illustration du *Livre de Job*, et qu'il entreprit le vaste cycle de ses dessins pour le poème de Dante, qu'il ne devait jamais terminer. Il y travaillait encore sur son lit de mort.

Il mourut en chantant, un après-midi de dimanche, vers six heures du soir. Ses derniers soupirs furent des cadences qui flottaient sur ses lèvres en cantiques d'actions de grâce, si beaux qu'on ne pouvait les écouter sans larmes. Il souriait et dit ces simples mots à sa femme : « Ne pleure pas, mon amour, ce n'est pas moi, ce n'est pas moi. » Il voulait dire que c'était déjà la musique du Ciel, comme si les anges étaient venus cueillir son âme, et doucement l'emporter dans sa patrie du Paradis.

* * *

Voilà, en deux mots, la vie de Blake. Je reviendrai tout à l'heure sur le chapitre de sa folie ; mais, avant d'aller plus loin, je voudrais revenir sur ce manifeste de 1809, dont on a lu quelques passages. C'est un document si central qu'il forme le pivot de toute étude de Blake, et, à le bien lire, on y trouverait toute la clef du problème.

Évidemment, on peut sourire de ce bonhomme de rien du tout, qui se dresse sur ses ergots et ne se gêne pas pour apostropher les rois du jour, les Reynolds, les Lawrence, les princes et les heureux du monde, et pour leur dire qu'ils occupent une place usurpée. Et pourtant, à le bien prendre, c'est lui qui a raison. Rien de plus fatigant, rien de plus monotone, à la prendre en série, que cette école anglaise

qui, de Holbein à Reynolds, n'a jamais fait que des portraits, et des portraits de la classe riche, s'est mise au service de l'opulence et s'est faite, en un mot, la servante de l'argent. Ces maîtres qui sont forcés de plaire à une clientèle portent la peine de leur succès. Il n'est pas dit du tout que l'art soit fait pour le plaisir. Cet art de luxe, miroir d'une société de patriciens, souffre, au fond, d'une certaine marque de snobisme et de vulgarité. Il est trop mondain, tout social, attaché à des conditions extérieures, et tout d'abord à un certain chiffre de rentes. Pour tout dire, cette école anglaise manque un peu de plafond. A ce compte, on ne peut s'empêcher de trouver que Blake n'a pas tort et que, dans la querelle de Lazare et du riche, c'est encore une fois Lazare qui est dans le vrai. Même au point de vue de l'art, le mot de l'Évangile vaut toujours : « Il est difficile à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. »

Mais ce n'est là que le petit côté des choses. Le procès que Blake fait au goût de son temps va plus loin. Bien entendu, la colère l'emporte, et il est risible d'entendre Blake traiter Rubens et Rembrandt de butors : « C'est un âne, s'écrie-t-il, un ver de terre, une bûche ! » Il n'y a pas moyen de se tromper plus complètement, mais cette erreur, après tout, M. Ingres l'a faite comme Blake ; quand il passait avec son élève Chassériau devant les Rubens du Louvre, il lui faisait baisser les yeux, comme une mère pudique détourne d'un spectacle indécent les regards de sa fille et lui dit de tourner la tête.

En deux mots, cela revient à dire que Blake, comme M. Ingres, avait horreur du terre à terre et n'éprouvait que du dégoût pour une certaine façon familière de s'exprimer. C'était un poète qui ne pouvait pas souffrir la prose. Il le sentait, il appartenait à la race des élus ; il rompait les amarres et faisait des pleins ciels. Un des petits tableaux de l'Exposition de 1809, celui qui porte le numéro 6 (je ne sais ce qu'il est devenu), représente le *Départ de Pégase*. Le cheval ailé, d'une dernière foulée, prend son élan et quitte la terre, abandonne le stérile rocher de la Mémoire et de la Raison (ce sont les termes de Blake), « le désert de Locke et de Newton ». Traduisez : rupture avec le rationalisme et le plat empirisme du XVIIIe siècle, divorce avec les méthodes poussives de

l'Académie, en route, par-dessus l'abîme, sur les ailes de la chimère et de la fantaisie ! Exactement, cela signifie : l'art depuis deux siècles fait fausse route, l'art crève, l'art se meurt d'indigence et d'inanition, il périt d'anémie spirituelle et d'imbécillité, il étouffe de naturalisme, d'absence d'imagination, de virtuosité manuelle. Ce n'est plus qu'une pratique, un métier, une opération mécanique, un travail de manœuvre; la main supprime le cerveau, l'œil mange la tête; ce n'est plus qu'une affaire d'organisation physique, un réflexe des sens, une chose qui se passe tout entière dans le monde des corps, sans intervention de l'âme. En somme, le naturalisme, depuis la Renaissance, est le grand péché de l'art, la chute originelle, le refus de penser, le crime pour lequel il n'y aura pas de pardon, le crime contre l'Esprit.

Mon Dieu ! cette attitude ne nous semble plus un scandale. Nous aussi, depuis cinquante ans, nous avons déclaré la guerre à la Renaissance et au naturalisme. Je ne veux pas entrer dans des problèmes d'esthétique qui tournent si facilement à la logomachie, mais c'est une question de savoir si la peinture n'est pas autre chose qu'un art d'imitation, dont tout le rôle ne serait que de nous donner un double ou un fac-simile de la réalité, « l'odieuse réalité, comme dit Delacroix, cet horrible monde de tous les jours ». Blake lui a donné congé, il décrète la semaine anglaise, les vacances de la réalité.

Tout cela nous est devenu familier depuis que nous avons les appareils de photographie pour nous débarrasser de la partie mécanique de l'art et pour faire concurrence à la réalité; le film s'en charge mieux que nous. Il a bien fallu alors déterminer un domaine particulier à l'art, qui ne se confondît plus avec la pure reproduction. Pascal disait déjà : « Vanité que la peinture, qui nous fait admirer des copies dont nous n'admirons pas les originaux. » (On n'a pas assez remarqué que cette boutade est justement contemporaine de Caravage et des débuts de l'école naturaliste.)

Bref, la situation de Blake à l'égard de son temps est exactement celle de Mallarmé à l'égard d'un Zola, d'un Gauguin ou d'un Picasso à l'égard d'un Lhermitte ou d'un J.-P. Laurens. Prenez le volume capital de Maurice Denis, *Théories*, ou celui d'André Lhôte, intitulé : *Parlons peinture*, vous y trouverez, à toutes les pages, des formules

proches de celles de Blake, et qui expliquent pourquoi ces dernières nous sont devenues si claires et ont pris de nos jours une telle actualité. Nous lisons dans le jeu de Blake, depuis que nos jeunes cubistes ont pris le même chemin et se sont brouillés avec la nature et avec l'évidence. « Je ne m'occupe pas, disait-il, de ce que voit mon œil mortel ; est-ce que je demande à la vitre ce qu'elle pense du paysage ? »

Tout le reste suit de là, avec une logique parfaite, et sort rigoureusement de cette négation radicale des droits de la réalité. Horreur du trompe-l'œil, du modelé et de l'étude, aversion pour le relief et la saillie des choses, haine du clair-obscur et des moyens modernes employés pour obtenir sur une surface unie l'illusion de la profondeur et de la troisième dimension. Par conséquent, condamnation de la peinture à l'huile, avec toutes ses petites roueries et ses vaines adresses, dépensées en pure perte pour exprimer des choses insignifiantes, aux dépens de la beauté. Notez que c'était aussi le sentiment de Michel-Ange qui ne s'est jamais ravalé à la peinture de chevalet : « Ouvrage de femmes », disait-il. Et c'est Delacroix qui s'irrite contre ce qu'il appelle « l'infernale commodité de la brosse », et c'est Ingres qui déteste les ombres et les reflets. Il s'écriait : « Je m'en moque que ça tourne ou que ça ne tourne pas ! » Dire d'un tableau qu'il va parler, dire qu'il est vivant, dire que l'air circule et que l'on pourrait faire le tour de la figure, ce sont de pauvres éloges à faire d'une peinture : autant de contre-sens qui montrent qu'on n'y connaît rien.

Dans cette vieille guerre de la couleur et du dessin, qui a rempli le XVIIIe siècle du débat entre les Rubénistes et les Poussinistes, Blake prend décidément le parti de la ligne, c'est-à-dire de l'élément abstrait, seul capable de définir et de prononcer les choses. C'est le mot d'Ingres : « Tout doit s'exprimer par un trait, même la fumée ». Donc, point de dégradé, point de pénombre, de *sfumato*, arrière cette cuisine triviale qui ne trompe que les sots ! Peindre par grandes masses, avec de larges volumes, la couleur pure, la ligne pure, voilà le secret du grand art ; enfin, se dégager de la matière et de la ressemblance, inventer *autre chose*, une peinture indépendante de toute réalité, pourquoi pas ? une peinture n'obéissant qu'à ses lois propres, existant par elle-

même, formant un monde à part, à la manière de cette création sonore qui est l'univers de la musique.

Vous voyez d'ici la portée de la pensée de Blake. Les rôles sont renversés. Ce sont les grands seigneurs, les Reynolds, et les Lawrence, qui font figure de petits garçons, et c'est lui le prince de l'esprit. Il a le sentiment d'une mission, d'une régénération à accomplir dans l'art, le sens vif et puissant d'une tradition auguste, d'une sorte de langage sacré, d'une noblesse primitive dont le sens s'est perpétué et qu'il a conscience de porter en lui. Il faut faire machine arrière, revenir à la vérité par delà l'hérésie de la Renaissance. Il semble par moments avoir entrevu le grand secret, à savoir que l'art classique se trompe et a lâché la proie pour l'ombre, à partir du moment où il est parvenu à la maturité et à l'imitation exacte de la nature. Dès ce moment, il est perdu, car l'art n'est pas un instrument de connaissance ou un moyen de description ; l'art qui n'est qu'un document n'est pas de l'art. L'art n'est pas fait pour la raison, mais pour le sentiment. Sa fonction n'est pas de nous instruire et de nous renseigner, mais de nous libérer et de développer une puissance d'incantation.

Blake avait vu, avec une audace sacrilège, la grande vérité retrouvée par Gauguin, que l'erreur c'est peut-être la Grèce : « Vive le cheval de bois, dit Gauguin, le vieux cheval de notre enfance ! A bas le cheval du Parthénon ! » Blasphème, je le sais bien, mais blasphème pieux et blasphème fécond. Comment douter qu'il y ait dans les arts archaïques, dans la sculpture de Delphes ou du vieux portail de Chartres, dans les Korés de l'Acropole, une beauté enchanteresse qu'ensuite on ne retrouve plus ? Comment douter qu'en échangeant des perceptions aiguës, pour un maximum de véracité, l'art fait un mauvais marché ? Comment ne pas avouer que l'art a tout à perdre quand il devient un signe des choses au lieu d'être le signe du sentiment ? Il y a malheureusement dans notre esprit, depuis la Grèce, une confusion entre deux choses très différentes, entre le vrai et le beau, entre l'art et la science. L'art est devenu un outil du connaître, un moyen d'analyse et d'investigation, au lieu d'être la manifestation de notre monde intérieur. C'est là la grande faute de notre art occidental, et surtout dans le choix

de son sujet de prédilection, qui est l'expression du nu.

On ne peut nier ce que les Chinois disent de notre odeur. Pour eux, nous sentons le cadavre. Blake lui-même, pour son malheur, n'échappe pas toujours à cette tare. Il n'a pu se délivrer complètement de ce je ne sais quoi de charnel que l'art de l'Europe traîne après soi. Dommage qu'il n'ait pas connu les maîtres du caprice et de la féerie, les miniatures persanes, les grandes peintures mystiques de la Chine bouddhiste ! C'est déjà beaucoup que d'en avoir eu l'intuition, et c'est apparemment ce qu'il voulait dire quand il situait par là le jardin du Paradis, et qu'il se prétendait citoyen de l'Éden

* * *

Ce n'est pas tout ; il y a un trait dont je n'ai encore rien dit et qui est, cependant, d'une extrême importance pour achever de peindre la physionomie de Blake. C'est le rôle, chez lui, de l'imagination ou de l'inspiration.

Il y a là des nuances très délicates à saisir, des équivoques à dissiper et d'où dépend toute l'idée que l'on se fait de ce qu'on appelle « la folie de Blake ».

Est-il fou ? Ne l'est-il pas ? Je vous répondrai qu'il était à moitié Irlandais (par son père), et cela explique déjà une partie des choses, un tour d'esprit taquin, un goût de la galéjade et de la mystification, une espèce d'humour singulier que vous retrouvez de Swift à Bernard Shaw et à Joyce. Ceux qui ont lu la pièce de Synge, *le Baladin du monde occidental*, comprendront ce que cela signifie, cet état d'esprit qui est le don de l'enfance, et que la plupart d'entre nous ont le malheur de perdre au sortir de l'enfance, ce don qui permet, à cinq ans, de jouer à cavalcader et à galoper sur un bâton, sans que le bâton qui sert de cheval, cesse pour cela d'être un bout de bois. Cette vertu de métamorphose, ce don de fabulation, à la fois crédule et à demi incrédule, c'est ce que j'appellerai « l'état de mythe ». Sans être fou, on peut encore très bien concevoir qu'il y a des limites à la raison humaine, et surtout des chemins plus courts, plus rapides, pour atteindre la vérité, que nos procédés analytiques.

Ces facultés, assez distinctes, sont toutes les deux marquées

au plus haut degré chez Blake, et ne sont que deux formes de son génie poétique. Ce don, il l'avait eu tout petit. A quatre ans, il avait déjà vu un arbre chargé d'anges. Vers le même âge, il vit l'Éternel face à face : Dieu appuyait son front de givre à la vitre de la croisée, et le petit Blake fondit en larmes. Une autre fois, il apprit à sa mère qu'il avait aperçu Ézéchiel sous un arbre (1). On le battait pour le corriger et l'empêcher de mentir. Mais ses visions ne cessaient pas, et il ne cessait de les raconter. Jamais elles ne se lassèrent de se produire jusqu'à son dernier jour. Il vécut environné d'une société d'esprits : il conversait avec ses génies, Moïse, Milton, Isaïe, comme Socrate avec son démon, ou Jeanne d'Arc avec ses voix.

Loin de moi d'écarter ces visions comme des impostures ou des illusions ! Ne soyons pas de ces Béotiens qui nient ce qui dépasse les bornes de leur esprit et ne veulent voir dans la nature ni prodiges, ni miracles ; le merveilleux, dit Faust, nous enveloppe et nous entoure, nous ne le voyons pas.

Toute sa vie, Blake a attaché la plus grande importance à ce qu'il appelle la double vue ou la vision seconde. « Car mes yeux, dit-il dans un quatrain célèbre, voient toujours deux choses à la fois, et ce don de double vue ne m'abandonne jamais. Pour mon œil intérieur, voici la forme d'un vieux moine gris ; pour mon œil extérieur, ce n'est qu'une touffe de chardons sur le bord de la route. » Ce mécanisme joue en lui continuellement : c'est le don des analogies, le don même du poète, du mythologue, du créateur d'images ; don que la vie étouffe la plupart du temps chez nous autres, mais qui inversement peut s'entretenir, se fortifier. Baudelaire, Delacroix, Rimbaud ont passé leur temps à obtenir cette hallucination ou ce détraquement systématique des sens. Aucun rapport, on le voit, entre cette faculté et la démence proprement dite.

Toujours est-il que Blake a soutenu constamment qu'il ne travaillait jamais que d'imagination. Le modèle, disait-il, ne faisait que gêner et glacer son génie. (Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Le fait est qu'il ne prit jamais sur lui de faire un portrait, mais le charmant crayon qu'il a fait de sa

(1) Philippe Soupault, *William Blake* (Rieder éditeur).

femme, nous fait un peu regretter qu'il n'ait pas eu plus souvent l'occasion de montrer ses qualités d'intimité et de tendresse.)

Quant au modèle salarié, tel qu'on l'utilise à l'École depuis qu'il y a des académies, il n'est que trop certain que c'est la mort de la peinture et la paralysie de toute imagination. Blake prétend qu'imaginer est le vrai chemin du grand art. « Celui qui n'est pas capable d'imaginer un être plus minutieusement organisé, plus complet et plus détaillé que celui qui existe dans la nature, n'imagine pas du tout et ne sait même pas ce que c'est que l'imagination. » Il écrit cela au sujet d'un de ses plus étranges tableaux, celui qui s'appelle *l'Ame d'une puce*, et qui se trouve maintenant à la Tate Gallery. Cette âme devient une espèce de monstre, un terrible Moloch, avec des mandibules, des articulations et des cornes de taureau, quelque chose de sanguinaire, un vampire qui est l'image même de la bassesse et de la cruauté. « Pendant tout le temps, ajoute-t-il, ce monstre ne cessa de poser devant mes yeux. » L'artiste dut même s'arrêter, parce que l'apparition ouvrait la gueule, et il eut le temps de faire dans la marge un croquis de cette bouche qui s'ouvrait.

Cela revient à dire que Blake se tenait pour un inspiré, un prophète, un voyant ; c'était la qualité première dont il se réclamait. Il se croyait en contact direct avec le divin, nuit et jour sous la direction de messagers célestes.

Ici, nous sommes obligés de discuter un peu. L'inspiration est une valeur qui a été, depuis quelque temps, fort dévalorisée, et elle a beaucoup perdu, à nos yeux, de son prestige depuis que M. Valéry a montré qu'elle revient à supprimer l'auteur et à attribuer nos meilleures réussites à un autre que nous-même, à un Dieu, si l'on veut, à l'Inconscient ou au hasard.

Pour Blake, c'était tout différent. Il faut comprendre que, de son temps, on avait abusé de la logique et de la raison, autant que le romantisme a fait, depuis, une débauche de désordre et d'irrationnel. Pour Blake, attribuer la poésie à une puissance supérieure, c'était lui restituer son caractère gratuit, sa valeur d'authenticité ; c'était lui conférer sa valeur religieuse, son caractère sacré, son rôle d'expression ou d'émanation du mystère. L'art, comme la poésie, est pour

lui un moyen d'union avec la divinité, un équivalent de la prière, un état d'oraison, et il n'est pas douteux que, plus d'une fois, comme peintre et comme poète, il ait réussi non seulement à extérioriser ses songes, mais à nous en communiquer l'impression ; plus d'une fois, il lui est arrivé de nous faire participer à ce frisson de l'infini.

* * *

Comment cette révélation s'est-elle produite en lui ? Comment cet ignorant, cet inculte, sans sortir de chez lui, sans connaître presque rien de l'art, sinon par quelques mauvaises gravures, a-t-il eu des notions auxquelles nous ne sommes parvenus que cent ans après sa mort ? Comment cet enfant du siècle de Voltaire, de Pope et d'Addison, a-t-il retrouvé le secret du grand art du moyen âge ? Quel instinct, quel hasard l'a conduit de bonne heure dans la nécropole de Westminster, parmi les sépultures des rois, et lui a fait distinguer, au-dessus des gisants de bronze, l'âme des siècles disparus, et les grandes lois de la Forme et des Nombres ?

D'où vient à cet enfant de Londres ce sens profond des origines, cette idée que le monde n'a rien fait depuis des siècles, que tout était trouvé depuis mille ans, et que, dans l'intervalle, en croyant progresser, l'humanité n'a fait que se tromper, comme dans ces rêves où l'on piétine en croyant avancer ?

Nous ne savons presque rien de tout cela. On n'a rien conservé des premiers dessins de Blake ; mais on retrouve souvent dans ses œuvres postérieures le souvenir des vieux tableaux. A-t-il vu des manuscrits, feuilleté des miniatures, consulté ces trésors de beauté, cette école de Winchester où le caprice de l'Orient se mêle à la mathématique de Pythagore ? Il n'en a jamais rien dit, préférant sans doute garder son secret ou se persuader qu'il le tenait directement d'En-Haut, comme une confidence et un dépôt de l'Éternel. Ou faut-il croire à un phénomène d'atavisme, à un réveil en lui d'un certain esprit qui sommeillait depuis des siècles, car il suffit d'une étincelle portée par le vent à longue distance pour allumer, loin du feu qui s'éteint, un nouvel incendie.

Peu importe. Ce qui est sûr, c'est qu'en dépit des lacunes de son éducation, malgré une forme un peu banale qui n'est souvent qu'un laissé-pour-compte ou une défroque de Marc-

Antoine ou de Michel-Ange, il lui est arrivé de dire des choses divines. Il a compris que certaines vertus de cadence, de rythme, d'espace, d'architecture, qu'une certaine géométrie, sont le meilleur moyen esthétique d'exprimer le mystère ; il a compris que l'hiéroglyphe est le langage du sacré. Par exemple, dans ces admirables *Anges veillant sur le corps du Christ*, qui tendent leurs ailes et dessinent au-dessus du cadavre la forme d'une ogive ou d'une pyramide, comme le dessin de prière que feraient deux mains jointes, ou encore dans cette ravissante peinture des *Funérailles du Christ*, avec sa colonnade humaine à laquelle le corps de Jésus compose une architrave, avec son rythme, ses intervalles, sa suite de saintes femmes, sa disposition de frise, son *adagio* de marche funèbre, son éloquence, son cri de calme désespoir: il y a là quelque chose, un sentiment unique, jamais vu dans l'art depuis la sculpture du XIIIe siècle ou les dessins de vases attiques, — et, par là-dessus, une beauté de ton, une qualité de vieux rose, de bleu éteint, de feuille morte, qui a la beauté du jour qui meurt et de la rose effeuillée. Dans ses bons jours, il est certain que Blake est un grand maître.

Il a su voir que les éléments les plus conventionnels, l'écriture, l'arabesque, la pure calligraphie, sont les plus capables d'exprimer la spiritualité ; c'est la ligne qui exprime le chant, la mélodie du cœur et celle qui sort des choses. Oui, cet autodidacte a rencontré parfois, — pour représenter l'Ancien des Jours, se penchant hors de l'éternité et traçant au compas, dans le vide, le plan de la Création, pour figurer la triple Hécate, ou Nabuchodonosor rampant comme une brute, ou Job écrasé et gisant sous la présence de Jéhovah, — des images si étonnantes qu'on se demande ce qu'y ajouterait une technique plus parfaite, et si leur imperfection n'est pas la condition de leur beauté. Ce ne sont plus que des idées et des thèmes pour la rêverie, moins faits pour être vus que pour flotter dans l'âme à l'état de poétiques souvenirs, moins pour les yeux ouverts que pour les yeux fermés.

Il y a chez Blake un sentiment terrible et baroque du monstre, qui l'apparente aux sculpteurs de gargouilles des cathédrales. Il est l'homme qui n'a pas craint de figurer Léviathan, dont la gueule écumante couronne la crête de

l'abîme. Il est le seul qui soit parvenu, à force de simplicité, à traduire aux yeux ce qu'il y a au monde de plus intraduisible : une métaphore de Shakespeare.

Mais ce que Blake sait rendre d'une manière inimitable, ce sont des impressions de pureté et d'allégresse. Il a des rondes de jeunes filles qui expriment la musique céleste et qui ont vraiment le droit de s'appeler des étoiles. Il faut que le dessin soit une chose bien mystérieuse pour que de si pauvres traits arrivent à se faire oublier, à ne plus sembler que le langage direct et transparent du sentiment. Avec ses ignorances, ses gaucheries, sa forme parfois inexistante, il y a dans ses ouvrages des choses qui réjouissent le ciel, des choses que nous font comprendre aujourd'hui les enfantillages d'un Zak ou d'un Chagall, et pour lesquelles il n'y a pas d'autre mot que celui qu'André Gide a créé pour Francis Jammes : l' « angélisme ».

En résumé, c'est ce barbare qui, avec ses balbutiements, fait contre-poids, en Angleterre, à l'excès du charnel et du positif, de la viande et du beefsteak. Il éclipse les Reynolds, ce rebelle qui, parmi tant de nobles *gentlemen*, s'est trouvé être le fils de Dieu, celui qui agrandit l'art anglais de tout le surnaturel, lui ajoute ce qui lui manquerait sans lui, du côté du mystère. C'est par Blake que l'école anglaise a quelque chose d'analogue à ce que l'on trouve ailleurs dans un Magnasco ou un Greco.

« Ces âmes, dis-leur qu'elles ont des ailes », dit la légende d'un de ses plus délicieux dessins, où l'on voit une reine Mab, au corps de libellule, qui fait tournoyer dans les airs un chérubin, aux ailes d'amour, en un tourbillon de comète.

C'est vraiment ce qu'il a réussi à faire pour le petit groupe de disciples qui couronna ses derniers jours et dont la flamme se transmit encore après eux à un Dante-Gabriel Rossetti, à un Whistler, à un Aubrey Beardsley. Il a réveillé dans un siècle de matérialisme, au temps de Fox et de Pitt, le vieux génie celtique, irisé, le génie d'opale et de féerie du poète du *Songe d'une nuit d'été* et de *Cymbeline*, les cloches de la Ville d'Ys, et tous les carillons de la vieille Angleterre.

LOUIS GILLET.

SPECTACLES

UN PEINTRE DE LA VIE AU XIXe SIÈCLE
CONSTANTIN GUYS (1802-1892)

Quelle charmante promenade nous faisons au Pavillon de Marsan, grâce à l'exposition Constantin Guys, à travers les instants passés ! Aucune documentation photographique de la vie actuelle ne donnera plus tard aux générations futures ce plaisir de résurrection, de suggestion par l'exactitude que nous offrent ces dessins à la plume, à la mine de plomb, lavis, aquarelles..., où le talent de l'artiste, avec une précision magique, a restitué et fixé ce qu'il avait vu. Une étonnante mémoire visuelle le servait, ainsi que ce particulier génie qui, d'un trait et d'une nuance, fait une apparition durable recréée par la sensibilité de l'artiste. Voyage à travers le temps, les pays, les modes, difficile à préciser par dates, et dont les éminents conservateurs des Arts décoratifs, M. Louis Metman, M. P. Alfassa, ont classé fort heureusement, non les étapes, mais les genres : *Cérémonies et vie mondaine, Femmes et filles, Chevaux et voitures, Vie militaire, Turquie, Italie, Espagne...* Chaque petit tableau est si attirant, si amusant de détails, que l'on s'y attarde. On passerait volontiers de longues heures en compagnie, tour à tour excellente ou contestable, avec l'impératrice Eugénie, la reine Victoria, les « biches » et les « lorettes », les promeneuses du bal Mabille, les dames bourgeoises sorties des romans de Balzac ou de Flaubert, les Françaises, les Turques, les Anglaises, les Espagnoles. Nous pouvons ici monter en carrosse, en cabriolet, nous prélasser en victoria, grimper dans le tilbury ou, suivant l'arabesque de l'amazone si unie à celle du piaffant cheval, rattraper les montures militaires dans le jeu géométrique des défilés de

troupes, des cavaliers français ou anglais, et de ceux de la fameuse charge de Balaklava... Car Guys, en son âge mûr, fut correspondant de guerre en Crimée, et à vingt ans déjà il s'était engagé pour la campagne de Grèce, où il connut lord Byron.

Tout a été dit, écrit sur Constantin Guys et son œuvre par Baudelaire en ses admirables études critiques, et l'on doit toujours s'y reporter pour bien comprendre et connaître la vie et l'art de ce sous-officier de dragons, sorti de son régiment en 1830, qui fut professeur de dessin des enfants de Thomas Girtin, en Angleterre, voyagea et en 1848 devint correspondant de l'*Illustrated London News*. (Toutes ces précisions se trouvent dans l'excellente notice de M. Jean Messelet, faisant suite à la préface émue de M. Armand Dorville qui, grand collectionneur et amateur des œuvres de Guys, ainsi que son ami M. Pierre Goujon, connut Nadar, dont le père possédait toute une série de lettres adressées à lui par Constantin Guys, en voyage... et toujours à court d'argent. M. Pol Neveux me raconta qu'il avait jadis visité Constantin Guys, se mourant à la Maison Dubois, à quatre-vingt-douze ans, des suites d'un accident, une voiture l'ayant renversé devant la gare Saint-Lazare, sept années auparavant. Le vieil artiste pauvre et « passé de mode », — ô dérision ! — puisait dans des liasses de dessins et en donnait à certains de ses admirateurs ou en vendait aux amateurs pour des sommes infimes. Il semblait insouciant de sa valeur profonde et, de plus, était atteint d'une fureur de modestie, ne voulant pas qu'on citât son nom dans les journaux. Baudelaire, déjà, n'avait été autorisé qu'à le désigner par les initiales C. G. C'était un étrange bonhomme ! Mais cette lettre G, aujourd'hui, veut non seulement dire : Guys, mais : gloire...

Comme il a bien saisi, sur le vif, les grâces et les ridicules des femmes de son temps et le charme ou le comique des modes successives ! Les premières folies qui nous frappent en ces dessins que l'on sent si vrais sont les excès des chignons et des seins. Les décolletages les plus généreux y exhibent, en même temps que les plénitudes incurvées des belles épaules, d'étonnantes rondeurs desquelles nous sommes aujourd'hui si déshabitués qu'elles nous effarent par leur gonflement d'aérostat. Les lourds chignons massés

sur les nuques ou défaits en cascades de boucles ont plus d'attraits. Guys était amoureux des bas blancs, de la bottine basse et pointue que découvrent, d'un geste faussement pudique ou franchement effronté, tant de ses femmes, de jour ou de soir. Ces modes, d'ailleurs, souvent affreuses avec le chapeau noué sous le menton, la pointe du châle, non pas cambré à l'espagnole, mais tombant en triangle sur l'énorme crinoline, ces modes sont ravissantes en soirée : buste épanoui et dénudé hors de la corolle des volants. Quant aux élégances masculines, elles nous paraissent bien comiques, et ces favoris frisés, ces cheveux léonins, ces barbes étranges nous font rire. Les modes masculines anglaises sont, à la même époque, infiniment plus strictes, élégantes, réussies. En revanche, les robes des *misses* sont beaucoup moins aguichantes que celles des dames du continent. Que de groupes expressifs en ces loges de théâtre que Guys semble affectionner et où il souligne souvent, si drôlement et par des moyens si intensément succincts, la prétention des dames et la suffisance des hommes ! Nous aimons aussi ces arrivées au bal, ces quadrilles où les danseurs ont un air d'ineptie près de l'essor féminin d'une immense robe blanche, ces foyers de théâtre où les burnous des femmes ont des airs d'Orient et la barbiche des hommes des airs de sabbat ; les élégances au Bois, aux Champs-Élysées, à Hyde Park... Et que de précieux documents, en cette partie mondaine, tel le Prince président prêtant serment à la Chambre, ou cette entrée au bal de l'Empereur et de la princesse de Metternich, si amusants de silhouettes, les bottes et la taille sanglée de l'uniforme militaire se dressant près du ballonnement excessif et cérémonieux de la vaste jupe étalée et que l'on sent bruissante.

Réceptions de gala, en France ou à Londres, promeneurs errants ou assis... Ces dames bleues, à demi renversées sur leurs chaises, aux Tuileries, maniant les ombrelles, sont charmantes. Mais ces femmes et ces filles, de catégorie plus ou moins galante, au café ou au comptoir, attablées avec des matelots ou des militaires, ou dansant, au bal musette ou à Mabille, elles inspireront Lautrec, comme certains « rats » en tutus ou d'autres danseuses, par leur laideur vraie et leurs attitudes cruellement saisies par le dessinateur, font déjà penser à la méchanceté visuelle d'un Degas. Mais qu'ils sont

exquis, ces tons roses, ces bleus, baignant ces femmes au balcon du quartier Bréda, et que sont gracieuses ces « biches » ou ces femmes du monde, arborant ces bonnets à longues barbes et ces légers tabliers qui leur font faire à toutes le même mouvement renversé, ventre en avant, mains dans les poches !... Et d'autres sont de somptueux et ridicules monuments, amas d'étoffe se soulevant sur le jupon blanc et un bout de jambe boudinée. Parfois une sépia nous retient par sa parenté avec l'art japonais, et nous constatons la fidélité de Guys à un certain bleu saphir dont il vêt aussi bien le jockey dans sa balance au derby d'Epsom, que cette jolie femme sur un fond jaune, ou, plus loin, ces officiers prussiens, ou ces anglais de tons plus pâles. Il tire aussi des effets charmants des blancs et des noirs, telle cette femme en blanc, vaste fleur entourée d'insectes sombres qui sont les hommes. Et ces élégantes émergeant de l'écroulement transparent des volants superposés attirent autant que ces soubrettes ou cette furtive en robe noire. Et nous rions devant ces gros monstres qui sont deux dames d'Alexandrie cachées par des déguisements d'un gris épais.

Dans la ligne pure, rétive et piaffante de certaines de ses jolies femmes, Guys crée une parenté avec celle des chevaux dont il stylise souvent l'élégance, la race, le fringant. La partie « chevaux et voitures » nous offre autant d'attraits que les femmes : cavaliers, amazones, équipages de toute sorte, aspects de courses, carrosses..., autant de plaisirs pour les yeux et l'imagination. Ah ! ces carrosses ! On ne peut les décrire tous en leur strict apparat, avec leurs couleurs, leurs petits cochers, leurs grands laquais. Mais qu'il est joli, celui de la duchesse de Kent avec ses chevaux noirs, et celui-ci, tout bleu, bleu comme un rêve, comme une féerie, comme un conte, né non de la citrouille pour Cendrillon, mais d'une bulle irisée pour les noces de Titania ! D'ailleurs, maintes aquarelles de Londres ont été imprégnées par Guys de cette brume azurée, de cette atmosphère d'opale. Et ces victorias, ces cabriolets, ces tilburys, toutes ces voitures aujourd'hui disparues donnaient par leur association avec les chevaux quelque chose de plus vivant à l'élégance que les plus belles automobiles d'aujourd'hui. Certes, nous ne regrettons ni les fiacres, ni les pauvres rosses. Mais les chevaux racés, soignés,

lustrés, signaient les privilèges de la richesse d'une arabesque frémissante que ne nous donne pas la ligne la plus réussie des voitures sans vie, aux chevaux invisibles, aux vitesses sans loisirs.

Enfin, la partie militaire de l'exposition est fort intéressante, curieuse, souvent émouvante. C'est là l'illustrateur rêvé pour *l'Enlèvement de la Redoute* de Mérimée... Puis, cette vue de Nuremberg, et les feuillets de voyage, surtout ceux de Turquie, sont d'un pittoresque délicieux et ces impressions de Madrid ont toute la séduction des danseuses, des rêveuses à leur balcon, et des mantilles s'amollissant aux cambrures ; et ces toreros faisant des passes de cape sont silhouettés avec une sûreté surprenante en leur adresse féroce et leur beau coup de reins, spécial aux Espagnols.

« L'AMOUR TRAHI »

Ne quittons pas l'Espagne sans aller à l'Opéra applaudir le danseur Alcaraz qui, dans le ballet sentimental de M. Laloy, prétexte gracieux aux jeux de l'amour et de la douleur, entre Mme de Santelmo et Mlle Otéro, déploie un talent incisif et souple, souvent intense, de mime et de danseur. Rafaël aime Carméla : danses de charme et de coquetterie amoureuse ; insistance de l'homme ; hésitations, puis consentements de la femme, variations expressives sur le thème éternel. Le décor très sobre, un peu trop, est peu lumineux : ocre et rose. Une façade, un banc, une grille et sa dentelle noire derrière laquelle nous verrons, à la fin du jeu d'espoir et de regret, passer la lenteur hiératique d'une procession. Carmela, — Laure de Santelmo, — en attendant cette heure finale, danse son bonheur et l'exprime avec des tourbillonnements de joie, des renversements altérés, la bouche vers le ciel, et ces pas, ces trépignements qui traduisent l'impatience, et ces grands élans qui s'éploient et signifient l'essor vers l'amour. Des couples amis viennent se joindre aux amants : danses enchevêtrées d'un entrain jeune et de castagnettes claquantes... Les cloches les interrompent. Tous et toutes tombent à genoux. Prières, signes de croix. Les couples s'éloignent. Carmela rentre en sa maison. Alcaraz (Rafaël) reste seul à rêver. Alors apparaît une jeune diablesse, Rosa-

rillo (Mlle Otéro), qui, des tournoiements blancs et noirs de ses jupes volantes, de l'agacerie de ses gestes et de ses regards, finit par avoir raison des refus et des reculs de Rafaël : une danse violente et voluptueuse s'engage où Mlle Otéro fait preuve d'une frénésie puérile et vibrante et où M. Alcaraz nous révèle toutes les nuances et toutes les puissances d'un talent très original et très viril.

Tout habillé de noir, cambré, mince, élégant, accompagnant de l'expression de ses mains les mobilités changeantes de son visage, qui, d'abord fermé, réticent, mécontent, peu à peu cède aux attraits de la danseuse, ainsi que tout son corps, d'abord rétif, qui s'assouplit, se prête à l'accord des pas et des voltes. Un nouveau feu est prêt à jaillir de ces appels et de ces refus qui s'attisent en désirs. Et cette danse est d'une saveur très vive où le danseur dévoile, avec un art à la fois subtil et violent, une fureur rageuse qui se transforme en véhémence aimantée... Les mouvements secrets se traduisent par tous les détours de ses pas et tous les ondoiements de son buste... Mais, hélas ! au moment le plus ardent, Carmela paraît ! Rafaël, redevenu l'homme indigné par l'impudence de la diablesse, la chasse, la renie, la maudit. En vain : Carmela a vu, l'espace d'un instant, en ce Rafaël qu'elle croyait sien, apparaître l'infidèle. Et toutes les protestations chorégraphiques la laissent inexorable. Comme tout à l'heure sa joie, elle danse sa peine, sa désillusion, son regret. La procession passe. Et, se couvrant d'une mante noire, Carmela se joint à ceux-là qui vont pleurer leurs péchés. Rafaël, désespéré, reste seul dans l'ombre grandissante. La danse est finie. Il est immobile, sombre, étonné, tout en deuil d'avoir perdu son amour, pour le plaisir de danser et d'avoir mimé l'attrait du désir qui passe...

La musique d'Albeniz, aux accents ondoyants ou brisés, semble tour à tour suivre ou suggérer ces sentiments et ces mouvements divers. M. Manuel Infante dirige l'orchestre avec habileté et M. Alcaraz, je le répète, est un remarquable danseur.

ARTS MÉNAGERS

Je pense à vous, hutte du bon sauvage, avec votre natte et votre feu primitif, je pense à vous, cellule de l'ermite, avec

votre cruche emplie au ruisseau voisin et qu'approvisionnait le corbeau familier portant au bec un petit pain ! Et, plus près de nous, dans le temps et l'espace, j'évoque la vieille cheminée et le four à bois de la cuisine d'une antique abbaye, où nous passions des étés si charmants et qui nous paraissaient si confortables, malgré l'obligation d'aller puiser nous-mêmes, au puits enguirlandé de roses, les seaux d'eau d'un tub matinal. Les joies du camping sont là, heureusement, pour entretenir chez la jeunesse le goût de l'effort simplement humain. Car on sort des Arts ménagers à la fois séduit par toutes ces machines qui font tant de choses et légèrement inquiet de ce qu'est devenu l'art ménager.

Autrefois, une chanson disait : « Cinq sous, cinq sous, pour monter notre ménage... » Je ne sais pas si c'était le bon temps. Mais ces cinq sous ne nous donneraient, aujourd'hui, droit d'achat pour aucune des mécaniques qui sont si ingénieuses et dont la démonstration se fait, sous nos yeux, grâce aux forces de l'électricité, aux subtilités du gaz, etc. Les lessiveuses reluisantes, agrémentées de pilons qui battent le linge en ébullition, fonctionnent à mousse que veux-tu ; les aspirateurs, qui ressemblent soit à de longs fusils avec musettes, soit à de gros tanks arrondis, mais, toujours, sont des armes contre le fatras et le microbe, retiennent toute notre attention. Des appareils perfectionnés nous promettent un café sans pareil... Les frigidaires, blancs comme neige, s'entr'ouvrent pour montrer leurs tablettes de cristal qui semblent déjà de glace figée. Les jeunes femmes aiment les frigidaires, ils les hypnotisent. Pensent-elles y conserver indéfiniment, ainsi que les fruits et les bouteilles, leur fraîcheur, leur beauté, leur amour et leur bonheur ? Un mannequin articulé cire une estrade sans se baisser, grâce au long manche d'une cireuse parfaite. Des stands nombreux offrent des meubles de toute sorte.

Ah ! que de besoins la civilisation a imposés, de siècle en siècle, aux mortels désireux de confort et soucieux de se donner le moins de mal possible ! C'est plus effrayant que satisfaisant. Car si l'électricité manque pour faire marcher toutes ces merveilles qui suppriment la main-d'œuvre, tout s'arrête ; il suffit d'une « grève » pour que le courant soit coupé, pour que le gaz ne vienne plus, pour que l'eau cesse de couler dans les belles baignoires et les éviers ravissants,

pour que s'arrêtent les lessiveuses mécaniques, pour que les fours électriques cessent de cuire, etc. Ah ! s'il vous plaît, montrez-nous un autre « rayon », un rayon où l'on trouvera les vieux petits réchauds et poêles de secours, les bougies et même les chandelles, et, s'il le faut, ces petites lampes antiques où la mèche trempait à même l'huile ou le suif. Songez aux torches, ô fabricants de luminaires si modernes et si perfectionnés, aux simples flambeaux, et apprenons à une équipe de chômeurs le métier de porteurs d'eau !

Plaisanterie à part, cette exposition est fort intéressante. Chacun est sûr d'y trouver selon sa bourse et ses désirs la « chose » de ses rêves ménagers. Dans la partie intitulée *Passé dans le présent*, quelques meubles et lustres anciens se joignent au style le plus neuf et quelques vitrines nous montrent de fort belles porcelaines de Chine, des jades admirables de matière et de contours. Y a-t-il tout près un « stand » de plumeaux magiques caressant en nettoyant et ne cassant jamais rien ? Dans les légendes du Nord, le serviable kobold venait la nuit, invisible et satisfait d'une jatte de laitage, aider la fermière et la ménagère, nettoyer l'étable, balayer la salle, allumer l'âtre... Qu'êtes-vous devenu, petit kobold ? Faites-vous encore votre ouvrage, malgré ces découvertes neuves, et avez-vous partie liée avec l'électricité ?

En sortant du Grand-Palais, je rencontrai une vieille femme, au type classique de la sorcière qui, d'un balai démodé, amassait les prospectus piétinés. Je regarde ce balai et je pense : il la mènera peut-être au sabbat ; c'est pourquoi elle n'entre pas et reste à la porte. On lui prendrait ce balai et on le lui remplacerait par une cireuse à long manche dépourvue de pouvoirs ailés... Et je pense encore : c'est parce qu'elles sont allées au sabbat, à cheval sur leurs balais, que les sorcières d'autrefois ont obtenu du diable toutes les commodités, toutes les machines rapides, qui améliorent les soins ménagers, dispensent de la fatigue, économisent le temps, la peine et l'effort. Ève, à la sortie du Paradis, avait déjà, j'en suis sûre, songé à utiliser la forme du serpent. Elle est partie rêvant au tuyau d'arrosage, au cordon électrique et, qui sait ? peut-être au premier et encore imparfait aspirateur.

FILMS : LA CHARGE DE LA BRIGADE LÉGÈRE. COURRIER-SUD

La charge de la Brigade légère chantée par Tennyson est ce haut fait héroïque de Balaklava que l'on compare à celui de nos cuirassiers de Reichschoffen, et dont le petit tableau de Constantin Guys nous a tout à l'heure précisé la date par son inscription que je copie : « *Balaklava Crimea 25th of october* 54, *the charge of the Greys. — Signé G.C.* » Baudelaire a décrit dans ses articles sur Guys cette petite œuvre de laquelle on sent encore frémir la vérité par le mouvement que lui a donné l'artiste et cette saveur documentaire exprimée par celui qui « y était », qui a vu et qui savait voir. Le film anglais, qui a été inspiré par cette page d'histoire britannique, a eu tant de succès que, même en retard, il est impossible de ne pas signaler sa réussite et la beauté fulgurante du «clou», de cette charge extraordinaire, de cette vague furieuse de chevaux et de lanciers en superbes uniformes, dans un fracas de canon, d'éclatements de terrain, de nuages de fumée. Tout cela, paraît-il, à peine truqué ; maints chevaux ayant été sacrifiés pour ce tableau de bataille vivant et mouvant, plusieurs acteurs, — pourtant remplacés habilement par des mannequins aux moments les plus dangereux, — ayant été blessés, etc. Le résultat est d'un mouvement presque trop merveilleux, mais l'effet est irrésistible et son fol héroïsme entraîne le spectateur effaré, plus admiratif qu'ému.

Il va sans dire que cet authentique fait d'armes a été le centre et le fier prétexte d'une histoire fort romancée. Mais, elle ne manque pas de cette vérité profonde que les faits les plus éclatants sont souvent dûs à un héroïsme resté secret, à la virile intelligence, au sacrifice obscur d'un homme « admirable » laissant à un autre le renom qu'il aurait dû garder, de même qu'ici il laisse à un frère ingrat et préféré le cœur et la main de la jeune infidèle qui fut sa fiancée. Tout cela se déroule en des décors fort beaux, mais dont les photographies manquent de lumière. Nous allons aux Indes, nous pénétrons dans le palais du traître et puissant Surat-Khan, nous dansons au bal à Calcutta, nous assistons à une magnifique chasse au léopard, au massacre horrible de Churakri... Puis, nous voilà en Crimée devant Sébastopol. Les lanciers

blancs, au casque orné du voile flottant, sont ici revêtus des beaux uniformes chamarrés, la grande tenue du froid et de la mort. Et c'est la course à l'abîme, finalement victorieuse, des six cents héros dont l'histoire d'Angleterre garde fidèlement le souvenir sublime. En résumé : très beau film commémorant un épisode grandiose. Avec ou sans inexactitudes on ne saurait assez applaudir à tout bel effort exaltant la puissance d'une nation et le dévouement de ses fils. Ceux-ci sont d'ailleurs des hommes superbes. Du « jeune premier » au dernier des acteurs ils sont de haute race et de haute tenue.

Courrier-Sud, le film tiré du roman de Saint-Exupéry, est non moins héroïque dans une simplicité plus familière et toute proche. L'épisode culminant du roman et du film où l'on voit les aviateurs français attaqués, après une panne dans le désert, par les tribus dissidentes, réfugiés dans un fortin où, avec une poignée d'hommes, ils tiennent tête aux nombreux assaillants, jusqu'à ce que des renforts appelés par T. S. F. viennent les délivrer, est si beau en sa vérité nue! Nous croyons avoir rencontré quelques-uns de ces héros et nous pleurons la mort du fol et ardent Bernis. Là, l'émotion naît de l'humanité sans effets vains, du sens rigoureux du devoir, de la loi chevaleresque de la fraternité des dangers et des combats. Cela se passe voilà dix années, au début de la ligne du *Courrier-Sud* qui avait alors à survoler des parties insoumises du désert et à braver la cruauté des indigènes...

Là aussi, en marge de la vie austère de ces braves, fleurit une timide histoire d'amour. On a beaucoup dit qu'elle était puérile. Je ne le trouve pas. Elle a cette grâce ténue, mais fatale, qui suffit par son très léger obstacle à changer de sens la roue du destin. Et c'est pour cette petite histoire-là que le jeune, candide, fol, héroïque Bernis fera certes tout son devoir, mais aussi une terrible imprudence qui lui coûtera la vie. « Quand on fait la guerre, dit l'un d'eux, — refusant à Bernis de transmettre un message à la « bien-aimée », gardant avarement toutes les réserves pour les nécessités du salut de tous, — on ne pense pas à l'amour... » C'est pour n'avoir pas compris cela que Bernis est tué, en son avion, au moment où il allait, au mépris de tous les dangers, s'envoler pour revenir plus vite. On voit tourner l'hélice, l'avion rester immo-

bile; et les camarades demeurés au fort observant avec effroi et douleur disent : « Pourquoi ne décolle-t-il pas ? » Et c'est d'une grande beauté et d'une affreuse tristesse. J'ai beaucoup aimé ce film, où Mlle Jany Holt, — qui, révélée dans une pièce de Bruckner chez les Pitoeff, et vedette des *Innocentes*, — montre à l'écran des qualités exceptionnelles. Elle n'y est plus l'enfant vicieuse et méchante de ces deux pièces, mais la femme-enfant écrasée par son destin et torturée par l'amour, le regret et l'attente. Elle a un don de physionomie et d'expression concentrée tout à fait rare.

MAURICE CHEVALIER. LES TROIS BONOS

Maurice est revenu. Et, ainsi qu'à chacun de ses retours, il retrouve son succès, sa popularité, son emprise sur la foule. Que ne fait-il de la politique ? Il convaincrait les plus farouches assemblées. A peine arrivé sur l'estrade, il est accueilli par une ovation frénétique. Il sourit, salue. Un enthousiaste crie : «Bis, bis ! » Pourtant, Maurice n'a pas encore ouvert la bouche...

Il nous chante des chansons nouvelles. En vérité, les chansons de Chevalier n'ont jamais l'air de chansons nouvelles. Ce sont des chansons chantées par Chevalier. Ce sont le talent, la gouaille parigote, la diction, le timbre de la voix, l'imprévu, — pourtant familier, — de ces gestes, de ces intonations, de ces déhanchements, des drôleries célèbres de sa démarche, qui décochent je ne sais quoi d'irrésistiblement comique, atteignant à coup sûr l'auditeur. Le plus indifférent se sent obligé de participer à la farce, entraîné dans le rythme total de la chanson que scande Chevalier tout entier.

Et, quand il ne chante pas, mais s'amuse à analyser ironiquement les « beautés » de sa chansonnette, comme il sait être artistement vulgaire et tout en ressassant sans musique ce qu'il vient de chanter, dégager du nouveau de ses plaisanteries les plus rebattues ! D'ailleurs, le grand, le gros public est comme les enfants. Quand une histoire lui a plu, il la redemande, et surtout sans qu'on y change un mot, avec la même larme et le même rire, aux mêmes endroits attendus, espérés d'autant plus qu'on les connaît, qu'on les sait. Alors que veut-on de Chevalier ? Sa même démarche, son même chapeau, — à quoi bon « le chapeau de Zozo »,

nouveau fredon un peu bébête ? Ce qu'on veut, c'est son canotier, c'est sa façon de marcher, en se cambrant et en lançant la jambe, c'est son vieux répertoire, c'est *Valentine* ou c'est *Prosper*. Il est toujours étonnant dans *Prosper*, déguisé en un tournemain par un veston, un feutre vert, un foulard rouge « *eh ! hop la, boum...* » Cette manière de remonter l'étoffe du pantalon et de lancer un coup de pied, ce dandinement en font une silhouette inoubliable de personnage de Carco. Il est encore merveilleux en vieux clochard optimiste et saoul : *la Pomme* qui, déguenillé, ivre et satisfait, chante sa chance et son bonheur. Et puis il imite, comme toujours, Saint-Granier, Max Dearly, Michel Simon, avec son habituelle maîtrise de singerie caricaturale... Et dire qu'un jour viendra, où, sans le savoir, il imitera aussi Maurice Chevalier... Mais il sourit, et il salue, et il triomphe. Le public exulte. Maurice est aimé.

Je voudrais louer *les Trois Bonos* qui sont d'extraordinaires acrobates fantaisistes, mais on ne peut les décrire, pas plus, me semble-t-il, que les dessiner dans l'imprévu, la saugrenuité, l'adresse et le désossé de leurs exercices. Ils remportent un immense succès et c'est justice, car ils unissent en les renouvelant les candeurs du clown diseur de petites histoires dont l'inattendu est de la plus inepte simplicité, à l'art et l'habileté des acrobates les plus agiles, forts et souples, aux inventions les plus burlesques, obtenant du contournement, de la dislocation, de la disposition et du jeu incroyable de leurs trois corps des effets extravagants où la science disparaît sous l'absurdité. Ils sont tout bonnement vêtus de complets noirs et coiffés de bérets blancs. Séparés ou réunis, dansant, glissant, se hissant, deux sur les épaules du troisième, — habillé pour le finale en femme et en satin rose !!! — retombant sur leurs pieds ou leur séant de la façon toujours la plus insensée, la plus corporellement dérisoire et drôle, ils ébahissent, étonnent, subjuguent. Enfin j'avoue ma prédilection pour le plus âgé du trio qui a des moments d'exquisité et de trémoussante afféterie et parle avec la voix la plus douce pour poser des problèmes idiots. Les Trois Bonos sont désormais aussi célèbres que les Trois Grâces.

GÉRARD D'HOUVILLE.

ESSAIS ET NOTICES

UNE ENQUÊTE CHEZ LES RATS

Quand le médecin entend parler du rat, il pense immédiatement aux maladies que peut transmettre cet animal ; il évoque le tableau de la peste, celui de la spirochétose ictéro-hémorragique, et force lui est de considérer ce rongeur comme l'ennemi public qu'il importe d'exterminer. Au mot de rat, l'ancien combattant revoit le sans-gêne qui, dans la tranchée, se glissait partout, dans la musette aux aliments surtout, et qui, prisonnier, n'hésitait pas à mordre le doigt de l'agresseur, pouvant, par là même, lui inoculer cette « fièvre spéciale » baptisée du nom de sodoku. Mais le physiologiste, qui doit analyser la vie sous ses diverses manifestations, élève, observe, étudie le rat, le rat blanc surtout qui est devenu, au laboratoire, un réactif biologique aussi commun qu'utile. Nous voudrions ici, non pas écrire une « physiologie » du rat, mais résumer quelques curiosités de cet animal. Puisse cette enquête éclairer divers problèmes biologiques !

Voici d'abord ce que le rat a appris dans le domaine de l'insolation, sur le mécanisme de la plongée, enfin et surtout sur la résistance à la diminution de l'oxygène dans l'air ambiant.

A l'Institut Pasteur de Tanger, un préparateur devait immerger dans un tonneau d'arrosage une nasse où des rats d'égout s'étaient laissé prendre. Ayant déposé provisoirement cette nasse au soleil, il s'aperçut, lorsque quelque temps plus tard il vint la chercher pour procéder à la noyade, que celle-ci était superflue : tous les rats étaient morts d'insolation, et désormais, en vertu de la loi du moindre effort, il remplaça systématiquement l'immersion par l'insolation pour exterminer les rats capturés.

Des expériences précises ont été effectuées par la suite, leurs résultats sont concordants : l'insolation, quand elle atteint une certaine durée (trois quarts d'heure), est capable de tuer les rongeurs.

Que dire maintenant d'une insolation par à-coups, assez brève pour ne pas tuer, mais répétée un grand nombre de fois ? On a exposé des rats blancs au soleil pendant un temps bref, mais en répétant ces séances durant plusieurs mois ; on a noté alors aux oreilles ou aux conjonctives une tumeur maligne, ou cancer d'origine solaire. L'analyse expérimentale montre qu'il s'agit d'une action exercée par les rayons ultra-violets.

Ainsi, pour le rat, le soleil est mortel, soit rapidement par coup de chaleur, soit lentement par cancer.

On sait que certains rats sont d'excellents nageurs et de bons plongeurs. L'étude des oiseaux aquatiques a montré l'existence, chez eux, de diverses réactions d'adaptation à la plongée : en particulier un arrêt respiratoire et un ralentissement du cœur. Or on a constaté que, chez le rat dit musqué, ces réactions se produisent également au cours de la plongée. Il y a alors pause respiratoire, apnée, et parallèlement le cœur diminue la fréquence de ses contractions, comme si l'organisme voulait n'utiliser qu'au ralenti la réserve d'oxygène qu'il a emmagasinée avant de passer sous l'eau. Bien plus, on a élucidé le mécanisme de commande de ces diverses réactions, et il est admis aujourd'hui que l'action même de l'eau sur la narine, et aussi l'attitude de l'animal, peuvent engendrer les deux phénomènes que nous avons décrits (apnée de submersion et apnée de posture).

Par ailleurs, le rat a été minutieusement étudié quant à sa résistance à la diminution de l'oxygène dans l'air ambiant : aviateur improvisé, il a été porté à diverses altitudes et l'expérimentation a ainsi montré que l'activité de la glande dite thyroïde influait considérablement sur le degré de résistance de l'animal. Le rat éthyroïdé supporte la raréfaction de l'air, beaucoup mieux, beaucoup plus longtemps que les rats normaux : il est moins sensible au défaut d'oxygène. Inversement, les animaux ayant reçu une préparation de thyroïde résistent moins longtemps : ils ont une plus grande sensibilité à la privation d'oxygène.

Ces expériences physiologiques ont conduit les chirurgiens à utiliser le rat pour élucider la nature de certains goitres humains. L'injection, à des rats, de sang provenant de basedowiens, — c'est-à-dire de sujets porteurs d'un goitre avec hyperfonctionnement thyroïdien,

— augmente leur sensibilité au défaut d'oxygène ; au contraire, l'injection de sang pris chez des hommes porteurs d'un goitre scléreux, avec hypofonctionnement thyroïdien, diminue la sensibilité du rat à l'anoxémie.

***

On se souvient du jugement porté par le fabuliste sur les animaux, après avoir parlé du rat

> J'attribuerais à l'animal,
> Non point une raison selon notre manière,
> Mais beaucoup plus aussi qu'un aveugle ressort.

Depuis lors, de très nombreuses expériences ont été effectuées, tant en France qu'à l'étranger, sur le dressage du rat : il est parfaitement éducable. L'expérience de Claude Bussard est des plus démonstratives.

Le sujet est placé dans une cage à parois lisses, dont le sol est divisé en deux parties égales, l'une de couleur claire, l'autre foncée. Chacune de ces parties porte un réseau électrique indépendant de l'autre et tel que, quelle que soit la position du sujet sur une des parties du sol, il se trouve électrisé, si l'on fait passer un courant dans le réseau correspondant.

A travers une paroi transparente de la cage, le sujet aperçoit un disque de couleur. On se sert de deux disques : un foncé et un clair, qui viennent, commandés par une roue à came, se présenter successivement, suivant un rythme assez complexe pour ne pouvoir être saisi par le sujet. Une des faces de la roue à came porte des contacts électriques établis de telle sorte que la substitution d'un disque à un autre se fasse toujours dans l'obscurité et qu'un disque ne soit éclairé que lorsqu'il est parfaitement immobilisé.

Lorsqu'un disque est présenté au sujet, celui-ci dispose de quelques secondes pour « réfléchir », puis il doit se placer sur la partie du sol de sa cage dont la couleur est la même que celle du disque présenté. Le temps de réflexion écoulé, un contact fait passer le courant dans le réseau disposé sur la partie du sol peinte de l'autre couleur. Si le sujet ne s'est pas placé sur la partie du sol de couleur convenable, il est électrisé. L'électrisation cesse au moment où la lampe éclairant le disque présenté s'éteint.

Très rapidement, le sujet distingue les deux parties du sol et, lorsqu'il est électrisé sur l'une, saute sur l'autre. Puis il essaie généralement de saisir le rythme de succession des disques. Enfin, dans

une troisième étape, il n'attache plus d'importance qu'à leurs qualités propres (couleurs dans les expériences ci-dessus) et se déplace correctement sans qu'il soit besoin d'électriser le sol.

Au bout de trois séances d'une demi-heure, en faisant deux séances par jour, en moyenne, le rat distingue parfaitement les deux parties du sol ; au bout de douze séances, il se déplace correctement et ne commet plus aucune erreur dans ses déplacements. Le temps de « réflexion », qui était au début de six à dix secondes, peut tomber à une seconde.

Étant donné un rat dressé, on pouvait se poser la question de la possibilité ou de l'impossibilité de la transmission de ce caractère acquis à sa descendance.

Les biologistes russes ont longuement étudié cette question. En visitant les installations organisées à cet effet à Léningrad, j'y ai appris que cette transmission n'était pas admise. Pour les physiologistes russes, l'hérédité ne joue pas et il ne servirait à rien à un rongeur d'avoir des ascendants ayant subi la même épreuve.

Pareille conclusion ne doit-elle pas être revisée ?

On trouve dans le *British Journal of Psychology* (vol. XVII, p. 267, 1927, et vol. XX, p. 201, 1930), ainsi que dans la thèse en médecine que soutenait récemment à Paris le jeune Claude Barry (1935), de nouvelles expériences portant sur vingt-trois générations successives de rats. L'accélération du dressage s'observe indiscutablement chez les descendants. Ainsi, à la vingt-troisième génération, deux rats ont été dressés à une épreuve déterminée après trois sommations, alors que le rat le plus rapidement dressé du groupe témoin dut en recevoir quatre-vingt-dix. Le rat le plus long à dresser, de cette vingt-troisième génération, dut recevoir soixante et onze sommations : le plus lent des témoins en subit deux cent quatre-vingt-dix-neuf.

Le comportement du rat a retenu aussi l'attention des biologistes, — et il sont nombreux, — qui s'intéressent aujourd'hui au problème des droitiers et des gauchers chez les êtres humains. On sait maintenant que la majorité des rats ont une préférence pour la patte antérieure droite quand il s'agit de tirer de la nourriture d'une mangeoire assez étroite pour ne laisser passer qu'une patte à la fois. Des statistiques nous apprennent que, sur vingt-cinq rats, quinze sont droitiers, huit gauchers, deux ambidextres. Si l'on altère la surface cérébrale, sur l'hémisphère gauche pour les droitiers, sur l'hémisphère droite pour les gauchers, les animaux changent d'habitudes, les droitiers deviennent gauchers et réciproquement.

*
* *

Dans les laboratoires d'expérimentation, le rat est fréquemment utilisé et il a permis de faire d'importantes observations.

Le *problème alimentaire* a largement bénéficié d'études approfondies sur cet animal, puisque la vitamine A de croissance, la vitamine D de calcification, la vitamine E de reproduction ont été découvertes grâce à des expériences portant sur des rats soumis à tel ou tel régime alimentaire synthétique.

Les *glandes à sécrétion interne* ont été explorées avec profit chez ce rongeur. On a obtenu des rats géants par des injections répétées d'extraits hypophysaires ; on a déclenché des altérations dentaires accentuées par ablation des glandules parathyroïdiennes ; on a obtenu de curieuses anémies, avec apparition dans les globules rouges de germes pathogènes (bartonelles), après l'extirpation de la rate ; seul dans la série animale, le rat tolère l'ablation des glandes surrénales, car il possède, en dehors de ces deux glandes, du tissu surrénal dans l'intérieur de ses reins ; enfin le rat âgé est indiscutablement « rajeuni » après la ligature des canaux déférents (opération de Steinach).

Pour *les greffes d'organes*, le rat est un animal de choix ; son œil et son cerveau sont les zones utilisées pour des implantations ; on a pu, dans son œil, cultiver de la glande thyroïde et de la glande parathyroïde et faire développer dans son cerveau de l'os, du cartilage, de la moelle osseuse, du tissu dentaire, de la glande salivaire et du muscle squelettique.

Mais nous voudrions souligner les expériences faites sur le rat soumis à l'action d'agents chimiques capables d'élever la température centrale des animaux.

On est aujourd'hui familiarisé avec ce qu'on appelle « la fièvre chimique » ; sous l'influence de certains corps (le dinitrophénol 1.2.4. ou thermol, la tétrahydronaphtylamine), les mammifères et les oiseaux peuvent subir une augmentation considérable de leur température. L'École de Belgrade a montré que, sous l'influence de ces deux agents chimiques, le rat réagissait diversement suivant les conditions extérieures. Placé dans un endroit refroidi (à 4 degrés), le rat, qui normalement supporte bien cet abaissement de la température extérieure, présente une hypothermie centrale sous l'influence des deux corps précités.

Se trouve-t-il soumis au contraire à une température extérieure de 28 degrés (qui ne modifie pas la température du rat normal), ce rat

présente de l'hyperthermie après les injections de ces mêmes corps.

Dans une enceinte dont la température oscille entre ces deux niveaux thermiques (— 4° et 28°), les solutions de ces substances hyperthermisantes sont sans effet.

De telles recherches viennent nous montrer à quel degré le milieu extérieur peut modifier des phénomènes aussi importants que ceux de la fièvre.

Puisque nous abordons des problèmes qui touchent à la pathologie, résumons pour les médecins qui liront ces lignes ce que l'expérimentation sur le rat nous a appris du métabolisme du chlore. On sait, je crois, l'importance de la déperdition chlorée subie par l'organisme sous l'influence des vomissements, qui amènent le rejet d'une sécrétion riche en acide chlorhydrique. L'élimination chlorée est telle qu'elle entraîne une diminution du taux du chlore dans le sang circulant. L'expérimentation poursuivie sur le rat est démonstrative à cet égard. Un de ces animaux, dont on a détourné le suc gastrique à l'extérieur, reçoit des injections sous-cutanées d'histamine, substance qui stimule la sécrétion de l'estomac de façon indiscutable : la perte de chlore est dans ces conditions assez forte pour qu'on enregistre un appauvrissement très marqué du sang en chlore. Par ailleurs, un rat qui n'a plus de capsules surrénales et qui, de ce fait, présente une perturbation de son métabolisme chloré, devient très sensible aux « chocs » : fait capital, l'administration de chlorure de sodium à l'animal en expérience lui rend sa résistance normale. Ces observations sont suffisamment nettes pour confirmer, dans le domaine expérimental, les bienfaits de la rechloruration que nous avons essayé, avec le professeur A. Gosset, de démontrer chez l'homme malade.

* * *

Mais la biologie du rat ne tire pas seulement son intérêt de certaines particularités des fonctions de nutrition chez cet animal. Ce rongeur mérite d'être cité aussi pour ses qualités dites affectives et nous envisagerons surtout ce que l'on a appelé son « attitude maternelle ».

Chez le rat, l'attachement de la mère pour ses petits se traduit par trois manifestations : construction du nid, protection et allaitement des ratons. La rate construit un nid en empilant dans un coin de la paille, utilisée telle quelle ou mâchonnée en petits morceaux, et ce nid sera entretenu et réparé.

D'autre part, la mère s'occupe de ses petits : elle les déplace, les transporte du nid dans un autre coin de la cage, ou elle les rassemble dans le nid lorsqu'ils se sont dispersés. Pour ce déplacement, la rate saisit son petit par le dos avec ses incisives, court et le dépose ensuite, montrant dans tout cela une grande douceur. D'autre part, elle est capable de les défendre, et, lorsqu'on introduit une autre femelle dans sa cage, la mère l'empêche d'approcher du nid.

Enfin, la rate nourrit de son lait ses ratons : ils rampent sous l'abdomen de leur mère, qui prend soin de ne pas les écraser.

Tels sont les éléments de l'attitude maternelle : ils vont disparaître progressivement ; vers le vingt et unième jour, la rate cesse de réparer son nid et elle ne recherche plus les petits qu'on lui a enlevés.

N'est-il pas possible de voir se prolonger cette attitude maternelle ?

Si on obtient une nouvelle portée avant que la première soit complètement élevée, la mère, qui commençait à ne plus rechercher ses petits, change d'attitude : après la naissance de la deuxième portée, elle recherche non seulement les nouveau-nés, mais les petits plus âgés, et parfois transporte toute la nichée.

Il est intéressant, au moment du sevrage, de remplacer la portée par celle moins âgée d'une autre rate : alors que ses propres petits ne provoquent plus l'attitude maternelle, ces très jeunes nourrissons, stimulants effectifs, engendrent les manifestations de l'instinct chez la rate observée.

Poussons l'expérience plus loin : la mère rat est capable d'adopter d'autres petits mammifères ajoutés à sa portée, et on la voit s'occuper ainsi de petites souris ou de petits lapins. Devant un ensemble comprenant des ratons et des souriceaux, la rate s'occupe d'abord des petits rats et ensuite transporte les petites souris. Si, par ailleurs, on présente à cette même rate un petit lapin, ou un petit chat, elle le saisit et le traîne.

Ainsi, dans le monde des rats, la femelle est attirée par les petits. Aussi se comprennent bien ces rapts de progéniture entre femelles de rats blancs ; ces « vols d'enfants » chez les rats font penser à ce drame observé il y a quelques années dans le jardin zoologique de Buenos-Aires où la femelle d'un zébu avait volé un petit gnou et ne voulait pas le rendre... Mais ne voit-on pas quelquefois un petit chat élevé par une chienne, un agneau par une vache ?

PROFESSEUR LÉON BINET.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *L'Illusion*, comédie en cinq actes de Corneille. Mise en scène de M. Jouvet.

C'est une très heureuse inspiration qu'a eue la Comédie de nous rendre *l'Illusion* de Corneille, qui avait quitté la scène depuis la mort de l'auteur et n'y avait été remise qu'exceptionnellement, à l'occasion d'un anniversaire. Elle l'a montée avec une ingéniosité et un goût qui font honneur à M. Jouvet. Le résultat a été une représentation charmante, curieuse, originale, l'évocation d'un moment peu connu de notre théâtre, un régal pour les lettrés.

Ce qui donne à *l'Illusion*, — c'est le titre original, sur lequel n'a prévalu que plus tard celui d'*Illusion comique*, — son importance historique, c'est sa date : 1636, quelques semaines avant *le Cid*. N'oublions pas que Corneille, à cette époque, n'était encore, à l'exception de la seule *Médée*, qu'un poète comique, et qui s'était signalé par l'invention d'un genre de comédie en contraste avec la manière conventionnelle et grossièrement bouffonne qui sévissait avant lui. L'auteur de *Mélite*, de *la Galerie du Palais* et de *la Place Royale* délivrait la scène des personnages de la farce et s'efforçait d'y donner l'image de la « conversation des honnêtes gens ». Au contact de l'Espagne, il change de système et le principal personnage de *l'Illusion*, celui qui lui donne sa valeur comique, est justement un de ces personnages bouffons, au type arrêté une fois pour toutes, que le poète avait jusque-là résolument écartés. Ce type du Matamore était un des types consacrés de la farce, remontant à la plus haute antiquité, puisque les Romains l'avaient connu sous le nom de *Miles gloriosus*. Mais le piquant de l'affaire, c'est précisément que nous sommes à la veille du *Cid*. Tels vers de *l'Illusion*, est-ce Matamore qui les gasconne, est-ce le Comte ou le Cid qui les lui empruntent ? Le son est le même : celui de l'honneur castillan. Ce qui est ici

rodomontade sera dans *le Cid* orgueil et bravoure. On dirait que, par avance, Corneille s'est parodié lui-même. Plus justement, nous dirons que Corneille s'est essayé dans *l'Illusion* à la note héroïque qu'il allait faire entendre dans *le Cid*, et qui sera si bien la sienne que nous ne cesserons plus d'y reconnaître « l'âme du grand Corneille ».

Pièce de facture singulière, qui déconcerte par la juxtaposition de plusieurs sujets, pièce à tiroirs, dont Corneille, dans la dédicace, a soin de souligner l'irrégularité. « Voici un étrange monstre que je vous dédie... Qu'on en nomme l'invention bizarre et extravagante, tant qu'on voudra : elle est nouvelle. »

Lorsque la toile se lève, nous avons sous les yeux l'ouverture de la grotte d'un magicien, Alcandre. Le magicien est un personnage habitué de la littérature romanesque d'alors. C'est à lui que s'adresse, en désespoir de cause, un père, Pridamant, pour retrouver un fils, disparu depuis dix ans. Alcandre, qui sait tout, lui conte par le menu l'histoire de ce fils, Clindor, qui, depuis le temps de sa fuite, a connu diverses fortunes et fait un peu tous les métiers, pour entrer finalement au service d'un « brave » gascon, Matamore. Et maintenant il va, d'un coup de sa baguette, faire apparaître ce fils lui-même et évoquer une tranche de sa vie. La voûte de la grotte s'élève, le seuil d'une maison sort de terre, et Clindor nous apparaît ayant autour de lui Matamore lui-même, sa maîtresse Isabelle que courtise et dont s'est fait aimer Clindor, et la suivante, Lyse, jalouse d'Isabelle. Entre eux va se dérouler une intrigue amoureuse, qui fera dans son ensemble un tout : c'est la première pièce. Le personnage central en est Matamore dont la vantardise, jointe à la poltronnerie, sera l'élément de comique. Dans le récit de ses exploits imaginaires, Corneille a déployé une verve étourdissante. Cependant, Clindor a un rival plus redoutable : c'est Adraste, que protège le père d'Isabelle. Clindor et Adraste en viennent aux mains ; Adraste est blessé. Clindor est arrêté et jeté en prison.

Cette prison, nous allons la voir, sous la forme d'une cage descendue du cintre et derrière les barreaux de laquelle Clindor se lamente, attendant ses derniers moments. Par bonheur, la suivante d'Isabelle, Lyse, a fait le nécessaire auprès du geôlier, qui n'a plus rien à lui refuser, et fait évader Clindor avec son Isabelle.

Le dernier acte met de nouveau sous les yeux de Pridamant Clindor, Isabelle et Lyse, engagés dans une aventure romanesque, mais cette fois qui finit mal : un jaloux, avec une troupe de domes-

tiques, envahit la scène et poignarde Clindor. Désespoir du malheureux père, mais qui sera vite consolé, car la toile en se relevant lui montre son fils bien vivant et bien portant. Ainsi en est-il des acteurs qu'on voit tomber morts en scène, et qui, le jeu fini, se relèvent et font bon ménage avec leur assassin. Car c'est une scène de comédie qu'ont jouée tout à l'heure Clindor et Isabelle, et nous, spectateurs, ne nous y étions pas trompés, car le décor représentait un théâtre, rampe, costumes, loges dans la salle, et nous entendions, aux beaux endroits, les applaudissements du public.

Et voici, selon l'usage d'alors, les comédiens se partageant la recette du jour. Clindor s'est donc fait acteur, et c'est le haut rang où le magicien avait annoncé qu'il s'était élevé. Tout finit par un éloge enthousiaste du théâtre, devenu le divertissement préféré de la Cour et de la Ville.

Ce qui ravit dans cette pièce, c'est le souffle de jeunesse qui l'anime, — Corneille a moins de trente ans, — c'est la virtuosité du poète et sa gaieté. Si le rôle du Matamore, par sa bouffonnerie, est l'âme de la pièce, le dernier acte, qui parodie la comédie romanesque à la mode, est un bijou d'ironie légère.

Une part du succès revient à la mise en scène, dont nous avons trop souvent déploré le débordement, pour ne pas reconnaître les services qu'elle rend lorsqu'elle s'accorde au texte et en fait le légitime accompagnement. Il y a dans *l'Illusion* une comédie, mais aussi une féerie, que les costumes et les décors dus à M. Christian Berard, la figuration, la machinerie ont rendue à merveille. Le décor du cinquième acte, représentant une scène de théâtre avec ses loges, est une trouvaille. Le texte, servi par la mise en scène, au lieu d'être étouffé par elle, c'est la vraie formule et nous ne saurions trop féliciter M. Jouvet de l'avoir si heureusement réalisée.

L'interprétation est des plus honorables, sans fausse note et valant par l'ensemble. M. Dorival, chargé du rôle de Matamore, en a joyeusement fait sonner l'humeur et l'accent gascons. M. Pierre Dux a tenu avec correction celui de Clindor. M. Aimé Clariond a composé un type de magicien tout classique. Mme Lise Delamare est une élégante Isabelle, et Mme Jeanne Sully une alerte suivante. Toute la troupe ne mérite que des compliments, sans en excepter un petit page minuscule dont l'accoutrement drôlatique et la gentillesse ont mis la salle en joie.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA PRISE DE MALAGA ET L'ENTENTE SUR LA QUESTION DES VOLONTAIRES

La prise de Malaga par les troupes du général Queipo de Llano est un grand succès pour le gouvernement national de Burgos. Malaga est une grande ville, la cinquième de l'Espagne par ordre d'importance. C'est une capitale « rouge » où un nombreux prolétariat ouvrier avait envoyé siéger aux Cortès le premier député communiste. C'est un port très important, par où arrivaient une forte partie des munitions et engins de guerre pour le gouvernement de Valence et dont la possession va faciliter les communications du général Franco avec le Maroc. C'est encore une base d'opérations très solide pour une marche sur Valence ; une fois maîtres du massif de montagnes qui descend jusqu'à la mer entre Malaga et Almeria, ils n'auraient plus devant eux de grands obstacles naturels jusqu'à la capitale de M. Largo Caballero, qui, prochainement, pourrait ne plus savoir où abriter son gouvernement, à moins de demander à M. Companys une hospitalité qui ne serait peut-être pas accordée ou qui mettrait le gouvernement révolutionnaire à la merci des Catalans.

Du côté de Madrid, les troupes du général Franco, tournant la capitale par le sud, ont franchi la Jarama, affluent du Manzanarès, et coupé la route de Valence. Le gouvernement ne peut plus communiquer avec Madrid que par la route détournée et difficile de Guadalajara. Si cette dernière issue était fermée, la capitulation de Madrid ne serait plus qu'une question de jours. Enfin, le moral des troupes révolutionnaires semble déficient. De Russie, les arrivages de munitions, de matériel et de « volontaires » seraient de moins en moins importants. Le dictature de Moscou, aux prises avec les éléments « trotzkistes », s'intéresserait de moins en moins à une révolution dont les chefs relèvent de l'obédience de son

implacable adversaire. Au contraire, les « volontaires » italiens sont arrivés assez nombreux et ont contribué à la prise de Malaga.

La fin du drame espagnol semble donc se préparer, sans être encore proche ; et le succès des « nationaux » paraît de plus en plus probable. C'est, pour la paix de l'Europe, l'issue la plus souhaitable. La junte de Burgos est, dans la situation désespérée de l'Espagne, seule capable d'y rétablir l'ordre et d'y réaliser l'apaisement ; son patriotisme ombrageux ne permettra jamais à une Puissance étrangère une intrusion indiscrète dans les affaires espagnoles. Le péril d'un front allemand sur les Pyrénées n'est donc pas de ceux dont la France ait à s'inquiéter. C'est assez, c'est trop, que, par la faute du « front populaire », la gratitude des vainqueurs doive naturellement être acquise à ceux qui les auront aidés. La fin de la guerre d'Espagne serait un soulagement pour toutes les Puissances civilisées et personne ne serait assez naïf pour y voir un désastre pour les « démocraties ». Mais dans quel état, hélas! sera la pauvre Espagne ! Malaga est en ruines, la magnifique cathédrale est presque détruite, des œuvres d'art incomparables ont disparu. Il est impossible de penser sans frémir de honte pour l'espèce humaine tout entière à une telle frénésie de destruction, à un tel sadisme de barbarie et de cruauté.

L'accord des Puissances, en face du drame espagnol, vient de faire un pas décisif. Depuis longtemps déjà, l'entente de principe était réalisée, mais on ne se hâtait pas de passer à l'action ; la Commission, que préside à Londres lord Plymouth, étudiait, discutait, mais n'aboutissait pas. On put même croire ces jours derniers que le refus du Portugal de se prêter à un contrôle international allait faire tout échouer. Le gouvernement français a réclamé énergiquement une action plus rapide et plus efficace et il a, en l'occurrence, quelque mérite, puisque la France est seule, avec le Portugal, à avoir une frontière terrestre avec l'Espagne ; elle a donné l'exemple de laisser établir chez elle un contrôle international. Le gouvernement du front populaire trouve sans doute à cette solution l'avantage de se couvrir, vis-à-vis de sa clientèle politique, de son zèle pour la paix et de sa condescendance à l'égard des autres États. Il n'en reste pas moins qu'il est toujours gênant d'accepter un contrôle étranger et que, si notre gouvernement avait spontanément, avant toute entente, fermé dès le début de la guerre sa frontière des Pyrénées, il aurait été plus fort pour imposer aux autres États le contrôle maritime

C'est notre ambassadeur, M. Charles Corbin, qui prit le 15 février, à la séance du sous-comité, l'initiative de brusquer la solution ; il déclara que si une décision ferme n'était pas adoptée, le gouvernement français pourrait se trouver amené à reprendre sa liberté d'action. Il fut décidé qu'à partir du 20 février entrerait en vigueur l'interdiction formelle de laisser partir des « volontaires » à destination de l'Espagne. Quant au contrôle par mer, il doit être appliqué le 6 mars. Le gouvernement de Moscou avait présenté deux objections sérieuses : la première tendait à obtenir que l'U. R. S. S. participât au contrôle naval dans la Méditerranée, la seconde à ce que l'Allemagne et l'Italie, qui ont envoyé le plus de volontaires au général Franco, ne fussent pas admises à prendre part au contrôle sur les frontières de terre. La diplomatie française obtint que le représentant de la Russie soviétique renonçât à son opposition. On espère que, devant l'unanimité des Puissances et sur les instances de l'Angleterre, le Portugal ne se montrera pas intransigeant.

Les journaux nous disent que parmi les prisonniers tombés à Malaga entre les mains des nationaux se trouvent des Français mineurs qui déclarent avoir été enrôlés par force ou en état d'ivresse. Plusieurs centaines d'autres « volontaires » auraient invoqué la protection du consul de France à Valence pour être rapatriés. On ne répétera jamais assez que les jeunes gens de moins de vingt et un ans, tout au moins, n'auraient jamais dû être autorisés à sortir de France. Dans la zone frontière, en particulier dans les Pyrénées-Orientales, les autorités régulières ne sont pas obéies par les fonctionnaires marxistes. Il va falloir, en présence de délégués étrangers, mettre fin à un tel scandale. On fera bien de profiter de l'occasion pour reconduire à la frontière les bandits catalans qui infestent toute la région du Midi. Et il faut aussi, dès maintenant, prévoir le cas où une victoire décisive des nationaux réduirait les miliciens de l'armée gouvernementale à chercher refuge chez nous en passant la seule frontière qu'ils puissent atteindre ; l'humanité nous interdirait de leur refuser asile et la prudence de les garder en liberté sur notre territoire. C'est par des mesures d'ordre international qu'il devrait être pourvu à leur sécurité. Le problème n'est pas simple ; il ne le serait guère davantage, si c'étaient les nationaux qui fussent dans le même cas.

Pour le moment, c'est un succès d'avoir réalisé l'accord européen sur des mesures pratiques de non-intervention ; il reste à les mettre en application sans faiblesse ni fraude.

L'EUROPE ET LA POLITIQUE HITLÉRIENNE

Après le discours de M. Hitler, on se demandait en Europe avec une curiosité nuancée d'inquiétude vers quelles entreprises nouvelles le Fuhrer allait engager la politique de son pays, car la loi du régime lui interdit le repos. Les paroles mêmes du Fuhrer et les campagnes de presse « synchronisées » laissaient croire que de nouvelles complications se produiraient par suite des revendications coloniales. On disait même, — quelles sottises n'imagine pas une presse toujours en quête de manchettes sensationnelles? — que M. de Ribbentrop revenait en hâte à Londres afin d'amorcer une négociation avec lord Halifax, qui supplée durant quelques jours M. Eden en congé, et que l'on représentait comme plus favorable aux revendications allemandes que le titulaire du Foreign Office.

De fait, M. de Ribbentrop a eu, le 11 février, avec lord Halifax un long entretien qui, d'après la presse anglaise, a consisté en un « tour d'horizon » très général. Seuls les journaux du Reich ont dit, pour la satisfaction de leurs lecteurs, que la question des colonies avait été posée. Si elle a été abordée, c'est certainement sans précision et sans que l'ambassadeur du Reich ait demandé à ouvrir une négociation sur ce point particulier. L'Angleterre n'a jamais renoncé, depuis le 7 mars de l'année dernière, à amener l'Allemagne à un accord général pour un pacte destiné à remplacer le traité de Locarno, à organiser la sécurité collective du continent et à ramener le Reich au bercail de Genève. C'est seulement dans le cas où elle recevrait satisfaction sur ce point essentiel, qu'il serait possible d'envisager non pas des cessions de territoires coloniaux, mais des arrangements économiques dont pourrait profiter l'Allemagne. De telles intentions apparaissent aux antipodes de la politique définie par le Fuhrer dans son discours du 30 janvier. Plusieurs députés conservateurs ont profité de ces circonstances pour obtenir du gouvernement une nouvelle affirmation de sa volonté de ne pas entamer une négociation qui pourrait aboutir à une cession de territoire. Le 15 février, M. V. Adams a posé la question en ces termes: « Pour dissiper certaines espérances allemandes mal fondées, voudriez-vous déclarer en termes non équivoques que le gouvernement de Sa Majesté ne saurait envisager la cession à l'Allemagne nazie d'un territoire quelconque se trouvant sous la domination politique de la Grande-Bretagne ? » Le sous-secrétaire d'État, vicomte Cranborne,

répondit : « Comme il a déjà été déclaré, le gouvernement de Sa Majesté n'a pas envisagé et n'envisage pas un pareil transfert. » Il a ajouté « qu'il n'y a pas de discussion en cours ».

D'autre part, le leader de l'opposition libérale, sir Archibald Sinclair, s'est bien déclaré partisan en principe de la rétrocession à l'Allemagne de ses anciennes colonies, mais à certaines conditions : il faudrait que l'Allemagne se joignît aux autres Puissances en vue d'un désarmement général, qu'elle acceptât de soumettre les litiges internationaux au jugement d'un tiers arbitre, qu'elle accordât à toutes les nations, y compris la Russie soviétique, la même égalité de droits qu'elle réclame pour elle-même, qu'elle s'engageât enfin à accorder aux indigènes des territoires en question les mêmes droits dont ils jouissent actuellement, et à y maintenir la porte ouverte au commerce de toutes les nations. Nous ne sommes pas à la veille de voir M. Hitler se plier à de telles conditions.

Le Fuhrer, dans son discours, avait déclaré : « Le gouvernement allemand a assuré la Belgique et la Hollande qu'il est prêt à reconnaître et à garantir toujours ces États comme des territoires neutres intangibles. » La presse belge a fait à cette déclaration un accueil des plus réservés. En Hollande, le ministre des Affaires étrangères, M. de Graef, interrogé par un sénateur, a répondu que les Pays-Bas ne sont disposés à conclure avec aucun pays un accord concernant l'intégrité de leur territoire. Cette intégrité est, pour les Hollandais, un principe qui ne peut faire l'objet d'aucune tractation. Admettre qu'elle puisse être garantie, ce serait implicitement reconnaître qu'elle peut être menacée. Le gouvernement de la reine Wilhelmine n'accepte pas dans ces conditions un traité de neutralité, et, tout en reconnaissant les bonnes intentions du Reich, il a décliné ses offres et repoussé ses ouvertures.

Il est vraisemblable que M. de Ribbentrop a surtout développé à son interlocuteur britannique les mérites de la politique de croisade européenne contre le bolchévisme ; c'est le thème favori du Fuhrer. A l'entendre, non seulement l'Espagne serait contaminée, mais la France, la Belgique, l'Angleterre elle-même seraient envahies par la contagion. La politique anticommuniste est un paravent commode qui peut dissimuler toute sorte d'entreprises dangereuses. Il sert d'abord de prétexte au Fuhrer pour rejeter toute organisation de la sécurité continentale dans laquelle la Russie soviétique serait l'une des parties. En prétendant exclure la Russie soviétique de la communauté européenne et en soutenant que ce sont les pactes entre la

France et la Russie et entre la Tchécoslovaquie et la Russie qui constituent l'obstacle à toute organisation générale de la sécurité continentale. M. Hitler cherche surtout à dissocier la politique britannique de celle de la France. Cette conjonction, dont la solidité s'affirme chaque jour, empêche évidemment le programme allemand de se développer, et il est naturel que M. Hitler, avant de s'engager dans une entreprise quelconque, cherche à rompre ce faisceau solide ; il y a peu de chances pour qu'il y réussisse.

Cependant l'appréhension, d'ailleurs légitime et fondée, du péril bolchéviste est si vive en Angleterre que l'argument de M. Hitler n'est pas sans faire impression sur certains esprits. Le *Times* du 28 janvier n'eut-il pas l'imprudence de dire : « Aucun Anglais, s'il chaussait les bottes allemandes, n'accepterait les engagements d'un nouveau traité tant que le pacte franco-soviétique et le pacte russo-tchèque subsisteraient dans leur entière rigueur. Ils sont incompatibles avec un règlement politique consenti. Ils existent parce que ce règlement n'est point intervenu, et tout règlement doit les remplacer. » M. Hitler, aussi bien que le journal de la *City*, oublient trop facilement que c'est l'Allemagne qui, la première, a conclu dès 1922 avec la Russie, où le bolchévisme était alors dans toute sa virulence, le traité de Rapallo, que ce traité a été plusieurs fois confirmé et qu'il n'a jamais été abrogé ni dénoncé.

Le *Times* a raison quand il dit que si le pacte franco-soviétique et le pacte russo-tchèque existent, c'est parce qu'aucun règlement de sécurité n'a jamais pu aboutir ; mais il devrait ajouter que ces traités n'auraient jamais paru nécessaires, si l'Angleterre, depuis le traité de Versailles, avait associé fortement sa politique à la nôtre, comme c'était d'ailleurs son intérêt, et si elle n'avait pas réalisé ce désarmement qu'elle regrette aujourd'hui, tandis que l'Allemagne procédait à son réarmement. Il appartient à chaque État de prendre chez lui, dans la plénitude de sa souveraineté, les mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre la propagande communiste, et il faut malheureusement reconnaître que notre gouvernement actuel manque sur ce point à son devoir ; mais il n'est permis à aucune autre Puissance de lui imposer des règlements de prophylaxie. Personne, pas même M. Léon Blum, ne méconnaît la gravité du péril communiste ; mais le remède que l'Allemagne nazie prétend y apporter est un autre fléau sans lequel le premier serait moins redoutable ou plus aisé à combattre. C'est la menace de l'Allemagne réarmée qui fait le jeu du bolchévisme.

Si la démarche de M. de Ribbentrop à Londres était autre chose qu'un trompe-l'œil, le Fuhrer n'aurait pas permis qu'elle fût encadrée par les violentes diatribes de M. Gœbbels le 4 février à Hambourg et le 12 à Berlin ; il n'aurait pas laissé son lieutenant dire, aux applaudissements de vingt mille auditeurs : « l'Allemagne a déchiré le traité de Versailles et l'a jeté à la face de ses adversaires ». Qui donc, après cela, serait tenté de signer un traité quelconque avec le Reich ? Il y a, dans le second discours de M. Gœbbels, deux points à retenir. Le premier confirme ce que nous savions, c'est que, si la France et l'Angleterre avaient réagi le 7 mars 1936 avec quelque énergie, le régime hitlérien n'eût sans doute pas résisté à la secousse. La seconde est une nouvelle affirmation de la volonté de paix du Fuhrer et du peuple allemand. « Nous n'avons pas de revendications territoriales à faire valoir à l'égard de la France. » Mais que pèsent de telles affirmations en présence des actes menaçants et des paroles de haine que les voisins de l'Allemagne entendent à chaque instant ? La destruction de l'Europe de Versailles se poursuit méthodiquement. La campagne violente de la presse contre la Tchécoslovaquie ne s'atténue pas. L'audace de l'Allemagne n'est faite que des faiblesses trop souvent répétées des autres Puissances. Ses entreprises dangereuses, ses attentats réitérés ne connaîtront un terme que le jour où un « non » clair, net, sans réserves ni circonlocutions, aura été opposé à l'une de ses exigences. Ce mot, il appartient à l'Angleterre et à la France de le prononcer d'un commun accord : elles ne fonderont la paix qu'à ce prix.

LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE ; L'ENTENTE BALKANIQUE ET LA PETITE ENTENTE

Les procédés indiscrets de la politique hitlérienne, dont les agents se croient partout chez eux sous prétexte d'organiser la lutte contre le communisme, produisent çà et là leur infaillible effet. A Bucarest, les ministres d'Allemagne et d'Italie ayant assisté en grand uniforme aux funérailles de deux « gardes de fer » roumains tombés en Espagne sous les drapeaux du général Franco, l'incident eut à la Chambre un écho tumultueux qui semble devoir se conclure par le rappel des deux diplomates trop zélés. L'ingérence du nazisme ou du fascisme dans les affaires intérieures de chaque État n'est pas plus tolérable que celle du communisme russe. La Suisse organise sa défense contre la propagande bolchéviste. En Belgique, le ministre socialiste des

Affaires étrangères. M. Spaak, qui a succédé au leader du socialisme orthodoxe, M. Émile Vandervelde, a condamné en termes très forts la doctrine marxiste pour se rallier aux conceptions moins rigides de M. Henri de Man.

L'Autriche, par la voix respectée de son éminent chancelier, affirme sa volonté et sa capacité d'indépendance. Par le traité du 11 juillet, l'Autriche s'engage à se comporter comme un État allemand ; on avait cru comprendre, à Berlin, qu'allemand était synonyme de nazi, et il faut aujourd'hui déchanter. M. de Schuschnigg, dans son discours du 14 février, présente l'Autriche comme l'héritière de la vieille culture germanique et de l'esprit allemand universaliste et, du coup, il la place, non pas à la remorque du prussianisme nazi, mais en face de lui, comme une espérance pour tous ceux qui ne voient pas dans le caporalisme en chemises brunes le dernier mot de la civilisation. L'Autriche se félicite des bonnes relations rétablies avec le Reich par l'accord du 11 juillet ; elle est en excellents rapports avec toutes les Puissances voisines ou lointaines, mais elle a sa personnalité à elle et elle incarne une idée qui est en contradiction flagrante avec le racisme et en harmonie avec ce que la France, l'Angleterre et l'Italie ont toujours affirmé en s'opposant à l'*Anschluss*. Il n'est que juste de féliciter M. de Schuschnigg de l'esprit politique qu'il apporte dans l'exercice si difficile de ses hautes fonctions et de l'énergie avec laquelle il continue la politique du martyr Dollfuss.

Pour apprécier toute la portée des déclarations du Chancelier, il importe de placer à côté d'elles le fait du Kulturkampf qui, dans le Reich voisin, est de plus en plus aigu. Le même jour où M. de Schuschnigg parlait à Vienne, le cardinal Faulhaber qui, avec ses confrères les cardinaux et évêques allemands, vient de conférer à Rome avec Pie XI, faisait entendre à la cathédrale de Munich une solennelle protestation contre les violations de plus en plus fréquentes et graves du Concordat : « On confisque les lettres pastorales, on saisit les écoles chrétiennes, on arrête les prêtres, on séquestre les biens de l'Église, on renvoie les religieuses et les maîtres catholiques, on interdit les processions, on répand un flot de calomnies contre les hauts dignitaires de l'Église (1). » S'achemine-t-on vers une dénonciation du Concordat ? Le cardinal en a indiqué les conséquences : « La rupture du Concordat ébranlerait la confiance des nations étrangères qui s'efforcent de croire à la parole de l'Allemagne. »

(1) Ces derniers mots contiennent sans doute une allusion aux attaques calomnieuses de M. Gœbbels contre le Pape dans son discours du 12.

Le Chancelier, dans son discours, a touché un sujet particulièrement délicat : la restauration éventuelle de l'archiduc Otto sur le trône des Habsbourg. Il a précisé deux points : le premier, c'est qu'une telle décision ne regarde que l'Autriche, l'Autriche toute seule. Le second, c'est que l'initiative d'une consultation populaire devrait émaner, non pas d'un parti, ou d'une association quelconque, mais du gouvernement seul. Une restauration ne serait d'ailleurs possible que dans le cadre de la constitution. M. de Schuschnigg sait mieux que personne qu'une restauration aurait sans doute l'appui de M. Mussolini, mais risquerait de se heurter à une forte opposition de la Petite Entente. Le titre d'empereur ne paraîtrait-il pas disproportionné avec un petit État de moins de sept millions d'âmes et ne semblerait-il pas impliquer une politique de reconstitution de l'ancien empire qui éveillerait les plus vives appréhensions parmi les « États successeurs » ? Une autre difficulté surgirait du problème des relations avec les Magyars. On ne veut plus entendre parler, à Budapest, d'un empire dualiste, et pourtant l'archiduc Otto est le roi légitime de Hongrie. Renoncerait-il, d'autre part, au titre héréditaire de roi de Bohème ? Toutes ces difficultés ne sont pas insolubles et il est certain que la restauration d'un Habsbourg à Vienne barrerait la route à un *Anschluss* pacifique. Mais il est difficile de concevoir un Habsbourg tranquille souverain constitutionnel d'une petite Autriche et l'on comprend les objections et les craintes des Tchécoslovaques, des Roumains et des Yougoslaves. M. de Schuschnigg sera assez sage pour ne rien précipiter et pour ne s'avancer dans la voie scabreuse d'une restauration qu'après un accord avec les États intéressés.

En attendant, il est juste de rendre hommage aux efforts heureux que le successeur de Dollfuss, soutenu par le grand parti chrétien-social qui est l'âme du « front patriotique », a faits pour ramener en Autriche la tranquillité et la prospérité. Ceux qui avaient trop vite désespéré de faire vivre une Autriche indépendante reçoivent aujourd'hui le démenti des faits. L'œuvre réalisée en quelques mois est considérable ; elle s'inspire de la tradition sociale des Vogelsang, des Aloïs Liechstenstein, des Lueger, des Seipel, et elle suit les directions tracées dans leurs encycliques par Léon XIII et Pie XI. Sans doute les marxistes et leur chef Otto Bauer n'ont pas renoncé à provoquer à Vienne une nouvelle révolution qui favoriserait l'invasion prussienne ; sans doute les nazis cherchent encore à fomenter une agitation en faveur de l'*Anschluss*, ou, ce qui revient au même,

à établir à Vienne un gouvernement à l'instar de Berlin. Mais les uns et les autres en sont réduits à constater avec dépit que l'Autriche prend goût à la vie et que la prospérité économique renaît. Depuis que l'insurrection socialiste de 1934 a été vaincue, les ouvriers se sont ralliés au front patriotique dans la proportion de 70 pour 100. Ils ont reconnu que les institutions sociales de l'État autrichien et de la ville de Vienne leur assurent un niveau de vie et une sécurité plus avantageux que partout ailleurs ; ils ont compris que le système socialiste par sa fiscalité oppressive tuait la classe moyenne et paralysait la vie économique. Le Chancelier a déclaré dans son discours du 26 novembre que « le national-socialisme devait être considéré comme ennemi public au même titre que le bolchévisme » ; mais il a pu ajouter qu'il n'y a pas actuellement en Autriche de péril communiste. Le double échec du marxisme et du nazisme dans le grand centre urbain du bassin du Danube serait pour l'Europe un précieux gage de paix et une grande leçon.

Le Conseil de l'Entente balkanique vient de tenir sa session à Athènes (15-18 février). Certains articles parus dans la presse de Bucarest et d'Athènes avaient accrédité le bruit que le pacte d'amitié perpétuelle et d'intime collaboration récemment conclu entre la Yougoslavie et la Bulgarie avait suscité certaines inquiétudes en Roumanie et en Grèce. M. Antonesco et M. Metaxas ont reçu à ce sujet tous apaisements. M. Stoyadinovitch a déclaré que la Bulgarie était disposée à conclure avec tous ses voisins des pactes d'amitié, dès que les questions restées litigieuses auraient été résolues. M. Rustu Aras a mis ses collègues au courant de ses entretiens à Milan avec le comte Ciano et de l'adhésion prochaine de l'Italie aux conventions de Montreux pour le régime des Détroits. Il serait question d'un pacte méditerranéen sous les auspices de l'Italie, qui cherche visiblement à battre en brèche, en dépit du *Gentlemen's agreement*, la politique britannique dans la Méditerranée orientale. Quoi qu'il en soit, aucune difficulté sérieuse n'apparaît dans les Balkans.

La Petite Entente va, elle aussi, tenir, dans les premiers jours de mars, un Conseil dont nous aurons l'occasion de parler. Nul doute que le discours de M. de Schuschnigg n'y soit discuté. Mais le bruit court qu'un débat de plus haute portée y serait amorcé. La France et l'Angleterre ne manquent pas une occasion de déclarer que leur politique reste fondée sur les principes de la Société des nations et se meut dans son cadre. Mais des exemples trop nombreux, en particulier celui du 7 mars, le peu de confiance de l'Italie en l'orga-

nisme de Genève et l'absence de plusieurs grandes Puissances obligent les États qui, comme la Tchécoslovaquie, ont des raisons sérieuses de se croire directement menacés, à interroger leurs grands amis d'Occident pour savoir dans quelle mesure, le cas échéant, ils peuvent compter sur leur appui et dans quelles conditions. Ce sera, pour la France et pour l'Angleterre, l'occasion de définir d'un commun accord leur politique et de mesurer ce que la Société des nations représente encore d'efficacité pratique. Le débat, à la Chambre des communes, sur le réarmement britannique (17 février) apporte déjà les premiers éléments d'une réponse. Il faut regarder les choses en face. Depuis le formidable réarmement de l'Allemagne, le régime de « la sécurité collective » peut recueillir encore des approbations de principe : son efficacité n'est plus suffisante. Qu'on le veuille ou non, l'Europe est revenue au régime de la paix armée. Et il n'est pas vrai, — comme on l'a trop répété en Angleterre, en France et ailleurs, — que ce régime ait engendré la guerre de 1914 et qu'il doive fatalement conduire à la guerre.

LE GOUVERNEMENT ET LE PROBLÈME FINANCIER

Le cabinet Léon Blum a subi, cette quinzaine, l'épreuve d'une juste et sévère critique de la part des sénateurs, gardiens vigilants de l'épargne française. M. Caillaux, président de la Commission des finances, et M. Abel Gardey, rapporteur général, ont mis le gouvernement en garde contre les conséquences financières de sa politique sociale. C'est le sort des réformes précipitées de bouleverser l'économie nationale. M. Caillaux a justifié « la politique des économies » qui, pratiquée par les gouvernements de 1932 à 1935, a, au fort de la crise économique, « évité la catastrophe ». Puis, s'adressant au président du Conseil, il lui a dit : « La seule chose à faire pour ramener la confiance, c'est d'affirmer chaque jour votre volonté d'économies. Prêchez à ce pays que, sous la somme des avantages particuliers, l'État risque de s'effondrer. Ensuite, n'apportez plus de cahiers de dépenses non assorties d'économies réelles. » La dévaluation aurait pu avoir certains bons effets, si elle avait été accompagnée, comme elle le fut en Angleterre et en Belgique, d'une politique énergique pour limiter la hausse des prix. Il n'en a rien été. La hausse vertigineuse des prix oblige à se demander si le gouvernement qui s'est laissé entraîner, comme le constate M. Frossard, dans le cycle infernal des prix et de la monnaie, pourra éviter, malgré ses affirmations

rassurantes, une dévaluation nouvelle. Mais pour prévenir la dévaluation, il faut se garder de toute inflation. Et alors se pose un problème de trésorerie dont le gouvernement cherche en vain la solution. Un emprunt en Angleterre a procuré quelques milliards, mais c'est un emprunt à court terme gagé sur l'or de la Banque : désastreuse méthode. Il reste, d'après M. Gardey, à trouver au moins 25 milliards. Le rapporteur général, aux applaudissements du Sénat, a adjuré le gouvernement de prendre garde : « Trop de choses sont en jeu, la monnaie, la défense nationale et nos libertés, pour que la Commission des finances, pénétrée de ses responsabilités, ne fasse pas entendre au pays un patriotique avertissement. »

Mais ce qu'il faudrait, ce ne sont plus des palliatifs ; c'est un changement de politique que M. Paul Faure déclare impossible et que tous les experts déclarent indispensable. La majorité, où les radicaux sont de moins en moins écoutés et où ils assument cependant les plus lourdes responsabilités, pousse le gouvernement à de nouvelles mesures qui préparent l'avènement d'un régime purement socialiste. M. Léon Blum cependant paraît s'être rendu compte du danger. Au moment où l'on impose à l'industrie la semaine de quarante heures, sous le prétexte, que l'expérience révèle faux, que le nombre des chômeurs en sera diminué, les ouvriers de l'Exposition ont eu la surprise, qu'ils n'ont pas cachée, d'entendre le président du Conseil leur demander de travailler le samedi et le dimanche. Et, quelques jours après, les fonctionnaires à leur tour étaient sollicités de vouloir bien renoncer pour le moment aux augmentations de traitements qu'ils réclament. Il est assez piquant d'entendre M. Blum tenir exactement le langage qu'il blâmait avec virulence dans la bouche de M. Laval. Ses efforts pour arrêter la machine sur la pente fatale sont peut-être méritoires ; il faut malheureusement craindre qu'ils ne soient vains On a habitué fonctionnaires et ouvriers à être obéis, et ils parleront en maîtres à M. Blum lui-même. C'est là qu'est le péril. La France comprend la nécessité de réformes sociales même hardies, mais elle les veut dans l'ordre et la discipline et elle n'admet pas que les organismes syndicaux se substituent au gouvernement et prétendent régenter même la politique extérieure.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

éva-
pro-
solu-
mais
ésas-
noins
énat,
sont
ue la
fasse

st un
ole et
où les
cepen-
à de
ement
ote du
e qua-
que le
osition
ésident
anche.
nt sol-
tations
tendre
rulence
ine sur
sement
uvriers
C'est là
sociales
et elle
gouver-
e.

S

– S
et le
gazo
jour
men
dans
som
le te
née
rete
son
proc
terr
com
ni q
dan
ave
inte

c

LE PARRAIN

PREMIÈRE PARTIE

Y AVAIT SIX FILLES DANS UN PRÉ

Sabine qui était l'aînée des six, les six demoiselles Ravelli, — les « six grâces de Grasse » comme les surnommait le galant M. Lipert, conservateur du petit musée Fragonard. — Sabine se levait avec les oiseaux qui se lèvent avec le jour, et le jour se lève avant le soleil. Quand, avertie par leurs gazouillis, elle poussait les contrevents de sa porte-fenêtre toujours ouverte la nuit et donnant sur un balcon de bois, subitement cessait le concert joyeux. Elle apparaissait longue et fine dans son pyjama, les bras nus, les yeux encore chargés de sommeil, les cheveux noirs ébouriffés en boucles sur le front, le teint blafard et humide de quelque crème de beauté destinée à protéger la peau, semblable à un Pierrot qui aurait retenu sur sa figure le clair de lune et cette vision qui, malgré son désordre et ses pâtes, eût enchanté un Roméo, devait produire sur le petit orchestre ailé un effet de terreur. Cette terreur était bientôt dissipée et, quand on s'était rendu compte que ce n'était là qu'une femme, et non un chasseur, ni quelqu'un de ces hommes sonores du Midi qui ont un carillon dans le gosier, les voix reprenaient leur hymne à la nature avec une allégresse nouvelle. Penchée à la balustrade, elle interrogeait les arbres qui escortaient le petit sentier en pente

Copyright by Henry Bordeaux, 1937.

aboutissant à un escalier et à une porte grillée sur la grande route. Où donc étaient cachés les petits chanteurs ? Elle n'en pouvait voir aucun. C'était le platane rapproché qui chantait. Ses feuilles remuaient, s'agitaient, comme si elles frissonnaient au vent, et ces frissons venaient du mouvement des ailes invisibles. Quelle fraîche musique dans la fraîcheur du matin ! Et puis tout à coup frrr... Toute cette musique se brisait en petits morceaux de cristal qui fuyaient dans toutes les directions.

Sabine s'attardait quelques instants à les suivre. Elle les suivait avec des prières qui s'envolaient pareillement, mais sans s'éparpiller, car elles ne savaient que monter. Au-dessous d'elle, le platane, taillé en boule, était redevenu immobile et muet. Elle jetait un rapide coup d'œil sur le magnifique paysage trop connu et presque trop beau qui, chaque matin, lui caressait les yeux avec une douceur nouvelle : le village de Mougins en face, dressé sur sa colline, la série des vallons verts ou dorés et, au fond, la mer en demi-lune, la mer d'un bleu de lavande dans son réveil matinal. Ce sourire amical de la terre et de l'eau lui arrachait un sourire correspondant et vite elle rentrait dans sa chambre pour asperger d'eau froide son corps mince et ferme d'intacte jeunesse. Un soupir : elle s'apitoyait sur elle-même et son inutile beauté :

— Vingt-sept ans déjà, et pas de mari.

Mais elle n'avait guère le temps de s'apitoyer. N'avait-elle pas à sa charge, depuis la disparition de sa mère décédée peu après la naissance de la dernière, six enfants : son père et cinq sœurs ? Les cinq se suivaient à intervalles réguliers, de deux ans en deux ans : Alexandrine et Césarine, ainsi nommées des grands hommes de guerre renouvelés par les Joffre et les Foch, Barberine et Carmosine, inspirées d'Alfred de Musset, enfin Martine, la plus jeune, dix-sept ans, à qui l'intervention maternelle avait valu, comme pour l'aînée, une plus simple désignation. Le père lui-même s'appelait Auguste. Il goûtait indistinctement l'histoire et la littérature, pourvu que son imagination pût s'enflammer. Elle s'enflammait aisément, tantôt pour des chimères, tantôt pour des réalités avantageuses.

— Mes filles, je vais acheter une automobile. Qui de vous la conduira ?

— Moi... moi... moi...

Toutes les mains s'étaient levées Que de chauffeurs !

— Eh bien, et moi ?

— Vous, papa, vous êtes trop distrait.

Toutes avaient pris leur brevet, celles du moins qui en avaient l'âge, mais les trois plus jeunes, qui ne pouvaient alors le prendre, étaient les plus acharnées au volant. Le miracle était l'absence d'accident. Logiquement, la voiture ne pouvait contenir que cinq personnes, trois derrière et deux devant, mais on s'y entassait.

« Voilà encore l'auto des Ravelli ! » disaient en se garant les gens du pays. » Et, curieux, ils cherchaient des yeux laquelle des six conduisait. « C'est Mlle Sabine. Alors, ça va bien. Elle ne dépasse pas soixante... » Ou bien : « C'est Mlle Martine. Un ouragan. Du cent. Vite, le talus. Pas la peine, elle est déjà loin... » Mais les petites mains expertes maniaient à merveille la 15 CV. qui tenait bien la route et, souple, contournait les passants et les bicyclettes sans en avoir l'air.

Une autre fois, le père aux six filles proposait :

— Il vous faut apprendre à nager. Grasse est trop loin de la mer. Où voulez-vous aller cet été ? Cannes, Juan-les-Pins, Antibes, Saint-Raphaël ?

Il offrait les stations comme on offre des gâteaux. Sabine la sage intervenait. Une petite plage tranquille, où l'on ne marcherait pas sur les corps nus, où l'on aurait du soleil, de l'eau, et la nourriture à bon marché. On choisit Saint-Tropez qui n'était pas encore assailli par les peintres et mis à la mode par toute une ménagerie mondaine. Martine, la plus jeune, se révéla bientôt la plus intrépide : elle apprit le crawl et dépassait à toute allure ses sœurs. Elle plongeait d'un tremplin de trois mètres et son corps gracile de quinze printemps, inachevé et plein de promesses, allongé dans la chute, disparaissait pour reparaître à fleur d'eau, presque porté par l'eau qu'il fendait harmonieusement. Là, bientôt, on les appela les sirènes, ce qui faisait jeu de mots. Et leur réputation s'étant répandue, les baigneurs commencèrent d'affluer. Mais les vacances étaient achevées et Sabine donna le signal du départ.

— Déjà ! Nous avons à peine eu le temps d'apprendre à nager.

— Vous nagez très bien, et même vous allez trop loin dans la mer : c'est dangereux.

— Papa nous surveille.

La surveillance de M. Ravelli s'exerçait avec indulgence. Cependant la plus belle de visage et la mieux faite, c'était encore et toujours Sabine. Les cadettes le reconnaissaient :

— Tu es inégalable. Tu as la peau blanche et les yeux bleus. Et tu passes pour brune.

— Regardez mes cheveux.

— Oui, tu les as plus noirs que Césarine et Alexandrine qui sont brunes comme des statues de terre cuite dès qu'elles s'exposent trois fois au soleil.

— Barberine et Carmosine sont châtaines.

— Et Martine est blonde, ou presque blonde. Aucune n'est blanche comme toi.

— La blancheur n'est plus à la mode. Sur la plage elle est presque indécente.

— A la mer, c'est vrai, mais à la ville.

— A la ville, il n'y a personne pour le remarquer.

Et Sabine avait souri mélancoliquement.

— Pourquoi ne les mariez-vous pas ? demandait-on à M. Ravelli.

Il n'y avait jamais pensé. Sa maison était pleine de gaieté, de chansons, de rires, de jeunesse et de beauté. Pourquoi donc y changer quelque chose ? Quand il ne serait plus là, elles seraient libres de suivre leur caprice. Mais il était là, comme un fonctionnaire paternel qui veillait sur ces trésors. Il n'attirait personne, il ne s'adressait à personne, il ne tentait ni démarches, ni invitations. A quoi bon ? Le hasard, ou la Providence y suppléerait. Lui-même n'avait-il pas rencontré Sylvie, sa femme, sans la chercher, providentiellement ou par hasard ? Sylvie ? Il s'arrêtait sur ce nom qui, seul, gardait le pouvoir de suspendre l'agitation perpétuelle de sa vie et de sa pensée. Quand il s'arrêtait ainsi, il croyait mourir et il détestait la mort. Alors il s'efforçait de remettre en mouvement la machine physique et morale.

Les jeunes gens ne manquaient pourtant pas de venir dans la villa de Grasse à quelque distance de la ville, proche la petite église anglaise entre deux chemins qui montaient, au-dessus de la villa rouge de Francis de Croisset. On y accède

par un de ces chemins montants accessibles aux automobiles, mais l'entrée romantique est réservée aux piétons qui franchissent la grille. Là, après quelques marches usées, est un petit sentier grimpant comme une chèvre, entre des ifs, des aloès, des cactus, des palmiers, sans compter le platane aux oiseaux. Le jardin était plein de roses et la terrasse de jeunes filles. M. Ravelli avait fait aménager un tennis à demi caché par les volubilis agrippés au treillage. Il s'était procuré aussi un bruyant phonographe. Comment le pouvait-on accuser de ne pas s'occuper de ses filles ? On jouait, on dansait, on flirtait, mais Sabine, mieux que son père, avait l'œil à tout. Elle-même était la plus entourée, mais elle était la mieux défendue. Elle attendait les demandes en mariage, elle les guettait même, pour elle et pour ses sœurs. Elle ne s'oubliait pas. Elle eût poussé le désintéressement jusqu'à laisser passer avant elle les deux suivantes, les deux aux prénoms conquérants, Alexandrine et Césarine, mais pas davantage. Les autres avaient le temps devant elles. Or les demandes n'affluaient pas, ou celles qui venaient étaient quasi ridicules et excitaient l'hilarité générale pour quelque défaut physique trop apparent ou pour quelque attitude comique. L'un après l'autre les beaux jeunes gens se retiraient, la tête basse, avec des regrets dans les yeux, un goût amer à la bouche, le goût des baisers rentrés qui ne seront jamais donnés, jamais reçus, et qui auraient été pourtant si agréables, si légers, si vite oubliés.

— Et Raymond ? interrogeaient les cadettes. On ne le voit plus. Pourquoi ?

— Je ne sais pas.

— Et Édouard ? Lui aussi a disparu.

— Peut-être bien.

Sabine donnait des réponses évasives dont se contentaient ses sœurs, qui d'ailleurs, n'insistaient pas. Peut-être celles-ci ne cherchaient-elles pas à approfondir, ayant trop bien deviné. Le ton de la maison n'était pas à la tristesse, mais à l'insouciance. On comptait sur l'avenir dont le présent n'était que l'annonciateur. Le bonheur est affaire d'habitude : le tout est de commencer par être heureux et le reste suit. Allons, vite au court de tennis : Alexandrine et Césarine ont gagné à Cannes le championnat. En avant la musique : Barberine et Carmosine, piano et violon, ont joué dans tous les

concerts de charité où l'on demande de l'argent aux virtuoses au lieu de leur en donner. Quant à Martine, personne ne savait composer comme elle un bouquet : ses surtouts de table mériteraient d'être célèbres. Et quand elle improvise des danses, elle dessine une série de petites Tanagras pour se muer peu à peu, dans son exaltation, en petite bacchante.

Tous les arts d'agrément, tous, et tous les sports, même le ski, l'hiver, au-dessus de Saint-Martin Vésubie et de Beuil, sont en honneur à la villa Sylvie. Car la maison s'appelle la villa Sylvie en souvenir... En souvenir d'une chère mémoire à qui la joyeuse troupe ne pense guère, n'a pas le temps de penser, excepté le père qui se replonge aussitôt dans la mêlée de ses images, et Sabine.

Car Sabine savait. Elle savait tout. Elle avait dix ans quand sa mère était morte. Pendant l'attente de Martine qui devait coûter une vie en naissant et qui s'annonçait par des fatigues presque quotidiennes, elle faisait taire ses trop bruyantes sœurs. Quand l'accouchée, quelques jours après l'accouchement, sentit, la première, qu'elle s'en allait, elle ne laissa entrer dans sa chambre que Sabine. Elle la regarda, elle lui sourit, elle ouvrit la bouche, mais ne lui dit rien, attendrie sans doute par son âge. L'enfant avait compris. A peu près. On ne comprend jamais qu'à peu près, les grandes personnes guère mieux que les enfants. Elle comprit surtout le désespoir de son père qui s'effondrait et ne commandait rien, comme un chef blessé et inutile au milieu de sa troupe hésitante. Alors elle s'était approchée de lui, elle lui avait touché le bras timidement :

— Papa, je suis là.

Le pauvre homme, surpris par cette caresse dans son malheur, l'avait regardée, mais c'était le regard de la mourante qu'elle voyait.

— Toi, tu es trop petite.

— Pas autant que tu crois.

Elle avait cessé brusquement d'être petite. Une sœur de M. Ravelli était venue prêter main-forte au veuf mal en point. C'était son aînée, une vieille fille énergique et rude qui avait pris toute la volonté de la famille et s'en servait abondamment. Trois ans elle terrorisa la maison. Il faut convenir que ce régime lui fut salutaire. M. Ravelli avait

repris le chemin de son usine de matières premières pour la parfumerie : il s'y enfermait pour éviter les semonces et les rebuffades, et surtout les sermons sur sa nonchalance et sa légèreté. Car il jouait avec les cadettes et amusait les aînées. Il ramenait chez lui la joie, ne pouvant guère y rapporter autre chose. Lui-même n'était, ne serait jamais qu'un enfant avec de grands chagrins et de grands rires. La classe était devenue sacrée, et l'heure des repas, et la promenade hygiénique, et l'alimentation de la petite dernière. Une régularité de couvent s'imposait à tous.

Quand elle eut passé treize ans, Sabine, confidente de toutes les révoltes comprimées, de toutes les amertumes cachées, de tous les sanglots refoulés, prit un jour son père à part :

— Maintenant, papa, je suis grande.

— Oh ! pas encore beaucoup.

— Assez pour remplacer maman.

— Crois-tu ?

— Je crois.

Il pleura et presque aussitôt rit bruyamment. Le souvenir de Sylvie l'envahissait, remplacé instantanément, comme dans un film, par l'image de sa sœur embarquée dans un autocar avec tous ses paquets. Mais comment oserait-il jamais la mettre à la porte, après tant de services rendus et un dévouement de trois années qu'elle étalait complaisamment ? Jamais il n'aurait ce courage ou cette cruauté. La chance le favorisa. Elle-même conjura sa perte et son départ. Souvent elle vantait ses diplômes de la Croix-Rouge qui lui avaient permis dans la guerre de s'approcher du front dans les ambulances. Or, la Croix-Rouge recrutait des infirmières pour le Maroc.

— Ah ! si j'étais libre ! ne cessait-elle de répéter. Si je n'étais pas accablée par toutes ces charges de famille !

Agacé par ces reproches, comme il arrive aux faibles, Auguste Ravelli s'était un jour élancé à l'assaut :

— Mais, Amélie, je ne te retiens pas.

— Comment ! Tu ne me retiens pas ? Et toutes ces bouches qui s'ouvrent, et tous ces pieds à chausser ?

— Maintenant, tes nièces savent toutes marcher, parler, s'habiller, même Martine.

— Ah ! tu mériterais bien que je te prenne au mot !

— A ton aise, Amélie.

Cette scène se passait à table, comme la plupart des scènes domestiques, ce qui ajoute à leur désagrément. Amélie, indignée et surprise, surprise autant qu'indignée, tant elle avait accoutumé de gouverner son frère, s'était levée dans un mouvement d'éloquence :

— Ingrat ! Ingrat ! Ingrat !

Elle exigea des excuses. Il s'entêta à les refuser. La Croix-Rouge précipitait ses appels. Amélie s'inscrivit. Sabine rassembla le troupeau afin de l'accompagner à la gare avec tous les honneurs. Elle donna même le signal des larmes, quand le train s'ébranla, en sorte que le départ fut convenable. Quant à Auguste Ravelli, repentant, mais repentant sournois aux excuses tardives, il accompagna l'héroïne jusqu'à Marseille où elle s'embarquait pour Casablanca, et lui exprima en termes décents une reconnaissance infinie. Après quoi, il s'en fut manger une bouillabaisse chez Pascal à la Cannebière.

L'anarchie succéda, comme il est d'usage en politique, à un ordre trop rigoureux, jusqu'au jour où Sabine prit en mains les rênes du gouvernement. Elle rappela à son père qui, le matin, dormait tard ou qui se levait à l'aube pour aller chasser, qu'il avait une usine à diriger et traça la besogne quotidienne pour chacune des cinq sœurs. Elle fit même un coup d'État en renvoyant la domestique, un dragon appelé par tante Amélie, dragon de vertu et de caractère, qui frottait ses cuivres comme des sabres et, hors de ses fourneaux, remplissait un rôle d'adjudant de quartier. Ce fut un soulagement général. Une servante, mûre et dévouée, du temps de *Mme Sylvie* et que l'arrivée de Mlle Amélie avait mise en fuite, revint prendre sa place et devint le chien fidèle de *Mlle Sabine*. Sabine eut quelques insurrections à soumettre, spécialement menées par Alexandrine et Césarine que leurs prénoms militaires inclinaient à la guerre. Son père la soutenait mollement. Elle s'en alla de table, deux ou trois fois, en pleurant dans le jardin où il fallut la chercher. Peu à peu ses sœurs reconnurent son autorité et bientôt même elles découvrirent que cette autorité leur rendait les plus grands services en leur donnant à elles-mêmes plus de liberté. Elles laissaient à Sabine tous les soins du ménage et, les études satisfaites, pouvaient songer à leurs plaisirs qui étaient simples, naturels, mais constants.

SURVINT L'ORAGE...

L'une après l'autre, les petites Ravelli passaient le cap des vingt ans. Déjà quatre d'entre elles l'avaient franchi. Alors elles commencèrent de reprocher à l'aînée de ne pas être mariée :

— Tu devrais donner l'exemple. Tu nous bouches la route.

— Mariez-vous avant moi.

— Tu es la plus jolie, la plus recherchée.

— On ne m'a pas demandée.

— Fais des avances.

— Je ne sais pas.

— Tu comprends, Sabine, c'est très désagréable pour nous.

— Et pour moi ?

— Oh ! toi, tu es sage et tranquille. Tu n'as besoin de rien.

Pas même d'un bon mari ? Pas même d'une suppléante pour tenir le ménage ? Si du moins elle s'occupait à caser ses sœurs ? Ignoraient-elles donc toutes le travail souterrain de Sabine pour leur découvrir des épouseurs ? Et Sabine était-elle donc seule à connaître la cause du retrait successif de ceux-ci ?

— Et M. Lipert ?

Qui avait prononcé le nom du conservateur du musée Fragonard ? Carmosine et Barberine avaient rougi toutes les deux. M. Lipert était la fable de la villa Sylvie où il rendait, de temps à autre, des visites courtoises et prolongées, où la bande joyeuse, bientôt envolée dans le jardin ou sur le court de tennis, l'abandonnait à Sabine. Or Sabine ne paraissait nullement ennuyée d'être abandonnée au vieil érudit. Elle avait mal achevé ses études à cause de tous les soucis d'une précoce maîtresse de maison, et de toutes elle était la plus désireuse de s'instruire. Le sort choisit toujours mal ses victimes. Elle profitait gentiment de ce professeur d'occasion qui lui faisait un cours gratuit sur la peinture et lui apportait des albums. Il avait même apporté des albums assez audacieux des peintres du XVIIIe siècle. Les Boucher, les Watteau, les Fragonard offraient leurs ébats amoureux et

leurs petites divinités dévêtues, mais il y avait d'autres petits maîtres, de moins de talent et de plus de libertinage. Les yeux bleus de la jeune fille ne reflétaient jamais que des images limpides : les autres n'y laissaient pas de traces. Alors le conservateur avait abordé les Primitifs. Il avait vanté les vierges sages aux dépens des vierges folles. Un jour, enfin, il avait pris la main de la jeune fille :

— Donnez-la moi.

— Mais vous la tenez, avait répliqué Sabine ingénument.

— Donnez-la moi pour toujours.

— Toujours ? Ah ! c'est bien long.

Son étonnement, à peine masqué par le refus de comprendre, était quasi injurieux. Elle ne s'attendait nullement, elle ne pouvait pas s'attendre à une pareille demande en mariage. Pour elle, le mariage, c'était la jeunesse, cette jeunesse de l'année, des bois, des jardins où tout respire le plaisir de s'épanouir au soleil. Elle ne l'imaginait pas autrement. Elle ne le cherchait pas ailleurs, malgré les obstacles qu'elle connaissait. Comment cet homme âgé, bien tenu, il est vrai, et d'une conversation agréable, mais la tête couverte de cheveux gris, le teint fané, les gestes automatiques et la démarche sans souplesse comme si les articulations ne jouaient plus très bien, pouvait-il avoir l'idée saugrenue d'épouser une jeune fille de vingt-cinq ans, non, — soyons franche, — de vingt-six ? Mais vingt-six ou vingt-cinq, c'est la même chose. Pas tout à fait. Dans le cas présent, c'était pareil. Et Sabine considérait le bonhomme avec inquiétude, presque avec frayeur.

Il en fut si vexé qu'il oublia la leçon humaine des Fragonard, des Watteau et des Boucher, lesquels ne s'amusaient pas à peindre des vieilles gens en des attitudes amoureuses.

— Après tout, développa-t-il, vous pourriez être flattée. Vous n'avez pas été demandée si souvent.

— Jamais, convint-elle sans embarras.

— Vous voyez, et vous avez cinq sœurs derrière vous.

— Mes cinq filles.

— Un père... un père...

— Charmant.

— C'est possible, mais insensé. Vous ne savez donc pas que sa parfumerie est menacée de fermeture ?

— Je le sais.

— Vous le savez, et vous refusez une situation... avantageuse. Logement au musée, traitement convenable, fortune bien placée et donnant de beaux revenus. Par surcroît... mais non, je ne ferai pas mon propre éloge.

— Vous le pourriez.

— N'est-ce pas ? Je vis dans le commerce des grands artistes. Je plane au-dessus des intérêts mesquins.

— Vous planez ?

— En cet instant même je vous donne la preuve de mon désintéressement.

— Le croyez-vous ?

— J'en suis sûr, puisque je vous épouserais sans dot.

Elle eut honte pour lui de ce marchandage. Elle se sentit froissée dans ses délicatesses intimes jusqu'à en souffrir. Et du coup elle crut voir clair dans le jeu des hommes et en ressentit ce dégoût qui ne craint plus de se traduire en paroles :

— Oui, conclut-elle, vous êtes désintéressé à votre manière.

— Ma manière ?

— Vous pensez avoir assez d'argent pour acheter une jolie fille.

— C'est vous qui parlez ainsi !

— Oui, c'est moi qui ne suis pas à vendre et même, avant que vous ne partiez d'ici pour n'y plus revenir, laissez-moi vous donner une leçon. Vous m'en avez tant donné sur la peinture que je puis bien en échange vous en offrir une à mon tour.

— Et sur quoi, mon Dieu, sur quoi ?

— Sur l'amour.

— Vous ! vous donnez des leçons d'amour.

— Gratis. Quand un vieil homme veut plaire à une jeune fille, il ne s'y prend pas aussi maladroitement. Il multiplie les soins et les attentions au point qu'elle se sent toute enveloppée de tendresse. Il lui fait oublier son âge par ces élégances de la personne, ces agréments de l'esprit et cette chaleur de cœur qui précisément ne dépendent pas des années, si j'en juge par mon père, ou que peut-être même les années perfectionnent. Et s'il se risque un jour, après s'être efforcé de plaire par une douceur mêlée de grandeur protectrice, mais aussi de quelque humilité, c'est d'amour qu'il parle, et non de richesses, et quelle que soit la supériorité de sa situation, comme vous

dites, de sa situation avantageuse, quelle que soit la détresse financière de l'objet de son culte, c'est lui qui s'incline devant la jeunesse et qui lui attribue tous les avantages. On ne plaît aux femmes, cher monsieur, qu'en leur parlant d'amour. Elles y sont très sensibles, elles ne sont même sensibles qu'à cela, et même si c'est un vieillard qui sait y mettre de la grâce et une sorte de gentille imploration.

— On vous en a donc beaucoup parlé ? fit M. Lipert rageusement.

— Beaucoup, mais pas pour le mariage.

— Ah ! vous en convenez, pas pour le mariage. On ne vous en parlera jamais pour le mariage, parce que vous êtes ruinée,vous entendez bien, mademoiselle Sabine, ruinée. Vous resterez vieilles filles, toutes les six, à moins de fonder un couvent, ou de courir les aventures...

— Monsieur, sortez !

Elle était superbe dans sa colère, toute droite et palpitante, les yeux, habituellement si doux, les yeux de velours bleu sombre étincelants, le bras tendu montrant la porte, le beau bras nu si mince au poignet, si harmonieusement rattaché à l'épaule. Il était dressé par sa passion pour la peinture à reconnaître et admirer la beauté des femmes et, au lieu de sortir, il se mit à genoux, non sans que ses articulations ne fissent entendre un grincement sinistre, dénonciation de rhumatisme ou de commencement d'ankylose. Subitement transformée, Sabine éclata de rire. Et ce rire se répercuta à l'infini, car les cinq sœurs rentraient et surprenaient le bonhomme dans cette posture critique. Aussitôt elles nouèrent leurs mains et dansèrent une ronde autour de lui qui, pour se relever, dut prendre avec ses paumes un point d'appui sur le tapis, tandis que les voix rieuses entonnaient :

Y avait six filles dans un pré,
Toutes les six à marier.
Y avait Sabine et Martine,
Alexandrine et Césarine,
Carmosine et Barberine...

Généreuse, Sabine le sauva :

— Laissez-le. Il me suppliait de lui accorder la main de l'une de nous.

Du coup la ronde se rompit et les bras retombèrent.

— Laquelle ? Laquelle ?

— Vous devinerez plus tard. Comme j'ai refusé, je vous tairai le nom.

— Tu as refusé ?

— Sans doute.

— Elle a refusé sans nous avertir !...

Les cinq continuèrent de rire, et surtout Martine, du haut de ses seize ans, mais tout de même elles étaient flattées : une demande en mariage, une demande en règle par l'intermédiaire de leur sœur aînée et adressée par un homme à genoux. Les Raymond et les Édouard n'avaient pas reparu. On reconduisit donc le conservateur avec les honneurs de la guerre.

— Au revoir, monsieur Lipert, au revoir, monsieur.

— Ah ! non, adieu, signifia Sabine.

Dès qu'il fut parti, les cinq se précipitèrent sur elle :

— Tu as bien fait de refuser. Mais pour qui ?

— Pour moi.

— Ah ! ah !

Ce fut une déception. Après tout, pourquoi avait-elle refusé? Elle avait déjà vingt-six-ans. M. Lipert, Alfred Lipert, Alfred comme Musset, comme Vigny, n'était pas trop flétri. Bien frotté et astiqué, il pouvait briller encore comme ces étains qui finissent par figurer l'argent. Il occupait une charge honorable. Il passait pour fortuné. Cette Sabine qui causait si volontiers peinture avec lui se montrait bien exigeante. Elle mariée, on aurait demandé les autres en mariage. On aurait pensé à s'adresser aux autres. Tandis qu'on n'y pensait pas. Elle en aurait donné l'idée rien que par son exemple. Les idées sont contagieuses comme les maladies. Ainsi avait-elle manqué à tous ses devoirs d'aînée, de mère de famille *in partibus*.

Ses sœurs lui en voulurent quelque temps. M. Lipert ne reparaissait plus à la villa Sylvie.

— En veux-tu ? demanda un jour Césarine à Alexandrine.

— Non.

— Moi non plus.

— Alors Sabine a eu raison.

— Elle a eu tort. Elle est plus âgée que nous.

— De deux ans.

— C'est assez.

Cependant M. Lipert avait appris à Sabine le désastre qu'elle soupçonnait seulement, qu'elle avait feint de savoir pour ne pas donner satisfaction à son prétendant. Dès longtemps elle se doutait que la fabrique de parfums ne marchait plus qu'au ralenti. Tout le monde, à Grasse, dans cette industrie des fleurs qui utilise vingt-cinq mille hectares plantés en orangers, en rosiers, en violettes, jasmins, jonquilles, résédas, tubéreuses, cassis, verveines, citronelles, etc... — et sait-on seulement qu'il faut dix mille kilogrammes de roses pour composer un litre d'essence ? que de roses saccagées pour le plaisir d'une femme ! — tout le monde à Grasse commençait à se lamenter sur la crise, mais pour la fabrique Ravelli la crise n'avait-elle pas été préparée par l'insouciance ?

Il avait fallu passer des parfums naturels aux parfums synthétiques. Un litre d'essence de rose ou de jasmin coûte six mille francs. Leur imitation n'en coûte plus que deux ou trois cents. C'est la triste libération des jardins abandonnés. Mais comment obtenir cette imitation artificielle ? Un ingénieur de fleurs, — sorte de sorcier aux fioles innombrables, — emplit ses narines du parfum désigné par le fabricant et le recompose avec des mélanges chimiques compliqués auxquels participe dans une faible mesure l'essence naturelle. Bientôt même elle ne sera plus admise à y participer. La chimie supplée à l'odeur et à la couleur. Le laboratoire du docteur Faust n'a plus besoin de donner sur la campagne. Il peut fermer ses volets et s'enfermer avec ses secrets. Les sorcières de Macbeth n'iront plus cueillir au clair de lune leurs plantes aromatiques. Elles garderont leur chaudron à domicile et passeront chez le pharmacien du coin.

Que de fois Sabine avait-elle pris le sentier qui, de la villa Sylvie, évitant la ville, conduisait à l'usine à travers des champs de fleurs ? La fabrique, qu'elle appelait dévotement Notre-Dame des Parfums, occupait un ancien couvent. Des arcades du vieux cloître servaient de chemin de ronde. Les fleurs avaient remplacé les prières, ces fleurs que les femmes du pays apportaient au printemps en monceaux sans tiges, un jour les violettes, un autre jour les jasmins, un autre les roses, un autre les muguets ou les tubéreuses... C'était, devant les arceaux d'entrée, une théorie de paysannes aux grands

chapeaux destinés à les garantir du soleil pendant la cueillette.

— En avez-vous beaucoup ramassé, Mireille et toi, Estelle ?

— Entre quatre heures et midi, trois kilos, la demoiselle, et c'est beaucoup.

— Oui, parce qu'il les faut sans tiges.

Le parfum était si fort qu'il donnait des maux de tête. Et puis toutes ces fleurs coupées étaient, comme de belles mortes, étendues sur des châssis où elles demeureraient trois mois avant d'être portées aux alambics.

Sabine connaissait toutes ces préparations minutieuses et jusqu'aux chaudières où l'on élimine l'alcool et dégage l'essence. Elle suivait les fleurs depuis leur cueillette dans les immenses jardins des alentours de Grasse jusqu'à leur métamorphose finale.

— Et cette mousse de chêne ?

— C'est pour le chypre.

Son père ne l'avait pas initiée. Elle s'était initiée toute seule, par curiosité, mais aussi par surveillance. Que de fois, entrant à la fabrique le matin, elle y avait en vain réclamé son père !

— Oh ! monsieur, il est à la chasse. Vous comprenez, la demoiselle, il fait beau temps. Il n'y a pas de saison pour lui. Quand la chasse est fermée, il braconne. Le soleil lui suffit.

A Grasse, il fait toujours beau temps, ou presque toujours. Son père n'osait pas, à cause des yeux tristes qu'elle lui montrait, s'en aller de la maison avec son fusil et sa cartouchière, mais il les déposait à son bureau. Où allait-il, quand il sortait de bonne heure, le matin ? A son bureau. Seulement, il n'y allait que pour s'armer. A déjeuner, il revenait avec un lièvre au poil roux qu'il présentait par les longues oreilles, ou avec une paire de perdreaux rouges au plumage resplendissant, presque aussi coloré que celui du faisan, ou même avec un chapelet de petits oiseaux, ortolans, alouettes, culs-blancs, ou autres délices de bouche. Il était si content de ses coups de fusil qu'il voyait luire six fois trente-deux dents en un rire général. Ainsi désarmait-il Sabine.

Il ne la désarmait que momentanément. Elle se rendait parfaitement compte que la fabrique Ravelli ne s'adaptait

pas, ou pas assez vite, aux nécessités nouvelles. Trop d'essence naturelle était employée dans la composition des parfums, en sorte que leur prix demeurait élevé. L'ingénieur spécialiste ne se décidait pas volontiers à substituer les produits chimiques à ceux des fleurs. Auguste Ravelli, loin de le gourmander, l'encourageait :

— Eh ! mon cher, rien ne vaut une vraie rose ou un vrai jasmin. Ils nous ennuient avec tous leurs artifices.

Ils était la désignation vague de toute cette démocratie qui exige le bon marché et remplace la qualité par la camelote. Lui-même tenait pour les modes d'autrefois et la rareté du parfum. Seulement, son commerce périclitait :

— *Ils* vont tuer les jardins.

Et en effet peu à peu les beaux jardins de Grasse disparaissaient. A quoi bon cultiver des fleurs dont on ne voulait plus ? Notre époque sportive rejetait les plaisirs amollissants et les midinettes exigeaient du chypre ou de la violette à bon compte.

— Écoute, petite, protestait Auguste Ravelli.

Et il récitait à Sabine les vers de Marceline Desbordes-Valmore sur les roses d'Ispahan :

Les roses envolées
Sur les vagues au loin s'en sont toutes allées,
Elles ont suivi l'eau pour ne plus revenir.

— Elles ne reviendront plus, ajoutait-il.

Encore s'il avait laissé à Sabine la direction de la fabrique, sous son autorité lointaine! ...Elle s'en serait chargée. Elle aurait redonné aux ingénieurs, aux chimistes, aux employés le goût du travail. Elle leur aurait insufflé son ardeur gentiment. Mais il refusait d'abdiquer ou même d'admettre un coadjuteur. Il préférait conduire son royaume à la débâcle.

— Papa, tu as cinq filles.

— Mille pardons ! j'en ai six.

— Oh ! moi, je ne compte pas. Je suis la maman. Alors, il faudrait y penser.

— Je ne pense qu'à vous.

C'était vrai qu'il pensait à elles, mais seulement quand il cessait de penser à lui-même, ce qui n'était pas fréquent. Il était resté bel homme et aimable, et bien des femmes lui

adressaient des agaceries auxquelles il ne répondait que par des compliments abracadabrants ou même par des cadeaux, tant il était généreux.

Un matin, on vint en hâte chercher Sabine. Monsieur, revenant de la chasse où il avait trop couru, s'était traîné, haletant, jusqu'à la fabrique où il se mourait d'une crise cardiaque. Il se mourait dans le parfum des violettes, des jasmins et des roses... Il se sentait mourir, et, en attendant le médecin et le prêtre, il essayait de plaisanter encore son mal :

— Tu vois... je n'ai pas... vécu... à l'usine... et j'y meurs.

Sabine lui tenait une main, tandis que le docteur, accouru en hâte, tâtait le pouls de l'autre, un pouls qui battait la breloque. Au-dessus de leur groupe, un vicaire exhortait le mourant. Cependant elle sentit sa pression comme s'il lui voulait confier quelque chose, un dernier secret, une recommandation suprême. Il murmura :

— Ton... parrain...

Son parrain ? Elle l'avait bien oublié. Et puis, il prononça un dernier mot :

— Sylvie...

Ce nom qu'il ne prononçait plus depuis des années n'avait donc jamais cessé d'occuper son cœur. Cet homme insouciant et léger, qui n'aimait que rire et chasser, était demeuré fidèle à un amour unique.

Le lendemain matin, quand Sabine poussa les contrevents de sa fenêtre, elle ne s'était pas couchée. Son père reposait au salon, où toute la nuit elle l'avait veillé. Les sœurs, à tour de rôle, avaient doublé sa garde, mais elle-même avait refusé d'être remplacée. Elle resta un instant au balcon à sentir le vent frais lui caresser le visage fatigué et s'étonna que dans un si grand chagrin elle y pût trouver du plaisir. Au bruit des volets sur le mur, le concert des oiseaux dans le feuillage du platane s'était tu à l'accoutumée. Voici qu'il reprenait pour elle ; puis les chanteurs s'envolèrent dans toutes les directions.

Ainsi la mort suspendait-elle dans la villa Sylvie les chansons et les rires. Reprendraient-ils si vite, et serait-ce le signal du départ dans toutes les directions pour les six jeunes filles rassemblées encore par la douleur ?...

L'APPEL AU SECOURS

Sabine avait prié Alexandrine, sa puînée, de prendre en mains le ménage, tandis qu'elle-même se rendait chaque jour à l'ancien couvent, devenu Notre-Dame des Parfums, pour se mettre au courant de la comptabilité et se rendre compte de l'état des choses. Quand elle rentrait à la villa Sylvie, le repas n'était jamais prêt, mais toutes ses sœurs l'interrogeaient :

— Eh bien ! serons-nous riches ou pauvres ?

— Je ne sais pas encore, mes petites. C'est bien compliqué.

Elle savait déjà très bien que la catastrophe était imminente. La crise sévissait dans toute l'industrie des fleurs. L'air marin des plages d'été et l'air glacé des montagnes de neige avaient remplacé pour les femmes l'essence de rose ou de jasmin. Seuls, les parfums à bon marché trouvaient encore acheteuses. Mais l'insouciance du patron avait ouvert la voie à cette crise. Par surcroît, la jeune fille se sentait entourée d'ennemis qui, sous prétexte de lui prêter assistance, visaient les immeubles et le matériel et pensaient les obtenir à bon prix d'une femme démunie et peu apte aux affaires, malgré sa trop évidente bonne volonté. Ces mystérieuses antennes qui nous avertissent, par des sympathies ou des antipathies irraisonnées, de ceux qui nous veulent du bien ou du mal, ne suffisaient pas à la protéger, car il lui fallait se méfier de tout le monde, même de ce notaire de famille qui flairait un acte de vente avantageux, de ce vieil avoué souvent invité auparavant qui ne se souciait que de procédure. Elle se découvrait cernée, comme un gibier que les chiens vont forcer. A qui s'adresser dans ce péril ? Elle avait songé à reprendre elle-même la direction de l'usine, avec ses sœurs pour acolytes. Mais elle avait dû reconnaître que c'était une tâche au-dessus de ses forces et que, parce qu'on a entendu parler dès l'enfance d'une profession, on n'y est pas pour autant préparé. Alors, fallait-il liquider, quand la liquidation risquait de ne laisser que des dettes ? Fallait-il renoncer à la succession paternelle ? A qui demander secours ? Tante Amélie s'illustrait au Maroc dans la fondation d'une infirmerie indigène, sur les territoires nouvellement occupés. Elle adressait

des lettres pleines de conseils virils, mais ne parlait pas de venir à l'aide de ses nièces. Pourtant, son apparition brusquée et sa mâle attitude eussent peut-être impressionné les créanciers et les hommes de loi.

« Comme on est seul dans la débâcle ! » pensait Sabine, qui gardait pour elle ses craintes chaque jour augmentées.

Elle eut alors une inspiration ou un souvenir : son parrain. Le dernier mot prononcé par son père au bord de la mort, avant, toutefois, celui de Sylvie qui correspondait à la dernière pensée, avait été : *Ton parrain.* Elle n'y avait pas attaché d'importance sur le moment. Peut-être était-ce une recommandation finale. Peut-être confiait-il sa troupe de filles à cet étranger.

Car son parrain était un étranger. Il vivait à Gênes où il exerçait la profession d'armateur. Il était de nationalité italienne, mais d'origine niçoise, et s'appelait Benito Sollar, un mélange de consonances et de races. Elle ne se rappelait l'avoir vu qu'une seule fois et cependant ne poursuivait pas en vain son image. C'était aux obsèques de sa mère, quand elle n'avait que dix ans : un monsieur grand et maigre, pas jeune, qui l'avait embrassée un peu trop fort parce que sa joue mal rasée piquait. Il descendait d'une grande voiture automobile que les enfants, malgré leur chagrin, avaient beaucoup admirée. A tour de rôle, il les avait soulevées en l'air pour les regarder avant de les caresser, sauf la nouvelle-née, naturellement, qui reposait dans son berceau. Mais, pour suivre le convoi, il était apparu très soigné et élégant.

« Papa, se souvenait-elle, l'appelait par son prénom, qui nous semblait étrange et même comique : Benito. Je crois même qu'il le tutoyait. Pourquoi n'a-t-il plus jamais reparu ? »

Une fois par an, à la Noël, il donnait signe de vie en envoyant à sa filleule un cadeau. Pendant longtemps ce cadeau ne varia pas : une poupée, toujours une poupée. Sabine eut quinze et seize ans quand elle en recevait encore et aussitôt les passait à l'une de ses sœurs cadettes. Puis, brusquement, ce fut un bijou : une barrette, un bracelet, une montre-bracelet, un collier. De vrais bijoux, pas de la camelote. Elle en aurait eu un assortiment complet si elle ne les avait partagés avec ses sœurs jalouses. Le tout devait valoir une belle somme, s'il fallait un jour le donner en gage. En

viendrait-on à de telles extrémités ? Son parrain, à en juger par les envois annuels, devait être fortuné. Régulièrement, elle lui souhaitait une bonne année en le remerciant de ses largesses. Des lettres bien tournées qui lui donnaient beaucoup de mal, car rien n'est plus malaisé que de correspondre avec un inconnu. Un inconnu : c'était bien cela. Comme il devait être vieux après dix-sept ans ! Car sa dernière visite, cette visite de deuil, datait maintenant de dix-sept années. Pourquoi n'était-il jamais revenu ? Était-il marié ou non ? Elle croyait se rappeler qu'il ne l'était pas. Avait-il des sœurs ou des frères et vivait-il en famille ? Que savait-elle de lui ? Elle interrogea ses sœurs :

— Vous rappelez-vous mon parrain ?

— Mais nous ne l'avons jamais vu.

— Si, à l'enterrement de notre mère.

— Oh ! oh ! il y a si longtemps !

— Surtout pour moi ! s'écria Martine en riant.

— Ce n'est pas à toi, Martine, que je m'adresse, mais à Alexandrine et à Césarine, qui peuvent très bien avoir des souvenirs aussi éloignés.

— Non, décidément, c'est trop ancien, dit l'une.

— C'est Mathusalem, constata l'autre.

— Pas tant que ça. Il doit avoir l'âge de papa.

— Justement, soixante ans, l'âge de M. Lipert. Qu'est-ce qu'il te faut pour la vieillesse ?

— Papa ne paraissait pas âgé.

— Pour nous, parce que nous le voyions toujours si gai et plein d'entrain. Et puis, il vivait au soleil, il marchait, tandis que l'autre doit sentir le moisi dans son bureau.

— Pourquoi dans son bureau ? Il est armateur. Il a des bateaux. Peut-être voyage-t-il.

— Mais non, les armateurs ne voyagent jamais, comme les pâtissiers ne mangent pas de gâteaux.

C'était vrai qu'elle ne pouvait jamais tenir avec ses sœurs une conversation sérieuse. Groupées en robes noires, — et l'une ou l'autre pensait déjà au blanc qui lui siérait mieux et qui, les chaleurs revenues, serait toléré même pour un grand deuil, — elles formaient une insurrection contre la mort. Elles avaient adoré leur père, mais il leur avait laissé en héritage, — en seul héritage, — son insouciance et son art de goûter

la vie. Ces mots funèbres : *l'enterrement de notre mère*, avaient perdu tout sens pour elles. Les aînées, pourtant, auraient pu évoquer un visage délicat et pâle, si pur et si beau à en juger par des photographies de jeunesse, doux et fatigué, si doux et si fatigué ! Elles auraient pu l'évoquer, mais leur fraîche mémoire ne s'y prêtait pas.

Sabine embrassa le groupe d'un regard. Que ferait d'elles toutes l'adversité ? Comment lui résisteraient-elles ? Filles du soleil et élevées dans les fleurs, plus ou moins jolies, mais toutes plaisantes à l'œil, remuantes, allantes, vivantes, elles étaient taillées pour la joie et non pour la peine. Mais on ne fait pas un long chemin sans rencontrer la peine. Il faudrait nourrir tout ce monde si la fabrique se fermait. Avec quoi, mon Dieu, avec quoi ? Et comment les avait-on si mal préparées aux épreuves, aux difficultés, à l'effort pour le pain quotidien ?

L'aînée se sentait envahie par le désespoir, quand Martine se détacha du groupe, vint s'asseoir à côté d'elle et lui prit gentiment la main. Elle était restée gamine. Quelle galéjade allait-elle lui souffler à l'oreille ?

— Ne te fais pas de bile, ma pauvre grande, ça ira très bien. Je ferai des bouquets.

— Personne n'en achètera plus.

— Je danserai et jouerai de la guitare dans les rues.

— Ah ! non, ça, jamais !

— Enfin, je me débrouillerai, et les autres aussi.

Sabine, détachant sa main, caressa la joue de la seule qui eût deviné son angoisse. Puis, elle s'en fut dans le jardin qui était tout plein de roses. C'était la saison, c'était le mois de mai. Il y en avait de toutes les nuances, les unes trop épanouies, dont les pétales trop ouverts se détacheraient et tomberaient au moindre frôlement de l'air ou des doigts, et il y en avait en boutons charnus qui bientôt éclateraient. Leur parfum embaumait l'allée et la jeune fille le respirait sans y trouver de plaisir. Une chanson qu'on chantait à la mariée lui revenait aux lèvres :

Quitte la rose, prends le souci ;
Quitte la rose du jardin,
Prends le souci de la maison.

Elle avait toujours pris le souci de la maison et n'était même pas mariée. Mariée ? Le serait-elle jamais ? La seule demande qui lui avait été adressée était celle de ce vieillard ridicule, de ce M. Lipert qui avait osé lui proposer de l'acheter. Comme elle lui avait bien répondu : *on ne plaît aux femmes qu'en leur parlant d'amour.* Tant de jeunes gens lui en avaient parlé, mais elle avait dû les arrêter. Leurs aveux mêmes étaient injurieux, puisqu'ils ne songeaient pas au mariage. Toujours, elle avait dû garder son cœur. S'il eût battu pour l'un ou pour l'autre, elle l'eût caché. Elle se savait belle et même de cette beauté qui attire plus spécialement les hommes parce qu'elle est charnelle, sans le vouloir, comme si cette beauté-là ne pouvait pas être associée à un cœur pur et à un esprit droit ! Bientôt, elle serait pareille à ces roses trop ouvertes dont les pétales se détachent au moindre frôlement des doigts ou de l'air.

« *Ton parrain* »... Son père n'avait pas prononcé ces deux mots à la légère. Il ne pouvait presque plus parler, il ne pouvait plus parler légèrement. Cet homme si frivole avait parfaitement senti la mort venir et s'était ressaisi au moment suprême. Il avait désigné celui qui les devait secourir. Alors, elle appliqua sa mémoire à sortir de l'ombre des lambeaux de conversations où il était question de lui. Oui, son père lui en avait quelquefois parlé, et même, plus anciennement encore, sa mère. La voix bien-aimée n'avait-elle pas dit : « Benito Sollar, ton parrain, c'est un grand ami... » ou quelque chose d'approchant, quelque chose qui donnait confiance.

Peu à peu, elle parvint à reconstituer son identité avec des lettres retrouvées suscitant ou corroborant ses souvenirs. La famille de Benito Sollar était originaire de Nice, comme celle des Ravelli. Elles étaient liées de tout temps. Le grand-père Ravelli et le grand-père Sollar se considéraient comme frères, quand l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, à la suite de la campagne qui avait donné la Lombardie au royaume de Piémont, les avait séparés. Les Ravelli avaient opté pour la France et les Sollar pour l'Italie, quand les consonances de leurs noms eussent indiqué la solution inverse. Cette option en faveur de l'Italie avait été très rare et généralement réservée aux familles qui avaient des attaches particulières à la cour du Roi ou dans l'armée.

Et voici que revenaient à Sabine des fragments de dialogue avec son père :

— Pourquoi m'as-tu choisi un parrain étranger ?

— Ce n'est pas un étranger.

— Puisqu'il est Italien ?

— Oui, mais les Sollar et les Ravelli ont la même origine. Le père de Benito a passé à l'Italie par amour. C'est toute une histoire que mon père m'a racontée.

— Raconte-la-moi.

— Eh bien ! son père et le mien avaient le même âge au moment de l'annexion : vingt-cinq ans. Tous deux avaient fait la campagne de Lombardie. Amédée Sollar...

— Amédée ?

— Oui, le père de ton parrain... avait rencontré à Milan une jeune fille dont il était devenu amoureux. Quand la guerre fut terminée, il courut la revoir. Au moment de l'annexion, elle ne lui avait pas encore dit oui. Elle exigea qu'il restât Italien. Il l'aimait : il céda. Et même il devint général et prit sa retraite à Gênes. L'avancement était plus rapide qu'en France. Mon père a été retraité, lui, avec le grade de commandant. Or, il valait bien son ami, son frère d'armes.

Gênes n'était pas si éloigné de la Côte d'Azur. Cela n'expliquait pas pourquoi son parrain ne venait jamais à Grasse, n'avait jamais invité chez lui la petite filleule qu'il ne gâtait qu'une fois l'an. Elle avait posé la question à son père. Elle la lui posait même à l'arrivée de chaque cadeau. D'habitude, il y répondait évasivement, en riant. Une fois, cependant, elle se souvenait, assez vaguement d'ailleurs, qu'il avait donné des détails.

— Oh ! il a une mère impossible.

— La veuve du général ?

— Oui, la veuve du général.

— Elle vit encore ?

— Mais oui, elle vit encore. Elle avait vingt ans au moment de l'annexion. Elle doit en avoir plus de quatre-vingt-dix et toujours elle a été malade. Elle a gardé son intelligence et son aptitude à commander. Chaque fois que je l'ai vue, elle m'a fait peur. Elle gouverne son fils, comme elle a gouverné son mari.

— Son fils ne s'est donc pas marié ?

— Avec une mère pareille, un fils respectueux ne se marie pas. C'est assez d'une femme à la maison.

Ils avaient ri de connivence, à la pensée de ce tyran domestique. Cependant, en classant des papiers, Sabine trouva le faire-part tout récent de la vieille dame. On ne lui donnait pas d'âge : elle avait eu la coquetterie suprême de le dissimuler, ou du moins son fils l'avait eue pour elle. Pas d'âge, mais le calcul était facile, et ce devait être quatre-vingt-dix ans en effet. Pourquoi n'avait-on pas fait écrire par la filleule à son parrain à cette occasion ? Son père ne s'en était pas soucié : il estimait sans doute qu'une mort aussi naturelle ne méritait pas de commentaires. Seulement, avec cette belle insouciance, on perd les meilleures relations et les plus utiles. Mais elle-même, Sabine, n'avait-elle pas commis le même oubli ? Elle n'avait pas encore fait part à son parrain du décès de son père. A juste titre, il pouvait le lui reprocher. Puisqu'elle se trouvait dans l'obligation de lui écrire, se contenterait-elle de l'associer à son chagrin ou ferait-elle allusion aux difficultés de la succession ? Il ne lui avait jamais donné la preuve d'un intérêt véritable. Il ne s'était jamais soucié de l'avenir de sa filleule. Jamais il ne s'était informé pour elle de projets de mariage. Il en était resté à la petite fille de dix ans. Comment transformer en amical appui une telle indifférence ? On ne soulève pas le poids du temps et de l'oubli avec de la pitié. Celui-ci était comme les autres, et même pire que les autres, puisqu'il avait pu voir la troupe des six petites filles privées de leur maman et n'était jamais revenu.

Dans le jardin fleuri, à la tombée du soir qui rassemblait les parfums épars en une senteur unique, Sabine s'attristait et se décourageait. A quoi bon appeler au secours ? Personne ne viendrait. Mieux valait tout vendre, même la villa Sylvie, pleine de souvenirs, et s'en aller ailleurs, dans une plus grande ville, Nice ou Marseille, où, avec ses sœurs, elle fonderait un magasin de modes, à moins que chacune ne se plaçât de son côté. *Chacune de son côté*, comme les oiseaux envolés du platane : mais les oiseaux revenaient à l'arbre pour y dormir ensemble, pour s'y réveiller le matin dans les chansons. Que deviendraient ses sœurs livrées à elles-mêmes, séparées les unes des autres ? Pouvait-elle les abandonner à leur destin

individuel ? N'était-elle pas leur jeune maman ? Alexandrine et Césarine étaient bien audacieuses : où les pouvait mener cette audace dans la vie ? Barberine et Carmosine étaient très romantiques, avaient trop d'imagination : déjà, plus d'une fois, il avait fallu les ramener aux réalités. Et Martine, la plus jolie, — après l'aînée, toutefois : n'est-ce pas, Sabine ? — Martine, la blonde, trop gaie, trop adroite à tous les exercices du corps et de l'esprit, était si jeunette, dix-sept ans, si fraîche, si caressante... Elle, surtout, il fallait à tout prix la garder.

— Sabine ! Sabine ! appela un chœur à cinq voix. On dîne ! on dîne !

Alexandrine ne s'était pas révélée une fameuse maîtresse de maison. Les plaintes de ses sœurs avaient fini par la dresser un peu, sauf sur l'exactitude. Elle avait hérité de son père cet oubli de l'heure et se fixait sur le soleil. Mais on arrivait aux longs jours où le soleil paraît s'immobiliser dans le ciel. Comment ferait-elle quand elle serait astreinte à un travail régulier ? Comment feraient les autres, presque aussi volages et insouciantes ? Sabine, à table, les considéra à tour de rôle, avec inquiétude. Pourquoi leur père ne les avait-il pas instruites et préparées ? Il devait pourtant bien soupçonner la menace qui pesait sur la fabrique de parfums. Il devait connaître l'état de sa fortune. Mais non, il ne le connaissait certainement pas. Il s'était toujours laissé vivre. Sa femme lui avait toujours manqué, sa femme qui lui aurait rappelé ses devoirs de chef de famille, cette Sylvie qu'il avait aimée uniquement, qui avait eu son dernier souffle, mais dont le souvenir sacré n'avait pas eu le pouvoir de modifier sa nature.

Tout le monde était-il ainsi ? Tout le monde se laissait-il rouler par le destin sans réagir ? Tout le monde comptait-il sur le hasard, sur la Providence ou sur l'État ? Et cependant, tout le monde vivait à peu près, et à peu près pareillement, les riches et les pauvres, tous gênés, tous contraints et affairés, côtoyant le bonheur et le malheur, tour à tour, sans pouvoir y entrer tout à fait, se connaissant mal les uns les autres, se détestant souvent et se jalousant les uns les autres, parce qu'ils ignoraient les secrets ennuis de chacun. Mais pour des femmes seules le problème de l'existence est plus dur, surtout quand la chevalerie a disparu de la surface de la terre pour faire place au machinisme et à la concurrence sans merci.

Sabine veillait seule dans le cabinet paternel. Ce cabinet de travail excluait toute idée de travail. Le jour, il livrait par les fenêtres ouvertes la vue du jardin et celle des vallonnements qui, au delà de Mougins perché sur sa colline, se succédaient jusqu'à la mer lointaine, si bleue, si attirante. Mais, le soir même, il donnait accès à toutes les odeurs, celle des fleurs, celle des foins coupés au printemps, celle aussi de la terre qui, brûlée de soleil, dégage un parfum âcre et doux ensemble. Les murs étaient tapissés de gravures, non point libertines, — Sylvie ne l'eût pas toléré, — mais au contraire aimables et familiales, du Greuze domestique, ou teintées d'un romantisme banal, comme le *Retour des moissonneurs dans la campagne romaine.* Dans une vitrine et jusque sur le bureau, sur les tables, s'étalaient des oiseaux empaillés, les plus colorés de plumage. Les livres étaient rares et les papiers n'avaient jamais dû être classés. Pour les ranger, la jeune fille se meurtrissait les yeux. La plupart étaient inutiles et ne méritaient que le feu. Mais il fallait retirer du tas les notes acquittées ou non, les mémoires d'entrepreneurs, les factures.

Dans un tiroir, d'ailleurs non fermé, Sabine découvrit une liasse de lettres de sa mère. C'étaient des lettres d'avant le mariage. Après, il n'y en avait plus. Les époux n'avaient jamais dû se quitter. Le mari ne pouvait se passer de sa femme. Elle était son guide et sa force. Ces lettres de fiançailles, la jeune fille se demanda si elle avait le droit de les lire. Puisque son père les avait conservées ? Mais la mort avait pris son père subitement. Elle était venue à sa manière clandestine qui, d'après l'Évangile, est celle d'un voleur. Alors, il n'avait pas eu le temps de faire un choix. En aurait-il eu le temps qu'il ne l'eût point fait. Il ne regardait pas en arrière. Il emportait avec lui, à la chasse, à la fabrique, partout, le nom de Sylvie ; il n'avait jamais dû relire sa correspondance.

Après d'interminables atermoiements, elle coupa la ficelle qui nouait la liasse. C'étaient des lettres tendres et graves, bien sérieuses pour une fiancée. Elles promettaient une fidélité éternelle, sans déborder jamais de témoignages plus enflammés. L'amour y prenait un caractère religieux. Il était prêt aux sacrifices, si la vie en réclamait. Il devait apporter la paix du cœur et le bonheur quotidien dans la confiance réciproque.

« Elle le connaissait déjà ! songeait Sabine. Elle savait qu'il était léger et presque inconscient. Elle avait de la raison pour deux. Peut-on aimer quand on connaît ainsi son fiancé ? L'aimait-elle ? Sans doute, elle l'aimait, sans quoi elle ne l'eût pas épousé, car c'est avec sa dot qu'il a acheté la fabrique de parfums. Lui-même avait déjà mangé en partie sa fortune, non pas en plaisirs, mais par son laisser-aller. Elle savait donc qu'elle épousait un grand enfant et qu'il le faudrait diriger. Mais lui ? Il dut l'adorer. De temps à autre, elle le gronde de ce qu'elle appelle ses exagérations, ses imaginations, ses compliments excessifs, ses adorations. C'est par là qu'il l'aura séduite. Elle n'a pas pu résister à tant d'amour. Et cet amour a été la beauté de sa vie. Il s'est répandu sur nous toutes. A cause de lui, papa nous a toujours souri, nous a gâtées, nous a rendues heureuses. Nous ne pouvons pas lui en vouloir, s'il nous laisse une succession difficile. Tant qu'il a vécu, nous avons été enveloppées d'une tendresse qui ne venait pas seulement de lui; qui, par lui, venait de notre mère... »

Elle allait replier les lettres, ne pouvant se décider à les détruire quand elle s'arrêta un peu plus longuement sur la signature, à quoi elle n'avait prêté aucune attention : *Sylvie Mérand-Sollar.* Ce double nom qui ne l'avait pas frappée tout d'abord prit tout à coup à ses yeux une importance nouvelle. Elle n'avait jamais dû prendre garde à un nom de famille qui n'était pas prononcé devant elle dans son texte intégral, dont les deux premières syllabes seules lui étaient familières. Puisque sa mère portait ce nom de Sollar, ajouté il est vrai à un autre, elle était sans doute parente de son parrain. Cette parenté expliquait même le parrainage. Dès lors, il n'y avait plus à hésiter : elle devait avertir ce parrain étranger, elle pouvait même faire allusion aux difficultés actuelles, lui demander de venir à Grasse.

Ce n'était pas un si grand voyage. Pourquoi ne l'avait-il jamais entrepris depuis les obsèques maternelles ? Pourquoi ce détachement incompréhensible ? Peut-être éprouverait-il quelque compassion en voyant ce troupeau de six jeunes filles abandonnées aux hommes d'affaires. Peut-être interviendrait-il et prendrait-il leur défense. C'était une dernière chance à courir. Le jeune chef de famille ne pouvait pas l'écarter.

Elle écrivit donc à son parrain, un soir comme elle revenait de la fabrique où elle avait rencontré ces visages fermés qui présagent les catastrophes, et même elle déchira de nombreux brouillons avant de s'arrêter à un texte qui lui donnât satisfaction. Dans sa lettre, elle s'excusait du retard à lui annoncer la mort de son père : cette mort subite les avait laissées dans la nuit. Elles étaient très malheureuses et aux prises avec une tâche qui dépassait leurs forces : cette fabrique qui était menacée de fermeture et de liquidation.

Elle ne voulait pas, cependant, terminer sur une plainte. Elle rappelait à M. Sollar qu'elle ne l'avait vu qu'une seule fois et que, pourtant, elle le reconnaîtrait peut-être si elle le revoyait.

« Vous souvenez-vous, mon cher parrain, dans quelles circonstances je vous ai rencontré ? La petite fille que j'étais alors avait la sensibilité si ébranlée et si blessée par le malheur que toutes les images s'y fixèrent. Mais vous, comment vous souviendriez-vous de votre filleule ? Elle est aujourd'hui presque une vieille fille. Vous n'êtes plus revenu vers elle. Sans doute ne pourriez-vous la reconnaître ? Pourtant, elle aimerait vous revoir... »

— As-tu écrit ? demandaient les sœurs chaque jour.

— Oui, ma lettre est partie.

— Tu ne nous l'a pas montrée.

— Ce n'était pas la peine. Une lettre banale.

— Alors, il ne viendra pas.

Le surlendemain, un télégramme fut apporté à la villa Sylvie :

« *Suis en route, arriverai en automobile ce soir. — Benito Sollar.* »

LE COMPLOT

Sabine était restée à la villa et même elle avait retiré les pouvoirs des mains de l'incapable Alexandrine pour commander le dîner et préparer l'accueil. Toutes les six attendaient l'étranger avec impatience. Déjà l'imagination des romantiques Barberine et Carmosine travaillait : le vieux monsieur pourfendrait les hommes d'affaires, ce qui plaisait assez aux belliqueuses aînées dotées de prénoms conquérants ; il remet-

trait à flot la fabrique de parfums; il assurerait l'avenir des chères petites Ravelli.

— Et quoi encore ? se moqua la plus jeune, la blonde Martine aux yeux clairs. Vous êtes folles ! Il va nous arriver en grand équipage, dans une magnifique Fiat ou une splendide Lancia conduite par un chauffeur galonné.

— Comment sais-tu la marque ?

— Je la devine. Ce n'est pas malin. Ce sont les plus célèbres en Italie. Il nous fera une visite cérémonieuse, il nous distribuera peut-être des cadeaux, il prononcera quelques nobles paroles de condoléances, et il repartira dans le soleil et la poussière.

— Il n'y a plus de poussière sur les routes goudronnées.

— Eh bien ! dans le soleil. Qu'en pense Sabine ?

— Je ne sais pas, dit prudemment l'aînée.

Sabine était dans l'angoisse. La venue de son parrain était leur dernière chance de salut. Or, cette petite Martine avait raison : pourquoi resterait-il plus d'un jour ? Pourquoi s'intéresserait-il à elles au point de s'occuper de leurs affaires ? Elle demanda à sa remplaçante momentanée si l'on avait bien préparé la chambre de M. Sollar.

— Mais oui, celle de maman. C'est la plus belle.

— Celle de maman..., répéta Sabine.

On l'ouvrait rarement, seulement pour les grandes occasions. Longtemps M. Ravelli n'avait pas voulu qu'on y touchât. La villa était si grande qu'il y avait de la place pour tout son petit monde. Le petit monde grandissant, Sabine l'avait prise avec Martine qu'elle gardait. Puis, chacune avait préféré s'arranger un domicile plus étroit, mais plus personnel et la grande pièce était redevenue inhabitée. Elle était restée meublée comme autrefois, un vieux mobilier de campagne, de ce style Empire rustique qui fut à la mode et qui a gardé un charme un peu sévère, avec le grand lit-bateau orné de cygnes et les fauteuils et chaises au dessin gondolé tendus de velours jaune. Un portrait de Mme Ravelli, ou plutôt de Sylvie Mérand-Sollar, — car c'était un portrait de jeune fille, — peint par un amateur non dépourvu de talent, décorait un des murs. Malgré ses défauts de fadeur et de manque de perspective, il immobilisait assez heureusement un visage délicat, d'une pureté suave, un peu trop sérieux

peut-être, et déjà blessé par la vie, comme ceux des anges meurtris et graves de l'école florentine. La remarque était de M. Lipert, le conservateur du musée Fragonard. Sabine lui ressemblait, avec un feu plus sombre dans les yeux et plus d'inconsciente volupté, de chaleur vivante sous la peau. Et Martine aussi peut-être, mais Martine était blonde, ce qui troublait la ressemblance. Peut-être M. Benito Sollar serait-il attendri par ce portrait qui datait du temps de sa propre jeunesse où il avait dû connaître sa jolie cousine et que le mari n'avait jamais consenti à transporter au salon, comme s'il le voulait garder pour lui seul et lui rendre des visites clandestines. Ainsi la morte aiderait-elle ses filles en détresse.

— Et le chauffeur ? questionna encore Sabine. Avez-vous pensé au chauffeur ?

— Mais oui, mais oui, nous ne sommes pas si sottes. La chambre au-dessus du garage.

— Le garage est trop petit pour deux voitures.

— Nous avons retiré la nôtre. Elle peut rester dehors.

Et Barberine qui avait répondu chantonna :

Dans le mois de mai
Il ne pleut jamais.

— Il nous faudra la vendre, murmura Sabine.

— La vendre ? se récrièrent deux ou trois des chauffeurs. Que deviendrons-nous, renfermées dans Grasse ?

— Je n'ai plus d'essence à vous offrir.

— Pas même de l'essence de roses ? Une idée : nous roulerons avec de l'essence de roses. Sur la Côte d'Azur, c'est indiqué.

— Six mille francs le litre, proféra l'aînée.

— Notre invité n'arrive pas ? s'inquiéta l'une ou l'autre.

Vers le soir, une splendide Lancia, comme l'avait prédit Martine, s'arrêta devant le portail. Toutes les six, qui l'avaient entendue venir et stopper, voulurent se précipiter.

— Non, non, ordonna Sabine. Moi seule. Je suis sa filleule. Il ne convient pas de nous jeter ainsi à sa tête.

Elle revendiquait son droit avec énergie et ses sœurs, lui obéissant, restèrent rassemblées au salon. Chacune avait trouvé le moyen d'orner sa robe noire de quelque détail qui l'éclairait un peu, un col blanc, ou même une simple lisière,

un nœud, un ruban. Elles ne voulaient pas ressembler à une troupe de pensionnaires en sombre uniforme. Et ne convenait-il pas de chercher à plaire à ce vieillard de qui l'on attendait un secours providentiel ?

Celui qui descendit de voiture après une randonnée de près de quatre cents kilomètres n'était nullement un vieillard. Il allait causer quelque surprise à ces demoiselles. S'il avait soixante ans, il ne les portait pas. Malgré la fatigue du voyage, après avoir quitté le volant et mis pied à terre, il redressa sa forte carrure, assez élevée de taille, avec assurance. Comme la jeune fille lui ouvrait la grille, il lui sourit :

— Mademoiselle Sabine ?

— Oui, parrain, acquiesça la jeune fille intimidée.

— La vieille fille ?

Et son sourire se fit un peu railleur, mais gentiment.

— Vous voyez.

— Je vois.

Il parlait un français un peu chantant, mais correct et aisé, comme si c'était pour lui une langue familière. Les cheveux à peine grisonnants, mais clairsemés au-dessus du front et sur les tempes, le regard alourdi par les paupières aux longs cils, les traits un peu épatés et sans régularité, mais d'un ensemble mâle et sain, la bouche petite et bien dessinée par une mince moustache taillée court, il était sans beauté, mais sans âge et non sans agrément, surtout quand le sourire détendait l'expression un peu sévère du visage. Quand il ôta ses gants, presque aussitôt, il montra des mains fines sans bagues. *Pas d'alliance*, devaient constater quelques instants plus tard, au salon, les sœurs qui guettaient son arrivée.

— Votre chauffeur ? interrogea Sabine.

— Je n'en ai pas. J'ai préféré ne pas m'en encombrer.

— Et vos bagages ?

— Eh bien ! tout à l'heure, après ma visite, vous m'indiquerez un hôtel.

— Mais non, parrain, votre chambre est prête. La servante prendra votre valise et Martine, qui est la plus adroite de nous toutes, conduira votre voiture au garage.

— Ma Lancia est un peu trop souple. Montez à côté de moi et nous irons tout de suite la remiser, puisque vous voulez bien me donner l'hospitalité.

Cinq visages collés aux vitres assistèrent au départ :

— L'enlèvement des Sabines, constata Martine.

Mais l'automobile, contournant la villa, gagna son gîte et l'aînée revint enfin avec M. Sollar, dévisagé par cinq paires d'yeux devant lesquels il défila, non sans quelque gêne cachée sous une aimable ironie :

— Oh ! oh ! mais combien êtes-vous donc ?

— Comptez, dit Martine, la plus familière.

— Cinq.

— Vous m'oubliez, dit Sabine.

— On ne peut pas vous oublier, protesta-t-il galamment.

— Vous avez attendu dix-sept ans.

L'étranger changea de figure devant ce rappel. Subitement, il s'assombrit :

— Je ne pensais pas revenir. Et me voici.

— Vous resterez longtemps, parrain, pour réparer une si longue absence.

— Oh ! longtemps, jusqu'à demain. Ou après-demain...

Il s'était repris, devinant la réprobation générale. Martine avait donc vu juste dans ses prédictions. Il ne leur faisait qu'une visite de politesse. Sabine, un instant découragée, reprit son rôle de maîtresse da maison :

— Vous devez avoir besoin de repos. Je vous conduirai dans votre chambre. Vous en descendrez quand vous voudrez, après votre toilette. Je vous ferai monter du porto et des biscuits. Nous sommes si nombreuses que vous trouverez toujours l'une de nous pour vous recevoir ici ou dans le jardin. Et nous dînerons à huit heures, si vous le voulez bien, sur la terrasse, peut-être sans lumière, tant il fait clair ce soir.

Ils montèrent ensemble au premier étage.

— C'est la chambre de maman, expliqua-t-elle. Voyez : la vue des collines jusqu'à la mer. La salle de bains est à côté.

Mais il n'entendait pas la suite. Il n'avait retenu que la première phrase qu'il répéta :

— La chambre de votre mère.

— Et voici son portrait. Son portrait de jeune fille.

— Sylvie, murmura-t-il. — Et il ajouta : — Je ne l'ai plus revue qu'à votre baptême, Sabine. Elle m'avait demandé d'être votre parrain. Et puis, sur son lit de mort. Je suis arrivé de Gênes avant qu'elle ne fût ensevelie pour toujours.

— Vous la connaissiez beaucoup ?
— Avant son mariage, oui.
— N'étiez-vous pas parents ?
— Oui, cousins, mais cousins éloignés.
— Pourquoi, alors ?...

Elle n'acheva pas. Elle n'osa pas formuler sa question. Elle se rendait compte subitement qu'il ne fallait pas trop chercher à s'avancer sur un terrain ténébreux. Il avait compris et déjà répondait évasivement :

— J'avais trop de travail. Gênes est si loin !
— Quelques heures.

Il sourit à nouveau, un peu tristement :

— Vous êtes bien curieuse, petite fille.
— Vieille fille.
— Quel âge avez-vous donc, mademoiselle Sabine, et pourquoi vous vieillir ? Quand vous l'avez perdue, vous étiez haute comme ça. Je me souviens très bien de vous. Vous lui ressembliez. Vous lui ressemblez encore. Vos sœurs non. La dernière, la blonde, un peu.
— Martine ?
— Elle s'appelle Martine ? Mais vous beaucoup. Regardez. Pourtant, non, l'expression est différente. Elle plus grave... vous plus... comment dirai-je ? plus calorique... Non, ce n'est pas français. Plus vivante. Voulez-vous me laisser seul, mademoiselle Sabine ?
— Oh ! Mademoiselle...
— Sabine. Il faut s'habituer.

Elle se retira. Pourquoi cette hâte d'être seul ? N'était-ce pas plutôt le désir de rester face à face avec ce portrait qui l'avait tant frappé à son entrée dans la chambre ? Elle avait l'intuition que la longue absence de M. Sollar cachait un drame intime et que ce drame intime avait pour objet un culte secret, l'amour mystérieux de sa mère. Il avait dû l'aimer avant son mariage. Elle lui avait préféré ce fantaisiste et léger Auguste Ravelli et il avait disparu. Mais alors pourquoi avait-elle demandé qu'il fût le parrain de son premier enfant ? Tout ce passé demeurait confus, inexplicable si l'on n'en possédait pas la clef. Sabine, redescendant l'escalier, se perdait en conjectures, mais, quelles qu'elles fussent, ses suppositions n'étaient-elles pas favorables et ne pouvaient-elles aboutir à un intérêt

assez vif pour les enfants de la morte et à la volonté de les assister dans leur épreuve ? Elle ne songeait même pas à reporter sur elle-même et sur l'attrait immédiat qu'elle avait pu inspirer à son parrain une part de cette volonté et de cet intérêt. Elle ne les attribuait qu'au souvenir maternel. Non qu'elle manquât de coquetterie, mais elle eût estimé toute coquetterie déplacée auprès d'un homme âgé qui, sans doute, ne pensait plus au charme des femmes et, hors des grandes affaires qui le devaient absorber, ne vivait plus sentimentalement que dans le passé.

Pendant qu'elle accompagnait M. Sollar au premier étage, tout un complot s'ourdissait au salon entre ses sœurs. Elles s'avouaient réciproquement leur surprise : le parrain de Sabine était encore en parfait état. Or, il paraissait ébloui par sa filleule au point d'en être intimidé. Mais alors ? Pourquoi ne l'épouserait-il pas ? Voilà qui arrangerait d'un coup les affaires en déconfiture. C'était la solution la plus simple. Comment n'y pas songer ?

— Elle aura vite fait sa conquête, déclara Alexandrine.

Et Césarine de surenchérir :

— Elle l'a déjà enchaîné. Du premier regard.

Les deux grandes lectrices de romans, Carmosine et Barberine, troquèrent leurs lectures :

— A combien l'amour revient aux vieillards ? Nous le saurons.

— Oui, le jeune homme est beau, mais le vieillard est grand.

— Et Sabine, insinua la plus jeune, qu'en faites-vous ?

— Sabine ? Elle sera trop heureuse...

— D'être l'Iphigénie de la fabrique Ravelli ?

— Oh ! le dur sacrifice ! Elle habitera un palais et commandera une flotte.

— Avec un vieillard.

— Un vieillard fort bien conservé. Son parrain n'est pas du tout un vieillard.

— Un jeune homme peut-être ?

— Non, mais un homme entre deux âges.

— Elle a refusé M. Lipert.

— Ce petit conservateur de musée ? Cela n'a aucun rapport. M. Lipert est gris et ratatiné. L'autre est avantageux et décoratif.

— Oui, Sabine devrait s'appeler Joséphine.
— Pourquoi ?
— Joséphine vendue par ses sœurs, railla Martine. Je n'en suis pas. Mais chut !... La voilà...

Sabine entrait, en effet, au salon, sans se douter qu'il était question d'elle, et pourtant elle aurait pu s'en douter devant le soudain silence qui l'accueillait quand elle entendait un concert de voix tumultueuses en descendant l'escalier.

— Il est chez maman, annonça-t-elle ; je crois même qu'il en a été amoureux autrefois, avant qu'elle fût mariée.

Les sœurs y virent un présage favorable. Les vivants se substituaient inévitablement aux morts. Elles s'extasièrent, sauf Martine, sans s'être donné le mot, sur la bonne mine de l'étranger. Comme on s'était trompé sur son âge ! Il ne paraissait pas avoir dépassé la cinquantaine. Il avait grand air : beaucoup de distinction, une bonté rayonnante.

— Et une automobile de luxe, acheva Martine que ces éloges concertés agaçaient.

— Qu'il conduit lui-même comme un jeune homme, riposta Alexandrine. Comment est-il entré au garage ?

— Par la fenêtre, répliqua la petite effrontée.

— Tais-toi. La porte est étroite.

— Il n'a pas hésité, expliqua Sabine. Il y avait juste la place : aucune des ailes n'a touché. Sa voiture est pourtant beaucoup plus large que la nôtre.

— Oui, conclut le chœur, il a de bons yeux... Il s'en sert bien. Comme il t'a regardée, Sabine ! Il t'admire, Sabine...

— Pas du tout. Vous n'y êtes pas du tout. Il a découvert que je ressemblais à maman.

— Justement, et tu nous as dit qu'il avait été amoureux de maman.

— Il y a trente ans. C'est la prescription la plus longue.

— Celle des crimes ? Comme tu es savante !

— Non, celle des crimes est de dix ans. La prescription des affaires, de toutes les affaires. On m'a appris ça à la fabrique.

— Même les affaires de cœur ?

— Oh ! les affaires de cœur, nous savons que leur délai est court. Et puis, tenez-vous tranquilles et tâchez d'être correctes et de ne pas scandaliser notre hôte.

— Dis donc, Sabine, c'est toi qui nous as élevées.

Elles jouèrent aussitôt à la correction, se composant des mines graves et des tenues impeccables, en sorte que, lorsque Benito Sollar apparut sur le seuil de la porte, il fut accueilli avec une froideur déconcertante. Mais elles redevinrent bientôt naturelles et il se trouva entouré, à table, de six filles-fleurs rivalisant de grâce, de fraîcheur, d'amabilité, parmi lesquelles Sabine se signalait par plus de réserve et Martine par plus d'ironie, mais aussi d'esprit. Une délicatesse innée, héritage des vieilles races provençales, mettait pourtant une sourdine à ces gentillesses : aucun manque de tact ne laissait oublier le deuil trop récent.

Le lendemain, M. Sollar prit Sabine en particulier pour lui demander quelques précisions sur les allusions de sa lettre au mauvais état de la fabrique et, partant, de la fortune des Ravelli. Elle le conduisit elle-même à Notre-Dame des Fleurs, ou plutôt elle monta avec lui dans sa Lancia pour y aller et leur arrivée fit sensation aux yeux des ingénieurs, des contremaîtres, du comptable chargé de la vérification des écritures, de tous ces conspirateurs qui spéculaient sur la ruine et qui chuchotèrent entre eux :

— Mlle Sabine a trouvé un défenseur.

— Bah ! c'est un homme du monde ; il n'y comprendra rien.

Elle installa son parrain dans le bureau directorial, lui remit le dossier qu'elle avait péniblement rassemblé, lui offrit d'appeler ces messieurs pour le mettre au courant.

— Tout à l'heure, tout à l'heure, n'allons pas si vite.

Déjà, il feuilletait les documents, s'absorbait dans la lecture de l'un ou l'autre.

— En effet, conclut-il, vous êtes en fâcheuse posture.

Et il sourit, de ce sourire qui le rajeunissait et lui restituait un peu de la séduction juvénile :

— Mais ce n'est pas de la littérature de jeune fille. Vous ne devez pas y comprendre grand chose.

— J'essaie, dit mélancoliquement Sabine. Il n'y avait que moi pour nous défendre.

— Vous avez un notaire, un avoué, un avocat, enfin un homme de loi ?

— Je n'ai guère confiance en eux. J'ai peur qu'ils n'aient lié partie avec nos ennemis. — Puis, spontanément, sans

aucune arrière-pensée, elle ajouta : — Je n'ai confiance qu'en vous.

Le sourire se retira du visage qui devint glacial.

— C'est flatteur. Mais je ne suis que de passage. Je ne puis que vous donner un conseil. Je pensais repartir demain.

— Demain ? s'étonna-t-elle. Vous ne pouvez pas nous abandonner si vite, parrain. Que deviendrons-nous sans vous ?

— Un parrain n'est pas un parent.

— Vous étiez le cousin de ma mère.

— Éloigné.

— Restez, à cause d'elle.

Il parut réfléchir, puis se leva :

— Vous ne savez pas ce que vous me demandez, Sabine. C'est à cause de votre mère que je désire de repartir. Je n'aurais pas dû répondre à votre appel. J'avais le pressentiment que ce voyage était absurde. Le passé est le passé et il n'y faut plus toucher. Vous ne pouvez deviner le mal que vous m'avez fait en me replaçant devant ce passé, en m'installant dans cette chambre, devant ce portrait. Ne cherchez pas à m'interroger. Je ne vous révélerai rien, rien, sinon que votre mère était une femme admirable et que sa mémoire est sacrée pour moi, comme elle l'est pour vous.

— Puisqu'il en est ainsi... commença la jeune fille.

— Oui, puisqu'il en est ainsi, je ne puis vous laisser, vos sœurs et vous, dans la détresse. Je ne retournerai pas à la villa Sylvie. J'irai à l'hôtel. De là, je viendrai ici, avec votre procuration, pour liquider cette affaire où l'on cherche, me semble-t-il dès le premier abord, à vous rouler. Mais vos adversaires ne sont pas très habiles. Dès cette liquidation achevée, — ce ne sera pas long, — je repartirai.

Sabine s'opposa résolument à ce projet :

— Non, parrain, vous ne nous ferez pas cette injure. Tout le monde sait aujourd'hui, à Grasse, que vous êtes descendu chez nous. Votre départ nous porterait préjudice. Même ici, à la fabrique, on croira que nous ne sommes pas d'accord et que vous cherchez à vous substituer à nous. Vous voyez bien que c'est impossible. Et puis... et puis, il y a nous toutes, qui avons mis sur vous tant d'espérances.

Il hésita avant de céder :

— Je passerai ici mes journées.

— Vous vous reposerez à la maison.

Il secoua la tête avec tristesse :

— Votre maison n'est pas un repos pour moi.

Elle le fut pourtant. On ne peut vivre enfermé dans un bureau sans prendre l'air, surtout quand cet air est tout embaumé du parfum des roses et des jasmins cultivés dans tous les jardins de Grasse, surtout quand le soleil caresse les collines, se glisse dans les vallons et va se doubler au loin, dans la mer. Chaque soir, — ces légers soirs de mai où la lumière ne se retire qu'à regret, comme un amoureux qu'on éconduit mal et qui cherche à rester le plus longtemps possible, — on l'emmenait jusqu'à l'un ou l'autre de ces villages perchés sur les hauteurs et dont les maisons suspendues s'offrent comme des grappes de fruits dorés, Mougins, Gourdon, Vence, Saint-Pol-du-Var encore enfermé dans ses remparts avec le bijou de son église. Avec soin, l'on évitait la côte trop bruyante et mondaine, peu convenable à la promenade de robes de deuil, Cannes, Juan-les-Pins, Antibes, Nice.

Un soir même, il les invita à dîner dans une de ces auberges de campagne, — de campagne de Côte d'Azur, — qui simulent la rusticité et qui offrent confort et cuisine soignée en des solitudes artificielles, avec une vue agréable et des parterres de fleurs plantés de quelques ifs. Lieux favorables aux couples qui veulent s'isoler, aux amis qui désirent avoir quelque libre conversation.

Il les aligna autour de la table recouverte d'une nappe de couleur, sous une tonnelle où grimpaient des rosiers.

— On dirait que j'ai invité tout un pensionnat.

— Oui, convint Alexandrine presque de mauvaise humeur, nous sommes trop nombreuses. On ne nous regarde qu'en tas.

— On se demande laquelle est la plus belle, dit M. Sollar galamment. C'est un concours.

— Et l'on conclut infailliblement à Sabine.

— Tais-toi, protesta celle-ci.

— On peut être belle auprès de la plus belle, conclut encore l'Italien. Surtout si l'on est différente.

Il avait placé Sabine en face de lui, afin qu'elle remplît le rôle de maîtresse de maison dont elle avait l'habitude. La servante l'appela *Madame*, tandis que les autres étaient *Mademoiselle*.

— On la prend pour votre femme, reprit Alexandrine.

— Pour ma fille aînée.

Mais, imperceptiblement, il avait changé de visage, tandis que Sabine se dérobait.

En toute occasion, les sœurs vantaient Sabine. Elle avait été si dévouée : une mère pour elles. Elles souhaitaient passionnément son bonheur en récompense de tant de mérite. Et puis, elle était intelligente autant que bonne et belle.

— Vous savez, parrain, — car toutes, maintenant, l'appelaient parrain, — qu'elle vous admire. Quand elle parle de vous, elle y met tant de feu !

— Oui, elle m'est reconnaissante.

— Ce n'est peut-être pas seulement de la reconnaissance.

Qui avait lancé cette phrase, atténuée par un *peut-être* ? Barberine ou Carmosine ?

Le même travail était entrepris auprès de Sabine : M. Sollar était si remarquable, si distingué ! Un homme vraiment, presque un grand homme, et l'on sait que les grands hommes n'ont plus d'âge. Rarement, il donnait des détails sur sa vie à Gênes, mais l'on en savait assez, par ce qu'on lui arrachait peu à peu, pour ne pas ignorer l'importance de sa flotte qui, depuis le développement de l'Italie sous le gouvernement de Mussolini, portait le pavillon vert, blanc, rouge jusqu'en Extrême-Orient et dans l'Amérique du Sud. Voilà bien une existence intéressante, passionnante même ! Comment ne s'était-il jamais marié ? il aurait pu rendre une femme si heureuse !

Mais Sabine ne paraissait comprendre aucune allusion, et le parrain universel demeurait impénétrable. Le complot n'aboutirait-il à rien ? En l'absence de leur aînée, les quatre qui menaient le jeu sans succès mettaient en commun leur déception et leur crainte, quand Martine entra brusquement :

— Eh bien ! demanda-t-elle en riant, où en sont les fiançailles ?

Ce détestable jeu de mots eut le don d'irriter les complices :

— Mieux vaudrait nous aider.

— A marier ce vieillard ?

— Oh ! ce vieillard ! Toutes les jeunes filles l'épouseraient.

— Vraiment ? Toi, Alexandrine ?

— Sans doute.

— Toi, Césarine ?

— Moi aussi.

— Toi, Barberine ?

— Peut-être.

— Toi, Carmosine ?

— Je ne dis ni oui, ni non.

— Eh bien ! moi, c'est non. J'aimerais mieux filer avec un danseur.

— Horreur !

— Ou faire des bouquets... ou des chapeaux.

— On dit ça.

— On le fait. Et d'ailleurs, Sabine ne marchera pas.

— Allons donc ! elle se fait prier. Et d'ailleurs, il ne s'agit pas d'elle.

— Et de qui donc ?

— De nous. De nous qui risquons d'être sans le sou, car nous sommes ruinées, il n'y a qu'à regarder la tête du parrain quand il revient de la fabrique, de nous qui devrons sortir sans automobile...

— On ira à pied.

— Sans toit, sans robes.

— Nous travaillerons.

— A quoi ? On ne nous a rien appris. Sabine est notre aînée... Elle remplace nos parents. Elle doit nous sauver, puisqu'elle le peut. Nous n'admettrons pas ses hésitations, son refus.

— Il ne l'a pas demandée.

— Il la demandera. Tu ne t'es donc pas aperçue qu'il était amoureux d'elle ?

— Et après ? S'il l'épouse, il l'emmènera en Italie.

— Nous l'y suivrons.

— On n'épouse qu'une femme.

— Il en aura six.

Les conjurées éclatèrent de rire et Martine, gagnée par ce rire, se contenta d'une réplique de pitié :

— Oh ! le pauvre homme !

HENRY BORDEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

COMMENT VA L'EMPIRE ?

En lisant le récit de la visite au cours de laquelle M. von Ribbentrop vint poser devant lord Halifax le grave problème de la restitution au Reich de ses anciennes colonies, nous pensions aux ultimes paroles que prononça George V : « Comment va l'Empire... *How goes the Empire ?* » Dans cette suprême interrogation le souverain des Iles britanniques, empereur des Indes et des possessions anglaises au delà des mers, mettait toute la ferveur de son amour pour la Patrie. Sa préoccupation de conserver à l'Empire son intégrité et son hégémonie prenait l'allure d'un symbole. On a voulu rapprocher ces dernières heures de George V de la scène historique où Charlemagne versa des larmes en voyant les barques normandes remonter l'estuaire de la Seine. Il n'y a, heureusement, aucune corrélation, ainsi que nous l'exposerons, entre l'état du Saint Empire qui ne tenait à l'aurore du IXe siècle qu'à la volonté d'un seul homme, et la situation solide de la « Communauté des nations britanniques » qui vient de donner de si évidentes preuves de sa vitalité.

Or, il y a une telle identité d'intérêts, une telle similitude de position entre la puissance britannique et celle de la France que se poser cette question : « *How goes the Empire ?* » revient en fait à se demander comment va l'Empire français ? Le titre de l'étude que nous nous proposons d'entreprendre devrait être en réalité celui-ci : « Comment vont nos deux Empires ? » Si l'on consulte une mappemonde, on se rend compte en effet de l'interpénétration des domaines français et anglais. On s'aperçoit que partout où l'Angleterre a planté son pavillon, la France a des territoires voisins. On constate enfin que les bases navales de la France sont en quelque

sorte complémentaires de celles de la Grande-Bretagne. Dans la Manche, Dunkerque protège la côte sud des Iles britanniques; Cherbourg et Brest sont les sentinelles avancées de leur défense. Bizerte fait pendant à Malte. La Syrie complète le système oriental de l'Angleterre. Djibouti fait face à Aden. Saïgon et Camrang sont des étapes entre Singapour et Hong-Kong. En Afrique, Casablanca, Dakar, Pointe-Noire seraient d'une utilisation de premier ordre, si le mouvement commercial anglais empruntait le cap de Bonne-Espérance, et Diégo-Suarès aurait dans ce cas un intérêt stratégique considérable entre Capetown et Colombo.

Est-il besoin de pousser plus loin la démonstration? Le sort de la Grande-Bretagne et de la France est lié à la survivance et à la prospérité de leurs vastes possessions. On peut même affirmer que le destin de la civilisation occidentale en dépend. Tributaires des mêmes servitudes, en butte aux mêmes périls, l'Empire anglais et l'Empire français doivent assurer en commun leur défense. Leurs deux politiques peuvent ne point obéir aux mêmes conceptions : leur façon de régner n'en procède pas moins du même esprit. Elle est faite de la supériorité et du prestige de nos deux races sur l'état social des populations indigènes conquises et assimilées. Elle s'inspire des mêmes méthodes de travail, c'est-à-dire l'investissement de leurs capitaux en vue de la mise en valeur de richesses inexploitées.

Le jour où cette supériorité cesserait d'être reconnue, où des craquements se feraient entendre dans cette immense machine qui règle en partie la marche du monde, l'Europe entière serait bien près de sombrer dans l'anarchie. Empressons-nous d'affirmer que nous n'avons aucune raison de le craindre, car au problème que nous venons de poser : « Comment vont nos deux Empires? » nous répondrons : « Nos deux Empires se portent bien, mais veillons à leur salut. »

LE PÉRIL INTERNE

Car ils semblent courir certains dangers. Parlons d'abord du péril interne. Afin d'entretenir l'idée impériale comme cette flamme sacrée des Vestales au foyer du peuple romain, sachons nous prémunir contre l'instinct de désagrégation

cellulaire que le bolchévisme cherche à répandre dans les colonies. Le système soviétique est, en effet, radicalement contraire au système impérial. Le premier s'appuie sur les démagogies locales; il se fonde sur une égalité anarchique. Le second est fondé sur la concentration de l'autorité : il respecte avant tout les hiérarchies et s'oppose à toute indépendance politique en dehors du cadre de l'Empire.

On ne doit pas s'étonner, dans ces conditions, que la propagande communiste cherche avant tout à propager son virus chez nos indigènes, espérant par là provoquer un mouvement comparable à celui qui disloqua jadis l'Empire romain. L'Angleterre, redoutant cette offensive, la combat avec la plus grande vigueur. Le débat qui s'est engagé dernièrement à la Chambre des communes sur une motion de censure de l'opposition, à l'occasion du renvoi par l'Amirauté de cinq ouvriers de ses arsenaux, est tout à fait caractéristique. La Chambre des communes a repoussé à une forte majorité la motion, après que sir Samuel Hoare, premier lord de l'Amirauté, eut rappelé que durant ces trois dernières années des sabotages avaient été commis dans la marine, que cinq navires de guerre en avaient été victimes et que ces criminels agissements « commandaient à l'Amirauté une vigilance exceptionnelle ».

Avec un instinct sûr des exigences impériales, l'Angleterre repousse tout ce qui peut porter atteinte au prestige de la Grande-Bretagne dans le monde. Est-ce à dire que nous agissions de notre côté avec suffisamment de fermeté ? Sans vouloir dramatiser la portée des agissements soviétiques dans nos colonies, ni les manifestations fragmentaires d'autonomie qui s'y déroulent, il est cependant essentiel que la France prenne des mesures pour neutraliser tout ce qui peut diminuer son autorité aux yeux des populations coloniales. On n'avait que trop différé la suppression de cette *Étoile nord-africaine* dont les intentions étaient nettement hostiles à la France. Il importe que nous nous ressaisissions dans toutes nos colonies et que, tout en marquant notre intention d'augmenter la collaboration des indigènes dans les services publics, notamment en Indochine, nous leur fassions sentir l'absolue nécessité de rester fidèles à la consigne de l'Empire français.

Ceux qui ont le plus travaillé à sa constitution et qui furent les partisans les plus convaincus du rapprochement raciste entre les Européens et les populations autochtones sont également ceux qui ont le mieux senti le besoin de lutter contre la minorité d'agitateurs qui essayent de corrompre l'esprit de leurs coreligionnaires ou de leurs compatriotes en dirigeant leur pensée contre l'action de la France. Telle fut notamment la politique de Lyautey, de Gallieni, de Joffre, etc.; c'est à cette politique-là qu'il faut s'attacher. Nous pensons d'ailleurs être dans la vérité en écrivant que l'esprit soviétique semble plutôt en régression dans nos colonies et dans celles de l'Angleterre; mais il faut agir avec prudence, notamment quand il s'agit d'accorder un statut politique aux populations musulmanes de l'Algérie.

Dans un autre ordre d'idées, l'Angleterre vient de donner une preuve de la pérennité de ses traditions et de l'unité de vue des nations britanniques. L'abdication d'Édouard VIII n'a pas été seulement une question de sentiment personnel, elle fut provoquée par la réaction générale de toutes les possessions anglaises qui sentaient fort bien que leur avenir eût été menacé par une atteinte quelconque portée aux règles immuables qui régissent le statut du monde anglais. Au cours de ces graves événements, l'Empire a montré une dignité qui est un gage certain de sa résistance aux idées séparatistes qui peuvent naître en Irlande ou dans certains Dominions.

En résumé, contre le péril interne nous devons adopter, pour défendre notre patrimoine colonial, une politique commune avec nos voisins. Ceux-ci observent, avec un sens inné de leurs besoins collectifs, cette méthode de *self-defence* qui leur a permis de conserver intacte à travers les siècles leur suprématie mondiale. Autant les Anglais nous sauront gré de favoriser leurs desseins à cet égard, autant ils nous reprocheraient de laisser envahir nos colonies par des germes révolutionnaires qui ne tarderaient pas à contaminer leurs propres possessions. Les Allemands ont essayé de dresser ce spectre aux yeux de l'Angleterre pour la détacher de nous. Il ne saurait, en effet, y avoir d'équivoque. L'application des doctrines soviétiques est incompatible avec l'existence d'un domaine colonial.

LE PÉRIL AÉRO-NAVAL

C'est justement au nom des méfaits de ces doctrines que le chancelier Hitler a prêché la croisade anti-bolchévique et qu'il a déjà pu rallier à ses idées le Japon et l'Italie. En réalité, ce mouvement se retourne contre l'idée impériale franco-anglaise. La constitution d'un bloc des trois grandes Puissances que nous venons de citer risque de s'opposer à un autre bloc naval formé par l'Angleterre et la France. L'Allemagne, le Japon et l'Italie qui viennent d'adopter une idéologie politique similaire sont des nations jeunes, obéissant à un dynamisme racial irrésistible, qui se plaignent de n'avoir pas été servies avec équité dans la répartition des matières premières et des territoires. Elles invoquent toutes les trois l'excès de leur population pour déborder de leurs frontières et pour justifier des conquêtes. L'Italie vient de créer en Éthiopie un empire néo-romain. Le Japon s'est adjugé le nord de la Chine. L'Allemagne enfin ne se cache pas pour réclamer le retour au Reich de ses anciennes colonies.

Or, la position de ces trois Puissances par rapport à l'Empire franco-anglais mettrait celui-ci dans une situation assez délicate. L'Allemagne peut agir par la Baltique et la Mer du Nord, à l'aile occidentale extrême de la route des Indes. Le Japon menace l'autre extrémité orientale de cette route qui se termine à Hong-Kong. Quant à l'Italie, elle pèserait de son poids sur le centre même des lignes de communication franco-anglaises, c'est-à-dire sur la Méditerranée. Le *gentlemen's agreement* a supprimé en grande partie les causes de friction qui pouvaient exister entre la Grande-Bretagne et la péninsule. Le souvenir du passage de la *Home Fleet* à Gibraltar, les préparatifs aériens de l'Italie sur Malte, l'alerte de l'escadre à Alexandrie n'en subsistent pas moins. Enfin, l'implantation des Italiens sur le plateau d'Éthiopie, qui domine le cours du Nil, accapare ses sources et fait planer l'angoisse de la sécheresse sur le delta égyptien, est un fait avec lequel on est désormais obligé de compter. Il est d'ailleurs naturel que des nations surpeuplées jettent des regards d'envie sur les riches domaines que l'Angleterre et la France ont pu mettre en valeur dans les cinq parties du monde.

Le meilleur moyen d'écarter ces convoitises, c'est d'y répondre par une organisation puissante de notre sécurité.

Cette nécessité est d'autant plus évidente que la trilogie navale italo-germano-japonaise dispose de forces navales et aériennes imposantes. Elle pouvait mettre en ligne, au 1er janvier 1937 : 16 bâtiments de ligne formant 392 000 tonnes, dont 9 bâtiments japonais modernes, 3 *Deutschland* et 4 unités italiennes anciennes ou modernisées ; 4 porte-aéronefs japonais de 68 370 tonnes ; 19 croiseurs de la classe A donnant 177 000 tonnes, dont 7 croiseurs italiens de 10 000 tonnes ; 32 croiseurs de la classe B formant 184 000 tonnes ; 142 bâtiments légers classe 6 formant 173 000 tonnes ; 144 sous-marins, soit 124 000 tonnes. A cette flotte, qui donne un total d'environ 1 120 000 tonnes de bâtiments sous l'âge, la France et l'Angleterre peuvent, dans les circonstances actuelles, opposer, savoir : la Grande-Bretagne 1 012 000 tonnes et la France 475 000 tonnes, soit au total 1 487 000 tonnes de bâtiments sous l'âge, dont 21 bâtiments de ligne modernes ou modernisés en comprenant notre *Dunkerque*, le plus puissant des navires cuirassés à flot ; 8 porte-aéronefs donnant 147 000 tonnes ; 22 croiseurs de la classe A formant 214 000 tonnes ; 26 croiseurs de la classe B donnant 165 000 tonnes ; 134 bâtiments légers de la classe C donnant 210 000 tonnes ; enfin 113 sous-marins formant un total de 117 000 tonnes (1).

Ce rapprochement indique que le groupement des forces navales franco-anglaises dépasse assez largement les forces navales germano-italo-japonaises dans presque toutes les catégories de navires. Il est, à ce point de vue, intéressant de noter que la France apporte à une entente franco-anglaise 7 croiseurs de 70 000 tonnes modernes et 30 contre-torpilleurs formant 72 000 tonnes, qui sont les plus rapides et les mieux réussis des navires de ce type ; et enfin la première flotte sous-marine du monde avec 75 submersibles de 71 878 tonnes. Notre contribution navale à la sauvegarde de la paix par la coalition pacifique franco-britannique est donc extrêmement effective et peut compter, à notre avis, à raison de 50 pour 100 de la valeur absolue de nos deux flottes combinées.

(1) Cette énumération ne tient compte que des unités « sous l'âge » des traités, à l'exclusion des navires « hors d'âge ».

Toutefois l'avenir est moins rassurant par suite des programmes japonais, allemand et italien. Pour ce qui est des Japonais, ils ont en construction 71 000 tonnes seulement, mais s'apprêtent, avec leur programme dit « troisième programme de remplacement », à construire un nombre important de bâtiments de ligne, de porte-aéronefs et de sous-marins. Les Italiens, de leur côté, achèvent plus de 124 000 tonnes, dont 2 bâtiments de ligne de 35 000 tonnes et de nombreux sous-marins. Mais c'est le programme allemand qui retient surtout notre attention, puisqu'il s'élève déjà à 196 000 tonnes, dont 3 cuirassés (2 de 26 000 tonnes et 1 de 35 000 tonnes), 2 porte-aéronefs de 19 500 tonnes, 32 bâtiments légers de la classe C, et non compris le programme de sous-marins qui n'est pas publié. L'Allemagne désire élever son tonnage en 1942 à 430 000 tonnes. A cette époque, le bloc franco-anglais, s'il ne prenait pas des mesures appropriées, se verrait dépassé par l'ensemble des marines japonaise, italienne et allemande conjuguées.

C'est pour éviter cette perspective que nos amis Anglais font actuellement un effort considérable, quoique un peu tardif, en faveur de leur marine. Au programme de 173 000 tonnes déjà entrepris au 31 décembre 1936, viennent s'ajouter 2 bâtiments de ligne de 35 000 tonnes qui seront prochainement suivis par trois autres du même tonnage. Les bâtiments autorisés, mais non encore sur cale, comprennent en outre 2 porte-aéronefs, 5 croiseurs, etc., ce qui porte le tonnage actuellement sur cale ou autorisé à 318 000 tonnes, dont 2 bâtiments de ligne (bientôt 5) et 3 porte-aéronefs. La Grande-Bretagne néglige sa flotte sous-marine, mais c'est peut-être qu'elle compte sur la nôtre pour lui apporter, le cas échéant, une aide efficace.

Dans ce programme de reconstitution des forces navales, notre pays n'entend pas se laisser distancer. Nous avons en construction, y compris la tranche 1937 : 202 000 tonnes, notamment 3 cuirassés (1 de 26 000 tonnes et 2 de 35 000 tonnes), 5 croiseurs de la classe B formant 38 500 tonnes et 13 sous-marins totalisant environ 12 000 tonnes, plus un très grand nombre de torpilleurs d'escadre et de torpilleurs légers, de dragueurs, de ravitailleurs, et toute la série des bâtiments anti-sous-marins et anti-mines qui sont compris dans la

tranche et le contingent de 1937. Sur ce plan va se greffer un immense programme. Le ministre de la Marine, lors du débat sur la Défense nationale, n'a-t-il pas annoncé son intention de s'inspirer des vœux du Conseil supérieur de la marine, lequel désire voir porter à 850 000 tonnes le tonnage de la flotte française ? La rue Royale va demander, pour gagner du temps, le vote immédiat et massif de trois tranches annuelles. Elles comprendront tous les types de bâtiments dont nous avons besoin et en premier lieu 2 porte-avions de 16 000 à 18 000 tonnes pouvant porter 40 appareils environ, ayant une vitesse largement supérieure à 30 nœuds.

Ceci nous conduit à parler de l'aviation. S'il est relativement facile de connaître les statistiques du tonnage des flottes étrangères, tout au moins pour les navires lancés, il est en revanche présomptueux de comparer à un moment donné les forces aériennes des diverses Puissances. Outre que les unités de l'air sont souvent peu comparables entre elles, on n'en peut déterminer le nombre avec certitude. Non seulement les peuples cachent l'état réel de leur aviation, mais les statistiques varient selon qu'on parle des avions de première ligne, des avions en service, y compris les appareils d'exercice, des avions mobilisables, y compris les appareils commerciaux. Il s'ensuit que la statistique des forces aériennes varie selon les écrivains qui l'apprécient.

Si l'on s'en tenait aux chiffres qui ont été donnés lors de la discussion sur la Défense nationale par MM. de Kérillis, Paul Reynaud et Renaitour, la France et l'Angleterre ne posséderaient que 1 300 appareils chacune contre 2 000 à l'Allemagne et 1 900 à l'Italie. Mais le ministre de l'Air a déclaré que ces renseignements étaient « bien différents de la réalité », car ils étaient « pessimistes pour la France et un peu trop optimistes en ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie ». Le malentendu provient de la façon dont les comparaisons sont faites : c'est ainsi qu'il y a trois ans on aurait pu dire soit que notre flotte se composait de 1 500 avions, soit qu'elle en comportait 4 000, selon le mode de calcul adopté. Pour ne nous en tenir qu'à l'aviation maritime, il est bien évident que l'aviation franco-anglaise est nettement supérieure à l'aviation italo-allemande, cette dernière ne possédant que peu d'appareils. Cette supériorité cesserait, si l'on faisait état

de la flotte japonaise, qui, rien que sur ses aéronefs, n'aligne pas moins de 170 appareils. En 1931, le Japon possédait déjà, d'après l'*Annuaire de la Société des nations*, 472 appareils terrestres et 325 relevant de la marine.

Selon ce même annuaire, qui peut être considéré comme donnant des renseignements exacts, la France avait au début de 1936 : 2 286 appareils développant une puissance de 1 181 463 C. V. (dont 1 210 appareils de première ligne) et 89 avions embarqués. L'Italie, en tout, appareils d'exercice et de première ligne, 1 861 appareils développant 1 116 600 C. V. L'Angleterre ne donnait que ses appareils de première ligne, soit 1 180. L'Allemagne ne figure pas sur l'annuaire, et pour cause. Ajoutons que la France et l'Angleterre ont devant elles un programme très important de rénovation aérienne, la France avec son plan des 1 000 avions, l'Angleterre avec le projet d'extension du *Livre blanc* qui prévoit pour 1937 1 754 appareils de première ligne, plus 600 appareils pour la marine, et, en 1938, un nombre notablement plus élevé d'escadrilles. Ceci est indispensable pour ne pas faire preuve d'infériorité aérienne.

LE PÉRIL TERRITORIAL

Il est évident qu'en cas de conflagration générale, c'est encore malheureusement sur nos frontières que se déciderait le sort des armes, mais il n'entre pas dans notre sujet d'énumérer les forces respectives métropolitaines. Il est toutefois un facteur primordial de la sécurité franco-anglaise : c'est la liberté des communications interocéaniques et la défense territoriale de nos possessions d'outre-mer. Cette intégrité coloniale est d'autant plus nécessaire que nous tirerions personnel et matériel de nos colonies. Or, le système défensif de ces territoires lointains est assuré par des forces terrestres et par des bases maritimes. Pour ce qui est des forces terrestres, il faut reconnaître que l'Angleterre rencontre de plus en plus de difficultés pour obtenir des effectifs à la hauteur de ses besoins. D'après l'*Annuaire de la Société des nations*, les forces permanentes du Royaume-Uni, à la fin de 1935, stationnées dans la métropole, ne comprenaient que 106 724 hommes et 7 371 officiers ; en tenant compte des réserves complémen-

taires et de l'armée territoriale, les effectifs anglais se montent à environ 260 000 hommes et 16 000 officiers. Les troupes stationnées outre-mer s'élevaient à 30 000 hommes environ et 1 500 officiers. Il faut y ajouter les troupes coloniales proprement dites, comprenant 57 524 hommes dans les effectifs des Indes dont 2 915 officiers, et les forces indigènes locales. Ces effectifs ne sont pas en rapport avec l'importance de l'Empire anglais, puisque, tout compte fait, le total des troupes britanniques, y compris l'armée territoriale et les troupes des Indes, officiers compris, n'atteint que le chiffre de 537 382 hommes.

L'Angleterre compte évidemment sur des effectifs supplémentaires du temps de guerre. Malgré tout, elle ne pourra faire face à ses obligations que lorsque la conscription aura été organisée. Le système de recrutement par voie d'engagements n'a pas donné de résultats suffisants, malgré la propagande qui a été faite. L'Angleterre vient enfin de trouver un appui à la charnière de l'Empire, c'est-à-dire dans le Delta d'Égypte. Par suite de l'accord anglo-égyptien, la Grande-Bretagne aura désormais le contrôle de la défense de l'Égypte et aura sous ses ordres l'armée égyptienne. Le ministre de la Guerre de ce pays vient de déclarer que cette armée sera portée prochainement à 20 000 hommes et qu'elle va être pourvue de tous les instruments de défense modernes : chars d'assauts, automobiles blindées, etc. L'aviation seule sera dotée d'un crédit de 300 000 livres afin de procéder à l'achat d'une escadrille de 12 avions de bombardement, ce qui portera à 18 appareils le nombre de ceux qui existent dans l'armée égyptienne, qui s'élèvera progressivement à 100 appareils. Les fonctionnaires égyptiens viennent de donner une preuve très caractéristique de leur patriotisme en abandonnant un mois de traitement en faveur de l'aviation de leur pays. Le traité anglo-égyptien peut donc avoir une grosse influence au point de vue de la défense impériale anglaise et notamment pour la garde du canal de Suez et des lignes aériennes de l'Irak. C'est la riposte de l'Angleterre à la menace qui a surgi à ses frontières de Tripolitaine et du Soudan du fait de la conquête de l'Éthiopie par l'Italie.

Sur un autre point du globe, les intérêts français et anglais ont failli être gravement menacés. Les nouvelles, heureusement

controuvées, concernant le débarquement des troupes allemandes sur les côtes septentrionales du Maroc espagnol et la fortification de Ceuta et de Melilla ont soulevé une très grande émotion dans nos deux pays. Il n'y a pas de doute qu'une Puissance installée sur les côtes du Maroc, surtout si cette Puissance était l'Allemagne, pourrait, en bombardant la rade de Gibraltar, rendre ce mouillage intenable aux navires anglais. Elle pourrait également, grâce aux éléments de défense mobile et à l'aéronautique, rendre impraticable le détroit de Gibraltar, c'est-à-dire fermer à l'Angleterre la route des Indes par la Méditerranée. Or, il n'y aurait pas d'autre façon d'éviter ce grave danger que de balayer les côtes du Maroc espagnol à l'aide du corps d'armée marocain qui comprend 45 319 hommes dont 2 118 officiers. Les territoires espagnols relevant du sultan du Maroc, cet acte serait parfaitement légitime. Il n'y a pas lieu de l'envisager si, comme tout le laisse supposer, le gouvernement espagnol, quel qu'il soit, conserve sa pleine indépendance et son entière souveraineté sur tout le pays.

Pour clore le chapitre de la défense du domaine impérial français, relatons que nos troupes stationnées dans les colonies, y compris la Chine, s'élèvent à 59 566 hommes dont 1 784 officiers, ce qui constitue des effectifs assez bien appropriés au but qu'ils se proposent. De son côté, l'armée du Levant, qui peut coopérer avec l'Angleterre à la protection si importante de cette partie du monde, s'élève à 12 284 hommes dont 580 officiers. Il suffirait, pour donner à notre armée coloniale une efficacité combative suffisante, de la doter d'une aviation en rapport avec ses effectifs. En effet, alors que nous avions, au 1er juillet 1936, 25 escadres aériennes métropolitaines, il n'existait que 5 escadres dans l'Afrique du Nord et une escadre dans le Levant. Aux colonies, nous avions : en Indochine 5 escadrilles dont 1 escadrille d'hydravions, en Afrique occidentale 3 escadrilles, en Afrique équatoriale 1 escadrille, à Madagascar 1 escadrille, sur la Côte des Somalis une demi-escadrille : au total, 439 appareils outre-mer, non compris l'aviation embarquée.

Ces chiffres ne sont pas en rapport avec l'importance des troupes stationnées aux colonies ni avec le nombre des avions anglais existant outre-mer. On compte, en effet, dans les

possessions anglaises, 24 escadrilles pour des effectifs militaires très inférieurs à ceux de la France. Quoi qu'il en soit, notre pays apporte à la défense territoriale des deux empires une contribution extrêmement importante. Nos troupes indochinoises, qui rassemblent 27 500 hommes et 794 officiers, constituent notamment une force qui est loin d'être négligeable devant Singapour.

Quels sont les risques que peuvent courir les territoires coloniaux français et anglais ? Ces risques pourraient être considérables en Extrême-Orient du fait d'une action japonaise, mais celle-ci serait immédiatement neutralisée par l'entrée en scène des États-Unis qui ne pourraient souffrir l'occupation de territoires, actuellement aux mains de Puissances amies, par son redoutable adversaire de l'Extrême-Orient. Celui-ci serait également gêné dans son action par la menace de l'U. R. S. S. et par les forces chinoises elles-mêmes. Un mouvement très net se dessine en Chine contre l'invasion nipponne. Celle-ci risque de reconstituer l'unité de l'Empire du milieu. Quant au Japon lui-même, il est peut-être à la veille d'un mouvement politique dirigé contre le parti militaire. On peut donc inférer de ce que nous venons de dire que la menace japonaise sur les colonies françaises ou anglaises d'Extrême-Orient se heurterait à beaucoup d'obstacles.

Pour ce qui est de l'Allemagne, elle ne possède plus de colonies, puisque le traité de Versailles les a radiées de la carte géographique. Il est question aujourd'hui de leur retour au Reich. Autant nous trouvons admissible que, sur le plan économique et sur celui de la répartition des matières premières, on donne à l'Allemagne toutes les satisfactions auxquelles celle-ci est en droit de prétendre, autant il serait dangereux de laisser à nouveau se créer en Afrique un foyer d'agitation contre la puissance franco-anglaise. Nous demandons donc, au nom de la sécurité impériale, qu'on rejette d'une façon catégorique toutes les demandes de l'Allemagne concernant la rétrocession de ses anciens territoires. Nous nous souvenons de la façon dont les troupes germaniques ont entretenu pendant si longtemps la guerre à l'état endémique dans le continent noir. Les conséquences du débarquement de soldats allemands sur le sol africain seraient trop graves pour que nous laissions à nouveau s'y créer un centre quel-

conque d'activité militaire. Nos amis anglais doivent le comprendre et s'y opposer comme nous. Il ne faudrait point qu'Hitler vînt planter le drapeau des chevaliers teutons à Douala et à Dar-es-Salam, menaçant de ces deux bases les routes orientales et occidentales africaines de nos deux empires.

Reste l'Italie. Sa position nouvelle en Éthiopie lui donne une supériorité stratégique considérable sur la vallée du Nil, mais lui crée aussi de lourdes servitudes. En cas de mobilisation, ses communications maritimes avec l'Abyssinie seraient coupées par les forces anglaises. Les troupes italiennes, isolées, n'auraient d'autre ressource que de descendre dans la plaine soudanaise où il est douteux qu'elles puissent développer leurs opérations. Quant aux colonies de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, elles sont prises dans la mâchoire des forces impériales franco-anglaises. Il ne leur resterait que la voie des airs. Et c'est ici le lieu de redire toute l'importance de notre corps d'armée d'Algérie et de Tunisie : ses effectifs atteignent en temps de paix 72 000 hommes dont 3 000 officiers, pour la protection de l'Égypte et des intérêts anglais dans la région du canal de Suez.

LE PÉRIL « PORTUAIRE »

Les communications maritimes impériales sont assurées par un réseau de bases et de points d'appui. Nous nous sommes expliqué sur ce point dans nos précédents articles : dans celui relatif à la « Route des Indes (1) » pour ce qui est des bases anglaises ; dans celui sur les « Routes impériales (2) » pour ce qui est des ports français. Nous ne reviendrons sur cette question que pour en faire la synthèse. Pour constater tout d'abord que les bases de la France et de l'Angleterre, par leurs dispositions géographiques, par leur enchaînement, constituent des points d'étape qui assurent la continuité et la sécurité des communications sur les principales routes du monde. Comme nous le disions plus haut, quelle meilleure protection pour la côte anglaise que les ports français de la Manche ? que Cherbourg, « ce pistolet braqué au cœur de

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1935.
(2) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1936.

l'Angleterre » par Napoléon Ier, qui est devenu le centre avancé de la défense des côtes sud du Royaume-Uni ? Quant à Brest, sa rade et son arsenal constituent le point de surveillance idéal des lignes de l'Atlantique et le lieu de refuge des flottes anglaises de commerce et de guerre qui, partant des Iles britanniques, se dirigeraient sur les Indes, soit par la Méditerranée, soit par le Cap de Bonne-Espérance. Sur ces deux routes, enfin, il y a lieu de faire la constatation suivante.

En Méditerranée, le passage de Gibraltar ne peut être garanti que si la France assure la police de la côte nord du Maroc et si elle offre à l'Amirauté son littoral d'Algérie. Afin de faciliter l'action des flottes combinées, nous demandions la création à Mers-el-Kébir d'un arsenal important : la décision vient d'être prise. Le ministre, lors de son dernier voyage en Afrique du Nord, a posé la première pierre de cet important établissement pour lequel les délégations financières ont voté des crédits appropriés. Nous connaissons la situation de Mers-el-Kébir qui, au pied du rocher de Santa-Cruz, sera facilement défendu. Il constituera un plan d'eau aéronaval jouissant de toutes les ressources du grand port voisin d'Oran.

Tout le littoral de l'Algérie peut être utilisé comme point de relâche par les convois de navires empruntant la Méditerranée, grâce aux nombreux ports qui s'y trouvent : Mostaganem, Alger, Bône, Philippeville, etc. Nous arriverons enfin à Bizerte dont les magnifiques installations peuvent compenser l'infériorité stratégique qui résulte pour Malte de sa proximité des aérodromes italiens. La possession de l'arsenal tunisien est indispensable pour assurer le passage du bassin occidental dans le bassin oriental de la Méditerranée. Grâce à la possession des côtes de Provence et de l'arsenal de Toulon, la France jouit d'une position d'autant plus dominante dans le secteur ouest méditerranéen que la Corse constitue en outre un bastion fortifié extrêmement précieux à mi-chemin entre la métropole et la Tunisie.

Il résulte de ce que nous venons de dire que notre pays, grâce au quadrilatère Toulon-Ajaccio-Alger-Mers-el-Kébir, peut jouer un rôle efficace à l'entrée et à la sortie du bassin occidental de la Méditerranée. Notre influence est susceptible de contrebalancer, d'une part, l'action rapprochée de l'Italie

sur Malte, d'autre part, toute hostilité de la Puissance installée sur les côtes septentrionales du Maroc. C'est un atout important dans le jeu des empires franco-anglais. Si, dans le bassin oriental, notre situation n'est pas aussi forte, il ne faut pas oublier cependant que nous sommes installés en Syrie et que nous pouvons, de là, tendre la main à la Palestine, à l'Irak et à l'Égypte. Nos troupes du Levant qui, nous le savons, s'élèvent à 12 000 hommes avec une escadre aérienne, représentent une force mobile dont l'influence ne serait pas négligeable dans cette partie vitale du globe. Nous ajouterons enfin que nous pourrions équiper Tripoli dont la situation stratégique et nautique est supérieure à celle de tous les ports anglais de cette contrée.

Passons maintenant à la route des Indes par le Cap. Entre les Iles britanniques et Capetown que l'Amirauté organise actuellement, celle-ci ne possède aucune base intéressante ; mais nous pouvons lui offrir Casablanca avec son magnifique hinterland, Port-Étienne pour les relâches d'avions et de bâtiments légers, Dakar défendu par l'île de Gorée et qui est un véritable arsenal ; enfin Pointe-Noire, terminus du chemin de fer que nous sommes en train de créer de toutes pièces dans l'Afrique équatoriale, sans préjudice de l'utilisation de Douala, capitale du Cameroun, territoire sous mandat. De l'autre côté de l'Afrique, pas de bases anglaises en dehors de Maurice. Or, nous avons, pour compenser cette lacune, la rade admirable de Diégo-Suarès, fortifiée par Joffre. Enfin, entre Hong-Kong et Singapour, le port de Saïgon et la baie de Camrang, que nous devrions équiper le plus tôt possible et pour laquelle des projets précis ont déjà été établis, sont des points désignés pour l'action de l'escadre anglaise des mers de Chine.

Le réseau des bases impériales anglo-français est déjà serré et solide. De grands efforts n'en sont pas moins entrepris de part et d'autre pour l'améliorer. Nous avons parlé de la création de Mers-el-Kébir : il faut parcourir la liste des « Travaux neufs à entreprendre » par la Marine militaire en 1937, annexée au budget de la Défense nationale, pour se rendre compte de l'intention de la rue Royale concernant nos points d'appui. Ce programme porte sur la constitution de stocks, notamment de combustible liquide ; sur des aménagements immo-

biliers, travaux maritimes, magasins, ateliers, etc. Des crédits importants sont affectés à Bizerte, dont 33 millions pour l'avant-port, 2,8 millions pour le quai sud de Sidi-Abdallah. Dakar, Saïgon, le Maroc, Diégo-Suarès, Fort-de-France reçoivent des dotations. Enfin, la Marine organise fortement sa défense des côtes. Le chapitre J du compte des travaux neufs prévoit cette année plus de 58 millions en vue de cet objectif.

Quant aux Anglais, les sacrifices qu'ils font actuellement pour leurs bases impériales sont considérables. Mise en état de défense de Malte et de Gibraltar, création d'un ensemble d'établissements maritimes dans la colonie du Cap et surtout à Singapour. Les manœuvres récemment accomplies dans ce dernier port sont tout à fait caractéristiques. La concentration d'avions militaires britanniques fut la plus puissante qui ait jamais eu lieu aux colonies, étant donné la participation des escadrilles de l'Inde et de l'Irak. Le thème de la manœuvre était d'éprouver l'efficacité de la défense de Singapour; celle-ci avait à sa disposition 75 appareils dont un grand nombre d'hydravions posés dans le détroit de Johore. La défense mobile de la côte a été remarquablement organisée : plus de six mille hommes occupent les ouvrages terrestres, régiments de Malaisie et de Pundjab, forces militaires de Johore, etc. Les côtes ont été semées de batteries, notamment de pièces modernes de gros calibre, 342 et 381 millimètres. Le monitor « Terror » de la station de Singapour est également muni de ce calibre. Une escadrille de dragueurs est maintenant concentrée dans le port. En dehors d'eux, 26 bâtiments de guerre, dont 10 sous-marins, et 100 appareils d'aviation, ont participé à la manœuvre. Ces exercices qui ont prouvé la solidité de la base de Singapour ont eu en Extrême-Orient un très grand retentissement. Il serait désirable que des opérations analogues fussent faites dans les bases françaises pour en éprouver le degré de résistance.

Pour conclure, les deux empires franco-anglais disposent pour le moment d'une supériorité incontestable sur toute autre formation au point de vue naval. Leur situation aérienne est pour le moins équivalente aux forces conjuguées des deux principales Puissances européennes. Nos deux empires contrôlent toutes les routes du monde grâce à l'organisation

de leurs bases. Les corps d'occupation coloniaux sont, pour le moment, à la hauteur de leur tâche ; il est réconfortant de penser qu'à une entente cordiale franco-anglaise notre pays apporterait une contribution des plus importantes qui se traduit à l'heure actuelle par plus de 600 000 tonnes de navires dont 400 000 de navires modernes, par une aviation composée de plus de 2 000 appareils dont plus de 400 outre-mer, par une armée coloniale qui dépasse 190 000 hommes et se trouve à pied d'œuvre en Afrique et en Indochine ; enfin par des bases admirablement outillées, au premier rang desquelles il faut citer Brest, Toulon et Bizerte.

Il ne faudrait point toutefois que nos deux peuples s'endorment dans une fausse sécurité. Aussi nos projets de défense nationale mutuelle roulent-ils sur des chiffres importants : 850 000 tonnes de navires, plan des 1 000 avions, défense des côtes, réorganisation des bases, création de Mers-el-Kébir. Voilà pour la France. Quant à l'Angleterre, elle va renouveler entièrement sa flotte pour lui assurer un tonnage de plus de 1 200 000 tonnes de navires neufs ; son armée de l'air comprendra prochainement plus de 2 000 appareils de première ligne ; elle crée des bases nouvelles sur des points vitaux du globe, notamment au Cap et à Singapour, et organise sa défense partout ailleurs. « La Grande-Bretagne, a dit aux Communes sir Thomas Inskip, est malheureusement obligée de réarmer, et elle continuera ses efforts avec toutes les vastes ressources que possède un pays qui n'a jamais été vaincu. »

Si nous avons opposé les deux groupements de Puissances dont nous avons parlé au cours de cette étude, ce n'est point que nous émettions l'hypothèse d'un conflit entre elles. Force nous est cependant de tenir compte de ce que M. Mussolini a appelé « l'axe Rome-Berlin-Tokio ». Pour sauvegarder la paix qui nous est si chère, nous ne devons point laisser se rompre l'équilibre entre les forces impériales et les forces rivales qui portent en elles une sorte de dynamisme révolutionnaire au point de vue territorial. La meilleure façon de garder nos deux empires, c'est de veiller à leur salut en restant fidèles à la vieille devise : *Si vis pacem, para bellum.* Ainsi que l'a fort bien déclaré au journal *les Ailes*, le général de l'aéronautique Armengaud, qui vient de faire un séjour en Italie, « on croirait que celui qui tient en main les destinées ita-

liennes envisage un conflit européen comme probable à une date prochaine. Il semble préparer vivement ses armes pour être en mesure, au moment décisif, de défendre intensivement son empire ou de retirer le plus grand profit de son intervention dans la guerre ». Quelles que soient les idées de M. Mussolini, nous restons convaincus que ses intérêts comme ses goûts le rattachent au bloc franco-anglais. Encore faut-il, pour l'empêcher de s'orienter vers d'autres tendances, lui donner l'impression que nous sommes forts, car la politique italienne est avant tout réaliste. Nous avons d'ailleurs confiance dans le sang-froid et l'esprit européen du chef du gouvernement italien pour être persuadé de ses intentions pacifiques.

Au demeurant, les deux empires français et anglais possèdent deux facteurs prépondérants de résistance dans une guerre moderne : avantages économiques et industriels, grâce aux matières premières. Nous ajouterons qu'ils disposent d'un bien plus précieux, qu'on a justement appelé le nerf de la guerre, l'argent, et qu'ils sont décidés à s'en servir. Le fonds d'armement de la défense nationale française (annexe parlementaire n° 5582) prévoit cette année à titre extraordinaire et hors du budget normal : 5 470 millions, dont 2 047 millions pour la marine et 1 451 millions pour l'air. Quant à nos amis Anglais, ils vont faire donner à fond la cavalerie de Saint-Georges. Leur effort est sans précédent en temps de paix. M. Neville Chamberlain, chancelier de l'Échiquier, a annoncé qu'il serait consacré, en cinq ans, 1 500 millions de livres, soit 157 milliards de francs, à la défense nationale anglaise, dont 400 millions de livres à demander à l'emprunt. Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, nos deux peuples prennent une assurance, coûteuse mais nécessaire, sur l'avenir. Nos deux Empires, comme nous le disons au début de cet article, n'ont rien à craindre de personne s'ils restent unis. Nous répéterons avec M. Baldwin : « L'Europe n'a certes pas lieu de désespérer. »

René La Bruyère.

LE RELÈVEMENT FINANCIER ET MONÉTAIRE DE LA FRANCE

(1926-1928)

SOUVENIRS D'UN GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

II [1]

NÉGOCIATIONS AVEC LA BANQUE D'ANGLETERRE

Le sursaut national de juillet 1926 a retourné en notre faveur l'élément psychologique du problème monétaire. Sur le nom de Raymond Poincaré, l'union nationale s'est faite. La « confiance » est revenue. Utilisant le crédit moral qui lui était ouvert, le gouvernement a mis en train les réalités techniques d'un redressement financier : majoration des impôts, économies budgétaires, équilibre de la Trésorerie, amortissement de la Dette.

Le franc s'est largement revalorisé. De 240 en juillet 1926, le cours de la livre est tombé à 160-170, puis aux environs de 125 en décembre 1926.

Au début de 1927, la confiance dans le franc est telle, l'afflux de devises étrangères est si considérable, que, pour éviter une revalorisation plus accentuée, préjudiciable aux intérêts de l'économie nationale, la Banque de France doit, comme la loi du 7 août 1926 l'y a autorisée, faire la contre-partie des offres massives de devises afin d'assurer la stabilité

Copyright by Émile Moreau, 1937.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

de fait de la monnaie. Peu à peu elle prend en mains le marché des changes, sur lequel elle ne tarde pas à conquérir une maîtrise absolue. Vers le 15 février 1927, nous disposons d'une masse de manœuvre de 22 millions de livres sterling, soit l'équivalent de 550 millions de francs d'avant-guerre ou de 2 750 millions de francs nouveaux.

Bientôt nous pourrons songer à stabiliser légalement le franc et à couronner ainsi la restauration financière de la France.

Mais il nous faut d'abord assainir complètement le bilan de la Banque de France, le débarrasser des postes douteux que mes prédécesseurs avaient été amenés à y introduire, à partir d'août 1914, pour secourir le Trésor embarrassé par les énormes obligations nées de la guerre et de l'après-guerre.

L'un des moins douteux n'était pas le poste « Or à l'étranger ». Cette fraction de notre encaisse remise à la Banque d'Angleterre en contre-partie des avances faites au gouvernement français pendant la guerre restait indisponible, tant que nous n'aurions pas remboursé notre dette.

C'est pourquoi, d'accord avec M. Poincaré, et m'appuyant sur la forte situation du Trésor et de la Banque de France, je décidai d'ouvrir avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre, des négociations pour la revision de l'accord de 1923 déterminant les modalités du remboursement de notre dette.

Ces négociations, qui se déroulèrent du milieu de février au début d'avril 1927, devaient avoir la plus heureuse conclusion. Et, en révélant brutalement au monde la puissance retrouvée de la Banque de France, elles contribuèrent grandement à fortifier le franc et à raffermir le crédit de l'État français.

Jeudi 17 *février*. — Je reçois de M. Poincaré la lettre annoncée par M. Moret lundi dernier, me faisant savoir officiellement que le gouvernement vient de signer avec la Trésorerie britannique un accord provisoire d'une année, aux termes duquel le Trésor français versera pour l'exercice financier anglais 1927-1928 la somme prévue par l'accord Caillaux-Churchill non encore ratifié, soit six millions de livres. Conformément à l'engagement pris en juillet 1926 par

M. Churchill envers M. Caillaux (1), cette lettre ajoute que la Trésorerie anglaise fera pression sur la Banque d'Angleterre pour aider la Banque de France à obtenir de celle-là un adoucissement aux charges très lourdes imposées par l'accord Heine-Ernest Picard de 1923. De l'avis de M. Poincaré, ces adoucissements doivent porter sur le taux d'intérêt et sur l'aménagement des remboursements, sans allongement des échéances.

M. Poincaré m'invite à entamer les négociations nécessaires avec la Banque d'Angleterre, et, ce qui est très important, il me permet d'envisager, sous réserve de l'approbation ultérieure du Parlement, le remboursement anticipé d'une partie de la dette. Il me paraît donc que le président du Conseil s'est résolu à demander éventuellement au Parlement l'autorisation de contracter un emprunt à l'extérieur pour rembourser la Banque d'Angleterre. Je m'assure, par une démarche auprès de MM. Moret et Barnaud, que mon interprétation de la pensée du président du Conseil est la bonne. Je commence donc à préparer ma conférence avec M. Norman.

Au Conseil général, je lis la lettre que M. Poincaré vient

(1) M. Caillaux avait obtenu, en effet, de M. Churchill que l'accord qu'il venait de conclure avec lui fût subordonné à la modification des conventions existant entre la Banque de France et la Banque d'Angleterre, ainsi qu'en font foi les lettres suivantes échangées entre les deux ministres.

Lettre de M. CAILLAUX :

Londres, le 12 juillet 1926.

Comme suite à l'accord signé le 12 juillet 1926, et qui règle la dette de guerre de la France envers la Grande-Bretagne, il est entendu que les paiements prévus pour les années financières anglaises 1926-1928 à 1929-1930 inclus *sont soumis à la modification de l'accord actuellement existant entre la Banque d'Angleterre et la Banque de France* pour la fin du remboursement de l'emprunt de 72 millions de livres contracté en 1916.

Cette modification devra intervenir dans le délai d'un mois après la signature de l'accord sur la dette de guerre.

Croyez-moi, cher monsieur Churchill, votre très cordialement dévoué.

Signé : J. CAILLAUX.

Réponse de M. CHURCHILL :

Londres, 12 juillet 1926.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre, avec laquelle je suis d'accord, contenant la modification à apporter aux termes de l'accord entre la Banque de France et la Banque d'Angleterre.

Croyez-moi, mon cher monsieur Caillaux, votre sincèrement,

Signé : W. S. CHURCHILL.

de m'adresser, nous invitant à obtenir de la Banque d'Angleterre la revision de l'accord de 1923. Le Conseil m'autorise à aller à Londres le plus tôt possible.

Je décide donc de partir avec Quesnay, dès dimanche, et je demande télégraphiquement à M. Norman de me réserver les journées de lundi et mardi. Je passe le reste de la journée à préparer ce voyage.

Je reçois M. Jacques de Neuflize pour m'entretenir avec lui de la possibilité d'émettre un emprunt français à Amsterdam. A la suite de cette conversation, j'invite M. de Neuflize à aller voir le directeur du Mouvement général des fonds, M. Moret.

On me rapporte que les prix haussent légèrement. C'est probablement la conséquence de l'abondance monétaire résultant des achats de devises de la Banque de France. Il va falloir se hâter d'émettre un emprunt de consolidation pour absorber ces disponibilités avant qu'elles ne se soient incorporées dans les prix.

Précisément, pour la première fois depuis la guerre, le dernier emprunt du Trésor a parfaitement réussi. Le nombre des souscriptions est supérieur au chiffre demandé par le Trésor. Il faudra procéder à leur réduction. C'est ainsi qu'à la Banque de France nous avons placé 1 875 000 obligations, alors que le Trésor ne nous en livre que 1 125 000. Leur répartition entre nos clients pose un problème délicat, car le Trésor n'a établi aucune règle générale et laisse chacun décider à sa guise. Conférence à ce sujet avec M. Leclerc, sous-gouverneur, et le chef du Service des titres.

Vendredi 18 février. — Journée consacrée en grande partie à la préparation de mon voyage à Londres. J'arrête une méthode de discussion qui n'est pas celle que me suggère le ministère des Finances. Au lieu d'essayer du bluff, — en menaçant M. Norman du remboursement immédiat de notre dette à la Banque d'Angleterre, ce que nous ne sommes pas sûrs de pouvoir faire, — je préfère aborder franchement la question de la revision de l'accord de 1923 et saisir ensuite dans la discussion le moment de parler de remboursements anticipés.

Malheureusement, je reçois dans la soirée un télégramme

de M. Norman me disant qu'il ne peut me recevoir ni lundi, ni mardi, que le mercredi est réservé à M. Franck, gouverneur de la Banque de Belgique, et qu'ensuite il partira pour Berlin où il a déjà un rendez-vous avec le Dr Schacht. Il remet notre conversation au mois de mars. En même temps M. Quesnay reçoit un télégramme privé de M. Siepman, collaborateur de M. Norman, lui demandant de venir à Londres. Mais, sur mon conseil, M. Quesnay répond à M. Siepman, avec lequel il est très lié, que sa femme attend un enfant et qu'il ne peut quitter Paris en ce moment. Quant à moi, je télégraphie au gouverneur de la Banque d'Angleterre pour lui demander de s'arrêter à Paris en allant à Berlin.

La situation politique se trouble. On attaque le ministère dans les couloirs et dans la presse. Le marché des changes s'en ressent et nous devons vendre 250 000 livres pour maintenir le cours du franc.

Samedi 19 février. — Les intrigues de certains parlementaires contre le cabinet agitent de plus en plus le marché des changes. Nous devons livrer encore 100 000 livres dans la journée. Ce revirement de la tendance du franc pour des raisons purement psychologiques montre combien la situation monétaire est encore fragile et combien elle exige de ménagements.

M. Montagu Norman, auquel j'avais demandé de s'arrêter à Paris, en allant à Berlin, pour conférer avec moi sur l'accord de 1923, me télégraphie qu'il s'efforcera de me donner satisfaction et qu'il me fera connaître lundi ce qu'il peut me proposer.

Après le Comité d'escompte, longue conversation avec M. Édouard de Rothschild, qui approuve la tactique que je lui expose en ce qui concerne mes prochaines conversations avec M. Norman.

Dans l'après-midi, je reçois la visite de MM. Talabard et Marcel Hutin, l'un et l'autre très préoccupés par la situation parlementaire. Ils prétendent que M. Poincaré est fatigué, nerveux et par suite maladroit, qu'il n'a pas assez d'énergie, et qu'il va subir des attaques dangereuses dans les semaines qui viennent. Je souhaite vivement que le ministère l'emporte, car toutes ces agitations ne sont guère favorables à l'œuvre que nous poursuivons.

Lundi 21 février. — M. Norman me télégraphie qu'il arrivera à Paris vendredi. M. Quesnay reçoit une lettre personnelle de M. Siepman, lui affirmant que la Banque d'Angleterre est toute disposée à faire ce qui conviendra pour resserrer les liens d'amitié qui l'unissent à la Banque de France.

La situation politique reste trouble. Les intrigues contre le ministère Poincaré se poursuivent. M. Vincent Auriol, député socialiste, a envoyé au président de la Commission des finances de la Chambre, M. Malvy, une lettre ouverte pour lui demander des explications sur les accords provisoires passés ou à passer entre le Trésor et les Trésoreries anglaise et américaine. L'ancien *Cartel* va essayer de renverser M. Poincaré.

En conséquence, la tendance du marché des changes est toujours défavorable au franc. Nous devons céder dans la journée 950 000 livres sterling, ce qui réduit notre réserve à 25 millions de livres environ. Ces dégagements ne sont pas mauvais en eux-mêmes, car le marché monétaire est pléthorique, mais on ne saurait aller longtemps à cette allure sans réduire à rien nos réserves de changes.

Mardi 22 février. — Marché des changes plus calme. Nous n'avons vendu aujourd'hui que 300 000 livres. Le Conseil de Régence est maintenant absolument convaincu de la nécessité d'avoir un stock important de devises.

Je télégraphie à M. Norman pour le remercier d'avoir modifié l'itinéraire de son voyage à Berlin et pour lui dire que je l'attendrai vendredi. Je lui offre un appartement et une voiture pendant son séjour à Paris. Je lui annonce que le Conseil de Régence désire l'avoir à déjeuner.

Le soir, grand dîner chez le baron Édouard de Rothschild.

Mercredi 23 février. — Longue conférence avec MM. Rist, sous-gouverneur, et Quesnay, chef du Service des Études économiques, pour préparer ma prochaine conférence avec M. Norman, qui vient de m'écrire qu'il arrivera à Paris vendredi soir et qu'il y restera jusqu'au dimanche après-midi. Il se tiendra à ma disposition toute la journée du 26 et la matinée du 27.

Nous décidons de commencer les négociations en démontrant à M. Norman la nécessité de reviser l'accord de 1923. Cette

revision, ainsi qu'il résulte de l'échange de lettres Caillaux-Churchill, est la condition de la ratification de l'accord de juillet 1926 sur la dette politique.

De plus, en contre-partie, j'offrirai à M. Norman deux avantages : un nouvel aménagement des échéances accélérant le remboursement de notre dette, et la possibilité pour la Banque d'Angleterre de conserver sous certaines réserves notre or jusqu'en 1930. En retour, j'exigerai que, quoi qu'il arrive, ce gage nous soit rendu en or et non en papier, et qu'il porte intérêt, ce qui n'est pas actuellement le cas. Je préfère d'ailleurs que ce supplément d'intérêt ne soit pas versé immédiatement à la Banque de France, mais qu'il soit placé à un compte d'attente pour nous être remis en une seule fois, après le versement de notre annuité finale.

Dans l'après-midi, je vais exposer mon plan de négociations à M. Poincaré. Je déclare au Président que je ne veux ni bluffer, ni tromper M. Norman. Je jouerai franc jeu. M. Poincaré m'approuve. Lorsque je lui dis que le succès de ma négociation est improbable, il m'encourage par de bonnes paroles. Le Président, Moret et Barnaud sont d'ailleurs persuadés qu'il sera fort difficile d'obtenir des concessions importantes de M. Norman.

Je confie à M. Poincaré combien je suis gêné par le double jeu que la Banque de France a mené dans le passé à l'égard de la Banque d'Angleterre, relativement à l'emploi de la ristourne de 1 pour 100 accordée par celle-ci sur l'escompte des Bons payables de 1923 à 1928. La ristourne n'avait été consentie que sous la réserve formelle que son produit resterait acquis à la Banque. Or, après avoir souscrit à cette réserve par lettre, la Banque de France s'est engagée également par écrit à verser la ristourne au Trésor français.

M. Poincaré me dit qu'il comprend ma gêne.

M. Poincaré m'entretient ensuite de la situation politique. Il paraît complètement rassuré sur le sort du ministère.

La tendance s'est d'ailleurs retournée aujourd'hui sur le marché des changes. Nous avons acheté 250 000 livres. Il est vrai que nous les avons acquises d'un coup, et qu'elles proviennent d'un placement américain en valeurs françaises.

Jeudi 24 février. — Marché des changes calme. Nous balan-

çons à peu près nos achats et nos ventes. Nos réserves de devises dépassent 25 millions de livres sterling.

M. Montagu Norman me télégraphie qu'il accepte la voiture que j'ai offert de mettre à sa disposition pendant son séjour à Paris, et l'invitation à déjeuner pour samedi, que je lui ai adressée au nom du Conseil de Régence. Mais quant à l'appartement, il préfère descendre dans son hôtel habituel.

Je suis de plus en plus décidé à mener les négociations avec la plus grande franchise. Ma situation, en effet, est doublement dangereuse. Je dois me garder autant contre la Trésorerie française que contre la Banque d'Angleterre. M. Barnaud, directeur-adjoint du Mouvement général des fonds, m'a déjà proposé de compenser partiellement la dette envers la Banque d'Angleterre par notre dépôt d'or, de façon à n'avoir pour débiteur que le seul Trésor français. J'ai naturellement refusé d'accepter cette combinaison dangereuse et même illégale, puisqu'elle aurait pour résultat d'accroître le chiffre de nos avances à l'État.

Vendredi 25 *février*. — Journée calme sur le marché des changes. Nous maintenons les cours presque invariables.

Le président du Conseil paraît dominer à nouveau le Parlement. L'émotion factice suscitée par les accords provisoires passés avec l'Angleterre et les États-Unis pour le paiement des dettes de guerre s'éteint. Les intrigues de couloirs nouées à propos de la réforme électorale s'apaisent.

Pendant la plus grande partie de la journée, j'étudie encore le dossier de l'accord de 1923.

A dix-sept heures quarante, accompagné de M. Quesnay, je vais à la gare du Nord recevoir le gouverneur de la Banque d'Angleterre et son collaborateur préféré, M. Siepman.

Samedi 26 *février*. — Journée entièrement consacrée aux négociations avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

A dix heures et demie, M. Norman arrive. Je ne l'avais pas revu depuis les visites de courtoisie qu'il m'avait faites en juillet 1926. Il est toujours très aimable et séduisant. Il est assisté de M. Siepman qui parle français. De mon côté, je suis secondé par M. Quesnay qui parle très bien l'anglais.

J'expose tout de suite à M. Norman ce que j'attends de

lui : la revision des conventions passées entre lui et mon prédécesseur, en 1923, déterminant le règlement des avances faites à la Trésorerie française par la Banque d'Angleterre, en contre-partie de bons du Trésor français escomptés par celle-ci à la Banque de France. Cette opération a été imaginée et réalisée en 1916, en pleine guerre. Elle avait pour objet de soutenir le franc et accessoirement la livre sterling. En vue de soutenir le franc, la Banque d'Angleterre ouvrait à la Banque de France un crédit pour acheter des dollars destinés à payer les commandes de la France aux États-Unis. Pour soutenir la livre, la Banque de France envoyait à la Banque d'Angleterre une quantité d'or équivalente au tiers du montant du crédit ouvert pour soutenir le franc. Ce crédit, arrêté à 72 millions de livres, après que l'entrée en guerre des États-Unis l'eut rendu désormais sans objet, devait être remboursé dans certaines conditions à la Banque d'Angleterre, et l'or déposé rendu à la Banque de France proportionnellement au remboursement du crédit.

En 1923, le gouvernement français se vit dans l'impossibilité de faire face aux échéances prévues en 1916. Il demanda donc à la Banque de France de négocier avec la Banque d'Angleterre, pour faire adopter à celle-ci un nouvel échéancier.

MM. Heine, régent, Picard, sous-gouverneur de la Banque de France, et Formery, inspecteur des Finances, se rendirent alors à Londres. M. Montagu Norman, refusant d'admettre l'intervention du Trésor français dans des négociations auxquelles il voulait conserver un caractère privé, ne voulut pas recevoir M. Formery. Les négociations s'ouvrirent donc avec les seuls représentants de la Banque de France. Elles aboutirent à l'accord du 21 mars 1923, très dur pour nous.

En effet, si l'accord de 1923 étendait jusqu'à 1930 les échéances qui auraient dû être normalement payées en 1923, *il suspendait l'application de la clause du retour proportionnel de notre or jusqu'en 1928, et il donnait nettement à ce dépôt d'or le caractère d'un gage*, caractère qu'il n'avait pas jusque là. De plus, grâce à la conservation du dépôt d'or par la Banque d'Angleterre, sans intérêt, celle-ci en arrivait à percevoir des *intérêts exorbitants* sur les sommes avancées à la Trésorerie française par l'intermédiaire de la Banque de France. L'or n'étant plus reversé au fur et à mesure des paiements, et la

Banque d'Angleterre ne déduisant pas la valeur de l'or déposé des sommes soumises à intérêts, le taux de ceux-ci croissait de plus en plus. Il devait même arriver qu'un intérêt fût perçu lorsque la valeur du gage atteindrait et dépasserait le montant de la dette à payer. Cette situation est proprement intolérable, et je le dis à M. Norman.

Il est vrai que la Banque d'Angleterre a consenti à la Banque de France une ristourne de 1 pour 100 sur les intérêts payés, mais cette ristourne n'est acquise à celle-ci qu'en fin d'opérations, et sous la réserve formelle qu'elle servira à accroître les bénéfices de la Banque de France et qu'elle ne sera pas reversée au Trésor. Mais l'application de cette clause est rendue très difficile par le fait que mon prédécesseur s'est engagé envers le Trésor français à lui rembourser le montant de cette ristourne.

Je demande donc à M. Norman de consentir un nouvel échéancier accélérant le rythme de nos remboursements à la Banque d'Angleterre, de nous reconnaître le droit d'effectuer dans l'avenir des paiements par anticipation, et de faire varier le montant de notre dépôt d'or comme il avait été prévu en 1916, c'est-à-dire de façon que sa valeur n'excède jamais le tiers du montant du crédit utilisé. Enfin, je demande au gouverneur de la Banque d'Angleterre d'alléger les charges excessives du Trésor français, en accordant la compensation des intérêts entre le dépôt d'or et le montant du crédit.

Dans sa réponse, M. Norman s'attaque d'abord à ce dernier point et me déclare qu'il ne veut en aucun cas mêler le Trésor français à nos négociations, qu'il considère que les accords de 1916 et de 1923 concernent uniquement nos établissements, et qu'il n'a nullement l'intention de se montrer conciliant vis-à-vis du Trésor français.

— Car, ajoute-t-il avec feu, votre Trésor est, en grande partie, la cause des difficultés que nous éprouvons à la Banque de France et à la Banque d'Angleterre.

Il poursuit en disant que la Banque d'Angleterre, pas plus que la Banque de France, ne donne d'intérêt sur les dépôts qu'elle reçoit, que l'or déposé par la Banque de France ne figure pas dans l'encaisse de la Banque d'Angleterre, qu'il existe matériellement hors de l'encaisse sous le dossier de la

Banque de France, que, par suite, il ne produit rien, et qu'en conséquence il ne voit pas comment il pourrait payer un intérêt sur un tel dépôt.

— Si, pour obtenir la compensation de la dette et du dépôt, la Banque de France demande la transformation de cet or en livres-papier que l'on pourrait placer, je ne puis pas promettre, lorsque ultérieurement la Banque de France voudra récupérer matériellement l'or déposé par elle en 1916, de retransformer ces livres-papier en or.

Cette déclaration clôt la première partie de nos négociations. Nous passons au déjeuner offert par la Banque de France à MM. Norman et Siepman.

Après le déjeuner, la discussion reprend entre les mêmes interlocuteurs auxquels se joint M. Rist, sous-gouverneur.

M. Norman enregistre mes propositions. Mais il déclare ne pas vouloir s'engager, car, dit-il, il n'a pas réfléchi à la question. Il nous rendra une réponse définitive au cours d'une prochaine entrevue qui pourrait avoir lieu dans la seconde quinzaine de mars. Toutefois, il me donne des assurances générales de sa bonne volonté, pouvant être interprétées comme une acceptation de principe d'un nouvel échéancier, comportant la possibilité pour la Banque de France de payer par anticipation la Banque d'Angleterre. Il semble même envisager favorablement, pour le dégagement de l'or déposé, un mode de calcul se rapprochant de la formule de 1916, c'est-à-dire limitant le dépôt d'or au tiers du montant de la dette.

Passant à des considérations d'un autre ordre, M. Norman nous fait part de ses impressions sur les États-Unis d'où il revient. L'Amérique prospère, tandis que l'Europe décline. Toutefois, il croit que l'Amérique n'est pas loin d'un palier. Le crédit est très développé. La vente à tempérament est courante. L'industrie et le commerce marchent bien, mais l'agriculture souffre beaucoup.

Les États-Unis sont disposés à prêter des sommes importantes à l'extérieur, principalement sous la forme d'achats de valeurs mobilières.

Revenant à son idée favorite, M. Norman préconise l'entente des peuples européens. Sinon, la décadence de l'Europe est certaine.

Pour terminer notre entretien, j'expose au gouverneur de la Banque d'Angleterre la politique financière que nous suivons en France.

Lundi 28 février. — On apporte beaucoup de devises étrangères au marché des changes. Samedi nous en avons acheté pour un million de livres et aujourd'hui presque autant. Nous pensons que cet afflux de devises a pour origine la décision du syndic des agents de change, obligeant les acheteurs à terme des valeurs qui font l'objet d'un accaparement de la part des étrangers, à lever leurs titres ou à payer une marge supplémentaire. Les étrangers acquéreurs dans ces conditions de valeurs françaises doivent, pour se soumettre à la décision du syndic, en revendre la plus grande partie ou se procurer des francs pour parfaire le solde entre leur couverture et le montant de leurs achats. Nous considérons comme un excellent symptôme qu'au lieu d'adopter la première solution, ils préfèrent mettre en portefeuille les titres achetés.

Il me paraît, d'autre part, que la crise économique qui sévit dans le pays s'atténue. Divers renseignements que j'ai reçus semblent l'indiquer.

M. Quesnay me rapporte la conversation qu'il a eue dimanche matin avec M. Siepman qu'il connaît depuis longtemps. M. Siepman lui a dit que M. Norman emportait une excellente impression de notre entrevue. D'après M. Siepman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre sera obligé de faire quelques concessions au Trésor français, car il est bien vrai qu'à l'occasion de l'accord provisoire sur le paiement des dettes de guerre passé entre MM. Poincaré et Churchill, ce dernier, en conformité avec la promesse qu'il avait déjà donnée à ce sujet à M. Caillaux, s'est engagé à faire pression sur la Banque d'Angleterre pour obtenir une revision de la convention de 1933. Or, le gouverneur Norman ne veut pas s'exposer au reproche d'avoir fait échouer par son intransigeance l'accord Poincaré-Churchill, dont l'Angleterre a besoin. M. Norman regrette de ne pas avoir connu à l'avance le sujet de notre conversation, car il aurait réfléchi à la question et nous aurions pu arriver le jour même à un accord.

Toujours d'après M. Siepman, M. Norman accordera

probablement la libération progressive de l'or qu'il détient, car il a été frappé par mes arguments. Il comprend maintenant le danger que son système de 1923 pourrait faire courir à la Banque d'Angleterre au moment du retrait massif et brusqué de notre dépôt d'or.

M. Norman, poursuivant son rêve d'unification économique et financière de l'Europe, serait très désireux de lier intimement la Banque d'Angleterre et la Banque de France qui, avec le concours de la Banque d'Allemagne, pourraient restaurer l'Europe sans avoir recours aux États-Unis.

Samedi 19 mars. — M. Moret, directeur du Mouvement des fonds, me téléphone pour me dire que M. Poincaré désire me voir lundi, à quatre heures trente, en vue de m'entretenir de la convention relative aux « bons du Trésor escomptés pour avances à des gouvernements étrangers » que le Parlement fait des difficultés pour approuver.

La situation anglaise s'avère de jour en jour plus défavorable. Le sort de la livre sterling inspire des inquiétudes générales.

Lundi 21 mars. — Le gouverneur de la Banque d'Angleterre ne semble pas pressé de poursuivre les négociations ouvertes avec la Banque de France. Je ne reçois que le soir une réponse au télégramme que je lui ai envoyé, lui demandant un rendez-vous à Londres. M. Norman m'exprime ses regrets, me dit qu'il ne peut me recevoir le mercredi, qu'il ne sera disponible que le jeudi après-midi, et que le vendredi et le samedi sont d'ores et déjà consacrés à des conversations avec M. Harrisson, représentant de la *Federal Reserve Bank* de New-York.

M. Norman me propose de reculer mon voyage et d'envoyer à Paris son collaborateur, M. Siepman, pour élucider avec moi les points restés obscurs dans notre discussion antérieure. Néanmoins, je télégraphie immédiatement au gouverneur de la Banque d'Angleterre : je note qu'il sera libre jeudi prochain après-midi, et je le prie de me réserver cette demi-journée.

Je suis reçu par M. Poincaré. Je lui remets une note justifiant la convention passée le mois dernier entre le gouver-

nement et la Banque de France au sujet des « bons escomptés pour avances à des gouvernements étrangers ».

Puis, j'entretiens le président du Conseil de mes prochaines négociations avec la Banque d'Angleterre. Comme je ne veux pas bluffer, je demande à M. Poincaré si le Trésor a les moyens de réaliser le remboursement immédiat et total de notre dette à la Banque d'Angleterre. M. Moret, qui assiste à l'entretien, énumère ses disponibilités en devises étrangères et conclut qu'il peut prélever sur les fonds de la Trésorerie 15 millions de livres. Le surplus, constitué par la différence entre ce chiffre et notre dette, actuellement de 33 millions de livres, soit 18 millions de livres, devra être emprunté à la Banque de France. Le directeur du Mouvement des fonds demande en outre que nous ne percevions pas d'intérêt sur cette somme qui sera prélevée au compte « avances à l'État ». Je fais remarquer à M. Moret combien cette prétention est injustifiable et même immorale, étant donné que l'opération a pour but de soulager le Trésor français. Mais, en raison des grands intérêts en cause, j'accepte de la prendre en considération.

M. Poincaré m'interroge alors sur ce que je compte faire de l'or qui sera libéré. Je lui réponds que cet or appartient à la Banque de France, et que je le convertirai en dollars qui seront employés à notre profit. Nous tombons d'accord sur ce point.

Mardi 22 *mars.* — Je parle aux régents que je rencontre aujourd'hui de la combinaison que nous envisageons pour régler notre dette à la Banque d'Angleterre et pour libérer l'or que nous y avons en dépôt. MM. Laederich, Balsan et Davilliers approuvent mon projet. Il en est de même de M. Gout, l'homme de confiance du baron de Rothschild. Il mettra celui-ci, qui est actuellement à Cannes, au courant de nos projets.

La combinaison envisagée d'accord avec M. Moret a l'inconvénient de réduire le fonds de devises que nous possédons de près de moitié, sans diminuer dans la même proportion l'inflation que nous avons créée par nos achats de devises. Mais le retentissement de l'opération sera tel qu'il entraînera probablement une tendance à la hausse du franc, c'est-à-dire

des ventes de devises étrangères. En même temps, le crédit de l'État en sera amélioré et les rentes monteront, facilitant ainsi l'émission de nos prochains emprunts de consolidation.

Je prie M. Quesnay de rédiger les propositions que je compte faire à M. Montagu Norman, lui donnant le choix entre un remboursement immédiat et intégral de notre dette ou la modification profonde de l'accord de 1923, unifiant les échéances, diminuant le taux d'intérêt perçu, et libérant à une cadence plus rapide l'or donné en gage.

Mercredi 23 mars. — Je pars pour Londres, où je vais rencontrer le gouverneur de la Banque d'Angleterre. J'ai fait établir par M. Quesnay trois notes relatives chacune à un projet de modification de l'accord de 1923.

Le premier prévoit le remboursement immédiat et intégral des 33 millions de livres qui restent dus à la Banque d'Angleterre, l'annulation correspondante des bons du Trésor escomptés par elle et la remise immédiate à la Banque de France des 18 millions de livres d'or déposés à la Banque d'Angleterre.

Le second projet envisage la compensation du montant de notre dette, soit 33 millions de livres, avec les 18 millions de livres d'or appartenant à la Banque de France. La différence restant due, soit 15 millions de livres, serait remboursée en six termes semestriels égaux de 2 500 000 livres chacun. Le Trésor français verserait alors à la Banque de France l'équivalent en dollars de 18 millions de livres, prélevés sur ses propres réserves de change. La Banque de France intégrerait ces dollars dans son actif et les utiliserait à son profit.

Enfin, la troisième combinaison laisse subsister l'accord de 1923, mais avec de nombreuses modifications, fixant notamment le montant du gage strictement au tiers du montant de la dette et abaissant le taux d'intérêt perçu par la Banque d'Angleterre.

Je m'assure une dernière fois que je suis bien d'accord sur ces différents points avec le Mouvement général des fonds, et nous partons pour Londres, MM. Pouyanne, notre attaché financier, Quesnay et moi.

Voyage sans incident. A la gare de *Victoria*, nous sommes reçus par le gouverneur Norman accompagné de M. Siepman.

La Banque d'Angleterre met une automobile à ma disposition pendant mon séjour à Londres.

Jeudi 24 *mars*. — Entrevue à la Banque d'Angleterre avec MM. Norman et Siepman. Je ne leur soumets que ma première combinaison, à savoir le remboursement immédiat de notre dette et le retour de notre or. C'est la révélation brutale de la puissance que la Banque de France possède désormais sur le marché anglais. Mes interlocuteurs sont surpris. Mais je sens que M. Norman se comportera en beau joueur.

M. Norman ne fait aucune objection de principe à notre proposition. Il demande seulement à réfléchir pour trouver des modalités enlevant à l'opération tout caractère nuisible pour les marchés monétaires de Londres et de l'étranger. Il me répondra dans une dizaine de jours. Nous nous rencontrerons alors soit à Paris, soit à Londres.

M. Norman me dit à deux reprises qu'il prend mes suggestions en considération sympathique.

Après l'entretien, je me rends à *Albert Gate House* pour voir notre ambassadeur, M. de Fleuriau, qui m'assure que, quoi qu'il arrive, la proposition de remboursement immédiat que je viens de faire à la Banque d'Angleterre sera connue et qu'elle produira un effet considérable en Angleterre et à l'étranger en faveur du crédit français.

Je vais porter des cartes chez le Premier ministre et le chancelier de l'Échiquier et je fais une visite de courtoisie à sir Otto Niemeyer, chef de la Trésorerie britannique.

Le soir, dîner à l'ambassade de France.

Vendredi 25 *mars*. — Retour à Paris sans incident. Tous les journaux entretiennent leurs lecteurs de mon voyage à Londres, et de son but.

Samedi 26 *mars*. — Les ventes de devises se poursuivent sur le marché des changes. Nos réserves s'élèvent à 40 millions de livres sterling. M. Verdier, le technicien éminent qui conseille notre Service des changes, attire mon attention sur les difficultés qu'éprouvent les banques à placer leurs fonds en raison de l'abondance des crédits et des moyens monétaires qui règne sur le marché.

M. Gout me téléphone que M. de Rothschild me remercie de ma communication relative aux négociations avec la Banque d'Angleterre et qu'il approuve avec enthousiasme ma politique.

Je vais voir M. Poincaré pour lui rendre compte de mon voyage à Londres. Je dis au président du Conseil que j'en rapporte une impression favorable. L'opération proposée gêne évidemment M. Norman, mais ce dernier ne peut se dérober. Grâce à la forte situation financière que nous avons reconquise, les rôles sont intervertis. C'est lui le demandeur, maintenant.

J'expose à M. Poincaré que le grand inconvénient de la combinaison envisagée est de diminuer le gage en devises des billets émis en vertu de la loi du 7 août 1926. Si la réserve en devises du Trésor n'est pas reconstituée grâce aux recettes budgétaires, nous aurons fait de l'inflation de très mauvaise qualité. M. Poincaré le reconnaît et paraît disposé à acheter des devises avec les sommes libérées à chaque échéance par le paiement anticipé à la Banque d'Angleterre, et à éteindre avec ces devises d'autres dettes extérieures.

Nous nous entretenons encore de l'abondance monétaire et je conseille à M. Moret de réduire le taux d'intérêt servi aux dépôts à vue de la Caisse centrale.

Parallèlement aux négociations avec M. Norman, pour le retour dans notre encaisse de l'or détenu par la Banque d'Angleterre, nous poursuivions avec nos amis de la *Federal Reserve Bank* de New-York des pourparlers en vue de prendre l'initiative d'un consortium des banques d'émission pour aider à la restauration monétaire de la Pologne. Ces conversations ayant abouti, ce fut l'occasion d'une rencontre secrète à Calais entre le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le gouverneur de la Reichsbank, Dr Schacht, le représentant de la *Federal Reserve Bank* de New-York, M. Harrisson, et moi-même.

Samedi 2 avril. — M. Harrisson, de la *Federal Reserve Bank* de New-York, me fait savoir que nous devons nous rencontrer, MM. Norman, Schacht, lui et moi, demain dimanche, à Calais, pour conférer sur la question polonaise. J'emmènerai avec moi M. Rist. Je demande à M. Poincaré rendez-vous pour ce soir, afin de prendre ses directives. . .

D'autre part, j'ai reçu une lettre officielle de la Banque d'Angleterre, m'annonçant que la proposition que j'ai faite à M. Montagu Norman est agréée ; la Banque d'Angleterre accepte d'être remboursée des trente-trois millions de livres que nous lui devons, à concurrence de cent millions de dollars en monnaie américaine, et pour le surplus, en livres sterling, à Londres.

Dans une lettre particulière, M. Montagu Norman ajoute qu'il est prêt à me verser 1 700 000 livres sterling, montant de la ristourne qu'il a promise en 1923 à M. Robineau, à condition que je renouvelle l'engagement pris envers lui par mon prédécesseur de verser cette somme à l'actif de la Banque de France, et de ne pas en faire profiter directement ou indirectement le Trésor français.

M. Jacques de Neuflize, auquel je communique la nouvelle, me dit qu'il se chargerait, le cas échéant, de placer en Europe, pour notre compte, les 450 millions de francs d'or qui nous seront rendus par la Banque d'Angleterre.

Lorsque je vois M. Poincaré à sept heures du soir, je lui communique la réponse de la Banque d'Angleterre. MM. Poincaré et Moret acceptent le mode de remboursement proposé par M. Norman, mais ils me disent que je ne peux pas ne pas verser au Trésor le montant de la ristourne consentie. M. Robineau s'était en effet formellement engagé envers le Trésor à le faire. Je déclare à M. Poincaré que dans ce cas, je préviendrai loyalement M. Norman et que je ne prendrai aucun engagement envers lui sur ce point, car je ne veux pas souscrire un engagement que je n'ai pas l'intention d'observer. M. Poincaré reconnaît que la situation est embarrassante pour moi.

Il convient que si je m'engage envers M. Norman à ne pas verser la ristourne au Trésor, je ne puis manquer ensuite à ma parole. Il me conseille donc de ne pas renouveler cette promesse et d'expliquer à M. Norman pourquoi je ne puis le faire.

Quant aux négociations relatives à la stabilisation du *zloty*, M. Poincaré me recommande de donner l'impression que nous n'agissons que par amitié pour la Pologne, et qu'en aucun cas nous n'entendons éliminer la Reichsbank de la combinaison.

Dimanche 3 avril. — Départ avec M. Rist pour Calais à neuf heures. Nous arrivons à trois heures de l'après-midi. Nous y trouvons le gouverneur de la Banque d'Angleterre et M. Siepman. MM. Schacht et Harrisson venant de Berlin nous rejoignent à trois heures quarante. Nos conversations commencent donc à quatre heures à l'hôtel Terminus, et se poursuivent, après le dîner que j'offre, jusqu'à minuit. M. Rist en tient le procès-verbal.

Avant d'aller nous coucher, j'ai un bref mais très énergique entretien avec MM. Norman et Siepman au sujet des modalités du remboursement de la dette française envers la Banque d'Angleterre. Je déclare à M. Norman que, sous réserve de rectification des chiffres présentés, j'accepte de me libérer des 33 millions de livres dûs à son établissement de la manière que propose le caissier en chef de la Banque d'Angleterre, mais que je refuse de souscrire l'engagement m'interdisant de disposer en faveur du Trésor français de la ristourne d'intérêts consentie en 1923, qui s'élève à l'heure actuelle à 1 700 000 livres. En effet, toutes les conversations et les correspondances qui ont été échangées à ce sujet, et la convention secrète elle-même, sont résumées ou reproduites dans le dossier de la Banque de France, et ce dossier peut être un jour utilisé par le Gouvernement ou par le Parlement. Les prétentions de M. Norman deviendraient alors publiques. C'est une éventualité qu'il faut prévoir. Or, si j'accepte de souscrire l'engagement que veut m'imposer M. Norman, je serais accusé avec raison de ne pas avoir fait respecter l'indépendance de la Banque de France et de l'avoir mise sous la tutelle de la Banque d'Angleterre, ce qui rendrait ma situation intenable. D'autre part, si je renonce à encaisser la ristourne promise en 1923, ma situation ne serait pas meilleure, car on me reprocherait d'avoir abandonné gratuitement un avantage obtenu par mon prédécesseur.

Dans ces conditions, je suis obligé de réclamer la ristourne, mais de m'en assurer la libre disposition.

J'ajoute que d'ailleurs la convention secrète de 1923 peut être aisément tournée. J'indique comment. Mais je déclare que je ne le ferai pas, car je méprise ces moyens déloyaux.

MM. Norman et Siepman me répliquent que la conven-

tion secrète a été longuement discutée à Paris pendant deux jours, dans le cabinet de M. Robineau lui-même et que les lettres échangées ont été rédigées par ce dernier. Ils ajoutent que je dois tenir la parole engagée par mon prédécesseur.

Je refuse, en répondant que la convention secrète de 1923 est inapplicable et impossible à publier. Je préfère renoncer à la libération anticipée de la Banque de France vis-à-vis de la Banque d'Angleterre. Mais je préviens M. Norman que si, par suite de ses exigences, l'opération envisagée ne peut être exécutée, je serai dans la nécessité d'expliquer à l'opinion européenne, par la voie des journaux, les causes de l'échec de nos pourparlers. Là-dessus, M. Norman me dit qu'il réfléchira à la question et qu'il me répondra.

Lundi 4 avril. — Nous rentrons de Calais, M. Rist et moi, à onze heures du matin. Nous allons comme d'habitude au Comité d'escompte, de sorte que notre déplacement, que nos interlocuteurs de Calais tiennent à garder secret, est passé à peu près inaperçu dans les services. Cependant, certains journalistes pressentent qu'il y a eu quelque chose. Dans la journée, M. Marcel Pays me demande s'il est vrai que j'ai été à Calais, et M. Stéphane Lauzanne demande à me parler au téléphone pour s'assurer que je suis bien à Paris.

Dans la journée, j'écris à M. Norman une lettre personnelle, car notre caissier principal répondra directement au Caissier chef de la Banque d'Angleterre. Je lui expose encore une fois les raisons matérielles et morales qui m'empêchent d'observer la convention secrète de 1923. Pour le reste, j'accepte le projet de règlement de notre dette de 33 millions de livres. Mais je lui fais observer que j'entends compter les 100 millions de dollars qu'il me demande non pas au pair de l'or, mais au cours de la livre, car je dois des livres et non des dollars.

Je rends compte à M. Poincaré de l'état de mes négociations avec la Banque d'Angleterre. Le président du Conseil paraît satisfait de la tournure prise par nos pourparlers.

Samedi 9 avril. — Je reçois enfin de M. Montagu Norman, dans l'après-midi, l'acceptation, définitive et sans réserves, des propositions que j'ai faites à la Banque d'Angleterre.

La Banque de France paiera par anticipation, le 22 avril 1927, trente-trois millions de livres sterling contre la remise des Bons du Trésor français escomptés par la Banque d'Angleterre et des dix-huit millions de livres d'or déposés en garantie par la Banque de France. Quant à la ristourne s'élevant à un million sept cent un mille livres, la Banque d'Angleterre en créditera la Banque de France sans conditions. Cette longue et difficile négociation se termine donc à notre entière satisfaction et fort honorablement, puisqu'elle efface la clause insérée dans l'accord de 1923.

Le soir, M. Poincaré, très satisfait, me félicite à trois reprises. J'indique au Président que je compte transformer les 462 millions de francs or devenus disponibles en dollars, et inscrire désormais au bilan mon encaisse sous plusieurs rubriques : or disponible en France ; argent disponible en France ; or disponible à l'étranger ; or non disponible à l'étranger (montant de l'or retenu par le Trésor britannique en garantie de la dette de guerre).

Lorsque la question des « bons du Trésor escomptés pour avances à des gouvernements étrangers » sera réglée conformément à la convention de février 1927, mon bilan sera sincère. Il continuera à comporter des postes médiocres qu'il faudra plus tard améliorer, mais il ne trompera plus personne.

M. Poincaré me dit que ce sera mieux ainsi.

Nous convenons d'abaisser lundi l'intérêt des bons de la Défense nationale à deux ans de 6 1/2 à 5 1/2 pour 100 ; celui des bons à un an de 5 à 4 1/2 pour 100. Immédiatement après, le Trésor réduira l'intérêt des dépôts à vue de 2 1/2 à 2 pour 100 ; et la Banque de France, jeudi, abaissera le taux de l'escompte de 5 1/2 à 5 pour 100, et celui des avances sur titres de 7 à 6 pour 100.

Ainsi nous développons notre politique d'abaissement du taux de l'intérêt et nous préparons la grande opération de consolidation qui est maintenant prochaine.

ÉMILE MOREAU.

(A suivre.)

LE MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE

DOCUMENTS INÉDITS

L'histoire du deuxième mariage de Napoléon peut-elle être considérée comme définitivement éclaircie ? Les motifs qui ont induit Napoléon à se séparer de l'impératrice Joséphine et à rechercher la main d'une princesse étrangère sont universellement connus. De même, les raisons qui ont empêché la conclusion du mariage de l'Empereur avec une sœur du Tsar ont été mises à jour d'une façon complète. Il reste pourtant une question encore en partie obscure : celle des origines et de la réalisation définitive du projet de mariage autrichien. Qui fut le vrai instigateur de ce mariage ? Quel fut le rôle du cabinet de Vienne, quel fut celui de Napoléon ?

Les historiens allemands, qui ont écrit à l'usage des masses, ont trouvé à ce problème une réponse simpliste. Grisé par ses victoires, pénétré du sentiment de sa toute-puissance, le conquérant corse aurait imposé à la plus fière des dynasties allemandes une humiliation sans pareille, en exigeant brutalement la main de l'héritière des Habsbourg. Privé de tout moyen de défense, l'empereur d'Autriche aurait fait sur l'autel de la patrie le sacrifice suprême en immolant, contrainte et forcée, cette nouvelle Iphigénie, en livrant à un aventurier l'archiduchesse Marie-Louise, élevée dans la crainte et la haine du tyran. Les *Mémoires* de Metternich lui-même ont contribué, non seulement en Allemagne, mais jusqu'à un certain point même en France, à accréditer cette légende.

A côté de cette théorie contredite par tous les témoignages contemporains, il en existe outre-Rhin une autre beaucoup plus insidieuse, selon laquelle Napoléon, victime d'une machination machiavélique, aurait tout simplement été « roulé » par Metternich. Le jeune ministre autrichien poursuivait un plan génial. « Personne ne devinait la vérité, a écrit dans ses *Mémoires* la comtesse Lulu Thurheim ; personne ne pensait au manteau de Déjanire, excepté peut-être un seul homme. Cet homme, c'était Metternich. Marie-Louise était destinée à venger l'Autriche. »

Il importe de détruire une fois pour toutes ces versions fantaisistes à l'aide des documents authentiques de l'époque. On a publié presque tout ce qui se rapporte à l'affaire du mariage parmi les documents du Quai d'Orsay. Mais on ne saurait en dire autant des Archives de Berlin et surtout de celles de Vienne qui sont restées si longtemps inaccessibles au grand public. Certains historiens autrichiens ont eu l'occasion de les consulter ; Wertheimer et Fournier s'y réfèrent dans leurs travaux. Mais lorsqu'on se replonge dans ces dossiers, guidé par l'unique désir de reconstituer la vérité historique, on constate tout de suite que ces historiens ont passé sous silence toute une série de documents de première importance.

Les documents en question nous fournissent la preuve évidente que Metternich en personne a été le premier instigateur et le plus zélé protagoniste du mariage de Napoléon et de l'archiduchesse Marie-Louise. Sa finesse, son éloquence persuasive, sa connaissance approfondie des cours de Vienne et de Paris ont contribué pour une bonne part à la rapide conclusion des négociations. Mais ils nous démontrent tout aussi nettement qu'à aucun moment son rôle n'a été décisif : c'est la volonté de Napoléon seul qui a décidé.

LES RAISONS DE METTERNICH

Quelles étaient les considérations qui poussèrent le ministre de François II à favoriser le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec celui-là même dont il voulait « délivrer le monde civilisé » ? Il y avait tout d'abord le souvenir de la glorieuse époque du « renversement des Alliances », le souvenir de Kaunitz guidant avec l'aide de Mercy d'Argenteau la

conduite politique du couple royal de France. Metternich croyait très sincèrement que l'Impératrice autrichienne parviendrait par son influence à adoucir les exigences tyranniques du conquérant, à endormir ses soupçons, peut-être même à tromper sa vigilance.

D'autre part, Metternich entendait traiter la fille de son souverain comme un objet d'échange. Le mariage servirait de moyen pour récupérer au moins une partie des provinces perdues et pour rétablir ainsi le prestige ébranlé de l'Autriche. Mais il y avait une troisième considération qui, plus que toute autre, guidait Metternich. Par une aberration étrange, il avait acquis la sincère conviction que l'offre de la main de l'archiduchesse était l'unique moyen d'empêcher une union matrimoniale entre la France et la Russie, qui lui apparaissait comme un vrai désastre pour l'avenir de l'Autriche et de l'Europe entière.

Longtemps avant Bismarck, Metternich était hanté par le « cauchemar des coalitions ». Metternich craignait la Russie au moins autant que la France, il la détestait plus encore. La pensée politique des Autrichiens et des Allemands a toujours oscillé entre les deux tendances : rapprochement avec la Russie ou rapprochement avec les pays occidentaux. Metternich, lui, était nettement tourné vers l'Occident; il connaissait Londres, il avait longuement vécu à Paris. A ses sentiments de rancune envers Napoléon se mêlait une forte dose d'admiration. Il ne voyait en revanche dans l'empire des Tsars qu'une force ténébreuse, à moitié barbare. Si cette force venait à se joindre définitivement à celle de la France guidée par l'impétueux génie de Napoléon, c'en était fait à tout jamais de la liberté de l'Europe. Narbonne ne lui avait-il pas dit à cette même époque, lors d'un passage à Vienne : « Ne voyez-vous pas qu'on marche à pas accélérés vers un terme aujourd'hui prochain ? Ce terme, c'est la réduction du continent européen à deux empires prépondérants. L'un de ces deux empires, vous voyez sa croissance rapide et le chemin qu'il a fait dans le monde depuis 1800. Pour l'autre, il n'est pas encore nommé par le sort : ce sera l'Autriche ou la Russie, selon la suite qu'on donnera à la paix de l'Europe. »

Cette conversation avait très fortement impressionné Metternich qui se disait depuis longtemps déjà que l'Autriche

pouvait très bien supplanter la Russie dans le système français.

Par la suite, Metternich a très franchement avoué que c'était cette crainte de la Russie qui avait dicté son attitude dans l'affaire du mariage. Cet aveu, nous le trouvons, non pas dans ses mémoires truqués, mais dans une conversation avec le comte Finkenstein, ministre de Prusse à Vienne, en mars 1910. Cette conversation s'est déroulée dans une atmosphère de « détachement et de franchise ». « Nos intérêts sont absolument communs avec ceux de la Prusse, tenant essentiellement à sa conservation et à son bien-être », avait déclaré Metternich. « Ils ne sauraient être changés par les liens de famille que nous venons de contracter avec la France. » Et là-dessus Metternich avait livré la clef de l'énigme : « Le danger imminent d'un lien de parenté entre la France et la Russie... menaçait l'*Autriche de sa destruction et l'Europe entière d'un partage entre ces deux puissances* (1). »

Le même point de vue se trouve exposé dans un mémorandum destiné à l'usage intérieur de la chancellerie viennoise et rédigé peu de jours après le divorce de Napoléon. Ce document affirmait qu'un mariage avec l'archiduchesse constituait pour l'Autriche l'unique moyen de sauvetage, puisque le mariage russe signifiait « l'anarchie, la destruction des États intermédiaires, le triomphe du despotisme et, en définitive, la barbarie » (2).

D'ailleurs Metternich, quoi qu'il en ait dit par la suite dans ses notes autobiographiques, avait été hanté par l'idée d'une union entre Napoléon et une princesse autrichienne longtemps avant le divorce de l'Empereur. Dès 1807, il réservait à cette question du divorce une place extrêmement importante dans ses dépêches, mais à ce moment il ne se faisait encore aucune illusion. « Le bruit du prochain divorce de l'Empereur acquiert journellement plus de consistance, écrivait Metternich le 20 novembre 1807. Le public désigne comme impératrice une grande-duchesse de Russie. » « L'affaire du mariage, continue-t-il le 6 décembre, semble malheureusement tous les jours prendre plus de consistance. » Pourtant, dès 1805, le baron

(1) Dépêche de Finkenstein du 14 mars 1810. — Archives secrètes de Berlin-Dahlem.

(2) Cité par E. Wertheimer dans *Der Herzog von Reichstadt*, 1902.

de Thugut (un des prédécesseurs de Metternich) avait fait comprendre au gouvernement français qu'une union dynastique entre les Bonaparte et les Habsbourg était chose à discuter. Il s'agissait à ce moment de marier le prince Eugène avec une princesse de Bavière. Thugut avait fait dire à Murat que « s'il entrait dans les vues de l'Empereur de donner à sa famille le relief d'alliances avec d'anciennes dynasties, c'était sur un autre terrain que celui-là qu'il fallait prendre racine ». A peu près en même temps Lichtenstein demandait à Thiard : « Pourquoi vous arrêtez-vous sur ce chemin ? (à Munich) ? Vienne n'a-t-elle pas aussi des princesses prêtes et la paix ne pourrait-elle pas être scellée par un autre mariage (1) ? »

Mais Napoléon avait toujours feint d'ignorer ces avances : « Pas d'Autrichienne, disait-il, cela rappellerait Marie-Antoinette. »

L'IDÉE PREND CORPS

En 1809, après Wagram, au moment où Metternich accède à la direction des Affaires étrangères, rien n'indique un changement dans l'attitude de Napoléon. « Ce qui est certain pour nous, dit Bignon, historien et témoin oculaire de l'épopée napoléonienne, c'est que ce n'est point vers l'Autriche qu'au moment du divorce se portaient les vues de Napoléon, mais vers la Russie (2). »

Mais Metternich, lui, est désormais décidé à jouer le grand jeu. Au cours de novembre 1809, à peine les derniers coups de fusil de la campagne sont-ils tirés que Bubna, général autrichien, agissant selon les instructions du jeune ministre, intime à Guilleminot, chef d'état-major d'Eugène de Beauharnais, que Marie-Louise serait la seule princesse d'Europe digne de Napoléon au cas où il divorcerait. Quelques jours plus tard, le 29 novembre, Metternich en personne découvre ses batteries à la fin d'une conversation avec Alexandre de Laborde. « Parmi les moyens d'union et d'harmonie des deux peuples, écrivait Laborde, M. de Metternich glissa dans la conversation le mot d'*alliance de famille* et après des circonlo-

(1) F. Masson, *l'Impératrice Marie-Louise.*
(2) Bignon, *Histoire de France*, tome IX.

cutions et des détours diplomatiques, il a exprimé ouvertement sa pensée : « Croyez-vous, me dit-il, que l'Empereur ait jamais eu l'envie réelle de divorcer d'avec l'Impératrice ? » Je ne m'attendais pas à cette question et dans l'opinion qu'il n'avait conçu cette alliance que relativement à une princesse de la famille impériale de France, je répondis quelques mots vagues pour le laisser s'expliquer. Il revint sur la question et parla de la possibilité d'un mariage de l'empereur Napoléon avec une princesse de la maison d'Autriche. « *Cette idée*, dit-il, *est de moi*, je n'ai point sondé les intentions de l'empereur (François) à cet égard ; mais, outre que je suis comme certain qu'elles seraient favorables, un tel événement aurait tellement l'approbation de tout ce qui a quelque fortune, quelque nom, quelque existence dans ce pays, que je ne le mets point en doute et que je le regarderai comme un véritable bonheur pour nous et une gloire pour le temps de mon ministère. »

Dans les derniers jours de novembre, les relations diplomatiques entre la France et l'Autriche sont rétablies. Le prince de Schwarzenberg arrive à Paris accompagné du conseiller Floret, jeune diplomate qui possède la confiance complète de Metternich et entretient avec lui une correspondance privée. Sans plus tarder, Floret déclare au sénateur Sémonville, qu'il rencontre chez l'impératrice Joséphine, « qu'on serait disposé à Vienne à donner une archiduchesse ». « Et votre ambassadeur ? réplique Sémonville. — Je le garantis. — Et Metternich ? — Sans difficulté. — Et l'Empereur ? — Plus encore (1). »

Napoléon, renseigné sur toutes ces démarches, sait donc désormais à quoi s'en tenir. Il ne risquera pas grand chose dans le cas d'un refus d'Alexandre. Il prend ses décisions. Le 22 novembre 1809, le comte de Champagny, ministre des Affaires étrangères, charge Caulaincourt, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, d'entrer avec l'empereur de Russie en négociations formelles au sujet d'un mariage entre Napoléon et la grande-duchesse Anne. Cette dépêche n'arrivera à Saint-Pétersbourg que le 14 décembre. Absent de sa capitale, Alexandre ne donnera audience à l'ambassadeur de France

(1) Ernouf, *Maret, duc de Bassano.*

que le 28 décembre et la dépêche par laquelle l'ambassadeur rendra compte de ses premières impressions ne parviendra à Paris que le 26 janvier 1810. C'est pendant ce délai de quelques semaines que Metternich jouera sa suprême partie.

Si l'on veut bien suivre le jeu du ministre pendant cette période, il faut se représenter Metternich persuadé que la demande de Napoléon serait agréée par la Cour de Saint-Pétersbourg. Se fondant sur les rapports qui lui parvenaient des bords de la Néva et qui émanaient du comte de Saint-Julien, récemment arrivé à Pétersbourg pour renouer entre la capitale des Tsars et Vienne les relations diplomatiques interrompues pendant de longs mois, alors que subsistait l'état de guerre fictive entre les deux empires, il se faisait une idée fausse de l'état d'esprit qui régnait à la Cour d'Alexandre.

Certes, on craignait Napoléon à Saint-Pétersbourg ; certes, on y redoutait la guerre. Certes, Napoléon pouvait compter sur les complaisances d'un Roumiantzoff, totalement inféodé au système français. Mais conclure de là à la possibilité d'un mariage avec une grande-duchesse à peine nubile, c'était aller vite en besogne. Metternich faisait bon marché de l'orgueil des Habsbourg : il croyait pouvoir en faire autant de la superbe des Romanov. La force mystique qui entourait le Tsar et sa famille aux yeux de toute la Russie lui échappait. Il connaissait les faiblesses passagères d'Alexandre, mais il oubliait l'Impératrice mère, ennemie acharnée de Napoléon, qui veillait sur le destin de ses filles.

LE PROJET DE MARIAGE RUSSE INQUIÈTE L'AUTRICHE

Rien n'est plus curieux que la lecture des lettres échangées entre l'ambassade d'Autriche à Paris et le comte de Metternich pendant cette période. Le divorce de Napoléon et les chances respectives du mariage russe ou autrichien en forment pour ainsi dire l'unique objet. Le prince de Schwarzenberg, nommé ambassadeur à Paris, y était arrivé à la fin du mois de novembre. Dès son premier rapport, il aborde ce sujet brûlant. « Depuis le projet de faire épouser à l'Empereur la princesse de Russie, la famille Bonaparte n'a jamais cessé d'alimenter l'idée du divorce de l'Impératrice, écrit-il à

Metternich en date du 4 décembre (1). J'ai tout lieu de croire que depuis samedi 25 novembre, l'affaire a été prononcée de l'Empereur à l'Impératrice, que cette princesse, se résignant à son sort, a consenti à demander elle-même la séparation par une lettre au Sénat. Une observation qui trouve sa place ici est que le dimanche 26, jour de ma première audience, et où je croyais avoir également celle de l'Impératrice, elle ne vit personne, se trouvant indisposée. On croit qu'avant le départ de l'Empereur pour l'Espagne, cette affaire sera fixée et arrêtée. On se demande quelle est celle qui remplacera l'Impératrice. Il paraît qu'on n'est pas encore d'accord sur ce choix; on parle d'une princesse d'Autriche, de la princesse de Saxe, on nomme même, chose qui n'est rien moins que probable, une sœur de l'empereur Alexandre, âgée de treize ans, enfin la fille de Lucien, — on dit que le vœu de la mère est porté surtout pour cette dernière, par laquelle elle espère parvenir à réconcilier un fils qu'elle aime le plus tendrement avec son frère. On croit que dans cette circonstance une partie de l'Italie sera réunie à la France, et l'autre servira à former l'établissement de l'Impératrice et de son fils qui est attendu ici. D'après une autre variante qui cependant paraît mériter moins de crédit, on assignerait à l'Impératrice le château de Compiègne (qu'on prépare dans ce moment) avec une dotation analogue à son rang. On prétend que le divorce entre le roi et la reine de Hollande est également arrêté, et que cette dernière ira vivre auprès de sa mère ou dans le duché de Berg comme tutrice de son fils... »

Comme on le voit, Schwarzenberg était encore très mal renseigné à ce moment-là : il ignorait encore tout de la démarche entreprise par Napoléon à Saint-Pétersbourg le 22 novembre. Le futur généralissime de Leipzig était un homme à la pensée lente et aux allures lourdes et solennelles. Il ne lui était pas facile de s'acclimater à l'atmosphère parisienne ; tout l'irritait, les faveurs dont Napoléon comblait son collègue de Russie le mettaient hors de lui. Son deuxième rapport, en date du 21 décembre, ne renferme qu'une longue suite de doléances, ainsi qu'une curieuse histoire de bottes.

Le prince de Schwarzenberg arborait avec fierté à toutes

(1) Archives secrètes de Vienne (*Frankreich, Berichte*, 1809).

les occasions son uniforme de général. Cet uniforme, qui lui avait valu des succès sur les bords de la Néva, déplut aux Tuileries, dès la première apparition de l'ambassadeur dans son accoutrement guerrier à cette Cour soucieuse de faire revivre les grâces de l'ancien régime. « Mon costume m'a suscité un autre embarras. Dès ma première apparition au cercle, mandait-il à son chef, je crus m'apercevoir que mes bottes étaient remarquées et je fus informé le lendemain qu'elles avaient donné lieu à différentes observations... Au second cercle, le grand maître des cérémonies, après avoir tourné longtemps autour de moi, aborda enfin la question, en me disant que l'Empereur avait fait des observations sur mes bottes. Je lui répondis que j'aurais cru manquer à Sa Majesté en me permettant de paraître devant elle autrement qu'à ma propre Cour, qu'il pouvait bien s'imaginer qu'il m'était plus commode d'être en souliers qu'en bottes, et que l'Empereur me mettait fort à mon aise en me dispensant des dernières. Je vis que Ségur, en me quittant, dirigea ses pas droit vers l'Empereur et qu'il lui fit son rapport sur ce qu'il m'avait dit. Il m'avoua quelques jours après, lorsque je dînai chez lui, que l'Empereur avait effectivement fait des observations sur mes bottes, et qu'il l'avait chargé de me prévenir que ce costume n'était pas vu d'un bon œil dans les cercles de la Cour... »

Dans son rapport du 21 décembre, Schwarzenberg annonce que le divorce de l'Empereur est consommé. « Napoléon, poursuit-il, a jeté son dévolu sur Mme la grande-duchesse Anne, voici ce qui ne paraît plus douteux. Le prince Kourakin se défend d'avoir la moindre notion des desseins de Napoléon sur une princesse russe, mais on sait que depuis longtemps il existe une correspondance très suivie entre les deux souverains mêmes, et on prétend que le général Savary est prêt à partir à tout moment pour Saint-Pétersbourg, chargé d'une mission extraordinaire.

« Le fait que l'impératrice de Russie, mère de l'Empereur, a annoncé qu'elle se retirerait tout cet hiver à Gatschina afin de se livrer entièrement aux soins de ses enfants, semble être en rapport direct avec la négociation du mariage dont il est question, et auquel l'Impératrice, d'après ses sentiments connus, dans l'impossibilité de l'empêcher, semblerait ne vou-

loir point prendre part. On doit croire que Napoléon ne s'avancerait jamais à ce point, s'il ne pouvait calculer avec probabilité le succès de son entreprise. Le prince Kourakin continue à jouir des marques d'une faveur toute particulière... »

Pourtant les défenseurs de la cause autrichienne sont loin de désarmer. Le jour même, Schwarzenberg envoie à Metternich un rapport annexe dans lequel il relate d'une façon détaillée ses tractations extrêmement curieuses avec le zélé La Borde :

« M. le comte de La Borde vint me voir hier matin, écrit-il, et nous eûmes une longue conversation dont je vais faire le récit à Votre Excellence. La Borde commença d'abord par me sonder sur le parti que l'on prendrait à Vienne au cas où Son Altesse impériale Mme l'archiduchesse Louise fût demandée en mariage par l'empereur Napoléon. Étant persuadé que cette question ne se faisait pas par curiosité, mais pour que la réponse soit rapportée, je n'hésitai pas à lui dire qu'il me paraissait que le choix de son souverain était tout fait, mais que le cas était si personnel que je n'osais aucunement préjuger les intentions de mon auguste maître. Je crus cependant devoir y ajouter que je lui avouais confidentiellement que la chose *ne me paraissait pas impossible, sachant que le plus vif désir de Sa Majesté l'Empereur était d'imprimer aux relations avec la France un caractère d'intimité...* Quoique je me bornasse uniquement à en admettre la possibilité, en protestant solennellement contre toutes les conséquences que l'on voudrait en tirer, La Borde m'exprima combien il croyait à un mariage utile aux deux nations ; il me dit que Napoléon se dégoûtait insensiblement de cette alliance russe qui lui paraît forcée, que la moindre difficulté, par exemple celle de le faire attendre une année sous prétexte de la jeunesse de la grande-duchesse, suffirait certainement à la faire rompre et demander l'archiduchesse Louise ; qu'il serait alors prêt à *rendre quelque province* et qu'il s'attacherait à l'Autriche. Il me conjura de demander des instructions catégoriques sur cet article pour pouvoir répondre sans tergiverser avec précision aux propositions que l'on serait peut-être dans le cas de faire sur cet objet.

« Je lui répondis que j'étais persuadé que la Russie *accepterait ou avait déjà accepté* ; il prétend cependant que l'affaire n'est pas encore entièrement terminée. Il me paraît effective-

ment très possible que l'Impératrice mère, qui répugnera assurément à cette alliance, pour gagner au moins du temps, prétextera l'extrême jeunesse de la grande-duchesse Anne; ceci me paraît même d'autant plus possible que le caractère indécis de l'empereur Alexandre le porte naturellement à temporiser et que son ministre, en masquant l'ineptie de son système de lenteur tant vanté par lui, ne pressera guère cette affaire plus que toute autre... »

Mais la pièce la plus révélatrice de l'état d'esprit qui régnait à la fin de l'année 1809 à l'ambassade d'Autriche, est la lettre privée que Floret joignait au courrier du 21 décembre. C'est une vraie pièce à conviction : elle détruit d'une façon définitive la légende d'une contrainte imposée par Napoléon à l'Autriche dans l'affaire du mariage : « La plupart des ministres, y écrivait Floret, paraissent attachés aux nouveaux liens qui vont se former, mais si le choix dépendait d'eux, il ne serait peut-être pas pour une princesse russe encore trop enfant pour remplir le grand but de l'État ; on est persuadé qu'à la moindre lenteur que cette affaire rencontrera, l'Empereur y renoncera et on ne croit pas impossible encore qu'il vînt à ce que beaucoup de personnes influentes désirent. Il faut donc *méditer sur la possibilité de cette chance et y être bien préparé afin de pouvoir répondre sans hésiter à telle proposition ou ouverture qui pourrait être faite:* il sera bon d'instruire le Prince à tout événement (1). »

La réponse de Metternich ne se fait pas attendre : dès le 25 décembre, il fait savoir officiellement à Schwarzenberg qu'il ne devait pas se refuser aux ouvertures qui pourraient lui être faites au sujet d'une alliance française avec la maison d'Autriche. « L'Empereur, notre Auguste Maître, a dans toutes les occasions prouvé que le salut de l'État est la première de ses lois. Quel souverain lui a consacré plus de considération, de justes ressentiments, de bonheur particulier (2)? »

LE ROLE DE LA PRINCESSE DE METTERNICH

Cependant, la comtesse de Metternich, restée à Paris, prenait une grande décision. Depuis l'arrivée de Schwar-

(1) Archives secrètes de Vienne
(2) Metternich, *Mémoires et documents.*

zenberg et de Floret et le rétablissement des relations normales entre les deux pays, rien ne semblait la retenir en France, et voilà qu'elle se résout à prolonger indéfiniment son séjour à Paris. Que s'était-il passé ? Nous trouvons des indications curieuses sur cette affaire dans un rapport que M. Piquot, chargé d'affaires de Prusse à Vienne, adressait à son gouvernement après la conclusion du mariage (le 21 février 1810).

« L'empereur Napoléon étant de retour à Paris, on reprit l'affaire du mariage et l'on choisit, pour fasciner les yeux de tout le monde, la comtesse de Metternich, épouse du ministre, comme confidente. Elle prit en conséquence congé partout, mais se rendit encore à la Cour où l'empereur Napoléon lui dit, sans affectation et tout haut, qu'il était impossible qu'elle parte dans la saison et par le froid du mois de décembre ; et la comtesse, déjà bien informée, parut céder aux désirs du monarque, assurant tout haut à son tour que, touchée de ses bontés, elle suspendrait son voyage jusqu'au printemps prochain, si son mari en était content. Le même soir, l'empereur Napoléon convint avec la comtesse de Metternich de l'endroit et de l'heure où il s'aboucherait avec elle de l'affaire du mariage projeté. Peu après, ce monarque, pour détourner entièrement toutes les recherches, dit en plein cercle : « J'aime Mme de Metternich, c'est une femme charmante, parce qu'elle ne se mêle jamais de politique (1). »

Ce n'est pas tout à fait ainsi que Metternich a présenté la chose dans ses *Mémoires*. A l'entendre, Napoléon aurait surpris la femme du ministre par une proposition de mariage : « Dans un bal masqué donné par l'archichancelier Cambacérès et auquel ma femme avait été invitée d'une façon très pressante, un masque s'empara du bras de Mme de Metternich. Celle-ci reconnut aussitôt Napoléon. Le masque conduisit ma femme dans un cabinet à l'extrémité des appartements. Après quelques propos insignifiants, Napoléon lui demanda si elle croyait que l'archiduchesse Marie-Louise accepterait sa main et que l'Empereur son père consentirait à cette union. Ma femme, *très surprise*, affirma qu'il lui était *impossible* de répondre à cette question. Napoléon lui demanda ensuite

(1) Archives secrètes de Berlin.

si, à la place de l'archiduchesse, elle lui accorderait sa main. Elle lui assura qu'elle la lui refuserait certainement. « Vous êtes méchante, lui dit l'Empereur, écrivez à votre mari et demandez-lui ce qu'il pense de la chose. » Ma femme s'y refusa et lui indiqua le prince de Schwarzenberg comme l'intermédiaire qui devait le mettre en rapport avec la Cour impériale. » Tout ceci se passait, selon Metternich, à la veille du jour où Napoléon demanda Marie-Louise en mariage.

Le récit est charmant ; malheureusement, c'est du pur roman. Une lettre de Mme de Metternich, expédiée le 3 janvier 1810 (c'est-à-dire un mois avant la demande napoléonienne), est là pour le contredire. Dès la fin de décembre, la femme du ministre autrichien avait vu Napoléon, et avait reçu à la Malmaison de la bouche même de Joséphine des confidences : « J'ai un projet qui m'occupe exclusivement, lui avait dit l'Impératrice, et dont la réussite seule me fait espérer que le sacrifice que je viens de faire ne sera pas en pure perte ; c'est que l'Empereur épouse votre archiduchesse ; je lui en ai parlé hier et il m'a dit que son choix n'était pas encore fixé ; mais, — a-t-elle ajouté, — je crois qu'il le serait s'il était sûr d'être accepté chez vous (1). » Mme de Metternich avait répondu qu'« elle regarderait ce mariage comme un grand honneur ».

Une lettre datée du 13 janvier, et que le fils de Metternich n'a pas cru utile d'inclure dans son recueil de *Mémoires et Documents*, est encore plus explicite et fait ressortir avec toute la netteté voulue le rôle d'intermédiaire officieux que remplissait à ce moment la femme du ministre : « Je ne saurais rien vous dire de nouveau au sujet de la grande affaire. Je n'ai vu depuis ni la reine de Hollande, ni l'Impératrice. Seul, La Borde, l'espion domestique, m'a rendu visite et m'a répété ce qu'il avait déjà dit à Schwarzenberg... Il craint que le Prince agisse trop lentement dans le cas où on lui ferait une proposition officielle. Il devrait alors pouvoir répondre immédiatement d'une façon positive (2). »

Nous retrouvons les traces de ces conversations avec

(1) Metternich, *Mémoires et documents*, vol. II.

(2) Cette lettre a été publiée par Fournier dans son étude *Zur Heirat Napoleons und Marie-Louisens* (*Historische Skizzen und Studien*, 1912), mais est restée ignorée du public français.

La Borde dans les documents de la diplomatie officielle et en particulier dans le grand rapport de Schwarzenberg, daté du 13 janvier : « M. de La Borde, écrit l'ambassadeur, continue à mettre beaucoup d'assiduité dans ses visites. Le sujet de sa conversation roule principalement sur le mariage entre Napoléon et Mme l'archiduchesse Louise ; il le considère comme le seul et unique moyen qui pourrait amener une alliance solide entre les deux nations et procurer ainsi la tranquillité au continent ; il prétend que l'on parvient à se convaincre tous les jours davantage de la monstruosité d'une alliance avec la Russie, dont les véritables intérêts étaient inséparables de ceux de l'Angleterre ; que la réunion de la Belgique à la France, la nullité à laquelle la Prusse venait d'être réduite, avaient tellement changé la face du tableau politique de l'Europe que tous les arguments dont on se servait anciennement pour combattre le système d'alliance entre la France et l'Autriche disparaissent actuellement.

« La Borde assure que le courrier est parti le 27 novembre pour charger Caulaincourt de notifier à l'empereur Alexandre la résolution définitive prise par son allié de divorcer incessamment ; l'ambassadeur eut également ordre de sonder l'effet que produirait cette mesure sur la cour de Saint-Pétersbourg, ainsi que les dispositions dans lesquelles une proposition de mariage pourrait être accueillie. La Borde suppose que M. Otto agira à son arrivée à Vienne d'après des instructions semblables et soutient que Napoléon est décidé à demander Mme l'Archiduchesse au même moment où le courrier, dont on attend le retour sous peu de jours, n'apporterait pas non seulement la réponse la plus affirmative, mais encore l'arrivée très prochaine de Mme la grande-duchesse Anne ; il va jusqu'à prétendre que Napoléon serait charmé de trouver un prétexte de se débarrasser des engagements anciennement pris à Erfurt en faveur d'une grande-duchesse pour pouvoir solliciter la main d'une princesse d'Autriche. Il ne cacha pas que Maret est un des plus zélés partisans du système autrichien, qu'il fait travailler le Sénat par son ami Sémonville dans ce sens, n'ignorant pas qu'un parti formé par les anciens ennemis de la royauté a de la peine à se familiariser avec l'idée de voir remonter sur le trône de France une princesse d'Autriche ; que cette idée avait même

occupé l'Empereur momentanément. Le propos que Sémonville a tenu à M. Floret sur le même sujet, et qui se trouve dans le *Bulletin* des nouvelles, semble prouver la vérité de fait allégué par La Borde. Il soutient que Caulaincourt ne fut pas chargé de faire une demande formelle, et, à moins qu'animé de trop de zèle, il n'ait outrepassé ses instructions, la réponse ne pouvait jamais être aussi positive que Napoléon l'exige pour se déterminer à ce mariage ; il ajouta que *je devais être préparé à répondre à des insinuations officielles qu'on serait peut-être dans le cas de me faire aux premiers jours* ; il me témoigna la crainte de voir échouer ce projet, qui lui tient très à cœur, à la moindre difficulté que je pourrais objecter ; je lui répondis d'un air confiant que, quoique je fusse dépourvu d'instructions positives sur une affaire aussi peu prévue, je ne pouvais lui cacher qu'en supposant même à mon souverain la bonne volonté de consentir à cette alliance, je prévoyais des embarras immenses causés par les principes de la religion catholique romaine.

« La Borde tâcha de me tranquilliser, en m'assurant que l'Empereur, n'ayant pas été marié d'après les lois de l'Église, le mariage était nul d'après les principes mêmes les plus sévères de la religion, et que l'archichancelier Cambacérès était chargé de rassembler toutes les pièces relatives à cet objet. Il est inutile d'ajouter que les conversations fréquentes que La Borde amène sur ce sujet de mariage sont d'un caractère plus que semi-officiel. Je vous prie, monsieur le comte, d'être persuadé que, dans le cas où cette affaire intéressante viendrait à être agitée sérieusement, je tâcherais de travailler dans un sens analogue aux ordres de mon Auguste Souverain que Votre Excellence me fit l'honneur de me communiquer par l'avant-dernier courrier. »

L'AUTRICHE AUX AGUETS

Floret, le conseiller d'ambassade, était allé discuter l'affaire avec Talleyrand en personne, comme il ressort de la lettre suivante, adressée à Metternich :

« X... (c'est par cette initiale que Talleyrand est toujours désigné dans la correspondance officielle des Autrichiens depuis les jours de l'ambassade de Metternich à Paris), X...

m'a parlé aujourd'hui de mariage ; il est persuadé que la réponse de la Russie ne peut être ici qu'au plus tôt le 15 ; il croit qu'en cas qu'elle serait évasive ou dilatoire, on viendrait à nous. Il me sonda sur nos dispositions. Ne croyant pas devoir lui confier tout ce que je savais sur cette affaire délicate, je lui dis que la question était tout à fait nouvelle pour nous, que, connaissant depuis longtemps les principes de Votre Excellence, je pouvais bien sans craindre de me tromper former un jugement sur la manière dont la question serait envisagée par le ministère, mais que je ne me permettrais pas de préjuger la détermination du gouvernement. « Vous croyez donc que le comte Metternich serait pour ? — Je le crois, dis-je. Je serais de son avis, il ne faudrait pas balancer : ce serait un puissant moyen d'arriver au but, vers lequel vous devez tendre ; et parfaitement d'accord avec ce que je vous ai dit de l'époque à laquelle vous devez vous montrer... (1) »

Les jeux étaient donc faits. Les Autrichiens étaient prêts à subir non sans joie la « violence » qu'on leur ferait. Metternich lui-même écrivait à sa femme en date du 27 janvier : « Je regarde cette affaire comme la plus grande qui puisse occuper en ce moment l'Europe... Dès les premiers moments où je fus informé de la dissolution des liens qui l'unissaient à une épouse bien difficile à remplacer, cette considération m'a porté à tourner mes regards vers la princesse qui pourrait être appelée à ce rôle. Mme l'Archiduchesse devait se présenter très naturellement à mon esprit... J'ai retrouvé l'Empereur dans cette occasion comme dans toute autre, sans préjugé, droit, loyal, fort de principes et de volonté... J'ai entrevu dès ce moment la possibilité de m'abandonner avec confiance à mes calculs (2). »

Mais quelle serait la décision de Napoléon ? Les Autrichiens en ignoraient tout. Ils avaient abattu leurs cartes, tandis que Napoléon gardait les siennes en mains. Schwarzenberg vivait lui aussi entre l'espoir et la crainte, comme en témoignent les trois rapports qu'il adressait à Vienne à la fin de janvier (3). Les moindres pas du gouvernement français

(1) Archives secrètes de Vienne.
(2) Publié dans *Mémoires et Documents.*
(3) Archives secrètes de Vienne (*Frankreich, Berichte*, 1810.)

étaient épiés : on connaissait les dates des arrivées du courrier, les heures de son dépouillement. Grâce aux indiscrétions voulues de La Borde, on était mis au courant des débats qui se livraient au grand Conseil présidé par Napoléon. Le 26 janvier 1810, Schwarzenberg écrivait à Metternich : « Le courrier qui doit apporter le résultat des insinuations faites à Saint-Pétersbourg au sujet du mariage, est attendu par Napoléon avec la plus vive impatience. La Borde prétend que l'Empereur regrette la démarche qu'il vient de faire vis-à-vis de la Russie et qu'il désire trouver un prétexte pour entrer en négociations avec l'Autriche, étant parvenu à se convaincre que cette alliance est la seule convenable à la France. Il m'avertit qu'au moment même où la réponse de la Russie arriverait et qu'elle fût conçue de façon à fournir à l'Empereur les moyens de rompre, on viendrait de suite me demander par une note officielle quelles étaient les intentions de mon Auguste Souverain sur un mariage à conclure avec Son Altesse impériale Mme l'archiduchesse Louise ; qu'au cas où ma réponse fût favorable, comme on l'espère, on enverrait sans délai un grand dignitaire à Vienne pour y faire la demande formelle. Étant instruit par Votre Excellence des intentions de Sa Majesté l'Empereur, mon maître, j'ai l'honneur de le prévenir que je n'hésiterai pas de répondre à la note que l'on pourrait m'adresser sur cet objet important, que mon Auguste Souverain, désirant resserrer les nœuds qui viennent d'être formés nouvellement par la paix, tout ce qui saurait y contribuer ne pourrait que lui être agréable, que sous ce rapport un mariage avec Mme l'archiduchesse entrerait parfaitement dans les vues de Sa Majesté, dans la suppositions que tout obstacle provenant des principes de la religion que nous professons serait complètement et solennellement levé. Quoique je ne puisse me convaincre que la lâcheté du ministère russe osât fournir le moindre prétexte à l'Empereur, et *que je voie le mariage avec une princesse russe comme plus que probable*, j'ai cru devoir vous informer, monsieur le comte, de la marche que je vois la seule convenable à tenir, au cas où le gouvernement français viendrait cependant à tourner ses vues vers l'Autriche. »

Le 27 janvier, Schwarzenberg écrit encore : « Le courrier russe est arrivé hier, et il m'a été impossible de pénétrer

jusqu'aujourd'hui le contenu de ses dépêches qui, se trouvant toutes chiffrées, occupèrent le bureau des Relations extérieures au point qu'il paraît probable que M. de Champagny n'ait pu faire son rapport à l'Empereur que ce matin. Des lettres particulières ne parlent pas du mariage, mais de l'arrivée prochaine de M. de Romanzof. On m'assure que la Russie doit se prêter aux vues de Napoléon, mais que Caulaincourt déclare ne pouvoir aucunement répondre ni de la santé ni du caractère de la jeune princesse, son extrême jeunesse ne permettant pas de juger l'un et l'autre. Il me semble cependant que cette négociation est bien loin d'être rompue, puisque l'on se serait empressé de me communiquer tout ce qui pourrait être favorable au système de l'alliance autrichienne. »

Le 31 janvier, nouveau rapport. « La Borde vint me voir et me fit part des notions suivantes qu'il tenait de Maret. L'Empereur avait dit à ce ministre que Caulaincourt n'avait fait jusqu'ici aucune demande formelle, mais que ses ouvertures avaient été très bien reçues, et que la princesse lui était accordée avec plaisir, qu'elle avait seize ans et qu'elle était depuis cinq mois nubile ; qu'il pourrait y avoir quelques difficultés venant de l'Impératrice mère, mais qu'il était assuré de les vaincre, qu'enfin il était sûr d'obtenir la princesse, et que, si ce que Maret lui avait dit des dispositions de l'Autriche était vrai, il se voyait dans l'heureuse position de pouvoir choisir entre une princesse de Russie et une de l'Autriche ; qu'il s'était cru lié à la Russie par l'engagement contracté à Erfurt, mais qu'il paraissait qu'en Russie on regardait la chose comme une proposition nouvelle, comme un mariage à faire et non comme un mariage fait, qu'il se voyait donc entièrement libre. L'Empereur demanda à Maret s'il persistait toujours dans son opinion qu'il ferait mieux d'épouser une archiduchesse d'Autriche : le ministre l'affirma et soutint que toutes les raisons de convenance et de la plus saine politique devaient le décider plutôt pour l'Autriche que pour la Russie, que cette opinion était celle de toutes les personnes sages attachées à l'Empereur et à la tranquillité de l'Empire. L'Empereur n'opposa rien à cet avis, et répéta qu'il pouvait choisir, mais puisqu'il était sûr du côté de la Russie, il fallait qu'il le fût de même du côté de l'Autriche, car ce que Maret lui avait dit à cet égard ne donnait pas encore une certitude

officielle, et que lui et ceux qui étaient intéressés à ce que ce mariage se fît, croient peut-être trop facilement ce qu'ils désiraient.

« Le ministre répondit qu'il était aisé de s'en procurer la certitude, que l'Empereur n'avait qu'à le charger de s'adresser directement à moi pour m'en parler. L'Empereur parut d'abord ne pas se refuser à cette idée, mais au lieu de Maret, il voulut en charger une autre personne de marque, dans laquelle, dit-il, je ne pourrais mettre aucun doute, mais il finit par changer d'idée, disant qu'il y réfléchirait encore ; il avait annoncé aussi le projet d'envoyer un courrier à M. Otto pour le charger des mêmes insinuations à Vienne que Caulaincourt a faites à Pétersbourg, mais il l'abandonna aussitôt, disant : *ils se sont pris de si bonne grâce dans cette affaire que* je préfère la traiter *directement par le canal de l'ambassade d'Autriche.* »

Puis Schwarzenberg relate ce qui s'est passé au grand Conseil de famille réuni par l'Empereur.

Il y eut plusieurs voix pour la Russie, mais la majorité fut pour l'Autriche. Parmi ceux qui opinèrent avec le plus de chaleur pour la dernière, on cite le vice-roi (d'Italie), le cardinal Fesch, Maret et Fontanes ; ce dernier et le cardinal s'attachèrent surtout à l'inconvénient provenant de la religion, à l'inadmissibilité d'un culte étranger dans le palais même...

« Maret, qui parla le quatrième, fut le plus prononcé pour l'Autriche, et le plus explicite dans son opinion. Il entra dans une longue discussion sur les raisons politiques et de convenance qui étaient pour ou contre l'un et l'autre parti, et après les avoir balancées, il conclut qu'elles étaient toutes en faveur de l'alliance avec l'Autriche. L'avis du vice-grand électeur fut, dit-on, moins franc et moins exclusif...

« Après le Conseil, l'Empereur avait témoigné à Maret qu'il serait bien aise que je fusse instruit de ce qui s'était passé, et La Borde, qui vint me communiquer ces détails, me dit qu'il venait avec autorisation de ce ministre et qu'il croyait que je ferais bien d'en informer ma Cour... »

UN MARIAGE REMPLACE L'AUTRE

En lisant ces documents, on ne peut s'empêcher d'admirer l'habileté extrême avec laquelle l'Empereur réussit à cacher aux Autrichiens jusqu'au dernier moment l'échec qu'il subissait à Saint-Pétersbourg. Schwarzenberg croit tout savoir, mais il ignore la seule chose vraiment importante : le caractère évasif, sinon négatif, de la réponse de Caulaincourt, arrivée à Paris le 26 janvier. Il ignorera tout aussi bien le caractère nettement défavorable pour Napoléon des dépêches expédiées par Caulaincourt les 15 et 21 janvier.

C'est le jour même où il tient en mains ces dépêches que Napoléon prendra la décision ultime et enverra Eugène de Beauharnais chez Schwarzenberg pour exiger la signature immédiate (en quelques heures) d'un contrat de mariage avec Marie-Louise. Napoléon abattait les atouts à son tour : il transformait sa défaite en une victoire. Il pouvait agir sans risque : il possédait la certitude absolue que l'Autriche n'aurait rien à lui refuser (1).

Les archives de Vienne sont singulièrement muettes au sujet de ces journées décisives. Le dossier « Rapports France » ne contient que très peu de documents concernant le mariage entre le 1er et le 17 février 1810. Il est impossible d'admettre que Schwarzenberg n'ait pas expédié tout une série de rapports le même jour où se produisit le grand événement. Nous n'en connaissons qu'un seul, celui où Schwarzenberg, se justifiant aux yeux de son gouvernement, écrit : « Si j'avais hésité à ne pas signer, il (Napoléon) aurait rompu pour en finir avec la Russe ou la Saxonne... (2) » Que sont devenus les autres rapports ? Qui avait intérêt à les supprimer ? Nous l'ignorons et nous l'ignorerons certainement toujours.

(1) Il a d'ailleurs dit lui-même au prince Eugène « qu'on était prévenu à Vienne ». *Mémoires de la princesse Edling*, p. 132. — Pendant son séjour à l'île d'Elbe, il a été encore plus explicite : « La cour d'Autriche ! On n'a pas su les négociations du mariage. Je voulais écrire mes mémoires, mais je ne les écrirai pas... Mais, dans le mariage, que de bassesses l'on m'a fait ! Vienne me faisait l'effet d'une bourgeoise qui veut faire épouser sa fille à un grand-duc. » (Boutiaguine à Nesselrode, 9 février 1815.) Cité par le commandant Weill, *les Dessous du Congrès de Vienne.*

(2) Cité par F. Masson dans *Marie-Louise.*

E. Wertheimer, l'éminent historien autrichien, a pourtant réussi à mettre la main sur un document rédigé au cours de ces deux semaines, de la main de Metternich lui-même. C'est un rapport adressé par le ministre à l'empereur François et daté du 7 février 1809. L'accord du mariage avait été signé par Schwarzenberg la veille; par conséquent Metternich en ignorait encore tout. Quel était à ce moment son état d'esprit? Il signalait à son souverain la nomination de Narbonne au poste de ministre de France à Munich. « Cette nomination est très importante, continuait-il, car elle peut être considérée comme une suite de la lettre à Fouché, connue de Votre Majesté, et concernant les chances du mariage. » Metternich affirmait ensuite que ses instructions à Schwarzenberg avaient eu le meilleur succès : « L'affaire du mariage penchera certainement en notre faveur (1). »

La preuve en est donc faite. La demande en mariage qui fut décrite par la suite comme un acte brutal du despote corse était un événement fièvreusement attendu, désiré, souhaité : on avait fait l'impossible pour l'amener. Si le moindre doute à ce sujet était encore permis, ce doute serait effacé par la lettre particulière adressée par la comtesse de Metternich à son mari, au lendemain de la signature du contrat : « Voici donc la grande affaire terminée. Que Dieu soit loué et qu'il donne sa bénédiction ! Je ne veux pas me vanter, mais je n'ai pas peu contribué à la réussite... Votre lettre a produit une grande impression... auprès d'une haute personnalité qui l'a eue entre les mains. Mais au nom du Ciel n'en parlez pas... J'ai suivi toute seule l'inspiration de ma petite tête. Maintenant l'affaire est réussie et c'est tout ce que nous désirions. Mais quelles mauvaises nuits j'ai passées, combien d'inquiétudes et de craintes j'ai subies ! c'est vraiment indescriptible (2). »

Il est curieux de comparer les données authentiques que nous possédons désormais sur « la grande affaire » avec la version qui en fut donnée par le cabinet autrichien aux diplomates accrédités à la Cour de Vienne. Le 21 février, Piquot, chargé d'affaires de Prusse, faisait à son gouvernement un

(1) E. Wertheimer, *Der Herzog von Reichstadt*, 1902.

(2) Retraduit du texte allemand, publié par Fournier dans son étude *Zur Heirat Napoleons und Marie-Louisens*, 1912.

rapport sur le mariage en affirmant « tenir les détails de la source la plus authentique ». « La négociation, écrit-il, commença à languir parce que l'empereur d'Autriche balança à donner sa fille ; l'empereur Napoléon s'adressa à la Cour de Russie, tout en faisant sonder l'opinion publique de Paris à l'égard du projet de mariage avec les princesses de Russie et d'Autriche. Les Français s'étant hautement déclarés pour cette dernière, et la comtesse de Metternich ayant été instruite que l'Empereur son maître se déciderait à recevoir le monarque français pour gendre, on envoya courrier sur courrier à Pétersbourg au général Caulaincourt et l'on fut plusieurs jours à Paris dans les plus grandes inquiétudes que cet ambassadeur ne fût déjà allé trop loin pour pouvoir reculer. En attendant, la comtesse de Metternich termine la négociation à l'entière satisfaction de l'empereur Napoléon qui fit témoigner par le prince de Schwarzenberg, finalement mis au secret, que la famille Metternich avait acquis de si grands droits à sa reconnaissance qu'elle pouvait tout demander de sa part et que tout lui serait accordé d'avance (1). »

Le comte Finkenstein lui-même s'exprimait dans une lettre au roi de Prusse en date du 14 mars 1810 d'une façon encore plus nette : « Pour prouver à Votre Majesté que le motif principal qui a déterminé la Cour de Vienne à la conclusion du mariage de l'empereur Napoléon avec une archiduchesse autrichienne, était la crainte d'un mariage avec une grande-duchesse de Russie (*sic*), je dois exposer ici en peu de mots la conduite du comte de Metternich à cet égard. Les premières insinuations de la part de l'empereur Napoléon pour sonder s'il ne demanderait pas en vain la main de l'archiduchesse Louise ayant été faites par la comtesse de Metternich, ainsi que Votre Majesté le sait, par les dépêches du conseiller de légation Piquot, le comte de Metternich n'entra en matière que lorsqu'il vit devenir plus vraisemblable le mariage avec la grande-duchesse Anne ; mais alors il fit aussi des ouvertures qui devinrent plus ou moins fréquentes en conséquence du plus ou moins de probabilité que Napoléon poursuivait ses négociations en Russie et ce ministre ne se prêta entièrement aux vues de l'empereur Napoléon que lorsqu'il n'eut

(1) Archives secrètes de Berlin.

plus de doute que le mariage avec la grande-duchesse *aurait effectivement* lieu et qu'il n'y avait pas d'autre moyen de l'empêcher (1). »

Metternich a-t-il cru lui-même à cette version erronée ? Cela est fort possible. L'homme qui a prétendu par la suite que « l'erreur n'avait jamais effleuré son esprit » ne pouvait admettre facilement qu'un autre eût été plus fort que lui. D'ailleurs Napoléon savait bien garder ses secrets.

Il semble donc parfaitement évident que Metternich ait fait un véritable marché de dupe. Que se serait-il passé s'il n'avait pas contribué à précipiter les événements ? S'il avait attendu la réponse russe avec ce calme et ce sang-froid qui sont les qualités premières d'un grand diplomate, s'il avait su prévoir que la réponse des orgueilleux Moscovites ne pouvait être que négative, l'histoire de l'Europe aurait probablement pris un autre cours. La demande de la main de Marie-Louise n'aurait jamais pu être faite sous une forme ultimative. Il était impossible à Napoléon, qui avait par ailleurs l'Espagne et l'Angleterre sur les bras, d'aller faire une nouvelle guerre à l'Autriche pour conquérir la main d'une princesse. Il se serait donc vu dans l'obligation de négocier et d'accepter, au moins en partie, les conditions autrichiennes. Encouragée par l'attitude de la Russie, l'Autriche aurait même pu faire traîner les pourparlers en longueur en donnant des réponses vagues, équivalentes à un refus. En allant plus loin, on peut même se demander : Napoléon se serait-il seulement décidé à abandonner Joséphine, s'il n'avait pas été absolument sûr de lui trouver une remplaçante de sang impérial ?

Il y a des formules politiques qui, à force de répétition, finissent par s'imposer aux esprits des hommes d'État, sans même qu'ils en aient conscience ; la formule *Tu felix Austria nube* était de celles-là. Metternich, ce « dieu Terme des Chancelleries » (Albert Sorel), en était le captif. La perspective de « tourner un échec militaire en succès politique » était trop tentante ; Metternich s'était laissé prendre, — il avait espéré tirer d'un mariage de l'Empereur avec Marie-Louise un profit direct : en bousculant Schwarzenberg, en lui imposant

(1) Archives secrètes de Berlin.

une signature immédiate du contrat de mariage, Napoléon enlevait aux Autrichiens toute possibilité de marchandage et déjouait tous les plans de ses partenaires. Une instruction adressée à Schwarzenberg, en date du 17 février 1810, nous fait voir nettement à quel point le procédé de l'Empereur avait déçu le cabinet de Vienne, à quel point il avait bouleversé ses plans.

« M. de Floret, écrivait Metternich, nous a remis les dépêches de Votre Altesse dans la nuit du 14 ou 15 de ce mois. Le courrier français, qui avait été expédié de Paris peu d'heures avant M. de Floret, est arrivé ici deux heures après lui. J'ai soumis à l'Empereur votre rapport, monsieur l'Ambassadeur. Sa Majesté n'a pu retrouver dans l'extrême hâte que la Cour de France a mise dans la conclusion de l'affaire du mariage, qu'une preuve nouvelle de la marche habituelle de son souverain. Si, comme Votre Altesse doit s'en être convaincue par toutes mes précédentes dépêches, Sa Majesté impériale a cru devoir me consulter dans une question d'un intérêt aussi majeur que le bien-être de ses peuples, il n'est pas moins vrai qu'elle a eu lieu d'être surprise que la signature de ce contrat de mariage ait précédé la demande formelle de Mme l'Archiduchesse sa fille. Elle ne s'est néanmoins pas arrêtée à ce manque de forme et nous croyons y avoir suppléé en ne regardant l'acte du 7 février que comme une promesse, qui sera suivie de la signature du véritable contrat de mariage au lieu même du domicile de l'auguste fiancée... »

LE CONTENTEMENT EN AUTRICHE

Mais tandis que le cabinet de Vienne faisait ces observations aigres-douces, la nouvelle du mariage était reçue par des cris de joie sur toute l'étendue de la monarchie autrichienne. Certes, des gens étaient saisis « d'une stupeur muette » en apprenant que « l'arrière-petite-fille de Marie-Thérèse remplacerait au lit du soldat de fortune la petite créole Joséphine, l'ex-favorite de Barras (1) ». Mais la foule n'entendait pas « les cris d'horreur », les « imprécations et sanglots étouffés »

(1) Albert Sorel, *l'Europe et la Révolution*, tome VII.

de ces protestataires. Elle acclamait aujourd'hui ce mariage avec la même ardeur que celle qu'elle avait mise hier à manifester contre les Français.

Les rapports du comte Otto, ambassadeur de France à Vienne, nous tracent un tableau pittoresque de ce revirement subit. Lorsqu'il apprit le 15 février la nouvelle du mariage, il se rendit chez Metternich ; celui-ci témoigna au diplomate français « la plus grande joie d'un rapprochement qu'il avait désiré depuis longtemps et qui contribuerait essentiellement au bonheur des deux empires (1)... » « M. de Metternich m'avait dit, continuait Otto, que toute cette négociation serait tenue très secrète, mais à mon grand étonnement, j'ai été assiégé dès quatre heures du soir d'un grand nombre de curieux, disant que toute la ville en était instruite, que tout le monde se félicitait, qu'on embrassait dans la société les officiers français qui sont encore ici et que l'ivresse était générale... Les gens d'affaires de tout genre sont en mouvement. Les négociants viennent me conjurer de leur dire ce que j'en sais; des courriers sont expédiés dans tous les sens, enfin, jamais je n'ai été dans le cas d'user de plus de réserve que dans ce moment qui décèle d'une manière flatteuse pour nous les véritables sentiments de cette nation, si longtemps forcée à se montrer notre ennemie. Les officiers français qui reviennent de diverses missions m'assurent avoir trouvé le même esprit dans l'armée. « Faites en sorte, leur disait-on, que nous puissions nous battre à côté de vous. Vous nous en trouverez dignes. »

Dans une des dépêches suivantes, Otto renchérit sur ces premières impressions : « L'Impératrice (2) se montre extrêmement favorable à ce mariage. Malgré le mauvais état de sa santé, elle a déclaré vouloir être de toutes les fêtes et en toutes occasions elle en parle avec ravissement. Cet heureux événement a fait une révolution dans toutes les têtes autrichiennes, même les plus exaltées autrefois. Les noms de Kaunitz et de Choiseul sont dans toutes les bouches et l'on espère voir renaître les temps calmes qui ont suivi l'alliance

(1) Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris. (Vienne, 1810. *Otto à Champagny*, 15 février 1810.)

(2) Il s'agit de Marie-Ludovica, femme de François II. Elle était jusque-là adversaire acharnée de Napoléon et le redeviendra par la suite.

conclue par les deux ministres... Les coteries russes (1) sont les seules qui ne prennent aucune part à ces réjouissances; la première nouvelle étant arrivée à un bal donné dans une maison russe, les violons ont cessé de suite et beaucoup de gens se sont retirés avant le souper. Je dois remarquer aussi que le comte Schouvaloff n'est pas venu me complimenter. C'est surtout à la Bourse que l'opinion publique s'est prononcée d'une manière étonnante. En moins de deux heures, le papier était remonté de près de 30 pour 100. La confiance se rétablit partout et elle influe même sur le prix des denrées coloniales qui ont baissé sur-le-champ (2). »

Mais plus curieuses encore sont les réactions de celle qu'on a voulu dépeindre par la suite comme la victime du « tyran », les réactions de Marie-Louise elle-même. Dès le 15 février, Metternich ne manqua pas de rassurer le comte Otto : « On avait sondé les dispositions de Mme l'Archiduchesse il y a trois jours, d'autant que l'Empereur n'aurait jamais voulu la contraindre à former un lien qui n'aurait pas été de sa convenance et on a trouvé *cette princesse dans les meilleures dispositions* (3). »

Certes, nous possédons une série de lettres de l'archiduchesse antérieures à la demande de mariage dans lesquelles elle traite Napoléon sans aucune indulgence. Le conquérant lui inspirait de la crainte; on peut se demander pourtant si l'homme ne l'intéressait pas. De toute façon, elle accepte sans aucune résistance visible le grand destin qu'on lui impose. Plus encore : avant même de quitter Vienne, elle semble attirée et séduite par Paris ? Quoi de plus significatif que sa conversation très animée avec le comte Otto au cours d'un grand dîner au palais : « Mme l'Archiduchesse, écrit l'ambassadeur, m'a fait beaucoup de questions qui annoncent la solidité de ses vues. En voici les plus saillantes : « Le musée Napoléon est-il assez rapproché des Tuileries pour que je puisse y aller souvent et étudier les antiques et les beaux morceaux qui y sont ? L'Empereur aime-t-il la musique ? Pourrai-je prendre

(1) Ces coteries gravitaient autour du comte Razoumovski et de la princesse Bagration.

(2) Archives des Affaires étrangères, Vienne, 19 février 1810.

(3) Archives des Affaires étrangères, Paris (Autriche, 1810. Dépêche du 15 février.)

un maître de harpe ? C'est un instrument que j'aime beaucoup. L'Empereur est si bon pour moi, il me permettra sans doute d'avoir un jardin botanique ? Rien ne me ferait plus de plaisir. On me dit que Fontainebleau a des sites bien sauvages et bien pittoresques ; je ne connais rien de si intéressant qu'une belle campagne... J'espère que l'Empereur aura de l'indulgence pour moi. Je ne sais pas danser les quadrilles, mais, s'il le veut, je prendrai un maître de danse. » J'ai dit à Sa Majesté impériale que l'Empereur désirait connaître ses goûts même pour sa manière d'être habituelle. Elle m'a répondu que tout lui convenait, que ses goûts étaient très simples, qu'elle pouvait se faire à toutes les manières de vivre et qu'elle se conformerait entièrement à celles de Sa Majesté, n'ayant rien tant à cœur que de lui complaire (1). »

Les autres membres de la famille impériale d'Autriche ne semblaient pas raisonner autrement que Marie-Louise elle-même ; par ailleurs, ils étaient tout prêts à tirer avantage de la situation. L'empereur François avait écouté « avec intérêt la longue conversation d'Otto et de Marie-Louise : il avait l'air d'y applaudir ». Le jeune archiduc François-Charles, second fils de L'Empereur, mandait à Berlin le comte Finkenstein, ne pouvait revenir de son étonnement lorsqu'on lui apprit le mariage de sa sœur avec l'empereur Napoléon et ses premières paroles, après un moment de silence, furent : « Eh bien ! à présent, je m'abaisserai pourtant jusqu'à lui écrire pour lui demander la grâce de Hofer (2). »

Et dehors le peuple jubilait : « Hier, une foule immense s'est portée au château, écrivait encore Otto, pour voir sortir Mme l'archiduchesse de la messe ; le peuple a été enchanté de lui trouver un air rayonnant de santé et de contentement. » L'explosion de contentement populaire était d'ailleurs facile à comprendre : « tout le monde pense, disait Otto, que cette alliance assurera pour longtemps la tranquillité de l'Europe, qu'elle forcera l'Angleterre à faire la paix, qu'elle donnera à l'Empereur tout le loisir nécessaire pour organiser, suivant

(1) Archives des Affaires étrangères, Autriche, 1810, dépêche du 15 février.

(2) L'exécution du fameux chef des insurgés tyroliens ayant eu lieu entre temps, Finkenstein ajoutait : « Le comte de Metternich en est on ne peut plus désolé, persuadé comme il l'est qu'il aurait été facile à l'Archiduchesse d'obtenir sa grâce... On doit attribuer sans contredit sa mort aux infamies des Bavarois. » Dépêche Finkenstein du 14 mars 1810. Archives secrètes de Berlin.

ses hautes conceptions, le vaste empire qu'il a créé, qu'elle influera sur la destinée de la Turquie, de la Pologne et de la Suède (1). »

METTERNICH A PARIS

Le 22 février, Napoléon avait obtenu l'agrément du gouvernement autrichien au contrat de mariage signé par Schwarzenberg. L'affaire se poursuivra désormais, tambour battant, comme elle avait commencé. Le 27 février, message de l'Empereur au Sénat; le 4 mars, arrivée du prince de Neuchâtel à Vienne; le 13 mars, départ de Marie-Louise; le 27 mars, rencontre à Compiègne; le 2 avril, mariage religieux au son des cloches de Notre-Dame; le 3 avril, grande réception de quinze cents invités.

Le lendemain, 4 avril, un hôte de marque se présente aux Tuileries : Metternich en personne. Le mariage de l'Empereur avec une archiduchesse de la maison d'Autriche, que Metternich avait tant désiré, pour lequel il avait tant combattu, était maintenant chose faite. Mais était-ce vraiment un triomphe de sa politique ? Metternich voulait en convaincre son entourage, il voulait le croire lui-même. Mais il était suffisamment versé dans l'art subtil de la diplomatie pour ne pas reconnaître que ses desseins avaient été contrecarrés par la brusque décision de l'Empereur. L'existence de l'empire d'Autriche était maintenant sauve, mais avait-elle vraiment été menacée ? Le cauchemar du mariage russe s'était évanoui, mais se serait-il jamais fait en réalité ?

Une chose était certaine : le consentement au mariage avait été donné sans contre-partie aucune. Restait pourtant la perspective d'obtenir des compensations *post factum*, par des négociations qui ne pouvaient se dérouler que dans une atmosphère extrêmement amicale. Restait surtout l'espoir en l'influence qu'exercerait sur le système politique de Napoléon la nouvelle Impératrice des Français. Pour atteindre les deux buts, il fallait être sur place, il fallait se rendre à Paris. La décision de Metternich avait été subite. Le jour même où parvint à Vienne la dépêche de Schwarzenberg annonçant

(1) Otto à Champagny.

la signature du contrat de mariage, il avait écrit à son ambassadeur :

« L'Empereur et Mme l'archiduchesse Louise m'ayant témoigné le désir que je puisse en même temps ou à une très petite distance me rendre à Paris, y faire un séjour d'une quinzaine de jours et, en ramenant ma famille, rapporter ici aux augustes parents les premières notions sur l'établissement et le bonheur d'une fille chérie, j'ai cru devoir supplier Sa Majesté de me permettre de m'assurer, avant d'entreprendre ce voyage, qu'il convînt à Sa Majesté l'Empereur des Français. Vous voudrez donc bien, monsieur l'Ambassadeur, en faire le plus tôt possible la demande à M. le duc de Cadore et m'informer sur-le-champ de la réponse qu'il vous donnera, pour que je sois à même de prendre les arrangements nécessaires (1). »

Mais une visite aussi précipitée de l'astucieux Metternich n'entrait pas du tout dans les vues de Napoléon. Il avait obtenu la main de l'Archiduchesse : il n'y avait donc plus matière à discussion. La réponse de Schwarzenberg faisait entrevoir nettement qu'on ne faisait à Paris que peu de cas de la venue du ministre.

On ne pouvait certes pas refuser au comte de Metternich l'entrée en France, mais à condition qu'il s'y rendît en simple particulier. Le 24 mars, Champagny adressait à Napoléon un rapport sur la mission de Metternich et « sur la manière dont il doit être traité ici ». « Lorsque le prince de Schwarzenberg m'en a parlé pour la première fois, écrivait Champagny, il ne m'a annoncé le voyage de M. de Metternich que comme ayant pour objet de venir chercher sa famille et de pouvoir à son tour donner à un père tendre des nouvelles de son auguste fille... Il paraît que Votre Majesté a reçu une lettre de l'empereur d'Autriche qui lui annonce le voyage de M. de Metternich. Je crois que cette annonce ne doit conférer à M. de Metternich le caractère d'envoyé ni aucun caractère diplomatique, fût-il même chargé d'une lettre pour Votre Majesté. S'il a une mission particulière, elle sera proprement confidentielle, elle ne peut donc donner lieu à aucune distinction publique. »

(1) *Metternich à Schwarzenberg*, 17 février 1810. Archives secrètes de Vienne.

Champagny était pourtant d'avis que Metternich avait droit « à un témoignage de bienveillance » en raison de la haute situation qu'il occupait dans son pays : « Votre Majesté s'est quelquefois plu à combler les personnes attachées aux souverains à qui elle tient par des liens d'amitié : ce qu'elle a fait pour M. de Romanzoff, elle me paraît devoir le faire pour M. de Metternich... Sa place est la même (1). »

Metternich avait dû s'incliner. S'il le fallait, il irait en mission « inofficielle » : à ses yeux, ce n'était qu'une formule diplomatique qui « ne changeait rien au fond des choses ». « Je vais à Paris, disait-il à Finkenstein, comme simple voyageur (2). Mais si je puis avouer un but politique, c'est celui de consolider la tranquillité générale. Je m'y rends comme agent du repos et de la paix. C'est le seul but que je me propose. » Finkenstein était convaincu que Metternich ferait un essai pour réconcilier la France et l'Angleterre, afin de consolider par là la tranquillité générale et ne se laisserait jamais « entraîner à des engagements avec la France dans une alliance défensive et offensive ». Metternich se croyait déjà maître de la situation à Paris. Il pensait pouvoir éliminer définitivement Champagny, « le plus vil et le plus méchant des instruments de l'empereur Napoléon ». Finkenstein croyait même qu'il « n'en coûterait rien à Metternich de rétablir entièrement le crédit du prince de Bénévent ; l'expérience du passé ayant rendu Talleyrand ennemi juré du système destructeur adopté par tous les gouvernements français depuis la Révolution ».

L'ÉCHEC DE METTERNICH

Le 14 mars, à la veille de son départ, Metternich présentait à l'empereur François un rapport dans lequel il exposait son vaste programme. Il disait que le but de son voyage serait de procurer à l'Autriche des moyens pour pouvoir résister lors d'une attaque future contre n'importe quel ennemi étranger. C'est pourquoi il voulait obtenir le consentement de la France à l'annulation des articles secrets du traité de paix qui empêchait tout essor des forces autrichiennes. Il se proposait, en outre, d'obtenir un port sur la mer Adria-

(1) Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris.
(2) Archives secrètes de Berlin, dépêche du 24 mars 1810.

tique et l'autorisation d'utiliser une route commerciale le long du littoral, ou tout au moins une réglementation du commerce de transit. François apposa sur le rapport de son ministre la résolution suivante : « Ayant une pleine confiance en votre personne, je vous ai donné l'ordre de vous rendre à Paris afin d'y agir pour le bien de ma monarchie. Je vous ordonne de diriger tous vos efforts à obtenir autant d'avantages pour nos États qu'il vous sera possible (1). »

C'est ainsi que commence cette aventure extraordinaire qui forme le vrai épilogue de l'histoire diplomatique du mariage de Napoléon. Dix mois durant, le ministre des Affaires étrangères d'Autriche sera absent de son poste. Dix mois durant, il s'efforcera de circonvenir le gouvernement de Napoléon et de réaliser son programme ambitieux qu'il s'est tracé. Dix mois durant, il ira de désillusion en désillusion.

La ligne de conduite de Napoléon est toute tracée : on comblera Metternich d'attentions et de prévenances, on tiendra avec lui des conversations interminables sur n'importe quel sujet, — toujours sans aller au fond des choses, — mais on ne lui accordera rien, ou peu s'en faut.

Si Metternich n'était venu à Paris que pour son plaisir, il n'aurait certes pas eu à se plaindre. Représentant de l'empereur François dont Napoléon venait d'épouser la fille, il était plus que jamais fêté et choyé par la société parisienne. Il avait repris ses anciennes liaisons ; il portait à son bras, paraît-il, un bracelet tressé avec des cheveux de Caroline Murat. L'anecdote est rapportée par Stendhal : on peut pourtant douter de sa véracité ; Metternich n'avait aucune raison d'afficher son intimité ancienne avec la sœur de l'Empereur et de narguer ainsi le souverain lui-même à un moment où la duchesse d'Abrantès l'avait définitivement remplacée dans son cœur.

Mais était-ce des satisfactions de vanité puérile qu'il cherchait à Paris ? N'avait-il pas les intérêts de l'Autriche, de l'Europe entière à défendre ?

Napoléon lui parle de l'oubli entier du passé, de l'avènement d'une époque nouvelle, heureuse et calme, et Metternich entrevoit déjà la possibilité de conclure un emprunt, de signer

(1) Archives secrètes de Vienne.

un traité commercial et de faire valoir les bons offices de l'Autriche entre le Saint-Siège et la France ainsi qu'entre Napoléon et l'Angleterre. A la suite d'un entretien particulier avec Napoléon aux Tuileries, il conçoit les plus vastes espérances dont il fait part à l'empereur François.

Il est convaincu à ce moment que Napoléon se laissera guider par les conseils de Marie-Louise : « L'Empereur est complètement épris d'elle et tout me prouve qu'elle commence à le connaître parfaitement. Il a peut-être plus de côtés faibles que bien d'autres, et si l'Impératrice continue à les exploiter d'une façon telle qu'elle en entrevoit maintenant la possibilité, elle pourra rendre *à elle-même et à l'Europe entière les plus grands services.* Il est tellement amoureux d'elle... Elle a un regard extrêmement droit et dénué de préjugés (1). »

Mais les semaines, les mois passeront et rien ne changera, ni dans la politique napoléonienne, ni dans les rapports entre la France et l'Autriche. Metternich, qui se flattait de connaître si bien l'Empereur, aurait dû savoir d'avance qu'il ne se laisserait jamais influencer par aucune femme. La barrière érigée entre l'Impératrice et les Autrichiens restera infranchissable.

En octobre 1810, Metternich rentrera à Vienne les mains vides. Son espoir d'influencer en médiateur les destins de l'Europe était évanoui. Metternich n'avait même pas réussi à approcher le cabinet de Londres, et quant à ses efforts de conciliation entre Napoléon et le Pape, ils n'avaient abouti à rien. Dès le 6 mai, Napoléon lui avait fait écrire : « L'Empereur n'a pas besoin de démarches à faire auprès du Pape, il n'a pas besoin de lui. L'Empereur est si bien placé qu'en peu d'années le Pape finira par faire tout ce que l'Empereur voudra (2). »

Les négociations concernant l'emprunt étaient restées tout aussi stériles. L'autorisation de l'Empereur ne suffisait pas : il fallait obtenir l'appui des banquiers français ou hollandais, et ceux-ci se dérobèrent. Même dans une affaire aussi secondaire que celle des faux billets de banque jadis émis par la

(1) *Metternich à François II*, le 16 avril 1810. Cité par E. Wertheimer dans *Der Herzog von Reichstadt*. Cet auteur mentionne une autre lettre de Metternich du 20 juillet : « L'Impératrice, dit-il, commence à exercer une influence sur Napoléon qui est loin d'être dénuée d'importance. »

(2) Metternich, *Mémoires et Documents*, tome III.

France, Metternich ne parvint pas à obtenir satisfaction : au lieu de remettre ce ministre les faux billets encore en caisse, l'Empereur lui fit savoir, fin juin, « que tous les objets réclamés n'existaient plus et qu'il en avait ordonné la destruction la plus immédiate ».

Les pourparlers concernant le traité de commerce aboutirent à un échec encore plus cinglant. Cette fois, c'est le gouvernement de Vienne qui, sur l'avis du comte Wallis, ministre des Finances, se refusa à ratifier la convention déjà signée par Metternich et les représentants du gouvernement français. Wallis avait déclaré que l'application du traité ferait perdre à l'Autriche tout son commerce et la mettrait sous la dépendance complète de la France.

Metternich obtenait satisfaction sur deux points seulement : Napoléon accordait des délais pour le paiement des contributions prévues par le traité de Vienne et annulait l'article secret du même traité limitant à 150 000 hommes l'effectif des troupes de l'armée autrichienne. De plus, les familles Metternich et Schwarzenberg obtenaient la restitution de certains droits de propriété dont le roi de Wurtemberg les avait spoliés. Le comte de Metternich lui-même recevait au départ « un cadeau de Cour » : le portrait en buste de Sa Majesté, des Gobelins, du prix de 2 400 francs et des vases et pièces anciennes de Sèvres pour 8 600 francs.

Pour la main d'une archiduchesse, le prix n'était vraiment pas trop élevé.

Constantin de Grunwald.

ÉVANGÉLINE BOOTH

GÉNÉRALE DE L'ARMÉE DU SALUT

C'est une étonnante épopée que l'histoire de l'Armée du Salut, une épopée pleine de foi, d'aventure et d'amour. Elle tient de la légende miraculeuse et du conte réaliste. Son fondateur, William Booth, est né en 1829, à Nottingham, chef-lieu d'un comté industriel de l'Angleterre. Après quelques années d'école, son père, ruiné, le place comme apprenti chez un prêteur sur gages. Tempérament ardent, sensible, le jeune garçon est révolté par les abominables conditions de vie de ceux qu'il coudoie, et par son impuissance à leur venir en aide. La mort de son père et les cruels embarras d'argent de sa mère ne font qu'augmenter sa détresse. Dès ce moment, il se propose un triple but, qui restera celui de son existence : être en règle avec Dieu, avec lui-même, et consacrer sa vie au bien des autres.

A quinze ans, il se convertit aux idées de Wesley, fondateur du méthodisme. Dès qu'il dispose d'un instant, il va, dans les quartiers les plus miséreux, prêcher la doctrine de repentance et de régénération. A dix-neuf ans, il termine son apprentissage et cherche du travail, mais en vain. Il se rend alors à Londres, où, finalement, un prêteur sur gages le prend comme employé. « Travail, travail, travail, matin, après-midi et soir. » Seuls, les dimanches sont libres. Il en profite pour prêcher. Un membre de la congrégation méthodiste, frappé par ses dons, lui assure une livre sterling par

semaine, pendant trois mois, pour qu'il puisse se consacrer entièrement à la prédication. Les trois mois écoulés, il donne ses derniers dix sous à une pauvresse et s'en remet à Dieu pour lui montrer sa voie. La semaine suivante, on lui propose un poste d'évangélisation dans le Lincolnshire. Il l'accepte. Après dix-huit mois de ministère, ses fidèles lui offrent une maison, un cheval, un cabriolet, et des appointements qui lui permettraient de se marier. Mais, conscient de ses lacunes, il refuse et va étudier la théologie à Londres. Souvent, entre deux thèmes grecs, il va prêcher la bonne nouvelle. Ses examens passés avec succès, il est nommé pasteur assistant et prend part, avec une ardeur contagieuse, à une campagne de réveil dans diverses localités d'Angleterre. En 1855, il épouse Catherine Mumford, chrétienne fervente qui, à l'âge de douze ans déjà, avait lu huit fois la Bible en entier.

Ordonné « ministre » en 1858, il est chargé de la congrégation de Gateshead, dans le nord de l'Angleterre. En quelques semaines, les cent vingt fidèles du dimanche soir deviennent deux mille, et son éloquence est telle que l'on nomme sa chapelle « la fabrique à conversions ». Mais qu'est-ce que cela, quand les désespérés se chiffrent par millions ? Déjà Catherine Booth a commencé son ministère dans les taudis.

Dès lors, et pendant des années, William et Catherine Booth iront de lieu en lieu, là où on les appelle, prêchant le réveil, conviant les âmes au salut, multipliant les conversions. C'est en 1877 que l'Armée du Salut est créée. L'année suivante, l'uniforme est adopté, le premier drapeau présenté, et les grades militaires sont distribués.

Cette organisation strictement militaire a pour effet immédiat de fortifier l'esprit de corps des convertis et de les transformer en militants. Leurs cortèges défilent au son des fanfares, s'arrêtent aux carrefours, prêchent la régénération, pénètrent dans les tripots et les taudis, pour arracher l'ivrogne à son vice, la jeune fille à la perdition, le réprouvé au désespoir. L'opinion publique s'alarme ; des bandes se forment pour attaquer ces fanatiques dont l'enseignement fait la ruine des mauvais lieux. Échauffourées, scandales ; la police intervient mollement. En douze mois, 669 salutistes sont malmenés, 86 jetés en prison ; 56 locaux de l'Armée sont mis à sac. Ces persécutions, loin de l'affaiblir, lui amènent

chaque jour de nouveaux contingents. En 1935, elle compte plus de 32 000 officiers et 115 000 sous-officiers.

Le général William Booth est mort en 1912. De la haute ville, de la Cité et de tous ces bas quartiers de Londres, qu'il avait si passionnément aimés, dont il avait si largement contribué à soulager la misère, une foule compacte monta pour lui rendre les derniers honneurs. Autour de son cercueil, recouvert du drapeau de l'Armée, s'amoncelaient les couronnes envoyées par la reine Alexandra, le roi George V, la reine Mary, l'empereur d'Allemagne, l'ambassadeur des États-Unis, et tant d'autres amis et admirateurs du monde entier. Ainsi se termina la carrière terrestre de celui qu'on avait nommé « le Mendiant aveugle ».

Ses successeurs, à la tête de l'Armée, furent son fils, le général Bramwell Booth, puis le général Higgins. Enfin, le 3 septembre 1934, le haut-conseil élisait générale, sa fille Évangéline Booth.

LA VOCATION

Évangéline Booth est née en 1865, pendant une tempête de neige, la nuit de Noël. Quatrième fille et septième enfant, elle fut, comme ses frères et sœurs, dédiée à la campagne de réveil et de salut entreprise par ses parents. On peut imaginer la vie de cette famille d'évangélistes, austère et tendre, intense, vibrante, toute pénétrée de l'idée d'une mission urgente et supérieure à accomplir. Un vent de croisade et d'aventure y souffle sans cesse. Le père, une vieille caisse à savons qui lui sert d'estrade sous le bras, accompagné de quelques convertis aux visages transfigurés et aux muscles solides, part dans la jungle nocturne des quartiers maudits. Souvent, quand il revient, ses vêtements sont en lambeaux ; mais ses yeux rayonnent, ses yeux ardents qui, un jour, deviendront aveugles ; et, le lendemain, dès l'aube, il repart pour d'autres pêches miraculeuses, vers d'autres victoires.

Un jour, la bonne surprend la petite Évangéline, alors âgée de cinq ans, juchée sur la table de la cuisine, en train de présider une réunion de salut à laquelle elle a convié poupées, balais et coussins de la maison. Le thème du sermon est : *Du courage dans l'adversité.*

Cependant, la mission pénètre toujours plus avant dans les rues sans joie, le nombre des « sauvés » se multiplie. Dans la demeure familiale, c'est un va-et-vient perpétuel, une constante veillée d'armes. Et, par les portes ouvertes aux innombrables détresses, à tous les repentirs, entrent aussi les enseignements éternels de la vie, de la souffrance, de l'amour et de la mort. Pour les protéger de ces rudes réalités, les enfants Booth n'ont d'autre rempart que la foi de leurs parents et la bénédiction divine. Cela devait leur suffire.

Nouvelle nuit de Noël. Évangéline a sept ans. Sa mère vient de raconter l'histoire merveilleuse de la naissance du Christ. Dans son petit lit, l'enfant ne peut dormir. Elle est troublée comme encore jamais elle ne l'a été. Un besoin immense la possède d'aider à la venue du « Royaume de Dieu ». Il faut qu'elle se « convertisse ». Pieds nus, ses boucles auburn ébouriffées, frêle dans sa longue chemise de nuit, elle descend frapper à la porte de ses parents. Et là, devant eux, émus et reconnaissants, elle s'agenouille, confesse ses fautes enfantines, et déclare qu'elle veut consacrer sa vie à Dieu. C'est ainsi que l'Armée du Salut enrôla son plus jeune soldat.

A dix ans, Évangéline prêche de nouveau devant ses poupées et les multiples animaux, — cochons d'Inde, chats ou chiens galeux sauvés du ruisseau. Son texte est : *Dieu est amour* ; et William Booth, qui l'écoute de l'escalier, prend des notes. Au bas de la page, il inscrit : « Éva sera l'orateur. » A quelque temps de là, il l'emmène à une assemblée de « réveil », et, la désignant, annonce à la foule des auditeurs : « Éva va vous raconter comment elle a dédié sa vie à Jésus. » La petite fille se lève, ouvre la bouche, et essaie, mais en vain, de « donner son témoignage ». C'est la seule fois, dit-on, que la future générale est restée court. « A douze ans, je prêchais, debout sur un tambour, et depuis je n'ai jamais cessé », confirmera-t-elle plus tard.

Nous la retrouvons à seize ans, grande, élancée, le teint éclatant, ses boucles d'or rebelles sous la capeline bleue, capitaine dans un des quartiers de l'Est londonien. « Va, et mets en train l'Armée », avait ordonné son père. Or, il y a cinquante-cinq ans, ce district était infesté de fièvre, de puanteurs, d'ivrognerie et de vice. La police, elle-même, hésitait à s'y risquer. Les débuts d'Évangéline y sont plus que difficiles.

La populace lui en veut d'enfreindre les lois de la jungle, d'être belle, propre et enthousiaste, de se présenter à visage découvert et de lui parler de choses qu'elle ne désire pas entendre. Les huées et l'insulte l'accompagnent. Le premier soir où elle prêche dans la grande salle du quartier, — faite pour contenir mille auditeurs, — seuls quatorze curieux viennent la dévisager. Elle ne se laisse pas rebuter. Vêtue en pauvresse, elle se joint aux vendeuses de fleurs qui, chaque jour, montent vers la ville haute, et, tout en partageant leur misère, ouvre pour elles, avec la foi joyeuse qui la caractérise, les portes de la vie sur des perspectives nouvelles.

Garnements et enfants continuent à la houspiller. C'est alors qu'elle a l'idée de coller à la vitre d'une de ses trois chambres l'écriteau suivant : « Ici, on raccommode gratis les jouets abîmés. » Dès le lendemain, les petits commencent à lui apporter leurs trésors : souris agonisantes en mal de liberté, linottes anémiées qui ne savent plus chanter, poupées décapitées ou estropiées, et cent épaves des poubelles ou du ruisseau qui n'ont de jouet que le nom. Aujourd'hui encore, la générale ne se rappelle pas sans émotion la façon dont elle a gagné la confiance d'une famille entière en « guérissant » une vieille chaussette bourrée de son qui représentait le seul joujou d'une petite fille. Bientôt, elle ne suffit plus à la tâche ; son matériel orthopédique est épuisé. Elle va quêter, dans les boutiques et dans les demeures aisées, bouts de chiffon, membres dépareillés, têtes et sciure de bois. Ses « clients » les plus adroits deviennent ses collaborateurs, et aussi ses confidents. Ainsi, par les enfants, elle gagne peu à peu les parents. On commence à l'écouter ; on tolère même qu'elle vienne chanter et prier dans les bouges les plus crapuleux. Une bande de jeunes garçons, parmi les plus redoutables du quartier, s'offre spontanément à lui servir de garde du corps.

Jour après jour, nuit après nuit, elle poursuit son labeur, pénètre dans les taudis immondes, tient tête aux ivrognes, secourt, encourage, soigne. Aussi, lorsqu'elle reçoit l'ordre, — à la façon militaire, — de faire son paquetage et de changer de cantonnement, une députation de la police, des cabaretiers et des vendeurs de journaux vient trouver son père pour lui demander de l'autoriser à retarder son départ.

UN ORATEUR DE HAUTE CLASSE

C'est à cette époque qu'un soir, tandis qu'elle prêche dans la grande salle de Marylebone, un vieillard aux traits nobles vient s'asseoir au dernier rang des auditeurs. A la fin du service, il s'approche d'elle, et, délicatement, lui ferme son col : « Vous devez prendre soin de votre santé, lui dit-il. Vous avez une grande œuvre à accomplir dans ce monde. » Et, le lendemain, John Bright, car c'était le fameux homme d'État, écrit au général Booth : « Il vous faut l'envelopper de ouate et la garder dans une serre. Elle appartient à la tribune publique. »

En effet, Évangéline Booth est un orateur de haute classe. A une élocution impeccable, elle joint non seulement les dons qui font la très grande artiste dramatique, mais une qualité d'émotion, de ferveur, d'enthousiasme, de violence même, que l'on sent constamment renouvelés à la source la plus profonde de son être. Ce qu'elle dit, nous le savons ; mais elle a une façon si personnelle de l'exprimer qu'en l'écoutant, il nous semble l'entendre dire pour la première fois. L'an dernier, je l'ai entendue commenter, devant quatre mille personnes, la parabole des talents. Tous, nous connaissons cet apologue où le serviteur qui a reçu le moins est sévèrement châtié par son maître, parce qu'il n'a pas fait fructifier ce « moins ». Et, comme elle parlait, je m'aperçus que mon voisin de droite, — tonnelier ou boucher, à en juger par son apparence, — sanglotait, le visage enfoui dans son coude. A ma gauche, une vieille pauvresse édentée, les yeux noyés d'extase, souriait avec une expression de mystérieuse béatitude...

A la « période héroïque » de l'Armée du Salut, se rattachent les épisodes de la « guerre du sud ». Certaines localités de la côte méridionale d'Angleterre, très fréquentées par un public choisi, décidèrent d'interdire les cultes et manifestations salutistes, trop bruyants à leur gré. Les « convertis » n'en tinrent pas compte. La police dut intervenir et opéra plusieurs arrestations. En guise de protestation, Évangéline sauta dans le train, et, brandissant son accordéon, parcourut, à la tête d'une escouade de fidèles, les rues principales d'une des villes. « Joie, joie, joie, il y a de la joie dans l'Armée du Salut ! »

chantaient-ils de tout leur cœur. Il s'ensuivit une bagarre au cours de laquelle la jeune fille fut arrêtée et jetée en prison. Indignation. La presse s'empare de l'affaire. Le monde afflue de la capitale pour assister au procès. Les inculpés récitent des prières pendant les interrogatoires, Évangéline se défendra seule. Mais, à temps, un avocat de Londres démontre à la commune trop pressée l'illégalité de son action. Les prisonniers sont relâchés aux alleluias de la foule.

Mais la campagne se poursuit, le long de la côte, en escarmouches parfois brutales : Torkay, Whitechurch, Eastbourne. Les salutistes, galvanisés par la présence de leur jeune capitaine, conquièrent durement la liberté de leur culte et leur droit de cité. C'est également à cette époque qu'un jour, l'indomptable Évangéline, pénétrant jusqu'au bureau du lord-maire, sut être si éloquente que le magistrat finit par s'agenouiller à côté d'elle pour prier.

EN AMÉRIQUE

A peu de temps de là, le général confie à sa fille la direction de la Garnison d'instruction internationale. En effet, les buts que se propose l'Armée sont d'envergure universelle ; déjà des sections se sont formées à l'étranger ; il faut leur préparer des cadres instruits et entraînés. Évangéline occupe ce poste avec compétence pendant plusieurs années, puis, des dissensions s'étant produites aux États-Unis, son père lui télégraphie de se rendre sur-le-champ à New-York. Elle y trouve une situation compliquée et de nombreux malentendus. Pour se rendre à sa première assemblée, elle est obligée d'emprunter l'échelle de secours. Des chahuteurs ont préparé des pommes et des œufs pourris à lui lancer. Mais, intrépide, souriante, tenant d'une main le drapeau étoilé et de l'autre celui de l'Armée, elle attend que le vacarme s'apaise. Ce jour-là, elle a acquis son droit de parole aux États-Unis et, depuis, ne l'a jamais perdu.

1896 : Évangéline vient d'avoir trente ans. Son père la nomme commissaire territorial du Canada. La charge évangélique et les responsabilités administratives du pays entier reposent sur ses épaules. Pendant neuf ans, elle n'épargnera ni sa peine, ni ses forces, dans cette immense contrée où tant

d'aventuriers, de *desperados*, d'anciens forçats viennent tenter fortune ou fuir les tribunaux. Interminables randonnées à cheval, en train, en pirogue ; elle visite chaque poste, en crée de nouveaux. Un jour, au cours d'un culte à Terre-Neuve, elle avise un homme qui, les traits contractés, le regard dur, semble se refuser à tout « salut ». « Donnez-moi la main », lui dit-elle. Mais il retire vivement sa main. « Donnez-moi la main », répète-t-elle. L'homme l'éconduit avec colère. « Vous êtes à Dieu et à nous », reprend-elle. Et elle ajoute avec douceur : « Donnez-moi la main. — Je ne veux pas, répond son interlocuteur. Je ne peux pas vous suivre. » Une fois encore, la commissaire répète : « Donnez-moi la main. » Alors, brusquement, l'homme se lève et se précipite au banc des pénitents. Quelques instants plus tard, il monte sur l'estrade et, les yeux au ciel, s'écrie : « Merci, Jésus, de m'avoir permis de contempler son visage ! »

Au moment du premier massacre des Arméniens, une foule de réfugiés débarque à la Nouvelle-Brunswick. Évangéline Booth se porte à leur rencontre. Elle a si éloquemment plaidé leur cause que, de toutes parts, on lui a envoyé ballots de vêtements, caisses de nourriture, argent, pour secourir les malheureux.

1898 : découverte des mines du Klondyke et la terrible ruée vers l'or. Des milliers de pionniers arrivent du monde entier ; beaucoup ont vendu leurs derniers biens pour payer le voyage. Les conditions de vie sont atroces, et les crimes quasi quotidiens. Franchissant les Montagnes Rocheuses, la commissaire se rend à Dawson City, d'où elle organise des postes de secours et d'évangélisation. Accompagnée d'un petit détachement de police montée, elle va porter son message jusqu'au fond des mines. Une nuit, comme elle rentre de Grand Forks, dans la voiture prêtée par le Gouverneur, un individu de mauvaise mine arrête l'attelage. Du siège, où il est assis à côté du cocher, le gendarme s'apprête à intervenir. Mais une émotion étrange adoucit les traits de l'inconnu. D'un geste timide, il tend à Évangéline un objet minuscule, qu'il la supplie d'accepter en témoignage de gratitude. C'était une pépite d'or.

1904. A la suite de la mort de sa sœur et de la retraite momentanée de son beau-frère, elle reçoit, de son père, le

haut-commandement de l'Armée du Salut aux États-Unis et le titre de commandeur. La charge est écrasante. A cette époque, les États-Unis sont encore une sorte de dépotoir de l'Europe : races, langues, religions, émigrés, indésirables, aventuriers, révolutionnaires, écume et racaille, bouillonnent et fermentent dans les bas-fonds, avant de devenir l'humus fécond d'où jaillit la prospérité américaine. L'apostolat d'Évangéline Booth s'y poursuivra pendant trente ans.

« En ce temps, New-York était très différent d'aujourd'hui, dit-elle. On était moins pressé, moins bousculé, et nous y rencontrions plus d'oisifs, prêts à nous ridiculiser... Que de fois, à Herald Square, j'ai béni le vacarme du chemin de fer aérien qui, pendant un instant, étouffait les rires et les sarcasmes de ceux qui faisaient cercle autour de nous, tandis que nous chantions ou que nous priions... Et pourtant, je voudrais savoir dessiner, afin de pouvoir rendre le changement d'expression que j'ai remarqué sur le visage de certains de nos auditeurs. N'apportions-nous pas, à nombre d'entre eux, le message oublié d'une lointaine et claire enfance ? Je me rappelle aussi l'admiration du grand policeman irlandais quand il vit, pour ainsi dire sous ses yeux, les pires récidivistes de son district endosser l'uniforme de l'Armée et devenir parmi les meilleurs éléments du quartier. »

1906 : désastre de San Francisco ; 10 000 personnes périssent sous les décombres ; 300 000 se trouvent sans abri ni vêtements. Instantanément, Évangéline Booth organise une campagne qui rapporte des sommes considérables, employées à secourir les sinistrés.

Il est impossible d'énumérer ici les initiatives, organisations, fondations, etc., qui marquent le long ministère du commandeur aux États-Unis. Sa magistrale réorganisation des finances de l'Armée mériterait à elle seule un chapitre.

PENDANT LA GRANDE GUERRE

1914 : la Grande Guerre. Les États-Unis sont encore neutres ; mais, là-bas, en Europe, des hommes, des chrétiens, meurent par milliers. Il faut aider à soulager leurs souffrances. L'Armée du Salut expédie des cargaisons de matériel de pansement à Londres, Paris, Berlin.

1917 : les États-Unis décident d'entrer en guerre. Heure très grave. Que vont faire les salutistes ? Évangéline Booth déclare que leur place est au front. C'est là, qu'en qualité d'infirmiers, brancardiers, aumôniers, cuisiniers, cantiniers, ils serviront le mieux leur patrie et leur religion. Il faut donc que l'Armée envoie un contingent en France ! Beaucoup sourient de son idée : elle est irréalisable. Mais rien ne saurait arrêter la commandeur Booth lorsqu'il s'agit de faire le bien. Elle s'adresse au président Wilson, obtient les autorisations indispensables et, le jour où les premières troupes américaines s'embarquent pour l'Europe, un détachement de salutistes, équipés et munis de tout le nécessaire, part avec elles.

En août 1917, l'Armée du Salut américaine a déjà dépensé 4 500 000 francs-or pour installer 383 baraquements et foyers de lecture, 70 cantines, 35 ambulances. Et ce n'est qu'un début. L'œuvre accomplie pendant ces dures années, matériellement aussi bien que spirituellement, est inestimable. Or, c'est Évangéline Booth qui en a été l'inspiratrice et l'animatrice constante. Aussi, personne ne s'est étonné, au lendemain de l'Armistice, de la voir, l'allure martiale dans son uniforme austère, défiler aux côtés des maréchaux et des généraux victorieux. A son retour aux États-Unis, le président Wilson la décore de la *Distinguished Service Medal*, en reconnaissance des services rendus aux troupes, par l'Armée du Salut, pendant la Grande Guerre. A cet hommage, le pays entier se joint, en souscrivant un don de 65 millions de francs-or, destinés aux institutions charitables de l'Armée aux États-Unis.

Comme on le voit, si les tribulations et persécutions n'ont pas été épargnées à Évangéline Booth, elle a aussi connu de grands honneurs. Invitée à la Maison blanche, elle a été également l'hôte de l'empereur du Japon ; l'Université de Massachusetts lui a conféré le titre de docteur *honoris causa* ; elle a reçu la médaille d'or de Fairfax, pour « services éminents rendus à la Patrie » ; le roi de Suède l'a décorée de la médaille d'or de Wasa, pour « services rendus aux populations suédoises des États-Unis », etc.; la reine Mary a brodé de ses mains un vêtement pour une des ventes de l'Armée du Salut, la femme du président Taft, un drapeau, etc.

A LA TÊTE DE L'ARMÉE

3 décembre 1934 : Évangéline Booth est élue générale de l'Armée du Salut. La responsabilité des cinq continents pèse maintenant sur ses épaules. Elle ne s'en tient que plus droite. Sa « déclaration » devant les hauts-commissaires de l'Armée, réunis à Londres, est bien à son image : à la fois humble et fière, énergique et tendre. S'inspirant du passage de l'Évangile selon saint Luc : « Mais que le plus grand parmi vous soit comme le plus petit, et celui qui gouverne comme celui qui sert », elle poursuit : « Ces paroles me forcent, ici, ce matin, à faire un pacte avec vous, afin que vous connaissiez ma pensée en ce qui concerne mon service à votre égard. Par la force de l'amour de Notre Seigneur, je vous servirai en un ministère de sainteté, — joyeux et fervent, — confiant en l'irrésistible pouvoir de l'esprit... Je chercherai à proclamer les anciennes vérités avec une vitalité, avec un élan nouveaux... Je m'efforcerai de prêcher parmi vous la vérité, telle qu'elle est en Jésus-Christ... Je la prêcherai d'un cœur constant qui ne faillira point... Je ne réclamerai pas de privilèges, je ne rechercherai pas d'honneurs, je n'accepterai pas d'avantages, je ne prendrai pour amis que ceux qui voudront m'aider à vous servir... Je ne consacrerai aucun temps, je ne dépenserai aucune énergie, je m'abstiendrai même de toutes prières qui ne serviront pas à vous aider à établir le Royaume de Dieu dans le cœur et dans la vie des hommes... Je veux aussi être parmi vous « comme celui qui sert ». Vous ne me trouverez jamais lasse de vous rendre service... Mais, forte de ma connaissance de la grâce toute-puissante de Notre Seigneur Jésus-Christ, je n'hésite pas non plus à vous promettre qu'à tous égards, je serai pour vous un chef digne de la tâche immense que votre confiance m'a imposée. Vous me trouverez toujours à la brèche, toujours aux premières lignes, là où le combat sera le plus ardent, quelque forme que puisse prendre notre combat... Et maintenant que vous avez entendu mes promesses, qu'en est-il de vous ? Que vais-je vous demander ? Je vous veux tous avec moi. Sans aucune exception. Je vous veux tous près de moi. Rien entre nous. Entièrement avec moi. Sans réserves. De toute votre âme avec moi. Sans

restrictions. Si tous, dans cette pièce, sont mes amis, sauf un, alors, il me manque un ami. Qu'aucun cœur ne soit tourné contre moi... »

Plus de vingt mille personnes s'écrasent dans la salle de Madison Gardens, le jour où la générale prend congé des États-Unis. Le procureur général, délégué par le président Roosevelt, le maire de New-York, l'évêque Manning ainsi que de nombreux membres du clergé, du monde des affaires, banquiers, juristes, et plusieurs généraux, assistent à l'émouvante cérémonie. Et, sur le *Majestic* qui emporte Évangéline Booth vers ses nouvelles fonctions, on voit flotter un drapeau de plus, qui n'est celui d'aucune nation : c'est le drapeau de l'humanité entière, le drapeau de sang et de feu de l'Armée du Salut, sur lequel se détachent les mots : « Le monde pour Dieu ».

Depuis qu'elle est générale, Évangéline Booth n'a pas ralenti le rythme de son activité ; au contraire. Inlassable, elle va de lieu en pays, de pays en continents, stimuler le zèle de ses officiers, inspecter les services de l'Armée, enrôler de nouvelles recrues, encourager, prêcher. Elle a ainsi parcouru plus de cent mille kilomètres, toujours alerte, toujours gaie, compréhensive et secourable. Son humour et son esprit de répartie sont devenus proverbiaux. Je ne citerai qu'un de ses traits, mais qui la peint assez bien. Un jour où, très pressée, elle va prendre le train, un journaliste, qui l'a aperçue, se précipite pour lui demander une interview : « Miss Booth, dit-il tout essoufflé, pourriez-vous me dire comment va le monde ? Est-ce qu'il va mieux ? » Elle le regarde, sourit, et réplique : « Je fais ce que je puis pour le rendre meilleur. Et vous, que faites-vous pour cela ? »

Son endurance et son entrain ne sont pas moins célèbres. Ainsi, lors d'une tournée d'inspection et d'évangélisation en Angleterre, pendant l'été de 1935, il lui est constamment arrivé de présider jusqu'à dix assemblées par jour, de parler à deux reprises pendant une heure et huit fois pendant vingt minutes. Le soir, arrivée à l'étape, plus vive et alerte que jamais, elle taquinait avec gentillesse ses officiers harassés et fourbus, qui avaient peine à tenir les yeux ouverts. Le lendemain, elle était la première levée, et une journée semblable recommençait.

Lorsqu'elle est en Angleterre, la générale habite une petite maison dans la banlieue de Londres. Très matinale, elle se nourrit frugalement et prend, autant qu'elle le peut, de l'exercice en plein air. L'équitation et la nage sont restés ses sports favoris. Vers neuf heures et demie, elle se rend au Quartier général international de Victoria Street. Pendant le trajet, elle dicte son courrier. Sa correspondance privée est volumineuse. L'an dernier, ayant parlé à la radio de Zurich, elle reçut plus de sept cents télégrammes. A deux cents d'entre eux elle a répondu personnellement. Ses journées entières sont consacrées au travail et, le soir, lorsqu'elle ne prêche pas, elle lit, écrit, compose des cantiques, ou joue de la harpe. Jamais elle ne se couche, sans un crayon et une feuille de papier à côté d'elle ; nombre de ses plus belles inspirations sont le fruit de méditations nocturnes.

Au cours de ses derniers voyages, la générale est arrivée à la conclusion que les êtres spirituellement affamés, dans le monde, se chiffrent par millions. Aussi, dès juin 1936, a-t-elle entrepris une nouvelle campagne d'évangélisation mondiale, qu'elle a appelée « le monde pour Dieu ». Et, quittant l'Angleterre en novembre dernier, elle est partie pour une tournée comprenant les Indes, Ceylan, Singapore, les Indes néerlandaises, la Chine, la Corée, le Japon et les États-Unis.

Une existence pareille suffit à son propre commentaire. Du reste, la générale n'a-t-elle pas à ce point identifié sa vie, son idéal, à ceux de l'Armée, que le seul vrai hommage qu'on puisse lui rendre est encore de parler de l'œuvre à laquelle son père, sa famille entière et elle-même ont consacré leur vie.

J'ai visité de nombreuses institutions de l'Armée du Salut, à Paris, en Suisse, à Vienne, à Budapest, et partout, chez tous ses officiers j'ai retrouvé cette simplicité courageuse, cette foi agissante et gaie, qui sont la marque des êtres choisis.

« Elles vont chercher des fleurs dans les poubelles et m'en font des bouquets », me racontait la capitaine d'un refuge, parlant des déshéritées qui logent dans son baraquement.

L'Armée du Salut ne va-t-elle pas, elle aussi, chercher dans les replis sombres de nos cœurs la fleur de bonté qui ne demande qu'à s'épanouir ?

BERTHE VULLIEMIN.

LETTRES DE VOLTAIRE SUR CORNEILLE ET RACINE

VOLTAIRE ET BLIN DE SAINMORE

L'édition des *Œuvres de Voltaire*, par Louis Moland, terminée en 1885, contient près de dix mille quatre cents lettres. Depuis cette date, au moins deux mille lettres nouvelles ont été publiées par divers travailleurs, et ce n'est pas fini. La collection de quinze cents lettres originales de Voltaire, à la formation de laquelle j'ai consacré plus de trente ans de mes loisirs et que j'ai donnée, en décembre 1934, à la Bibliothèque nationale, renferme un bon tiers de lettres inconnues dont je prépare la publication. Pour en donner au public un avant-goût, je me permets de publier dès maintenant les parties essentielles d'une curieuse correspondance de Voltaire avec Blin de Sainmore qu'aucun de mes devanciers ne semble avoir connue et qui dormirait encore enfouie chez les ultimes héritiers du destinataire, si un aimable et désintéressé bibliophile, M. Bodin, ne l'avait remise au jour et ne m'avait permis de placer ce lot sur les mêmes rayons que le reste de mes autographes voltairiens.

Blin de Sainmore est un des « oubliés » du XVIIIe siècle. Sans doute la liste assez longue de ses ouvrages figure-t-elle dans *la France littéraire* de Quérard et au tome XIV du Catalogue des imprimés de la Bibliothèque nationale ; mais ses vers sont si peu lus aujourd'hui que la dernière édition (1931) du précieux *Manuel bibliographique de la littérature française* par Gustave Lanson ne cite de lui que sa tragédie d'*Orphanis*. Le nom de Blin de Sainmore n'est pourtant pas

oublié de tous : ses poèmes ayant eu pour illustrateurs un Gravelot, un Eisen et un Marillier, les bibliophiles français lui ont de tout temps réservé une place parmi les quelques auteurs du XVIIIe siècle qu'ils daignent accueillir dans leurs vitrines, surtout quand les exemplaires des poèmes de Blin de Sainmore sont reliés en maroquin aux armes de Louis XV, de Marie-Antoinette, de la comtesse Du Barry, du duc d'Orléans ou du comte de Vergennes.

Adrien-Michel-Hyacinthe Blin de Sainmore naquit à Paris en 1733 et y mourut pauvre en 1807, bibliothécaire de l'Arsenal, après avoir été, sous l'ancien régime, censeur royal et garde des Archives. Ses vers ne sont pas plus mauvais que ceux de tant d'autres rimeurs faciles, ses contemporains. Notre poète excellait à faire parler les morts et les mortes : ses *Héroïdes* où, à l'instar d'Ovide, il fait écrire à des personnages célèbres des épîtres tendres et précieuses, donnant tour à tour la parole à Biblis et à Sapho, à Gabrielle d'Estrées et à Mlle de La Vallière, et même à Jean Calas. On lui doit aussi une agréable anthologie en cinq volumes, intitulée : *Élite de poésies fugitives.*

Comme à peu près tous ses contemporains, le jeune Blin de Sainmore crut de son devoir, à vingt-trois ans, d'offrir à Voltaire les prémices de sa muse. Comme nous le verrons plus loin, le grand homme lui répondit, et ce furent là les débuts d'une correspondance qui devait durer trente-deux années. Avec un soin jaloux, Blin de Sainmore conserva les moindres billets que Voltaire lui adressa ; mieux encore, il les transcrivit, quelques années après la mort du vieillard de Ferney, dans un cahier qui nous est parvenu avec le dossier des autographes et dans lequel Blin de Sainmore a ajouté, à la plupart des lettres, des annotations précieuses sur les circonstances qui en ont motivé l'envoi et la réception.

Le contenu de ces lettres ne décevra pas, je l'espère, la curiosité du lecteur. Voltaire, dans ces pages nouvelles, nous parle un peu de Blin de Sainmore, un peu plus de lui-même et de sa légendaire mauvaise santé, beaucoup enfin de Corneille et de Racine dont les éditions, presque simultanées (1764 et 1768), forment le principal sujet de cette correspondance.

SEYMOUR DE RICCI.

LETTRES INÉDITES

Le manuscrit de Blin de Sainmore nous a conservé le texte intégral des trente-quatre lettres que Voltaire lui écrivit, plus une trente-cinquième adressée à un « militaire ». Il est à regretter qu'une partie des lettres originales ait disparu : quand le dossier a été retrouvé, récemment, il ne contenait plus en originaux que dix-neuf pièces sur trente-cinq. La dispersion des autographes manquant à l'appel ne date pas d'aujourd'hui. En effet, la trente-deuxième lettre a appartenu, au début de la IIIe République, au célèbre collectionneur P.-A. Dubrunfaut, qui avait accumulé une telle masse d'autographes qu'il fallut plus de vingt ventes, de 1883 à 1890, pour en achever la dispersion. Notons qu'on ne connaissait jusqu'ici que trois lettres de Voltaire à Blin de Sainmore.

ENVOI DE VERS

C'est Blin de Sainmore qui va lui-même nous apprendre dans quelles conditions il entra en relations avec Voltaire. C'était en 1756. « Étant encore fort jeune (il était né en 1733), je me trouvais à Montpellier lorsque, après la conquête de Minorque, le maréchal de Richelieu, qui avait été commandant de Languedoc, passa par cette ville pour s'en retourner à Paris. Une très jolie femme, qui passait pour avoir été très bien avec le maréchal, m'engagea à célébrer le vainqueur de Mahon. Je fis des vers qui coururent dans toute la province. Ce sont les premiers que j'aie faits. Je les adressai à Voltaire, qui me répondit par la lettre qu'on vient de lire. » Et voici, d'après la copie de Blin de Sainmore, le texte de la lettre en question :

Aux Délices, 10 septembre 1756.

Les vers que vous avez bien voulu m'envoyer, monsieur, m'ont paru les plus agréables de tous ceux qu'on a faits pour M. le maréchal de Richelieu ; mon attachement pour lui et le plaisir que vous m'avez fait, exigeaient un plus prompt remerciement ; l'état déplorable de ma santé ne m'a pas permis de vous marquer plus tôt, monsieur, avec quelle estime j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Voltaire, gentilhomme ordinaire du Roi.

Le poème de Blin de Sainmore dont il est ici question est celui qui, intitulé *la Mort de l'amiral Byng*, commence par ces vers :

Je chante cet Anglais, fidèle à sa patrie,
Qui, victime du sort, du peuple et de l'envie,
Fut jugé criminel et mourut innocent...

EN L'HONNEUR DE GABRIELLE D'ESTRÉES

En tête de la première édition de son *Héroïde* de Gabrielle d'Estrées à Henri IV, Blin de Sainmore plaça une *Épître à Voltaire*, rimée avec adresse et même avec esprit, mais trop longue pour être réimprimée ici en entier. Citons-en cependant le début et la fin, d'après le manuscrit autographe :

O toi dont le brillant génie,
Près de Corneille et de Milton,
Tient le sceptre de l'harmonie
Et vole aux cieux avec Newton ;
Toi, qu'Apollon toujours caresse,
Toi, qui chantas si bien le Roi
Dont j'osai peindre la maîtresse,
Divin Voltaire, inspire-moi !

. . . .

Je sens le prix de mes travaux,
Mais, Voltaire, juge ma cause,
Peut-on sentir ce que tu vaux
Et ne pas valoir quelque chose ?

A cette épître si aimablement flatteuse, Voltaire ne pouvait manquer d'adresser une aimable réponse ; c'est par le manuscrit de Blin de Sainmore que nous en connaissons le libellé.

Au Château de Ferney, 22 septembre 1761.

C'est à Henri IV, monsieur, et à Gabrielle d'Estrées à vous remercier de leur charmante héroïde. Pour moi, monsieur, je suis si enchanté de votre jolie épître, que je ne sais comment vous en remercier. La prose n'est pas digne de répondre à vos vers ; je n'ose me servir avec vous du langage de la poésie. Je suis si occupé de Pierre Corneille qu'il n'y a pas moyen de faire des vers quand on lit les siens. Je me borne actuellement

à commenter ce grand homme et à estimer bien véritablement ceux qui, comme vous, font un usage si heureux de leurs talents.

Voltaire cependant ne résista pas longtemps à la démangeaison de rimer. Sa réponse en vers à Blin de Sainmore, dont l'original, écrit de la main du fidèle Wagnière, fait partie du dossier récemment entré à la Bibliothèque nationale, est datée du 15 décembre 1761; elle fut pourtant rédigée un peu plus tôt, à en croire la note suivante du manuscrit de Blin de Sainmore : « Quelque temps après avoir reçu la réponse ci-dessus (à savoir la lettre du 22 septembre 1761), je fus très étonné de voir courir dans les sociétés l'autre réponse en vers qu'on va lire et dont l'original ne m'est parvenu que longtemps après sa date. »

Au Château de Ferney, pays de Gex, par Genève, 15 décembre 1761.

Mon amour-propre est vivement flatté
De votre écrit. Mon goût l'est davantage.
On n'a jamais par un plus doux langage,
Avec plus d'art blessé la vérité.

Pour Gabrielle en son apoplexie,
D'aucuns diront qu'elle parle longtemps.
Mais ses discours sont si vrais, si touchants,
Elle aime tant qu'on la croirait guérie.

Tout lecteur sage avec plaisir verra
Qu'en expirant, la belle Gabrielle
Ne pense point que Dieu la damnera
Pour trop aimer un amant digne d'elle.

Avoir du goût pour le Roy très chrétien
C'est œuvre pie : on n'y peut rien reprendre.
Le paradis est fait pour un cœur tendre,
Et les damnés sont ceux qui n'aiment rien.

Le léger reproche exprimé par Voltaire au poète sur la longueur des paroles prêtées à Gabrielle semble avoir inquiété Blin de Sainmore. « La remarque de Voltaire, note-t-il dans son manuscrit, n'est pas juste. Gabrielle n'est supposée écrire qu'après et non pas pen-

dant une attaque d'apoplexie. Les premiers vers de l'Héroïde le désignent assez clairement. »

En 1762 parut un *Éloge de Crébillon*, qui venait de mourir. Ce prétendu éloge n'était qu'une satire de la personne et des ouvrages du poète tragique ; on l'attribua à Voltaire. A ce propos, Blin de Sainmore écrivit à Voltaire une longue lettre mêlée de vers, où il témoignait de son admiration pour celui-ci.

Quelques semaines plus tard, Blin de Sainmore recevait de Voltaire la lettre qu'on va lire. « A cette lettre, dit Blin de Sainmore, était joint un exemplaire des *Éclaircissemens historiques*, etc., qui servaient de réponse au livre intitulé : *les Erreurs de M. de Voltaire.* »

Au Château de Ferney, par Genève, 28 février 1763.

Je vois bien, monsieur, que les gens de lettres de Paris sont peu au fait des rubriques de la poste. Je reçus avant-hier deux lettres de vous, l'une du 6 décembre et l'autre du 6 février. Je réponds à l'une et à l'autre.

Je vous dirai d'abord que vos vers sont fort jolis et qu'il n'appartient pas à un malade comme moi d'y répondre. Vous me direz que j'ai répondu au prétendu abbé Culture : c'est précisément ce qui me glace l'imagination. Rien n'est si triste que de discuter des points d'histoire. Il faut relire cent fatras. Je crois que c'est cette belle occupation qui m'a rendu aveugle. Il a fallu réfuter ce polisson de théologien. Il faut toujours défendre la vérité et ne jamais défendre son goût.

Je ne connais ni l'examen de Crébillon ni la platitude périodique dont vous me parlez. A l'égard des tragédies, je suis très fâché d'en avoir fait. Racine devrait décourager tout le monde. Je ne connais que lui de parfait, et quand je lis ses pièces, je jette au feu les miennes. L'obligation où je suis de commenter Corneille ne sert qu'à me faire admirer Racine davantage.

Vous m'étonnez beaucoup d'aimer l'article *femme* dans l'Encyclopédie ; cet article n'est fait que pour déshonorer un ouvrage sérieux. Il est écrit dans le goût d'un petit maître de la rue Saint-Honoré. Il est impertinent d'être petit maître ; mais il l'est encore plus de l'être mal à propos.

Vous me dites, monsieur, dans votre lettre du 6 décembre, que le Roi m'a donné une pension de six mille livres. C'est un honneur qu'il ne m'a point fait et que je ne mérite pas. Il m'a conservé ma charge de gentilhomme ordinaire de sa chambre,

quoiqu'il m'eût permis de la vendre, et y a ajouté une pension de deux mille livres. Cela est bien honnête et je serais trop condamnable si j'en souhaitais davantage.

L'état où je suis ne me permet pas de longues lettres ; mais les sentiments que j'ai pour vous n'y perdent rien.

L'ÉDITION DE CORNEILLE

En 1764, Voltaire vit sortir des presses des frères Cramer, à Genève, ce beau *Corneille* en douze volumes auquel il avait consacré tant de veilles et dont les illustrations par Gravelot doublent le prix aux yeux des bibliophiles modernes. Voltaire en fit envoyer des exemplaires à quelques amis favorisés. « Il y a, écrit-il le 13 juin 1762 à son ami parisien Damilaville, un M Blin de Sainmore qui a fait de jolis vers ; il lui faut un *Corneille*. Je voudrais bien que frère Thieriot me fît l'amitié de le voir et de lui donner de ma part un exemplaire. Frère Thieriot pourrait bien l'engager à donner un supplément des fautes que je n'ai pas remarquées, et à faire en général quelques bonnes réflexions sur l'art dramatique : ce M Blin de Sainmore en est très capable. »

« L'exemplaire, écrit ce dernier, de la nouvelle édition était déjà parvenu à celui auquel on le destinait, lorsqu'il reçut cette lettre. » Et voici, d'après le même manuscrit, le texte de la lettre de Voltaire

Aux Délices. 22 juin 1764.

J'avais déjà pris mes mesures, monsieur, pour que vous eussiez un *Corneille* ; personne n'en mérite mieux que vous, puisque personne n'en juge si bien. Je ne suis pas étonné que vous préfériez Racine ; quiconque a du goût ne fera jamais la moindre comparaison entre ces deux hommes. Des diamants bruts, remplis de taches, n'approchent pas des brillants de la première eau. J'ai été épouvanté, quand il m'a fallu commenter Corneille, du nombre prodigieux de fautes contre la langue, contre le goût, contre les bienséances de toute espèce, et, qui pis est, contre l'intérêt. Je n'ai pas relevé le quart de ces défauts ; le texte aurait été étouffé sous les notes. Les vrais connaisseurs me reprochent de n'en avoir pas dit assez et les fanatiques de Corneille, dont la plupart ne l'ont pas lu, me font un crime d'en avoir trop dit. Je crois que personne ne serait plus capable que vous de suppléer aux

remarques que j'ai omises. Vous feriez voir que Corneille est presque toujours hors de la nature. César se serait mis à rire si Cornélie était venue lui faire des menaces et le traiter comme un petit garçon. Je ne connais guère que Rodrigue et Chimène qui soient des caractères vrais, et ce qui est étrange, c'est qu'il a fallu les prendre chez les Espagnols ; presque tout le reste est boursouflé, ou bourgeois, ou raisonneur, et j'avouerai hautement que je fais plus de cas du seul rôle d'Acomat que de tous les héros de Corneille. Je dis la vérité avec hardiesse. Il me paraît honteux et puéril de la cacher.

Je suis enchanté que vous soyez attaché à M. le cardinal de Bernis ; c'est un homme de merite et fait pour sentir le vôtre ; il serait à souhaiter qu'il se mît à la tête des lettres. C'est bien dommage qu'il soit cardinal et archevêque. Je ne saurais trop vous dire, monsieur, combien je vous estime. Ma mauvaise santé m'empêche de vous le dire aussi souvent que je le voudrais.

Par une lettre à Damilaville, en date du 9 août 1764, nous savions que Voltaire avait écrit ce jour-là à Blin de Sainmore une lettre dont Moland constate la disparition. «Mon cher frère, écrit Voltaire, vous fatiguerai-je encore du dépôt de mes lettres que vous avez la bonté de faire parvenir à leur destination? En voici une que je vous supplie de faire tenir à M. Blin de Sainmore, à qui vous avez donné un *Corneille*. Il a fait une petite brochure contre les préjuges de la littérature, qui me paraît assez bien, quoiqu'elle ne soit pas assez approfondie. Vous savez qu'il faut encourager tous les ennemis des préjugés. »

Voici retrouvée, grâce au manuscrit de Blin de Sainmore, la lettre à laquelle Voltaire vient de faire allusion.

9 auguste 1764, à Ferney.

Vous avez montré, monsieur, autant de courage que de raison et de goût. Ce qui est assez singulier, c'est que de tous les gens de lettres qui m'ont écrit sur l'edition de Corneille il n'y en a pas un seul qui ne pense comme vous et pas un seul qui ose imprimer ce qu'il pense. Jugez si dans des matières plus importantes les hommes ne trahissent pas la vérité tous les jours. Nous sommes inondés de livres en France ; je n'en connais pas deux dont les auteurs aient parlé avec une sincérité entière. Quand une fois un préjugé est établi, il est res-

pecté en public de ceux qui s'en moquent en secret. J'avoue qu'il n'appartient pas à tout le monde de déchirer le bandeau de l'erreur et de l'ignorance ; mais vous avez commencé d'une main si ferme et d'une manière si raisonnable que vous êtes digne d'achever seul l'ouvrage.

Je n'ai peut-être pas remarqué le quart des fautes dont les meilleures pièces de Corneille fourmillent ; le texte aurait disparu sous les remarques. J'ouvre, par exemple, le troisième acte de *Cinna* :

Vous êtes son rival. — Oui, j'aime sa maîtresse
Et l'ai caché toujours avec assez d'adresse...
En ces occasions, ennuyé de supplices...
Nous disputons en vain et ce n'est que folie...
Ce n'est pas le moyen de plaire à ses beaux yeux...
Pour moi j'estime mieux qu'Auguste me la donne,
Je veux gagner son cœur et non pas sa personne...
Je ne fais point d'état de sa possession...
J'espère toutefois qu'à force d'y rêver...

Tous ces vers sont de la première scène de cet acte. Ils sont tous ou bas, ou comiques, ou mal écrits : on ferait après mes remarques une moisson beaucoup plus abondante que la mienne, et si les hommes étaient justes, ils ne m'accuseraient que de trop de retenue.

Vous pourriez aisément faire un petit volume sur ce canevas. Comptez que la raison triomphe à la fin de toutes les chicanes, quand elle est exposée avec candeur.

J'ai beaucoup d'envie de lire votre *Héroïde de Calas* (1) ; le sujet est bien intéressant, et je ne doute pas qu'il ne le devienne encore davantage sous votre plume.

Continuez, monsieur, à aimer les lettres et la vérité. Ce sont les deux objets les plus dignes d'un être pensant. Comptez, monsieur, sur l'estime bien véritable que j'ai pour vous ; j'y ajoute aujourd'hui la reconnaissance ; c'est avec ce sentiment que j'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Un mois plus tard, Voltaire écrit de nouveau à son correspondant :

(1) L'*Héroïde de Calas* auquel Voltaire vient de faire allusion n'a vu le jour qu'en 1765.

7 septembre 1764.

Vous voilà, monsieur, engagé dans une grande guerre dont assurément vous vous tirerez avec honneur. Vos deux aides de camp sont la raison et le goût, et j'ose dire que vous combattez contre des ennemis qui n'ont pas tout à fait le même avantage.

Y a-t-il rien de plus déraisonnable et de plus injuste que de reprocher d'avoir écrit pour dégrader Corneille à un homme qui ne s'est réduit au métier pénible et désagréable de commentateur que pour faire du bien à la famille de ce même Corneille, qui a marié sa petite-nièce et qui entretient chez lui sa famille ? Il me semble qu'il y a bien peu de générosité à insulter le seul des commentateurs qui en ait usé ainsi envers la famille de son auteur.

Il n'y a pas moins d'injustice à prétendre qu'on n'a écrit que pour décrier Corneille. Il suffit de lire la remarque qui se trouve dans l'examen de *Cinna*, page 318. La peine que le commentateur s'est donnée de traduire le *César* de Shakespeare et l'*Héraclius* de Calderon fait bien voir qu'il élève Corneille, non seulement au-dessus des Français ses contemporains, mais au-dessus des auteurs de toutes les nations.

L'attention même du commentateur de ne pas relever la moitié des fautes de Corneille prouve assez que, s'il a péché, c'est plutôt par excès d'indulgence que par trop de critique. Vous avez vu, monsieur, ces vers de *Cinna* qui ont été épargnés et qui ne méritent pas de l'être. Il n'y a point de tragédie de Corneille et dans ces tragédies point de scènes sur lesquelles vous ne puissiez faire la même réflexion. Il vous sera bien facile de citer au moins une centaine de vers, et ce morceau de critique sage et vrai sera fort utile ; car enfin il s'agit de perfectionner l'art et non de prendre parti pour un homme qui n'est plus et à qui on ne doit que la vérité.

A l'égard du goût, il est très vrai qu'on doit mettre Racine au premier rang des auteurs. Personne ne peut lui contester cette place. Mais sait-on bien en quoi consiste ce goût ? Se tromperait-on assez pour croire que le goût puisse subsister sans génie ? N'est-ce pas ce goût qui produit des caractères vrais et intéressants, des Acomats et des Burrhus ? N'est-ce pas en inventant toutes les nuances de ces beaux caractères

que Racine a montré un génie perfectionné, et avec quel art, avec quelle éloquence sont-ils rendus !

Oui, sans doute, l'auteur des commentaires a été forcé d'opposer souvent Racine à Corneille, pour montrer combien il faut écrire avec naturel et avec grâce, comment il faut orner sa pensée par l'expression. Il a cherché non seulement des exemples dans Racine, mais encore dans Quinault. L'auteur des commentaires a rendu un service éternel aux belles lettres par ces comparaisons fréquentes, qui sont la plus sûre manière de former le goût. Tantôt il fait voir comment Racine a mis dans la bouche d'Esther les mêmes choses que Sévère dit dans son monologue :

Ils font des vœux pour nous qui les persécutons.

Tantôt il montre pourquoi Corneille a dû resserrer cette pensée en un vers et pourquoi Racine a dû l'étaler en quatre. Il rapporte dans ses remarques sur *Cinna* la délibération d'Auguste qu'on trouve dans Dion Cassius et il nous a seul appris à quel point Corneille est supérieur à l'auteur grec dans ce morceau de politique.

Enfin, pour peu qu'on ait de justice, on voit que le commentateur cherche à faire toujours l'éloge de Corneille. Mais, de bonne foi, pouvait-il louer ses défauts ? Pouvait-il ne pas convenir que *Théodore*, *Pertharite*, *Don Sanche*, *Attila*, *Pulchérie*, *Tite et Bérénice*, *Suréna*, *Othon et Agésilas* n'étaient pas dignes de *Cinna* ? Pouvait-il applaudir à des pensées outrées, à des raisonnements captieux et alambiqués, à des intrigues froides, à des amours insipides, aux solécismes innombrables dont toutes les dernières pièces de Corneille fourmillent ; et dans quel temps écrivait-il si mal ? C'était lorsque Pascal avait fixé la langue et que Racine l'embellissait.

Cependant, le commentateur appelle toujours Corneille le père du théâtre. Et en cela il va peut-être trop loin, car Mairet est le premier qui ait fait une pièce régulière et qui ait observé les trois unités. Sa *Sophonisbe*, au bout de trente ans, l'emporte encore sur celle de Corneille ; Mairet avait le premier saisi le véritable esprit de la tragédie, qui est la crainte et la pitié. Sa *Sophonisbe*, malgré ses énormes défauts, inspira ces deux sentiments, et Corneille, dans la sienne, ne fit que raisonner.

Le reproche d'avoir imprimé les morceaux de Corneille imités du latin ou traduits de l'espagnol est encore très injuste, puisqu'on s'est conformé en cela à Corneille lui-même qui fit imprimer tous les textes imités dans une petite édition de 1644 qui est très curieuse et aujourd'hui très rare (1).

Il faut que l'auteur de la lettre contre les commentaires ait senti combien sa cause était mauvaise, puisque pour la défendre il a recours au goût des Hollandais. Il croit, sur la foi de La Grange Chancel, que l'on joue souvent les pièces de Corneille en langue hollandaise ; c'est en quoi il se trompe beaucoup et on peut l'assurer qu'on n'en joue pas une seule à Londres. On sait assez quelles sont nos pièces dramatiques qui sont représentées à Londres avec le plus de succès.

Je voudrais bien savoir surtout à quoi bon citer Crébillon dans cette querelle ? Que fait-il là ? S'agit-il de lui ? L'auteur des commentaires en a-t-il parlé ? Il y a de beaux endroits dans son *Rhadamiste* et même dans sa très mauvaise *Électre*, sottement amoureuse du sot Itis ; mais Crébillon parle-t-il français ? L'auteur barbare de *Catilina*, de *Xerxès*, de *Pyrrhus*, de *Sémiramis*, du *Triumvirat* sera-t-il jamais cité par les honnêtes gens ?

Enfin, monsieur, vous avez devant vous une immense carrière dans laquelle vous pouvez terrasser votre ennemi à chaque pas. Combattez, vous avez des armes d'une très bonne trempe.

Vous pouvez, monsieur, faire un ouvrage très instructif. Ce n'est pas moi qu'il faut obliger, c'est le public, quoique je sois plus reconnaissant qu'il ne l'est d'ordinaire. Je ne parle pas des injustices et des mensonges de la lettre. L'auteur ose avancer que tout le public a été indigné de voir Corneille critiqué. Cependant, tous les journaux, excepté les malsemaines de Maître Aliboron dit Fréron, ont trouvé les critiques aussi justes que les éloges et le commentaire très impartial. Il n'y a point d'homme de lettres qui ne m'ait écrit que je n'avais pas été assez sévère. Votre antagoniste parle de mon adresse. Je suis assurément l'homme du monde le moins adroit. Personne peut-être n'a dit plus hardiment la vérité. Enfin, je crois

(1) N'est-il pas piquant de voir Voltaire, dès 1764, s'intéresser aussi directement à la première édition collective de Corneille, si chère aux bibliophiles d'aujourd'hui, et en noter, dès cette date, la rareté ?

me connaître en poésie tout aussi bien que ce prétendu doyen d'une Académie de province. Vous me feriez un vrai plaisir de m'apprendre le nom de cet écrivain qui dans sa brochure a parlé beaucoup pour ne rien dire du tout.

Soyez sûr, monsieur, de mon attachement et de ma reconnaissance.

Trois semaines plus tard, Voltaire revenait à la charge dans une nouvelle lettre à Blin de Sainmore, que celui-ci nous a également transcrite dans son manuscrit :

24 septembre 1764, à Ferney.

Vous faites très bien, monsieur, de ne pas répondre directement à la plate critique de votre ouvrage ; elle n'en vaut pas la peine ; mais elle peut fournir l'occasion de faire d'excellentes dissertations qui seront très utiles au théâtre de France, et dans lesquelles vous suppléerez à tout ce que je n'ai pas dit. Vous réussirez d'autant plus que, n'ayant jamais fait de tragédies, vous serez moins suspect de partialité. Il ne s'agit pas de renouveler ces comparaisons vagues et inutiles de Racine et de Corneille, mais d'établir des règles certaines et inviolables et de faire voir par des exemples à quel point Corneille a transgressé toutes ces règles, et avec quel art enchanteur Racine les a observées.

Pureté de style. — Vous ferez voir combien le style de Corneille est barbare.

Pensées. — Vraies, sans enflure. Vous en trouverez mille exemples que la nature désavoue.

Convenances. — Il n'y en a presque jamais. Phocas se laisse accabler d'injures par une fille qui demeure chez lui et par une vieille gouvernante, etc.

Amour. — Jamais l'amour passion n'est traité dans Corneille ; c'est presque toujours un amour insipide et bourgeois, excepté dans *le Cid*, et dans les seuls endroits du *Cid* qu'il a imités de l'espagnol.

Intérêt. — C'est ce que Corneille a le plus négligé dans presque toutes ses pièces. Son principal mérite consiste dans quelques dialogues forts et vigoureux, dans quelques scènes de raisonnement qui ne sont pas la véritable tragédie. Il a bien rarement suivi ce grand précepte de Boileau :

Inventez des ressorts qui puissent m'attacher

En un mot, monsieur, vous pouvez, en vous attachant à cette méthode et en citant des exemples dans tous les genres, faire un ouvrage extrêmement utile et agréable qui vous fera beaucoup d'honneur. Je vous y exhorte avec instance.

Ce que vous m'apprenez d'une dame qui se déclare contre Racine m'étonne beaucoup. Il me semble que c'était surtout aux dames à prendre son parti. Je ne suis point du tout à portée de faire valoir un ouvrage périodique à Genève où je ne vais jamais. Je passe ma vie à la campagne assez loin de cette ville ; mes maladies ne me permettent pas de sortir de chez moi. Je perds les yeux et je désire surtout de conserver la vue pour lire l'ouvrage que j'attends de vous. Permettez que je supprime ici toutes les cérémonies qui ne conviennent ni à l'estime ni à l'attachement que vous m'avez inspirés.

Au début d'octobre 1764, nouvelle lettre qui, cette fois, était dictée à Wagnière.

2 novembre 1764, Aux Délices, près de Genève (1).

Les choses que j'ai vues de vous, monsieur, me persuadent toujours que vous pouvez faire une très bonne poétique théâtrale. Vous ne tomberiez pas dans le défaut de La Mothe qui, dans ses remarques ingénieuses et bien écrites, n'a fait autre chose que de chercher à justifier fort mal ses très mauvaises pièces. Vous pourriez faire voir en passant combien j'ai été indulgent à l'égard de Corneille, et vous pourriez dire de l'admirable Racine tout ce que je n'en ai point dit. Votre ouvrage serait utile et agréable. La sagesse avec laquelle vous l'écririez serait le passeport de la vérité auprès des esprits les plus prévenus. Un tel écrit fait avec soin pourrait vous ouvrir les portes de l'Académie.

Je suis très fâché d'apprendre que vous avez été malade. Pour moi, je redeviens aveugle dès que les Alpes et le Mont Jura sont couverts de neige. Je pourrai bien ne vous pas lire, mais je me ferai lire avec un très grand plaisir tout ce qui viendra de vous ; j'aurai toujours pour vous, monsieur, les sentiments de l'estime la plus parfaite.

Souffrez qu'un pauvre aveugle supprime les cérémonies.

(1) L'original est à la Bibliothèque nationale.

L'ÉDITION DE RACINE

Dans les lettres qu'on va maintenant lire, il ne sera plus question de Corneille, mais de Racine. Le succès éclatant obtenu en 1764 par l'édition de *Corneille*, commentée par Voltaire et illustrée par Gravelot, donna l'idée à un homme de lettres parisien, qui semble avoir été surtout un spéculateur de librairie, Luneau de Boisjermain, originaire d'Issoudun, où il naquit en 1732, de publier, dans le même format et avec des illustrations du même artiste, une édition parallèle de Racine. Il s'entendit très vite à ce sujet avec Blin de Sainmore. Peu désireux de laisser aux libraires tout le bénéfice pécuniaire de l'édition projetée, il résolut, comme l'avait fait Voltaire pour son *Corneille*, de publier par souscription le nouveau *Racine*.

Il suffit de lire dans *la France littéraire* de Quérard la page consacrée à ce commerçant des lettres pour se rendre compte que Luneau de Boisjermain savait fort bien exploiter à son profit le talent des littérateurs à son service : leur nom même figure assez rarement au titre de ses publications. Ainsi que le prouvent les lettres publiées ci-après, il semble bien que pour l'édition de Racine Luneau de Boisjermain ait largement profité des travaux de Blin de Sainmore. Il commença d'ailleurs par employer celui-ci à lui trouver des souscripteurs dont un des premiers, comme on va le voir, fut Voltaire.

8 février 1765. A Ferney (1).

Oui, sans doute, monsieur, je souscrirai, et surtout si c'est vous qui faites les commentaires. M. Racine le fils a déjà fait des remarques sur les ouvrages de son illustre père ; mais étant juge sans intérêt, vous serez plus éclairé, et moins suspect de partialité. Je souhaite pour l'honneur des lettres que, quand le public sera un peu rassasié de l'opéra-comique, il vienne quelque génie qui mette dans la tragédie toute l'action et tous les grands mouvements de terreur qui manquent un peu à notre théâtre. Mais Racine et Corneille ont de si grandes beautés qu'on doit leur pardonner de ne les avoir pas eues toutes. Je ne sais même si la langue française est susceptible d'une perfection supérieure à celle que Racine lui a donnée.

(1) Cette lettre fut dictée à Wagnière. Original à la Bibliothèque nationale.

Je regarde ses ouvrages comme ce que nous avons de meilleur.

25 février 1765. A Ferney (1).

Je souscris avec bien moins de plaisir, monsieur, si ce n'est pas vous qui vous chargez des commentaires sur Racine. Vous pouvez envoyer chercher, chez M. Damilaville, l'argent qu'il faut pour souscrire. Il a la bonté de vouloir bien me rendre ce petit service, et il recevra la quittance. L'intérêt que vous prenez à cette édition me fait présumer qu'il y aura au moins quelque chose de votre façon, mais je doute que le public, ne sachant pas de qui seront les remarques, favorise beaucoup cette entreprise à laquelle je souhaite beaucoup de succès.

Cependant, Blin de Sainmore venait de publier chez Jorry son poème annoncé depuis quelques mois : *Jean Calas à sa femme et à ses enfants, héroïde...*, et il s'empressa d'en envoyer un exemplaire à Voltaire. Celui-ci lui en accusa réception par la lettre suivante (2) :

Vous avez servi, monsieur, la famille des Calas en vers, comme M. de Beaumont en prose, c'est-à-dire avec bien de l'éloquence. J'ai en particulier des remerciements à vous faire. Si vous avez lu la lettre que j'ai écrite à M. Damilaville, vous verrez combien il est nécessaire que l'humanité combatte le fanatisme. La voix de ce monstre se fait encore entendre. C'est à ceux qui pensent comme vous à l'étouffer. Comptez que je vous suis attaché avec autant d'estime que de reconnaissance.

On s'apprêtait alors à remettre au théâtre l'*Adélaïde Du Guesclin* de Voltaire, qui avait mal réussi lors des premières représentations de 1734, mais qui connut un succès éclatant quand Lekain la remit au théâtre, le 9 septembre 1765.

La lettre de Voltaire que l'on va lire était, à en croire Blin de Sainmore, une « réponse à une lettre sur le succès d'*Adélaïde Du Guesclin* (et) sur une nouvelle édition de l'*Héroïde de Biblis à Caunus, son frère* ». Les souvenirs de Blin de Sainmore doivent le tromper : c'est le 16 septembre seulement que Voltaire, dans ses lettres, fait allusion au succès d'*Adélaïde Du Guesclin*. Dans la lettre du 10 juillet, il n'y est naturellement fait aucune allusion.

(1) et (2) Originaux à la Bibliothèque nationale.

Genève, 10e juillet 1765 (1).

Vous pardonnez sans doute, monsieur, à un vieillard malade les délais que son triste état le force de mettre à ses réponses. J'ai lu avec un extrême plaisir l'héroïde que vous avez bien voulu m'envoyer. Vous me demandez des avis ; ils sont assez inutiles quand l'ouvrage est imprimé, et d'ailleurs vous n'en avez pas besoin. Les avis sont toujours des objets de dissertation qui exigent plutôt des entretiens que des lettres. Vous ne me parlez point de l'édition de Racine ; je souhaite que ceux qui se sont chargés de cet ouvrage aient autant de goût que vous. Pardonnez à mon triste état, si ma lettre n'est pas plus longue.

J'ai l'honneur d'être avec toute l'estime que je vous dois, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

La lettre suivante, selon le manuscrit de Blin de Sainmore, fut écrite en « réponse à une lettre sur le succès d'*Adélaïde Du Guesclin* ». Cette affirmation est plus vraisemblable que celle que nous avons citée à propos de la lettre du 10 juillet 1765 (2).

Vous devez être accoutumé, monsieur, aux délais que ma mauvaise santé me force de mettre dans mes réponses. L'embarras où me jettent des maçons qui ont bouleversé toute ma maison augmente encore mes souffrances.

Je n'ai pu retrouver votre adresse. Je hasarde cette lettre pour vous remercier de l'intérêt que vous prenez à un petit succès auquel je n'en prends guère. Je ne connais de vers dignes de votre admiration que ceux de Racine. J'attends avec impatience l'édition que vous nous promettez de ce véritablement grand homme, d'autant plus grand qu'il était sage et correct, et qu'il ne courait ni après l'esprit, ni après les déclamations ampoulées.

Quand vous me ferez l'honneur de m'écrire, je vous supplie de me donner votre adresse.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur, de tout mon cœur.

Au début de l'année 1766, Blin de Sainmore publiait chez Jorry une deuxième édition de sa *Lettre de Gabrielle d'Etrées* (sic) *à Henri IV*,

(1) L'original de cette lettre, dictée à Wagnière, est à la Bibliothèque nationale.
(2) Cette lettre fut dictée à Wagnière L'original est à la Bibliothèque nationale.

précédée d'une épître à M. de Voltaire et de sa réponse. L'ayant envoyée à Voltaire, il reçut de lui la lettre suivante dont le manuscrit de Blin de Sainmore nous a conservé le texte.

Au château de Ferney, 7 mars 1766.

Le chantre de Henri IV remercie bien tendrement le chantre de Gabrielle.

Nos noms unis perceront l'onde noire. Je vous répète, monsieur, qu'assurément la belle Gabrielle n'était pas en apoplexie quand elle écrivit sa lettre. Vous me flattez d'un recueil complet de vos agréables ouvrages, ils seront le remède de toutes les maladies en *ie* dont je suis persécuté. Tâchez que je ne meure point avant d'avoir l'édition de Racine qui me semble tarder beaucoup. Vos vers me font souvenir des siens. J'attends vos héroïdes et ses tragédies avec bien de l'impatience.

Comptez, monsieur, sur le véritable attachement avec lequel je serai toute ma vie, V. T. H. O. S.

En 1765, un médiocre gazetier, nommé J.-B.-R. Robinet, publia à Amsterdam, mais avec la fausse indication « Genève », un recueil de *Lettres secrètes de M. de Voltaire* qui fit scandale ; il y joignit, l'année suivante, un deuxième volume : *Lettres de M. de Voltaire à ses amis du Parnasse.* La plupart de ces lettres étaient authentiques ; mais le compilateur, à en croire Voltaire et ses amis, y avait ajouté de son cru un certain nombre de passages venimeux, destinés à piquer et la curiosité et l'indignation du public.

Comme Robinet avait introduit dans son deuxième recueil des vers adressés par Voltaire à Blin de Sainmore, Voltaire se demanda un instant si ce dernier n'avait pas contribué à la scandaleuse publication ; mais Voltaire reconnut très vite que celui-ci en était incapable.

Entre temps, il avait adressé à Blin de Sainmore une lettre datée du 9 septembre et entre les lignes de laquelle celui-ci n'eut aucune peine à démêler d'injurieux soupçons à son endroit.

A Ferney, 9 septembre 1766 (1).

Vous m'avez écrit quelquefois, monsieur, et je vous ai répondu autant que ma santé et la faiblesse de mes yeux

(1) L'original a figuré en 1884 à la vente Dubrunfaut.

ont pu me le permettre. Je me souviens que je vous envoyai en 1762 des vers fort médiocres en échange des vers fort bons que vous m'aviez adressés.

On me mande qu'un homme de lettres nommé M. Robinet, actuellement en Hollande, a rassemblé plusieurs de mes lettres toutes défigurées, parmi lesquelles on trouve le petit billet en vers dont je vous parle.

Vous me feriez plaisir, monsieur, de m'instruire de la demeure de ce M. Robinet qu'on m'a dit être connu de vous. Je vous prie aussi de me dire quand nous aurons le Racine pour lequel j'ai souscrit entre vos mains. Je suis bien vieux et bien malade et je crains de mourir avant d'avoir vu cette justice rendue à celui que je regarde comme le meilleur de nos poètes.

Par retour du courrier, Blin de Sainmore répondit avec netteté aux accusations de Voltaire dans une lettre dont il nous a conservé le résumé : « J'ai répondu à Voltaire qu'on l'avait mal informé, que le Recueil de ses lettres dont il se plaignait m'était absolument inconnu, ainsi que ce M. Robinet qu'on soupçonnait d'en être l'éditeur ; que c'était même la première fois que j'entendais parler de l'un et de l'autre, et qu'enfin je n'avais jamais eu aucune relation avec qui que ce soit en Hollande. »

Quelques jours plus tard, Blin de Sainmore reçut de Voltaire une lettre plus sereine dont il nous a conservé le texte dans son manuscrit.

Au Château de Ferney, 22 septembre 1766.

Je suis très éloigné de penser, monsieur, que vous ayez eu la moindre part à l'édition de mes prétendues lettres données au public par un faussaire calomniateur, qui, pour gagner quelque argent, falsifie ce que j'écris et m'expose au juste ressentiment des personnes les plus respectables du royaume, en substituant des satires infâmes aux éloges que je leur avais donnés.

Les notes dont on a chargé ces lettres sont encore plus diffamatoires que le texte. Vous y êtes loué et il est triste de l'être dans un tel recueil. L'éditeur sait en sa conscience qu'aucune de ces lettres n'a été écrite comme il les a imprimées. Si par hasard vous le connaissiez, il serait digne de votre probité de lui remontrer son crime et de l'engager à se rétrac-

ter. On fait de la littérature un bien indigne usage. Imprimer ainsi les lettres d'autrui, c'est être à la fois voleur et faussaire.

Comme ces lettres courent l'Europe, je serai forcé de me justifier. Je n'ai jamais répondu aux critiques ; mais j'ai toujours confondu la calomnie. Vous m'avez toujours prévenu par des témoignages d'estime et d'amitié. J'y ai répondu avec les mêmes sentiments. Je ne demande ici que ce que l'humanité exige. Votre mérite vous fait un devoir de venger l'honneur des belles-lettres.

En 1767, Blin de Sainmore envoya à Voltaire la nouvelle édition de sa « Lettre de Jean Calas à sa femme et à ses enfants, précédée d'une épître à Mme de ** (Mme Élie de Beaumont) sur le sentiment » et reçut du grand homme la réponse ci-après (1) :

Je vous fais bien tard mes remerciements, monsieur ; ils n'en sont pas assurément moins sincères. Un petit voyage et les maladies qui accablent ma vieillesse ne m'ont pas permis de vous dire plus tôt avec quelle satisfaction j'ai relu votre héroïde et le plaisir extrême que m'a fait votre épître. Si j'étais une jeune et jolie femme, je sais bien comment je récompenserais un homme qui m'aurait adressé de si jolis vers ; il n'aurait pas à se plaindre de moi. Je n'ai rien vu d'écrit avec plus de grâce. Je suis persuadé que la dame vous a bien payé de vos peines. Les amants malheureux ne font pas des vers si agréables.

Plus je lis ces ouvrages qui sont du meilleur ton, plus j'ai bonne opinion de votre commentaire sur Racine, qui était le poète du sentiment. J'espère que nous aurons bientôt l'édition que vous nous avez promise. Ce sera un grand service que vous rendrez à la littérature ; je l'attends avec la plus grande impatience ; elle sera l'ornement de ma bibliothèque et l'occupation de mes journées (2).

Cependant, l'édition tant attendue de Racine avait enfin vu le jour. Bien qu'il eût été un des premiers souscripteurs à l'édition, Voltaire ne fut pas un des premiers servis par l'éditeur. Il s'en plaint à Blin de Sainmore dans une lettre dont celui-ci nous a conservé la copie manuscrite :

(1) et (2) Lettres dictées à Wagnière ; originaux à la Bibliothèque nationale.

A Ferney, le 6 décembre 1767.

Je vois, monsieur, que les éditeurs des commentaires de Racine ont envoyé depuis longtemps leur livre aux auteurs du *Journal encyclopédique* ; j'espère qu'on me fera bientôt la même faveur. M. Damilaville, mon ami, qui demeure au *Bureau du Vingtième, quai Saint-Bernard*, paiera le complément de la souscription. Comme c'est entre vos mains que j'ai souscrit, je m'adresse à vous, monsieur, pour vous prier de me faire tenir mon exemplaire ; il n'y a qu'à le mettre à la diligence de Lyon, *à M. de Voltaire, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, par Lyon, à Gex*. Je vous aurai une très grande obligation de me procurer la lecture d'un commentaire que je crois digne de l'inimitable auteur qui fait la plus grande gloire de la France.

A cette lettre, Blin de Sainmore ajoute dans son manuscrit les remarques suivantes : « Voltaire, écrit-il, s'est trompé. Ce n'est point entre mes mains qu'il avait souscrit. Je l'ai seulement engagé, ainsi que le cardinal de Bernis et plusieurs autres personnes, de se mettre au nombre des souscripteurs. Si j'avais été le maître de l'édition et de la distribution, je n'aurais point proposé à Voltaire de souscrire, j'aurais été empressé de lui en offrir le premier exemplaire. »

Deux mois se passent : Voltaire, qui n'a toujours pas reçu son *Racine*, revient à la charge avec irritation.

6e février 1768, à Ferney (1).

Je vous supplie, monsieur, de vouloir bien faire porter chez M. Damilaville les six volumes de Racine pour lesquels j'ai souscrit entre vos mains. M. Damilaville, qui a bien voulu avancer pour moi une partie du prix de la souscription, paiera le reste. Il y a plus d'un mois que le livre est en vente. Je ne mérite pas d'être servi le premier, mais mon zèle pour la gloire de ce grand homme et votre amitié pour moi me font espérer que du moins je ne serai pas oublié.

Voltaire reçut enfin l'édition pour laquelle il avait souscrit et son irritation se calma.

(1) Lettre dictée à Wagnière. Original à la Bibliothèque nationale.

DERNIÈRES ANNÉES DE VOLTAIRE

28e auguste 1771.

Quoique je sois devenu, monsieur, presque entièrement aveugle, j'ai lu l'*Épître* que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Le plaisir m'a rendu la vie pour quelques moments. Vous faites des vers comme celui à qui vous les adressez. Peut-être l'Académie aura-t-elle trouvé que ce sujet a été traité trop souvent ; peut-être n'aura-t-on pas trouvé bon que vous ayez dit que Jean-Jacques règne sur la littérature ; peut-être quelques auteurs modernes auront cru se reconnaître dans la critique que vous faites de leurs ouvrages. Mais tout le monde rendra sans doute justice à votre style ; et je souhaite que le gouvernement mêle un filet du Pactole à vos eaux d'Hippocrène, mais un tel mélange n'est pas de ce siècle.

L'*Épître à Racine*, par Blin de Sainmore, fut publiée par Delalain en 1771. L'année suivante, le pamphlétaire Jean-Marie-Bernard faisait paraître une épître intitulée *Boileau à M. de Voltaire*, où il prenait à partie, avec quelque violence, non seulement Voltaire, mais aussi quelques autres contemporains, et, parmi eux, Blin de Sainmore. Celui-ci exhala son indignation dans une lettre qu'il adressa, le 10 avril 1772, à Voltaire. Celui-ci lui répondit par la lettre suivante :

Vous êtes tendre aux mouches, monsieur. Je ne connais l'épître du sieur Clément que par l'excellente analyse de M. de La Harpe. Mais il me semble que vous avez tort de vous plaindre d'être en si bonne compagnie. Au reste, vous ferez fort bien de vous défendre. Celui qui écrase un scorpion dont il est mordu n'a aucun reproche à se faire. La guerre défensive est de droit naturel ; il y a même de la pusillanimité à se laisser insulter. Bien des gens croient que si on ne se défend pas, ce n'est que par faiblesse. Il y a du plaisir et de la justice à punir les méchants. Soyez sûr que lorsque vous vous vengerez en vengeant tant de gens de mérite, vous vous ferez beaucoup d'honneur et qu'il est très bon d'assommer dans la boue les crapauds qui croassent.

Voilà tout ce que peut vous dire un vieillard qui prend peu d'intérêt aux affaires de ce monde, mais qui en prend beaucoup à vous.

Pour terminer, voici deux billets, — dont les originaux sont à la Bibliothèque nationale, — adressés par Voltaire, dans les derniers jours de sa vie, à Blin de Sainmore, qui nous raconte lui-même dans quelles conditions il les reçut :

« Voltaire arriva à Paris le 10 février 1778, vers les quatre heures du soir, au moment même où l'on enterrait Lekain. Je ne l'avais jamais vu. Je fus empressé à lui rendre visite le 12 du même mois. Après l'avoir vu pour la première fois, j'adressai à un de mes amis les vers suivants, qui furent imprimés aussitôt :

Je l'ai vu, ce grand homme, et mes regards surpris,
Avec respect contemplant son visage,
De ce colosse de notre âge
Ont encore admiré les augustes débris.

Son aspect imposant va dans l'ombre éternelle
Plonger les détracteurs de ses divins écrits,
Et les concerts de la troupe immortelle
De ces tristes oiseaux vont étouffer les cris.

Ainsi quand du soleil la clarté triomphante
Aux erreurs de la nuit revient nous arracher,
On n'entend que la voix du rossignol qui chante,
Et le hibou court se cacher.

« Le lendemain, je reçus de M. de Voltaire le billet suivant :

15e février 1778.

Hélas ! monsieur, le véritable hibou est le vieillard accablé d'années et de maladies, qui dans son triste état est obligé de se cacher au monde, et qui n'en est pas moins sensible aux sentiments que vous lui témoignez et à l'honneur que vous lui faites. Agréez ses remerciements et tous les sentiments avec lesquels il a l'honneur de vous être attaché.

VOLTAIRE.

« Quelques jours après, écrit encore Blin de Sainmore, le bruit se répandit que Voltaire était fort mal. J'envoyai demander de ses nouvelles et il me fit écrire ce billet, — un des derniers qu'il ait eu la force de dicter : Voltaire devait mourir le 30 mai 1778. — « M. de Voltaire remercie M. Blin de Sainmore de ses attentions. Il vomit toujours du sang et il est très en danger. »

SOUS LE PIED DE L'ARCHANGE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

M. Plantier avait dit :

— Ordre de l'architecte : on ne laissera plus les museliers nous couper l'herbe sous le pied sans répondre. Il faut quelqu'un à la Porte du Roy pour indiquer aux touristes qu'il y a une abbaye à visiter dans le patelin. Alors, le plus jeune : Brelet, corvée de gogluage demain, de neuf à onze.

L'ordre avait amené ainsi André à l'entrée du Mont, le dimanche matin. Il s'était établi près des « Michelettes », les bombardes prises aux Anglais, et murmurait au passage des premiers groupes :

— Pour la visite de l'Abbaye, tout droit et en haut des escaliers.

Il passait, à ces premières heures d'arrivée, des excursionnistes à paniers qui voulaient d'abord s'assurer d'une auberge où l'on reçoit les clients avec leurs provisions, d'autres qui faisaient un tour dans la ville avant d'aller déjeuner sur le sable des grèves. C'étaient des endimanchés bruyants qui allaient, tout à l'heure, libérer leur âme en réclamant l'ascenseur, en comptant les marches, en déclarant au pied de l'Abbaye :

— Il y en a des pierres là-dedans ! C'est tout de même du beau travail !...

Copyright by Roger Vercel, 1937.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, 1er mars.

Les bombardes les arrêtaient quelques secondes, et André sentait qu'il les gênait, en ayant posté là sa publicité. Il descendit un peu plus bas, mais sans se décider à quitter le ton de la confidence. Pourtant, la formule, mise au point par M. Plantier, ménageait sa susceptibilité et pouvait passer pour un renseignement obligeant. Mais, vers dix heures, les touristes d'été, les touristes à voitures, commencèrent d'entrer, ceux qui déjeunent, et aussitôt, autour de lui, le ton de la réclame monta. Les gardiens du Musée, ceux qui montrent des personnages de cire, un prisonnier dévoré par les rats, et un enlisé dans la cire jaune, redoublèrent les appels, vantèrent leur périscope. Ils y allaient sans vergogne, sans méchanceté d'ailleurs, ni dessein d'ennuyer le collègue, mais avec l'aisance d'un long entraînement. A les écouter, André prit honte : il paraissait mendier. Il se souvint de ses camarades du lycée qui vendaient en hurlant, à la porte des églises, des journaux politiques. Il s'injuria tout bas pour ce respect humain tenace qu'il sentait devant lui comme une cloison, et spontanément il ajouta à son texte des mots prestigieux :

— Pour la visite de l'Abbaye, la Merveille, l'Escalier de dentelle...

Deux femmes, en pyjama de plage, les ongles rouges dans des sandales franciscaines, le regardèrent, amusées. Il en cria plus fort, et presque rageusement.

— Alors, quoi, vous faites la retape ?

Il s'était adossé aux tables vides d'une terrasse, et il ne reconnut pas tout de suite la bonne qui lui parlait. Elle était trop différente de la femme boueuse qu'il avait emportée dans ses bras à la cuisine de *la Chimère*. Andréa portait la robe noire de rigueur, le tablier blanc à brides croisées, et ses ondulations neuves semblaient lui tirer tout le visage en haut. Ce fut à son ricanement qu'il la reconnut, ce rire qui semblait tirer un œil de côté avec la joue.

— Tiens, vous êtes là ? dit-il sans plaisir.

— Depuis avant-hier.

— Ah !...

Il se rappelait ses invectives sauvages contre l'avilissement des servantes, son indomptable orgueil de *sqaw*. Il éprouvait plus de dépit que cela ne valait à en avoir été dupe.

Toutes les mêmes, décidément ! Celle-là, comme les autres, courait à l'argent facile, à la toilette et à la rigolade !...

— Vous devez avoir la gorge sèche. Voulez-vous boire un coup ?

Elle montrait, de la tête, l'intérieur du café où, pour lui, elle escamoterait une bouteille. Il le comprit à son ton réticent, à son clignement d'œil complice.

— Merci.

— Merci oui ?

— Non.

Elle fit une moue de dépit ; son regard noircit devant la réponse sèche, le parti pris de dédain. Sa bouche ferme se gonfla, lèvres en mufle, comme celle des hommes quand ils vont se battre. Il crut qu'elle allait l'injurier, mais elle se reprit, venant soudain de trouver mieux, et se mit à rire :

— Alors, comme ça, Baucher a été raconter à votre femme que vous me faisiez du plat ? Elle l'a cru ?

Il s'exclama, railleur, comme après une question extravagante :

— Ah ! non. Pas du tout !...

Il la savait assez fine pour bien recevoir la blessure, mais elle n'accusa pas le coup, et riposta :

— C'est-il qu'elle sait que vous êtes déjà rangé des voitures ?...

Il la regarda : l'uniforme du café accusait son air canaille, et dans le ricanement de défi qu'elle gardait longtemps, il retrouva la nargue farouche de leur seconde rencontre, le jour où elle l'avait trempé dans l'eau glacée du biez. Cela ne lui déplut point : elle n'était pas si domestiquée qu'on eût pu le croire et il répondit, revenant aux reproches qu'il n'avait point daigné lui faire tout à l'heure :

— S'il y en a de rangés, il me semble plutôt que c'est vous ! Vous en aviez pourtant gros, dans le temps, contre les boniches et la vaisselle des autres. Alors, on y est venu tout de même ?...

Elle répondit simplement :

— Oh ! vous savez, maintenant, ça ou autre chose... Je n'en ai pas pour six mois avant de claquer.

Il la regarda, stupéfait, et il s'aperçut que s'il l'avait mal reconnue, c'était qu'elle avait fondu. Le visage s'était

émacié, il avait rosi aux pommettes au lieu du hâle égal. Elle expliqua :

— Le café que vous m'avez payé est arrivé trop tard. Après mon bain, j'ai piqué une bonne pneumonie, et depuis, ça pourrit tranquillement dans le coffre. J'ai maigri de dix kilos en trois mois. Il n'est plus question de porter le sac !... Alors, il faut tout de même croûter avant l'hôpital... Avec ça, que vous devez vous amuser, vous aussi, à faire du boniment dans la rue. Quand je vous ai vu là, tout à l'heure, le sang ne m'en a fait qu'un tour !...

Il la considérait, comme étourdi par le double coup qu'elle venait de porter. Qu'elle fût venue le rejoindre, avec cette sûre divination, dans la honte secrète qu'il ne s'avouait point, et cela quand elle venait d'annoncer si simplement sa mort prochaine, changeait trop de choses pour ne pas le bouleverser. Il fit en pensée le dénombrement de tous les secours qu'elle pourrait recevoir :

— Et votre tante ?

— Elle est morte, il y a deux mois. Vous ne le saviez pas ? Moi, j'étais couchée. C'était comme une course à qui « claboterait » la première.

Il hésita :

— Et Baucher ?

— Il est parti. Il a « rempilé » sur un chalutier. Ça l'a pris comme ça,... quand il a cru que j'essaierais de tomber à sa charge. Il n'avait point besoin de craindre !...

Une voix d'homme appela du fond de la salle :

— Andréa !

— C'est le patron, dit-elle tout bas. Pour mettre les couverts...

Elle paraissait tout inquiétée d'avoir été prise en faute. Elle cria : « Voilà », et s'enfuit après un signe de tête d'adieu. Il y pensait encore quand à onze heures un camarade vint le relever.

Il descendit alors sur la grève où Vallée, un brassard au bras, faisait ranger les autos. Il le trouva furieux :

— Je les avertis tous qu'ils ne pourront rester là que jusqu'à six heures, que la mer va y monter. Par conséquent, ceux qui ne seront pas partis avant le flot doivent laisser ouvert, pour qu'on puisse desserrer le frein et ranger les

voitures à la main. Eh bien! je viens de tomber sur un client qui est plus calé que l'Annuaire! Il est sûr que la mer ne viendra pas sous son capot, et il a tout bouclé. Ce soir, quand sa bagnole aura de l'eau par-dessus les pneus, qu'ils lui casseront ses glaces au marteau pour entrer dedans, je ne serai pas loin ! Et je verrai sa tête !...

Il fit quelques pas, les mains derrière le dos, avec un visage bosselé, puis se tournant vers André :

— Alors, vous faisiez le rabatteur? Quand on pense à ça, hein, qu'on est obligé de leur dire que l'Abbaye existe, et de les prier d'y passer une heure ! Dire qu'ils s'amènent ici pour l'omelette... Le Mont Saint-Michel? Ah! oui, la mère Poulard !... Que Dieu ait son âme, à la sainte et digne femme, mais qu'il lui entonne de l'omelette pendant toute l'éternité, pour toutes celles qu'ils viennent bâfrer ici...

Il se pencha et continua, en montrant les dents :

— Bon Dieu ! Quand je pense qu'ils venaient ici à pied d'Allemagne, d'Espagne, jusque d'Autriche, en mendiant, en chantant, en priant le long des « Chemins du Paradis »; qu'ils crevaient sur la route en riant aux anges ; qu'ils tombaient à genoux en pleurant quand ils apercevaient l'Abbaye!... Et maintenant !... Regardez-les !

Il montrait le poing au débarquement des voitures.

— Avez-vous jamais pensé à ça, vous, Brelet, à ce que ça pouvait être, de s'amener ici, pieds nus, après en avoir rêvé pendant vingt ans ?... Processionner, avec son cierge, dans la Crypte des Gros Piliers, dans l'Aquilon, se saouler de psaumes et d'encens, croire aux miracles, croire à saint Michel qui est là pour écraser le laid et le sale, pour f... tout le monde à sa place, avec son « Qui est comme Dieu ? »... Et puis pleurer sur son pourpoint, être resté capable de pleurer ses saletés avant de les laisser là, en tas, aux pieds d'un moine, et de repartir léger, rincé, fourbi, vous ne croyez pas que ça devait être magnifique ?... Non, non, pas ici, monsieur. Au bout de la ligne...

Il s'était penché à la portière d'un cabriolet vert jade, et il le repoussait de la tête et de la main au bout de la file des voitures.

Le conducteur docile dit :

— Bon, bon.

André accompagna Vallée jusqu'à la portière. Une femme en sortit qui se secoua, se défripa d'un mouvement d'épaules et de hanches, puis un homme en gabardine claire, un garçon replet, à joues pleines, à yeux papillotant dans le soleil, et qu'André reconnut sans avoir pu feindre de ne pas le reconnaître : Henri Boudard, le gros Bou-Bou du lycée, un de ces amis qu'on garde après le bachot, à cause du voisinage et de l'habitude, comme un fournisseur.

Le voyageur s'était figé devant lui, ouvrait les yeux et la bouche :

— Non !

— Si...

— Eh bien, celle-là !...

Sa stupeur laissa pourtant jouer le mécanisme des présentations :

— André Brelet, un camarade de lycée... et d'après. Ma secrétaire, Mlle Raymonde Riveul...

Il fit quelques pas sur la tangue, en répétant :

— Eh bien, si je m'attendais à celle-là !... Il y a longtemps que tu es ici ?

— Six mois.

— Ah! non, tu sais, ça me fauche bras et jambes !

André, plus amusé que froissé de son désarroi, se mit à rire :

— Ne te frappe pas comme ça, mon vieux !

Mais Boudard s'adressait maintenant à la jeune femme qui écoutait discrètement, habituée sans doute aux stupéfactions faciles du gros garçon :

— Il n'a jamais eu d'idées comme tout le monde, mais tout de même, cette fois-ci !... Et ta femme ?

— Elle est là aussi.

Boudard voulait encore nier l'évidence. Il s'hypnotisait sur les boutons de l'uniforme, et hasarda :

— Mais tu n'es pas ici comme..., pour faire...

— Comme gardien, pour faire visiter ? Si, mon vieux. A ton service...

L'autre médita la réponse jusqu'à leur passage devant l'auberge de *la Sirène*. Là, il parut vouloir se raccrocher au passé, comme il arrive dans les cauchemars, lorsqu'on veut se convaincre de rêve :

— Voyons, la dernière fois qu'on s'est vu, c'était bien à Dinard, chez ton beau-père ?...

— Oui, je crois.

Boudard, gêné, murmura en regardant ses pieds :

— Naturellement, j'ai appris, comme tout le monde, tes embêtements. Seulement, je supposais qu'il te resterait... enfin que...

— Mais il reste un tas de choses, mon vieux, seulement ce ne sont pas les mêmes...

Le gros Henri n'essaya pas de comprendre. Ils avaient dépassé Saint-Michel Tête d'Or. Il s'arrêta net :

— Évidemment, nous dînons ensemble. Tu vas aller avertir ta femme. Alors... — Il était tenté de dire : « Toi qui connais tous les hôtels... », mais un scrupule lui vint : — L'an dernier, on a déjeuné ici avec les Forestier. Tu te rappelles les Forestier de la Spidoléine ?... On est allé au *Mouton d'Or*. On a bien mangé. Ça te va, *le Mouton d'Or* ?

— Parfaitement.

— Eh bien ! veux-tu qu'on se retrouve ici à midi et demi ? Retiens une table... Moi, je vais montrer les remparts à l'enfant... Alors, à tout à l'heure ?

Ils continuèrent la montée dans la rue étroite. Boudard parlait droit devant lui, sans se tourner vers sa compagne, comme on le fait lorsqu'on ne veut pas être soupçonné de parler et qu'on exagère la raideur. Mais la jeune femme se détourna furtivement, et ce geste agaça André plus que le gros ébahissement de son ami.

Quand il annonça à Laurence qu'ils dîneraient avec Boudard et sa secrétaire, qui était visiblement autre chose, elle ne parut point surprise. Elle attendait, depuis le début de l'été, une de ces rencontres : elle savait que l'excursion était de tradition, une fois par vacances, pour tous les estivants. Elle s'y était préparée en esprit : elle avait imaginé, par le détail, les mots et les attitudes qui conviendraient, les parades et les feintes. Elle dirait à celles qu'elle savait délaissées : « Jamais je n'ai eu autant mon mari à moi. » A celles qui suivaient un régime : « Depuis que je suis ici, je dévore, et je dors comme je n'avais jamais dormi ! » Elle expliquerait qu'André était interprète, qu'avec un de ses amis, major de promotion de l'École centrale d'électricité, ils étaient chargés de fouilles,

de relever les plans des logis abbatiaux. Elle n'avouerait rien !... Mais vraiment, avec le gros Boudard c'était trop facile ! Il était bavard, mais niais, et il irait rapporter, sans qu'on fût obligé de se donner grand peine : « J'ai vu les Brelet, au Mont Saint-Michel. Il est gardien : vous vous rendez compte !... Eh bien ! jamais je n'en ai vu deux plus heureux que ces deux-là !... »

Elle dit à André qui ôtait sa vareuse d'uniforme .

— Tu t'habilles ?...

Un peu surpris, il demanda :

— Ça ne vaut pas mieux ?

— Comme tu voudras. Mais si tu dois remonter à deux heures, tu auras à peine le temps de rendosser ta tenue...

Il se mit pourtant en civil, car il avait compris qu'elle voulait braver et n'était point disposé à l'y aider.

Le début du dîner fut empreint d'une grande gêne cordiale. Les deux femmes surtout s'examinaient. La compagne de Boudard ne semblait point de celles qu'il ramassait dans sa voiture pour un voyage ou une saison. On la sentait déjà entrée dans sa vie et résolue à s'y installer solidement. Elle l'appelait « mon chéri », mais sans ostentation, et discutait son menu :

— Tu sais que tu ne digères pas le homard...

Lui s'épanouissait à ces attentions déjà conjugales. Vis-à-vis de Laurence, Raymonde se réservait : cette femme qui connaissait son amant pouvait-elle devenir une alliée ou une ennemie ?... Elle savait combien les indécis sont sensibles à l'attitude des autres femmes envers leurs maîtresses ; elle connaissait le danger de leur dédain poli, l'aide efficace du compliment qu'elles glissent à l'oreille de l'homme sur celle qu'il a choisie, et elle souriait, décidée aux premières avances. Le gros Henri, dès le troisième verre de Graves, en était déjà aux années de lycée :

— Il était le premier partout, madame, affirmait-il à Laurence. Même en catéchisme et en gymnastique ! Moi, j'étais le cancre intégral, cent pour cent !... Alors, mon vieux, s'il y avait une justice, c'est moi qui devrais être à ta place, et toi à la mienne !...

Ces professions de foi amusaient André. Il prenait comme une sourde revanche que son passé vînt à lui sous les

traits de ce brave imbécile. Boudard parlait maintenant de leurs amis de jadis, et ils apparaissaient, à travers ses récits, tels qu'ils étaient, vulgaires, tout gonflés d'appétits, stupides et rusés, ne devenant vivants que lorsqu'une femme bousculait leur vie, en tombant dedans avec ses instincts. Le gros Henri était mauvaise langue, il connaissait les scandales et les tares. Il y allait comme une corneille abat des noix, avec allégresse et sans perdre une bouchée :

— Mais tu ne sais pas l'aventure du petit Lambert. Figure-toi...

Et tout défilait, les adultères mornes, les mariages navrants, les canailleries sans fantaisie. Pour André, il se dégageait de ces cancans le sentiment de l'incurable ennui où se débattaient tous ces bourgeois riches, un ennui qu'ils portaient en eux comme une sécrétion et qui marquait tout ce qu'ils touchaient. Il en avait d'ailleurs lui-même, jadis, éprouvé le poids et ce n'était qu'ici qu'il en avait rejeté le fardeau, un effort dont il gardait les épaules meurtries.

A l'appel de leurs noms, ils revivaient pour lui avec leurs visages, leurs voix, leurs tics, les bruits qui jadis couraient sur eux. Boudard citait ceux qui avaient coulé dans la crise et dont il ne savait plus rien qu'un dérisoire chiffre de revenus, ceux qui luttaient encore et qu'il expédiait d'un hochement de tête, comme on parle d'agonisants. A deux ou trois reprises, André tenta de l'y arrêter, mais le gros Henri ne s'intéressait qu'à ceux qui avaient tenu, aux fortunes inexpugnables, aux êtres qui étaient riches par tempérament, comme on est gros, et dont il dévidait, inlassablement, la chronique. Plus il parlait, plus André se réjouissait à découvrir combien ils lui étaient devenus étrangers.

Laurence avait écouté d'abord toute crispée. Elle n'aurait jamais cru que son année de misère eût à ce point marqué sur elle, qu'elle apportât à cette rencontre un épiderme d'écorchée. Mais Boudard, qui manquait absolument de tact, se sauvait justement par là. Il bavardait comme si rien n'eût été changé. Il les faisait tous deux rentrer de force dans le cercle de leurs anciennes relations, et avec tant de constance, de rondeur que Laurence détendue s'abandonna. Elle réclamait des détails, lançait le gros Henri sur de nouvelles pistes. C'était curiosité, cela devint calcul. Vis-à-vis de la

femme qui écoutait, elle s'affirmait ainsi du même monde que son amant. Elle l'approchait, sur ce terrain, de plus près que Raymonde elle-même, grâce à tant de relations, de souvenirs communs. Et malgré sa déchéance de l'heure, cela garantissait son prestige.

Aux liqueurs, Boudard, très excité, se renversa dans sa chaise et déclara gravement :

— Écoute, mon vieux, parlons de choses sérieuses. Je t'ai retrouvé, je ne te lâche plus! C'est absolument scandaleux que tu sois ici... Oui, oui, je sais parfaitement ce que tu vas me dire : que tu ne demandes rien, que tu es très bien comme ça... A ta place, j'en dirais tout autant. Seulement, je ne suis pas du tout décidé à te laisser là, mais tu entends, pas du tout !

André souriait. Pas un instant, il ne fut tenté de prendre au sérieux ces déclarations de fin de dîner, mais il jugea tout à fait inutile de le dire. Laurence, elle, écoutait, un peu raidie. Raymonde faisait tourner une de ses bagues.

— Si je te trouvais quelque chose, mais là, quelque chose de sérieux, d'épatant ?

— Par exemple ?

— Oh! protesta Boudard, je n'ai aucune idée. Je ne sais qu'une chose, c'est que demain, sitôt rentré à Paris, je me mets en chasse, et sitôt trouvé, je t'alerte ici. Ça va ?

— Ça va très bien, assura André. — Puis il se leva : — Excuse-moi, mon vieux, je reprends mon service à deux heures, je n'ai plus que le temps d'aller me mettre en tenue.

Quand il fut parti, Boudard hocha la tête avec commisération :

— Si je vous disais que j'en pleurerais bien, confia-t-il à Laurence.

Alors elle parla, raconta leur hiver, le stoïcisme d'André qui ne voulait pas se plaindre, le balayage des salles, les pourboires. Boudard s'exclama :

— Mais enfin, c'est insensé ! comment a-t-il pu avoir l'idée de faire un métier pareil ?

— C'est son père, expliqua Laurence.

L'après-midi, ils ne descendirent point dans la ville, mais passèrent directement de la terrasse de l'hôtel sur les remparts moins encombrés. Boudard marchait entre elles,

absorbé. Parfois, il s'arrêtait net, comme subitement inspiré, puis il repartait et les entraînait avec des explications babillardes.

Vers quatre heures, il décida de monter à l'Abbaye pour dire au revoir à André. Un orage d'une extraordinaire densité s'élevait de la mer, à l'ouest. Le Mont s'y détachait comme devant une dalle d'ardoise. Le grain creva comme ils arrivaient à la Salle des Gardes. Un torrent accourait en cascades du Saut-Gautier, s'engouffrait sous la voûte, repartait par l'escalier du Gouffre. Ils entendaient, à chaque coup de tonnerre, l'Abbaye sonner de toutes ses salles creuses. Elle avait été dix fois incendiée par un éclair. Ils trouvèrent l'Aumônerie comble, car tous les promeneurs des jardins et du chemin de ronde s'y étaient réfugiés. Laurence fendit la foule pour aller jusqu'à M. Plantier demander son mari.

— Il sera là d'ici cinq minutes, madame. Il finit une visite.

Il parla de l'orage et expliqua à Boudard le dispositif des parafoudres. C'était l'Archange qui était chargé de recevoir les coups sur les pointes de platine de son glaive et de ses ailes. Il répondait, à chaque fois, par un grand cliquetis d'armes. Il avait dû, déjà, être frappé à deux reprises depuis un quart d'heure : l'oreille du gardien-chef ne s'y trompait pas... M. Plantier s'interrompit :

— Les voilà qui sortent.

La porte du Cellier s'ouvrait. Ils virent André se ranger, recevoir les pourboires; ils l'entendirent dire « merci » d'un ton paisible, car il se sentait, ce soir-là, rassuré par la masse même de la foule anonyme. Boudard regardait, médusé. Laurence, elle, se mit à pleurer des larmes qu'elle essuyait du doigt, à coups rapides. Le gros Henri lui prit la main :

— Allons, allons, ne vous faites pas de chagrin ! Puisque je vous jure que je l'en sortirai !...

Et il le disait avec un accent de certitude farouche, car il venait brusquement d'être frappé de terreur, de la seule qui soit efficace, quand il s'agit du malheur d'un autre, celle où l'on revient sur soi, en se disant : « Si cela m'arrivait jamais ! »

André les aperçut quand les derniers visiteurs furent passés et qu'il referma la porte. Il ne maîtrisa point son dépit qu'ils prirent pour de la honte. Laurence avait fait cela ! Elle

avait amené aux pourboires cet imbécile et sa « poule » : du mélo qui lui ressemblait bien !

— On venait te dire au revoir, balbutia Boudard.

— Oui ?... Eh bien ! au revoir, mon vieux, tu m'excuseras de ne pas descendre, mais il y a presse.

Le gros Henri bafouilla :

— Naturellement... Alors, au revoir... Je penserai à toi, tu sais.

Son désir de s'échapper était si visible qu'André détendu s'amusa : — Bien gentil... Moi aussi, d'ailleurs... Mes hommages, mademoiselle.

Raymonde le regardait avec une sorte d'estime, cette douceur encore réticente des regards durs qui ont désarmé; mais il ne s'en aperçut pas. Laurence, les yeux rouges, déclara :

— Je les accompagne.

— C'est ça.

— Vous venez, Raymonde ?

Que Laurence appelât maintenant cette femme par son prénom l'agaça plus que tout le reste. Elle avait, certes, dans le temps, l'amitié facile; mais il y avait des bornes qu'elle ne franchissait pas quand même, ou du moins, pas si vite ! Il rumina ce nouveau grief jusque dans la Crypte de l'Aquilon, expliquant distraitement les salles, à travers la rumeur et le piétinement de la cohue. Mais dans la crypte, quelqu'un demanda :

— Pourquoi ce nom ? Simplement à cause de l'exposition au nord ?...

Ce devait être un professeur, tout jeune, avec un air réfléchi et cette lenteur de parole qui les fait reconnaître, cette curiosité méthodique dont ils ont l'habitude. Sa jeune femme, une petite blonde avec des yeux de porcelaine bleue, et qu'on sentait, elle aussi, dressée aux longues attentions et aux patiences, attendait, tête levée, la réponse. André expliqua que l'on n'avait trouvé aucun document permettant d'établir à quel moment cette dénomination avait été donnée à la crypte. Toutefois, elle ne paraissait pas antérieure au XVIIe siècle, et quand Robert de Torigny parlait de la crypte du nord, *cripta aquilonalis*, il s'agissait seulement de la chapelle des Trente Cierges, sous la partie septentrionale du transept.

Il ne faisait que citer Vallée et son érudition. Mais les deux

jeunes gens ne l'abandonnèrent plus de toute la visite et lui marquèrent une déférence un peu surprise.

— On vient ici tous les ans, et l'on ne s'en lasse pas, affirma le jeune homme.

André leur confia :

— C'est l'hiver que vous devriez venir. On visite seul, ou en très petit groupe, et on a tout le temps...

Quand il rentra chez lui, Laurence était absente. Il pensa qu'elle était allée chez Mme Montard raconter l'événement du jour, la visite des Parisiens. Mais elle rentra quelques minutes après lui, et expliqua :

— Ils ne font que partir.

Il s'en étonna :

— Le gros Henri paraissait pourtant bien pressé.

— Mlle Riveul a voulu voir arriver le mascaret dans le Couesnon. Il a fallu l'attendre.

Il remarqua qu'elle ne disait plus « Raymonde ».

— Où a-t-il été pêcher cette secrétaire ? Une secrétaire au gros Boudard ! Pour envoyer des cartes postales ?... Il aurait pu lui trouver une autre étiquette.

Laurence répondit sèchement :

— Elle est très bien.

— Et elle le tient très bien ! Elle lui fera voir du pays, et ce ne sera que juste, il est trop bête !

De la rancune lui revenait maintenant contre l'indiscrétion épaisse de l'autre. Il regretta de ne pas l'avoir rembarré. Puis il s'avisa qu'il n'avait point été le seul à subir l'épreuve de la rencontre. Il s'étonna même, à ce propos, de ne plus penser aussi spontanément à Laurence quand il s'agissait de leur vie. Elle l'avait trop habitué à dédoubler chaque événement pour n'en prendre que sa part à elle : à la longue, il avait fait de même. Il demanda pourtant :

— Quelle impression cela t'a-t-il fait, de le retrouver, ce bon gros serin ?

Elle biaisa : — Il n'a pas changé...

Il s'aperçut de la dérobade et appuya durement au point sensible :

— J'aurais voulu que tu le voies quand il m'a eu reconnu : des yeux comme ça ! A croire qu'il voulait avaler tous les boutons de ma tenue !...

— Dame ! mets-toi à sa place...

La voix était calme, indifférente. Il sentit immédiatement qu'elle ne livrerait aucune impression sincère. Il la connaissait, cette voix qui fermait le mur !... Il devinait trop que Laurence, à présent, écoutait encore les déclarations mouillées du gros Henri : « Je ne te lâche plus... Je te trouverai quelque chose. » Elle déchanterait !... Il en eut soudain pitié, et, comme il ne pouvait le lui dire sans la blesser, son apitoiement se tourna en fureur contre l'imbécile qui était venu lui jeter à tour de bras ses pavés, ses souvenirs, ses promesses. Il se leva, en l'avertissant :

— Il a toujours été bluffeur et lâcheur.

Elle se contenta de hausser les épaules, et cela pouvait tout signifier.

Le mercredi suivant, à déjeuner, il annonça qu'un gardien allait partir. Il venait d'hériter une petite ferme et irait la faire valoir. Son logement se trouverait donc libre. C'était une maison de quatre pièces, un rez-de-chaussée absolument indépendant qui bordait le chemin des Fanils, et M. Plantier venait de le lui offrir.

Il la scrutait : c'était une épreuve qu'il n'avait point cherchée pour elle, mais qui s'offrait à propos. Depuis des semaines, depuis qu'ils s'étaient si furieusement heurtés le soir de la grande marée, ils prolongeaient une trêve. Elle n'avait plus reparlé de départ, mais il comprenait qu'il devait ce sursis à l'été, et que sa volonté de fuite n'était que suspendue. Il fallait en être sûr, et il demanda :

— Alors, qu'est-ce que tu décides ?

— Ce serait pour quelle époque ?...

— Pour septembre.

— Eh bien ! on a le temps de voir...

— Justement, non... Je dois rendre ma réponse.

Cette fois, elle leva les yeux qu'elle gardait attachés à la table:

— Mais pas tout de suite, je pense. Encore faudrait-il que j'aie vu la maison...

— Quand tu voudras.

— Dans une heure...

— Bon !...

Lorsqu'ils eurent visité, une visite que Laurence ne bâcla point comme il s'y attendait, elle conclut :

— C'est mieux que là-haut. Accepte toujours. Ça ne t'engage à rien, puisqu'on te doit un logement.

Il crut qu'elle se résignait enfin, puisqu'elle ne repoussait plus sans examen tous les projets. Joyeusement, il en échafauda tout de suite quelques-uns :

— On pourrait faire la salle à manger dans la grande pièce...

— Oui...

Le vendredi, quand il rentra, après les visites du matin, elle ne lui donna pas le temps de refermer la porte :

— Boudard a écrit !

Il comprit tout de suite, à sa joie mal contenue, qu'elle venait de recevoir des armes. Elle reprit, les yeux dans ses yeux :

— Il t'a trouvé quelque chose...

Il grommela, en accrochant son képi à la patère :

— Quelque chose ! On peut toujours trouver quelque chose !...

— Quelque chose d'inespéré... Tiens !

Ce fut en prenant la feuille qu'il sentit, pour la première fois, à quel point il tenait déjà au roc. Cette lettre allait l'en arracher, il le pressentait et n'osait lire. Ce fut le regard de Laurence qui, par sa fixité, lui abaissa les yeux sur les lignes. Il sauta la demi-page du début où le gros Henri attestait son amitié et sa commisération.

« Sitôt rentré à Paris, écrivait-il, je suis allé voir M. Marvel, comme je vous l'avais promis, chère petite madame... »

— Ah ! c'était arrangé entre vous !...

« J'ai le grand plaisir de vous annoncer une réussite totale. M. Marvel, sur mes instances, accepte d'offrir à André une place de correspondant près de ses associés anglais. Il serait chargé d'établir la liaison des maisons d'Édimbourg et de Londres avec la direction de Paris. Sa connaissance parfaite de l'anglais et son amour des voyages, qui déforment les vêtements mais forment la jeunesse, trouveraient là à s'employer. Quant aux conditions, M. Marvel les lui exposera lundi prochain, car il l'attend lundi après-midi à son bureau. Mais je suis en mesure de vous assurer qu'elles seront supérieures à tout ce que j'aurais osé souhaiter. »

La lettre s'achevait sur des éloges bouffons que le gros Henri se décernait pour son activité amicale. Une bonne part

de ces éloges, spécifiait-il cependant, devait revenir à Raymonde qui l'avait éperonné, pressé, conseillé, tant elle avait hâte de revoir sa nouvelle amie.

André ne pouvait s'y tromper une seconde, l'affaire était d'importance. Marvel était connu sur la place pour s'appuyer solidement sur ses filiales anglaises. Il les surveillait étroitement, et les émissaires qui assuraient ce contrôle pouvaient arriver, s'ils savaient voir, comprendre, rendre compte et suggérer, à des situations enviables. Cela ne se refusait pas. André était bien forcé de l'admettre, et il ne lui restait qu'une stupeur : que tout se fût fait si vite, que ce morceau de papier qu'il posait sur la table eût pu si brusquement finir tant de choses !

Laurence demanda :

— Qu'est-ce qu'il t'offre, au juste ?

Il lui en voulut de paraître s'intéresser à autre chose qu'à sa fuite, et il répondit maussadement :

— Sois tranquille. Tu as gagné. Nous partirons !

Elle secoua la tête :

— Quoi que tu en penses, je ne te laisserai pas accepter n'importe quoi...

Pendant le dîner qu'il expédia, il dit seulement :

— Il y a une chose qui m'abrutit : c'est que le gros Boudard, à qui ils ont voulu flanquer un conseil judiciaire, ait enlevé l'affaire rien qu'en se montrant !... Quand les gâteux se mettent à être débrouillards !...

Elle reprocha de son ton raisonnable :

— Tu as une drôle de façon de le remercier !...

Lorsque Vallée, qui montait à l'Abbaye et qu'André avait rattrapé dans le chemin de ronde, eut lu la lettre, il déclara :

— Mais, dites donc, ça me paraît tout à fait intéressant !... Ah ! c'est le petit gros avec la princesse... Vous avez encore des amis qui se remuent pour vous, veinard ! Naturellement, vous nous tirez votre coup de képi... Vous ne pouvez pas refuser ça ! En somme, ce n'est pas un boulot idiot...

— Ici non plus...

— Ici, il ne peut y avoir que de braves gars contents d'être un petit peu payés pour réciter une leçon et balayer des escaliers, ou alors des cinglés dans mon genre. Vous n'êtes ni l'un, ni l'autre : alors, ça ne pouvait pas être votre

place... Vous n'êtes tout de même pas mordu au point de vous coucher en travers du Gouffre, et de dire : « Tuez-moi, si vous voulez, mais je n'en bouge pas ! »

André répondit, après un silence :

— Je n'en sais rien !

Mais Vallée lui frappa sur l'épaule :

— Cafard de fin de vacances, mon vieux ! Tout le monde connaît ça, mais ça passe, et vous reviendrez l'année prochaine nous inviter à déjeuner.

André répliqua vivement :

— Non ! Si je pars, je ne reviendrai jamais !

L'autre se mit à rire :

— Allons, allons, on ne mérite pas ça !... Mais, sérieusement, c'est inespéré, ce qui vous arrive.

Il reprenait le mot même de Laurence, et André en fut frappé.

Le soir, quand il rentra, il déchaîna tout de suite la T. S. F. Laurence marchait, parlait, avec une prudence un peu anxieuse, comme auprès d'un explosif. En dînant, il se souvint tout à coup d'un détail :

— Est-ce qu'il n'avait pas une fille, Marvel ? Une espèce de mal f..., avec des yeux de travers, et qui ne pouvait pas dire trois mots sans pouffer comme une idiote ?

Laurence sourit, détendue enfin par ce parti pris :

— Ce n'est tout de même pas une raison, parce qu'il t'offre une place chez lui, pour abîmer sa fille !...

Il convint en lui-même qu'il était absurde, mais il s'obstina :

— J'aime mieux te prévenir qu'il n'y a encore rien de fait et que je ne vais pas là-bas pour dire *amen* avant la messe !

Elle répondit, comme à un enfant buté :

— Tu n'y vas pas sûrement non plus pour refuser d'examiner tout ce qu'on te proposera, ou alors il vaudrait mieux rester ici...

Depuis le début de cette affaire, elle avait raison, implacablement...

Le lendemain samedi, il était de service à l'Escalier de dentelle. C'était une corvée redoutée des gardiens. Il fallait monter, avec chaque groupe de visiteurs, les cent vingt

marches logées dans un contrefort des chapelles, avant de déboucher sur la vertigineuse rampe, parmi les pinacles, les guipures hardies des garde-corps, l'élan oblique des arcs-boutants.

Quand il y aborda pour la première fois, ce matin-là, le soleil déjà haut pleuvait sur l'abside. Le jardin de pierres projetait au-dessous de lui des ombres légères et bleues qui retraçaient ses arcs et ses lignes sur les murs et les galeries. Les degrés de l'escalier illustre formaient comme la passerelle du merveilleux vaisseau. On y embrassait d'un coup d'œil, sous le hérissement vermeil des pilastres et la cascade des toits, l'arène démesurée des grèves, le déploiement de leurs ors pâles. Tous ceux qui montaient là recevaient le grand choc de l'espace. Puis on les priait de se détourner, de regarder en haut : ils distinguaient alors celui qu'on ne pouvait reconnaître que de là, l'Archange, sa silhouette altière de jeune guerrier.

André monta et descendit tout le jour. Habituellement, les gardiens trichaient. Ils attendaient parfois en bas la descente des groupes, car depuis longtemps il n'y avait plus aucun danger à gravir l'escalier restauré, et ce n'était qu'une question de souffle. Mais lui, mit comme une obstination puérile à revoir vingt fois l'éblouissant spectacle, celui qui liait, au Mont, la gerbe de toutes les beautés, ne laissait perdre aucun détail des ciselures, aucun méandre des rivières. Chaque ascension ravivait ses regrets. Il se découvrait cette tare d'avoir pris, sur ce rocher, l'habitude de la beauté, comme un opium dont il ne se passerait plus sans tourment. Quand on lui avait dit qu'il pesait sur ceux qui vivaient ici trop longtemps un envoûtement, que le Mont leur interdisait de s'éloigner ou les forçait à revenir, il avait retenu un sourire. Et maintenant, sous la menace du départ prochain, il découvrait que c'était vrai, que la concordance d'un esprit avec certains horizons peut devenir si étroite qu'elle étend l'exil au reste du monde. Trop d'oxygène, ici, trop de lumière, de grandeur, de hauteur... Cela causait à la longue une dilatation durable de l'âme : elle suffoquait partout ailleurs. Et de se découvrir à ce point sensible au charme d'un lieu, lui paraissait quand même si étrange que des survivances de son enfance pieuse se ranimaient pour l'expliquer. Il se demandait si la

montagne miraculeuse n'était point restée aimantée, si elle avait perdu toute l'irrésistible force spirituelle qui pendant des siècles y avait attiré les multitudes, si l'Archange propriétaire s'était laissé complètement évincer par les Beaux-Arts...

A la longue, pourtant, la fatigue de l'escalier l'apaisa lourdement, et, quand il redescendit avec le dernier groupe, il avait accepté l'inévitable. Il ne lui restait qu'un désenchantement morne, mêlé pourtant d'une obscure confiance en soi et dans l'avenir, qui était de la jeunesse.

Cet après-midi de week-end avait peuplé la Grande Rue qu'il descendait, et il lui fallait s'insinuer entre des groupes arrêtés aux vitrines. En passant devant *la Chimère*, il hésita un instant, puis entra et demanda le *Bottin*. Boudard n'avait pas même indiqué, dans sa lettre, l'adresse de Marvel, de ces bureaux où il devait se rendre... Marvel ?... Il trouva le nom étalé en lettres grasses, les caractères bouffis réservés aux grosses firmes qui peuvent s'offrir cette réclame chère. Mais, au-dessous du *Marvel* boursouflé, ses yeux se heurtèrent à un autre nom, moins ostentatoire, et qu'il regarda un instant sans comprendre ; il y avait écrit : *Robert Delabre et Cie*...

— Vous avez trouvé ? demanda Mme Docheais jeune, qui s'affairait autour des tables bruyantes.

— Oui, oui, merci...

Il se jeta dehors, heurta des promeneurs, et, l'Avancée franchie, se mit à courir, en glissant, sur la vasière qui menait à la caserne.

Robert Delabre et Cie... La brusque rencontre de ce nom embusqué à un coin de page le révoltait comme un guet-apens subitement découvert. Elle avait osé ça, faire mendier par ce gros entrelardé de Boudard une place à celui qui avait passé pour son amant..., qui avait été son amant ! Car au moins, maintenant, c'était clair, aussi démontré que si elle avait signé et daté tous ses rendez-vous de Dinard. C'était tout son arriéré de dévergondage qu'elle se faisait solder cyniquement, à présent que l'autre pouvait payer !... Et lui, l'hébété, l'abruti, qui s'était toujours bouché les yeux, de peur que l'évidence ne finît par les lui crever !

Le détour qu'il dut faire devant une flaque d'eau de pluie retint, durant quelques secondes, le flux de haine qui le gonflait. Au delà de cette flaque, il retrouva soudain vivante

l'image odieuse qui cette fois ne se laisserait pas évincer : Delabre, sur la digue du Casino, Delabre en slip, sa nudité svelte et hâlée, le torche fauve de ses cheveux dans le vent... Laurence les avait elle-même affrontés, quand il essayait, lui, gauchement, avec un petit sourire creux et bête, de se mêler à ses familiers : « Je vous présente Bob... M. André Brelet. »

Au premier coup d'œil, ils s'étaient mutuellement méprisés. André avait senti descendre tout le long de lui le regard qui jugeait sa cravate neuve, son veston de l'autre année, ses souliers trop solides et sa carrure de paysan. Il avait, lui, dépisté aussi vite, dans le trop beau gars, le type à femmes, le vide de l'élégante carrosserie, et, à la fuite sournoise de ses yeux bruns, à la veulerie gourmande de la jolie bouche, il avait conclu : « Pire qu'un noceur, un drôle... »

Il ne lui avait pas même fait l'honneur d'en être jaloux... là-bas. Delabre lui déplaisait assez pour croire impossible qu'il pût plaire à Laurence. Elle le traitait d'ailleurs en chien de manchon : « Ici, Beau-Bob ! »... Puis, dès qu'André l'en avait priée, elle avait cavalièrement donné congé à toute la bande, Bob en tête, et avait dit, en faisant ses yeux de star :

— Vous me les reprochez, mais si vous étiez venu plus tôt...

C'était avec ces mots-là qu'elle l'avait eu, avec sa docilité, son habileté de calquage, car elle lui servait alors, sur commande, toutes les images d'elle qu'il avouait désirer...

Elle était assise, quand il entra, près de la fenêtre. Elle sursauta en entendant claquer la porte.

Il avait enfoui les mains au fond de ses poches. Il marcha jusqu'au bord de sa chaise, à lui toucher les genoux du genou. Puis il dit, d'une voix courte :

— Dis donc... Mais tu avais oublié un détail intéressant : Delabre est l'associé de Marvel ?...

Elle exagéra le naturel pour répondre :

— Mais, naturellement, c'est son gendre !...

Il eut ce haut-le-corps des trouvailles inespérées :

— Ah !... Très, très bien !... Je comprends de bout en bout, à présent, et c'est encore plus réussi que je ne pensais ! Le beau Robert a épousé l'idiote, et ça lui vaut une part dans les bénéfices !... Ce vieux Bob, ça faisait un certain temps qu'on n'avait pas eu de ses nouvelles. Moi, du moins... Tu

ne me reprocheras pas de t'en avoir jamais parlé. J'y ai peut-être pensé, et plus que je n'aurais voulu, mais je ne te l'ai jamais dit. Figure-toi que je te croyais !...

Il se détourna brusquement, comme si elle avait protesté, et lui jeta :

— Oui, je t'ai crue !... Quand des gens renseignés écrivaient à mon père qu'on vous avait pincés, dans les bois de la Vicomté, que tu allais le retrouver jusque dans sa chambre du *Celtic*, c'est toi que j'ai crue, et, depuis, je me suis toujours forcé à te croire !... Ça t'étonne, hein, que par respect pour sa femme, on puisse la mettre en sûreté en soi, contre soi ? Ça doit t'étonner, toi qui ramasses une malheureuse fille, pour essayer de t'en servir !... Je l'ai fait, pourtant, mais n'essaie pas de démêler ça !... Si j'ai trouvé le nom de Delabre sous celui de Marvel, c'est par hasard. Je ne l'avais pas cherché.

Elle ne comprit pas qu'il se rendait témoignage avant de condamner et qu'il marquait entre eux des distances infranchissables. Elle n'avait retenu que ses derniers mots et crut qu'il s'excusait de sa trouvaille, qu'il la lui donnait à défaire. Il y avait trop longtemps qu'il l'avait distancée : elle ne le devinait plus et pensait toujours trop bas.

— Et alors ?... dit-elle, en reprenant sa broderie sur ses genoux.

Il scruta son visage, cruellement, avide de voir jusqu'où elle pourrait descendre dans le mensonge stupide. Il se sentait si clairvoyant qu'il éprouvait presque pour elle une pitié irritée. En tirant l'aiguille, elle esquissa sa pauvre manœuvre :

— Oui... Tu ramènes Delabre sur le tapis, parce que tu as découvert qu'il était l'associé de Marvel. Mais, si tu me l'avais demandé, je te l'aurais dit...

Il eut au fond de la gorge de petits rires descendants, comme s'il avait henni :

— Alors, tu le savais ?

— Mais, naturellement. Boudard me l'avait dit.

— Et tu as aussitôt dit à Boudard : « Mais demandez-lui donc une place de ma part. » — Comme elle tentait de se redresser, il lui asséna une seconde fois : — *De ma part*... Il n'est pas fort, Bob : il faut lui rendre justice. Aussi bête que beau ! Mais c'était tellement clair qu'il a tout de suite

compris. Les beaux souvenirs, ça ne s'oublie pas tout de suite comme ça, hein ? Surtout quand on vous offre de reprendre la chanson là où l'arrivée du péquenot l'a interrompue... Dans le fond, c'est flatteur pour toi, ça... Qu'en vingt-quatre heures il ait eu enlevé le morceau, le fin morceau qui va lui retomber tout cuit dans son beau bec!... Marvel n'a-t-il pas justement sous la main une place de choix, une bonne petite place à voyages ? Le patron expédiera le mari en Angleterre, chaque fois que l'associé... Et dire qu'il a pu croire que, moi, j'étais d'accord avec lui ! Mais parle, bon Dieu ! dis quelque chose, n'importe quoi !

Il lui avait saisi les poignets et les secouait. Elle renversa la tête en arrière pour le regarder dans les yeux, et elle était si pâle qu'il la lâcha.

— Après cela, bégaya-t-elle, je n'ai qu'une chose à te dire : que, si tu ne pars pas demain soir dire à Marvel que tu acceptes, je partirai toute seule, et tu ne me reverras jamais.

II

Quand Laurence avait balbutié son ultimatum, il avait crié :

— Mais pars !

Puis il avait couru chez Vallée. Le gardien habitait deux anciennes cellules de prisonniers bondées de livres, de plans, de pierres arrachées aux fouilles. Il avait écouté André, comme écoutent les confesseurs, penché, immobile, les mains jointes sur les genoux. Le réquisitoire passionné avait duré des heures. Ce n'était pas seulement la trahison du jour qu'il avait racontée, mais l'autre, la grande, celle de n'avoir révélé qu'au Mont son effroyable indigence d'âme.

— Le jour où l'on m'a dit d'elle : « elle est riche », on m'a eu tout dit, tout ! Tout, chez elle, se ramenait à ça ! Et, gâteux que j'étais, il a fallu que je l'amène ici pour le savoir ! Là-bas, avec les bouts de musique, les bouts de lectures qu'elle avait tout de même grappillés, les bouts de leçons qui lui étaient restés de ses institutrices, je me disais : « Elle n'est point sotte. » Elle s'amusait à s'en crever ; j'appelais ça de la gaieté ! Et ce que j'ai pu appeler de l'amour ! Mais ici, alors !... Ah ! mon pauvre ami !... A Paris, elle se tenait

encore, comme on se tient devant la roulette quand on espère jusqu'au bout tout regagner. Ici, zéro ! Rien, vous entendez, rien !... Pas ça, nulle part !... Il a tout de même bien fallu que je m'en aperçoive !... D'abord, je n'ai pas compris. Je me suis dit : Mais est-il possible qu'elle ait changé à ce point-là ? » Ce n'était pas elle qui avait changé, c'était moi !... Ici, par force, je suis devenu un peu plus propre, alors j'y ai vu plus clair. Cela paraît idiot, mais on ne m'ôtera pas de l'esprit que c'est grâce à l'Abbaye, aux grèves, à vous, peut-être, que c'est arrivé... Alors, quand je rentrais et que je la retrouvais butée, ne cherchant que la sortie, comme une bête en cage, prête à me passer vingt fois sur le ventre pour s'en aller, décidée à tout pour rattraper ce qu'elle appelle « sa vie » !...

Vallée hasarda :

— Justement ne l'avez-vous pas trop laissée seule ?

Il haussa les épaules :

— Pas assez !... Si je l'avais moins vue, moins entendue, je pourrais peut-être encore essayer de croire que je me trompe!... Vous pensez bien que j'ai essayé de la reprendre, mais je n'avais rien à lui donner, ni dancings ni couturières, ni cocktails... Alors, moi ? Ma présence ?...

Il se mit à rire amèrement :

— Un meuble vide ! mon vieux !... Bien sûr elle m'a reproché cent fois la chasse, la pêche, nos conversations... Pour m'avoir plus à elle ?... Tout simplement parce qu'elle enrageait que j'aie retrouvé des plaisirs, quand elle avait perdu les siens !

Il la débusquait avec une sagacité féroce de tous ses refuges. Pourtant, il en revenait toujours à l'horreur du marchandage cynique :

— Mais, demandait-il, elle m'a donc cru capable de marcher ?... Elle devait tout de même bien penser qu'au premier jour j'apprendrais que Delabre était l'associé de Marvel... Alors ?... Alors ?...

Vallée bougea enfin et se redressa :

— Quand vous lui avez eu reproché tout cela, que vous a-t-elle répondu ?

— Qu'après ce que je venais de dire, j'accepterais ou qu'elle partirait...

Il ricanait, en rapportant la sommation. Vallée se leva et se mit à marcher le long du mur où s'étayaient des piles de livres. Sa grande ombre l'y suivait d'abord, puis le précédait brusquement. Il déclara :

— Elle a raison. Vous n'avez pas le droit de lui refuser l'épreuve.

Il jeta un coup d'œil à André, le vit bouche ouverte, les poings à la poitrine, comme s'il venait de heurter une barre. Du geste, il l'arrêta :

— Je sais parfaitement ce que vous allez me dire : « Comédie, rétablissement au sol, bluff... » C'est possible. Seulement, vous ne pouvez pas le savoir, et vous n'avez pas le droit de vous tromper !... Si vous en êtes capable, supposez un instant qu'il n'y ait eu là-dedans que de l'imprudence, mettez même de l'inconscience... Une femme, justement, assez sûre d'elle pour demander un service à un de ses anciens flirts, en ne le payant que de fariboles, mais ça se fait tous les jours et ça ne s'appelle que de la coquetterie !...

Et comme André niait de la tête, un branlement qui semblait un tic, Vallée cria :

— Mais encore une fois, bon Dieu, vous n'en savez rien! Et, je vous le répète, puisque vous êtes sûr qu'elle partira sans vous, vous n'avez pas le droit de la jeter à l'aventure, si vous n'êtes pas absolument certain qu'elle est, dès maintenant, décidée au pire. Et ça, vous ne le saurez que sur place.

André se rappelait les pourboires qu'il lui avait appris à quémander sans en avoir l'air. C'était le même homme qui parlait... Il répliqua, la bouche tordue :

— Alors, c'est bien ça ?... La mener à l'autre et leur laisser croire à tous que je suis dans la combine ?...

Vallée se mit à rire, de son grand rire clair qui semblait chasser des ombres :

— Allons, allons !... Ne me faites pas passer pour pire que je ne suis !... Je suis bien tranquille,... trop tranquille ! Ni Delabre, ni d'autres ne prendront une seconde le change sur l'homme que vous êtes. Je compte sur vous pour le fixer ! Après cela, si tout doit casser, tout cassera, mais...

Il fit claquer son ongle sur ses dents :

— Vous n'aurez pas eu ça à vous reprocher ! — Puis, il le prit par les épaules : — Il est tard, il faut aller vous cou-

cher, mon petit Brelet... Et vous partirez demain. Si, si!...

Quand André rentra, il trouva leur grande malle ouverte, des vêtements déjà pliés dans le fond. Il n'alla pas jusque dans la chambre, mais il s'étendit sur le petit divan de la salle à manger et s'endormit à l'aube. Ce fut Laurence qui le réveilla, en le touchant du doigt.

— Est-ce que tu ne dois pas monter à huit heures et demie ? Il est temps que tu déjeunes.

Dans la première stupeur du réveil, il la regarda un instant sans la reconnaître, comme si, pendant cette dernière nuit, s'étaient déliés un à un les derniers liens qui l'unissaient à elle.

Il avala son café et monta à l'Abbaye. Toute la matinée, il conduisit les visites, s'appliquant avec une sorte de rage à ce métier qui resterait le sien. Le dénouement, le départ du car de six heures qu'elle prendrait seule, lui paraissait reculer dans le temps, comme une vieillesse. Un instant, dans la Salle des Gardes, il s'affirma :

— Elle cédera. Elle n'osera pas.

Pas une seconde il ne songea qu'il pourrait bien, lui, céder, partir, comme le lui avait affirmé Vallée.

A la fin du déjeuner de midi, ce fut encore elle qui rompit le silence :

— Tu sais que le car est à six heures...

Il sortit, comme s'il n'avait rien entendu.

Dès qu'il arriva dans l'Aumônerie, il vit M. Plantier et Grénier qui marchaient côte à côte. Grénier expliquait à voix basse. Le gardien chef écoutait, maussade, sourcils froncés. Dès qu'il aperçut André, il lui fit signe de les rejoindre.

— Mais, dites donc, Brelet, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?... J'arrive du Cloître : une tête de bélier d'un chapiteau a été cassée !... Grénier m'affirme qu'il l'a encore montrée à sa visite de onze heures. Il n'y a que vous à être passé après. Alors, ce serait donc pendant votre visite qu'un salopard aurait fait le coup ?...

Grénier restait immobile, adossé à un pilier. André répliqua :

— Je n'avais pas plus de vingt personnes et je ne les ai pas quittées des yeux. Ça ne se casse tout de même pas comme une allumette. Il faudrait supposer...

Sans remuer, Grénier fit observer :

— Un coup de canne est vite donné.

— Il faudrait supposer, continua André, que je n'aie pas vu le coup, que je ne l'aie pas entendu. Et puis, aucun des visiteurs ne se serait même retourné, quand la tête est tombée, quand elle a roulé ?...

Grénier dit encore :

— Lorsqu'on est à un bout du Cloître, il reste souvent des visiteurs à l'autre bout. On ne les tient pas tous par la main, et ils peuvent faire un peu ce qu'ils veulent...

André, qui n'avait jamais tutoyé le gardien, l'interpella :

— Dis donc, tu y tiens tant que ça, à me mettre l'affaire sur le dos ?... Fais attention, ça pourrait donner à penser...

L'autre, les yeux étincelants, gronda :

— A penser quoi ?...

— Que quelqu'un est passé après moi, mais tout seul, qu'il a abîmé le chapiteau, et qu'il est venu prévenir...

Grénier fit deux pas. La canne du gardien chef tomba entre lui et André :

— Vous allez vous battre ici ?... Non ?... Elle sera tirée au clair, cette histoire-là, et je vous garantis que, quel que soit le coupable, il paiera la casse !

Des visiteurs entraient et s'arrêtaient contre la porte, d'où ils écoutaient curieusement. Le gardien chef leur cria :

— Avancez pour les billets !

André emmena sa visite. Le mauvais coup de Grénier l'occupa, jusque dans le Cloître, à calculer l'heure du méfait, à chercher des témoins possibles, ceux qui auraient pu voir le gardien entrer ou sortir. Sitôt dans la galerie, il s'arrêta devant la cassure et retint un haussement d'épaules : le piège était trop gros ! La tête n'avait point été cassée, mais bien sciée. La trace mordante de la lime se voyait encore jusqu'aux deux tiers du cou sectionné, on en distinguait les stries. Le père Plantier ne prendrait pas ça longtemps pour du travail de visiteur !...

Il s'aperçut soudain avec stupéfaction qu'il venait de rester très longtemps sans penser à Laurence, à l'heure qui approchait ! Même l'accusation de Grénier se mêlait à son autre amertume. L'injustice qui le menaçait le faisait douter, pour la première fois, de son équité à lui. D'être soupçonné à faux le gênait pour inculper, et sa justification, qu'il venait

d'échafauder dans le Cloître, frayait les voies à une autre... Depuis la veille, il chassait le souvenir de Vallée et de ses paroles ; il l'accusait d'incompréhension et de n'avoir montré qu'une délicatesse médiocre. Cet après-midi seulement, dans l'intervalle des explications qu'il récitait hâtivement, il l'écoutait, en écho. Il l'avait si souvent, dans ces salles, écouté avec une affectueuse déférence : « Si elle n'avait été qu'imprudente... Vous n'avez pas le droit de vous tromper... pas le droit de la jeter à l'aventure. » Des mots !... De ceux qu'on répète toujours en pareil cas, qui valent pour tous et n'en aident aucun !... Lui aussi avait dit à d'autres : « Un malentendu... Réfléchissez... Surtout pas d'irréparable... » Et ça ne signifiait au fond que : « Je m'en f... ! »

Pourtant, une chose que Vallée avait criée, en jurant, résistait. Il entendait, mieux que la veille, son ami affirmer : « Vous n'en savez rien... Vous ne pouvez pas le savoir ! » Le savoir ? Non. En être sûr ? Oui... Sûr qu'elle avait pensé : « Même s'il faut devenir sa maîtresse... » Devenir, non *redevenir* ?... Le mot le heurta si durement qu'il s'éveilla. Il était dans la Salle des Chevaliers, tout au fond, le long du mur de l'ouest, mais les visiteurs, fatigués de cette longue halte, se rapprochaient de lui et le regardaient, avec un étonnement déjà narquois chez quelques-uns. Honteux, il frappa dans ses mains :

— Par ici, messieurs-dames.

Et il repartit.

Après cette alerte, il s'appliqua mieux aux visites suivantes. Les groupes qu'il emmenait devenaient de plus en plus nombreux et bruyants. Il était difficile de les canaliser; on risquait d'oublier, un peu partout, les retardataires... La conduite de ces troupeaux l'absorba jusqu'au coup de cloche de la clôture. Il n'avait eu que le temps, dans la Crypte de l'Aquilon, de décider : « Je vais redescendre. Je vais lui parler. Je vais savoir. » Cette résolution qui reculait encore l'échéance le tranquillisa : il n'aperçut même pas la capitulation qu'elle attestait... A quatre heures et demie, après le partage sur la table, quand il sortit, ses poches gonflées de sous, et que Vallée lui annonça : « Alors, c'est entendu avec le père Plantier, je vous remplace demain et mardi », il eut un haussement d'épaules las qui acceptait.

Il descendit par l'Escalier du Gouffre. Un éclatant après-midi d'été finissait au-dessous de lui. C'était l'heure où cesse le poudroiement du soleil, où les horizons surchauffés s'éteignent et redeviennent distincts. Tout le long des degrés, la foule attendait la montée de la mer, l'arrivée du cheval au galop, et la Tour du Nord se bordait d'un large parapet de têtes. La marée de vive eau restait encore suspendue au bout des grèves, à cette ligne de mercure immobile qu'elle traçait à dix kilomètres du Mont.

André s'arrêta, l'esprit aussi vide que ceux qui regardaient. Il n'était plus qu'un homme exténué par un combat dérisoire, une interminable escrime d'arguties et de conjectures, et qui ne pouvait plus remuer que de pauvres pensées communes : qu'on cède toujours à sa femme, qu'on ne peut pas tout casser dans un coup de tête, qu'il fallait voir... Cette halte dans la déroute, c'était la dernière résistance de son amour-propre : il partait, c'était entendu, mais il ne pouvait pas, quand même, arriver trop longtemps avant l'heure du car...

Il s'accouda sur le parapet et écouta le fracas lointain qui annonçait l'ébranlement du flot. La ligne métallique de l'horizon était devenue une barre d'écume qui avançait de front, et dont on distinguait déjà le tumultueux roulement. La première, la Sée frissonna. La rivière n'étalait, à l'est, qu'une traînée d'argent sur les sables, des divagations blanches, des bras étroits, des stries d'eau immobile. Le flot animait toutes à la fois ces eaux mortes, une onde s'y propageait jusqu'au bout des lagunes qui, après son passage, ne cessaient plus de s'agiter ni de s'élargir... La Sélune, elle, plus profonde, mieux groupée, qui semblait garder le long de son corps ses bras luisants, grossit d'un seul coup, un envahissement qui ressemblait à la rupture d'une digue. Il n'y avait jusqu'alors que des sables autour de Tombelaine. Ses buissons, ses roches, sa ceinture de crasse marine se distinguaient avec une extraordinaire netteté. Soudain l'île s'entoura d'un cercle mouvant d'eau brillante. Ce fut à ce moment que quelqu'un dit, en hésitant :

— Mais, ils vont se faire prendre !...

Alors, André aperçut, pour la première fois, deux minuscules silhouettes en marche sur les grèves. Elles semblaient vouloir gagner Tombelaine ; puis subitement, elles se rabat-

tirent sur le Mont, mais leur petitesse, dans la vaste étendue, disait leur éloignement, comme l'attestait encore la lenteur apparente de cette fuite qu'ils devaient pourtant précipiter. Il se redressa, subitement alarmé, et essaya de comprendre.

S'étaient-ils attardés sur l'îlot ou avaient-ils été surpris avant de l'atteindre ? Il ne pouvait le savoir. Ce dont il était sûr déjà, c'est qu'ils venaient de trouver la route barrée vers Tombelaine et la mer dans la rivière.

— Ils courent, dit un homme qui les voyait dans ses jumelles.

Les deux points noirs, en effet, grossissaient, et ceux qui ne savaient rien des grèves pouvaient encore croire qu'ils gagneraient la mer de vitesse, car ils se déplaçaient sur une large zone de tangue qui semblait continuer jusqu'au Mont. A leur gauche, la Sélune s'était tout entière perdue dans la mer, elle n'était plus qu'un large débordement d'eau calme qui s'étalait. Soudain, les deux silhouettes de nouveau s'arrêtèrent et rebroussèrent chemin : ils venaient de trouver une seconde fois la grève coupée, le biez puissant et torrentueux qu'on ne soupçonnait pas du Mont au fond de la fosse où il courait. André revécut les secondes d'épouvante, où le soir des brumes il s'était penché sur le courant noir.

Une femme dit, à côté de lui :

— Ils sont faits !

Il reconnut Andréa qui regardait, les mains enfouies dans les poches de son tablier blanc. Personne n'aurait pu la croire encore. La mer semblait justement épargner le large plateau où ils se ruaient... Maintenant, affolés, ils se rejetaient en arrière, à toute vitesse, vers Tombelaine qu'ils n'avaient pas osé assaillir tout à l'heure, et André, qui regardait la paresse de l'eau autour de l'Ile, la minceur de la bande qui la sanglait, espérait encore qu'ils parviendraient à gagner le rocher, mais Andréa dit froidement :

— Il y a déjà plus de deux mètres de flotte autour..

Cela ne semblait pas possible, pourtant, de mourir ainsi devant vingt mille spectateurs impuissants, un jour de fête, quand ils n'étaient venus que pour se promener ! Comment croire que cette arrivée fameuse du flot, l'attraction qui figurait dans les guides et que les agences touristiques s'annexaient, fût capable de tuer ?... On comprit seulement

qu'elle allait les tuer, quand on les vit se séparer, courir sans raison, furieusement, d'un bout à l'autre du banc qui déjà se rétrécissait. Un autre touriste à jumelles dit :

— Ils lèvent les bras !

Une femme s'écria :

— Mais on ne va donc rien faire pour les sauver ? Il n'y a pas de canot de sauvetage ?

Il y en avait un et à rames : trois paires d'avirons contre un des plus forts courants du monde. On venait de le porter à bras dans le Couesnon, mais André savait déjà qu'il ne pourrait pas gagner, tant que le flot ne serait pas à peu près étale :

— Il faut aller prévenir le maire !

Dans ce petit bourg bondé de milliers d'étrangers, on se souvenait soudain qu'il n'y avait que quelques hommes à compter, et derrière la foule inerte, inutile, les Montois s'appelaient, se cherchaient, comme un équipage de paquebot par une nuit de naufrage, lorsque les matelots ont parqué les passagers, et ne leur demandent que de ne pas gêner la manœuvre. Andréa haussa les épaules :

— Je me demande ce que le maire y fera... Le curé, lui, peut leur envoyer sa bénédiction de sa fenêtre !... Il y en a tous les ans, ajouta-t-elle de sa même voix posée.

Elle n'éprouvait visiblement pour eux aucune pitié. Ils s'étaient laissé prendre, et stupidement, sans la moindre excuse. Rien ne les obligeait d'aller là-bas, quand tout le monde en revenait ! On murmurait, en effet, qu'un pêcheur les avait croisés, qu'il avait essayé, inutilement, de les faire revenir.

— Et voilà, dit-elle encore. On les prévient, mais ils en savent plus que tout le monde !

C'est qu'ils en croyaient leurs yeux plus que l'avertissement d'un pêcheur de rencontre. Par ce jour clair, Tombelaine était là, à quelques pas, semblait-il, si parfaitement précise qu'on ne pouvait manquer de l'atteindre en un quart d'heure. Tout l'après-midi, des caravanes avaient relié l'îlot au Mont, ainsi que des processions de fourmis noires. Trois jeunes gens, — on savait maintenant qu'ils étaient d'Ille-et-Vilaine, — ne s'étaient décidés, qu'après quatre heures sonnées, à l'excursion de rigueur. Ils étaient partis, malgré les conseils, mais l'un d'eux, à mi-route, avait eu peur et était revenu, poursuivi

par les huées et les insultes amicales des deux autres. Ceux-ci, après sa défection, avaient pourtant pressé le pas, car ils s'étonnaient de trouver si tourmentée cette grève, plane au départ : elle était hachée de lagunes profondes où dormait encore un peu d'eau, bosselée de bancs de sable, et Tombelaine, toujours aussi distincte, ne semblait point s'être rapprochée. Ils étaient déjà victimes du plus terrible mirage du Mont, de cette transparence absolue de l'air qui supprime les distances, trompés aussi par cette disparition de la mer que les meilleurs regards ne pouvaient deviner là où elle s'était enfuie. Ils étaient parvenus à moins de cinq cents mètres de l'île, quand ils avaient entendu le grand mugissement du flot et vu Tombelaine entourée. Ils avaient enfin cru sage de renoncer, de revenir... Cela les avait perdus ! Ils pouvaient encore à ce moment arriver sur l'île en même temps que la mer qui vient y buter, gagner sur le courant les secondes nécessaires pour se hisser sur le roc. Un canot serait allé les prendre. Mais leur retour inquiet, rapide, s'était heurté à la surprise tragique de ce torrent infranchissable qui n'existait pas à l'aller...

Maintenant, ils ne couraient plus que sur une langue de sable qui s'amenuisait, fondait sur tous ses bords, avec une vitesse d'épouvante. Ils se ruaient en zigzags, en crochets brusques de bêtes traquées. L'un d'eux, même, entra dans l'eau, puis recula.

Ils devaient hurler... Pourtant, ce n'étaient toujours que deux points noirs, et seule, leur vitesse frénétique marquait leur agonie. André songea qu'ils voyaient le Mont, ses promeneurs, les voitures lancées librement sur la digue, le tramway qui les avait amenés et allait repartir, qu'ils voyaient tout cela, de tout près, avec une atroce précision, et la pensée du désespoir qui les tordait là-bas lui fut insupportable. Cette révolte contre la torture qu'ils subissaient l'avait jadis projeté, lui, dans l'eau furieuse du biez. Elle l'étouffait de nouveau, et il se détourna, accablé de ne rien pouvoir : derrière lui, accoudée à son bow-window des grèves, Mme Montard les regardait avidement mourir. Il l'entendit crier avec fureur contre la bonne qui ne trouvait pas les jumelles. Il se rappela celles qui louent une fenêtre devant la guillotine et eut envie de l'insulter...

— Brelet !

On l'appelait. Son nom sonnait au-dessus de la foule muette étranglée d'horreur...

— Brelet !

Cette fois, il aperçut Docheais en haut des degrés, vers la porte du Petit Bois, Docheais qui l'avait reconnu à son képi, et qui vociférait, en levant des avirons :

— Brelet ! Le doris !...

Il se souvint brusquement que Clément avait laissé son doris ancré sous la chapelle Saint-Aubert, au nord, là où le Couesnon élargi se laisserait peut-être remonter... Il se rua, jouant des coudes, à la poursuite du gardien qui venait déjà de disparaître à l'angle de l'escalier. Il enjambait les premiers degrés quand la voix d'Andréa le rejoignit, sa voix ancienne, tout éraillée par le sarcasme, qui criait :

— Oh ! là là ! Vous n'y serez pas avant une heure !

En s'engouffrant dans les jardins, il entendit un « Ah... » d'horreur, un affreux soupir de toute la foule, et il comprit que les deux malheureux venaient de s'effacer des sables. Devant lui, Docheais enfonçait d'un coup d'épaule la porte du Petit Bois. Lui, ne songea qu'un instant au car de six heures qui s'enfuierait bientôt. Ce départ lui paraissait ne plus le concerner : c'était comme un événement déjà dépassé et qui gisait derrière lui. Devant, parmi les fûts des arbres, il entrevoyait la mer, les sables, et, en bas, un bateau noir, à bouts relevés, qui attendait. Le sentier du bois où il courait se maintenait droit pendant quelques mètres, cela lui permit de penser :

— Elle sera partie...

Partie quand il rentrerait, après avoir, pendant des heures, ramé, cherché, sondé...

Mais le sentier, par un détour brutal, le lançait dans la pente abrupte. Ce fut aussi soudain et violent que si quelqu'un d'inflexible l'avait précipité. Il dégringola l'escarpement en se cognant aux troncs d'arbres, griffé par les ronces, cinglé par les branches basses, comme s'il avait été poussé par le pied lucide de l'Archange...

ROGER VERCEL.

NOUVELLE TURQUIE

L'ARRIVÉE A ISTAMBOUL

Lorsqu'on pénètre dans le détroit par la Mer Noire, les rives du Bosphore tant chantées, passés les premiers kilomètres d'une farouche beauté, n'émeuvent que par les ruines. Les vieilles forteresses croulantes, Roumali Hissar, Anatoli Hissar, les parent d'une grandeur à la fois terrible et pathétique. Le détroit n'est qu'un large fleuve aux rives doucement accidentées, maigrement pourvues d'une courte végétation. Seuls, les vieux *konaks* de bois grisâtre, à moitié vermoulus, accrochés au flanc des collines ou penchés au bord de l'eau, où semblent plonger leurs balcons grillagés, la surprise charmante de quelque coin verdoyant semblable aux délicats paysages occidentaux que nous dédaignons chez nous, s'ils n'ont pas ému la sensibilité des poètes, et surtout, les souvenirs littéraires « sublimés » par l'imagination, exaltent l'enthousiasme du voyageur.

Mais il y a l'arrivée à Istamboul ! Quelle que soit l'heure ou la saison, de quelque côté que le bateau s'approche du port, la ville, dont le nom clair et nostalgique éclate comme un faisceau de sons et de couleurs, est une vision de splendeur inégale. Par-dessus les toits de la ville massée sur les collines de chaque côté du fjord de la Corne d'Or, les mosquées aux lignes sobres, massives et lisses, flanquées de leurs minarets, donnent à Istamboul son caractère d'élégance irréelle et paradoxale, de mystère plein de promesse, que la visite de la ville, hélas ! dissipera. Car Istamboul, autrefois pittoresque par les turbans multicolores de soie ou de chiffon, les fez rouges,

les uniformes rutilants, les caftans, les robes de soie chatoyante, par les voiles stricts des femmes parées du charme irritant du secret, par les loques éclatantes des mendiants, n'est plus, aujourd'hui, dépouillée de la foule orientale bigarrée, à la fois somptueuse et pouilleuse, qu'un grand port balkanique, aux venelles abruptes et mal pavées, fourmillant d'êtres humains ternes, vêtus du morne uniforme occidental. Heureusement, les murailles en ruines demeurent, qui se découpent sur un ciel toujours vif, et les mosquées presque désertes, îlots nostalgiques du passé, avec leurs cours d'ombre, envahies par des pigeons cossus, que domine parfois la silhouette efflanquée d'une cigogne anguleuse aux mines d'institutrice maussade.

La visite au Palais du Sérail, avec son parc, ses trésors, ses locaux où, dans un luxe décevant de puérilité bourgeoise et de magnificence barbare, vécurent quelques sultans magnifiques, nourrit l'imagination de ceux pour qui Istamboul demeure peuplée des personnages de son prodigieux passé. Chacun, selon ses instincts secrets, trouve dans quelque détail l'occasion d'une rêverie illimitée. C'est ainsi qu'un poète anglais de mes amis, dont j'avais lu de brûlantes et vivantes évocations de la Constantinople des Osmanlis, me montrant dans la cour des Eunuques un bâton de bois muni d'une corde solide nouée à la porte d'un cachot, m'avouait : « Ce n'est pas en contemplant le trône d'or ou les gemmes précieuses de Selim que s'éclaire pour moi la nébuleuse du passé et que renaît dans mon esprit toute l'époque à la fois grandiose et décadente où la Constantinople des sultans vivait sa double vie de métropole et de colonie ; mais c'est ici, quand je regarde ce bâton qui servait à immobiliser les serviteurs et les concubines coupables, afin que le bourreau pût leur fustiger la plante des pieds. »

Il n'est pas aisé de débarquer à Istamboul : les formalités parfois incompréhensibles sont nombreuses et d'une longueur énervante. La police du port n'est point d'une amabilité excessive et elle oppose trop souvent aux demandes les plus raisonnables un refus catégorique, jeté avec rudesse et une satisfaction évidente. On croit comprendre que le fonctionnaire turc éprouve une joie cruelle à s'affirmer maître d'accorder ou de refuser toute faveur aux étrangers, dans cette Constanti-

nople où, il y a quelques années encore, un drogman (employé subalterne) de consulat avait plus d'autorité qu'un dignitaire turc. Les tracasseries sont innombrables : il est par exemple interdit de remonter à bord pour y chercher un objet oublié ; défense aux parents ou amis d'accompagner jusqu'au bateau les êtres chers ; le capitaine d'un bateau étranger doit se pourvoir d'un passeport spécial, s'il veut être autorisé à passer la nuit en ville. Je vis, à la coupée d'un bateau amarré à Topané, à côté du vapeur *Bourgas*, une brave dame roumaine qui poussait des hurlements de désespoir, parce qu'il lui était défendu de descendre sur le quai pour embrasser son fils, parce qu'elle avait eu l'imprudence de débarquer à Smyrne ; et, bien entendu, il n'était pas question de faire monter le fils sur le bateau où la mère était tenue prisonnière, quand bien même le malheureux jeune homme eût été encadré de gendarmes !

Quant à moi, protégée par le chef du Bureau de presse d'Istamboul, M. Suat Tefnik, un des hommes les plus courtois qu'il m'ait été donné de rencontrer à l'étranger, puisqu'il réussit à me faire supporter sans ennui et même à justifier à mes yeux d'étrangère susceptible les lois sévères de son pays, je n'eus personnellement pas à me plaindre des manières bourrues d'une police trop zélée. Le service des douanes et du contrôle des devises est la terreur du passager, innocent ou non ; c'est assez dire combien toute tentative de fraude est rigoureusement punie. « Heureusement, me dit un marchand grec, qui derrière moi passa tranquillement deux mille livres turques, le *bakchich* n'a pas tout à fait perdu droit de cité en Turquie, sans quoi ce pays serait inhabitable. »

Chaque fois que je reviens dans une ville étrangère où j'ai déjà séjourné longtemps, j'ai pour habitude, le jour même de mon arrivée, de faire une longue promenade solitaire, sorte de pèlerinage aux lieux que je revois avec le plus de plaisir ; c'est ainsi qu'après avoir rôdé le long des vieilles murailles de Yedi Koule et erré entre les tombes du cimetière d'Eyoub, je rendis visite à mes mosquées favorites, parmi lesquelles Sainte-Sophie, — maintenant désaffectée et plus belle encore sous son apparence froide de musée que lorsque des milliers de croyants s'y pressaient pour adorer Allah, — demeure toujours pour moi la plus émouvante.

MŒURS NOUVELLES

J'habite dans le vieux Stamboul, à proximité d'un *turbé* (cimetière aux tombes votives), à quelques pas de la maison où Pierre Loti fit plusieurs séjours. De mon sixième étage en ciment armé (où la vermine a quelque peine à parvenir), on jouit d'une vue très étendue sur la mer de Marmara et jusqu'aux îles des Princes, par delà les coupoles et les minarets de la mosquée du sultan Achmed. Chaque soir, je guette la voix du muezzin qui, sous la République kemaliste, chante en langue turque les paroles rituelles de l'appel à la prière. D'Istamboul, aujourd'hui d'une propreté scrupuleuse et où l'on ne rencontre presque plus de loqueteux ni d'enfants en haillons, j'aime à descendre à pied vers Galata, puis à remonter jusqu'à Pera par le funiculaire souterrain. Un vieux professeur de l'ancien régime m'accompagne quelquefois dans mes promenades ; les rues sont très animées : des soldats, beaucoup de soldats et plus encore de marins ; les civils sont pour la plupart coiffés de casquettes que les collégiennes portent crânement sur leurs cheveux courts.

— La casquette a remplacé le fez au point de devenir suspecte, me dit mon vieil ami turc dont l'hostilité secrète au nouveau régime se traduit parfois par des paradoxes : je ne m'étonnerais pas qu'une décision prochaine de notre maître le Président de la République vînt supprimer le port de la casquette, dénoncée comme signe d'opposition ou d'obscurantisme... Mais, jusqu'ici, elle demeure comme une des plus belles conquêtes de la civilisation européenne sur l'obscurantisme ottoman ! Car vous savez bien que lorsque nous disons « ottoman », c'est avec mépris, quand ce n'est pas avec haine, et ce terme signifie que, sous l'empire des Osmanlis, il n'y avait point, à proprement parler, de Turquie, mais une mascarade levantine, arabe, musulmane, ce que vous pourriez appeler la « turquerie »... Nous avons heureusement remplacé aujourd'hui la notion de *humnet* (peuples de même religion) par celle de *millet* (nation), et l'internationalisme islamique par le nationalisme turc... voire anatolien ! La Turquie est donc née tout récemment.

— Pourtant, fis-je, négligeant le sarcasme du vieux pro-

fesseur aigri par la présence largement rétribuée de professeurs israélites allemands dans les Universités où lui et ses collègues enseignaient autrefois les modestes sciences qu'ils s'étaient péniblement assimilées à l'étranger, pourtant, la suppression du fez a contribué plus que toute autre innovation à l'occidentalisation et à la modernisation du peuple turc ; j'entends dire communément par vos compatriotes qu'à côté de la révolution du fez, l'émancipation féminine, y compris même le vote et le service militaire obligatoire projeté, ne seraient que des incidents sans importance...

— C'est fort juste et... voyez la malice de l'« opposition » : on eut beau proclamer *urbi* et *orbi* que le fez était d'origine grecque, qu'il fut introduit en Turquie, *via* la Tunisie, par le sultan Mahmoud qui le fit porter à ses tirailleurs marins à l'office religieux du vendredi (*selamlik*), que le port en avait été condamné comme profane par les théologiens de l'époque, conduits par le cheik Ulislam..., le « Turc moyen », habitué depuis plusieurs décades à considérer le fez comme la coiffure musulmane par excellence et le chapeau comme le symbole maudit de l'irréligion, ne renonça à son « pot de fleurs renversé » que sous la menace de châtiments terribles ; quelques-uns pourtant surent éviter le port du chapeau sacrilège sans risquer la potence, tel mon frère aîné qui, jusqu'à sa mort, ne remit plus le pied hors de chez lui ; car il y eut des pendus pour avoir refusé de quitter le fez... J'en ai vu. Pendre pour un chapeau ? C'est ainsi !

— N'est-ce point presque toujours aux emblèmes que furent sacrifiés les martyrs ? La grandeur d'Ataturk n'est-elle pas d'avoir admirablement compris qu'on ne touche et qu'on ne meut les peuples endormis qu'en s'attaquant à leurs habitudes par des décisions brusques et irrévocables ?

— Oui, sans doute... Il est à remarquer cependant qu'intransigeant sur la question du fez, le maître de la Turquie fut plus tolérant sur la question du voile et du *tchartchaf* auquel sa mère elle-même renonça difficilement.

— Les femmes lui en surent gré, et l'approbation des femmes est indispensable à celui qui gouverne les hommes...

— J'en conviens... mais si le fez a disparu, le chapelet de grains d'ambre, de bois ou de verroterie demeure aux doigts des Turcs comme à ceux des Levantins : dans les bureaux,

dans les boutiques, dans les trams, dans la rue, voire dans les ministères, observez les hommes ! Les grains glissent inlassablement entre le pouce et l'index qui ne tiennent pas une cigarette ; les amateurs de couleur locale peuvent se cramponner à ce vestige des anciennes mœurs... Mais, chut ! ne l'écrivez pas, de peur que nous ayons bientôt une nouvelle loi interdisant aussi le chapelet !

Nous passions devant la Sublime Porte, dépouillée de son prestige ; des étudiantes (en casquette, une serviette de cuir sous le bras) bavardaient sous le porche en attendant le tram beige des troisièmes classes (celui des premières est rouge vif)...

— Les anciennes mœurs disparaissent, en effet, dis-je à mon ami ; quoi que nous fassions, la roue tourne. Chukru Bey Effendi...

Mais il m'interrompit en regardant autour de lui si les jeunes filles ou quelque passant m'avaient entendue user des formules de politesse pré-kémalistes, car il n'y a plus aujourd'hui ni pachas, ni beys, ni hanums ; chaque individu fait précéder son nom du « bayan », équivalent à un « sieur » neutre, ce qui est plus simple évidemment.

— Eh ! je vous en prie, appelez-moi dorénavant Bayan Chukru Rusnu : depuis le 2 juillet, tous les Turcs non pourvus d'un nom patronymique ont dû s'en procurer un sous peine d'amende sévère, car nous avons eu aussi la révolution des noms. Les Turcs, jusqu'ici, s'appelaient Achmed, Kemal, Suat, noms auxquels ils ajoutaient le nom de leur père suivi du suffixe *oglou* (fils de). C'est ainsi que j'étais Chukru Kemal oglou. Ce mode d'appellation n'était certes pas très pratique, car il y avait des centaines de X..., Y... Oglou, et, à l'armée comme au collège, cela donnait lieu à d'extraordinaires confusions ; mais vous ne pouvez vous imaginer la difficulté que la majorité des Turcs éprouvèrent à trouver un patronyme convenable. Songez seulement à la difficulté qu'éprouve un écrivain, doué de quelque imagination, à se composer un pseudonyme qui soit à la fois plaisant à l'oreille et adapté à son talent et aux circonstances de son existence. L'homme de la rue se trouvait dans un cruel embarras ; il ne voulait pas s'appeler Monsieur Chat ou Monsieur Casserole, et son imagination ne lui fournissait pas d'autres noms que ceux des

choses usuelles ou ceux de quelque haute vertu ou de quelque noble animal, depuis longtemps déjà monopolisés par d'autres. Il risquait, s'il n'avait pas trouvé à la date fixée par le décret un nom satisfaisant, de se voir doter d'office, par quelque fonctionnaire irrité ou malveillant, d'un nom ignominieux : c'est ainsi que les juifs de Galicie se virent autrefois affublés de noms ridicules ou malsonnants par de facétieux fonctionnaires austro-hongrois, et furent obligés plus tard de s'acheter de nouveaux noms. Aussi vit-on, le dernier printemps, naître et prospérer une industrie nouvelle où des spécialistes parvinrent à se faire une petite fortune en découvrant des noms de famille pour les malheureux incapables d'en trouver eux-mêmes. Le concierge de ma maison, un homme très astucieux, se faisait dans le quartier, par ce moyen, ses huit ou neuf livres par semaine : on payait cinquante kourouch pour s'appeler Fontaine, soixante-dix pour s'appeler Camarade !

Je ne retournerai plus jamais au Bazar, autrefois si animé, coloré, bruyant ! Que n'y trouvait-on pas ? Une foule bariolée s'y bousculait, s'y écrasait, se tordait les chevilles sur les pavés en « têtes de moineaux », ces fameux pavés que l'on retrouve dans tout l'empire ottoman ; des marchands de toutes races jaillissaient hors des boutiques clinquantes et parfumées pour mettre de force dans les mains des passants toute une pacotille lumineuse, brillante, odorante, que les touristes prenaient avidement comme si, tout à coup, ils tenaient tout l'Orient dans leurs doigts. Aujourd'hui, les ruelles sont tristes, ternes, grises ; sous les voûtes croulantes, des vendeurs en veston proposent d'un air morose des tapis qui représentent la carte d'Anatolie ou le portrait du Président ; le bric-à-brac magique a disparu, ce qui en reste n'est plus ni chatoyant, ni parfumé ; les bazars se meurent ! Pourtant, dans une ruelle qui débouche dans la grande rue de Pera, quelques marchands bruyants rappellent encore la fièvre d'autrefois : avant même que les passants aient exprimé un désir, ils les ont pris par le bras et les entraînent, promettant, toutes dents dehors « : Nous en avons, nous en avons ! »

Cependant, Istamboul rappelle encore subtilement la Constantinople d'autrefois, envahie d'étrangers de toutes catégories et de toutes races, Juifs, Grecs, Roumains, Albanais, Arméniens, Africains, toute une population disparate, à la

fois toute-puissante et dédaignée sous la domination turque, distinguée du reste du monde occidental par la désignation de « Levantins » ; mais ils ont perdu de leur faconde, de leur élan, de leur assurance, aujourd'hui qu'ils ne sont plus les protégés des diplomates, ainsi qu'au temps des Capitulations. Toute l'atmosphère de la ville demeure imprégnée de levantinisme : comme autrefois, dans presque tous les magasins de Pera, on parle le français appris chez les Frères ou chez les bonnes Sœurs ; on sourit, on complimente, on salue beaucoup : les conversations ont ce ton de familiarité obséquieuse qui frise la complicité.

Par un matin ensoleillé, comme je m'engageais sur le pont de Galata, un encombrement de trams (très nombreux à Istamboul) et les accords bizarres d'instruments de cuivre, apportés irrégulièrement par le vent et qui semblaient se rapprocher, éveillèrent ma curiosité de badaud ; je me glissai au premier rang d'une foule compacte massée au bord des trottoirs : des soldats à cheval, au casque soigneusement astiqué, descendaient de Pera, précédant un cortège mortuaire ; des hommes en uniforme portaient à bout de bras un cercueil recouvert du drapeau turc ; derrière eux s'avançait un détachement militaire et des sapeurs-pompiers qui portaient de nombreuses couronnes de fleurs ; c'étaient les funérailles officielles d'un pompier qui, la veille au soir (on enterre vite en Turquie), était mort écrasé sous des poutres en flammes, au cours d'un incendie en face du théâtre de Pera. Si je n'avais pas reconnu, dans les sons émis par la musique militaire, les accents pourtant familiers de la célèbre *Marche funèbre* de Chopin, c'est qu'elle était exécutée avec quelque fantaisie dans le rythme ; les mélodies orientales sont désormais, dans toutes les cérémonies officielles, strictement bannies de la Turquie kémaliste ; aussi, soit émulation, soit prudence, dans les concerts, les restaurants, les cafés, les distributeurs de musique, on ne joue plus que de la musique ultra-moderne, ou tout au moins indiscutablemect occidentale. Le jazz, les tangos, et les vieilles rengaines des opéras-comiques d'antan, les mêmes qui sévissent encore dans nos villages sur la place de l'Hôtel-de-Ville ou sur le cours Thiers : « La musique orientale est amollissante, la musique occidentale vivifiante » : ainsi en juge Ataturk, le maître de la Turquie moderne.

Le Français qui se promène dans les rues d'une ville turque est surpris de voir sur les murs et aux devantures des magasins des affiches et des enseignes en caractères latins fraîchement peints et portant des mots tels que Kudfer, Roznuar, Vestijer, Tuvalet, Fam chik, qui ont un vague air de connaissance, mais qu'il ne reconnaît tout à fait que s'il les prononce à haute voix ; ce sont des vocables étrangers (la plupart français) adoptés par la langue turque, mais à condition qu'ils se laissent costumer à la manière de la nouvelle phonétique ; ce travesti n'est que peine légère comparé à la mutilation que subissaient les mots dans le curieux mélange d'idiomes qui, jusqu'à la réforme de 1932, était considéré comme la langue turque. Cet idiome, dépouillé de la plupart des mots d'origine orientale qui le constituaient, a été en revanche renfloué avec des mots de l'ancien turc, compréhensibles, dit-on, aux paysans d'Anatolie, et il existe une société très active pour l'« Étude de la langue turque », préposée à l'esthétique nationaliste du turc tel qu'on doit désormais le parler ; mais il faut avouer que le « Turc moyen » d'Istamboul, habitué à son « mélange », se soucie peu que tel mot qu'il emploie depuis son enfance et que ses parents employaient avant lui soit d'origine persane ou arabe, et il lui semble inutile et fatigant de devoir apprendre de nouveaux mots, sous prétexte que ceux-ci étaient employés il y a plusieurs siècles par ses ancêtres et qu'ils sont, aujourd'hui encore, en usage chez les paysans anatoliens. « On m'assure, me dit un vieux marchand de poissons du port, que je ne parle pas le turc, mais un patois bourré de mots étrangers. Eh ! que m'importe, puisque je me comprends et qu'on me comprend ! »

CONTRE ISTAMBOUL

Achmed, le fils de Bayan Chukru Rusnu, est étudiant et de plus kémaliste jusqu'au fond du cœur. Un jour que je déplorais devant lui la décadence d'Istamboul, ce jeune homme moderne me dit : « Toujours cet humiliant, — humiliant pour nous, — point de vue romantique, un point de vue qui parviendrait à nous faire prendre Pierre Loti en horreur, si ce prestigieux écrivain n'avait largement contribué à la

propagande touristique de la bonne ville de province qu'est devenu Istamboul. » Je l'interromps :

— J'éprouve toujours un petit pincement du cœur, chaque fois qu'on me rappelle la déchéance de Constantinople.

— Ce n'est pas triste, me répond-il, Istamboul restera un grand port, et tout sera dit. D'abord, Istamboul n'est pas turc ; je sais ce que vous allez me dire : « Ah ! oui ! Byzance, et puis le Grand-Turc ! (il riait sans méchanceté, inconscient de ce que ses paroles avaient d'irritant)... Au moyen âge, Constantinople était pourtant la capitale de l'Empire turc... » Malgré tous les décrets, cette ville a gardé en effet tous les vices de Byzance, auxquels se sont ajoutées au cours des siècles les tares de l'Empire osmanli ; c'est une ville molle, pittoresque, je vous le concède, mais au climat déprimant, où se dissout l'énergie ; on s'y sent constamment baigné dans une torpeur heureuse, on y est veule, sensuel, envahi d'appétits dégradants : c'est un centre à l'influence maléfique, un cœur pourri ; les Turcs, race mâle et forte, s'y sont laissé contaminer par la paresse, le goût de la diplomatie, l'esprit d'intrigue ; notre caractère originel, qui est honnête, rude, actif, s'y est avili au contact de ces étrangers sans autre patrie que l'argent, tous ces Levantins avec lesquels l'Europe occidentale avait appris à nous confondre. Constantinople, avec ses mosquées qui ressemblent à des encriers flanqués de stylos dressés, était la capitale du Levant, et non celle de la Turquie, elle nous repoussait en Orient, facilitait la pénétration du poison asiatique dans nos mœurs, dans notre mentalité ; « l'Asie, ce poison », comme dit Falih Rifki, notre grand écrivain... Nous ne sommes pas des Asiatiques, mais des Européens trop longtemps égarés, que notre révolution, une révolution *occidentale*, a rendus à leur véritable destinée. Aussi l'avons-nous reniée, ou, comme vous dites, assassinée, votre Constantinople, capitale de l'internationalisme islamique qui fut trop longtemps confondu avec la Turquie.

Je n'objecte pas que le Président de la République turque a prononcé à plusieurs reprises des paroles affectueuses à l'égard de Constantinople et que ce furent des raisons de sûreté personnelle et de stratégie, et non de guerre au byzantinisme, qui le décidèrent à choisir Ankara pour capitale.

— Et c'est bien ainsi, poursuit mon jeune ami en s'exaltant,

parce qu'à sa place, Kemal Ataturk nous a construit une capitale merveilleuse, une vraie capitale turque, où nous ne sommes pas journellement confrontés avec les souvenirs humiliants des Capitulations, une ville qui sera une des plus belles capitales occidentales du monde : Ankara !

Et, quoique je n'eusse point protesté, Achmed insista :

— Oui, du monde occidental, car le génie de notre grand chef Ataturk réussit à donner à la Turquie une impulsion nettement occidentale, alors même qu'il transportait le nucleus (*sic*) de la Turquie en Asie. Ataturk a reculé la frontière de l'Europe, ou si vous préférez de l'Occident jusqu'à la Perse. Istamboul est encore orientale, mais Ankara, au cœur de l'Asie Mineure, est une ville américaine... perfectionnée.

Je ne puis me retenir de sourire, sans malice toutefois, car j'aime l'enthousiasme à l'égal d'une vertu et particulièrement l'enthousiasme naïvement vaniteux des peuples qui, au prix de lourds sacrifices, se sont débarrassés d'une gangue quelconque et, heureux de briller au soleil, font miroiter avec complaisance des facettes dont ils s'exagèrent l'éclat. L'excusable susceptibilité, corollaire de cette vanité, n'est pas, comme on le croit généralement, le signe d'une trop grande confiance en soi, mais plutôt le reste assez touchant d'un complexe d'infériorité. La Turquie kémaliste n'en est pas encore dépourvue ; c'est ainsi qu'elle éprouve et exprime de l'humeur lorsque des pays anciennement soumis à sa loi célèbrent la date de leur libération. Récemment encore, lors du mariage d'une princesse albanaise avec un parent de l'ancien sultan, certains diplomates étrangers furent rappelés par leurs gouvernements pour n'avoir pas su faire un choix entre deux susceptibilités à ménager, celle de la République turque, qui ne reconnaît pas les titres impériaux de la famille du sultan, et celle du souverain d'Albanie, qui n'a pas les mêmes raisons d'ignorer les titres de noblesse de son beau-frère.

VERS ANKARA

Des amis m'avaient dissuadée de me rendre à Ankara : « C'est l'été, la température sera insupportable, tous les diplomates sont à l'étranger ou à Terapia, les Chambres sont

en congé, Ankara sera morte. » Ils voulaient dire « morte » au point de vue mondain qui m'intéresse fort peu en voyage. Je partis, malgré mon appréhension excusable de la chaleur; je pouvais prendre l'avion, mais je choisis de voyager en wagon-lit très confortable ; j'avais déjà pris une fois la ligne du Taurus pour me rendre en Syrie, et je revis avec plaisir, par un clair de lune qui magnifiait le charme sauvage du paysage, les gorges et les rochers escarpés que j'avais admirés il y a quelques années. Au matin, on traversa un immense plateau émaillé de jolis villages, pauvres à la vérité, mais dotés de jolies gares neuves où les jeunes paysannes habillées à l'européenne donnent rendez-vous à la jeunesse masculine. Comme je regardais par la portière, je vis dans le ciel ce qui me sembla un phénomène extraordinaire : des centaines de cigognes, massées en triangle compact, poursuivaient quelques oiseaux sombres, à courtes pattes ; un compagnon de route, qui observait également cette étrange poursuite, me renseigna :

— Dans cette même région, j'ai assisté, il y a quelque temps, à un grand combat entre des cigognes et des aigles..., car ce sont des aigles que vous voyez ainsi fuir devant les échassiers ; ceux-ci, qui venaient en grand nombre de Bulgarie, et parmi lesquels se trouvaient de toutes jeunes cigognes de la dernière couvée, avaient brusquement été attaqués par les « hordes barbares des aigles » qui en tuèrent beaucoup ; la terre était jonchée de plumes. Me croirez-vous ? Les cigognes vaincues s'éloignèrent, retournèrent sans doute en Bulgarie pour y chercher du renfort, et revinrent bientôt en plus grand nombre pour livrer dans les airs une véritable bataille aux aigles du pays ; je ne sais comment s'est terminée cette guerre aérienne, mais, depuis, il m'est arrivé plusieurs fois de voir dans les cieux, comme aujourd'hui, des cigognes rancunières poursuivre leurs ennemis. Il faut donc nous résoudre à constater que même chez les animaux, la paix ne règne pas plus dans les cieux que sur la terre. »

A mesure qu'on approche d'Ankara, le paysage reprend une austère et lumineuse grandeur ; les collines nues ou couvertes d'une herbe courte, l'immense plateau aux lignes nettes rappellent les alentours de Tiflis et certains aspects de la

campagne mongole. A la gare, une aimable jeune femme, Mlle N..., m'accueille avec des paroles de bienvenue ; dès les premiers mots, je vois que j'ai affaire à une de ces Turques modernes, intelligentes, pratiques, « efficaces » ; elle est vêtue à la dernière mode et s'exprime en un français impeccable :

— Je serai votre guide chaque fois que vous le désirerez, mais pas davantage, car il convient que vous vous sentiez absolument libre.

Je priai mon aimable cicérone de faire d'abord avec moi le tour de la ville que j'avais hâte de connaître. La chaleur était, ainsi qu'on me l'avait prédit, très forte, mais sèche et nullement déprimante. L'auto roulait le long de larges avenues bordées de maisons neuves, élégantes sans ostentation, et parmi lesquelles se détachent, entourés le plus souvent de jardins et de pelouses qui les empêchent de paraître écrasants, les bâtiments officiels : le Croissant rouge, l'Assemblée nationale, le musée, les banques, les écoles, le Palace-Hôtel, et les imposants ministères qui forment chacun, véritablement, tout un quartier. L'ensemble, construit sur un plan géométrique, donne une impression d'harmonie sévère, rompue par les immenses parcs publics. Pas de trams, mais des autobus silencieux, chargés de passagers ; pas de mosquées dans la ville moderne, mais, en revanche, beaucoup de statues élevées aux Victoires, à l'Indépendance, à la Sûreté, et, naturellement, au Président « père des Turcs », debout ou à cheval. Partout où il est possible de faire pousser un peu de verdure, les architectes de la ville ont planté des arbres et semé un gazon qu'on doit soigner comme des « fleurs en pots », me dit Mlle N... Il n'y a pas de verdure naturelle à Ankara et c'est à grand peine que les belles villas, habitées par les grands du jour et les diplomates, au flanc de la colline que couronne le Palais d'Ataturk, admirable dans sa simplicité luxueuse, ont été artificiellement entourées de beaux jardins.

LA NOUVELLE MÉTROPOLE

C'est de la colline de Çankaya, où pendant quelques instants je mis pied à terre, que j'eus une vue d'ensemble sur la ville et ses alentours. Sur son rocher, la vieille ville est une

pittoresque bourgade turque, protégée par la citadelle; on y voit les vestiges des fortifications romaines, byzantines, seldjoucides. Les Turcs modernes, très nationalistes, n'insistent pas pour faire admirer aux touristes curieux d'archéologie les vestiges de la civilisation romaine, tels que le temple et les fragments du fameux testament d'Auguste; mais ils s'étendent avec complaisance sur les trésors hittites que renferme le musée de la ville, car les Hittites sont comptés parmi les ancêtres des Turcs.

Une des particularités d'Ankara est que, de quelque point de la ville où l'on se trouve, on aperçoit la campagne environnante, dont Ankara n'est pas séparée par quelque horrible banlieue. Ma première impression fut celle d'une symphonie moderne blanc, bleu, or : ce n'est que plus tard que se formula en moi l'impression d'une quasi miraculeuse harmonie dans l'apparence de la ville, la foule qui l'habite, l'esprit qui l'imprègne. Mais dès le premier regard jeté sur la nouvelle métropole, conçue selon un plan sobre, sans raideur, aéré et, — je ne trouve pas d'autre expression, — virilement joyeux, je compris les mots de mon jeune ami Achmed lorsqu'il me disait : « Ankara est essentiellement européenne, tout en étant essentiellement turque ; car il y a une manière turque d'être européen, comme il y a une manière française ou une manière anglaise de l'être. »

La position d'Ankara n'aurait pu être mieux choisie pour préserver la métropole turque d'attaques et de surprises; elle est aussi calculée pour préserver la ville de toute influence étrangère. Ataturk obéit aux mêmes motifs qui incitèrent Washington à construire la capitale américaine à l'intérieur du pays. Le fondateur de la République turque offre du reste de nombreux points de ressemblance spirituelle avec le fondateur de la République américaine.

— Voyez, me dit ma compagne en me faisant admirer la luminosité intense et pure de l'atmosphère : ici, l'air et la lumière sont d'une pureté presque brutale. Les ciels d'orage et les couchers de soleil y sont d'une violence de teinte apocalyptique : les montagnes, soudain inondées de rouge, de violet, d'orangé, en contraste avec le ciel gris ou opalin, paraissent les grandes ébauches, exécutées par un artiste primitif, d'un univers plus grand, plus terrible, et, — comment

dirais-je ? — pourtant plus naturel, plus aimé de Dieu que le nôtre.

Je compris qu'elle avait raison.

J'ai déjà noté qu'il n'y a point de mosquées dans l'Ankara moderne ; cependant on ne saurait accuser le Président de la République d'hostilité marquée vis-à-vis de la religion. Plusieurs de ses collaborateurs les plus en vue, entre autres le chef de l'État-major Fevzi Pacha (j'emploie encore le titre de pacha, car j'ignore de quel patronyme le grand chef l'a pourvu), sont des musulmans pratiquants. Ce n'est point contre la religion que lutte le gouvernement, mais contre les abus du clergé qui, pendant si longtemps, fut tout-puissant en Turquie dans le domaine de l'instruction, de l'hygiène et de la politique.

— Il faut traiter vigoureusement la plante, au risque de l'anémier, si on veut la débarrasser des parasites qui la rongent, me dit M[lle] N... ; de même il est inévitable de traiter le clergé avec quelque rigueur jusqu'à ce qu'il ait repris sa véritable place. Vous trouverez sans doute intolérable qu'un maître d'école puisse intervenir dans l'éducation familiale des enfants ; mais cela est nécessaire lorsque cette éducation est dirigée plus ou moins ouvertement par un clergé ignorant, encore très influent dans certaines familles, et qui risque de fausser le jugement des enfants et de contrarier les plans qu'Ataturk a formés pour la jeunesse, à laquelle il devra, à sa mort, laisser la Turquie.

VISITE A L'INSTITUT D'AGRICULTURE

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai visité l'Institut supérieur d'Agriculture et de Sciences vétérinaires d'Ankara. Il est dirigé par d'excellents professeurs allemands et est certainement, dans son genre, le plus complet que j'aie visité ; les bâtiments modernes, spacieux, et les laboratoires, bien aménagés, sont munis de l'outillage approprié ; j'ai pu, au cours de cette visite, juger des rapports actuels de l'étudiant turc avec les maîtres étrangers dont il est contraint provisoirement d'accepter l'enseignement, en raison de la pénurie en Turquie de professeurs compétents.

De nombreux ateliers concourent à assurer la quasi

complète indépendance de l'Institut et jusqu'à son ravitaillement en cornues, éprouvettes, objets de cuir ou de métal nécessaires à l'enseignement. Tous les étudiants internes sont des boursiers et reçoivent d'office une place du gouvernement à la fin de leurs études. Le directeur, un Allemand de haute culture, pédagogue avisé fort aimé de ses élèves, m'invite à prendre chez lui un verre de vin turc sans alcool, en compagnie de quelques professeurs. Je me demande pourquoi, à côté du portrait du Führer allemand bien en vue au mur, ce fonctionnaire n'a pas fait placer l'effigie du Président de la République turque. Directeur et professeurs vantent l'intelligence, la curiosité, la conscience des étudiants turcs. Leur opinion corrobore celle d'un professeur suisse à l'Université des Sciences d'Istamboul, M. Weber, qui me disait, à son retour d'une expédition scientifique en Asie Mineure, où il avait été avec quelques élèves observer l'éclipse de juin :

— Il serait temps de mettre fin à cette opinion trop répandue en Occident que l'intelligence et la faculté d'apprendre des Turcs, ainsi que celles de la plupart des Orientaux, très vives dans la première jeunesse, se « nouent » dès l'adolescence ; l'étudiant turc est un Occidental et vaut n'importe quel étudiant latin ou anglo-saxon.

— Tout au plus, me dira un jeune professeur d'Ankara, est-il nécessaire de mettre au point leurs notions des valeurs parfois erronées, selon nos conceptions (n'oubliez pas que beaucoup sont des paysans élevés par une famille encore imprégnée d'anciens préjugés et habituée aux anciennes coutumes). Il est fréquent qu'un étudiant s'attarde avec une minutie incroyable à des détails pour nous sans importance et néglige un travail essentiel.

J'eus la surprise de trouver, cantonné dans un petit laboratoire privé, un médecin radiesthésiste turc. Je ne manquai pas de bavarder avec lui ; il est l'inventeur d'un instrument fort ingénieux destiné à garantir l'exactitude et la probité de ses expériences. Une des objections que les sceptiques font aux radiesthésistes est que le fil à plomb tenu entre les doigts de l'expérimentateur peut être, imperceptiblement, et d'ailleurs inconsciemment, mis en mouvement par celui-ci. Dans l'instrument compliqué dont l'aimable savant m'explique le fonctionnement, le fil à plomb est suspendu à une aiguille au-dessus

de laquelle, et sans la toucher, l'expérimentateur étend la main pour établir le contact fluidique ; je me soumis de bonne grâce à un examen radiesthésique au cours duquel le médecin turc me confirma le diagnostic tout récent de mon médecin parisien. Il n'en parut ni surpris, ni même flatté. Il me fit faire ensuite quelques expériences au moyen de coupes histologiques de tissus humains, animaux et végétaux atteints de diverses maladies. Puis il se lança dans une théorie sur les hormones, nouvelle pour moi, qui me parut aussi passionnante qu'inattendue.

Comme j'avais exprimé le désir de survoler Ankara, ma charmante amie turque vint me prendre un dimanche matin pour me conduire à l'aérodrome, à quelques kilomètres d'Ankara, auquel on se rend par une route excellente. Dans l'enclos de l'aérodrome tout neuf, trois paysans visiblement endimanchés se tiennent serrés contre la barrière et examinent d'un œil méfiant l'hélice de l'avion dont le moteur vient d'être mis en marche ; ils se cramponnent des deux mains à leur couvre-chef, et témoignent quelque hésitation avant de monter dans l'appareil. Installés en face de nous, ils roulent des yeux ronds et poussent des exclamations que ma compagne me traduit en souriant : « Autant être secoué dans une cage entre ciel et terre ! On risque cent fois la mort dans cet engin ! Que je suis mal à mon aise ! Quand redescendrons-nous ? Allah !... » Une fois à terre et rassurés, je leur fis demander pourquoi ils avaient entrepris de monter en avion.

— Ataturk dit qu'il faut employer les moyens de locomotion modernes. Lui-même risque sa vie dans ces machines désagréables ; alors, nous aussi nous avons voulu essayer. Car, si étonnant que cela puisse sembler, le Président a toujours raison.

AUTOUR D'ATATURK

Kemal Ataturk ne se trouvait pas à Ankara tout le temps que dura mon séjour. Mais j'eus l'avantage d'être reçue par quelques-uns de ses collaborateurs et de ses familiers, choisis pour la plupart parmi les militaires qui firent avec lui la Guerre de l'indépendance. Tel, le président du Conseil Ismet Pacha à qui le Président donna pour patronyme le nom

de la victoire d'Inönu. Il eût pu tout aussi bien lui donner le nom de « Lausanne », car le traité de Lausanne fut pour Ismet une victoire diplomatique éclatante. C'est une personnalité extrêmement curieuse et d'un charme indéfinissable fait à la fois de force et d'austérité pouvant aller jusqu'à la dureté et d'une inimaginable douceur ; l'expression de ses yeux noirs brillants et particulièrement alertes (car le président du Conseil, atteint de surdité (1), compte sur ses yeux pour saisir la pensée de son interlocuteur) change avec une rapidité de déclic. Quelle fixité dans le regard tandis qu'inconsciemment son corps mince, fluet même, se redresse dans une attitude militaire un peu raide pour me dire : « La jeunesse ne travaille pas assez ; elle doit inlassablement apprendre, dépenser ses forces, comme je le fais, pour le pays, et c'est encore le meilleur moyen qu'elle a de se servir elle-même... » ; ou encore, parlant des menaces de guerre que l'Europe inquiète redoute périodiquement de voir se réaliser : « Le pire est peut-être la psychose du monde moderne qui attend véritablement une catastrophe, qui l'attend et qui la craint, au point de vivre déjà par anticipation en sa compagnie ; rien n'est préjudiciable à la paix comme une telle psychose. » Quelle douceur, au contraire, quelques instants après, lorsqu'il me parle du plus jeune de ses enfants, une fillette qu'il adore :

— C'est par elle que j'apprends la coquetterie féminine : certains matins, elle me dit avec un petit air de malice : « Mais, je ne sais pas si je vais te dire bonjour aujourd'hui, je suis très occupée. »

J'aurai également l'occasion de parler avec le ministre de la Justice, M. Saraj Joglu, esprit très fin, pince-sans-rire dont le scepticisme s'enveloppe de courtoisie légère ; et avec le grand essayiste turc Falih Rifki, directeur du plus grand journal d'Ankara, un des hommes les plus cultivés « à l'occidentale » de la Turquie moderne et dont les écrits et la conversation rappellent ceux de M. André Maurois. Les yeux bleus,

(1) La surdité du président du Conseil et de quelques personnes de l'entourage immédiat d'Ataturk ont donné lieu à l'anecdote suivante : Un jour, Ataturk se promenant avec son ministre des Affaires étrangères, ami qui entend fort bien, lui dit : « C'est curieux, les plus intelligents et les plus fidèles de mes collaborateurs sont sourds. » Et le ministre d'arrondir la main contre le pavillon de son oreille pour demander en se rapprochant du Président : « Plaît-il ? »

les cheveux dorés, les pommettes accusées de bayan Falih Rifki trahissent une origine slave (la Macédoine a de ces responsabilités). Il en serait de même des yeux gris et des pommettes du Président de la République turque, né à Salonique; mais il est vain de déterminer les origines d'un génie. Ataturk, Mussolini, Gœthe, Napoléon ne sont pas des « spécialités » de leur pays (ainsi s'exprimait un admirateur hongrois de Mussolini, feu le général Gömbös). Seuls quelques caractères extérieurs, superficiels, sans réelle importance et qu'ils exagèrent à dessein, dans l'intérêt du nationalisme qui les sert et qu'ils servent, flattent l'orgueil de propriétaire que les peuples éprouvent pour leurs grands hommes...

Chaque fois que j'eus à me rendre soit dans un ministère, soit dans quelque bureau à Ankara, j'eus lieu de me féliciter de la ponctualité, de la parfaite courtoisie et de l'alacrité de tous les fonctionnaires à qui j'eus à faire. Aucune lenteur, aucune trace de la maussaderie et de la mauvaise volonté générales à Istamboul (j'excepte le Bureau de la presse d'Istamboul dont la serviabilité me fut d'un grand secours matériellement et moralement, car elle m'évita en mainte occasion de commettre le péché d'impatience). Je me serais crue dans un autre pays. Aucun soupçon d'asiatisme à Ankara : est-ce, comme me l'explique un Turc, parce que, dans la capitale nouvelle, les Turcs se sentent entièrement libérés à la fois des coutumes du sultanat et des souvenirs des rapports qui, sous les Osmanlis, existaient entre le sultanat et ceux qu'on appelait « les Francs » ? Quoi qu'il en soit, un seul jour passé à Ankara révèle à l'esprit le moins observateur la transformation profonde d'une révolution en train non seulement d'édifier l'économie du pays mais d'en remanier (les Turcs disent ressusciter) le propre génie.

Un jour que je me promenais le long de la plage de Floria, avec Achmed Rusnu, comme nous passions derrière la villa d'Ataturk construite sur pilotis en pleine mer, je vis un baigneur solitaire descendre l'escalier de fer qui, des appartements privés, plonge directement dans la mer. Il fit lentement les quelques brasses qui le séparaient de la plage où des serviteurs l'attendaient sous un parasol, munis d'un peignoir de bains et de coussins. Kemal Ataturk s'allongea sur le sable et je vis qu'il respirait avec effort comme quelqu'un

qui vient de fournir une longue course. Le soleil faisait briller son corps pâle et puissant. Et, quoiqu'il ne fût qu'un homme nu, fatigué, un peu haletant, il se dégageait de ses mouvements lents, équilibrés, de toute « l'économie de sa construction », ainsi que s'exprime Achmed, de ses indescriptibles yeux gris dont les regards semblent s'échapper comme des fauves impatients, soudain mis en liberté, tant de force d'assurance, de magnétisme, qu'on ne doute pas de se trouver en face d'un être exceptionnel. C'est sans surprise que j'entends les paroles vibrantes d'enthousiasme juvénile et sincère d'Achmed :

— Il a sa légende : on raconte tant de choses sur sa vie privée ! Cela ne nous regarde pas, et, du reste, qu'en sait-on ? Est-il vraiment mal entouré, à la fois tyran et esclave de ses familiers ?... Ce qui est vrai, c'est qu'il travaille inlassablement à la grandeur de la Turquie, après avoir obtenu l'indépendance du pays ; et cela seul compte ! Il dit : « Pendant tant de générations mes ancêtres n'ont bu que de l'eau ; l'alcool est impuissant contre la santé qu'ils m'ont léguée. » Il dit encore : « Mon œuvre est presque achevée ; ma vie désormais importe peu, pourvu que vous ne perdiez pas le dépôt que je vous laisse. » Peut-être Ataturk se trompe-t-il lorsqu'il s'agit de sa vie personnelle, mais, quand il s'agit de celle de la Turquie, son jugement et son cœur sont infaillibles. Oui, je sais : il y a bien des inégalités chez nous comme ailleurs, il y a des fortunes récentes scandaleuses, des impôts qui pèsent lourdement sur la masse, des injustices ; et ma sœur même qui est diplômée gagne moins au ministère qui l'emploie que telle autre jeune femme ignorante, mais coquette et amie intime d'un personnage important. Qu'est-ce que cela prouve ? Tout ce qui est petit, injuste, déshonnête, Ataturk l'ignore ou ne peut l'empêcher, car il aime le peuple ; il n'existe pas d'œuvre humaine parfaite dans tous ses détails. Lui, pourtant, a réalisé ce qui, aux esprits les plus téméraires, eût semblé impossible. Nous l'aimons pour cela et nous lui obéirons ; à présent, il peut faire tout ce qu'il veut : il nous a tout donné, il peut tout nous demander.

CLAUDE EYLAN.

POÉSIES

ULTIMA VERBA

LE POÈTE A SA MÈRE

Quand je vous reverrai, mère, si le mystère
Permet ce bonheur à mes yeux,
Et si l'on ressaisit les choses de la terre
Dans la sérénité des cieux,

Quelle étrange caresse échangeront nos âmes,
De quel cœur tendre et triomphant
Saurez-vous, seule encore entre toutes les femmes,
Parler d'amour à votre enfant !

***

Je te vois endormi sur les marches du temple,
O Stoïque ! attendant Celle qui doit venir ;
Et dans le songe creux où ton œil la contemple
Répétant le serment qu'il te faudra tenir.

Tu seras un exemple aux foules sans message,
Lâche troupeau qu'étreint la terreur de la mort...
Mais qu'entends-je ? Et quel cri de ta poitrine sort
En ce réveil hagard que poursuit son image !

La tombe engloutira le meilleur de mon âme :
Ce que je pouvais dire et que je n'ai pas dit.
Dans un remords secret, je sens venir la nuit
Où le flambeau divin renversera sa flamme.

Pour guider vers le port les cœurs de cette foule
J'ai laissé passer l'heure et j'ai trop attendu.
Fidèles au rivage, ils demandent leur dû,
Sans voir, loin sur la mer, un grand vaisseau qui coule.

Désormais que tes jours se dérobent et fuient
Vers le proche avenir du jour sans lendemain,
Sache te délivrer des plaisirs qui t'ennuient
Et parle au souvenir assis sur ton chemin.

C'est un bon compagnon pour achever la vie :
Vous reviendrez ensemble aux bonheurs révolus,
A la maison qui garde une image chérie,
A ces belles cités que tu ne verras plus.

MALADIE

Le malade est soumis à sa chair qui murmure
Quand la douleur s'y creuse un sillon conquérant,
Quand le sang dont la fièvre active le tourmente
Exige d'un vieux cœur une tâche trop dure.

Chair périssable et lâche, as-tu peur de mourir
Au point de m'entraîner dans la même épouvante ?
Ne suis-je plus de ceux qu'on vénère et qu'on vante
Pour leur âme affermie et prête à bien mourir ?

Images du passé qui tourmentez ses rêves,
Celles des longs chagrins ou des anciens dangers,
Ou celle qui survit aux voluptés trop brèves,
Pourquoi surgissez-vous du gouffre où vous plongez ?

Laissez le temps couvrir de bienfaisante cendre
Les traces où vos pas ne sauraient revenir :
Une âme qui s'élève et ne veut plus descendre
Rejette le fardeau qu'apporte un souvenir.

Lucidité des soirs d'hiver et de silence,
Brûlantes oraisons dans la chambre sans feu,
Appels à l'infini vers qui le cœur s'élance,
Réponse d'une voix qui pourrait être Dieu...

Le pauvre esprit hésite, et trébuche, et succombe ;
L'angoisse le possède et le sommeil est lent...
Au dehors, c'est la neige innombrable qui tombe
Et prépare à l'aurore un seuil étincelant.

Je brise, en vous quittant, vanités de ce monde,
Les hochets de l'orgueil qui nous ont trop charmés,
Et détruisez aussi les fétiches aimés :
Pages d'amour, printemps desséché, tresses blondes.

Je vois des doigts pieux apprêter un linceul ;
Il est temps de rester près de cette âme nue,
Qui part dans le mystère ainsi qu'elle est venue...
Laissez-moi maintenant lui parler seul à seul.

Le temps viendra, je serai seul et dépouillé ;
Nul cœur ne veillera près de mon lit d'angoisse,
Nulle main ne tiendra le mouchoir blanc qu'on froisse
Pour essuyer la fièvre au pâle front mouillé.

Ces enfants sont au loin où leur jeu les emporte ;
La maison d'un mourant n'est pas faite pour eux,
Qui rencontrera-t-elle, en ce jour ténébreux,
Celle dont les doigts secs vont frapper à ma porte ?

LE TESTAMENT

Je lègue à mes amis la beauté de mon rêve,
A mes enfants un nom d'honneur,
A celle qui m'aima d'une tendresse brève
Le souvenir de son bonheur ;

Je lègue mes écrits nés d'une plume fière
A la dent prompte de l'oubli,
Et je livre ma chair, misérable poussière,
A l'horreur de mon dernier lit.

* * *

Détruis, il en est temps, le palais de tes rêves
Et les châteaux de ton désir.
La route qu'ils ornaient fut longue ; tu l'achèves,
Et rien ne reste d'eux que tu puisses saisir.

La réalité dure est là qui t'environne
De cercles toujours plus étroits ;
Ne vois-tu pas au champ d'où ne revient personne
Ta dernière maison que surmonte une croix ?

Ce pompeux coussin de drap noir
Que chargent les rubans, les plaques, les insignes,
Épargnez-en l'honneur à mes restes indignes :
Avec de tels jouets la mort n'a rien à voir.

Que les cierges de notre église
Palpitent librement autour de mon cercueil :
Toujours prête pour tous, la cire est sans orgueil
Et j'aspire aux clartés que son feu symbolise.

Je quitterai les champs, les villes, les demeures,
Et la maison de chair où j'ai vécu longtemps ;
Je sortirai du temps mesuré par les heures,
Car le monde où j'irai ne connaît pas le temps.

Pour l'âme qui franchit les portes éternelles,
Où le temps a sombré l'espace aussi n'est plus ;
Mais il entend déjà par des sens inconnus
Un chant sans fin porté sur des ondes nouvelles.

LA VISITE

Abandonne à demain la phrase commencée :
Pose la plume. Éteins la lampe. Il est minuit.
Va, solitaire et las, dans la maison sans bruit
Demander au sommeil la paix de ta pensée.
Or, voici que ce soir, une ombre suit tes pas.
Ne t'attendais-tu point à la sombre visite ?
Tu la nommes déjà, car ton cœur bat plus vite,
La page d'aujourd'hui ne s'achèvera pas.

(*Le Rameau d'or*, p. 165.)

Un passant vient dans la nuit
De s'arrêter à ma porte.
Le marteau fait peu de bruit ;
Qui donc frappe de la sorte ?

Minuit sonne on ne sait où...
La porte enfin s'est ouverte.
Qui peut tirer le verrou
Dans cette maison déserte ?

Un pas frôle l'escalier...
Où va l'étrange personne ?
J'entends craquer le palier,
Ma clé tourne : je frissonne.

C'est bien elle. La voici,
La redoutable visite :
« Bonne Dame sans merci,
Entrez donc, et faites vite ! »

PIERRE DE NOLHAC.

REVUE LITTÉRAIRE

L'ÉVOLUTION DE BRUNETIÈRE (1)

« Oui, mon bon ami, vous verrez qu'un jour, quand je ne serai plus là, l'étranger sera le premier à me rendre justice. » Ce mot de Brunetière à Teodor de Wyzewa est en voie de se réaliser à la lettre. On ne lit plus guère en France l'auteur des *Études critiques* ; ou plutôt, on le lit bien encore, ainsi qu'en témoignent de grosses et lourdes thèses de doctorat, mais on s'abstient généreusement de le citer ; et quand on parle de lui, c'est pour porter sur sa personne et sur son œuvre des jugements bien étranges. « Nos jugements nous jugent nous-mêmes », aimait à dire Brunetière.

Or, voici que sur ce même Brunetière, si profondément méprisé de quelques vieux jeunes gens, il nous arrive coup sur coup de l'étranger trois volumes sérieux, bien informés, librement respectueux, et qui mettent à son vrai rang dans la littérature française contemporaine le critique de *l'Évolution des genres* et l'orateur des *Discours de combat*. Le premier est d'un Canadien français, M. Louis-Joseph Bondy : un peu scolaire peut-être, un peu trop systématique aussi, il étudie surtout, comme son titre l'indique, la doctrine littéraire de

(1) *Le Classicisme de Ferdinand Brunetière*, par M. Louis-Joseph Bondy, professeur au collège Saint-Michel, Université de Toronto (Canada), 1 vol. in-8; Paris, 1930 ; — *Ferdinand Brunetière, the Evolution of a critic*, by M. Elton Hocking, instructor in romance languages, Northwestern University, 1 vol. in-8 ; Madison, 1936 ; — *l'Action religieuse de Ferdinand Brunetière* (1895-1906), par M. J. van der Lugt, docteur ès lettres, professeur au Petit Séminaire « Hageweld », Heemstede (Hollande), 1 vol. in-8; Desclée de Brouwer, Paris. — Cf. J. Babbitt, *The Masters of modern french criticism*; Boston, Houghton Mifflin, 1912.

En France, il n'y a guère à signaler que le livre intéressant de Jacques Nanteuil, *les Maîtres d'une génération : Ferdinand Brunetière*, 1 vol. in-16 ; Paris, Bloud et Gay.

Brunetière. J'aurais souhaité qu'il se conformât plus scrupuleusement et d'une manière plus continue à la stricte chronologie, et qu'il distinguât plus nettement les époques de la pensée de son auteur ; mais il contient des vues intéressantes, et il met bien en lumière quelques-uns des textes les plus importants de l'écrivain français. Le second ouvrage est d'un Américain, M. Elton Hocking : c'est une étude d'ensemble très consciencieuse, où l'homme et l'œuvre sont présentés au public anglo-saxon avec vivacité et avec sympathie : l'auteur a très bien vu que, sous ses apparences impérieuses et dogmatiques, Brunetière était l'un des esprits que l'action du temps avait le plus profondément modifiés, et que, pour le bien comprendre et lui appliquer une exacte justice, il y avait lieu de l'étudier en quelque sorte successivement ; il s'est donc très heureusement proposé de décrire son « évolution », depuis ses premiers articles de la *Revue bleue* (1), — qu'on néglige à tort d'ordinaire, — jusqu'à ceux qu'il publiait ici même, à la veille de mourir. Ce point de vue très général n'est pas celui auquel s'est placé un Hollandais, qui écrit fort bien en français, M. J. van der Lugt : il s'est attaché, dans un volume excellent, enrichi de toute sorte de témoignages inédits, à étudier l'action religieuse de Brunetière dans les onze dernières années de sa vie. Il n'a pas approfondi, ce que je suis tenté de regretter, les lointaines origines de sa pensée religieuse ; mais sur la période qu'il a explorée, je doute que, d'ici longtemps, on ajoute quoi que ce soit d'essentiel à l'enquête de M. J. van der Lugt.

Je voudrais, en m'inspirant de ces divers travaux, esquisser, comme je la conçois, l'évolution de Ferdinand Brunetière.

* * *

Son évolution littéraire d'abord. Car il n'est pas arrivé du premier coup aux conceptions doctrinales où l'on enferme d'ordinaire sa pensée, à ce classicisme d'ailleurs très large, et même fort hospitalier, dont il s'est fait dans sa maturité le vigoureux théoricien et l'éloquent apôtre. Je soupçonne même l'existence d'un premier Brunetière très individualiste et peut-être romantique, celui-là même qui, au témoignage de son frère, aimait à déclamer de sa voix vibrante, pour l'enchantement de leur mère, des vers de Hugo et de Musset. Les témoins de sa jeunesse nous en apprendront là-dessus peut-être plus long quelque jour.

(1) Voyez là-dessus l'excellent article de M. Pierre Moreau, *Brunetière et la Revue bleue* (*Revue bleue*, 5 janvier 1934).

Ce qui semble l'avoir détaché de ce juvénile idéal, ce furent les événements de la guerre et de la Commune. Les malheurs de la patrie lui firent comprendre comme à bien d'autres l'obligation de travailler à son relèvement. Un même besoin de se rattacher à la grande tradition nationale poussait alors Albert Sorel à étudier l'Europe et la Révolution française, M. Hanotaux à remettre en honneur la puissante figure et l'œuvre de Richelieu, si étrangement défigurées par les écrivains romantiques. Brunetière, lui, fit retour à nos classiques que, du reste, il n'avait jamais négligés. Liseur infatigable, curieux de toute sorte de questions et de toute sorte de livres, déjà bibliophile à ses heures, dans la vaste culture dont il essayait de se munir, il n'avait eu garde de ne pas faire sa très large place au passé. Le mot du philosophe qu'il aimait à citer : « L'humanité se compose en tout temps de plus de morts que de vivants » dut être sa précoce devise. S'il se pénétrait d'Auguste Comte et de Darwin, il se pénétrait du moins autant, et peut-être plus encore, de Bossuet qui, tout jeune, l'avait séduit, que, dès le collège, au dire d'un de ses maîtres, il lisait et relisait sans cesse, et qu'il admirait fort, tout en discutant ses idées. C'est peut-être dans le commerce de Bossuet qu'il a pris cette idée de *l'ordre français* qui si souvent, nous a conté son ami Bourget, revenait dans ses conversations de jeunesse, et qui fut assurément, depuis lors, la notion fondamentale de toute sa vie spirituelle.

A étudier de près les classiques français, il s'est d'abord profondément convaincu que, de toutes les conceptions esthétiques qui avaient cours de notre temps, la plus fausse et la plus dangereuse était celle qui avait pris pour devise la fameuse formule de « l'art pour l'art ». Ni Corneille, en effet, ni Molière, ni Boileau, ni même Racine ou La Fontaine, — et à plus forte raison les sermonnaires ou les moralistes, — n'ont écrit pour écrire, pour faire admirer la virtuosité de leur génie ; les uns et les autres, ils ont voulu, par le moyen de leur art, répandre des idées ou des sentiments qu'ils jugeaient plus nobles ou plus utiles à l'ordre social que leurs contraires. En un certain sens, ce ne sont pas de purs artistes ; en tout cas, ce ne sont pas des dilettantes ; ils veulent agir en divertissant. Brunetière avait trop un tempérament d'homme d'action pour ne pas entendre la leçon. Toute sa vie, et parfois en termes assez rudes, il a combattu le dilettantisme. « Il est une position, messieurs, que je n'abandonnerai pas, déclarait-il un jour à la Sorbonne ; et, sans jamais identifier ni confondre l'art avec la morale, je

n'admettrai jamais non plus, je parlerai comme si je n'admettais pas qu'on les sépare entièrement l'un de l'autre, ni qu'on brise les liens ou que l'on coupe les communications qui doivent les unir, quand ce ne serait qu'à titre au moins de choses humaines ou de choses sociales. *J'ai failli l'admettre il y a longtemps*; je ne l'admets plus aujourd'hui. »

Et de même qu'il avait failli, au temps de sa jeunesse, sacrifier à l'individualisme, au nom peut-être de la forte individualité qui était la sienne, il était devenu l'ennemi personnel de cette philosophie spécieuse qui dresse l'individu contre la société tout entière et qui lui reconnaît des droits supérieurs à ceux de la communauté. Dans les dernières années de sa vie, il prononçait à Bordeaux une conférence *Contre l'individualisme* : on peut dire que cette conférence, il l'a, par toute son œuvre, prononcée tout au long de sa carrière. Or, cette idée que l'individualisme, voilà l'ennemi, si elle ne lui est pas venue exclusivement de nos grands écrivains du XVIIe siècle, nul doute qu'ils l'ont fortement encouragé à en faire l'une de ses pensées maîtresses. Car, si personnels qu'ils soient les uns et les autres, il ne leur vient pas à l'esprit d'opposer leur sens individuel au sentiment général des autres hommes. Ils aiment à penser en commun, et ils font consister leur originalité à exprimer avec plus de force ou d'éclat qu'on ne l'a fait avant eux des idées ou des sentiments qu'ils puisent dans le trésor traditionnel de l'humanité. Descartes lui-même qui, en donnant l'exemple de faire table rase de tout ce qu'ont pensé ses devanciers, est le véritable initiateur de l'individualisme du siècle suivant, Descartes lui-même se croit tenu de rendre hommage à la raison universelle et, en tête du *Discours de la méthode*, il proclamera que « le bon sens est la chose du monde le mieux partagée ». C'est au XVIIIe siècle que chacun s'efforcera de penser par soi-même, sans se soucier de l'expérience séculaire que ses pères lui ont transmise. « Ce que tu ne comprends pas, rejette-le », écrivait Voltaire en marge d'une page de la *Profession de foi du vicaire savoyard* ; et ce sera là la dangereuse devise du siècle tout entier.

Si Brunetière, de très bonne heure, s'est montré hostile au XVIIIe siècle, c'est parce qu'il y voyait triompher cet esprit d'individualisme que ses maîtres du XVIIe siècle lui avaient appris à combattre sans relâche. Peu d'hommes ont été aussi profondément convaincus que « le moi est haïssable », comme l'affirmait déjà Pascal. Et ce fut là aussi l'origine de ses sévérités, parfois excessives,

à l'égard du romantisme où il veut voir, peut-être trop exclusivement, « un phénomène d'ordre social caractérisé par le triomphe de l'individualisme ». Aussi sensible qu'un autre aux prestiges de la poésie ou aux grâces du style, il dénonçait sans se lasser, partout où il l'apercevait, quels qu'en fussent les séduisants dehors, l'erreur individualiste qui lui paraissait destructrice de toute vraie santé morale et littéraire.

Voilà quelques-uns des principes directeurs que Brunetière a puisés dans son commerce avec nos classiques. Il leur doit aussi deux des traits qui caractérisent toute son œuvre parlée ou écrite : son sens de la composition et l'allure habituelle de son style. S'il y a dans notre langue des constructions puissantes, harmonieuses, bien équilibrées, où toutes les parties se correspondent, où les divers plans s'étagent, où l'air et la lumière circulent avec une heureuse aisance, où l'œil embrasse sans effort l'ensemble et les détails, ce sont bien des œuvres comme *les Provinciales* de Pascal, les tragédies de Racine, les comédies de Molière, les sermons de Bourdaloue. Cette science ou cet art de la composition, Brunetière, non sans succès, s'est efforcé de le ravir à ses maîtres. L'architecture du moindre de ses articles rappelle l'ordonnance sévère, fortement systématique des œuvres du grand siècle : que l'on compare ce procédé d'exposition à la manière successive, un peu dispersée, aimablement capricieuse de Sainte-Beuve, et l'on sentira toute la différence.

Que n'a-t-on pas dit, d'autre part, du style « archaïque », de la langue toute « d'imitation » de l'auteur des *Études critiques* ? On a même, à son sujet, parlé de « pastiche ». C'était se méprendre assez grossièrement sur son compte. La vérité est que, orateur né, il avait retrouvé la forme verbale qui était celle de nos grands classiques, et qu'il la *parlait* avec une réelle originalité. Je dis bien : qu'il la parlait. A lire *des yeux* une page de Brunetière, on est embarrassé par la longueur de la phrase, par l'accumulation et l'enchevêtrement des incidentes : lourdeur et obscurité sont des impressions dont on se défend malaisément. Lisez la même page *à haute voix* : tout s'éclaire ; le mouvement de la période se dessine ; les propositions s'enchaînent et se subordonnent les unes aux autres ; l'idée maîtresse se dégage, s'enrichit en se développant d'apports successifs et finit par s'imposer à l'esprit avec une vigueur redoublée. Pareil « renversement du pour au contre » chez nos classiques, au moins jusqu'à La Bruyère. Pour bien entendre, pour goûter pleinement la prose d'un Pascal ou d'un Bossuet, pour lui

faire « passer la rampe », il faut ne pas se contenter de la lecture visuelle : Flaubert eût dit qu'il faut la faire passer par son « gueuloir ». Même quand ils écrivent, ils parlent ; ils s'adressent en pensée à un auditoire imaginaire, et leur langue même s'adapte aux exigences et aux conditions toutes spéciales de la parole parlée, de la parole vivante et agissante. Brunetière est comme eux un orateur qui ne cesse de parler que pour parler encore la plume à la main.

On se tromperait fort, d'ailleurs, si, sur la foi de petits journalistes, on se le représentait enfermé dans son classicisme comme dans une forteresse dont rien ne pouvait le faire sortir. Comme nombre de ceux qui dissimulent sous des apparences volontiers impérieuses et dogmatiques une grande mobilité de pensée, il a beaucoup évolué ; il s'est ouvert à toute sorte d'influences, et les nouveautés, les hérésies même n'étaient point pour lui faire peur. Il ne concevait pas la tradition comme un système clos et imperméable, mais bien plutôt comme un noble patrimoine qui s'accroît et s'enrichit d'âge en âge de mille acquisitions successives, sous la seule condition qu'elles soient légitimes et qu'elles n'en compromettent point l'essentielle intégrité. Cet adversaire de l'individualisme, et, comme tel, critique sévère du XVIIIe siècle, a rendu pleine justice aux innovations de langue, de sentiment et de pensée que le XVIIIe siècle a réalisées. Et s'il a mené contre le roman naturaliste la vigoureuse campagne que l'on sait, ce n'est pas qu'il eût contre l'esthétique de l'école le préjugé d'un goût timoré : tout au contraire, « naturaliste lui-même », ainsi qu'il se vantait d'être, ce qu'il reprochait aux écrivains dont il discutait les œuvres, c'était d'être infidèles à la « grande doctrine d'art » dont ils se réclamaient. Cette doctrine, il la voyait notamment professée et appliquée par... les classiques mêmes du XVIIe siècle, et Pascal, Bossuet, Racine, Molière, Boileau, La Fontaine lui servaient à indiquer à Zola, à Daudet, aux Goncourt la voie largement traditionnelle dont ils n'auraient pas dû s'écarter : observation fort originale et d'une parfaite justesse, et dont Brunetière a su tirer un excellent parti. Et plus tard enfin, quand, sur les ruines du naturalisme, une nouvelle école, le symbolisme, s'est édifiée, au lieu de se livrer, comme tant d'autres, à la facile besogne de ridiculiser ses prétentions, il l'a, de tous ses efforts, de toute sa bonne volonté, aidée à se constituer, à fuir certains écueils, à élaborer un sage programme.

Ce n'est pas là l'attitude d'un critique hypnotisé dans l'admiration superstitieuse du passé, et qui, dédaignant ou ignorant le

présent, ne se préoccupe guère de l'avenir. Jusqu'à la fin, Brunetière s'est montré soucieux d'incorporer à la tradition nationale toutes les initiatives d'art ou de pensée qu'il jugeait susceptibles de s'y fondre, d'en diversifier la souple trame et d'en élargir le rayonnement. Ceux qui l'imaginaient sous les espèces peu hospitalières d'une sorte de Nisard plus étroit et moins élégant lui faisaient tort de la meilleure part de son œuvre et de la foncière originalité de sa pensée.

* * *

Son respect de la tradition devait l'amener assez logiquement, dans l'ordre philosophique et religieux, à la position qui fut la sienne dans ses dernières années. Il revenait d'assez loin. « Comme presque tous les jeunes intellectuels de sa génération », il s'était, d'assez bonne heure, semble-t-il, détaché du christianisme, qu'il avouait d'ailleurs ne pas très bien connaître, « connaissant beaucoup mieux et ayant bien plus étudié le bouddhisme ». Apparemment, les mille influences qui s'exerçaient sur la jeunesse « libérale » et universitaire d'alors s'étaient exercées sur lui aussi. A propos d'une courtoise, mais vive polémique qui, en 1869, s'était engagée ici même entre Vacherot et le Père Gratry sur la question religieuse, il avait pris énergiquement parti pour le philosophe. Un peu plus tard, les tragiques événements de la guerre et de la Commune déterminèrent chez lui une brusque explosion d'individualisme, très révélatrice de sa nature morale. « Il croyait, nous a confié son frère, avoir assisté à la faillite de l'ordre traditionnel. Les cruels démentis infligés aux rêves généreux de sa première jeunesse avaient ébranlé son sens individuel. Puisque la société ne pouvait rien, puisque c'était la banqueroute, puisqu'elle se mourait, lui qui voulait vivre, il se tirerait d'affaire sans elle. » Quelques mois après, il quittait Rennes pour Paris, où il allait tenter la fortune.

La réflexion, l'étude, l'influence de Bossuet peut-être, la dure expérience de ses débuts de vie littéraire ne tardèrent pas à l'assagir. Au fond, c'était un inquiet, et son siège n'était point définitivement fait. Dans l'un de ses tout premiers articles de la *Revue*, je note cette phrase qui me paraît singulièrement significative : « Ce qu'il y a de certain, écrivait-il, c'est que la poésie, comme aussi bien l'art en général, *comme la philosophie*, *comme la religion*, traversent en ce moment une crise dont il serait présomptueux de vouloir prédire ce qu'il en sortira. » Cette crise, par tous les moyens en son pouvoir,

il s'efforçait d'en déterminer les caractères ; dans tous les ordres d'idées et de recherches, il cherchait à bien voir en quels termes exacts les questions se posaient, et la critique purement littéraire était assez loin de l'accaparer tout entier : « Mes études et mes goûts, a-t-il dit plus tard, me portaient dans ma jeunesse du côté de l'histoire des religions. Entre vingt et vingt-cinq ans, je ne m'intéressais qu'aux questions d'histoire religieuse. » L'histoire tout court, la science pure, la philosophie l'attirent aussi, ainsi qu'en témoignent ses premiers articles à la *Revue bleue* : les théories évolutionnistes visiblement le séduisent et il est tout prêt à leur apporter une adhésion enthousiaste. Rien du reste dans tout cela de fixe, d'arrêté, de rigide ; des retours et des contradictions ; une grande fermentation de pensée ; un esprit vigoureux et élevé qui s'essaie en tous sens, tâtonne et cherche sa voie.

Cette inquiétude spirituelle, dont nous connaîtrions sans doute les diverses vicissitudes, si nous possédions toute la correspondance de Brunetière, se marque aussi, ou se trahit plutôt, dans la suite de ses œuvres. A le suivre de très près, d'article en article, on verrait se dessiner, étape par étape, une très curieuse évolution morale, dont les célèbres pages *Après une visite au Vatican* sont, en fait, l'aboutissement ou le couronnement.

Dans une première période qui semble pouvoir s'étendre jusqu'aux environs de 1884, son état d'esprit ou d'âme paraît être le suivant. D'une part, la libre philosophie et la science, dont il suit avec un vif intérêt les spéculations ou les découvertes, ne lui semblent pas incapables de remplacer la religion et de doter l'humanité d'une solide morale. « J'ai cru, déclarait-il plus tard, que de la *totalisation*, si je puis ainsi dire, et de la *compensation* des religions les unes par les autres, on pourrait dégager une religion, ou une morale quasi laïques et indépendantes, non pas précisément de toute philosophie de la vie, mais de toute *confession* particulière. Et j'avais trente-cinq ans quand cela m'arriva. Et je l'ai cru six ou sept ans. » Mais, d'autre part, ses études d'histoire religieuse et d'histoire littéraire, sa haine du dilettantisme, ses préoccupations d'ordre moral et national ont tempéré, inquiété ces velléités dogmatiques et l'ont rendu extrêmement prudent dans l'expression publique de sa pensée de derrière la tête. Il en veut à Voltaire de son esprit de destruction ; il n'a que tendresse pour Pascal et pour Bossuet, Pascal, « celui de nos grands écrivains qu'il aime et respecte le plus », et Bossuet, « ce grand Bossuet, disait-il, à l'abri duquel je souffre de ne pouvoir

me mettre » ; il ose adresser à Renan lui-même quelques discrètes critiques sur les éventuels dangers de son universel scepticisme (1). En un mot, on le sent hésitant, partagé entre des tendances contradictoires, et assez éloigné d'un « pari » définitif.

Vers 1884, il découvre Schopenhauer et il s'éprend aussitôt d'un vif enthousiasme pour cette sombre philosophie dont les thèmes essentiels correspondaient à certaines dispositions foncières de sa nature. Cette fois, on pourrait croire qu'il a trouvé le port qu'il cherche depuis si longtemps. Il devient plus hardi dans ses affirmations : il déclare que la raison est « désormais et pour toujours émancipée par la science » ; il félicite l'auteur du *Monde comme volonté et comme représentation* d'avoir « laïcisé » les enseignements moraux des « grandes religions pessimistes », le bouddhisme et le christianisme ; il soutient que « la doctrine de l'évolution a laïcisé le dogme du péché originel », — c'est d'ailleurs le moment où il applique la méthode évolutive à l'histoire littéraire, — et, dans son désir de voir « la morale s'affranchir des religions positives », il va jusqu'à reprocher à son cher Bossuet de n'en avoir pas vu la nécessité et de n'avoir pas favorisé cette entreprise. Mais, même alors, il ne semble pas qu'il ait toujours et à tout moment une confiance éperdue, inaltérable dans les conquêtes morales de la science, et il suffit de se reporter à ses deux articles de 1889 sur *le Disciple* de Bourget pour s'en apercevoir : il y proteste, en termes véhéments, contre ceux que la superstition de la science rend indifférents à ce qu'il appelle fortement « la déshumanisation d'une âme ». A divers autres signes, on devine en lui le « rationaliste fatigué », comme il se qualifiait un peu plus tard, suivant le mot et à l'exemple d'Augustin Thierry. « Rationaliste fatigué », il l'était si bien que, au mois de novembre 1894, il partait pour Rome, « sans autre intention » assurément « que de renouveler des souvenirs déjà vieux de vingt-huit ans alors ». Mais connaît-on jamais les mobiles secrets qui nous poussent à telle démarche plutôt qu'à telle autre ? Et peut-on en prévoir, en mesurer d'avance toutes les conséquences ? Ce qui est sûr, c'est que Brunetière fut reçu « pendant trois quarts d'heure » en audience particulière par Léon XIII, et que ce fut là l'origine du mémorable article *Après une visite au Vatican.* Une nouvelle époque de sa vie spirituelle allait s'ouvrir.

A quoi faut-il exactement attribuer le changement d'attitude

(1) Voyez le recueil posthume de Brunetière, intitulé *Pages sur Ernest Renan*, préface de Pierre Moreau, 1 vol. in-16 ; Perrin, 1924.

que marque cet article à l'égard du problème moral et religieux ? Il est possible, comme il l'a laissé entendre, que l'échec du *Congrès des religions*, tenu à Chicago en 1894, y ait été pour quelque chose. Il est probable aussi que le mouvement des idées contemporaines qui, depuis quelques années, étaient de plus en plus favorables à un rapprochement entre l'Église et le siècle dut exercer sur la pensée très avertie de l'écrivain sa naturelle et très légitime influence. Et enfin, à défaut d'autres causes, peut-être plus intimes, qui nous échappent, il est hors de doute que les progrès de la réflexion, de l'étude, de l'âge et de l'expérience ont dû amener l'auteur des *Études critiques* à chercher ailleurs que dans une conception purement philosophique ou scientifique de la vie le réel fondement de la morale.

Cet « ailleurs », ce ne pouvait être à ses yeux que le christianisme et, plus particulièrement, le catholicisme. Mais, en 1895, il ne pouvait s'agir encore pour lui d'une adhésion entière et formelle. Ceux qui alors ont prononcé à son sujet le grand mot de conversion se sont un peu mépris sur son compte : ils ont pris pour une conversion véritable ce qui n'en était, à tout prendre, que le début, ce qui, plus précisément encore, n'était qu'un changement d'orientation dont l'issue pouvait être assez incertaine. Depuis peut-être quelques années déjà, Brunetière « évoluait insensiblement du rationalisme au catholicisme ». Le grand intérêt de l'article *Après une visite au Vatican* était de nous montrer son auteur, non pas peut-être en pleine crise intérieure, mais en pleine évolution. Il lui restait évidemment à progresser dans la route maintenant ouverte, à se frayer une voie personnelle dans la forêt des raisons qui depuis tant de siècles ont été données pour ou contre la révélation, à éprouver ses propres convictions, et à conclure. Il mit cinq ans à faire ce délicat travail dont le détail, naturellement, nous échappe, mais dont on connaît les résultats.

On a parfois, et dans tous les camps, assez âprement critiqué Brunetière de la position, nécessairement un peu instable, provisoire et qui, comme telle, avait ses inconvénients, que ses déclarations publiques lui avaient fait prendre. Il s'en est expliqué avec la dernière netteté dans une curieuse lettre à l'ex-Père Hyacinthe. Il y citait ces paroles d'Augustin Thierry rapportées par le Père Gratry : « Je suis un rationaliste fatigué qui me soumets à l'autorité de l'Église. Je vois des faits ; je vois par l'histoire la nécessité manifeste d'une autorité divine et visible pour le développement de la vie du genre humain... Dans l'Église catholique est l'autorité que je

cherche, et je m'y soumets. Je crois ce que l'Église enseigne. » Et il ajoutait : « Il y a plusieurs chemins qui mènent au catholicisme. *Quand on a commencé d'entrer* dans celui que prit Augustin Thierry, *on n'a pas besoin d'être au bout*, ni d'attendre à l'heure de sa mort pour le déclarer. » Brunetière se serait sans doute épargné bien des critiques s'il s'était contenté d'évoluer à huis clos et si, dans sa noble impatience d'être utile, il ne s'était pas un peu pressé de s'improviser apologiste.

La pensée maîtresse qui domine toute son activité religieuse dans les dix dernières années de sa vie est manifestement la suivante. Avide de conciliation, très désireux de ne pas rompre brutalement avec le passé, plein d'admiration, comme Macaulay, pour la faculté qu'a l'Église catholique d'« absorber ses propres hérétiques », d'évoluer et de s'adapter aux besoins changeants des âmes, il va s'efforcer dans tous les domaines d'incorporer à la tradition doctrinale les éléments sains et assimilables des philosophies aujourd'hui en honneur. C'est cette pensée qui, après lui avoir inspiré les travaux d'approche de ses *Discours de combat*, pierres d'attente successives de ses constructions futures, lui a inspiré ses études sur *l'Utilisation du positivisme*. Il est probable que, s'il avait pu achever le monument qu'il avait conçu, il aurait essayé d'« utiliser » pareillement l'évolutionnisme, comme il l'avait déjà tenté dans ses pages sur *la Moralité de la doctrine évolutive*. Profondément convaincu qu'il y a une « âme de vérité » dans toute pensée sincère, il s'ingéniait à ne pas laisser perdre et à recueillir toutes les parcelles de vérité qu'il avait rencontrées sur sa route.

C'est une pensée de ce genre qui explique son attitude et la nature de ses interventions dans les questions religieuses qui se posaient tout autour de lui. Sans illusion, — M. van der Lugt l'a bien montré, — sur les mobiles qui poussaient les politiciens au pouvoir dans la guerre sournoise qu'ils avaient déclarée au catholicisme, mais épris d'union nationale et peu favorable aux gestes de révolte, il conseilla de tirer le meilleur parti possible de la loi de séparation, et ce fut lui qui rédigea la fameuse lettre aux évêques qui préconisait l'organisation des associations cultuelles. Cette politique, on le sait, fut désapprouvée par Rome. Les circonstances et les hommes avaient changé depuis l'époque où Léon XIII, dont la haute intelligence avait pénétré les intentions de Brunetière, s'était montré si favorable à son action. Il s'inclina, non sans tristesse, prévoyant pour l'Église de France des temps très durs et douloureusement

affecté de la façon fort inélégante dont un trop grand nombre de catholiques avaient apprécié sa tentative de rapprochement. Il continuait à faire appel à la modération, sachant bien que « les intransigeants des deux partis se moqueraient de cet appel avec la verve grossière qui semble être pour eux le signe des convictions fortes ». Mais il se disait que « l'opinion publique, agissant dans le sens de la force des choses, serait sans doute plus forte qu'eux et qu'une fois de plus ces modérés dont on se moque ou qu'on insulte auront refait, à leur manière, l'œuvre religieuse d'Henri IV et du Premier Consul ». « Nous continuerons cependant, mon ami, écrivait-il à Denys Cochin, de combattre jusqu'au bout. Nous le devons à notre cause, et nous nous le devons à nous-mêmes. Il y a d'ailleurs quelque fierté dans la tristesse d'être vaincu, quand on a la conscience de ne s'être battu que pour l'idée. Mais nous avons le droit de dire avec un peu d'amertume que c'est donc un genre de fierté dont la Providence a multiplié les occasions pour nous. »

S'il avait vécu quelques années de plus, il aurait pu se rendre compte qu'il ne s'était point battu en vain. En 1911, sous le pseudonyme d'Agathon, M. Henri Massis et Alfred de Tarde publiaient les résultats d'une curieuse enquête à laquelle ils s'étaient livrés sur les tendances générales de la jeunesse contemporaine. Or, — l'observation est de M. van der Lugt, et elle est d'une parfaite justesse, — entre les idées de Brunetière et celles de la grande majorité des jeunes gens d'alors, il y a une similitude bien frappante. En philosophie, en littérature, en morale, en politique, en religion, les thèses essentielles de cette élite intellectuelle sont exactement celles de l'orateur des *Discours de combat* : elle partage son horreur du dilettantisme, son culte de la tradition, son besoin d'une règle et d'une discipline morale que seul le catholicisme lui paraît assurer avec plénitude. Et si l'on songe que c'est cette jeunesse qui, sur la Marne et à Verdun, a si vaillamment défendu et sauvé la patrie commune, on peut dire que Brunetière, en contribuant à la former, a bien mérité de son pays.

VICTOR GIRAUD.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *Ariane*, opéra en cinq actes, poème de Catulle Mendès, musique de J. Massenet. — *Elvire*, ballet en un acte, argument de Mme de Brimont, musique de Domenico Scarlatti, adaptée et orchestrée par M. Roland Manuel. — Théatre de l'Opéra-Comique : *Le Roi malgré lui*, opéra-comique en trois actes, de E. de Najac et P. Burani, version nouvelle de M. Albert Carré, musique de E. Chabrier.

Quand le monument de Garnier fut inauguré, le 5 janvier 1875, la représentation, qu'honoraient de leur présence le maréchal de Mac Mahon, président de la République, les membres du gouvernement et le corps diplomatique, offrait à ces invités de marque deux actes de *la Juive*, une scène des *Huguenots* et un tableau de *la Source*, ballet de Léo Delibes. Le 21 février 1937, dans l'édifice remis à neuf, l'Opéra fêtait son retour par une autre réception officielle où devant M. le Président de la République, qui n'est plus maréchal de France, les membres du gouvernement et le corps diplomatique, occupant les mêmes premières loges, furent montrés à une assistance privilégiée le premier acte de *Lohengrin*, le deuxième acte d'*Ariane* et le ballet *Suite de danses*, dont la musique est de Chopin.

Telle demeure et telle fut, aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire, la coutume de ces spectacles. Jamais on n'y présente un ouvrage complet, mais seulement une suite de morceaux choisis, comme si l'on craignait de lasser un public que l'on tient pour blasé et repu de chefs-d'œuvre au point de n'en pouvoir plus accepter que quelques tranches en salade. On s'efforce aussi de faire paraître sur la scène tous les talents dont le théâtre dispose, et il faut un programme varié, pour que chacun y trouve son emploi. Mais cette fois, il ne suffisait pas de montrer les artistes ; on devait auprès d'eux mettre en valeur les machines et le luminaire, dont l'Opéra vient d'être doté à grands frais.

Il faut avouer que tout son appareillage scénique datait d'un autre temps. L'éclairage électrique, qui avait paru si brillant lors de son installation, en 1885, n'arrivait plus à tirer de l'ombre costumes ni décors. Ce n'est pas lui qui avait changé. Ce sont nos yeux, accoutumés à d'autres intensités. Nos pères lisaient commodément à la lueur d'une bougie. Il nous en faut au moins vingt-cinq, que totalise une de nos lampes à incandescence. Notre vue baisse de plus en plus ; le progrès illimité de l'industrie qui nous éclaire a cet effet inévitable, et sans arrêt. A grand renfort de herses et de projecteurs, une force électrique qui suffirait pour alimenter une usine répand aujourd'hui des torrents de lumière sur la scène de l'Opéra. Demain, nos rétines s'étant endurcies encore, nous nous plaindrons de n'y plus voir clair, et tout sera à recommencer. Mais dans le temps où nous sommes, plus que jamais il faut vivre au jour le jour, sans s'inquiéter de l'avenir. Il suffit que ce rayonnement neuf, et les nuances changeantes dont l'imprègne le riche clavier des résistances et des verres de couleur, mettent en joie nos regards, qui ne s'étaient jamais encore trouvés à pareille fête.

L'équipement et la manœuvre des décors n'employaient jusqu'ici, à l'Opéra, que des procédés anciens, qui faisaient largement appel à l'habileté ouvrière. Celle des machinistes en était stimulée. Ils arrivaient même à établir, quand il le fallait, sans autres matériaux que le bois et la toile, une scène tournante, où le *Barbier de Séville* et l'*Illustre Frégona* ont pu changer de lieu, au gré de l'action, librement et sans bruit. Ces constructions légères, montées pour la circonstance, par des moyens de fortune, c'était jadis l'art du théâtre, ingénieux, variable, illusoire, éphémère. On exige maintenant une précision mécanique où l'homme n'intervient plus que pour abaisser un levier de commande ou tourner un commutateur. Seul le plancher de la scène mérite encore son nom. Partout ailleurs le bois est remplacé par le fer ou le ciment armé. Tout est net et rigide. Mais on y gagne un grand espace clair, entièrement dégagé. Et désormais l'Opéra peut soutenir la comparaison avec les plus modernes théâtres de l'étranger, car il possède, lui aussi, son « panorama » ; c'est-à-dire que la toile de fond, tendue à plat, y peut être remplacée par un demi-cylindre qui a le diamètre de la scène et la forme de l'horizon tel que la nature nous le montre, à perte de vue. Les reflets colorés d'un savant éclairage en font un ciel à volonté serein, chargé d'orage, brumeux, crépusculaire, nocturne ou chimérique.

Wagner comme Chopin a bénéficié de ce dispositif. Dans le décor

composé par M. Mouveau pour le premier acte de *Lohengrin*, la douceur de l'azur rafraîchissait le vert feuillage des arbres centenaires et mettait en plein air l'esplanade au bord du fleuve transparent où s'obstine à paraître un cygne en carton-pâte, imposé par l'auteur défunt mais toujours despotique. La mise en scène de M. Pierre Chéreau utilise avec autant d'habileté que d'aisance le terrain sans obstacles où les seigneurs et les dames tour à tour s'assemblent pour écouter leur roi ou s'écartent, dans un mouvement de respect, puis de surprise, devant la princesse abandonnée que vient enfin défendre un héros inconnu. Mme Germaine Lubin, pareille à un ange gothique sous les plis droits de sa tunique blanche, a prêté à Elsa le geste et les accents de la plus pure et touchante innocence. M. Georges Thill, sous le casque étincelant, a fait briller sa voix aussi belle qu'émouvante. Mlle Renée Gilly, MM. Froumenty, Singher et Cambon ont chanté et joué dans un style accompli les autres rôles. L'acoustique, peut-être à cause de ce réflecteur concave en arrière des chanteurs pour concentrer les sons et les renvoyer dans la salle, m'a paru excellente. Pas une syllabe de l'honnête traduction de Nuitter n'était perdue. L'orchestre, engagé en partie sous la scène, comme à Bayreuth, n'était pas moins à son avantage, prenant une sonorité plus fondue et cependant toujours distincte. M. Ph. Gaubert l'a dirigé dans le sentiment profond et juste de la musique ; le célèbre *Prélude*, notamment, n'avait jamais mieux dégagé sa tendresse suave, par degrés pénétrée d'une ardeur plus terrestre, avant de remonter au céleste séjour.

Répétant le contour de l'horizon factice, le décor de M. Pruna, pour le ballet de Chopin, borde la scène d'un hémicycle en gradins, comme un amphithéâtre de marbre surmonté d'arcades majestueuses et légères, en profil sur le ciel, avec deux cyprès par devant, pour varier les lignes : architecture imaginaire, bâtie par le crayon et le pinceau, sans autre destination que d'orner la perspective et remplir la composition, comme ces fabriques, déjà pareilles à des constructions de théâtre, que l'on voit dans les paysages de l'école classique. Celle-ci offrait à la danse un cadre propice, dont M. Aveline, chorégraphe au goût sûr, a fort bien employé les escaliers pour des entrées en cortège, et la demi-circonférence pour des groupes entrelacés comme de souples guirlandes. Les costumes, sans cette prétention à la couleur locale qui les alourdissait et leur donnait un air de mascarade, opposaient simplement au noir des justaucorps la blancheur des jupes vaporeuses : rien de plus favorable à la danse, ni de mieux

approprié aux jeux de lumières qui, passant du rose au bleu, du violet au mauve par des modulations subtiles, faisaient de ce spectacle une vision de rêve. M. François Ruhlmann imprimait à l'orchestre un rythme vigoureux, appelant tour à tour les artistes de la danse tels que Mlles Bos, Lorcia, M. Lifar, Mlle Lamballe qui possède une vivacité étincelante, M. Peretti d'une légèreté sans effort et sans bruit, comme immatérielle, ainsi que leurs émules des autres classes, pour d'aimables ensembles, et jusqu'aux jeunes élèves de l'école, dont la grâce joyeuse et déjà exercée a brillé dans la mazurka.

Le deuxième acte d'*Ariane*, entre ces deux ouvrages, nous a fait assister au voyage de Thésée, qui vogue vers Naxos, sur la mer Ionienne, emmenant avec lui les deux filles de Minos, Ariane qui l'a sauvé, et Phèdre qui l'aime en secret. Le ciel, cette fois encore, a joué son rôle à merveille, d'abord d'un bleu méditerranéen, traversé de nuages flottants, puis assombri d'un ouragan fuligineux qui siffle également dans l'orchestre mais laisse inébranlable, sur le devant de la scène, cette lourde galère, chargée de chanteurs. En fermant les yeux sur une autre musique (qui n'est pas celle de Massenet), je revoyais en pensée ce vieux pêcheur de la Chine et sa fille qui l'aide à détacher l'amarre, à pousser l'aviron. Seuls en scène, sans nul assemblage de planches, aucun artifice de toile, c'est sur un sol uni que leurs pas et leurs gestes rendaient visibles la barque qui cède et s'incline, le courant qui l'entraîne et le remous de l'eau. Le maître des évocations, au théâtre, c'est l'homme. Ce qui l'entoure est accessoire et s'efface devant lui.

Sans autre action qu'un long duo entre Thésée et Ariane, entrecoupé par les imprécations de Phèdre et les appels d'un pilote qui fait fonction de guide, annonçant tour à tour les îles des Cyclades à ses passagers mythologiques, cet acte n'est pas désagréable à entendre, mais, sauf l'épisode assez bref de l'orage, rien n'en relève l'intérêt. On a pu mieux juger de l'ouvrage trois jours plus tard, quand il fut donné tout entier.

* * *

C'est en 1906 qu'il paraissait pour la première fois sur cette même scène, avec un succès qui lui valut une soixantaine de représentations consécutives. Le texte, déjà déliquescent à cette époque, est aujourd'hui en putréfaction complète. Mais la musique était de garde : en vieillissant elle s'est décantée, et a pris de l'arome.

Catulle Mendès avait le goût généreux, mais son talent n'était

que de contrefaçon. Thésée et Pirithoüs, compagnons épiques, Ariane séduite et trahie, Phèdre aux passions indomptables, digne descendance de Pasiphaé cédant au bestial désir, Labyrinthe où surgit le Minotaure nourri de victimes humaines : l'horreur de la légende, traversée tout à coup, comme d'un pur rayon, par la gloire rédemptrice du héros athénien, pouvait tenter un poète, et Mendès, qui connaît ses auteurs, l'a traitée exactement dans la manière de l'ancien opéra. Insistant sur la rivalité cruelle et tendre des deux sœurs, les montrant tour à tour troublées de remords, Phèdre, au point de maudire Vénus, qui venge cet affront en la faisant périr, et Ariane au désespoir affrontant les ténèbres infernales pour ramener sa sœur au jour et la rendre à Thésée, il y a introduit les conflits de sentiments et les débats de conscience que devait illustrer une tragédie en musique. Mais les versiculets dont il l'ornemente font regretter l'honorable médiocrité des rimeurs de jadis, la « fade rhétorique » d'un Quinault, la facilité d'un La Motte, même la platitude d'un Fuzellier, d'un abbé Pellerin, d'un Cahuzac ; car ils sont d'une afféterie prétentieuse, puant le fard ranci et le parfum de bazar.

Massenet n'avait pas, lui non plus, la force ni la grandeur requises par un tel sujet. Du moins il a fait de son mieux, sans nulle tricherie. Il arrive que son collaborateur l'entraîne à ces romances alanguies qui ne lui venaient que trop aisément à l'esprit. Mais il se reprend aussi, et, dépassant l'artifice des mots, parvient à une grâce noble, qui n'a rien de guindé, toujours flexible et musicale, comme au premier acte pour l'invocation à la déesse, au troisième dans l'amoureux débat où Thésée devient infidèle ; et à l'acte des Enfers, où les airs de Perséphone ont une gravité émouvante, et le ballet doit sa douceur un peu mélancolique à ces chaînes de tierces que, dès le début de sa carrière, dans sa musique de scène des *Érinnyes*, Massenet savait si joliment égrener. L'orchestre, d'un bout à l'autre de la partition, atteste la plus sûre maîtrise en sa précision délicate, sans surcharge ni bavure, qui laisse passer la voix intacte, mais ne cesse de l'entourer d'harmonies mouvantes, colorées et claires. Rien n'est mieux dans la tradition française que cet art de construire avec des matériaux choisis, où rien n'est inutile.

Mlle Germaine Lubin doit au rôle d'Ariane une de ses plus admirables créations : sans jamais forcer la voix ni le geste, elle l'interprète et le chante dans le sentiment le plus naturel à la fois et le plus noble, en grande tragédienne. M. Georges Thill est beau à voir et à entendre sous le costume héroïque de Thésée. Mlle Marisa Ferrer est une

Phèdre à souhait passionnée, tentatrice, coquette et douloureuse. Mlle Lapeyrette chante dans un excellent style les airs de Perséphone. Mmes Gervais, Mahé, Ricquier, MM. Etcheverry, Cambon tiennent fort bien les autres rôles. Le ballet, dont M. Serge Lifar a réglé la chorégraphie expressive, a fait particulièrement applaudir Mlles Chauviré, Darsonval, Dynalix et M. Goubé. M. Paul Paray dirigeait l'orchestre avec la plus lucide et ferme autorité. Parmi les décors, le mieux réussi m'a paru être celui des Enfers, en sa pénombre rougeoyante. Il n'emploie que les toiles de fond et pouvait tout aussi bien s'établir sur la scène ancienne.

***

Peu de jours avant de quitter le théâtre des Champs-Élysées, l'Opéra y avait présenté, sous le titre d'*Elvire*, un bref et élégant ballet, dont l'argument est de Mme de Brimont et la musique de Domenico Scarlatti, avec la collaboration de M. Roland-Manuel pour le choix des morceaux et leur orchestration, de M. Albert Aveline pour la chorégraphie. La jeune fille qui porte ce prénom romantique, insensible aux joies familiales, aux promesses du mariage et même aux câlineries d'une sœur enfantine, rêve devant le portrait en peinture d'un gentilhomme d'un autre siècle, pour le voir, sur le coup de minuit, descendre de son cadre et lui offrir une fête galante à la faveur de l'illusion nocturne. La musique ensoleillée du maître napolitain est à peu près de l'époque rêvée, mais rien ne la désignait particulièrement pour faire revivre tant de grâces françaises. Et il n'était pas aisé de multiplier par les instruments de l'orchestre la sécheresse linéaire du clavecin, ses traits entrecroisés, ses notes détachées, son bruissement dans la lumière comme un vol d'abeilles dorées. Il y avait là justement de quoi piquer au jeu un musicien tel que M. Roland-Manuel, qui ajoute à un sentiment délicat la plus ingénieuse adresse, et une rare curiosité d'esprit. Parmi cette centaine de sonates, rapides et brillantes, il a su cueillir les idées qui convenaient à son dessein et les vernir d'un orchestre en couche mince, si exactement dosé et calculé que, sans les alourdir, il en avive l'éclat. La chorégraphie de M. Aveline, d'un dessin toujours correct et toujours caractérisé, oppose avec esprit le pittoresque romantique à la préciosité du XVIIIe siècle et entre pour beaucoup dans le succès de ce joli spectacle, où M. Peretti, d'une grâce de rêve dans le rôle du séducteur fantôme, Mlle Simoni, d'une vivacité exquise en celui de la fillette, Mlle Darsonval, qui était Elvire et justifie sa promo-

tion récente par une technique accomplie, furent à juste titre applaudis, ainsi qu'une jeune élève de la danse, Mlle Naud, pour son amusante prestesse, sous l'accoutrement d'un pantin. M. Ruhlmann conduisait l'orchestre avec sa fermeté et sa conviction coutumières.

***

L'Opéra-Comique vient de reprendre *le Roi malgré lui*, dans une nouvelle mise en scène où M. Henri Fabert, grand artiste non seulement du chant, mais aussi du théâtre, en accuse avec autant d'intelligence que de goût le caractère burlesque. Pourtant la pièce, même retouchée par M. Albert Carré, ne se laisse pas égayer aisément, car elle n'a en soi rien de comique. On y voit Henri de Valois, roi de Pologne avant de devenir roi de France sous le nom d'Henri III, menacé par une conspiration où sa vie est en danger, et n'y échapper que par un providentiel quiproquo entre lui-même et son ami le comte de Nangis. Peut-être faut-il aussi incriminer les costumes, dont l'exactitude fait une leçon d'histoire, où on n'a pas du tout envie de rire. Quelques détails de fantaisie, ou même un parti pris d'anachronisme, devraient nous avertir que nous ne sommes pas en classe, mais en récréation. La musique observe en général le ton de l'opérette, qui n'est guère de circonstance, et même l'exagère avec ses cuivres rutilants qui tout à coup éclatent de rire, on ne sait vraiment pourquoi. C'est ainsi que la valse mazurka destinée au ballet du deuxième acte semble faite pour un bal public de l'époque, je veux dire de celle où a vécu l'auteur, entre les romans de Zola, les chansons de Paulus, et un quadrille qui lui-même était « naturaliste ». Parfois aussi il lui vient à l'esprit d'agréables romances, comme l'air du *Pays de France*, au premier acte, fort bien chanté par M. Roger Bourdin, ou la chanson de la jeune Polonaise Mirka, où Mlle G. Denys fait valoir une voix fine et pure. C'était un joli musicien, aux prises avec une jovialité naturelle que d'indulgentes amitiés ont trop encouragée. Elle l'empêche de suivre sa pensée, et s'il commence à devenir sentimental, lui coupe aussitôt la parole, d'une farce retentissante. Avec plus de savoir, plus d'ambition aussi, il ressemble quelque peu à Erik Satie, victime de la même contradiction entre l'homme et l'artiste, qui à tous deux refuse la perfection du style, mais leur vaut de sympathiques exégèses, où la pitié se mue en admiration.

Louis Laloy.

A TRAVERS LES THÉATRES

Porte Saint-Martin : *Le Trompeur de Séville*, pièce en trois actes et un prologue, de M. André Obey. — Théâtre de la Madeleine : *Jeux dangereux*, comédie en trois actes de M. Henri Decoin. — Odéon : *Eugénie Grandet*, pièce en quatre actes de M. Albert Arrault, d'après le roman d'Honoré de Balzac. — Palais-Royal : *Madame est avec moi*, comedie-vaudeville en trois actes de M. Pierre Veber.

Il est exact qu'un certain Don Juan Tenorio vécut jadis à Séville où il fut aimé des femmes et redouté des maris. Sa vie de débauches et sa fin mystérieuse dans l'église des Franciscains qu'une belle lui avait assignée pour lieu de rendez-vous, fournirent à Tirso de Molina le sujet de sa pièce : *El Burlador de Sevilla*, en français *le Trompeur* ou *l'Enjôleur de Séville*. Représentée pour la première fois sur la scène espagnole en 1625, l'œuvre de Molina fut traduite en plusieurs langues et révélée notamment au public français quelque trente ans plus tard. La ville de Lyon en eut chez nous la primeur. Puis la troupe de Mademoiselle la joua en 1661 au théâtre de la rue des Quatre-Vents. On sait comment elle inspira Molière par la suite.

Le Trompeur de Séville de M. André Obey, que nous a offert la Porte Saint-Martin, présente une nouvelle incarnation de Don Juan. Le grand seigneur impertinent et cynique de Molière y fait place à un aventurier sans façon assez voisin de celui de Tirso de Molina. L'auteur, entre les deux images, a choisi celle de son prédécesseur espagnol. Il y a du barbare de fraîche date dans le Don Juan de M. Obey. Ses bons mots sont rudes, ses réactions violentes. Il accueille durement les femmes. Leur complaisance ne semble pas l'enchanter le moins du monde. Il la subit, pourrait-on dire, comme l'aboutissement logique de son pénible destin. Car ce conquérant, sans orgueil sur sa conquête, envisage l'amour sous les sombres traits d'on ne sait quelle décevante fatalité.

La présentation du héros nous est faite par scènes successives au cours d'un prologue qui est, à notre avis, l'une des meilleures parties de la pièce. Sur une place de Séville, en pleine nuit, le crieur public annonce les nouvelles. Parmi celles-ci figure la naissance du petit Juan Tenorio. Des éclairages portés tour à tour sur différents points de la scène, font apparaître des personnages, bourgeois ou nobles du lieu, occupés à s'entretenir de l'enfant. Les années se déroulent bientôt au rythme des minutes. Après avoir évoqué Juan sous son visage de nouveau-né, on en parle comme d'un jeune garçon indomptable. Puis ses parents ne sont plus les seuls à souffrir de son étrange ardeur. Il court les filles, traite méchamment ceux qui prétendent lui barrer la route. Le voilà devenu la terreur de Séville, le chef incontesté des mauvais drôles. Un nouveau déplacement de projecteur fait alors surgir le roi sous son dais. Les méfaits de Juan sont venus jusqu'à lui. On implore sa justice contre ce larron de l'honneur conjugal. En vain ! Une complaisance inexplicable retient le bras du souverain trop débonnaire. Ainsi en sera-t-il toujours pour Don Juan. Honni de chacun, menacé secrètement de tous, il bénéficiera sans cesse de l'indulgence du pouvoir.

Après tant de palabres sur son compte, Juan apparaît en personne et ne dément pas sa réputation. Des femmes l'assiègent, le supplient. Il les prend ou les délaisse au gré de son humeur. L'une d'elles, de la plus basse condition, est seule à le retenir un instant. Une autre obtiendra plus d'attention : c'est Elvire. Il va jusqu'à la courtiser presque respectueusement. On le croit revenu à plus de sérénité. Mais de nouveau, l'orage s'élève. Anna, la fille du Commandeur, se révèle à son balcon. Le capricieux don Juan, si brutal à l'ordinaire, lui fait une cour enrichie de propos philosophiques assez imprévus. C'est qu'il se définit, se scrute et s'analyse. L'entretien nous semble, à vrai dire, un peu long. Il prend fin avec les dernières répliques du premier acte. Le second nous montrera Séville trois ans plus tard. Après avoir séduit Anna et tué en duel son père le Commandeur, Juan a dû partir pour les Amériques. Il en revient, plus bouillant que jamais, coiffé d'un sombrero, vêtu à la mexicaine. On pense à Douglas Fairbanks dans *le Signe de Zorro.* C'est que M. Pierre Blanchar, qui joue le rôle, y déploie une activité trépidante assez proche de celle du célèbre acteur de cinéma. Est-ce un bien pour la pièce ? Je ne crois pas. Nous avons peine à conserver à ce capricieux Don Juan l'intérêt qu'il nous inspirait au début de la pièce en le voyant s'affirmer de la sorte, en l'entendant aussi soutenir, contre

le roi impuissant à le faire taire, d'interminables discussions qui ne sont que jeux de langage. Ici, reconnaissons-le en passant, la création de l'acteur s'accorde fidèlement au texte. M. Blanchar représente le Don Juan qu'a voulu M. Obey. Nous en attendions un autre. Celui-là est une bizarre marionnette que nous ne pouvons ni maudire, ni plaindre.

C'est dommage ! Il semble que l'auteur hésite là entre le comique et le pathétique. Son registre est assez ample pour lui permettre de réussir dans l'un comme dans l'autre; mais la confusion des deux nuit quelque peu à une telle œuvre. Après cela, nous suivons assez mal son Don Juan. Le voilà qui épouse Elvire, puis qui veut l'abandonner dès le lendemain de leur union. Il y a là de belles scènes, des passages où quelque profondeur se découvre. Les héros n'y manquent que d'être humains pour nous retenir. On croit sentir, comme il a été dit au début, que des forces cachées les gouvernent. Mais certaine couleur de mysticisme, sans laquelle les suggestions de ce genre ne sont rien, manque ici à l'œuvre. La mort de Don Juan, poignardé par un inconnu alors qu'il rôdait sur le port, nous rendra dans les dernières minutes un peu de cette atmosphère qui embellissait tant le prologue.

M. Pierre Blanchar, ainsi que nous l'avons indiqué, nous a un peu déçu. La belle sobriété qu'on admirait chez lui jadis, a fait place à une emphase regrettable. Son intelligence scénique est trop grande pour qu'il ne puisse conjurer rapidement un tel travers. M. Louis Seigner est un roi assez réjouissant. Mme Marie-Hélène Dasté montre beaucoup de charme dans le rôle d'Elvire et Mlle Jacqueline incarne une Anna pleine de grâce.

* * *

La pièce de M. Henri Decoin, *Jeux Dangereux*, a remporté un vif succès au Théâtre de la Madeleine. Les dons de l'auteur s'y montrent des plus brillants. Il sait à merveille conduire un dialogue et tenir son public. Le plaisir que prennent les spectateurs à le suivre est visible du haut en bas de la salle. Au début, on n'y voit qu'une parade de mots. Puis la connaissance des êtres, le jeu de vrais sentiments sous des dehors légers, y apparaissent. On trouve dans cette aimable préparation, quelques-uns des éléments qui ont fait le succès d'un auteur comme M. Sacha Guitry.

Deux époux y sont en conflit. Leur union s'est mal engagée. Pierre férocement jaloux, a cru que Suzanne voulait le tromper,

alors qu'elle ne mettait qu'un peu trop de malice dans sa conduite. Il a pris ce manège au sérieux et s'est tiré un coup de revolver. La blessure bénigne a eu un singulier effet : celui de guérir Pierre de sa sombre passion. Il n'est plus jaloux le moins du monde et sa femme, quand elle veut le provoquer de nouveau, se heurte à une joviale indifférence, ce qui donne à leur débat une couleur des plus comiques. Du coup, elle croit qu'il a cessé de l'aimer. Pour réveiller ses sentiments, elle fera mine de le tromper, mais en s'arrangeant de façon qu'il la surprenne. Un de ses plus séduisants danseurs, Guido Lopez, l'aidera, sans qu'il s'en doute, à jouer ce rôle. Suzanne va chez lui, après avoir prévenu Pierre par une lettre anonyme. En surprenant le couple, l'incrédule sera enfin convaincu de son prétendu malheur.

Pierre arrive en effet. Mais il ne tombe pas du tout dans le piège. La lettre est de Suzanne, il s'en est douté aussitôt. Devant sa femme déconfite, le mari raille cruellement. Il traite le pitoyable Lopez avec une rudesse méprisante et l'abandonne bientôt pour n'exercer sa verve que sur Suzanne. La pauvre dévore son humiliation sous les plaisanteries. Après quoi, Pierre, très digne, plante là les deux pseudo-complices.

C'est un tort, car Suzanne l'aime et n'a jamais cessé de l'aimer. Bafouée ainsi par lui, elle perd ses derniers doutes sur son détachement. Rien ne l'attache plus, dès lors, à la vie. Le geste accompli par Pierre, quelques mois plus tôt, c'est elle qui va maintenant l'exécuter. Elle tire un revolver de son sac, l'appuie contre sa poitrine et presse la gâchette.

Nous la retrouverons convalescente, dans une maison de santé ; Pierre, bien entendu, n'a pas quitté son chevet. Éclairé maintenant sur les véritables sentiments de sa femme, il ne cache plus les siens. Même, il les affiche en feignant à tout propos cette jalousie dont elle se plaignait qu'il fût délivré. Les deux époux ont vécu jusqu'alors sur un malentendu réciproque. Ils se réconcilieront dans un commun amour que leur folle conduite leur avait dangereusement caché.

La pièce est jouée à la perfection. Nous avons l'agréable surprise d'y découvrir M[lle] Danielle Darrieux, comédienne venue de l'écran et débutante au théâtre. Elle s'y affirme progressivement, comme le veut son personnage. Querelleuse et futile au premier acte, elle fait preuve, dans les deux suivants, d'une sensibilité et d'une qualité d'émotion de nature à lui ménager le plus bel avenir sur les planches. Souhaitons que le cinéma ne la retienne pas trop ! Auprès d'elle,

M. Fernand Fabre joue Pierre avec son tact et son élégance habituels. M. Marcel Delaitre, dans le rôle d'un ami sans cesse abasourdi par les troubles du ménage, et Mme Marguerite Daulboys dans celui d'une gouvernante tendre et bourrue, sont fort divertissants. M. Enrico Glory trace avec adresse la silhouette de Guido Lopez.

***

M. Albert Arrault a tiré d'*Eugénie Grandet* une pièce en quatre actes qui fut représentée pour la première fois au théâtre des Arts en 1913. L'œuvre, inscrite au répertoire de l'Odéon depuis 1919, n'y a été jouée que le mois dernier. Il y a une ironie cruelle dans cette pause de dix-huit ans infligée à un auteur dont l'ouvrage a précisément pour objet de peindre la triste condition d'un personnage qui attend le bonheur, des années durant.

Et cela d'autant plus que l'*Eugénie Grandet* de M. Albert Arrault méritait de voir le jour beaucoup plus tôt. Elle est fort bien faite, fidèle au roman balzacien et offre dans son ensemble un intérêt dramatique auquel le public se montre constamment sensible. Si les deux premiers actes sont d'une exposition un peu lente, le troisième et le quatrième donnent à l'ensemble le mouvement nécessaire. La question se pose une fois de plus à ce propos de savoir si les romans balzaciens se prêtent favorablement à la transposition scénique. Nous ne l'avons jamais cru jusqu'ici et l'adaptation de M. Arrault n'est pas pour nous faire changer d'avis. Une pièce ne saurait donner au spectateur la notion de durée que fournissent les romans de Balzac. Certains héros romanesques, d'autre part, perdent leurs caractères essentiels à devenir personnages de théâtre. C'est le cas du père Grandet que nous connaissons pour un homme taciturne et avare de ses paroles. Mis sur scène, il devient un discoureur. L'auteur n'y pouvait rien. Son entreprise portait ce défaut en soi.

Cela ne nous a pas empêché de l'écouter avec plaisir. M. André Wasley y fait une création fort intelligente du personnage de Grandet. M. Raymond-Girard, dans le rôle de Charles Grandet, est d'un ton toujours juste. Mme Suzanne Desprès prête son beau talent au rôle un peu effacé de Mme Grandet. Mlle Jeanne Boitel, en Eugénie Grandet, mérite de grands éloges pour son style et ses qualités d'émotion. Félicitons également le reste de la troupe dont l'ensemble est digne de l'Odéon.

***

Le vaudeville est une des spécialités de Paris. Et M. Pierre Veber l'un des maîtres du genre. Cela permet, dès aujourd'hui, de prédire que les visiteurs étrangers de l'Exposition iront en foule au Palais-Royal où la dernière pièce de cet auteur : *Madame est avec moi*, tiendra encore l'affiche quand d'autres auront épuisé depuis longtemps leur carrière.

Un compte rendu détaillé ne pourrait que lui nuire. On trouverait la donnée par trop invraisemblable. Le spectateur, lui, n'exige pas d'y croire pour applaudir. Ce qu'il veut, c'est qu'on l'introduise par des passes adroites, dans l'atmosphère irréelle et fantasque du vaudeville. Le meneur du jeu est seul qualifié pour opérer un tel enchantement. Nous ne raconterons donc pas *Madame est avec moi*. Il nous suffira d'exposer comment l'affaire s'engage et justifie le titre : un jeune secrétaire de l'ambassade de France à Bruxelles, Max de la Chétardie, fait, dans le train qui le ramène à son poste, la connaissance d'une agréable voyageuse. A la frontière, la douane opère sa visite. Une fausse déclaration de la dame en question va l'exposer aux rigueurs du fisc. Galant et ingénieux, Max de la Chétardie la sauve en disant au douanier : « Madame est avec moi. » Cette phrase assurera l'immunité diplomatique à la coupable. Mais elle engagera son chevalier servant dans une suite de quiproquos funambulesques. Max sera obligé de présenter sa compagne de voyage à l'ambassade. Comme il est marié lui-même et comme elle l'est aussi, on imagine le labyrinthe où ils se démèneront, trois actes durant. Bien entendu, tout s'arrangera et le mieux du monde.

Chacun est à sa place dans cette pièce réjouissante. M. André Bervil figure un excellent La Chétardie. M. Bertic est un ambassadeur de France d'une vérité remarquable dans la fantaisie. Mme Denise Grey représente l'ambassadrice avec infiniment d'esprit. Mmes Christiane Delyne et Simone Lencret sont fort amusantes, l'une dans le rôle de l'intruse, l'autre dans celui de Mme de La Chétardie. Citons encore MM. Pierre Darteuil, René Alié, Gabriel Vierge et Henri Niel qui concourent, les uns et les autres, au plaisir du spectacle.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA COURSE AUX ARMEMENTS : ANGLETERRE ET ITALIE

« Il est, en politique, aimait à dire Albert Sorel, deux affirmations qui sont toujours téméraires et toujours démenties ; c'est : la France est perdue et l'Angleterre est malade. » Ces deux pays puisent, en effet, dans les sources profondes de leur vitalité nationale et dans le haut sentiment de leur dignité historique une puissance de rebondissement qui déconcerte toujours ceux qui les connaissent mal. M. Frédéric Sieburg, dans son livre célèbre : *Dieu est-il Français?* a discerné quelques aspects de ce phénomène. L'Angleterre, par la froide résolution avec laquelle elle réalise le programme de réarmement qu'elle juge nécessaire pour garder sa place et tenir son rôle dans le monde, manifeste la force de son esprit public. Le débat après lequel la Chambre des communes a voté un emprunt de 400 millions de livres sterling, à répartir sur quatre années, est digne de faire pendant à celui qui a précédé l'abdication d'Édouard VIII.

Le langage de M. Baldwin a été pareillement simple et mesuré. L'Angleterre ne renonce pas à sa politique de sécurité collective, ni même à l'espoir d'arriver à une limitation des armements, mais elle s'est aperçue que, dans les conseils de l'Europe, sa parole a moins de poids lorsqu'elle n'est pas en mesure de l'appuyer sur une puissance militaire suffisante. Le gouvernement reconnaît implicitement que son désarmement excessif et trop confiant est l'une des raisons du désarroi européen et de la reprise de cette « course aux armements » dont on avait espéré écarter pour toujours l'onéreuse nécessité. M. Baldwin en conclut non pas que la Société des nations est à jamais vouée à l'impuissance, mais qu'il faut renforcer son autorité en ayant recours à des pactes régionaux. « Le Labour Party, dit en substance le Premier ministre, se refuse à voter ce qui

est nécessaire pour la défense nationale, tandis qu'il est prêt à accorder tout ce qu'exige la sécurité collective. Cependant, les deux termes ne s'opposent pas. Comment donner à réfléchir à l'agresseur si nous n'avons pas le pouvoir de nous défendre ? Même dans une guerre collective, c'est l'Angleterre qui aurait à porter tout le poids de la lutte sur mer et le premier choc de l'attaque aérienne... L'une des principales raisons de l'inquiétude européenne, ces deux ou trois dernières années, a été le défaut d'équilibre entre nos obligations et nos moyens matériels. Le régime politique de la Grande-Bretagne n'est pas de ceux qui puissent se maintenir sans sacrifices. L'heure du sacrifice a maintenant sonné ; mais il vaut la peine de s'y résoudre, s'il doit servir à assurer, avec le salut du pays et de l'Empire, le maintien des principes et des libertés démocratiques. »

Ce vigoureux rétablissement militaire, que l'admirable redressement financier et économique, accompli par le gouvernement britannique, permet de réaliser, portera principalement sur l'armée de l'air, la défense contre avions, et sur la marine. M. Baldwin a précisé que, même après la réalisation du programme, l'armée de terre et la marine seront moins fortes qu'en 1914. Et cette constatation, qui n'est pas de nature à nous rassurer complètement, devrait du moins calmer les alarmes de ceux qui se représentent l'effort actuel de l'Angleterre comme dirigé contre eux. Il serait évidemment puéril de prétendre que le réarmement anglais répond avant tout au réarmement allemand ; il est aussi destiné à faire face au danger italien en Méditerranée. Avant de réagir avec une excessive aigreur, la presse italienne aurait dû relire les articles qu'elle publiait l'hiver dernier où il était parlé de l'irrémédiable décrépitude de l'Angleterre et de la ruine prochaine de son empire. Cette mauvaise humeur vient-elle de l'allusion de M. Baldwin aux « libertés démocratiques », qui est visiblement un apaisement offert à l'opposition travailliste et non une menace à l'égard du fascisme?

On se demande, en vérité, depuis quelques jours, ce que devient la lune de miel du *gentlemen's agreement* du 2 janvier. Le grand Conseil fasciste qui s'est réuni le 1er mars a annoncé une série de mesures destinées à porter la puissance militaire de l'Italie à son maximum d'efficacité. Tous les Italiens seront militaires de dix-huit à cinquante-cinq ans ; un nouveau plan de développement des forces armées va être mis en vigueur, dont il faudra naturellement trouver les moyens financiers. Sans doute l'Italie étant déjà très fortement armée n'a pas à rattraper d'un seul effort, comme l'Angleterre, un long retard.

Le programme britannique de quatre cent millions de livres équivaudrait à environ 140 milliards de lire au cours actuel. Le grand Conseil fasciste a décidé de porter au maximum « la réalisation de l'autarchie en ce qui concerne les besoins militaires et le sacrifice total, s'il est nécessaire, des besoins civils aux besoins militaires ». Voilà donc l'Italie engagée à fond dans une course aux armements dont elle rend, avec une injuste partialité, l'Angleterre responsable. Ne devrait-elle pas regarder aussi du côté de l'Allemagne et se souvenir des propos imprudents de sa propre presse, durant la campagne d'Éthiopie, contre l'empire britannique et, en particulier, à propos de l'Égypte ? Il n'y a pas longtemps que le Duce parlait de jeter dans la balance « huit millions de baïonnettes ». Les Anglais ont entendu.

On pouvait espérer que la question épineuse de la reconnaissance de l'empire italien pourrait être réglée à la prochaine session de la Société des nations. Mais voici que l'invitation adressée au négus Haïlé-Sélassié pour le couronnement du roi George VI a fait rebondir les polémiques. L'attentat, heureusement sans conséquences graves, dont a été victime à Addis-Abeba le maréchal Graziani et qui a jeté quelque trouble dans la capitale, était accompagné d'une audacieuse offensive du ras Desta qui commandait les dernières forces éthiopiennes encore insoumises ; cette attaque a été brillamment repoussée par une brigade érythréenne et le ras, poursuivi dans la haute montagne, a été pris et fusillé. Cette exécution a soulevé de très vives réprobations dans la presse anglo-saxonne ; elle fait valoir que le ras Desta n'était ni un insurgé, ni un rebelle, mais le chef de la dernière résistance éthiopienne et qu'il méritait, comme tel, un sort moins rigoureux. Quoi qu'il en soit, la liquidation des difficultés qui s'opposent encore à la reconnaissance de l'état de fait créé par la conquête italienne se trouve retardée par de tels incidents ; elle est cependant nécessaire et urgente, en particulier pour la sauvegarde de nos intérêts qui ne sont nullement opposés à ceux de l'Italie. L'avenir du port français de Djibouti, escale précieuse sur la route de Madagascar et de l'Indochine, et du chemin de fer français d'Addis-Abeba, qui est le débouché économique naturel d'une grande partie de l'Éthiopie, préoccupe à juste titre notre opinion publique. Tout en gardant pour elle-même le contrôle intégral du chemin de fer, la Compagnie française est intéressée à en améliorer le rendement, afin de suffire aux besoins croissants de l'armée et du commerce italiens en Éthiopie ; une entente est en

bonne voie, mais les malentendus qui sont de nature à la retarder sont au désavantage des deux pays. Entre l'Angleterre et l'Italie, notre rôle est de travailler à l'apaisement et à l'entente.

Les résolutions du grand Conseil fasciste, évidemment conformes à la volonté du Duce, orientent donc la politique de l'Italie vers la Méditerranée et l'Afrique. Elles accroissent du même coup la nécessité où elle se voit de s'appuyer en Europe sur l'Allemagne. Le grand Conseil célèbre les mérites de « l'axe vertical » et en annonce le renforcement. Le résultat est que l'Italie qui déjà, l'été dernier, a permis et même facilité l'accord du 11 juillet entre le Reich et l'Autriche, vient, dans une circonstance critique, de prendre nettement le parti de l'Allemagne contre le chancelier Schuschnigg. M. Mussolini oublierait-il que sa politique n'a jamais été plus glorieuse et plus profitable que le jour où, après l'assassinat de Dollfuss, il mobilisa des troupes sur le Brenner ?

M. DE NEURATH A VIENNE. — M. EDEN ET L'ALLEMAGNE

Si nos lecteurs veulent bien se souvenir de ce que nous disions dans la précédente chronique au sujet de l'Autriche et des progrès qu'y a réalisés le sentiment de l'indépendance nationale, ils se rendront compte de l'objet de la visite de M. de Neurath à Vienne. Le ministre des Affaires étrangères du Reich est un diplomate de carrière, plus courtois, plus modéré, moins brutal que les Gœbbels et les Gœring ; aussi avait-il été choisi pour signifier à Vienne, en l'enveloppant de paroles amicales, la ferme opposition de l'Allemagne à toute restauration d'un Habsbourg. A la gare et sur le parcours, les Allemands de Vienne et les groupements nazis attendaient le ministre du Reich pour l'acclamer aux cris de « *Heil Hitler* » (21 février). Cette manifestation de mauvais goût produisit sur les Viennois un effet contraire à celui qu'espéraient les Allemands ; elle renforça leur répugnance pour le régime hitlérien et leur résolution de ne pas se laisser brimer par une minorité nationale-socialiste. Lorsque M. de Neurath quitta Vienne, il entendit sur son passage les manifestations du front patriotique acclamant M. de Schuschnigg et l'indépendance de l'Autriche. Le chancelier, au cours de ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères du Reich, lui déclara que l'accord du 11 juillet continuait de régir les relations austro-allemandes, mais qu'il n'admettrait pas qu'on lui donnât un sens qu'il n'a jamais eu, et que, en ce qui concerne la restauration de

l'archiduc Otto de Habsbourg, le chancelier et son gouvernement entendaient en rester seuls juges. L'accord du 11 juillet reconnaît l'indépendance de l'Autriche et n'est pas destiné, dans la pensée des Autrichiens, à en préparer la confiscation. M. de Neurath aurait, dit-on, suggéré à M. de Schuschnigg que, s'il jugeait un régime monarchique nécessaire en Autriche, il serait facile de trouver, au lieu d'un Habsbourg, quelque prince allemand en disponibilité ; à quoi le chancelier répondit par une déclaration de loyalisme à l'égard de la dynastie et de son chef actuel. Qu'une restauration soit ou non opportune, c'est une autre question ; mais que l'accord du 11 juillet puisse être interprété comme excluant une restauration, le chancelier ni son opinion publique ne l'admettent.

La visite de M. de Neurath à Vienne a donné l'occasion à M. Mussolini de manifester sa solidarité avec le gouvernement national-socialiste de Berlin et la solidité de « l'axe vertical ». Il avait passé jusqu'ici pour accepter, au moins en principe, le retour d'un Habsbourg à Vienne ; or, le 25 février, paraissait dans le *Giornale d'Italia* un article de M. Gayda, journaliste de talent et toujours inspiré d'en haut, qui prenait nettement position contre une restauration éventuelle en Autriche : « La vie nationale de l'Autriche est assurée et sauvegardée par l'Italie et l'Allemagne et elle n'a pas besoin d'un changement de régime pour s'affirmer avec toute sa valeur dans le système européen ; il convient de préciser bien clairement et une fois pour toutes que l'Italie considère le problème du rétablissement de la monarchie à Vienne comme non actuel et comme dangereux. » C'est donc maintenant l'Italie qui tient le langage qui était naguère celui des États de la Petite Entente.

Il est douteux, au surplus, que M. de Schuschnigg ait eu sérieusement l'intention de réaliser une restauration. La monarchie légitime est pour lui un symbole, avant de devenir une réalité ; elle lui sert de signe de ralliement ; elle l'aide à entretenir la foi de ses amis et la mystique de la personnalité historique et politique de l'Autriche indépendante. C'est beaucoup pour lui d'avoir énergiquement maintenu le droit pour l'Autriche de se donner librement le gouvernement de son choix. Il est bien vrai que les gouvernements de la Petite Entente considèrent, eux aussi, qu'il est inopportun et dangereux de poser la question dans l'état actuel de l'Europe. La presse allemande, un peu calmée par l'attitude de l'Italie, garde le dépit de constater que la visite de M. de Neurath n'a pas fait disparaître les défiances de l'Autriche envers l'Allemagne prussianisée et que

l'heure s'éloigne de plus en plus où elle pourrait accepter de se perdre dans le Reich comme un petit ruisseau dans un grand fleuve.

Décidément, M. de Ribbentrop, ambassadeur d'Allemagne à Londres et en même temps chef du bureau où s'élabore la politique personnelle de M. Hitler, n'a pas la manière qui convient pour gagner la confiance des Anglais. Il est rarement à son poste, il voyage souvent, et, quand il voyage, il parle. Cette fois, il a éprouvé le besoin d'aller inaugurer la foire de Leipzig ; c'est son droit. Mais sans doute a-t-il été moins bien inspiré en y développant le thème qui est en ce moment le *leit motiv* de la politique allemande : la question des colonies. Il en réclame la « restitution » comme un droit, comme une application pratique de l'égalité des droits que l'Allemagne a su reconquérir dans tous les domaines. Dès le lendemain, M. Eden, — qui a repris ses hautes fonctions au Foreign Office, — répondant à la question d'un membre des Communes, se bornait à confirmer en la répétant la déclaration du vicomte Cranborne que nous avons reproduite il y a quinze jours. La situation est donc très nette. Il n'y a pas, sur ce point, de négociations et il ne peut pas y en avoir. Sir Austen Chamberlain a apporté au gouvernement, à ce propos, l'appui de sa haute autorité. Reprenant le thème développé quelques jours plus tôt par M. Baldwin, M. Eden a répété avec force que les armements britanniques ont pour objet premier de donner plus de poids à son action pacifique. Ils serviraient, le cas échéant, à la défense de la France et de la Belgique, et l'Angleterre est prête à prendre vis-à-vis de l'Allemagne les mêmes engagements, pourvu qu'elle consente à conclure une nouvelle convention dans le même esprit que celle de Locarno. Le principe de réciprocité plaît à l'esprit britannique et la politique britannique cherche à l'appliquer. « C'est notre conviction que, l'Europe et le monde étant ce qu'ils sont aujourd'hui, une Grande-Bretagne plus puissante aidera les forces de paix, à cette seule condition de ne jamais oublier que le réarmement est un moyen et non une fin. »

Pour la politique française, la conjoncture est donc loin d'apparaître défavorable ; elle est en tout cas beaucoup plus claire, beaucoup moins tendue qu'elle ne le fut l'été dernier quand, à propos des affaires d'Espagne, l'Europe se trouva à plusieurs reprises en grand danger d'aboutir à la guerre. Mais le moment est venu où il faudra choisir : ou trouver le moyen, comme le souhaite M. Eden, de renforcer l'autorité de la Société des nations et de réaliser sous une forme nouvelle la sécurité collective, ou

s'orienter délibérément vers d'autres méthodes. Cependant, la situation pourrait rapidement redevenir dangereuse si nous offrions à l'Allemagne les occasions qu'elle ne se cache pas d'attendre : ou de graves difficultés financières, ou un glissement plus accéléré vers les aventures révolutionnaires. Et c'est pourquoi la paix dépend en dernière analyse de la politique intérieure.

LA SITUATION FINANCIÈRE DEVANT LE PARLEMENT

A mesure que s'avivent les inquiétudes que l'état des finances françaises suscite même chez ceux qui, par esprit de solidarité politique, les nient, la gestion du gouvernement est plus âprement discutée. Mais, par une singulière fortune, le cabinet Blum bénéficie de ses erreurs mêmes. La situation financière et monétaire, en dépit de l'optimisme officiel, apparaît si compromise qu'aucun groupement politique ne se sent disposé à en assumer la responsabilité. Le gouvernement tire en outre avantage d'une reprise mondiale des affaires qui produit son effet même chez nous, par exemple par la hausse générale des matières premières. Cette reprise non seulement n'est pas le fait du ministère, mais il est certain qu'elle serait beaucoup plus accentuée si le gouvernement inspirait plus de confiance. Ainsi, même certains effets déplorables de son administration n'empêchent pas le cabinet du front populaire de tirer bénéfice d'une ambiance générale plus favorable. Il suffit de lire les journaux marxistes pour s'apercevoir que, malgré une volonté déterminée d'optimisme, la hausse des prix inquiète les plus résolus soutiens de M. Léon Blum et le président du Conseil lui-même ; ils redoutent non sans raison d'être emportés dans le tourbillon du « cycle infernal » et de n'en plus pouvoir sortir.

M. Blum a donc annoncé que sa politique allait entrer dans une période de « pause », ce qui ne signifie pas d'inaction. Il y aura « pause » en ce sens que le gouvernement s'abstiendra pendant un temps indéterminé de proposer aux Chambres des mesures qui se traduiraient par un surcroît de dépenses. C'est sur cette « pause », ses raisons et ses incidences que le président du Conseil s'est expliqué à plusieurs reprises, notamment à Saint-Nazaire, le 21 février. Il s'est complu à constater la reprise et à s'en féliciter comme s'il en était l'auteur : « Le chômage partiel est presque résorbé ; il y a 70 000 chômeurs de moins que l'an passé. Les Caisses d'épargne ont des plus-values. On voit se rouvrir de nouvelles usines. La reprise

économique est un fait acquis. Elle aurait dû non pas entraîner le rétablissement financier total, mais tout au moins un rétablissement financier partiel, une reprise des rentes, ce qui aurait pu amener la confiance. » Ce tableau enchanteur était, le même jour, contredit par l'un des chefs de la majorité, le communiste Maurice Thorez : « Il subsiste de grandes inquiétudes, déclarait-il dans un discours que *l'Humanité* a cru nécessaire d'escamoter ; la hausse prend des proportions effrayantes. Le chiffre des chômeurs complets a très peu diminué et ils sont plus malheureux que l'année dernière. » Qui croire ? M. Blum se propose d'agir pour freiner la hausse des prix, mais aussi de ralentir la hausse des salaires et d'ajourner les péréquations que réclament les fonctionnaires. Si un cabinet modéré avait tenu un tel langage, quels cris n'auraient pas poussés les socialistes ! On veut poursuivre « la hausse illicite ». Fort bien. Mais comment la distinguer de la hausse licite, celle qui est la conséquence de la dévaluation et des lourdes charges imposées à l'industrie ?

L'inquiétude parlementaire s'est manifestée clairement au Sénat, où la politique du cabinet n'a qu'un très petit nombre de partisans convaincus. Après avoir adopté article par article un projet de loi qui donnait au ministre du Commerce les pleins pouvoirs en matière de douanes, il a rejeté à une très forte majorité le même projet dans le vote sur l'ensemble. Le bruit s'était répandu, non sans fondement, que le gouvernement se proposait de concéder l'abaissement des droits de douane sur quelques articles en faveur de certains pays, qui, en échange, auraient accordé des emprunts à la Trésorerie en détresse. A la réunion du groupe radical-socialiste de la Chambre, le 25 février, MM. Lamoureux et Marchandeau ont montré que la politique du gouvernement tendait de plus en plus à devenir spécifiquement socialiste et que les radicaux ne pouvaient pas la sanctionner plus longtemps ; malgré ces sages avertissements, la tendance de l'extrême-gauche l'emportait et, dans le débat sur l'interpellation de M. P.-E. Flandin, seize voix radicales-socialistes seulement se détachaient du gouvernement.

Quelques jours après, le 1er mars, l'un des membres les plus distingués du même groupe, M. Georges Potut, établissait à Nevers un bilan précis de « l'expérience Blum ». Après avoir démontré le succès, dans leur département technique, de certains ministres radicaux, M. Daladier, M. Delbos, M. Chautemps, il poursuivait : « La dévaluation fut la conséquence d'un premier échec ; la hausse des prix consacre le second. La théorie du pouvoir d'achat est ruinée.

Si le gouvernement voulait réaliser ses promesses, c'est à un déficit de 55 milliards que la Trésorerie aurait à faire face cette année. Il est impossible de trouver, par des moyens normaux, les crédits que M. Vincent Auriol évalue à 40 milliards. Il sera donc obligé d'abandonner la politique de reflation. On a voulu abandonner le terrain solide de la réalité pour celui du rêve et de la théorie : les faits inexorables prenant leur revanche, il est nécessaire de revenir de toute urgence au principe du véritable radicalisme, si l'on veut éviter une catastrophe. »

L'interpellation de M. P.-E. Flandin, le 26 février, fut, pour lui-même, pour M. Paul Reynaud et M. Fernand-Laurent, l'occasion de faire entendre au gouvernement et au pays quelques vérités fortement documentées et éloquemment exposées. M. Flandin a prédit que ce gouvernement serait dans peu de temps « obligé de faire face à la fois à une crise de trésorerie et à une crise monétaire. Il ne pourra y parer que par l'inflation et le contrôle des changes. Il répudie ces moyens, comme il répudiait la dévaluation, mais, au lieu de changer de politique, il s'ingénie, semble-t-il, à se couper la retraite. Le marxisme du président du Conseil lui remonte sans cesse aux lèvres et l'oblige à déclarer la guerre au capitalisme accusé de trahison. Et que dire du langage de certains de ses amis, de ses collaborateurs, de ses alliés qui le pressent d'user de la contrainte ? Or, la contrainte n'est pas spécifiquement socialiste, comme le prouve l'exemple de Mussolini et de Hitler : l'engrenage est fatal : il conduit à la mort de la démocratie, à la dictature par l'écrasement des classes moyennes. » L'anti-capitalisme est la ruine de la France, « car le capitalisme, en France, c'est la masse des épargnants ». L'œuvre sociale du gouvernement peut donner quelques résultats favorables ; mais elle reste « une bureaucratie sans âme. Vous ne résoudrez pas le problème technique, si vous négligez le problème moral ».

M. Paul Reynaud, avec toute la vigueur de son éloquence incisive, met M. Léon Blum en présence des contradictions dont il cherche vainement à s'évader. Il est lié d'une part par l'accord monétaire avec l'Angleterre et les États-Unis, de l'autre il s'attache à sa doctrine du pouvoir d'achat. Il ne suffirait pas, pour sauver le pays, de changer d'atmosphère, de modifier la composition du cabinet. « Tandis que, assis au bord de la route, vous faites la pause, le grain semé par vous lève dans les champs qui vous entourent... » « Vous parlez de la volonté des masses populaires. C'est l'éternelle question de savoir si les chefs sont faits pour suivre ou pour guider. Devant la hausse

croissante des prix, devant l'alibi dérisoire de la lutte contre la spéculation, ils sont nombreux ceux qui disent que les socialistes belges, en suivant M. Van Zeeland, en ranimant avec lui l'économie nationale, en comprenant qu'il est vain d'accuser le capitalisme, ont peut-être fait preuve de véritable solidarité ouvrière. »

La réponse de M. Léon Blum fut, sur beaucoup de points essentiels, imprécise. Il se défend de vouloir changer la politique de son ministère. La pause n'est pas « un acte de contrition ». Et, naturellement, il ne convient pas de l'échec d'une expérience qui, selon lui, a donné d'heureux résultats et qui n'est pas terminée. Il voit, dans le pays, non seulement des transformations matérielles, mais « une transformation morale ». Il explique pourquoi « une période de stabilité est devenue nécessaire ». C'est sur la question financière, la plus délicate et la plus dangereuse, celle qui apporte aux gouvernements téméraires ses inéluctables sanctions, que le président du Conseil reste le plus vague. M. Blum a besoin de crédit ; il ne peut échapper à la nécessité de gros emprunts ; il lui faut donc mettre une sourdine à son zèle socialiste. Après la pause, on reprendra l'application du programme du front populaire, en plein accord avec le parti radical-socialiste. Il ne veut ni d'un changement de gouvernement, ni d'un élargissement de la majorité actuelle. Il représente le seul gouvernement national possible. S'il se retirait, la déception des masses pourrait entraîner des conséquences dangereuses. M. Blum laisse entendre que tout nouveau ministère aurait à compter avec la rue.

On savait d'avance que le ministère aurait sa majorité habituelle. Il est naturel que M. Léon Blum, chef d'un gouvernement de front populaire, déclare qu'il ne donnera pas le coup de barre qui changerait la direction du bateau ; mais il apparaît de plus en plus nécessaire que, sans le dire, il le donne. Les résolutions prises au Conseil des ministres du 5 mars, — fidélité à l'accord monétaire avec l'Angleterre et les États-Unis, abandon de tout projet de contrôle des changes, lancement d'un grand emprunt, — semblent indiquer qu'il y est décidé.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

a spé-
belges,
natio-
e, ont

essen-
de son
aturel-
on lui,
l voit,
s, mais
riode de
ière, la
gouver-
lent du
ne peut
mettre
prendra
ord avec
gouver-
présente
éception
M. Blum
ter avec

bituelle.
de front
ui chan-
en plus
prises au
aire avec
contrôle
indiquer

M
l'aller
donnèr

—
Il s'agi

—
Cor

—

—
C'é
c'était
par su
de con
entre l

—
de pap
Il
éviter

—

Copy

(1) V

T

LE PARRAIN

DEUXIÈME PARTIE (1)

LE PASSÉ VIVANT

M. Sollar avait demandé à parler en particulier à Sabine qui était en proie à un plombier pour la réparation de la salle de bains. Les conjurées se hâtèrent de l'aller chercher. Quand elles l'eurent découverte, elles l'abandonnèrent en lui souhaitant bonne chance.

— Bonne chance, pourquoi ? demanda-t-elle naïvement. Il s'agit de nous toutes.

— De nous toutes, évidemment.

Comme elle entrait aisément dans leur jeu !

— Il s'agit de la cession de la fabrique.

— Ah !

C'était un « ah ! » de dépit. La grande affaire, pour elles, c'était le mariage de Sabine. Sabine mariée, tout s'arrangerait par surcroît. A quoi bon se casser la tête avec ces histoires de comptes et de liquidation ? Mais peut-être la conversation entre le parrain et la filleule prendrait-elle une autre tournure.

— Vous désirez me parler, parrain. Allons dans le cabinet de papa.

Il y dérangea l'un ou l'autre faisan empaillé et ne put éviter de mettre un peu d'ironie dans cette constatation :

— Oui, c'est là que votre père travaillait.

Copyright by Henry Bordeaux, 1937.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

— Oh ! vous savez, dit-elle, il n'aimait guère s'enfermer. Il préférait le grand air et le soleil.

— Il ne s'est pas assez enfermé dans son usine. Il a toujours oublié qu'il avait six enfants.

A ce jugement net et sévère, dont elle reconnaissait la vérité, Sabine détourna la tête. Elle se sentait blessée et ne pouvait défendre le mort.

— Je vous ai fait de la peine, s'excusa M. Sollar. Mais lui vous a fait tant de mal.

— Il nous a rendues heureuses. Ce n'est pas rien.

Il ne répondit pas, et même son silence se prolongea au point d'inquiéter Sabine. Puis, il demanda presque timidement :

— Et... elle ?

— Qui donc ?

— Votre mère. L'a-t-il rendue heureuse ?

— Oh ! sûrement. Il l'adorait.

— Ce n'est pas toujours une raison.

Un nouveau silence les sépara. Elle pensait à sa première enfance comblée dans la maison toute retentissante de cris et de chansons. Il revivait sa jeunesse solitaire. Brusquement, il prit le dossier qu'il avait apporté :

— Voilà. J'ai terminé pour le mieux. Il ne manque que vos signatures. Vous vous porterez fort pour celles d'entre vous qui ne sont pas majeures. J'ai promis ma garantie. La parfumerie est vendue. Vous aviez affaire à des créanciers qui voulaient vous étrangler. Vous appelez, je crois, ces sortes de gens, des corbeaux ?

— Je ne sais pas, dit Sabine, je n'en avais jamais rencontré.

— Les femmes seules en rencontrent toujours dans la vie. C'est la lâcheté des hommes : elle a toujours existé et n'est pas près de finir.

— Mais il y a la chevalerie.

— Elle est morte.

— Je ne crois pas.

Il eut un geste évasif :

— Vos créanciers avaient beau jeu à cause... à cause du désordre de votre père. Je vous demande pardon.

— Non, non, je sais. Vous ne m'apprenez rien. J'avais mis de côté les pièces relatives à la fabrique que j'ai retrouvées,

non sans peine, parmi ses papiers quand j'ai pratiqué des fouilles ici même après sa mort.

— Heureusement : ce sont ces pièces qui m'ont permis de confondre vos adversaires. Vous avez été la plus précieuse des collaboratrices. J'ai trouvé aussi un allié en la personne du jeune ingénieur chimiste qui compose les parfums artificiels.

— Rupert Gardane.

— Oui, c'est, je crois, son nom.

M. Sollar s'arrêta un instant de parler. Son regard tenace, impérieux, semblait traverser le front de Sabine pour y découvrir sa pensée. Y avait-il un flirt entre elle et ce jeune homme ? Mais sur le front de Sabine il n'y avait que de la clarté.

— Voilà, reprit-il : nous avons évité une liquidation judiciaire ; tout est réglé et j'ai quittance de toutes les dettes. Seulement, la parfumerie vendue, il ne vous reste à peu près rien. Chère petite Sabine, je n'ai pu obtenir un prix plus élevé. La crise sévit partout, surtout dans les articles de luxe. Les parfums de prix sont aujourd'hui méprisés. Vous-même, je suis sûr que vous ne vous en servez jamais.

— Je ne m'en suis jamais servie.

— Vous voyez. Il a bien fallu accepter des conditions médiocres. Nous n'aurions même pas trouvé d'acheteur sans la convoitise du sous-directeur qui, d'ailleurs, risque de se ruiner.

Sabine ne s'étonna pas. Elle s'attendait au pire. Elle avait eu peur de la faillite. Le nom de son père serait intact et nulle charge de dettes ne pèserait sur l'avenir de ses sœurs et sur le sien. M. Sollar n'ajoutait pas qu'il avait personnellement facilité les négociations en réglant l'un ou l'autre mémoire assez lourd.

— Que vous restera-t-il, maintenant ? Votre maison, la villa Sylvie.

— Il nous faudra la quitter.

— Pourquoi ?

— Mais pour la vendre.

— Elle est pleine de souvenirs. Il est vrai que le souvenir est en nous.

Elle ne savait donc pas encore que la villa Sylvie était

grevée d'une dette hypothécaire d'une centaine de mille francs. M. Ravelli, peu avant sa mort, avait contracté cet emprunt chez un notaire de Nice. Son parrain n'osa pas l'en instruire. Elle l'apprendrait toujours assez tôt. Ou bien, il l'informerait tout à l'heure, plus tard. Après avoir réfléchi, il demanda :

— Vous n'avez pas d'autres biens ?

— Si, une métairie près de Vence.

— Combien d'hectares ?

— Je ne sais pas au juste : peut-être huit ou dix, mais pas davantage. Il y a des vignes et des oliviers. Il y a aussi des vergers. C'est de la bonne terre. Je la sacrifierai en premier lieu.

— Avez-vous, Sabine, des projets d'avenir ?

— La nuit, quand je ne dors pas, j'en échafaude. Mes sœurs sont adroites et vaillantes. Elles ont plus de fond qu'on n'imagine au premier abord. Mais elles n'ont pas été préparées pour un but déterminé. Alors le prix de la métairie de Vence servira à notre apprentissage. Nous ne pouvons pas demeurer à Grasse. A Grasse, nous sommes trop connues. On s'amuserait de nous voir chercher du travail.

— Où irez-vous ?

— Dans une grande ville, Nice ou Marseille. Nice est plus rapprochée et nous y avons des relations. Marseille offrirait des débouchés plus nombreux. Alors, je louerai la villa Sylvie si je puis éviter de la vendre. Je fonderai un magasin de modes, ou un atelier de couture. Mais la mise de fonds réclamera peut-être la vente.

Elle parlait de sa voix grave, si bien accordée avec sa beauté, en chef de famille qui sait prendre ses décisions. Ainsi acceptait-elle sans récriminations l'exode inévitable. Le départ de la villa Sylvie ne pouvait plus être qu'une question de jours.

— J'aimerais, ajouta-t-elle, grouper tout mon monde autour de moi. Ainsi, je continuerais de veiller sur mes sœurs.

Il se leva comme si leur entretien était terminé, mais ce fut pour lui dire :

— Comme vous ressemblez à votre mère ! Comme vous la remplacez ! Allons la revoir...

— La revoir ? répondit-elle, surprise.

— Oui, dans ma chambre qui fut la sienne. Nous regarderons ensemble encore une fois son portrait. Aussi bien je ne voudrais pas partir sans vous avoir révélé...

Elle l'interrogea des yeux, mais n'osa pas lui poser de question. Qu'avait-il à lui révéler ? Quand ils furent dans la chambre de la morte, elle lui exprima avec émotion sa gratitude du service qu'il avait rendu :

— Sans vous, je le sais bien maintenant, c'était la ruine, peut-être l'obligation de renoncer à la succession de nos parents. Dans tout le pays, on aurait clabaudé sur les petites Ravelli jetées à la rue. Peut-être même aurait-on accusé mon père. Tandis que nous partirons d'ici, le front haut, respectées de tous, avec un nom intact. C'est à vous que nous le devons. Comme j'ai été bien inspirée de vous appeler !

— Et j'ai failli ne pas venir.

— Vraiment ?

— Oui, Sabine, vous ne savez pas le sacrifice que ce voyage représentait pour moi. Je m'étais juré d'oublier le passé. Et pourtant, c'est le passé qui m'a poussé par les épaules à Gênes quand j'ai reçu votre lettre, et qui m'a obligé à vous secourir.

Elle hésita avant de lui répondre :

— J'ai cru deviner bien des choses, parrain, mais c'est à vous seul qu'il appartient de me les confier si vous m'en jugez digne et si le passé auquel vous faites allusion ne doit atteindre aucun des miens.

— Je voulais précisément vous le révéler avant de partir.

— Vous allez partir ?

— Mon rôle ici est terminé. Rien, désormais, ne m'y retient. Et mes affaires de Gênes me rappellent. J'ai beau téléphoner chaque jour à mon bureau : la présence du chef est nécessaire. Vous vous en rendez compte : quand vous êtes absente, rien ne marche à la villa Sylvie.

— Vous exagérez, parrain.

— Mais non, je vous ai vue à l'œuvre. Quand votre mère était là, Sabine, je suis sûr que la parfumerie fonctionnait régulièrement et que votre père s'y rendait avec exactitude. Certaines femmes ont ce don de mettre partout de l'ordre, mais c'est un ordre rayonnant.

Cette fois la jeune fille se décida à solliciter des confidences qui s'annonçaient, puis se faisaient attendre :

— C'est à cause de maman, n'est-ce pas, que vous êtes venu ? C'est à cause d'elle que vous nous avez sauvées ?

Il ne résista plus à l'invitation :

— Je ne vous ai pas sauvées, mais secourues. Oui, Sabine, c'est à cause d'elle.

— Vous l'avez aimée avant son mariage. Était-elle déjà fiancée à mon père ?

— Écoutez-moi, Sabine, c'est une vieille histoire dont je vis encore, que je croyais ensevelie au fond de ma jeunesse perdue et qui reparaît à la surface depuis que je suis ici, en sorte qu'elle occupe maintenant ma vie entière. Vous savez que ma famille paternelle est originaire de Nice. Au moment de l'annexion à la France, mon père, qui était officier, opta pour l'Italie, tandis que le vôtre, oh ! pardon, votre grand-père, optait pour la France.

— Oui, je sais, j'ai souvent entendu parler de ces divisions dans les familles. Mais ce fut le petit nombre qui choisit l'Italie. J'en sais même davantage, si vous voulez tout d'abord épuiser ma science.

— Je vous écoute, mais vous m'étonnez.

— Votre père avait rencontré, à Milan, pendant la campagne de Lombardie, une jeune fille dont il s'était épris. Et c'est à cause d'elle qu'il a préféré l'Italie à la France. N'est-ce pas cela ?

— Il en avait le droit. Mes ancêtres avaient toujours servi la maison de Savoie. Cette jeune fille, ce fut ma mère. Elle était extrêmement belle, elle l'est demeurée très tard. Mais elle était plus gâtée encore. Tout le monde avait toujours été à la dévotion de la signorina Margharita. Le mariage se fit peu après l'annexion. Mais ne me croyez pas si vieux.

— Je ne vous crois pas vieux.

— Je me suis fait attendre, au point qu'on m'appela Benito. Je me suis fait attendre dix ans. Ainsi pouvez-vous calculer mon âge.

— Cela ferait cinquante-neuf.

— Soixante exactement.

— Personne ne l'imaginerait.

— Si, moi. Je reprends ma généalogie. Elle ne vous

ennuie pas ? Bien. Mon père qui était, avant l'annexion, l'un des plus jeunes capitaines de l'armée sarde, fut nommé chef de bataillon. Le gouvernement royal favorisait les officiers de la Savoie et du Comté de Nice qui étaient demeurés fidèles, oh ! pardon, qui avaient choisi l'Italie.

— Le gouvernement impérial n'en a pas dû faire autant, parrain. Mon grand-père a pris sa retraite comme simple commandant.

— Oui, reprit M. Sollar, la carrière militaire de mon père fut brillante puisqu'il la termina comme général de brigade. Elle l'eût été davantage sans les exigences de sa femme... Ah ! Sabine, vous vous froissez dès que je fais allusion à la légèreté de votre père qui a négligé l'avenir de ses six filles : comment oserais-je alors me plaindre d'un excès d'amour maternel ? Je crois avoir été un fils soumis et dévoué, mais je suis demeuré clairvoyant. Je me suis sacrifié à tort : je le reconnais à distance, après avoir vécu, à moins que...

— A moins que ? répéta la jeune fille.

— A moins que le destin ne soit plus fort que nous et nous réserve des compensations inattendues.

— Vous les mériteriez.

Il l'interrogea du regard, comme si quelque pensée plus profonde pût se dissimuler derrière cette phrase insignifiante, mais, n'osant pas donner une autre interprétation, il continua :

— Elle gouvernait son mari, sauf à la caserne et à la bataille. Elle gouverna son fils. Voyez-vous, Sabine, chacun de nous a sa vie individuelle. Il n'a pas le droit de la subordonner entièrement à autrui.

Sabine sourit.

— Pourquoi souriez-vous, Sabine ?

— Parce que je pense à mon père. Il ne s'est pas sacrifié. Voici que vous lui donnez raison. Il a toujours suivi ses goûts personnels, le soleil et la chasse.

— Ah ! mais, pardon. Le foyer d'un homme, c'est lui-même. Les charges créées par nous, nous ne les pouvons rejeter sans lâcheté. Tandis que notre vie est indépendante de celle de nos parents, de celle de nos frères et sœurs. Ne l'oubliez pas, Sabine. Les liens de famille ne sont pas si étroits qu'ils nous puissent garrotter.

Il prit un temps pour ajouter :

— J'ai accepté d'être garrotté. Ma mère m'adorait. Elle était jalouse de moi au point de briser ma première liaison durable et peut-être dangereuse, une jeune femme de Gênes qui m'avait distingué, comme on dit en France, ou plutôt comme vous disiez, car maintenant il n'y a plus de distinction nulle part, et qu'elle menaça de dénoncer à son mari. Je ne l'ai su que plus tard, je ne m'étais pas expliqué la rupture. Si je vous cite ce fait, c'est uniquement pour vous montrer jusqu'où peuvent aller l'ingérence et l'intransigeance maternelles. Elle est décédée à quatre-vingt-dix ans, ayant gardé jusqu'à la fin son intelligence et plus encore sa volonté. Quand elle s'est sentie mourir, elle m'a dit : « Pauvre petit, je dois te laisser seul... » Je l'ai pleurée, plus encore pour sa tendresse que pour la mienne. Elle ne s'est jamais douté du mal qu'elle m'avait fait. C'est là le chef-d'œuvre de mon amour filial. Vous êtes la première à qui je révèle ces secrets. Je sais que vous les garderez pieusement. Il y a de telles misères sous les apparences les plus heureuses. A Gênes, on nous citait comme l'exemple de la mère et du fils le plus unis. On disait de moi : « Il ne se marie pas. Il adore sa mère. Sa mère lui suffit. » Ma mère ne trouvait jamais un projet de mariage assez beau pour moi : elle excellait à découvrir les défauts de toutes les fiancées possibles. Celle-ci était trop petite, celle-là trop grande, l'une manquait de santé, l'autre de fortune et cette autre de beauté. La famille était trop vulgaire, trop vite enrichie ou trop prétentieuse. Sa langue était cruelle sans qu'elle y prît garde. Accoutumée à être écoutée et obéie, elle avait des arguments sans réplique. Un jour vint où son argument fut celui-ci : « Maintenant, tu es trop âgé. » Ne croyez pas, Sabine, que j'en parle avec amertume. Je m'amusais moi-même à ces entrevues destinées aux échecs. Ma carrière d'armateur m'absorbait. J'ai débuté avec un ou deux bateaux et, peu à peu, je commandai une flotte. Je savais aussi m'évader, pour tout dire, avec des voyages, avec des aventures lointaines, dont ma terrible maman ne pouvait entendre parler. Au retour, j'étais l'enfant sage et soumis. Le temps a passé et me voici au seuil de la vieillesse. Ne protestez pas : j'ai dit *au seuil*, je ne tiens pas à franchir ce seuil. Cependant si je résistais si aisément à toutes les entreprises

matrimoniales, si je me laissais sans trop de protestations confisquer par ma mère, c'est que, tout de même, il y avait une raison majeure. Je vous intéresse toujours, Sabine, car j'arrive enfin, après ces détours indispensables, à la passion qui fut la douceur et la douleur de ma vie.

Sabine, cette fois, prononça à mi-voix ce nom :

— Sylvie.

— Sylvie, répéta-t-il. Le jour même de mon arrivée, je vous ai laissée deviner mon secret devant son portrait. Sylvie Mérand-Sollar était notre parente. Ma mère avait commis l'imprudence de l'inviter à Gênes avec son père, pour renouer des liens de famille distendus. Vous ne pouvez savoir ce que fut pour moi son apparition. Sans doute, ressemblait-elle à ce portrait. Peut-être vous ressemblait-elle plus encore. Ou, du moins, depuis que je vous vois, ma mémoire ravivée incorpore votre image dans la sienne, ne fait plus qu'un être avec la morte et la vivante. Ah ! je pressentais bien que je n'aurais jamais dû revenir.

La jeune fille, qui avait désiré curieusement ces confidences, commençait d'en être troublée. Voici que le cœur de sa mère allait être ouvert devant elle, comme si l'on avait violé sa tombe pour le lui prendre. Elle tenta de rompre la conversation qui prenait ce tour trop intime en brusquant un dénouement entrevu :

— Je comprends, dit-elle, je comprends. Votre mère brisa cet amour. Vous vous êtes soumis. Et c'est tout.

Il la considéra avec surprise. Cette pudeur filiale ne l'arrêta pas. Il éprouvait une sorte de soulagement à faire à la fille l'aveu qu'il n'avait peut-être pas fait à la mère, comme si l'une le pouvait transmettre à l'autre par le privilège du sang.

— Ce ne fut pas si simple, reprit-il. Ma mère pensait alors à me distraire à cause de cette rupture dont je vous ai parlé et qui était son œuvre. Peut-être n'avait-elle invité notre belle cousine que dans ce dessein. De Gênes, nous étions allés jusqu'à Rome que Sylvie et son père ne connaissaient pas encore. Au cours de ce voyage, toutes les sympathies, tous les sentiments, tous les désirs, toutes les amours que j'aie pu ressentir depuis que j'avais l'âge d'homme s'abolirent. Je crus vraiment naître au jour. Une lumière nouvelle recouvrit toutes choses. Ce n'était pas cette lumière de Rome

que Gœthe et Chateaubriand ont célébrée. C'était une grâce intérieure et rayonnante. Je me rendis compte qu'elle émanait de votre mère, parce que sans elle tout se décolorait. Elle préférait la Rome religieuse à la Rome païenne. La Rome chrétienne lui parlait dans les catacombes et dans les églises. Elle aimait suivre les offices à Sainte-Marie du Peuple ou à la Trinité des Monts. A Sainte-Marie-Majeure, elle me raconta le miracle de la neige qui tomba au mois d'août et désigna l'emplacement de la basilique. Au cloître de Saint-Jean de Latran, il y avait des roses dans le petit jardin central. J'en avais cueilli pour elle deux ou trois. Elle me le reprocha gentiment et les voulut disposer sur un des autels. Mais je n'en finirais plus d'évoquer devant vous tous ces souvenirs.

— Ils se raccordent, dit Sabine, à ceux de ma première enfance. Vous retrouverez au salon ou dans la bibliothèque un album où sont des vues de Rome et de la campagne romaine. Plus d'une fois, quand j'étais petite, j'en ai tourné les pages et maman, de sa voix dont je n'ai jamais oublié le timbre...

— C'est le vôtre...

— ... me montrait le Colisée, Saint-Pierre et toutes ces églises que vous évoquiez à l'instant.

— Je suis content, Sabine, qu'elle se soit souvenue, elle aussi, de son voyage. Elle s'exaltait sur les martyrs et sur les saints. Un jour, elle me parla de Sainte-Sabine et même elle ajouta : « Si j'ai une fille, je l'appellerai Sabine. — Et je serai, moi, lui répliquai-je, n'osant pas dire le père, je serai son parrain. » Elle rit et tout en riant me le promit. Ce n'était pas un jeu. On ne joue pas avec son cœur. Je n'osais pas lui dire que je l'aimais. Elle le savait et ne cherchait pas à l'entendre. Si ma main frôlait la sienne, j'en éprouvais une sensation d'indicible joie. Il est, dans l'amour, un moment où rien n'est encore intervenu pour le troubler, ni une parole, ni une caresse. Alors il a cette pureté de la source qui jaillit et qui n'a reflété que le ciel. Mais l'eau court, l'eau descend et rencontre ce qui va risquer de la corrompre. Notre amour n'a pas connu ce risque. Ai-je même le droit de dire : notre amour ? Je le crois, j'en suis sûr et je n'en ai jamais rien su. Si le souffle d'une âme apparaît sur un visage, ne l'ai-je pas senti ? Ne l'ai-je pas respiré ?

Cette fois, Sabine n'osait plus l'interrompre. Elle respecta même son silence. N'allait-il pas achever d'expliquer ce passé encore obscur ?

— A notre retour à Gênes, je priai ma mère de demander la main de Sylvie avant qu'elle nous quittât. A ma plus grande stupéfaction, ma mère refusa. On n'épousait pas sa cousine. De plus, cette cousine était française. Nos deux pays, en ce temps-là, traversaient une période d'hostilité. L'Italie était attirée par les Puissances centrales pour conclure la triple alliance. La France se tournait vers la Russie. Si l'Europe prenait feu, nos familles pouvaient se trouver dans des camps opposés. Cet argument n'était pas sans valeur. Ma mère trouvait toujours des arguments dangereux. Ils recouvraient peut-être la véritable raison : Sylvie trop belle et charmante me prendrait tout entier. Cependant, je lui déclarai que j'étais décidé. Elle me répondit que je lui passerais sur le corps plutôt que d'obtenir son consentement. Je ne sais si la jalousie d'une femme contre une rivale a jamais pu dépasser la sienne pour la jeune fille élue entre toutes par son fils. Sylvie partit sans avoir reçu mon aveu. J'étais épuisé par ces scènes intimes. Au dernier moment, elle leva sur moi ses yeux, — ses yeux bleu sombre comme les vôtres, Sabine, — et j'y pus lire leur muette interrogation. Comment n'ai-je pas alors brisé toutes les absurdes conventions familiales ? Comment n'ai-je pas prononcé le mot irrévocable qui nous eût liés pour toujours ? Ma mère était là, qui s'avança entre nous sous le prétexte d'embrasser une fois encore sa jolie cousine. Je ne suis pas sûr de ne pas l'avoir haïe à cet instant. Le regard de Sylvie cessa de me chercher. Elle s'en alla. Je ne devais plus la revoir que mariée et mère, et puis je ne devais plus la revoir ensuite que morte.

Il se tut de nouveau, mais n'avait-il pas tout dit ?

— Elle n'a donc jamais rien su, murmura Sabine.

— Elle a tout deviné. Vous êtes trop jeune pour savoir comment nos sentiments les plus violents subissent le sort des circonstances et sont soumis à la vie, même quand ils paraissent se révolter contre elle. C'était le temps où le développement de ma flotte m'absorbait le plus, à cause des responsabilités nouvelles qui m'incombaient. Je dus partir peu après, sur l'un de mes paquebots, pour l'Amérique du Sud.

Ma mère m'y encourageait. Elle pensait que je trouverais l'oubli en voyage. L'oubli, je ne devais le trouver jamais. Je me suis demandé parfois si un trop grand amour ne paralysait pas, en nous, les forces d'action, s'il ne nous conduisait pas à nous replier sur nous-mêmes pour vivre d'une vie intime si intense que la présence même de l'objet aimé cesse d'y être nécessaire. Je me le suis demandé pour chercher une excuse à mon inertie, ou plutôt même pour me l'expliquer. Les semaines, les mois passèrent et je m'abandonnai à mon sort. Un an plus tard, j'appris, non pas les fiançailles, que ma mère m'avait cachées, mais le mariage de Sylvie. A cette nouvelle, je me suis effondré. Pour la seconde fois, j'ai traversé un accès de haine filiale que je vous confesse à vous seule. Si rarement on descend au fond de soi-même pour y oser découvrir les horribles pensées dont on a été momentanément coupable. Et puis... et puis... il y eut cet appel extraordinaire, d'une audace invraisemblable, inouïe...

— Quel appel ?

— L'appel de votre mère à votre naissance. Elle s'était souvenue de notre conversation à Rome. Elle nommait sa fille Sabine et me demandait d'être son parrain. Je suis venu à Grasse, je vous ai enlevée toute petite dans mes bras, j'ai revu votre mère, et je l'ai revue heureuse. Elle était paisible, elle me souriait comme si rien ne s'était passé entre nous.

— Mais rien ne s'est passé, parrain ?

— Rien, en effet. Elle m'a souhaité le bonheur en me disant au revoir. « Non, adieu, ai-je répondu. — Mais si, m'a-t-elle affirmé, vous reviendrez. » Elle m'avait appelé pour me transmettre sa paix et, devinant mon grand amour, désirait me rendre toutes les possibilités d'aimer. Les femmes, mieux que nous, se soumettent à la vie. Comme elle me l'avait annoncé, je suis revenu pour m'endolorir, pour me crucifier de sa mort. Et je suis revenu encore, Sabine, lorsque vous m'avez rappelé. Il me semblait que c'était elle, une dernière fois.

Sabine, émue, bouleversée, se leva de sa chaise et vint à lui:

— Embrassez-moi, dit-elle. Pour la morte. Maintenant, cela vous est permis.

Il l'embrassa, et puis, la gardant sur son cœur, il lui demanda presque à voix basse :

— Et vous, Sabine, n'avez-vous pas compris ?

— Quoi donc ?

— Que la morte n'est pas morte pour moi, puisque vous êtes vivante. Et mon passé ressuscite. Mais, cette fois, je ne laisserai pas échapper ma chance. Sabine, vous êtes trop belle et top jeune pour moi. Je sais que je vais vous dire une chose insensée. Parce que je ne l'ai pas dite autrefois, alors qu'elle n'était pas insensée, je la dirai donc aujourd'hui. Sabine, je vous aime. Je vous ai aimée avant que vous fussiez née.

— Oh ! se dégagea-t-elle, laissez-moi ! C'était si beau avant ! Laissez-moi, laissez-moi.

Et elle s'enfuit dans l'escalier, pour se sauver au jardin...

IPHIGÉNIE

La fuite de Sabine ne pouvait passer inaperçue des cinq paires d'yeux qui surveillaient la sortie. Car, réunies au salon en assemblée générale, les cinq sœurs attendaient le dénouement et l'escomptaient à l'avance. M. Sollar ne pouvait s'être enfermé avec l'aînée sans une arrière-pensée, et cette arrière-pensée ne pouvait être, ne devait être qu'une demande en mariage. Ainsi en avaient-elles décidé dans leur juvénile sagesse. Aucune n'eût imaginé que dans cette entrevue il ne serait question que de la vente ou de la liquidation de la fabrique. Un homme sans jeunesse, mais représentant un beau parti et demeuré décoratif et même agréable, et une jeune fille d'une beauté incontestable, mais déjà caressée par vingt-sept printemps, n'avaient certainement pas dû s'en tenir à une conversation d'affaires. A quoi, dans ce cas, eussent servi toutes ces préparations, laborieuses et savantes, où l'on vantait Sabine à M. Sollar et M. Sollar à Sabine, où même on laissait entendre à chacun des deux partenaires qu'il n'était pas indifférent à l'autre ? Que pouvait donc signifier ce départ précipité ?

— C'est raté, déclara Martine que cette déconvenue des conspiratrices enchantait.

— Impossible ! protestèrent ensemble Césarine et Alexandrine.

— On ne laisse pas échapper une pareille occasion.

— Pour qui, l'occasion ? Pour elle, ou pour nous ?

— Pour nous et pour elle.

— Le mariage, tout de même, c'est personnel.

— Pas du tout, c'est communautaire.

Et, d'un ton âpre, Alexandrine ajouta :

— Son mariage assurait les nôtres. Elle n'avait pas le droit de se dérober.

Césarine compléta :

— On ne laisse pas échapper la fortune, une situation, une flotte, des voyages.

Mais l'impitoyable Martine répliqua :

— On laisse échapper le vieux monsieur.

— Il n'est pas vieux, et je le trouve très séduisant.

— Tu l'épouserais ?

— Sans doute.

— Et toi, Alexandrine ?

— Mais oui.

La même question posée à Barberine et à Carmosine reçut la même réponse.

— Eh bien ! conclut la plus jeune, vous me dégoûtez toutes. Et c'est bien fait : il a choisi Sabine, qui refuse.

— Il ne faut pas qu'elle refuse, déclarèrent les quatre autres.

Se divisant en deux fractions, elles décidèrent que les deux aînées iraient rejoindre Sabine au jardin pour la sermonner et lui faire entendre raison, tandis que les romanesques Barberine et Carmosine monteraient au premier étage poursuivre M. Sollar, l'empêcheraient de faire ses valises, lui persuaderaient que rien n'était perdu, et que la pauvre Sabine avait simplement été troublée par une demande à quoi elle ne s'attendait pas, et qu'elle pleurait d'émotion et de joie parmi les roses. Carmosine avait spécifié : *parmi les roses*, trouvant que cette phrase serait du plus heureux effet.

— Mais, objecta Martine qui avait refusé de prendre part à ce plan militaire, vons ne savez pas ce qui s'est passé entre eux.

— Nous le devinons.

— Il n'a peut-être été question que de notre ruine, et Sabine est descendue, effondrée, gardant pour elle notre malheur.

— Il ne s'agit pas de fabrique, petite sotte. On ne pleure pas sur une fabrique, et elle pleurait.

— Dans tous les cas, laissez-la tranquille. Elle a déjà suffisamment travaillé pour nous.

— Elle est l'aînée : c'est bien naturel.

— Pourquoi vouloir la sacrifier ?

— Ce n'est pas un sacrifice, c'est un splendide mariage.

— Pour nous, pas pour elle.

— Pour elle surtout, puisqu'elle est la plus âgée.

— Enfin, si elle préfère un jeune homme ?

— Elle le préférera après.

Qui avait osé prononcer une opinion aussi subversive ? Toutes partirent d'un éclat de rire, ce qui lui ôtait son piquant. Mais il ne convenait pas de retarder plus longtemps les opérations projetées. Alexandrine et Césarine s'en furent appeler leur sœur aînée dans le jardin, tandis que les deux autres déléguées se mettaient à la recherche de M. Sollar. Martine, oubliée, et d'ailleurs objet de la réprobation générale, resta au salon à feuilleter des albums apportés par M. Lipert, l'aimable conservateur du musée Fragonard, qui, depuis la mort de M. Ravelli, avait reparu à la villa, pour s'attaquer cette fois à Césarine. Il subissait les assauts réitérés du démon, non de midi, mais du soir. Toute cette jeunesse l'attirait, et, puisque Sabine l'avait rejeté en l'humiliant, il cherchait une revanche. Le mariage seul lui pouvant assurer la possession d'une femme dans une ville morale comme Grasse où sa situation officielle lui interdisait le scandale, il ne cessait plus de penser au mariage. En somme, il se conservait lui-même, comme son musée, et il offrait à une jeune fille pauvre toute sorte d'avantages matériels. Il comptait même sur la liquidation judiciaire de la fabrique Ravelli pour mettre à sa merci l'héritière d'un nom compromis et souligner sa propre magnanimité. Les manœuvres habiles de M. Sollar pour éviter la faillite avaient supprimé cette partie de son programme et amoindri par là même la générosité apparent de ses démarches. Mais, bientôt, Martine rejeta les images. Elle tombait sur les polissonneries d'un disciple de Watteau dont les Fêtes galantes étaient travesties. Son honnêteté naturelle la mettait en garde contre les tentations perverses ou malsaines. Les hôtes de la villa Sylvie, dont le régime était de

gaieté et de belle humeur, ne s'étaient jamais embarquées pour Cythère. Les femmes les plus jolies de visage, ne l'avez-vous pas remarqué, sont les plus sages, très souvent, comme si déjà elles goûtaient un plaisir quotidien dans cette satisfaction, tandis que les disgraciées de figure, et même les mitoyennes entre la beauté et la laideur, cherchent des compensations et les trouvent, ce qui explique tant de succès et de liaisons en apparence peu explicables.

— Quelle horreur ! murmura Martine pour elle-même.

Puis, songeant à ses sœurs et à leur obsession du mariage, elle s'apitoya sur elles toutes, sur leur nombre, sur l'insouciance paternelle qui les laissait sans ressources, sur le sort des jeunes filles qui subissent leur destinée au lieu de la faire, comme les hommes.

— Il n'y a ici que Sabine et moi...

Qu'entendait-elle par là ? Elle et Sabine, seules, comprenaient-elles que le mariage sans l'amour est la pire misère ? Seules, elles voulaient échapper aux intrigues, mais jusqu'ici ce désintéressement n'avait pas réussi à l'aînée.

— Pauvre Sabine ! Elle épousera M. Sollar, à cause de nous. Elle sera notre Iphigénie. Il faut à tout prix empêcher ce sacrifice.

Et elle résolut de contrarier de toutes ses forces la machination de ses quatre sœurs.

Celles-ci, déjà, étaient lancées dans l'action. Au premier étage, Barberine et Carmosine avaient découvert M. Sollar devant ses valises.

— Comment ! s'étaient-elles écrié dans un émoi spontané, vous partez, vous songez à nous quitter ?

L'une des meilleures méthodes de guerre consiste dans l'emploi judicieux des troupes, dont l'une doit réussir où l'autre échouerait. choix des deux cadettes pour couper la retraite de l'Italien impliquait une psychologie de grand chef.

Alexandrine et Césarine eussent manifesté une autorité blessante et montré une insistance de mauvais ton. La tristesse du départ et de la séparation inspirait seule les deux petites romantiques.

— Nous ne nous sentions plus abandonnées.

— Votre présence, c'était notre sécurité.

Devant tant de gentillesse, M. Sollar ne pouvait garder son air sombre :

— Il le faut, mes amies. J'ai terminé ma tâche.

— Quelle tâche ?

— La vente de la fabrique.

— Elle est vendue ?

— Sabine ne vous l'a-t-elle pas annoncé ?

— Oh ! Sabine s'en est allée pleurer parmi les roses. Nous avons cru que c'était à cause de vous.

— A cause de moi ?

— Oui, parce que vous partiez. Elle a tant d'amitié pour vous ! Comme nous toutes, d'ailleurs.

Car il ne fallait pas la livrer si vite. Froidement, il répliqua :

— Oui, je vous remercie de votre amitié.

Elles cherchèrent à l'entraîner hors de cette chambre où il se morfondait.

— Laissez là vos valises. Nous vous les ferons un autre jour. Et venez avec nous au jardin consoler Sabine.

— Mais Sabine n'a pas besoin d'être consolée...

— Puisqu'elle pleure !

— Les larmes des femmes ne signifient pas grand chose.

— Oh ! vous allez nous faire toutes pleurer. Nous ne savions pas que vous étiez méchant.

D'instinct elles pratiquaient cette tactique féminine qui consiste à tourner l'adversaire et à le contraindre à se défendre quand il croit sa position inexpugnable.

— Moi, je suis méchant !

— Sans doute, puisque vous faites pleurer Sabine.

— Et Sabine ne pleure pas sans motif. Elle est la plus raisonnable de nous comme elle est la plus belle. Ce que vous avez fait là n'est pas bien.

Aucun doute n'était possible : il était le coupable.

— Mais savez-vous pourquoi elle pleure ?

— Parce que vous lui avez dit des choses désagréables.

— Très désagréables, en effet.

— Pouvez-vous nous les répéter ?

— Non, vous êtes trop petites.

— Nous ne sommes plus petites, puisque nous sommes malheureuses. Et c'est mal aussi de nous mépriser.

— Je ne vous méprise pas. Vous êtes absurdes.

— Si, vous nous méprisez, puisque vous ne voulez même pas nous confier le chagrin de Sabine. Peut-être aurions-nous pu la consoler...

— Eh bien !...

Il se tut. Allait-il révéler à ces péronnelles son secret, son grand secret douloureux, le secret de sa jeunesse et de son âge mûr qui achevait de le tourmenter jusqu'au soir de sa vie ?

— Eh bien ? réclamèrent-elles devant son silence inattendu.

— Oh ! rien. Elle vous le dira elle-même, si elle le veut.

— Vous ne connaissez pas Sabine. Elle garde pour elle tous ses ennuis, et même les nôtres. Vous ne savez pas à quel point elle est bonne.

— Oui, elle est bonne pour tout le monde, excepté pour moi.

— Excepté pour vous ? Allons donc ! Elle a une passion pour vous.

— Jolie passion, en vérité !

— Mais elle ne tarit pas d'éloges sur vous...

— Oh ! les éloges !

— Sur votre intelligence, sur votre générosité, sur votre...

— Sur mon ?...

— Sur votre personne.

— Tout cela ne compte pas, déclara-t-il brusquement. Je suis son parrain. J'ai répondu à son appel. J'ai sauvé de votre ruine, causée par l'insouciance de votre père et aussi par la crise qui sévit sur les industries, ce qui pouvait être sauvé. La fabrique est vendue honorablement. Vous n'avez pas de dettes, mais pas de fortune. Ma mission est accomplie. Laissez-moi faire mes paquets et m'en aller.

Les deux jeunes filles, pressées l'une contre l'autre, sentirent qu'elles perdaient la partie si elles ne frappaient pas un grand coup : le suprême assaut qui peut sauver une situation compromise. Sans s'être concertées, elles prirent la même direction.

— Ah ! dit l'une, nous devinons bien ce que vous nous cachez.

— Et si vous vous étiez trompé, parrain ?

Démonté, en effet, par ces mystérieuses allusions, M. Sollar entra dans le jeu :

— Je ne comprends pas. Expliquez-moi.

— Mais si, vous comprenez très bien. De quoi avez-vous parlé si longtemps avec Sabine dans le cabinet de travail de papa, et ensuite, dans cette chambre, ici même, devant le portrait de maman ?

— De vos affaires, d'abord.

— Ce n'est pas si long. Vous nous les avez expliquées en une minute.

— Oui, mais, à elle, je les ai détaillées.

— Mettons un quart d'heure. Vous l'avez gardée une heure.

— Quels juges d'instruction !

Il prit le parti de rire, puis il ajouta, reprenant sa gravité, et même sa mélancolie :

— Nous avons aussi parlé de votre mère.

— A qui Sabine ressemble. C'est vous qui l'avez dit. Mais, après, il s'est passé autre chose.

— Et quoi donc ?

Elles se regardèrent l'une l'autre, se sourirent comme deux complices, et à leur tour se turent.

— Eh bien ! j'attends, et vous ne dites plus rien.

— Parle, toi, Carmosine.

— Non, Barberine, toi. Tu es de nous deux l'aînée.

— Eh bien ! se décida celle-ci comme si elle annonçait une nouvelle sensationnelle, vous avez demandé Sabine en mariage.

— C'est vrai, convint-il. Et c'est tout. Elle a refusé : je pourrais être son père, en effet; je ne la blâme pas. Elle a raison.—Comme ceux qui sont frappés au cœur, il se dépouillait de toute résistance. Il acceptait le refus, comme on accepte la mort. Et il acheva : — Maintenant, mes petites, qu'il n'en soit plus question.

Car il ne donnerait à personne l'accès de sa peine.

— Vous ne voyez donc pas, répliqua résolument Carmosine, que vous vous trompez ?

— Laissez-moi.

— Vous ne connaissez pas Sabine. Elle a déjà refusé beaucoup de prétendants...

— Un de plus.

— Mais jamais de cette façon. Elle les a toujours refusés en riant. N'est-ce pas, Barberine ?

— Toujours.

— Et cette fois elle s'est sauvée en larmes. Si elle pleure, c'est qu'elle vous aime. Elle est comme ça. Elle est de nous toutes la plus sensible et ne veut pas l'avouer.

Comment M. Sollar n'eût-il pas été ébranlé par cet argument sentimental ? Il courait sa dernière chance de bonheur. Et, comme il pensait l'avoir perdue, voici que des voix gentilles et persuasives lui venaient assurer le contraire.

— Je voudrais vous croire, soupira-t-il.

Dès lors, il était vaincu. Il retarderait son départ de quelques heures, le temps de lui ramener Sabine. Qu'il consentît à faire un tour de promenade dans la campagne : quand il reviendrait, il saurait à quoi s'en tenir.

— Mais qu'elle soit absolument libre ! Qu'elle prenne sa décision toute seule ! Vous me promettez de ne pas intervenir, de ne pas intervenir en ma faveur ?

— Nous vous le jurons.

Elles pouvaient le jurer en toute conscience. Leur mission était différente. Leur mission était remplie. Il appartenait à Alexandrine et à Césarine de remplir la leur, et celles-ci, au jardin, avaient-elles, à cette heure, échoué ou réussi ?

Benito Sollar s'en fut par le chemin réservé aux automobiles afin de ne pas rencontrer trop tôt Sabine. Au portail, il prit le sentier qui, parmi les roses et les jasmins, rejoint la ville, et s'attarda à respirer les fleurs dans la douceur du matin. Dans leur compagnie, le désespoir est difficile, sinon impossible. Sabine lui apparaissait, venant à lui, fine et fraîche, fleur humaine, fleur divine. La respirerait-il jamais ? Et lui fallait-il croire ces deux jolies filles acharnées à le retenir ?...

Celles-ci étaient redescendues, triomphantes. Elles narguèrent, au salon, Martine agacée :

— Tu sais, il ne part plus.

— Que lui avez-vous raconté ?

— Que Sabine avait toujours refusé ses prétendants en riant et que, du moment qu'elle pleurait, c'est qu'elle était vaincue, c'est qu'elle l'aimait.

— Vous êtes folles et je vous déteste. D'abord, Sabine n'a refusé que ce pauvre M. Lipert.

— M. Lipert n'est pas pauvre, protesta Césarine qui revenait du jardin avec sa sœur Alexandrine.

— Ce vieux M. Lipert.

— Il n'est pas vieux.

— Ah ! çà, on ne récolte ici que des vieillards! Mais c'est affreux ! Et j'espère que Sabine ne vous a pas écoutées.

Cette fois, Alexandrine intervint, écartant sa sœur trop pressée. N'était-elle pas le chef de la mission du jardin ? Ne devait-elle pas rendre compte du résultat de l'expédition ?

— Elle nous a parfaitement écoutées, déclara-t-elle.

— Mais elle n'est pas revenue.

— Elle reviendra. Pas tout de suite, évidemment. Nous lui avons tenu le langage de la raison. Elle a pris la place de notre mère. Elle doit continuer de veiller sur nous. « Justement, a-t-elle commencé par répondre, je ne veux pas prendre la place de maman. » Ce souvenir a paru lui être très pénible. Nous avons compris que nous faisions fausse route et nous avons cessé de lui parler de nous. Alors, nous avons célébré M. Sollar. Où pourrait-elle rencontrer un homme plus délicat et plus généreux ? Sans doute, elle objecterait la différence d'âge. Mais, pour les hommes, l'âge n'a pas d'importance. Son parrain est resté d'allure rapide et jeune. Il a grand air. Quand nous nous promenons avec lui, les femmes le regardent et nous l'envient. Et puis, à Gênes, quelle situation magnifique ! Elle aurait un palais, un palais de marbre, — à Gênes, tous les palais sont en marbre, nous a expliqué M. Lipert, — elle recevrait le podestat...

— Le podestat ? répéta Martine, railleuse.

— Tu ne sais même pas ce que c'est qu'un podestat ? Mais c'est le premier personnage de la ville. Elle recevrait peut-être un jour Mussolini lui-même, qui s'intéresse à la marine et à la flotte de commerce. Enfin, elle pourrait voyager à son gré, puisqu'elle aurait une flotte à sa disposition, visiter les Amériques ou les Indes. Une vie de reine, quoi, ou de vice-reine.

— Avec un vieux monsieur.

— Ah ! tu ne penses donc qu'à ça ? Et quel âge as-tu ?

— Dame ! le mariage...

— Le mariage, c'est une association.

— Pour la réussite des autres membres de la famille. Et qu'a répondu Sabine à ces beaux discours ?

— Rien, mais elle a cessé de pleurer.

— Eh bien ! moi, je ne veux pas qu'elle se sacrifie pour nous.

Et, avant que ses sœurs eussent tenté de la retenir, elle bondit hors du salon et s'élança au jardin. Les quatre conjurées, furieuses, se concertèrent :

— Elle va tout gâter. Courons la rejoindre.

Mais, d'un geste d'autorité, Alexandrine les arrêta :

— Nous ne pouvons pas nous disputer avec elle devant notre sœur aînée. Elle paraîtrait avoir le beau rôle. Laissons-la. Jouons même le désintéressement. Contentons-nous de soupirer sur notre ruine. Sabine sera plus sensible à notre misère commune, si nous ne cherchons pas à en tirer parti pour lui forcer la main.

— Oui, dit Carmosine, et faisons les yeux doux à M. Sollar.

Martine n'eut pas de peine à découvrir sa sœur *parmi les roses*, comme l'avait dépeinte l'une des deux romantiques. Sabine était assise sur un banc dans la petite tonnelle. Elle ne pleurait plus en effet, elle s'absorbait dans ses pensées. Elle ne remarqua la présence de sa plus jeune sœur que lorsqu'elle se sentit embrassée :

— Tu sais, expliqua celle-ci, je ne suis pas du complot.

Avec indifférence, Sabine demanda :

— Quel complot ?

— Le complot de te marier avec ton parrain. Tu ne seras pas notre Iphigénie.

— Quelle Iphigénie ?

— Celle de Racine donc. C'est toi qui m'as lu cette pièce, quand j'étais petite, et je l'ai trouvée odieuse.

— Pourquoi ?

— Parce que le père d'Iphigénie, un nommé Agamemnon, veut la sacrifier aux dieux pour la patrie. Toi, ce sont nos sœurs qui veulent te sacrifier pour la famille.

— Elles n'ont pas tort.

— Comment, elles n'ont pas tort ? se récria Martine, suffoquée. Alors, pourquoi pleurais-tu ?

— Pour une autre cause.

— Que tu ne veux pas me confier ?

— Que je ne peux pas te confier.

Décidément les choses étaient trop compliquées pour une cervelle de dix-sept ans.

Aux yeux de Martine, la question qui se posait était de la plus stricte simplicité : le mariage était réservé à la jeunesse, les vieux messieurs n'y étaient pas admis. M. Sollar pouvait avoir et même il avait toutes les qualités. Il était même en parfait état pour soixante ans, — âge considérable quand on n'a pas atteint la vingtième année, mais qui peu à peu redevient normal et cesse d'impressionner, — il n'était pas mariable. Et voici que Sabine, au secours de qui elle accourait, ne semblait pas partager cet avis.

— Tout de même, conclut l'enfant, tu ne songes pas à l'épouser ?

— Oh ! ce serait la bonne solution, je m'en rends bien compte, expliqua l'aînée avec un calme inquiétant. Pour vous toutes dont l'avenir serait assuré, et Dieu sait si je me suis tourmentée de votre avenir !

— Ne t'en occupe donc pas. Nous travaillerons.

— Il faut trouver du travail. C'est beaucoup plus difficile que de travailler.

— Ne pense donc qu'à toi, Sabine.

— Même si je pense à moi, ce serait là, avec la sécurité, une sorte de bonheur. Mon parrain a été si généreux ! Il est si intelligent ! Et je n'aurais éprouvé aucune répugnance à devenir sa femme. La sympathie, c'est déjà de l'amitié. Et l'amitié...

— N'est pas l'amour. Je ne te comprends plus.

— Les jeunes gens sont si bornés, un jour tu le sauras, et M. Sollar leur est bien supérieur. Moi-même, je ne suis pas née ce matin.

— Mais tu lèves toutes les objections. Alors, épouse-le.

Martine s'était écartée, toute scandalisée par les paisibles propos de sa sœur aînée. Celle-ci la rattrapa et l'attira à elle :

— Embrasse-moi de nouveau. Toi seule n'as songé qu'à mon bonheur. Tu as toujours été ma préférée. Je t'aime bien.

— Si tu m'aimes, explique-moi. Tu l'épouserais volontiers, et tu hésites. Pourquoi ?

— Pourquoi ? murmura Sabine. Parce qu'il ne m'aime pas.

— Lui ? Mais il t'adore.

— Tu veux savoir, absolument, ma raison ?

— Oui.

— Tu ne la répéteras à aucune de nos sœurs ?

— Oh ! je n'en ai nulle envie.

— Tu auras l'air de l'ignorer en présence de M. Sollar ?

— Je te le jure.

— Eh bien ! ce n'est pas moi qu'il aime.

— Une autre de nous ?

— Oh ! non, fit Sabine, dédaignant ces rivales. Notre mère.

— Maman ? Tu es folle.

— Il l'a aimée jeune fille. Il n'a jamais osé le lui dire. Peut-être sans doute l'eût-elle épousé, s'il le lui avait dit. Il ne l'a jamais oubliée. Et il l'a retrouvée en moi, je lui ressemble à ce point.

— Mais elle est morte depuis... depuis ma naissance, il y a dix-sept ans.

— Je l'ai ressuscitée, paraît-il.

— Quelle histoire de revenant !

— Oui, une histoire de revenante. Tout à l'heure, il me l'a racontée. C'était si beau, cet amour pur qu'il avait ressenti pour elle ! Et pour elle il nous sauvait. Et voilà qu'il m'a demandée en mariage. Ah ! s'il m'avait aimée pour moi-même !

— Tu aurais consenti ?

— Peut-être. Il parle si bien d'amour !

— Et maintenant ?

— Maintenant, j'ai peur. Je ne veux pas.

Elle prit dans ses mains passionnément le visage de sa sœur :

— Martine, Martine, dis-moi que je ne ressemble à personne, pas même à elle.

— A personne, Sabine. Et puis les morts ne reviennent pas. Je ne crois pas aux fantômes.

— Alors ?

— Alors, épouse-le. C'est toi qu'il aime. Et, ma parole, tu es prête à l'aimer. Je n'aurais jamais cru...

Et comme les deux sœurs s'embrassaient dans la tonnelle tapissée de rosiers, elles firent pleuvoir sur elles, de leur geste enlacé, les roses trop épanouies.

LA RÉPONSE DE SABINE

— Non, non, et non, on ne refuse pas M. Sollar !

Ainsi s'excitaient les conjurées en voyant revenir du jardin Sabine et Martine enlacées. Elles en voulaient plus encore à la plus jeune qu'à l'aînée. Son intervention néfaste avait sans doute fait échouer une manœuvre si bien conduite. Cependant, elles n'osaient pas interroger les coupables. Martine les défiait des yeux, et Sabine paraissait accablée et comme indifférente. L'une des quatre finit par demander timidement :

— Alors, tu n'es pas décidée ?

— Pas encore, répondit la sœur aînée.

Tout espoir n'était donc pas perdu. Elles comprirent toutes qu'il ne fallait pas insister. Leur rôle était rempli. Sabine prendrait sa décision toute seule. Mais Alexandrine et Césarine s'attribuèrent, d'un réciproque sourire flatteur, le mérite de l'avoir arrêtée sur la pente du refus par leurs justes observations. Que se passerait-il quand reviendrait M. Sollar ? Déjà l'on avait gagné du temps. La matinée s'achevait. Il partagerait leur déjeuner. Ses valises n'étaient pas prêtes. On manœuvrerait encore pour le garder l'après-midi et la soirée, pour le retenir jusqu'au lendemain. On l'entourerait de soins et d'attentions, afin qu'il oubliât les heures. Ainsi laisserait-on à Sabine le temps de réfléchir. On comptait sur son intelligence pratique, sur sa bonté naturelle, sur ses responsabilités de chef de famille. Et son cœur, dans cette affaire ?...

Benito Sollar avait suivi le sentier montant qui, de la villa, rejoint Grasse dans le voisinage, précisément, de Notre-Dame des Fleurs, le vieux couvent transformé en fabrique de parfums. Tant de fois il l'avait pris pour aller s'enfermer dans le bureau directorial, mettre de l'ordre parmi les budgets embrouillés à plaisir par Auguste Ravelli, lutter contre les créanciers, obtenir enfin un règlement avantageux avec la vente conclue à un prix inespéré. Il avait sauvé de la ruine

les filles de Sylvie, et voici qu'il ne distinguait plus nettement ses amours d'autrefois de celles d'aujourd'hui, tant il gravissait la pente allègrement sous la chaleur commençante. L'âge n'est qu'une convention, quand les forces sont intactes, le cerveau lucide, le cœur chaud. Il avait manqué le bonheur à trente ans, par indécision, par excès de soumission filiale. Et le même bonheur lui faisait signe sur le tard. Ou plutôt il l'entrevoyait à nouveau. Sylvie qui l'avait aimé, — comment pouvait-il en douter quand, par une délicatesse cruelle et bien féminine, elle l'avait appelé pour qu'il soulevât son premier enfant et pour que, la voyant heureuse, il se pût libérer de son souvenir ? — Sylvie revivait dans Sabine. Elle abolissait le passé. Les sœurs de Sabine avaient raison, qui la lui promettaient. Ses larmes mêmes étaient un aveu. Accoutumé à commander et à vaincre, — ne venait-il pas de mettre encore en fuite les ennemis des Ravelli à Grasse ? — il acceptait difficilement sa défaite. Ce qu'il oubliait dans ses réflexions que l'espérance gonflait comme le vent des voiles offertes, c'était l'essentiel, c'était ce qui séparait au contraire Sabine de Sylvie, cette volupté inconsciente, répandue autour d'elle, comme un faisceau de lumière, par certaines femmes qui, parfois, l'ignorent et ne la ressentent pas, venue on ne sait de quoi la plupart du temps, du grain de la peau, de la façon de marcher, d'une grâce mystérieuse, d'un halo de plaisir, d'une vivante chaleur intérieure. Si la fille eût vraiment ressemblé à la mère, il n'aurait pas eu de peine à garder secret son penchant renouvelé pour elle : il eût songé à la différence d'âge, et se fût retiré discrètement après le bien accompli en mémoire de la morte. Tandis que le renoncement lui était impossible. Ainsi les hommes les meilleurs marchent-ils vers leur destin sans le reconnaître.

Les abords de l'ancien couvent transformé en fabrique étaient envahis par un troupeau de femmes aux grands chapeaux de soleil et aux tabliers relevés. Dès l'aube répandues dans les jardins environnants où se cultivent les fleurs, elles avaient procédé à la cueillette des roses et les apportaient par brassées. Roses rouges, roses blanches, roses jaunes, roses thé, roses roses s'entassaient par milliers avant d'être étendues sur les châssis où elles reposeraient plusieurs mois dans la

mort avant d'être livrées aux alambics. Leur parfum était si fort qu'il emplissait tout l'air environnant. Il cessait d'être agréable pour devenir incommode, pernicieux, presque douloureux. Les jardins saccagés n'avaient plus une rose. Les victimes massacrées semblaient exhaler leur plainte dans cette odeur lancinante qui, de tant de charmes multipliés, composait un poison aérien, malsain et délicieux.

« Il en faut dix mille kilogrammes pour un litre d'essence, songeait Benito Sollar. Combien chacune de ces pauvres femmes en a-t-elle ramassé, ce matin, et ramassé sans tiges, et pour quel salaire dérisoire ? Au moins travaillent-elles en plein air, dans un site miraculeux, et parmi les fleurs... »

Et, s'approchant de l'une d'elles, une vieille toute ratatinée, mais encore ingambe, il la voulut vanter :

— C'est un beau métier, madame, que vous exercez là. Assez fatigant, sans doute ?

— Eh ! oui, monsieur, c'est long à cueillir. A cueillir sans tiges. Il y a les épines.

— Vous vous êtes piquée ?

— Moi ? non, j'ai la peau coriace. Mais voilà ma petite-fille qui en a dans les doigts.

Une fillette de treize ou quatorze ans, assez précoce et les seins déjà pointant sous le corsage, lui rit effrontément.

— Donne-moi la main, lui réclama-t-il.

Elle la lui tendit :

— C'est là, près de l'ongle.

— Oui, je vois.

Et, avec une rare adresse digitale, il arracha doucement la pointe. Il n'avait pas eu besoin de son lorgnon.

— Oh ! remercia-t-elle, comme vous êtes gentil, monsieur !

— J'ai encore de bons yeux. Pourtant, je suis vieux, n'est-ce pas ?

Naïvement et franchement elle répliqua :

— Pas du tout.

— Quel âge me donnes-tu, petite ?

— Vous n'en avez point.

— On a toujours son âge.

— Vous êtes bien comme ça.

— M'embrasserais-tu ?

— Oh ! bien volontiers.

Il rit de plaisir, mais ne réclama pas cette douce récompense. Ne lui suffisait-il pas de constater qu'il n'inspirait aucune répulsion à une fillette délurée, et que même celle-ci paraissait déçue de n'être pas invitée à ce baiser, car elle fit de sa grand mère sa complice :

— Grand maman permet.

La vieille, au contraire, fut accablante :

— Oh ! monsieur, vous savez, c'est comme si elle embrassait son grand-père.

La douche froide suivait de près la douche chaude, et il en devint glacé. A l'intérieur de la fabrique, les sacs de roses étaient pesés et payés. Dès patron-minet, toutes ces femmes s'étaient égaillées sur les pentes de la colline. A peine avaient-elles pu recueillir chacune trois ou quatre kilos de ces roses innombrables. Elles touchaient leur maigre recette et s'en allaient une à une ou par groupes, les jeunes filles d'habitude ensemble, les joues rougies par le travail au grand air, rieuses et chantantes, les mères séparément, silencieuses et lasses, ou par deux, et échangeant toute la chronique de la ville ou du village.

Benito Sollar entra dans la salle des commandes. Il prit un petit flacon d'essence de roses en cristal taillé.

— Combien ? s'informa-t-il.

— Pour vous, mille francs, monsieur Sollar.

— Et pour les autres, cinq cents ?

— Oh ! non, monsieur Sollar : douze cents.

— Vous en vendez beaucoup ?

— Pas assez. Le jasmin marche encore. La rose est mourante. Et puis, il y a tous les parfums artificiels qui ne coûtent presque rien. M. Gardane en fabrique maintenant de merveilleux.

Il connaissait Rupert Gardane qui avait été découvert par Auguste Ravelli et s'était révélé peu à peu un extraordinaire chimiste. Pour user le temps et laisser à Sabine tout le loisir de la réflexion, il s'en fut saluer l'ingénieur. Celui-ci, comme un docteur Faust, était entouré de fioles et inscrivait des formules. Mais il ne cherchait pas le secret de la jeunesse, comme le vieillard de Gœthe, car il l'avait en partage.

— Mlle Sabine ne vient donc plus ? s'informa-t-il avec

cet air désinvolte que prennent les timides quand ils parviennent à triompher de leur timidité.

— Elle ne viendra plus. Vous savez que la fabrique n'est plus aux Ravelli.

— Je le sais et je le regrette.

— Ces jeunes filles n'eussent pas été capables de l'exploiter.

— Peut-être, mais elles donnaient du cœur à l'ouvrage. Surtout Mlle Sabine.

Benito Sollar fixa le jeune homme de ses yeux accoutumés à traverser les objets pour en reconnaître l'envers. Nul doute : celui-ci était amoureux de Sabine et ne savait pas le dissimuler. C'était la raison pour laquelle il avait défendu les intérêts des Ravelli dans la discussion relative à la liquidation, puis à la cession de la fabrique de parfums. Qu'avait-il à offrir ? Sa maigre place de chimiste, mais son avenir ; la pauvreté, mais sa jeunesse. Il n'était pas si mal partagé. « Ce serait peut-être le bonheur de Sabine », pensa un instant le parrain mal résigné. Mais il chassa la tentation généreuse. L'âge ne rend pas toujours désintéressé : souvent, au contraire, il exalte le désir de vivre, même aux dépens d'autrui. Et il eut la cruauté d'ajouter :

— Mlle Sabine ne restera pas longtemps à Grasse.

— Ah ! Où ira-t-elle ?

— En Italie.

— Vous les emmenez ?

— Je les emmène.

Il n'avait pas séparé Sabine de ses sœurs. Cependant, il n'emmènerait qu'elle après le mariage. Les autres, elles resteraient dans la villa de Grasse. Et de quoi vivraient-elles ? Il ne s'était pas encore posé cette question. La vente de la métairie de Vence leur permettrait de subsister quelque temps et même d'apprendre un métier. De loin, il les aiderait. Et puis, elles se marieraient. Ce jeune homme qui pensait à Sabine, qui osait penser à Sabine, ne pourrait-il être orienté vers l'une des cinq autres ? Il n'avait que l'embarras du choix. En somme, il était sympathique. Pour lui être agréable, car il le voyait tout chagriné de cette annonce de départ, il ajouta :

— Mais elles reviendront. Elles reviendront même souvent.

— Ah ! tant mieux. Parce que Grasse, sans elles, c'est bien triste.

— N'y a-t-il pas d'autres femmes ?

— Si, mais pas comme elles.

Employait-il le pluriel ou le singulier ? Comme il dissimulait mal son admiration pour Sabine ! M. Sollar, brusquement, le quitta et sortit du vieux couvent plein de roses. Aussi bien Sabine avait-elle eu le temps de se décider. Il pouvait rejoindre le sentier et rentrer à la villa Sylvie. A mesure qu'il approchait, à travers les jardins dévêtus et comme écorchés vifs avec leurs branches coupées, sa confiance diminuait. Cette gentillesse, cette amitié, cette tendre affection même que sa filleule lui témoignait depuis qu'il était venu de Gênes à son appel, il ne pouvait les confondre avec l'amour. C'était folie, à son âge, de prétendre inspirer de l'amour. Et pourtant, il en était si avide ! Ses bonnes fortunes exotiques, ses caprices passagers ne lui composaient qu'un passé insuffisant. La seule image de femme qui se détachât de ses souvenirs, c'était Sylvie, Sylvie qu'il n'avait jamais effleurée, Sylvie nimbée d'or comme une madone et à peine rattachée à la terre, Sylvie qu'il revoyait droite, fine et pieuse dans le cloître de Saint-Jean de Latran, où il avait cueilli pour elle des fleurs qu'elle avait voulu déposer sur l'autel, ou encore penchée, dans sa chambre, à Grasse, sur la fille qu'elle avait mise au monde, comme la Vierge sur l'enfant Jésus. Mais Sylvie revivait dans sa fille. Oh ! s'il pouvait être aimé de Sabine, comme sa vie tout entière s'éclairerait ! Les lueurs du couchant ressemblent à celles de l'aurore. Qu'importe qu'elles annoncent la nuit, si elles resplendissent !

Il avait mal calculé son heure : quand il franchit le seuil de la villa, déjà la cloche annonçait le déjeuner. Ainsi ne saurait-il rien, dans cette foule de jeunesse, avant l'après-midi. Sabine l'accueillit avec son sourire habituel, au milieu de ses sœurs qu'elle convia à remercier le parrain de son dévouement à la cause familiale. Grâce à lui, la mémoire de leur père serait intacte, et Notre-Dame des Fleurs ne leur imposerait aucun passif, leur laisserait même au contraire un bénéfice.

— Bien petit, rectifia-t-il.

— Nous avions peur des dettes, acheva Sabine. Nous ne

devons plus rien à personne. A personne, excepté à notre parrain.

— Mais à moi non plus.

— Et notre gratitude ?

— Nous allons toutes vous embrasser, déclara Carmosine.

A tour de rôle, elles l'embrassèrent, et Martine la dernière. Restait Sabine.

— Et vous, Sabine ? osait-il à peine réclamer.

— Moi aussi, répondit-elle si naturellement qu'il n'y pouvait relever aucun indice favorable ou défavorable.

Mais comme sa joue était douce aux lèvres ! Il lui sembla que les autres avaient la peau rêche auprès de cette peau délicate.

— Et maintenant, ordonna-t-elle, à table !

— Pas avant que je vous aie offert ceci.

Et il lui donna le flacon d'essence de roses.

— C'est une folie, dit-elle, et j'ai envie de vous gronder.

— Oh ! les milliers de roses qui ont servi à fabriquer ces quelques gouttes d'essence, que sont-elles auprès d'une seule rose vivante au bout de sa tige flexible, encore humide de la rosée que le soleil va boire ?

— Je préfère l'essence, déclara Alexandrine. Il y a là de quoi parfumer tout un trousseau.

L'allusion était claire. Personne ne la souligna. Il ne fallait pas peser sur la décision inconnue de Sabine. Mais l'atmosphère de gaieté s'alourdit brusquement. Carmosine donna de l'air avec cette question :

— Et les parfums artificiels ? M. Gardane restera-t-il à la fabrique ?

— Sans doute, répondit M. Sollar. Que ferait-on sans lui ? J'espère même que le nouveau directeur augmentera ses appointements. Il a l'air d'un mage dans son laboratoire. Un jeune mage.

— Est-il toujours amoureux de notre sœur ? intervint encore Alexandrine, décidément maladroite ou résolue à embarrasser la conversation et à provoquer des éclaircissements.

— Laquelle ? demanda ingénument M. Sollar.

— Sabine donc. Tout le monde est amoureux de Sabine. M. Lipert...

— Plus maintenant, protesta Césarine.

— M. Gardane et tous nos danseurs. Elle est la plus belle, c'est entendu. Mais elle est très gênante. Quand elle sera mariée, on nous regardera. On daignera nous regarder.

— Mais on vous regarde toutes avec plaisir, répondit galamment le parrain universel.

— Comme si vous ne préfériez pas Sabine, vous aussi !

— Elle est ma filleule.

— Je croyais que nous l'étions toutes.

— Par extension.

— Vous m'agacez toutes avec vos compliments, dit enfin Sabine.

— Oui, tu ne fais attention à personne. Tu te réserves.

Martine prit sa défense.

— A personne, sauf à nous. Elle a été, elle est encore notre petite maman. Si vous l'avez oublié, je vous le rappelle.

— Nous le savons, trancha Alexandrine.

On prit le café sous la tonnelle. Une à une, sous un prétexte quelconque, les cinq sœurs de Sabine s'éclipsèrent, et Martine la dernière, comme si elle hésitait à la laisser seule avec son parrain, comme si elle désirait de prolonger sa défense fraternelle. Il fallut même qu'Alexandrine revînt la chercher, l'assurant qu'on la réclamait. Elle se leva lentement, jeta sur l'aînée un regard éploré, et disparut. Sabine, tremblante, n'avait pas osé la retenir. Elle devait donner sa réponse. Était-elle sûre de son choix ? A la dernière minute, n'allait-elle pas changer d'avis ? En somme, elle demeurait libre. Mais est-on jamais libre ?

Il se taisait. Pourquoi gardait-il le silence ? Elle n'osait pas lever les yeux sur lui : une image obsédait sa mémoire, qui était sans rapport avec l'instant qu'elle vivait. C'était une gravure de Gustave Doré dans la Bible reliée en rouge que tant de fois elle avait feuilletée sur la table du salon. Éliézer, vieillard à grande barbe, tenant à la main un long bâton au manche recourbé, est assis au bord du puits. Rébecca, en longue robe blanche, se tient droite devant lui, appuyant le vase d'argile sur la margelle. Ses compagnes arrivent, tenant leur vase sur la main redressée. Dans le fond, les chameaux se profilent, et les serviteurs de l'envoyé d'Abraham sont assis en rond à leur ombre. Éliézer n'est qu'un messager. Il donne

des bijoux à Rébecca de la part de son maître. Il l'invite à le suivre pour épouser Isaac. Elle n'hésite pas et répond : « J'irai. » Elle s'en ira vers l'inconnu. Mais cet inconnu est un jeune homme de bonne famille, riche de biens et installé dans un beau pays.

Pourquoi ce rappel de la Bible ? Elle aussi est sollicitée de partir pour un beau pays où elle trouvera l'opulence. Seulement, Éliézer lui vient demander sa main pour lui-même. Le beau jeune homme inconnu, dont elle avait tant rêvé, tandis qu'elle s'occupait si activement de la maison et de ses sœurs, ne l'attend pas. Il ne la verra pas venir. Lui faudra-t-il dire adieu à jamais à son rêve, au rêve de toute jeune fille bien née ?

Benito Sollar s'est décidé à parler. Il connaît l'art de tourner les obstacles. Il sait comment on commande aux hommes et d'instinct il évite le ton d'autorité. Il trouve des mots délicats, presque fragiles comme ces verres qui semblent devoir se briser au moindre contact, pour dire à la jeune fille la solitude de sa vie, l'espoir qu'il a mis en elle, la tendresse dont il l'entourera. Ce n'est pas lui qui risquerait la moindre allusion à l'éclat de sa fortune, de son rang à Gênes. Au contraire, il implore une grâce. Seulement, il ne songe pas à éviter le rappel de son grand amour et il mêle Sylvie à Sabine. Celle-ci, qui acceptait d'avance, se rétracte. Elle murmure, doucement et fermement ensemble :

— Je ne suis pas libre, parrain.

— Vous aimez quelqu'un ? demande-t-il presque durement.

— Oh ! non, je n'aime personne. Mais j'ai cinq enfants. Qui s'occupera d'elles ?

— Moi, la rassure-t-il, presque malgré lui.

— Vous ? Je ne puis pas vous demander cela. Vous les emmèneriez avec nous ?

Il n'a retenu que les deux derniers mots : *avec nous.* Elle se rend, ou tout au moins elle va se rendre. Qu'importent les conditions, si elle capitule ?

— Nous les emmènerons avec nous.

A-t-il calculé l'importance de cette charge imposée ? Comme un jeune homme, il ne calcule rien. Mais n'a-t-il pas retrouvé sa jeunesse ?

— Alors ? implore-t-il.

— Alors, dit-elle comme Rébecca, j'irai.

Rébecca partit avec ses compagnes sur les chameaux amenés par Éliézer. Les six petites Ravelli partiront pour l'Italie en automobile. Comment Sabine refuserait-elle de sauver ses sœurs de la ruine ? Elle est chef de famille. Elle doit se sacrifier. Mais il y a des compensations dans le sacrifice. Benito Sollar montre tant d'humble douceur dans sa joie ! Il accepte d'emmener six femmes, tant il l'aime.

« Les femmes, mieux que nous, se soumettent à la vie », avait-il dit en parlant du mariage de sa mère. A son tour, elle se soumettait. Du moins n'aimait-elle personne. Elle acceptait de n'aimer jamais personne désormais. Elle serait fidèle à cet homme exceptionnel et généreux qui avait tous les dons en partage, tous sauf la jeunesse.

— Tout à l'heure, reprend-elle, décidée, je vous ai mal embrassé.

Mais voici que la tonnelle est envahie par la troupe des sœurs, avides de savoir. Elles ont trouvé que le tête-à-tête avait assez duré pour que la décision fût acquise. Elles sont aussitôt renseignées, puisqu'ils s'embrassent.

— Vous savez, leur annonce Sabine, je vous emmène toutes.

Et Martine de conclure par un titre de vaudeville :

— Six femmes pour un mari.

HENRY BORDEAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LA FRANCE
EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

La Méditerranée orientale est un sujet sur lequel on ne saurait trop appeler l'attention de l'opinion publique, et stimuler les réflexions des Français. Les problèmes qui s'y posent sont d'une brûlante actualité. Le désintéressement de notre pays à leur égard n'a d'égale que l'activité déployée par les autres Puissances.

Au cours de ces dernières années, d'importants articles ont déjà abordé ces problèmes dans la *Revue*, et mis en lumière certains des principaux facteurs propres à en éclairer la solution. Dans cette étude, on se propose, après avoir rappelé la situation exceptionnelle qu'occupa dans le passé la France au Levant, d'analyser celle qui lui est faite aujourd'hui ; puis de décrire les efforts actuels des Puissances européennes ou riveraines pour y asseoir leur influence ; et de revenir finalement à la France pour tâcher de définir l'attitude et les devoirs qui s'imposent à elle.

LA FRANCE AU LEVANT, JADIS ET AUJOURD'HUI

Pour trouver l'origine de la situation privilégiée de notre pays dans le Proche-Orient, il faut remonter au temps des croisades. Les Croisés ne furent pas seulement d'ardents chrétiens et de vaillants chevaliers ; ils furent aussi des colonisateurs éclairés, tolérants et justes. Un musulman espagnol, qui voyageait dans les pays du Levant à la fin du

XIIe siècle, au moment où Jérusalem allait tomber sous les coups de Saladin, a rendu hommage aux bienfaits répandus par les Francs sur les régions qu'ils occupèrent pendant deux siècles. Dans les récits fort intéressants qu'il a laissés, il vante la sagesse des accords de commerce conclus entre les belligérants, et respectés par eux ; la tolérance religieuse, l'équité des chrétiens. Il montre les métayers musulmans beaucoup plus heureux au service des chrétiens que ceux qui travaillent pour leurs coreligionnaires, et qui sont victimes de toute sorte de sévices ou d'injustices. Aussi, malgré leur défaite militaire finale, les Croisés ont-ils remporté une réelle et durable victoire française en laissant en Orient, selon l'heureuse expression de S. E. le cardinal Baudrillart, « quelque chose de grand, une action constante de l'Occident sur l'Orient, dont le plus souvent la France devait être l'agent ».

Les Capitulations qui ont, jusqu'à ces dernières années, établi et sauvegardé le régime international des pays du Levant sont en effet d'origine essentiellement française. Elles datent de la même époque, le XIIe siècle, à laquelle les Marseillais obtinrent les premiers des droits spéciaux.

Progressivement, en raison de sa situation privilégiée, la France avait reçu comme un patronat de tous les chrétiens d'Orient. Elle exerçait au Levant une sorte de protectorat à la fois politique et religieux à l'égard des représentants des autres nations. Sa suprématie était telle qu'on n'y pouvait naviguer et commercer que sous la protection de son pavillon. Les consuls de France étaient les arbitres de toutes les contestations qui s'élevaient à propos du trafic maritime.

Cette action de la France, désintéressée du point de vue territorial, lui avait assuré, durant des siècles, de grands avantages d'ordre moral et économique. L'établissement des Échelles avait garanti la protection de ses intérêts, grâce au système des Consuls et des Députés de la Nation, tandis que l'œuvre éducatrice et bienfaisante des missionnaires, et de nombreux établissements d'enseignement avaient répandu la langue, le respect et l'amour de la France.

Dans les graves circonstances, c'est vers elle que l'on se tournait. En 1860, lors du conflit des Druses et des Maronites, son intervention ramena la paix dans la montagne libanaise, et

fut à l'origine de l'institution pacificatrice du « moutessariflic » autonome du Liban. En 1878, au Congrès de Berlin, l'Europe reconnut ses droits particuliers. Dix ans après, le pape Léon XIII stipula expressément que les missionnaires de tous pays, lorsqu'ils auraient besoin d'aide, devraient recourir aux représentants de la République française. En 1909, au moment des massacres d'Adana, le dévouement de nos religieux et de nos religieuses, l'activité de nos œuvres telles que l'Œuvre d'Orient, sauvèrent un nombre considérable de vies humaines. Les évêques des rites orientaux purent écrire au pape Pie X, en exaltant le rôle de la France : « C'est à cette nation généreuse que nous devons d'exister. »

Aussi, jusqu'à la guerre, la situation de la France était-elle restée prépondérante parmi les nations ayant des relations ou des établissements au Levant. Ses écoles et ses facultés comptaient un nombre toujours croissant d'élèves. Ses fondations hospitalières répandaient le bienfait de leurs soins. Les investissements de capitaux français dans les ports, routes, chemins de fer ou compagnies diverses d'exploitation se montraient prospères.

Cette prépondérance ne laissait indifférente aucune des grandes Puissances européennes. L'Allemagne, en particulier, ambitionnait de jouer un rôle important en Orient ; on se souvient du voyage théâtral de Guillaume II à Jérusalem. Pendant la guerre, quand les Empires centraux se croyaient sûrs de vaincre, le gouvernement allemand avait fait étudier tout un système d'écoles religieuses qui auraient remplacé celles de la France athée, chassée de ces pays. On sait pourquoi ces beaux projets n'eurent point de suite, et comment la conclusion victorieuse de la guerre, au cours de laquelle des Libanais avaient courageusement lutté dans les tranchées françaises, donna à la France, en plein accord avec l'Angleterre, le mandat sur les territoires de la Syrie et du Liban.

Ce mandat dura de 1920 à 1936. Au cours de ces seize années, il n'a pu que renforcer l'action de la France, tant au point de vue de la diffusion de sa culture que de la formation des élites, de l'affirmation de sa puissance que du développement de ses intérêts économiques. Aujourd'hui, ce régime prend fin. Le nouvel état de choses résultera de l'application des traités conclus par la France avec la Syrie et le Liban,

qui ont été signés et ratifiés au cours des trois derniers mois de 1936. Ces traités, dont les textes sont très voisins, diffèrent cependant profondément. Le premier a été conclu sur une mise en demeure des nationalistes damascains, et il fut âprement discuté ; le second a été négocié dans une atmosphère de cordialité. Le premier stipule que, passé trois ans d'essai préalable, les troupes françaises évacueront la Syrie, et ne prolongeront, pour un délai d'ailleurs assez court, leur occupation que dans les territoires de minorité du Djebel Druz et des Alaouites. Celui qui est conclu avec le Liban y prévoit, au contraire, le maintien de troupes françaises tant que la question ne sera pas l'objet d'un nouvel examen.

En somme, le traité avec le Liban est satisfaisant parce qu'il ne laisse pendante aucune question. Le traité avec la Syrie ne peut mériter pareille épithète, parce qu'il laisse en suspens des questions importantes. Puisque le régime devait changer, il vaut mieux que ce traité ait été conclu. Mais il est indispensable que, dans son esprit comme dans sa lettre, il soit, des deux côtés, l'objet d'une application loyale. Nul doute que s'il est mis en pratique avec une égale volonté d'apaisement, les insuffisances d'un instrument diplomatique, qui porte la marque des conditions dans lesquelles il a été négocié, puissent peu à peu disparaître.

Mais il est bon de ne s'en point dissimuler les lacunes. La grande situation de la France dans ces pays, l'autorité mandataire qu'elle y a exercée pendant seize ans, lui laissent de hautes responsabilités morales, et lui imposent une grande vigilance. Le problème arabe et la question des minorités peuvent renaître et se développer de façon fort épineuse.

Le mouvement panarabe, auquel ne s'intéressait avant la guerre qu'un nombre restreint d'intellectuels, s'est depuis largement et profondément étendu. Les idées d'émancipation des nationalités, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ont contribué à ce développement. De même les promesses faites par les Anglais lorsqu'ils négocièrent le concours des Arabes dans la guerre qu'ils menaient contre les Germano-Turcs, en Asie Mineure ; et par la suite l'idée que les Arabes se sont faite de l'importance de ce rôle. Actuellement, dans tout l'Islam de langue arabe, Afrique du Nord, Arabie et

Proche-Orient, règne une tendance vers une unité, qu'on souhaite plus étroite qu'une simple unité culturelle. Tout pays arabe entend disposer de soi-même, et aspire à l'indépendance. Dans le Proche-Orient, cette revendication de principe postule une réalisation précise : reconstituer l'unité existant à l'époque des Califes omeyades.

Au sein de la masse arabe se font sentir deux influences. La première, de nature à la fois religieuse et politique, est le résultat des succès remportés par Ibn Seoud et le wahhabisme durant ces dernières années, au cours desquelles le sultan du Nedjd, chassant le chérif Hussein de la Mecque, a puissamment assis son autorité sur les lieux saints de l'Islam et le centre de l'Arabie. Dans ce cadre politique, une réforme religieuse triomphe, celle du puritarisme, toujours cher à la pensée musulmane. La force morale que confèrent à Ibn Seoud sa situation de chef victorieux et indépendant, sa simplicité de doctrine et de vie qui le rapproche du prophète et de ses premiers sectateurs, lui donnent une place de choix dans l'Islam. Aussi dans leurs tentatives de régénération, les musulmans de langue arabe regardent-ils vers lui. Rigorisme religieux et modernisme politique sont d'accord pour le solliciter dans le sens d'un rapprochement avec le sultan du Nedjd.

Une autre force agit pour les attirer en sens contraire, celle que constitue le royaume sunnite de l'Irak. Tant qu'il eut à sa tête le roi Fayçal, fils aîné du chérif Hussein, le royaume irakien exerça une puissante attraction d'ordre politique et culturel sur la Syrie. Aujourd'hui encore, c'est vers ce royaume, le premier des États du Proche-Orient appelé à l'indépendance, que s'orientent les aspirations des nationalistes de Damas, où régna Fayçal avant d'en être chassé par les armes de Gouraud et les sympathies des Arabes de Palestine, dont la colonisation juive menace l'intégrité et l'indépendance, comme celles des Arabes de Transjordanie où règne Abdallah, frère de Fayçal. Un autre fils du vieux chérif Hussein serait disposé à régner à Damas. Ainsi se créerait une sorte de fédération familiale des États de Syrie, de Transjordanie et de Mésopotamie qui en préparerait l'unité politique. On ne peut pas oublier la tentative faite en 1924 par le chérif Hussein pour se faire proclamer

Calife et commandeur des croyants sur tous ces territoires.

La rivalité entre ces deux forces, l'influence plus arabe et musulmane d'Ibn Seoud, l'attirance plus politique de Fayçal, faillit donner lieu, il y a quelques années, à de graves conflits entre ces deux prétendants à la création d'une unité arabe. Ces passions ne sont pas définitivement apaisées. Aucun de ces ferments n'est privé de virulence.

Quoi qu'on en puisse penser, on ne peut pas ignorer qu'il existe dans le Proche-Orient une aspiration à la constitution d'un bloc arabe, correspondant à l'unité géographique de la Syrie, Mésopotamie incluse. Damas, d'ailleurs, n'a jamais cessé d'avoir la prétention, toujours déçue, mais non abandonnée, de reconstituer à son profit l'unité syrienne par l'annexion du Liban. Et comme ces tendances ont des répercussions dans tout le monde musulman, et surtout en Afrique du Nord, la France est tenue à beaucoup de vigilance. De ce chef est éminemment désirable la permanence de sa présence à Damas, où une politique juste et habile, à la fois conciliante et énergique, travaillera dans le sens de l'apaisement de l'Afrique du Nord.

L'autre question d'où peuvent surgir des difficultés est la question des minorités. Il existe dans les États sous mandat français deux sortes de minorités : des minorités ethniques, que l'on peut appeler aussi, en raison de leur répartition géographique, des minorités compactes, — ce sont les Druzes et les Alaouites, — et des minorités diffuses, de caractère religieux, qui stationnent en groupements plus ou moins importants à travers la Syrie et le Liban, les unes chrétiennes, les autres constituées par des dissidents de l'Islam, tels que Métoualis, Ismaïliens, Yézidés et Tcherkes.

La Puissance mandataire avait adopté, vis-à-vis de ces minorités, une attitude différente, suivant le caractère et la consistance de leurs groupements. Elle avait assuré aux minorités ethniques une autonomie complète, en constituant pour les Druzes et les Alaouites deux gouvernements autonomes nettement séparés de l'État syrien sunnite. Elle protégeait les minorités diffuses par l'application du statut minoritaire, dont sa présence assurait le respect, et garantissait ainsi leurs droits civils et leur vie culturelle au sein de l'État.

Lorsque le traité avec la Syrie fut discuté, le désir de la France de sauvegarder l'essentiel de cet ordre de choses s'est heurté à une double prétention, au sujet de laquelle les négociateurs syriens se sont montrés irréductibles. Ils ont exigé l'unité syrienne et ont refusé d'accorder un régime spécial aux minorités. Le fait même de l'existence des minorités a été contesté, suivant le principe que des citoyens syriens doivent être égaux devant la loi, quelles que soient leur religion et leur culture, principe européen difficilement applicable dans un pays où le statut est d'essence religieuse, et dans lequel la tolérance n'est pas précisément de règle. La France a dû céder, et se contenter d'une transaction, réduite au minimum accepté par les Syriens.

Les gouvernements de Lattaquié et du Djebel Druze ont été intégrés dans l'État syrien, avec concession d'une autonomie administrative et financière ; toutefois les difficultés prévues à leur assimilation ont conduit les négociateurs à accepter un régime transitoire d'occupation militaire. Quant aux minorités religieuses, il fallut se satisfaire de la garantie donnée par l'État syrien qu'il saurait faire respecter les droits du statut minoritaire, tels qu'ils résultent de la constitution. La France n'a donc pas pu se réserver un pouvoir d'intervention qui garantisse la situation et les droits des minorités, ainsi que celles-ci le demandaient. C'est un des points les plus préoccupants.

Rien de pareil n'existe au Liban, dont le traité sauvegarde l'extension territoriale, et maintient, par l'occupation militaire, le principe de la protection. On peut même dire qu'il prévoit de ce chef l'éventualité d'un Liban pouvant devenir, dans des circonstances graves, le refuge des chrétiens de l'intérieur. Ainsi s'est-on efforcé de maintenir la position de la France dans ce pays, tout imprégné de nos traditions historiques, dont le niveau intellectuel fait un centre privilégié de notre culture, et qui constitue un poste d'observation ayant des vues sur tout le Proche-Orient. Si nous venions à en disparaître, la place serait rapidement prise par un autre, et notre situation en Méditerranée en recevrait un coup irréparable.

Toutefois, on ne peut s'empêcher de faire un rapprochement. Le système du mandat cesse et la France en vient à

détendre ses liens avec la Syrie et le Liban, au moment même où les problèmes relatifs à la Méditerranée, et en particulier à la Méditerranée orientale, prennent une importance accrue. Car s'il est indispensable de ne point perdre de vue les surprises que peut réserver le Pacifique, si l'attention est justement mise en éveil par les rivalités qui s'affrontent en Extrême-Orient, si nous admirons sans réserve l'esprit de prévision dont l'Angleterre a fait preuve en menant à bonne fin l'organisation de la base de Singapour, les Puissances européennes se gardent bien de négliger leurs intérêts immédiats en Méditerranée. Les vicissitudes de ces derniers mois les ont, au contraire, amenées à y renforcer singulièrement leurs positions.

L'EFFORT DES PUISSANCES EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Quels qu'aient pu être jadis le rôle de la France en Méditerranée orientale et sa participation à l'événement capital que fut le percement de l'isthme de Suez, en refaisant de la Méditerranée la mer la plus fréquentée du globe, l'entente cordiale de 1904, — qui lui donna les mains libres au Maroc, et le concours de l'Angleterre pendant la Grande Guerre, — a eu comme condition première son désintéressement absolu à l'égard des territoires et des eaux avoisinant l'isthme de Suez : Égypte, Mer Rouge, Arabie, Palestine et Transjordanie.

On a remarqué, au cours de ces dernières années, que la route maritime du Cap suscitait un intérêt plus vif que par le passé. C'était chose bien naturelle. Lorsque la tension de 1935 augmenta les risques navals en Méditerranée, et fit craindre la fermeture du canal de Suez, les assureurs élevèrent leurs taux, et nombre de cargos furent déroutés par le Cap. Mais l'Angleterre reste toujours aussi jalouse de s'assurer la route des Indes par la Méditerranée, qui demeure pour elle la voie impériale directe et maîtresse. Un grand Anglais a appelé la Méditerranée le « poumon de l'Angleterre », voulant marquer par là qu'elle ne pourrait vivre ni respirer, si elle en était privée. La Grande-Bretagne a prouvé et elle ne perd aucune occasion d'affirmer sa volonté d'en préserver de tout risque le libre usage. Si son activité navale et aérienne s'est accrue à

la suite des derniers événements, sa politique méditerranéenne, particulièrement au Levant, suit une ligne constante dont témoigne toute la série d'accords ou de traités conclus avec la Grèce, la Yougoslavie, la Turquie et l'Egypte.

Dans cette conception, le Gouvernement britannique est d'ailleurs en pleine communion d'idées avec les Dominions. Les conclusions de la Conférence impériale de 1923 ont mis en lumière la nécessité de conserver la maîtrise du passage constitué par la Méditerranée et continué par la Mer Rouge, maîtrise aussi indispensable en Mer Rouge qu'en Méditerranée. C'est une question que l'Angleterre n'a jamais perdue de vue. Bien avant qu'on ne parlât du percement du canal de Suez, au moment où de grandes difficultés diplomatiques avaient surgi entre la France et l'Angleterre à l'occasion de la question d'Orient, en 1839, cette dernière avait pris la précaution de s'assurer le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb, en mettant plus fortement la main sur Aden et Périm.

Mais la route navale n'est plus aujourd'hui la seule à considérer. Les voies aériennes prennent une importance de plus en plus grande, qui ne cessera de se développer avec les progrès de l'aviation, et avec la mise en service d'appareils de capacité toujours accrue.

On se souvient que la Grande-Bretagne a pu, il y a quelques années, venir très rapidement à bout d'incidents survenus à Chypre en y transportant d'Égypte, en quelques heures, des effectifs suffisants pour y ramener le calme. Lorsque les routes de l'air pourront être exploitées par des avions susceptibles de transporter des tonnages élevés, le trafic général des passagers et des marchandises à travers le monde sera l'objet d'une évolution dépassant en importance celle qu'occasionna le percement des isthmes. Déjà, au point où nous en sommes, il est permis de penser que, sans doute, la jouissance des routes aériennes pourrait survivre à l'interdiction des routes navales, à la condition qu'elles disposent, tout comme ces dernières, de bases appropriées.

Les routes aériennes de l'Empire britannique, vers ses possessions de l'Asie et de l'Afrique, présentent deux itinéraires principaux. L'un passe par Haïfa et la Transjordanie, et se dirige vers les Indes ; l'autre longe la Mer Rouge ou la vallée du Nil, et se dirige vers le Cap.

Pour saisir toute l'importance des questions intéressant actuellement la Méditerranée orientale, il est utile d'envisager le rôle que pourrait jouer, dans cet ensemble, la possession de l'Éthiopie. L'Éthiopie est, à juste titre, qualifiée à la fois de château d'eau et de bastion. Nul n'ignore l'importance du lac Tsana et du Nil bleu dans le régime et la qualité des eaux qui arrosent et fertilisent le Soudan et l'Égypte. Tout aussi considérable est la valeur stratégique du bastion éthiopien. Dominant à l'est la dépression de la Mer Rouge, et à l'ouest la vallée du Haut-Nil, il permet une action à courte portée, à la fois sur la route maritime de la Mer Rouge et sur la route aérienne du Cap, et même aussi, en raison de la distance relativement réduite qui l'en sépare, sur la route aérienne des Indes. En effet, de l'aérodrome, que peuvent devenir les plateaux abyssins, à Khartoum, la distance n'est que de 400 kilomètres, à Berber de 350, à Fachoda de 150, au détroit de Bab-el-Mandeb de 350 ; une heure de trajet pour les avions d'aujourd'hui. La possession de l'Éthiopie n'ouvre pas seulement à l'Italie un essor économique, que ses qualités colonisatrices et l'ardeur au travail de sa population font prévoir rapide, elle la met aussi en situation d'atteindre à courte portée des routes vitales pour l'Angleterre.

Ainsi la Méditerranée orientale et la Mer Rouge, les routes aériennes et navales, présentent des problèmes étroitement liés. Trois facteurs principaux entrent en ligne dans les solutions à leur donner : les conditions géographiques, les forces navales ou aériennes, et les bases. Il est inutile d'insister sur des conditions géographiques bien connues, surtout après avoir fait ressortir la valeur du massif éthiopien. Des forces, on ne parlera pas, ce n'est pas le sujet. On s'en tiendra aux bases, sans lesquelles flottes et escadrilles seraient réduites à l'impuissance. L'Angleterre en a plus qu'aucun autre pays compris la nécessité. La conception qu'elle a de la défense de ses intérêts dans ces régions s'est inscrite peu à peu sur le sol par la mise en état des bases qu'elle s'y est créée, et dont elle excelle à modifier la répartition et l'importance à la demande des circonstances.

Gibraltar, Malte, Suez, Aden, sont les points forts qui assurent le commandement de l'Angleterre sur sa route impériale méditerranéenne. Lorsqu'elle a senti Malte, chargée

de lui tenir la porte ouverte sur la Méditerranée orientale, exposée aux avions italiens des bases de Sicile, elle a dû reporter plus à l'est le centre de gravité de sa puissance. Et comme en même temps l'Égypte se sentait menacée par les progrès italiens en Éthiopie et ses concentrations en Libye, et voyait par là ses intérêts se confondre nettement avec ceux de la Grande-Bretagne, celle-ci en a profité pour constituer à Alexandrie une base secondaire, dont le front de mer a été particulièrement renforcé.

On connaît, d'autre part, les travaux entrepris depuis déjà un grand nombre d'années pour faire de Haïfa un point d'appui important, et à tout le moins une base d'opérations pour bâtiments légers et sous-marins, donnant à l'Angleterre, en territoire directement gouverné par elle, l'équivalent en ressources de ce que lui offre Port-Saïd en territoire égyptien. A propos du port d'Haïfa, un souvenir nous revient à la mémoire qui reste un témoignage indiscutable de l'esprit de prévision, dont nous avons déjà cité des preuves, de nos amis Anglais, lorsqu'il s'agit de questions vitales pour le sort de l'Empire. C'était en 1915, dans un village de l'Artois, au quartier général du général Foch, alors commandant du groupe d'armées du Nord. Le général sir Henry Wilson, futur chef d'état-major impérial et field marshal, et grand ami du général Foch, venait le voir fréquemment, car il était à cette époque chargé d'assurer la liaison entre le maréchal French et ses voisins français pour une bonne coordination des opérations militaires. Je le vois encore un jour du mois de juin, après qu'il eut épuisé le sujet immédiat, tirer de sa poche une petite carte de la région syrienne, et y tracer d'un trait de son crayon la ligne que devait suivre entre Mossoul et Haïfa le pipe-line qui apporterait à la mer le pétrole de l'Irak. Aujourd'hui, port et pipe-line existent.

Mais ces précautions n'ont pas paru suffisantes encore à l'Angleterre. Chypre a fait de sa part l'objet de récentes études, à Famagouste en particulier. Les journaux nous ont appris que le Parlement britannique avait voté un crédit de trois millions de livres pour cet aménagement. Si les ports de cette île, petits et mal protégés, ne peuvent abriter qu'un nombre restreint de bâtiments légers ou de moyen tonnage,

et ne se prêtent pas à l'établissement d'une forte base navale, du moins peut-elle procurer à l'aviation britannique des plates-formes et des plans d'eau lui permettant d'étendre, dans un rayon de 500 à 600 kilomètres, sa protection ou sa menace aux ports égyptiens, à Haïfa, Beyrouth et Alexandrette, aux points d'appui italiens de Rhodes ou du Dodécanèse.

Dans la Mer Rouge enfin, les Anglais sont très orientés sur la grande valeur technique d'Akaba, dont le golfe situé à l'est du Sinaï se prête admirablement à l'organisation d'une base navale. Ce golfe allongé et étroit est fermé au sud par une ligne d'îlots faciles à fortifier contre toute attaque de mer. Les montagnes de Sinaï procureraient de bonnes positions contre une offensive terrestre, et l'établissement facile de terrains d'atterrissage permettrait de s'opposer aux entreprises d'une aviation ennemie.

Enfin, il faut penser au rôle capital que sont appelés à jouer les transports motorisés dans ces vastes espaces désertiques, et ne présentant pas d'obstacles importants. Déjà, en 1923, sur l'initiative d'un entreprenant industriel anglais de Palestine, et grâce à l'appui du haut commissaire français en Syrie, s'était ouverte la communication automobile entre Damas, Bagdad et la Perse. Aujourd'hui, ce sont de véritables wagons-lits qui traversent le désert de Syrie. Les progrès de l'industrie ont permis de reprendre le vieux chemin des caravanes. Ce mode de transport semble destiné à recevoir, dans un avenir prochain, un large développement, tant pour les échanges commerciaux que pour les mouvements de troupes, à travers les vastes régions de la Mésopotamie, de la Palestine, de la Transjordanie et de la Péninsule arabique, qui constituent comme un immense glacis séparant la Méditerranée des Indes anglaises. Cette perspective d'avenir trouve encore sa raison d'être et une incontestable facilité d'exploitation dans l'existence, à courte portée, de gisements de pétrole que distribuent le pipe-line de Mossoul à Haïfa et les organisations de l'Anglo-Persian à Bassorah.

Dans tous ces territoires, l'aménagement de terrains et de bases aéronautiques est très poussé : à Akaba, Maan et Amman en Transjordanie ; à Hinaïdi, Mossoul et Gaïba en Irak ; à Gaza, Ramleh et Jéricho en Palestine.

Ainsi, ne négligeant aucune des routes de mer, de l'air

ou de terre qui peuvent relier la partie orientale de la Méditerranée aux Indes, les Anglais équipent à la fois les différents territoires dont ils ont le contrôle, constituant ainsi à l'est du canal de Suez, entre la Mer Rouge et le Golfe Persique, un système militaire bien noué, appelé à compléter d'abord, et peut-être à remplacer, si cela devenait nécessaire, le système égyptien. Dans le sacrifice financier sans précédent que l'Angleterre vient de consentir pour la sécurité de l'Empire, on ne peut douter que la construction et le renforcement des bases, qui en jalonnent les routes, comptera pour une large part.

L'Italie occupe une position géographique particulière en Méditerranée. Sans parler de la grande étendue de côtes qu'elle possède sur la Méditerranée occidentale et sur l'Adriatique, elle commande le passage entre la Méditerranée orientale et la Méditerranée occidentale par les positions que lui donnent l'avancée méridionale de sa péninsule et la Sicile.

Si la Méditerranée occidentale la baigne, elle a des intérêts vitaux du côté de la Méditerranée orientale. La plus grande quantité du pétrole qu'elle utilise vient de l'Orient. Des colonies d'émigrants italiens sont établies en nombre dans les ports de la Méditerranée orientale, favorisant ses échanges commerciaux avec les pays riverains, Grèce, Turquie, Syrie, Égypte, et l'amenant à étendre dans toutes ces régions l'activité de ses écoles comme celle de ses banques. Son récent établissement en Éthiopie marque, aux yeux les plus fermés jusque-là, qu'elle doit, elle aussi, considérer comme un facteur primordial de sa stratégie navale la liberté du canal de Suez et de la Mer Rouge. Ce ne sont pas des ambitions nouvelles. Il y a longtemps qu'un homme d'État italien a dit que les clefs de la Méditerranée étaient dans la Mer Rouge, et les possessions anciennes de l'Italie sur les rivages de cette mer en témoignent. Les nécessités de son ravitaillement et de son expansion, les exigences de sa liberté stratégique l'entraînent donc en Méditerranée orientale.

Aussi son effort concernant l'établissement ou le renforcement de ses bases navales ou aéronautiques accuse-t-il un glissement général vers l'est. Si l'on considère en effet ses bases d'entretien, on constate que l'une des principales, celle

de Tarente, a été très développée au détriment de la Spezzia.

La même observation s'applique à ses bases secondaires : Messine, excellent abri de torpilleurs et de sous-marins ; Brindisi en Adriatique, mais à cinquante milles seulement du canal d'Otrante. Les unes et les autres sont actuellement en accroissement, tandis que Venise et Pola, plus retirées, restent plutôt en veilleuse.

Lorsque l'Italie a insisté sur la nécessité pour elle d'acquérir les îles du Dodécanèse, elle a fait preuve d'un esprit de prévision, dont elle recueille aujourd'hui le fruit, car elle donne une grande extension à sa base de Léros qu'elle vient de doter d'importants moyens de ravitaillement, en combustibles et en munitions, et d'un puissant front de mer.

Si l'on examine la situation et l'évolution des bases d'opérations navales, la même tendance au mouvement vers l'est s'y constate. Augusta, sur la côte orientale de la Sicile, est l'objet de gros travaux d'aménagement, entrepris en vue d'en faire un lieu de stationnement pour une flotte importante, protégé par un front de mer bien défendu. Au moment même où ces lignes sont écrites, les journaux annoncent que les Italiens ont décidé de fortifier l'île de Pantelleria. Tripoli de Barbarie et Tobruk en Cyrénaïque constituent également des bases d'opérations de valeur en Méditerranée orientale.

On voit l'importance de l'action bien soudée entreprise par l'Italie dans ces régions maritimes, comme sur les terres du Levant, pour y garantir et y développer son influence, et y trouver, en cas de conflit, les points d'appui de sa sécurité. Ses intérêts en Méditerranée orientale sont analogues à ceux de la Grande-Bretagne. Elle veut y être en sûreté, et elle veut pouvoir en sortir. La liberté du passage sur la grande voie méditerranéenne est aussi utile à l'une qu'à l'autre. Ce sont des intérêts concordants et non antagonistes. Le *gentlemen's agreement*, intervenu récemment entre les deux Puissances, aboutissant au maintien du *statu quo* en Méditerranée, en est la meilleure preuve. Aussi le monde européen pacifique, et au premier rang notre pays, s'en sont-ils grandement félicités et en souhaitent-ils la durée.

On ne peut oublier toutefois que ce très heureux accord a succédé à une tension dont une grave conséquence demeure

et pèse sur le problème méditerranéen, je veux dire l'accord naval anglo-germanique, qui fut la contre-partie du rapprochement opéré quelques mois auparavant entre la France et l'Italie. L'Angleterre, qui n'introduit dans la politique aucune question sentimentale, a vu seulement que la réunion des forces navales italiennes et françaises était numériquement capable de lui faire échec en Méditerranée. Ce raisonnement était exact, car si l'on compare la proportion du tonnage militaire anglais et des tonnages réunis de la France et de l'Italie, on constate que, depuis 1914, cette proportion s'était, à la suite des accords navals intervenus après la guerre, modifiée de façon assez importante à l'avantage de ces dernières Puissances. L'accord anglo-germanique, en libérant l'Allemagne des limitations imposées par le traité de Versailles, en lui octroyant un tonnage égal aux trente-cinq centièmes de celui de la Grande-Bretagne, a obligé la France à faire front sur la Manche et sur l'Atlantique, et, par suite, à s'affaiblir en Méditerranée.

On a brièvement fait allusion au rôle que l'Allemagne avait tenté d'y jouer avant et pendant la guerre. Aujourd'hui, sa politique très active tend de nouveau à y faire sentir son action. Action indirecte, d'abord : grâce à l'augmentation considérable de ses forces de mer et de navires à grand rayon d'action en particulier ; grâce à son aviation, qui pourrait éventuellement utiliser les bases du Maroc espagnol, celles des Canaries, celles des enclaves d'Ifni et du Rio de Oro, elle serait en mesure d'intervenir pour rendre précaires nos communications par l'Atlantique avec la côte orientale du Maroc et nos colonies de l'Afrique occidentale, comme aussi notre importante ligne de ravitaillement à travers l'Océan. A plus forte raison, aucun Français ne doit-il ignorer les dangers auxquels nous exposerait la puissance navale d'un bloc germano-italien réuni contre une France isolée.

Mais cette action indirecte n'est pas la seule. Il faut envisager, dans un avenir qui peut être prochain, des interventions plus directes que font entrevoir les activités du Reich hitlérien. On ne peut pas perdre de vue, en effet, qu'une extension du contrôle de l'Allemagne en Europe centrale ou orientale la conduirait infailliblement, par l'Autriche et l'Adriatique, ou bien par le Danube et la Mer Noire, à paraître à son tour

en Méditerranée. Il semble que l'Angleterre et l'Italie, pas plus que nous, n'y trouveraient leur compte.

Enfin, il est un élément qu'on ne peut aujourd'hui laisser de côté quand on parle de la Méditerranée : ce sont les événements d'Espagne. M. Augusto Barcia, ancien ministre des Affaires étrangères, parlant des conséquences de la guerre civile dans son pays et des antagonismes qu'elle suscite entre les grandes Puissances, écrivait, il y a quelques mois : « Il faut remarquer qu'actuellement l'Angleterre, la France et l'Italie ne sont pas seules en cause ; dans la discussion ainsi engagée, on voit intervenir l'Allemagne, qui veut récupérer bientôt ses possessions en Afrique, puis la Russie et la Turquie. Ainsi le problème de la Méditerranée redevient le nœud gordien de la politique internationale. »

Si ce problème intéresse les grandes Puissances de l'Europe, y compris celles qui n'ont pas de façade sur la Méditerranée, son examen, en ce qui concerne la Méditerranée orientale, serait incomplet, et même inconvenant, si l'on ne faisait pas la part des Puissances riveraines.

Les pointes du trident que constitue la Morée s'avancent au centre de la Méditerranée orientale et se relient par un chapelet d'îles et d'îlots à la Crète, portant ainsi les terres grecques à moins de 200 milles de la côte de Cyrénaïque. C'est dire l'importance du rôle naval que peut être appelée à jouer la Grèce sur la grande voie de communication qui nous intéresse.

Sur la Mer Égée, elle possède en Salamine une base d'entretien importante, sérieusement défendue et capable de ravitailler de grands bâtiments. Mais surtout ses îles et son littoral renferment un grand nombre de rades qui ne sont pas organisées et sur lesquelles l'on ne dispose d'aucun moyen de ravitaillement fixe, mais qui pourraient, en cas d'hostilités, se transformer très rapidement en bases d'opérations. Il faut citer, dans la Mer Ionienne, Corfou, Argostoli, Patras, Navarin, et, dans la Mer Égée, La Sude en Crète, Milo, Syra, Moudros et Mytilène, qui ont pour la plupart été utilisées au cours de la Grande Guerre par les marines alliées.

En raison des relations étroites établies entre la Grande-

Bretagne et la Grèce, on peut juger comme vraisemblable que les forces navales anglaises utiliseraient en cas de conflit un certain nombre de ces rades. Le bruit a couru en Égypte et dans certains milieux grecs que le gouvernement d'Athènes avait offert aux Anglais une base de leur choix dans les îles, et que ce choix se serait porté sur La Sude. On ne le rappelle que sous toutes réserves.

La situation politique de l'Égypte, sur le territoire de laquelle a été ouverte la tranchée du canal de Suez, s'est, dans ces dernières années, profondément modifiée. A la période de protectorat et d'occupation succède l'indépendance. Le nationalisme égyptien a réalisé le rêve de Mohammed-Ali. Le traité anglo-égyptien, signé à Londres l'été dernier, reconnaît l'indépendance de l'Égypte et prépare son entrée à la Société des nations. L'occupation militaire britannique, réduite à un contingent de 10 000 hommes, sera limitée à la zone du canal. Une armée égyptienne va être créée. Des routes stratégiques vont être construites. Si le régime maritime établi par les Anglais à Alexandrie ne se prolonge pas sous leur autorité directe, nul doute que les aménagements apportés par eux, pour augmenter la valeur de cette base, subsisteront. C'est donc un sérieux accroissement de puissance qui se prépare sur la rive ouest du canal.

La Turquie nouvelle de Kemal Ataturk n'accepterait pas d'être privée du rôle auquel sa situation géographique et sa régénération politique lui donnent droit. La part qu'elle a prise à la constitution du bloc balkanique, son action diplomatique dans les Balkans et ses relations avec l'Italie en témoignent.

La Turquie possède à Ismidt, à Smyrne, deux bases d'entretien secondaires, capables de ravitailler de grands bâtiments, et sérieusement défendues. Mais son souci de ne point laisser tant d'activité se manifester dans la Méditerranée orientale sans y participer s'est traduit dans deux négociations dont elle a pris l'initiative au cours de l'année 1936, relativement à la remilitarisation des Détroits et à la question d'Alexandrette.

La conférence chargée d'examiner la demande turque relative aux Détroits s'est réunie à Montreux. La Russie et

l'Angleterre s'étaient montrées, dès le début, favorables à la demande turque, mais pour des raisons opposées. Les Soviets réclamaient pleine liberté de passage, tandis que la Grande-Bretagne avait intérêt à limiter au maximum leur faculté d'intervenir en Méditerranée avec des forces trop considérables. La négociation aboutit, en moins de deux mois, à un accord unanime. La convention de Montreux limite les droits de passage des navires de guerre de façon différente, selon que les Puissances sont ou non riveraines de la Mer Noire. Et la liberté reconnue à la Turquie de remilitariser les Détroits lui rend le pouvoir de faire respecter les règles établies.

Quant à l'affaire du Sandjak d'Alexandrette, après des alternatives diverses, après des enquêtes menées par des observateurs de la Société des nations, un accord est intervenu entre négociateurs français et turcs. Il fait l'objet d'un examen de la Société des nations. L'allégeance syrienne serait maintenue sur le Sandjak qui continuerait à faire partie de la Syrie. Mais un statut spécial conférerait au Sandjak une large autonomie administrative sous le contrôle de la Société des nations représentée par un délégué de son Conseil de nationalité française. Enfin, son territoire serait neutralisé sous la garantie franco-turque, et la langue turque reconnue comme une des langues officielles. On ne peut s'empêcher de penser qu'un tel accord ne résoudra pas la question, qui restera ouverte pour bien des raisons, dont l'existence reconnue de riches gisements de pétrole dans les montagnes kurdes, dans la région au nord de Nissibin, n'est pas la moindre.

LA FRANCE AU LEVANT. — DEMAIN

Après avoir rappelé le grand rôle joué depuis des siècles et jusqu'à ces derniers jours par la France en Méditerranée orientale, après avoir montré l'activité actuellement déployée par les autres Puissances, afin d'y renforcer leurs positions, il faut bien constater, comme un récent article de M. René La Bruyère le faisait ressortir dans la *Revue*, qu'à l'est de Bizerte, la France ne possède, en Méditerranée, aucune base navale.

Il est vraiment regrettable que l'opinion française soit

aussi indifférente à tout ce qui se rapporte à ses intérêts d'outre-mer. Ceux-ci sont pourtant considérables. Et tout se tient dans un Empire. Ainsi la possession de notre colonie de l'Afrique équatoriale française doit, tout autant que le souci de nos communications, nous rendre attentifs à tout ce qui se passe en Éthiopie. Avons-nous suffisamment évalué la valeur des concessions que nous avons faites à l'Italie dans l'accord conclu avec elle il y a deux ans : l'importance du lambeau de terre abandonné en Somalie, en face de Périm, et celle du massif d'Aouzda Odzou, à l'entrée du Tibesti, qui ouvre le chemin du Tchad et du Cameroun ? Il ne s'agit point de contester l'opportunité de ces concessions ; il s'agit simplement de n'en point ignorer le prix, sans cesser pour cela de se réjouir d'avoir consenti ces sacrifices en faveur d'un rapprochement si nécessaire et que l'on aurait à tous égards souhaité plus durable avec l'Italie, dont l'amitié nous est à la fois précieuse et indispensable.

Si nul d'entre nous n'ignore l'importance vitale de nos communications directes ou indirectes avec l'Afrique du Nord, combien peu se préoccupent de la Méditerranée orientale ! La France y possède cependant des intérêts primordiaux, et les vues seraient bien courtes qui se limiteraient au bassin occidental de cette mer. La Méditerranée et la Mer Rouge sont, pour elle comme pour l'Angleterre, une route impériale, la plus courte vers l'Indochine, Madagascar et ses possessions insulaires de l'Océanie. C'est à travers le Liban et la Syrie que passe la grande voie aérienne française d'Extrême-Orient. D'autre part, en cas de conflit européen, c'est la Méditerranée orientale qui procurerait à notre pays le seul moyen de communication à grand rendement avec ses alliés du centre et de l'orient de l'Europe.

On peut s'étonner à bon droit que, pratiquant depuis plus de vingt ans une politique d'accords avec la Petite Entente et la Pologne, la France n'ait pas songé à s'assurer en Méditerranée orientale la base qui seule lui permettrait, en cas de conflit, d'y maintenir des forces navales ou aériennes, et d'apporter à ses alliés les concours qu'ils sont en droit d'attendre d'elle. Cet étonnement est encore plus justifié, si l'on songe que la France, installée depuis 1919 au Levant, en qualité de Puissance mandataire, est à la veille de quitter ces

territoires sans avoir retiré des sacrifices d'hommes et d'argent qu'elle y a consentis, pour rétablir et maintenir l'ordre, la justice et la sécurité, le moindre avantage matériel durable. Nous ne passons pas sous silence les inaliénables biens moraux que constituent pour nous la fidélité de leurs populations à la culture et à la langue françaises et leur affection pour notre patrie ; mais c'est, nous l'avons vu, une œuvre bien antérieure au mandat, œuvre de nos religieux, de nos maîtres, de nos marins et de nos soldats. Mais la constitution d'une solide base aérienne et navale française n'y aurait pas nui, bien au contraire.

Deux points de la côte libano-syrienne peuvent être envisagés pour y établir cette base. Alexandrette présente certains avantages : au premier rang l'étendue de sa rade et sa retraite dans le fond d'un golfe protégé par la puissante avancée que représente l'île de Chypre. Mais, d'autre part, il faut tenir compte de sa position éloignée seulement de quelques kilomètres de la frontière turque. Du point de vue technique, ses mouillages offrent des dangers, surtout lorsque le vent souffle de la terre ; l'étroitesse de la bande littorale limiterait à l'extrême le développement des installations ; l'Amamus, enfin, qui élève brutalement et à faible distance sa barrière, rendrait les communications par route et par voie ferrée avec l'intérieur du pays assez difficiles ou, pour le moins, très onéreuses. Il est vrai que l'arrivée du pétrole résoudrait le problème financier. Et souvenons-nous enfin qu'Alexandrette et Chypre se complètent admirablement.

Tripoli offre, pour l'établissement d'une base, des avantages considérables. Située au centre d'un littoral rectiligne offrant peu d'abris, sur le trajet de notre ligne aérienne d'Extrême-Orient, en face du seuil de Homs, qui offre entre les monts Liban et Ansarieh la seule communication naturelle entre la mer et le cœur de la Syrie, Tripoli est également le point d'aboutissement de la branche française du pipe-line de Mossoul. Sa rade est bien abritée de tous les vents de l'est et du sud ; une chaussée d'îlots, partant de la pointe d'El Mina et se prolongeant dans le nord, se prêterait à l'établissement facile d'une digue ; et la construction sur la côte d'une jetée perpendiculaire enfermerait ainsi un vaste plan d'eau dont les fonds allant de 6 à 15 mètres seraient propres à l'amé-

nagement d'un port naval comme d'un port aérien. La configuration de la côte et les îles favoriseraient l'établissement d'un front de mer puissamment armé contre les entreprises navales et aériennes, et la région environnant la ville se prête au développement des installations comme à leur défense du côté de la terre. En dépit des difficultés provenant de la qualité des fonds, Tripoli du Liban réunit donc un ensemble exceptionnel de conditions favorables à l'établissement d'une base française aéro-navale en Méditerranée orientale.

Pour être conforme aux traditions de notre politique dans ces pays, c'est-à-dire aussi avantageuse à leurs populations qu'à nous-mêmes, la mise à exécution de cette idée ne sera féconde que si elle apporte aux nations syriennes et libanaises une amélioration de leur vie économique, tout en augmentant les chances de conserver une sincère et durable entente entre les deux pays rendus à l'indépendance. Aussi semble-t-il qu'à la condition de respecter les intérêts du port de Beyrouth, l'établissement d'une base navale et aérienne française à Tripoli devrait aller de pair avec la création d'un port franc donnant à la Syrie l'accès à la mer qu'elle a souvent réclamé.

En agissant ainsi, la France mettrait le point final à son rôle de Puissance mandataire en faisant une œuvre utile à ses intérêts propres par le renforcement apporté à sa ligne de communication impériale comme aux intérêts des populations dont elle vient d'avoir la charge. Elle se placerait en meilleure situation en face de certaines éventualités européennes.

Disons aussi, — puisqu'un des rôles de la politique française est l'entente cordiale avec l'Angleterre et que la plupart des Français sont convaincus que cette entente est, à l'heure actuelle, le fondement principal de la paix dans le monde, — que notre système général de bases à la surface du globe se trouve heureusement complémentaire de celui des Anglais. Dans la Méditerranée orientale, en particulier, l'interpénétration des intérêts anglais et français est complète ; tous deux ont partie liée dans les pétroles de l'Irak, et la route des Indes est aussi celle de l'Indochine. En somme, les forces et les bases françaises sont aussi nécessaires à la sécurité de l'Empire britannique que celles de cet Empire le sont à la sécurité de la France.

Il faut ajouter enfin, et c'est d'une extrême importance, que rien de tout cela n'est contraire aux intérêts italiens. Il y a de la place pour tous dans cette mer Méditerranée, bien que la rapidité et la facilité des communications, et surtout les progrès foudroyants de l'aviation, tendent à la faire paraître maintenant si petite. Il y a de la place pour les riverains, qui ne doivent point être lésés, comme pour toutes les grandes Puissances qui doivent trouver leur route libre.

Mais dans cet ensemble, la France tient une place qu'aucun Français ne doit ignorer. Elle a, en Méditerranée orientale, des intérêts trop puissants pour qu'elle en reste absente ou même qu'elle soit reléguée au second plan. Mais c'est à elle qu'il appartient de défendre une place si bonne à prendre. Elle ne paraît pas s'en être suffisamment occupée. Son abstention contraste avec l'activité générale dont on a essayé de donner le tableau. Il faut sans retard regagner le temps perdu. Ajoutons enfin que la France a également au Levant des devoirs sacrés et des amis trop fidèles pour qu'elle puisse les abandonner.

Général Weygand.

LES OISEAUX DE LAEKEN

En mars 1929, le roi Albert et la reine Élisabeth étaient venus dîner à l'Ambassade de France, où diverses personnalités françaises se groupaient autour de M. Maurice Herbette et de Mme Herbette. Au moment des présentations, la reine me parla de cette fauvette qui nichait l'année précédente dans un des buissons du parc royal de Laeken et avait orné d'un œillet blanc sa coupe d'herbes sèches. Sa Majesté voulut bien m'inviter à venir à Bruxelles un peu plus tard, au moment des nids, pour y faire la connaissance des oiseaux du parc.

La visite eut lieu au début de juin de la même année. L'après-midi était belle, un peu nuageuse. Devant le palais, entre deux rangées de grands arbres où la splendeur des hêtres rouges se détachait sur une muraille de verdure, Bruxelles, enveloppée du voile gris des cités, apparaissait au-dessus d'un pré qui descendait en large coulée vers la pièce d'eau. Les hautes graminées dont le vent courbait les têtes d'un jaune pâle ou rosé, me firent songer à l'exquis écrivain et naturaliste anglais, W.-H. Hudson. Il eût aimé cette vraie prairie aux abords immédiats d'un palais royal, lui qui trouvait trop jolis, trop bien peignés, les jardins anglais avec leurs gazons qui font notre envie. Ici, l'herbe était longue, évoquant la fenaison prochaine, et se couchait un peu au voisinage des arbres dont les basses branches étalaient leur feuillage jusque sur le sol.

Nous entendions déjà le roucoulement des ramiers. Étrange oiseau que cette grande colombe douée d'un naturel si sauvage que l'homme n'a jamais pu lui faire accepter la captivité et qui vit pourtant, à l'état presque domestique, au cœur

des grandes villes. Là, il niche dans les jardins et les avenues; sur les pelouses des parcs, il se promène gravement, picore les miettes jetées, et laisse admirer de tout près sa robe gris-bleu et la teinte vineuse qui couvre sa gorge et se dégrade en bleu-lavande sur le ventre. Son cou, orné d'un croissant blanc, brille de reflets métalliques verts et pourpres.

Les ramiers, plus connus au Midi sous le nom de palombes, obéissent à l'instinct migrateur, mais laissent dans les cités quelques individus retenus là par la subsistance qu'ils sont assurés d'y trouver. Ce sont ces casaniers qu'on voit pendant l'hiver en plein Paris. Ils vont à la glandée dans les bois de Clamart et, au coucher du soleil, leurs vols forment ces lourdes nuées noires qui tournoient au-dessus du Bois de Boulogne pour se poser en grappes sur les plus hautes branches des hêtres où ils passent la nuit. Au sud, quand les légions des palombes d'automne passent aux cols pyrénéens, les filets tendus en travers des vallées les déciment, sans pourtant diminuer beaucoup l'effectif des troupes qui reviennent au printemps parsemer de points gris le vert de nos champs de trèfle.

En face de nous, un des ramiers s'éleva de l'épaisseur des feuillages, et se mit à tracer ces grands cercles de vol plané qui donnent alors aux mâles de son espèce, grisés par l'émotion amoureuse, l'allure de beaux rapaces. Quand il voulut reprendre son élan aérien, ses ailes rayées d'un trait blanc battirent à coups précipités.

Plus bas, comme une réplique atténuée du ramier en extase de vol nuptial, un mâle de tourterelle sauvage se livrait à des évolutions identiques. Le couple de ces petites colombes de nos bois devait avoir son nid en bordure d'une clairière sur la gauche, car, si le ramier préfère placer son nid à bonne hauteur, la tourterelle confie souvent à la végétation des taillis sa plate-forme de branchettes si négligemment assemblées que les deux œufs blancs sont visibles à travers la claire-voie.

Au mois d'août, les tourterelles sauvages de Laeken, et toutes leurs sœurs d'Europe, prennent le chemin du midi. C'est à cette époque que nous voyons surtout leurs bandes se poser sur les chaumes pour s'y nourrir, puis s'élever avec un fort bruit d'ailes et un brusque déploiement de queues noires

bordées de blanc. Leur vol rapide et direct les conduit par étapes jusqu'à l'Atlas et aux oasis africaines et ne les ramène chez nous qu'après le verdissement des futaies, à la fin d'avril.

De l'endroit où nous nous trouvions, dominant l'étendue du parc, nous pouvions assister à de menus drames de l'air, à la lutte et à l'effort des êtres qui défendent leur existence et cherchent à assurer celle de leur progéniture. Une corneille passa au-dessus des arbres. Aussitôt, deux choucas la prirent en chasse. Ce couple de petits corbeaux à nuque grise devait avoir son nid à proximité, dans une cavité de vieil arbre, ou peut-être sous le toit de la pagode chinoise élevée dans le parc par le roi Léopold II et qui projetait sur le ciel l'étrange contour de sa bâtisse. Les choucas craignaient que la corneille pillarde et plus forte qu'eux ne fît subir à leur couvée le sort qu'eux-mêmes infligent à tant de jeunes passereaux. A coups d'ailes vifs, ils poursuivaient la corneille qui hâtait à peine ses battements laborieux. Ils revinrent bientôt et leurs appels « co-co-co » évoquaient les vols de leur espèce autour des clochers et des flèches des cathédrales où elle s'établit pour y nicher. Par les chaudes après-midi d'été, au-dessus des vieilles rues endormies, ces notes prennent une résonnance plus sourde de se trouver mêlées aux cris stridents des troupes de martinets.

Le Roi et la Reine me firent passer par les serres. A l'entrée de l'une d'elles se trouvait un if, cet arbre de nos pays, à feuillage persistant, vert foncé, qui se parsème au printemps des taches bistrées des jeunes tiges et porte à l'automne des baies de corail. Un petit chant très particulier, aigu comme le grincement du couteau entaillant un bouchon, attira mon attention. Il était donc monté jusqu'ici, cet envahisseur méridional, menu mais plein d'énergie, le cini ou serin d'Europe ! Comme son cousin des Canaries à l'état sauvage, qui doit sa célébrité à sa descendance importée d'Afrique et domestiquée depuis des siècles, le serin d'Europe est d'un vert un peu terne, relevé de jaune jonquille au front, à la poitrine et aux reins. Rien de très remarquable, en somme, chez ce petit oiseau, originaire du bassin méditerranéen, si ce n'est sa persistante conquête de vastes régions au nord. Parti du midi, où Buffon le signalait, il y a plus d'un siècle,

il encerclait Paris voilà trente ans environ et progresse maintenant vers la mer. Sa présence dans l'if de Laeken marquait sa volonté d'aller de l'avant, peut-être d'annexer bientôt l'Angleterre.

Dans les serres, les jardiniers coupaient les fleurs fanées du bel azalée Albert et Élisabeth. De somptueuses potées de cette variété rose saumoné ornaient la table du dîner de l'ambassade, trois mois auparavant, encadrées de larges bandes de violettes de Parme.

Mais, ce jour-là, le parc nous attirait plus que les serres. Son charme est fait d'un mélange de beauté créée par l'homme et de simplicité rustique à peine retouchée... Je me souviens d'un sentier bordé des buissons de nos campagnes françaises, muraille de verdure familière que j'aimais à retrouver ici, et sur laquelle se détachait une rose des haies, large et très double, comme on en voit parfois aux abords des villages et qui semblent s'être échappées des petits jardins paysans. Dans ce coin baigné de lumière, un bruant zizi répétait constamment sa stridulation de grosse sauterelle ; il renversait sa tête en arrière. Ses cousins, le bruant jaune et l'ortolan, ont ce même geste, comme si leur chant, pourtant si simple, les plongeait en extase.

La floraison des rhododendrons était à son déclin, mais çà et là, des buissons d'azalées rustiques flamboyaient encore, cuivrés ou jaune d'or. Les aubépines cramoisies se fanaient ; les branches des weigelas, lourdes de fleurs roses, retombaient sur le bord des allées.

Une pelouse bien tondue, d'un vert frais, s'étend sur l'espace découvert occupé par le terrain de golf. Des oiseaux s'y posaient, quêtaient un moment, puis s'envolaient tout droit vers leur couvée. Le métier de ces explorateurs des gazons consiste à déceler la présence des vers ou des larves d'insectes qui montent à la surface du sol amolli par la pluie. Quand la victime révèle son gîte, il faut bondir, la saisir avec le bec et la tirer vigoureusement hors de terre. Les grives y sont habiles ; la plus grosse d'entre elles, la draine, forme sur le tapis d'herbe une tache sombre qu'éclaire la poitrine chamois tachetée de noir ; elle a des allures de conquérante et se déplace par sauts hardis. La grive musicienne est plus calme ; elle prend son temps, piétine un peu et penche la

tête d'un air attentif, comme si elle écoutait le lombric glisser vers elle dans ses galeries souterraines. Le merle, chasseur affairé, court, tendu en avant, s'arrête une seconde, puis repart à pas précipités, sans jamais perdre de vue la lisière de bois ou les buissons qui lui serviront de refuge en cas d'alerte.

Une bergeronnette traversait elle aussi la pelouse et scandait sa marche des battements de sa longue queue, tandis qu'elle cherchait la chenille ou le petit papillon posés sur un brin d'herbe. Elle appartenait à l'espèce que le savant Temminck a si fâcheusement baptisée *lugubris* parce qu'elle porte un manteau et une gorgerette d'un noir que le blanc pur de sa poitrine et de son front fait paraître plus sévère. Le nom que lui donnent les Italiens, la *ballerina nera*, lui sied mieux ; il exprime toute la vivacité et la grâce de ses allures. Quand elle s'élance à la poursuite d'une mouche, piquant droit en l'air, on dirait d'une danseuse qui fait papilloter les deux couleurs de sa robe demi-deuil.

Au bord d'une allée, un vieux laurier-cerise abritait un gros nid de mousse posé sur le moignon d'une branche autour duquel les jeunes tiges formaient une touffe de feuilles luisantes. Ce berceau était-il l'œuvre de la grive ou du merle ? La mère n'avait pas attendu notre approche pour s'envoler. La Reine, étendant la main, sentit le chaud duvet des petits, mais comme elle craignait de déranger la couvée, nous ne pûmes voir si l'intérieur de la coupe était tapissé de ce crépi bien uni, composé de fibres de bois agglomérées par de la salive, qui caractérise le nid de la grive et sur lequel elle dépose ses beaux œufs bleu de ciel.

Un peu plus loin, un minuscule oiseau s'échappa d'un buisson de cotoneaster ; c'était le pouillot véloce, petite fauvette au manteau brun olivâtre et dont la poitrine est blanche, légèrement teintée de jaune. Son chant ne fait que détacher nettement les syllabes *zip-zip-zap-zip*, comme si l'oiseau s'appliquait à compter tout haut, — on l'appelait autrefois le compteur d'écus, — tandis que celui de son cousin, le pouillot chantre, se compose d'une jolie strophe musicale qui monte d'abord pour s'éteindre en plainte douce. Les voix de ces deux pouillots à plumage presque identique sont parmi les premières que nous entendions au printemps, quand ces petits migrateurs remontent de leur hivernage

méditerranéen vers le nord. Pendant les aigres journées de mars, au moment où l'épine noire est en fleur, elles font déjà songer à l'abondante verdure des taillis où ces espèces vont construire, près de terre, ou sur le sol même, leur nid sphérique à trou d'entrée latéral.

Près de là, un pavillon d'été se dissimulait parmi les arbres. D'un côté, l'ombrage plus léger laissait pénétrer le soleil jusqu'à une banquette de lupins dont les épis floraux bien compacts se dressaient en avant d'un rucher. Dans ce pavillon, nous allions goûter le miel des abeilles de Laeken, si parfumé. Le duc de Brabant s'était joint à ses parents. Il revenait d'un long voyage aux colonies. Le roi Albert échangeait avec lui des souvenirs de régions tropicales qu'ils avaient visitées l'un et l'autre, d'oiseaux et de fauves observés.

La Reine s'amusait à rappeler la chasse au tigre à laquelle elle avait pris part, aux Indes, quelques années auparavant. Les invités du Maharajah étaient montés sur des éléphants et la battue suivait son cours. Un tigre bondit dans les hautes herbes. La Reine, émerveillée et surprise par l'apparition du magnifique animal, allait oublier de tirer. Un colonel anglais, détaché auprès d'elle et qui la dominait de sa taille géante saisit entre ses mains le fusil qu'elle portait et, dirigeant le canon vers le tigre, comme si elle eût épaulé elle-même, appuya sur la gâchette. Le tigre tomba-t-il ? Je ne m'en souviens pas. Quoi qu'il en soit, l'étiquette était sauve, car le prince hindou aurait pu s'offenser d'un apparent dédain pour le gibier royal qu'il offrait à ses hôtes.

L'évocation de la jungle et des animaux qui la peuplent, des faisans somptueux, nous entraînait loin des oiseaux de Laeken; mais, comme nous cherchions à entrevoir, par la fenêtre ouverte, l'avion postal Bruxelles-Paris, dont le ronflement se rapprochait et qui semblait raser la cime des arbres, juste au-dessus de nous, deux chardonnerets se posèrent sur les myosotis du jardinet du pavillon, pour récolter les tiges garnies de calices velus qui leur servent à rendre plus solide le tissu feutré de leur nid. De si près, tous les détails de leur plumage étaient visibles avec le jaune vif au bord des ailes foncées, le brun roux du manteau et les trois couleurs ornant la fine tête : rouge cramoisi en disque autour du bec de corne,

rosée, blanc pur aux joues, noir du chaperon. Quels oiseaux exotiques pouvaient surpasser en charme, en distinction et en beauté, ces simples chardonnerets de nos pays sur le fond bleu des myosotis ?

A la sortie du pavillon, nous suivîmes une allée bordée de grands platanes. Les oiseaux, à moins que ce ne soient les ramiers ou les corneilles, ne choisissent pas volontiers le platane pour y construire leur nid. Pourtant, un mâle de loriot lançait sa phrase sifflée dans un de ces arbres. Le couple y avait-il suspendu à la fourche d'une branche son hamac d'herbes sèches, dont il attache les extrémités par des liens solides ? Rien n'est malaisé comme d'apercevoir le loriot dans les feuillages. On dirait qu'il sent à quel point son plumage étincelant d'oiseau des tropiques, jaune et noir, lui impose des allures de prudence. Il ne les oublie que lorsqu'il va visiter les cerisiers isolés dans la campagne, ou les mûriers des jardins. Il quitte alors la lisière des bois, passe comme un trait doré à travers les clairières, se gorge de fruits et retourne à ses chênes favoris. Le loriot de Laeken s'obstinait à rester caché dans la verdure ; son chant, modulé avec éclat, humiliait celui d'un merle voisin, si beau dans sa sonorité fluide, mais de rythme un peu nonchalant et d'expression désabusée.

Le jardinier du parc, un de ces Belges bruns et vifs chez lesquels on retrouve le sang espagnol, connaissait lui aussi des cachettes d'oiseaux qu'il était heureux de montrer à la Reine. A l'abri des feuilles poussiéreuses du lierre qui tapissait un mur de clôture, le rouge-gorge avait placé son nid de mousse. Cet oiseau, que l'hiver rend presque domestique et qui tolère mal la présence de ses semblables à cette époque, modifie son genre d'existence dès qu'il a trouvé une compagne, vers la mi-janvier. Les conjoints, vêtus d'une livrée identique, deviennent alors plus secrets, et si l'on ne continuait à entendre, aux abords des maisons, les trilles que le mâle aime à varier sans cesse dans la fraîcheur des matins et des soirs de printemps, on croirait qu'ils ont abandonné le voisinage de l'homme pour gagner les bois. Mais dès la fin d'avril, cinq ou six jeunes au manteau gris olivâtre et dont la poitrine, rayée de brun sur un fond roux clair, est encore privée du beau plastron

orange qui l'ornera à l'automne, viennent sautiller dans les allées du jardin à la recherche d'insectes et de vers.

Un mur de lierre, une touffe de fusain, de laurier-thym ou de buis à sa base, un lilas ou un cytise débordant sa crête, suffisent à attirer les espèces familières, même en pleine ville. L'accenteur mouchet ou traîne-buisson, petit oiseau des coins d'ombre, à poitrine gris d'ardoise et à manteau brun, se faufilait dans les massifs que nous longions. Il lançait gaiement une petite strophe aigrelette. Un troglodyte la reprenait sur le même ton, mais la transformait, et l'amplifiait; il en précipitait le mouvement par une cascade de notes si fortes qu'on avait peine à croire qu'elles pussent sortir d'un si petit gosier. Ce chanteur frénétique est en effet un pygmée brun-roux, charmant et paradoxal, avec sa petite queue qu'il relève tout droit sur son dos. Il possède un tempérament combatif et son excédent d'énergie le pousse à construire, au cours d'une même saison, plusieurs de ces gros nids en boule, faits de mousse, d'herbes et de feuilles mortes, qu'il place dans les endroits les plus invraisemblables, par exemple sur l'appui des gonds rouillés, dans l'embrasure d'une vieille porte.

Parmi des lilas et des aubépines, une fauvette à tête noire lançait sa note d'alarme « tac-tac-tac ». Elle se montra un instant, svelte et vive dans sa jolie livrée cendrée, puis elle disparut et sa phrase retentit plus loin, éclatante, bien rythmée, composée de sons si purs qu'on la prend parfois pour le chant du rossignol.

Il était déjà tard ; le soleil baissait vite derrière les arbres. Nous revenions vers le palais. Je craignais d'abuser de l'hospitalité qui m'avait été si gracieusement accordée. Je pressai le pas... un peu trop. Le roi Albert, tournant la tête vers moi, me dit avec un sourire :

— Vous marchez comme un fantassin français.

A mon départ, les souverains avaient bien voulu m'inviter à revenir, le lendemain après-midi, pour vaquer dans le parc à ma guise, à la recherche des oiseaux qui pourraient m'intéresser. Je voulais essayer de voir une fauvette encore inconnue de moi, l'ictérine, à poitrine jaune pâle et dos vert olive. Elle est commune dans l'est de la France et en Belgique,

mais ne niche pas dans l'ouest, où sa proche parente, la polyglotte, aussi bavarde qu'elle, la remplace.

A la belle saison, l'observateur doit d'abord écouter, car il est difficile de distinguer les oiseaux dans la masse des feuillages. Les voix fournissent alors la première indication de leur présence ; puis, si le guetteur conserve l'immobilité et la patience, les plus mobiles des êtres ne tardent pas à révéler leurs allées et venues entre le terrain de chasse ou de pâture et ce point fixe qu'est pour eux le nid, où les jeunes réclament toujours la becquée.

Dans le cas de l'ictérine, l'oreille est trompeuse, car cette fauvette imite si bien le chant d'autres oiseaux qu'elle mérite le nom de contrefaisant, mais je me trouvais, non loin de l'eau, sur une pente au midi, parsemée de buissons, qu'elle devait affectionner, si vraiment elle habitait le parc. Je croyais déjà percevoir ses notes véhémentes. Je la cherchais du regard, sans bouger, la jumelle à la main, avec ce sentiment d'excitation qu'éprouve tout naturaliste quand il s'attend à rencontrer une espèce, nouvelle pour lui, et qui va lui révéler, dans une première vision rapide et inoubliable, cet ensemble de formes, de couleurs, d'attitudes qui la différencient de toutes les autres ; mais l'ictérine, si c'était bien elle que j'avais entendue, fit preuve d'une timidité inaccoutumée et ne parut pas.

Une petite automobile noire s'approcha, venant de la direction du palais et s'arrêta au bord de la pièce d'eau. Le Roi, qui la conduisait, et la Reine, en descendirent. Leurs Majestés s'intéressaient à cet inventaire que j'esquissais des oiseaux de leur parc et venaient s'enquérir des découvertes que j'avais pu faire. Un beau soleil éclairait la surface de l'eau que survolaient l'hirondelle de cheminée, avec sa tache rousse à la gorge et sa queue fourchue, et l'hirondelle de fenêtre qui porte une large tache blanc pur sur les reins. Ces deux espèces aiment à raser les champs et les prairies, les toits et les murs des maisons, et tournoient haut dans le ciel par temps calme, mais jamais elles ne semblent si heureuses ni si jolies que lorsqu'elles évoluent au-dessus d'une rivière, d'un lac ou d'une mare. Elles s'y attardent, multiplient leurs courbes et leurs crochets, happent les mouches ou les moustiques au

passage, puis elles ralentissent un peu leur allure, élèvent un instant leurs ailes au-dessus de leur dos noir à reflets bleutés et viennent briser du bec la surface du miroir liquide pour s'y désaltérer au vol.

Une lavandière jaune courait tout près du bord, avec son perpétuel mouvement de hoche-queue. Cette bergeronnette riveraine se distingue de sa cousine *lugubris*, rencontrée la veille, par le gris bleuté de son manteau et le jaune vif qui couvre sa poitrine et son ventre. Elle pointait du bec à droite et à gauche, attrapant sur les minces tiges d'herbe les mouches ou les phryganes qu'elle accumulait entre ses mandibules, pour les porter au nid, et quand une proie plus active cherchait à lui échapper, elle la poursuivait en l'air, découvrant les plumes dorées à la base de sa queue noire et blanche.

Un martin-pêcheur gagna la rive opposée d'un seul trait bleu. Nous l'avions sans doute dérangé pendant son guet, quand sa poitrine de rouille, le vert sombre de sa tête et son menton blanc, se confondent avec les taches colorées de la végétation sur les rives. La nature, qui l'a ainsi camouflé pour la faction immobile, a-t-elle aussi voulu, en lui donnant un dos azuré, l'aider à dissimuler sa fuite à la surface du miroir qui reflète le ciel ? Mais alors, pourquoi a-t-elle paré ses reins d'un bleu si vif et si lustré qu'aucune lumière, sauf celle de l'étincellement de l'eau sous le soleil à contre-jour, ne réussit à l'éteindre ?

Sur un lac ou un étang, les oiseaux nageurs, afin d'assurer leur sécurité, se tiennent assez loin du bord pour voir venir le danger terrestre ou cherchent à se rendre invisibles parmi les roseaux et le fourré des rives. Ici, une cane sauvage conduisait la ligne sinueuse de ses poussins entre les iris aquatiques dont les hampes élevaient leurs fleurs jaunes au-dessus des lames vert-foncé des feuilles. A notre approche, elle eut recours à la feinte habituelle de tant de mères oiseaux : elle fit la blessée, frappa l'eau de ses ailes, comme si elle était impuissante à prendre son essor et finit enfin par s'envoler, tandis que ses canetons, panachés de brun foncé et de jaune crème, se dispersaient dans les herbes ou plongeaient, pour remonter un instant à la surface leur tête et leur cou, puis s'enfoncer de nouveau.

En face, un couple de poules d'eau faisait entendre, parmi

les joncs, un cliquetis métallique de notes courroucées. Le mâle sortit de sa retraite. Il se mit à nager avec de petites secousses de sa tête ornée d'un écusson frontal vermillon ; la ligne blanche de ses flancs tranchait sur le fond noir d'ardoise de son plumage. La femelle couvait sans doute la demi-douzaine d'œufs jaunâtres tachetés de roux qu'elle dépose sur une plate-forme d'herbes aquatiques. Elle ne parut pas, et le mâle, marchant sur les feuilles de nénuphar avec ses pieds verts aux longs doigts, alla la rejoindre sous le couvert. Bientôt, les jeunes, petites boules de duvet noir, suivraient leurs parents à la nage et formeraient une des plus jolies scènes familiales du monde des eaux douces.

Si l'homme ne persécutait pas cette espèce, chaque bief de moulin, chaque échancrure à la marge des étangs, chaque courbe de rivière, serait peuplée de poules d'eau qui caquéteraient dans les roseaux ou animeraient les berges de leurs poursuites, quand les couples se forment, avant même que les saules n'aient verdi.

La voix des oiseaux de rivage est rarement capable de notes pures, comme si le voisinage des coassements des batraciens avait sur elle un effet dégradant. Aussi un petit hennissement clair sur une gamme descendante, mêlé aux cris des poules d'eau, surprenait-il par sa qualité presque musicale. Seul le grèbe castagneux pouvait être l'auteur de ce bruit, mais l'oiseau, surtout lorsqu'il se méfie, n'est pas facile à voir. Parfois, quand tout est tranquille autour de lui, il repose à la surface, comme un petit canard sans queue, puis, à la moindre alerte, il disparaît tout à coup sans laisser d'autre trace qu'une ride légère ; dix à vingt secondes plus tard, sa tête, périscope minuscule sur la mince tige du cou, surgit prudemment, puis il recommence ses plongées, à moins que, nageant entre deux eaux, il n'aille se cacher parmi les racines du bord, le corps immergé à l'exception du bec, jusqu'à ce que le danger soit passé.

Une fauvette riveraine, toute brune en dessus, plus pâle sur la poitrine, blanche à la gorge et au ventre, s'agitait dans les roseaux, si près de nous que nous pouvions distinguer son arcade sourcilière jaunâtre. C'était la rousserolle effarvatte. Un léger tremblement des hampes marquait son passage

de l'une à l'autre, puis par une petite escalade glissante, elle atteignait l'extrémité d'une canne et se mettait à jacasser. Le début de son chant contient des sons mélodieux, mais elle a vite épuisé ses capacités d'artiste et retombe aussitôt dans une confusion monotone de notes aiguës ou rauques. En revanche, l'architecture de son nid est une pure merveille : un petit panier en coupe profonde, tissé d'herbes sèches, de feuilles et d'inflorescences de roseaux, attaché à trois ou quatre hampes par de solides anneaux de fibres végétales.

La rousserolle ne manifestait pas de crainte de notre présence. En la voyant si confiante, la Reine parla de ce don que possèdent certains humains d'attirer ou de tranquilliser d'emblée les animaux. La sympathie ou l'amour pour les bêtes, l'attitude physique qui exclut les gestes saccadés, ne suffisent pas à expliquer ce pouvoir. Sa Majesté raconta la visite récente à Laeken d'un Maharajah qu'accompagnait le vol des hirondelles et d'autres oiseaux sauvages, lorsqu'il sortait de son palais hindou. Je me souvenais du naturaliste vendéen qui n'a qu'à paraître pour qu'aussitôt le rossignol sorte de son buisson, la gorge-bleue de son fossé moussu. Les récits du comte Hermann de Keyserling, qui connaît si bien les oiseaux, me revenaient aussi à l'esprit. Pour le philosophe dynamique à stature de géant, les humbles passereaux n'avaient pas grand intérêt ; mais il aimait que de beaux rapaces, qu'il avait su rendre familiers, lui fissent escorte dans ses courses à travers les forêts baltes de sa jeunesse.

Une grosse ondée venait de rafraîchir la terre. Le bruant zizi chantait, comme il le fait souvent, quand le soleil luit à nouveau après l'averse du soir, si l'on peut appeler chant la répétition, sur un seul ton, de la syllabe *zi zi zi*, stridente comme une vibration de sauterelle. Ces notes tiennent pourtant un charme indéfinissable de l'heure et du lieu : une lisière de bois ou la haie de clôture d'un vignoble, à la lumière du couchant ; une soirée douce de novembre, quand c'est la seule voix d'oiseau dans les genévriers sur la pente d'un coteau.

Nous suivions une allée sablée bordée d'arbustes quand des appels d'alarme « tek... tek... tek... » vinrent d'un buisson d'aubépine. Une fauvette grisette en sortit, se posa sur une branchette, nous montrant sa poitrine teintée de rose, puis,

inquiète, elle s'envola et les marges blanches des plumes de sa queue disparurent dans le fourré d'une haie voisine. Nous nous approchâmes de la touffe qu'elle venait de quitter. Au pied, sur les basses brindilles, une petite forme d'oiseau se tenait toute droite, tandis que des ailes s'agitaient aux alentours.

Nous venions de troubler, sans le vouloir, la première sortie de la couvée des grisettes, qui avait quitté le nid dans la matinée, un peu trop tôt sans doute pour la dernière née, car si les autres avaient réussi à se disperser d'un vol maladroit, elle seule restait parmi les brins d'herbe mouillés, dans cette attitude d'immobilité mimétique que prennent d'instinct les tout jeunes oiseaux et qui leur permet souvent de passer inaperçus, lorsqu'un danger les menace. Mais la Reine avait surpris la retardataire dans sa pose figée et nous pouvions admirer à loisir l'exquise harmonie des bruns sur le plumage : l'isabelle de la poitrine, le brun roux de la tête qui se nuançait de bistre sur le manteau, la teinte noisette des yeux ronds, la corne gris-brun du bec, les fines pattes couleur de chair brunie.

C'est la dernière vision qui me reste de ces après-midi enchantées : la Reine s'avança, sans que la petite bête cherchât à s'enfuir, puis, à genoux au pied du buisson, elle la prit doucement. Laisser la fauvette, déjà tachée par des gouttes d'eau, passer la nuit dans l'herbe mouillée, c'était l'exposer à une mort probable. La Reine la tenait dans le creux de ses mains et l'emporta. En arrivant au palais, elle la déposa dans une boîte à chapeau garnie de foin, qu'elle fit monter dans ses appartements. Le lendemain, de bonne heure, quand les parents reprendraient le nourrissage des jeunes et chercheraient pour eux les insectes réveillés par la chaleur du soleil, Sa Majesté viendrait déposer la fauvette au pied du buisson d'aubépine.

JACQUES DELAMAIN.

LE RELÈVEMENT FINANCIER ET MONÉTAIRE DE LA FRANCE

(1926-1928)

SOUVENIRS D'UN GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

III (1)

LA LIVRE STERLING EN DANGER

Depuis juillet 1926, les choses ont bien changé ! A la fuite devant le franc a succédé une spéculation à la hausse de notre monnaie. Celle-ci prend, au début de mai 1927, une ampleur nouvelle. Pour maintenir la livre au cours de 124, la Banque de France est obligée d'absorber d'énormes quantités de devises. Au 10 mai, notre stock de devises s'élève à 100 millions de livres sterling, soit environ 2 milliards et demi de francs d'avant-guerre, ou 12 milliards et demi de francs nouveaux.

En même temps une campagne est déclenchée dans la presse, dans le monde, au Parlement, et jusqu'au sein du Conseil de Régence, pour forcer la Banque de France à cesser ses achats de devises et à laisser le franc se revaloriser brutalement. Cette revalorisation aurait les plus graves inconvénients pour l'économie nationale, adaptée au niveau de 125 la livre.

Le barrage que nous avons établi au cours de 124 la livre

Copyright by Émile Moreau, 1937.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars.

risque d'être rompu. Le *statu quo* présente donc les plus grands dangers. C'est ce que j'essaye de montrer au président du Conseil, M. Poincaré, et au Président de la République, M. Doumergue, au cours des entretiens que j'ai avec eux. Puisqu'on ne peut ni revaloriser, solution catastrophique pour l'économie nationale, ni stabiliser avant les élections législatives de mai 1928, il serait nécessaire d'avancer celles-ci. Mais ni le Président de la République, ni le président du Conseil n'entendent sortir de la tradition constitutionnelle la plus stricte. Il va donc falloir attendre jusqu'à juin 1928 pour stabiliser le franc.

Les contingences politiques ne nous permettant pas de mettre fin par la stabilisation légale à la situation dangereuse dans laquelle nous nous trouvons, c'est par des moyens purement techniques que nous allons lutter contre la spéculation à la hausse du franc. La Banque de France va essayer de restreindre les crédits mis à la disposition de la spéculation sur les places étrangères.

C'est ici, malheureusement, que se pose la problème de la livre sterling. Le système monétaire anglais est si fragile, la solidité de la livre est si peu assurée que la monnaie britannique risque d'être ébranlée par la manifestation de la puissance que nous donnent sur Londres les énormes crédits sterling que nous avons acquis. C'est ce que vient m'exposer, au cours d'un nouvel entretien, M. Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Le trouble profond de l'Europe d'après-guerre apparaît en pleine lumière. Pour défendre l'étalon-or en France, nous le menaçons en Angleterre.

Vendredi 27 *mai.* — Journée consacrée presque entièrement à un entretien très important avec les autorités de la Banque d'Angleterre sur les moyens d'enrayer la spéculation à la hausse du franc. C'est la quatrième fois que je rencontre le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Je commence par exposer à mes interlocuteurs, M. Norman et son collaborateur préféré, M. Siepman, la situation dans laquelle se trouve la Banque de France. Les ventes de devises, de livres surtout, à Paris, ont atteint des montants considérables. Le taux élevé de l'intérêt et la perspective d'une revalorisation de la monnaie attirent non seulement les

fonds français exportés à l'étranger, mais aussi des fonds étrangers dans la plupart des cas empruntés pour jouer sur notre marché. Parmi ces derniers, certains sont venus s'employer pour une durée plus ou moins longue en valeurs françaises, les autres ont été consacrés à la spéculation au jour le jour, mais les uns et les autres concourent à la hausse du franc.

Ces arrivées massives de devises sur le marché de Paris ont des avantages indéniables puisqu'elles permettent d'assainir la situation financière ; mais elles présentent le grave inconvénient d'effrayer une partie du public et de faire le jeu de ceux qui désirent la revalorisation du franc. Si cet afflux de devises devait continuer, la pression des revalorisateurs s'accentuerait sur la Banque pour l'amener à cesser ses achats et laisser ainsi s'opérer une revalorisation du franc. Nous voulons éviter cette éventualité, au moins pour le moment. Nous sommes donc dans la nécessité de tout mettre en jeu pour obtenir un ralentissement des arrivées de devises.

Les mesures prises sur le marché de Paris (variation du cours d'achat des devises, par exemple) ont ce but. Mais, pour obtenir le résultat cherché, il nous faut agir également à l'étranger. Car, le placement à l'extérieur par la Banque de France des devises achetées par elle laisse à la disposition des marchés étrangers les sommes offertes à Paris et facilite, grâce à un circuit aisé à imaginer, la continuation du mouvement. De plus, certaines places continentales à taux d'escompte trop bas ont permis à leurs capitaux de s'orienter vers Paris et ont même créé des crédits. M. Bruyns, le représentant hollandais dans le Conseil d'administration de la Reichsbank, m'a signalé que, par exemple, Berlin a perdu 1 milliard de marks-or de réserve de change, soit 50 millions de livres sterling, depuis quelques mois. La spéculation y a été financée par des crédits étrangers. Tout cela se retrouve aujourd'hui dans le compte « divers » de la Banque de France. Il faut arrêter ce jeu, si préjudiciable à nos intérêts.

Quelle que soit la répugnance de Berlin à rapatrier ses devises et à faciliter ainsi le transfert des réparations au moment où l'Allemagne voudrait préparer l'opinion à la revision du plan Dawes, la Reichsbank doit relever son taux

d'escompte et rappeler ses fonds. D'autres places devront l'imiter. Il faut faire cesser ces grands mouvements internationaux de capitaux spéculatifs, donner une leçon aux modernes capitaines de *grandes compagnies* qui ont épuisé, avec leurs bandes, successivement tous les marchés.

Or, Paris ne peut agir contre eux directement. Ce ne sont pas en effet des opérations en marks, florins ou couronnes qui se traitent à Paris : ce sont des transactions en livres ou dollars. Paris se trouve avoir acquis un pouvoir considérable sur Londres et New-York, mais non sur Berlin et Amsterdam. Toutefois, il est évident qu'à leur tour Londres et New-York ont dû simultanément acquérir des moyens d'action sur les marchés qui leur ont cédé leurs monnaies ou leurs traites, afin de se procurer les livres et les dollars qu'ils ont vendus à Paris.

Londres et New-York doivent donc utiliser leurs pouvoirs en se retournant vers les marchés qui sont à l'origine du mouvement. La Banque de France pourrait les y forcer. En convertissant ses livres et ses autres devises en or, elle obligerait Londres, pour se défendre, à réaliser ses créances sur Berlin. Or, pour conserver son encaisse ou appeler des fonds remplaçant les crédits anglais supprimés, Berlin devrait relever son taux.

Mais la Banque de France ne tient pas à exercer sur Londres cette contrainte. Obligée de juguler la spéculation, elle préfère n'avoir pas à tirer sur Londres. Que les Anglais tirent les premiers, spontanément, sur l'Europe centrale, et le résultat cherché sera atteint par une collaboration entièrement franche, sans perturbation pour les marchés intermédiaires. Je dis, pour conclure, que le rôle de *clearing* international présente pour une place, — celle de Londres en l'occurrence, — de grands avantages, mais qu'il implique aussi des devoirs. M. Norman le comprendra d'autant mieux qu'il n'a aucun intérêt à voir la Banque de France disposer sur son marché d'un pouvoir exorbitant, comme c'est le cas à l'heure actuelle.

M. Norman me remercie de mon exposé et me dit qu'il va s'expliquer en toute franchise sur les points que j'ai soulevés. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre commence par des considérations sur le marché de Berlin. M. Norman

ne songe aucunement à nier que les hommes politiques allemands et la presse allemande cherchent à créer une atmosphère favorable à la modification du plan Dawes. Ce qu'il nie, c'est que la politique du Dr Schacht soit inspirée uniquement par ces préoccupations d'ordre politique et n'ait pas de justification technique.

M. Norman déclare qu'à la place du Dr Schacht, il n'aurait pas, lui non plus, relevé jusqu'ici le taux d'escompte de la Reichsbank.

Le marché de Berlin vient en effet de traverser une période de folle spéculation qu'il convenait de ne pas entretenir. Les titres sont montés à des cours que rien ne justifiait, par *spéculation pure*. Il est vrai que, dans le même temps, le public allemand s'engageait à l'étranger, vidant ainsi les réserves de devises de la Reichsbank, qui n'a même plus d'or en dépôt à Londres. Mais si, pour retenir les capitaux allemands, on avait élevé le taux de l'argent, on aurait en même temps attiré les capitaux étrangers, facilitant du même coup la spéculation intérieure qu'appuient déjà trop de crédits américains. Cela, il ne le fallait à aucun prix.

Le Dr Schacht est allé au plus pressé. Il a commencé par abattre la spéculation sur son marché en lui rationnant les crédits à partir du « vendredi noir (1) ». Si l'esprit de spéculation disparaît vraiment à Berlin, sans danger de le voir renaître, on pourra ensuite relever le taux pour renforcer l'encaisse. L'avoir fait plus tôt aurait été une faute bancaire.

M. Norman espère que sous peu, lorsque la spéculation sera définitivement vaincue, on pourra procéder au relèvement du taux de l'escompte à Berlin. Mais à l'heure actuelle, il ne conseillerait pas encore de le faire. Et d'ailleurs, si le Dr Schacht relève son taux, les capitaux allemands engagés en France rentreront-ils à Berlin ? M. Norman se permet d'en douter en raison des conditions exceptionnelles qui règnent en ce moment sur le marché de Paris.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre présente alors quelques remarques sur le marché de Paris. A la différence du marché de Berlin, le marché de Paris ne semble pas être,

(1) Ce « vendredi noir » fut le vendredi 13 mai 1927. Le docteur Schacht ayant restreint brusquement les crédits pour mettre fin à une spéculation effrénée, les valeurs de la bourse de Berlin perdirent 20 à 30 pour 100 en une seule séance.

à l'heure actuelle, un marché spéculatif et M. Norman le regrette jusqu'à un certain point.

— Vous vous plaignez, me dit M. Norman, de ce que les capitaux attirés à Paris soient trop nombreux... Je me demande comment il pourrait en être autrement, étant donné l'ensemble de circonstances qu'on semble avoir réunies à souhait pour provoquer cette avalanche... Je comprends parfaitement vos préoccupations et je les partage, mon cher gouverneur. Mais, avant de chercher à tarir au dehors les sources de crédit, personnellement j'aurais examiné la situation du marché d'appel. Tout le flottant européen est déjà à Paris. On ne peut plus rien tarir de ce côté. Le mouvement s'est usé de lui-même en se réalisant au maximum. Quant à l'afflux de capitaux américains, il est inépuisable comme l'eau d'un puits. Aucune action extérieure ne l'arrêtera. Reste l'action intérieure. J'y ai réfléchi et voici mes conclusions.

Notre situation paraît à M. Norman pouvoir être résumée par les traits suivants : une monnaie garantie contre toute baisse et pour laquelle on laisse entrevoir des possibilités de hausse ; un taux d'intérêt à long terme plus élevé que nulle part au monde dans un grand pays inspirant confiance, avec l'engagement trop souvent pris par l'État de ne pas convertir ses emprunts avant plusieurs années ; le refus d'emprunter au dehors ou de laisser les collectivités françaises emprunter au dehors, autre frein à la baisse du taux d'intérêt ; les sociétés privées désireuses d'empêcher la hausse inéluctable de leurs actions pour n'avoir pas à augmenter leurs dividendes, tenant bas les cours, sans paraître se soucier des expériences antérieures, alors que l'étranger, lui, est convaincu qu'il y aura finalement un relèvement des cours des valeurs françaises.

— Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que les capitaux affluent chez vous ! s'exclame M. Norman ; jamais éléments aussi favorables n'ont été réunis. Du 6 1/2 pour 100 pour la vie, avec, en plus, l'espoir d'une prime de revalorisation monétaire peut-être formidable ! C'est à désespérer dans ces conditions d'arrêter l'afflux des devises, quoi que vous fassiez...

« Achetez-vous de l'or pour couper les crédits à la spéculation ? « Il y a plus d'or sous le franc, il vaut donc davantage, » dira-t-on. Supprimez-vous la loi sur l'exportation des capi-

taux ? « Plus de risques à rapatrier... Rentrons », concluront bien des Français. Irez-vous jusqu'à stabiliser légalement ? Vous attirerez alors les capitaux méfiants qui ont hésité jusqu'ici, ceux de beaucoup d'Anglais, par exemple...

« Dans les conditions actuelles, poursuit M. Norman, toute action devient un appel. L'étranger acquérant à bon compte des valeurs réelles françaises, plus on lui tient la dragée basse et plus il en profite. Plus on tarde à agir et plus il prend position. Et son gain sur le dos de l'économie française sera finalement dix ou mille fois ce qu'il eût été avec une action rapide s'inspirant des exemples antérieurs.

« A tout prix, laissez donc se faire le plus tôt possible la hausse nécessaire de la Bourse. Elle arrêtera les achats étrangers. A tout prix, réduisez le loyer de l'argent. »

Comme mesures immédiates, M. Norman envisage *la baisse du taux d'escompte de la Banque de France* ayant un effet psychologique d'avertissement ; la *modification*, — non la suppression, — de la loi sur l'exportation des capitaux, pour que les banques françaises renvoient au moins des devises à l'étranger, profitant, pour leurs disponibilités à court terme, des taux extérieurs plus élevés que le taux du marché de Paris ; une *déclaration*, sinon de stabilisation, du moins de la ferme intention du gouvernement et de la Banque de ne pas abandonner actuellement le cours du franc sous la pression du mouvement spéculatif à la hausse.

M. Norman en vient enfin à examiner la situation du marché de Londres. Il nous expose que le marché monétaire londonien est un mécanisme de haute précision : le volume des crédits est exactement calculé pour subvenir aux besoins de l'économie britannique. Il est donc difficile, voire dangereux, de réduire les crédits à la disposition du marché. De plus, il conteste que les opérations spéculatives que nous déplorons aient amené aucune création de disponibilités nouvelles. En réalité, Paris est devenu si attrayant pour les capitaux que ceux qui étaient déposés à Londres ont été transférés temporairement en France comme ils l'avaient été à Berlin ou à Bruxelles au moment de l'assainissement de ces places. La Banque de France est ainsi devenue titulaire des avoirs étrangers à Londres. Elle en a fait le trust. Il y a concentration des soldes étrangers à Londres entre les mains de la Banque

de France. Mais rien n'est changé à la situation propre de Londres. Il est même impossible pour la Banque d'Angleterre de s'apercevoir du changement de titulaire, les fonds de la Banque étant investis, dans les mêmes excellentes traites, que l'étaient les fonds des étrangers qui ont cédé leurs avoirs en livres. Paris a acquis un pouvoir sur Londres, mais Londres n'en a pas sur les tiers.

Toutefois, dès qu'il a su mes préoccupations, M. Norman s'est empressé de chercher à nous aider. Il s'est mis à vendre sur le marché libre au taux de 3 13/16, puis de 4 1/8, du papier qu'il avait en portefeuille-titres.

Dès qu'on a constaté cela, le marché, qui voyait déjà une réduction du taux officiel de 4 1/2 à 4 pour 100, s'est retourné. Il a pratiqué le taux désiré par la Banque d'Angleterre. Des gens ont été ruinés, mais l'argent est devenu plus tendu, comme le souhaitait M. Moreau. M. Norman ne pense pas que Paris s'en soit trouvé beaucoup allégé. Comme il l'a déjà dit, si les achats de livres à la Banque de France ont diminué, c'est à son avis parce que le mouvement de transferts de capitaux européens s'est usé de lui-même.

Néanmoins, il est disposé à maintenir ce taux libre de 4 1/8. Il avait même pensé aller à 4 1/4 et 4 3/8, mais il ne le peut sans mettre en danger la Trésorerie, qui a beaucoup de mal chaque vendredi à trouver des souscripteurs pour ses bons du Trésor, si l'écart avec le taux officiel devient trop faible.

Devrait-il donc relever son *taux officiel* d'escompte ? Très sincèrement, le gouverneur de la Banque d'Angleterre estime qu'il ne pourrait le faire actuellement sans provoquer une émeute. Paris peut l'y obliger, et alors prendre la responsabilité de la décision, sans que cela allège d'ailleurs la Banque de France. Mais de lui-même, il ne se sent pas capable de le décider.

Ce qui fait, en effet le tragique de la situation anglaise, c'est l'état de l'industrie britannique. Toutes les banques du royaume sont engagées pour soutenir l'industrie. La proportion d'immobilisations est arrivée au maximum. 54 pour 100 des disponibilités bancaires sont prêtées à l'industrie, qui ne peut s'en passer, quand bien même on porterait le taux de l'argent à 10 pour 100. Le mettrait-on à 2 pour

100, d'autre part, que les banques ne pourraient s'immobiliser davantage en consentant de nouveaux crédits.

Dans ces conditions, c'est, pour le gouverneur de la Banque d'Angleterre, un devoir impérieux de profiter de toute occasion pour diminuer les charges de l'industrie ; une réduction du taux ne peut augmenter le volume des crédits mis à la disposition de l'industrie, mais elle facilite sa vie. A l'inverse, toute augmentation de taux accroît son fardeau, sans pousser à son dégagement. Quand on se représente les souffrances, le chômage, les répercussions sociales que cela signifie, on a le devoir d'hésiter à le faire.

M. Norman nous dit le fond de sa pensée : peut-être dans quelques semaines, si la situation et la psychologie du marché ont évolué, il pourra, sans ameuter le pays, les hommes politiques et le gouvernement, passer de 4 1/2 à 5 1/2, — car on procède en hausse par un point entier. Mais cela contrebalancera-t-il aux yeux des capitalistes internationaux les avantages qu'offrent les placements en France ? Il en doute.

M. Norman poursuit :

— La Banque de France possède actuellement sur Londres un pouvoir formidable : elle a tenté d'y restreindre le crédit en faisant virer à la Banque d'Angleterre 5 500 000 livres sterling de ses soldes sur le marché. Une lettre de M. Moreau a même parlé d'accroître le montant de ces virements (1) jusqu'à 20 500 000 livres sterling. Or, en contre-partie de ces virements, 320 000 livres sterling ont été rendues au marché par achat d'or sur le marché libre. Le solde a-t-il été vraiment enlevé au marché monétaire ?

M. Norman explique que c'était impossible en raison de la précision du mécanisme qu'est le marché de Londres et qu'il a décrit précédemment. Tout nouveau virement à la Banque d'Angleterre serait donc, à l'heure actuelle, automatiquement annulé en tant que restriction du crédit mis à la disposition de la place de Londres.

Tout transfert à la Banque d'Angleterre tendant à une conversion de livres en or aboutit donc, moins à une dimi-

(1) Dans l'espèce envisagée, le virement demandé à la Banque d'Angleterre consistait à présenter des livres-papiers ou des crédits-livres à ses guichets pour obtenir de l'or qui, matériellement, était déposé sous le dossier de la Banque de France.

nution du crédit sur la place de Londres qu'à un abaissement de la proportion de la couverture du billet anglais, puisque la Banque d'Angleterre doit remettre des livres sur le marché. Or la Banque de France possède assez de livres pour qu'elle puisse créer à un moment donné une situation qui mette en danger le *maintien de la livre sur l'étalon-or* et réjouisse tous les ennemis du gold standard.

Pour éviter cela, autant que par amitié pour M. Moreau, M. Norman veut tout faire afin que la Banque de France obtienne les résultats qu'elle cherche, mais il croit vraiment que la clef de la situation est à Paris. Il a examiné le portefeuille des deux plus importantes sociétés de placement anglaises : elles n'ont plus de titres allemands, ni de titres belges, mais elles ont des valeurs françaises. Tant que le marché de Paris sera maintenu aux niveaux actuels, il lui semble impossible d'enrayer le mouvement des capitaux vers la France.

En somme, M. Norman ne veut pas élever son taux d'escompte et il ne paraît pas davantage disposé à peser sur Schacht pour l'amener à tendre le taux de l'intérêt à Berlin, mais il a pleine conscience que nos retraits d'or mettent en danger la livre sterling.

Ce qui s'est passé est très facile à comprendre. Pendant de longues années, le marché de Londres a été le seul qui offrît en Europe des conditions de sécurité complète. Beaucoup de capitaux disponibles sont donc venus s'y réfugier. Puis, la situation financière de la France s'est retournée. Les capitaux français et étrangers qui étaient à Londres sont venus en France. Londres a été vidé et Paris a bénéficié d'une abondance exceptionnelle de capitaux. M. Norman ne soupçonnait pas la possibilité de ces déplacements. Et comme il a laissé la banque britannique s'engager plus que de raison pour soutenir l'industrie et le commerce, il est plein de surprise et d'inquiétude. Il a commis en quelque sorte une faute de surveillance, dont il sent le poids et les conséquences dangereuses, au cas où nous voudrions l'obliger à appliquer la règle stricte de l'étalon-or en convertissant nos livres en or, opération qui, suivant l'observation de M. Rist, serait pourtant parfaitement normale.

En même temps que la fragilité de l'édifice financier bri-

tannique, nous touchons ici le détraquement du système économique européen où l'on ne peut plus faire jouer, comme avant la guerre, les règles monétaires normales.

M. Rist, en réponse à l'exposé de M. Norman, fait en effet observer qu'il y a opposition entre les deux situations, anglaise et française. Il importe de ne pas mettre en danger l'étalon-or en Angleterre. Il y va de l'intérêt du monde entier aussi bien que du marché de Londres. Mais, d'autre part, pour protéger la présente stabilité du franc et éviter l'aventure d'une revalorisation forcée, la Banque de France est obligée d'arrêter l'afflux des devises. C'est donc pour sauver son étalon-or qu'elle doit envisager les mesures actuellement discutées.

Ce sont surtout des livres qui viennent sur le marché de Paris, c'est donc surtout à Londres qu'il lui faut agir. Précisément, nos retraits d'or qui, tout au moins psychologiquement, peuvent affaiblir la livre, correspondent à ce qui se passerait en période normale, si le franc était à nouveau lié à l'or et s'il existait des points d'entrée et de sortie du métal jaune. Les conditions spéciales du marché de Paris attireraient les capitaux étrangers, d'où achats de francs ; le franc atteindrait le point d'entrée de l'or, les cambistes internationaux dirigeraient donc de l'or vers Paris, l'enlevant par là même aux autres places et notamment à Londres. Ces retraits obligeraient les marchés touchés à réduire le crédit ou à élever les taux pour se défendre. Ainsi cesserait l'afflux des devises vers Paris. Il s'agit maintenant de faire sciemment ce qui se produirait automatiquement.

En conclusion de cet entretien, je déclare à M. Norman que je vois à la fois les difficultés auxquelles il est en butte et les miennes propres. J'ai constaté que notre politique d'achat d'or impressionnait beaucoup la spéculation et je ne veux pas paraître y renoncer. Je compte donc continuer à acquérir de l'or à New-York et pour ne pas gêner M. Norman à Londres, je lui demande d'acheter pour moi tout ce qui viendra sur le marché libre. Puisqu'il ne doit pas en arriver la semaine prochaine, j'exprime le désir de pouvoir *retirer encore de la Banque d'Angleterre un million ou un demi-million de livre d'or*, le lendemain du jour, par exemple, où nos achats de devises à Paris auraient été particulièrement abondants.

D'autre part, je prends note de l'espoir exprimé par M. Norman de voir *Berlin relever son taux*, si l'esprit de spéculation y a disparu. Enfin, je remercie M. Norman de son intention de *maintenir à 4 1/8 le taux du marché libre à Londres*, et je souhaite que l'évolution de la situation en Angleterre *permette un prochain relèvement du taux officiel.*

Pour bien montrer à M. Norman mon désir de collaboration, je lui propose d'étudier ensemble les *bases d'une politique commune* :

a) Pour le contrôle et la défense des deux marchés monétaires ;

b) Pour la consolidation des intérêts anglais et français dans la question des dettes et des réparations ;

c) Pour la reconstruction financière des divers pays d'Europe.

M. Norman me répond aimablement et là-dessus nous nous séparons. Il est entendu que M. Quesnay ira voir M. Siepman la semaine prochaine à Londres pour étudier avec lui les conditions d'une collaboration financière franco-britannique et il verra M. Norman vers le 10 juin avec le même objet.

Le marché des changes a été animé aujourd'hui. Nous avons dû acheter 1 300 000 livres, ce qui est beaucoup. Notre service des changes insiste pour que l'on continue à exercer une pression sur le marché de Londres. Pour ma part, surtout après mon entretien avec M. Norman, j'incline à plus de modération. Je ne veux pas jeter la livre sterling par terre, ce qui viendrait troubler encore l'œuvre de reconstruction de l'Europe et ce qui nous vaudrait des reproches sans doute justifiés de Strong et des Américains.

ÉMILE MOREAU.

(A suivre.)

LOUIS XIV ET MARIE MANCINI

En 1658, l'appartement de la reine Anne d'Autriche, au rez-de-chaussée du Louvre, s'ouvrait à gauche de l'escalier Henri II et s'étendait le long de la Seine. Notre salle des Cariatides en était la salle des gardes. Au-dessus, on trouvait, au premier étage, l'appartement du roi Louis XIV, au deuxième, l'appartement du cardinal Mazarin. Deux Hollandais, MM. de Villiers, qui visitaient alors Paris, eurent la curiosité de voir l'attique, où logeait le ministre. Ils furent plutôt déçus : « Cet appartement, racontèrent-ils, n'est ni grand, ni richement meublé. Tout ce qu'il y a de plus beau sont deux petits cabinets qui vont à la chambre à coucher. Nous y entrâmes par les soins du sieur Marco-Antonio Conty, qui connaissait le valet de la garde-robe de Son Excellence, qui est aussi italien. Nous y vîmes de fort beaux tableaux... De là, nous passâmes par la galerie, où nous vîmes le portrait de l'infante de Portugal. »

MM. de Villiers ne parlent point des chambres où Mazarin avait installé trois de ses cinq nièces, filles de sa sœur, Mme Mancini, morte elle-même au Louvre le 29 décembre 1656. Oubli fort regrettable, car on ne sait pas exactement aujourd'hui dans quelles pièces logeait cette encombrante famille, qui n'avait pas moins d'ambition que n'en eut, cent cinquante ans plus tard, la tribu des Corses, et dont les membres eussent pu dire comme Napoléon à Joseph le jour du sacre : « Si notre père nous voyait ! » L'aînée des nièces du cardinal, Laure, mariée en 1651 à Louis, duc de Vendôme et de

Mercœur, avait payé de sa vie, en 1657, la naissance de son troisième fils. Cette même année, sa sœur Olympe avait épousé Eugène de Savoie-Carignan, comte de Soissons, et elle avait fait de l'hôtel de son époux une « école de la galanterie, de l'esprit des modes », une école où l'on rencontrait le délicieux Vardes, Guiche, « seul de son air, héros de roman qui ne ressemblait pas au reste des hommes », Puyguilhem, futur duc de Lauzun, qui déjà « voulait toutes les dames à son char, sans paraître se soucier de pas une », Louis XIV, enfin, passionnément épris de la maîtresse du lieu, que sa faveur avait rendue la « maîtresse de la Cour, des fêtes et des grâces ».

Les cadettes d'Olympe, demeurées sous l'aile de leur oncle Mazarin, rêvaient d'une fortune égale et même supérieure. Ces jeunes filles, « illustre matière de noces », comme chantait dans sa gazette un rimeur d'alors, c'étaient Marie, âgée de dix-huit ans, une brune dont les yeux étaient pleins de feu, les lèvres fraîches, et qui montrait infiniment d'esprit ; Hortense, dont les treize ans promettaient une éclatante beauté ; Marie-Anne, fort avancée pour ses neuf ans, petite fille assez inquiétante, dont les grâces et l'humeur spirituelle étaient la joie du cardinal.

Si nos deux Hollandais avaient visité l'appartement de Son Éminence le 19 août 1658, vers deux heures et demie de l'après-midi, et si le valet de la garde-robe leur avait permis de risquer un coup d'œil dans la chambre de Marie-Anne, ils auraient aperçu l'enfant fort occupée à griffonner une lettre pour Mazarin. Le cardinal était alors à Calais, où, souffrant de la goutte, il attendait la prise de Gravelines qu'assiégeait le maréchal de La Ferté, dont Turenne couvrait l'armée. La plume de la jeune épistolaire courait, si l'on peut dire, à bride abattue, car le Roi et sa mère allaient partir ce soir même pour Fontainebleau et M[lles] Mancini devaient être du voyage. C'était d'ailleurs Louis XIV qui était le sujet de la lettre. — Louis XIV et Marie Mancini : « Il ne me parle plus du tout depuis un jour que je demeurai à danser le soir, écrivait la jalouse Marie-Anne ; je ne sais ce qu'il avait, si ce n'est qu'ils boudaient, ma sœur et lui ensemble, et je voulus prendre la liberté de lui en dire quelque chose. Je commençai par lui demander si ma sœur ne boudait pas : il me dit qu'oui, mais que c'était son ordinaire. Je lui dis que pour elle il n'im-

portait pas, mais que pour lui, comme il était de la plus méchante humeur du monde, cela n'était pas bien, que le monde en faisait cent contes, disant qu'ils semblaient deux petits enfants qui boudassent à tout moment ; et comme, de fait, le monde dit déjà qu'il en est amoureux, et comme cela ne peut pas être par la grande beauté qu'elle ait, ni par le grand esprit, ils disent qu'il faut que ce soit parce qu'il la croit de meilleur naturel que nous autres ; vous savez que le monde est méchant, mais en vérité cela est toujours fâcheux. » Cependant, la petite rosse de neuf ans parvenait au terme de ses commérages : « Je m'en vais finir, parce qu'il est trois heures et que la Reine doit partir à quatre heures, et j'aurais peur de la faire attendre. On va en un jour, on soupe à Essonnes et l'on marchera toute la nuit. Je vous prie de m'aimer toujours un peu et de croire que personne au monde ne le mérite mieux que moi par le respect et la tendresse que j'ai pour Votre Éminence. »

Quatre heures. Voyageurs et voyageuses sont prêts : les joyeuses Italiennes ne sont pas les dernières au rendez-vous. Les carrosses royaux s'ébranlent dans la cour du Louvre, de moitié moins large qu'elle ne l'est aujourd'hui. Ils s'engouffrent sous la voûte, roulent sur le pont-levis entre les deux grosses tours de l'entrée encore féodale, tournent dans la rue d'Autriche, qui s'appelait depuis 1600 la rue du Louvre et qui, si elle existait au XXe siècle, prolongerait notre rue de l'Oratoire jusqu'à notre pont des Arts. Nul doute que le roi de dix-neuf ans, qui était « le jeune homme de son royaume le plus beau, le mieux fait et le plus aimable », n'ait, tantôt en carrosse, tantôt à cheval, cheminé au côté de Marie Mancini.

Cinq ou six jours plus tard, Anne d'Autriche achevait de lire une lettre de Mazarin : « Je suis très aise d'apprendre, disait le cardinal, votre arrivée à Fontainebleau, et que le *confident* (c'était le terme convenu pour désigner Louis XIV) n'avait dormi que douze heures. Je me souviens que nous aurions tout donné pour qu'il en pût faire autant, lorsqu'il était ici... Il ne faut plus songer à un si funeste théâtre, mais aux divertissements de la maison où vous êtes. »

Ce « funeste théâtre », évoqué auprès du « théâtre » élyséen

de Fontainebleau, c'était Calais, où le Roi, qui était tombé malade d'une fièvre putride après la prise de Mardyck, n'avait dû la vie qu'à un émétique administré par M. du Saussois, médecin fort réputé d'Abbeville. Colbert, en ce mois de juillet 1658, avait constaté la douleur universelle : « Les esprits qui ont toujours paru les plus mal intentionnés sont touchés de voir le royaume en risque de perdre le prince du monde qui a les plus grandes qualités. » Mais rien n'égalait l'affliction qu'avait témoignée Marie Mancini : « Elle l'avait si peu cachée, assure Mme de La Fayette, que, lorsqu'il commença à se mieux porter, tout le monde lui parla de la douleur de Mlle de Mancini ; peut-être dans la suite en parla-t-elle elle-même. Enfin, elle fit paraître tant de passion et rompit si entièrement toutes les contraintes où la Reine mère et le cardinal la tenaient, que l'on peut dire qu'elle contraignit le Roi à l'aimer. » Il ne bougeait plus du logis des nièces, mais, pour l'une d'elles seulement il dépouillait cette majesté à laquelle le duc de Saint-Simon nous dit qu'il fallait s'accoutumer :

« Quoiqu'il vécut parmi nous avec une bonté merveilleuse, raconte Hortense Mancini dans ses *Mémoires*, il a toujours eu quelque chose de si sérieux et de si solide, pour ne pas dire de si majestueux, dans toutes ses manières, qu'il ne laissait pas de nous imprimer le respect, même contre son intention. Il n'y avait que ma sœur (Marie) qu'il ne gênait pas ; et vous comprenez aisément que son assiduité avait des agréments pour ceux qui en étaient cause, qu'elle n'avait pas pour les autres. Comme les choses que la passion fait faire paraissent ridicules à ceux qui n'en ont jamais senti, celle de ma sœur l'exposait souvent aux railleries. Un fois entre autres, nous lui fîmes la guerre de ce que, apercevant de loin un gentilhomme de la Maison, qui était de la taille du Roi et qu'elle ne voyait que par derrière, elle avait couru à lui les bras ouverts, en criant : « Ah ! mon pauvre Sire ! »

Ce *pauvre Sire*, il y avait près de deux années déjà qu'elle l'initiait aux joies de la lecture des romans, qu'elle se plongeait avec lui dans les fadeurs interminables de *l'Astrée* ou de la *Diana Enamorada*, car Montemayor n'était pas moins goûté en ce temps-là que d'Urfé ! Devant lui, au cercle assez peu divertissant de la Reine, elle avait déclamé les passages les plus touchants du *Cid* et d'*Horace*. A présent, en attendant

que Racine mît leur amour en tragédie, ils étaient des héros de roman.

Mlle de Montpensier a dépeint quelques-uns des plaisirs de Fontainebleau, l'escalade des roches de Franchart, le retour la nuit en calèche avec « force flambeaux », la forêt qui s'allume soudain comme les cœurs et dont trois ou quatre arpents sont consumés, puis la promenade « sur l'eau avec les violons et la musique », puis d'autres courses encore dans des calèches. « Le Roi, lisons-nous dans les *Mémoires* de la princesse, allait avec la comtesse de Soissons, Mlles de Mancini et Fouilloux ; Monsieur avec Mlle de Villeroy, Mmes de Créquy et de Vivonne et les filles de la Reine... Les soirs, après le souper de la Reine, on dansait jusqu'à minuit et quelquefois une heure. » Souvent l'on se promenait à pied dans les jardins et le duc d'Orléans, frère de Louis XIII, accompagnait leurs Majestés. Mademoiselle aussitôt, fille peu respectueuse, était ravie de la contrainte qui paraissait sur le visage de son père : « Comme le Roi, nous avoue-t-elle, ne met jamais de chapeau, cela embarrassait Son Altesse Royale, qui n'était pas de l'âge du Roi et qui craignait fort le serein. Le Roi et la Reine le laissèrent longtemps sans lui dire de mettre le sien, quoiqu'il eût ses gants sur la tête et qu'il témoignât par là le préjudice qu'il appréhendait que le serein ne fît à sa santé ! On remarqua assez cela ; et, lorsque M. le Cardinal (arrivé de Calais le 7 septembre) fut venu, en se promenant dans le petit jardin, Son Altesse Royale fut longtemps sans lui dire de mettre son chapeau. L'on dit qu'elle lui avait voulu rendre ce que Leurs Majestés lui avaient fait. » Charmants procédés qui avaient moins d'inconvénients que le canon de la Bastille.

Marie Mancini en rit sans doute comme les autres ; mais elle n'en dit rien dans ses *Mémoires* ; elle n'y parle guère que de son amour : « La manière familière avec laquelle je vivais avec le Roi et son frère, nous confie-t-elle, était quelque chose de si doux et de si affable que cela me donnait lieu de dire sans peine tout ce que je pensais, et je ne le disais pas sans plaire quelquefois. Il arriva de là, qu'ayant fait un voyage à Fontainebleau avec la Cour, que nous suivions partout où elle allait, je connus au retour que le Roi ne me haïssait pas ayant déjà assez de pénétration pour entendre cet

éloquent langage qui persuade bien plus sans rien dire que les plus belles paroles du monde. Il se peut faire aussi que l'inclination particulière que j'avais pour le Roi, en qui j'avais trouvé des qualités bien plus considérables et un mérite beaucoup plus grand qu'à pas un autre homme de son royaume, m'eût rendue plus savante en cette matière qu'en toute autre. Le témoignage de mes yeux ne me suffisait pas pour me persuader que j'avais fait une conquête de cette importance. Les gens de cour, qui sont les espions ordinaires des actions des rois, avaient, aussi bien que moi, démêlé l'amour que Sa Majesté avait pour moi, et ils ne me vinrent que trop tôt confirmer cette vérité par des devoirs et des respects extraordinaires. D'ailleurs, les assiduités de ce monarque, les magnifiques présents qu'il me faisait, et, plus que tout cela, ses langueurs, ses soupirs et une complaisance générale qu'il avait pour tous mes désirs ne me laissèrent rien à douter là-dessus. » On ne se lasse point de cette prose charmante, plus racinienne que ces vers de Corneille dans *Tite et Bérénice* :

Je commençais pourtant à n'en plus rien attendre,
Quand je vis en ses yeux quelque chose de tendre :
Il me rendit visite, et fit tout ce qu'on fait,
Alors qu'on veut aimer ou qu'on aime en effet.

Le jeune Roi continua de faire tout cela, lorsque la Cour eut regagné le Louvre. Chaque soir il entretenait l'Italienne amoureuse et l'on ne le voyait plus chez la comtesse de Soissons, dans ce luxueux hôtel de Soissons qui étalait entre la rue Coquillière et la rue des Deux-Écus, les festons, les eaux jaillissantes, les arcs de ses jardins, les hautes toitures de ses trois pavillons sculptés aux armes de France.

PREMIÈRES INQUIÉTUDES DE MARIE MANCINI

Six semaines se sont écoulées. Déjà l'automne a rouillé les forêts de l'Ile-de-France ; on est au 27 octobre 1658 et la Cour est de nouveau par les chemins. Elle vient de passer la nuit à Corbeil et le terme du voyage est Lyon. Le temps est si radieux, les routes si belles, que Louis XIV ne peut plus souffrir la contrainte du carrosse : il « propose de monter à cheval et il chemine aux côtés de la Grande Mademoiselle et

de Marie Mancini. Mademoiselle constate qu'il est fort gai, qu'il ne parle que de son mariage »... De son mariage avec la princesse Marguerite de Savoie, fille de Christine de France, duchesse de Savoie. A Lyon, il aura une entrevue avec cette cousine qu'il ne connaît point, et, « s'il la trouve à sa fantaisie, il l'épousera ». Ce dessein ne l'empêche pas « d'être toujours auprès de Marie Mancini et de lui parler le plus galamment du monde. » Infortunée Marie, quels étaient alors le trouble, la peine de son cœur ! « Je laisse à penser, remarque-t-elle dans ses *Mémoires*, quel tourment ce doit être la crainte de perdre ce qu'on aime extrêmement, surtout quand l'amour est fondé sur si grand sujet d'aimer ; quand, dis-je, la gloire autorise les mouvements du cœur et que la raison est la première à le faire aimer. »

Mais la princesse de Savoie était alors moins redoutable que ne l'imaginait la jeune fille, qui tremblait pour son amour. La Reine et le cardinal avaient toujours, selon l'expression énergique de la Grande Mademoiselle, « l'infante d'Espagne dans la tête », ils n'avaient pas renoncé à donner pour femme à Louis XIV, Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV : union qui scellerait glorieusement la paix qu'ils avaient un si ardent désir de conclure entre le Roi Très Chrétien et le Roi Catholique. Et c'était pour inquiéter l'Espagne que l'on allait conter fleurette à la Savoie. Si cette galanterie politique n'était pas sans quelque danger, l'habile cardinal ne doutait point que la passion de Marie Mancini ne sût préserver le Roi.

« Eh bien ! mon fils ? » C'est à Lyon, le 28 novembre, qu'Anne d'Autriche interroge ainsi Louis XIV. Il y avait quatre jours que la Cour était parvenue à Lyon, après s'être arrêtée fort longtemps en route, notamment à Dijon, où Sa Majesté avait tenu un lit de justice. Que ce fût à Beaune, où tout ce qui était avec le Roi avait mis son nom sur le registre de l'hospice, que ce fût entre Mâcon et Villefranche, tandis que le chemin longeait la rive droite de la Saône, et que, du fond des carrosses, la Cour amusée contemplait, sur la rive gauche les Dombes, la principauté dont la Grande Mademoiselle était souveraine, nulle part Louis XIV n'avait cessé de s'entretenir avec Marie Mancini. Aujourd'hui, la Cour s'en allait au-devant de Christine de France, duchesse

de Savoie, Madame Royale, comme on disait alors. Le Roi était monté à cheval pour devancer auprès de Madame Royale la Reine, qui, demeurée dans son carrosse avec Mademoiselle, la maréchale de Villeroy et la comtesse de Noailles, ne cachait pas son anxiété : « J'avoue, leur confiait-elle, que j'ai bien de l'impatience de savoir comme le Roi trouvera la princesse Marguerite. Si je pouvais avoir l'infante, je serais au comble de ma joie ; mais, ne le pouvant pas, j'aimerai tout ce qui plaira au Roi. »

Tout en écoutant, Mademoiselle regardait les somptueux équipages de Savoie que l'on croisait sur le chemin, « quantité de mulets », caparaçonnés « de très belles et magnifiques couvertures, les unes de velours noir, les autres cramoisi, avec les armes en broderies d'or et d'argent ». Elle ne se lassait pas d'admirer la litière de Madame Royale, — où Madame Royale n'était pas, — que précédaient « douze pages vêtus de noir avec des bandes de velours noir en ondes » et que suivaient « des gardes en casaques noires galonnées d'or et d'argent ». Puis c'étaient d'autres litières et une infinité de carrosses à six chevaux et d'innombrables livrées, « enfin toutes les marques d'une grande Cour ». Au travers de tout cela, Louis XIV a pu atteindre Madame Royale et la saluer dans son carrosse ; il a vu la princesse Marguerite. Revenu au galop auprès du carrosse d'Anne d'Autriche, il a mis pied à terre ; il a « la mine la plus gaie et la plus satisfaite » ; il est debout à la portière et, non sans avoir jeté un rapide coup d'œil sur Mme de Villeroy, il répond à l'interrogation anxieuse de sa mère : « Elle est plus petite que Mme la Maréchale, mais elle a la taille la plus jolie du monde ; elle a le teint... » Il ne sait plus comment décrire ce teint, qui sans doute n'est pas de lys et de rose. Soudain, il trouve : « Olivâtre, mais cela lui sied fort bien, s'empresse-t-il d'ajouter. Elle a de beaux yeux ; enfin, elle me plaît et je la trouve fort à ma fantaisie. »

La Reine venait de dire qu'elle en était bien aise, et déjà l'on annonçait : « Voilà Madame Royale ! » « Descendue la première » du carrosse, Mademoiselle vit la première les arrivantes. Elle « trouva la princesse Marguerite bien, mais pas belle », Madame Royale « pas si bien faite qu'elle se l'était imaginée »... « Fort emmaillotée dans des coiffes », la sœur de Louis XIII « paraissait fort fatiguée ». Après les révérences,

les baisemains, les mille respects et cajoleries d'usage, l'on remonta en carrosse.

Cependant Madame Royale s'asseyait auprès de la Reine, Monsieur à côté de la princesse de Savoie, fille aînée de Madame Royale et veuve du prince Maurice. Mademoiselle, assise à côté de la princesse de Carignan, mère du comte de Soissons, ne quittait guère des yeux Louis XIV, installé à une portière avec la princesse Marguerite. Elle était tout oreilles, et, quand la bienséance lui défendait d'écouter trop visiblement le duo du roi et de celle qui allait peut-être devenir la Reine, elle prêtait l'oreille aux discours, beaucoup moins intéressants, de Madame Royale, « à qui la bouche ne ferma pas ». Anne d'Autriche n'en était sans doute pas moins fatiguée que Mademoiselle en arrivant place Bellecour, à son logis qui était l'hôtel du trésorier de France ; « car elle ne prolongea guère la conversation dans ses appartements et dit à la bavarde Christine : « Vous devez être lasse, allez vous reposer. »

Tandis que Louis XIV conduisait Madame Royale à l'archevêché, où ses appartements étaient préparés, Marie Mancini, qui était logée place Bellecour, en face de l'hôtel du trésorier de France, se rendit auprès de Mademoiselle. La pauvre amoureuse brûlait de savoir « ce que le Roi avait dit de la princesse Marguerite et comme il en avait usé avec elle». Mademoiselle ne se fit pas prier et tint à peu près ce langage : « Le Roi se mit, dès l'instant que l'on fut en carrosse, à parler avec la princesse Marguerite, comme s'il l'eût vue toute sa vie, et elle de même, ce qui me surprit au dernier point, le Roi étant fort froid de son naturel et fort peu aisé à apprivoiser. Il lui parla de ses mousquetaires, de ses gendarmes, chevau-légers, du régiment des gardes, du nombre de toutes ses troupes, de ceux qui les commandaient, de leur service, comme elles marchent. Je jugeai par là qu'il prenait plaisir à l'entretenir, car ce sont ses chapitres agréables, étant fort entêté de ces choses-là. Il lui demanda des nouvelles de la garde de M. de Savoie, à quoi elle satisfit. Comme je n'osais pas toujours écouter, de peur que l'on ne me remarquât, je n'entendis pas toute la conversation. Il lui parla des plaisirs de Paris et elle de ceux de Turin ». Évidemment, ce n'était pas encore le duo de Roméo et Juliette, mais Marie Mancini dut estimer qu'il y avait un commencement à tout, et d'autant

plus que Mademoiselle ajouta : « Elle lui disait : « Écoutez. » Ce terme me paraissait assez familier pour la première fois. » Beaucoup trop familier, songea certainement Marie, et, dès qu'elle eut revu le Roi, elle ne put se tenir de lui crier : « N'êtes-vous pas honteux que l'on vous veuille donner une si laide femme ? »

RETOUR A L'ESPÉRANCE

Au milieu de cette atmosphère amoureuse, le cardinal ne laissait pas que de faire veiller attentivement sur la vertu de sa nièce : « Les fenêtres de nos chambres qui répondaient sur la place Bellecour, a raconté Hortense, étaient assez basses pour y monter aisément. Mme de Venel, notre gouvernante (Marie de Gaillard, femme séparée de M. de Venel, conseiller au parlement d'Aix), était si accoutumée à faire son métier de surveillante qu'elle se levait, même en dormant, pour venir voir ce que nous faisions. Une nuit entre autres que ma sœur (Marie) dormait la bouche ouverte, Mme de Venel, la venant tâtonner à son ordinaire en dormant aussi, lui mit le doigt dedans si avant que ma sœur s'en réveilla en sursaut, en la mordant bien serré ! Jugez quel fut leur étonnement de se trouver toutes deux dans cet état quand elles furent tout à fait éveillées. Ma sœur se mit en une colère étrange. On en fit le conte au Roi le lendemain et toute la Cour en eut le divertissement. »

Ce n'est point toutefois chez Marie Mancini que Louis XIV se rendit le 29 novembre de fort bonne heure, mais chez Marguerite de Savoie. Chacun s'imaginait que, s'il rendait ses devoirs à la princesse de si grand matin, c'était « qu'il la voulait surprendre pour lui voir la taille déshabillée, à cause que l'on lui avait dit qu'elle était bossue ; mais il ne témoigna pas à y prendre garde ». A la stupeur des assistants, « il fut aussi froid qu'il avait paru empressé le jour de l'arrivée, ce qui étourdit fort Mme de Savoie » et ne décontenança nullement sa fille. Même attitude le soir chez la Reine. Sans plus se préoccuper de la princesse Marguerite, il ne cessa de causer avec Marie Mancini. Même attitude les jours suivants, lorsque le duc de Savoie, fils de Madame Royale, fut arrivé à son tour : « On ne parlait pour lors point du tout du sujet pour lequel on était venu, raconte Mademoiselle, car, depuis le

premier jour, le Roi ne parla point à la princesse Marguerite. Elle ne laissa point de faire la meilleure mine du monde le jour du bal. » Marie Mancini, comme toute la Cour, put la voir sur un grand théâtre danser à la gauche de Louis XIV, qui avait Mademoiselle à sa droite.

Ce n'était point seulement à cause du désespoir de Marie que le Roi se montrait si froid pour Marguerite. Anne d'Autriche, le jour même de son arrivée à Lyon, avait appris de Mazarin une nouvelle qui flattait toutes ses espérances : don Antoine Pimentel, envoyé secrètement à Lyon par le roi d'Espagne, venait de « lui offrir la paix et l'infante ». Comme tous les secrets, la nouvelle ne manqua point de transpirer. Madame Royale demanda des explications et les obtint. Le cardinal lui dit : « qu'il était vrai que l'on avait eu quelque nouvelle d'Espagne ; qu'il n'ajoutait point de foi à cela, mais que, dès que l'on lui parlait de paix, il lui semblait que ce lui serait un crime que de n'en point écouter la proposition ». Elle admit que l'on préférât l'infante à sa fille. Pour la consoler, le cardinal lui remit un papier « signé du Roi qui portait qu'en cas que le Roi ne fût pas obligé, pour le bien de la chrétienté et de son État, de se marier à l'infante, il épouserait la princesse Marguerite ». Promesse qui ne l'empêcha point de pleurer beaucoup avant son départ. Son chagrin ne fut pas de longue durée : pour la rendre gaie, il suffit de pendants « de petits diamants et d'or » que lui offrit le cardinal « avec quantité de bijoux de senteur ». La princesse Marguerite, au contraire, « fut toujours, remarqua Mademoiselle, dans une tranquillité admirable et agit en cette affaire comme si ç'avait été celle d'une autre », bien qu'elle en fût « touchée comme elle devait, ayant autant de cœur que l'on en peut avoir ». Ce départ, qui fut encore mouillé des larmes des trois princesses déçues, remplissait de joie Marie Mancini : « Leurs Altesses, lisons-nous dans ses *Mémoires*, s'en retournèrent en Savoie et mon âme reprit en même temps sa première tranquillité. Les courtes peines, et qui sont suivies de bonheur, ne détruisent pas le goût des plaisirs, au contraire elles l'aiguisent. Ainsi ayant le cœur délivré de toutes les peines passées, les témoignages sensibles que le Roi me donnait de son amour avaient pour moi des charmes plus grands que jamais. Et j'avais d'autant plus

sujet d'être contente, que la Reine sa mère me donnait incessamment des preuves d'une estime particulière et que j'en recevais encore de mon oncle de plus grandes qu'il n'avait coutume de me donner. Au milieu de tant de prospérités, je ne goûtais pas un contentement parfait, parce que mon bonheur allait jusqu'à l'excès. Il me manquait quelque chose pour respirer un peu, et j'aurais souhaité alors quelque petite disgrâce, afin que, par l'opposition du mal, j'eusse pu mieux connaître le bien dont je jouissais. »

C'était à Pimentel que la jeune fille avait l'obligation de ce bien. N'était-ce pas aussi Pimentel qui allait le lui ravir. Mais, de retour au Louvre en février 1659, et ne pensant alors qu'à se divertir, elle craignait peu cette infante qui en était si loin et elle se croyait sûre de celui qu'elle aimait : « Comme l'amour ne se prend ordinairement que par les yeux, songeait-elle, il n'y a guère d'apparence qu'il y en ait dans le cœur du Roi pour une princesse qu'il ne connaît que de réputation. »

LA SÉPARATION

Il n'y avait pas d'apparence, en effet. Le 21 juin 1659, au Louvre, Louis XIV se mit à genoux devant sa mère et le cardinal pour leur demander la permission d'épouser Marie Mancini. Anne d'Autriche et Mazarin se sentaient fort embarrassés : Pimentel était à Paris, les négociations qui devaient aboutir au traité des Pyrénées suivaient leur train, et il n'y aurait point de paix si le Roi n'épousait l'infante. Et c'était au moment où le cardinal s'apprêtait à partir pour Saint-Jean-de-Luz afin de conférer avec les envoyés du roi d'Espagne, au moment où la Cour s'apprêtait à se rendre à Bayonne afin d'être plus près du ministre, que le Roi ne pouvait se déprendre de Marie Mancini. En vain Louis XIV assura qu'il lui était impossible de voir souffrir la jeune fille « pour l'amour de lui », Mazarin lui répondit : « Ayant été choisi par le feu roi votre père, et depuis, par la reine votre mère, pour vous assister de mes conseils et vous ayant servi avec une fidélité inviolable, je n'ai garde d'abuser de la confidence que vous me faites de votre faiblesse et de l'autorité que vous me donnez dans vos États, pour souffrir que vous fassiez une chose si contraire à votre gloire. Je suis

le maître de ma nièce et je la poignarderais plutôt que de l'élever par une si grande trahison ». Certes il n'était pas, en réalité, question de poignard, mais le cardinal était décidé à séparer les amoureux : les infortunés savaient que Mazarin avait résolu d'envoyer Marie Mancini à La Rochelle, et c'est cela qui leur poignardait le cœur.

Louis XIV sortit de la chambre. L'inflexibilité de Mazarin étonnait Anne d'Autriche. L'entendant lui reprocher de se laisser peu à peu fléchir par la douleur de son fils, la Reine laissa échapper ces paroles bien maternelles : « Si j'étais en sa place, j'en userais tout comme lui ». Mais le cardinal préférait à la gloire hasardeuse d'asseoir sa nièce sur le trône de France la gloire plus pure et plus certaine de conclure la paix : « Il voulut, explique M[me] de La Fayette, se faire un mérite envers la Reine et envers l'État, d'une chose qu'il croyait contraire à ses propres intérêts ». Jamais Anne d'Autriche ne lui pardonnerait d'avoir infligé au Roi pareille mésalliance ; d'ailleurs, si la jeune fille échappait à l'influence de son oncle avant le mariage, que serait-ce après?

Le soir de ce jour, Louis XIV vint trouver la Reine dans sa chambre. Là devant l'alcôve où Lesueur avait représenté l'histoire de Junon, — Junon à qui l'on avait coutume de comparer la Reine, — Anne d'Autriche tira son fils à part et lui parla longtemps ; mais, comme la sensibilité d'un cœur qui aime demande la solitude, Sa Majesté prit elle-même un flambeau qui était sur sa table, et, passant de sa chambre dans son cabinet des bains, elle pria le Roi de la suivre. Nul témoin n'a conté ce qui se passa alors dans cette chambre. Sur les lambris étincelants d'or, les portraits de Philippe I[er] et Philippe IV peints par Velasquez semblaient se joindre à la reine Anne d'Autriche pour conjurer leur arrière-petit-fils et neveu Louis XIV d'épouser leur arrière-petite-fille et fille Marie-Thérèse. Et sur la voûte d'une sorte d'alcôve, au-dessus d'une baignoire de marbre blanc que des colonnes de marbre blanc et noir séparaient du reste de la pièce, l'histoire de Psyché peinte par Lesueur était tout à fait de circonstance, puisque l'Amour supplie Vénus sa mère de lui rendre celle qu'il aime!

Mais soyez moins inexorable
Aux prières, aux pleurs d'un fils à vos genoux.

Ce doit vous être un spectacle assez doux,
De voir d'un œil Psyché mourante.
Et de l'autre ce fils, d'une voix suppliante,
Ne vouloir plus tenir son bonheur que de vous.
Rendez-moi ma Psyché, rendez-lui tous ses charmes ;
Rendez-la, déesse, à mes larmes ;
Rendez à mon amour, rendez à ma douleur,
Le charme de mes yeux et le choix de mon cœur.

Voilà comment Pierre Corneille fait parler l'Amour dans *Psyché* et voici ce que constata Mme de Motteville, lorsque la porte du cabinet des bains se rouvrit pour laisser passer Louis XIV et Anne d'Autriche : « Le Roi sortit avec quelque enflure aux yeux ; et la Reine en sortit aussi touchée de l'état où il était et où elle était obligée de le mettre, qu'il fut aisé de voir que la souffrance du Roi lui en donnait beaucoup. Dans ce moment, elle me fit l'honneur de me dire tout bas : « Le Roi me fait pitié, il est tendre et raisonnable tout ensemble ; mais je viens de lui dire que je suis assurée qu'il me remerciera un jour du mal que je lui fais, et, selon ce que je vois en lui, je n'en doute pas. »

Le lendemain, 22 juin 1659, Marie Mancini montait dans le carrosse qui allait l'emporter à La Rochelle. Louis XIV, qui lui donnait la main, ne put retenir ses larmes, et c'est alors qu'elle lui jeta cet adieu : « Sire, vous êtes roi, vous pleurez, et je pars ». Adieu que la poésie de Racine a immortalisé dans Bérénice :

Vous êtes empereur, Seigneur, et vous pleurez !
Vous m'aimez, vous me le soutenez,
Et cependant je pars et vous me l'ordonnez !

Louis XIII, vingt-deux ans plus tôt, voyant, au château neuf de Saint-Germain, partir pour le couvent Mlle de La Fayette, ses chastes amours, était allé cacher sa douleur à Versailles. A peine le carrosse qui emportait Marie Mancini, ses sœurs et sa gouvernante eut-il tourné dans la rue du Louvre, Louis XIV courut se réfugier à Chantilly. On juge avec quelle impatience il y attendait les lettres de la jeune fille, car Mazarin, qui était parti le 26 juin, n'avait pas défendu la correspondance. Mais les jours passaient et rien, pas même un

billet, ne venait consoler sa peine. Celle de Marie n'était pas moindre. L'exilée n'a point passé sous silence, dans ses *Mémoires*, « la douleur qu'elle ressentit de cette séparation » : « Jamais, dit-elle, rien en ma vie n'a tant touché mon âme. Tous les tourments qu'on pouvait souffrir me paraissaient doux et légers auprès d'une si cruelle absence, qui allait faire s'évanouir de si tendres et de si hautes idées. Je demandais la mort à tous moments comme l'unique remède à mes maux ». Car Marie Mancini ne parle pas autrement qu'une héroïne de Racine :

La mort est le seul dieu que j'osais implorer.

Ce ne fut pas la mort qui vint, ce fut la maladie.

Louis XIV apprend soudain que Marie est malade à Notre-Dame-de-Cléry, à trois lieues au delà d'Orléans. Afin d'être moins loin d'elle, il vole à Fontainebleau, dépêche un mousquetaire portant deux lettres, l'une pour Marie, l'autre pour le cardinal. Ce mousquetaire a l'ordre de réclamer une réponse immédiate. A Fontainebleau, lorsque la Reine s'inquiète de sa santé et de celle de Marie, il déclare « qu'il est inutile de demander des nouvelles des gens qu'on veut tuer ».

Deux lettres de Mazarin arrivent bientôt. L'une apprend au Roi que Mlle Mancini ne souffre que d' « un peu de fièvre faute d'avoir dormi ». L'autre déclare à la Reine qu' « elle est affligée au delà de ce que le cardinal pourrait dire, mais qu'elle témoigne d'être entièrement résignée aux volontés de Son Éminence ». D'Amboise, — car les voyageuses continuent leur route avec leur oncle, dont elles ne se sépareront définitivement qu'à Poitiers, — il envoie au Roi des bulletins de santé fort rassurants, mais il n'est pas rassuré du tout quant à la passion des amoureux en voyant les volumes de lettres qu'apportent des mousquetaires et des valets de pied du Roi. Il préfère à ces courriers, qui peuvent être quotidiens, « l'ordinaire, qui ne part que deux fois la semaine et qu'il est aisé d'intercepter, de décacheter et de recacheter ». De Poitiers, le 6 juillet, il mande au Roi : « Il sera à propos par beaucoup de raisons que vous cessiez de dépêcher des courriers, et, comme cela est absolument nécessaire, je vous en supplie de tout mon cœur. » Mazarin le supplie aussi d'oublier celle qu'il aime : « La *confidente* (la Reine)

m'a écrit l'état dans lequel elle vous a trouvé et j'en suis au désespoir, car il faut absolument que vous y apportiez du remède, si vous ne voulez être malheureux et faire mourir de chagrin tous vos bons serviteurs. La manière dont vous en usez n'est nullement pour guérir, et, si vous ne vous résolvez tout de bon à changer de conduite, votre mal s'empirera de plus en plus. » Louis XIV ne changea qu'une chose dans sa conduite : au lieu de se contenter de courriers extraordinaires pour envoyer ses lettres d'amour, il en envoya aussi deux fois la semaine par l'ordinaire.

Voyant la Reine perdre toute énergie devant la peine et la méchante mine de son fils, le cardinal craignit que les conseils qu'il lui prodiguait ne fussent inutiles : « Si vous lui donnez raison dans ce qu'il fait, comme vous me le mandez, expliquait Mazarin à la mère apitoyée, il sera bien aise d'en user toujours comme il fait par votre approbation et, en ce cas, on sera exposé à de très grands inconvénients et peut-être de plus grande conséquence que vous ne croyez. » Cependant Marie Mancini sentait renaître son espoir : « Il est vrai, a-t-elle raconté, que cette douceur ne manquait pas tout à fait à mes chagrins, quand je considérais que la paix n'était pas encore conclue à raison des grands obstacles qui en suspendaient l'exécution. Mon espérance allait même jusqu'à se flatter quelquefois qu'elle ne se conclurait pas et que le méchant succès de ce traité tournerait à mon avantage. »

LES REMONTRANCES DU CARDINAL

Le 11 juillet 1659, Marie arrive à La Rochelle et Mazarin est au château de Cadillac sur la Garonne. Les remontrances que le cardinal n'épargne pas au Roi sont de plus en plus pressantes. Il écrit le 16 : « On dit, — et cela est confirmé par des lettres de la Cour à des personnes qui sont de ma suite, — que vous êtes toujours enfermé à écrire à la personne que vous aimez et que vous perdez plus de temps à cela que vous ne faisiez à lui parler quand elle était à la Cour. Je vois, d'ailleurs, que la complaisance que j'ai eue pour vous, lorsque vous m'avez fait instance de pouvoir mander quelquefois de vos nouvelles à cette personne et d'en recevoir des siennes, aboutit à un commerce continuel de longues lettres, c'est-

à-dire à lui écrire chaque jour et en recevoir réponse. Et quand les courriers manquent, le premier qui part est toujours chargé d'autant de lettres qu'il y a eu de jours qu'on n'a pu les envoyer, ce qui ne se peut faire qu'avec scandale, et je puis dire avec quelque atteinte à la réputation de la personne et à la mienne. »

Mazarin s'élevait bientôt à un ton qui rappelle celui de Bossuet : « Dieu a établi les rois (après ce qui regarde la religion, pour le succès de laquelle ils doivent faire toutes choses) pour veiller au bien et à la sûreté et au repos de leurs sujets, et non pas pour sacrifier ce bien-là et ce repos à leurs passions particulières. Et quand il s'en est trouvé d'assez malheureux qui aient obligé par leur conduite la divine Providence à les abandonner, les histoires sont pleines des révolutions et des accablements qu'ils ont attirés sur leurs personnes et sur leurs États. »

Le cardinal montrait alors les « accablements » que Louis XIV, s'il ne renonçait point à épouser Marie Mancini, pouvait attirer sur la France : le Roi oubliait-il que les derniers frondeurs étaient prêts à déchirer encore et à ruiner pour jamais le royaume : « Je puis vous assurer de certaine science, disait Mazarin, que le prince de Condé et bien d'autres sont alertes pour voir tout ce qui arrivera de ceci, espérant, si les choses se passent selon leur souhait, de bien profiter du prétexte plausible que vous leur pourrez donner, pour lequel ledit prince ne douterait pas d'avoir favorables tous les Parlements, les grands et la noblesse du royaume, voire tous vos sujets généralement, et l'on ne manquerait pas encore de faire sonner bien haut que j'aurais été le conseiller et le solliciteur de toute la conduite que vous auriez tenue. » Passage admirable dont nous trouvons comme un écho dans *Bérénice* :

> Ah ! lâche ! fais l'amour et renonce à l'Empire :
> Au bout de l'univers, va, cours te confiner,
> Et fais place à des cœurs plus dignes de régner.

Louis XIV avait l'âme grande ; il savait, comme il le dit un jour, que « les rois doivent satisfaire le public ». Pas plus que Titus, il ne méritait l'épithète de lâche. Mais la tentation était forte et Mazarin s'inquiétait tous les jours davantage.

En vain le Roi lui répondait qu'« il était résolu plus que jamais à suivre ses conseils », en vain il « assurait le cardinal de sa bienveillance », Mazarin, arrivé enfin à Saint-Jean-de-Luz, lui répliquait le 27 juillet : « Je vous avais supplié de n'écrire plus à La Rochelle, et vous m'avez répondu que cela vous serait trop dur et que la *confidente* avait approuvé vos raisons ; de manière qu'il faut conclure que j'aurai crédit dans votre esprit et que vous aurez la bonté de suivre mes avis pourvu qu'ils soient conformes à vos sentiments. » Comme Richelieu à Louis XIII, il parlait à Louis XIV de quitter le ministère : « Le seul remède qu'il me reste à pratiquer est celui de me retirer et d'emmener avec moi la cause des malheurs qu'on est à la veille de voir arriver. » Ce n'était pas, d'ailleurs, la première fois qu'il menaçait de « se mettre en un vaisseau avec sa famille pour s'en aller en un coin d'Italie passer le reste de ses jours ». Et il ajoute : « Je me dois encore plaindre de ce que vous prenez grand soin de mander ponctuellement à La Rochelle ce que je vous écris. » De même que les objurgations et les menaces, les plaintes, à peine parvenues au Roi, prenaient le chemin de La Rochelle et aboutissaient à la chambre où Marie Mancini s'enfermait pour les lire. C'était de cette chambre que Mme de Venel disait au cardinal : « Cela me fait de la peine pour la nuit, car il y a diverses portes dont je ne puis m'assurer. Il est vrai qu'ici la prudence de Mesdemoiselles, — Hortense et Marie-Anne, anges gardiens fort vigilants, — peut me mettre en repos. »

Huit jours plus tard, heureusement, la gouvernante informait Mazarin des bonnes résolutions que venait de prendre Marie : « Elle n'écrira plus que par la poste, déclarait la gouvernante, et elle adressera ses lettres à M. Colbert, comme elle a fait jusqu'à aujourd'hui, afin que cela fasse moins de bruit, et priera même le Roi de n'envoyer plus de courriers. » Mais, dans un billet daté de ce même 10 août, Mme de Venel annonçait à Mazarin qu'un gentilhomme, M. de Fouilloux, venait d'apporter une lettre de la Reine qui mandait Mlles de Mancini à Saint-Jean-d'Angély : « Mesdemoiselles, ajoutait la gouvernante, vont coucher demain lundi à Surgères et mardi à Saint-Jean, où la Cour sera mercredi. » La Cour, c'est-à-dire le Roi et sa mère.

L'ENTREVUE DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY

Elle eut lieu, cette entrevue, le 13 août. Les nièces de Mazarin, vêtues de « simples habits gris galonnés d'argent », attendent dans la maison qui leur a été préparée. Voici le Roi, qui a devancé l'heure prévue. Après les premières révérences, il passe dans « la chambre de cérémonie ». C'est là qu'il entretient Marie en tête-à-tête, là sans nul doute qu'il demande pardon à la jeune fille « pour tout ce qu'elle a souffert à cause de lui », pour ce cruel exil qui pouvait, qui devait être le prélude d'une séparation éternelle. Et la musique des vers de Racine résonne insensiblement à notre oreille :

Pour jamais ! Ah ! Seigneur ! Songez-vous en vous-même
Combien ce mot cruel est affreux quand on aime ?
Dans un an, dans un mois, comment souffrirons-nous,
Seigneur, que tant de mers me séparent de vous ;
Que le jour recommence et que le jour finisse
Sans que jamais Titus puisse voir Bérénice,
Sans que, de tout le jour, je puisse voir Titus ?

Il y a trois heures à présent qu'ils sont ensemble. Trois heures ? Non, cinq minutes à peine, pensent-ils. Et voici déjà la Reine. Le Roi monte dans le carrosse de Mlle Mancini et se rend avec les jeunes filles à la maison où vient de descendre Anne d'Autriche. Chez la Reine, il ne quitte point Marie, et, lorsqu'il reconduit Hortense et Marie-Anne chez elles, il ne prend que le temps d'aller souper avec sa mère. Ce n'est qu'à deux heures du matin qu'il rentre à son logis.

Malgré une journée si occupée, il a trouvé le loisir d'envoyer à Mazarin une lettre où il fait un éloge passionné de celle qu'il aime plus que jamais. Il revoit les jeunes filles le lendemain, au jeu, puis à la messe de la Reine. Il les ramène enfin à Mme de Venel, puis continue son voyage, non sans leur avoir laissé l'espérance de rejoindre la Cour à Bordeaux. Une heure après son départ, elles partirent aussi, mais pour La Rochelle.

Le surlendemain 16 août, l'honnête gouvernante envoyait à Mazarin un récit détaillé du voyage et de l'entrevue, puis

glissait, dans un *post-scriptum*, ces deux phrases qui en disent plus long que tout le reste de la lettre : « Bien eût été d'empêcher ce voyage ! Le premier jour, les choses me parurent beaucoup moins animées que le dernier. »

« Bien eût été d'empêcher ce voyage ! » C'était aussi l'avis de Mazarin, qui n'avait pas goûté du tout la passion avec laquelle Louis XIV lui avait « mandé mille choses à l'avantage » de Marie : « Sans cette passion, répondit le cardinal au Roi, le 28 août, vous tomberiez d'accord avec moi que cette personne a une ambition démesurée, un esprit de travers et emporté, un mépris pour tout le monde, nulle retenue dans sa conduite, et un penchant à faire toutes sortes d'extravagances, qu'elle est plus folle que jamais depuis qu'elle a eu l'honneur de vous voir à Saint-Jean-d'Angély. Vous avez recommencé, depuis cette dernière visite (que j'avais toujours cru qui serait fatale, et par cette raison j'avais tâché de l'empêcher), à lui écrire tous les jours, non pas des lettres, mais des volumes entiers. Ainsi tout votre temps est employé à lire ses lettres et à faire les vôtres. Et, ce qui est incompréhensible, vous en usez de la sorte et vous pratiquez tous les expédients imaginables pour échauffer votre passion, lorsque vous êtes à la veille de vous marier. Ainsi vous travaillez vous-même à vous rendre le plus malheureux de tous les hommes ; car il n'y a rien d'égal pour cela que de se marier à contre-cœur. Au lieu de rompre tout doucement, comme vous aviez commencé de faire, un commerce qui est le plus grand obstacle à la satisfaction que vous recevriez du mariage qui vous attend, vous l'avez rétabli plus que jamais et avec plus de chaleur, sans considérer que vous allez épouser la plus grande et la plus vertueuse princesse qui soit au monde, qu'elle a eu de l'inclination pour vous du berceau, qu'il n'y a rien de si avantageux dans la conjoncture présente pour le bien de vos affaires, qu'elle est fort bien faite et que la beauté de l'esprit ne doit rien à celle du corps. »

Il faut s'arrêter, car Mazarin, lui aussi, écrivait des volumes entiers, des volumes que lui inspirait le bien du Roi, qui se confondait avec celui de l'État. Lorsque cette lettre, si pleine de vérités, — qui n'étaient pas toutes agréables à entendre, — eut été cachetée, ce n'est pas sans appréhension que le cardinal attendit l'effet qu'elle allait produire.

MARIE A BROUAGE

Brouage ! Une petite ville ceinte de remparts, un château fort dominant un horizon infini de marais salants. C'est dans cette petite ville maritime, située à une lieue et demie au nord-est de Marennes, que Marie s'était retirée avec ses sœurs dès le 16 septembre 1659. Quelle était donc la raison de cette retraite imprévue ? L'infortunée ne la cache pas dans ses *Mémoires* : « La solitude étant la seule chose que je cherchais alors comme étant la plus propre à entretenir mes tristes pensées, je choisis le château de Brouage comme un lieu dénué de toutes sortes de divertissement, et où mes sœurs s'ennuyaient fort, m'imaginant que tout le monde devait prendre part à ma douleur et que le plaisir des autres aurait été un crime pour moi. Nous étions donc dans cette forteresse si triste et si solitaire, où mon seul divertissement, si j'étais capable d'en avoir quelqu'un, se passait à lire les lettres que je recevais quelquefois du Roi et à l'affection que me témoignait ma sœur Hortense, qui ne me quittait presque jamais. »

Qu'était devenu ce commerce épistolaire quotidien qui était son unique joie ? ces espoirs mal éteints que l'entrevue de Saint-Jean-d'Angély avait ravivés ? C'était elle-même qui avait annoncé à Louis XIV qu'elle ne lui écrirait plus, elle-même qui avait prié le Roi de brûler toutes ses lettres. Et cependant il écrivait encore. Quinze jours plus tôt, Louis XIV avait reçu avec irritation le portrait peu flatté que Mazarin lui avait envoyé de son amante ; il avait répondu avec une *imperatoria brevitas* : « deux mots seulement » sur un papier, disait à la Reine le cardinal atterré. Le Roi, qui maintenant semblait intraitable, avait pu lire cette humble phrase de Mazarin dans une lettre arrivée de Saint-Jean-de-Luz : « Je vous supplie très humblement de me pardonner si je vous ai trop importuné, vous assurant que je ne le ferai plus à l'avenir. » Mais le cardinal ajoutait : « Au reste, pour abréger le temps de votre mariage, j'en signerai les articles et ceux de la paix selon vos ordres, après quoi j'irai finir mes jours au lieu qu'il vous plaira m'ordonner, content d'avoir eu le bonheur de servir durant trente ans le Roi votre père sans que vos armes

ni vos affaires aient rien perdu de leur réputation. » Puis une étonnante nouvelle avait réveillé Marie en plein rêve : le mariage du Roi et de l'Infante était décidé ; le maréchal de Gramont s'en allait à Madrid demander la main de la princesse. Ces réalités si cruelles lui avaient enfin ouvert les yeux. Le 3 septembre, elle avait écrit à Mazarin « comme aurait pu le faire un Caton ». L'expression est du cardinal lui-même, qui avait donné à la Reine ces détails et qui ne cachait pas sa joie : « Ma nièce, écrivait-il, déclare qu'elle est ravie de la gloire du *confident* et des avantages qu'il retirera d'un si grand mariage et si proportionné à sa qualité, ne souhaitant rien avec plus de passion que le bonheur du *confident*. Je vous avoue que j'ai été ravi d'une si bonne nouvelle, espérant que le *confident* en profitera, prenant exemple de ma nièce. Je n'ose pas lui en écrire ; mais vous pourriez bien lui témoigner que je vous l'ai mandé et lui faire connaître de ma part à quel point il est important qu'il ait la bonté de n'apporter aucun changement à la résolution que ma nièce a prise, puisqu'elle sera le vrai remède et l'unique pour la guérison des deux. »

A cette nièce antique, à ce Caton féminin, le cardinal avait conseillé de lire Sénèque, « dans lequel elle trouverait de quoi se consoler ».

> Que je lise Sénèque ?
> Ce Sénèque, Monsieur, est un excellent homme.

Marie Mancini répondit à son oncle à peu près comme répondra plus tard le valet Hector au joueur de Regnard : « Je m'amuse, dit-elle, à lire particulièrement Sénèque, où je remarque mille belles choses que je trouve bien au-dessous de celles que vous m'avez dites. » Mais, Sénèque ne suffisant pas, elle recourait à un remède qu'eût préféré le joueur : « Je m'amuse la plupart du temps à jouer et j'ai encore pris trente pistoles. Le jeu me traite le plus mal du monde. Ce n'est pas le gros jeu que nous jouons, car on ne peut pas jouer plus petit jeu ; mais il s'opiniâtre à me faire perdre. » Beaucoup moins romantique en ses lettres qu'elle ne le paraît dans ses *Mémoires*, elle montrait que, dès les premiers jours de son arrivée à Brouage, la solitude, je ne dis pas seulement la séparation, lui pesait : « Je crois, avouait-elle à Mazarin, que Votre Éminence ne trouvera pas mauvais que j'aie fait

venir ici les demoiselles de Marennes : ce sont des filles de qualité qui savent fort bien vivre et qui me divertissent assez », — les filles, sans doute, d'Henri d'Albret, baron de Pons et de Miossens, comte de Marennes, gendre d'Antoine de Pardaillan de Gondrin, marquis de Montespan.

Cependant ce monotone séjour de Brouage touchait à sa fin. De douces éclaircies l'avaient traversé : Marie avait vu arriver, dans une corbeille, un petit chien portant au cou cette inscription : *A Mlle de Mancini.* Colbert du Terron, intendant de La Rochelle, qui alors trahissait la confiance du cardinal, lui avait, par ordre du Roi, laissé espérer que le mariage espagnol, remis au printemps, pourrait bien être rompu. Mais lorsqu'elle apprit que le Roi était aussi empressé que jadis auprès de la comtesse de Soissons, elle donna libre cours à son désespoir. C'est alors qu'elle souhaita la présence de Mme Scarron et que le mari de la future Mme de Maintenon écrivit à Mme de Villette : « Mme de Scarron est bien malheureuse de ne pas avoir assez de biens et d'équipages pour aller où elle voudrait, quand un si grand bonheur lui est offert que d'être souhaitée à Brouage par une Mlle de Mancini. »

LE RETOUR AU LOUVRE

Le 30 décembre 1659, avec la permission du cardinal, Marie, escortée de ses sœurs et de Mme de Venel, monte dans le carrosse qui va la conduire à Paris. La voici à Poitiers, où Mlle de Tonnay-Charente, qui épousera trois ans plus tard Louis-Henri de Pardaillan de Gondrin, marquis de Montespan, vient lui tenir compagnie. Faudra-t-il donc que toutes les femmes qui seront aimées de Louis XIV viennent faire cortège à sa douleur ? Marie est à Orléans le 26 janvier 1660, et Blouin, premier valet de chambre du Roi, lui remet un billet, — un billet après les volumes de l'an passé, un billet auquel nulle réponse écrite ne sera faite. C'est enfin, par un temps lugubre, l'arrivée au Louvre. La pauvre abandonnée est bien forcée d'y descendre, parce que son appartement n'est pas prêt, dans le palais de son oncle, rue de Richelieu. Tout, au Louvre, lui parle de son bonheur perdu, tout, jusqu'à ce bel habit qu'elle retrouve, non sans rappeler à sa sœur Hortense, les yeux pleins de larmes : « La dernière fois qu'il

me vit cet habit, il me dit : *Cet habit vous sied à ravir, ma reine.* » Les sentiments de Marie Mancini, contemplant avec désespoir ces appartements du Louvre où elle avait été si heureuse avec Louis XIV, sont les mêmes que Racine a mis au cœur de sa Bérénice ; mais la Bérénice de Racine avait du moins la joie de se plaindre à Titus :

Je ne vois rien ici dont je ne sois blessée.
Tout cet appartement préparé par vos soins,
Ces lieux, de mon amour si longtemps les témoins,
Qui semblaient pour jamais me répondre du vôtre,
Ces festons où nos noms enlacés l'un dans l'autre
A mes tristes regards viennent partout s'offrir
Sont autant de témoins que je ne puis souffrir.

Il est certain que le prince, qui travaillera toute sa vie huit heures par jour, qui écrira dix-neuf ans plus tard : « Le métier de roi est grand, noble et délicieux, quand on se sent digne de bien s'acquitter de toutes les choses auxquelles il engage », ne pouvait sacrifier les intérêts de son royaume à ceux de sa passion. Les *Te Deum* qui résonnaient dans toutes les églises, la joie du public depuis que le traité des Pyrénées assurait à la France l'Artois, le Roussillon et la Cerdagne, prévalaient aisément sur les gémissements d'une amante. Bossuet ne manqua pas de le constater en 1683 dans l'oraison funèbre de l'Infante : « Cessez, princes et potentats, de troubler par vos prétentions le projet de ce mariage. Que l'amour, qui semble aussi le vouloir troubler, cède lui-même. L'amour peut bien remuer le cœur des héros du monde, il peut bien y soulever des tempêtes et y exciter des mouvements qui fassent trembler les politiques et qui donnent des espérances aux insensés : mais il y a des âmes d'un ordre supérieur à ses lois, à qui il ne peut inspirer des sentiments indignes de leur rang. » Nul doute que, le 14 décembre 1670, assistant à la représentation de *Bérénice* donnée à l'occasion du mariage de Philippe Mancini, duc de Nevers, qui épousait Mlle de Thianges, Louis n'ait approuvé la ferme déclaration de Titus :

Oui, madame ; et je dois moins encore vous dire
Que je suis prêt pour vous d'abandonner l'Empire,
De vous suivre et d'aller, trop content de mes fers,
Soupirer avec vous au bout de l'univers.

Vous-même rougiriez de ma lâche conduite :
Vous verriez à regret marcher à votre suite
Un indigne empereur, sans empire, sans cour,
Vil spectacle aux humains des faiblesses d'amour.

Après les fêtes de son mariage, célébré à Saint-Jean-de-Luz le 9 juin 1660, Louis XIV, revenant à Paris avec Marie-Thérèse et Anne d'Autriche, quitta les reines à Blaye pour aller visiter Brouage et La Rochelle. Philippe Mancini l'accompagnait. Il assure que le Roi « pleura fort, en se promenant le soir près de la mer », qu'« il y resta fort tard dans la nuit, ne voulant point se coucher et faisant de longs soupirs », et qu'« il voulut habiter la chambre que Marie avait habitée ». Mais, comme Louis XIV n'était pas romantique, il n'a pas déclaré, comme René un siècle et demi plus tard : « Je parcourus les appartements déserts où je n'entendais que le bruit de mes pas. »

Ce fut le 22 juillet que Louis XIV et la jeune fille se revirent. Marie était alors l'objet des soins du prince Charles de Lorraine, « autant galant, nous dit-elle, que bien fait ». Le prince songeait à l'épouser, et le duc de Lorraine, son oncle, pour des fins politiques y songeait aussi : « Dans le temps que ce nouvel amant, explique-t-elle, s'efforçait de me rendre ses devoirs amoureux, la Cour arriva à Fontainebleau, où le cardinal nous fit venir faire la révérence à la nouvelle Reine. Je prévis d'abord combien cet honneur m'allait coûter, et il est vrai que ce ne fut pas sans peine que je me disposai à le recevoir, m'attendant à voir rouvrir une blessure par la présence du Roi, qui n'était pas encore bien fermée et à laquelle il aurait sans doute mieux valu appliquer le remède de l'absence. Cependant, comme je ne m'étais pas imaginé que le Roi me pût recevoir avec l'indifférence qu'il me reçut, j'avoue que j'en demeurai si fort troublée que je n'ai de ma vie ressenti rien de plus cruel et qu'à chaque moment je voulais m'en retourner à Paris. » L'infortunée ignorait alors que Mazarin, décidé à la marier en Italie, avait excité la jalousie de Louis XIV en lui dépeignant sa nièce comme passionnément amoureuse du prince Charles. Comment eût-elle pu l'être ? « La chute que je venais de faire, nous dit-elle, était trop grande, et il me fallait du temps pour m'en consoler, et non pas des soupirs. »

APRÈS LE MARIAGE DU ROI

Lorsque, venant de la Bastille, on suivait la rue Saint-Antoine pour gagner le Louvre, on apercevait à gauche, après l'église des Jésuites, un hôtel de construction récente. Cet hôtel, — combien défiguré après trois siècles ! — porte aujourd'hui le numéro 68 de la rue François-Miron, tronçon débaptisé de la rue Saint-Antoine. C'était, en 1659, une maison élégante et somptueuse que *Cathau la Borgnesse*, Catherine Bellier, baronne de Beauvais, première femme de chambre d'Anne d'Autriche et première passade de Louis XIV, avait fait bâtir par Lepautre avec des pierres que la Reine mère lui avait données, bien que Mazarin les destinât à l'achèvement du Louvre. Femme de chambre qui connaissait la valeur de l'argent, *Cathau la Borgnesse* avait disposé, au rez-de-chaussée, quatre boutiques dont les baies s'ouvraient de chaque côté d'une noble porte cochère. Au-dessus de la porte, dans la voussure, deux amours soutenant un médaillon de pierre qui représentait la Reine mère, attestaient la reconnaissance de la maîtresse du lieu. Le premier étage, haut de vingt-cinq pieds, était percé de sept fenêtres ; le deuxième était un attique surmonté d'un comble.

Le 26 août 1660, vers une heure de l'après-midi, l'hôtel de Beauvais semblait devenu un petit Louvre ; mais ce n'était pas dans les pièces qui donnaient sur l'ample cour ovale et sur le délicieux jardin suspendu, égayé et rafraîchi par des eaux jaillissantes, que l'on eût rencontré dames et seigneurs : toutes les têtes se pressaient aux fenêtres qui avaient vue sur la rue Saint-Antoine. Au grand balcon du premier étage, avant-corps central que couronnait un fronton sculpté aux armes de France et de Navarre, étaient assises, sous un dais cramoisi, la Reine mère et Henriette de France, reine d'Angleterre, ayant entre elles Henriette d'Angleterre leur nièce et fille, la future duchesse d'Orléans. Debout, un peu en arrière, on apercevait lord Germyn et Beautru, comte de Nogent. Le balcon le plus rapproché du Louvre était occupé par le cardinal Mazarin, près duquel se tenait Turenne, vêtu de noir ; au balcon le plus rapproché de l'église des Jésuites, la duchesse de Chevreuse, la princesse palatine, la comtesse de Noailles.

Qu'attend donc cette brillante assistance ? Qu'attendent, à une fenêtre du premier étage, Marie Mancini et, parmi les spectatrices du deuxième, Mme Scarron ? Louis XIV, qui fait son entrée solennelle dans Paris.

Il y a déjà quelque temps que défile, sous les yeux de la Cour, l'éblouissant cortège. Enfin, au milieu des acclamations, voici le Roi. Les dames ne cachent pas leur admiration : « Il est vêtu d'un habit tout de broderies d'argent trait, mêlé de perles et garni d'une quantité merveilleuse de rubans incarnat et argent, avec un superbe bouquet de plumes incarnat et blanc attaché d'une enseigne de diamants. » Il est « monté sur un superbe cheval d'Espagne bai-brun », dont la « housse » est « toute en broderies d'argent et le harnais semé de pierreries ». Mais il n'a pas besoin de tous ces vains ornements :

> En quelque obscurité que le sort l'eût fait naître,
> Le monde en le voyant eût reconnu son maître.

Tandis qu'il s'arrête sous le balcon des Reines, tandis que s'arrête aussi, étincelante en son char triomphal, la jeune reine Marie-Thérèse, de quel œil angoissé Marie Mancini regarde celui qu'elle a aimé, qu'elle aime encore, et cette Infante qui lui a pris sa place ! Cependant, au deuxième étage de l'hôtel de Beauvais, la future Mme de Maintenon, à qui rien ne peut faire prévoir encore son étonnante fortune, observe avec désintéressement : « Je ne crois pas qu'il se puisse voir rien de si beau, et la Reine va se coucher ce soir assez contente du mari qu'elle a choisi. »

Rentrée au palais Mazarin qu'elle habite désormais, la pauvre délaissée s'abandonne à sa douleur, à ses larmes et à ses sanglots. Son oncle n'osait paraître devant elle de peur de redoubler ses pleurs. Le lendemain, ce fut elle qui le pria de venir la voir. Elle lui dit alors qu'elle était prête à épouser Laurent Colonna, duc de Tagliacozzo, prince de Palliano et de Castiglione, grand connétable du royaume de Naples, dont il l'avait plus d'une fois entretenue.

Mais la blessure était mal fermée encore et rien ne contribuait plus à l'empêcher de guérir que la vue des empressements témoignés à la jeune Reine par le Roi. « C'est un défaut ordinaire à notre sexe, observe Marie, de ne pouvoir

souffrir qu'on loue les autres, quand même ce seraient les gens du monde qui méritent le mieux des louanges. Mais quand c'est une personne que nous aimons qui donne ces louanges et qu'elles regardent celle qui nous dérobe son cœur, je ne crois pas qu'il y ait rien de si sensible. C'est une cruauté qui surpasse toutes les autres. Le Roi me réduisit plusieurs fois en cet état-là et j'étais d'autant plus digne de pitié que je ne pouvais pas lui en faire des plaintes, ni désapprouver son procédé ! Ma raison l'excusait et les ordres de mon oncle étaient si exprès là-dessus, qui m'avait absolument défendu de rien dire sur ce sujet, qu'ils ne me laissaient pas lieu de contenter mon cœur en accusant le sien de quelque dureté. Néanmoins, toutes ces défenses et toutes ces considérations ne firent qu'augmenter les impatients désirs que j'en avais et m'obligèrent enfin à chercher deux ou trois fois l'occasion de m'expliquer avec Sa Majesté, qui reçut si mal mes plaintes que je résolus, dès ce moment-là, de ne me plaindre plus et de n'avoir pas la moindre pitié de mon cœur, s'il se troublait après tant d'insensibilité. »

En cette fin du printemps de l'année 1661, à la Cour et à la ville, on parlait fort du prochain mariage de Mlle Mancini et du connétable. Mazarin, qui avait tant désiré cette union, était mort le 9 mars. Il avait eu la joie de voir les noces de sa nièce Hortense et d'Armand de La Porte, duc de La Meilleraye, qui, par sa volonté, devint duc de Mazarin. Le mariage de Marie Mancini ne laissait pas Louis XIV indifférent. Un soir, au Louvre, rencontrant la jeune fille chez la Reine, le Roi lui dit, au grand mécontentement de sa mère : « Le destin, qui est au-dessus des rois, a disposé de nous contre nos penchants, Madame ; mais il ne m'empêchera pas de chercher, en quelque pays du monde que vous soyez, à vous donner des preuves d'estime et d'attachement. » Puis il fit cette recommandation à Mme de Venel, toujours à son poste de gouvernante auprès de Marie : « Et vous, madame, je vous prie d'être ma caution et d'accompagner Mme la Connétable jusqu'à Milan, où M. le Connétable doit venir la recevoir, et m'écrire au long les aventures de votre voyage. »

Un prompt départ mit fin aux inquiétudes d'Anne d'Autriche. Fiancée quelques jours plus tard, dans le cabinet du

Roi, avec le connétable que représentait le marquis Angelelli, épousée le lendemain par le même marquis au nom du même connétable dans la chapelle du Louvre, Marie quitta le palais Mazarin, où Louis XIV voulut assister à son départ :

> Adieu, Seigneur, régnez ; je ne vous verrai plus.

Jamais plus elle ne revit celui qu'elle avait si passionnément aimé. En 1672, croyant que le connétable, qui, d'ailleurs, la rendit mère de trois fils, mais ne lui fut pas toujours fidèle, avait voulu *dare il bocore*, lui donner, comme on disait alors en Italie, le morceau, c'est-à-dire du poison, elle vint se réfugier en France. Mais, devant la jalousie de la Reine et les répugnances de Colbert, Louis XIV lui défendit de venir à Paris et de paraître à la Cour, et l'enferma quelque temps à l'abbaye du Lys, près de Fontainebleau. Après une vie des plus romanesques et des plus agitées, elle ne reparut sur les bords de la Seine qu'au mois de septembre 1706. Elle descendit de sa chaise de poste au village de Passy et s'installa pour quelques semaines rue Basse, aujourd'hui rue Raynouard, dans la maison de son frère le duc de Nevers. C'est de là qu'elle écrivit d'une plume enthousiaste à son fils aîné : « Paris est si fort embelli depuis mon départ, — qui remontait à 1661, — que c'est chose incroyable. » Mais il n'en était pas de même de sa beauté. Ne voulant pas montrer les ruines de son visage au milieu des splendeurs de Versailles, Marie ne profita pas de l'offre de venir à la Cour que lui fit faire celui qui jadis l'appelait sa reine. Elle partit pour Rome le 14 octobre 1706 et mourut à Pise le 10 mai 1715. Elle avait alors près de soixante-quinze ans et précédait de quelques mois le vieux monarque dans la tombe :

> Tout est prêt. On m'attend. Ne suivez point mes pas.
> Pour la dernière fois, adieu, Seigneur. Hélas !

LA FORCE.

LA QUESTION SCOLAIRE EN ALSACE ET EN LORRAINE

L'application des récentes dispositions législatives relatives à la prolongation de la scolarité dans l'enseignement primaire n'a pas été sans soulever, en Alsace et en Lorraine, une émotion très vive qui n'est pas près de se calmer. Quoi qu'il en advienne, elle laissera derrière elle de ces malentendus, de ces appréhensions, peut-être de ces blessures et pour le moins de ces souvenirs qu'il eût été de la sagesse gouvernementale de ne pas provoquer. D'ordre pédagogique, à l'origine, elle a pris soudainement, dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, un aspect religieux qu'elle n'a pas dans le reste de la France ; elle est ainsi entrée dans le domaine des sentiments : là est sa gravité.

Dans une région où la majorité s'est constamment affirmée par les votes des électeurs et où le « climat » politique est particulier, elle a, par là, donné, non seulement aux croyants, mais aux partisans de l'autonomisme qui semblait mourir de sa belle mort, des raisons de mécontentement et d'agitation. Quant aux germanophiles (s'il en reste aujourd'hui) et aux agents de la propagande allemande, ils seraient vraiment mal venus à en tirer argument contre la France, quand on connaît l'attitude que le III[e] Reich a prise vis-à-vis de l'Église catholique, de l'Église évangélique, du judaïsme et de l'école confessionnelle.

Point n'est besoin d'être grand clerc ès affaires alsaciennes et lorraines pour avoir prévu, dès l'origine, qu'il en serait ainsi et pour avoir déploré la manière dont l'affaire

était engagée et suivie. Vraiment était-il opportun, très spécialement dans les circonstances actuelles, d'ouvrir, en dehors de toute prévision, dans les régions mosellane et rhénane, une zone de difficultés à l'heure où le mot d'ordre est partout de faire renaître la confiance ? Mais que ce soit dans le domaine financier, économique, social, de politique intérieure ou extérieure, et que ce soit dans l'Afrique du Nord ou sur les bords du Rhin, la vertu de prévoyance est-elle de celles dont peut se prévaloir la singulière coalition qui tient, comme on dit, les leviers de commande ? Pour comprendre ce déplorable imbroglio, un bref retour sur le passé est nécessaire.

***

Quelques faits dominent la question. L'immense majorité de la population alsacienne et lorraine est croyante et pratiquante. Elle est attachée à son régime religieux qui est celui du Concordat et des Articles organiques ; elle est attachée à son régime scolaire qui est celui de l'école confessionnelle. Ce dernier est semblable, à peu de choses près, à celui que la loi Falloux avait instauré en France, le 15 mars 1850, et que quelques ordonnances allemandes avaient amendé ou renforcé depuis 1871 : école confessionnelle pour chaque culte là où il y a trente enfants appartenant à l'une des religions reconnues ; enseignement religieux donné par les maîtres et par les ministres des cultes, dans les locaux scolaires ; faculté reconnue aux parents, sous certaines conditions, de demander que leurs enfants n'y soient pas astreints (1) ; possibilité pour les municipalités de créer, dans certains cas, des écoles interconfessionnelles ; caractère confessionnel des Écoles normales d'instituteurs et d'institutrices ; maintien, dans les écoles, du personnel enseignant appartenant à des congrégations religieuses (2) ; surveillance très stricte de la fréquentation scolaire, supérieure assurément à ce qu'elle est dans le reste de la France et, comme conséquence, faible moyenne des illettrés (7 pour 1 000 en Alsace, 37 pour 1 000 dans les

(1) Réglementé par circulaire de juillet 1933.

(2) La loi de juillet 1901, sur les associations, et les dispositions relatives aux congrégations n'ont pas été introduites dans les départements recouvrés.

Il est à noter que, depuis le 3 avril 1852, les municipalités sont libres, lorsqu'une vacance se produit dans le corps enseignant, de choisir la nomination d'une maîtresse laïque ou congréganiste.

autres départements, d'après les renseignements donnés, le 2 juillet, à la Chambre, par M. Schuman, député de la Moselle) ; maintien de la liberté d'enseignement.

Ainsi, la scolarité devait, en vertu des lois locales, maintenues dans les départements recouvrés, se terminer à *quatorze* ans révolus pour les garçons et à *treize* ans révolus pour les filles, c'est-à-dire qu'elle dépassait d'un an celle que la loi établissait dans le reste de la France. La population était satisfaite.

* * *

Le régime scolaire et le régime religieux de l'Alsace ont naturellement été de ceux qui ont sollicité l'attention de la France, dès que, au mois d'août 1914, nos troupes ont pris pied dans le Haut-Rhin.

Le général Joffre, lors de sa première visite aux Alsaciens libérés, leur a dit à l'hôtel de ville de Thann, qu'il leur apportait le baiser de la France et qu'ils étaient Français pour toujours. L'illustre soldat, taciturne jusque dans ses plus profondes émotions, et fidèle au principe de Richelieu, trop oublié aujourd'hui, que « les grandes affaires se font dans le silence », a-t-il alors ajouté : « La France vous apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs » ? *Grammatici certant.* Des hommes d'égale autorité et d'égale bonne foi tiennent pour et contre. On s'est beaucoup servi de ces propos rapportés par le *Bulletin des Armées de la République*, n° 50, du 2 décembre 1914. Un grand serviteur de l'Alsace et de la France, devenu en 1919 sénateur du Haut-Rhin, fut le témoin immédiat de cette séance historique dont il a, le jour même, noté les détails ; il m'a affirmé que ces mots n'avaient pas été ainsi prononcés et que l'allocution fut singulièrement brève. En tout état de cause, le Président de la République, lors de son premier voyage en Alsace (février 1915), confirmait aux populations alsaciennes ces déclarations et ces intentions (1).

(1) Allocution du général Joffre à Thann, d'après le *Bulletin des Armées*, n° 50 ; « Votre retour est définitif. Vous êtes Français pour toujours. La France vous apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés, à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs.

La question d'exégèse historique mise à part, je dirai que peu importe aujourd'hui, car là encore les faits dominent. Telles furent bien la volonté et la pensée du général Joffre, lié de vieille date avec des Alsaciens et fin psychologue, et telles furent les instructions qu'il donna à son état-major. L'administration des Territoires occupés du Haut-Rhin, que j'ai eu l'honneur de diriger plusieurs mois, dépendait, aux termes des règlements militaires, du G. Q. G., c'est-à-dire du général en chef (1). C'est bien cette consigne qu'elle a reçue et appliquée ; les lois de la guerre, l'honneur, notre intérêt même interdisaient du reste qu'il en fût autrement. Tout acte contraire au statut religieux et scolaire de l'Alsace eût risqué d'avoir, par représailles, les plus graves répercussions dans les départements français occupés par l'armée allemande. Il fallut des négociations délicates avec le Vatican pour que le cardinal archevêque de Paris fût investi temporairement de certains droits vis-à-vis des prêtres, des séminaristes et des fidèles demeurés dans les territoires alsaciens et séparés de leur ordinaire qui était l'évêque allemand de Strasbourg, avec lequel il leur était interdit et du reste impossible de correspondre.

Cette politique (dont, dès 1916, le « Comité d'études économiques et administratives pour l'Alsace » et, ultérieurement, deux rapports au ministre de la Guerre avaient jeté les bases) n'a cessé d'être, depuis lors, la politique française dans les départements recouvrés. Dès 1914 « elle n'a, veut bien m'écrire M. Millerand, alors ministre de la Guerre, suscité aucune espèce de réserve de la part du gouvernement ». — Pour n'en citer que quelques-uns, politique de tous les hommes d'État qui ont compris, aimé et servi l'Alsace : politique affirmée par Clemenceau, politique affirmée par M. Millerand comme Commissaire général de la République (2) et

Je suis la France. Vous êtes l'Alsace. Je vous apporte le baiser de la France. »

Allocution de M. Poincaré, à Saint-Amarin, d'après le *Bulletin des Armées* du 14-17 février 1915, n° 72 : « Le Président répond au maire qu'il vient confirmer aux populations d'Alsace les déclarations que leur avait déjà faites le général Joffre... La France, tout en respectant les traditions et les libertés des provinces qui lui ont été arrachées par la force, leur rendra leur place au foyer de la Patrie. »

(1) Elle fut placée, en octobre 1917, sous l'autorité immédiate du ministre de la Guerre.

(2) Discours à Strasbourg, comme commissaire général (1919) : « Vous pouvez avoir l'assurance que je viens ici avec la ferme volonté de respecter de la façon la

comme chef de l'État, politique affirmée par M. Poincaré comme Président de la République, puis comme Président du Conseil, lorsqu'il déclarait solennellement, aux applaudissements de la Chambre, que les lois qui régissent le statut religieux et scolaire de l'Alsace et de la Lorraine ne seraient modifiées que lorsqu'elles en manifesteraient le désir par la voix de leurs représentants ; politique confirmée par le Parlement, lorsqu'il n'a cessé de voter les dispositions et les crédits qui s'y rapportent.

A toutes ces déclarations l'Alsace s'est attachée et elle y a cru.

Une tempête surgit, en 1924, lorsque M. Herriot, accédant à la présidence du Conseil, déclara que son ministère accélérerait l'introduction des lois laïques en Alsace et en Lorraine. Devant la protestation générale, ces paroles restèrent sans lendemain : elles rentrèrent dans la catégorie de celles qu'un homme politique se doit de regretter d'avoir prononcées.

Ultérieurement quelques difficultés surgirent et des recours au Conseil d'État intervinrent lorsque certaines municipalités décidèrent la création d'écoles interconfessionnelles.

***

Assurément, il fallut des aménagements intérieurs : ils furent, durant la période d'organisation, l'œuvre magistrale à laquelle s'attachèrent, avec clairvoyance et prudence, deux grands recteurs de l'Académie de Strasbourg, M. Charléty et M. Pfister.

Dans ce pays, où le dialecte dominait et où l'enseignement partiel du français n'avait été donné, de 1871 à 1918, que dans soixante-quatorze communes d'Alsace et quatre cent soixante-

plus scrupuleuse vos libertés et vos institutions religieuses. Le Président de la République, le président du Conseil, le maréchal Joffre ont prononcé des paroles garantissant la liberté, les coutumes et les croyances. Cette promesse sera tenue par moi. »

Discours à Metz (22 mai 1919) : « Nous savons aussi quel prix vous attachez avec raison à vos croyances, à vos coutumes, à vos traditions. Vous avez recueilli l'engagement solennel que la République française les respectera intégralement. »

Discours à Strasbourg, comme Président de la République (22 mai 1923) : « L'École primaire pose d'autres problèmes, plus délicats semble-t-il au premier abord, non moins aisés pourtant à résoudre si l'on veut les aborder, comme il sied, avec l'unique souci de l'intérêt national qui implique, en premier lieu, le respect des coutumes et des croyances. »

dix de Lorraine, l'école serait-elle une école allemande où l'on enseignerait le français, ou une école française où l'on enseignerait l'allemand ? La réponse ne pouvait être douteuse.

Des instructions de M. Charléty, relatives à l'enseignement des langues, parurent le 15 janvier 1920, le 10 février 1926 et le 31 janvier 1927, confirmées le 20 août 1927 par M. Pfister qui fixa le début de l'enseignement de l'allemand au second semestre de la deuxième année scolaire et qui introduisit une épreuve d'allemand à l'examen du certificat d'études primaires: trois heures par semaine sont consacrées à cette matière.

Quel ne fut pas l'effort demandé à l'admirable corps enseignant d'Alsace et de Lorraine et quel n'est pas celui que le bilinguisme exige de lui ! Qu'on me permette un souvenir personnel. Lorsque, en janvier 1919, arrivant de Rhénanie, je me retrouvai pour la première fois dans ma demeure alsacienne, la population, la municipalité, les enfants des écoles et leurs maîtres étaient là pour me recevoir. La sœur de Ribeauvillé, directrice de l'école de filles (encore en fonctions aujourd'hui), me harangua en français. « Mais, ma Sœur, lui dis-je, vous étiez déjà là au printemps de 1914 et... vous ne parliez pas français ! — Ah ! donc, monsieur le colonel, me répondit-elle, on l'a appris pendant la guerre ! » Ah ! chère Sœur qui, durant que nous étions à Verdun, aviez assez confiance pour apprendre, le soir, le français derrière les volets clos de votre école d'Alsace surveillée par la police allemande !

Quant à nos jeunes maîtres d'aujourd'hui, que ne puis-je mettre sous les yeux des lecteurs de la *Revue*, l'admirable lettre que, hier même, j'ai reçue d'un instituteur de vingt ans, né dans ma commune, et dont les parents, vignerons enracinés dans le terroir, ne parlent que le dialecte ? Puissent tous ses jeunes collègues de « l'intérieur » manier aussi bien notre langue et exprimer de tels sentiments !

Voilà où nous en sommes. Voilà ce qu'il ne faut pas casser, en faisant tourner le problème de l'assimilation autour de la question de la laïcité, autour de la politique et de l'idéologie, même s'il y a encore des progrès techniques à réaliser, dont le temps (qu'il faut aider, sans le bousculer ou le contrecarrer) sera le meilleur des auxiliaires.

Mais qu'est-il donc intervenu depuis quelques semaines ?

* * *

La nouvelle loi du 9 août 1936, relative à la prolongation de l'obligation scolaire, porte, dans son article premier, que : « l'instruction primaire est obligatoire, pour les enfants *des deux sexes*, français et étrangers, âgés de six à *quatorze ans* » et, dans son article quatorze, que : « des décrets détermineront les conditions de son application dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, ainsi qu'en Algérie ».

Le 22 octobre, le *Journal officiel* publiait un décret du 10 octobre, portant application de la loi aux départements recouvrés, « *sous les réserves suivantes* : l'admission à l'examen de libération de l'instruction primaire obligatoire ne peut avoir lieu qu'à l'âge de *quinze ans révolus* pour les garçons et à l'âge de quatorze ans révolus pour les filles ». — On voit la différence et l'on comprend la surprise ! Ni à la Chambre, lors de l'intervention de M. Schuman, député de la Moselle, le 2 juillet, ni au Sénat, le 30 juillet, au cours de la discussion à laquelle prirent part M. l'abbé Muller, sénateur du Bas-Rhin, et M. de Tessan, sous-secrétaire d'État chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine, il n'avait été question de pousser l'obligation pour les garçons jusqu'à quinze ans. « Ce qui est nouveau, avait dit l'abbé Muller, c'est l'introduction de l'obligation scolaire *pour les filles* jusqu'à quatorze ans. » C'était bien, là, rester dans le domaine pédagogique et ce stade n'était pas alors dépassé.

Entre la promulgation de la loi et la publication du décret, aucun contact n'avait été établi avec les représentants de l'Alsace et de la Lorraine. Le décret qui modifiait et aggravait brusquement la loi dans ces conditions n'était accompagné d'aucun commentaire administratif ; il paraissait tardivement plus de deux mois après la promulgation de la loi. Les classes primaires étaient rentrées depuis un mois ; les parents des élèves libérés de l'obligation scolaire (auxquels le décret imposait sans préavis des charges nouvelles plus lourdes que celles des autres Français) avaient, durant les vacances, pris leurs dispositions en vue de l'apprentissage de leurs fils ou de leur emploi. On voulut bien leur dire que les apprentis munis d'un contrat ne seraient pas convoqués. En outre, dans beaucoup d'écoles, il n'y avait pas de places dans les

classes dont on cherchait précisément à diminuer les effectifs, et pas de maîtres ou de locaux pour ouvrir de nouvelles classes.

L'Alsace était alors, pour d'autres motifs, nerveuse et irritée : souvenir des événements allemands du 7 mars et renforcement de nos garnisons de sûreté ; marasme économique ; impression produite par les grèves ainsi que par les occupations d'usines ou d'exploitations agricoles ; colère contre les menaces de propagande massive annoncée par les soixante-douze députés communistes qui siègent à la Chambre et dont elle s'était défendue, le 11 octobre, avec l'énergie et le succès que l'on sait ; prise de contact délicate avec le personnel gouvernemental. Cependant elle avait, le 18 octobre, largement témoigné de son ardent loyalisme, lors du voyage fait à Strasbourg par le Président de la République.

Les maires furent invités à appliquer immédiatement le décret en donnant les noms des enfants qu'il concernait. Quelques-uns s'inclinèrent par respect pour les ordres administratifs, d'autres, en grand nombre, opposèrent l'inertie, sanctionnée par les parents ; les enfants atteints par ces dispositions ne vinrent pas à l'école et n'y sont pas aujourd'hui. Tout était décidément fâcheux dans cette affaire ; ni le prestige administratif, ni le principe d'autorité n'en sortaient grandis. — Des pourvois contre la légalité du décret furent introduits devant le Conseil d'État, et cela au moins était dans l'ordre régulier des choses.

Cependant la presque unanimité des parlementaires alsaciens et lorrains (à l'exception de trois d'entre eux) demanda, le 20 janvier, des explications au président du Conseil, au cours d'une audience où, sans vouloir sortir d'une réserve légèrement hautaine, il fit connaître qu'il répondrait par écrit. La réponse parvint le 30 janvier à M. l'abbé Muller. Renversant la question et faisant un bond en avant, elle annonçait, *in fine*, « l'intention de soumettre dans le plus bref délai au Parlement un projet de loi relatif au régime scolaire des départements recouvrés ». M. Léon Blum ajoutait : « Chacun des représentants pourra faire connaître individuellement et publiquement s'il est partisan, comme le gouvernement l'avait cru, du maintien du statut scolaire actuellement en

vigueur, c'est-à-dire le maintien du bilinguisme et de l'enseignement religieux, avec le corollaire nécessaire du maintien d'une scolarité plus longue que dans les anciens départements, ou si, au contraire, il demande la même durée de scolarité et partant le même programme que dans le reste de la France. »

Et voilà du nouveau. Et voilà la question religieuse dans l'affaire, où l'on vit dès lors une menace et un marchandage. On murmurait, à tort ou à raison, que d'anciens députés israélites d'Alsace avaient donné leur avis : une crise d'antisémitisme, déjà latente, s'accentua. Les protestations catholiques s'élevèrent, énergiques, dans la presse et dans des réunions ; des listes de pétition circulèrent partout. L'éminent évêque de Strasbourg, Mgr Ruch, se fit, le 7 février, l'interprète de cette émotion dans une lettre pasturale (1) qui eût pu profiter, peut-être, de quelques allègements et où « étranger comme toujours, disait-il, à la politique et ee plaçant au-dessus et en dehors des partis », il déclarait « avant tout nécessaire de savoir et de définir ce qu'est l'école laïque ». Le clergé d'Alsace se groupa unanimement autour du prélat.

Le 10 février, la présidence du Conseil lui répondait par un « communiqué » qui ne portait pas de signature.

Elle se défendait (heureuse promesse qu'il faut retenir) de vouloir « l'abrogation de la loi Falloux, l'introduction de l'école laïque et, *a fortiori*, l'expulsion des sœurs enseignantes », mais estimant « injurieux » le ton de l'évêque et évoquant (sans vouloir pourtant s'en servir) « le droit du pouvoir temporel de réprimer les abus des ecclésiastiques concordataires », elle l'invitait « à observer une attitude plus réfléchie, plus calme, et, pour tout dire, plus conforme aux véritables intérêts de l'Église et de l'État ». — La mercuriale de l'hôtel Matignon n'arrangea guère les choses et l'on s'étonna de voir le front populaire brandir ces foudres désuètes au nom « des intérêts de l'Église ».

De leur côté, trente-sept sur trente-neuf des sénateurs et députés alsaciens et lorrains écrivaient à M. Léon Blum : « Si vous croyez devoir assurer l'application du décret, nous vous avertissons que notre population ne manquera pas

(1) Un *post-scriptum* à cette lettre pastorale a été communiqué aux fidèles le 13 février par l'évêque de Strasbourg.

d'organiser sa résistance à une mesure à la fois arbitraire et illégale et nous déclarons laisser au gouvernement l'entière responsabilité de toutes les répercussions morales et politiques qui en découleront. » Au cours d'une réunion tenue à Metz, le 13 février, sous la présidence de M. Sérot, député et président du Conseil général de la Moselle, cent un sénateurs, députés et conseillers généraux des trois départements, ont déclaré : « Opposer une fin de non recevoir absolue à toute tentative de mettre en cause le statut linguistique et religieux des écoles primaires » ; ils ont réclamé la suspension du décret « en vue d'une reconsidération du problème, après consultation de tous les intéressés ».

Durant la réunion, le général Hirschauer, sénateur de la Moselle, a cru devoir souligner « l'unanimité qui se fait à ce sujet entre les cultes catholique, protestant et israélite ». Effectivement, du côté protestant, la presque unanimité de la presse religieuse, de nombreux groupements évangéliques, « l'Union des Pasteurs », les Comités interconfessionnels de Strasbourg, de Colmar et de Mulhouse (composés des représentants qualifiés des principales organisations catholiques et protestantes) s'associaient à ces protestations. Le 24 février, le Directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg et la Commission synodale de l'Église réformée, adressaient au président du Conseil la résolution suivante : « Considérant que la question relative à la prolongation de la scolarité est de nature technique et, comme telle, ne fait pas partie du domaine religieux, le Directoire et la Commission synodale sont résolus à s'abstenir de toute discussion de cette question. Mais ils considèrent de leur devoir de demander, d'une manière très pressante, le maintien intégral de l'enseignement religieux et du bilinguisme, ainsi que du statut scolaire en vigueur dans les écoles d'Alsace et de Lorraine. » Presque au même moment, « l'Entente régionale de la Fédération générale de l'Enseignement », approuvée par la presse de gauche, mais qui ne groupe pas la majorité du personnel enseignant, publiait une note technique où elle faisait ressortir la nécessité de la prolongation scolaire en Alsace et en Lorraine en raison des quatre heures par semaine consacrées à l'enseignement religieux et des trois heures par semaine que comporte l'enseignement de l'allemand. —

« Il faut choisir », disait-elle, à son tour. — Que l'on était loin des discours d'antan et même des débats parlementaires de juillet 1936 !

* * *

Les choses en sont là aujourd'hui et il faut en sortir. Souhaitons que le bon sens, que le tact, le cœur et l'intelligence se dépouillant du virus de la politique, que la connaissance des sentiments et des intérêts de nos populations de la frontière leur trouvent rapidement une solution digne de la France, conforme à ce qui a été dit en son nom et à ce que les Alsaciens et les Lorrains peuvent légitimement en attendre. — « Petite affaire, comparée aux autres », diront peut-être quelques-uns. Eh! que non. Elle s'y ajoute; elle rompt avec le passé ; elle touche, par l'enfant et par la vie religieuse, aux régions les plus profondes de l'âme et de la sensibilité collective, promptes à s'inquiéter et naturellement plus lentes à se rétablir ; elle se déroule sur les bords de la Moselle et du Rhin français où, précisément, nous avons aujourd'hui la joie immense de récolter les fruits des efforts que nous avons faits depuis 1919 et où, qu'on le veuille ou non, un demi-siècle de séparation d'avec la France a pour effet que les problèmes ont, à Metz et à Strasbourg, un aspect et des conséquences autres que ceux qu'ils peuvent avoir à Narbonne ou à Lyon.

FRANÇOIS DE WITT-GUIZOT.

UN AMI DE FLAUBERT

On connaît l'amitié qui unissait Gustave Flaubert et Louis Bouilhet. Or Bouilhet qui, en 1853, avait quitté sa ville natale de Rouen pour venir à Paris conquérir la gloire littéraire, s'y était lié avec un jeune clerc d'avoué, Agénor Bardoux, qui, tout en achevant ses études de droit, s'était fait inscrire au barreau. Le 16 novembre 1856, un certain nombre de Rouennais et d'amis de Bouilhet fêtaient le poète au restaurant des *Frères Provençaux*, et Flaubert était du dîner ainsi qu'Agénor Bardoux. Leur commune affection pour l'auteur de *Melaenis* les fit sympathiser. Quelques années plus tard, dans une lettre datée du 20 juillet 1859, Louis Bouilhet écrivait à Bardoux, maintenant avocat à Clermont-Ferrand : « La dernière fois que j'ai vu Flaubert, il m'a parlé de toi avec une très grande affection. Il est charmé des vers que tu lui as lus ou récités. Il te trouve en immense progrès. » Dès ce moment une correspondance régulière s'établit entre Flaubert et Agénor Bardoux.

QUAND PARAISSAIT « SALAMMBO »

La première lettre de Flaubert à Bardoux concerne Bouilhet, et sa pièce *l'Oncle Million* qui fut donnée à l'Odéon le 6 décembre 1860.

« La première de *l'Oncle Million* aura lieu jeudi prochain. La répétition générale se fait mercredi prochain à une heure. Nous t'attendons. D'ici là je t'embrasse.

« G. FLAUBERT. »

« Bouilhet n'en peut plus. Ça ira *très bien*, je crois. »

En 1862, Flaubert est à Vichy ; le désir de voir son ami lui fait écrire aussitôt :

Vichy, Hôtel Britannique, mardi.

« Mon cher ami, me voici à Vichy depuis avant-hier, et je dois y passer une saison, c'est-à-dire une vingtaine de jours. Comme je suis ici avec ma mère et pour elle, je ne puis guère m'absenter. Cependant je ne quitterai pas l'Auvergne sans t'avoir fait une visite. Mon intention est d'aller (avant notre départ) te serrer la main à Clermont.

« Es-tu très occupé? Et peux-tu, d'ici à mon apparition, en faire une toi-même ? Faut-il compter sur toi un de ces dimanches ? Bouilhet m'a chargé de t'embrasser. C'est ce que je fais avec grand plaisir. A toi, ton

« G. FLAUBERT. »

Quelques jours plus tard, Flaubert confirme sa visite à Clermont et, donnant libre cours à sa plume, précise, en même temps, une date importante dans l'histoire littéraire :

Vichy, Hôtel Britannique, vendredi 28 août (1862).

« Mon cher ami, j'ai enfin vendu *Salammbô* à Lévy et *il faut* que je sois à Paris le lundi 8 septembre, pour revoir une dernière fois *mon manuscrit* et donner le bon à tirer de la première épreuve du 15 au 20.

« Ma mère part d'ici jeudi prochain et a l'intention de rester à Clermont jusqu'au lundi matin 8. Ses bains l'ont fatiguée et elle ne pourra certainement faire l'ascension du Mont-Dore. Elle se bornera à voir le Puy. Quant à moi, je voudrais ne pas quitter l'Auvergne sans avoir vu ce que ta patrie (après toi) possède de plus intéressant (1). »

En septembre de cette année 1862, Agénor Bardoux est à Paris. Son ami l'associe à Bouilhet pour « les séances correctives » de *Salammbô,* ce que Flaubert appelait « les séances de pioche ». L'histoire littéraire offre peu d'exemples d'une intimité semblable à celle qui lia Bouilhet et Flaubert, les faisant travailler en parfaite union sur leurs œuvres et leurs pensées. Pendant plus de vingt ans, tout en conservant leur originalité propre, ils y introduisirent une âme commune. C'était entre le poète et le romancier la critique la plus

(1) La lettre se continuait vraisemblablement sur un second feuillet qui a été perdu.

franche et la plus absolue : son action se renforçait d'une intelligence exquise et de l'amitié la plus vraie. L'œuvre que Flaubert avait, durant trois ans de solitude d'un « Père de l'Église », nourrie de sa tristesse et de sa méditation la plus laborieuse, causa un grand émoi littéraire. Mais dès le premier jour, son Africaine vécut dans la certitude de l'immortalité. Agénor Bardoux, qui mesurait toute la puissance et l'éclat du talent de Flaubert et avait reçu un exemplaire de *Salammbô* avec cette dédicace : *A mon très cher ami Bardoux*, lui écrivit :

« Très cher ami, j'ai passé la nuit à lire ton admirable épopée. Elle m'en a appris plus long sur l'antiquité que tous les bouquins entassés. Tu nous révèles de nouvelles qualités de premier ordre, et tu bouleverses en maître toutes les idées fausses qui circulaient sur ce monde-là. Il y a une sûreté dans ton expression, qui est digne des anciens.

« Bien d'autres que moi adoreront surtout tes phrases, qui sont une mélopée, et cette continuité du sens antique. Moi j'admire tout, mais je tenais à te signaler les côtés politiques et historiques de ton puissant esprit. Tu as fait une résurrection rien que par ta volonté. Ma mère se joint à moi pour te dire que ton livre te place haut sur les sommets. Quant à moi, je félicite Mme Flaubert d'avoir mis au monde son Gustave. Garde-moi ta charmante et exquise amitié ! Je te la rends au centuple.

« Je t'embrasse en fils soumis et je présente mon front au dieu Bouilhet. »

L'été de 1863, en ramenant Gustave Flaubert à Vichy, raviva encore son amitié avec Agénor Bardoux. Dès le projet formé, son ami en est averti :

« J'arrive à Paris et je trouve sur ma table ta brochure (1). Je compte t'en remercier de vive voix d'ici à peu de temps. Car dans une quinzaine de jours, je serai à Vichy avec ma mère et ma nièce. Viendras-tu m'y faire une petite visite ? Je te préviendrai dès mon arrivée.

« Fais-moi le plaisir de présenter à Mme Bardoux tous mes respects. Quant à toi, mon cher ami, je t'embrasse très tendrement. »

(1) Jean de Doyat. *Les grands baillis au XVe siècle.*

Fidèle à sa promesse, et à peine installé à l'Hôtel Britannique, il lui écrit de nouveau :

« Mon cher ami, nous sommes arrivés hier à Vichy. Quand aurons-nous le plaisir de te voir ? Écris-moi un petit mot la veille pour me prévenir. Arrange-toi pour nous donner une bonne séance. Mille respects et amitiés à ta mère. »

Un premier entretien ne peut suffire à leur besoin d'épanchement mutuel :

« Tu sais bien, mon brave, que je ne te tiens pas quitte. Je t'attends au milieu de cette semaine avec ton *Cahier* (1). Nous partons dimanche matin, « sans aucune remise ». Arrive donc ! Tu serais bien gentil de coucher à Vichy. Nous aurions une bonne soirée bien entière pour causer. »

Dans la vie égale et sans emphase de Flaubert, dont tous les événements furent ceux du travail et de la création, les sentiments du cœur eurent une large place. Seules, les affections le distraient de son grand labeur. Il aimait recevoir ses amis dans sa maison de Croisset, « sa cabane », et si une occasion se présente d'y amener l'un d'eux, il se hâte de l'évoquer :

Croisset, près Rouen, 6 septembre (1863).

« Bouilhet m'écrit que tu viendras voir d'Osmoy (2) vers le 18 de ce mois. Or, ma mère, ma nièce et moi te prions de pousser une pointe jusqu'à Croisset. Il y a bien longtemps que nous ne nous sommes vus, cher ami, et j'ai grande envie de causer avec toi (3). »

(1) Sans doute le second volume de vers de Bardoux, non publié.

(2) Comte d'Osmoy, plus tard député et sénateur de l'Eure.

(3) Ou encore dans ce billet postérieur, d'un style enjoué, qu'il adresse à ses deux amis :

« Mon cher ami,

« J'attends, de jour en jour, une lettre de vos deux Seigneuries m'annonçant votre arrivée dans ma cabane. Quand sera-ce ?

« Le terriole d'Osmoy n'a pas répondu à ma dernière épître, de même qu'il n'a pas envoyé de billets pour la Chambre à ma nièce, rue de Clichy, 55.

« Je lui pardonne ces deux crimes à condition que tu me l'amèneras *illico*. Pourquoi pas ? Je t'embrasse. »

Croisset, près Rouen. Jeudi.

APRÈS LA MORT DE LOUIS BOUILHET

Quand sa vie se dépeuple d'affections, Flaubert, si robuste contre les injustices du sort, trahit des moments de touchante faiblesse et d'humaine défaillance et il nous livre les péripéties de son drame intérieur. La mort de Bouilhet le laisse dépaysé, « dépareillé », et comme en exil sous le toit même de Croisset.

Croisset, 26 juillet 1869.

« Merci de ta lettre, mon cher ami, — et puis, que veux-tu que je te dise ? Je suis navré, broyé. C'est non seulement ma vie qui se trouve prodigieusement dérangée, mais ma littérature. J'ai perdu mon conseiller, mon guide, mon vieux compagnon de trente-sept ans ! On m'a nommé le président d'une Commission qu'on a formée hier pour lui élever un monument ; je t'enverrai la première liste.

« Ma mère se porte bien, malgré ses soixante-dix-sept ans bientôt, mais son moral baisse, et je vis dans une inquiétude permanente. Je reste encore à Croisset une huitaine de jours ; puis, à partir du 15, je serai à Paris, boulevard du Temple, 42. Mais dès le 1er octobre, comme j'ai changé de logement, écris-moi, ou plutôt viens me voir : rue Murillo, 4 (parc Monceau). Et toi ? Que deviens-tu ? Quand il y a si longtemps qu'on ne s'est vu, on n'ose plus se faire de questions.

« Bouilhet laisse : 1° *Mademoiselle Aïssé*, drame en vers qui sera joué à l'Odéon au mois de janvier ; 2° de quoi faire un très beau volume de vers ; 3° plusieurs pièces de théâtre en prose. »

A peine rentré, après l'Année terrible, dans la maison de Croisset, en deuil maintenant de bien des cœurs, qui en avaient fait battre « le cœur de pierre » (1), Flaubert se consacra à la mémoire de son ami. Libéral au point de négliger sa gloire, rien, même pas la trame étrange d'une de ses meilleures productions, ne peut l'en distraire. Il y dépensa tout son feu.

Les démêlés qu'il eut avec la municipalité de Rouen, qui refusa de donner le terrain nécessaire à l'édification d'une fontaine perpétuant sous la forme de l'eau qui chante l'âme

(1) L'expression est de Lamartine, dans *la Vigne et la Maison*.

du poète disparu, — est-ce d'Orient qu'il rapporta cette idée symbolique ? — sortiraient du cadre de ce récit, s'ils ne faisaient chaîne avec ses lettres à Bardoux, devenu député du Puy-de-Dôme à l'Assemblée nationale. Dans une prose magnifique et vengeresse, pleine de prophéties comme celle des livres saints, il flagella et flétrit l'indifférence des classes possédantes à l'égard des puissances de l'esprit : c'est presque un anathème qu'il prononça contre la soumission de la bourgeoisie à la médiocrité.

« Pourquoi t'es-tu échappé samedi soir et pourquoi ne t'ai-je pas revu ? Tâche de m'avoir, par tes collègues, les deux indications suivantes : 1° Quelles sont dans les différentes villes de France les statues érigées *de nos jours* à des hommes de deuxième et de quinzième catégorie ? — 2° Quels sont les vrais grands hommes qui en manquent ? A peu près tous, n'est-ce pas ?... J'ai besoin de savoir cela très promptement. Quand te verrai-je ? »

Flaubert, si désireux pour lui-même de vivre éloigné du monde bruyant et des échos de la célébrité, aimait au contraire le succès d'autrui. Modèle des amis généreux, il mit tout son orgueil à assurer un hommage laudatif à la pièce posthume de Bouilhet. Payant de sa personne, il court au théâtre à toute heure, assiste aux répétitions. Pour un intérêt si touchant, sa conscience est traversée de scrupules. Attentif à tout, il se préoccupe de conquérir la presse à ses fins. En la conjoncture, Bardoux sera son bon ouvrier.

« Mon cher vieux, il faudrait dès maintenant, par toi ou tes amis, circonvenir autant que possible *tous* les journaux où il y aura des comptes rendus d'*Aïssé*, et que cette phrase ou une équivalente fût insérée à la fin de l'article louangeur sur *Aïssé* :

« 1° « Comment se fait-il que le Conseil municipal de Rouen ait refusé d'accepter gratis une fontaine ? etc. »

« 2° Puis cette remarque : « Quand jouera-t-on la féerie : *le Château des cœurs* (1) ? » Entends-toi pour cela avec nos amis R. Duval, Cordier, Lanfrey, etc.

« La première aura lieu jeudi ou samedi. Je n'ose te fixer de rendez-vous. Mais tu peux venir quand tu voudras

(1) Écrite en collaboration par Flaubert, Bouilhet et d'Osmoy.

le soir, ou de très grand matin, au risque de ne pas me trouver... Je suis brisé, ahuri... N'importe ! ça ira (1). »

Malgré des défaillances physiques, il soutient le combat pour son ami avec une singulière énergie. Il recueille et publie *Dernières chansons* (2) et vient aider à leur succès en les préfaçant d'une notice, faite en grande partie de souvenirs personnels, qui est un chef-d'œuvre :

« Je te trouve simplement sublime ! Je hurle contre toi parce que je ne te vois pas !... et tu me demandes : « Quand veux-tu que je vienne te voir ! » Mais, toujours, mon joli coco ! Toujours, quand il te plaira.

« Si l'autorisation tarde pour la brochure, elle sera inutile. Je n'ai pu m'en occuper moi-même, parce que, depuis huit jours, une angine violente me retient au logis.

« Tâche d'avoir les articles pour *Dernières chansons* ; j'en aurai dans *les Débats*, *le Moniteur*, *le Constitutionnel*, *le Bien public*, *la Cloche*, *le XIXe Siècle*. Occupe-toi des autres journaux. Quand te verrai-je, nom de D..., toi et d'Osmoy ? »

S'il travaille à l'épanouissement de la pensée du poète, il s'attache au projet de lui donner, par son image visible, un souvenir vivant dans le lieu même où est né et s'est révélé son talent. Derechef, il met Bardoux en campagne :

« Informe-toi de ceci : qui est le directeur général des Ponts et Chaussées et par quels moyens le séduire ? C'est pour la fontaine Bouilhet. Ainsi, la chose est grave. »

Sa piété l'emporte enfin.

« Vous apprendrez avec plaisir (il s'adresse à d'Osmoy et à Bardoux) que le maire de Rouen a agréé ma proposition relative au monument de Bouilhet. Nous aurons, dans un quartier populeux, une jolie fontaine avec son buste et qui portera son nom. Je vous embrasse. »

FLAUBERT DANS LA GÊNE

Cependant, sa nouvelle œuvre, pleine de fortes beautés, ouvrait des horizons inconnus. *La Tentation de saint Antoine* parut chez Charpentier en avril 1874.

(1) La première représentation de *Mademoiselle Aïssé* fut donnée à l'Odéon le 6 janvier 1872.

(2) Parues en 1872 chez l'éditeur Lévy.

« Mon vieil ami, lui écrit Agénor Bardoux, de Versailles, je n'ai achevé qu'hier la lecture de *la Tentation de saint Antoine*, et je t'adresse l'expression de ma sincère admiration pour ton œuvre si étrange et si sérieuse. Avec une variété de ton admirable, une sûreté de style et une vigueur incomparables, tu as rendu visibles les choses les plus idéales et ton érudition n'a jamais fait un faux pas. Je t'embrasse de tout mon cœur. »

Brusquement, en 1875, Flaubert se trouva tomber d'une belle condition à une misère subite. Sa générosité ordinaire, accrue de l'affection qu'il portait à sa nièce, Mme Caroline Commanville, fut la cause de ses traverses. Les pertes d'argent éprouvées par son neveu Commanville le décidèrent à engager tous ses biens pour le sauver, lui, de la faillite, sa nièce de la ruine. Le voilà, à plus de cinquante ans, en proie aux atroces soucis matériels, qui ont si souvent marqué de douloureuses et nobles carrières d'artistes et d'hommes de lettres. Et cependant, tout entier à ceux qu'il chérit, il ne gémit point de sa disgrâce. Au milieu de ses malheurs comme dans ses deuils, le travail lui reste.

Un familier apprit à Agénor Bardoux ce coup du sort, aggravé encore par la largesse de Flaubert vis-à-vis de ses proches. Ils se concertèrent pour adoucir au grand homme la vie nécessiteuse et l'inquiétude pécuniaire.

Bardoux était alors sous-secrétaire d'État à la Justice. Il songea à faire obtenir pour Flaubert la même pension que l'État servait à Sandeau. C'était juste de quoi ne pas mourir de faim, mais, à cette époque, le budget ne péchait pas par excès de prodigalité. Il reçut de son ami cette lettre, digne et émue :

Croisset, près Rouen, 29 août 1875.

« Mon cher ami, je ne saurais te dire combien j'ai été ému jusqu'au fond du cœur par la démarche dont Raoul Duval m'a parlé et dont vous êtes tous les deux complices. On n'est pas meilleur que vous l'êtes ! Avoir pris l'initiative d'un pareil service en redouble le prix. Mais, mon cher ami, je t'en fais juge toi-même : à ma place, tu ne l'accepterais pas.

« Le désastre qui m'atteint n'a rien qui intéresse le public. C'était à moi de mieux gérer mes affaires, et je trouve que le

budget ne doit pas me nourrir. Pense donc que cette pension serait publiée, imprimée, et peut-être attaquée dans la presse et à la tribune. Qu'aurais-je, qu'aurions-nous à répondre? D'autres jouissent de la même faveur, c'est vrai, mais ce qu'on passe aux autres m'est interdit ; et puis, Dieu merci, je n'en suis pas *encore* là ! Cependant, comme ma vie va être étroite, si tu peux me dénicher dans une bibliothèque une place de trois ou quatre mille francs avec le logement (comme il y en a à la Mazarine ou à l'Arsenal), je crois que ça me ferait du bien ! Mais une pareille trouvaille me paraît presque impossible ? On peut y songer d'avance et prendre ses précautions.

« Comme je n'en puis plus, comme je crève de chagrin, je vais me réfugier à Concarneau, jusqu'à la fin d'octobre, dans la compagnie de Georges Pouchet (1), qui fait, là-bas, des expériences sur les poissons.

« Depuis quatre mois, moi et ma pauvre nièce, nous avons mené une vie infernale ! Je crois que la faillite sera évitée. L'honneur sera sauf. Mais rien de plus. Ainsi donc, mon cher ami, c'est bien entendu : ne demande pour moi aucune pension. Car, franchement, *je ne puis l'accepter*. Mais si tu trouvais une sinécure avantageuse, c'est différent. Merci encore une fois de ce que tu as fait pour moi. »

Quelques lueurs d'espérance mêlées à l'amertume d'avoir à recommencer la vie à plus de cinquante ans, rendent émouvante la lettre suivante où il revient sur ses hésitations :

Croisset, 13 septembre 1875.

« Comme tu es bon, mon cher Bardoux ! Voilà, premièrement, ce que j'ai à te dire. Ce que tu fais pour moi m'attendrit, mais ne m'étonne pas.

« Ta lettre m'arrive au moment de mon départ pour Deauville. Je vais y vendre, à de très bonnes conditions, une ferme dont le prix empêchera la faillite de mon neveu. Ses affaires prennent une meilleure tournure. De Deauville, j'irai à Concarneau me remettre un peu. Car je suis bien bas, mon pauvre ami ! Puis, dès le commencement de novembre, je serai à Paris.

(1) Georges Pouchet, né à Rouen en 1833, fils du savant qui devait engager de si vives polémiques avec Pasteur ; lui-même biologiste, il devait être nommé en 1879 professeur d'anatomie comparée au Muséum.

« Mais parlons de ce que tu fais pour moi. *Ne te presse pas.* Car j'ai peur de mal agir envers toi, par la suite. Si la place que l'on m'offrira était à la Bibliothèque nationale, où le travail est atroce, si elle exigeait ma présence à Paris toute l'année ou si les émoluments étaient au-dessous de trois ou quatre mille francs, je n'aurais aucun bénéfice à accepter. Car cela n'amènerait pas dans ma position une amélioration suffisante. Ce séjour forcé à Paris, toute l'année, m'entraînerait à plus de dépenses et je n'y gagnerais rien. En un mot, mon cher ami, ce qui me conviendrait, c'est une sinécure ou approchant. Tu vois que je te parle carrément. Tu vas dire que je suis bien difficile. C'est vrai. Mais j'aime mieux ne te rien cacher.

« Si quelquefois tu me faisais obtenir une place qui ne me convienne point, je la refuserais, ce qui serait bien mal reconnaître ta bonne amitié. Comme il n'y a pas « péril dans la demeure », continue à tendre tes filets, observe, informe-toi, guette. Dans six semaines, je serai à Paris. J'irai te voir et nous causerons sérieusement. Mais d'ici là n'arrête rien. S'il se présentait cependant une circonstance extraordinaire, fais-m'en part tout de suite.

« J'aurais voulu te répondre d'une façon plus catégorique, mais je ne sais pas encore ce qui résultera pour moi, définitivement, du désastre de Commanville, et jusqu'à quel point je serai ruiné. Ce qu'il y a de sûr, c'est que notre vie à tous les trois va être bien étroite, et que trois ou quatre mille francs de rente de plus me feraient du bien, pourvu que je puisse continuer à passer quatre mois de l'année à Croisset et que je n'aie pas des occupations qui m'empêchent de travailler.

« Tu vois que je t'ouvre « le fond du sac » comme à un ami, et non à un protecteur. Tu as assez de cœur pour comprendre tout ce qui se passe dans le mien. Ma nièce me charge de ses amitiés et moi je t'embrasse. »

GUY DE MAUPASSANT

La riche et puissante nature de Flaubert était vaincue par l'immense labeur, l'infortune, et plus encore le chagrin de voir s'en aller les chers compagnons de travail d'autrefois. Il eût définitivement rompu avec l'espérance, s'il n'avait

ressenti une douce consolation : celle de recueillir de son vivant l'affectueuse admiration du jeune cénacle d'écrivains d'alors. A leur cordialité, il ravivait son ardent besoin de sympathie. L'un d'entre eux fit plus encore pour le rattacher à la vie, en l'absorbant dans l'inhérent besoin qu'a l'homme de se prolonger. Guy de Maupassant fut le « disciple » qu'il soutint par l'exemple et anima de sa tendre influence.

Voici comment Flaubert en vint à entretenir « l'ami Bardoux » d'une si grande cause d'intérêt. Guy de Maupassant avait un modeste emploi de commis au ministère de la Marine. Il rencontrait assez peu de succès à dresser des états de gamelles ou autre matériel dans le service des approvisionnements généraux ou des équipages de la flotte, récoltant de son supérieur hiérarchique l'appréciation : « capacité : ordinaire ». Mais tout sert aux écrivains, même ce qui les révolte ! Le romancier est déjà dans les expériences dont il souffre cruellement.

Cependant un changement d'air et un supplément de liberté ne sauraient nuire à la croissance du talent. C'est ce que pensa Flaubert. Bardoux était ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans le cabinet Dufaure. Flaubert lui dépêcha Maupassant ; il fut bien accueilli, écouté, encouragé.

Jeudi 2 mai (1878).

« Mon cher ami, Guy de Maupassant est arrivé chez moi, enchanté de tes promesses. Je t'en remercie, et je te prie, je te *supplie* d'y donner suite.

« Comme je lui crois un grand avenir littéraire, il faut qu'il ait deux choses : de quoi vivre et le temps de travailler. Sa place au ministère de la Marine n'est plus tenable. Au nom des lettres, tire-le de là ! Tu feras une action juste et tu m'obligeras infiniment.

« Pense aussi à Laporte ; et la *Féerie*, quoi de nouveau ? Mais le plus pressé, c'est mon jeune poète. »

La destinée administrative s'acharne en effet sur Maupassant. Ce n'est pas une âpre satire que traduit cette lettre. Seule, une sensibilité meurtrie pouvait s'exprimer avec cette véhémence :

Paris, ce 20 septembre 1878.

« Mon cher maître,

« Je viens encore vous supplier de tâcher d'avoir demain une réponse de M. Bardoux. Voici ce qui m'arrive. Une pièce, absolument inutile du reste, et qui n'est pas de mon service, a été égarée ; mon chef m'a refusé mon congé tant qu'on n'aurait pas retrouvé cette pièce. L'affaire qu'elle concerne est terminée ; elle n'a donc aucun intérêt, c'est une pure vexation.

« En temps ordinaire, je me dirais : « Tant pis, je partirai plus tard », mais dans l'état où est ma mère, qui a des syncopes en recevant un télégramme, je crains que l'idée de ne pas me voir lui fasse beaucoup de mal, et je n'ose même pas lui annoncer la nouvelle. Elle m'attend à la fin de la semaine prochaine, et je ne sais comment faire !

« Est-ce pas abominable de vivre sous la domination de ces brutes, de dépendre de leurs caprices, de recevoir leurs injures, et de toujours courber la tête ? S'il n'y avait pas des gens que cela ferait souffrir, il y aurait de quoi se f... à l'eau avec une pierre au cou !

« Mon chef m'a trouvé, l'autre jour, travaillant pour moi (je n'avais rien à faire pour le bureau), et il m'a défendu de m'occuper d'autre chose que d'administration et même de lire pendant les sept heures de présence. « Il faut reprendre, m'a-t-il dit, notre correspondance depuis dix ans et la lire. » Les forçats sont moins malheureux. Dans le cas où il y aurait moyen d'avoir la place que M. Bardoux offrait, avec une chance de ne pas rester sans le sou à son départ, je crois que la meilleure manière de m'en aller serait qu'il me demandât directement à mon ministre. La chose ainsi se ferait tout de suite et sans bruit. Et, avant d'en prendre possession, pourrais-je avoir une quinzaine de jours à passer près de ma mère ?

« Je vous embrasse, mon cher maître, et vous remercie mille fois.

« Guy de Maupassant. »

C'est après tant de mécomptes amers et las d'attendre que Maupassant vint servir le ministère de l'Instruction

publique et des Beaux-Arts. L'accueil fut si cordial qu'il eût volontiers chanté un cantique.

« Une heureuse après-midi de 78, conte M. Henry Roujon (1), je vis entrer dans mon bureau de la direction de l'Enseignement primaire, qui ? Maupassant en personne, la mine rayonnante.

— Vous !

— Moi-même. J'ai lâché la Marine. Je deviens votre camarade. Bardoux m'a attaché à son cabinet.

« Et il conclut par cette formule, qui résumait pour lui une idée de joie : « C'est farce, hein ! »

« Nous commençâmes par danser un pas désordonné autour d'un pupitre, élevé à la dignité d'autel de l'amitié. Après quoi, nous louâmes, comme il convenait, Bardoux, ministre protecteur des lettres. Il me semble bien que Maupassant crut devoir terminer par une bordée d'injures, envoyée en manière d'adieu à ses anciens chefs de la Marine ! »

Maupassant fut attaché au 1er Bureau du cabinet et du secrétariat que dirigeait M. Xavier Charmes. Celui-ci avait appuyé de son crédit la candidature de Maupassant auprès du ministre. D'un commerce aimable et d'un goût très fin, Xavier Charmes aimait naturellement les choses de l'esprit. Il estimait que le souci de la perfection littéraire devait accompagner les rédactions administratives, et M. de Monzie l'appelle justement « un grand bureaucrate (2) ». Maupassant, m'a-t-il répété souvent, conquit vite son estime et son amitié par la modestie de sa nature et la franchise de son caractère. Et il ajoutait que l'entrée du jeune écrivain au ministère, favorisée peut-être avec la secrète pensée qu'elle lui permettrait de préparer une œuvre littéraire, eut aussi ce résultat de faire naître un excellent fonctionnaire.

Un incident, trop connu pour que j'y insiste, les poursuites intentées contre l'auteur de la pièce de vers *le Mur* par le tribunal d'Étampes en 1880, vint troubler momentanément la Thébaïde de la rue de Grenelle. Les amis de Maupassant redoutèrent la férule d'une administration qui ne professait pas alors la morale épicurienne. Les craintes se dissipèrent. L'action de mon père y contribua.

(1) *Souvenirs d'art et de littérature.*

(2) A. de Monzie, *Aux confins de la politique*. Grasset, 1913.

Il était alors en plein engagé dans la mouvante politique. Voici sa lettre à Flaubert écrite avec je ne sais quelle tristesse inspirée par le regret des nobles jouissances de l'esprit, si chères à la douce habitude de sa vie.

Paris, le 27 février 1880.

« Mon vieil ami,

« J'ai vu Maupassant, je l'ai sauvé, je le crois, des griffes du ministère. Il pouvait perdre sa situation. Quel temps ! Quel peu de progrès véritable ! Les chemins s'améliorent, mais les cerveaux ! Comme le chariot va lentement ! Et pourtant, il te porte, et Hugo et quelques vigoureux conducteurs. On se croit près du but et, au moment de décrocher la timbale, on roule dans le fossé...

« Je ne te vois plus, mon ami ! Que fais-tu ? Je tâche de vivre, ne t'oubliant pas, me souvenant des morts, et amoureux plus que jamais des beaux vers et de la belle prose. Je t'embrasse. »

Quelques semaines plus tard, le 8 mai, la mort de Flaubert devait rompre une amitié vieille de plus de vingt ans.

JEAN BARDOUX.

PAQUES RUSSES

A TRAVERS LA STEPPE MANDCHOUE

Lorsque vous vous rendez de Pékin à la frontière soviétique, vous traversez depuis Chan-Hai-Kouan, où la Grande Muraille dégringole des larges massifs de la Mongolie vers la mer, une plaine immense. A droite et à gauche de votre route, tout est jaune d'ocre : les gens, les maisons et la terre. Pas de routes, mais des pistes dont on retrouve trace chaque cent mètres environ. De temps en temps, un point bleu s'y perçoit : la silhouette d'un paysan disparaissant dans sa veste de toile fourrée et son pantalon bouffant serré à la cheville, tous deux de teinte bleu pastel. De longues charrettes, les *arbas*, aux roues pleines traînées par des mulets, sont les seuls moyens de locomotion usités. Quelques riches fermiers possèdent d'étroites voitures à âne dont le seul luxe, une bâche en toile bleu ciel, constitue un bien faible rempart contre la pluie, le vent et le froid.

Cette plaine immense est étrange. A première vue, rien ne semble la différencier de notre Beauce, mais, à mesure qu'on y pénètre plus avant, une impression indéfinissable de mystère et d'infini vous enveloppe. Est-ce parce que ses limites sont à l'ouest la Mongolie, au nord la Sibérie, pays sauvages et presque inexplorés ?

Cette terre, qui paraît n'avoir jamais été foulée que par les hordes de Gengis-Khan, est trempée, lorsque nous la traversons, de nappes mauves par les rayons du soleil qui s'éteint. Brusquement, elle entre dans la nuit et nous laisse dans notre compartiment du *South Mandchourian Railway*

en face de l'énigmatique physionomie d'un officier japonais très « service de renseignements ».

Y-a-t-il au monde un pays plus varié que la Chine ? Hongkong signifie Angleterre, Changhaï, Amérique, Pékin, Chine impériale, Kharbine, Russie tsariste.

Après le *South Mandchourian Railway*, le *Chinese Eastern Railway*, là vous n'avez plus de *boys*, mais des *provodniks* ; vous ne parlez plus le *pidgin* anglo-saxon, mais le russe, car ce bon provodnik, camarade soviétique, ne comprend que sa langue maternelle !

A la nuit, nous arrivons dans une longue gare toute blanche. Sur un mur, nous déchiffrons, écrit en lettres russes, ce mot : Kharbine.

Dans le hall de la gare, nous apercevons une petite chapelle ornée d'une icone ancienne fort patinée. De nombreux fidèles viennent s'y recueillir avant d'entreprendre un nouvel exode.

KHARBINE, VILLE DU PASSÉ

Kharbine est une ville entièrement russe. 75 000 « blancs » environ s'y sont réfugiés après la Révolution soviétique ; le reste de la population est en majeure partie composé de « rouges » dont la plupart ne sont d'ailleurs que des « radis » (1). Dans ce coin de « vieille Russie » où tout est russe, hommes, églises, journaux, pièces de théâtre, films de cinéma... vous êtes fort embarrassés, si la langue de Tolstoï ne vous est pas familière ! Les Chinois, eux-mêmes, parlent ici un mélange de russe, au même titre que ceux de Changhaï un *pidgin* d'anglais !

Dans la grande rue, la Kistaïskaya, quelle animation et quelle atmosphère curieuse de franche cordialité ! Des Russes émane un sentiment de sociabilité charmante qui force dès l'abord la sympathie.

Comme il sera pénible de constater, par la suite, la misère tragique de ces pauvres réfugiés qui, naguère professeurs, médecins, ingénieurs, avocats ou paysans, tous restés fidèles au Tsar, n'ont pas eu à leur disposition en 1917 les moyens

(1) On appelle ainsi, là-bas, les Russes qui, obligés de travailler au service de sociétés ou de particuliers soviétiques, sont restés « blancs » de cœur.

suffisants pour s'échapper jusqu'en Europe ou en Amérique et ont échoué aux abords immédiats de leur ancienne patrie, sur un continent où ils ne connaîtront que des avanies, que des affronts et seront considérés comme des « misérables ».

La Kistaïskaya est parcourue à toute vitesse par des *isvostchiks*, sortes de voitures très légères à deux places qui peuvent se transformer en traîneaux en temps de neige. Les chevaux, couverts d'une sorte de filet rouge, bleu ou jaune clair, sont conduits par des cochers emmitouflés dans des vêtements aussi multiples que disparates ; ils ont les hautes *sopoghi*, bottes de feutre, et des bonnets de fourrure d'où émerge leur visage rougi et craquelé par le froid, qui, bien que nous soyons déjà en avril, est encore si rude que le fleuve Soungari n'a pas dégelé, et que chaque jour le thermomètre se maintient aux environs de — 18 °.

Une atmosphère particulière de gaieté recueillie règne ce soir, analogue à celle qui se devine parfois dans les rues de Paris un soir de 24 décembre. Chacun fait un effort pour être meilleur, et se sent dès lors plus bienveillant.

C'est que nous sommes à la veille de Pâques, Pâques la plus belle et la plus grande fête de l'année pour les Russes orthodoxes ! Ce n'est pas le 24 décembre qu'il faut aller à la messe de minuit, mais la veille de Pâques.

Déjà, des nombreux clochers, en bois, aux dômes arrondis et ajourés, part et se propage à travers une nuit froide et limpide, avec une fidélité de sons extraordinaire, le chant profond des bourdons accompagné des notes plus légères des cloches.

« CHRISTOS VOSCRESSIE »

Dès six heures du soir toutes les églises sont remplies, bien que l'office ne commence guère que vers les dix heures.

A cette heure-là, les fidèles se pressent, debout les uns contre les autres, tenant un petit cierge éteint.

Dans ce *sobor* (1) où normalement cent personnes sont très serrées, il y en a plus de trois cents ce soir. Une demi-obscurité y règne. Les icones pendues aux murs de

(1) Cathédrale.

bois, — rien ici n'est en pierre, — jettent seules des reflets d'or qui se mêleront tout à l'heure à ceux des vêtements sacerdotaux des popes. Les hommes, extrêmement pieux, ne sont pas venus là pour des raisons de considération publique ou même par tradition familiale ; ils sont venus simplement parce qu'ils ont la foi. Leurs regards le disent, leurs regards perdus au loin, où se lisent une candeur, une bonté et une dévotion difficiles à imaginer pour nos cerveaux de Latins trop sceptiques.

Personne durant la longue cérémonie ne détournera la tête de l'autel et des icones. Les répons sont donnés avec une ferveur passionnée par les fidèles. Les magnifiques chants liturgiques russes « en basse » retentissent ; il semble impossible qu'une voix humaine puisse prendre des tons si graves ; on croirait parfois entendre le sourd bourdonnement des cloches et parfois la lente majesté des accords de l'orgue. Point n'est besoin d'accompagnement à ces chants, qui sont chants et musique à la fois.

Les heures passent sans que tous ces gens immobiles et pressés manifestent aucun signe de fatigue ; ils sont tout à leurs prières.

L'archimandrite et les popes vont se recueillir devant le second autel situé derrière le premier et caché à l'assistance par de lourdes portes sculptées en plein bois, d'une hauteur d'homme. — Les femmes n'ont jamais le droit de venir prier devant cet autel.

Brusquement tout s'illumine, et en lettres russes flamboient au-dessus de l'autel ces deux mots : « *Christos Voscressie* : le Christ est ressuscité ».

Les popes s'embrassent alors par trois fois sur la bouche. Chacun allume un cierge, qu'il tâchera tout à l'heure de ramener chez lui sans l'éteindre afin de faire entrer le bonheur à son foyer.

Les chamarrures des vêtements sacerdotaux et le vermeil des icones, les rayons des hauts candélabres et les flammes des cierges paraissent incendier la cathédrale dont les murs de sapin deviennent d'un rouge éclatant.

Tous les fidèles entonnent le cantique du Christos Voscressie avec un élan de foi semblable à celui qui devait soulever nos bâtisseurs de cathédrales.

Les portes sont alors ouvertes et une procession ayant à sa tête l'archimandrite se déroule à travers la cathédrale, puis sort.

Les paillettes dorées des chasubles des popes se perdent dans le froid glacé de la nuit. Il y a quelques années, de milliers d'églises sortait, dans la nuit dure, une telle procession. La cathédrale de Kharbine est seule, à présent, à observer fidèlement ces coutumes. C'est là le refuge, inexpugnable, des malheureux « blancs » heimatlos. La proximité de la patrie perdue, l'identité du climat, la variété de la composition de sa population (anciens aristocrates, anciens bourgeois, anciens paysans...), le fait que la langue russe y est seule parlée, seule écrite, et que tout enfin y est russe, font de Kharbine une véritable ville de l'ancienne Russie, dont le *sobor* est la citadelle !

Combien de fidèles se reportent par la pensée, ce soir, au temps où ils faisaient ainsi le tour de leur petite église de village, de ville, ou celui de la cathédrale de Saint-Pétersbourg ! et combien d'entre eux en chantant le Christos Voscressie ont les yeux pleins de larmes !... « Le Christ est ressuscité »... la patrie ne le sera-t-elle jamais ?... « Christos Voscressie. Christos Voscressie... » continuent-ils de chanter, le cœur étreint d'une intense émotion. Un sentiment de divine miséricorde semble les animer, analogue à celui qui émane de nos foules catholiques lorsque, la nuit de Noël, le *Minuit Chrétiens* retentit.

La procession est revenue, et la cérémonie se poursuit. Les fidèles ne se disperseront guère que vers les deux heures du matin, après la communion à laquelle tous participeront. Les huit églises orthodoxes de Kharbine se videront alors brusquement. On ira réveillonner.

RÉVEILLON AUX ŒUFS DURS

Durant trois jours, si à quelques amis ou amies vous dites « Christos Voscressie », on doit vous répondre *Voistinou Voscressie* (1) et vous n'avez plus qu'à vous embrasser sur la bouche. Vous pouvez, à votre fantaisie, arrêter dans

(1) « En vérité il est ressuscité. »

la rue n'importe quelle charmante jeune personne pour vous livrer à cette fantaisie. En revanche, toute vieille dame a les mêmes droits sur vous. Il n'est vraiment pas de bonheur sans mélange !

Les huîtres sont pour nous, le 24 décembre, indispensables à l'ordonnance d'un bon réveillon. Ici ce sont les œufs durs, des œufs durs généralement peints avec art et qui représentent les anciennes armoiries tsaristes. En Russie, dans les familles particulièrement fortunées, on vous offrait un œuf d'albâtre.

Devant les icones dont l'or, le vermeil ou l'argent flamboie des reflets rouges de la veilleuse, perpétuellement en vie, on festoiera ainsi pendant toute une semaine jusqu'au dimanche de la *Kresnoïe Gorka* (1) avec le *koulidge*, sorte de brioche haute et ronde, et la *paska*, pâte d'amandes délicieuse, bénite par le pope, mais qui fait le désespoir des maîtresses de maison, tant elle est difficile, paraît-il, à réussir.

C'est l'époque où vous devez rendre visite à toutes les personnes de votre connaissance ; vous pouvez y aller avec plusieurs amis, cela n'a aucune importance, non plus que l'heure de la visite. La table est perpétuellement servie et vous serez toujours sûr de trouver un morceau de paska et un peu de vodka.

Chez les plus pauvres, la table n'est pas moins bien fournie que chez les riches, le mot riche étant pris dans un sens très relatif. Les Russes ont, en effet, le privilège de savoir dépenser, nous ne disons pas acheter, sans avoir de l'argent. Pour beaucoup d'entre eux cet état financier : dépenser sans rien avoir, est tout à fait normal, et ils réussissent à le faire durer toute leur vie !

Qu'importe d'ailleurs si, les mois qui suivent, on ne pourra pas manger à sa faim. *Nitchevo*, le jour de Pâques, il faut avoir une table copieuse, non seulement pour soi, mais pour ses amis. On danse, on boit, on bavarde amicalement, on joue de la balalaïka. Comme l'avenir semble moins pénible !.. Le Tsar ne manquera pas de revenir. Qui sait ? On parle justement depuis peu de mouvements des troupes de l'Ataman Semenoff. Il y aurait, d'autre part, des insur-

(1) « La Douleur rouge ».

rections dans l'armée rouge. La propagande « blanche » en U. R. S. S. est très active. Les hommes se rapprochent alors les uns des autres, baissent instinctivement la voix, et discutent de leur « retour » prochain.

Grâce à qui se fera-t-il, ce retour? On n'en sait rien exactement. Mais on sait que bientôt on reverra les horizons de la ville ou du village natal, que tout rentrera dans l'ordre, et qu'on ne sera plus considéré à travers le monde comme des « indésirables ».

La gaieté reprend vite à ces heureuses évocations, et aux discussions politiques succèdent les histoires juives, et les histoires soviétiques qui rencontrent encore un plus franc succès. On chante ensuite les vieux airs du folklore tzigane-russe, *les Deux Guitares, les Yeux noirs, Il arrive seulement une fois dans la vie, le Roi aux yeux verts*, chants émouvants et profonds qui rappellent par leur rythme la musique tzigane proprement dite, mais où le sentiment de douleur poignante est encore plus accentué.

Ces visites si confiantes doivent malgré tout prendre fin. Lorsque vous quittez les maisons amies, aux doubles fenêtres encore mastiquées, où l'atmosphère est d'une humide chaleur, un froid vif vous saisit. En traversant en traîneau le fleuve Soungari, immense étendue glacée, il vous semble poursuivre un rêve, vivre dans un monde dont l'échelle de valeurs n'est pas comparable à celle de notre vieille France, un monde inconnu et étrangement émouvant, — doit-on dire un monde disparu ?

ALBERT CHAMBON.

L'ÉDUCATION PHYSIQUE

LES DONNÉES DU PROBLÈME

La jeunesse de chez nous n'est pas en bon point. Tares d'hérédité, suites de la guerre, effets de la crise, ignorance, gène ou même avarice des parents, quelle qu'en soit la cause, elle traverse une passe difficile. Au regard de la vigueur, les Japonais, qui s'y entendent, la classent en mauvais rang. Nos inspecteurs d'académie signalent de même cette déficience dans leurs rapports. Et celui de l'Indre (1) précise que, sur 7 000 enfants examinés par l'inspection médicale pendant les deux premiers trimestres de 1936, exactement 462 étaient atteints de scoliose, 132 d'affections de la gorge et du rhino-pharynx, 115 avaient les yeux malades et 122 les poumons, et ces derniers assez gravement pour que 81 cas dussent être soumis aux dispensaires.

D'autre part, une enquête scientifiquement organisée sur un groupe d'écoliers parisiens par MM. H. Laugier, professeur de physiologie à la Sorbonne et au Conservatoire des Arts et Métiers, Ed. Toulouse et Mlle D. Weinberg aboutit à constater l'infériorité des meilleurs élèves relativement aux mesures anthropométriques et thoraciques comme aussi à la capacité vitale. S'agit-il des lycées et collèges, une autre enquête vient d'être faite dans les internats de l'académie de Paris. Le recteur, M. Sébastien Charléty, ayant autorisé le docteur Chailley-Bert à y établir un

(1) *Manuel général de l'Instruction primaire*, 9 janvier 1937.

carnet de santé, il appert que 25 pour 100 des élèves sont sérieusement touchés, 25 pour 100 en outre ont grand besoin du médecin. Ces chiffres, même fournis par une observation restreinte dans l'espace et le temps, suffiraient à poser la question de l'éducation physique.

L'action poursuivie et les résultats obtenus par d'autres pays ne sauraient, en regard, nous échapper. Deux d'entre nos voisins de frontières, sinon d'idéal, ont mis l'enfance et l'adolescence sur un pied d'entraînement propre à fortifier la race. Les États-Unis possèdent des établissements d'instruction supérieurement aménagés pour la pratique des exercices physiques. Dès longtemps, la Norvège et la Suède avaient porté leur attention sur ce point ; et, bien avant la guerre, sans nourrir, non plus qu'elles, de dangereuses arrière-pensées, l'Angleterre, par la pratique des sports, transforma le John Bull ventru, proie désignée des caricaturistes, en un type de belle allure et musculature. Une nation pacifique, au demeurant, ne perd rien à améliorer de la sorte le « canon » humain.

Et voici une autre donnée du problème. Le 1er février 1932, dans une école primaire de filles, à Lyon, le docteur Latarjet, professeur à la Faculté de médecine, institue une expérience du plus haut intérêt. Avec l'agrément des autorités compétentes, il choisit 31 élèves, parmi les plus malingres, les dernières, les phénomènes à rebours. Ces épaves sont réunies dans une même classe, toute pareille aux autres classes, et qu'on ne tarde pas à baptiser sous le nom de « classe de santé ». Une institutrice active et intelligente, qui a suivi les cours de l'institut d'éducation physique, les prend en main. On procède d'abord à la suppression quotidienne de deux heures de classe sur six, sans modifier les programmes, mais réduits à l'essentiel; on réduit aussi chaque leçon à vingt minutes, sauf pour le calcul et le français ; on recourt exclusivement aux méthodes actives, qui font appel à l'observation, aux leçons de choses, aux croquis, à la mémoire visuelle. En récompense, les deux heures retranchées aux classes passent au compte de l'éducation physique et de l'hygiène : de huit heures à huit heures vingt-cinq, gymnastique corrective ; de neuf heures cinquante-cinq à dix heures quinze, jeux organisés ; de quinze heures trente

à seize heures, trente autres minutes de relais de balle, sauts à la corde, marche du crabe, précédées de dix minutes de chant pour calmer le système nerveux. Vingt minutes, en outre, sont consacrées à la toilette, au lavage des mains, des dents après les exercices physiques et avant la classe du soir, etc... Au total, le docteur Latarjet se propose d'essayer, par le moyen de l'éducation musculaire combinée avec un régime d'enseignement approprié à des enfants dont jusque-là « on n'avait pu rien tirer », de les mettre au niveau de leurs camarades, corps et âmes.

Dès les premiers mois d'essai, se marque une amélioration rapide de l'état sanitaire : augmentation de la taille, du poids, de la capacité pulmonaire, des fonctions digestives et, aussi, une amélioration de la fréquentation scolaire. Quant aux progrès intellectuels, dans le classement général des compositions, ces fillettes emportent les dix premières places des deux classes réunies (la classe régulière et leur classe spéciale). Les changements de caractère sont aussi « très appréciables ». Les rapports manuscrits de la directrice de l'école, que j'ai sous les yeux, en font foi. Au cours de la seconde année, qui coïncidait avec la crise de la puberté, une épidémie de grippe faillit compromettre le succès de l'entreprise. Finalement, la classe « de santé » se maintient nettement, dans le classement général, au-dessus de l'autre. Et l'académie de Lyon, informée de cette métamorphose, crée deux classes semblables en deux autres établissements. Certes, ce qu'il a fallu à l'institutrice intérimaire, chargée à la fois des exercices physiques et scolaires, dépenser de soins, d'attention vigilante, de persévérance et de perspicacité, avec le concours de la directrice et les conseils d'un médecin éminent, on s'en forme une idée à la lecture des documents dans le détail desquels ce n'est pas le lieu d'entrer. Et il est vrai que d'un pareil concert de sollicitudes résulte un « climat » exceptionnel.

Toujours est-il que trois indications se dégagent sans contredit de ces expériences. D'abord, l'éducation physique, dosée et accommodée aux sujets, est à même de leur rendre la santé, à l'âge scolaire ; de plus, elle réussit à modifier le tour de tête en développant le tour de thorax ; enfin, les programmes lourds ne font pas les esprits meilleurs.

RÉFÉRENCES ET DIRECTIVES

L'éducation physique a d'excellentes références qu'elle ne manque pas de produire, quelquefois sans la prudence nécessaire. Et d'abord la Grèce antique. A vrai dire, Sparte, militairement organisée pour la conquête, et qui, dans la formation de la jeunesse, devance la maxime germanique : « Soyons durs », ne lui offre pas une caution enviable. Mais Platon patronne avec une autorité plus philosophique l'harmonie du corps et de l'esprit. Il représente un sommet de la civilisation, une époque qui divinise la beauté et la force, et attache autant de prix à la culture des muscles qu'à celle de l'intelligence. C'est le temps où Socrate et Aristote fréquentent le gymnase du Lycée, voisin de l'Ilissos, et l'auteur des *Lois* et de *la République*, entouré de ses disciples, celui de l'Académie, au bord du Céphise. Les discussions des philosophes se poursuivent au grand air, proche les exercices athlétiques. Une éducation complète unit la gymnastique à « la musique », c'est-à-dire à l'étude du chant, de la poésie, des lettres, des arts, des sciences que protègent également les Muses. Et Pindare célèbre les vainqueurs d'Olympie.

Peut-être les zélateurs d'une réforme instante chez nous, tandis qu'ils invoquent l'exemple d'Athènes comme une étoile conductrice, ne font-ils pas tous réflexion que les épreuves chantées par le poète n'étaient pas, pour ainsi parler, de tout repos. Celle de la lutte autorisait le croc-en-jambe et certaine pression sur la nuque d'où la mort pouvait s'ensuivre. Or, les adolescents, de treize à dix-huit ans, étaient admis à s'y exercer. Le pugilat, aggravé du ceste en cuir de bœuf, est encore plus brutal. Pour ce qui est du pancrace, lutte à terre où l'un des deux adversaires essaye d'étouffer l'autre, oreilles arrachées, mâchoires brisées en sont les revenants-bons ordinaires. Et M. Ernest Loisel (1) rappelle, à ce sujet, qu'une image antique représente un pancraciste fouillant les paupières de son adversaire et tâchant de lui faire sauter l'œil. Harmonie ! Harmonie !...

Après Platon, qu'il importe d'alléguer avec les réserves

(1) Ernest Loisel, *les Bases psychologiques de l'éducation physique*, p. 71 et suiv.

nécessaires, le patron de l'éducation intégrale, qu'on cite moins, c'est Rabelais. Montaigne grossit bien sa voix pour exiger que l'enfant passe sa vie en plein air et prescrire qu'on lui « roidisse » l'âme et les muscles (1). Mais l'élève Gargantua est mis sous une autre discipline. Son précepteur, Ponocrates, « l'institue » en hygiène comme en lettres et sciences. Il le veut, au réveil, frotté et, peu de temps après, « habillé, peigné, testonné, — entendez : coiffé, — acoustré, parfumé ». Et l'étude s'entrelace avec l'exercice corporel, tant et si étroitement qu'ils semblent comme incorporés l'une à l'autre. Après trois heures de leçon, Gargantua va ès prés jouer à la balle, à la paume, avec son précepteur « galantement s'exerçens les corps comme ils avaient les âmes auparavant exercé ». Pendant la digestion, pour se détendre, il « chante musicalement », joue du luth, de l'épinette, de la harpe, de la flûte, de la viole, voire du trombone. Il pratique l'équitation ou chevalerie, lance en main, armé de pied en cap, puis sacque de l'épée à deux tranchants, s'exerce à la hache, joue de la dague et du poignard. Et de là il passe à « la grosse balle » qu'il lance en l'air autant du pied que du poing ; il lutte, il saute, court, franchit un fossé, une haie, escalade un mur, fait de l'escrime, nage, rame, godille, manœuvre un bateau à voile, monte au mât, mêlant le jeu au sport, ne cessant d'alterner la gymnastique appliquée et le travail intellectuel. Et il est véritable que, s'il suit un train d'étude tel qu'il ne perd « heure quelconque du jour », il convient de considérer que Rabelais est un médecin qui réagit dans ces chapitres contre l'éducation scolastique et un savant qui pousse jusqu'à l'ivresse la joie de connaître. De son côté, son élève, un futur prince de la Renaissance, doit allier aux qualités physiques d'un gentilhomme la science d'un clerc, outre qu'il est né géant, un géant qui, en guise de cure-dents, se sert d'une lentisque.

Émile n'est pas de ce modèle. Mais Rousseau, son maître, n'en a pas moins bien vu, à l'exemple de Rabelais, que la nature a, « pour fortifier le corps et le faire croître, des moyens qu'on ne doit jamais contrarier ». Il faut que les enfants courent, sautent, crient, à la manière de Gargantua, et même

(1) Il cite même Horace (*Odes*, III, II, 5) : *Vitamque sub divo et trepidis agat In rebus.*

plus librement encore. Et il a vu autre chose, à savoir que « l'éducation sensorielle est la préface de l'autre ». Nos sens, en fait, sont les fourriers de l'observation et les antennes du jugement. Il va sans dire que le théoricien va loin dans cette voie, jusqu'à interdire à Émile l'usage des livres avant la douzième année. Et il n'est pas moins certain que plusieurs avocats de l'éducation physique ne manquent pas de s'en prévaloir plus que de raison, mettant à profit le paradoxe, pour exagérer le rapport de la vigueur du corps à celle de l'esprit. D'illustres malades, Érasme, Pascal, Vauvenargues, Edgar Poe, Baudelaire, Nietzsche et l'auteur des *Confessions* lui-même ne font pas figure, dans l'histoire littéraire, d'infirmes de la pensée. Mais, cela dit, on est fondé avec Rousseau à relier la culture du corps à la culture humaine. De l'une à l'autre il n'y a pas d'opposition ; ce qui constitue l'une en dignité ne rabaisse pas celle de l'autre. Aussi bien l'auteur de *Julie* n'exclut-il pas de la première le sexe féminin, avec cette nuance toutefois : « Toute l'éducation des femmes doit être relative aux hommes. » Par cet endroit sa doctrine qui ne néglige point les fins de la nature n'est plus à l'échelle de nos mœurs sportives.

On ne peut, en cet article, tracer qu'un linéament d'une tradition pédagogique dont les projets de décrets et de lois d'aujourd'hui marquent un aboutissement (1). Si l'on passe aux pédagogues de la période révolutionnaire, on s'avise que, se réclamant des anciens, ils ont particulièrement lu Jean-Jacques. Dans son *Rapport sur l'instruction publique*, en 1791, Talleyrand pose en principe que l'instruction doit exercer *toutes* les facultés de l'homme, physiques, intellectuelles et morales. Il ne consent pas à ne voir dans la gymnastique qu'un « délassement ». A assurer sa santé, augmenter sa force, acquérir de l'adresse et de l'agilité, l'individu trouve un indiscutable avantage ; l'industrie y trouve un bénéfice à son tour, et la société, enfin, une source de production et de jouissances. Aussi le rapporteur demande-t-il que cette discipline s'oriente vers des fins professionnelles : « coup d'œil, sûreté de la main, habitudes promptes ». Voilà pour les exercices de l'enfance scolaire ; pour l'adolescence qui

(1) Voir J. Gotteland, *Pour l'éducation intégrale*, p. 30-68.

fréquente « les écoles de districts », il préconise la natation, l'escrime, l'équitation, « et même la danse ». Et comme il a considéré ce genre d'éducation par rapport à la société, il n'a garde d'en omettre les effets moraux.

Condorcet, l'année d'après, envisage également cette culture complète du corps, de l'intelligence et du caractère. Et l'on sait qu'il réserve aux filles la même instruction qu'aux garçons. Au surplus, le progrès de l'esprit humain le souciant avant tout, il n'insiste pas sur la gymnastique. L'année suivante, le 13 juillet 1793, Robespierre dépose à la Convention un *Plan d'éducation nationale* tracé par Lepelletier de Saint-Fargeau. On ne rappellerait pas ici ce projet d'encasernement de l'enfance, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à douze pour les garçons et onze pour les filles, conçu à la ressemblance des « erreurs sombres » de Sparte, si à côté « de cette sainte loi de l'égalité » on n'y rencontrait une « portion physique de l'éducation » qui ne se borne pas aux exercices corporels, mais aborde les questions de régime, de règle de vie, d'hygiène et d'endurcissement.

Avec la tradition qui remonte à Platon, par l'intermédiaire de Condorcet, Jules Ferry renoue en 1880. La loi du 27 janvier rend la gymnastique obligatoire dans tous les établissements d'instruction publique de garçons. Celle du 28 mars 1882, relative à l'obligation de l'enseignement primaire, précise qu'il comprend la gymnastique pour les filles aussi. Celle du 21 décembre 1880 l'avait inscrite au programme de l'enseignement secondaire des jeunes filles. Depuis 1923, la gymnastique a échangé officiellement son nom contre celui d'éducation physique. Une circulaire du 13 mars de la même année en fournit cette explication : « C'est un fait aujourd'hui reconnu de tous que le développement normal et harmonieux du corps fait partie intégrante d'une éducation complète. »

LES RÉALISATIONS

Le principal auteur de cette promotion décisive fut M. Paul Lapie. Il dirigeait l'enseignement primaire, lorsque deux arrêtés du 23 février 1923, sous le ministère de M. Léon Bérard, modifièrent l'horaire et les programmes des écoles primaires élémentaires. Suivaient, le 20 juin, des Instructions

concernant cette réforme, qui se terminent par des considérations sur l'éducation physique. Elles forment un morceau d'importance, où Jean-Jacques figure en bonne place, et à juste titre. Il y est d'abord spécifié que, « si cette discipline est la dernière sur le nouvel emploi du temps, ce n'est pas à dire qu'elle doive être au dernier rang dans les préoccupations des éducateurs. » Plus de parent pauvre.

Au reste, nulle exagération doctrinale. L'auteur ne lui assigne pas une influence démesurée sur l'éducation intellectuelle. Il constate qu'elle la seconde en rafraîchissant l'attention et qu'elle y joint une influence morale en disciplinant la volonté. Ici la théorie se règle sur la science, et non pas seulement sur la nature. L'âge des écoliers est celui de la croissance ; « leur avenir physique est en jeu ». Cela suffirait à justifier l'obligation. En revanche, cela impose à l'éducateur le devoir de n'exiger d'eux que des exercices « appropriés avec exactitude aux besoins comme aux moyens de leur âge ».

Le point de départ est le jeu ; le but essentiel, l'hygiène qui assure progressivement les grandes fonctions (respiratoire, circulatoire, articulaire), et perfectionne la coordination nerveuse. Point d'effort excessif ; point d'organe privilégié. L'idéal est de développer des organismes en équilibre.

Les moyens ? Leçon quotidienne, assez éloignée des repas, de vingt minutes, ou même deux de dix, pour les tout petits, de vingt minutes et, les mercredis et samedis, d'une demi-heure pour les autres ; des mouvements respiratoires, fenêtres ouvertes, entre les différents exercices scolaires, dès que l'attention faiblit ; le plein air pour les jeux et la gymnastique, ou sous un préau couvert, en cas de pluie, sans coiffure ni faux col ni cravate et, autant que possible, avec des chaussures qui laissent les pieds libres pour courir ou sauter (cf. Rabelais, dont l'élève, qui est de condition, change de vêtements) ; après l'effort croissant et décroissant, friction du torse (cf. Rabelais), à défaut d'ablution ; au cours moyen, usage de la méthode naturelle, marche, course, escalade, natation, même à sec, qu'on nous permette l'expression (cf. Rabelais ; cf. Rousseau), et passage des jeux aux exercices utiles dans la vie courante (cf. Rabelais ; cf. Rousseau). Et aussi adjonction de l'éducation sensorielle, vue, ouïe, observation, au cours de

promenades scolaires (cf. Rabelais ; cf. Rousseau). Joignez, enfin, que « ce qui convient aux garçons convient aux filles » (cf. Rousseau, Condorcet, Le Pelletier de Saint-Fargeau), sous la condition de rechercher pour elles les exercices propres à donner la grâce et l'agilité plutôt que la force et d'associer, autant que possible, la musique à la gymnastique ; et vous aurez une idée des soubassements sur lesquels porte l'édifice actuellement en construction.

Que l'auteur ait peut-être trop présumé du personnel enseignant, instituteurs et institutrices, à partir de la quarantaine, ou des moniteurs par eux choisis pour exécuter les mouvements sur le vu d'une image ou d'un schéma, une certaine insuffisance des résultats obtenus en plus d'un endroit le laisse à penser. Ce n'est pas assez d'avoir subi avec succès une épreuve de ce genre à l'examen du brevet élémentaire ou du certificat d'aptitude pédagogique pour y rester apte tout au long d'une carrière. Non que des précautions pédagogiques n'eussent été prises (1). Trois ans auparavant, des écoles normales réformées étaient bannis les exercices au trapèze, à la barre fixe, aux barres parallèles, inconnus des anciens, utilisés par le *drill* prussien, et que nos médecins compétents venaient de condamner après un long règne, comme inutiles et même dangereux au développement harmonieux du corps. Ils cédaient la place à des mouvements plus simples et aux jeux de plein air. Dans les écoles normales de jeunes filles sont introduits d'autres jeux, des jeux callisthéniques.

La callisthénie, je le confesse, a d'abord éveillé ma curiosité. Il m'a été permis de visiter l'école normale primaire d'institutrices de la Seine. Le souvenir m'en demeure présent. Sous mes yeux émerveillés, la promotion de troisième année, au sortir d'une leçon de cosmographie, s'avance vêtue d'un soupçon de culotte noire et d'une courte tunique flottante, et, aux accents d'un piano, prélude à la leçon d'éducation physique par une marche lente et des rondes. Et maintenant le piano de la salle se tait et dans la cour les jeunes corps, flexibles comme des palmiers verts, continuent de s'assouplir.

— Bien droites ! Le pied en pointe ! Levez les jambes !

(1) Un décret du 7 mai 1923, organisait des stages départementaux de neuf jours, au début ou à la fin des grandes vacances, pour le personnel masculin et féminin.

Levez bien ! La tête haute ! Étendez ! Développez en arrière ! Rassemblez !

Et enfin se développent les évolutions callisthéniques guidées de nouveau par la cadence de la musique qui répand jusque sur les visages la joie de se sentir dans un état d'esthétique euphorie. A un moment de repos, l'une d'entre les jeunes normaliennes se détache pour faire la leçon, selon le règlement, à une section de l'école annexe qui s'est coulée dans la cour.

— En position ! Regardez-moi ! Mouvements du corps en avant. Tout le monde me regarde ?

Elle est charmante. Puis, elle reprend sa place parmi ses compagnes. Et pour « le retour au calme », pendant que la pianiste égrène les notes d'un passe-pied, la jeune troupe, par la grâce de ses attitudes, évoque tour à tour Campa et Watteau. Cependant, une image importune s'offre à mon esprit : dans la cour d'une école, quinze ans passés, après une « maternité », ou tout bonnement à l'âge de l'embonpoint, combien de ces jeunes personnes que voilà seront en disposition de « payer d'exemple » ? Et suffira-t-il du concours d'une collègue spécialisée par canton pour y suppléer ?

AU SECOND DEGRÉ

Ainsi, entre 1920 et les instructions de 1923, se situe un effort appréciable d'organisation. La réforme des écoles normales date du 18 août 1920 ; un décret du 18 août crée des instituts régionaux, rattachés aux universités, avec un comité de perfectionnement et un directeur, à l'effet d'instruire les postulants à l'enseignement de la gymnastique (degré supérieur) ; Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Strasbourg, Toulouse possèdent les premiers. De plus, chaque année, au mois d'août, les « pédotribes » en exercice, jeunes hommes et jeunes filles, durant quatre semaines, accomplissent un stage dans le parc du lycée Michelet équipé à ce dessein, où ils suivent, sous la direction du docteur Latarjet assisté de médecins réputés, des cours théoriques sur le squelette, les articulations, les muscles, le système nerveux, et des cours pratiques, y compris la natation. Ensuite, pendant une semaine, un stage d'information réunit des recteurs, inspecteurs d'académie, proviseurs, principaux, directrices de lycées

féminins, directeurs et directrices d'écoles normales, pour entendre des conférences médicales et assister aux démonstrations. Le Parlement s'intéresse à cette activité pédagogique. Le 21 juillet 1928, une loi ouvre au budget de l'Instruction publique des crédits affectés à cette partie de l'éducation et une circulaire ministérielle rappelle aux recteurs l'intérêt qui s'attache « à ce que les élèves la reçoivent avec la même assiduité que l'éducation intellectuelle ». L'égalité se précise.

Un plan de réforme est prêt. Dans mes dossiers je retrouve une note que me remit, en avril 1929, M. Henry Paté, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Instruction publique. Dans les lycées, collèges, écoles primaires supérieures... le second degré enfin, l'obligation de deux heures hebdomadaires étant acquise, cette note prévoit une augmentation de postes, un allègement des programmes scolaires, le prolongement de l'éducation physique jusqu'au service militaire, la suppression des stages trop courts du lycée Michelet, et la création, à Joinville, d'un Institut national où les maîtres spécialisés puissent consacrer au moins une année à leur préparation. Ces desseins qui semblaient alors hardis font à présent l'effet d'une esquisse.

Les instituts des universités sont au nombre de douze. Aux premiers désignés ci-dessus se sont ajoutés ceux de Besançon, Clermont-Ferrand, Montpellier, Rennes ; trois autres, simples centres, fonctionnent en réduction : Caen, Dijon, Poitiers. Des critiques, qui nourrissent des pensées plus vastes, affirment qu'on voit de part et d'autre de grandes affiches et de petits résultats. Au moins, quoi qu'il en soit, l'instrument existe, propre à former, pour l'enseignement secondaire, des professeurs d'éducation physique et de sports qui, au sein et non plus en marge d'un enseignement de culture, en aient reçu une eux-mêmes, appropriée à leur fonction. En ce sens, un décret du 12 août 1931 a modifié les conditions de l'examen d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique (degré élémentaire) ; et un autre, à la date du 1er août 1933, celles du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique, qui, ouvrant l'accès aux établissements du second degré, ne se contente plus d'investir des « exécutants et démonstrateurs », mais « de véritables éducateurs capables par leur culture générale et leur autorité morale »

d'assurer l'éducation des muscles avec celle de la volonté et du caractère. Préalablement, les candidats et candidates doivent produire le diplôme du brevet supérieur ou du baccalauréat. Où est notre maître de gymnastique d'autrefois qui accompagnait ses prestigieux rétablissements de cuirs et de pataquès ?

Et, par un surcroît de précaution, ce certificat se divise en deux parties, la première constituant un concours qui aux premiers admis confère le droit d'entrée à l'École normale. Car une école normale d'éducation physique a été créée en 1933, remaniée en 1935, assez nomade jusqu'à présent, installée à cette heure dans l'ancien restaurant en bois de la Cité universitaire, à proximité de la piscine et des stades estudiantins, pourvue d'un vaste terrain, en voie d'aménagement, dans l'attente d'être réunie à l'École de Joinville, pour former avec son aînée l'Institut national que M. Henry Paté annonçait plus haut. Ni le concours d'entrée ni, après deux années, l'examen de sortie auquel peuvent prendre part les candidats du dehors ne sont, tant s'en faut, des fantômes d'examens. Divisés l'un et l'autre en deux séries, avec épreuves scientifiques à l'écrit, et épreuves techniques, orales, pédagogiques, ils marient indubitablement à la culture du corps humain les connaissances indispensables, y compris, si l'on ose s'exprimer de la sorte, la manière de s'en servir. Car l'hygiène, les jeux, les sports, leur organisation font partie de l'examen final ; et l'on n'est point profès en cet ordre ni professeur sans être ferré sur ces différentes matières. Dans ces programmes apparaît décidément la « volonté de mettre l'éducation physique et ses maîtres à leur juste place dans l'éducation nationale ».

LES PÉPINIÈRES

Les instituts de plein exercice préparent généralement des aspirants aux deux parties du certificat de professorat. Celui de l'Université de Paris, sous la direction du docteur Chailley-Bert, agrégé de la Faculté de médecine, occupe l'ancien établissement des Jésuites de Vaugirard. Dans cette vieille institution, rien ne fait défaut à la nouvelle affectation, ni spacieuse salle de gymnastique, ni immense terrain de jeux

et de sports, puissamment éclairé à l'électricité pour les exercices de nuit, ni bibliothèque, ni laboratoire de recherches. La physiologie appliquée à l'éducation physique y est enseignée par le directeur : conditions de la vie, la cellule, sa composition chimique, celle du muscle, la contraction musculaire, élasticité, tonicité, les poisons du muscle, fatigue, surmenage, autrement dit : la science de l'être humain en action. Le professeur Olivier, de la Faculté de médecine, oriente de même son cours d'anatomie : les articulations, le cœur, les nerfs crâniens, les nerfs périphériques, etc. Les personnes d'un certain âge comprendront que la pédagogie confiée à M. l'inspecteur primaire Orgeolet ne soit pas de moins de prix dans un enseignement qui a si mécaniquement ennuyé leur enfance. Quant au docteur Richard, professeur d'éducation physique, il étudie les conditions et moyens, la souplesse et ses éléments, l'adresse et ses constituants, la force, la détente, la vitesse... et encore le dosage des exercices aux différentes périodes de la croissance, la surveillance physiologique, le développement anatomo-morphologique, le fonctionnement du corps, les tempéraments et les fiches physiologiques. Il va de soi que nous nous bornons à quelques traits caractéristiques de ces programmes appuyés d'exercices pratiques pour les deux sexes. Des études, à la Faculté même, sur le cadavre et, à l'atelier, sur le modèle vivant complètent cet ensemble de leçons ; un moniteur sportif et un maître de natation s'adjoignent au personnel enseignant. Quinze étudiants et trente-cinq étudiantes suivent les cours de première année ; trois femmes et deux hommes ceux de la seconde partie. Et l'Institut dispose d'une école annexe.

L'École normale figure l'organe régulateur de la préparation à une fonction, sinon nouvelle, du moins rehaussée. Elle est aussi le centre vital d'une mystique. Aussi projette-t-on de la soumettre au régime de l'internat, à l'exception des élèves mariés. Car elle rassemble des « plus de vingt ans » jusqu'à l'âge limite de trente. La durée du séjour étant de deux années, les deux promotions de titulaires forment théoriquement un total de quarante-quatre. La première année réunit actuellement treize femmes et neuf hommes ; en seconde année se rencontre la proportion inverse : huit et douze. Pour

la première fois, à la dernière rentrée, ont paru des bacheliers et bachelières. Tous ces normaliens jouissent d'une bourse fixée au taux de 6 300 francs. Enfin, chaque promotion accueille une auditrice. N'étaient le décor et le programme, on se croirait au numéro 45 de la rue d'Ulm.

La bienveillance de M. Ernest Loisel, directeur de l'École, m'a mis à même de me rendre compte de l'enseignement qui se donne au 40 du boulevard Jourdan. Le fait qu'un universitaire, ancien professeur, agrégé de philosophie, inspecteur d'académie, a été appelé à ce poste éclaire encore le but visé. En ce qui concerne les bases scientifiques sur lesquelles cet enseignement porte à plein, les élèves suivent les cours de la Faculté. Pendant les visites que j'ai faites à ce séminaire de plein air, ce qui m'a frappé plus que tout le reste, c'est la part faite à l'esprit critique. Il faut le dire, ou plutôt l'écrire, parce que c'est vrai. Par exemple, entre les différentes méthodes : la suédoise, scientifique et analytique, celle d'Amoros avec sa gymnastique à détente brusque, assez semblable « au déclenchement du ressort à boudin », celle de Démeny au mouvement continu et arrondi, et la méthode naturelle du lieutenant Hébert, l'École ne fait pas de choix sectaire ; elle les examine toutes, en prend et en laisse, sans s'inféoder à aucune ; l'éclectisme est sa maxime, qui constitue, en fin de compte, une gymnastique française. Semblablement, les futurs pédotribes entendent un cours d'histoire de l'éducation physique depuis l'antiquité jusqu'à nos jours et un d'histoire de la plastique avec son prolongement dans les musées. Et ceci est, de toute évidence, pour frotter d'esthétique, mais aussi pour affranchir de tout système la machine humaine dont ils représenteront les derniers modèles.

Les exercices techniques auxquels j'ai assisté m'ont laissé une impression pareille. A tout coup, le professeur met son équipe en garde contre les exagérations. Voici un cours de théorie. Le maître a près de lui une aide qui, droite et attentive, concourt à la démonstration d'exercices de traction dos à dos, coude à coude, si j'ai bon souvenir. De temps en temps intervient, outre l'explication technique, cette recommandation : « Cet effort ne convient pas aux enfants » ou : « Épargnez ce mouvement aux femmes. » A côté, ont lieu d'autres exercices, notamment de contraction abdominale

à l'espalier suédois, où de jeunes visages semblent suspendus comme des fruits rougissants. Et le sens critique règle visiblement la leçon. Dans la grande salle, ce sont des élèves de première année, cherchant ou perdant leur équilibre, la jambe tendue en avant, sur la poutre ronde. Non seulement la maîtresse corrige les attitudes, mais elle explique les raisons de la chute, au cas où le génie de la Bastille tombe par terre. Dans une autre salle, un moniteur sportif fait exécuter à sa section masculine des mouvements éducatifs en vue du saut en hauteur. Cette leçon analytique est visiblement préparée de telle sorte que de l'analyse résulte naturellement la synthèse. Dans une pièce attenante, l'idée se forme en mon esprit qu'il existe une exégèse physique comme une exégèse littéraire. Maîtresse et élèves de deuxième année procèdent, conduites par le piano, à divers exercices rythmiques. Entendez qu'elles interprètent par l'attitude et le mouvement différents rythmes musicaux. La maîtresse explique chacun d'eux et en traduit l'expression aux yeux.

— Pour celui-ci, de la grâce ; deux envolées et un repos... A présent, la *Marche circassienne*... Partez du pied gauche... Décidées... Deux mesures, vous courez ; et une extension.

Extension, expansion. Ces figurations de rythmes mettent dans son jour le goût délicat du professeur qui s'applique à éveiller la sensibilité artistique de ses élèves sans exalter le sentiment. Et, pour y réussir, il faut avoir le sens des nuances.

LES DIFFICULTÉS

Et donc, au bout d'un quart de siècle de directives, de conflits entre les méthodes, de collaboration militaire et universitaire qui rappelle parfois l'attelage désuni de Platon plus que le char d'Élie, de décrets, d'arrêtés, de circulaires, l'éducation physique touche tantôt au port. Et les suggestions ne lui font pas défaut. Fédération des directeurs et directrices d'école, des professeurs de lycée, des parents d'élèves, groupe parlementaire de « la Santé de l'enfance », « Parti social de la santé publique », médecins allopathes et homœopathes proposent à l'envi des plans qu'embrasse cette formule : « De l'air dans les poumons, de l'air dans les pro-

grammes. » M. Février, député du Rhône, dans le dessein de donner à l'écolier, dès le plus jeune âge, « le sens nouveau de la vie », forme ce vœu débordant d'optimisme : « Je voudrais que l'enfant qui sait compter comme Pythagore sache nager comme un poisson ; que l'enfant qui sait rimer comme Lamartine sache sauter comme un cabri ; que l'enfant qui sait traduire Eschyle sache monter au mât de cocagne... » Il faut pardonner beaucoup, même leur syntaxe, aux apôtres que la foi transporte. M. Auray, sénateur de la Seine, montre plus de réserve, tout en demandant beaucoup. Il a remis au ministre de l'Éducation nationale une note dans laquelle il souhaite que, dans les écoles primaires, les après-midi du mercredi et du samedi (le jeudi étant réservé aux exercices religieux par la loi de 1882) soient remplacés par des séances d'une durée de trois heures, aux heures habituelles de classe, dirigées par les maîtres ordinaires et consacrées soit à des jeux de plein air et à des séances d'éducation physique, soit à des visites et promenades d'un caractère instructif, visites de musées, usines, exploitations agricoles, promenades botaniques, géologiques, archéologiques, etc.

D'où abaissement des horaires hebdomadaires à vingt-quatre heures au lieu de trente, allègement des programmes de sciences, d'histoire et de géographie, et, aux épreuves du certificat d'études primaires, adjonction d'une épreuve d'hygiène élémentaire, d'exercices physiques et de questions simples sur les promenades.

Le projet de loi récemment déposé par M. Dezarnaulds, sous-secrétaire d'État de l'Éducation physique, contient surtout des directives. Son prédécesseur, M. Henry Paté, se défendait, en 1929, d'emboîter le pas à Lycurgue. Sur cet exemple, son successeur, dans le particulier, affirme que son projet n'a rien de l'étatisme. L'obligation même, qui figure au début et vise l'un et l'autre sexe, il ne la considère pas comme une clause de style ; mais il compte qu'après deux ou trois générations, l'habitude confirmera doucement le texte légal. A vrai dire, le texte nous paraît viser les établissements libres comme ceux de l'État. De six à quatorze ans, « l'enseignement de l'éducation physique est inclus dans l'enseignement général et comporte un minimum de cinq heures par semaine, dont une classe entière [de deux heures]

donnée sur un terrain de jeux en plein air ou, en cas de mauvais temps, dans une salle aérée et appropriée ». Cet enseignement incombe, dans chaque établissement scolaire, au personnel enseignant, assisté par un personnel enseignant spécialisé. Il est contrôlé par le médecin-inspecteur des écoles (1). Le contrôle de l'éducation physique est exercé, du point de vue technique, à la diligence du ministre de l'Éducation nationale et du sous-secrétaire d'État de l'Éducation physique.

De quatorze à dix-huit ans, cette discipline s'accompagne d'une initiation aux sports pour les jeunes gens et jeunes filles. Des dispenses, bien entendu, sont prévues. Mais le contrôle médical est exercé à la diligence du sous-secrétaire d'État, et non du ministre de l'Éducation nationale, dans tous les organismes où se donne l'éducation physique *appliquée* (exercices de plein air, préparation aux sports, sports collectifs). Au total, au lycée comme à l'école, cet enseignement s'insère dans l'enseignement général.

Une première difficulté se présente à la réflexion. Des modalités, à la seconde étape, il n'est pas fait mention. Sont-ce les mêmes qu'à la première ? Un minimum de cinq heures par semaine, dont une classe entière sur le terrain ? De plus, ce contrôle partagé entre la rue de Tilsitt et la rue de Grenelle n'a pas l'aspect d'une soudure autogène. Et puis on ne peut pas, même sous le bénéfice de traites tirées sur l'avenir, se défendre de songer à la dépense. Dans trois départements, au degré primaire, se poursuivent, depuis octobre dernier, des expériences. Elles réussiront, à n'en pas douter, par la raison que le succès en est assuré par leur courte durée et qu'on prend le temps nécessaire à en voir les suites. Mais celle du seul Loiret se chiffre déjà par 460 000 francs à la charge du département, 600 000 incombant aux communes (2), et un million pour la part de l'État. Étendez l'opération à tous les départements, et vous aurez quelque idée de ce commencement : car ce n'est qu'un commencement. Un personnel d'instituteurs à maintenir en forme à l'aide d'un autre personnel spécialisé, un accroissement inévitable du nombre de

(1) Les Facultés de médecine ouvriront prochainement des cours préparatoires à cette spécialisation médicale.

(2) 190 dossiers ont été adressés au Ministère en vue d'une subvention ; ils représentent un effort financier de 1 500 000 francs.

ces spécialistes, des terrains à acquérir et à équiper, des vestiaires à aménager, des cantines à créer, des costumes de sport à joindre, avant qu'il soit longtemps, aux fournitures scolaires gratuites (un député a déjà déposé une proposition de loi prescrivant pour les internes l'usage d'un gilet de flanelle pendant l'hiver), installation de douches, multiplication de piscines (on ne peut pas éternellement nager à sec); pour les lycées et autres établissements moyens, salles à mettre en état, peut-être terrasses à construire, en tout cas terrains de sports à acheter et organiser, quelque cinq cent trente professeurs à recruter (la deuxième partie du nouveau certificat d'aptitude n'est délivrée qu'à vingt-cinq hommes et quinze femmes environ par année), à instruire, à former, et rémunérer proportionnellement à la qualité des nouveaux titres exigés d'eux, vraisemblablement des maîtres d'internat à leur adjoindre comme moniteurs, inspection médicale à généraliser (1), c'est-à-dire fonctionnaires à créer, tout cela n'est pas l'œuvre d'un jour ni même d'un seul budget. Il conviendra de n'avancer qu'à pas comptés et frais aussi. Après cela, avec de la sagesse et du temps, la difficulté financière n'est pas insurmontable.

Et puis les sports, pour parler franc, ont leurs épines. On a vu ci-dessus que le projet de loi, déposé par M. Dezarnaulds, en assume la préparation. Loin de nous la pensée de déprécier les sports scolaires. Ils ont l'avantage, succédant aux jeux de l'enfance et prolongeant dans la réalité les exercices gymnastiques, de fortifier, assouplir, tenir en haleine et à l'air les adolescents des villes et de développer en eux l'adresse et le courage. « Lutter pour faire mieux, écrit le lieutenant Hébert, est l'essence même des sports. » Mais le célèbre animateur de la gymnastique naturelle a montré, en regard, dans son livre *le Sport contre l'éducation physique*, les dangers physiques et moraux que sous cette bannière courent les élèves de nos lycées, collèges et établissements du même étage, garçons et surtout filles, si la mesure n'est pas le principe absolu. On entend parfois des médecins, spécialisés dans cette étude, déclarer : « Il y a des dégâts, parbleu! Mais qu'importent ces dégâts en comparaison des milliers

(1) Un projet prévoit même la nomination, dans chaque département, de plusieurs inspecteurs d'éducation physique.

d'adolescents malades que nous connaissons ? » Pardonnez-nous ; mais les dégâts sont toujours des dégâts et les accidents toujours déplorables. Sans en prendre aussi aisément son parti, M. Dézarnaulds s'ouvrait naguère à nous sur ce sujet : « Pas de sports violents, disait-il, avant dix-sept ans ! » Et à la bonne heure ! Même, nous les verrions volontiers interdire aux jeunes filles. Le rugby n'est pas leur fait, non plus que le croc-en-jambe. Invoquant à notre tour l'autorité de Rousseau, nous sommes, à cet endroit, tenté de crier à ceux qui l'oublient : « Il faut assez de force aux femmes pour faire tout ce qu'elles font avec grâce. » Marche, cross-country, tennis, natation, et, s'il leur agrée, équitation sont mieux assortis à leur complexion. Et si, avec ou sans l'appui de Jean-Jacques, nous ne nommons pas le volant et les grâces, c'est qu'il nous déplairait de sous-estimer personne, comme on dit à présent, et que, dans notre siècle égalitaire, il n'y a plus de petites filles.

L'inobservation des conseils de la prudence et de la science peut entraîner, et, de fait, entraîne parfois, peut-être plus que parfois, de graves malfaçons qui ont leur répercussion ensuite dans les études. Jamais on ne transgresse sans dommage physique ni intellectuel cet aphorisme : « A chacun selon sa force. » Il incombe au médecin de famille préférablement ou, à son défaut, au médecin de l'établissement de la déterminer pour chaque individu et au professeur d'éducation physique de la diriger. De plus, la doctrine de l'Instruction publique est ferme en ce point que l'éducation physique tend à une culture équilibrée du corps. Une circulaire du 7 juillet 1890 s'exprime en ces termes : « Son but n'est pas d'amener quelques adeptes à exécuter des tours de force plus ou moins remarquables, mais de soumettre tous les élèves à un entraînement progressif et méthodique, à provoquer chez tous par des exercices sagement gradués, le développement régulier des divers organes. » Au rebours, un « as » de football, loin d'exercer ses membres supérieurs, les laisse à peu près inactifs, ne s'en servant que pour garder son équilibre. Et il contrarie la nature en ce sens qu'il transforme en lanceurs les membres inférieurs dont la destination est la marche, la course, le saut. La spécialisation dévie le sport et le corps. Un spécialiste du saut en hauteur ne pratique pas le saut en longueur.

Et l'on voit de notables sportifs déclarés inaptes au service militaire.

Il n'est pas rare non plus que dans un lycée le club scolaire se limite aux quelques lurons qui composent une équipe de sport collectif. La compétition entre établissements devient son objet, le championnat académique son rêve. Et l'entraînement va jusqu'à l'excès préjudiciable au travail scolaire. Le lundi ou le vendredi, quelquefois les deux, on revient au lycée sous les traits d'un adolescent « claqué ». S'agit-il d'un sujet laborieux, le surmenage s'ajoute au surmenage, s'il est constant qu'un violent exercice physique ne repose pas d'un grand labeur intellectuel. Et pour ce qui est du moral, on convient que les sports collectifs éveillent l'esprit d'équipe, mais qu'ils engendrent trop souvent l'orgueil de l'équipier. Sans compter les dangers où l'expose cette haute estime de soi. Clubs et fédérations extrauniversitaires guettent les meilleurs, pour les préparer à leurs exhibitions, où le désintéressement n'a plus rien à voir, la moralité rien à faire, et, au contraire, l'éducation a tout à craindre. Restreindre, sinon supprimer, la compétition, mais surtout soustraire l'adolescence aux sollicitations qui lui viennent du dehors, ce soin s'impose à l'Université comme un devoir, et non des plus faciles à remplir.

On met à part le scoutisme, méthode d'éducation intégrale, en plein air, à travers monts et vaux, et qui, sous l'emblème d'un totémisme primitif, associe l'imagination à l'éducation, le goût de l'aventure à l'apprentissage de la vie naturelle, et Rudyard Kipling à Jean-Jacques. Les fillettes même y prennent un plaisir extrême. Éclaireurs ou Éclaireuses éduquent leurs sens, tandis qu'ils apprennent à s'orienter, reconnaître une piste, distinguer les arbres, les plantes, les insectes. Ils marchent, courent, sautent, dressent leur tente, préparent leurs repas, pansent les blessures légères, transportent les blessés, dans l'illusion de se débrouiller au Far West et s'initient à ces disciplines sauvagines comme à un jeu collectif. Et la simple morale, qui les oblige sans contrainte, est un chef-d'œuvre du génie pédagogique. La Loi, que l'aspirant promet d'observer, nouveau Décalogue, ne contient aucun commandement ; elle constate des faits. Elle ne dit pas : « Tu ne mentiras point. » Elle affirme : « Un

Éclaireur n'a qu'une parole. » Même avec la nuance impérative, le futur implique une espérance ; la forme affirmative évoque une réalité *sine qua non.* C'est à prendre ou à laisser. Si l'aspirant prend, il accepte librement d'être, avec ceux de sa patrouille, de sa meute, de sa troupe, loyal et chevaleresque, de faire, chaque jour, une bonne action, etc... sans préjudice de l'engagement capital d'être « propre dans son corps, ses pensées, ses paroles et ses actes ». Ici l'esprit d'équipe est dépassé. Le service de la patrie est au premier plan ; et « l'amitié » pour tous et « la fraternité » pour tous les Éclaireurs » impriment à cette loi un caractère généreux et humain. Bref, toute mesure qui traverserait l'essor du scoutisme, risquerait d'atteindre une âme et d'éteindre une flamme.

LE CORPS ET L'ESPRIT

Les promoteurs de l'éducation physique voient grand. L'enjeu en vaut la peine. Il y va, en effet, de la vigueur et de l'énergie françaises. De ce reconstituant la jeunesse a besoin, la famille a besoin, la patrie, par un coup de surprise, peut avoir besoin. Notre avenir est en cause ; tout le monde en convient. Il est aussi de notre intérêt de ne pas dédaigner les rapports du physique et du moral. L'adage ancien : *Mens sana in corpore sano* n'a rien perdu de sa valeur. Et les professeurs du corps doivent donner l'exemple à l'appui du précepte. Il y a donc lieu d'approuver les dispositions prises depuis plusieurs années pour relever leur prestige et étendre leur savoir. Où l'exagération commence, ou, s'il vous plaît mieux, l'illusion, c'est lorsque, forçant le sens de la formule latine, on s'imagine que d'être homme par la vigueur a pour conséquence la vertu plus haute de l'être par l'intelligence. Et, par suite, s'il est permis de voir grand en faveur de l'éducation physique, il est essentiel de voir juste.

De la mesure, encore une fois, de la mesure avant toute chose. Dans l'enseignement primaire, il ne sera pas impossible de trouver un accommodement. Le plan d'études de 1923, sous le couvert d'une simplification, en a, de fait, haussé les visées. « L'enseignement primaire, en raison de l'âge des élèves et des carrières auxquelles ils se destinent, n'a ni le temps ni les moyens de leur faire parcourir un cycle d'études égal

à celui de l'enseignement secondaire ; ce qu'il peut faire pour eux, c'est que leurs études leur profitent autant et leur rendent, dans une sphère plus modeste, les mêmes services que les études secondaires aux élèves des lycées. » Préoccupé de réaliser l'équivalence de ces deux compartiments de l'instruction publique, — primaire et primaire supérieur, secondaire, — l'auteur abandonne, à l'école, la méthode concentrique appropriée aux intelligences communes et qui fait reparaître de cours en cours les mêmes articles du programme en les développant davantage, pour la méthode progressive, en d'autres termes : plus ambitieuse. Et, tout en simplifiant, il surcharge.

L'essai (qui se poursuit actuellement dans l'Aude) de placer dans l'emploi du temps sept heures hebdomadaires de culture physique, à raison d'une heure par jour et d'une demi-journée entière de grands jeux prise sur les classes du mercredi (le jeudi étant réservé légalement à l'instruction religieuse), implique un prélèvement plus ou moins important, selon l'âge des élèves, sur les différents exercices scolaires. Sans nous noyer dans les chiffres, contentons-nous de noter que, pour les garçons et les filles de sept à neuf ans, la lecture courante et expliquée y perd une heure, l'écriture une demi-heure, le français une heure, l'histoire et la géographie une demi-heure, le calcul une demi-heure ; de neuf à onze ans, la réduction est d'une demi-heure de lecture, trois quarts d'heure d'écriture, une heure de langue française, une demi-heure d'histoire et géographie, une demi-heure de calcul et géométrie. Que s'y joigne un allègement simultané des programmes sur lesquels, à l'examen du certificat d'études primaires, porteront les questions d'histoire, de géographie, de sciences, on n'y contredit point. Encore moins désapprouvera-t-on l'exclusion, en calcul, des problèmes sur les rentes, qui représente moins un sacrifice qu'elle ne fait l'effet d'une prévision. Et certes, si toutes les classes des écoles pouvaient ressembler, par la sûreté de la direction, la patience, l'ingéniosité, et, par-dessus tout, la haute surveillance scientifique, à celles qu'a instituées à Lyon le docteur Lafarget, on ne douterait pas du succès de cette tentative. Jusqu'à nouvel avis, on se contente de le souhaiter.

L'enseignement secondaire y court plus de risques. Et c'est

pourquoi l'accord ne semble pas étroit entre le ministère de la Santé (en l'espèce, le sous-secrétariat de l'Éducation physique) et celui de l'Éducation nationale. L'un entreprend de régénérer la France ; l'autre a la responsabilité de l'intelligence française ; le premier veut naturellement disposer des moyens ; l'autre a le devoir de préserver ses fins. Au moment où nous traçons ces lignes, la dernière main est mise, rue de Grenelle, à un projet d'arrêté qui sera soumis, le 15 mars prochain, à l'examen du Conseil supérieur de l'instruction publique. Il concerne tous établissements du second degré et tient en deux articles. Le premier stipule que, dans chaque classe, les heures d'enseignement d'une matinée ou d'un après-midi par semaine, seront obligatoirement consacrées à une séance d'éducation physique en plein air. Au cours des quatre premières années, il pourra être prévu deux matinées ou après-midi de plein air par semaine. Et, en outre, aucun enseignement obligatoire ne sera donné le samedi après-midi.

L'article 2 ajoute que l'après-midi du samedi est laissé à la disposition des établissements pour l'organisation de conférences, concerts, visites de musées, travaux manuels, etc., et en général de toutes activités ayant pour objet l'aménagement des loisirs des élèves. Ces loisirs seront-ils obligatoires ? Vraisemblablement, puisque ces établissements sont autorisés à prendre les initiatives les plus variées. On distingue bien que ces dispositions laissent de côté pour l'instant les classes préparatoires aux grandes Écoles dont l'horaire « doit être provisoirement respecté ». Mais, d'une façon générale, si l'on songe que l'année scolaire dans les lycées et collèges compte environ cent quatre-vingts jours, on ne laisse pas d'éprouver quelque appréhension. Encore n'est-il pas question de la gymnastique quotidienne, ou tout au moins des deux heures hebdomadaires en usage. Si elles disparaissent, il se peut que le ministre de la Santé publique n'y trouve pas son compte. A coup sûr, à moins d'alléger horaires et programmes, les études secondaires y trouveront difficilement le leur.

Mais il s'agit encore d'autre chose. A considérer la lenteur des progrès accomplis, sur le terrain de la culture physique, depuis le début de ce siècle, on reconnaît qu'une autorité, extérieure à l'Université sans lui être contraire, a pu prendre

à propos l'initiative d'une réforme. Les médecins avaient leur mot à dire en la conjoncture, et la Santé publique méritait plus qu'un droit de regard. A l'heure actuelle, son action demeure utile et même indispensable. Malgré les apparences, il reste chez les clercs quelque trace du préjugé contre les athlètes. Mais, d'autre part, une fois la réforme accomplie, espérons-le, d'un commun accord, il faudra bien que l'Éducation nationale, un peu plus tôt, un peu plus tard, mais sans une remise aux calendes grecques, rentre en possession de ce qui lui appartient par définition, et que le sous-secrétariat de l'Éducation physique, changeant de département et de domicile, regagne définitivement le ministère de l'Éducation intégrale. Ces partages d'autorité et de contrôle formeraient bientôt obstacle à la culture harmonieuse du corps et de l'esprit. Il appartient, de surcroît, à M. Jean Zay, il lui appartient en propre et avant toute chose, du point de vue social, en vertu des obligations de sa charge, de ne pas laisser la jeunesse, perdue dans une époque matérialiste où il devient de plus en plus malaisé d'assurer le triomphe d'un idéal, s'orienter plus que de raison vers la vie physique et matérielle au péril d'un abaissement du niveau intellectuel. Des exemples tout proches sont pour nous avertir. L'unité de vue et de direction est seule capable d'éviter l'écueil funeste. Après tout, l'Héraklès Farnèse, dans la gloire de ses muscles, porte sur un cou énorme une tête petite.

HIPPOLYTE PARIGOT.

LE RAID

Sibylle, les yeux fermés, sentit le matin entrer à flots dans sa chambre par les volets entr'ouverts. La lumière, reflétée par le lac, dansait sur les murs, tremblait sur les meubles, ruisselait autour du lit, et Sibylle se réjouissait d'être la seule chose immobile, opaque et comme suspendue dans un univers mouvant où couraient des sylphes.

Dans le silence brillant retentit le tonnerre du moteur des hydravions, puis le *ch-ch-ch...* de l'eau déchirée ; les sylphes laissèrent brusquement retomber Sibylle au fond de son lit, et, dans l'instant même du réveil, elle retrouva l'angoisse de tous ses réveils et ce ressac de l'océan, invisible de l'autre côté de la pinède, ce souffle qui venait parfois jusqu'à elle entre les arbres, comme une grande respiration ; puis, elle entendit Jacques, loin d'elle, arraché d'elle, descendre l'escalier de ses bonds légers de chat, refermer doucement la porte, faire crier le gravier du chemin.

Au début, elle courait au balcon, pieds nus, glacée par l'aube pour le voir un peu plus longtemps. Maintenant elle préférait le suivre les yeux fermés, dévalant le sentier bordé de rocailles qui menait de leur villa aux hangars, tout mince et tout blanc dans sa combinaison de pilote qu'elle aimait appeler sa robe d'archange. Elle le voyait disparaître un instant derrière les hangars dont on n'apercevait que les toits de tôle et les portes béantes, puis surgir devant le lac, sur la « plage » de ciment, confondu dans un groupe de mécanos et d'autres robes d'archange, mais elle le reconnaissait

toujours à la largeur de ses épaules et à sa marche de fauve. Et, sans doute, sifflait-il machinalement quelques mesures de Beethoven.

Un éclat de voix, des appels, montaient par la fenêtre ouverte : on glissait l'appareil à l'eau. Sous ses paupières closes, Sibylle retrouvait dans la carlingue le profil dur, diminué par la distance, appuyé sur le bleu de l'horizon ; il se penchait vers les commandes ; une expression tendue et passionnée allait monter sur ce visage invisible dont ses paumes gardaient encore la tiédeur... Et voici le geste calme de la main qui se lève : il partait...

Pour elle commençait l'interminable matinée consumée d'angoisse. Une fois de plus ce seraient les courses à la fenêtre d'où l'on découvre le lac entier ; les mêmes « Je suis complètement idiote », répétés toutes les dix minutes ; la même rafale de joie quand l'appareil rentrerait dans un fracas d'éclaboussures et qu'elle verrait la robe d'archange remonter le sentier ; le même effort pour ne pas se jeter sur lui comme une louve, l'accueillir avec des yeux tranquilles et d'une voix égale lui demander : « Tu es content ? Ça a bien marché ? »

« Si je pouvais seulement avoir un fils, — se dit Sibylle, en retournant son oreiller avec de grandes claques, — je l'aimerais moins, lui, et ce ne serait peut-être pas si terrible ! » Elle referma les yeux et rêva aux innombrables femmes qui passent leur vie à essayer d'aimer leur mari, à se répéter sans cesse, pour oublier sa médiocrité : « Il n'est pas si mal que ça. » Par jeu, Sibylle s'efforça de penser : « Il est en somme ordinaire, très ordinaire, tout ce qu'il y a d'ordinaire. »

En réalité, elle savait bien qu'elle était devant lui comme un enfant devant un arbre de Noël. Jacques, c'était un être presque irréel, soustrait à tout ce qui accable les autres hommes : le froid, la faim, la colère, la fatigue ; qui pouvait rester facilement quarante-huit heures sans dormir, ni manger, — pour Sibylle, toujours torturée de sommeil ou de faim, c'était là un vrai miracle, — qui fermait toujours si doucement les portes, vous servait comme une princesse, et d'une si incroyable pureté qu'il vous tirait hors de votre misérable petite gangue de femme.

Un sursaut de fureur contre Le Couturier la réveilla tout

à fait. Qu'avait-il eu besoin de venir, celui-là, avec ses allures de triomphe et ses histoires qui duraient des nuits entières, raconter ce projet de raid ? Il l'avait aussitôt suivi, bousculant les projets de vacances, soi-disant pour voir l'appareil et contrôler les essais. Inquiète, elle avait demandé :

— Mais tu ne le fais pas, le raid ? Tu me jures que tu ne pars pas ?

Il avait répondu :

— Tu rêves ! L'équipage est désigné depuis longtemps : Le Couturier, commandant ; Terrassi, mécanicien ; Gallet, radio. Je n'ai rien à voir là-dedans. Mais je peux les aider, avait-il ajouté d'un air confus ; une vieille gloire, ça sert toujours, tu sais...

Et la « vieille gloire » remplissait les valises avec l'agitation joyeuse d'un enfant qu'on emmène en voyage pour la première fois.

D'abord, elle avait cru qu'on le lui prenait, parce que toute cette bande était toujours là, à entrer, sortir, envahir la maison, courir aux hangars, essayer de nouveaux appareils et parler inlassablement de moteurs. On aurait dit que cette odeur d'essence les rendait fous. Mais, peu à peu, elle avait bien vu que c'était lui qui se redonnait à eux, lui qui les reprenait...

Peut-être, si Le Couturier n'était pas venu, aurait-il oublié, à force de tendresse, qu'il y avait des hydravions quelque part. Ils avaient été si heureux ensemble ! Il était puéril et charmant, ne parlant jamais de son métier : un mystique parle-t-il de son Dieu, un amant de celle qu'il aime ? Pourtant, il y avait toujours cette chose au fond de ses yeux, même quand elle le serrait dans ses bras à le meurtrir et le regardait avidement... Oui, cette chose, toujours... Surprenant une angoisse sur sa figure tendue, il murmurait alors : « Ma petite fille. » Engourdie de joie, elle pensait : « Je suis bête... »

CELA avait commencé peu de temps après leur mariage, le jour où il l'avait emmenée visiter l'hydravion géant *Vaucquier F. 44*. Par hasard, ils passaient en auto devant le petit lac qui lui servait de base. Jacques avait brusquement ralenti, en faisant crier les pneus. Entre les arbres, on voyait

l'hydravion, un gros oiseau blanc qui n'aurait pas replié ses ailes, se balançant lourdement sur des reflets de sapins.

— C'est le frère du *F*. 40, avec lequel j'ai traversé l'Atlantique, dit-il, en sautant à bas de la voiture. Veux-tu venir le voir ?

Se faisant reconnaître par l'officier de garde, il obtint l'autorisation de monter à bord, et un canot les emmena, en ronronnant. Le marin, chargé du moteur, distrait, coupa les gaz trop tard. Il allait dépasser l'appareil, quand Jacques, debout à l'avant, d'un geste rapide, s'accrochant aux haubans de l'aile, arrêta net l'embarcation sur son aire et, d'un seul bond, sauta sur la coque. Le mouvement, dans sa hardiesse, était si aisé, d'une si extrême précision qu'il avait dû être fait plus de mille fois. Elle le regardait, béante d'admiration et, pour la première fois, l'angoissse était venue, quelque chose qui vous suivait comme une présence et vous empêchait de respirer. « Des années d'habitude », pensait-elle. Chair de sa chair... elle avait cru le posséder jusqu'aux moëlles, et voici que se révélait toute une vie inconnue...

Jacques se retourna pour lui tendre la main ; elle le suivit maladroitement, ne sachant où poser le pied... Toute une vie inconnue où il n'y avait pas d'accès possible, où elle était étrangère, impuissante... Ce seul geste l'arrachait d'elle.

Il la précédait, se glissant souplement dans les coursives, à travers les ouvertures, étroites comme des hublots, de la chambre des machines, de la chambre de navigation, non pas avec sa souplesse à elle, jeune corps rompu à tous les sports, mais celle de l'homme qui a vécu là des semaines, connaît chaque angle et mesure son effort. Il lui expliquait avec gentillesse, le moins techniquement possible, tout ce qu'elle voyait. Par moment, il riait silencieusement, comme celui qui se retrouve dans une maison connue. Il caressa au passage, dans la chambre de navigation, le gros volant. Par jeu, elle s'assit sur le siège du pilote pour voir ce qu'il pouvait embrasser du regard quand il était assis là.

Pendant le retour, il dit seulement après un très long silence :

— C'était une vie de chien là-dessus, mais c'était la vraie vie.

Sibylle se leva lentement et alla dans la salle de bains. Elle s'assit sur la petite chaise basse devant la psyché, s'amusa à se masser la figure avec une crème, à s'épiler les sourcils, à se polir les ongles. Peu à peu, s'effaçait ce visage de nuit, marqué par l'amour et les départs à l'aube, qu'elle n'osait pas regarder dans la glace. Elle refaisait son visage de jour : les paupières lasses se relevaient sur des yeux non plus anxieux, mais calmes ; la bouche se détendait dans un sourire ; elle reprenait enfin sa figure de petite fille bonne à embrasser.

« Avant tout, pas de tragique », pensa énergiquement Sibylle, en se frottant d'eau de Cologne avec le gant de crin. Puis elle commença de s'habiller avec amour, bien qu'elle sût que ce n'étaient plus ses petites armes de femme qui pouvaient lutter dans ce cœur avec l'autre chose...

Il l'aimait, cependant, autant qu'il pouvait aimer quelqu'un qui n'était pas un hydravion ou, peut-être, un concerto de Beethoven. Elle savait le pouvoir de sa jeunesse sur lui, de sa violence et de sa douceur. Il prenait d'elle un soin extrême ; elle était son jouet le plus précieux, le plus indispensable. Mais l'amour, l'amour inquiet, forcené, qu'on a pour une femme, c'étaient seulement ces damnés appareils...

Un jour, il lui avait raconté ses préparatifs pour une grande course internationale : comment, pendant des semaines, il avait surveillé chaque rivet, chaque boulon de l'hydravion, peint lui-même le numéro sur la coque, et dormi sous ses ailes pour ne pas le quitter une heure. Elle brossait sa chevelure avec rage en se rappelant cette histoire et des larmes d'impuissance montèrent à ses yeux.

Mais c'était à leur arrivée sur le lac qu'elle avait vraiment compris...

Jacques, impatient de voir l'avion du raid, courut avec elle aux hangars. On glissa pour eux les hautes portes de fer, juste assez pour s'y faufiler et Sibylle, effrayée, se trouva perdue dans une forêt étrange d'ailes et de nageoires, immenses dans ce demi-jour et si hautes. Elle serra le bras de Jacques, surprise de ne pas entendre le tonnerre des moteurs, et le suivit d'appareil en appareil, attentive seulement à ne pas se tacher de l'huile dégouttant de partout.

Le groupe des robes d'archange s'arrêta devant l'un

d'eux, qu'elle trouvait pareil à tous les autres, et ils commencèrent de discuter vivement dans une odeur d'essence engourdissante. Puis, ils se rassemblèrent autour d'un petit avion rouge. La voix claire de Raoul, le commandant de la base, arriva jusqu'à elle à travers sa torpeur :

— Ça, c'est le grand favori. Nous espérons bien battre là-dessus le record d'Agello, mais c'est un démon qui a déjà tué plusieurs jeunes pilotes... Rien que pour le mettre à l'eau, c'est une opération fort délicate.

Sibylle tourna la tête vers son mari ; il était à quelques pas du démon et le regardait. Il regardait plus précisément la place du pilote, les yeux mi-clos, en souriant. Et c'était un visage d'amant en extase, illuminé d'un bonheur si violent qu'il semblait rayonner dans la pénombre, — un visage nouveau qu'elle ne lui avait jamais vu dans l'amour et qui la frappa comme la foudre. Elle sentit que si, une seule fois, il la regardait, elle, avec cette figure-là, cela vaudrait la peine de mourir.

En sortant du hangar, ils voulurent entraîner Raoul à prendre un *drink* avec eux.

— Impossible, dit-il en riant, d'abord je ne peux pas boire une goutte d'alcool ; ensuite, je n'ose pas quitter la base un seul instant : il y a huit mois que nous attendons tous les jours les conditions météorologiques convenables pour battre le record de vitesse.

— Mais l'obscurité tombe déjà, il y a du brouillard, ce n'est sûrement pas maintenant...

— Non, non, évidemment, mais je préfère rester. Nous vivons comme des moines, vous savez, ajouta-t-il, embarrassé, rougissant un peu.

En revenant parmi les humains, Sibylle songea obscurément qu'il n'était pas très important qu'on arrive à du 600 ou du 700 à l'heure, mais qu'il était essentiel que de jeunes hommes eussent ainsi une discipline et une foi pour qui mourir.

Si j'allais ranger l'armoire à linge ? pensa Sibylle, qui s'inventait mille besognes dans la lingerie, seule pièce de la villa d'où l'on ne voyait pas le lac, sorte de petit univers à elle, rempli d'une tranquille odeur de fer à repasser et de térébenthine.

Sortir les draps, les compter, les replacer un à un sur les planches, calmait sa fièvre. Elle se surprit à murmurer machinalement sur chacun d'eux : « Le Couturier, commandant ; Terrassi, mécanicien ; Gallet, météo... » incantation magique qui protégeait Jacques. « Et, après tout, pensa-t-elle, en se débattant entre les taies, raisonnons : même s'il partait... avec les appareils de maintenant, avec sa science éprouvée, sa santé de colosse, il ne peut rien lui arriver ; ce serait un triomphe de plus... »

Pour la millième fois depuis des semaines, elle reprit ce fameux raisonnement, continua d'empiler bravement ses torchons et de remplir ses jours, pendant qu'une autre voix, bien plus obscure et plus violente, gémissait d'angoisse.

Le lac flamboyait dans le soleil de deux heures.

Sur la table de la salle à manger, les assiettes miroitant comme des flaques, les verres remplis de lumière dorée comme du vin étourdissaient Sibylle, faible de faim, de cette longue attente. De plus, elle avait la triste certitude qu'au fond de la casserole, le risotto était brûlé depuis longtemps.

Dans la chaleur sonore, des voix d'hommes, discutantes et joyeuses, montaient le sentier. Elle courut à la fenêtre. Au-dessous d'elle, les syllabes corses de Terrassi roulaient comme des cailloux. Très excité, il expliquait une histoire de cylindres, quand une voix de femme l'interrompit :

— Eh ! tu viens *donque*, Charles ?

Elle reconnut la femme de Terrassi, une petite Provençale sèche et ordonnée, qui ressemblait à une olive. Charles, d'une voix baissée d'un ton, comme lassée, dit un rapide « à tout à l'heure » et la suivit.

Sibylle s'imaginait très bien Mme Terrassi furieuse, parce que le ragoût, « et fait par moi encore », refroidissait. « Ces hommes toujours en retard, ça ne pense à rien, vraiment ! Et la petite qui doit aller à l'école, à deux heures ! Tu salis tout avec tes mains, pleines d'huile ! Si c'est pas, malheureux, tout de même ! Et ça va recommencer ce soir ? Je serai de nouveau seule pour soigner Pierrot qui tousse toute la nuit !... »

Oui, vraiment, Sibylle l'entendait. Ne retrouvait-elle pas. sur un plan inférieur, leur commune haine contre ce damné

métier ? Elle se sentait triste pour Terrassi qui aimait tellement chahuter avec les autres mécanos et répandait ses facéties à travers les hangars. Mais, quand même, la femme avait raison : il exagérait jour et nuit sur ses sales cylindres ! Elle soupira, ne comprenant plus rien à l'existence.

Dans une course de portes claquées et de rires, les autres montaient. Le soleil illumina Jacques, debout dans la porte, exactement comme elle l'attendait : tout blanc dans sa combinaison de toile, les manches retroussées et un sourire d'enfant qui vient de découvrir un trésor. Sibylle, qui ne s'habituait jamais à rien, sentit une marée de joie et d'orgueil monter une fois de plus dans son cœur devant les immenses épaules et les hanches étroites, un corps égyptien tout en bronze, sans un pouce de chair inutile. « Tu ressembles à un fellah pour pyramide », lui disait-elle souvent, mais elle pensait qu'il ressemblait plutôt au dieu-Épervier.

Ils se jetèrent dans des fauteuils, étalant leurs jambes, manifestement enchantés de vivre. Vaucquier, le constructeur, venu surveiller les progrès de l'appareil, frotta ses grosses mains :

— Mes enfants, nous y sommes.

Sibylle ne comprit pas bien où l'on en était et leur dit qu'ils pouvaient déjeuner.

Le Couturier et Jacques, couchés par terre sur une gigantesque carte, discutaient en criant. L'un après l'autre, ils vinrent se pencher sur eux en tendant le cou, puis s'asseoir, criant encore plus fort et s'étendirent à leur tour, oubliant de manger.

« Des collégiens, pensa Sibylle avec mépris, rien de plus. » Excédée, elle alla chercher une langoustine et se mit à la sucer debout au-dessus d'eux, en faisant tomber les pinces sur la tête de Jacques, pour le punir.

A vrai dire, c'était une image si familière de le voir là couché par terre, appuyé sur les coudes, la main posée sur une carte, que son humeur tomba aussitôt. Peut-être, était-ce « plus Jacques, que n'importe quoi d'autre au monde ». Et Sibylle, qui ne pouvait pas voir le visage penché, s'attardait à regarder cette main posée sur la carte, pas une main d'homme ni une main efféminée, ni même ce qu'on appelle une main d'artiste, simplement une main étonnante, délicate, presque

fragile, avec une grosse montre à plusieurs cadrans et pleine de chiffres de différentes couleurs, qui était bien la chose la plus mystérieuse. Et elle s'émerveillait qu'une pareille main eût pu *descendre* un zeppelin pendant la guerre, conduire en Amérique une grosse bête comme le F. 44, tenir des appareils dans la tempête. Maintenant elle était là, cette main, posée sur une carte, comme d'habitude, et, ce soir, elle lui caresserait timidement l'épaule...

Cette main et cette montre faisaient partie de l'univers auquel Sibylle ne comprenait rien, et elle comprenait moins encore, — elle qui cassait toujours tout, — que cette montre pût être encore intacte après tant d'années hasardeuses.

Secouant sa méditation, elle courut leur chercher à manger et posa devant chacun d'eux, sur le tapis, une assiette remplie, où ils puisaient de temps en temps : quand elle passait à la portée de Jacques, il lui saisissait la cheville pour essayer de la faire tomber, elle lui donnait une tape sur le bras de sa main libre et, se dégageant, manquait lui renverser l'assiette sur la tête.

Tandis qu'elle cherchait la corbeille à fruits, elle l'entendit rire aux éclats, au milieu d'autres rires, puis le bruit d'une chaise qui tombe, de meubles qu'on pousse ; elle courut à la porte et le vit se battant comme un portefaix. Il se lançait à l'assaut de la masse de Raoul avec des bonds de tigre et finit par le jeter par terre où ils continuèrent de se rouler parmi les vociférations des assistants. Effarée, elle les suivait des yeux, ses fruits dans les mains.

— Qu'il est jeune et comme il est gai ! pensa Sibylle, ne sachant si elle était triste ou contente, je ne l'ai jamais vu diable déchaîné de cette façon avec moi.

— Tenez, sale gamin d'école communale ! cria-t-elle, tout à coup furieuse, en lui lançant une pêche.

L'après-midi, Sibylle dut se rendre au bourg voisin du lac, pour quelques courses. Elle décida de faire la route à pied, par la pinède.

Elle marchait vite sur le lourd sable gris, semé d'aiguilles de pin. « Pas du sable doré du bord de la mer, pensait-elle tristement, on ne pourrait même pas y faire un fort. » Le lac courait à côté d'elle, derrière les arbres. Un flamboiement

bref comme un éclat de miroir la frappait de temps à autre, entre les fûts lisses. Sibylle sentit qu'elle prenait l'eau en horreur, l'eau hostile qui envahissait sa vie, la séparait de Jacques. Suçant au passage de longues aiguilles de pin, elle repensait à l'histoire de Terrassi. Peut-être pouvait-elle un tout petit peu mieux le comprendre que Marthe, parce qu'elle n'avait pas d'enfants. A cause de cela, elle se sentait plus légère que les autres femmes et capable d'aller n'importe où. N'importe où, oui. Mais jusqu'à *eux* ?... *Eux*, ce mot vague qui, dans son esprit en déroute, représentait à la fois Jacques, Gallet, Terrassi, tout le peuple huileux des hangars, leur folie, leur langage incompréhensible, leur foi commune.

Elle trébucha sur une souche.

Mais pourquoi partaient-ils, bon Dieu, pourquoi partaient-ils ? Sibylle avait d'abord cru naïvement à l'appel d'un pays inconnu et lointain, à un « voyage » ; mais ils ne parlaient même pas de la ville, peut-être merveilleuse, qu'ils allaient rejoindre. Pour eux, il s'agissait seulement de cylindres, de soupapes et d'arrivée d'essence. Tout se résumait à cela. Terrassi, à qui Vaucquier avait offert chez lui une place de maître-ajusteur, très bien payée, l'avait refusée. Peut-être était-ce pour échapper à une femme acariâtre ? Mais il y a tant de femmes acariâtres en ce monde et tous leurs maris ne partent pas. Gallet, lui, que cherchait-il ? Peut-être seulement le plaisir d'écouter jour et nuit les crachotements singuliers que lui seul entendait sous le casque et qui plissaient de joie ses yeux de furet dans sa figure rouge. Et Le Couturier, si jeune et si beau, qui avait tout au monde ? C'était une pure folie, comme les jeunes gens qui achètent une auto trop chère ou veulent à tout prix une actrice célèbre.

Oui, que cherchaient-ils, tous ?

Sibylle se sentait une petite fille perdue au milieu d'une bande d'animaux sauvages. C'était cela, des animaux sauvages, — elle avait enfin trouvé, — pleins d'une odeur de brousse, et, tous, ils avaient dans les yeux cette *chose* inconnue, et qu'on avait envie de leur arracher...

Le rire de Jacques pénétra de nouveau dans son cœur avec une telle résonance de joie, elle les revit couchés sur le tapis, heureux comme de jeunes chiens...

« Si je pouvais, si je pouvais, il y a seulement un tout petit

fossé, passer de l'autre côté, oui, l'autre côté ! Ils sont sur l'autre bord ; ce serait tellement simple et je trouverais tout... » Cela la frappa comme une pierre, que Jacques était plus près de Terrassi, lui montrant un boulon, que d'elle. « Mais cependant il m'aime mille fois plus que Terrassi. Il donnerait sa vie pour moi ! » Elle évoqua autour de son corps les bras de fer qui manquaient l'étouffer et se sentit un moment apaisée.

Bientôt elle atteignit des pins que ne courbait plus le vent de l'Océan ; des saules et des osiers parurent : Sibylle arrivait dans l'arrière-pays, là où les hommes ne songent pas à s'en aller au-dessus de la mer, plantent des carrés de choux et bâtissent des maisons.

Elle longea la grande rue du bourg, regardant avec amour les petits magasins où se vendent des souris en gomme, des boîtes de cirage et des lacets en réglisse ; les épiceries avec leurs pots de confiture en pyramide, le mercier aux gestes menus, qui mesure toute la journée du ruban et de la dentelle. « Avoir un mari marchand de bretelles, pensa Sibylle, quel délice ! »

Elle alla chez le teinturier, chez le pharmacien. Ils la servaient avec calme. Sibylle aimait les gestes professionnels. Elle admirait ceux qui peuvent peser des poudres sans ajouter un gramme de trop, compter des billets de banque sans les mêler, et même ceux qui enveloppent les paquets si rapidement, en faisant voler les ficelles. Par les portes entr'ouvertes des cuisines elle pouvait voir les assiettes sur la toile cirée des tables, des gens qui mangeaient tranquillement sans se coucher par terre sur des cartes.

Soulevée de révolte contre *Eux*, elle pensa avec désespoir qu'elle aussi pourrait tenir des discussions interminables, que les hommes fuiraient lassés, à propos de biberons ou de nurses ; ajuster un cartable sur un petit dos de flanelle grise qui partirait pour l'école ; acheter des chaussettes de laine pour les premiers froids ; raconter les péripéties d'une rougeole à d'autres femmes qui lui ressembleraient : univers où Jacques n'aurait pas accès, dont il serait peut-être jaloux. Elle se prit à envier Mme Terrassi qui, au moins, ne dépendait pas absolument pour son bonheur d'un homme toujours prêt à partir... « Pour moi, Jacques » ... elle s'arrêta, le souffle court, au milieu de la rue.

Au coucher du soleil, elle prit le chemin du retour. La pinède baignait dans une lumière blonde et Sibylle, passant la langue sur ses lèvres, s'attendait à y trouver un goût de mirabelle. A mesure qu'elle marchait dans cette gloire, la résine chauffée tout le jour l'étourdissait de sa grande odeur et les effluves salés et frais arrivaient de l'océan à sa rencontre comme des coups d'ailes.

Le lac l'accueillit avec une douceur surprenante, un lac doré, fait pour des chevelures de saules ou des reflets de sapins, pour des canoës de course, pour des prouesses de collégiens.

En approchant de la villa, Sibylle entendit descendre vers elle par les fenêtres ouvertes la Ve symphonie de Beethoven. Elle monta le sentier dans l'allégresse du finale, appuya sa tête contre le mur et ferma les yeux à la lumière de septembre, sûre que là-haut Jacques marchait de long en large, le regard perdu, « dirigeant » avec fougue la symphonie qu'il savait par cœur. « Il a dû réussir aujourd'hui un essai particulièrement dangereux, pensa-t-elle, ce sont toujours les premières mesures du scherzo qu'il siffle inconsciemment en préparant ses affaires pour un record, ou en auto, s'il a bien pris à grande allure un virage difficile. » Le cœur serré, elle écoutait...

Chez cet homme qui parlait à peine et ne s'exprimait qu'en musique, priait sur du Bach et l'embrassait sur du Mozart, elle avait appris à redouter Beethoven, signe d'humeur héroïque, de *départ*.

« La terrible simplicité des êtres qui n'ont qu'une seule passion... » Où avait-elle lu cela ?

Le disque s'arrêta avec un claquement sec.

— Petite fille, tu es là ? cria une voix joyeuse au-dessus de sa tête.

Elle lui tendit les bras, deux mains de fer la saisirent par les poignets et la hissèrent par la fenêtre.

— Je t'attendais ; où étais-tu ?

— Je te demande pardon, souffla Sibylle à son oreille un instant plus tard, ma robe sent terriblement la benzine ; cet imbécile de teinturier l'a trempée dans je ne sais quoi...

Il murmura : — Mais j'aime beaucoup : ça me rappelle mes moteurs...

Fin de septembre. L'époque des raids. Chaque matin, à présent, risque d'apporter les « renseignements météorologiques favorables » pour tenter le départ.

Dans les journées plus brèves, le lac semblait moins lumineux, et Sibylle savait que derrière l'immuable pinède, non du côté de la mer, mais du côté de l'arrière-pays, les platanes allaient bientôt perdre leurs grandes feuilles palmées d'or vert que les enfants ramasseront et qui sentiront bon. Au delà du sable, commencera une terre partagée de sillons lourds et humides, où galoperont des lièvres, où erreront des fumées odorantes de feux d'herbes.

Mais les hommes ne semblaient pas s'apercevoir de la grâce de cet automne. Il est vrai qu'ils n'étaient plus des hommes, mais des moines : parlant à peine, ne buvant jamais et ne quittant pas les hangars.

Jacques travaillait avec eux, comme un forcené, non plus dans la joie des premières semaines, mais dans une sorte de fièvre sombre qui effrayait Sibylle.

Les essais étaient terminés maintenant ; il les avait menés à bien, reprenant chacun d'eux avec un soin jaloux et passionné, vérifiant l'appareil pièce à pièce, bourrant Le Couturier de conseils et de renseignements. Il était l'âme enfin de ce raid qu'il ne ferait pas.

Toute la journée, Sibylle se reprochait de créer du tragique autour de lui et se répétait : « Je n'ai rien à redouter, ce sont les autres qui partent. »

Malgré tant d'assurance, elle était dominée par une peur d'animal avant l'orage, comme si son seul désir à lui, ce désir qu'elle sentait au fond de lui, inconnu de lui peut-être, dût être plus fort que les projets des hommes. Il lui semblait qu'il n'était préservé de ce départ et qu'il ne restait *là* que parce qu'elle le tenait entre ses deux mains serrées, serrées à se faire mal...

La lune glissa sous les paupières assoupies de Sibylle et la réveilla. « Sa manie de dormir sans rien fermer, se dit-elle avec humeur, je suis comme dehors. Cette lune est idiote ! »

Mais elle fut heureuse de revoir, sur le lit baigné de clarté, le grand corps abandonné contre elle. Un souffle égal effleurait sa poitrine, remplissait le silence. Il dormait. Elle écoutait

cette respiration ; la seule pensée qu'il vivait la gonflait d'une joie pareille à la lumière de l'été. Ah ! non, ce n'était pas un archange, comme elle l'avait cru quelquefois ; c'était un homme, avec une poitrine de fer qui pesait lourdement sur son épaule. Et ce poids était bien la seule chose vivante, la seule joie ! Rien d'autre n'existait plus au monde, ni sa peur, ni aucun tourment, ni questions. Mais seulement ce souffle, cette présence. « Il vit, il vit ! » chuchotait Sibylle, triomphante. Il était à elle, bien à elle, une masse lourde entre ses bras, si immense, qu'elle ne pouvait même pas les refermer sur lui.

Elle sentait vaincu ce soir, comme tous les soirs, le bel hydravion et même le démon rouge. Elle eut envie d'applaudir et griffa joyeusement le bras jeté autour d'elle comme une courroie. Si souvent elle avait eu envie de se glisser dans les hangars, de verser un bidon d'essence sur un des plans et de mettre le feu, afin de voir se tordre les grandes ailes, s'affaisser la carlingue !... C'était simplement le courage qui lui avait manqué. Mais ce soir, vraiment, elle ne lui en voulait plus, elle était heureuse et folle de vie.

« C'est amusant un homme, » pensait Sibylle rêveusement. Elle suivait d'un doigt léger comme une ombre les cicatrices creusées dans ce torse de guerrier, respirait avec tendresse l'odeur de *Chesterfield* et de lavande dont il était imprégné et aussi cette lointaine odeur de sel et d'iode, comme s'il était remonté pour elle seule du fond de la mer.

Peut-être se rendormit-elle un instant, mais vraiment il était si lourd que son épaule meurtrie lui faisait mal. A regret, elle lui prit le bras et le reposa avec précaution sur le lit. D'un mouvement de couleuvre elle détacha ses hanches de ce dur flanc d'homme, dont l'étroitesse la surprenait toujours et se souleva sur un coude pour le regarder encore une fois.

Paisible, les mains ouvertes, il dormait tout blanc dans la clarté de la lune. Ce n'était plus la bête de proie prompte à l'attaque, rapide à dominer, mais une poitrine nue, un enfant abandonné. Bouleversée de cette faiblesse, Sibylle se pencha sur cette chair indifférente à tant d'amour : « S'il était mon fils... » Elle le caressait tout doucement : « Pas un amant qui s'en va... un tout petit bébé. Je ne sais rien faire de ce jouet trop grand pour moi... » Elle sentait des larmes tomber

pressées sur ses mains, comme une pluie chaude. Il se retourna dans un demi-sommeil, la serra inconsciemment contre lui et elle fut de nouveau une petite fille dans les bras d'un géant.

Début d'octobre. Un soir, il la prévint que le ministère de l'Air l'envoyait en Italie faire une enquête sur les nouveaux bassins de lancement d'hydravions et qu'il partait incessamment. « Il va manquer le départ », pensa-t-elle, avec une joie secrète. Comme répondant à cette idée inexprimée, il ajouta brièvement : « C'est mieux comme ça » et les yeux gris d'épervier la regardèrent avec détresse. Elle comprit qu'il préférerait ne plus être là : il y a des gens qui ne conduisent pas au bateau ceux qu'ils aiment.

Le crépuscule traînait interminablement. Les défenses précaires de Sibylle cédaient une par une dans la lumière tombante ; elle déposait son visage de jour comme un masque d'insouciance et passait craintivement ses mains sur sa figure nue.

Le lac aussi changeait de visage ; les rives bordées de pins s'effaçaient dans l'ombre, il ne restait plus que l'eau, une eau monstrueuse et verte. L'air même se changeait en eau, venait presser les fenêtres comme une marée translucide.

Sibylle restait debout au milieu de la chambre, les bras pendants. Elle rêva un instant, mais rien qu'un instant, que le Seigneur viendrait à elle sur cette eau inhumaine, la prendrait par la main, et elle le suivrait, délivrée de son angoisse, allégée de Jacques et de cet amour épuisant.

Il était assis devant elle en travers de la fenêtre ouverte, adossé à la vitre, sans veste comme toujours, les larges épaules de dieu-Épervier reflétées dans la vitre qui se trouvait vis-à-vis, le profil dur déjà mangé par la nuit. Elle le regarda avec un bonheur si profond que des larmes montèrent à ses yeux et elle sentit qu'elle pourrait le regarder ainsi toute une éternité. Peu importait qu'il ne fît pas attention à elle : simplement le voir assis là, dans cette petite chemise de laine blanche qu'elle aimait, les mains autour des genoux relevés. Cela suffirait à sa joie pour toujours...

Elle tremblait qu'il ne fît un mouvement, mais il restait immobile, avec des yeux qui regardaient au-dessus des pins invisibles, du côté de la mer.

Cette image entrait dans sa chair et en même temps la certitude déchirante qu'elle ne pouvait plus rien pour son bonheur. Cela aussi pour finir apportait un certain apaisement. Elle le tenait tout entier entre ses bras, comme on serre un trésor qui ne vous appartient pas : sa vraie vie, « sa vie de chien », et son infatigable désir, et son rire, et même ses années d'enfance, violentes et joyeuses.

C'était en vérité un moment chargé de tendresse et de silence, donné à la petite Sibylle comme une révélation, et c'est peut-être parce qu'elle arriva, ce soir-là, devant cet homme assis dans la fenêtre ouverte, au plus haut point de son amour, qu'elle fut consciente d'une autre présence. Naturellement, elle avait toujours été tourmentée à cause de lui, mais c'était par raisonnement : « Il fait des choses très dangereuses, donc... » Jamais elle n'avait osé aller jusqu'au bout.

Mais, à présent, ce n'était plus seulement une frayeur torturante qui mangeait sa vie, paralysait ses mouvements, c'était la certitude *physique* d'une présence, de la présence de la mort sur lui, autour de lui, comme une main sur son épaule... Cela dépassait même le raid, le départ prochain, comme si de tant de dangers courus et pendant tant d'années il lui restait une sorte de familiarité avec elle. C'était donc cela, ce détachement mystérieux, comme s'il était possédé par elle, pensa Sibylle avec désespoir. Les êtres très beaux et très purs ne reviennent jamais, et il est *impossible* qu'ils reviennent. Ce n'était pas tragique, c'était la seule issue... Sibylle le sentait glisser peu à peu d'entre ses bras, lui échapper. Aucune puissance humaine, ni même la force de son amour, ne pourrait empêcher qu'il ne fût « mis à part ». Et elle sentait qu'il lui avait été *prêté* un instant seulement pour une joie éclatante.

Jacques tourna la tête vers elle. Il dut percevoir sa détresse, car il lui sourit avec une tendresse infinie.

Une rumeur courut les hangars. Vaucquier, sa grosse figure plate toute pâle, se promenait, en disant d'une voix étranglée :

— C'est pour demain, à l'aube. Nous y sommes, mes enfants ?

Jacques, indifférent en apparence, avertit Sibylle qu'il partait le même soir en auto pour Rome et allait faire vérifier ses pneus au garage du bourg.

Le soir tombait mélancolique et doux sur le lac immobile. Pas un soir de départ, un soir comme tous les auters soirs. Machinalement, elle se dit : « Beau temps pour les hydravions, demain », sourit de sa propre réflexion, et s'assit près de la fenêtre ouverte, pour tricoter. Ce n'était pas encore la peine d'allumer ; le lac remontait dans la chambre avec une clarté de nénuphar, vivant comme une présence. Il était vraiment digne du conte où la princesse est assise sur une feuille de bardane et joue sur une harpe d'or avec ses petits doigts ; mais le fils du roi des crapauds...

Le gravier roula sous des pieds pressés : quelqu'un montait le sentier en courant et sonna, puis tapa impatiemment à la porte. Elle se pencha : c'était Vaucquier.

Elle l'entendit grimper l'escalier ; il entra comme une bombe et s'arrêta devant la petite silhouette noire qui se levait devant lui dans la fenêtre claire.

— Ah ! pardon, madame. Votre mari n'est pas là ?

— Il rentre d'une minute à l'autre. Il est au garage pour sa voiture.

— Vous savez, — il l'interrompit, — Le Couturier a fait l'imbécile ; il vient de faire un cheval de bois avec l'appareil de Raoul, en amérissant de l'autre côté du lac. On a pu le repêcher : il avait glissé sous une aile ; deux côtes cassées, immobilisé pour plusieurs semaines. C'est idiot ! Je lui avais tellement dit de rester tranquille, un dernier jour ; soi-disant, il était nerveux, ne pouvait pas tenir en place... Absurde...

— Qu'allez-vous faire ? demanda Sibylle, et la petite main serrait son cœur, encore un peu, encore un peu, et elle savait tout au fond d'elle-même sa question inutile.

Raoul montait l'escalier à son tour et entrait, tout pâle.

— Eh bien ! dit Vaucquier, il faut partir quand même ; jamais plus les conditions météorologiques ne seront aussi favorables. Je vais, je... Il faut le remplacer.

La lumière baissait un peu sur le lac, comme au théâtre quand on éteint quelques ampoules de la rampe.

— On ne manque pas d'hommes, reprit Vaucquier,

s'efforçant visiblement à l'optimisme, qui peuvent partir à l'improviste. Il y a... voyons... Séchaud...

— Vous savez bien, dit Raoul, que Séchaud n'a plus l'entraînement nécessaire ; il a fait partie des grandes équipes de l'Atlantique-Sud, c'est entendu, mais il boit maintenant, il traîne toutes les nuits dans des boîtes impossibles.

— Eh bien ! et Chavannes, alors ?

Leurs silhouettes devenaient massives comme du plomb dans la nuit qui tombait. Sibylle s'assit sur le rebord de la fenêtre ; elle se sentait très faible.

— Oui, Chavannes est un excellent pilote, avec un cran à toute épreuve, mais il est si jeune, Vaucquier ! Ce serait la première fois qu'il serait jeté dans quelque chose de cette envergure ; je crains que ses nerfs ne claquent, à ce petit. C'est un chef, voyons, qu'il nous faut, Vaucquier ; les autres, c'est l'équipage.

— Mais enfin, Raoul, reprit Vaucquier, de plus en plus nerveux, dites tout de suite que le raid est manqué, que je peux fiche le M. 18 à la vieille ferraille. Vous avez dit, tout à l'heure, que Carelle avait une crise de malaria et que Baret était à Rio ; il ne reste personne.

Raoul se tourna vers la petite ombre dans la fenêtre et demanda posément :

— Laisseriez-vous partir votre mari, madame ?

Il y eut un silence. Cela ne valait pas la peine de l'avoir torturée depuis un quart d'heure pour en arriver là ; torturée depuis des mois... Il aurait mieux valu le dire tout de suite, puisqu'elle le savait depuis toujours.

— Mais, dit-elle, il doit partir ce soir pour Rome ; vous savez bien qu'il est envoyé en mission...

Elle s'arrêta, sentant que sa défense s'écroulait comme une digue de sable devant la marée.

— Oh ! ça, je m'en charge, reprit Vaucquier.

Elle entendit à sa voix que sa figure, invisible dans l'obscurité, rayonnait d'aise.

— On peut envoyer quelqu'un d'autre, le commandant Masier, par exemple, qui connaît la question encore mieux que lui ; je m'arrangerai avec le ministre et avec Valle, tandis que pour le raid il est indispensable. N'est-ce pas, madame, vous le laissez aller ?

Elle ouvrit les mains, glissa au fond d'un puits d'ombre, remonta à la surface elle ne sut comment, et répondit : « Évidemment », d'une voix presque naturelle.

La nuit était venue tout à fait.

— Écoutez, dit Vaucquier, vous n'avez pas le téléphone ? Non ? Vous lui expliquerez de quoi il s'agit. Vous lui direz de courir tout de suite au café Omer. Si à neuf heures il n'est pas venu me rejoindre, c'est qu'il refuse. Alors, je saute dans le train de neuf heures cinq pour Paris, essayer d'atteindre Chavannes ou Carelle ; cela ira plus vite que l'auto. Oui, je pourrai en trouver un des deux à l'aube, le ramener ici. On pourra peut-être prendre le départ quand même après-demain. Mais, si votre mari refuse, à mon avis, c'est f... Je l'attendrai donc jusqu'à neuf heures, neuf heures cinq même. Je cours téléphoner à Paris ; je ne peux pas attendre ici.

Sibylle, immobile dans le noir, les écoutait descendre l'escalier, descendre le chemin, s'éloigner... Une rage folle la saisit. Non, elle ne le laisserait pas partir ! On l'avait surprise, on lui avait arraché son consentement, on avait profité de sa vieille frayeur fataliste, comme si ce départ était inévitable ; mais elle ne lui dirait rien, elle lui laisserait faire ses préparatifs pour Rome ! Le café Omer n'étant pas sur la route du bourg et Jacques rentrant directement sans passer par les hangars, il ne pourrait donc apprendre l'accident de Le Couturier ; tout s'arrangerait parfaitement. Elle se sentait le droit d'agir comme elle l'allait faire. « Si cet homme meurt, je meurs, c'est le souffle même de ma vie. C'est inutile, il ne partira pas. » Quelle était l'importance que quelques fous relient une ville à une autre, à travers le monde ? Qu'était cet exploit unique ? Une performance toute théorique, de valeur uniquement démonstrative, à côté de sa vie à elle, de sa joie de toutes les minutes. Elle se sentait une bête fauve, prête à le défendre contre la terre entière, contre sa folie à lui...

— Non, c'est impossible, répétait-elle, les mains crispées dans ses cheveux, en marchant de long en large ; je préfère périr, il est à moi, à moi, à moi !...

Le sentier crissa de nouveau. C'était lui. Il monta lentement l'escalier, poussa la porte.

— Tu n'as pas encore dîné ? dit-il. Je suis désolé de t'avoir fait attendre ; il est déjà huit heures et demie.

Il avait sa figure hermétique, d'un bois plus dur que de coutume, et se mit à manger très vite, comme toujours, comme s'il avait un quart à relever.

Au bout d'un moment, il repoussa son assiette et demanda :

— Tu permets que je fume ? Je n'ai vraiment pas faim.

Il se leva, fit deux ou trois tours dans la pièce, puis alla regarder par la fenêtre noire.

Sibylle, assise au fond de la chambre, derrière lui, ne pouvait voir que les puissantes épaules de fellah et la main si fragile posée sur l'espagnolette ; mais lui, le front appuyé sur la vitre, voyait sans doute des lumières aux hangars, les portes à glissières ouvertes, des hommes qui allaient et venaient en portant des choses, et, si on avait ouvert les fenêtres, on aurait entendu, sans doute, quelques appels, le glou-glou de l'essence dans les nageoires pour le plein, toute la vie mystérieuse du raid.

La pendule sonna le quart. « Je déteste les pendules qui sonnent », pensa-t-elle une fois de plus.

— Je vais faire ma valise, dit-il calmement.

Il avança un peu, tomba dans la zone de lumière sous la lampe ; elle lui vit son petit sourire d'enfant puni et une telle tristesse dans les yeux qu'elle se sentit mourir. Il mit dans sa poche un paquet de cigarettes, prit un livre ; mais, avant de monter, il retourna s'appuyer à la fenêtre, comme attiré par une main.

Sibylle, qui suivait tous ses mouvements, crut soudain que ce n'était plus un homme qu'elle avait devant elle, mais un petit garçon, en chemise de laine blanche, qui s'écrase le nez contre une vitre, les yeux perdus dans sa propre buée qui s'agrandit, s'agrandit devant le visage de la nuit...

Pourquoi se rappela-t-elle à cet instant une de ses cousines, mère de trois gamins turbulents, jeune femme épuisée, vivant sur une chaise-longue ? Dans leur propriété de campagne, il y avait un étang avec une petite île au milieu. Les enfants, ayant choisi cette île pour campement de Peaux-rouges, passaient leurs journées sur l'eau, et la mère tremblait sans cesse qu'ils ne se noient. Il aurait été si simple de leur interdire cette partie du parc, mais l'étang était une telle

source de plaisir, qu'elle préférait encore son supplice pour voir leur joie. Sibylle avait toujours pensé que l'été de cette femme était plus héroïque que l'assaut d'une tranchée.

Une vague de tendresse la souleva vers lui ; elle le caressa, le baisa des yeux... « Mon amour... mon amour... Une minute encore, une minute... »

Neuf heures sonnèrent.

Dans un cri, elle jeta :

— Jackie, vite, courir chez Omer, Vaucquier !..

Il s'était retourné et l'écoutait, immobile ; elle vit une flamme monter dans les yeux gris et sa figure devint tendue et ardente comme dans le désir.

PENDANT que Vaucquier, ivre de joie, lui donnait de grandes tapes sur l'épaule et l'ahurissait de recommandations, pendant qu'ils couraient tous deux aux hangars surveiller les derniers préparatifs, Sibylle prit un bain, mit la robe qu'il préférait, se coiffa et se poudra. Heureusement, c'étaient des gestes de chaque matin, qui ne demandaient pas de pensée, puis elle vint se rasseoir près de la fenêtre.

Elle se demanda s'il allait dormir sous les ailes de l'avion, comme au premier raid, ou s'il allait revenir.

Sur le fauteuil, était jetée la « robe d'archange ». Elle avait gardé la forme des épaules, les poches étaient encore gonflées des choses de tous les jours. Sibylle vit qu'il manquait un bouton au poignet : elle alla chercher une de ses blouses de sport, qui avait à peu près les mêmes boutons, coupa l'un d'eux et le recousit lentement, avec amour, le plus lentement possible, puis elle laissa retomber la combinaison sur ses genoux, les mains si tremblantes qu'elle ne pouvait rien faire. Il aurait fallu cependant rassembler les vêtements, les objets nécessaires pour le raid, mais avec des mains comme des feuilles, c'était impossible ; elle ne savait même plus ce qui était nécessaire, mais seulement qu'il restait peu de temps, très peu de temps...

Avant minuit, elle entendit rouler le gravier : quelqu'un montait le chemin en sifflant. Le son se rapprocha, c'était le *scherzo* de la Ve. Dans le tournant, elle perdit quelques mesures, puis il fut tout près, joyeux, vibrant, comme elle ne l'avait jamais entendu.

Elle n'avait plus la force de bouger pour aller à sa rencontre ; il ouvrit la porte, la figure illuminée.

— Tout est prêt ?

Il fit « oui » de la tête, trop content pour parler.

— Il faut que tu dormes quelques heures. A cinq heures, le départ ? Je vais préparer le réveil.

Ce n'était pas la peine de lui dire qu'elle ne dormirait quand même pas...

Il la regardait silencieusement, les paupières battantes, seul signe visible de l'émotion chez lui. Il alla vers elle, et, s'asseyant sur un tabouret près de son fauteuil, appuya sa tête sur ses genoux. Elle sentit que, si elle posait ses mains sur lui, elle était perdue. Il n'y avait plus de vivant en elle que son regard et aussi cette place de son genou où pesait la tête adorée. Elle demeurait immobile, sachant qu'il ne restait plus que ce bonheur-là au monde : l'empreinte de cette joue dans sa chair et cette nuque toute cuite de soleil vers les cheveux, plus blanche vers le col, et qui sentait le sel.

Il leva les yeux vers Sibylle, la saisit par les épaules ; déjà sur sa figure assombrie passait l'appel du désir. Mais elle se leva, se dégageant doucement. Elle sentit ses mains glisser le long de ses bras, de ses coudes, jusqu'au bout des doigts. Alors, elle se recula plus lentement encore, puis lui sourit, avec la phrase rituelle que l'on dit aux enfants :

— Tu dois aller dormir...

Elle aussi faisait partie de l'équipage.

J. Malines.

SPECTACLES

LES THÉOPHILIENS : JUDAS ET LA FARCE DE MAITRE PATHELIN

C'est avec joie que nous avons applaudi, de nouveau, nos chers Théophiliens. M. Gustave Cohen, qui a créé, voilà quatre ans, ce groupe devenu célèbre, a écrit dans le *Mercure de France* du 1er février un article intitulé : *Expériences théophiliennes* où il relate les brillantes étapes des succès de cette entreprise collective. Avant la représentation de *Judas*, il est venu nous résumer les résultats de tous ces talents et efforts réunis. *Le Miracle de Théophile*, qui fut le début de ces réussites, compte aujourd'hui soixante-trois représentations. La province française, les grandes villes de l'étranger ont, tour à tour, appelé et célébré, invité et reçu, écouté, applaudi les *Théophiliens*, qui, après *le Miracle*, ont ressuscité le théâtre comique avec *le Jeu de Robin et Marion*, puis remontèrent aux origines du théâtre religieux avec l'admirable *Jeu d'Adam et d'Ève*, dont la première représentation, au portail sud de la cathédrale de Chartres, nous a laissé un souvenir de grandeur et de si simple, si émouvante beauté, inoubliable.

Ils abordent aujourd'hui avec *Judas* une des parties du grand *Mystère de la Passion*, dont M. Aldebert a monté les scènes les plus frappantes au parvis Notre-Dame. M. G. Cohen a détaché ce *Judas* des trente-cinq mille vers d'Arnoul Greban et de la *Passion* du docteur Jean Michel, qui fut jouée à Angers en 1486. C'est à Jean Michel que les Théophiliens empruntèrent l'an dernier cette belle, touchante et si vivante, en ses grâces familières, *Mondanité et conversion de Marie-Madeleine.*

Cette année fut donc joué, les 6 et 7 mars, un étonnant *Judas*, aussi singulier que saisissant, où s'ajoutent au christianisme les souvenirs du paganisme. Judas, victime de la fatalité, comme Œdipe, nous est révélé, en un bref prologue, comme époux de sa mère et meurtrier de son père. Avant d'avoir rencontré Jésus, l'Iscariote est déjà chargé de crimes, accomplis dans l'ignorance, dans l'inconscience, pour obéir à une loi terrible de son destin. Accablé par la révélation de son drame involontaire, Judas va trouver Jésus pour que ce juste, ce divin, cet indulgent, le lave de ses péchés et l'absolve de ses fautes. Ce que fait Jésus, qui lui pardonne, le relève, le console, l'admet parmi les apôtres, lui confie le rôle de boursier et de dépensier des Douze. Dès lors, une série de traits, de menus faits nous démontre la cupidité de l'Iscariote et l'avidité de sa nature. Il n'a pas la grâce. Il a empoché le pardon de Jésus comme il soupèsera la bourse des trente deniers de la trahison. Il n'a pas connu le remords, le repentir, la transformation de l'âme. Il est resté Judas, né pour les crimes. Après ceux-là qu'il a commis, à peu près sans le savoir, — car s'il ignorait qu'il tuait son père Ruben, il n'ignorait pas qu'il tuait un homme, — il est marqué pour méditer sa trahison, aussi basse et ingrate que volontaire cette fois-ci. Il va perdre Jésus, et cependant il l'admire, il l'aime. Mais la fatalité du mal, symbolisée aux yeux du spectateur par l'apparition de Satan, le dirige avec une force inexorable vers l'accomplissement de ce mal. Les hésitations du traître, ses élans infirmes vers un repentir impossible ont une grandeur affreuse qui ont été exprimés avec un talent remarquable par celui-là qui, — aucun acteur ne veut être nommé, — jouait le rôle du juif Salatin dans *le Miracle*.

Pourtant, après le baiser atroce, après avoir livré son Maître, Judas, s'il n'avait pas désespéré, aurait pu obtenir encore son rachat et fléchir la miséricorde céleste. Plein d'horreur pour son crime et pour lui-même, il jette aux Juifs qui l'ont payé leurs trente deniers, prix dérisoire du « plus juste sang des humains ». Il voudrait se confesser, se confier à la Vierge Marie... Mais voici que lui apparaît, non plus Satan, mais une forme grise et voilée : « Désespérance, bête horrible ! » Désespérance entame avec Judas un dialogue

où le raisonnement sans pitié rompt, à chaque effort, les essais de Judas, ses tâtonnements de monstre aveugle vers une porte de clarté. « Quoi ! Tu oserais invoquer Marie, après avoir conduit son fils à la mort ? Judas, toi qui fus l'époux de ta mère, oseras-tu supplier une mère ? » Et, de réplique en réplique, le replongeant dans ses ténèbres, Désespérance offre à Judas la corde avec laquelle il va se pendre. La scène est magnifique en sa progression inexorable. Et Judas sera damné, non pour ses crimes, mais parce qu'il a désespéré des pouvoirs infinis du pardon de Dieu.

Quelle connaissance terrible de certaines âmes possédaient ces vieux auteurs, contemporains des artistes, à la fois purs et tourmentés, qui sculptaient les saints et les gargouilles, les anges et les démons, les images de beauté et les horribles apparences des péchés au portail des cathédrales ! Ils traitaient, avec une naïveté grandiose, ce que Freud et ses disciples ont ensuite fait réapparaître avec une savante perversité.

La troupe théophilienne, une fois de plus, mérite les plus vifs éloges ; acteurs, actrices incarnant leurs rôles avec cette supériorité de ceux qui connaissent à fond ce qu'ils sont chargés d'exprimer, le texte médiéval que M. Gustave Cohen a adapté aux nécessités de la scène et de la compréhension des profanes avec sa haute compétence et son adresse poétique. La mise en scène de M. Maurice Jacquemont est aussi ingénieuse que simple ; ingénieux aussi, en leur sobre indication de signes essentiels, sont les décors simultanés ; beaux de couleurs sont les costumes, et le jeune Théophile du *Miracle*, — ici Jésus, — était d'une suavité exquise en sa tunique divine et mauve, auprès de ses rudes apôtres. Quant à Judas, j'ai déjà dit tout le talent de son interprète et nous n'oublierons pas son regard étrange sous la perruque de cheveux rouges, son sourire ambigu, son attitude fourbe et rusée, et, non plus, les expressions dramatiques de son désespoir et l'étonnement démoniaque de ce qu'il a osé accomplir. C'est là une composition d'une importance exceptionnelle et que n'aurait sans doute su réaliser aucun des acteurs connus, qui veulent bien qu'on dise leurs noms. La partie musicale, empruntée par M. Jacques Chailley, avec son art et sa science que nous admirons, à Guillaume Dufay et Josquin des Prés,

accompagna le déroulement du drame sacré avec un sens parfait de la prière douloureuse et de la gémissante invocation, telles ces plaintes de David, fragments de Josquin des Prés, qui commentent si bien, musicalement, les affres de Judas.

Pour laisser l'auditoire sur une impression moins profondément sombre, les jeunes gens jouèrent ensuite *la Farce de maître Pathelin*, et cela avec beaucoup de jeunesse farceuse, de verve comique et d'inventions drôlatiques. Mais, j'ose à peine l'avouer à M. Cohen, je trouve Pathelin plus intéressant que divertissant. Certes, les péripéties où le voleur est à son tour berné et dupé sont de cette veine comique d'où plus tard jaillira Molière ; certes, les débats entre Pathelin, le juge et le drapier Guillaume sentent déjà cette caricature de la justice que Racine parachèvera dans *les Plaideurs*. Certes, et M. Cohen nous le démontre, cette farce remonte à la comédie latine et nous ramène à Plaute. Mais je ne me réjouis pas comme je le devrais de ces feintes variées et de cette scène du faux malade... Oui, je le devrais, puisque Pathelin n'a jamais cessé de séduire de successifs publics et que cette farce « nous est parvenue, — dit M. Cohen, — par une tradition continue ». Très amusante mise en scène et costumes de plaisantes façons et couleurs. Et très, très grand succès. Une foule enthousiaste se pressait dans le grand Amphithéâtre d'archéologie, pas assez vaste pour la contenir.

GROUPE THÉATRAL ANTIQUE DE LA SORBONNE
L'AMPHITRYON DE PLAUTE

On sait le succès que, du premier coup, les étudiants du Groupe théâtral antique remportèrent avec leur si belle représentation des *Perses*. L'exemple des Théophiliens leur avait donné l'idée de ressusciter, à leur tour, les chefs-d'œuvre dramatiques ou comiques de l'antiquité. M. Gustave Cohen approuva leur projet avec joie. Ainsi, maintes beautés endormies dans les livres reprennent, grâce à eux tous, souffle et couleur et l'immortelle vie du vieux rêve que la réalité a toujours inspiré aux esprits poétiques. Après la tragédie de la guerre et des douleurs fraternelles qu'elle inflige aux

vainqueurs comme aux vaincus, après la plainte sublime des *Perses*, voici le rire comique de Plaute et sa philosophie bouffonne. Nous nous sommes fort amusés à la représentation d'*Amphitryon*, de ses malheurs et ceux de Sosie, l'un et l'autre ne sachant plus, grâce aux farces de Jupiter et de Mercure, s'ils sont encore eux-mêmes.

Ne voit-on pas, déjà posé, ce problème de la personnalité qui hanta Pirandello... et Giraudoux dans *Siegfried* (ce pourquoi ce dernier devait, tout naturellement, après *Siegfried*, écrire un *Amphitryon*). Tous les personnages de la comédie de Plaute, si humains, si près de nous en leur vérité familière, si comiques par leurs mésaventures, sont, en même temps, des personnages symboliques, des allégories de ces jouets que les mortels sont pour les dieux. Tu te crois *toi*, tu es peut-être un autre ; tu te réjouis de la naissance d'un fils admirable : c'est un dieu et non toi qui l'a conçu ; tu crois ta femme à l'abri des amants, parce qu'elle est chaste et fidèle ? Le fruit qu'elle porte n'en est pas moins celui d'une autre race, et la force enfin libérée d'un très vieux pouvoir créateur qui vient du fond des temps et auquel tu n'as fourni que le prétexte. Aucun vivant, même le plus vertueux et le plus sage, n'est à l'abri de la fantaisie des dieux...

Et cette nuit si longue, cette nuit que Jupiter amoureux ne peut se décider à voir finir, n'est-ce point celle-là des forces obscures qui sommeillent en une lente lignée jusqu'au jour où elles se concentrent en un être particulièrement bien réussi ? Hercule naît avec le jour, et Bromie, la servante d'Alcmène, vient nous annoncer sa naissance et celle d'Iphiclès, fils, lui, d'Amphitryon, et qui n'aura aucun intérêt ; elle nous annonce aussi la venue des serpents monstrueux, que le petit Hercule étouffe en ses bras nouveau-nés. Cette succession de prodiges doit contribuer à persuader Amphitryon que Jupiter ne l'a pas ridiculisé en choisissant son épouse pour être mère d'un tel phénomène et que, bien au contraire, c'est là un grand honneur que le dieu lui a fait. Rares sont les hommes dont les femmes sont distinguées par les dieux ; rares sont les enfants nés de telles amours et promis à de mythologiques destinées. Aussi, Amphitryon se sent-il, après ce récit, fier et satisfait : « Je vais trouver ma femme », annonce-t-il au public, avec la fatuité d'un mari

comblé. Quoi ! Jupiter lui a emprunté, pour séduire la constante Alcmène, sa barbe noire et frisée, ses jambes brunes, ses bras nerveux, son profil latin, et son costume à la courte jupe, et son grand glaive, enfin s'est rendu pareil à ces guerriers qu'on voit déambuler de profil, en ombres noires, au flanc rouge des vases, et lui, Amphitryon, ne serait pas, de cela, particulièrement flatté ? Pour une fois que, en ses terrestres amours, Jupiter, de coutume changé en cygne, en taureau ou en nuage, choisit l'apparence de l'homme, il a pris celle d'Amphitryon ! Celui-ci, tout à l'heure si désespéré, se sent maintenant le plus favorisé des époux et des pères.

Quelle profonde ironie en ce revirement, en cette vanité qui apaise la jalousie conjugale et la transforme en fierté favorable à l'amour ! Mais on n'en finirait pas avec les suggestions multiples de cette aventure qui, ainsi que toutes les fables antiques, brille de facettes nombreuses et de feux variés. Les jeunes acteurs ont fait valoir tout le prisme et ont paru s'amuser autant que l'auditoire. Eux non plus ne veulent pas donner leurs noms, et, ici, après les scènes entre Mercure et Sosie, Jupiter et Amphitryon, où les pauvres humains sont obligés de se détacher de l'idée qu'ils avaient de leur personnalité, cette modestie est une preuve de plus de la parfaite compréhension de la comédie. Félicitons-les donc en groupe. Leur diction est excellente ; nous n'avons pas perdu un mot d'un texte parfois subtil et difficile (la traduction est de M. Ernout, et le mouvement scénique nous en a paru très bon). M. Maurice Jacquemont est le metteur en scène d'*Amphitryon* comme de *Judas*. Sa compréhension de la mise en va eur d'un texte, sa façon de le faire valoir par les moyens et les décors les plus simples sont d'un rare artiste et d'une connaissance très adroite de son métier. On me dit que, pour la prochaine Exposition, il sera appe é à organiser certains spectacles. Nous nous en réjouissons, sûrs d'avance de leur réussite en cette perfection du goût qu'est la sobriété, qu'est la simplicité.

M. Maurice Emmanuel a écrit pour *Amphitryon* une musique de scène qui est charmante et qui accompagne le texte ou suggère les péripéties du silence avec un art subtil, expressif, coloré. M. Jacques Chailley a dirigé l'orchestre avec

son habile talent ; Mlle Irène Joachim a chanté délicieusement le *Canticum* d'Alcmène, et M. Malvasio, avec une fort belle voix, celui de Sosie. A M. Jean Bazaine sont dûs les décors et les costumes qui, par leurs lignes et couleurs, sont si évocateurs et si plaisants.

Grâce aux étudiants du Groupe antique, grâce aux Théophiliens, leurs initiateurs et prédécesseurs, le théâtre affirme son éternelle jeunesse et ses puissances impérissables.

MUSÉE GALLIÉRA : LE TABAC, L'ART ET LA CURIOSITÉ

« J'aime le vin, l'amour et le tabac », affirme un refrain bien connu. Or, les Arts décoratifs nous ont offert, l'an dernier, une ravissante exposition de la vigne et du vin ; le musée Galliéra nous invite aujourd'hui à priser, si j'ose dire, son exposition du tabac... L'an prochain s'ouvrira peut-être une rétrospective de l'amour à travers les âges, afin de compléter le trio du vieux refrain. En attendant, contemplons les tableaux et les objets qui furent inspirés par la manie du tabac et l'extase de cette particulière fumée (car le vin a es siennes et l'amour, selon les poètes, est fuyant comme fumée avant de n'être que cendres).

Elle est fort agréab'e, cette exposition, et tout particulièrement parce que personne n'y fume. Si je maudis les fumeurs et les fumeuses qui nous empuantissent et nous font cligner les yeux dans les salles de cinéma, si je fuis la tabagie amicale ou familiale, le nuage accompagnateur du thé, du cocktail ou des conversations digestives, je contemple avec grand plaisir ces pipes éteintes, ces tabatières vides et ces pots ventrus qui ne contiennent plus que des souvenirs.

Une fort jolie tapisserie de Beauvais nous accueille sous les traits de Mme de Pompadour, fumant une longue pipe ou plutôt la tenant à la main, avec l'air plus surpris que ravi par ce nouveau plaisir. D'amusants et beaux tableaux, flamands, espagnols, hollandais, français : intérieurs de tavernes, portraits de fumeurs, de priseurs et de priseuses, telles ces cinq jeunes femmes prisant, de Moreau (miniature sur ivoire), nous attirent. De Longhi, nous admirons un ravissant jeune Vénitien prenant une prise de tabac ; il est si vivant qu'on le sent prêt à secouer d'une pichenette les derniers grains

tombés sur sa veste noire et son gilet rose. Parmi les nombreuses aquarelles et les divers dessins qui retiennent l'attention, nous signalons ce portrait d'Aimée Dubuc de Rivery, sultane favorite de Selim III. On sait que cette cousine de l'impératrice Joséphine, volée par des corsaires et vendue à Alger, fut achetée par le Dey respectueux de sa beauté et de sa race et qu'il l'offrit en présent au Grand-Turc, qui l'épousa. Cette illustre personne, qui devint la mère du sultan Mahmoud II et servit toujours les intérêts français en Orient, fut peinte par Hilair, voyageant en 1787 à Constantinople. Il la représente debout, en un parc d'arbres bleutés, vêtue d'un caftan jaune couleur de son long collier d'ambre et coiffée d'un haut turban pointu. Auprès d'elle est un narguileh. Delacroix, Guys, Van Ostade, Téniers nous présentent des fumeurs de tous les pays, et une série d estampes, d'affiches, anonymes ou signés de Beaumont, Daumier, Hogarth, Isabey, Gavarni, Raffet, etc., nous amusent par leurs scènes de mœurs, inspirées par fumeurs et fumeries.

J'ai contemplé avec respect et étonnement les vitrines contenant des collections de râpes à tabac. Je ne savais pas qu'elles avaient eu une telle importance. Elles sont belles et variées, en buis, bois, ivoire, émail, laque, bronze, écaille, fer, gravées, damasquinées, incrustées, décorées, sculptées, ciselées, découpées... Que l'homme est ingénieux à embellir un objet, lorsque cet objet est destiné à servir quelque manie, inutile et chère entre toutes ! Parmi ces râpes, certaines sont des chefs-d'œuvre de finesse, d'invention et d'ornements. Quant aux tabatières, elles sont ici, sans doute, ce que l'exposition nous présente de plus charmant, de plus attirant, de plus exquis. Boîtes à poser sur une table ou à porter dans sa poche, elles ont des grâces, des beautés, des élégances, des préciosités sans pareilles. Elles font penser à la boîte de Pandore qui, une fois ouverte, laissa échapper tous les maux, mais garda en son fond secret : l'espérance. Voilà pourquoi, lorsque la « prise » a déclenché l'éternuement, l'un dit à l'autre : « A vos souhaits ! » c'est-à-dire : selon votre espérance.

On sait que le tabac à priser guérit les migraines de Catherine de Médicis. De là sa vogue, en médecine. Sans doute

« prisé » agissait-il sur les centres nerveux ainsi que cette médication récente qui consiste à « toucher » au fond du nez certain nerf, afin de nous guérir de maux variés par un ébranlement salutaire. On appela donc l'herbe à Nicot : herbe sainte, panacée antarctique, herbe à l'ambassadeur, etc. Plus tard, ce tabac, prisé ou fumé, fut l'objet de diverses malédictions ; il fut même excommunié par le pape Urbain VIII. Mais rien n'y fit. Son prestige n'ayant fait que croître, Colbert afferme en France le monopole des tabacs. Christophe Colomb avait été le premier Européen qui vit, dans une île d'Amérique, fumer le cigare, grossier rouleau de feuilles allumé à un bout et savouré par le bon sauvage. L'île s'appelait-elle Tabago, ou le mot désignait-il ce premier et imparfait cigare ? De là vint le mot tabac...

S'il n'y a plus de « bon tabac » dans les tabatières que nous admirons en leur diversité artistique et orfévrée, elles nous font comprendre l'habitude galante que l'on eut jadis de s'offrir, en souvenir, une tabatière enrichie de diamants ou de quelque portrait ou décoration ravissante. Parmi celles-ci nous reluquons maintes merveilles ; en or, en agate, en nacre, en lapis lazuli, en laque, émail, argent, vermeil, écaille, jaspe sanguin, malachite ou porphyre, enrichies de compositions variées : scènes de chasse, scènes bibliques, amoureuses, combats, nymphes, médaillons... Et voici celles de porcelaines et de pâtes tendres, de cristal et d'ivoire ; puis de moins riches : en corne, en os, en bois, en coco sculpté, la tabatière de soldat, dite grivoise, la « queue de rat »... Pourquoi ne prise-t-on plus ? La jolie boîte valait bien les plus précieux porte-cigarettes d'aujourd'hui et l'éternuement collectif était peut-être moins désagréable qu'une épaisse fumée.

Vous parlerai-je des pipes ? Les collections, ici, en sont imposantes ; quelques-unes sont véritablement monumentales : seul, Hercule pourrait les soulever, les garder au coin de la bouche et en tirer les lueurs et fumées d'un volcan. Elles sont sculptées avec art, invention, entêtement et fantaisie ; elles représentent des sujets, des personnages ; en voici de grotesques, de mythologiques, de napoléoniennes, d'allemandes, etc. Mais elles sont trop. Nous devons voir encore les pots et potiches de toutes formes et de toutes provenances et les bijoux modernes du fumeur, briquets, cendriers de

formes et de matières charmantes, porte-cigarettes, boîtes à cigares, etc.

En regardant cette aquarelle représentant des Turcs assis en rang et fumant leur narguileh, je me souviens des attirants petits cafés au bord du Bosphore où sous les platanes les fumeurs silencieux méditaient. Car, pour eux, fumer, c'est orner la rêverie, et je crois que, pour nos vrais fumeurs, c'est aussi une broderie mouvante de la solitude et non un empuantissement de société. Et je me souviens encore de ce bouquet de blanches fleurs de tabac, posé en été devant une fenêtre ouverte et au cœur duquel venait plonger vers le soir un sphinx crépusculaire. Certes, ces fleurs embaumées n'étaient point exactement celles de la « nicotiana » que l'on emploie pour le commerce de l'herbe célèbre, mais peut-être que leur nectar recélait un peu de la magie et de l'enivrement dont s'ensorcellent le priseur et le fumeur. Aussi, le grand sphinx, presque invisible en la rapidité de sa vibration, se délectait, raidissant et déroulant sa longue trompe, déjà parente du tuyau du narguileh ou de celui de la pipe...

Mais ne nous attardons pas. L'heure avance. Et, si nous restions ici à contempler ces tabatières après la fermeture du musée, et à rêver devant ces pipes, nous serions peut-être « passés à tabac »...

UN PEU DE MUSIQUE

Le deuxième concert de la Société d'études mozartiennes nous a offert des heures d'une beauté si émouvante et si suave qu'on ne saurait les étudier ni les décrire, mais seulement les évoquer. Cette grand messe en ut mineur fut écrite par Mozart vers l'âge de seize ans et la première audition en France en est due aux efforts admirablement réunis de Mme Homberg et de M. Félix Raugel. L'inoubliable émotion de cette œuvre, d'une jeunesse et d'une foi séraphiques, nous voudrions en remercier dignement ceux-là qui nous l'ont donnée. Mais que sont des éloges auprès de ce bienfait ? Que sont des mots pour dire la pureté, la puissance, l'envol et le feu de cette longue prière musicale ? Et comment exprimer cette grâce d'enfant de génie qui garde encore, malgré la précocité extraordinaire du jeune musicien, au

delà de sa maîtrise déjà mûre, sa fraîcheur d'aube, sa rosée, son printemps ? Après les phrases et motifs fugués du *Gloria*, d'une certitude si virile, aisée et merveilleuse, l'*Agnus Dei* d'une félicité paradisiaque nous enlève en son essor angélique. Que nous voudrions voler avec lui jusqu'au ciel de la musique et n'en redescendre jamais !...

Après cette messe admirable, nous avons entendu, après un doux et frais *Sancta Maria...* un *Sub tuum præsidium* et un *Magnificat* plein de grandeur, — inédit jusqu'alors . France, — mais, seul, l'*Ave verum corpus* pouvait rivaliser avec les impressions sublimes de la grand messe en ut mineur. Cette œuvre fut la dernière écrite par Mozart avant le *Requiem* et sa mort ; Mme Homberg, avec sa persuasion, son charme et son érudition parfaite, nous a dit, avec émotion, les circonstances où fut composé cet *Ave verum*. Son inspiration est d'une tristesse sublime où palpite, avec le regret humain des adieux de la terre, la certitude de la vie future et l'acceptation de l'éternité. Une véritable ovation fut faite par le public, aussi ému qu'enthousiaste, à M. Félix Raugel, à son parfait orchestre, à M. G. Jacob qui tenait l'orgue, à tous les artistes des chœurs, — dont la beauté doit être louée, — à Mme Erika Rokyta, soprano à la voix ravissante, aussi souple que nuancée, à Mme Lina Falk, alto aux intonations de velours, à MM. Cathelat et Jean Hazart, ténor et basse du plus beau talent et des plus belles voix, enfin à Mme Homberg, animatrice de ces concerts qui comptent parmi les plus beaux, vrais et grands plaisirs d'art de Paris.

***

On sait que Mme Madeleine Marty-Zipélius organise plusieurs fois par an, chez elle, 36, rue de Varenne, des concerts du plus vif et séduisant intérêt. Elle est une violoniste du talent le plus pur et le plus sûr. Elle met au piano pour l'accompagner, ou pour révéler des œuvres, uniquement pour clavier, tour à tour de jeunes pianistes fort connues ou en passe de le devenir et ces soirées sont toujours des réussites rares, consacrées au culte de l'art vrai.

Au récent concert, après avoir applaudi la sonate en sol majeur pour violon et piano de Beethoven, exécutée avec la plus exacte entente par Mme Marty-Zipélius et Mme Monique

Haas, et deux sonates de Scarlatti pour piano seul par Mme Monique Haas, nous entendîmes les deux charmantes artistes jouer cette surprenante sonate de Debussy pour piano et violon qui, en sa fantaisie mystérieuse, semble l'élément d'un monde inconnu et la vibration d'une lumière de rêve. L'exécution doit en être très difficile. Mme Marty-Zipélius, avec sa souplesse et sa virtuosité, son sens remarquable de la ligne musicale et les dons de sa compréhension poétique, a suscité ces paysages de la musique où module la flûte d'un berger sur l'ondulation des collines et où dansent d'insaisissables nymphes.

Puis, violon et piano se concertèrent encore, pour un original *Duo* de M. Edward Staempfli, jeune musicien du plus neuf talent et duquel Mme Monique Haas joua cinq petites pièces pour piano d'une inspiration brève et décisive, admirablement servie par son jeu classique, net et léger, compréhensif et brillant.

Les concerts de Mme Marty-Zipélius doivent être suivis et très applaudis avec autant d'assiduité que de plaisir.

LES COURS DE MADAME CROIZA

Mme Croiza, pour terminer la série de ses Douze cours d'interprétation, a chanté en deux derniers concerts quelques-unes des plus célèbres et belles mélodies inspirées aux musiciens par les poètes, et cela avec cet art qui n'est qu'à elle, ce sens si particulier de l'émotion poétique uni à la magie musicale, cette perfection de diction et ce charme secret, cette noblesse artistique qu'elle apporte au chant comme à la récitation. Or, ses cours d'interprétation, précédés, interrompus, terminés par des causeries instructives sur « la concordance de la syllabe et de la note..., sur la phrase et le phrasé musical », apprennent quelques-uns des principes dont son intelligence, sa compréhension si particulière des rythmes, des mots, des sons, veulent bien faire profiter des élèves attentives et bien douées. Nous avions choisi, pour y assister, celle-là de ses leçons où les dites élèves, avec déjà du talent, de belles et jolies voix et un ardent désir de bien faire, ont chanté des poèmes d'Henri de Régnier (mélodies de Roussel, de Caplet), et *l'Asie* de Klingsor (musique de Ravel).

Après chaque audition, avec quel soin, quelle sincérité, quelle divination de l'essentiel Mme Croiza explique, commente, retouche, conseille ! Puis elle récite le poème, sans le chanter, mais en lui gardant la ligne mélodique que le musicien a sentie, amplifiée, et de laquelle il s'est premièrement inspiré. Que d'avis précieux elle prodigue avec une maîtrise aimable et dont pourraient et devraient faire leur profit, non seulement chanteuses et chanteurs, mais récitantes et récitants ! Elle se plaint, — et qu'elle a raison ! — de ce que, aujourd'hui, on prononce les vers avec emphase et sans noblesse. Elle veut la noblesse et la simplicité, la « volupté de l'articulation », l'intelligence de la prononciation. On doit aimer le mot, le servir par la note... et non le sacrifier à l'effet vocal... Mais il faut aller l'entendre, elle, et ses conseils précieux et son expérience admirable de grande et illustre artiste. C'est un plaisir de choix, même pour celles qui ne chantent ni ne chanteront. Et quel bonheur de l'écouter réciter ces poèmes d'Henri de Régnier, *Vœu*, *le Jardin mouillé*, *l'Automne*, etc., avec une telle lucidité de diction, un sens si pur de cette magie poétique qui, par le sens et le son, suscite l'apparition et la vibration de la sensibilité. J'ai goûté à ce cours un vrai bonheur, si rare : l'accord dans la compréhension.

UN BEAU FILM : L'ESCADRON BLANC

Le roman de M. Joseph Peyré, jeune et célèbre auteur français, a fort bien inspiré M. Augusto Genina qui, de ce beau film, est le metteur en scène italien. Nous ne saurions donc lui reprocher d'avoir naturalisé italiens les héros de l'histoire, et d'avoir préféré la Libye à la partie de l'Afrique française où, si je ne me trompe, se passait le roman de M. Peyré. Les acteurs sont fort bons, leurs visages sont virilement latins, leurs voix sont séduisantes et les « vues » du désert, des troupeaux de méhara, des compagnies de méharistes sont vraiment admirables. C'est un film que l'on doit voir. Il est peut-être un peu conventionnel dans son héroïsme, un peu lent dans la monotonie de son déroulement, mais il dégage la fascinante grandeur de la solitude désertique, l'attrait mystérieux des sables... Quelques épisodes, quelques paysages, le tombeau d'un jeune officier tué à l'ennemi, la palmeraie,

l'arrivée aux puits, après de longs jours altérés, les combats, les longues caravanes, sous la brûlure du soleil et de la fièvre et dans les ouragans de sable, ont une authentique majesté.

C'est naturellement aussi un roman d'amour... c'est par désespoir et fureur que Ludovici s'est engagé dans une compagnie de méharistes. Tous les mêmes..., direz-vous, ces amants de cinéma qui se précipitent vers le désert... qui n'est pourtant pas *le Désert de l'Amour*... Ici, ce sera l'amour du désert, l'amour du danger, l'amour de l'amitié fraternelle, des compagnons d'armes et d'affres, qui effacera de la très jeune âme de Ludovici l'image de celle pour laquelle il a souffert enfantinement. Il cherchait l'oubli. Il obtient un plus vaste amour. J'aime beaucoup la péripétie finale. Ludovici revient au fort avec sa troupe, dont il est devenu le chef, leur capitaine ayant été tué par les pillards. Il a souffert de la fièvre et de la soif : il a combattu ; il a vu mourir : il n'est plus un enfant passionné ; il est un homme. Aussi apprend-il avec étonnement qu'une « dame » le demande. C'est l'ancienne et cruelle bien-aimée, venue ici en croisière d'autocars avec une bande de touristes... Avec indifférence et courtoisie, il la renvoie à ses plaisirs mondains. J'avais espéré cette conclusion. Elle me plaît, par sa mâle et brutale décision, d'une rigueur toute « mussolinienne ».

GÉRARD D'HOUVILLE.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Clinique Lyautey, 8 mars.

Monsieur le Gérant,

M. Émile Moreau, ayant entrepris de démontrer en mars 1937 qu'il sauva le franc en juillet 1926, me met en cause dans des conditions sinon inopportunes, du moins si imprévues et si injustes que je crois devoir user de mon droit de réponse. Je n'ai pas à rechercher si, en provoquant la chute d'un gouvernement, M. Émile Moreau était dans la limite des attributions normales d'un gouverneur de la Banque de France et si l'aveu d'une telle initiative ne légitime pas la réforme du statut de la Banque de France réalisée par la loi du 24 juillet 1936. Ce qui m'émeut dans l'avantageux récit de M. Moreau, c'est le rôle paradoxal qu'il entend me faire jouer. Au moment même de mon entrée en charge, M. Émile Moreau avoue qu'il a décidé de me liquider avec l'équipe dont je faisais partie. Pourquoi ? Par animosité personnelle ? Non. Nous nous connaissons depuis 1904 et durant ces trente-deux ans M. Moreau m'a témoigné une de ces sympathies tranquilles qui à la durée ont des airs d'amitié sincère. Par défiance de ma technicité ? Il eût été difficile au plus malveillant des censeurs de juger un ministre sur le seuil de son cabinet avant qu'il eût parlé ou agi. A cause de mes idées sur la consolidation des bons ? M. Ribot, qui n'était point un fol, avait

avant moi envisagé avec faveur ce moyen de salut que venait de recommander avec force un expert financier représentant le grand établissement dont M. Moreau est devenu le président en sortant de la Banque de France et avant d'entrer dans l'histoire.

Parce que je succédais à M. Caillaux sans avoir personnellement participé à la chute du ministère Briand-Caillaux, non plus, d'ailleurs, que mes collaborateurs MM. Jacquier et Paul Morel ? M. Caillaux et moi avons mis assez longtemps avant d'établir entre nous une amitié définitive pour que nos sentiments ne soient pas affectés par le rappel d'incidents auxquels seul M. Émile Moreau attache un prix de gloire. Mais, ayant réclamé et obtenu en avril 1925 le vote d'une loi d'inflation, il était naturel qu'en juillet 1926 j'eusse quelque humeur à la pensée de résoudre une crise de trésorerie dans laquelle je n'avais aucune responsabilité directe ou indirecte.

Car, l'étonnant dans l'attitude de M. Moreau, c'est cette sorte de remontrance rétrospective qu'il paraît m'adresser, lui qui avait à tout le moins vu se préciser le péril, à moi, le nouveau venu, qui acceptais, sans espoir, sans illusion, de tenir un emploi sacrifié. A la vérité, il s'agissait de « crever un abcès » en éliminant Herriot une deuxième fois. La caution de M. Doumergue, ci-devant chef d'État, ne change pas le caractère de l'opération ; donc, on a appelé du renfort d'opinion, on a convoqué du monde dans la rue : ce ne sont pas les mêmes gens qui, depuis, ont pris l'habitude de descendre sur la chaussée des mauvais soirs. Mais du récit de M. Émile Moreau il convient de retenir qu'il a créé un détestable précédent.

Quant à moi, j'ignorais que, sous les offres de cordial concours que me fit M. Émile Moreau et dont M. Paul Jacquier a comme moi gardé le souvenir, l'ancien collaborateur du brutal et loyal Rouvier cachait le dessein de m'abattre en juillet 1926 et de me ridiculiser en mars 1937.

Veuillez recevoir, monsieur le Gérant, avec une prière d'insérer, l'assurance de ma parfaite considération.

De Monzie.

Nous avons communiqué cette lettre à M. Émile Moreau qui nous a répondu :

Paris, 10 mars.

Monsieur le Directeur,

M. Anatole de Monzie veut voir dans le fragment de mes souvenirs publié dans la *Revue* du 1er mars une attaque personnelle. Je suis navré de constater que, après onze années écoulées, l'ancien ministre n'a pas encore compris que les heures que nous avons vécues ensemble en juillet 1926 étaient des heures dramatiques. Chaque jour, que dis-je, chaque heure perdue pour opérer le redressement technique et politique indispensable nous rapprochait de la catastrophe monétaire. Il ne s'agissait plus de jouer à la République des camarades, mais de sauver le franc, et la République tout court. Car la pérennité de la France, n'est-ce pas, est au-dessus des contingences monétaires, si graves qu'elles soient.

Au reste, M. de Monzie ne conteste pas les faits que j'ai exposés.

Avec son grand talent d'avocat, il essaie seulement de représenter les efforts désespérés de quelques commis dont j'étais pour sauver la monnaie, comme un complot contre la Constitution. M. de Monzie aurait-il oublié que c'est par la Chambre des députés que le ministère dont il fit partie fut renversé ?

Quelles qu'aient été les relations d'amitié que j'entretenais avec les protagonistes de ce drame de juillet 1926, j'avais le devoir d'observer l'engagement moral pris par moi en entrant à la Banque de France, de faire respecter son indépendance par le gouvernement *quel qu'il fût*, et d'empêcher celui-ci de violer les statuts de l'Institut d'émission et les lois en vigueur.

Je n'ai pas fait autre chose, et, en attendant le jugement de l'histoire dans laquelle M. de Monzie voudrait me reléguer, cela suffit à ma conscience.

Veuillez agréer, monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

E. Moreau.

A L'EXPOSITION DEGAS

« Vous tous, Rouart, vous êtes ma famille », écrivait le vieillard morose à Henri Rouart, dans une de ses dernières lettres, quand il pouvait encore écrire. Famille remarquable, pleine d'honneur, de culture, de goût, alliée aux arts (à Manet, à Berthe Morizot), et où Degas pendant cinquante ans eut son couvert mis tous les mardis, joua le rôle d'un oracle, d'un vieux Lare bourru, bonhomme, fantasque et vénéré. Dans cette maison, depuis sa mort, on conserve son culte, et l'on y tient, non sans raison, que l'on possède mieux qu'ailleurs le mot de cette personne si défendue et si secrète. En effet, aujourd'hui encore, on n'entre pas chez Degas comme dans un moulin. Il s'en faut que ce maître illustre soit un maître commode. A peine, vingt ans après lui, commençons-nous à entrevoir tout ce qu'il signifie. L'exposition organisée voilà quelques années avait déjà permis de reconnaître une partie de son domaine, celui du portraitiste (1). C'était une leçon opportune, mais peut-être n'est-ce là encore que la moindre part de ce grand homme. M. Ernest Rouart, le fils du vieil ami du maître, lui-même peintre distingué (tout le monde est peintre dans cette maison, M. Paul Valéry lui-même est un habile aquafortiste), a entrepris de nous faire connaître l'artiste dans toute son ampleur. Il a accompli son dessein avec une dévotion à laquelle se sont associés les principaux musées d'Allemagne et du Nouveau-Monde, s'attachant

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1924.

à montrer, des premières œuvres aux dernières, le sens de cet immense effort. Voici enfin Degas entier.

Peu d'artistes sur lesquels il se soit fait plus de contre-sens que ce peintre fameux des jockeys et des ballerines. Peu de maîtres ont poursuivi avec plus de passion une entreprise plus réfléchie et plus ardue, que n'a fait ce vieil ours, « légèrement dominateur de la plastique moderne », ainsi qu'il se définit dans un jour de bonne humeur, « et suceur du miel de l'Hymette », ajoute-t-il avec grâce : double phrase qui indique le genre de vérités qu'il recherchait, et ce qu'il entendait par surcroît y mettre de poésie.

Inutile de raconter une vie, du reste toute dénuée d'événements extérieurs, et qui refusa sévèrement de rien accueillir du hasard. Sur le charmant portrait du Louvre, où le jeune homme a représenté la gravité de ses vingt ans, il se montre debout, le crayon à la main, son gracieux visage nous regardant sous un voile pudique de pénombre ; dans ce tête-à-tête avec lui-même, interrogeant la vie avec un sérieux précoce, il consulte, il mesure son objet et ses forces ; il juge et délibère, déjà il prend parti, écartant beaucoup de vanités, comme un jeune puritain, dans sa redingote sévère et son col cravaté de noir. Je ne sais quoi, dans cette image liminaire (on en connaît une vingtaine d'autres, à peu près de la même époque, que le lecteur trouvera réunies dans le recueil de M. Marcel Guérin) (1), je ne sais quoi me fait penser à l'*Œdipe* d'Ingres, et à la grande maxime antique : « Connais-toi. » Sur ce masque sensible et délicat, secrètement alarmé, on discerne beaucoup de candeur, de probité, la crainte de surfaire, de mentir ; avant tout, le caractère méditatif, le choix, la volonté.

Familier avec l'Italie, où il était chez lui, ayant des sœurs marquises ou duchesses à Naples et à Florence, il ne tenait qu'à lui d'exploiter, comme Hébert, la mine de pittoresque ouverte par les Schnetz et les Léopold Robert ; il fit même, comme Chateaubriand, le voyage d'Amérique, où ses frères étaient établis en Lousiane, et d'où il rapporta le charmant tableau du *Bureau de coton*, qu'on a pu comparer, sans

(1) *Dix-neuf portraits de la jeunesse de Degas*, in-4°, préface de Paul Jamot.

trop exagérer, à l'*Enseigne de Gersaint*. Il n'était nullement insensible à l'attrait des belles créoles. Il repoussa ce charme étranger, comme il renonça de bonne heure à la séduction des sujets historiques, la *Fille de Jephté* ou les *Jeunes filles de Sparte*, *Sémiramis* ou les *Malheurs de la ville d'Orléans*, pages ravissantes de sa jeunesse, où il s'annonçait comme un narrateur exquis et un poète de la femme. Pourtant il renonça à achever ces toiles. Et il y renonça, comme au voyage, par honnêteté, pensant qu'on ne fait bien que ce qu'on voit tous les jours, que l'art n'a rien à faire avec l'exotisme et le tourisme, qu'au fond on ne fait pas de l'histoire avec des modèles de Montmartre, et que tout le problème, au contraire, était de trouver dans le présent la matière d'un art éternel.

C'est pourquoi, dans sa vie de Parisien sédentaire, il fit choix de bonne heure d'un petit nombre de sujets qui lui paraissaient propres à l'expression de certaines choses essentielles. Parmi ces choses essentielles, la notion du moderne et du contemporain, qui était à l'ordre du jour aux parlotes du café Guerbois, ne joua qu'un rôle momentané : Degas était trop pénétrant pour ne pas en apercevoir aussitôt les limites. Décrire des scènes de mœurs bourgeoises, inventer des sujets piquants ou dramatiques, trouver des coupes amusantes et des mises en page inédites, combiner l'esprit de Metzu ou de Terborch avec le goût d'Outamaro, c'était un exercice auquel un esprit de cette trempe ne pouvait longtemps s'arrêter. Il est difficile d'imaginer, en peinture, un petit drame plus merveilleusement conçu que le tableau célèbre intitulé *le Viol* : pour l'attitude des personnages, l'exactitude de l'atmosphère, le prix de l'exécution, pour toutes ces vérités de l'observation qui font dire à un romancier que l'on est « dans la chambre », impossible d'aller au delà. Et cependant, au bout du compte, ce n'est là qu'une anecdote, d'un genre tout « littéraire », qui ne vaut pas beaucoup mieux que les « mélos » de Greuze ; c'était une composition aussi arrangée qu'une scène des bords de l'Euphrate ou de l'Eurotas, et qui était loin de posséder la même valeur de poésie.

Au contraire, la pelouse et le plateau, le champ de courses et le théâtre offraient à l'artiste des éléments qui se résolvent

sans résidu en formes et en ressources plastiques. Dans les deux cas, il s'agissait de créatures spécialisées, le cheval et la danseuse, obtenues l'une et l'autre par une culture particulière, l'entraînement et le dressage, pour produire certains effets esthétiques de grâce, de puissance ou de rapidité. Pas un de leurs gestes qui ne fût un poème de mouvement, et qui n'offrît un thème nouveau d'étude et de beauté. Le théâtre surtout, soit du côté cour ou du côté jardin, vu de la salle ou des coulisses, est un monde à part, où l'illusion, l'artifice et la réalité se mêlent dans des proportions singulières, où la convention et le vrai, la machinerie et le mirage concourent à dérouter les sens et à les enchanter ; tout y est vrai et tout y est fictif : c'est l'empire du songe, le royaume des Mille et une nuits. Le spectacle même de la salle, avec ses rangées de spectateurs à demi éclairés, les musiciens affairés à leurs instruments dans l'orchestre, les becs métalliques des bassons, les crosses des contrebasses, et là-bas, dans l'incendie des rampes, le kaléidoscope et l'Iris mouvante du ballet, ces trois ordres, ces trois plans de réalités différentes et saisies dans le même regard, cet amalgame d'ombre, de musique et de feux, formaient une combinaison d'une richesse infinie, qui permettait d'exprimer à la fois, dans un sujet privilégié, l'imaginaire et le réel, l'ivresse et la féerie.

La danseuse était à elle seule une source incomparable d'études, une fontaine, un flot de miracles, d'arabesques, de paradoxes, de mouvements calculés, stylisés et gratuits. Être particulier, sans âge, presque sans sexe, qui est femme et qui n'est pas femme, dans son costume étrange et son bizarre plumage de gazes et de tulles, tenant de la flamme et de l'oiseau, ne touchant terre que pour bondir, figure presque aérienne, faite pour dessiner aux yeux l'image du caprice, de la liberté et du bonheur. Or, pas une de ces attitudes qui ne soit le produit d'un fatigant travail et d'un exercice assidu, d'un assouplissement et d'une éducation du corps, d'une longue violence qui s'épanouit en grâce. J'imagine que l'artiste, soit qu'il surprît ces belles dans l'intimité des coulisses et des classes de danse, soit qu'il les représentât dans le triomphe de la scène, se sentait un peu leur complice, forçat d'un même labeur, qui était de créer, par une mécanique rigoureuse et par les moyens

d'une technique savante, la sensation de l'aisance et de la félicité.

Cette passion d'exprimer le mouvement, de distinguer le geste naturel du geste raisonné, comme le geste de nouer des chaussons, d'arranger une épaulette ou de se gratter le dos, et le geste acquis, artificiel, scénique, comme le langage ordinaire et le rôle appris et récité, de rendre la nuance entre la marche et le pas, entre le pas et la danse, ce fut l'objet spécial et l'idée fixe de Degas, dans un nombre infini d'études et de tableaux. On ne disposait pas alors, pour analyser le mouvement, de la photographie instantanée. Pour décomposer le geste et le recomposer, pour choisir, dans la série des positions successives qui dessinent un mouvement, l'attitude qui totalise tout ce qui précède et contient ce qui va suivre, l'artiste n'avait d'autre outil que son œil et son intelligence : il s'agissait à chaque instant de créer des équivalents, de procéder à des opérations et à des calculs très complexes, de traduire du mouvement par de l'immobile, et de remplacer des valeurs de durée par de nouvelles valeurs de rythme et d'étendue. C'était la pierre philosophale. Ce genre de problèmes abstraits, d'ordre presque mathématique, sur la dynamique du mouvement, touchant à la physique et à la géométrie, fait bien voir quelle différence sépare Degas d'un Manet, et pourquoi, tout en s'admirant beaucoup mutuellement, ces deux grands artistes ne réussirent jamais à faire bon ménage. Rien n'égale, chez Manet, le don merveilleux de l'instinct et la faculté d'unir, sans effort apparent, la noblesse du style et la fraîcheur de la sensation. Pour Degas, tout était affaire de raisonnement et de système ; tout, même une fête des yeux, devait se conformer à des lois. Il eût rougi d'un effet heureux qui n'eût été qu'un accident.

De là cette prosodie spéciale de l'espace, ces perspectives plongeantes, ces rapports tout nouveaux de la figure et du plan où elle se propose ; de là ces équilibres étranges, ces aplombs impossibles, ces éclairages déformants, qui modifient tous les reliefs, ces attitudes qui semblent un défi à la pesanteur, et qui ne la transgressent qu'en lui obéissant ; de là ces créatures bizarres qui ne paraissent délivrées de l'esclavage de la nature, que par la vertu d'une tyrannie plus despotique

que la première, et qui leur prête l'apparence de la chimère et de la péri : tout ce qui semble ici inattendu, fortuit, est en réalité le résultat de la volonté la plus soutenue et la plus réfléchie, et d'une petite machination où il entre de la magie et du complot.

On voit à quel ordre de recherches prodigieusement cérébrales répondent, dans l'esprit de l'auteur, ces petits tableaux de « rats » et de tutus. Sous prétexte de décrire un coin particulier du monde de la « noce » parisienne, l'artiste se livre à son démon, qui est celui de la connaissance, un démon de naturaliste, de savant et de démiurge. Il organise patiemment les éléments de sa petite fantasmagorie. On le croit en train de nous donner un « pendant » illustré aux *Petites Cardinal* de son ami Ludovic Halévy ; et, en réalité, il n'est occupé que de trouver des équations et des formules capables de transmuer la vie en art, d'éterniser l'instant, de faire du beau avec du vrai. Il jouait la difficulté. « La difficulté, il n'y a que ça ! » On comprend que cette disposition aride ait fait souvent accuser l'auteur de sécheresse. On lui reproche de bafouer la femme, de souligner le physique ingrat, le museau peuple, le minois chiffonné ou canaille qui contraste avec le geste précieux et maniéré de la vedette ou de l'étoile. Mais c'était sa façon à lui de les aimer : il ne pouvait souffrir la banalité, la fadeur. Il lui fallait, dans l'agrément, ce je ne sais quoi, ce rien de laideur, qu'on appelle la beauté du diable, et « sans laquelle, point de salut » : il lui fallait ce piquant, ce soupçon de grimace, la frimousse plutôt que la beauté mondaine, le petit nez de travers, ces grâces de moineau de Paris qui sentent le ruisseau, jusque dans l'apothéose du bond, de la pirouette et de la révérence finale, bref, tous les ingrédients nécessaires, selon sa poétique spéciale, pour « ensorceler la vérité » et lui donner l'apparence de la fièvre et de la folie.

Ainsi l'étrange solitaire, dans sa demeure de la Butte, vis-à-vis du bal Tabarin, menait une vie d'anachorète et, combinait dans un secret jaloux ses charmes et ses sortilèges, tourmenté d'absolu, et sentant s'aggraver chaque jour l'abîme qui le séparait du siècle, pestant contre le succès qui était venu malgré lui, et l'obligeait, pour contenter ses goûts de collectionneur, seul luxe de cet ascète, à multiplier pour les

marchands ce qu'il appelait ses « articles ». Et, sans doute, c'est l'inconvénient de la situation faite à l'artiste dans la société moderne, depuis la séparation de l'art et de l'État, ou depuis le divorce qui a rendu le beau indépendant de la religion : cette indépendance lui coûte cher, ou plutôt elle est remplacée par la dépendance de la clientèle et des mécènes et par la contrainte du marché, qui oblige à la répétition indéfinie de ce qui plaît.

L'artiste se proposait pourtant sans cesse de nouveaux sujets, choisis dans le monde des acrobates, des écuyères, des repasseuses ou des modistes, toujours avec le même dessein d'exprimer une variété du travail musculaire, une nuance de l'énergie ou de la féminité. Mais, depuis quelque temps, une nouvelle pensée l'obsédait : c'était de faire à son tour, et de refaire à sa manière, ce qui a toujours été le dernier mot de l'art en Occident, une vision neuve de la femme, une idée de l'Éternel féminin. Tout art, dans notre monde moderne, depuis la Renaissance, finit par la création d'Ève. La danseuse, comme l'ouvrière, n'en offre qu'une idée professionnelle et déformée. Seule la forme sans voiles peut la représenter dans toute sa puissance et sa généralité. La vérité est nue. Mais c'est ici qu'intervenaient, pour un artiste aussi intransigeant que Degas, toute sorte de restrictions, qui jouaient dans le même sens que le scrupule religieux pour un peintre comme Rembrandt. Le nu, en dehors de la fiction de l'École, n'apparaît, dans la vie réelle, que dans des conditions furtives et clandestines, qui toutes se rapportent à la toilette et à l'amour. Il n'était pas encore profané et vulgarisé sur toutes les scènes de music-halls, étalé sur les plages. Il conservait son secret de chose réservée.

Ce sont ces conditions étroites et rigoureuses du bain, des ablutions, du linge et du peignoir, des cheveux brossés ou peignés, ces mouvements éternels et presque rituels de la femme que l'artiste s'attache à surprendre et à exprimer; car, pour ce qui est de la pose commandée, telle qu'elle est en usage chez les modèles de profession dans tous les ateliers, c'est un système désastreux, condamné par les résultats désolants de l'enseignement académique. Laisser la femme aller, venir, dans l'état de nature, s'ébrouer, se rouler, se laver, se

sécher, comme si le peintre n'était pas là, lui laisser l'initiative de ses mouvements vrais, la regarder faire dans ses gestes les plus secrets et les plus authentiques, sans lui faire jouer un rôle, ni lui imposer un personnage, sans fiction, sans légende, sans autre fonction que celle d'être un corps, voilà tout ce que l'artiste lui demande ; une baignoire, un tub, une éponge sont les pauvres accessoires de ces liturgies intimes et les instruments de ce laboratoire. On est, dans cette longue litanie de la femme, à mille lieues de la sensiblerie comme de la galanterie ; nulle ombre d'épicurisme ou de frivolité ; rien n'égale le sérieux du peintre, si ce n'est la gravité de la femme que voilà, anonyme, sans visage, absorbée dans les soins de sa personne, dans un culte profond d'elle-même, et dans les pratiques secrètes d'un mystère animal, vénérable et sacré.

On ne saurait rêver d'un art moins conventionnel, au rebours de toutes les habitudes et de toutes les périphrases mondaines, un art qui dépouille la femme de tous les artifices dont elle s'enveloppe, et qui, tant l'audace en était insolite, paraît encore presque sacrilège. C'est le mot de l'auteur, qu'un tableau doit « se perpétrer comme un crime ». Il n'y a pas d'exemple d'un huis-clos plus obstiné, d'un interrogatoire et d'un questionnaire plus gênant, d'une confession plus implacable pour extorquer les derniers aveux à une chair charmante et humiliée... Et, pourtant, rien ne vaut l'accent de ce grand Livre de Vérité. Il n'y a pas de beaux mensonges, pas d'affabulations, pas d'ambroisie, d'*Antiope* de Corrège, d'*Europe* ou de *Léda* de Véronèse ou de Titien, qui ne le cède en puissance d'émouvoir à ces jeunes mortelles.

L'artiste en était là de ces expériences, lorsque, aux tortures de son travail, s'ajouta une nouvelle angoisse. A partir de la quarantaine, sa vue, qu'il avait toujours eue délicate, commença de baisser. Au faîte de sa maîtrise et de son autorité, ses organes le trahissaient. C'était un vainqueur, dans la défection et la déroute de ses troupes. On a connu un musicien sourd. On a connu un peintre à demi paralytique, qui continuait à peindre avec une brosse fixée par une courroie à son poignet. Imagine-t-on un peintre aveugle et ce qu'est pour lui l'agonie de la lumière qui s'éteint ?

Déjà les ombres l'environnaient. Les corps qu'il aimait tant n'étaient déjà plus pour lui que des lueurs dans le crépuscule. Il dessinait toujours. Le pastel, le fusain remplaçaient pour lui la palette. A grands traits de crayon, de charbonnages heurtés, balafrés, ténébreux, de résumé en résumé, en formes de plus en plus grandioses et sommaires, il construisait des corps toujours plus pathétiques, abrupts, rugueux, augustes, des *Ignude* sublimes, dont les dernières ont la beauté tragique des suprêmes ébauches de Michel-Ange.

Au bout de sa longue vie, le vieillard, revenant sur lui-même, et toujours le plus difficile des critiques et des juges, se gourmandait, s'accusait d'avoir manqué son œuvre : « J'ai fait, murmurait-il, des femmes qui s'épongent et des femmes qui se baignent. Je n'ai fait ni une *Suzanne*, ni une *Bethsabé*. » Vieillard injuste, bourreau de lui-même! Pour une fois, il avait tort et se déchirait de vains regrets. Si quelque chose dans l'art approche de la sévérité, du caractère monumental du dernier Tintoret ou du dernier Rembrandt, c'est bien un carton comme celui du musée de Brooklyn, qu'on ne se console pas de n'avoir pas su conserver à la France.

Lorsque les premiers de ces *Nus de femmes se peignant, se baignant*, etc. parurent, en 1886, à la dernière exposition de la rue Laffitte, les écrivains naturalistes, Huysmans en tête, entonnèrent la louange ordinaire à la gloire du moderne. Mais un jeune critique américain, qui sur ces entrefaites arrivait à Paris, en route pour Florence, où il allait faire sa carrière, vit plus juste et plus loin : il comprit que Degas était un maître classique, qui refaisait sur le langage des formes et la grammaire du dessin la même opération qui s'était passée quatre siècles plus tôt dans les *botteghe* du *quattrocento* ; le travail de Degas, son modelé puissant furent pour quelque chose dans la théorie de l'art qu'allait édifier l'auteur de *la Peinture en Italie*, et dans son système célèbre des « valeurs de relief » ou des « valeurs tactiles ». Ces exemples instruisirent à propos M. Bernard Berenson et devaient être pour lui une initiation excellente à l'intelligence de Léonard et de Pollajuolo.

Et la nuit se fit tout à fait. Mais le peintre, incapable de conduire un crayon sur le papier, y voyait encore avec ses

doigts. A tâtons, comme font les aveugles, il pouvait encore construire, modeler une motte de glaise, palper une poitrine ou un ventre, faire naître un mouvement, bâtir la souple architecture d'un corps. Dans ses dernières années, privé de ces restes de lumière, il n'était plus qu'un somnambule, chassé de son logis par une éternelle inquiétude, et qui, sous son vieux feutre et son inséparable mac-farlane, pareil à un roi Lear, promenait sans fin son désespoir. Depuis trente ans, tous ses tableaux, ses essais, les matériaux et les trésors qu'il avait accumulés pour une œuvre qu'il ne devait jamais finir, dormaient dans la poussière. Il errait solitaire, illustre et inconnu, avec la nostalgie de son rêve irréalisé. Ces richesses ne virent le jour qu'après sa mort. C'est seulement après lui que l'on put déchiffrer l'énigme de son existence et que l'unité de sa vie apparut : au fond, d'un bout à l'autre, il était resté le même qui, à vingt-cinq ans, dans *les Jeunes Spartiates* ou *les Malheurs d'Orléans*, avait entrevu des grâces neuves. Sa vie s'était passée à approfondir le même mystère et le même secret.

Et, pour résumer toute son œuvre, se dressait cette étrange fillette de cire, la *Danseuse de quatorze ans*, avec sa face camuse et ses pattes cagneuses, ses formes prématurées, acides, anguleuses, irritantes, dans sa grâce d'idole et d'apparition, triviale comme une gamine de faubourg, et cependant austère, hiératique et claustrale comme une millénaire Isis des temples de Memphis ou de Louqsor.

LOUIS GILLET.

UNE ÉNIGME BIOLOGIQUE : LA REVIVISCENCE

Les secondes tombent régulièrement comme des gouttes égales. Rien ne hâte ou ne ralentit un rythme synchronisé à la marche immuable des astres : les êtres, dont la durée est tantôt élan passionné et tantôt langueur abêtie, voient dévider le fil que la Parque tranchera au jour marqué ; si le poète s'écrie : « O temps, suspends ton vol ! », il est trop sûr de n'être point écouté, et seules les fées du bon Perrault ou la fantaisie joyeuse d'un About peuvent interrompre momentanément une vie et, sans augmenter le total de ses jours, en projeter la suite dans l'avenir... Rêveries ? Il y a pourtant dans la nature, dont la diversité est infinie, des êtres qui s'endorment, pour un temps plus long même que celui de leur existence normale, — les cent ans de la Belle au bois dormant, — et que le prince vient éveiller...

UN PETIT MONDE REVIVISCENT

Août s'achève. Voilà plusieurs semaines sans pluie. Les plantes souffrent : des feuilles jaunissent, devançant l'automne. Sur les troncs des peupliers qui alignent leur silhouette régulière au long du canal, on pouvait remarquer, après les pluies de juillet, le développement luxuriant pris par les mousses : des pelotes denses ; ici, petites encore et régulièrement arrondies ; là, élargies et confluentes, cachant l'écorce ruisselante sous une nappe continue. Chacun des brins composant la pelote se terminait par une petite étoile

verte de feuilles étalées, sous lesquelles se dissimulait dans le feutre formé par les tiges serrées, aussi à l'aise qu'en une éponge, une eau trouble que la plante avait retenue. Aujourd'hui, en plein soleil, il n'y a plus contre l'arbre la moindre verdure ; ce qui reste des mousses, roussi et tordu, évoque un lendemain d'incendie de forêt...

Et pourtant ces brins, qui s'émiettent sous les doigts et se résolvent en poussière, ne sont pas morts. Je sais que les pluies d'octobre, et même déjà les rosées abondantes de septembre, épanouiront à nouveau le tapis de haute laine aux petites étoiles vertes et que, suspendue par le soleil d'été, la vie va reprendre avec l'automne. Je sais aussi qu'il suffit de plonger une pelote sèche dans un peu d'eau pour que tout s'ouvre et reverdisse sous mes yeux.

Des plantes, cette souplesse, cette docilité à la nature ne nous étonne pas : nous persistons à y voir des êtres inférieurs. Les mouvements qui les animent et dont le cinéma nous a montré l'ampleur, ne satisfont qu'imparfaitement à notre notion de la vie et nous ne sommes pas choqués de voir quelques phénomènes mettre en défaut cette notion.

Mais c'est bien plus grave, car des animaux eux-mêmes qui vivent dans les mousses font comme elles. C'est tout un monde divers, actif et turbulent, qu'une mort apparente a gagné, durant la saison sèche, et la fée qui d'un coup de baguette a suspendu toutes ces vies est bien plus puissante que celle de Perrault, puisqu'elle a endormi tout à la fois — et rendu méconnaissables — la Belle, ses serviteurs, le château, et toute la forêt où le conte se déroule.

LES ROTIFÈRES

J'ai mis quelques brins desséchés à tremper dans un peu d'eau au creux d'un verre de montre ; ils se sont ouverts et ont retrouvé leur fraîcheur. Après une ou deux heures, je puis, en posant le verre de montre sur une étoffe noire et en l'éclairant convenablement, voir à l'œil nu de petits points brillants qui se déplacent dans l'eau. Une bonne loupe me révèle les Rotifères.

Ils nagent : ils évoquent un fuselage d'avion qui, ayant perdu ses ailes, filerait seul, tiré par deux hélices. Ils traversent

le champ visuel à la hâte et poursuivent leur course dans la partie de la goutte qu'on ne voit point. Impossible de passer à un grossissement plus fort, de voir mieux et d'étudier ces hélices qui tournent.

L'animal par bonheur s'arrête et se fixe ; mais instantanément il change de forme, tel le divin Protée, escamote l'appareil moteur qui nous intriguait, et, semblable maintenant à un ver aux deux extrémités amincies, le voici qui se promène : fiché par un bout, le pied, il projette l'autre bout, qui est une trompe, le plus loin possible, en s'étirant : il tâte le sol, choisit sa place et prend appui ; alors il hale l'arrière de son corps et, plantant son pied près du point où adhère la trompe, se prépare à un nouveau pas. Ouvrant et fermant tour à tour le compas que forme son corps, il arpente, comme font certaines chenilles.

Il a trouvé l'endroit favorable sans doute, car il s'arrête, et, brusquement, son aspect change : la branche avant du compas a disparu, télescopée à l'intérieur comme le peut une trompe rétractile ; le corps prend la forme des amphores de Cnide, étirées en pointe, pendant qu'à l'avant émergent deux masses charnues symétriques, en disques à face antérieure plane ; sur leur bord court un frisson continu qui donne à l'œil l'illusion d'une roue qui tourne (d'où le nom qui désigne ces êtres) et qui est dû au battement rythmique de rangées de longs cils que seuls les grossissements microscopiques peuvent laisser voir. Voilà donc les appareils qui tout à l'heure servaient d'hélices au nageur. Pour l'instant, le Rotifère est solidement cramponné par son pied que fixe une ventouse, mise en tension grâce à deux ergots appuyés au sol. Immobile lui-même, il imprime donc, par ses appareils rotateurs, un mouvement continu à la masse d'eau qui l'entoure. Il s'enveloppe de tourbillons où tout ce qui, plus petit, flotte ou nage est entraîné. Des algues microscopiques, des infusoires, des déchets végétaux, il y a tous les éléments de plantureux repas... La bouche est située, comme par hasard, au point où convergent les courants ; elle s'ouvre sur un pharynx large, au fond duquel deux mâchoires, articulées l'une à l'autre et comportant chacune deux crêtes dentaires, sont mues rythmiquement par des muscles puissants, et broient...

Sieste après le repas : le moteur mis au repos, le Rotifère

rentre ses appareils rotateurs : il les ravale ; les voici logés, disques rétractés et amollis, cils immobiles, dans la cavité buccale. Aucune pièce fragile ne reste hors du tégument épais qui recouvre le corps et sur lequel le repos accuse l'existence d'anneaux assez rigides, qui rentrent les uns dans les autres, un peu comme les parties d'un télescope. On peut sans crainte prendre un sommeil bien gagné. Par prudence, à l'avant du corps où des muscles circulaires froncent maintenant la peau comme une aumônière que l'on serre, on laisse sortir un petit tentacule garni de quelques cils fins, un périscope, qui permettra de donner l'alerte, si quelque danger menace. En effet, c'est, à ne pas s'y méprendre, un organe sensoriel : un filet nerveux l'unit au cerveau... Car il y a un cerveau !

Alerte ! Le pied se rétracte tout à fait et la ventouse quitte le sol ; aux deux bouts, les muscles se resserrent ; la bourse se ferme de l'intérieur ; l'animal n'est plus qu'une masse ovoïde sur qui rien n'aura de prise... que la dent d'un carnivore plus gros.

LES ROTIFÈRES ET LA SÉCHERESSE

L'un des dangers les plus graves, c'est la sécheresse. Toute cette belle organisation, dont nous n'avons esquissé qu'une part, suppose la pleine eau. Or, les mousses au milieu desquelles vivent une partie des Rotifères, — il y en a, en effet, qui, non reviviscents, ne se rencontrent jamais hors des milieux aquatiques permanents, — sont, périodiquement, menacées de dessiccation... L'été, sous les feux du soleil ; l'hiver, quand il gèle à pierre fendre et que souffle la bise aride...

L'expérience sous le microscope peut seule nous montrer les réactions des Rotifères à la dessiccation. Quand la goutte où sont placés les Rotifères commence à s'évaporer, ils cessent de nager et se mettent à arpenter en tous sens la couche d'eau dont l'épaisseur diminue, mais leur reptation même devient difficile ; ils s'arrêtent, rentrent les deux extrémités du corps, pied et tête, et se contractent d'une manière active. Parfois l'évaporation est si rapide qu'ils se sentent manquer de temps pour se préparer : ils étendent à nouveau leur corps, cherchent à fuir, et se trouvent brusquement desséchés, aplatis sur la

lame microscopique ; ils meurent : nul traitement ne saurait les raviver. Si l'eau les quitte lentement, ils s'organisent au contraire avant son départ : à l'intérieur de la masse ovoïde, des mouvements fréquents montrent que les organes se disposent et se tassent ; le corps diminue de volume ; il semble que l'animal en expulse l'eau qu'il contient, qu'il prépare lui-même sa propre dessiccation : il y a çà et là dans cet organisme des cellules rénales dispersées, les néphridies, qui assurent l'excrétion ; elles ont une longue flamme qui ondule dans un canal ; on les voit s'activer tant que la réduction voulue n'est pas atteinte. Après la contraction active due au jeu des muscles, ce sont les forces physiques qui achèvent : le corps se dessèche passivement, comme un raisin de Corinthe, et souvent se couvre de rides, comme lui. Son volume tombe environ au quart de ce qu'il était au début de la contraction.

Le voilà donc sec, inerte, privé sans doute de toute sensibilité, comme il est empêché de tout mouvement externe ou interne, et nous serions bien embarrassés de dire en quoi peut consister la sorte de vie qui doit être conservée en lui...

Car il nous faut maintenant, après des heures d'immobilité, ranimer ce cadavre, en le réhydratant. La gouttelette d'eau que nous déposons sur la lame a d'abord pour effet, en un temps très court, moins d'une minute, de doubler le volume du Rotifère desséché ; en cinq minutes, il a recouvré la taille qu'il avait, à l'état d'alerte, dans la première partie de l'expérience. Mais rien ne bouge. Pourtant, tandis que les minutes passent, la forme du corps se modifie un peu : des muscles tendus se relâchent, ce qui n'est point encore le signe de la vie retrouvée. Nous épions les premiers frémissements... Souvent ce sont les flammes des cellules néphridiales qui commencent à onduler, lentement, puis de plus en plus vite ; plus tard des contractions musculaires agitent, intérieurement, la masse corporelle ; enfin, le pied s'allonge ; l'avant du corps s'étend ; les mouvements, brefs d'abord, sont séparés par des périodes d'immobilité ; puis l'animal, convalescent en quelque sorte, s'en va en rampant, avant de reprendre tout le jeu de ses activités diverses...

AUTRE SOLUTION DU PROBLÈME : LES TARDIGRADES

La mobilité des Rotifères, la multiplicité des formes qu'ils peuvent prendre, rendent très frappants ces phénomènes de reviviscence. Mais la formation de cette boule à l'intérieur de laquelle l'être échappe à la mort, dans des conditions où elle semble infaillible, cache peut-être quelque subterfuge... Il est difficile d'apprécier l'importance de la dessiccation subie. Si nous travaillions sur des êtres d'une taille plus grande, il serait simple d'être renseigné. Pour savoir combien d'eau contient un grain de blé, on détermine son poids, à l'aide d'une balance pesant le centième de milligramme ; puis on place le grain de blé pendant vingt-quatre heures dans une étuve réglée à 105° ; l'eau est chassée en vapeur ; on repèse ; la différence donne le poids d'eau contenu dans le grain et permet de calculer combien il y en avait pour 100 parties sèches ; on trouve environ de 12 à 15 d'eau pour 100 secs dans le grain de blé, qui dort d'un sommeil profond, tout comme le Rotifère, en attendant les semailles. Mais les plus gros de nos Rotifères pèsent peut-être 5 millièmes de milligramme à l'état frais ; il en faudrait deux pour faire jouer la limite de sensibilité de la balance. Il faut renoncer à cette détermination impraticable, et c'est bien commode, puisqu'on pourra penser à son gré que la dessiccation de l'être est totale ou que reste en lui, à l'intérieur d'une coque superficielle sèche comme la paroi d'une dragée, un peu d'eau, entretenant la vie...

Les Tardigrades qui vivent dans les mêmes mousses que les Rotifères fournissent un type d'être reviviscent absolument différent d'eux. Imaginez un ours minuscule, à la tête à peine indiquée à l'avant d'un corps très allongé, supporté par quatre paires de pattes massives et courtes, terminées par des ongles crochus. Il se promène d'une démarche précautionneuse et paresseuse sur la plante à laquelle il s'agrippe. Sa lenteur, la lourdeur de ses formes font un contraste extrêmement frappant avec l'agilité protéiforme des Rotifères. Son corps, recouvert d'un tégument mou, semble le moins fait qu'il soit pour ruser avec les lois de la dessiccation. Aucune défense ; aucun de ces anneaux sous lesquels se retirer, et sinon empêcher, du moins retarder le départ de

l'eau. Aucun changement de forme adapté, capable de rendre le phénomène moins brutal. Tantôt le Tardigrade sec a conservé à peu près son apparence, tantôt il a été appliqué contre un support et il n'en subsiste qu'une paillette transparente, mince et ridée, qui se brise au moindre choc et dont Spallanzani, en 1776, comparait la consistance à celle d'un grain de sel bien sec. Sans doute ici la dessiccation parfaite est-elle atteinte, et la reviviscence de cet être, qui semble s'être laissé dessécher sans aucune précaution, paraît d'autant plus merveilleuse.

LE PASSÉ DUN PROBLÈME

Mais un phénomène aussi peu en accord avec nos croyances sur les propriétés des vivants mérite une étude attentive. Elle ne date point d'hier et a donné lieu à de retentissantes controverses.

La reviviscence fut découverte en 1701, en même temps que les Rotifères, par Leeuwenkoek, un savant hollandais qui fut sans doute à la fois le meilleur polisseur de lentilles, n'en déplaise à Spinoza, le plus ingénieux constructeur de microscopes et le plus accompli des micrographes. Mais à une époque où la science était mal dégagée encore des extravagances des alchimistes, au milieu de toutes les découvertes qu'il fit, celle-ci passa inaperçue. On retrouva la reviviscence à propos d'autres animaux microscopiques, les Anguillules, dont le foisonnement dans les épis du blé détermine la maladie de la nielle ; toutefois le sujet n'était pas sans danger et heurtait la science officielle et aussi la théologie : on le signifia durement à Needham, prêtre anglais, fondateur de l'Académie des Sciences de Bruxelles, que ses observations scrupuleuses firent traiter tantôt comme un visionnaire absurde, tantôt comme un novateur impie. Mais la vérité ne saurait être arrêtée dans sa marche : Spallanzani, le grand biologiste italien qui fut l'un des rares précurseurs de Pasteur, découvrit dans les Tardigrades, inconnus jusqu'alors, de nouveaux animaux reviviscents et soumit le phénomène de reviviscence lui-même à une étude expérimentale qui, faite en 1775, conserve aujourd'hui toute sa valeur : jusqu'à quel point ces êtres résistent-ils à l'action des températures, élevées ou abaissées au delà des conditions où se tient normalement la

vie ? Comment se comportent-ils dans le vide, où les animaux meurent d'asphyxie ? au contact de vapeurs ou de liquides toxiques ? Quelles sont les limites du phénomène de reviviscence ? Voilà les principales questions auxquelles il répondit par des expériences que l'on cite encore avec admiration.

Et pourtant, avant de retrouver ces problèmes, précisant et étendant les résultats de Spallanzani par ceux de la science actuelle, il faut terminer l'histoire de cette importante question biologique : elle montrera qu'une vérité scrupuleusement établie est souvent longue à imposer à tout le monde scientifique.

Les conclusions de Spallanzani eurent bien des contradicteurs. Il est piquant de trouver dans l'Encyclopédie méthodique, fondée en vue de « développer les vrais principes des choses » et de « contribuer au progrès des connaissances humaines », le reflet de ces controverses. Le souci d'être plus exact a retardé la rédaction de la Zoologie, et Diderot, d'Alembert et Spallanzani sont morts depuis longtemps déjà, quand Bory de Saint-Vincent publie en 1824, dans le tome II des *Zoophytes*, un article sur les « Microscopiques », où il classe les Rotifères. « Quant à la célébrité qu'on leur a faite... d'après la faculté qu'on leur a supposée de recouvrer l'existence longtemps après qu'on les a laissés se dessécher, nous pouvons assurer que ce dernier point est absolument dénué de fondement et établi sur des observations mal faites. De telles résurrections ne peuvent avoir lieu, surtout chez des animaux d'une organisation si compliquée... » Jusqu'à une date très proche de nous, on verra des savants nier la reviviscence et expliquer de façon diverse en quoi les expériences sont défectueuses : a-t-on contrôlé indiscutablement l'identité de l'être desséché et de celui qui s'agite à nouveau ? il n'était assurément pas privé d'eau et sa vie continuait sans activité apparente. Si ce contrôle manque, on a été trompé par une substitution involontaire : les animaux primitifs sont morts ; de leurs œufs (chaque adulte en porte un, énorme), des jeunes sont nés, dont la présence cause notre erreur.

Et pourtant, en 1860, la question semblait définitivement tranchée. Après un an de discussions et d'expériences, deux savants, les professeurs Doyère, de l'École centrale, et Pouchet, du Muséum d'histoire naturelle de Rouen, arrivant à des

conclusions opposées dans des expériences analogues, ont décidé de prendre pour arbitre la Société de Biologie. Une commission est constituée, composée de Balbiani, Berthelot, Brown-Séquard, Dareste, Guillemin, Ch. Robin et Broca, rapporteur. Ces hommes illustres apportent toute leur sagacité à critiquer les expériences qui leur sont soumises et à expérimenter par eux-mêmes ; Berthelot, qui n'en est plus à compter le nombre des appareils qu'il a créés, donne le schéma d'une étuve convenant aux essais à réaliser.

En effet, la résistance à la chaleur joue un rôle essentiel dans le débat. Pouchet attaque ; son argumentation peut être résumée brièvement : Pour qu'il y ait reviviscence, il faut qu'il y ait eu mort, — Pouchet parle d'ailleurs des animaux ressuscitants! — la dessiccation ne cause pas la mort; nous dirons qu'il y a reviviscence, si, après avoir subi des conditions rendant la mort inévitable, l'animal réhydraté reprend vie. Et il fixe lui-même, l'imprudent, sa définition expérimentale de la mort par la chaleur : dessiccation absolue, température de 100 degrés pendant trente minutes.

Et si l'animal allait reprendre vie, après cela ! « En présence d'un tel fait, fanfaronne Pouchet, j'anéantis cent expériences variées, qui cependant s'élèvent contre lui ; car, pour moi, un animal qui, dans ces circonstances, revivrait après un seul jour, pourrait revivre après un siècle. »

Doyère, moins grandiloquent, prépare ses animaux en silence. Il croit au succès. N'a-t-il pas, avec son étuve, dont Pouchet fait une sévère critique, élevé doucement la température jusqu'à 120 degrés ?

Les 17 et 24 mars 1860, après une année d'observations et d'expériences, Broca lisait à la Société de Biologie un rapport de 140 pages, qui concluait contre Pouchet : « Les Rotifères peuvent se ranimer après avoir séjourné quatre-vingt-deux jours dans le vide sec et subi, immédiatement après, une température de 100 degrés pendant trente minutes... Des animaux... amenés au degré de dessiccation le plus complet qu'on puisse réaliser dans l'état actuel de la science, peuvent conserver encore la propriété de se ranimer au contact de l'eau. » Décidément, Pouchet n'était pas plus heureux dans cette rencontre qu'il ne le sera, quatre ans plus tard, contre Pasteur, à propos des générations spontanées.

CE QUE SUPPORTENT LES REVIVISCENTS

Donc nos reviviscents supportent, une fois desséchés, 100 degrés pendant trente minutes ; imbibés d'eau, ils meurent pour des températures bien plus basses, 50 degrés environ. Mais alors, dans la nature, où le thermomètre monte souvent en plein soleil bien au delà ? Les mousses des toits, peuplées de Rotifères, sont-elles mouillées ? L'ardeur du soleil vaporise l'eau, ce qui abaisse la température, comme dans l'alcarazas et c'est seulement une fois les mousses desséchées que la température s'élève parfois au-dessus de 50 degrés, insuffisamment d'ailleurs pour devenir mortelle à l'animal sec. Tout ceci est admirablement réglé ! Du côté du froid, rien à craindre en nos régions : au laboratoire cryogène de Leyde, on a maintenu des Rotifères préalablement desséchés, pendant vingt mois, à 120 degrés, sans leur faire perdre leur pouvoir de reviviscence. Ainsi les marges de température entre lesquelles subsiste la matière vivante sont incroyablement écartées par la dessiccation.

Comme il est plus difficile d'avoir de bonnes expériences sur l'épreuve que le temps fait subir à cette curieuse propriété ! Il semble logique que de lentes altérations physico-chimiques modifient les tissus, malgré la dessiccation, et finissent par rendre impossible le retour des manifestations vitales... Mais notre individualisme et notre impatience de savoir se prêtent mal à de telles recherches. Passe encore de bâtir..., pense le savant, qui n'aime point mettre en œuvre des questions dont ses arrière-neveux auront la réponse. Et nous sommes bien peu renseignés : quelques essais sur les Rotifères trouvés dans des mousses sèches empruntées à des herbiers portant des dates précises de récoltes ; quelques expériences systématiques anciennes déjà. En 1860, Broca citait un cas de reviviscence après vingt-huit ans de dessiccation ; il souhaitait « une expérience décisive, qui exigera peut-être le concours de plusieurs générations d'observateurs ». En 1937, plusieurs générations ont passé ; et nous ne sommes pas plus avancés, que je sache. Nous ignorons même encore ce que vit normalement, d'une vie continue, de sa naissance à sa mort, un Rotifère ou un Tardigrade, qui pourraient peut-être dormir cent ans.

Il était plus aisé de renouveler fréquemment sur le même être des expériences de reviviscence et de chercher la limite de tolérance. Avec Spallanzani déjà, un Rotifère avait supporté douze jours de suite d'être réimbibé, puis, la vie active reprise, redesséché. Douze fois, c'est un minimum : car nos expériences, qui exigent un contrôle microscopique, sont effroyablement brutales à côté de celles que fait la nature : les mousses, où l'eau s'attarde si longuement, s'évaporant comme à regret, offrent des conditions qui semblent écarter tout péril.

L'ÉNIGME DE LA REVIVISCENCE

Maintenant que nous avons vu ce que nos animaux peuvent supporter sans avoir perdu la faculté de reviviscence, il faut nous demander quels sont les caractères de l'état où ils se trouvent, lorsque, secs, ils ont cessé d'avoir une vie active, étant capables d'en retrouver une après réimbibition. Sans vouloir soulever de discussion théorique, nous allons seulement comparer dans leurs manifestations cet état particulier, la vie normale et la mort.

La vie est mouvement, devenir ; elle est, sous l'apparente continuité, modification incessante de la substance vivante : un courant de matière, empruntée au monde ambiant par la nutrition, traverse l'être vivant ; sans le moindre arrêt, de l'énergie est dégradée dans le phénomène respiratoire. Aussi la vie est-elle soumise à la règle du temps. Les reviviscents sont immobilité, inertie absolue ; nul mouvement de matière perceptible pour nous. Selon l'expression de Broca, « le temps, pour ainsi dire, n'existe pas pour eux ». Quel contraste avec la vie !

Au contraire, de ce même point de vue, l'analogie est étroite, après dessiccation, entre les aspects et le comportement d'un Rotifère des mousses qu'une goutte d'eau rendra à la vie et d'un Rotifère banal des eaux, dont l'assèchement a marqué la fin.

La vie est organisation. Est-ce dans cette propriété qu'il faut chercher le mot de l'énigme ? Si nous comparons à l'état de vie Rotifères des mousses et des eaux, nous trouverons un agencement des organes, un fonctionnement identique.

Sans doute, il faut pousser notre enquête jusqu'aux dimensions cellulaires. Nous devons supposer une organisation cellulaire différente, lorsque la reviviscence est possible : une cellule normale est mortellement blessée par la dessiccation ; au retour de l'eau, tout y apparaît coagulé, désorganisé. Dans une cellule reviviscente, les constituants, en s'imbibant, restaurent l'organisation et retrouvent les propriétés merveilleuses de la vie... Pourquoi ? Nous l'ignorons, malgré de minutieux travaux. La science est impuissante actuellement à expliquer la reviviscence.

Elle s'est consolée de cet échec. Elle a relevé tous les cas de reviviscence : quelques animaux de plus grosse taille, appartenant au groupe des Vers, ont des propriétés analogues, de manifestations beaucoup moins frappantes.

Dans le monde végétal, les faits à rapprocher sont nombreux : outre les mousses, diverses fougères et des sélaginelles laissent la sécheresse tordre leurs feuilles qui présentent au soleil une face roussie ; mais elles s'épanouissent vertes et fraîches, au retour des jours humides. Enfin n'y a-t-il pas une analogie entre le sort des reviviscents et celui plus commun des embryons qui, dans les graines, se dessèchent (incomplètement, toutefois) et qui attendent, des années parfois, la venue de l'eau qui permettra la germination.

ACTUALITÉ

Ainsi, faute d'un progrès marqué, la science s'est momentanément écartée d'un problème qu'il lui faudra un jour ou l'autre reprendre... Mais elle ne néglige pas pour autant de recourir au besoin à ceux qui demeurent pour elle une énigme : hier encore, physiciens et chimistes ont fait, depuis la découverte de l'isotope de l'hydrogène, une large enquête sur les combinaisons où il peut être engagé. L'eau lourde ou eau dense, constituée à partir de cet élément anormal, y tient la première place : quelles allaient être les propriétés biologiques du composé nouveau, frère pesant de l'eau qui anime notre chair et qui paraît indispensable à la vie ? Un savant étranger, bravant des prédictions d'ailleurs sans fondement, buvait chaque jour, pour voir, 200 grammes de cette eau dense qui pouvait être un poison. N'était-il pas plus démonstratif de

recourir aux reviviscents : après dessiccation, les imbibant d'eau lourde, les verrait-on reprendre vie ? Pouchet, sans doute, eût répondu non. Et il se serait trompé là encore ; car, même dans les eaux denses les plus exemptes d'eau ordinaire, les plus proches du titre 100 pour 100, les Rotifères et les Tardigrades se réaniment ; l'eau lourde n'est donc pas abiotique. Mais comme on voit bien se traduire les caractères physico-chimiques du milieu nouveau, plus dense, plus visqueux, ralentissant les réactions chimiques ! A la vie trépidante du Rotifère normal s'oppose une somnolence alanguie : plus de nages éperdues, plus de déambulations, et par suite, faute de sport, plus de ces énormes festins... Dans l'eau lourde, les Tardigrades accentuent encore leur apathie habituelle... Mais enfin la vie, qui se traîne, subsiste... Et rien n'est désorganisé par le séjour dans l'eau dense. On peut à son tour l'évaporer. Voilà nos animaux desséchés une seconde fois et replacés en vie latente. L'eau, notre eau, légère, mobile, si prête à s'animer, leur rend tout : les mouvements, l'appétit et les joies. Et nous sommes renseignés sans conteste sur l'action biologique de l'eau dense. Peut-être, à son tour, en revanche nous apportera-t-elle un jour prochain les clartés qui nous manquent sur le phénomène de reviviscence.

LUCIEN PLANTEFOL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE MINISTÈRE BLUM ET LE REDRESSEMENT FINANCIER

Un gouvernement, quel qu'il soit, porte, durant toute sa carrière, la marque de son origine et le poids de ses premiers actes. Lorsque, sous la dure pression des faits, il est contraint de s'en affranchir, il est rare qu'il y réussisse complètement ; une hypothèque morale continue de peser sur ses destinées. Le ministère Léon Blum est né d'une coalition parlementaire et d'une formation électorale : il est à demi constitutionnel et à demi révolutionnaire, en ce sens qu'il tient compte des tendances de sa majorité parlementaire, tout en obéissant, de son propre aveu, au « ministère des masses ». Ses journaux répètent qu'il est issu d'un irrésistible mouvement populaire ; ils oublient que les élections de mai, tout en marquant un fléchissement à gauche, ont montré le pays divisé en deux moitiés sensiblement égales et que la moitié modérée serait majorité, si le suffrage n'était faussé par le plus absurde des systèmes électoraux. Et la coalition qui porte le cabinet, si elle n'a pas cessé d'être efficace au point de vue électoral, s'est révélée depuis longtemps boiteuse dés qu'il s'agit de gouverner : il n'y a à peu près rien de commun, que certains intérêts, entre le puissant groupe radical et les communistes qui mêlent leurs votes aux siens avec une ténacité dont ils entendent bien tirer rançon.

Le gouvernement du front populaire a réalisé, dans le domaine social surtout, un certain nombre de réformes, dont ce n'est point le moment de discuter la valeur intrinsèque, qui ont apporté aux ouvriers français, — que l'idéologie marxiste appelle « la classe ouvrière », — de substantielles satisfactions. Mais ces réformes sont nées au milieu d'une flambée de passion révolutionnaire, parmi les haines sociales et les désordres dans la rue ; elles en portent la marque et ont perdu de ce fait une partie au moins de la vertu

d'apaisement qui pouvait être en elles. Réalisées dans la passion, dans la précipitation, souvent dans l'improvisation, ces réformes n'ont pas été accompagnées des précautions d'ordre financier et d'ordre social qui en auraient rendu l'application plus facile. Sorties d'une idéologie et non pas fruit de l'expérience, elles n'ont cherché que trop tard à s'adapter aux nécessités de la production et aux possibilités financières. Au moment où les besoins de la défense nationale se sont trouvés accrus au point de rendre nécessaires d'énormes dépenses, le gouvernement s'est trouvé tout à coup dans un inextricable embarras de trésorerie. Brusquement, l'échéance que M. P.-E. Flandin et M. Paul Reynaud lui avaient annoncée, peu de jours auparavant, s'est présentée. Le gouvernement, bien qu'il n'ose pas en convenir, s'est trouvé à la croisée des chemins : d'un côté la pente rapide qui descend vers le gouffre, de l'autre le chemin difficile qui remonte la côte. Il a pris sa décision le 5 mars, au Conseil dramatique où furent arrêtées les mesures financières à prescrire d'urgence.

M. Léon Blum a déclaré à plusieurs reprises que son gouvernement était « national ». Il l'a été, en effet, quand il a soutenu, dans les conseils de l'Europe, la politique de non-intervention dans les affaires d'Espagne ; il l'a été lorsque, réalisant une dévaluation du franc douloureuse à la bourse comme à l'amour-propre des Français, il a lié la monnaie française à celles de l'Angleterre et des États-Unis. De cet acte découle toute sa politique extérieure et intérieure, car l'une ne saurait se séparer de l'autre. La politique française, — et c'est ce qu'elle pouvait faire de plus utile, — a évolué, sur le terrain financier comme sur le terrain international, en étroite liaison avec les gouvernements de Londres et de Washington : elle a ainsi consolidé la paix en même temps que le franc, mais elle a aliéné une partie de sa liberté. Ne nous en plaignons pas : tout engagement, en politique, comporte une certaine aliénation de la liberté de choisir et de se décider, et la France n'a pas l'habitude de considérer ses engagements comme chiffons de papier.

On a dit que le front populaire avait mis la politique française sous le protectorat de Londres. Ne chicanons pas sur les mots. Avec l'Angleterre et les États-Unis, nous ne nous sentons pas dépendants, mais amis. Il est bien vrai que les conservateurs anglais ont un penchant parfois trop prononcé pour les gouvernements d'extrême-gauche en France : mais, dans l'état actuel de l'Europe, ce goût, que l'on comprend facilement si l'on se place au point de vue britan-

nique, comporte d'heureuses conséquences jusque dans notre politique intérieure. M. Léon Blum, sous peine de catastrophe financière et internationale, est lié par l'accord tripartite du mois de septembre. En alignant le franc sur la livre sterling et le dollar, le gouvernement du front populaire s'est interdit *ipso facto* certaines escapades et certaines expériences ; il s'est obligé à être raisonnable, et c'est ce qu'une partie de ses amis ne comprennent pas ou n'admettent pas. Le champ de ses divagations économiques est limité par les conséquences financières et monétaires de ses actes. Et de même le champ de ses initiatives intérieures est circonscrit par la nécessité de ne pas offrir à des voisins agiles d'occasions trop tentantes ; et ce danger, on sait au besoin nous le rappeler discrètement de Londres. M. Léon Blum, le 5 mars, pouvait avoir dans une mesure assez étroite le choix des moyens, il n'avait pas le choix de la direction. Il était le prisonnier de ce qu'il a fait de pire, le profond désordre né de sa politique, et de ce qu'il a fait de mieux, la solidarité monétaire avec l'Angleterre et l'Amérique (1).

Il fut donc décidé, à ce Conseil historique, que l'accord tripartite restant la base de notre politique monétaire, le recours au contrôle des changes demeure exclu. Le fonds d'égalisation des changes sera géré par une Commission où siégeront, outre M. Labeyrie, gouverneur de la Banque de France, M. Rist, M. Baudouin et M. Rueff ; ils s'efforceront d'assurer la stabilité des prix et la sécurité du commerce ; ils surveilleront le marché des rentes. L'achat et la vente de l'or redeviennent libres ; la Banque l'achètera au cours du jour sans justification d'identité. Au point de vue budgétaire, le gouvernement s'interdit toute dépense nouvelle, sauf pour le relèvement des petits traitements des fonctionnaires ; il n'y aura ni dépenses imprévues, ni dépassements de crédits. Les engagements de trésorerie seront réduits de six milliards. Aux dépenses nécessitées par la Défense nationale, il sera fait face au moyen d'un grand emprunt qui sera émis sans délai. Ainsi s'opérait d'un coup un important revirement de la politique pratiquée depuis huit mois. Le but est désormais d'inspirer la confiance pour atteindre à l'équilibre. C'est un retour au bon sens et à la tradition.

(1) M. Blum a dit, quelques jours après le Conseil du 5 mars, qu'il aurait pu réprimer l'émigration des capitaux à l'étranger, mais il aurait fallu entrer « dans un système de contrôles et de contraintes qu'il n'est pas possible de limiter à son gré et que, par-dessus toute autre raison, le gouvernement estime incompatible avec les affinités et les nécessités de sa politique internationale ».

Le projet de loi comportant l'emprunt et réalisant la nouvelle politique a été discuté à la Chambre le 9 mars. Débat singulier où le président du Conseil ne répondit guère que par son silence aux orateurs dont la plupart apportaient, avec de sévères constatations pour le passé, l'appui de leurs groupes pour les besoins de la défense nationale. L'emprunt 4 1/2 pour 100 émis à 98 est garanti contre toute variation du change, la valeur du coupon étant liée à celle de la livre et du dollar.

Ce sont là des conditions très onéreuses pour le Trésor, dans lesquelles M. Paul Reynaud a montré l'inéluctable aboutissement d'une imprudente politique : « Ce qui est grave, aujourd'hui, c'est que le gouvernement est contraint d'épingler aux titres de l'emprunt une police d'assurance contre les risques d'une nouvelle dévaluation... Cet emprunt vous condamne à la sagesse. » M. Piétri rappela à M. Vincent Auriol ses vives critiques contre l'emprunt Caillaux de 1925 à garantie de change, que les socialistes ne votèrent pas. Ils ne votaient pas le budget, comment auraient-ils voté un emprunt ? « Je ne vous ferai pas l'injure gratuite, dit M. Piétri, de supposer que vous puissiez reprendre contre ceux qui vous auront aidé dans une période critique la politique de l'inquisition et de la contrainte. » M. P.-E. Flandin montra avec force que la question politique commande le système financier. « La question est aujourd'hui posée de savoir si, oui ou non, vous serez capable de maintenir, selon vos propres expressions, la paix civile, la concorde civique, et de faire collaborer toutes les catégories sociales dans l'ordre et l'intelligence réciproques. Si vous n'en êtes pas capable, ne mettez pas au compte des autres la responsabilité des difficultés que vous aurez vous-même créées. » Quant au président du Conseil, sous prétexte de ne pas s'engager dans un débat politique et de se borner à assurer le vote d'une mesure « nécessaire non à lui, mais au pays », il esquiva tout engagement pour l'avenir et toute parole qui pût paraître un reniement de ses actes antérieurs et qui fût susceptible d'inquiéter ses amis socialistes et communistes qui acceptent bon gré mal gré une N. E. P. financière, mais rejettent toute N. E. P. politique, comme si la solidarité de l'une et de l'autre n'était pas évidente. Le projet fut voté à la Chambre par 470 voix contre 46.

Au Sénat, le 10, le gouvernement entendit les fermes conseils de M. Caillaux, porte-parole de la presque unanimité de la Haute-Assemblée. « Ce que nous voulons, c'est un programme. Cet emprunt

que nous allons émettre ne doit être que le début de l'exécution d'un plan général d'action. Sinon, il ne signifie rien, ou il signifie une chose extrêmement dangereuse : vous épuiserez les facultés de la nation en faisant appel à l'épargne sous des formes trop séduisantes. Il ne vous restera rien demain pour aller au delà de ce que vous aurez demandé aujourd'hui. Il faut que vous preniez une attitude nette. Certes, vous avez déjà pris position à cette tribune, mais je suis là pour vous amener à préciser encore. Il faut, je le répète, que vous preniez une attitude catégorique à l'égard des dépenses autres que celles qu'exige la défense nationale. » Vains efforts. M. Blum se déroba à tout engagement d'ordre politique, et, tandis que, ce même jour, son journal, *le Populaire*, insistait pour la préparation des nationalisations, lui-même déclarait que, pas plus que les dépenses de défense nationale, les dépenses imposées par les réformes sociales ne peuvent être arrêtées ni comprimées. L'emprunt était cependant voté à l'unanimité, moins une voix, mais le Sénat avait posé des conditions dont on est en droit d'espérer qu'il se constituera le gardien vigilant.

L'emprunt, que toutes les hautes autorités sociales, depuis le Président de la République jusqu'à l'épiscopat, ont recommandé aux citoyens français, a été émis, pour la première tranche de 5 milliards, le 12 mars, pour la seconde le 16 ; il a obtenu un plein succès ; la souscription a été close en quelques heures. Sans doute les conditions très avantageuses offertes aux capitaux ont-elles contribué à attirer les souscripteurs ; mais aussi gardons-nous de sous-estimer l'élan patriotique qui a porté la petite épargne, pourtant si éprouvée, à faire confiance au crédit de la France. De telles manifestations de vitalité et de capacité financière étonnent toujours ceux qui, à l'étranger, s'obstinent à méconnaître les ressources et la merveilleuse bonne volonté du public français. Observons cependant d'abord que l'emprunt est souscrit, mais n'est pas encore classé, c'est-à-dire que les banques, en France ou à l'étranger, ont souscrit de gros paquets de titres qu'il s'agit de placer dans la clientèle. Ensuite que, comme le remarque le *Times*: « Jamais la France n'a émis un emprunt semblable ; à prix égal, on ne trouverait pas dans le monde entier, à présent, des titres dont la valeur théorique fût du même ordre de grandeur. »

Mais, après ? De quel côté penchera le gouvernement ? Tentera-t-il de continuer un jeu d'équilibre entre les deux fractions de sa majorité ? M. Blum n'a pas promis un changement de politique,

mais il s'est engagé à donner à l'industrie française, qui a tant de peine à s'adapter aux nouvelles conditions de la production et qui n'y réussit pas toujours, le bénéfice d'une « pause ». M. Frossard, qui est loin d'être un homme de droite, reconnaît, dans un article de *l'Homme libre* du 15, que le gouvernement a opté : « Il n'a pas hésité, au risque de paraître s'infliger un désaveu, à faire un repli stratégique. Il a pris des décisions qu'il doit maintenir, car tout n'est pas encore sauvé. Il a ajourné la réalisation de réformes certainement excellentes par leur principe, mais coûteuses. Il a promis à l'économie française de lui donner le temps de souffler et de s'adapter au nouvel ordre des choses. Il a, non sans courage, entonné à son tour l'hymne à la production et proclamé que le travail seul est la source de toute véritable richesse. Il a placé l'intérêt général au-dessus de l'intérêt de parti. » Le choix est fait, il n'y a plus moyen de reculer.

Mais le même M. Frossard ne disait-il pas, deux jours plus tôt, que sur huit millions de salariés, cinq adhèrent à la C. G. T. ; que, par conséquent, « la grève générale n'est plus un mythe sorélien, et qu'aucune majorité, aucun gouvernement ne pourra gouverner en France contre la C. G. T. » ? Mais ne pas gouverner contre la C. G. T., est-ce l'équivalent de : accepter les directions de la C. G. T. et se plier à ses exigences dans tous les domaines, même celui de la politique extérieure ? Un gouvernement parlementaire peut tenir compte des vœux de tout groupement organisé de citoyens français dans le domaine où ses intérêts sont engagés, mais il ne peut admettre la mainmise sur l'État républicain d'un organisme corporatif quelconque, pas plus que d'un parti organisé et armé, car cela c'est la définition même de ce fascisme que l'on prétend combattre. Et la C. G. T. elle-même, qui la dirige et inspire ses décisions ? Sont-ce ses chefs officiels, ou bien eux-mêmes sont-ils débordés et obéissent-ils aux impulsions des éléments énergiques, français ou étrangers, anarchistes ou trotzkistes, qui la noyautent ? A cette question, les incidents sanglants de Clichy apportent une réponse. A qui fera-t-on croire que ce soit par une simple coïncidence que l'émeute communiste s'est déclenchée au lendemain même du succès de l'emprunt, à l'heure où le gouvernement avait à décider l'orientation de sa politique de demain ? Il s'agit d'une épreuve de force révolutionnaire, d'une manœuvre pour reprendre en main un gouvernement qui cherchait à s'affranchir, ou pour le briser.

LE DRAME DE CLICHY ET SES CONSÉQUENCES

Qui sème le vent récolte la tempête. M. Léon Blum, chef du parti socialiste français, en prenant le pouvoir au mois de juin, ne s'est pas comporté comme le chef parlementaire d'une coalition des partis vainqueurs aux élections, mais comme le chef révolutionnaire des masses ouvrières dont il a toléré les actes illégaux. Il s'est flatté que son prestige personnel et les réalisations qu'il a apportées dans l'ordre social suffiraient à faire rentrer dans l'ordre les éléments dont l'agitation servait sa politique et favorisait son hégémonie personnelle sur ses alliés radicaux. C'était mal connaître la loi des révolutions et la logique des foules. On ne fait pas à l'illégalité sa part : on ne pose pas de bornes à la violence. L'homme d'État qui s'en est servi est condamné, en vertu d'une sorte de Némésis, à se séparer un jour des éléments extrémistes, et il est rare que cette opération puisse se faire autrement que par la force. Ceux qui portent alors la responsabilité du sang sont les chefs politiques qui n'ont pas su compter avec l'indiscipline de leurs troupes et les surenchères de leurs subordonnés. Même si l'on peut tabler, dans une certaine mesure, sur le bon sens des ouvriers authentiques, il existe, en dehors d'eux, dans une agglomération comme celle de Paris, des dizaines de milliers d'individus en rupture de ban, étrangers, Africains qui n'attendent que l'occasion du meurtre et le signal du pillage. Contre ceux-là, un jour ou l'autre, c'est la force qui doit intervenir. La « pause » acceptée par M. Léon Blum offrait aux fauteurs de troubles, à tous ceux qui le trouvent trop lent à réaliser leurs vœux, trop enclin à tenir compte des intérêts du pays et de sa grandeur, une occasion trop bonne pour qu'ils ne la saisissent pas.

La futilité du prétexte prouve la préméditation du coup. La section du parti social français de Clichy offrait à ses adhérents et à leurs familles une soirée récréative, la représentation d'un film ; elle avait loué à cet effet, pour la soirée du 16 mars, la salle de l'Olympia ; le ministre de l'Intérieur avait autorisé la réunion qui n'avait aucun caractère politique. Il n'a jamais été question que le colonel de La Rocque, chef du parti, dût y assister. Lorsque, après le drame, la police fit sortir les spectateurs et les familles, elle ne trouva, sur plus de 150 personnes, que deux armes. Donc, nulle provocation, nul insigne : le simple et élémentaire exercice du plus légitime des

droits. Ce fut pourtant le prétexte que les socialistes et les communistes saisirent pour une grande manifestation. Avec l'autorisation du député maire de Clichy, M. Auffray, socialiste qui se sent menacé par la poussée communiste, un cortège devait défiler dans les rues de la ville. *Le Populaire* invitait ses amis de Paris à s'y rendre ; le mot d'ordre était partout donné. Les tracts distribués avaient répandu le bruit que « La Rocque, chef des fascistes », devait venir à Clichy. La police avait pris ses précautions. La manifestation rouge devait se dérouler sans passer à proximité du cinéma où étaient réunis les membres du parti social français. A un moment donné, dans des conditions que l'enquête n'a pas encore révélées, une masse de manifestants changea de direction et vint brusquement attaquer les agents et les pelotons de la garde mobile qui assuraient la protection du cinéma. Comme toujours, les forces d'ordre firent preuve de sang-froid et de discipline ; mais, en état de légitime défense, assaillies par toute sorte de projectiles, elles ripostèrent. Le chef de cabinet de M. Blum, accouru avec M. Dormoy, ministre de l'Intérieur, tomba grièvement blessé en essayant courageusement de s'interposer. Il y eut, tant parmi la police et les gardes que parmi les assaillants, plus de deux cents blessés ; quatre manifestants étaient tués et un cinquième mourait de ses blessures. Force était restée à la loi.

Le président du Conseil venu à l'hôpital Beaujon contemplait avec désespoir ce bilan tragique. Lui non plus « n'avait pas voulu cela ». Pourtant, lui aussi était responsable de « cela ». Ce sont toujours les ministres d'extrême-gauche qui en sont réduits à verser le sang. Les victimes sont à plaindre ; mais quelle n'est pas la responsabilité de ceux qui les ont dirigées et qui les ont armées ? Les extrémistes avaient voulu, au lendemain du succès de l'emprunt et des déclarations « libérales » de M. Léon Blum, mettre le gouvernement en présence des forces populaires insurgées et l'obliger à prendre parti. De même que sur le terrain financier, le gouvernement a fait dans la rue ce qui est le devoir élémentaire de tout gouvernement ; il a défendu la liberté de réunion, sans laquelle il n'y a pas de régime démocratique, et il a soutenu la police et les forces d'ordre. Ce sont là des actes qui engagent le présent et l'avenir.

On dit que le premier mouvement du président du Conseil fut de donner sa démission ; il comprit qu'en face des tragiques conséquences de sa politique, son devoir était de rester et de

prendre ses responsabilités, si douloureuses qu'elles pussent lui paraître. En le faisant, le ministère a pris parti.

Le lendemain, les agitateurs de la C. G. T. décidèrent, à l'insu, dit-on, de M. Jouhaux, une grève générale de protestation qui fut limitée à une matinée. Les services des transports en commun, à l'exception des chemins de fer, s'arrêtèrent. Les ouvriers de l'Exposition abandonnèrent les chantiers. Ainsi, après le drame de Clichy, une double démonstration était faite. La première c'est que les forces révolutionnaires, contrairement à la loi, sont armées. La seconde, c'est que, sur l'ordre d'agitateurs qui ne sont même pas les chefs de la C. G. T., la grève générale peut être déclenchée et la vie nationale entièrement paralysée. Ainsi la question est posée entre les « masses » et le gouvernement qui prétendait les représenter. MM. Thorez et Duclos ayant, dans un communiqué, déclaré qu'ils avaient, au cours de leur entrevue avec le président du Conseil, protesté contre « les agissements des chefs de la police », demandé la dissolution des ligues factieuses, le châtiment des responsables, des mesures « pour faire passer le souffle républicain dans les cadres de la police », M. Blum fit savoir que « ce communiqué ne répondait ni au fond ni à la forme de l'entretien que MM. Thorez et Duclos avaient eu le matin avec lui ».

Sans doute, le gouvernement cherchera à donner quelques satisfactions à ses amis de la première heure ; n'est-ce pas en effet sur ses propres troupes électorales que la police a été contrainte de tirer ? Sans doute encore les communistes cherchent-ils à établir une impossible distinction entre la police, que le gouvernement n'a pas désavouée, et ce même gouvernement, et déclarent-ils qu'ils restent plus que jamais fidèles au front populaire, la fissure n'en subsiste pas moins et elle ne peut que s'élargir. La question n'est plus au parlement, elle est dans la rue, et, si le gouvernement avait la faiblesse de faire des concessions au désordre, il s'exposerait à une rupture avec le grand parti radical dont l'attitude, au cours des derniers événements, a été très nette. Le président du groupe, M. Campinchi, a fait, au lendemain du drame, des déclarations très fermes à la délégation des gauches. « Un parti, a-t-il dit en substance, fût-il le parti social français, dès l'instant où il ne sort pas du cadre de la loi, doit pouvoir revendiquer la liberté de réunion » ; il ajouta que le moment lui paraissait venu, pour un gouvernement qui est attaqué surtout par ses « amis », de prononcer à l'égard de la classe ouvrière « les mots grands et forts » qui s'imposent. Et il a montré dans les abus de

pouvoir et les menaces du syndicalisme l'origine de tous les fascismes d'Europe. La liberté du travail a été violée, dans la grève du 17 mars, pour des fins politiques.

Or, si importantes que soient les questions d'organisation du travail et des salaires, elles ne sont pas toute la vie d'une nation. Le propre du système démocratique et parlementaire qui légalement nous régit est que les citoyens, en tant qu'électeurs, peuvent exercer leur influence sur le gouvernement, par l'intermédiaire de leurs élus, mais que le gouvernement, responsable devant le parlement, reste maître de ses actes. C'est la doctrine que représente le parti radical-socialiste. Son président, M. Daladier, ministre de la Guerre, a pris l'utile initiative de créer une vaste confédération des classes moyennes qui, en France surtout, représentent une fraction très importante, laborieuse et épargnante de la nation. Parlant le 21 à Maromme (Seine-Inférieure), il a revendiqué pour les classes moyennes « le droit à la vie et au bien-être ». La France, a-t-il dit, « est résolument opposée à toute dictature, qu'elle soit d'un homme, d'un parti ou d'une classe » ; elle veut « la liberté pour tous les citoyens qui respectent ses lois ». Quant à « la classe ouvrière, ce ne serait pas la servir que de la laisser entraîner par des éléments irresponsables vers la dangereuse chimère que le pouvoir doit bientôt lui appartenir et à elle seule. Servir la classe ouvrière, c'est d'abord lui dire la vérité ». On veut faire des Français un peuple de paresseux, de petits fonctionnaires et de pêcheurs à la ligne, alors qu'ils aiment l'initiative, le travail et l'audace. Mais, sans une production intense, comment pourrait-on faire vivre les industries qui nourrissent les ouvriers ?

M. Herriot disait récemment : « Si nous voulons entretenir avec les autres nations cette liberté des échanges qui est un gage de paix, il faut que le travail national paie les produits du travail étranger. Une politique de paresse qui ouvrirait nos frontières à des importations massives, sans la contre-partie de l'exportation, nous appauvrirait peu à peu de notre substance, nous ruinerait et nous livrerait à de plus forts. Le travail concerté de tous est nécessaire au bien-être de chacun. Dans un pays comme le nôtre où les transitions d'homme à homme sont insensibles, où la fortune est aussi morcelée que la terre, le travail est le lien le meilleur pour réaliser cette fraternité qui est déjà dans nos mœurs et qui devrait nous permettre de réaliser les progrès sociaux sans violence, dans le calme de la loi. »

M. Spinasse, le malencontreux ministre de la Production nationale, a dit lui-même, à Guéret, le 21 : « Il faut accroître la production.

Si la loi de 40 heures se traduisait par une augmentation du prix de revient, ce serait un coup mortel à l'expérience. Il faut donc que l'épargne apporte de nouveaux capitaux à l'économie française pour lui permettre de modifier l'outillage. » Ainsi, dans les régions gouvernementales, un vent de prudence et de sagesse commence à souffler. Mais M. Thorez, aux funérailles des victimes de Clichy, a tenu, au nom des communistes, le langage le plus violent. Il n'admet aucun terme, aucun délai, à la satisfaction des « exigences » du prolétariat. Si le ministère ne réalise pas lui-même le gouvernement selon les ordres du parti communiste, c'est contre lui que se fera la révolution. De telles paroles présagent, pour un proche avenir, des troubles auxquels il faut que M. Léon Blum s'attende et se prépare. Peut-être, s'il se montre énergique et résolu, est-il encore en son pouvoir de les éluder. S'il ne veut pas voir se renouveler, dans de plus larges proportions, les scènes tragiques de Clichy, il n'a plus une heure à perdre ni une hésitation à garder. S'il ne prend pas maintenant les mesures nécessaires, il ira à des batailles dans les rues et, si le désordre l'emportait, à l'invasion étrangère.

Mais, dans toute l'Europe, le communisme subit un recul qui paraîtrait beaucoup plus marqué, si la guerre d'Espagne était terminée. Et encore ses chefs ont-ils grand soin de dissimuler, surtout en Occident, que la dictature est le procédé de révolution du communisme et qu'elle survit, comme il arrive en Russie, au communisme lui-même. Le cataclysme communiste est sorti, en Russie, de circonstances particulières, dont la Grande Guerre n'est pas la moins importante, mais il ne pourrait s'acclimater dans aucun autre pays d'Europe. L'admiration naïve que le système marxiste tel qu'il est appliqué en Russie inspirait à quelques Occidentaux a été, ces temps derniers, singulièrement ébranlée par de curieuses résipiscences : celle de M. André Gide, dont l'imagination avait naguère enfanté de toutes pièces un paradis soviétique, n'a pas été la moins remarquée ; il exhale aujourd'hui l'amertume de ses déceptions ; ce régime de compression, cette idolâtrie d'un homme répugnent à l'individualisme irréductible de son esprit : « Je doute, écrit-il, qu'en aucun autre pays, fût-ce dans l'Allemagne d'Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé... » M. Roland Dorgelès est encore plus sévère : « C'est à la fois le régime de la misère, de la crasse et de l'oppression. » Sir Walter Citrine a désabusé les Anglais, et plusieurs ouvriers français, revenus de Moscou, travaillent courageusement à éclairer leurs compatriotes. Le Pape vient d'adres-

ser à la chrétienté une encyclique où il montre avec force l'incompatibilité du communisme matérialiste et païen avec la civilisation chrétienne. A la croisée des chemins, la France, malgré quelques mauvais bergers, ne se laissera pas abuser. Le communisme, en temps de paix, n'a aucune chance de s'acclimater chez nous.

MORT DE SIR AUSTEN CHAMBERLAIN

Nous ne terminerons pas cette chronique sans apporter au grand homme d'État britannique, au grand ami de la France qui vient de mourir subitement le 16 mars, l'hommage attristé de la *Revue* et celui de son chroniqueur. Il y a six semaines à peine, sir Austen Chamberlain, de passage à Paris, venait à l'École des Sciences politiques où il avait été jadis étudiant et s'asseyait gaiement parmi les élèves pour écouter une leçon de M. André Siegfried ; c'était pour lui l'occasion de redire les raisons de sa confiance dans les destinées glorieuses du peuple français. Ce que fut, dans sa patrie, le rôle et l'influence du fils de Joseph Chamberlain, voué dès sa jeunesse aux affaires publiques, il faudrait de longues pages pour le dire. L'histoire jugera que sa gloire fut d'avoir compris, au moment où, après la guerre, la politique britannique s'éloignait de la France et s'appliquait à relever la puissance de l'Allemagne, que l'étroite solidarité franco-anglaise était la condition nécessaire de la paix et de la stabilité en Europe. Ministre des Affaires étrangères de 1924 à 1929, il chercha avec Aristide Briand à organiser une politique de coopération des Puissances continentales, y compris l'Allemagne, mais il ne concevait cette politique qu'en accord étroit avec la France et appuyée sur des forces militaires intactes. Il reconnut lui-même plus tard que, par la faute de l'Allemagne, cette tentative avait échoué, mais il n'en fut que plus ardemment convaincu que le salut de l'Europe est dans l'entente franco-britannique, et il eut la satisfaction, en ces dernières années, de voir l'Angleterre reconnaître la justesse de ses conceptions. La France sait aimer ceux qui la comprennent : elle regrette en sir Austen Chamberlain l'homme d'État britannique qui a le mieux pénétré son âme et qui, par là, a le mieux servi l'Europe et la paix.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

pa-
on
ues
nps

and
de
elui
per-
où
our
ion
du
du
bli-
que
rre,
uait
nco-
é en
rcha
des
vait
sur
que,
nis il
rope
, en
e de
elle
e qui
rope

C

ava
l'êt
d'a
cor
vill
tro
voy
ver
êtr
tal
est
Au
qu

à
pè
fal

LE PARRAIN

TROISIÈME PARTIE (1)

L'EXODE

Ce mariage, ce fut le triomphe des petites Ravelli, des « six grâces de Grasse » comme les avait surnommées M. Lipert. Mais le conservateur du musée Fragonard avait toujours été sensible à la beauté, et même il devait l'être professionnellement, tandis que cette beauté réunie, — d'ailleurs inégalement, — sur six visages plaisants et six corps bien faits avait eu le don d'agacer la population de la ville, soucieuse de plus de tranquille médiocrité. Elles étaient trop remuantes, trop agitées, trop mouvementées. On ne voyait qu'elles, non qu'elles multipliassent leurs allées et venues, mais parce qu'elles ne pouvaient faire un pas sans être remarquées. En groupe ou isolées, elles suscitaient inévitablement les commentaires. « Encore une Ravelli ! — Elle est jolie. — Vous trouvez ? Elles sont toutes pareilles. — Aussi jolies ? — — Oh ! vous savez, on les voit si souvent qu'on ne le sait plus. — Elle va acheter un costume de bain. — Pour se montrer un peu plus. — Ce ne sera pas désagréable à voir. — Elles feraient mieux, toutes, de s'occuper de leur père. — Que fait-il ? — Rien. Il chasse. Il laisse tomber sa fabrique... »

Quand le père décéda et quand on sut qu'il était ruiné,

Copyright by Henry Bordeaux, 1937.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars et 1er avril.

ce que les méchantes langues annonçaient dès longtemps, ce fut la curée. « Je l'avais prédit. — Et moi donc ! — Il courait à la faillite. — Il est mort à temps. — On va vendre Notre-Dame des Fleurs. — Évidemment. — Peut-être pour une bouchée de pain. — Probablement. — Le prix ne paiera pas les dettes. — Sûrement non. — Alors, que vont-elles devenir ? — Qui ? — Mais ce troupeau de filles. — Eh bien! elles feront comme tout le monde... Elles travailleront. — Au fond, ce qui leur arrive, c'est bien fait pour elles. — Pourquoi ? — Elles riaient tout le temps. — Où est le mal ? — C'est un mauvais exemple. La vie est sérieuse. — L'aînée s'occupait de la maison. — C'est encore la plus fière. — Et la plus belle. — Vous trouvez ? Oui, elle plaît aux hommes. — Et aux femmes ? — Pas du tout. — Elle est sage. — On le dit. — Vous ne le croyez pas ? — Sait-on jamais ? — Et les autres? — C'est tout pareil. — Enfin, on ne leur prête pas d'aventures. — Elles sont adroites. Elles savent cacher leur jeu. — Oh! s'il y avait quelque chose, on le saurait. Ici, on sait tout. — Pourquoi alors ne sont-elles pas mariées, au moins les plus vieilles ? — Les plus vieilles ? Elles ont l'air si jeune. — Mlle Sabine doit avoir trente ans. — On lui en donnerait vingt. — Vous êtes indulgent. »

Leur automobile provoquait aussi la malveillance. « Toujours du cent. — Mais non, du soixante. — Allons donc! La voi à disparue. — Il y a un virage. — Elles frisent l'accident. — Mais elles n'ont écrasé personne. — C'est un miracle. — Pas même une poule. — Parce que les poules se sauvent. D'ailleurs elles seront bien obligées de la vendre. — Vendre quoi ? — Leur voiture. Parce qu'elles sont ruinées. — C'est dommage. Une jeune fille au volant, j'aime ça. — Oui, mais six jeunes filles. — Elles conduisent à tour de rôle. — On dirait que c'est la même. Enfin, elles iront à pied. — Tant mieux. — Oui, n'est-ce pas, tant mieux. — Parce qu'on aura plus de facilité pour les regarder. — Vous voyez bien qu'elles font du cent. — Pourquoi ? — Parce que vous reconnaissez que vous n'avez pas le temps de les voir. »

En vérité, la ruine des Ravelli ne déplaisait pas à la ville. En province, on ne manque pas de s'intéresser aux déconfitures. La plupart, dans le Midi, sont causées par l'insouciance. Les insouciants ne méritent pas la compassion des économes.

Les fourmis ont toujours blâmé les cigales. Mais quand on apprit l'arrivée de ce nouveau venu, de cet Italien installé à la villa Sylvie qui venait batailler pour *les petites* sous le prétexte qu'il était le parrain de l'aînée, on commença par accabler l'étranger, puis l'on s'intéressa à la lutte.

« — Qu'est-ce donc que ce monsieur qui a passé la frontière ? Vous dites qu'il est le parrain de Mlle Sabine : pourquoi, alors, ne l'a-t-on jamais vu ? Un parrain, ça se connaît. —Il habite Gênes. — Qu'il y reste. — Il est armateur là-bas. Il commande une flotte. — Qu'il s'occupe de ses bateaux. — Il a une fortune immense. — Ah ! vraiment ? — Oui, c'est un personnage considérable. — Elles ont de la chance. — Il s'entend aux affaires. Il ne se laissera pas rouler. — Vous croyez qu'il évitera la liquidation judiciaire ? — Sûrement. — — Cette parfumerie, elle ne valait plus rien. — C'est le sous-directeur qui le prétend, parce qu'il veut l'acheter, avec une société. — Il désire profiter de la débâcle. Ma foi, tant pis si l'Italien est le plus fort... »

Et quand la partie fut gagnée et la fabrique cédée à un bon prix, l'opinion transformée se retourna du côté des six *petites* Ravelli ; pour changer une fois encore lorsque la nouvelle courut du mariage de M. Sollar avec Sabine. Personne ne releva la différence d'âge, personne ne plaida la cause de la jeunesse. C'était une chose imprévue, ou plutôt c'était la suite d'une intrigue savamment ourdie. « Voyez-vous, la mijaurée ! Elle faisait la petite bouche. — Elle est si belle ! — Je ne vous dis pas le contraire. Mais elle a mis la main sur un fameux sac. — Un sac ? — Oui, ce M. Sollar. Il est archi-millionnaire. C'est elle qui l'a fait venir. — Il est son parrain. — Un parrain inconnu. Elle a bien su le trouver. — C'est lui qui l'a demandée. — Allons donc ! Elles se sont mises toutes les six à le circonvenir : un sourire par ci, un compliment par là. Il a fini par céder. Les hommes sont si bêtes ! — Il aura une femme charmante. — Il en aura six. — On n'en épouse qu'une. — Elles ont toujours vécu en tas. Elles continueront. — Vous croyez ? — Vous verrez : elles l'accompagneront à Gênes. — C'est dommage. Leur présence mettait de la gaieté dans la ville. — Elles dérangeaient tout le monde. — Agréablement. — Non, comme ces disques qui jouent des valses à n'en plus finir et qui donnent envie de crier : assez... »

Mais on ne boude pas longtemps le succès. Le jour du mariage, — un mardi de juin miraculeusement beau, comme ces jours d'été si remplis de soleil, sur la Côte d'Azur, qu'il n'y a plus de place pour les ombres, — tout Grasse voulut assister au défilé du cortège. Les pentes du Roquevignon où la ville est bâtie étaient comme recouvertes, à cette heure chaude, d'une buée transparente qui atténuait les couleurs et qui n'était que la diffusion de la lumière poudrant d'or les objets et ne leur laissant plus leurs contours trop nets. L'ancienne cathédrale vénérable et portant le poids des âges était envahie par la foule qui débordait aux abords et remplissait la vieille rue Gazan. Les gamins criaient de joie, sans savoir pourquoi, comme les moineaux piaillent. Les femmes s'étaient mises en frais de toilette, pour ne pas paraître trop inférieures au spectacle qu'on attendait, et les hommes, qui s'étaient rendus libres pour la circonstance, — mais dans le Midi pour quelle circonstance ne se rendraient-ils pas libres ? — s'apprêtaient à comparer les six filles du père Ravelli que tant de jeunes gens avaient oublié de demander en mariage. Elles devenaient de grandes vedettes. On ne laisserait pas moisir longtemps dans le célibat les cinq sœurs de la mariée. L'exemple donné par cet étranger serait contagieux. Et de quel droit venait-il d'Italie pour emporter une si belle fille ?

Les automobiles furent bientôt signalées. Elles prenaient la rue du Cours et son prolongement, la rue Droite. Elles entraient dans la rue Gazan encombrée. A cause du deuil récent, le cortège serait court. Des parents rapprochés, la vieille tante Amélie, revenue du Maroc avec une décoration, au bras de M. Lipert que Césarine avait imposé, des personnes de Gênes, importantes et dignes comme si elles portaient les destins de l'Italie nouvelle, enfin les demoiselles d'honneur avec leurs cavaliers, cinq couples pour lesquels M. Sollar avait mobilisé de beaux officiers de la marine royale et de la marine marchande, en grands uniformes, sauf M. Rupert Gardane, réclamé par Carmosine qui était décidée à prendre dans son cœur la place de l'aînée. Laquelle préférer des cinq sœurs ? Elles portaient de longues robes de style en organdi brodé blanc. Avec leurs grandes capelines souples en bakou blanc dont un ruban cyclamen faisait le tour pour retomber dans

le dos, elles ressemblaient à un vol de mouettes battant des ailes ou à ces tableaux anglais qui représentent des bergeries. A la main, elles tenaient des bouquets ronds à la mode romantique de 1830, composés de pois de senteur dégradés du mauve au violet, mauve rose au centre et violet sur les bords. Elles étaient heureuses, elles riaient, elles offraient une vision de fleurs et d'oiseaux, de neige et d'aurore, et toute cette grâce du matin qui annonce le plus beau jour.

Mais le plus beau jour suivait de près. Sans père ni frère, sans oncle ni cousin germain, sans vieil ami dévoué de la famille, la mariée était conduite à l'autel par le fiancé. C'était une dérogation exceptionnelle aux usages, ce qui ne manqua pas d'être blâmé : « Voyez comme ils se singularisent ! » En habit et gilet blanc cravaté du ruban vert de commandeur des Saints-Maurice et Lazare dont la croix blanche retombait sur le plastron, et qui est le plus ancien ordre d'Italie, de la même taille que l'épouse, c'est-à-dire assez grand, bien fait quoique un peu fort, le buste droit, le visage complètement rasé et redressé, les yeux au regard direct, des yeux un peu usés par la vie, mais qui par là même sont devenus plus humains, ayant vu et compris tant de choses, Benito Sollar, malgré ses cheveux grisonnants, un commencement de pesanteur et ce teint un peu brouillé qui accuse les années, ne portait point son âge, et les jeunes filles groupées dans l'église pour détailler le cortège qui le dévisageaient avec plus ou moins de prévention eussent, pour la plupart, volontiers pris la place de Sabine, l'estimant séduisant, de bonne tournure, d'aspect sympathique, et surtout donnant l'impression de la puissance, du rang, et de la fortune.

Mais elles le quittèrent aussitôt pour se rallier à la curiosité universelle. Sabine totalisait l'attention des assistants. Sa robe de noces était de crêpe romain tombant en plis un peu lourds que sa sveltesse et le déploiement de son corps souple aux longues jambes allégeaient. Le voile de tulle entouré de dentelles, mis à l'espagnole en arrière, laissait l'encadrement des cheveux noirs donner tout son relief au beau visage régulier de vierge florentine. Elle tenait appuyée contre elle une grande gerbe de roses blanches entremêlées de lys et d'arums qui semblait émaner de sa personne comme

les rayons vivants de sa blancheur. C'était une vision de grâce achevée, parfaite et naturelle ensemble, l'œuvre d'art qui respire et qui marche, qui a échappé aux peintres et aux sculpteurs pour se mouvoir dans l'air libre et transparent. Sabine s'avançait dans la nef centrale, intimidée devant la foule, se sachant admirée et doutant seule d'elle-même. Le bonheur d'être belle ne lui suffisait pas.

Un murmure flatteur l'accompagnait, comme la houle sourde de la mer accompagne le haut voilier sur les eaux. C'est un vieux pays que cette langue de terre méditerranéenne devenue par le baptême des étrangers la Côte d'Azur. Mais les étrangers se sont contentés de défigurer les rivages avec les casinos, les hôtels, les villas et les plages. Ils n'ont pas pénétré à l'intérieur. Les collines qui se succèdent jusqu'aux monts de l'Estérel et à la barrière des Alpes portent, comme aux temps anciens, leurs villages colorés, pareils à des bastions chantants, leurs vignes, leurs bois d'oliviers et leurs bois de pins. Elles ont gardé leur sauvagerie mesurée, leur gentillesse un peu farouche, leur souvenir d'un passé de luttes et de fêtes locales, leurs sanctuaires. Elles ressemblent à ces paysages de Toscane ou d'Ombrie que le flot des visiteurs n'a pu altérer. Et la race, sous le vernis du soi-disant progrès et sous les attaques électorales qui la corrompent et l'avilissent, a gardé sa saveur, son pittoresque, son amabilité foncière. Comme la race grecque, elle est demeurée sensible à la beauté. Ainsi la marche nuptiale de Sabine dans la cathédrale fut-elle un triomphe.

Elle écrasait à peine de ses petits pieds blancs les pétales dont le chemin était pavé jusqu'à l'abside. Car les employés de Notre-Dame des Fleurs, malgré la vente de la fabrique qui les séparait des Ravelli, lui avaient ménagé cette surprise : ils avaient cueilli dans les jardins les roses poussées trop tard pour être utilisées et portées aux alambics. Il y en avait assez pour lui faire un tapis odorant et doux. Quand elle s'en aperçut, elle adressa à la ronde un sourire qui s'en alla répandre la joie comme ces pointes de lumière qui traversent les vitraux. Décidément, tout le monde était bon pour elle, tout le monde l'aimait. En un jour elle recevait la récompense de son dévouement quasi maternel. Ses sœurs, le matin, l'avaient embrassée avec une tendresse refleurie. Et voici

que la population tout entière, dont elle avait deviné trop souvent l'antipathie jalouse, lui manifestait de l'amitié, la prenait pour reine. Était-elle donc si heureuse ? Alors pourquoi cette gêne qui l'oppressait, comme si elle gravissait une pente trop dure ? L'homme qui la conduisait l'avait couverte de bijoux. Il lui avait commandé cette robe magnifique et offert ces dentelles sans prix venues de sa famille. Elle habiterait avec lui un palais de marbre et serait auprès de lui la maîtresse de la mer que ses vaisseaux parcouraient. Lui-même n'était pour elle que protection, courtoisie, adoration. Elle aurait tant voulu l'aimer. Et elle avait l'impression de n'être qu'une remplaçante, la remplaçante de sa mère, la remplaçante de cette Sylvie dont il avait retrouvé le culte.

Tandis qu'elle gagnait l'autel dans la faveur générale, elle revoyait Éliézer auprès de la margelle du puits, demandant à Rébecca de le suivre pour rejoindre un beau jeune homme qui serait son époux. Or, elle épousait Éliézer. Le beau jeune homme ne viendrait jamais. La jeunesse n'appellerait jamais la jeunesse. Elle allait promettre et jurer sa fidélité éternelle.

Et Benito Sollar, dans le même instant, enorgueilli de mener à son bras une femme ainsi adulée par la foule, songeait pourtant : « Il y a trente ans, j'aurais ainsi conduit Sylvie. Elle m'a donné Sabine à sa place... »

Il n'y avait pourtant pas erreur sur la personne lorsqu'ils échangèrent leurs anneaux. C'était bien Sabine, au visage pur et au corps allongé et voluptueux des femmes de Botticelli, qui lui était donnée pour toujours. C'était bien avec Sabine qu'il acceptait de vieillir. Il n'éprouvait aucun remords d'accepter aux abords de la vieillesse une offrande aussi disproportionnée. Lui qui se montrait si généreux dans le cours normal de la vie, dont la bonté était populaire dans ses bureaux et parmi ses équipages, bien qu'elle fût tempérée par une fermeté résolue qui savait conjurer toute faiblesse, lui qui fut si délicat et patient vis-à-vis de sa mère, dont il avait subi le joug prolongé et autoritaire au point de lui sacrifier son bonheur, il n'hésitait pas à s'accorder cette compensation. A son amour tardif correspondrait ou ne manquerait pas de correspondre l'amour de cette jeune fille sacrifiée, elle aussi, sacrifiée à ses sœurs, et qui s'épanouirait dans le mariage. Il ne mettait pas en doute son pouvoir de distribuer la félicité.

Cependant, il n'était pas fat, mais, comme les hommes et les femmes qui avancent dans la vie, il attachait une importance démesurée aux choses pratiques, situation, place, honneurs, biens meubles et immeubles, puissances terrestres et agréments matériels. Tant de jeunes gens sont pareils aux vieillards sur ce point ! Que n'épousait-il Alexandrine ou Césarine, plus avides de satisfactions tangibles ?

Pieusement agenouillée, Sabine adressait au Seigneur cette prière : « Mon Dieu, j'ai accepté de devenir la femme de mon cher parrain. Faites que je sois pour lui une compagne attentive, dévouée et tendre. Faites que je sois digne de lui, à la place où il va m'élever. Faites que je continue à garder mes sœurs et qu'il tienne parole à leur endroit, car il m'a promis de les emmener avec nous. Je lui donne ma jeunesse et toute ma vie. Mais je n'ai pas d'amour. J'aurais tant voulu aimer ! Alors, remplissez ce cœur trop sensible d'un sentiment qui soit aussi fort et qui me facilite tous mes devoirs envers mon mari... »

A la sacristie, Martine, que la couleur de ses cheveux blonds classait à part parmi les demoiselles d'honneur, s'approcha de son aînée et l'embrassa avec une ferveur toute filiale :

— Je t'aime bien, tu sais, lui murmura-t-elle à l'oreille.

— Oui, je sais.

— Je voudrais tant que tu sois heureuse.

— Je le serai.

— Ah ! je suis contente.

Car Sabine avait prononcé avec autorité ce : *Je le serai.* Mais elle ajouta :

— Le bonheur, vois-tu, c'est d'accepter la vie bravement.

Alors le front de la cadette se rembrunit. Ce n'était pas cette interprétation qu'elle avait donnée.

M. Lipert, le galant conservateur du musée Fragonard, radoubé et rafistolé par une cure thermale et de savants massages, la façade remise à neuf comme ces maisons que la vigilance urbaine oblige à repeindre pour ne pas contrister les touristes, déployait ses grâces devant Césarine qui avait remplacé l'aînée dans ses projets et ses attentions. Mais son sens artistique avait été trop ébranlé par le spectacle de l'épouse montant la nef centrale de la cathédrale pour qu'il n'éprouvât pas le besoin d'en faire part à sa partenaire :

— Un tableau inoubliable. La Vénus sortant de la mer de Botticelli. Votre sœur est miraculeuse.

— Et moi ? réclama Césarine impatientée.

— Vous aussi, naturellement.

Et ramené aux réalités, il la flaira comme un beau morceau de peinture. En somme, il n'y avait guère plus de différence d'âge entre Césarine et lui qu'entre Sabine et M. Sollar. Il n'habitait pas un palais de marbre, mais une vieille villa provençale bien aménagée. A défaut de bâtiments de grand tonnage, il avait à sa disposition tous les tableaux du musée et il se disposait à acquérir une automobile. Plein d'espérance, il sut découvrir la meilleure façon de faire sa cour à la jeune fille : il la consulta sur la marque, le moteur et la carrosserie.

Rupert Gardane ne pouvait, lui non plus, détourner les yeux de la splendide vision blanche. Si longtemps il avait aimé en silence la fille aînée du patron ! En pensant à elle, il inventait des parfums rares, comme un poète compose des poèmes à la gloire de son inspiratrice. Mais jamais il n'avait osé le lui avouer. Il goûtait un plaisir concentré à garder pour lui seul le trésor de ses sentiments intimes, à les cultiver et respirer, comme ces essences de fleurs parmi lesquelles il vivait. Les sœurs de Sabine s'en étaient aperçu. Elles en plaisantaient celle-ci qui refusait de les croire, soit qu'elle fût accaparée par les soucis matériels et même filiaux, soit que le jeune ingénieur la laissât indifférente. Tant de fois elle avait surpris, à ne pouvoir s'y méprendre, le désir des hommes qu'elle rencontrait fixé sur elle, qu'elle aussi se concentrait dans un rêve secret et inaccessible.

— Qu'elle est belle ! dit Gardane à sa compagne, rapprochée par la cérémonie.

Et Carmosine de protester, tout comme sa sœur Césarine :

— Et moi ?

Ce fut la même réponse :

— Vous aussi, naturellement.

Décidément, cette Sabine était trop remarquée. Tous les hommes s'occupaient d'elle. Heureusement, elle était maintenant mariée et devenait inoffensive. Les sœurs pouvaient espérer la rencontre de prétendants aimables.

A cause du deuil trop récent, il n'y eut pas de lunch, seu-

lement un déjeuner de famille à la villa Sylvie. Jusqu'au dernier moment, Sabine avait tenu la maison et s'était occupée de tout, des plats et des vins, et des fleurs sur la table et dans les vases du salon.

— Vous nous suivrez à distance, déclara aux cinq sœurs Benito Sollar.

Car il tenait sa promesse. N'avait-il pas offert les toilettes des demoiselles d'honneur, des cinq demoiselles d'honneur ? Il emmenait tout le monde. Lui partirait en avant avec sa proie, avec Sabine, jusqu'à Rome. Une autre automobile et une camionnette pour les bagages formeraient le second convoi qui s'arrêterait à Gênes.

— Italie ! Italie ! réclamèrent en chantant les jeunes filles.

Gênes leur était donnée, comme une ville s'ouvre aux assiégeants. Le surlendemain, l'aimable conservateur du musée Fragonard et le jeune Faust des fioles et des parfums se rencontrèrent devant une porte fermée.

Quelle horreur ! M. Sollar avait emmené tout le harem !

— Je me serais contenté de Césarine, soupira M. Lipert.

— Et moi de Carmosine, confessa Rupert Gardane.

Grasse, sans les innombrables sœurs Ravelli, perdait ses plus belles roses.

VIE DE FAMILLE

Benito Sollar, qui avait été privé des joies du foyer, les ayant réduites à la conservation d'une vieille femme perpétuelle, son impérieuse mère, se voyait subitement comblé par elles. Le mariage lui attribuait sans retard cinq filles toutes faites, toutes parées, toutes jolies et toutes douées d'un magnifique appétit pour les plaisirs terrestres. Elles s'étaient emparées de Gênes en quelques jours. La Superbe, en amphithéâtre au-dessus de la mer, leur appartenait, du fort Castellaccio qui la domine au port agrandi et multiplié où s'amarrent à l'aise les vaisseaux de guerre, les paquebots, les cargos et les yachts. Elles avaient été prises de fou rire, irrévérencieusement, mais sans malice, au Campo Santo où s'entassent les monuments funéraires, du plus beau marbre de Carrare, avec leurs personnages de grandeur naturelle authentifiés par

les costumes du temps, crinolines de marbre, capelines de marbre, hauts-de-forme de marbre, redingotes de marbre, en des poses pathétiques qui annoncent les derniers moments. Avec plus de respect et d'admiration, elles avaient visité les palais de marbre, le palais Doria aux fines colonnades au-dessus des eaux, le Palais rouge et le Palais blanc des Brignole-Sale, le palais Durazzo, le palais Balbi et tant d'autres, ornés de meubles Renaissance et de tableaux des Rubens et des Van Dyck retenus à Gênes pour peindre les seigneurs et les dames.

Le sens inné de l'art, qui court tout le long des côtes méditerranéennes, les prédisposait à comprendre le passé architectural d'une ancienne capitale qui fut maîtresse de la navigation, comme Venise, et que rajeunit aujourd'hui la volonté marine du dictateur. A chaque repas, elles apportaient la nouveauté bruyante de leurs découvertes. Leur père adoptif les écoutait avec complaisance, mais parfois avec agacement. Il eût souhaité plus de solitude conjugale, bien que le voyage de noces à Rome ne se fût pas passé sans mélancolie, soit parce qu'il lui rappelait un autre voyage, entrepris trente ans auparavant, soit parce que Sabine, conduite au cloître de Saint-Jean de Latran, avait refusé avec humeur les roses qu'il lui offrait, soit pour ces mille causes décevantes, physiques, sentimentales, intellectuelles mêmes, qui se mettent en travers de toutes les unions, même les mieux assorties. Le quintette d'exploratrices lui valait par surcroît des tribulations sans nombre. Alexandrine recevait une contravention pour excès de vitesse; Césarine avait si mal rangé l'automobile devant un palais que le tramway ne pouvait passer, ce qui avait provoqué, en quelques minutes, un arrêt de circulation. Barberine était restée dans une église après la fermeture et il avait fallu chercher le sacristain pour la délivrer. Carmosine s'était moquée d'un sergent de ville un peu trop rond et sanglé de travers dans son uniforme. Quant à Martine, son aventure faillit avoir un retentissement considérable. Elle avait giflé, tout simplement, un vieux monsieur qui la suivait depuis le matin, ce qui ne prête pas à conséquence en Italie, et qui lui voulait à toute force offrir des fleurs. La police l'avait arrêtée, ayant reconnu dans la victime le podestat lui-même. Celui-ci avait eu toutes les peines du monde à faire relâcher son bourreau. Un attroupement s'était produit, ce que voyant, Mar-

tine, guidée par sa finesse naturelle, avait pris le bras du vieillard et s'était fait ramener par lui en automobile.

— Mademoiselle, lui avait dit celui-ci, après s'être présenté, vous avez évité un scandale sur la voie publique. Vous êtes aussi intelligente que jolie et mon ami Benito Sollar est favorisé des dieux puisque vous m'apprenez qu'il a épousé votre sœur aînée. Une gifle est une entrée en matière, et j'imiterais Sollar en demandant votre petite main si...

— Si vous n'étiez marié, monsieur le podestat.

— Précisément.

— Alors, je ne regrette pas ma gifle. Sans rancune, monsieur le podestat.

Or, le podestat, le marquis Giordano, était invité le soir même au palais Sollar. Il n'en parut point gêné, puisqu'il était averti, mais les cinq sœurs durent étouffer leur envie de rire. Avec esprit, il les encouragea, au dessert et, comme sa femme malade ne se déplaçait pas, il raconta lui-même, comme une bonne fortune, sa rencontre accidentée avec Martine.

— Tu sais, expliqua celle-ci à son aînée, dans ce pays, les vieux eux-mêmes n'abdiquent pas. Dans la rue, ils sont aussi tenaces que les jeunes.

— Gifle plutôt les jeunes : cela fera moins d'histoires, riposta Sabine.

— J'en ai moins envie. Il y en a de très beaux, surtout parmi les marins.

Et, tout à coup, elle pensa qu'elle pourrait offenser sa sœur par ce langage.

— Nous sommes heureuses, ici, ma chérie, car Benito est charmant.

— Benito ?

— Oui, comment veux-tu que nous appelions notre beau-frère ?

— C'est juste.

— Et toi, l'es-tu ?

— Quoi donc ?

— Heureuse ?

— Sans doute.

— Ah ! tant mieux, parce que j'avais peur.

— Il ne faut pas avoir peur, Martine.

Avait-elle besoin de tant de courage elle-même ? Son mari lui posait aussi, de temps à autre, la même question : « Êtes-vous heureuse ? » et elle répondait pareillement : « Comment ne le serais-je pas ? » En effet, elle était comblée. L'existence de la villa Sylvie reprenait sur un plan différent. Elle menait maintenant un grand train de vie, avec des réceptions et des invitations, avec tout un luxe inconnu auquel elle s'était accoutumée sans peine et sans plaisir. Le palais de Gênes avait changé d'aspect ; perdant son air sévère et même maussade et renfrogné, il laissait partout entrer le soleil, quand la mère de Benito le redoutait pour sa figure et pour son mobilier. Sur les cheminées, sur les consoles, sur les tables, des bouquets fleurissaient. La vieille faïence, de Florence ou de Pise, sortait des crédences et l'argenterie des écrins. Sabine, habituée dès l'enfance, tenait sa maison avec adresse et autorité, sans coulage et sans lésinerie, au point d'étonner son mari par les réserves de son budget. Elle recevait à miracle, avec une gentillesse intimidée qui convenait à sa jeunesse, mais sa beauté et sa grâce attiraient toutes les sympathies.

— Êtes-vous contente de moi ? demandait-elle à son tour, le soir, après le départ de ses hôtes, à son mari.

— Vous êtes la perfection même.

Il la gâtait par ses cadeaux et ses compliments et la supposait amoureuse. Si elle se prêtait à ses caresses, elle ne les recherchait pas. Il en accusait son innocence, sa pudeur. Il n'avait pas de points de comparaison, ses maîtresses exotiques n'ayant pu inspirer ni retenue ni gêne. L'âge aussi lui rendait supportable une froideur qui ne pouvait être que naturelle. Et se rappelant la passion mystique de sa jeunesse, il n'avait pas de plus douce flatterie à lui adresser que celle-ci :

— Vous me rappelez tant votre mère.

Pourquoi, alors, semblait-elle se raidir, comme si le souvenir maternel ne lui était pas agréable ?

— Vous n'avez qu'un défaut, lui déclara-t-il un jour.

— Un seul, vraiment. Lequel ?

— Vous avez déjà trop d'enfants.

— Mes sœurs.

— Cinq, c'est beaucoup. Je préférerais un seul, qui serait de nous.

Elle sourit, comme une petite Vierge de l'Annonciation.

— Peut-être.

— Ne pourrions-nous les marier, pour nous en débarrasser ?

— Elles ne demandent pas mieux.

Les marier pour s'en débarrasser, le propos n'était pas courtois. Sans doute les cinq ne demandaient-elles pas mieux que de se marier. Elles ne pensaient même qu'à ça. Mais sans elles, leur incessant brouhaha, leurs cris, leurs gesticulations, que deviendrait la maison, ou plutôt le palais ? Elles en remplissaient toutes les pièces où elles passaient. Non sans inquiétude, Sabine escompta la paix de leur absence.

— Il nous faut inviter des jeunes gens, conclut-elle.

— Qui ?

— Vous connaissez Gênes mieux que moi. N'avez-vous pas dans vos équipages de jeunes officiers de la marine marchande ?

— Ils voyagent beaucoup.

— Ils voyageront moins.

— Leur solde court pendant les escales.

— Oh ! les femmes s'habituent à l'absence des maris.

— Et non pas les maris à l'absence des femmes, répliqua-t-il galamment.

— Vous avez raison, mon ami.

En aucune occasion, elle ne désirait lui déplaire. Pourtant, elle se serait accoutumée à l'absence de Benito, et même elle eût souhaité faire retraite dans un ermitage où elle pût se recueillir et réfléchir, tandis qu'elle était entraînée dans le tumulte de la grande ville et le mouvement de la maison trop remplie.

La chaleur devenant pénible, on s'installa à Pegli dont la plage est recherchée pendant les mois d'été et qui a l'avantage d'être peu éloigné de Gênes. Pegli a des villas renommées, la villa Pignone, la villa Doria, et spécialement la villa Pallavicini avec sa végétation équatoriale, ses jardins, son parc, ses grottes, son lac en miniature, ses pavillons chinois et ses jeux aquatiques. Pegli a surtout un entourage de vallons à demi sauvages et de collines aux versants boisés. Elle offre ensemble la mer et les arbres.

Le bain des petites Ravelli fut bientôt connu et recherché. Elles renouvelèrent les exploits de Saint-Tropez. Mais il

fallut bientôt se rendre à l'évidence : ni les appels de sirènes que lançaient les cadettes, ni l'adresse gymnastique de Martine même, qui nageait le crawl et plongeait du haut du tremplin, allongeant un corps mince dans une sorte d'envolée, ne distrayaient l'attention accaparée par le beau corps savoureux et blanc de Sabine. Elle n'y prenait pas garde. Ses sœurs le remarquèrent. Décidément, le mariage ne lui suffisait pas. Elle continuait à confisquer les suffrages. On lui voulut persuader que l'eau de mer était défavorable à sa santé.

Elle résistait, car elle aimait se laisser porter sur l'eau comme une déesse marine, avec quelques mouvements harmonieux. Surtout, dans sa candeur, elle n'imaginait pas la raison de cette sollicitude. Cependant, elle dut finir par comprendre, aux louanges dont elle était l'objet, qu'elle portait préjudice à ses sœurs. Tous les jeunes gens invités, après quelques politesses à la ronde, faisaient la roue devant elle, tentaient de lui plaire. En vain leur parlait-elle intentionnellement de son mari : ils laissaient tomber la conversation sur ce point et la reprenaient sur un sujet extra-conjugal. Les premiers temps, cette poursuite l'impatienta, lui parut injurieuse. Elle confondit dans la même réprobation tous ces godelureaux qui brûlaient d'un zèle trop ardent pour la femme de leur prochain, parfois même de leur chef.

— Allez rejoindre les jeunes filles, les exhortait-elle.

Ils s'en allaient danser un tango ou une valse et ils revenaient, comme à leur port d'attache, comme à leur havre de grâce. L'un d'eux osa même faire allusion à la différence d'âge qui la séparait de son mari. Elle l'éloigna presque avec violence. Pouvait-on deviner qu'elle était sans amour ? L'un ou l'autre de ces jeunes gens, marins ou civils, attirait la sympathie par son visage, sa gentillesse, son goût de la vie ou de l'art. Elle eût aimé causer plus longtemps avec lui, s'entendre avec lui. Ce plaisir même lui était refusé. Il lui fallait écarter la jeunesse. Jamais elle ne pourrait se lier avec la jeunesse. Celle-ci lui était désormais retirée. C'était le terrain défendu où elle ne pouvait plus pénétrer. Que de fois elle se regarda dans son miroir, pour constater qu'elle n'avait pas encore vieilli !

Maintenant, elle désirait vieillir le plus vite possible. Elle aspirait à doubler le cap de la trentaine qui déjà la sépa-

rerait de son printemps, puisque ce printemps de la vie était clos désormais pour elle et ne lui avait pas apporté ses joies. Son mari exigeait qu'elle fût attentive à sa toilette, sans quoi elle se fût volontiers négligée. Malgré son absence totale de coquetterie, elle se heurtait à la mauvaise humeur de ses sœurs, sauf de Martine.

— Pourquoi, mais pourquoi, s'enquit-elle auprès de celle-ci, me font-elles cette tête ?

— Elles sont furieuses.

— Contre moi ?

— Contre ta beauté.

— Ce n'est pas ma faute et je ne tiens plus à être belle.

— Tu l'es tout de même. Et ce doit être agréable.

— Tu l'es autant que moi.

— Non. Tes yeux bleus de brune ont un pouvoir magique. Il faut nous y résigner. Nous nous résignons mal.

— Toi aussi ?

— Moi ? Tu ne m'as rien pris encore, Sabine. Et puis, je t'aime tant.

Sabine l'attira à elle pour l'embrasser :

— Toi seule m'aimes.

— Mais non. Les autres aussi. Seulement, elles n'ont que tes laissés-pour-compte. Elles sont disposées à s'en contenter.

— Je ne comprends pas.

— Il y en a deux qui demandent à retourner à Grasse pour s'y marier.

— Je comprends de moins en moins.

— Césarine épousera M. Lipert et Carmosine M. Rupert Gardane, tes deux anciens amoureux.

— Rupert Gardane ne m'a jamais demandée en mariage.

— Il n'a pas osé. Il est timide. Il t'adorait. Carmosine a confisqué ses regards.

Pourquoi ne s'était-il pas déclaré ? Sabine, candide, ne l'avait pas encouragé. Lui, du moins, était jeune. Les techniciens lui prédisaient un bel avenir. Sans doute, les premières années eussent-elles été difficiles, mais, dès qu'on s'aime, tout s'éclaire et point n'est besoin d'un palais, ni d'une flotte. On les méprise quand on les a. L'amour permet de tout mépriser au moins pendant quelque temps. Mais avait-elle jamais pris garde à ce garçon ? Au bout de ses réflexions, elle déclara :

— J'aiderai Carmosine. Mon mari la dotera. Mais je m'opposerai au mariage de Césarine.

— Et pourquoi ? interrogea sa compagne surprise.

— Parce que M. Lipert est trop vieux pour elle.

— Oh ! Sabine !

— Oui, je devine ce que tu penses. C'est la même différence d'âge qu'entre Benito et moi. Mais tu ne vas pas les comparer.

— Certes non, je ne les comparerai pas. Ton mari est resté grand seigneur et séduisant. Et puis, il t'aime, tandis que l'autre...

— Il m'aimait déjà avant ma naissance.

— Que veux-tu dire par là ?

— Rien, mais toi-même : *tandis que l'autre* ?...

— L'autre, avec ses albums d'images, promène son désir et non son amour.

— Comme tu es savante pour une petite fille !

— Oh ! tu sais, je regarde. Autour des femmes, des jolies femmes, si l'on voit clair, on connaît bientôt les manèges des hommes. Seulement, tu ne pourras pas t'opposer au mariage de Césarine avec M. Lipert.

— Et pourquoi ?

— Parce qu'elle n'hésitera pas à invoquer ton propre mariage et à blesser ton mari. Si elle est décidée, mieux vaut accepter et se taire.

— Est-elle décidée ?

— Je le crois. Elle reçoit des lettres de Grasse et les cache.

— Nous devons passer le mois d'octobre à Grasse. Benito me l'a promis. Nous verrons bien.

Le mois d'octobre, à Grasse, est presque toujours d'une douceur infinie. Les contours nets de l'été et ses chauds effluves ont disparu. Une transparente vapeur bleutée adoucit les lignes des collines et les couleurs trop vives des villages. Elle caresse les bois et les prairies que les colchiques teintent d'un mauve délicat : elle ôte à l'air la sécheresse sans lui transmettre d'humidité. C'est la saison où la marche est légère sous un soleil vif et allègre dont les rayons ne blessent plus. Les roses remontantes, les chrysanthèmes, les hortensias ne sont pas plus colorés que les buissons d'or. Aucune saison, peut-être, n'est plus douce à vivre.

Quand on apprit que la villa Sylvie était rouverte, ce fut une joie dans Grasse. « Vous en êtes sûr ? — Deux automobiles, plus une camionnette pour les bagages. — Alors on va revoir les six petites Ravelli. — C'est une chance. — Il paraît qu'elles ont embelli encore. — Ce n'est pas possible : vous rappelez-vous le mariage de l'aînée ? — Comment l'oublier ? Une Madone. — Non, une Vénus. — Et les demoiselles d'honneur ? — Des nymphes. — N'allons-nous pas les garder ? — Et la dot ? — La dot s'en va et la femme reste. — La femme vieillit et l'argent prospère. — Sait-on jamais ?... »

Bientôt la rumeur publique colporta les fiançailles de Carmosine et de M. Gardane. La jeune fille rentrerait à Notre-Dame des Fleurs par ce détour. Elle retrouverait une part de l'héritage paternel compromis. Quand le jeune homme vint demander sa main à Sabine qui tenait lieu de maman, il ne l'eut pas plutôt regardée qu'il se mit à balbutier. Il fallut qu'elle lui rappelât elle-même le but de sa démarche et qu'elle lui en dictât, ou presque, les termes.

— Carmosine sera une femme délicieuse, conclut-elle.

— Oh ! oui, madame.

— Vous l'aimez, n'est-ce pas ?

— Oh ! oui, madame.

— Elle vous aime déjà.

— Oh ! oui, madame.

Il ne sortait pas de ces exclamations et de ces approbations. Elle dut lui donner congé, car il ne savait pas s'en aller. Quand il fut parti, Sabine alla respirer au jardin : « Tout le monde m'aime, soupirait-elle, et moi seule je n'ai donc pas le droit d'aimer ?... »

La même cérémonie faillit recommencer avec M. Lipert. Selon le conseil de sa petite sœur Martine, elle n'osa pas l'écarter, de peur de se voir objecter son propre mariage. Une hygiène savante avait mué le conservateur en une sorte de vieux jeune homme assez plaisant. Il offrait sa villa provençale, son musée, ses rentes, son automobile d'une façon persuasive. Mais ses yeux déplaisaient à Sabine qui se sentait déshabillée et fouillée. Césarine n'avait demandé conseil à personne : elle n'écouterait personne. A quoi bon tenter de lui résister ?

— Nous en avons tout de même laissé deux, triompha Benito Sollar en ramenant sa femme à Gênes.

Les trois autres suivaient dans la seconde voiture. Mais Sabine ne tenait pas à s'en séparer. Du moins, garderait-elle longtemps Martine, sa favorite, si jeune et si clairvoyante, qui dévisageait sans illusions les hommes et ne se laisserait pas prendre à la légère. Sur celle-ci, elle reportait cette espérance du mystérieux amour à quoi, pour elle-même, elle avait renoncé. Du mariage de Martine elle composerait un chef-d'œuvre.

UNE ET DEUX

L'hiver suivant, le capitaine au long cours, Antonio Ferrari qui, dans la flotte de l'armateur, commandait le *Nettuno*, dut prolonger son séjour à terre, son bateau étant immobilisé dans un des bassins du port pour la réparation de la cale. Le *Nettuno* faisait le service entre Gênes, Rio-de-Janeiro et Buenos-Aires : il battait de vitesse les autres courriers et il était recherché pour son confort et sa stabilité dans les gros temps.

Antonio Ferrari approchait de la quarantaine. Dès sa jeunesse, il avait été appelé à des commandements de confiance. Toute l'Italie, d'ailleurs, sous la pression de Mussolini, rajeunissait ses cadres. C'était un homme distingué, au masque romain, concentré et taciturne. Ses colloques avec la mer l'avaient rendu grave et un peu sombre. Benito Sollar, son patron, l'estimait. Il l'attira chez lui pendant ce congé forcé. Timidement, il demanda à sa femme un jour :

— Que penseriez-vous de lui pour Alexandrine ? N'est-il pas trop âgé ?

Dans sa bouche, cette question était singulière. Elle en fut surprise et protesta :

— Oh ! mon ami, Alexandrine a vingt-six ans, deux de moins que moi. Antonio Ferrari est un bel homme.

— Un peu triste pour elle. Et puis l'Amérique du Sud est éloignée, malgré la rapidité de mes bateaux. Ce seront de longues séparations.

— Nous nous occuperons d'elle pendant les absences.

— Pas trop.

Il poursuivait méthodiquement son but qui était de reconquérir la solitude conjugale. Sabine ajouta :

— Dès qu'elle aura des enfants, elle sera occupée et attendra.

— Des enfants, répéta-t-il. Et nous ?

— Nous, peut-être.

Il se découvrait un grand, un infini désir de paternité. Sur le tard, il reconstruisait sa vie, cette vie que, par soumission filiale et indécision, il avait manquée dans sa jeunesse. La longévité maternelle n'était-elle pas un indice favorable ? Ne pouvait-il encore organiser l'avenir, assurer la durée de sa race, et de son œuvre ? Cette œuvre qu'il avait prise à l'état embryonnaire, au retour de la guerre, il l'avait développée en même temps que l'Italie, sortie des menaces d'anarchie, courait, sous l'impulsion d'un homme, vers des destins nouveaux. Ainsi, avait-il créé les lignes qui reliaient le port de Gênes à l'Amérique latine et à l'Amérique du Nord. Le soir venait et il se rendait compte de la brièveté d'une existence, à quelque chiffre d'années qu'elle puisse prétendre, quand l'homme ne s'appuie pas sur ce qui le doit continuer. Se détourner du mariage à l'âge normal, c'est accepter cet amoindrissement. Les lois naturelles qui constituent par la famille la succession terrestre, la transmission du nom, de l'honneur, de l'héritage, une sorte d'immortalité, ne se transgressent pas en vain. Transgressées, elles imposent au vieillard la solitude, le spectacle des bas appétits et des cupidités collatérales autour de l'infirme qui se rapproche de la mort, le manque de majesté de celui qui ne représente plus qu'un passé bientôt aboli.

Ainsi Benito Sollar considérait-il sa femme avec une tendresse presque importune, cherchant en elle ses espérances.

— Un fils, reprit-il. Je souhaiterais un fils. Il augmenterait encore le tonnage de ma flotte. Ou bien, il sortirait de l'École navale, deviendrait un grand marin, serait un jour amiral. Le duc de la mer.

Comment pouvait-il être assez fou, à soixante ans, pour s'abandonner à des rêves aussi lointains ? Le comprit-il ? Il les rapprocha et les modéra :

— Une fille, ce serait gentil. N'est-ce pas, Sabine ? Je ne suis pas exigeant : j'accepterais une fille. Et nous l'appellerions Sylvie.

Sabine qui l'écoutait avec plaisir, caressant elle-même d'avance une petite tête blonde ou brune et souriant à cet enfant imaginaire, se rembrunit et détourna le visage :

— Non, dit-elle presque farouchement, je ne veux pas d'une fille.

— Et pourquoi ?

— Les femmes sont toujours sacrifiées.

Étonné de ces réflexions et surtout de la soudaine explosion de tristesse, il lui posa, une fois encore, la sempiternelle question :

— N'êtes-vous pas heureuse ?

— Mais si...

Il ne pouvait se méprendre à son impatience. Entré avec joie dans la chambre de sa femme, au bord du lit où elle reposait dans la douceur du matin, il comprit pour la première fois que leur union était insolite, mais il ne s'accusa pas lui-même de l'avoir rendu sensible par le rappel de ses anciennes amours. Avant de se retirer, il réclama, plus timidement encore :

— Et Antonio ?

— Invitez-le.

Antonio Ferrari devint un familier du palais Sollar. Peu à peu, son humeur changea, comme sous l'influence d'une force intérieure. Il sut raconter ses voyages, faire part des observations et des visions qu'il avait accumulées au cours de ses escales et qu'il gardait pour lui auparavant. Son beau masque romain, trop immobile et sans expression, s'anima. Alexandrine, visiblement, le buvait des yeux. Elle ne dissimulait plus son admiration. Cependant, le commandant ne se déclarait pas, et bientôt le *Nettuno* serait en état de reprendre la mer.

— Ne pourriez-vous lui parler ? conseilla Benito Sollar à Sabine. Il me semble qu'une femme peut aborder ce sujet plus facilement qu'un homme. Vous avez tant de tact et vous inspirez la sympathie, la confiance. Alexandrine est en beauté. L'amour dont on la devine imprégnée met dans ses yeux une flamme et anime son teint. Comme je l'ai fait pour Carmosine, je lui donnerai une dot. Pas une grosse dot, comme en France, mais enfin une dot convenable.

— Vous êtes si bon et si généreux !

— Ne vous ai-je pas promis d'adopter vos sœurs ? Antonio doit revenir dîner ce soir. Arrangez-vous pour causer avec lui.

— C'est entendu ; je lui parlerai, puisque vous le désirez.

— N'est-ce pas votre avis ?

— J'eusse préféré qu'il se décidât sans intervention.

— Il vous écoutera.

Sabine reçut dans son petit salon personnel le commandant Ferrari venu trop tôt au palais Sollar, comme il arrive aux invités qui, dans l'éloignement, ont perdu les usages, arrivent encore à l'heure fixée pour les repas et ignorent la politesse nouvelle des invraisemblables retards et de la gêne imposée par eux. Il parut satisfait de la trouver seule. Sa robe du soir était blanche, car l'année de son deuil filial n'était pas encore expirée, laissait nues les épaules laiteuses et lisses et dégageait assez bas la nuque lumineuse à peine ombrée par le reflet des cheveux coupés. Il n'aurait pas osé la louer de sa beauté, ni même de sa toilette. Elle ne pouvait se méprendre à son air. C'était elle qu'il aimait. Toujours elle. Lui-même, avec son visage concentré et grave, ne pouvait pas être indifférent au regard d'une femme qui n'était pas possédée d'un autre amour. Il n'avait pas dû concevoir pour elle un de ces caprices légers qui s'évaporent comme la brume du matin sur les prés. Elle connut la peur d'être devancée. A tout prix, elle l'empêcherait de se déclarer. D'une voix naturelle qui dissimulait sa frayeur, — comme elle s'était vite formée à cette possession de soi qu'exige le monde ! — elle s'informa du sort du *Nettuno*. Le paquebot réclamait encore une revision des machines.

— Et vous êtes impatient, commandant, de reprendre la mer ?

— Je ne le suis plus. Ou du moins, je ne le suis plus autant.

C'était déjà une demi-confession. Bravement, Sabine se lança dans l'attaque directe.

— Oui, des liens nouveaux, sans doute, vous retiennent à Gênes. J'avais cru le comprendre et maintenant j'en suis sûre.

Il leva sur elle des regards étonnés. Les yeux des marins, accoutumés à chercher le secret des vagues, gardent souvent cette expression de candeur qu'ont les yeux des enfants quand ils interrogent sur le mystère de toutes choses. Mme Sollar avait-elle deviné son secret, pénétré son mystère ?

Elle était la femme de son patron. A ce titre, elle devait lui être sacrée. Jamais il ne se trahirait devant elle. Mais si elle-même l'interrogeait ? Si elle-même l'avait deviné ? Si elle-même ressentait pour lui la passion qui le dévorait ? Haletant, il attendait la suite. Et la suite commença de le combler :

— C'est l'amour qui vous garde à Gênes. Vous aimez ma sœur Alexandrine.

Comment avait-elle ainsi détourné l'orage ? Avait-elle le droit de jeter ce nom entre eux ? Elle n'avait pas tant réfléchi. Elle avait éprouvé une sorte de terreur à la pensée de se trouver en face de cet homme qui l'aimait, qui ne le lui avait pas encore dit et dont il fallait arrêter l'aveu. Elle avait appelé sa sœur comme si elle criait au secours. Antonio Ferrari, habitué à se dominer, ne laissa pas transparaître sa déception. Il courba la tête, ce qui pouvait passer à la rigueur pour un signe d'acquiescement.

— C'est bien pour elle, continuait la voix aux inflexions musicales un peu assourdies, que vous venez si souvent ici. C'est bien sa présence qui vous attire. Eh bien ! je puis vous rassurer si vous avez encore quelque doute. Je n'ai pas interrogé Alexandrine. Mais je connais assez toutes ses expressions pour savoir que vous ne lui êtes pas indifférent, que, dès le premier jour, vous l'avez intéressée avec vos récits de voyages, avec votre air un peu... un peu romanesque. Rien ne plaît davantage aux jeunes filles. Elle vous admire, c'est certain. L'admiration des femmes, c'est déjà de l'amour.

Elle-même comprenait mal comment elle pouvait entasser ainsi les paroles et les arguments. Elle les trouvait sans les chercher. Ils se pressaient sur ses lèvres sans être sollicités. Les avocats doivent plaider ainsi par une sorte de mécanisme intérieur qui, déclenché, ne s'arrête plus.

— Me serais-je trompée ? demanda-t-elle enfin, comme il continuait à se taire.

Certes, il avait plus d'une fois remarqué le visage extasié d'Alexandrine tendu vers lui. Ce visage ne lui déplaisait pas, et même il l'aurait regardé davantage sans la présence de Sabine. La beauté de l'aînée, cette façon inconsciente qu'elle avait de répandre de la volupté dans l'air, rien que par un geste du bras soulevé, rien qu'en se levant et se déplaçant,

détournaient fatalement de ses sœurs qui n'étaient que jolies, fraîches, plaisantes, sauf peut-être Martine qui lui ressemblait et qui avait ses yeux bleus, mais Martine était blonde et les yeux bleus d'une blonde n'ont pas la même étrangeté, ne causent pas la même surprise. Surtout, la jeune fille, svelte et gracile encore, ne pouvait se comparer à la jeune femme dans la plénitude de son épanouissement.

Que répondrait-il ? Il n'avait jamais eu l'intention de séduire Sabine. Or elle avait surpris son amour en méconnaissant l'objet de cet amour. Ne fallait-il pas à toute force lui cacher cet objet véritable ? Qu'elle ne sût jamais la passion qu'elle avait inspirée ! Le moyen le plus clair de la lui dissimuler, n'était-ce pas de lui donner raison ?

— Vous ne vous êtes pas trompée, madame, finit-il par dire, mais le mariage est interdit aux marins.

— Pourquoi donc ? Au contraire, le mariage les repose au retour, donne à leur vie errante la stabilité du foyer.

Et ce fut un duel entre eux où Sabine était la première surprise de son adresse à manier des armes inconnues d'elle auparavant. Il se contentait de rompre, mais elle le poursuivait. Elle avait l'avantage, puisqu'il ne pouvait ou ne voulait pas se découvrir.

— Me ferez-vous cette peine de la décourager ? protesta-t-elle, comme il demandait un délai. C'est presque une offense personnelle. J'avais promis de vous confesser.

— A qui, madame, aviez-vous promis ? questionna Antonio Ferrari au comble de l'inquiétude. A votre sœur Alexandrine ?

— Non, à mon mari.

M. Sollar était donc du complot. Le commandant considéra avec douleur cette femme si belle, inaccessible pour lui, qui ne pouvait même pas supposer la trahison. Dans son ingénuité tardive, il se reprochait amèrement de s'être complu dans ce désir extravagant et funeste. Cependant il ne pouvait se décider à recevoir de ses mains une fiancée.

— Laissez-moi, supplia-t-il, voyager une fois encore. A mon retour peut-être me déciderai-je. Il faut que je demande conseil à la mer. Nous sommes de si vieux camarades.

Elle accepta ce délai :

— C'est cela : demandez conseil à la mer.

Elle était sûre que la solitude de la navigation transformerait sa passion malheureuse pour en faire une de ces rêveries qui accompagnent parfois toute une existence sans jamais s'y mêler, sans imposer jamais une contrainte aux réalités. Ainsi serait-elle changée en divinité marine, pareille à celles qui ornaient autrefois la proue des vaisseaux, tandis qu'il reviendrait avec le goût de l'amour et se laisserait orienter vers Alexandrine.

Celle-ci avait eu l'intuition de la démarche tentée. Elle dissimula assez mal, pendant le repas, sa déception. Puis, son humeur batailleuse reprenant le dessus, elle s'efforça d'obtenir directement le résultat qu'elle escomptait. Elle se heurta à une barricade et dut battre en retraite.

— Aie confiance, lui murmura Sabine quand le commandant fut parti.

La dédaignée éclata en reproches :

— Tu ne m'as pas aidée. Tu n'as point de diplomatie. Du moment que tu as réussi ton mariage, tu te désintéresses des nôtres.

Et le mari de Sabine, quand ils furent seuls, lui manifesta la même surprise :

— Antonio venait si souvent. Je vous aurais crue plus habile.

Ainsi est-on récompensé de son désintéressement.

Cependant, elle devint enceinte peu après. Sa grossesse qui fut pénible lui altéra le visage et lui ôta une part de sa séduction naturelle. Quand le commandant du *Netluno* revint de Buenos-Aires, il la trouva changée à son désavantage. Comme elle l'avait imaginé, il avait mué son amour en un sentiment vague et agréable qui devient une sorte de musique de l'âme, caressante et sans action et il consentit à se laisser incliner vers Alexandrine qui, taillée pour la lutte, le circonvenait avec astuce. Quand il se décida à demander sa main à M. et Mme Sollar, la jeune fille triompha :

— Tu vois, dit-elle à Sabine, je mène mes affaires toute seule.

Le grand armateur ne s'intéressait plus, lui, à cette histoire de mariage dont il était pourtant l'inventeur. Il ne se tenait pas d'orgueil à la pensée de sa prochaine paternité. Il en faisait part à ses collègues des conseils d'administration, et même à

ses subordonnés, d'un air modeste et détaché qui ne donnait le change à personne. Le futur amiral ou la future Sylvie étaient annoncés à son de trompe. Rien n'agaçait davantage sa femme que cette publicité prématurée, d'autant plus qu'elle souffrait presque sans interruption. Elle n'aimait rien autant que s'attarder au lit le matin, quand son mari était parti pour ses bureaux, et que d'évoquer le petit être vivant qu'elle portait en elle. Alors, elle oubliait et acceptait toutes les douleurs. Qu'elle fût mère et sa vie serait changée, aurait rencontré la stabilité définitive. Enfin, elle aimerait, si l'amour c'est se donner tout entier à un autre. A ce don suprême, elle se sentait prête. A la condition toutefois que ce fût un garçon. Elle ne voulait pas d'une petite Sylvie. Une petite Sylvie ne serait pas à elle, mais à une morte. Son fils s'appellerait Emmanuel. Emmanuel est un beau nom d'attendu et d'élu.

Elle pleura de joie quand elle le sentit remuer pour la première fois, mais n'osa pas en faire la confidence à son mari, de crainte qu'il ne manifestât une allégresse trop bruyante. Carmosine la devança avec une fille qui fut appelée Sabine en hommage à la maternelle aînée, hommage qui recouvrait peut-être un souvenir sentimental de Rupert Gardane. Césarine, — Mme Lipert, — n'annonçait rien.

— Ce pauvre Lipert, déclarait dédaigneusement Benito Sollar, est bien trop âgé !

Au bout de sept mois, Sabine accoucha d'un enfant mort, du sexe féminin. Elle en fut accablée, moins encore peut-être que son mari. Celui-ci considéra cet accident comme un échec personnel, une injure du sort contre son entreprise de rajeunissement. Le doute s'emparait de lui. Sa race serait-elle continuée ? Il accusait plutôt les imprudences de sa femme qui avait tenu à mener, au cours de sa grossesse, une existence normale, au lieu de garder la chaise longue et il la fit entourer, après l'accouchement, de soins exagérés qui l'affaiblissaient au lieu de la rétablir.

Un autre hiver passa, et puis un autre. Barberine et Martine ne paraissaient pas du tout pressées de quitter le palais Sollar qui, de plus en plus, devenait le rendez-vous de la jeunesse gênoise. On y donnait des cocktails, on y dînait, on y dansait, on y soupait. Le maître de maison eût sans doute préféré moins d'agitation, mais ce tumulte presque quotidien

faisait partie de sa cure. Du moment qu'il rejetait sa génération, il lui fallait bien adopter les mœurs de la génération nouvelle. D'ailleurs, cette génération nouvelle, secouée heureusement dans son énergie par la volonté magnifique d'un chef, ne comptait plus d'oisifs. Tout le monde travaillait. Le luxe était proscrit, non le plaisir. Au sortir de leurs bureaux, de leurs casernes, de leurs offices, les jeunes gens étaient plus disposés à profiter de leurs loisirs. Ils excellaient à tous les divertissements.

Parmi eux, le plus joyeux compagnon était peut-être Piero Arenzano qui, tout jeune, avait pris la succession de son père dont les comptoirs en Orient, spécialement en Syrie et à Chypre, étaient favorisés par le gouvernement soucieux de ces débouchés pour l'exportation italienne. Il plaisait à toutes les jeunes filles, mais jusqu'à un certain point. Ceux qui répandent trop de gaieté ne sont pas pris au sérieux. On se méfie de la durée de leurs sentiments, tandis qu'une certaine mélancolie s'entoure de romanesque. Barberine s'entendait à merveille avec lui, ayant hérité de l'insouciance paternelle.

— Pourquoi ne l'épousez-vous pas ? lui demanda Benito Sollar.

— Il ne m'a pas demandée.

— Vous êtes toujours ensemble.

— Cela ne signifie rien. Nous inventons des jeux. Le mariage n'en est pas un. Pourquoi diable voulez-vous que nous nous mariions ?

— Autrefois, quand un jeune homme et une jeune fille se plaisaient, ils pensaient à s'épouser.

— Eh bien ! ils n'y pensent plus, voilà tout.

— A quoi pensez-vous alors ?

— A rien. Pourquoi voulez-vous que nous pensions à quelque chose ? C'est déjà bien assez de vivre. C'est une occupation quotidienne. Nous ne songeons qu'à la varier. Ce soir, nous allons au théâtre Carlo-Felice. N'y viendrez-vous pas avec Sabine ?

— Que joue-t-on ?

— L'*Otello* de Verdi avec Lotte Lehman qui est de passage.

— Je n'ai pas de loge.

— Piero en a une. Il y a de la place.

— Vous ne préféreriez pas être seule avec lui, Barberine ?

— Cela m'est égal.

— Vous êtes étonnante.

Il alla répéter ce dialogue à sa femme. Pourtant, il convenait de marier au plus tôt cette jeune fille récalcitrante :

— Elle doit avoir vingt-trois ou vingt-quatre ans.

— Vingt-quatre. Ce n'est guère.

— Oh ! les jeunes filles, plus elles prennent des années, plus elles deviennent difficiles, et moins on les recherche.

— Nous n'y pouvons rien.

— Mais si. Parlez à ce Piero. Pour Alexandrine, vous avez réussi. Allez avec eux au théâtre Carlo-Felice. J'ai du travail ce soir : toute une ligne nouvelle à organiser.

Piero Arenzano avait invité avec Barberine une autre jeune fille, Catarina Spirola, dont les parents avaient autorisé la présence quand ils avaient su que Mme Sollar serait dans la loge. La beauté de Sabine éclipsait les deux autres qui n'avaient plus l'air que de dames d'honneur auprès de leur souveraine. Aux entr'actes, toutes les lorgnettes se tournaient vers elle. Le jeune homme se réjouissait d'un succès dont il prenait sa part. Mais au dernier acte, il déclara que, pour rien au monde, il ne supporterait de voir étrangler Desdémone.

— Allons plutôt souper à l'*Olimpia*. Il y a de la musique et on danse.

La soirée fut si gaie que Piero, un peu excité par la boisson, voulut, dans la voiture où il les reconduisait, embrasser ses trois partenaires. C'était une effusion sans conséquence et les jeunes filles prêtèrent leur joue sans protestation. Sabine eut un mouvement de recul, puis, se jugeant trop sévère et cérémonieuse, elle ne résista pas. Ce baiser en public ne pouvait signifier qu'une amitié exubérante, la gratitude d'une soirée agréable. Le jeune homme n'eut pas plutôt effleuré la joue de la jeune femme qu'il se sentit dégrisé.

— Oh ! murmura-t-il.

Aucune des trois femmes ne prit garde à ce soupir. Ses lèvres avaient éprouvé une sensation toute nouvelle, celle d'un contact inattendu, brûlant et velouté ensemble.

Le lendemain, il rendit visite à Mme Sollar.

— Je vous laisse le recevoir, lui dit son mari. Il va vous demander la main de Barberine.

Elle comprit immédiatement, à son air égaré, que Piero Arenzano ne lui demanderait pas sa sœur en mariage et que sa visite avait un autre motif. Lui aussi, lui encore, il le fallait arrêter. Bravement, et déjà dressée par l'expérience, elle prit l'offensive :

— Je sais pourquoi vous venez. La soirée d'hier était charmante.

— N'est-ce pas, madame ? Pour moi, elle est inoubliable.

— Oui, vous vous êtes enfin décidé.

Abasourdi, il n'osait pas comprendre.

— Barberine, reprit-elle de son ton calme et persuasif, est tout à fait la femme qu'il vous faut. Vous avez le même caractère, le même entrain, le même enjouement.

— C'est vrai, mais...

— La même fertilité d'invention. Ensemble, vous ne vous ennuierez jamais.

— Peut-être, mais, madame...

— Il y a longtemps que ce mariage aurait dû se faire. Vous n'avez que trop attendu.

— Justement : nous pouvons attendre encore.

— A quoi bon ? Vous avez cette chance d'être jeunes tous les deux. Votre situation est magnifique...

— Ne croyez pas cela, madame : les affaires sont difficiles.

— Elles l'ont toujours été. Et puis mon mari dotera Barberine.

— Je ne réclame rien.

— Oui, je vous sais généreux. Cela sera mieux ainsi. Il est bon que la femme apporte sa part.

— Ce n'est pas nécessaire. Ah ! si je pouvais ! ...

Poussé dans son dernier retranchement, il trouvait ce refuge : l'absence de liberté.

— Vous avez une liaison ? interrogea Sabine.

— Pas précisément... un... amour, une pensée.

— Une pensée d'amour, c'est très joli. Vous la reporterez sur Barberine.

Son naturel reprenant le dessus, il ne put s'empêcher de rire :

— Vous croyez que ça se fait comme ça ?

— Mais sans doute.

Elle rit aussi. Et bientôt, ils furent pris tous les deux d'un rire inextinguible.

Barberine, entrant inopinément, les trouva dans cet état de collégiens en délire. Les voyant ainsi secoués, prédisposée elle-même à la joie, elle les imita. Puis, elle finit par demander :

— Tout de même, j'aimerais savoir pourquoi.

— Pourquoi ?

— Oui, pourquoi nous rions.

— Parce qu'il t'épouse.

— Ce n'est pas si drôle.

— Mais si.

— Après tout, je veux bien.

Ainsi la cinquième fille d'Auguste Ravelli fut-elle fiancée.

— Parfait, approuva Benito Sollar quand il fut informé. Il ne nous reste plus maintenant qu'à fixer le sort de Martine.

— Ma fille préférée. Cette fois, c'est moi qui veux choisir.

— Je m'en rapporte à vous. Elle sera heureuse.

LE DERNIER FIANCÉ

Sabine, après bien des recherches, finit par découvrir le futur mari de Martine. Comment n'y avait-elle pas encore pensé ? Il était si supérieur à tous les autres. Seulement, il ne s'affichait pas. Il demeurait secret plutôt que timide. Il restait dans l'ombre au lieu de s'étaler comme la plupart des jeunes gens. Le monde brouille les plans, confond les valeurs, sert les fats par absence d'esprit critique et donne de l'importance à de brillantes façades qui dissimulent les communs.

Il était temps, car Martine changeait de caractère. N'étant plus entraînée par ses sœurs et spécialement par cette Barberine remuante qui n'était jamais lasse de distractions et qui était enfin casée, elle se retirait plus ou moins de la vie de société, acceptant encore des invitations et les rendant au palais Sollar, mais les modérant et ne paraissant plus s'y complaire. En revanche, elle devenait studieuse, se perfectionnant dans la langue italienne au point de lire Dante aisément, suivant les cours de la Croix-Rouge pour prendre son brevet d'infirmière, — sait-on ce qui arrivera ? et si la guerre éclatait ? — occupée du matin au soir comme auparavant, mais d'une façon plus sérieuse et plus utile.

— Elle est bien grave pour ses vingt ans, observait Benito Sollar. J'aime mieux ça.

En effet, il ne rencontrait plus une cohue quand il rentrait chez lui.

— J'ai trouvé, lui déclara Sabine.

— Trouvé quoi ?

Du moment qu'il avait la paix, il supportait aisément la présence de la cadette qui mettait dans le vaste hôtel une discrète animation. Sans qu'il s'en doutât, il ne recherchait plus le tête-à-tête conjugal. Ne l'ayant jamais eu que pendant un voyage de noces d'un bonheur incertain, il avait cessé de l'imaginer. Et puis, tout en feignant de l'ignorer, il vieillissait.

— Un mari pour Martine.

— Oh ! rien ne presse. Elle n'a que vingt ans.

— Vingt et un et même vingt-deux et vous m'avez souvent répété qu'il fallait marier les jeunes filles de bonne heure, sans quoi elles ne s'arrêtent plus d'examiner et refuser les candidats.

— C'est juste. Mais votre sœur est gentille et je la garderais volontiers.

— Les autres ne l'étaient donc pas ?

— Elles l'étaient presque trop. Elles faisaient un vacarme de tous les diables. Et puis, le mari que vous avez trouvé ne conviendra peut-être pas à Martine.

— Nous avons les mêmes goûts.

— Enfin, je vous laisse les mains libres. Arrangez les choses à votre gré, pourvu que tout le monde soit heureux.

— Il suffira des deux intéressés.

— Mais non, vous, moi, nous avons droit aussi au bonheur.

— Ne l'avons-nous pas ?

— Je vous remercie de le dire.

C'était elle qui avait posé la question. Elle avait cessé de se la poser à elle-même, et se l'était-elle jamais posée réellement ? Elle avait au jour le jour vécu, active et impersonnelle, occupée des autres, du bonheur des autres, de celui de son mari, de celui de ses sœurs, mais du sien ? Quelle imprudence de prononcer ce mot qui ne devrait jamais sortir des lèvres humaines. Quand on l'éprouve, il faut le garder en soi, précieusement, le presser sur son cœur, et n'y faire

jamais la moindre allusion. Quand on ne l'a pas rencontré, ou si même on l'a perdu, mieux vaut n'y pas penser, sans quoi l'existence quotidienne en est empoisonnée. Mieux vaut en tromper l'absence par une activité de tous les instants. Gœthe a terminé son *Faust* lancé à la poursuite de la jeunesse et de la félicité par la construction d'une digue. Digue symbolique contre tous les courants qui emportent la vie. Digue sage et prudente dont se doivent contenter les philosophes et même les poètes. Mais Sabine qui n'avait pas lu Gœthe commettait la faute impardonnable de reviser son passé comme si elle le pouvait modifier. Non, le bonheur, elle ne l'avait pas connu. Ce devait être autre chose que la vie confortable et même luxueuse avec un homme âgé. Autre chose, sans doute, mais quoi ? Cette autre chose mystérieuse, elle la voulait pour Martine.

L'élu était un officier aviateur, du centre d'aviation civile de Gênes qui comportait un cadre d'instruction. Il s'appelait Lucio di Campione et descendait de ce Marco di Campione dont les plans servirent à la construction de la fameuse Chartreuse de Pavie. Ainsi remontait-il aux siècles anciens et se rattachait-il à la glorieuse histoire artistique de l'Italie. Son nom seul aurait pu attirer sur lui l'attention. Cependant, parmi les jeunes gens qui fréquentaient le palais Sollar, il ne se faisait pas remarquer. Piero Arenzano y avait introduit un ton folâtre et joyeux qui n'était pas le sien. Non qu'il fût gauche et renfrogné : l'habitude de l'air lui avait communiqué, comme celle de la mer au marin, des goûts de méditation et de concentration. C'est l'effet qu'elles produisent, mais non communément, car il arrive aussi qu'elles accoutument à ne plus penser hors du service et endorment les imaginations à qui elles offrent un champ trop vaste.

Il regardait s'agiter les autres, peut-être avec dédain, peut-être avec envie. Assez grand de taille, de la taille de Sabine qui dépassait toutes ses sœurs, bien fait dans sa maigreur vigoureuse, il avait un visage irrégulier, mais de beaux yeux et une bouche aux lèvres fines qui plaisaient. Il parlait peu, ne disait pas de bêtises, ouvrait des perspectives de conversation où personne ne le suivait. Sabine l'avait surpris regardant sa sœur Martine à diverses reprises et longuement, au cours d'une soirée. Elle n'avait pas remarqué qu'il la

regardait aussi. Après avoir recueilli sur sa famille, sa carrière, sa fortune des renseignements qui lui étaient exceptionnellement favorables, après avoir causé avec lui et y avoir pris du plaisir, elle se décida à tenter l'aventure.

Le hasard l'avait placée à côté de lui. Martine était en face d'eux et il trouvait de l'agrément à l'entendre parler et rire. La sœur aînée se prononça alors et dit tout bas :

— N'est-ce pas qu'elle est charmante ?

Il était resté si jeune qu'il rougit. C'était la meilleure façon d'en convenir.

— Vous ne le lui avez jamais dit ? reprit la tentatrice.

— Mais non, je n'aurais pas osé.

— Il faut oser. Ceux qui n'osent pas ne forcent jamais le bonheur.

Pensait-elle ce qu'elle disait là ? Qu'avait-elle osé, jamais, elle qui donnait ce conseil et qui s'était toute la vie dévouée ? Nous ne sommes pas toujours maîtres des paroles que nous prononçons. Parfois ce sont elles qui nous entraînent, quand elles correspondent à notre fond intérieur où nous ne descendons que rarement, mais qui peut affluer de lui-même à la surface.

— Elle ne fait pas attention à moi, objecta-t-il.

— Vous êtes trop sérieux.

— Elle aussi.

— Justement, vous vous ressemblez.

Elle n'était pas à bout d'arguments. Cependant il gardait le silence. En somme, cette femme élégante, dont le bras et l'épaule, tournés vers lui, étaient d'une si belle plénitude blanche, intervenait bien indiscrètement dans sa vie profonde. Les jeunes gens, il faut les pousser au mariage. C'est un piège qu'il convient de leur tendre pour aider la nature.

— Un aviateur, dit-il enfin, court trop de risques.

— Oh ! pas plus qu'un automobiliste ou un cavalier.

Le visage si grave de Lucio di Campione se détendit en l'entendant parler de la sorte. L'avion n'est pas encore un moyen de transport à la mode. Et il lui demanda si elle y était jamais montée.

— Pas encore. Mon mari ne me le permet pas.

— C'est dommage, sans quoi je vous l'eusse proposé.

— Nous ne le lui dirons qu'après.

— Alors, quand vous voudrez. Je dispose d'un avion civil au camp d'aviation.

— Avec ma sœur ?

— Avec votre sœur, si elle y consent.

— Elle y consentira sûrement. Elle ne désire que ça.

On convint d'un jour où l'officier serait libre. Elle réclamait du soleil. Il lui expliqua que s'il y avait un plafond de nuages, comme il arrive souvent sur Gênes à cause de la mer, l'appareil le crèverait pour monter dans la lumière.

— Je vais prévenir ma sœur.

Elle appela Martine et la conversation reprit à trois. La jeune fille se déclara enchantée de l'invitation.

— Vous piloterez vous-même ?

— Naturellement.

— Vous m'apprendrez ?

— Pas en une fois.

— Je suis un excellent chauffeur, rapide et prudent.

— Le pilotage est moins difficile. Et le ciel est plus vide que la route.

— Oui, mais l'atterrissage ?

— On casse une fois du bois, au besoin, et l'on sait.

Martine ne l'avait jamais entendu parler autant. Il venait depuis un an ou presque au palais Sollar, où elle l'accueillait avec sa gentillesse coutumière, mais n'avait pas pris garde à lui plus qu'aux autres. Pour l'avoir entendu débiter avec indifférence ces quelques phrases banales, allait-elle si vite le mettre à part ? Non, sans doute, mais elle lui devrait le baptême de l'air, et cette idée l'enchantait, lui inspirait le plus délicieux, le plus flatteur des sourires.

Quand il se fut retiré, elle questionna sa sœur :

— Est-ce un prétendant ?

— D'abord, comment le trouves-tu ?

— Mais très agréable, puisqu'il va nous emmener dans le ciel.

— On en redescend. A terre, te plairait-il ?

— Et à toi ?

— Moi, je ne suis pas en cause. Il me plaît beaucoup.

— Ah ! C'est dommage.

Sabine leva vers sa sœur des yeux étonnés.

— Mais oui. Tous les maris de mes sœurs t'ont préférée à leur femme.

— Tais-toi. Ce n'est pas vrai.

— Tu le sais très bien. Alfred Lipert t'avait demandée. Le vieux fou ! Comme s'il pouvait s'offrir une pareille beauté ! Rupert Gardane te buvait des yeux. J'ai très bien compris ce qui s'est passé pour Antonio Ferrari. Et quant à Piero, c'est toi qui l'as donné à Barberine.

— Cela fait quatre bons ménages. Dans tous les cas, je serais bien oubliée.

— Justement, les hommes sont trop oublieux. Je ne veux pas que mon fiancé ait commencé par l'aînée.

— Tu es absurde. Je ne suis pourtant pas coquette et tu es bien plus séduisante que moi.

— Tu sais le contraire, à moins de vivre les yeux fermés.

— Veux-tu que je disparaisse ?

— Oh ! non, tu reparaîtrais un jour ou l'autre. Je désire être préférée tout de suite.

— Mais tu l'es. Il ne regarde que toi.

Martine se mit à rire :

— Comment ne m'en suis-je pas aperçue ?

— Parce que tu n'es pas comme tes sœurs, uniquement préoccupées d'attirer l'attention des hommes et désireuses de plaire à beaucoup pour en retenir un seul.

— Dans le tas.

— Tu es la plus jeune et la plus indépendante, mais aussi la moins frivole.

— Sauf toi.

— Sauf moi, bien entendu. Moi, c'est différent. J'ai été de si bonne heure une mère de famille.

— Et tes enfants ne sont guère reconnaissantes.

— Sauf toi.

— Oui, sauf moi qui voudrais tant te savoir heureuse.

— Mais je le suis.

— Est-ce bien vrai ?

— Je t'assure.

— Tant mieux. Parce que j'avais peur. Te rappelles-tu ce matin de Grasse où je t'avais rejointe sous la tonnelle ? Tu pleurais, toi aussi tu avais peur. Je n'ai pas oublié tes confidences.

— Je ne me souviens pas. Quelles confidences ?

— A quoi bon revenir sur ce sujet ?

— Explique-toi, Martine, je t'en prie.

— Eh bien! tu me disais, comme je te disais tout à l'heure, que tu voulais être aimée pour toi-même et que...

— C'est donc bien difficile à rappeler ?

— Et que Benito, à travers toi, retrouvait un autre amour vieux de trente ans. Il avait aimé, autrefois, notre mère que je n'ai pas connue, que tu as remplacée pour moi. Elle s'appelait Sylvie, n'est-ce pas ? Elle était belle comme toi. Elle aussi avait des yeux bleus.

— Tais-toi.

— Eh bien ! tu es rassurée. La vie t'a rassurée. Benito est toujours en adoration devant toi. Il veut ce que tu veux. Il a consenti pour toi au plus grand sacrifice : accueillir dans son palais cinq filles vivaces et turbulentes. Et, pour t'être agréable, il refuse de vieillir. Il reste beau et il a ce grand air de commandement que tous les Italiens maintenant tiennent de Mussolini et qui ne convient qu'à quelques-uns. Benito est de ces derniers. Tu ne souris pas : t'aurais-je blessée ?

Sabine, loin de sourire, se retenait de pleurer. Son beau visage grave avait pris tout à coup une telle expression de tristesse que sa sœur en avait été frappée.

— Il ne faut jamais, dit-elle, revenir en arrière.

Martine vint l'embrasser avec tendresse.

— Pardonne-moi, grande sœur. Je donnerais mon bonheur pour le tien.

Mais Sabine la repoussa presque avec dureté et se leva pour sortir de la chambre.

— Je suis heureuse, entends-tu, heureuse. Je ne veux plus qu'on me parle de cela, jamais.

Martine, demeurée seule, revoyait, sous la tonnelle de Grasse, les roses pleuvoir sur elles tandis qu'elles s'embrassaient...

Le surlendemain, qui était le jour convenu, les deux sœurs, refusant les automobiles du palais Sollar, s'enfuirent mystérieusement dans un taxi au champ d'aviation de Gênes. Elles riaient à la fraîcheur du matin. Pour cette escapade, elles abandonnaient tout souci. Martine n'avait aucun projet de fiançailles, et Sabine ne songeait plus à marier sa cadette.

Là-bas, elles rejoindraient le lieutenant Lucio di Campione qui les emmènerait dans le ciel.

Mais le ciel, où était-il ? Pour une matinée de juin, le temps n'était pas engageant. Sur la ville et sur la mer, assez haut, un plafond de nuages raccourcissait l'espace. Le premier mot de ces dames, après les saluts, fut pour s'informer du bulletin météorologique.

— C'est le soleil, rassurez-vous, leur déclara l'officier.

— Le soleil ?

— Nous irons le chercher, s'il refuse de dissiper ces brumes.

Martine, enchantée, battit des mains.

— Alors, nous monterons au-dessus ?

Il portait son uniforme d'aviateur, la vareuse bleue serrée au col, avec le casque de cuir. La profession librement choisie et aimée achève l'homme, donne à son visage, à tout son être, une plénitude de vie qui se traduit par l'aisance dans les gestes, dans la démarche, dans l'expression. C'est la vraie beauté mâle, celle du médecin devant le malade, de l'avocat à la barre, du forgeron dans sa forge, de l'écrivain à sa table de travail. Lucio di Campione, faisant les honneurs de son avion, était rayonnant.

C'était un biplan, de robe grise avec la cocarde aux couleurs d'Italie. Il reposait dans l'herbe, appuyé sur sa queue et sur les petites roues du train, un peu à la façon de ces cocottes de papier qui amusent les enfants, dressant en l'air son moteur comme un museau, entre les ailes.

— Un 300 C.V., expliqua le lieutenant. Deux cents à l'heure, facilement. De combien de temps disposez-vous ?

Martine attendit le verdict de l'aînée.

— Une heure ou deux, répondit Sabine.

— Deux heures, rectifia la cadette.

— Alors nous pouvons survoler San Remo ou Pise. Nous ne quitterons pas le bord de la mer. Voulez-vous choisir ?

— Pise, déclara cette fois Martine.

Il les installa dans la carlingue qui ne pouvait contenir que deux passagers, leur expliqua la disposition des vitres pour les ouvrir ou les fermer, leur offrit du coton dans les oreilles contre le bruit du moteur, et monta à son tour à sa place, au volant. Le contact fut pris, l'hélice fendit l'air en tournant de plus en plus vite, et presque doucement l'avion

se mit en marche et roula dans le champ où il décrivit un demi-cercle. Plus doucement encore, les roues cessèrent de toucher le sol. L'avion avait décollé. Sabine et Martine, enlacées, se sourirent. Elles quittaient la terre. Elles montaient très vite, et voici que Gênes étalait sous les ailes son vaste port où les bateaux de tous tonnages se pressaient, ses maisons serrées, agglomérées des quartiers bas, à peine séparés par des ruelles, ses quartiers riches, bordés de palais, ses églises, San Lorenzo, Santa Annunziata, San Stefano, Santa Maria di Carignano, le boulevard de la Circonvallation, et les collines arborescentes qui dominent la ville.

— Le Campo Santo, cria Martine.

Elle se souvenait du fou rire qui les avait prises, elle et ses sœurs, devant tous ces monuments de marbre aux personnages de grandeur naturelle, portant des modes surannées.

L'avion montait toujours. Les bâtiments se rapetissaient. Seule la mer s'allongeait sombre et glauque, presque tragique. Puis un froid subit, humide, tomba sur les épaules des voyageuses. Elles traversaient le plafond de nuages et bientôt se trouvèrent au-dessus, dans le soleil qu'avait promis l'aviateur. Tout, alors, leur parut changé. Les ailes brillaient, caressées de lumière. Le bleu du ciel presque touché se diffusait, s'absorbait, se dévorait. Mais le spectacle le plus extraordinaire s'offrait en bas, où la terre avait disparu, engloutie, rejetée aux abîmes, remplacée par un autre monde. Les nuages, tantôt massifs et redressés comme des montagnes de neige, tantôt étalés comme une mer de glace, composaient sous l'appareil cet autre monde inhabité, irréel, pareil aux étendues glaciaires du commencement des siècles.

Lucio se tourna vers ses passagères et leur indiqua l'altitude : 2 500 mètres. N'irait-on pas plus haut encore ? Martine le réclama en criant. Sa voix se percevait à peine dans le fracas du moteur. Il se contenta de sourire.

Dans le ciel pur l'avion s'éloignait vers le sud. Peu à peu l'univers des nuages se désagrégea, révéla son inconsistance. Il devint transparent et ses limites incertaines. La terre oubliée se laissa entrevoir. Elle reprit l'avantage sur le monde blanc et mort et offrit le découpage miraculeux de ses rives que baignait une mer bleu pâle. Le pilote suivait les côtes de Ligurie, la Rivière du Levant.

— Sestri, annonça-t-il.

La petite ville, bordée de bois de pins, apparut au fond de sa baie que protège un promontoire et dominée par le mont Castello. Et ce fut la suite de rivages plaisants entre les eaux et les montagnes. Perdant de la hauteur, l'avion laissait apercevoir distinctement les plages, les jardins, les villas. Spezia, dans son port militaire, abritait des vaisseaux de guerre, dont le gris d'argent, presque bleu, renvoyait les rayons du soleil. Sarzana, Massa, Viareggio qui a gardé le souvenir de Shelley naufragé, se succédèrent. Le bord de la mer fut abandonné, remplacé par des prairies ou des marécages. Dans la plaine surgirent des pierres dressées :

— Pise ! cria enfin le pilote.

Les passagères reconnurent le groupe splendide de la cathédrale, du baptistère et du campanile penché dont les marbres semblaient s'étirer dans la joie d'un beau jour. L'Arno roulait ses flots jaunes dans le voisinage.

Puis, ce fut le vol du retour. Comment pourrait-on descendre, atterrir sans se briser ? Les deux femmes ne voyaient pas sans crainte les maisons se rapprocher. L'avion décrivit un grand cercle au-dessus du champ. Elles s'étaient prises par la main instinctivement, comme s'il y avait du danger. La terre, avec une vitesse infernale, montait vers elles. Elle les reçut si tendrement qu'elles n'avaient pas ressenti la moindre secousse, à peine le cahot d'un caillou sous une roue caoutchoutée. Alors, Sabine et Martine s'embrassèrent, comme à Grasse sous les roses.

Déjà Lucio avait sauté, laissant l'appareil aux mains des manœuvres. Lui-même les aida à descendre. Martine se précipita à son cou : — Oh ! je veux vous embrasser.

Il sourit en se prêtant à ce geste spontané et même il se tourna vers Sabine comme si l'aînée en dût faire autant; Sabine n'imita pas sa sœur, mais pourquoi rougit-elle ? Elle se contenta d'inviter à dîner le pilote, tandis qu'il les emmenait au bar voisin boire un porto en mangeant des olives. Elles avaient bien le temps de rentrer à Gênes : les trois cents kilomètres du parcours avaient été couverts en moins d'une heure et demie.

— Et votre avion de guerre, s'informa Martine qui demandait force détails, est-il plus rapide ?

— Beaucoup plus.

— J'espère que vous ne vous en servirez pas.

— Pourquoi donc ? L'Italie est prête. Elle sait ce qu'elle veut.

— Et que veut-elle ?

Il esquissa un geste évasif :

— Demandez-le au Duce. Je ne suis qu'un exécutant.

— Pour la vie.

— Et pour la mort.

Les yeux du jeune homme brillaient de cette flamme qui est réservée aux croyants. Comme son appareil, il prenait aisément de l'altitude. Les autres jeunes gens du palais Sollar habitaient un autre monde, ce monde des nuages, si beau d'apparence, et qui s'effilochait et se dissolvait si vite.

Les deux femmes, au déjeuner, ne purent garder le secret sur leur escapade. Benito Sollar gronda paternellement sa femme, mais il approchait, par ses entreprises mêmes qui le reliaient aux Amériques, de trop près les inventions modernes pour ne pas admettre le nouveau mode de locomotion.

— Bientôt, avoua-t-il même, des lignes d'avions feront concurrence à mes paquebots.

— Je veux apprendre à piloter, réclama, comme un enfant gâté, Martine.

— Ça, c'est autre chose.

— Mon fiancé me donnera des leçons.

— Votre fiancé, petite fille ?

— Mais oui, le lieutenant Lucio di Campione.

— Vous vous êtes fiancés dans les airs ?

— Exactement. C'est là que j'ai compris le mariage.

— Singulier endroit...

— Mais, objecta Sabine, surprise et presque assombrie, il ne t'a pas demandée.

— Nous nous sommes embrassés.

— Toi. Pas lui.

— S'il ne me demande pas, je le demanderai. Aujourd'hui, c'est admis.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

NOTRE SÉCURITÉ AÉRIENNE :

CHASSE OU BOMBARDEMENT?

Pour faire face aux incertitudes de la situation internationale, nos forces aériennes vont être portées de mille à quinze cents avions de première ligne. Et, tout de suite, la question se pose de savoir comment il faut répartir ce nouvel effort entre l'aviation de renseignement, de chasse ou de bombardement pour assurer au mieux notre sécurité.

La thèse officielle est de consacrer toutes les ressources nouvelles au bombardement pour être en mesure de maîtriser par une « riposte » l'agression aérienne qui peut nous menacer.

On adopte ainsi la doctrine du général italien Douhet qui n'accorde aucune valeur à la défense par les avions de chasse et fonde essentiellement la couverture du territoire sur la destruction au sol des forces aériennes ennemies par le bombardement.

Cette solution correspond-elle à la situation particulière de la France, aux possibilités réelles de l'aviation de bombardement et devons-nous, en conséquence, appliquer à cette arme notre effort tout entier ? Ou bien le danger d'une agression aérienne brusquée, accru par notre position défensive, et la difficulté d'y parer par la riposte immédiate du bombardement ne doivent-ils pas, au contraire, nous conduire à réserver une partie de nos moyens au développement de la chasse, arme par excellence de l'interception ?

La question mérite d'être étudiée avec soin, car la décision qui sera prise engagera pour longtemps l'avenir de notre aviation et, par suite, notre sécurité aérienne. Lorsque les programmes de matériel, les fabrications, les installations,

l'instruction du personnel auront été engagés dans une voie, il sera très difficile et très long d'effectuer un changement d'orientation. Il faut donc peser avec soin les conséquences de la décision envisagée avant de lancer l'armée de l'air dans une direction qui irait à l'encontre du but visé.

L'ÉCHEC A L'AGRESSION AÉRIENNE BRUSQUÉE

Dès que son programme actuel d'armement sera réalisé, c'est avec une force de 1 500 à 2 000 avions de bombardement que notre adversaire éventuel, ayant préparé une guerre « à échéance », pourra déclencher son « attaque aérienne brusquée ». Écrasant notre aviation sur ses terrains, nos centres de mobilisation, nos bases maritimes, nos usines, nos gares, dévastant Paris et nos principales grandes villes, une telle attaque, si elle réussissait, paralyserait d'un seul coup nos moyens de défense, briserait le moral de la population et ouvrirait largement la voie à l'invasion terrestre. Il faut s'attendre à ce qu'elle cherche le bénéfice de la surprise et qu'elle se présente sous la forme d'une *irruption soudaine* et brutale, *comme « un éclair jaillissant du nuage »*, selon l'expression chère aux dirigeants d'outre-Rhin. Elle visera ainsi à obtenir, dès le premier jour, des résultats décisifs.

C'est donc par un *coup d'arrêt instantané* et non par une riposte à effets plus ou moins lointains qu'il faudra bloquer cette attaque d'où peut dépendre le sort du pays. Organiser nos forces aériennes de façon qu'elles puissent donner ce coup d'arrêt instantané, tel est le but capital à poursuivre.

Or, une interdiction aussi rapide, le bombardement ne peut l'assurer. D'abord à cause de l'impossibilité dans laquelle il se trouvera de saisir immédiatement l'aviation adverse dont les terrains de guerre ne seront pas encore connus. Ensuite, parce que la riposte se heurtera au barrage de la défense aérienne ennemie préalablement mise en place.

LA RIPOSTE DU BOMBARDEMENT ARRIVERA TROP TARD

Il est en effet évident, qu'avant de déclencher son attaque, notre adversaire aura déserté les aérodromes connus du temps de paix et dispersé son aviation par petits groupes sur un

ensemble de terrains tenus secrets. Malgré la surveillance dont il entoure ses préparatifs militaires, on n'est pas sans savoir qu'il procède sur ses différentes frontières à l'organisation et à l'équipement d'un grand nombre de plates-formes soigneusement camouflées. On a des raisons de croire qu'il existe, dès maintenant, une quantité suffisante de terrains pour que chaque groupe de bombardement mobilisé dispose de deux ou trois bases de manœuvre. Afin de garantir jusqu'à la dernière heure les chances de surprise, ces terrains de guerre seront occupés quelques instants à peine avant l'ouverture des hostilités. Peut-être même, certains groupes seront-ils déclenchés de leurs aérodromes du temps de paix et ne rejoindront-ils les terrains de mobilisation qu'au retour de leur première expédition. Si bien qu'au moment où le flot des télégrammes envoyés par notre service de guet annoncera l'irruption de centaines d'avions ennemis, le commandant de l'armée de l'air ne possédera que des renseignements fragmentaires et imprécis sur les terrains utilisés par les escadrilles adverses. Sous peine d'engager le bombardement à l'aventure, dans l'attaque stérile d'aérodromes inoccupés, il devra au préalable faire rechercher les renseignements indispensables sur le déploiement de l'aviation ennemie. Mission difficile en raison de son étendue et des nombreux obstacles qui lui seront opposés. Le commandement ne sera fixé sur la situation que plusieurs heures... ou plusieurs jours après la violation subite de notre atmosphère.

Plusieurs heures ou plusieurs jours, alors que c'est immédiatement qu'il faut paralyser le flot des avions ennemis progressant vers leurs objectifs à une vitesse de trois à quatre cents kilomètres à l'heure ! Plusieurs heures ou plusieurs jours après, l'agression aérienne brusquée aura déjà abouti à des dévastations irréparables.

L'OBSTACLE OPPOSÉ A LA « RIPOSTE » PAR UN ENNEMI DÉJA SUR SES GARDES

Supposons, même, que le commandant de l'armée de l'air, parfaitement renseigné, puisse déclencher immédiatement le bombardement sur les terrains ennemis. Il ne faudrait pas en déduire que celui-ci pourrait pénétrer aisément chez l'adver-

saire et neutraliser rapidement son aviation. Car, il se heurtera aussitôt à un dispositif de défense aérienne, déjà alerté ; il aura à lutter dans des conditions très difficiles, et son action sur les objectifs, s'il les atteint, n'aboutira qu'à des résultats partiels.

Ceux qui n'ont pas eu l'occasion de prendre part à la guerre dans l'aviation ou d'étudier à fond les conditions de la lutte aérienne sont portés à croire que des avions de bombardement puissamment armés et se flanquant mutuellement peuvent se frayer facilement un passage à travers les patrouilles de chasse adverses, utiliser les vastes étendues du ciel et gagner sûrement les objectifs visés. C'est ainsi qu'on arrive à opposer la situation des armées terrestres, dont l'offensive rencontre rapidement des barrières de fortifications et de feux, à celle des armées aériennes, qui, par-dessus ces obstacles, ont la route libre et peuvent pénétrer jusqu'au cœur du territoire adverse pour y frapper des coups décisifs. De là à imaginer que l'aviation, hardiment développée, aura, dans un avenir indéterminé, le rôle brillant de dénouer la guerre, il n'y a qu'un pas. Certains esprits ardents l'ont déjà franchi. — Mais la réalité est autre. Le bombardement ne trouvera que très exceptionnellement la route libre. Il rencontrera lui aussi, comme les troupes du sol, des obstacles qui l'entraveront dans son offensive et limiteront les résultats de ses attaques.

Le premier, le plus important de ces obstacles, est constitué par la chasse. *Opérant sur son territoire, en liaison avec la D. C. A.*, elle possède sur le bombardement des avantages tels que, à moins de bénéficier d'une surprise complète, ce dernier *ne pourra soutenir la lutte et devra renoncer à ses expéditions.* Et c'est là le point capital qui commande la solution du problème posé aujourd'hui.

Qu'on veuille bien évoquer, en effet, la position respective de la chasse et du bombardement dans le combat. D'un côté, des avions peu visibles, peu vulnérables, ayant une supériorité de vitesse qui leur permet d'imposer le combat au moment favorable, un armement concentrant tous les feux sur le point d'attaque choisi, des pilotes que la masse du moteur et de l'hélice métallique protège comme une sorte de bouclier. De l'autre, des avions aux grandes surfaces vulnérables, plus

lents à manœuvrer, dont les feux sont divisés et d'un flanquement difficile, et le personnel sans protection. Soumis à l'initiative de l'adversaire, pris à partie à la fois par la D. C. A., dont les tirs deviennent chaque jour plus redoutables, et par les chasseurs concertant leurs attaques sur le point faible du dispositif, les bombardiers se trouvent dans un état d'infériorité qu'ils paieront par des pertes sévères.

Malgré le titre flatteur de « croiseur aérien » dont il a été parfois honoré, il manque à l'avion de bombardement, pour justifier cette appellation et la puissance qu'elle sous-entend, la faculté « d'encaisser les coups » grâce à un blindage et de concentrer ses feux dans tous les azimuths.

Tant qu'il ne disposera pas de ces avantages, il ne sera, au point de vue du combat aérien, qu'un avion rendu plus vulnérable par des servitudes particulières.

La dernière guerre a fourni des preuves indiscutables de l'impuissance du bombardement à soutenir les attaques de la chasse. Sans insister sur l'exemple de Verdun, où, malgré leur esprit de sacrifice, nos bombardiers furent obligés de se retirer complètement de la lutte, éclipse qui dura jusqu'en 1918, il faut rappeler l'usure éprouvée par nos escadres offensives au cours de cette dernière année : vingt à vingt-cinq pour 100 par mois, malgré la prudence avec laquelle des chefs expérimentés conduisaient leurs formations au combat, évitant de les engager profondément dans les lignes ennemies et de les exposer aux attaques des gros de la chasse adverse.

Les documents officiels montrent que les aviations britanniques et allemandes ont subi des pertes du même ordre. Les Allemands renoncèrent d'ailleurs définitivement, dès 1915, au bombardement de jour.

Aujourd'hui, les conditions de la lutte seraient encore plus sévères pour les bombardiers parce que les progrès réalisés sont à l'avantage des chasseurs, surtout avec l'apparition de l'avion-canon et de la D. C. A. à tir rapide de petit calibre. Le douloureux tableau que nous offrent en ce moment les combats d'aviation de la guerre espagnole en fournit la confirmation et nous laisse pressentir les hécatombes auxquelles donneraient lieu, avec l'armement moderne, les grandes rencontres aériennes.

Des techniciens distingués annoncent bien qu'avec l'accroissement de la puissance des moteurs, la vitesse des gros avions de bombardement atteindra celle des avions de chasse. D'après leur opinion, les premiers pourront, en effet, grâce à leur grande surface portante et à leur solide structure, recevoir une force tractrice supérieure, toutes proportions gardées, à celle des avions de chasse. Ils réaliseront, de ce fait, des vitesses plus élevées et ils pourront éviter le combat.

L'esprit a quelque peine à se laisser convaincre par ce raisonnement. Il suffira, semble-t-il, d'appliquer aux avions de chasse des principes constructifs analogues à ceux des avions de bombardement pour leur permettre de recevoir également une puissance motrice accrue. Ils verront, sans doute, leurs dimensions actuelles augmentées, mais, n'ayant à porter ni bombes, ni un aussi gros poids d'essence, ils conserveront, avec une plus grande finesse de fuselage, leur supériorité de vitesse, de tir et de maniabilité. D'autre part, le vol en groupe et la nécessité de modérer, pour l'exécution de longs parcours, le régime des moteurs contribueront à réduire la vitesse pratique du bombardement, tandis que la chasse, croisant à un régime normal aux abords des points à défendre, pourra demander à son matériel la vitesse maxima pendant les quelques instants nécessaires pour fondre sur l'ennemi à son passage dans la zone défendue.

D'ailleurs, cette évolution escomptée du matériel ne s'est pas encore produite. Il faudra peut-être l'attendre pendant de nombreuses années. Jusqu'alors, c'est sur les performances des appareils existant effectivement, ou dont la réalisation est certaine, qu'il faut fonder la tactique.

En réalité, la principale conséquence du nouveau rapport des vitesses entre les avions de chasse et de bombardement sera d'accroître la distance à laquelle ces derniers pourront s'engager en pays ennemi avant que la chasse adverse, encore au sol, soit en mesure de les rejoindre. Il existera ainsi une zone plus ou moins profonde, dans laquelle les bombardiers pourront opérer sans avoir à combattre. Mais, dans le cas étudié aujourd'hui, notre adversaire, prévoyant le danger, aura organisé sur tout le territoire menacé des croisières de chasse *a priori* et notre riposte ne bénéficiera d'aucune surprise.

C'est d'ailleurs pour cette dernière raison que les repré-

sailles sur les villes ennemies seront moins efficaces que ne l'aura été l'agression aérienne brusquée sur les nôtres.

Et cela interdit l'espoir de voir notre adversaire arrêté par la crainte d'une action de cet ordre.

L'UTILISATION DE LA NUIT ET DES NUAGES

A défaut de la vitesse, le bombardement ne peut-il, à l'abri de la nuit et des nuages, se rendre insaisissable et acquérir sa liberté d'action ?

On est tenté de penser que, la nuit, le bombardement échappant dans une certaine mesure à la chasse et aux tirs de D. C. A., pourra plus facilement atteindre les objectifs et les détruire. Mais s'il est possible, la nuit, d'atteindre avec certitude les centres très importants ou ceux qui sont placés auprès de repères caractéristiques, il devient, au contraire, très délicat de trouver des objectifs de faibles dimensions, surtout si leur emplacement n'est pas exactement connu. Ce sera le cas des terrains d'aviation de guerre. A la difficulté de découvrir ces objectifs s'ajoutera d'ailleurs celle d'exécuter des tirs précis, seuls efficaces. De jour, déjà, les bombardements sont soumis à des risques de dispersion tels qu'on admet la nécessité de tonnages élevés pour obtenir les résultats cherchés. Que sera-ce de nuit sur des objectifs de dimensions réduites, mal définis, mal vus, sans repères pour la détermination des éléments du tir ?

Compter sur la riposte de nuit pour paralyser rapidement l'aviation ennemie serait donc très aléatoire.

Les nuages n'offrent pas un moyen plus sûr.

L'opinion tend à se répandre que l'avion se trouve désormais libéré des circonstances atmosphériques et on en arrive à penser que, loin de créer un obstacle, les nuages seront désormais une aide pour les offensives aériennes en dérobant les escadres à l'action de la D. C. A. adverse et en favorisant la surprise. Cette confiance empressée dans le vol à travers les nuages doit être tempérée. Si des équipages d'élite naviguant isolément et bien guidés par les renseignements de la météorologie et de la radio peuvent, en *temps de paix*, accomplir les trajets prévus, quel que soit l'état du ciel, il n'en sera pas de même, en *temps de guerre*, pour l'ensemble

du personnel mobilisé. Non seulement parce qu'il n'atteindra pas à la maîtrise des pilotes exceptionnels, mais encore parce que, pendant les hostilités, il ne pourra pas recevoir une aide aussi sûre de la radio, brouillée par l'ennemi, ni de la météorologie, amputée d'une partie de sa documentation. Lancer par mauvais temps des expéditions à gros effectifs chez l'ennemi serait s'exposer à une catastrophe. Il n'est, pour en juger, que de relever la liste trop longue des accidents aériens provoqués ces derniers temps, malgré les pilotes les plus remarquables, par les circonstances atmosphériques.

Pour son attaque brusquée, l'ennemi, maître de l'heure, pourra choisir le jour où l'état du ciel lui sera favorable. Jusqu'au dernier moment, il disposera des renseignements météorologiques complets ; de plus, il lancera ses escadres sur des objectifs connus et en général de grandes dimensions. Déclenchées d'une façon aussi avantageuse, les actions de nuit ou par temps couvert pourront réussir.

La « riposte » s'accomplira dans des conditions tout autres : moment imposé, renseignements météorologiques tronqués, objectifs difficiles à découvrir. Elle ne pourra pas prétendre aux mêmes résultats.

CE QU'IL FAUT ATTENDRE DU BOMBARDEMENT

Si on a tenu à exposer d'une façon complète les difficultés que le bombardement rencontrerait pour arrêter instantanément une agression brusquée, ce n'est pas afin de conclure à l'impuissance de cette arme en toutes circonstances. Le bombardement est, au contraire, une force redoutable par la portée, la soudaineté et la puissance de son action. Lorsqu'elles réussiront, ses attaques obtiendront des résultats considérables et contribueront d'une façon très efficace au succès des opérations d'ensemble. Mais elles ne réussiront que si elles sont déclenchées dans des conditions favorables : objectifs bien définis, circonstances atmosphériques utilisables, *surprise aussi complète que possible*, et, si la surprise n'est pas assurée, appui par des escadrilles de chasse neutralisant l'aviation ennemie. Toutes conditions qui risquent de faire défaut au moment où il faudra riposter à « l'attaque brusquée » ouvrant inopinément le conflit.

Si les mesures de précaution prises dès le temps de paix empêchent cette attaque brusquée d'obtenir immédiatement des résultats décisifs et sauvent, en particulier, nos forces aériennes de la destruction, le bombardement pourra alors porter à son tour, avec un certain délai, l'offensive chez l'ennemi et attaquer l'aviation adverse sur ses terrains. Son action d'usure sera violente, mais intermittente. La contribution qu'elle apportera ainsi à l'effort d'ensemble ne pourra donc être avantageusement exploitée et prendre toute sa valeur que si elle s'insère d'une façon logique dans le plan général d'attaque et bénéficie de la continuité d'action des autres armes.

Mais, — il faut y insister, — les conditions de son engagement dans le cas d'une « agression brusquée » montrent que le bombardement serait incapable de neutraliser rapidement l'attaque aérienne ennemie. Le « coup d'arrêt » instantané, indispensable pour enrayer cette attaque doit donc être demandé à d'autres moyens.

Ces moyens existent : ce sont la chasse et la D. C. A.

IL FAUT ATTAQUER LES EXPÉDITIONS ENNEMIES LA OU ELLES NE PEUVENT ÉCHAPPER : DANS LE CIEL

Puisqu'il est impossible de paralyser immédiatement le bombardement ennemi en l'attaquant dans ses bases, il faut le saisir là où il ne peut échapper : dans le ciel.

S'il est facile à quelques avions isolés, utilisant les nuages ou les hautes altitudes, de pénétrer profondément chez l'adversaire sans être exactement repéré, la même possibilité n'existe pas pour des expéditions de centaines d'avions. Les masses qu'elles constituent, la rigidité inévitable de leurs itinéraires ne leur permettront pas d'échapper à l'action d'un dispositif de défense aérienne bien agencé.

Pour être en mesure de faire immédiatement échec à l'agression ennemie, que doit comprendre ce dispositif ?

— D'abord, un réseau de guet et de transmissions qui saisisse les avions dès leur passage à la frontière et alerte dans les délais les plus courts tous les éléments de la couverture aérienne : chasse, D. C. A., défense passive ;

— Ensuite, sur les voies d'irruption probables, des bat-

teries de D. C. A. et des formations de chasse prêtes à agir instantanément contre les expéditions signalées ;

— Enfin, en des points convenablement choisis, des réserves de chasse et de D. C. A. susceptibles d'être rapidement alertées et portées en renfort des moyens d'intervention immédiate.

Mais ce dispositif ne sera en mesure de jouer avec l'instantanéité nécessaire, à la minute tragique qui décidera peut-être du sort de la guerre, que *si ses éléments essentiels sont en place dès le temps de paix et fonctionnent régulièrement avec des unités de quart constamment prêtes à intervenir.*

C'est une mesure de cet ordre que la marine a appliquée pour la défense de ses côtes. Elle a établi sur le littoral un réseau de vigies qui, grâce à des transmissions spécialisées et à une veille permanente, peuvent alerter instantanément les éléments de première intervention. C'est également par un dispositif permanent de fortifications comportant des garnisons à pied d'œuvre et un réseau complet de transmissions que la défense des frontières terrestres est assurée.

L'effort ainsi consenti pour la sauvegarde de nos frontières tangibles paraît naturel à tous les esprits. Le développement de l'aviation et des dangers qui l'accompagnent exige qu'un effort analogue soit également consenti pour les frontières aériennes. Mais, ici, ce n'est plus simplement sur la périphérie du territoire qu'il faut édifier une organisation, c'est sur le pays tout entier, *désormais transformé par la portée des avions en une vaste place assiégée*, qu'on doit étendre, avec des densités variables, un dispositif de sécurité.

Avec l'organisation envisagée plus haut, toute attaque aérienne, même subite, est signalée par le service du guet dès le franchissement de la frontière et suivie durant tout son trajet au-dessus du territoire. La D. C. A. la prend immédiatement à partie et la tient sous ses feux tout le long du parcours. Son action est particulièrement importante dans la zone avancée des 100 ou 150 premiers kilomètres dans laquelle le bombardement ennemi peut pénétrer avant d'être rejoint par la chasse. C'est dans cette zone qu'elle doit pouvoir intervenir avec le plus d'intensité.

Quinze ou vingt minutes après l'avis d'alerte, les escadrilles « de quart » prennent le départ. Elles gagnent leur secteur

de croisière, s'accrochent aux premières vagues ennemies, et, par les pertes qu'elles leur causent, affaiblissent leur potentiel d'attaque. Peu d'instants après, le gros des escadres de chasse, qui, en période de tension politique, doit pouvoir être alerté rapidement, intervient soit sur le trajet de retour des premières expéditions, soit sur les vagues ultérieures. Dès ce moment, les avantages tactiques de la chasse agissant en liaison avec la D. C. A. se traduisent par une usure rapide du bombardement ennemi.

Sans doute, toutes les expéditions ne seront pas complètement interceptées. Des destructions importantes et très préjudiciables à la mise en jeu de nos moyens de défense pourront nous être infligées, mais l'ensemble des organes vitaux du pays sera sauvé. Notre bombardement « éclairé » et « couvert » entrera à son tour en jeu pour renforcer l'action de la chasse par l'écrasement des terrains ennemis. L'agression brusquée aura manqué son but.

A une condition cependant : c'est que nous possédions une chasse assez nombreuse pour attaquer toutes les expéditions importantes et pour leur imposer le combat aussi longtemps que cela sera nécessaire.

IL FAUT DOUBLER NOTRE CHASSE

Nous disposons actuellement d'environ 350 avions de chasse. Lorsqu'on examine l'étendue du front à couvrir (800 kilomètres au nord-est ; presque autant au sud-est si un destin fatal voulait que l'Italie devînt notre adversaire), le nombre de points vitaux qui, de toute évidence, doivent être protégés : la région parisienne, les régions industrielles du Nord, du Nivernais, du Creusot, de Lyon, nos grands ports maritimes du Havre, de Cherbourg, de Toulon, de Marseille..., on ne peut manquer d'être frappé de la disproportion qui existe entre les besoins à assurer et la faiblesse des moyens destinés à y faire face. Ce n'est pas avec trois cent cinquante avions de chasse qu'on pourra, sur des fronts pareils, opposer un obstacle suffisant à deux mille avions de bombardement.

Il ne faut d'ailleurs pas limiter ses préoccupations au seul problème de la défense aérienne du territoire, mais examiner dans leur ensemble les besoins militaires, tels qu'ils se présen-

teront dès l'ouverture d'un conflit. En même temps que l'agression aérienne brusquée, notre adversaire déclenchera sûrement son offensive terrestre. Cette offensive sera éclairée et couverte par une nombreuse aviation qui s'efforcera de faire le vide au-dessus du champ de bataille. Il est donc indispensable que notre chasse puisse dès la première heure fournir l'effort nécessaire pour assurer *sur la frontière même la maîtrise de l'air* sous peine de voir nos escadrilles d'observation balayées du ciel en quelques instants et nos divisions de couverture condamnées à se battre en aveugles en face d'un adversaire parfaitement éclairé.

Ces deux obligations simultanées de la couverture aérienne du territoire et de la maîtrise de l'air sur le front de bataille persisteront pendant toute la durée de la guerre. Pour y faire face, il nous faut une aviation de chasse possédant non seulement la qualité, mais encore les effectifs suffisants. Seul le haut commandement de nos trois armées terrestre, maritime et aérienne possède les éléments nécessaires pour déterminer avec précision l'importance qu'il convient de donner à ces effectifs ; mais on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il faudrait doubler au moins notre chasse actuelle.

Faut-il rappeler qu'en 1918 le front français absorbait à lui seul 950 avions de chasse ?

Avec les moyens nécessaires pour *un* avion de bombardement, on peut avoir *trois* avions de chasse. Dans le nouvel effort prévu par le ministre de l'Air, il suffirait donc de réserver un volume de crédits correspondant au prix de 120 avions de bombardement pour pouvoir porter la chasse à 700 avions. Il resterait encore la possibilité de créer 380 avions de bombardement, donc de doubler les effectifs actuels de cette armée et même d'apporter une amélioration à l'aviation de renseignement dont une étude sérieuse montrerait l'insuffisance.

Les partisans fougueux du bombardement « à tout prix » objecteront sans doute que c'est encore trop sacrifier à la défensive, alors que l'offensive seule, dans la lutte aérienne comme dans la bataille au sol, permet d'aboutir à des résultats décisifs.

Tout le monde est d'accord sur les vertus de l'offensive. Personne ne contestera que la possibilité de porter l'attaque jusque sur les bases, les dépôts, les usines de l'aviation

ennemie permettra, seule, d'obtenir la destruction définitive de celle-ci. Mais avant de procéder à cette action offensive, la France devra faire face à un danger menaçant son existence même : l'attaque aérienne brusquée. De même que, sur terre, elle a dû consentir le formidable effort des zones fortifiées au détriment de son potentiel offensif immédiat, de même doit-elle pour sa sécurité aérienne consentir la dépense d'une chasse suffisamment nombreuse.

Est-il, enfin, besoin de signaler que toutes les grandes Puissances continuent à accorder à la chasse une place importante dans la composition de leurs forces aériennes ? Sans vouloir chercher à l'étranger le modèle des solutions à adopter pour résoudre le problème français, on ne peut pas négliger cette indication sur la valeur qui est ainsi universellement reconnue à cette arme.

Il est vital pour la France de pouvoir faire immédiatement échec à « l'attaque aérienne brusquée » à laquelle sa position défensive l'expose. Ce n'est pas avec le bombardement, mais avec la chasse, — appuyée par la D. C. A., — qu'elle pourra y parvenir. Ce n'est donc pas uniquement sur le bombardement, mais aussi sur la chasse et la D. C. A. que doit porter le développement des forces aériennes.

L'étude approfondie du rôle réservé à ces forces montrerait même qu'un effort est nécessaire pour l'aviation de renseignement, car il ne servirait à rien d'avoir de puissants moyens terrestres, maritimes et aériens, si on n'était pas bien éclairé sur le point d'application à leur fixer. La question présente une importance telle pour la sécurité du pays et intéresse à un si haut point nos trois armées qu'elle ne paraît pas pouvoir être résolue par le seul département de l'Air. Elle doit être soumise à l'organe chargé de régler la répartition générale de nos moyens militaires : le Comité permanent de la Défense nationale.

Il faut souhaiter qu'il soit, sans retard, saisi du problème.

* * *

MON TEMPS

I

RETOUR A L'HISTOIRE

Après avoir assisté à ce drame, la chute de Gambetta (1), m'étant rendu compte, pour la première fois, des difficultés de la politique et de la cruauté des partis, un mouvement instinctif, je dirai un réflexe involontaire, qui a finalement décidé de la fin de ma carrière, me rejeta vers l'histoire. Michelet dit : « L'histoire ne lâche pas son homme. »

Sans nul doute, je regrettais d'avoir laissé derrière moi cette masse énorme d'expériences humaines, trop ignorées, enfouies dans la crypte des Archives, et qui, me semblait-il, mieux connues, avertiraient, guideraient les générations nouvelles. Les grandes époques, les grandes figures ne doivent pas rester stériles. Leur apporter notre attention, notre affection, notre amour, c'est leur assurer une postérité.

Les circonstances de ma carrière m'ayant ramené, comme je vais le dire, à mon bureau du service des Archives, je me réinstallai donc dans l'histoire.

On sent bien qu'il y avait, tout de même, dans ce mouvement de ma pensée et dans ce retour vers ma carrière initiale, une certaine préoccupation politique, c'est-à-dire le souci du bon gouvernement de la cité. Cela tenait, en somme, à la

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet 1936.

conviction qui fut toujours la mienne, que l'homme est *responsable*, soit dans sa vie particulière, soit dans sa vie sociale.

Tel était l'effet produit sur mon adolescence par la guerre de 1870. Cette grande douleur, la défaite, ce supplice, l'invasion, toujours présentes à ma pensée, m'avaient mis en garde contre les doctrines soi-disant philosophiques, mais en vérité privées d'âme, le déterminisme, le fatalisme, le scientisme, qui triomphaient au moment où j'entrais dans la vie. J'écartais délibérément de ma conscience intellectuelle la marionnette de *l'homme en bois*, subissant sa destinée et soumis à une quelconque loi biologique que personne, d'ailleurs, n'est parvenu à dégager. Je prenais l'homme tel qu'il est devant moi, en chair et en os, en esprit et en volonté, se déterminant, agissant, libre.

Et, ainsi, j'étais amené à l'étudier en lui-même et en son groupe social, à chercher ses traces et leur développement progressif dans l'empreinte séculaire que son passé a laissée sur les choses et dans sa figure actuelle forgée par un si long labeur.

PREMIERS TRAVAUX HISTORIQUES

La place que j'occupais aux Archives avant que je fusse appelé au cabinet de Gambetta étant restée vacante, je la retrouvai après sa chute ; je revins m'asseoir dans mon bureau, non loin de ma « cathédrale ».

La besogne ne me manquerait pas. D'abord, à titre personnel, et en plus de mes devoirs officiels sur lesquels je reviendrai, je poursuivais les études auxquelles je m'étais consacré depuis ma sortie de l'École des Chartes.

Ma thèse avait pour sujet, comme je l'ai indiqué déjà, un travail en quelque sorte préliminaire à l'*Histoire de Richelieu* : *Les Origines de l'institution des Intendants*. Il s'agissait de déterminer les rapports du ministre de Louis XIII avec l'organisation administrative qui rattacha peu à peu les provinces à la Couronne, les subordonna, et finit par devenir le grand instrument de l'unité française et de la centralisation. Je consacrai de nouvelles recherches à ce beau sujet, et l'ouvrage sur *les Intendants antérieurs à Richelieu* parut chez

Champion en 1883. Il donna lieu à toute une littérature complétive, émanant surtout des historiens locaux. Moi-même, je n'avais pas, tant s'en faut, épuisé le sujet. Et c'est seulement après un demi-siècle que, traitant de la politique intérieure dans l'*Histoire du cardinal de Richelieu*, qui s'achève avec la collaboration du duc de La Force, j'ai pu mettre au point les modalités historiques de cette création capitale de l'ancien régime.

Je n'avais pas perdu de vue, d'autre part, la question que je m'étais posée en entrant à la bibliothèque du Sénat, au Luxembourg : « Que dois-je penser de Louis XIV ? »

M'élevant quelque peu au-dessus de mes travaux d'érudition, je m'essayai, dès lors, à une première synthèse de l'histoire du XVIIe siècle. Mon cours à l'École des Hautes Études avait été consacré à la critique des sources de l'histoire moderne en remontant au XVIe siècle. Les articles qui paraissaient de mois en mois dans *la République française* s'appliquaient à élucider, pour le grand public, ces mêmes problèmes. Ainsi se succédaient les chapitres d'un futur livre : *le Pouvoir royal sous François Ier* ; — *la Contre-Révolution religieuse au XVIe siècle* ; — *la France sous Henri IV* ; — *les Débuts du cardinal de Richelieu* ; — *Richelieu, premier ministre* ; — *la Minorité de Louis XIV* ; — *Mazarin* ; — *les Idées politiques du duc de Saint-Simon*, etc. Ce livre, paru chez Hachette, en 1886, sous le titre : *Études historiques sur le XVIe et le XVIIe siècles en France*, réunit les éléments de cette première synthèse.

C'était la France que je voyais à l'œuvre dans un effort constant, soutenu, malgré toutes les vicissitudes de son existence, en marche vers une organisation totale et s'appuyant sur l'absolutisme royal. A la fin des guerres de religion, qui l'avaient rendue si malheureuse, qui avaient ouvert la porte à l'invasion étrangère et installé la conquête espagnole à Paris, une vive réaction s'était produite ; un cri unanime avait réclamé un pouvoir fort. Comme l'observe Barnave, « si le peuple est forcé de choisir, il préfère à la liberté, sa tranquillité ». Au XVIe siècle, une « contre-ligue » s'était formée, qui avait rallié tous les « bons François », et qui finalement, sous la conduite d'un grand roi, avait libéré la France de la discorde, de l'anarchie et de la menace étrangère.

« Dans les finances, dans la justice, dans les institutions militaires, dans les affaires religieuses, dans tout le champ de l'activité politique et administrative, le plan de cette restauration sociale se déroule avec une suite si parfaite, avec une telle concordance et précision des moindres détails, qu'on ne peut croire un seul instant qu'une œuvre si bien conçue ait été le produit de la volonté, si énergique fût-elle, d'un seul homme, ou même des idées personnelles ou de la volonté particulière d'un groupe restreint. Ce fut, en réalité, la réalisation d'une aspiration commune, de desseins longuement médités et qui arrivaient à la lumière en un temps favorable... La France était allée, dans cette circonstance, comme cela lui est arrivé si souvent au cours des siècles, là où elle avait cru rencontrer la force, la stabilité, la gloire. »

Telle m'apparaissait, pour le temps où j'écrivais, la leçon de notre propre histoire. Ce mouvement intime, inhérent en quelque sorte au tempérament national, je devais le retrouver et le signaler par la suite dans l'*Histoire du cardinal de Richelieu*: « Après la mort de Henri IV, le désordre et les abandons de la Régence évoquant les souvenirs de la Ligue, appellent un homme. Il est né, c'est Richelieu. Un grand devoir s'est imposé à lui comme à toute sa génération. Il n'a rien inventé : ses aspirations sont celles de tous les « bons François ». Elles suscitent les dévouements et les courages. Vigueur et mesure, activité et prudence, fermeté et souplesse, ces qualités sont celles des Villeroy, des Sully, du père Richeome et des Duplessis-Mornay, de Montaigne et de Bodin, du président Jeannin et du cardinal d'Ossat. Le sage Malherbe oriente les lettres françaises ; Descartes donne au bon sens l'ampleur de la méthode et de la raison ; François de Sales conseille de « lutter contre l'immodération modérément ». Tous sont de cette trempe. Un homme digne de ce temps ne pouvait ni penser, ni agir autrement. Richelieu était le chef de l'équipe : tel était son destin (1). »

On voit comment, par ces études historiques, le sens de mon activité intellectuelle se précisait peu à peu. Joindre le passé à l'avenir, tel était le travail de l'heure et du lieu où la destinée m'avait placé. Il ne s'agissait pas de se ren-

(1) Gabriel Hanotaux et le duc de la Force, *Histoire du cardinal de Richelieu*, t. IV, p. 604.

fermer dans le XVIIe et le XVIIIe siècles, ni même dans ce XIXe siècle qui allait mourir ; il fallait considérer l'ensemble du travail national et planétaire.

Ouvrière de la tâche commune, la jeune démocratie française avait déjà senti ses responsabilités s'étendre au delà des limites de l'étroite péninsule Europe. Ferdinand de Lesseps venait de percer l'isthme de Suez. Je le voyais parfois, maigre et impatient constructeur, entrer dans nos bureaux et interroger sur le choix à faire entre les nouvelles entreprises qui le sollicitaient : percement de l'isthme de Corinthe, percement de l'isthme de Malacca, percement de l'isthme de Panama, construction du chemin de fer transasiatique, création de la mer des Chotts ? Il caressait la mappemonde de sa main fine.

Et puis, il y avait Tunis, le Tonkin, Obock, Madagascar qui nous faisaient signe d'au delà des mers. J'écoutais les voyageurs, les marins, les soldats. J'écoutais Brazza, j'écoutais Lavigerie, je pressentais Jules Ferry. Cet air nouveau et venant de loin, — venant du tour de la terre, — me gonflait la poitrine. Nous découvrions la planète comme la génération actuelle se saisit du ciel.

Dans la collection Hachette, Ed. Charton m'avait confié la rédaction d'un ouvrage sur les civilisations disparues et que notre époque, se retournant vers ses origines et secouant un long passé d'ignorance et d'indifférence, venait de rendre à la lumière. *Les Villes retrouvées*, c'était le titre de ce volume. Thèbes aux cent portes, Ninive et Babylone, Mycènes, la Troie de Schliemann, Carthage, Pompéi et Herculanum, quelle émotion d'assister à ces reviviscences inouïes, de voir resurgir cette histoire enterrée, — pierres et cendres ! Le livre, publié en 1883, me traçait à moi-même le programme des développements, des résurrections, des achèvements auxquels devaient se consacrer mon âge mûr et mes dernières activités : l'expansion coloniale, les créations d'empires, l'expansion civilisatrice dans les *terræ incognitæ*, tout le drame héroïque auquel la France de « Mon Temps » se consacrerait en relevant l'étendard des croisades. Je partais pour ce long voyage à travers le temps et l'espace. C'est beau la jeunesse !

Pour le moment, nous restions attachés au sol de la

patrie ; nous entendions y puiser les forces et les ressources de l'union et de la discipline. La suite de mes études m'avait mis en présence du système qui avait été, pendant des siècles, le haut instrument de la politique française : la doctrine du droit divin des rois. Comment expliquer que l'époque la plus éclairée, la plus pondérée de notre vie nationale eût donné son adhésion pleine, entière, — que dis-je ? passionnée, — à cette théorie qui allait jusqu'à faire, de ses dynastes, « des dieux en terre » ? C'est dans cet esprit, en effet, et même dans ces termes, que sont conçues ces fameuses « propositions » présentées par Bossuet à l'Assemblée de 1682 ; et il s'appuyait sur le consentement séculaire du pays : « Les pouvoirs des monarques, écrit André Duchesne, dès 1609, sont grands. Quiconque a dit qu'ils étaient des dieux en terre et les enfants du Père Très Haut a dit la vérité (1). » L'évêque de Chartres, d'Estampes de Valençay, s'adressant, en 1624, à l'Assemblée du Clergé, dit : « L'universel consentement des peuples et des nations, les prophètes annoncent, les apôtres confirment, et les martyrs confessent que les rois sont ordonnés de Dieu, et non pas seulement cela, mais qu'eux-mêmes sont Dieux (2). »

Comment donc en était-on arrivé à cette étonnante acceptation ? Il ne s'agit nullement de flatteries grossières ni de simples abus de langage. En se reportant aux circonstances du siècle, on ne peut mettre en doute qu'il s'agit bien d'une déification de l'État, l'élevant jusqu'à la sainteté. Ce n'est rien autre chose ; et cela par suite de la nécessité où se trouve la France d'engager une lutte à mort, corps et âme, contre les deux périls menaçant l'indépendance et l'unité nationales, d'une part la conquête étrangère, d'autre part la dislocation intérieure.

Du dehors, deux Puissances mesurent leurs forces spirituelles et matérielles avec celles de la France : l'Empire germanique et la Papauté. Or, l'Empire et la Papauté déclarent que leur autorité émane de la volonté divine. Le roi de France, « ne reconnaissant aucun supérieur en terre », se

(1) André Duchesne, *Antiquités et recherches de la grandeur des rois de France*, Petitpas, 1609.

(2) Déclaration de l'évêque de Chartres devant l'Assemblée du Clergé. — Voir *Mercure françois*, année 1625, page 1068.

réclame donc, lui aussi, de la sanction suprême, le droit divin.

Le système rallia tous les esprits quand le roi de Paris eut pris la direction des forces destinées à défendre l'unité et l'indépendance ; cela se fit avec une sorte d'unanimité brutale que l'on pourrait appeler *jacobine*. Les jurisconsultes du Midi qui, s'inspirant de la tradition impériale, avaient dégagé la formule des « Droits du Roi » (*Regalia*), tendaient la main aux défenseurs des libertés gallicanes et les deux élites, l'une civile, l'autre religieuse, faisaient de leurs thèses un seul et même faisceau. « Elles eurent de bonne heure la claire conception d'un pouvoir fort, tirant sa raison d'être de soi-même, n'ayant nul compte à rendre ici-bas, personnifiant l'intérêt de l'État, tant à l'égard des intérêts particuliers qu'il mate qu'à l'égard des ambitions étrangères qu'il refoule ; ne laissant aucune résistance se produire, aucune indépendance s'affirmer devant la règle sommaire et sans réplique : *Salus populi suprema lex.* » Je voyais ainsi se mettre en marche devant moi l'ordre, pour ainsi dire processionnel, de l'ancien régime. La sévère dictature de Richelieu n'était que la manifestation d'une doctrine unitaire dictée par la nation elle-même dans sa volonté d'être et de durer.

Par la suite, il me fut donné de serrer plus étroitement encore les nœuds du problème. Ayant été chargé par la Commission des Archives diplomatiques du *Recueil des Instructions données par les rois de France à leurs ambassadeurs près du Saint-Siège*, j'écrivis, à titre d'introduction, une *Théorie du Gallicanisme* qui ne devait paraître qu'en 1887. La doctrine du droit divin y marche de front, comme dans la réalité, avec la thèse des libertés de l'Église gallicane. Elles ont vécu ensemble, elles devaient périr ensemble. L'histoire de France s'était faite de l'union du spirituel et du temporel pour l'indépendance et la grandeur du pays : « Il ne peut rien manquer au Roi de ce qui appartient au Pape. Le Saint-Esprit choisit le Pape à travers les péripéties d'un conclave ; il marque le Roi dès sa conception. Ils sont, comme dit le poète, les deux moitiés de Dieu. Le Roi, ainsi né, élevé au trône par une force au-dessus de l'humanité, par la volonté divine qui le choisit où qu'il soit, quel qu'il soit, et le fait prince par le simple fait de la mort de son prédécesseur, n'a nul compte à rendre

ici-bas. Il a, dans l'ordre politique, la plénitude de la puissance arbitraire. Sa volonté est loi. Les lois elles-mêmes le placent au-dessus d'elles. Aucune constitution ne le lie, sauf cette mystérieuse loi salique, plus vénérée que connue, et dont tout l'effet est de déterminer la légitimité (1). »

Ainsi je voyais peu à peu se dresser devant moi la grande image de la France. Ce peuple dont César avait déjà, lors de sa rapide conquête, relevé les traits permanents, je le trouvais, au cours de son histoire, pareil à lui-même, vif, curieux, capricieux, impressionnable, sensible, brave, mobile, impatient, mais revenant finalement à une ligne de droiture et de désintéressement.

Jullian, mon élève et mon ami, allait le saisir dans ses origines et ses premiers élans. L'école des historiens qui m'entourait, Quicherat, Luchaire, Giry, Léopold Delisle, Sorel, Taine, Vandal, Masson, Houssaye, Thureau-Dangin, le peignaient sous tous ses aspects divers depuis deux mille ans.

Comment ne pas se passionner pour les destinées d'un peuple toujours en éveil et à l'œuvre, toujours généreux et ardent, même dans ses erreurs ? L'histoire était une politique, la politique de l'optimisme et de la foi.

DE GAMBETTA A JULES FERRY

J'étais donc, après la chute de Gambetta, retourné à mon service des Archives où j'étais nommé rédacteur, le 27 janvier 1882. Mon travail était tout tracé : il s'agissait de poursuivre les études du service pour la classification, la préservation et la communication aux historiens des documents d'État gardés dans le vaste dépôt des Affaires étrangères. Secrétaire de la Commission des Archives diplomatiques, j'avais à lui fournir les éléments des décisions qu'elle avait à prendre et des méthodes qu'elle avait pour mission d'inaugurer.

Avant tout, il fallait que la Commission elle-même et le public des travailleurs fussent renseignés sur les richesses laissées par les siècles et qui étaient comme les papiers de famille de la France. La Commission des Archives avait

(1) *Recueil des Instructions aux ambassadeurs à Rome*. Introduction, p. XCIX.

décidé que le service aurait à établir sur fiches et à faire imprimer les inventaires détaillés du fonds *France*. Il était entendu que, dans cette publication, les documents principaux seraient mentionnés de telle sorte qu'un simple examen de l'inventaire pût suffire aux curieux de l'histoire pour les guider et leur permettre de trouver sans difficulté les pièces qui les intéressaient.

Avant que s'achevât l'année 1882, le premier volume de l'*Inventaire analytique* était mis sur fiches, imprimé, distribué. L'administration décida que mon nom figurerait en tête de ce premier volume ouvrant une série qui, grâce à la persévérance du service, s'est achevée en cinq tomes, et qui se poursuit, en ce moment, par l'inventaire de la Correspondance diplomatique, en attendant l'inventaire de la Correspondance consulaire.

Ainsi s'accomplissait une véritable révolution dans l'histoire de France. Désormais, le secret était dévoilé ; la réalité des faits et la raison des décisions devenaient accessibles ; la continuité des traditions se dégageait telle qu'elle s'était imposée par la nécessité et par la réflexion. Une grande lumière se répandait tout à coup sur l'évolution des problèmes humains ; on suivrait désormais la courbe de l'histoire, non seulement en France, mais en Europe, avec son rayonnement sur la totale humanité.

N'est-il pas frappant qu'une telle révélation se soit produite au moment même où la science française, l'art français, les lettres françaises, la culture française, l'expansion française accomplissaient, dans tous les sens, d'autres progrès décisifs ? La planète était parcourue ; les chemins de la terre et ceux de la mer s'ouvraient ; les grands voyages étaient commencés. D'autre part, la vie sociale s'organisait, l'esclavage était aboli ; le travail était libéré, honoré ; la démocratie disposait de ses destinées ; la parole humaine, chevauchant le rayon, encerclait la terre ; l'électricité abolissait la nuit ; le ciel lui-même était envahi. De mon bureau de l'Esplanade des Invalides, d'où l'on devait voir plus tard Wilbur Wright tenter son premier vol, je relevais, penché sur le parchemin jauni, les décisions par lesquelles un Richelieu avait mis le sceau à l'unité française, avait consacré la tolérance religieuse et tracé les règles d'une langue destinée à servir de tru-

chement aux peuples pour préciser les formules de la justice et les pactes de la paix.

Ces étonnants rapprochements eussent, sans doute, accablé nos esprits, si nous en eussions aperçu toute la grandeur. Mais la vie est quotidienne et, en voyant s'accomplir les transformations imprévisibles qui se succédaient, nous ne savions nous arracher au piétinement du jour le jour, ni à la poussière des passions. L'histoire nous ravissait ; mais la politique ne nous lâchait pas.

LA QUERELLE DES PARTIS. — M. DE FREYCINET

La chute de Gambetta avait mis les affaires de la République et celles de la France en un grand désarroi ; le *Journal des Débats*, qui n'avait pas peu contribué à cette chute, écrivait : « Si le chef naturel et indiqué de la Chambre républicaine n'a pas su la conduire, elle nous paraît bien incapable de se conduire elle-même. » Il est vrai que la presse ne déteste pas, dans les affaires publiques, un certain embarras qui donne matière à des informations sensationnelles. Et puis, le *Journal des Débats* était alors à cheval entre deux mécontentements. Vernes, l'un de ses rédacteurs, me disait : « De quoi vous plaignez-vous ? Vous êtes prévenus : nous, gens du centre, nous mécontentons toujours quelqu'un. »

Le parti qui tenait à bout de bras l'avenir de la République se divisait de lui-même en deux fractions qui, dès lors, se disputaient le pouvoir : les modérés ou opportunistes et les radicaux ou réformateurs. La coupure se fit sous les auspices de M. de Freycinet, qui, après quelque hésitation, ne put se refuser à l'insistance du président Grévy et prit la succession de Gambetta. Ainsi, le chef des « Saxons » (on ne ménageait pas les termes) se trouvait être le principal auxiliaire de Gambetta aux heures douloureuses de la Défense nationale.

M. de Freycinet devenait donc mon ministre ; j'étais sous ses ordres à mon bureau des Archives. Je l'ai approché maintes fois au cours de sa longue carrière. J'ai rencontré ses dernières années à Genève, où il venait chercher le repos après la Grande Guerre. Méridional, protestant, mathématicien, polytechnicien, il avait un ensemble de qualités excep-

tionnelles qui lui eussent attribué une place éminente sous tous les régimes. La charmante expression de son visage entouré d'une fine soie immaculée (la petite souris blanche), sa distinction, sa discrétion le désignaient pour être un adroit intermédiaire entre la bourgeoisie des Notables qui déclinait et la démocratie qui montait. Trois choses surtout le mettaient hors de pair, l'usage du monde, le savoir-faire administratif, une éloquence unique tant elle était naturelle, fluide, irrésistible. Il était né *le séducteur*.

Sous l'Empire, il avait gagné les bonnes grâces de ses chefs par sa vivacité, son charme et l'art du trait délicat et prompt. On racontait, qu'ingénieur d'une Compagnie de chemins de fer, ayant eu à faire les honneurs de ses ateliers de construction à l'Empereur et à l'Impératrice, il avait fait fondre une plaque tournante, étant entendu qu'au moment où la pièce se refroidirait, l'Empereur apposerait le pied sur la masse encore molle, comme une signature. Le moulage de la botte impériale fut parfait ; mais quand l'Impératrice mit aussi le pied sur la fonte, l'empreinte ne réussit pas. L'ingénieur s'excusa, disant à mi-voix : « Le pied est trop délicat, trop fin. » Le compliment fut goûté et le trait ne fut pas oublié.

Issu d'une excellente famille, le protestant du Midi, fils d'un parti longtemps traqué, savait de tradition patienter et, au besoin, s'incliner : « Je plie et ne romps pas ! » N'est-ce pas toute l'histoire de cette minorité, fidèle à elle-même, attachée si fortement au sol, parmi les secousses volcaniques et les tremblements de terre ?

Quant au don de la parole, il surmontait en cet étonnant orateur, même l'éloquence. Souffle léger, transposition d'atmosphère, petite secousse à peine ressentie, les esprits qu'il captait se trouvaient dirigés par une attraction irrésistible, comme les plantes se tournent vers la lumière.

On dit, que, dans les assemblées parlementaires, la parole a parfois changé la conviction, jamais un vote. J'ai vu, cependant, les votes d'une Chambre aller du blanc au noir par l'effet d'une parole toute simple, dénuée d'ornements, sans éclats, tombant de ces lèvres enchanteresses. J'aurais pu dire à quel moment précis le sentiment de la majorité bascula. J'étais député alors. Un conflit, en apparence sans issue, se prolongeait entre les deux Chambres au sujet du vote de la loi mili-

taire établissant le service de trois ans. Le texte du projet avait été renvoyé plusieurs fois d'une Assemblée à l'autre ; l'accord ne pouvait se faire. Freycinet était ministre de la Guerre. Recourant aux grands moyens, il prit le parti de réunir en une séance commune les deux Chambres pour les faire sortir de l'impasse. Il monta à la tribune.

J'étais debout dans l'hémicycle, M. Millerand auprès de moi. Je lui dis : « Attention ! Nous allons voir passer la muscade. » Le ministre commence un court exposé ; quelques précisions ; le silence s'établit. Peu à peu, la pensée s'élève ; elle plane, elle saisit l'auditoire et l'emporte vers des régions sereines où il semble que la difficulté se dissout dans l'espace. C'est une musique. De part et d'autre, les esprits s'émeuvent, les résistances s'amollissent ; le conflit disparaît ; il ne reste que l'admiration et la surprise. Sans que rien ait signalé le point de l'orientation nouvelle, je la sens qui emporte l'auditoire, et je dis à Millerand : « Ça y est ! » On n'eût pu indiquer par quel moyen le miracle s'était accompli. La loi fut votée à une énorme majorité.

Cet orateur incomparable, si persuasif, improvisait-il ? Récitait-il ? Qui sait ? Toutes les facultés de sa belle intelligence servaient à la fois. En tout cas, sa mémoire était sans égale. Une autre anecdote : Freycinet étant président du Conseil, ministre de la Guerre, le ministre de la Justice, Fallières, se trouva souffrant à la tribune et ne put achever un discours relatif à une affaire religieuse, l'interpellation sur un appel comme d'abus au sujet d'une mesure prise par l'archevêque d'Aix, Gouthe-Soulard. La séance fut renvoyée au lendemain. Étant alors chef de service au ministère des Affaires étrangères, je reçus la visite d'un officier du cabinet de M. de Freycinet qui me priait, au nom de son ministre, de fournir quelques renseignements techniques sur « l'appel comme d'abus » et sur les droits de l'État. On me demandait de rédiger une note à la hâte et de la faire porter, à quelque heure de la nuit que ce fût, dans la chambre à coucher du ministre, qui la trouverait le matin pour préparer son discours. Je donnai à la note la forme d'une réponse à l'interpellation, et elle fut remise comme il était convenu. Le lendemain, j'eus la curiosité d'aller à la séance pour me rendre compte du parti que l'orateur tirerait de cette esquisse. Or, la note fut récitée

textuellement, sur le ton de l'improvisation, par le ministre qui n'avait pu en prendre, pourtant, qu'une connaissance bien rapide. Je me souvins, alors, du mot de cet ancien : la première faculté de l'orateur, c'est la mémoire.

M. de Freycinet paraissait désigné, plus que personne, pour le ministère des Affaires étrangères : sa finesse, sa prudence, son entregent, ses ressources étaient celles du diplomate. Mais le coup porté par lui à l'unité du parti gambettiste et son échec en Égypte pesèrent sur toute sa carrière. On ne lui pardonna pas. A la Chambre et au Sénat, les amis de Gambetta lui furent résolument hostiles. Si nous n'avions pas sous les yeux le témoignage officiel des violences fanatiques qui jettent les uns contre les autres les partis politiques, on aurait peine à s'imaginer l'âpreté de ces querelles anciennes.

Pourrait-on croire, par exemple, que, plusieurs années s'étant déjà écoulées, un homme aussi maître de lui et de sa parole que l'était Challemel-Lacour, oublieux des luttes communes, ait traité avec une rigueur, une violence implacables, devant le Sénat, Freycinet dont la candidature à la présidence de la République était posée contre celle de Jules Ferry ? Je citerai seulement quelques phrases de cette harangue, ne serait-ce que pour nous faire honte de nos cruels dissentiments. « Il paraît entendu, dit Challemel-Lacour, que l'on évitera d'examiner le passé des candidats... Cet examen, pourtant, aurait eu des avantages précieux. Il aurait rappelé fort à propos au pays et aux membres du Parlement quel est l'homme qui, — flattant et trompant tout le monde, — a le plus contribué à la dislocation du parti républicain, à la subversion de toutes les idées de gouvernement, à l'énervement de l'administration ; quel est celui qui a compromis, — Dieu sait pour combien de temps ? — par son infatuation et par son imprévoyance, les intérêts de la France en Égypte et qui, devenu le familier de l'Élysée, auquel il a d'ailleurs tourné le dos si allègrement dès que l'adversité y est entrée, est resté depuis six ans une sorte de ministre permanent, tantôt en fonctions, tantôt *in partibus*, également funeste aux affaires par son action et par ses intrigues... »

Ainsi se traitaient ces hommes graves, ces personnages devenus historiques, et qui ne se sont apaisés que dans les rencontres de la mort.

De telles polémiques donnent la mesure de l'état de division qui affaiblit, pour de longues années, le parti républicain et le gouvernement du pays. Dès lors, dans les administrations, les plus hardis, les plus ambitieux mettaient la main sur les leviers de commande ; les carrières individuelles en pâtissaient, non moins que les affaires générales. Au ministère même, nous étions partagés en deux clans, deux coteries.

J'ai dit à quel point l'antagonisme entre Gambetta et Freycinet faussa la manœuvre dans l'affaire d'Égypte. La conduite de ce dernier s'explique assurément par sa nature, ses hésitations, son manque de fermeté et de décision. Jules Grévy, qui l'avait appelé au pouvoir, avait pris parti contre la politique énergique de Gambetta. Or, l'Angleterre sut profiter de nos divisions pour se dégager des paroles qui avaient été échangées. Freycinet était l'homme indiqué pour se résigner à un tel abandon. Il ne résistait pas ; il ne s'affirmait pas ; il se dérobait, se diluait. C'était sa manière.

Assurément, la diplomatie doit être conciliante ; mais, aussi, clairvoyante, résolue. L'art consiste à savoir ce qu'on veut et, tout en cherchant à gagner le but par les voies les plus accessibles, à le viser toujours. A la rigueur, courir le risque, en se gardant toujours, bien entendu, une porte de sortie. Or, le partenaire de notre condescendant ministre, lisant dans ses yeux, fonçait parce qu'il le voyait prêt à reculer, à céder. Si, lors des événements d'Alexandrie, le ministre français avait donné l'ordre à son amiral de faire ce que ferait l'amiral anglais, la partie eût été gagnée et la France aurait eu sa part dans le gain comme dans l'action.

Freycinet avait une autre faiblesse, tenant toujours à ce désir de plaire : il subordonnait trop la politique extérieure à la politique intérieure ; c'est le grand mal du régime parlementaire. Un discours de Clemenceau fut le coup de vent qui, à la Chambre, fit plier le roseau et qui, à Alexandrie, fit lever l'ancre, saccageant la fortune de la France et celle de Freycinet. Trop fin pour ne pas s'en rendre compte, il se cantonna, par la suite, après quelques vains efforts pour se relever, dans un ministère administratif où il rendit les services que l'on sait.

LE MINISTÈRE DUCLERC. — LA MORT DE GAMBETTA

Le discours par lequel Gambetta avait essayé d'insuffler quelque énergie à son successeur fut le chant du cygne. Les suites prévues se réalisèrent là-bas.

A Paris, le Cabinet fut renversé. Pour donner aux passions le temps de s'apaiser, le président Grévy alla chercher au Sénat un excellent homme, un « républicain de 48 », comme on disait en ce temps-là, ami de Gambetta et dont l'heureux caractère ainsi que la sagesse résignée endossèrent les suites des fautes commises et se conformèrent à une situation sans remède. Une certaine détente s'ensuivit dans l'opinion et dans nos administrations.

En plein accord avec mes chefs, je m'appliquai au travail de nos inventaires et, en même temps, je donnai à la *République française* la série de mes « Variétés historiques ». Quand je venais les apporter au journal, Gambetta m'appelait dans son cabinet et la conversation s'engageait familière et confiante de sa part, sur les questions du jour, sur l'opinion, sur l'avenir de la République, sur la jeunesse, sur les faits qui, soit au dedans, soit au dehors, pouvaient servir à la cause.

Je n'étais pas sans m'apercevoir que la santé du président s'altérait. Je le vois encore congestionné, bouffi, pâli, allongé sur un divan, appuyant la main sur le ventre, et me disant : « Ils ne savent pas ce que je souffre. » Puis, il reprenait sa belle humeur, son parler méridional et jovial avec l'*assent*. Il appelait l'un de nos confrères, « Barthélemy, Barthélemy! » en ajoutant : « Rien de Saint-Hilaire ! » Il n'avait qu'une pensée, rendre à la France les forces nécessaires pour reprendre son autorité dans le monde. C'était le moment où, de l'étranger, les plus grands personnages tournaient les yeux vers lui, comme vers l'homme du lendemain : le prince de Galles, sir Charles Dilke, Skobeleff. Les familiers de Bismarck le recherchaient ; et ce dernier ne cachait pas son désir d'une rencontre. Dans la crise, née en Orient, qui secouait l'Europe, on eût eu le choix des alliances. Gambetta prêtait son attention à toutes les manifestations du relèvement, aux finances, à l'armée, au mouvement intellectuel. « Où en sont vos

archives ? me disait-il. Où en est l'évêque de Luçon ? »

Le président Duclerc me connaissait par mes articles et par les notes que la direction politique mettait sous ses yeux. Il m'avait pris en affection. Quand le volume inaugural de l'Inventaire du fonds *France* fut achevé, je lui portai, comme il convenait, le volume encore frais. Je remis aussi un exemplaire à Gambetta. Nous approchions de ce funeste mois de décembre 1882.

Le 27 novembre, dans la soirée, la nouvelle éclata dans Paris : Gambetta s'était blessé à la main en maniant un revolver.

Il venait de s'installer dans l'ancienne maison de Balzac, « les Jardies », à Ville-d'Avray. M. Duclerc me chargea d'aller prendre des nouvelles du malade. Je ne rencontrai, dans la modeste villa de la banlieue parisienne, que quelques familiers du président, Étienne, Spuller, Devès, Pallain. On n'ignorait pas la présence de Léonie Léon, mais elle ne se montrait pas. La blessure parut évoluer normalement vers la guérison ; les médecins ne se montraient pas inquiets sur les suites.

Au cours de mes visites, je fus admis, une fois, dans la chambre du malade. Je le vis couché sur un petit lit de fer. Il me remercia de l'inventaire des Archives et me félicita du travail accompli. Il était pâli, quelque peu affaissé, mais non abattu ; il se souleva à demi pour me dire ces quelques mots.

Sur ces entrefaites, ma mère reçut une lettre d'Étienne l'informant que Gambetta désirait qu'elle m'informât elle-même de ma nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur. M. Duclerc, répondant à une demande que Gambetta lui avait adressée par la plume d'Étienne, avait accordé cette distinction. Le ministre, souffrant lui-même, me convoqua pour me confirmer la décision prise et il eut la bonté de me remettre la lettre qu'Étienne lui avait écrite le 21 décembre : « Gardez cette lettre précieusement, me dit-il, et souvenez-vous ! » Voici la lettre :

Chambre des Députés

Paris, le 21 décembre 1882.

Monsieur le Président,

Gambetta me charge de vous demander de vouloir bien donner la croix de chevalier de la Légion d'honneur à M. Hano-

taux qui appartient à votre ministère. Vous lui feriez le plus grand plaisir en accédant à sa requête.

Notre ami va mieux ; mais le repos lui est recommandé pour plusieurs jours encore.

J'ai pris chaque jour des nouvelles en son nom auprès de l'ami Devès.

Croyez, monsieur le Président, à tous mes sentiments dévoués.

EUGÈNE ÉTIENNE.

Selon le désir de M. Duclerc, je me rendis, le 31 décembre, à Ville-d'Avray pour remercier Gambetta et lui exprimer les vœux du ministre. Je trouvai la maison dans une émotion silencieuse et je pus à peine entrevoir Étienne. Rien, toutefois, ne me fit prévoir la catastrophe. Dans la nuit suivante, quelques minutes avant la fin de l'année 1882, Gambetta mourut.

LA MORT DE GAMBETTA. — LÉONIE LÉON

Je n'ai pas à rappeler la surprise et la douleur qui se répandirent en France et dans le monde entier : c'est quand l'homme est abattu que les survivants disent : « Je ne le croyais pas si grand ! »

Avec Girard de Rialle, nous fûmes convoqués pour la préparation des cérémonies funèbres. Je garde, parmi mes plus émouvants souvenirs, les lettres, les emblèmes de deuil, les témoignages contemporains de l'événement. Parmi tant de funérailles solennelles auxquelles j'ai assisté, je n'ai rien vu d'aussi poignant. La France était une mère pleurant son fils et l'entourant de ses bras.

Sur une prolonge d'artillerie, le corps fut drapé des trois couleurs chargées d'une couronne envoyée par l'Alsace. Les obsèques furent fixées au 7 janvier 1883. J'étais désigné pour être l'un de ceux qui passeraient la dernière nuit auprès du corps, dans la grande salle du Palais-Bourbon, dont la façade était tendue d'un voile noir.

Nous étions dans le recueillement de ces heures sombres, formant un groupe avec Henri Roujon, Girard de Rialle, Spuller, Pallain, lorsqu'une voix impérative se fit entendre vers l'entrée. C'était Gallifet. « Je viens, me dit-il, remplir un

devoir auprès du patriote qui était mon ami. Je passerai la nuit auprès de vous. »

Dès l'aube, la foule fut admise. Le défilé recommença, si nombreux, si pressé qu'on pouvait se demander s'il finirait jamais. Gallifet me dit : « Je vais m'habiller ; je reviens dans quelques instants. »

Le cortège s'ébranla vers huit heures. Il traversa le pont de la Concorde, la place, suivit la rue de Rivoli, la rue de Turbigo, la rue de Charonne, se dirigeant vers le Père-Lachaise. La ville était tendue de deuil, les drapeaux en berne ; du pavé jusqu'au faîte des toits, c'était une tapisserie humaine. Les tambours scandaient la marche.

Galliffet était revenu, en grand uniforme, et nous nous étions engagés dans le cortège des amis.

Une courte et triste journée d'hiver se conformait à la pensée de tous. L'ombre descendait sur la ville quand nous arrivâmes au cimetière. Les paroles d'adieu furent prononcées. Le vieil historien Henri Martin, penché sur le cercueil, déplora la mort de l'homme « dont la destinée si courte avait épuisé trois phases dont chacune eût suffi à créer une gloire », et il conclut en rappelant cette parole d'un adversaire : « Il était magnanime. »

Les portes du cimetière fermées, la foule se dispersa. Nous partîmes et nous nous trouvâmes tous deux, Galliffet et moi, dans ce quartier du Père-Lachaise qui, après dix ans, vivait encore le drame du « Mur des fédérés ». Galliffet fut reconnu. Des figures irritées nous accompagnaient tandis que nous descendions vers la place de la République. Et des voix apostrophaient sourdement l'homme qui avait eu une si grande part dans la répression : « Assassin ! Assassin ! » Je dis au général : « Nous pourrions prendre un fiacre. » Et lui : « Vous avez peur ? — Il s'agit de vous, mon général. Continuons. » Et nous arrivâmes, ainsi escortés, jusqu'au coin de la place de la République et du boulevard Voltaire, où nous entrâmes dans un restaurant pour dîner : car nous n'avions rien pris depuis la veille.

Henri Martin, le général de Galliffet, le jeune archiviste : ce rapprochement des trois âges n'est-il pas symbolique ? La France de 1848 et des illusions révolutionnaires, la France de Sedan et de la défaite, la France de la IIIe République et

du relèvement. France de l'unité, France de la désunion, France de la mesure et de la réconciliation, telles sont les pages contrastées de ton histoire!

Je reviendrai sur mes relations avec Galliffet qui remontent à ces circonstances émouvantes. Mais je ne veux pas me séparer de l'évocation de ces journées douloureuses sans dire ce que je sais de la mort de Gambetta et de ce qu'on a appelé le « drame des Jardies ». L'opinion ayant été plus ou moins trompée par la polémique, il n'est pas inutile de lui présenter le récit d'un témoin dont les yeux ont vu.

La crédulité publique admet encore que Gambetta a rencontré Bismarck, alors que l'allégation est démontrée fausse : il en est de même en ce qui concerne les circonstances de la mort de l'homme. Le romanesque et le ouï-dire l'ont emporté sur la vérité. Les médecins qui ont été appelés au moment de l'accident, qui ont soigné et suivi le malade, qui ont assisté à sa mort, qui ont fait l'autopsie, ont déposé devant la science et leurs témoignages conformes ont été contrôlés : une blessure accidentelle, frappant un organisme affaibli, a provoqué les complications intestinales qui ont amené la mort.

L'homme de la Défense nationale, le fondateur de la IIIe République, l'homme d'État clairvoyant qui eût voulu protéger le suffrage contre la corruption capitaliste et contre la surenchère démagogique, le patriote énergique qui refusait de laisser à bas la France séculaire, l'âme douloureuse qui cherchait, par la justice et la paix, la guérison de la grande blessée, est mort à la fleur de l'âge, accablé par le poids des travaux et des luttes qui avaient usé sa vigueur, altéré son humeur, déçu son optimisme, brûlé son sang.

Il y avait un grand amour dans sa vie, c'est vrai ; il y avait même une crise en cet amour ; mais la crise était à l'opposé de ce qu'on a dit : c'est la femme qui ne voulait pas le mariage et c'est l'homme qui le désirait passionnément. Finalement, l'accord était fait ; l'union décidée, annoncée. Nous avons les dernières lettres, les lettres de l'hésitation suprême, de l'acquiescement final, et aussi celles de l'épuisement, de la nausée, du dégoût de la politique, les lettres où la victime de la cruauté des hommes cherche son refuge dans les bras de la femme : « Ah ! que j'ai d'impatience d'en finir avec cette

vie hachée, dépensée à courir après l'un, après l'autre, ne pouvant jamais jouir de ta présence, mignonne. Il faut terminer un supplice qui est d'autant plus intolérable que nous sommes seuls maîtres de ne pas le subir. Je me console en songeant que nous ne nous quitterons plus. Je t'embrasse comme je t'aime, à l'infini. — 19 novembre 1882. »

Quelle était donc la femme qui inspirait une telle passion et à laquelle ces effusions, ces supplications étaient adressées ? D'où provenait le sentiment exalté et presque désordonné, qui s'exprimait au cours de cette correspondance, toujours pareille, toujours enflammée d'une ardeur sans égale, s'élevant jusqu'au don de soi-même offert avec l'autorité de la plus ferme raison ?

J'ai connu Léonie Léon, seulement, il est vrai, après la mort de Gambetta. J'ai été de ceux qui l'ont vue gardant fidèlement le culte du grand et brave homme qui avait été son ami. Des traits réguliers et fins, des yeux noirs légèrement voilés, une lèvre mobile et souple, une chevelure noire mêlée de quelques cheveux blancs, encadrant, de ses boucles ondulées, un front haut et bien dessiné, un tour de figure délicat, un peu rond, une parole rare, proférée d'une voix douce et dans des notes basses, un corps mince et sans richesse, une attention prévenante, une culture quelque peu précieuse, une grâce contenue et où il y avait comme un embarras venant soit de l'origine, soit de la prudence et du secret, telle elle m'apparut, quand je la vis dans l'appartement de la rue d'Auteuil où un ami, Pallain, me conduisit près d'elle.

Comment cette nature réservée, froide, et qui n'avait nulle apparence ni romantique, ni romanesque dans sa sage tenue « 1870 », avait-elle éveillé chez son adorateur une si violente passion ? Je fais grande la part de ce qu'avait été la jeunesse de l'homme qui n'avait pas connu, au foyer paternel, la chaleur de la tendresse familiale et qui en avait beaucoup souffert ; je fais grande la part d'une sorte de timidité devant la femme que l'origine provinciale impose, avec un certain embarras, à ces hommes frustes et mal habillés ; je fais grande la part, — du côté de la femme, — de l'intelligente manière d'écouter, art délicat, émouvant, et qui donne une si grande satisfaction à l'homme de parole ; je fais grande la

part de la conquête soudaine et décisive que le héros avait faite de cette inconnue, si fière elle-même de se sentir choisie dans la foule et de l'encouragement que la colombe, tremblante dans la main, offre à son vainqueur. Elle avait subi le chant du mâle, elle l'avait aimé. Et quel retour chez l'homme ! L'amour appelle l'amour. N'ai-je pas connu un des plus fermes psychologues de « Mon Temps », à qui je demandais par quoi il avait été pris, me répondre : « Que voulez-vous ! Un jour, en me retournant, j'ai vu cette femme qui embrassait la trace de mes pas ! »

Nous ne saurons jamais comment l'amour s'empare des hommes de haut génie. C'est une fécondation précieuse qui les appelle. Accablés de soucis et d'œuvres, ils cherchent la réalisation dans la tendresse ; ils se donnent extraordinairement, grandement.

Après la mort de Gambetta, on accorda, sur les fonds du ministère de l'Intérieur, une petite pension à Léonie Léon. Le parti radical, quand il arriva aux affaires, la supprima. Nous fîmes une démarche, Pallain et moi, auprès de Waldeck-Rousseau pour qu'on la rétablît. Après la mort de son ami, Léonie Léon n'avait pu supporter le séjour de Paris ; elle se partageait entre Rome et la Suisse. Peu à peu, Rome la retint. Sauf quelques intimes, les anciens amis de Gambetta ne la voyaient plus que lors de courts passages en France. On a beaucoup exagéré les attentions qu'aurait eues pour elle le pape Léon XIII. Sa correspondance avec Mme Marcellin-Pellet, publiée dans l'ouvrage de M. Émile Pillias, prouve qu'elle s'occupait toujours, non sans quelque passion, des événements politiques. Le Père Janvier avait pris sur elle une grande influence.

Elle mourut, à Paris, le 14 novembre 1906, 2, avenue Perrichon. Les lettres que lui avait adressées Gambetta auraient été brûlées par Pallain, sauf une centaine, publiées (mal publiées) par Francis Laur, sous le titre : *le Cœur de Gambetta.* Les lettres de Léonie Léon à Gambetta auraient été également détruites, à ce qu'on dit, par une nièce, son héritière. Le reste est silence.

UNE MISSION A NICE. — PREMIERS CONTACTS AVEC LE MIDI

M. Duclerc, homme âgé, accablé par le travail et les responsabilités, était gravement malade à la mort de Gambetta. Il me fit savoir qu'il me déléguait pour le représenter aux obsèques de l'homme d'État à Nice. Il eut aussi la bonté paternelle de s'intéresser à ma santé qui était, en effet, très délicate à cette époque, et il ajouta que, désireux de me voir prolonger mon séjour dans le Midi pour m'éviter le retour en plein hiver à Paris, il me confiait une mission qui me retiendrait quelque temps là-bas.

Des bruits circulaient alors, recueillis par la presse parisienne, et qui faisaient allusion à une propagande anti-française agissant dans le comté de Nice et dans les pays environnants, en vue de créer ou de développer, prétendait-on, certaines tendances séparatistes.

Il ne faut pas oublier que l'annexion ne remontait qu'à une vingtaine d'années. Le général Garibaldi, qui avait groupé autour de lui nombre de républicains et de patriotes en accourant au secours de la France, comptait de nombreux amis à Nice. Le parler niçois est une sorte de provençal que Paris confondait avec l'italien. Certains intérêts particuliers avaient pu se trouver atteints par l'annexion ; les mœurs locales, des habitudes, non pas très anciennes peut-être, mais établies par le voisinage, n'avaient pas eu le temps de se plier aux méthodes et à l'esprit français ; au temps de la Commune, les mouvements que l'on sait s'étaient produits à Marseille et dans le Midi. Paris ne distingue guère un Midi de l'autre. Ajoutons que la frontière franco-italienne n'était pas tout à fait déterminée sur certains points. Menton, Roquebrune et lieux voisins étaient à peine détachés de la principauté de Monaco. On avait besoin, à Paris, d'être renseigné exactement sur ce qui se passait ou plutôt sur ce qui se disait.

Muni d'instructions qui m'accréditaient auprès des autorités locales, je me rendis à Nice. Les funérailles de Gambetta eurent lieu au cimetière du Château, et c'est là que la splendeur du Midi me conquit du premier coup. Du haut de la colline dominant les eaux à l'infini, le ciel et la mer confondaient

leur azur. La décision du grand Français qui avait voulu reposer dans ce haut lieu me permettait de saisir, d'un seul regard, l'unité indestructible de ce pays celto-ligure d'au delà et d'en deçà les Alpes qui avait compté parmi ses gloires Virgile de Mantoue, Tite-Live de Padoue, et tant d'autres que l'histoire romaine appelait encore les « Gaulois ».

Oui, c'était Virgile qui m'accueillait sous les oliviers et sous les citronniers dans la bucolique rusticité d'une campagne dont la terre déclive était soutenue, comme aux premiers siècles, par les immuables murs de pierres sèches : terre de fermeté et de douceur, si accueillante à l'homme !

Les saisons tour à tour me parent : blonds épis,
Raisins mûrs, verte olive ou printanier calice ;
Et le lait du matin caille encore sur l'éclisse
Que la chèvre me tend la mamelle et le pis (1).

Ma formation classique se couronnait par cette connaissance soudainement révélée de la beauté méditerranéenne ; je sentais se ranimer en moi les racines subsistantes de notre histoire séculaire et toujours jeune. La Gaule annexée à la Provence ! Allons donc ! La Gaule avait débordé les Alpes et porté son génie jusque dans la péninsule. Elle avait pris Rome. Elle avait tenu le Pô ; et la Provence n'était qu'une arche pour s'en aller, avec les peuples de la mer, par les grands chemins du monde.

Le Rémois que je suis (Reims, sœur de Rome ; Remus, frère de Romulus) comprenait l'élan avec lequel ses pères s'étaient enrôlés dans la légion « l'Alouette ».

Penché sur cette tombe encore ouverte, je saisissais mieux ce passé qui fait un bloc de toute la côte ligure et où le fossé de la Roya n'est qu'un pli de terrain entre deux rochers frères. Sur le sommet voisin, j'apercevais la tour de l'union, la Turbie ; sur le proche horizon, j'apercevais la Corse, dont la ligne lumineuse se tendait comme un bras pour se joindre au continent. Je comprenais Bonaparte abandonnant son île parce que, selon ses propres paroles, la France était seule de taille à soutenir ses œuvres et sa gloire. Et je comprenais enfin le « Génois » venu par Cahors

(1) J.-M. de Heredia, *Les Trophées.* — *Hortorum Deus.* IV.

à Paris, comme le Latin Mirabeau, et comme tant d'autres, pour nous réveiller au cri de Varus et redemander à la Germanie nos légions. Je comprenais pourquoi il était revenu ici, après sa mort, mon maître et mon ami, haut gardien de la frontière dans l'unité latine. Cimetière du Château, sur tes allées rocailleuses et sous tes ombres noires comme celles des Alyscamps, je subissais la leçon de ton site élevé et l'attraction irrésistible de ton ineffable climat !

Telle me fut accordée la première caresse de cette France du midi qui m'entourait ainsi de ma patrie tout entière. Nous autres, hommes du Nord, nous sommes gens de dur labeur et de luttes éternelles, l'esprit bourrelé, le cœur inquiet, les mains calleuses. Ici, on vit la vie ; on flâne la vie. Mais les grandes inspirations et excitations viennent de ces terres méridionales, berceuses des longs repos, par lesquelles s'est achevée et sauvée, siècle à siècle, la France au double toit.

Conformément à mes instructions, je m'appliquais à découvrir les indices d'un mouvement séparatiste, qui, je le constatai bien vite, n'existait pas. Je vis les autorités qualifiées du pays, le préfet Lagrange de Langre, qui m'ouvrit toutes les portes et tous les dossiers. Il me conduisit lui-même à la maison de jeu de Monte-Carlo, échappée à peine de la main de Charles Garnier, bonbonnière un peu démodée depuis, comme se démodent les bonbonnières, mais, alors, toute fraîche et un peu sucrée dans sa prétention enrubannée. Je pénétrai dans ses salles sombres une seule fois. J'y perdis cent francs et mon chapeau qui disparut au vestiaire ; et l'on ne m'y a plus revu.

Je rencontrai les hommes politiques niçois, les Borriglione, les Malaussena, les Raiberti ; je vis les généraux, les banquiers, les notaires, tout ce qui a l'occasion de pénétrer dans la vie publique et particulière. Je m'entretins longuement avec eux et j'obtins des assurances souriantes qui ne laissèrent aucun doute dans mon esprit. Aux Archives départementales, je trouvai un camarade de l'École des Chartes, Henri Moris, grand remueur d'idées et de paperasses, qui me donna la clef de ces antiques attaches françaises remontant au moyen âge, le comté de Nice relevant du comté de Provence, lui-même réuni à la Couronne par legs qu'en fit

son légitime propriétaire Charles III à notre roi Louis XI, sans parler de l'annexion déclarée par Charles VIII en octobre 1486 ; la séparation de la France et le rattachement à la Savoie décidé par le Congrès de Vienne (de même que l'Alsace et la Lorraine l'avaient été plus tard à l'Allemagne par le traité de Francfort) n'ayant eu qu'un caractère transitoire et éphémère, aboli par le plébiscite de 1860.

C'est à Moris que je dois les curieuses révélations sur le christianisme en Gaule, sur la fondation, peut-être druidique, du monastère de Lérins et sur les influences gauloises qui décidèrent la conversion de Constantin le Grand, après l'apparition en Provence du labarum, *in hoc signo vinces*! et après ses premières victoires sur Maxence. Ainsi tout se rattachait d'une ligne continue par-dessus les siècles.

Je quittai Nice et j'allai m'établir pour quelque temps à Cannes, en vue d'examiner les choses du côté « vieille France ». J'avais là aussi un ami qui avait été mon camarade au lycée de Saint-Quentin, Anatole Vuilox, homme du Nord comme moi et n'ayant ni le préjugé *niçard*, ni l'accent provençal. Par lui, je connus le maire Gazanière, que nous appelions familièrement « Maison noire », le docteur B..., vrai puits de science, archéologue impeccable et qui, par la suite, devait me mettre en relations avec Mistral. Tous ces gens ouvraient de grands yeux quand je glissais timidement le mot « séparatisme ». A la fin, je compris qu'il ne fallait pas abuser de mon ignorance, et ma mission prit un autre caractère ; elle évolua tout bonnement vers la confiance et l'amitié. Je découvre, dans mes vieux papiers, une lettre de mon brave ami Vuilox, chez qui j'avais trouvé un accueil vraiment familial, et qui donne la note de cette intimité, si douce au voyageur officiel. Je ne puis résister à l'envie d'en citer quelques lignes de préférence à mon rapport « diplomatique » :

« Mon cher ami,

« Je vous retourne une lettre à votre adresse pour avoir encore une fois l'occasion de vous dire mille choses aimables de la part de ma femme et de petite Jeanne. Tout mon monde est en bonne santé. Nous avons entrepris de lire Rabelais à deux. Nous avons terminé Gargantua. Nous comprenons absolument tous les mots et nous sommes étonnés de voir

le nombre de ceux qui se rapprochent du patois provençal. Nous alternons avec les échecs. Vous voyez comme tout cela est innocent et patriarcal.

« Bien à vous et mille amitiés de ma femme et de Jeanne, qui, tout de blanc habillée, avec ses petits petons bleus (au départ, j'avais fait cadeau à l'enfant de ces mignons souliers), est maintenant arrêtée par des étrangères qui interrogent la maman, forcée d'avouer qu'elle est plus belle encore, grâce à « son ami Hanotaux de Paris. »

Dans ma réponse, j'envoyai une chanson du Nord pour amuser la gentille petite demoiselle du Midi :

Notre âne, notre âne a bien mal à la tête.
Madame, il faut lui faire un bonnet pour sa fête ;
Un bonnet pour sa fête et des souliers lilas...
La, la !
Et des souliers lilas.

Notre âne, notre âne a bien mal aux oreilles.
Madame, il faut lui faire un' pair' de boucl' d'oreilles.
Une paire de boucl' d'oreilles, un' tasse de chocolat...
La, la !
Un' tasse de chocolat.

On le voit, j'avais pris mon parti ; je remplissais le vœu du bon M. Duclerc : ma mission consistait à goûter, à savourer le Midi. L'excellent vieillard m'avait accordé ces vacances délicieuses : j'en jouissais.

Au hasard de mes promenades, je m'en allais dans cette campagne si prenante avec ses sentiers tracés par le pas des chèvres et suivant les détours des vallées, le bord des précipices pour gagner les pâturages de la montagne ; comme eux, je franchissais rus et cascatelles sur des arches romaines affaissées et j'abordais en tremblant de froid les couloirs sombres que les roches, contemporaines de la création, surplombaient.

Je prenais des notes, je dessinais, je faisais des vers, mauvais vers, mais combien sincères ; je surprenais les jeux de la lumière sur le gris des oliviers, les caresses du vent retroussant, sur les branches noires, les feuilles aux dessous

d'argent ; j'admirais les citronniers chargés de fruits tout en or ; j'enlevais un croquis de quelque vieille maison aux tuiles creuses sur sa muraille blanche comme crème ; je mesurais de l'œil les arcades des greniers à foin destinés à devenir les hautes galeries du rococo provençal ; je m'extasiais devant le mirador des chapelles baisant le ciel de ses lèvres roses ; je saluais les cyprès, eux-mêmes saluant la terre ocre de leurs lignes noires flagellées par le mistral. Tout m'était spectacle, nouveauté, émotion.

J'allais à pied, pour déjeuner, de Nice à Menton par la Turbie, et je respirais tout l'air du grand ciel bleu et de l'histoire quand, du point culminant de la *via Aurelia*, je discernais, d'une part, le bleu profond de la mer, et, d'autre part, l'escalade immaculée de la neige sur les Hautes-Alpes.

J'allais à Grasse où je devais rencontrer mes amis, les Chiris, voir les Fragonard, visiter la maison de Mirabeau. Le chemin n'était qu'un tapis de fleurs : narcisses, anémones, violettes, jasmins aux boutons entr'ouverts, m'accueillant de leurs confidences parfumées et soulevant ma jeunesse ardente au souffle de l'amour.

Je revenais par Antibes. Je visitais le fort carré bâti par Vauban, moussu et barbu comme un vieux soldat. La puissance historique de cette côte, affirmée par l'alignement des vaisseaux de guerre dans la rade de Villefranche, me formait à la grandeur.

Quand je rentrais à Paris, je n'étais plus seulement un Picard ou un Parisien ; j'étais un Français cent pour cent. J'avais, une fois pour toutes, logé mon achèvement et mon repos dans le Midi.

GABRIEL HANOTAUX.

(A suivre.)

LETTRES INÉDITES D'EUGÈNE DELACROIX A SA SŒUR HENRIETTE

1819-1822

En publiant, après le *Journal*, la *Correspondance générale* de Delacroix, je comptais bien faire la lumière sur quelques points obscurs de la vie et de la carrière du maître. Les résultats ont dépassé mes espérances. Après avoir étudié plus de quinze cents lettres, la plupart inédites, dont les trois quarts environ sont maintenant publiées, on découvre bien des aspects peu connus de cette grande figure, on apporte surtout une précision indispensable dans la chronologie de l'œuvre de Delacroix, jusqu'ici assez flottante.

Deux trous d'ombre cependant subsistent, avant et après le fragment du *Journal*, rédigé pendant la jeunesse du maître, à partir du 3 septembre 1822, et malheureusement interrompu après le 4 octobre 1824. Ce sont justement les époques de la vie de Delacroix que nous aimerions le mieux connaître et sur lesquelles nous sommes le moins bien renseignés. La première correspond au séjour dans l'atelier de Guérin, entre 1816 et 1822, un moment capital dans la vie de Delacroix, celui où son génie se forme dans l'ombre et le silence avant de se révéler soudainement par le coup de tonnerre de *la Barque de Dante* au Salon de 1822. La seconde embrasse les années 1825 à 1830, entre le retour de Londres et la Révolution de Juillet, années exceptionnelles de la vie de Delacroix,

pendant lesquelles le peintre de *Sardanapale* fait figure de révolutionnaire, traverse le cénacle romantique, fréquente les Jeunes-France, se lie avec Victor Hugo, Sainte-Beuve, Théophile Gautier, Mérimée, Stendhal, etc. De cette période passionnante où s'épanouit le dandysme de Delacroix, promu au rang de chef de la jeune école, d'un Delacroix « mauvais sujet », compagnon de fête des Mérimée, des Musset et des Mareste, en même temps tourmenté par le génie de la peinture, de ce Delacroix enfin dont Balzac nous donne dans les *Illusions perdues* un magnifique et inoubliable portrait : nous ne savons, hélas ! presque rien. Point de *Journal* pour cette époque, et la *Correspondance*, particulièrement rare, ne satisfait point notre curiosité.

Voici pourtant, pour éclairer la première période d'ombre, celle de l'atelier Guérin et de *la Barque de Dante*, un recueil de lettres d'une valeur inestimable : quarante lettres de Delacroix à sa sœur Henriette, entre novembre 1819 et juin 1822. J'en connaissais trois, mais je croyais le reste à jamais perdu. Point du tout : quarante lettres viennent s'ajouter aux trois premières, constituant une correspondance suivie entre le frère et la sœur. A vrai dire, il y est question surtout d'affaires, de pauvres petites affaires d'argent, de celles qui préoccupent des gens affreusement ruinés et réduits à une gêne qui voisine la misère. Mais il y est question aussi de la vie de Delacroix, de son travail, de sa peinture, de son attitude en face de la pauvreté : quel spectacle saisissant et quelle toile de fond sur laquelle se détache la figure du jeune Delacroix, au moment où ce puissant génie est en train d'enfanter *la Barque de Dante* !

Henriette était la sœur aînée de Delacroix : née en 1780, elle avait dix-huit ans de plus que lui ; elle aurait pu, elle aurait dû lui servir de mère, après la mort de Mme Delacroix mère en 1814, mais elle avait le cœur dur et ne montrait à son jeune frère aucune tendresse. C'était une fort belle personne, comme nous le montre le fameux portrait de David, peint en 1801, grande et forte femme au teint éblouissant de blonde, contraste parfait avec Eugène, mince et souffreteux, « un homme cuivré, maigre et barbu », comme il l'écrivait lui-même à sa sœur. On ne les croirait pas de la même famille.

Mais ce n'est point un secret qu'ils n'avaient pas le même père. Et peut-être qu'Henriette le savait...

Henriette avait épousé en 1797, au temps où son père Charles Delacroix était ministre des Relations extérieures sous le Directoire, un diplomate, Raymond de Verninac, un petit hobereau du Quercy, qui nageait avec habileté dans les eaux de la Révolution. Il avait été question pour lui d'épouser la propre fille de Beaumarchais, mais il avait trouvé plus d'avantages à devenir le gendre de son ministre. Son ambition fut du reste bien déçue. Charles Delacroix quitta en août 1797 le ministère, où il fut, comme on sait, remplacé par Talleyrand. Verninac, ambassadeur à Constantinople, en était revenu pour devenir en 1801 préfet du Rhône, puis ambassadeur à Berne en 1803. Destitué en 1806, après la mort de son beau-père Charles Delacroix, il retomba dans le néant. Il essaya après 1815 de se remettre en selle, s'offrant pour une préfecture, une ambassade ou un siège de député. Ses services ne furent point agréés. Repoussé hors du monde officiel, il s'occupa de ses affaires privées et consacra les dernières années de sa vie à essayer de débrouiller le chaos inextricable de la succession de M. et Mme Delacroix, ses beaux-parents.

Charles Delacroix, le père, ancien secrétaire de Turgot, premier commis à la Marine et au Contrôle général, sous l'ancien régime, retraité en 1779 et retiré dans son pays natal à Contault en Argonne, devint député de la Marne à la Convention en 1792. La Révolution lui fournit l'occasion de la plus étonnante carrière. Président de la Convention, membre de la Commission d'aliénation des biens nationaux, ministre des Relations extérieures du 5 novembre 1795 au 15 août 1797, ministre à la Haye, jusqu'au 25 mai 1798, puis préfet des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1803, et enfin de la Gironde, où il mourut le 4 novembre 1805, Charles Delacroix ne traversa pas tous ces postes élevés sans en tirer profit. Sans ressources avant la Révolution, il laissait à sa mort une très grosse fortune.

Nous avons conservé l'inventaire de ses biens, fait à son décès, et nous constatons que Charles Delacroix possédait d'immenses propriétés : terres dans la Beauce et dans l'Oise, maisons à Paris venant de biens nationaux, maison à Charenton, etc., le tout se montant à 810 000 francs environ, c'est-

à-dire, en monnaie d'aujourd'hui, à 8 millions au moins.

Malheureusement pour lui, Charles Delacroix avait eu affaire à un filou, son propre fondé de pouvoirs, un certain Jean-Pierre-Louis Boucher, qui paraît avoir joué un rôle important dans l'édification de la fortune de son patron. C'était un marchand de biens sans scrupules qui spéculait sur les ventes de propriétés au moment du grand lessivage des biens nationaux et des biens des émigrés. Il achetait pour son compte à lui de grandes propriétés, qu'il revendait ensuite et associait Charles Delacroix à ses opérations.

A la mort de C. Delacroix, ses héritiers se trouvaient créanciers d'une somme de 174 000 francs, prêtés à ce sieur Boucher. Pour garantir sa créance, Mme Delacroix prit immédiatement hypothèque sur les biens de son débiteur. Si Boucher était incapable de rembourser sa dette, il possédait d'immenses propriétés, — qu'il n'avait du reste point payées, — maisons et terrains à Paris (par exemple 6 000 mètres de terrain aux Champs-Élysées, 3 hectares à la Pépinière, 6 000 mètres dans le quartier du Palais-Royal, etc.), domaines en province, tels que, par exemple, les terres des La Rochefoucauld dans le département de la Charente. Il y avait là, certes, de quoi garantir la créance de Mme Delacroix ; mais lorsque les billets arrivèrent à échéance, Boucher s'effondra et fut enfermé à Saint-Pélagie, après avoir entraîné la ruine de vingt familles honorables.

C'est alors que, pour essayer de sauver le capital prêté à Boucher, Mme Delacroix se fit adjuger en 1812 pour la somme de 237 549 francs 93 la forêt de la Boixe près d'Angoulême, parcelle des biens des La Rochefoucauld, que Boucher avait acquis en 1805, sans en avoir du reste payé le premier sou. Mme Delacroix, en devenant propriétaire, se contenta de payer les droits de poursuite qui se montaient à une vingtaine de mille francs, mais fut incapable de jamais se libérer du reste, soit deux cent et quelques mille francs. Mme Delacroix, que rien n'attirait dans ce pays de Charente, avait espéré revendre immédiatement la Forêt à l'État qui avait besoin de bois pour les constructions navales de Rochefort. Espoir déçu ! L'État n'acheta pas la Forêt qui resta pour compte à Mme Delacroix. Avec elle, la ruine était entrée dans la famille.

Mme Delacroix, après la mort de son mari en 1805, avait quitté Bordeaux pour s'installer à Paris, 114, rue de l'Université, dans un vieil hôtel qu'elle occupait tout entier. Avec sa pension de veuve de haut fonctionnaire et quelques ressources personnelles, elle vivait honorablement, avec son fils Eugène, qui terminait ses études au Lycée impérial. Son gendre Verninac, après sa disgrâce en 1806, l'y rejoignit avec sa femme et son fils. C'est là que mourut, le 3 septembre 1814, Mme Delacroix, complètement ruinée.

Dans l'héritage se trouvait la Forêt, indivise entre les trois enfants : Charles l'aîné, Henriette Verninac et Eugène, le cadet, encore mineur. Charles était aux armées, aide de camp du prince Eugène. Ce fut Verninac qui se chargea de la gérance des biens de la famille, jusqu'au jour où, Eugène étant devenu majeur, il se fit adjuger, sur licitation, pour une somme de trois cent mille francs environ, la Forêt grevée de plus de trois cent cinquante mille francs d'hypothèques. Opération désastreuse et tentative désespérée. Pour exploiter la Forêt, tenir tête aux créanciers, soutenir les nombreux procès engagés devant le tribunal d'Angoulême et la cour de Bordeaux, les Verninac durent bientôt quitter définitivement Paris et s'installer à la Forêt. A l'été de 1815, Eugène vint les y rejoindre.

« Je suis placé à peu près au centre d'une forêt de 4 500 journaux d'étendue, — écrivait-il le 18 septembre 1818 à son ami J.-B. Pierret, — à l'endroit où se croisent deux allées d'une trentaine de pieds de large, dont une a de longueur et en ligne droite deux grandes lieues des environs de Paris ; c'est dans ce lieu, qu'on appelle dans le pays la Croisée, qu'apparaît, quand on a le nez dessus, une maison blanche à contrevents verts, dont le premier étage manque, ce qui, par conséquent, la réduit à un seul rez-de-chaussée. Au dehors elle n'a point l'apparence de certaines maisons du pays ; mais au dedans, elle est aussi commodément et aussi élégamment distribuée qu'une maison de Paris. » La maison blanche à contrevents verts subsiste toujours : elle se cache, comme le palais de la Belle au bois dormant, au cœur d'une magnifique forêt, où l'actuel propriétaire, M. le comte de Montardy, a bien voulu guider les pas de celui qui venait en pèlerinage retrouver les chênes centenaires sous lesquels Delacroix avait

promené ses premiers rêves de gloire et les tourments de son âme inquiète.

La vie y était triste. Entre sa sœur et son beau-frère complètement ruinés, harcelés par les créanciers, les huissiers, les avoués et autres hommes de loi, occupés du matin au soir à creuser un trou pour en combler un autre, Eugène n'a d'autres ressources que la société de son neveu Charles, qu'il adorait, et des gardes de la Forêt qu'il accompagnait dans des parties de chasse. Mais la chasse n'amusait guère Delacroix qui se fatiguait vite. Alors, pour tromper l'ennui, il dessinait ou il lisait. C'est là qu'il découvrit Virgile et les *Bucoliques*, le Tasse et *la Jérusalem délivrée*. Enfin, il écrivait à ses amis de Paris, surtout à Pierret, son confident, des lettres qui sont un véritable journal de sa vie à la Forêt. « Quel plaisir crois-tu que je sois venu chercher ici ? écrivait-il à Pierret. A quoi penses-tu que je m'occupe quand je veux passer des moments délicieux ? Je me recueille, j'oublie tout ce qui m'entoure, je pense à toi, à tout ce qui m'est encore cher sur la terre. Les larmes me viennent aux yeux quand je songe à mon isolement. »

Delacroix passa l'automne de 1818 à la Forêt et revint à Paris au mois de novembre avec les Verninac. L'année suivante, le 25 août 1819, il quitta Paris avec sa sœur Henriette qui allait se fixer définitivement à la Forêt, y passa l'automne avec elle, et, dans les premiers jours de novembre, rentra seul à Paris, en compagnie de son neveu Charles qui terminait ses études au lycée Louis-le-Grand et d'un neveu de sa sœur Henriette, Frédéric de Verninac, élève à Saint-Cyr.

Eugène partait pour Paris avec charge d'âme, son neveu ; avec la charge aussi des intérêts de sa sœur et de son beau-frère à Paris : d'abord l'hôtel de la rue de l'Université, dont le loyer, dans leur misère, pesait lourd, et qu'Eugène devait s'occuper de sous-louer au plus tôt ; puis les petites dettes criardes laissées en partant, — le maçon, le fumiste, la lingère, le tailleur ; enfin, les commissions, abonnements aux journaux, provisions, graines et plantes pour le potager, etc. C'est là que commence, entre Delacroix et sa sœur Henriette, une correspondance qui devait durer plus de deux ans et demi.

LA VIE DIFFICILE DE DELACROIX A PARIS (1819-1820)

En arrivant à Paris, le premier soin de Delacroix fut de rassurer sa sœur, inquiète de la santé de son cher Charles qu'elle quittait pour la première fois et de lui raconter son voyage. On sent qu'au départ, la bourse des voyageurs n'était pas bien garnie et qu'Henriette avait dû prêcher la plus stricte économie. Eugène insiste sur les dépenses imprévues et s'excuse : c'est que l'argent était rare chez les Verninac.

« Ce n'est qu'aujourd'hui, ma chère sœur, que nous pouvons t'écrire. Hier, ce n'était pas courrier, sans cela nous l'aurions fait. Nous sommes arrivés jeudi soir, contre notre attente, grâce à la maudite voiture qui nous a menés. Il n'en est pourtant résulté d'autre accident fâcheux que de t'avoir inquiétée sans doute par le retard de nos nouvelles, et d'avoir porté préjudice à nos fonds, qu'une entière journée de séjour à Tours a furieusement endommagés ; car, avec le port de nos effets qui a été plus cher que nous ne pensions, la nourriture de surplus, quoique nous n'ayons fait le plus souvent qu'un repas par jour, etc., les vingt-cinq francs de précaution ont été presque absorbés.

« Tu sais que nous n'étions pas avec le conducteur. C'était un garçon d'écurie qu'on avait pris à la hâte. Cet homme ne savait pas conduire, et d'ailleurs idiot et sans cervelle au dernier point. Le soir de notre départ, comme nous étions à relayer aux Minières, un mauvais plaisant imagina de jeter bas la chambrière de derrière, c'est-à-dire le bâton sur lequel porte la voiture qui n'a que deux roues ainsi, que tu sais. Cela nous fit faire une petite culbute en arrière qui ne fut que plaisante et sans inconvénients pour nous. Mais ce qui ne fut pas plaisant, c'est que, dans cette opération, la caisse de la carriole avait glissé le long des soupentes et se trouvait portée en arrière. Nous ne nous aperçûmes de l'accident que déjà éloignés du relais et précisément à ce même endroit où, deux mois auparavant, nous nous étions trouvés dans une situation à peu près pareille. Il arriva que les chevaux ne pouvaient plus traîner et étaient enlevés en l'air par la voiture. Il fallut descendre dans la

boue, par la nuit la plus noire et le vent le plus aigre, pousser derrière, épauler les roues, et tout cela inutilement. On envoya de Vivonne (1), où il fallut nous arrêter dans une auberge, des chevaux de conduite qui ramenèrent l'équipage dans un misérable état. Nous fîmes là un pauvre souper que nous payâmes bien. Il fallut donner au misérable conducteur, pour le refaire, lui et ses chevaux, de l'argent entre nous ; autant de pris sur la pauvre bourse. Partis tard, nous eûmes encore mille retards dans la route jusqu'à Poitiers et nous fîmes une partie de la route à pied au milieu de la nuit... »

Charles rentré au lycée, Eugène organise sa vie et cherche à gagner quelques sous avec sa peinture. Mais les clients sont rares. Pourtant il aurait bien besoin de renouveler sa garde-robe, lui surtout qui a des goûts de dandy et qui aimerait les beaux vêtements.

Mercredi, 22 décembre 1819.

« ... Le pauvre habit noir que tu me connais est si mûr, que deux petits accidents ordinaires lui ont valu deux énormes accrocs : le pauvre serviteur n'est plus portable. J'en suis réduit à ma redingote qui n'est pas grand chose et l'habit vert commence à se porter trop souvent. J'ai commencé un petit noyau d'épargnes : mais on ne se figure pas ce que c'est que d'être seul et d'avoir tout à acheter. Médite quelque peu sur ces événements et vois ce que nous pourrions faire. J'ai déjà malheureusement manqué deux belles entreprises qui me promettaient un habit bleu magnifique à boutons de métal... »

Faute de vêtements convenables, Eugène n'ose se présenter dans le monde. Il vit comme un sauvage, ne voyant que son neveu Charles, les jours de sortie, et ses bons camarades, Pierret, les frères Guillemardet, Leblond, qu'il réunit chez lui le jour de la Saint-Sylvestre, pour fêter le passage de l'année défunte à l'année nouvelle.

Ce 5 janvier 1820.

« ... Je te remercie bien de la jolie bourse que tu m'as envoyée. Elle me servira dans les grandes occasions, c'est-à-

(1) Entre Ruffec et Poitiers.

dire rarement : car je ne suis pas maintenant beaucoup plus répandu que je ne l'étais quand tu te trouvais à Paris. J'ai fait à peine deux visites jusqu'à ce jour. Il me faudra pourtant bien sauter le pas et en faire quelques-unes. »

« ...Je t'écris de chez M. Guérin (1) ; tu en dois deviner la cause : c'est parce qu'on ne peut pas faire trop de feu chez moi ; ce qui fait que j'ai oublié de porter avec moi la lettre de notes de Charles que je voulais te transcrire. Le proviseur en est content et ses notes sont très satisfaisantes, je te les transcrirai mot pour mot dans ma première lettre pour éviter d'augmenter le port.

« C'est moi qui ai régalé cette année le jour de la Saint-Sylvestre. Cela s'est fort bien passé. Nous avons bu deux saladiers de punch.

Le 13 janvier 1820.

« Ma chère sœur,

« ... J'ai reçu à bon port l'argent que tu avais confié au lièvre ; mais ne recommence pas une seconde fois à te servir de cette voie. Si on découvrait l'argent non déclaré, ce qui peut fort bien arriver, car on ne se fait aucun scrupule d'ouvrir les paniers et les paquets, on paierait des amendes énormes, outre, bien entendu, la confiscation des espèces. Aussi, comme Mme Lamey (2) avait reçu la lettre avant le lièvre, nous avons frémi de ce qui pourrait arriver. Il était impossible d'arranger le tout mieux que tu ne l'avais fait pour tromper les recherches. — J'ai été dégager (3) les deux schals et j'ai renouvelé l'engagement des deux autres numéros que tu m'avais désignés. Cela a été un peu plus cher que tu n'avais calculé dans ta lettre ; tu m'avais mis pour le dégagement 220 francs, pour les intérêts 156 francs : le tout a été à 402 fr. 30. Aie la bonté de me dire, dans une réponse, s'il convient de les ranger avec du tabac pour les préserver des vers.

« Ma vie est toujours la même, je m'ennuie d'être seul. Il fait ici un froid extraordinaire et une gelée continue et âpre, depuis une huitaine de jours. La rivière est entièrement prise : on se promène dessus. Au moment où je t'écris dans

(1) Le peintre, le maître de Delacroix, un ami de la famille.
(2) Cousine germaine de Delacroix.
(3) Du Mont-de-piété.

ma chambre où il y a bon feu, j'ai les mains et les pieds froids et l'eau gèle à côté de moi dans la carafe. Adieu, ma chère sœur : porte-toi bien, profite de ces beaux jours pour sortir, je te retrouverai l'année prochaine avec une santé, j'espère, bien établie... »

Les privations, un hiver exceptionnellement rigoureux, ne sont guère favorables à la santé fragile de Delacroix. Il a la fièvre. La cause devait en être profonde, car, pendant des mois, il s'inquiétera de sa santé, allant consulter médecin après médecin, — autant que le lui permettent ses pauvres ressources, — sans grand résultat d'ailleurs. De là, chez lui, un scepticisme narquois touchant la valeur de la médecine et des médecins, qui se traduit à ce moment-là dans une de ses premières lithographies, — *la Consultation*, publiée en mars 1820 dans la feuille satirique *le Miroir*.

Le 24 février 1820.

« ... Je commence à m'ennuyer de ces frissons et de ces sueurs. Il n'y a pas à badiner avec la maigreur pour les gens de mon espèce : maigrir pour eux, c'est disparaître, ou tout au moins devenir transparent. — Je t'écris par le plus beau soleil du monde. Le printemps semble de retour depuis hier : il ne me manque que des arbres. Décidément la crotte de Paris et son bruit et sa misère ne me conviennent pas... »

Le 25 février 1820.

« ... Je ne sais si mon neveu, qui est toujours gras, grand et bien portant, t'aura conté la manière dont nous avons passé les Jours gras. La terrine, bien entendu, a été l'objet de notre culte et de nos complaisances, le dimanche gras et jours suivants. Il n'en a pas été de même de la dinde. Le lundi gras, nous arrivons chez la cousine Lamey en nous réjouissant d'avance de cet excellent morceau. A peine arrivé, elle me tire à part pour me dire qu'elle avait pensé que cette dinde était trop belle pour être mangée... par nous, et qu'elle avait envie de s'en faire honneur. Elle me demanda ce que j'en pensais en prenant la précaution oratoire de m'avertir que je serais invité le jour qu'on la mangerait. Je fus au dernier point vexé de cette singulière proposition. Je lui trouvai

quelque chose de dérisoire pour mon neveu, quoique assurément la cousine ne l'ait nullement fait à cette intention ; mais tu sais qu'avec tout son esprit, réel ou prétendu, elle n'a pas toujours le talent de s'apercevoir des sottises qu'elle fait, ni de l'effet qu'elles produisent sur les autres. Ce qui fit que je lui conseillai de faire ce qu'elle jugerait convenable. J'ai trouvé ce trait digne d'Harpagon : il pourrait être gravé en lettres d'or. Mon neveu n'a pas assisté à ce dîner si honorable. Lorsque tu désireras qu'il mange de la dinde, prends le parti de nous l'envoyer, même par le moyen de la cousine, mais alors en disant que c'est pour le Proviseur ; je trouverai le moyen de la faire très bien rôtir et de lui en faire manger, tout honorable qu'elle puisse être.

« Adieu, ma chère sœur, je suis bien triste d'être seul, de dîner seul. Je ne dîne presque jamais chez l'oncle (1), quelquefois chez M. Guillemardet, quelquefois chez Pierret, voilà tout... »

La fièvre, la solitude, la gêne accablent alors Delacroix. Lui qui rêve de grandes choses, il est assailli par les réclamations des créanciers de sa sœur, et doit tenir tête à la lingère, au serrurier, à d'autres encore, pour des notes impayées qui se montent à quelques francs. Il ne peut même pas faire d'avance à sa sœur, il n'a pas d'argent du tout. Il avait eu un moment l'espoir de vendre un tableau au duc Decazes, au président du Conseil lui-même. Catastrophe ! l'assassinat du duc de Berry, le 13 février, provoque la chute du ministère. Adieu la commande du duc Decazes ! Il se rabat alors sur des lithographies, comme celles du *Miroir*, qui ne rapportent rien.

Mercredi 1er mars 1820.

« ... Mme Fortier, M. Oudot, M. Laborie n'ont pas été payés, parce que je comptais le faire en même temps pour ce que je leur dois, comme nous en étions convenus. J'avais fait quelques économies, partie sur ma rente, partie sur mon mois : je me suis donné différentes choses nécessaires : le chapeau d'abord, mais plus anciennement une paire de bottes qui m'ont coûté

(1) L'oncle Pascot, intendant de la duchesse de Bourbon.

vingt-cinq francs et dont j'ai reconnu la nécessité dans cette saison à cause de la quantité de bas que je salissais. J'ai acheté quelques paires de chaussettes pour les bottes. J'ai été obligé à quelques petites dépenses au jour de l'An, qui sont indispensables comme tu sais : j'ai reçu quelques fois chez moi le soir différents amis qui me témoignent de l'intérêt et qui me reçoivent bien chez eux. J'ai acheté une voie de bois, que je n'userai sans doute pas dans mon hiver, tu te rappelles que nous n'avions compté que pour une demi-voie. Enfin, ce sublime clavecin, ma consolation dans mes soucis et qui n'est certainement pas payé trop cher, je ne me le serais pas encore donné sans une raison que je vais te dire. Un ami de M. Decazes (1) que j'ai connu chez et par Raisson (2), qui a connu mon père, se serait chargé de me faire vendre au dit sieur Decazes un petit tableau que j'allais entreprendre lorsque l'événement du 13 février (3) est survenu ; le monsieur qui venait d'être nommé préfet de la Corse a reçu ordre de partir dans les deux ou trois jours qui ont suivi et enfin M. Decazes n'est plus ministre ; adieu les projets. — Je pourrais bien payer Mme Oudot (4) avec l'argent des peintures (5), que tu te rappelles que j'ai faites près du palais et dont j'attends encore le payement. Mais j'avais destiné cet argent, si nous avions pu y joindre quelque chose, à me donner un habit et un pantalon, car celui qui m'a été fait à Angoulême est d'un drap détestable et mal teint. Fais-moi le plaisir de m'envoyer tes réflexions sur tout cela.

« J'oubliais de te parler du maître d'armes que j'ai depuis deux mois et demi. Tu me diras peut-être que je peux m'en passer. Je crois que cela me serait difficile : cela me dégourdit un peu et cela dissipe le nuage triste qui me suit presque partout. J'ai fait des lithographies qui n'ont servi qu'à me faire faire des courses et à payer le papier et le noir de mon imprimeur... »

(1) Le duc Decazes, président du Conseil.
(2) Horace Raisson, écrivain, journaliste, ami de Delacroix et de Balzac.
(3) L'assassinat du duc de Berry.
(4) Marchande lingère.
(5) J'ignore quelles sont ces peintures.

PREMIERS TRAVAUX (1820)

Les lettres d'Henriette à Eugène ne devaient être que des lettres de ménagère : elle donne des commissions à son frère, ou des instructions méticuleuses pour la location de l'appartement de la rue de l'Université, des recommandations sévères pour la plus stricte économie ; elle exige surtout des comptes minutieux. Surtout elle se méfie de son frère et craint des dépenses inavouables.

Voici deux lettres où il dresse un tableau bien amusant de sa vie à cette époque. Delacroix a enfin trouvé un travail payé : des dessins de machines qu'il fait de compte à demi avec son ami Raymond Soulier, dessins qu'il exécute avec enthousiasme, sans trop se préoccuper de savoir si les machines seront en état de marcher ! Qu'importe, grâce à elles il pourra améliorer sa garde-robe.

Lundi 1er mai 1820.

« ... Tu dis à Mme Lamey que je ne te donne pas de détails sur ma vie. Je t'en donnerai. Tu as pu voir par mes lettres antérieures que je me trouvais peu réjoui d'être toujours seul. Depuis quelque temps je m'habitue à cet état qui a aussi ses avantages. Je me lève assez matin, j'étudie un peu mon clavecin ou je lis. Puis je déjeune frugalement. Comme je ne sais jamais qu'imaginer pour varier ce modeste repas, la portière m'achète presque toujours la même chose : fromage et pain, pain et fromage. Ensuite, je vais travailler soit au Musée, soit chez M. Guérin. Je suis dans ce moment assez en train et je ne perds pas mon temps. Quand arrive l'heure de dîner et que je suis seul, je vais chez un restaurateur modeste, où, moyennant une trentaine de sols, plus ou moins selon l'appétit, je fais mon repas solitaire. Il y a plusieurs endroits économiques où je vais habituellement. Ils sont situés dans différents quartiers, de sorte que j'ai toujours sous ma main un de mes endroits accoutumés. Je dîne quelquefois avec un autre jeune homme qui est seul comme moi et dont les parents sont à Saint-Germain (1). Alors, nous

(1) Raymond Soulier.

allons chez un autre restaurateur plus distingué, et, en demandant chaque plat pour un, nous faisons un très bon dîner qui ne nous coûte presque pas plus que mon ordinaire. Quand je suis un peu en fonds, je me permets le spectacle. Quand ils baissent, je m'abstiens ; et c'est l'histoire de la plupart du temps ; car, comme je suis obligé de mettre de côté 12 francs chaque mois pour mon maître d'armes, je n'ai guère plus qu'il ne me faut. Je vais à ma salle trois fois par semaine, ce qui occupe une bonne partie de mes soirées ; je vois souvent Pierret et Félix (1) chez qui je dîne quelquefois. Je vais aussi chez l'oncle (2) et la cousine, chez qui je ne dîne que les jours où Charles sort. Voilà en gros la vie que je mène ; et on peut être plus à plaindre... »

Le 30 mai 1830.

« Voilà encore bien du temps, ma chère sœur, que je n'ai eu le plaisir de t'écrire. Tu seras moins surprise quand tu sauras ce qui m'en a empêché. Voilà à peu près un mois que j'ai entrpris un ouvrage qui me rapportera quelque petit bénéfice. Ce sont des dessins de machines que je copie avec un jeune homme de ma connaissance (3). Nous sommes obligés d'y travailler sans relâche, parce qu'il est nécessaire que nos copies soient déposées dans des bureaux le plus tôt possible. Par la manière dont mon temps est distribué, je n'ai littéralement pas le temps de faire autre chose. Comme je ne vais pas maintenant chez M. Guérin et que j'ai supprimé mon maître d'armes, j'ai pris un maître de piano avec lequel j'étudie le matin ; je vais ensuite au musée, auquel je ne manque guère parce que j'y paie un échafaudage fort cher ; le reste du temps est tout à la machine et se trouve pris au point que j'ai à peine le temps d'étudier le clavecin quand le maître n'y est pas. Je t'écris cependant pour te prouver que je ne suis pas mort. Le temps court bien vite : encore quelques mois et tu reverras un grand benêt de fils grandi de cinq ou six pouces, et un autre homme cuivré, maigre et barbu comme à l'ordinaire. Cela va me paraître singulier de n'avoir plus

(1) Félix Guillemardet, fils de l'ancien conventionnel, ambassadeur à Madrid, ami intime de Delacroix.
(2) L'oncle Pascot et sa fille, la cousine Lamey.
(3) Raymond Soulier.

à penser ni à mon dîner, ni à la blanchisseuse, ni à la portière, ni aux ouvriers, ni à personne d'ennuyeux. Je commence pourtant à m'accoutumer merveilleusement à cette vie indépendante. Je vis comme une grenouille sans savoir quelle heure il est. Cela me rappelle, en passant, que ma montre est dans mon tiroir et que je n'ai pas encore payé M. Laborie. Sitôt que je recevrai de l'argent de mes machines, je paierai ce brave homme. J'avais bien compté employer une partie de cet argent, qui me restera après quelques petites choses dont j'ai besoin, à me faire faire au moins la moitié d'un habit, qui devient quelque chose de très nécessaire, car la redingote n'est plus qu'une guenille. Mais je ne sais alors comment payer Mme Oudot. Il faudra aussi que je songe à un chapeau, car ce chapeau de soie que j'ai acheté en revenant de la Forêt est une drogue qui n'a rien duré et qui a l'air maintenant d'un chapeau de surnuméraire !...

Le 8 juillet 1820.

« ... Je suis parvenu, à la sueur de mon front, à me procurer un magnifique coupon de drap pour me faire un habit. C'est une occasion dont j'ai profité. Cette dépense a borné mes moyens. Je désirerais, si cela se peut faire, en avoir au moins la façon. Sinon, je serai assez embarrassé pour attraper le bout du mois.

« Il faut confesser que mes comptes sont très obscurs pour moi-même. Nous pourrons, j'espère, à nous deux et en comparant les comptes que tu as tenus avec les miens, éclaircir tout cela. Autrement, je n'en vois pas la possibilité...

« M. Riesener (1) est arrivé de Russie. Il paraît qu'il a gagné beaucoup, outre des diamants, des cachemires et de belles fourrures qu'il rapporte à sa femme. Il se trouve avoir gagné cent dix mille roubles. Il voudrait, pour mon intérêt, que j'allasse étudier près de M. David, à Bruxelles. J'y ai pensé bien souvent, mais il faut encore y réfléchir... »

L'été vient ; avec lui, les vacances de Charles et le départ pour la forêt de la Boixe. Voilà qu'au dernier moment arrive

(1) Henri Riesener, demi-frère de Mme Delacroix mère, l'oncle d'Eugène par conséquent, peintre réputé, était parti pour la Russie en 1816 et y était resté sept ans.

une commande importante : un tableau pour un évêque à Nantes. Qu'est-ce que ce tableau ? Est-ce *le Triomphe de la Religion*, qui avait été commandé par l'État à Géricault pour la chapelle des Dames du Sacré-Cœur à Nantes, et dont Géricault, occupé ailleurs, confia l'exécution à Delacroix ? Je le crois ; mais comme on aimerait que Delacroix parlât avec plus de détails de cette commande, et de Géricault surtout ! Mais il savait que cela n'intéresserait pas Henriette. Ce tableau, — si c'est bien de celui-là qu'il s'agit, — fut envoyé en 1827, comme étant de Géricault, à la cathédrale d'Ajaccio, où il a été retrouvé par hasard, cent ans plus tard, en 1929. Jamais Delacroix n'a su ce qu'il était devenu.

Ce 28 juillet 1820.

« ... Il vient de m'arriver une commande qui pourra me rapporter de l'argent. C'est un tableau pour un évêque de Nantes. Je ne sais pas encore la somme, mais ce sera bien payé. Cela pourrait peut-être m'empêcher de partir aussi vite que je l'aurais voulu avec Charles ; parce qu'il faut, non pas avoir fait le tableau d'ici là, mais en avoir fait des esquisses peintes et des ébauches pour les soumettre au dit évêque. Cependant, je crois pouvoir m'en débarrasser à temps...

« ... J'ai été obligé de dépenser bien de l'argent pour me remonter un peu. J'ai grand besoin de cette façon de surplus. Je me suis acheté un chapeau : tout cela m'a réduit à de dures affaires... »

Enfin, les études pour le tableau de Nantes sont terminées, et Eugène va pouvoir quitter Paris pour aller se reposer à la Forêt. Avant de partir, pour payer quelques dettes criardes des Verninac, notamment la pension de Charles au lycée, il va porter au Mont-de-piété des couverts d'argent dont il tire 377 francs 75. Charles partira le premier pour la Forêt, parce qu'Eugène veut s'arrêter à Tours pour aller voir, au Louroux, son frère Charles, le général, qu'il aime profondément. Mais Charles, qui a fait un mariage lamentable, — il a épousé une fille d'auberge, — Charles l'ancien aide de camp du prince Eugène, qui a sombré dans un milieu crapuleux (c'est le Philippe Bridau de *la Rabouilleuse*), Charles

est brouillé pour des raisons d'intérêts avec sa sœur Henriette. En arrivant, Eugène écrit aussitôt à sa sœur :

Louroux, 1er septembre 1820.

« Ma chère sœur,

« Je suis arrivé ici depuis deux ou trois jours. Il est temps de te dire enfin ce que je suis devenu. Mon frère désirant me garder quelques jours encore, je ne pourrai me mettre en route que vers le 5 ou le 7, et comme, par un malheur, je crains de n'avoir pas tout à fait assez pour faire le reste de mon voyage en diligence, j'ai résolu, pour économiser, d'en faire au moins une partie à pied. Ce sera une épargne toute claire et un commencement d'apprentissage de voyageur errant. De cette manière, je serai à la Forêt vers le 10 ou le 12 au plus tard... »

LA GRANDE MALADIE DE DELACROIX

Huit jours après, Delacroix quittait le Louroux pour se rendre chez sa sœur à la Forêt. Du Louroux à Châtellerault, où il devait reprendre la voiture, il fit soixante kilomètres à pied, par une chaleur exceptionnelle. Ses forces n'y résistèrent pas. Il arriva à la Forêt « avec une fièvre déclarée, écrit-il à son frère Charles, qui me tient jusqu'à présent, et qui fait de moi une allumette pour l'apparence et un brin d'amadou pour la valeur ». Tout l'été, à la Forêt d'abord, à Souillac en Quercy ensuite, il est réduit à rien par cette terrible fièvre qui, au bout de trois mois, n'a pas encore cédé. Il revient en novembre à Paris, sans force, préoccupé de son tableau, *le Triomphe de la Religion*, qui n'est point encore commencé et auquel, dès son retour, il consacre les rares moments qu'il dispute à la fièvre.

Le 6 décembre 1820.

« Je suis bien longtemps à te répondre, ma chère sœur, mais j'ai toujours tant de choses à t'écrire que ma pauvre mémoire frémit chaque fois de ce qu'il faut se rappeler. Mon temps n'est pas non plus sans être employé utilement en partie à un travail opiniâtre et la fièvre occupe le reste. Je crois que cette fois il me faut prendre mon parti pour l'hiver tout

entier : c'est au moins de quoi chacun me flatte. La fièvre enracinée dans mes os ne manque jamais son heure. M. Chauffier ne m'a ordonné autre chose qu'une tisane de chicorée amère : mais voilà déjà quelque temps que je la prends sans éprouver le moindre changement. Du reste, je m'en rapporte à Dieu qui arrangera tout pour le mieux... »

« ... Je te dirai que j'ai grand besoin d'un pantalon. En attendant plus longtemps, je me trouverai toujours en avoir de mauvais, faute d'en user plusieurs à la fois. D'un autre côté, il y a déjà si longtemps que Mme Oudot attend que c'est un peu criard. Vois donc si, en mettant d'un côté et de l'autre, nous pourrons arranger cette affaire. Je ne puis faire sur mon mois aucune espèce d'économies ; comme la personne qui m'a commandé mon tableau est partie étourdiment sans m'en laisser les mesures, je vais chez M. Guérin pour ne pas perdre de temps pour mes concours... »

Le 16 janvier 1821.

« Je ne suis pas encore mort, ma chère sœur, quoique mon silence ait presque dû le faire penser. Mais, hélas! la fièvre à qui je croyais être redevable de tant d'avantages sous le rapport du perfectionnement moral, a malheureusement laissé encore beaucoup de choses à corriger. Je suis aussi paresseux qu'avant ; je remets au lendemain ce que j'ai à faire et tous ces lendemains, véritablement sans que je m'en aperçoive, finissent par faire des mois entiers. Et puis beaucoup d'embarras. Il me faut courir pour avoir et retenir mes modèles ; souvent, quand je les attends, ils ne viennent pas ou me dérangent quand je n'ai pas compté sur eux...

« M. Chauffier a chassé ma fièvre : mais ce n'est pas gratis. Il a commencé par m'ordonner des pilules dont j'ai pris deux par jour pendant six jours et elles coûtaient un franc la pièce, ce qui fait douze francs si je sais compter. Premier échec à la bourse. Ensuite, quand je fus trouver le docteur pour la seconde fois seulement, comme je remarquai en lui un air sombre, malgré les compliments que je lui faisais de ta part pour lui faire voir que j'étais ton frère, je résolus donc de risquer de mettre sur sa cheminée quelque argent, pensant que s'il ne jugeait pas convenable de l'accepter il me le dirait

et me tirerait d'embarras. J'y hasardai donc mes dix francs. Il n'en fut pas comme j'avais pensé. N'y ayant été que deux fois, je regardais cette somme comme suffisante. Mais le bon M. Chauffier, comme tu l'appelles, se mit à regarder mes dix francs en se grattant la tête et voici quelles furent ses propres paroles : « Monsieur, nos consultations se paient d'ordinaire mieux que cela. » C'était parler français et clairement. Je tirai donc de ma poche dix autres francs en lui faisant une révérence qui exprimait ma satisfaction. Voilà l'histoire de ma maladie. Pilules de douze francs, consultation de vingt francs, ce qui en conscience est au-dessus de mes moyens... »

Tous ces soins coûtent cher et mettent à rude épreuve la bourse plate du pauvre Eugène. Et quand, par-dessus le marché, il est obligé de faire face aux réclamations des fournisseurs d'Henriette qui veulent se faire payer, il ne sait plus où donner de la tête et il supplie sa sœur de lui envoyer de l'argent.

Le 29 janvier 1821.

« ... Je suis fort gêné moi-même. Ma fièvre, qui m'a obligé de me tenir presque constamment à la maison, me nécessite un nouvel achat de bois. L'achèvement de mon tableau me force aussi à cette dépense ainsi qu'à une foule d'autres pour les modèles. Tu as vu ce que m'avait coûté ma guérison et je t'ai parlé précédemment de l'argent que je devais ici et qu'il m'a fallu payer. C'était pour reste de mémoire de tailleur, pour un chapeau, etc., toutes choses ordinairement payées hors de ma pension de chaque mois. Tout cela est triste et fatigant pour nous deux. Espérons de plus agréables sujets de conversation pour nos lettres... »

L'hiver prend fin. Le printemps qui commence chasse la fièvre et les sombres pensées. Mais soucis d'argent, santé toujours précaire, voilà deux ennemis contre lesquels il faut se battre à journée entière, sans parler de la mauvaise humeur d'Henriette qu'exaspèrent ces perpétuelles demandes d'argent. Ne voilà-t-il pas qu'elle reproche à Eugène de croire qu'elle nage dans l'argent, tandis que c'est lui, au contraire,

qui, avec sa peinture, doit « rouler sur l'or »! Delacroix proteste avec énergie.

Le 14 avril 1821.

« ... Je ne sais où tu prends que j'imagine que vous nagez dans l'argent ; vous ai-je beaucoup importunés par des demandes de cette espèce ? Ne voilà-t-il pas trois mois que j'ai avancé les gages du portier que je reçois maintenant? T'ai-je parlé du bois qu'il m'a fallu acheter ? J'en suis à ma quatrième demi-voie ; tout cela, cependant, m'a coûté de l'argent. T'ai-je parlé de l'argent que j'ai dépensé en modèles pour mon tableau ? Je dois encore la toile depuis quatre mois et je voudrais bien la payer. Je ne parlerai pas non plus d'une somme que je me suis trouvé avancer à l'époque du dernier paiement du loyer. C'était de ma faute. Je crus avoir bien compté, et quand il fallut payer, il se trouva un déficit que je comblai de ma bourse. J'ai été dernièrement obligé de consulter M. Dubois pour ma fièvre. Je désirais en finir et ne pas me confier à un charlatan. J'y ai été trois ou quatre fois et il m'en a coûté 30 francs. Ajoutes-y 10 francs de potion en deux fois, avec laquelle il me coupe ma fièvre, tu jugeras s'il m'a fallu sur tout le reste user d'économie pour faire face à toutes ces dépenses...

« Adieu, ma chère sœur, porte-toi bien. Je t'embrasse de tout mon cœur, et sois persuadée que je n'ai point employé cette misérable somme de 18 francs, comme tu l'appelles, à autre chose qu'à l'abonnement [du *Constitutionnel*] qui est fait depuis un mois et demi. »

AU TEMPS DE « LA BARQUE DE DANTE » (1821-1822)

L'été de 1821 arriva sans que Delacroix ait pu songer, cette année-là, à prendre des vacances. « La fièvre m'a tellement mis en retard, écrit-il le 29 juin, que je crains de ne pouvoir cette année les passer à la Forêt. J'aurai peut-être, pendant ces vacances, des peintures à faire dans une maison qu'on bâtit, et j'ai grand besoin de faire des études. » Mais, surtout, il médite de paraître pour la première fois au Salon. « Je serais, de plus, bien flatté d'avoir le temps de faire quelque chose pour le Salon prochain. Ces expositions se trouvent

maintenant, avec leurs délais éternels, à des époques si éloignées les unes des autres qu'on a le temps de devenir vieillard dans l'intervalle, et il est bon de se faire connaître un peu, s'il y a lieu. » Le 16 juillet 1821, date de cette lettre, voilà la première mention de ce désir d'exposer au Salon : l'envoi de Delacroix sera, comme on sait, *la Barque de Dante*.

Tout l'été se passa en études et en projets pour ce tableau. L'automne arrive, et Henriette invite son frère à venir se reposer quelques jours à la Forêt. « Hélas ! la proposition que vous voulez bien me faire, répond-il le 8 septembre, ne serait que trop de mon goût et je vous en remercie bien. Il y a longtemps que je voudrais changer un peu d'air et sortir de mon isolement. Mais voilà le Salon qui approche : je n'ai plus que quatre mois d'ici là, et les expositions sont à des termes trop éloignés les uns des autres pour négliger de s'y montrer, s'il est possible. J'ai le projet de faire un tableau et je m'en occupe. J'aurai à peine le temps, car l'époque est de rigueur. Il faut donc que je remette à l'année prochaine cette partie de plaisir. » Dans la lettre qu'il écrivit à sa sœur pour la nouvelle année 1822, il terminait ainsi : « Encore une de passée ! Souhaite-moi une bonne santé et un bon tableau ! » C'étaient là, en effet, les deux préoccupations essentielles de Delacroix.

La Barque de Dante, ce chef-d'œuvre qui devait rendre Delacroix célèbre du jour au lendemain, va être exécuté avec une rapidité foudroyante. J'ai la facture de la maison Leroy qui a fourni à Delacroix la toile et le châssis pour la somme de 73 francs 55. La livraison date du 20 janvier 1822. Le Salon ouvrit le 1er mai. *La Barque* fut donc peinte en trois mois ! Et, pendant ce temps d'exaltation lyrique, Delacroix, en bon comptable, est obligé de se débattre au milieu des comptes et des commissions de sa sœur.

Le 16 janvier 1822.

« Ma chère sœur,

« ... J'ai dépensé une soixantaine de francs pour me faire faire un pantalon et un gilet, choses indispensables pour moi et que je retardais toujours. J'ai des frais pour le tableau que

je fais (1) et l'on me tient toujours en suspens pour le paiement de mon autre (2). Je désirerais vivement être couvert de la dépense que j'ai faite en habillement. Tu conçois mon embarras. Je ne puis avec ma pension, et nous en étions bien convenus, suffire aux dépenses d'habits et aux autres. Rappelle-toi que l'année dernière, sur quelques misérables gains que je fis, je sus me suffire à moi-même et me donner un habit et pantalon et fournitures de beaucoup d'espèces. Encore si Gut (3) était payé de ce qu'il a fait, je pourrais lui faire faire quelque chose... J'ai commencé un tableau. Le Salon est très voisin. Je compte là-dessus pour me faire un peu connaître et obtenir des travaux. Si tu savais à quel point je suis pressé, tu ne me reprocherais pas ma négligence, ce que tu as pu faire à tort, puisque toutes tes commissions ont été faites tant que j'ai pu... »

C'est au milieu des plus mesquins soucis d'argent, des récriminations d'Henriette, des réclamations des créanciers sans parler d'alertes continuelles causées par une santé toujours précaire, que fut enfantée *la Barque de Dante*. Elle parut au Salon le 1er mai et provoqua la surprise et l'enthousiasme que l'on sait. Un peintre de génie venait de se révéler... Un mois après, le directeur du Musée royal manifestait l'intention de l'acquérir pour l'État, et, le 1er juin, Delacroix, dans une lettre bien connue, se risquait à en demander 2 400 francs. Il n'en obtint, comme on sait, que 1 200. Mais c'était la fin de la misère, des temps difficiles où l'on n'était pas sûr de pouvoir remplacer un pantalon défaillant ou un chapeau percé. Delacroix envisageait l'avenir avec plus de confiance, lorsqu'une catastrophe survint. Son beau-frère, harcelé par les créanciers, mourut subitement. Il fallait maintenant vendre le domaine de la Forêt. La vente aux enchères fut décidée. On allait au-devant d'un désastre. Delacroix se prépara à partir pour la Charente.

Voici la lettre qu'il écrivit à Henriette et qui donne une idée des difficultés au milieu desquelles se débattait cette malheureuse famille :

(1) *La Barque de Dante.*
(2) *Le Triomphe de la Religion.*
(3) Le tailleur.

Le 16 ou 17 juin 1822.

« ...J'ai vu hier M. Boilleau (1) : il augure mal des créanciers, mais c'est surtout MM. Roger (2) qui paraissent les plus à craindre. M. Boilleau me montrait un relevé ou estimation approximative de *la Forêt* d'après les ventes faites à divers acquéreurs, qui la portaient à 560 ou 580 000 francs. S'il se pouvait qu'elle fût vendue sur ce pied-là, nous pourrions tous être satisfaits. Mais il paraît que les Roger sont décidés à tout faire pour l'avoir à vil prix ; et leur influence dans le département ainsi que leur fortune ne leur en donne que trop les moyens. N'est-il pas affreux qu'une propriété qui a une valeur bien réelle et capable de nous couvrir tous, puisse peut-être, par les intrigues de ces hommes, ne pas suffire seulement à en payer les créanciers ? Voilà bien certainement, m'a affirmé M. Boilleau, quelles sont les dispositions de MM. Roger. Quant à M. de Mornay (3), M. Boilleau ne m'a pas dit qu'il y eût quelque chose à faire. Il m'a dit une chose que tu ignores peut-être. C'est que, de ses propres deniers, il a donné à M. de Mornay une somme de 15 000 francs pour l'apaiser et faire cesser un peu ses poursuites. J'ai été bien touché de cela et tu l'admireras comme moi. Quant à ce qui me regarde, comme je ne peux prétendre à rien, ainsi que mon frère, qu'après que les autres créanciers auront été payés, il me conseille de réunir la direction de mon affaire à la sienne, comme la seule chose convenable....

« ...Après cela, je ne sache plus rien qui puisse me retenir à Paris et je partirai. Dispose de la somme que tu m'avais annoncée pour mes besoins. Tu pourrais l'appliquer au loyer, par exemple, qui approche, et y joindre ces éternels 120 francs d'impositions que Mme Cazenave reproduit à chaque trimestre. Je n'ai pu encore être payé de mon tableau (4), mais je suis parvenu à me faire donner quelque argent qui me permet de ne te gêner aucunement. Aussi ne t'occupe pas de moi. Je suis bien reconnaissant aux habitants d'Angoulême du bien qu'ils me veulent. Dix mille francs (5) ! Je me contenterais

(1) Le notaire de la famille.
(2) Les frères Roger, banquiers, principaux créanciers des Verninac.
(3) Autre créancier.
(4) *Le Triomphe de la Religion.*
(5) Pour *la Barque de Dante.*

d'en avoir la cinquième partie ; le fait est que j'en ai demandé 2 400 francs et cela ne paraît pas encore convenir beaucoup, car je ne reçois pas de réponse depuis quinze jours. Je crois que c'est le duc d'Orléans qui en a envie. J'irai un de ces matins, avant mon départ, voir M. Gérard (1), qui est un des chauds partisans de mon tableau et dont la recommandation pourrait m'être utile pour me faire avoir des tableaux à faire... »

La correspondance d'Eugène et d'Henriette s'arrête avec cette lettre. Il fallut régler entre les trois enfants Delacroix : Charles, Eugène et Henriette, une situation vraiment inextricable. *La Forêt* fut vendue l'année suivante sans que, naturellement, le produit de la vente payât seulement la moitié des dettes des Verninac. Henriette se brouilla avec ses frères. La famille était complètement ruinée. Charles, le général, traîna dans la débauche une vie misérable et mourut en 1846. Henriette dut se placer comme gouvernante et mourut en 1827, le jour où Victor Hugo avait invité Eugène à venir assister à la lecture de *Cromwell.*

Restait Eugène. Il raconte quelque part, dans ses souvenirs manuscrits, qu'après la liquidation de l'héritage paternel, « il s'était trouvé en possession pour tout bien d'un pot à eau et d'une cuvette en porcelaine blanche à filets d'or ». Oui, mais en cette année 1822, année de la débâcle familiale, il avait fait surgir de son cerveau *la Barque de Dante* qui valait tous les plus beaux héritages.

ANDRÉ JOUBIN.

(1) Le baron Gérard, qui protégeait Delacroix à ses débuts.

LE RELÈVEMENT FINANCIER ET MONÉTAIRE DE LA FRANCE

(1926-1928)

SOUVENIRS D'UN GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

IV [1]

LE DRAME DE LA STABILISATION

Ce mot « drame » surprendra, appliqué à un événement qui, après le relèvement financier et monétaire accompli en deux ans, était dans la nature des choses. L'équilibre budgétaire était assuré depuis juillet 1926, la Trésorerie de l'État se trouvait en super-équilibre, l'assainissement du bilan de la Banque de France allait être réalisé, les élections de mai 1928 venaient de consacrer le triomphe de M. Poincaré et des idées de sagesse qu'il représentait. La situation politique était stabilisée, les finances publiques étaient stabilisées. Quoi de plus naturel, dans ces conditions, qu'on stabilisât à son tour la monnaie, qui depuis dix-huit mois déjà était fixée, en fait, à un niveau immuable ?

Les choses n'étaient pas si simples. Le redressement de 1926-1928 avait rendu, à ceux-là mêmes qui désespéraient de leur pays et de ses capacités de relèvement aux heures sombres de juillet 1926, la confiance... trop de confiance même.

Copyright by Émile Moreau, 1937.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars et 1er avril.

Des esprits distingués soutenaient qu'on pouvait ramener le franc à sa parité d'avant-guerre, au même titre que la livre sterling. Comme c'était tentant, en effet, d'annuler ainsi les effets de la guerre et de l'après-guerre et de payer les rentiers de l'État avec la monnaie dans laquelle ils avaient prêté ce qui représentait pour eux bien souvent toute une vie de labeur acharné !

A ceux-là, la spéculation internationale semblait donner raison, puisqu'elle ne se lassait pas d'échanger ses dollars et ses livres contre des francs, dans l'espoir que notre monnaie serait finalement revalorisée.

Raymond Poincaré, qui était l'honnêteté même, et qui avait, à un point peu commun chez les hommes politiques, le souci de l'intérêt public et de la gloire de la France, était au fond de son cœur avec les revalorisateurs.

Mais, moi, j'avais le rôle ingrat de représenter les techniciens, ceux qui savaient qu'après la saignée financière des dernières années, il était impossible de rétablir la parité du franc de *Germinal*.

Je savais que, comme l'avait établi le Comité des experts dès 1926, il n'était pas possible de revaloriser le franc au delà de certaines limites sans imposer un effort de réadaptation particulièrement douloureux à l'économie nationale. Si nous sacrifiions les forces vives de la nation à sa richesse acquise, nous compromettions le redressement accompli et nous préparions à plus ou moins bref délai une contre-spéculation sur notre monnaie.

Or, la parité de 125 francs pour une livre avait été tenue depuis de longs mois. L'économie nationale paraissait y être adaptée. C'est donc à ce cours qu'il fallait stabiliser sans retard.

C'est ce que je fus obligé de dire à M. Poincaré, au début de juin 1928, en mettant dans la balance de son jugement la menace de ma démission.

La partie était difficile à jouer. Car j'avais contre moi le sentiment de ce qu'il y avait de plus noble dans le pays. Là était le véritable drame. A ceux qui me disaient avec le président du Conseil : « Il faut que l'État tienne ses engagements, il ne faut pas appauvrir les classes moyennes », j'étais obligé de répondre : « Ce n'est pas possible, il faut sta-

biliser. Aussi respectable que soit le passé, il faut songer à l'avenir de la France. »

Dans les pages qui suivent, je n'ai rien voulu changer à mes notes, prises au jour le jour durant cette lutte entre revalorisateurs et stabilisateurs. On y trouvera la trace d'une opposition assez vive entre M. Poincaré et moi-même. Je crois qu'il ne faut pas le regretter. Tout bien considéré, cette opposition est à son honneur et, on me permettra de l'ajouter, comme au mien.

Jeudi 31 *mai*. — Nos achats de devises atteignent un chiffre impressionnant sur le bruit de l'ajournement de la stabilisation du franc et de sa revalorisation. Nous avons dû acquérir hier pour 4 millions de livres sterling. Nous en achetons aujourd'hui pour 5 millions. Malgré nos efforts, les opérations de report sur devises ne parviennent plus à absorber les crédits nouveaux jetés sur le marché. La situation devient très inquiétante. L'inflation à laquelle nous obligent ces achats de devises est gagée, mais elle n'en est pas moins dangereuse.

Je vais voir M. Poincaré. Je le préviens nettement que, si le 15 juillet prochain la réforme monétaire n'est pas accomplie, je lui remettrai ma démission en faisant connaître publiquement les raisons de ma décision.

Le président du Conseil convient que nous ne pouvons demeurer dans la situation actuelle, mais il m'énumère les difficultés d'ordre politique qu'il aura à vaincre pour effectuer la réforme monétaire.

Parmi les ministres, MM. Herriot, Marin et Briand sont hostiles à la stabilisation, les deux premiers surtout. La Chambre ne la votera pas sans un long débat. Et il y aura au moins 150 à 180 voix dans l'opposition.

M. Poincaré ajoute qu'à la rigueur il pourrait obtenir de la Chambre le vote de la stabilisation, mais qu'il serait impuissant à faire ratifier l'accord Mellon-Béranger sur les dettes interalliées, ratification qui, logiquement, devrait précéder la stabilisation de la monnaie puisqu'elle fixerait le montant de notre dette extérieure.

En conclusion de notre entretien, M. Poincaré me demande de lui préparer, d'accord avec M. Moret, un dossier sur la stabilisation du franc.

En sortant de chez le Président, je vais voir le directeur du Mouvement des fonds et je me mets d'accord avec lui pour la constitution de ce dossier.

Rentré à la Banque, je m'entretiens avec M. Leclerc, sous-gouverneur, de la question de la stabilisation, et j'examine les notes que nous pourrions remettre sur ce sujet à M. Poincaré. Je fais demander à M. Quesnay, directeur du Service des Études économiques, de revenir de congé, M. Rist étant en Suisse jusqu'à lundi prochain.

Au Conseil général hebdomadaire, je déclare, en produisant les chiffres de ces derniers temps, que je ne veux pas continuer à acheter des devises comme nous le faisons depuis quelques semaines, et je demande l'autorisation de faire une communication officielle dans ce sens au gouvernement. M. de Rothschild n'est pas d'accord avec moi sur ce point et quitte le Conseil. Nonobstant ce départ, je continue à insister auprès du Conseil général sur les dangers de la politique que nous poursuivons actuellement. J'obtiens finalement l'adhésion des régents à l'attitude énergique que je propose de prendre en face du gouvernement.

Je prie mon ami, M. Sergent, de venir me voir. Je le mets au courant de la situation et je lui dis que j'ai offert ma démission au président du Conseil. Il m'approuve complètement.

Vendredi 1er *juin.* — Nous continuons à acheter beaucoup de devises.

La campagne en faveur du *statu quo* monétaire et de la revalorisation du franc se poursuit dans l'opinion publique et au sein du Parlement.

Je charge MM. Leclerc, Strohl et Quesnay de rédiger les notes, demandées par M. Poincaré, relatives à la stabilisation.

Dans la journée, longue conversation avec M. Tannery sur la question des bons russes qui nous ont été remis par l'État pendant la guerre. M. Tannery accepte en principe de les faire prendre en charge par la Caisse d'amortissement en vue de compléter l'assainissement du bilan de la Banque de France.

M. Brincard, président du *Crédit lyonnais*, vient me voir. Je lui expose les difficultés au milieu desquelles je me débats. Il approuve mon attitude vis-à-vis du gouvernement et me

dit qu'il désire vivement que la stabilisation soit faite. J'entretiens le baron Brincard de mes projets de reconstruction et d'élargissement du marché de Paris. M. Brincard m'assure du concours des établissements de crédit dans cette œuvre. Il envisage avec faveur mon projet d'organiser des réunions hebdomadaires à la Banque de France entre les représentants des différentes banques privées et le syndic des agents de change.

M. Abel Henry, du *Petit Journal*, me rend visite ; je le mets au courant de ma décision de me retirer, si l'on ne procède pas à la stabilisation avant la séparation des Chambres. Nous parlons des différentes raisons qui inspirent l'attitude des ministres dans la question de la stabilisation. M. Henry demandera à M. Loucheur, qui va devenir ministre du Travail en remplacement de M. Fallières, de voir M. Herriot et de lui exposer les arguments qui commandent une stabilisation immédiate, de façon à obtenir au moins sa neutralité.

Samedi 2 juin. — Nous continuons à acheter de 4 à 5 millions de livres par jour. Le directeur de notre Service des changes, pour essayer de dérouter la spéculation à la hausse du franc, me propose de vendre au comptant la livre à 124,20 et de l'acheter à 124,10. A terme, nous la vendrions à 124,30 et nous l'achèterions à 124,15. Cela représenterait une légère élévation des cours. Je soumets ce projet à MM. Poincaré et Moret, qui me donnent leur accord.

A cette occasion, M. Moret me dit par téléphone que le président du Conseil est de nouveau très hésitant et qu'il penche vers le *statu quo*. Dans ce cas, je serai obligé de quitter le gouvernement de la Banque. Il me faut envisager sérieusement cette éventualité, malgré l'ennui personnel de me trouver sans situation du jour au lendemain.

M. Géraud (Pertinax) vient m'entretenir de la question monétaire. Je lui donne un certain nombre d'arguments en faveur de la stabilisation.

Je commence avec MM. Leclerc, Strohl et Quesnay la rédaction du projet de loi de stabilisation. Nous en achèverons le premier examen dans l'après-midi. Il reste à étudier les projets de conventions entre l'État et la Banque et entre la Banque et la Caisse d'amortissement.

Je rencontre un ancien ministre qui me dit que le Président de la République, M. Doumergue, est de moins en moins opposé à la stabilisation, mais que M. Poincaré faiblit et qu'il redevient revalorisateur. D'après lui, M. Poincaré ne se résignera jamais à stabiliser. Il passera la main ou restera dans le *statu quo*. Mon interlocuteur croit que M. Loucheur pourrait être chargé de faire l'opération. M. Herriot ne tient pas au pouvoir et trouverait dans un remaniement ministériel éventuel l'occasion de démissionner. Quant à M. Marin, son opposition reste absolue.

Lundi 4 juin. — Notre manœuvre technique sur le marché des changes a réussi. La hausse du cours de la livre au comptant et à terme a dérouté la spéculation. Nous n'avons pas eu à acheter de livres hier. Au contraire, nous en avons vendu un peu à 124,20. L'expérience prouve que nous avions raison de dire au ministère des Finances que plus nous baisserions le cours de la livre, plus nous devrions en acheter et inversement.

La lutte continue entre stabilisateurs et revalorisateurs.

Les journaux annoncent soit que je vais donner ma démission, soit que j'ai adressé un avertissement sérieux au gouvernement pour le mettre en garde contre les dangers de la situation actuelle.

Je vais voir après le déjeuner MM. de Neuflize et Vernes, auxquels j'annonce que je soumettrai au Conseil général, jeudi prochain, un projet de lettre au président du Conseil lui déclarant que la Banque ne peut continuer à acheter des devises et lui demandant officiellement les mesures qu'il entend prendre à ce sujet.

Dans l'après-midi, je reçois M. Harrisson, de la *Federal Reserve Bank* de New-York, toujours aimable. Il me rapporte que M. Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, l'a chargé de me transmettre l'assurance de son amitié fidèle.

En fin de journée, je reçois M. Raymond Philippe, qui approuve ma décision de quitter éventuellement la Banque. Il me raconte encore une fois comment a été conduite en 1924 la manœuvre des changes pour arrêter la baisse du franc et comment a été désigné le Comité des experts.

Je me sens fatigué par toute cette lutte menée pour la stabilisation.

Mardi 5 *juin.* — Je continue à demander énergiquement au président du Conseil une décision en faveur d'une stabilisation immédiate. M. Moret me soutient autant qu'il peut et je lui en suis très reconnaissant.

Les journaux parlent beaucoup de mon départ probable de la Banque de France. *Le Matin* publie un entrefilet dans lequel il annonce mon désaccord avec M. Poincaré. De la part de celui-ci, M. Moret me demande, par téléphone, de m'associer au communiqué à la presse que veut faire le ministre des Finances, suivant lequel je n'aurais jamais eu à offrir ma démission au président, car je n'aurais jamais cessé d'être d'accord avec lui. Je propose de substituer à ce texte inexact une autre rédaction disant que je n'aurai pas à offrir ma démission, car rien ne fait prévoir qu'il y aura désaccord entre M. Poincaré et moi. M. Poincaré refuse à son tour ce texte qui engage l'avenir. Finalement, je décide de ne pas m'associer au communiqué publié par le ministère des Finances. Je suis assailli par les journalistes. A MM. Bois du *Petit Parisien*, Stéphane Lauzanne du *Matin*, Coulon de *l'Agence économique*, à tous, je dis la vérité : je quitterai la Banque, si le gouvernement ne se décide pas à stabiliser.

Au Comité d'escompte, j'annonce à MM. Vernes, Balsan et Laederich ma détermination de proposer jeudi au Conseil général d'envoyer une lettre officielle à M. Poincaré.

M. Malvy, président de la Commission des finances de la Chambre, vient m'assurer de son amitié et me dit qu'il soutiendra la cause de la stabilisation devant la Commission des finances. Il envisage d'envoyer une délégation du groupe radical-socialiste au président du Conseil pour le prier de procéder à la réforme monétaire le plus tôt possible.

Il croit que la nouvelle Commission des finances ne comptera que huit ou dix membres de la droite. Il me prédit l'élection de M. Bouisson comme président de la Chambre contre M. Franklin-Bouillon.

M. de Jouvenel me rapporte qu'au Sénat il y a eu un incident assez vif entre un sénateur et M. Poincaré qui annonçait la réforme monétaire pour un avenir rapproché.

De tels incidents montrent quels obstacles nous avons encore à surmonter pour convaincre l'opinion publique de l'opportunité de la stabilisation du franc.

Mercredi 6 *juin*. — Toute la presse marche avec entrain en faveur de la stabilisation.

Il me revient de divers côtés que M. Poincaré redoute de me voir donner ma démission et qu'il s'oriente vers la stabilisation.

J'envoie à M. Moret les diverses notes préparées par nos services sur la réforme monétaire.

M. Abel Henry vient me dire de la part de M. Loucheur que la stabilisation est décidée en principe pour un jour prochain. La résistance de M. Herriot et celle de M. Briand sont surmontées. Il y a encore à vaincre celle de M. Marin. M. Henry a l'impression que j'ai gagné la partie et qu'il ne reste qu'à fixer le taux de la stabilisation.

Mes informateurs de la Chambre me donnent des renseignements identiques.

Dans la journée, je vois M. Louis-Dreyfus, le grand marchand de grains, qui me félicite beaucoup de mon attitude.

Notre Service des changes, qui, au cours des deux journées précédentes, a cédé plus de 4 millions de livres à 124,20, n'en a pas vendu aujourd'hui. L'effet de notre manœuvre paraît épuisé.

On enregistre à la Bourse une nouvelle hausse des rentes. La hausse des rentes est le meilleur moyen d'éviter les revendications des rentiers.

Jeudi 7 *juin*. — Dans la lutte entre les stabilisateurs et les revalorisateurs, — avec lesquels le président du Conseil est au fond de son cœur, — je marque plusieurs points : en premier lieu, je fais adopter par le Conseil général un projet de lettre au président du Conseil lui indiquant que la Banque de France ne peut plus continuer à acquérir des devises et lui demandant quel remède le gouvernement propose pour sortir de cette situation. MM. de Rothschild et de Wendel ne sont pas venus à la séance. Tous les autres régents ont approuvé la lettre.

En second lieu, M. Herriot a fait démentir par les journaux qu'il soit hostile à la stabilisation. Enfin, M. Laederich, régent, se propose de faire émettre par les divers groupements textiles des vœux en faveur d'une stabilisation immédiate.

M. Poincaré a lu la déclaration ministérielle à la Chambre.

Trop longue, elle a été médiocrement accueillie. Elle n'est pas très explicite sur la réforme monétaire, mais il paraît que, dans les couloirs, le président du Conseil s'est engagé à faire la stabilisation prochainement. La séance a été fort agitée, et M. Bouisson a dû la suspendre. Les interpellations ont été renvoyées à jeudi prochain.

Vendredi 8 juin. — Cette journée m'apporte un gros désappointement.

Le matin, M. Moret me communique que M. Poincaré vient de lui confier qu'il a l'intention de démissionner, en faisant une déclaration dans laquelle il se dirait partisan de la stabilisation pour faciliter la tâche de son successeur.

Néanmoins, avec MM. Rist, Quesnay et Strohl, je mets au point les textes du projet de loi de stabilisation et des conventions à passer entre la Banque de France d'une part et le Trésor et la Caisse d'amortissement d'autre part. Cette rédaction m'occupe toute la journée.

MM. Simon et Homberg, de la *Société générale*, viennent me dire qu'ils approuvent mon attitude. Ils se déclarent prêts à collaborer avec la Banque de France dans tous les domaines.

La Bourse, subissant les influences de New-York et de Bruxelles, est mauvaise.

Samedi 9 juin. — Je suis arrivé à la conclusion que la confidence de M. Moret, hier matin, n'était qu'un stratagème du président du Conseil. Ce qui me confirme dans cette opinion, c'est que M. Moret me raconte que le président lui a demandé comment j'avais accueilli la nouvelle de sa démission probable. La manœuvre a échoué. Car j'ai répondu que je regretterais la détermination du président du Conseil, mais que je ferais la stabilisation avec son successeur.

Autre manœuvre : M. Moret me rapporte que le Conseil des ministres s'est montré très mécontent de l'attitude de la Banque de France et qu'il a envisagé sa transformation en Banque d'État. Je réponds à M. Moret que cette transformation serait une grosse erreur, mais que, si le gouvernement veut la commettre, je n'ai aucun moyen de l'en empêcher.

On me téléphone, d'autre part, que M. Marin, dernier

ministre opposé à la stabilisation, a demandé à réfléchir jusqu'à ce soir, quatre heures et demie.

Des amis m'affirment que la grande majorité des députés est favorable à la stabilisation immédiate au cours actuel et que M. Poincaré devra se résigner à la faire ou se démettre.

Dimanche 10 *juin*. — Dans la journée, communications téléphoniques. Un de mes interlocuteurs me dit que le bruit court de la démission de M. Marin. Il cherche à se renseigner sur l'exactitude de cette rumeur. L'autre tient de M. Loucheur que le ministère restera en place et que la stabilisation sera proposée par le gouvernement immédiatement après la nomination de la Commission des finances par la Chambre.

Le soir, je vais avec ma femme à l'ambassade de Pologne. MM. Philippe Berthelot et Jules Cambon me donnent de nombreuses marques de sympathie. C'est le signe que ces diplomates me croient victorieux dans la lutte pour la stabilisation.

Lundi 11 *juin*. — Dans ce débat dramatique, je crois avoir remporté la victoire. M. Poincaré va demeurer au pouvoir avec tout son cabinet, y compris M. Marin, et fera la stabilisation à bref délai. C'est ce que j'apprends de bonne source.

A la Chambre et même au Sénat, 90 pour 100 des parlementaires sont acquis à la réforme monétaire. C'est un succès complet. J'espère que le président du Conseil me pardonnera d'avoir eu raison.

L'après-midi, assisté de MM. Strohl et Quesnay, j'ai une conférence au ministère des Finances avec MM. Moret et Farnier sur le texte de la loi monétaire et sur les projets de conventions. Nous sommes en désaccord sur les questions des bons russes, de l'intérêt des devises acquises par nous, et des comptes de dépôts à vue au Trésor. Toutefois, notre impression n'est pas mauvaise. Nous ne trouvons pas d'opposition systématique chez nos interlocuteurs.

Mardi 12 *juin*. — Après la presse, après le Parlement, le gouvernement s'est rallié à l'unanimité à la stabilisation immédiate.

Ce matin, dans mon cabinet, je discute avec MM. Leclerc, Rist, Strohl et Quesnay les propositions de la direction du Mouvement des fonds relativement à la rédaction de la loi monétaire et à celle de la convention à passer entre la Banque et l'État.

L'après-midi, accompagné de MM. Strohl et Quesnay, je retourne au ministère des Finances. Je trouve plus de résistance chez mes interlocuteurs que la veille. Nous nous séparons sans conclure.

Mercredi 13 *juin.* — La Bourse est calme, les rentes restant fermes. Le marché des changes reflète l'approche de la stabilisation. Les spéculateurs à terme à la hausse du franc dénouent leurs opérations. Hier, nous avons pu vendre 3 600 000 livres sterling au cours de 124,20. Comme ces livres nous reviennent en moyenne à 124,60, nous sommes encore en perte.

Les adhésions publiques à la stabilisation de la monnaie à son niveau actuel se multiplient. La partie est définitivement gagnée. Il s'agit maintenant d'organiser d'avance la période d'après stabilisation, de façon à donner à la Banque de France la maîtrise du marché monétaire. J'ai là-dessus une longue conférence avec M. Quesnay.

Je vois M. Loucheur qui me raconte ce qui s'est passé au Conseil des ministres au cours duquel fut décidée la stabilisation.

M. Poincaré a lu la lettre de la Banque de France exposant la situation du marché des changes et demandant qu'il y soit mis fin par des mesures appropriées. Puis il a déclaré qu'il était de l'avis de la Banque de France et qu'il voulait la stabilisation immédiate. Si ses collègues ne partageaient pas son opinion, il s'en irait. Si M. Marin démissionnait, il démissionnerait également.

Le président du Conseil ajouta :

— Les dirigeants de la Banque de France n'accepteraient pas une autre politique que celle de la stabilisation. Or, la démission de ces dirigeants produirait une impression regrettable à l'étranger, où la Banque de France jouit d'un prestige considérable.

Pour conclure, le président du Conseil a insisté auprès

de M. Marin afin qu'il ne provoquât pas une crise ministérielle. Il a déclaré que, quoique revalorisateur, il signerait le décret de stabilisation. M. Marin a demandé à réfléchir et a donné depuis son adhésion.

Jeudi 14 juin. — Je confère longuement avec MM. Leclerc, Rist, Strohl et Quesnay sur les moyens d'action qu'il conviendrait de donner à la Banque de France pour lui permettre de remplir à la fois sa fonction monétaire et son rôle de régulatrice du marché des crédits. Nous rédigeons, à l'usage du ministère des Finances, une note démontrant l'insuffisance des moyens mis avant la guerre à la disposition de la Banque de France pour remplir cette double fonction. Pour accroître son influence sur le marché monétaire, nous envisageons plusieurs procédés. On pourrait par exemple doter la Banque d'un portefeuille de bons négociables tels que les anciens bons russes pris en charge par la Caisse d'amortissement, qui, suivant les besoins, seraient offerts au public ou retirés de la circulation. Peut-être y aurait-il lieu aussi d'agir sur la masse des dépôts privés à la Banque par des différences de traitement au point de vue des intérêts servis.

Au Conseil général, je constate l'absence de MM. de Rothschild et de Wendel.

Le Conseil m'autorise à signer un avenant à la convention du 28 avril 1928, pour doter le fonds d'amortissement de ressources suffisantes en vue de lui permettre de prendre à sa charge la prime d'émission sur les 10 milliards et demi de rentes émises et dont le produit a servi à rembourser partiellement la Banque de ses avances au Trésor. Le montant de cette prime d'émission ne pouvait pas, en effet, venir accroître la Dette publique, sans le vote d'une loi, ce que M. Poincaré tenait à éviter.

Par cet avenant nous concédons au fonds d'amortissement les intérêts perçus sur devises jusqu'au 1er août et les intérêts sur les avances à l'État jusqu'à la même date.

L'emprunt a rapporté plus de 20 milliards de francs dont 10 600 millions en espèces et le surplus en bons divers. Il n'a été demandé des remboursements que pour 1 100 millions. C'est un très beau succès.

Je vais porter à M. Moret la note que mes services ont

rédigée le matin d'accord avec moi. Je le prie de la lire et de la faire lire à M. Poincaré.

Nous modifions ensemble le texte de la loi monétaire. Pour la définition du franc, nous en revenons à la loi de *germinal an XI*, c'est-à-dire que nous exprimons sa valeur par un poids de métal précieux, l'or en l'espèce.

M. Moret me dit que la Trésorerie lui donne des inquiétudes. Quand il ne pourra plus recourir aux avances de la Banque de France, il craint de se trouver dans une situation dangereuse. Je lui réponds que, dans la convention à intervenir, je ferai tout pour l'aider. M. Moret me demande si ma résolution de ne pas accepter une répartition nouvelle des bénéfices entre la Banque et l'État est irrévocable. Je lui dis que oui, en lui faisant remarquer que je me fonde sur des lois existantes ne pouvant être abrogées sans le consentement de la Banque, ce qui fournit à M. Poincaré un terrain solide pour résister aux exigences du Parlement.

Vendredi 15 *juin.* — Je passe la journée à discuter et à rédiger des notes sur les nouvelles conventions à conclure avec l'État et la Caisse d'amortissement.

Je suis en opposition avec M. Poincaré sur la question de l'attribution des intérêts des devises que nous avons placées. J'aurai beaucoup de peine à le faire céder et à faire prévaloir mon point de vue. Néanmoins, je déclare à M. Moret que je serai irréductible sur ce point.

Samedi 16 *juin.* — Journée employée à conférer avec MM. Leclerc, Rist, Strohl et Quesnay sur la question du partage de l'intérêt des devises avec l'État. Je continue à prévoir beaucoup de difficultés sur cette question, soit avec le gouvernement, soit avec le Parlement.

Lundi 18 *juin.* — Continuation de nos négociations avec le ministère des Finances. Nous réalisons certains progrès vers l'accord. Des divergences subsistent entre nous sur l'importance de l'augmentation de la redevance de la Banque à l'État, sur la mobilisation des bons russes, et sur la part qu'il convient d'accorder au Trésor dans la direction du marché monétaire.

Mardi 19 *juin*. — Notre service des changes revend quelques devises. Notre stock, qui atteignait l'équivalent de plus de 200 millions de livres, y compris les devises en report, a diminué de 11 millions de livres pendant la dernière quinzaine, ce qui est appréciable. L'approche de la stabilisation légale a donc, comme il était facile de le prévoir, ralenti la spéculation à la hausse du franc et même l'a renversée.

Nous poursuivons nos études et nos conférences pour mettre au point les textes de la loi monétaire et des conventions qui y seront annexées. J'ai une entrevue avec le président du Conseil.

Quoiqu'au fond il m'en veuille probablement un peu, M. Poincaré se montre très aimable avec moi. Après discussion, nous finissons par tomber d'accord.

Sur ma demande, M. Poincaré accepte de nombreuses modifications à son projet, en vue de sauvegarder entièrement l'indépendance de la Banque vis-à-vis de l'État. Tous les liens établis pendant la guerre entre le Trésor et la Banque sont coupés. Enfin j'obtiens du gouvernement la promesse de supprimer les comptes courants à vue des particuliers au Trésor.

M. Poincaré me dit qu'il n'est pas satisfait de la Chambre. Il fera voter la stabilisation dimanche prochain 24 juin et démissionnera lundi matin.

On me rapporte, en effet, que les milieux politiques s'agitent à nouveau et que le ministère ne durera pas longtemps.

Mercredi 20 *juin*. — La situation du ministère devient franchement mauvaise à la Chambre. M. Poincaré fera voter la stabilisation. Mais s'il ne démissionne pas volontairement, il aura ensuite de grandes difficultés à surmonter. Cependant, des efforts sont tentés dans divers groupes pour amener un apaisement général.

M. Strohl met au point avec M. Moret les textes de la loi monétaire et des conventions annexes. Il est entendu qu'un article supprimant les comptes de dépôts à vue du Trésor sera inséré dans la loi monétaire.

De mon côté, je me mets d'accord avec M. Tannery pour la prise en charge par la Caisse d'amortissement des bons russes et sur les conditions de l'amortissement de ces bons.

A la réunion du Comité financier de la Caisse d'amortissement, M. Tannery me propose de capitaliser les sommes versées par le Trésor pour rembourser les bons russes et de n'amortir ces bons qu'en 1945. Cette combinaison assurerait à la Caisse une trésorerie aux dépens de la Banque. Je refuse et nous nous en tenons à la combinaison acceptée hier par le président du Conseil. Le Trésor versera à la Caisse l'intérêt sur les bons russes calculé au taux de 1 pour 100, la partie disponible de la redevance payée par la Banque à l'État et les deux tiers des bénéfices résultant de la frappe des monnaies d'argent. Ces sommes seront remises au fur et à mesure de leur perception à la Banque, en échange d'un montant égal de bons négociables. L'annuité moyenne de ce remboursement sera telle qu'en dix-sept ans, à l'expiration du privilège de la Banque, l'État aura éteint au minimum 5 milliards de sa dette qui se monte à 5 900 millions. Le solde non remboursé sera payé par l'État à la Banque.

Avec le directeur de la comptabilité de la Banque de France, M. Roulleau, j'arrête la contexture de notre nouveau bilan, tel que nous le publierons après la stabilisation. Ce bilan sera précis et clair. Nous supprimerons le procédé de décalage (1) qui faussait tous les chiffres et nous publierons le jeudi la situation de la Banque arrêtée le vendredi soir précédent. Il en est ainsi d'ailleurs dans toutes les grandes Banques centrales.

En somme, si le Parlement ne vient pas démolir l'édifice que nous avons patiemment construit, nous aurons doté la France d'une véritable monnaie or. Nous aurons renforcé l'indépendance de la Banque vis-à-vis de l'État. Nous aurons accru par rapport à l'avant-guerre les moyens d'action de la Banque sur le marché. Et, en dissipant toutes les obscurités qui voilaient sa situation réelle, nous aurons renforcé son crédit.

Dans la soirée, je vois M. de Chappedelaine, rapporteur général du budget à la Chambre. Je lui promets de lui fournir

(1) Avant la loi monétaire du 25 juin 1928, les chiffres du bilan publiés le jeudi de chaque semaine étaient formés des résultats de Paris arrêtés le mercredi soir additionnés avec les résultats de la province arrêtés le vendredi soir précédent. La réforme a consisté à publier le jeudi les chiffres de Paris et de la province uniformément arrêtés le vendredi précédent.

toutes les explications qu'il désirera sur la loi monétaire et les conventions annexes, samedi prochain, après-midi, quelques heures avant la réunion de la Commission des finances.

Jeudi 21 *juin.* — Aujourd'hui encore, MM. de Wendel et de Rothschild n'assistent pas au Conseil général. A part ces deux dissidents, tout le Conseil est acquis à la stabilisation.

Je préviens le Conseil que je le réunirai samedi à treize heures pour adopter les projets de convention avec l'État et la Caisse d'amortissement.

Le fait principal de la journée est le très beau discours de M. Poincaré à la Chambre, qui opère là un rétablissement magnifique. M. Poincaré a démontré d'une façon lumineuse la nécessité de la stabilisation et a reconquis sa majorité. M. Poincaré est un admirable avocat qui sait plaider d'une façon magistrale son dossier. Dans sa plaidoirie, nous avons reconnu au passage la plupart des notes que nous avions fournies à M. Moret. Le vote de la stabilisation par la Chambre paraît acquis à une très grosse majorité.

Nous préparons diverses lettres pour le ministère des Finances qui doivent être échangées avant lundi matin et je dicte à M. Strohl une longue note destinée à M. de Chappedelaine.

Dans la soirée, je reçois M. des Touches qui m'apporte les félicitations de M. Caillaux.

Vendredi 22 *juin.* — Journée employée à peu près entièrement à préparer la stabilisation.

Nous mettons définitivement au point les textes des conventions à passer entre la Banque, l'État et la Caisse d'amortissement.

Le ministère des Finances modifie un peu le texte de la loi monétaire, ou plutôt, pour des raisons politiques, il intervertit le numérotage des articles, et fait de l'article qui abroge le cours forcé l'article premier, ce qui n'est pas très heureux.

Je décide avec M. Carriguel quelle sera notre tactique sur le marché des changes lundi matin, après la stabilisation. La Banque se retirera du marché, en principe, mais elle continuera à le surveiller, pour le cas où les *gold points* étant

dépassés dans un sens ou dans l'autre, les mouvements d'or ne se produiraient pas normalement.

Je vais au ministère des Finances charger M. Ribière de féliciter de ma part le président du Conseil pour son discours de la veille, et de lui dire que si son œuvre financière n'obtient pas une approbation unanime dans le présent, elle lui vaudra certainement une situation hors de pair dans l'histoire. L'après-midi, M. Grignon me téléphone pour me remercier au nom du président.

Samedi 23 juin. — Nous vivons une journée historique. Nous couronnons le rétablissement financier et monétaire de ces deux dernières années. Nous redonnons à la France une monnaie saine et nous effaçons dans la mesure du possible les dommages causés par la guerre et l'après-guerre.

Réunion fort émouvante du Conseil général de la Banque de France. Sont excusés : MM. Cordier et de Neuflize. Manquent : MM. de Rothschild et de Wendel.

J'expose au Conseil l'économie générale de la loi monétaire et les idées directrices qui ont présidé à la rédaction des conventions entre l'État et la Banque et entre la Banque et la Caisse autonome. Je montre comment la monnaie française sera désormais basée uniquement sur l'or, comment sa convertibilité contre l'or sera assurée et quelles garanties prend le législateur pour lui conserver cette qualité. Je parle ensuite de l'effort tenté pour assainir la Trésorerie de l'État, en faisant disparaître les dépôts particuliers à vue au Trésor.

Je fais ressortir que la nouvelle convention avec l'État assure l'assainissement de notre bilan, la clôture de tous les comptes de guerre et d'après-guerre, et le remboursement des bons russes que nous détenons. Je passe également en revue les conséquences financières du nouveau régime pour la Banque et pour l'État.

Quant à la convention avec la Caisse d'amortissement, je montre qu'elle permet la transformation des bons russes en bons de caisse négociables et qu'elle fixe les règles d'amortissement de ces bons.

Enfin, je mentionne qu'une disposition spéciale de notre convention avec l'État nous permettra de rendre plus étroits les liens qui nous unissent aux banques d'émission étrangères.

Je lis au Conseil le texte des conventions et je donne toutes les explications qui me sont demandées.

Le baron Davillier, remplaçant le doyen de Neuflize (1) qui, très malade, se soigne à Vichy, lit au nom de tous les régents présents une déclaration portant que le Conseil général ne s'associe pas sans tristesse à une mesure consacrant la dépréciation du franc, mais qu'il s'incline devant la nécessité de sauvegarder l'intérêt général en stabilisant la monnaie à son niveau présent. Des considérations très aimables pour moi sont jointes à cette déclaration. Le Conseil, me donnant le témoignage de sa confiance, me remercie de l'avoir guidé dans la bonne voie depuis mon entrée en fonctions, il y a près de deux ans jour pour jour.

Je remercie le Conseil en quelques mots, puis je lui soumets la nouvelle forme de notre bilan, simplifié et clarifié.

Je reçois M. de Chappedelaine, chargé du rapport général sur la réforme monétaire, son secrétaire, et M. Palmade, député. J'explique à ces messieurs le mécanisme de la loi, la portée de la convention avec l'État et je remets à M. de Chappedelaine la note que j'ai préparée pour lui.

Dans la soirée, le président Poincaré dépose le projet de réforme monétaire sur le bureau de la Chambre, et dans la nuit, la Commission des finances l'adopte avec deux légères modifications.

Lundi 25 *juin.* — La stabilisation est faite. Le nouveau franc est né.

La Chambre et le Sénat ont voté, hier et dans la nuit, les projets de loi et de convention définissant la monnaie française et assurant sa stabilité. La valeur du franc est fixée à 65,5 milligrammes d'or fin, au titre de 900 millièmes. Le vote a été acquis à une énorme majorité à la Chambre, par 452 voix contre 18, et à la presque unanimité du Sénat.

Une seule modification a été apportée au texte de la loi monétaire préparé par nos services et par ceux du ministère des Finances. Au lieu de frapper des pièces d'argent de cinq et dix francs, on en frappera de dix et vingt francs.

En outre, M. Bedouce, socialiste, a fait adopter par la

(1) Le baron de Neuflize devait mourir quelques semaines plus tard.

Chambre un projet de résolution invitant le gouvernement à obtenir de la Banque une avance permanente supplémentaire de 2 milliards de francs pour doter le Crédit agricole à concurrence de 1 milliard et l'Office des habitations à bon marché d'une somme égale. Nous repousserons cette convention additionnelle que rien ne nous oblige à accepter.

En somme, ce drame de la stabilisation, que je redoutais tant, il y a un mois, a le plus heureux dénouement.

La nouvelle parité de la livre sterling est de 124,21. Le directeur de notre service des changes, M. Carriguel, tout en laissant les cours des devises étrangères s'établir d'eux-mêmes, se tient auprès du marché pour le surveiller dans ses premiers mouvements de liberté.

Beaucoup d'opérations de report sur devises, pour un montant d'environ 29 millions de livres, ont été dénoncées par nos clients. Les reporteurs, en effet, se sont fait des disponibilités pour payer leurs souscriptions au dernier emprunt. En vue de donner de l'aisance à la trésorerie, qui désormais n'aura plus l'élasticité que lui procurait son compte « Avances » à la Banque, les établissements de crédit et la Banque de France ont versé à l'État le montant de toutes les souscriptions reçues à l'emprunt. Le Trésor a pu se constituer ainsi des disponibilités qui lui permettent de rembourser la Banque et les comptes courants particuliers.

La Bourse a été faible. Les petits spéculateurs se sont dégagés. En outre, les valeurs industrielles ont été hésitantes parce que, au cours du débat sur la stabilisation à la Chambre des députés, on a paru menacer les sociétés d'une réévaluation des bilans. Les députés, dont la plupart ignorent tout du mécanisme économique, ne se doutent pas du mal que causent leurs paroles imprudentes.

Au comité des Livres et Portefeuille, nous arrêtons les écritures de fin de semestre. Les écritures consécutives à la stabilisation seront passées ce soir.

A la réunion extraordinaire du Conseil général, M. Cordier, qui était absent samedi dernier, tient à s'associer à la déclaration lue par le baron Davillier au moment du vote de la Convention entre l'État et la Banque.

M. Strong, gouverneur de la *Federal Reserve Bank* de

New-York, qui est à Paris, m'adresse des fleurs à l'occasion de la stabilisation. Je reçois du monde entier d'innombrables télégrammes de félicitations.

Mardi 26 *juin.* — Le franc monte légèrement. La Bourse est meilleure.

Je fais préparer un projet de lettre en réponse à celle que le ministre des Finances m'a envoyée, pour demander à la Banque de France de consentir une avance à découvert de 2 milliards de francs à l'État. Il s'agit de la motion Bedouce, que M. Poincaré a laissé voter par l'unanimité de la Chambre,— trait bien caractéristique de la démagogie de nos institutions parlementaires contemporaines, et indice bien inquiétant pour la suite des événements. Nous ne pouvons pas, pourtant, immédiatement après avoir assaini la situation monétaire, recommencer la politique qui nous a menés à la faillite. C'est dans ce sens que je réponds à M. Poincaré.

M. Franck, gouverneur de la Banque de Belgique, remis d'un accident d'automobile sans gravité qui lui est arrivé hier, vient m'apporter ses félicitations. Il me rappelle que, lorsqu'on a stabilisé le franc belge, le produit de la réévaluation des immeubles de la Banque de Belgique a servi à augmenter son capital, par distribution d'actions nouvelles gratuites aux anciens actionnaires.

Après le départ de M. Franck, je fais commencer par mes services la constitution d'un dossier destiné au président du Conseil qui va probablement être saisi par divers membres de la Commission du budget d'un projet de loi tendant à expertiser les immeubles construits par la Banque au cours de ces dernières années, en vue de l'imposition de leur plus-value. L'exemple de la Banque de Belgique sera un très bon précédent à opposer à ces demandes.

Je vais voir M. Strong, qui me renouvelle très amicalement ses félicitations. Nous convenons d'échanger périodiquement des documents et des renseignements entre la *Federal Reserve Bank* de New-York et la Banque de France. Je propose à M. Strong que, dans le communiqué que je vais donner à la presse pour expliquer au public les modifications apportées à la rédaction du bilan de la Banque de France, nous insérions une ou deux phrases mettant en relief l'aide prêtée par la

F. R. B. de New-York à la Banque de France, pour la reconstitution de sa réserve d'or (1).

Mercredi 27 juin. — La livre continue de baisser par rapport au franc, mais son cours est encore éloigné du point d'entrée de l'or en France.

M. Jacob, syndic des agents de change, me dit qu'il est très satisfait du tassement des cours qui s'est produit à la Bourse. Il accepte volontiers d'assister avec les représentants des établissements de crédit aux conférences que j'ai projetées pour étudier les conditions du développement du marché de Paris.

Jeudi 28 juin. — Au Conseil général, rentrée des régents de Wendel et de Rothschild, qui se sont abstenus de paraître à la Banque de France pendant que nous opérions la réforme monétaire.

Le Conseil adopte ma lettre au ministère des Finances par laquelle je refuse l'avance de 2 milliards à l'État, demandée par la Chambre, à la suite du vote de la motion Bedouce. Pour expliquer ce refus, je m'en tiens à des arguments d'ordre monétaire.

Nous publions le premier bilan, nouvelle formule. Ce bilan, très clair et très simple, est bien accueilli dans le monde des affaires. Il consacre l'assainissement de la situation de la Banque de France et le relèvement financier et monétaire du pays.

Si l'on compare notre situation hebdomadaire au 25 juin 1928 à celle du 24 juin 1926, on mesurera l'ampleur du redressement opéré.

L'encaisse or disponible est passée de 3 684 millions d'anciens francs (soit environ 18 milliards et demi de nouveaux

(1) Benjamin Strong, comme tant d'autres grands Américains, les Morgan, les Parker Gilbert, les Dwight Morrow, en particulier, était un ami sincère de notre pays. A partir de 1926, où je le rencontrai pour la première fois, il n'épargna rien pour contribuer dans la mesure de ses moyens au redressement financier et monétaire de la France. Dans plusieurs circonstances, notamment lors de la stabilisation des monnaies polonaise et roumaine, la *Federal Reserve Bank* de New-York nous apporta le concours le plus entier et le plus efficace pour la reconstruction financière de l'Europe.

Mon amitié avec Benjamin Strong était devenue très intime. Malheureusement, elle devait finir prématurément, par sa mort imprévue survenue en octobre 1928.

francs) à près de 29 milliards de francs nouveaux. A cette encaisse s'ajoutent plus de 25 milliards et demi de disponibilités à vue à l'étranger et de devises en report. C'est donc par une marge de plus de 54 milliards d'or et de devises qu'est garanti le nouveau franc. Outre notre portefeuille commercial complètement assaini, qui s'élève à 2 972 millions, nous disposons de 10 milliards et demi d'effets négociables achetés à l'étranger.

Les avances à l'État, qui s'élevaient le 24 juin 1926 à plus de 42 milliards de francs, sont ramenées à 3 milliards 200 millions.

Enfin, notre poste « Immeubles » est également sincère. Les immeubles ont cessé de couvrir une partie de la circulation des billets.

Cependant notre œuvre n'est pas terminée. Nous avons doté la France d'une nouvelle monnaie. Mais il reste à effacer les conséquences de la guerre et de l'après-guerre sur notre marché financier, à rendre à la Banque de France et à la France leur force et leur prestige d'avant-guerre dans l'ordre financier, force et prestige qui furent d'un poids si considérable dans la balance de la victoire de 1918.

Défendre les résultats acquis contre l'imprévoyance et la démagogie des politiciens, réorganiser le marché de Paris pour en faire l'un des premiers marchés du monde, coordonner et étendre l'action de nos banques à l'étranger, telles seront les tâches essentielles de l'après-stabilisation.

ÉMILE MOREAU.

...ET LA SAINTE LUI SOURIT

Richard Herries et sa sœur Marguerite, accompagnés de leur amie miss Felstead, arrivèrent à Séville vers minuit, un soir de février.

D'entrée, leur séjour dans cette ville s'annonça mal, et c'est ce que Marguerite Herries ne manqua jamais de faire remarquer dans la suite : « Un début si fâcheux, disait-elle, aurait dû nous faire prévoir la fin tragique à laquelle notre voyage était voué. »

En effet, cette arrivée avait été navrante. A chaque descente de train, ils s'attendaient à tomber au milieu de ces glorieuses féeries où, au rythme des castagnettes et parés de fleurs éclatantes, se pressent toréadors, cigarières et danseurs andalous. Mais, au lieu de cette animation joyeuse, c'était une petite pluie fine qui les accueillait dans le silence d'une place endormie, où stationnaient seulement quelques autos.

Ils avaient pourtant grand besoin de réconfort : le voyage depuis Grenade leur avait paru long et fastidieux. Comment se faisait-il que Séville et Grenade, villes si rapprochées sur la carte, se trouvassent si éloignées l'une de l'autre par chemin de fer ? Marguerite n'avait pas cessé de poser cette question au cours du trajet, en faisant remarquer que la direction des Chemins de fer espagnols, seule autorité qualifiée pour y donner réponse, s'était fait une règle de s'abstenir de toute explication. Ils avaient déjà joué de malheur à Grenade où il avait fait froid et où miss Felstead (qui était très romanesque) n'avait pu, malgré de nombreuses tentatives de corruption, obtenir du gardien de l'Alhambra la permission d'assister

au lever du soleil sur les sierras. Quelle malchance si Séville à son tour leur réservait des déceptions !

En tout cas, il fallait avouer que cela commençait mal. Ils avaient retenu des chambres à l'Hôtel Royal, place Saint-Ferdinand, et le choix de cet hôtel avait donné lieu à une discussion assez vive qui avait failli dégénérer en dispute. Le fait était que cet hôtel, fréquenté par les gens du pays, était un hôtel spécifiquement espagnol, dont les tarifs, du reste, étaient moins élevés que ceux des palaces à clientèle anglaise et américaine. Mais, précisément, ce bon marché, Marguerite en était certaine, devait être synonyme de saleté. L'incurie des Espagnols dans les questions d'hygiène n'était-elle pas proverbiale ? Comment oublier les odeurs de Barcelone ? Et la cuisine de ce pays n'était-elle pas faite exclusivement à l'huile rance ? Bien que Marguerite fût portée à l'économie, pour une fois elle y renonçait. Elle pensait bien convertir son frère à ses idées, car c'était l'homme le plus facile à vivre qui fût au monde, mais Richard Herries, désagréablement surpris par les prix vraiment exagérés de l'hôtel de Grenade, s'était laissé convaincre, par une compatriote (une dame très comme il faut et assez exigeante sur le confort), que l'Hôtel Royal, où elle descendait, à Séville, était excellent et très propre. A l'en croire, les domestiques y étaient polis et empressés, les prix raisonnables, la nourriture aussi bonne qu'abondante. Bref, pour une fois, Richard avait maintenu sa décision.

Mais quelle piteuse arrivée ! Miss Felstead (dont les yeux étaient perçants comme des vrilles) aperçut immédiatement sur la place deux omnibus qui semblaient participer à la torpeur générale. L'un de ces véhicules portant l'inscription magique, *Hôtel Royal*, elle orienta dans la bonne direction deux jeunes porteurs à demi éveillés, qu'elle avait réussi à mobiliser.

Sur le marchepied de l'omnibus, un garçon d'hôtel était assis, profondément endormi. On l'éveilla, les bagages furent empilés sur le toit de la voiture et les trois voyageurs casés à l'intérieur. Ce fut alors que la situation tourna au ridicule. Une vaine attente de dix minutes leur ayant permis de constater que la gare de Séville, à minuit, sous la pluie, était encore plus lugubre que la ville de Sheffield un jour de repos dominical, Marguerite s'avisa qu'on paraissait les avoir complè-

tement oubliés. Le garçon d'hôtel, qui s'apprêtait à se rendormir, expliqua à Richard, — dont, soit dit en passant, la connaissance de l'espagnol était plus littéraire que pratique, — qu'une demi-heure auparavant le chauffeur était parti vers la gare dans l'intention de faire causette avec un de ses amis.

— Mais, alors, allez le chercher ! suggéra Richard.

L'homme, qui avait toute la noblesse, la distinction et la gravité des gens de sa race, se dirigea avec dignité vers la gare, y jeta un coup d'œil, hocha la tête, et revint, l'air mélancolique et distrait. Il rêvait, selon toute apparence, aux chances qu'il pouvait avoir de gagner le gros lot à la prochaine loterie. Au bout d'un moment, il actionna nonchalamment le klaxon de l'autobus, mais sans résultat. Dûment admonesté, il reprit de nouveau le chemin de la gare, mais ce fut pour revenir, quelques instants après, toujours sans son camarade.

Une demi-heure s'était passée en cette attente. Marguerite et son amie, tenaillées par la faim, — elles n'avaient eu que vingt minutes pour se restaurer à Bobadilla, trois heures auparavant, — les nerfs à fleur de peau, se sentaient devenir folles d'agacement et de fatigue. Finalement, les bagages furent descendus, entassés dans un taxi trouvé au bout d'une autre demi-heure de recherches, et nos voyageurs se mirent en route pour l'Hôtel Royal. Un dernier regard jeté en arrière leur permit d'apercevoir le garçon d'hôtel qui, roulé en boule à l'intérieur de la voiture, y reposait béatement.

Ainsi que Marguerite le répéta souvent dans la suite, tout ceci se présentait comme un bien mauvais présage. Personnellement, elle n'avait guère cru aux présages jusqu'alors ; — miss Felstead, elle, y croyait fermement ; — mais après cette terrible semaine à Séville, si dramatiquement terminée, elle ne s'en moqua jamais plus.

Dès la première semaine, elle avait pris Séville en grippe, tandis que son frère, chose curieuse, s'y plaisait énormément. Richard était maintenant un vieillard, — il avait soixante-quinze ans, — et il tenait beaucoup à ses petites habitudes. Au fond, les Herries n'avaient jamais su se priver de leurs aises et ils s'étaient toujours arrangés pour les avoir. De temps en temps, néanmoins, surgissait un Herries exceptionnel, hors série, si j'ose dire, qui ne savait pas exactement ce dont il avait besoin. Richard pouvait être rangé dans cette catégorie,

et pour cette raison ses nombreuses sœurs avaient toujours veillé soigneusement sur lui. C'était Hettie qui s'était d'abord chargée de son frère : quand elle se fut mariée, Florence s'occupa de lui ; puis, lors du mariage de Florence, ce fut Rosalinde qui, elle-même, après sa mort, fut remplacée par Marguerite, la plus jeune des quatre sœurs. A deux reprises, Richard avait failli se marier, et certainement il aurait fini par convoler en justes noces, si son entourage ne s'était pas arrangé pour lui ôter tout souci matériel.

Notez bien d'ailleurs qu'il n'était nullement opposé à ce qu'on s'occupât ainsi de lui : il aimait à être dorloté. Peut-être s'était-il rendu compte que supporter cette sorte de tutelle était le meilleur moyen dont il disposât pour empêcher les indiscrets de pénétrer dans l'intimité de sa vie. Et puis, ses sœurs s'étaient toutes montrées si merveilleusement bonnes pour lui, Marguerite en particulier !

C'était de l'adoration que celle-ci avait pour Richard. Aucunement sentimentale du reste, elle était, au moral et au physique, le type achevé de l'Anglaise un peu maniaque. Petite, mais solidement bâtie, elle paraissait vouée aux cols blancs, aux tweeds écossais et aux bottines montantes. Son teint était rose, son abondante chevelure noire commençait à grisonner et au-dessus de ses lèvres au dessin autoritaire pointait un nez assez court surmonté lui-même d'un front placide et sans rides. Aucun autre pays que l'Angleterre n'aurait pu donner jour à une femme aussi flegmatique et en même temps aussi résolue. Elle se montrait virile, tout en conservant les qualités de son sexe et, malgré ses partis pris, sa complaisance était grande. Sûre d'elle-même comme elle l'était, elle demeurait convaincue que tout ce qu'elle ignorait ne pouvait avoir le moindre intérêt pour une personne intelligente. Enfin, incapable sans doute de tout entraînement amoureux, elle paraissait pourtant faite pour la maternité.

Bien que ce fût Richard le bénéficiaire de cet instinct maternel, les rapports entre le frère et la sœur ne donnaient lieu à aucun épanchement. Sous aucun prétexte, ils ne se seraient permis de manifester les sentiments d'affection qu'ils avaient l'un pour l'autre, mais pourtant cette affection était grande. A l'occasion, ils se faisaient de mutuelles concessions et s'entendaient parfaitement bien.

En fait, depuis soixante-quinze ans, Richard Herries avait subi passivement le joug de ses sœurs, parce qu'il était à la fois un paresseux et un rêveur. Il appartenait au type de ces Herries à l'imagination romanesque qui, ou bien renonçaient à la lutte et se trouvaient par là même réduits aussitôt en esclavage, ou bien se révoltaient et étaient alors exclus du clan.

En parlant de lui, on l'appelait volontiers : « Ce cher vieux monsieur ! » Il était petit et plutôt gros. Ses cheveux étaient blancs comme de la neige et ses joues étaient roses. Toujours rasé de très près, il était excessivement soigné de sa personne. Il avait une charmante façon de se moquer des autres, sans qu'on s'en aperçût, et une manière à lui de faire tinter son argent dans les poches de son pantalon. Tout semblait l'amuser et personne n'aurait deviné que depuis déjà quelque temps il était moralement l'homme le plus isolé de toute la chrétienté.

De cela, Richard s'était rendu compte un ou deux ans auparavant, alors qu'il écoutait un concert de musique moderne à Berlin. Schnabel était en train d'exécuter un morceau, lorsque lui, Richard, avait soudain découvert qu'il était profondément malheureux, qu'il avait gâché sa vie, qu'il n'avait rien fait de ce qu'il aurait dû faire. Comme Marguerite se trouvait alors avec lui, il lui avait acheté une broche de corsage au sortir du concert. Mais, malgré tout, il resta quelques jours sous cette impression déprimante. Ces mêmes idées lui revinrent à diverses reprises : un jour devant le Guignol qui est près de Garrick Theatre ; une autre fois en lisant *les Anglais, les Français, les Espagnols* de Madariaga ; une troisième fois, après un dîner trop copieux ; une autre fois encore, en se contemplant dans un miroir ; une dernière fois, enfin, lors d'un séjour qu'il fit en septembre dans le Cumberland, un soir où il s'intéressait aux ébats des oiseaux sur le lac de Derwentwater. Et voici que ce sentiment de tristesse s'emparait encore de lui, maintenant qu'il visitait l'Espagne !

Comme les Herries ses ancêtres n'auraient pas manqué de le faire, il avait voulu attribuer cet état de dépression à des maux d'estomac ; aussi, bien qu'aimant la bonne chère et le bon vin, il s'imposait un régime sévère, dès qu'il se sentait du vague à l'âme.

Lorsqu'il était à Londres au moment d'une de ces crises, il se mettait à déplacer les tableaux de son appartement, suspendant l'Utrillo au-dessus du piano et le Segonzac au-dessus de la bibliothèque, dans l'espoir que ces arrangements finiraient par le remettre d'aplomb. Mais que faire dans le cas présent, alors qu'il était en Espagne, sans tableaux à pendre et à dépendre et avec un estomac qui fonctionnait tout à fait normalement ?

Il se sentait malheureux, révolté, de mauvaise humeur. Il en était arrivé à détester surtout miss Felstead, et lorsqu'un vieux gentleman anglais très correct se met à détester une femme charmante, que lui reste-t-il à faire ? Éviter sa compagnie ? Oui, sans doute, mais c'est bien difficile lorsqu'il voyage avec elle à l'étranger. Lui parler le moins possible ? Mr Herries essaya bien ce moyen, mais son silence inaccoutumé éveilla aussitôt de la méfiance. Était-il souffrant ? Se trouvait-il mal installé ? Ou n'était-il pas, — insinua Marguerite, — tout simplement en train de bouder ? Chaque fois que Marguerite voyait que quelque chose allait de travers, elle s'efforçait de paraître gaie et avenante. Mais, malgré son entrain forcé et ses manières conciliantes, elle était aussi avenante qu'une porte de prison et sa gaieté ressemblait à celle qui règne par une belle journée sur les Moors d'Écosse. De son côté, miss Felstead se montrait en cette occasion prompte à la flatterie, de rapports charmants, bref, décidée à plaire. Mais, hélas ! cette pauvre fille était aussi maigre qu'un manche à balai. Son teint bourgeonnait, et il faut avouer que, lorsqu'elle voulait faire l'enjôleuse, elle devenait insupportable.

Richard ne l'avait jamais aimée, mais elle était de ces vieilles demoiselles sans le sou et sans famille dont les gens ont toujours pitié. Elle avait la réputation d'être extrêmement intelligente. On racontait même qu'elle serait devenue une femme de lettres éminente, si elle n'avait pas eu l'esprit aussi critique. Dans sa jeunesse, elle lisait Dante en italien, et elle avait fait partie d'un groupement littéraire d'avant-garde. Maintenant qu'elle avait pris de l'âge, elle brûlait secrètement d'amour pour un pianiste tchécoslovaque et lisait des journaux aux titres bizarres, tels que *Clarté* et *Où ? Comment ? Pourquoi ?* Mais Richard s'était toujours méfié de sa répu-

tation d'intelligence et ses soupçons furent confirmés lorsqu'au Prado, devant *les Fileuses* de Velasquez, elle s'était écriée : « Évidemment, c'est un beau morceau, mais est-ce vraiment un genre de peinture qui puisse plaire ? »

Ce soir-là, pour la faire enrager, il avait passionnément plaidé la cause des combats de taureaux, ce qui avait amené la vieille demoiselle à pousser de longs gémissements scandés d'apostrophes telles que celle-ci : « Mais avez-vous pensé au sort des chevaux, des pauvres, des malheureux chevaux ! »

Richard la soupçonnait de le détester en son for intérieur autant que lui-même l'exécrait. Elle était jalouse de l'affection que Marguerite lui portait et cette jalousie se montrait étrange et obstinée. Que cette femme l'eût pris en grippe, après tout, cette pensée le remplissait d'aise !

En tout cas, depuis son arrivée à Séville, un esprit de révolte s'était emparé de lui avec une force qu'il n'avait jamais connue jusqu'alors.

Il aimait beaucoup l'Espagne et ses habitants, et ce voyage répondait pleinement à son désir. Marguerite, au contraire, n'aimait pas l'Espagne qu'elle jugeait être un pays de paresseux, un pays sans activité, dominé par le clergé. Elle n'arrivait pas à comprendre quel charme son frère pouvait y trouver, mais elle lui était trop profondément attachée pour s'être opposée à ses projets.

Timidement, Richard avait suggéré que, cette fois-ci, il pourrait peut-être voyager seul.

— Lui, à soixante-quinze ans, voyager seul !

— Mais pourquoi pas ? Je suis déjà allé en Espagne et je connais très bien la langue.

Marguerite sourit alors, d'un de ces sourires particuliers aux dames de la famille Herries, un sourire de femme supérieure et sûre d'elle-même, à la fois indulgent, maternel, aimable et protecteur, un sourire qui avait déjà plus d'une fois fait échouer les combinaisons les mieux échafaudées.

— Mon cher Richard... A ton âge ! Voyager seul ! Et en Espagne !... Mais de tous les pays, c'est le dernier où l'on puisse se hasarder seul !

Oui, pour miss Herries, la nation espagnole devait être classée à part. C'était chez elle une idée bien arrêtée. « Triste pays que cette Espagne, pensait-elle, en raison de ses habi-

tants ! » Bref, soit à cause de cette hostilité déclarée de Marguerite contre l'Espagne et des idées romantiques de miss Felstead, soit en raison de la fâcheuse influence qu'avaient eue sur leur caractère les déceptions de l'arrivée et le choix d'un hôtel espagnol, Richard et sa sœur se tenaient vis-à-vis l'un de l'autre tout à fait sur la défensive, depuis le début de leur séjour.

« Si seulement j'avais pu me douter de ce qui allait arriver ! » répéta souvent Marguerite par la suite. Mais, bien entendu, elle ne s'était jamais doutée de rien, car personne, Dieu merci, ne sait jamais ce qui l'attend le lendemain.

C'était la première fois que Richard venait à Séville. Dix ans auparavant, il avait visité la côte sud, Malaga, Algésiras et Cadix. Cinq ans après, ses pérégrinations l'avaient amené dans le pays basque d'où il avait poussé jusqu'à Madrid et Tolède. Sa ville favorite était Ségovie, où pourtant il n'avait pu rester que deux jours, car sa sœur, prise du mal du pays, avait voulu retourner immédiatement en Cumberland. Oui, Ségovie l'avait charmé avec ses murs gris argent, dans l'éclat de ses fleurs et de ses frondaisons. Comme il le confia alors à Marguerite, il aurait aimé s'y fixer et y passer quelque temps.

C'ÉTAIT précisément à Ségovie qu'il pensait ce matin-là où, sans avertir ses compagnes de voyage, il s'était glissé à la dérobée hors de l'hôtel. Il avait tout à fait l'air d'un collégien en rupture de bancs fuyant son école. Brusquement, il aperçut la Giralda qui, profilant sa haute silhouette sur l'azur du ciel, au-dessus des bâtiments de la Banque Espagnole, semblait lui souhaiter la bienvenue. Il s'engagea aussitôt dans cette direction, et l'on peut dire qu'à partir de ce moment il s'évada du monde où il avait vécu jusqu'alors pour entrer dans un autre.

Existe-t-il d'autres mondes ? Des milliers, affirment les uns. Pas un seul, déclarent les autres. « Deux me suffisent », dit le poète. Quant à Richard Herries, il n'en avait jamais connu qu'un seul, tout en désirant ardemment, comme ses ancêtres, en connaître un meilleur.

Plus tard, parlant de cette première matinée, Marguerite s'exprimait ainsi : « Richard, disait-elle, n'était pas tout

à fait dans son assiette. Il est vrai d'abord que nous étions descendus dans un hôtel espagnol, ce qui était la dernière chose à faire. C'était une idée de mon pauvre frère sur laquelle je n'avais pu le faire revenir. De plus, il sortit tout seul, contrairement à son habitude. Si, dès ce premier jour, j'avais pu seulement me rendre compte de son fâcheux état de santé ! »

Comment la chère demoiselle aurait-elle pu s'apercevoir de quelque chose, alors que Richard lui-même ne se sentait aucunement malade et ne s'était jamais trouvé aussi bien portant ?

Quoique le ciel fût sans nuages, l'air avait quelque chose de piquant. Onze heures sonnaient et la ville commençait seulement à se réveiller. Vers midi, toutes les boutiques fermeraient jusqu'à quatre heures, heure à laquelle Séville sortirait enfin pour de bon de son engourdissement. Bien que la journée naissante ne fût pas encore dans tout son éclat, le charme de cette matinée était prenant. En février, Séville n'était pas encore envahie par les touristes, sauf exceptionnellement quand passaient à la hâte des voyageurs pressés de regagner leur bateau en rade de Cadix, d'Algésiras ou de Gibraltar. On pouvait donc dire de Richard, hôte de cette ville, qu'il l'avait tout entière à lui seul.

Ce qu'il éprouvait ce jour-là était assez singulier. Sans être aucunement mal à l'aise, il se sentait grisé comme s'il avait pris un peu de vin mousseux très fort. Sa démarche était légère ; il ne sentait plus le poids des ans.

Il était habitué à la dignité chaudement amicale, mais tranquille et réservée, des Espagnols, et c'était même un des charmes qu'il trouvait à ce pays. On allait et venait à sa guise sans que personne (exception faite des cireurs de souliers offrant leurs services) eût l'idée de troubler votre flânerie. Certes, il peut arriver qu'une femme jeune et jolie, se promenant sans chaperon, soit dévisagée et même suivie dans la rue, car les femmes jeunes et jolies ne sortent pas d'ordinaire seules en Espagne ; mais, sauf dans ce cas, les Espagnols semblent ne prêter aucune attention au passant. Ils sont affables et bienveillants ; leur politesse est exquise ; or, Richard était très sensible à la bonne éducation.

Ce matin-là, une pensée audacieuse s'empara de son esprit. Il se trouvait alors sous le merveilleux portail donnant accès

au jardin planté d'orangers qui s'étend le long de la cathédrale. « Pourquoi, se dit-il, ne ferais-je pas un vrai séjour à Séville, jusqu'en juin, par exemple, pour assister aux cérémonies de la semaine sainte, voir les fameuses processions, jouir du spectacle pittoresque de la Feria, lézarder au soleil de mai, et surtout pour respirer le parfum grisant des œillets en fleur ! » L'œillet avait toujours été sa fleur favorite, et en particulier cette sorte d'œillet panaché où le pourpre et l'écarlate se marient harmonieusement au mauve.

A son premier voyage, il s'était figuré trouver partout des champs entiers d'œillets, mais chacun de ses séjours, faits trop tôt dans la saison, lui avait apporté sur ce point une fâcheuse déception. Ne lui offrait-on pas, pour cinq ou six pesetas, un bouquet de fleurs à moitié fanées ? Hélas ! les œillets étaient meilleur marché à Piccadilly !

Il s'arrêta dans ce merveilleux jardin dont les allées sont pavées de dalles inégales et raboteuses. A sa gauche, la Giralda se dressait dans les cieux. Les pierres du Patio de Los Naranjos semblaient incrustées de rubis ; du haut du porche principal de l'église, la Madone avait pour le visiteur un regard plein de bonté ; les oiseaux voletaient d'un arc-boutant à l'autre. La décision que Richard venait de prendre le fit trembler d'émotion. Oui, il resterait à Séville. Marguerite et miss Felstead partiraient sans lui. Une angoisse mêlée de joie le saisit au cœur : n'allait-il pas encore une fois connaître l'amour ?...

Il donna quelques pièces de monnaie au vieux mendiant courbé qui, d'une main tremblante, soulevait devant lui le rideau de cuir noir qui fermait l'entrée de l'église, et il pénétra dans la cathédrale.

Le déjeuner à l'Hôtel Royal était servi de midi et demi à deux heures et demie, et à deux heures et demie Richard n'était pas encore rentré. Marguerite était une femme de décision et de bon sens, mais, malgré ses efforts sur elle-même, son désarroi devint visible. De brèves lamentations de miss Felstead contribuaient à rendre la situation plus tendue :

— Je suis sûre que quelque chose lui est arrivé, disait celle-ci. Comment avons-nous pu le laisser seul ! Il pourrait être malade sans que nous le sachions avant longtemps ! Ne faudrait-il pas avertir la police ?

— Oh ! un peu de calme, Elsie, je vous prie !

Marguerite rabrouait rarement son amie, mais lorsque cela lui arrivait, l'autre se le tenait pour dit.

— D'ailleurs, avec Richard, il n'y a aucune crainte à avoir, ajouta-t-elle. Il n'est plus un enfant et il sait l'espagnol mieux que nous.

Cependant, en voyant la silhouette de son frère s'encadrer dans la porte de l'hôtel, elle se serait volontiers jetée à son cou pour l'embrasser. Mais, en bonne Anglaise qu'elle était, au lieu de l'embrasser, elle le gronda.

Richard était très calme et s'excusa tranquillement de son retard. Il avait été visiter la cathédrale et le temps avait passé sans qu'il s'en aperçût. C'était vraiment un magnifique édifice...

A ce point de notre récit, Marguerite n'a-t-elle pas droit à toute notre sympathie ? La voilà, en pays étranger, avec son frère unique tendrement aimé dont elle a la charge et celui-ci, tombant malade, se refuse à reconnaître son état ! Le soir même, elle l'attaqua à ce sujet.

— Richard, tu es certainement souffrant. Monte te reposer ; je t'enverrai ton dîner là-haut.

— Je vais très bien, répondit Richard, en lui jetant un regard sans aménité.

— Mais non ! Inutile d'essayer de me tromper, moi qui te connais depuis des années. Il y a quelque chose qui te rend malade, du moins ton air me le fait croire. Elsie est d'ailleurs de mon avis.

— Zut pour Elsie ! fut la seule réponse.

Marguerite fut bouleversée et non sans raison. On n'avait jamais vu Richard prendre une telle attitude.

— Tu dois avoir de la fièvre.

— Non.

Marguerite déploya alors une méthode de persuasion des plus irritantes, malgré la douceur de son ton amical et protecteur.

— Voyons, mon cher, dit-elle en tapant sur l'épaule de Richard, voilà qui est enfantin. Quel mal y a-t-il à ce que je prenne ta température ? Après tout, si tu dois tomber malade, il vaut mieux savoir ce qui en est !

— Mais je ne vais pas tomber malade, répondit Richard

avec fermeté, et je ne me suis même jamais mieux porté. D'ailleurs, continua-t-il en fixant sa sœur d'un air étrange, comme s'il la voyait pour la première fois, j'ai l'intention de faire bande à part pendant mon séjour ici. Si Séville vous ennuie, rien ne vous empêche toutes les deux d'aller passer quelque temps à Cadix ou à Malaga.

Ce disant, il dévisagea sévèrement Marguerite, comme s'il lui donnait un ordre. Jamais pendant tant d'années passées avec elle il ne lui avait jeté un tel regard.

— Entendu, Richard, nous verrons, répondit-elle simplement.

Et elle ne parla plus de prendre sa température.

Marguerite était néanmoins profondément alarmée et elle resta longtemps éveillée, dans son lit, à réfléchir. Qu'était-il donc arrivé à son frère ? Car quelque chose lui était certainement arrivé ce matin-là, alors qu'il était seul en ville. Une aventure d'amour ? C'était absurde à son âge... Et pourtant, ne lit-on pas dans les journaux des histoires abracadabrantes au sujet de vieux messieurs..., etc. ? Une sirène espagnole ? Certaines de ces femmes étaient bien jolies avec leurs grands peignes et leurs châles noirs. Mais non, pas Richard ! Pareille chose n'était pas à redouter pour lui. Elle décida cependant de ne pas le laisser repartir seul le lendemain. Là où il irait, elle irait aussi...

MAIS le lendemain matin, il se passa quelque chose de formidable. Richard se permit de lui mentir, ce qui ne lui était jamais arrivé, autant du moins que sa sœur pouvait s'en souvenir. Habillée et prête à partir, celle-ci frappa à la porte de son frère. Il passa la tête à l'extérieur :

— Très bien ! chère amie. Attendez-moi en bas. Je suis à vous dans une minute.

Ces dames s'assirent donc toutes deux dans le petit salon de l'hôtel. L'attente fut longue et désagréable, car des individus qui se trouvaient également installés là, et qui n'avaient apparemment rien d'autre à faire, ne cessèrent pas de les fixer d'une manière insolente. A la fin, elles envoyèrent un domestique s'enquérir de Richard. Cet homme revint en disant que le señor n'était pas là. La femme de chambre l'avait vu passer une demi-heure auparavant, le chapeau sur la tête et la canne

à la main. Y avait-il une autre sortie à l'hôtel ?... Oui, il y en avait une. Marguerite et miss Felstead se regardèrent, consternées.

Non seulement Richard était malade, mais encore il devenait fou !...

Mais non, Richard n'était pas en train de perdre la tête. Il jouissait tout simplement d'un bonheur tel qu'il n'en avait jamais encore connu.

Après s'être échappé de l'hôtel, il se dirigea directement vers la cathédrale et atteignit le Patio des Orangers, qu'il traversa. Le mendiant aveugle, auquel il donna une demi-peseta, souleva pour lui le panneau de cuir qui barrait la porte du sanctuaire. Il en franchit le seuil et ce fut pour entrer dans une vie qui, celle-là, était vraiment la sienne.

Telle fut du moins l'impression très nette qui, dès cet instant, s'imposa à son esprit. Il avait maintenant soixante-quinze ans et, somme toute, son existence avait été paisible, intéressante, bien remplie. Jusqu'à la veille de ce jour, pourtant, avait-il su ce que c'était que vivre ? Non, hélas ! Il avait dormi, muet, sourd, aveugle, presque momifié ; et de cet état, il ne s'était même pas rendu compte !

Des églises aussi magnifiques que celle de Séville, Richard savait bien qu'il en existait. Il avait vu des cathédrales peut-être encore plus belles, celle de Chartres, par exemple, ou celle de Saint-Marc avec son style si particulier, ou celle d'Ely surplombant les escaliers d'un merveilleux travail, qui en permettent l'accès. Dans le lieu de prières où il se trouvait, s'était-il donc converti soudain à une croyance nouvelle ? Les sentiments de foi qu'il pouvait avoir trouvaient-ils un aliment nouveau dans l'attrait qu'il ressentait, comme beaucoup d'entre nous, pour toute manifestation d'amour et de beauté, susceptible de confirmer nos secrètes espérances ? Se croyait-il meilleur ? Se figurait-il avoir acquis, depuis la veille, plus de vertu, plus de sagesse ? Non, telle n'était pas sa pensée. Ce qu'il éprouvait, c'était simplement un sentiment de merveilleuse allégresse. Dans tout son être, la vie coulait à pleins bords. On aurait dit qu'il venait de tomber amoureux. Pourtant, il n'y avait là personne qui parût digne d'amour...

Cette cathédrale n'était pas la plus majestueuse qu'il eût

visitée, mais c'était certainement la plus évocatrice. Nulle autre ne lui avait donné une semblable impression d'immensité. Malgré les proportions grandioses de l'édifice, chaque partie y était parfaitement en lumière. Cette église n'était pas sombre comme la cathédrale de Barcelone, mais néanmoins, son éclairage n'avait point cette brutalité agressive qui exclut le mystère. La lumière venait de partout, traçant ici sur le sol des sentiers de clarté discrète, s'étalant ailleurs comme une source jaillissante en larges flaques d'indigo et de pourpre, échappant enfin à l'ombre des piliers pour piquer sur les murs l'or pâle de ses rayons. Et dans cette féerie de couleurs, la fantaisie se donnait libre cours. Comment ne pas être ravi par le coloris splendide des vitraux ? Jamais Richard n'avait vu semblable symphonie de couleur où le rose et le rouge sombre s'alliaient aux mille nuances de l'onyx et de l'opale. D'en bas, ces ouvertures faisaient songer à des nuages de rêve qui auraient surgi comme par miracle au-dessus des énormes piliers. Des grilles imposantes s'élevaient de tous côtés, dissimulées, ici dans l'ombre, là pareilles à de l'argent niellé, ou encore comme celles du maître-autel, semblables à de l'or massif.

Au cours de cette seconde visite, Richard Herries découvrit que l'église avait toute l'animation d'une ville. Dans un coin, des femmes étaient agenouillées ; dans un autre, des enfants jouaient. Des prêtres passaient rapidement, vaquant à leur ministère. Assise près de lui, sur une chaise, une femme nourrissait son bébé. Devant une chapelle toute proche, deux chiens se battaient ; plus loin, un couple de vieillards balayait le dallage et, non loin de là, des hommes groupés discutaient de leurs affaires. Tout autour de Richard, la vie continuait, transposée cependant à un niveau supérieur par la beauté et la majesté du lieu. Pour lui-même, du reste, l'heure de l'événement dont il devait être le héros était proche.

Soupçonnait-il ce qui allait lui arriver lorsque, le sourire aux lèvres, il leva les yeux et rencontra le regard empreint d'une gravité heureuse de sainte Émilienne ? Non, sans doute !

Cette sainte se tenait dans l'expectative (depuis combien d'années, je n'ose le dire) dans le coin droit du tableau où elle figurait. Dans quelle chapelle ce tableau est-il suspendu ?

Peu importe ! Ce serait de ma part une rare inconvenance si, au cours de mon récit, je me permettais d'en divulguer l'emplacement. Le nom même de la sainte, est-il bien Émilienne ? Je ne l'affirmerais pas.

Disons donc qu'au mur d'une des chapelles de cette cathédrale, il y a un tableau (de Murillo, sans doute, car les œuvres de cet artiste sont nombreuses à Séville) et que cette toile est flanquée, à droite et à gauche, de six autres peintures en forme de panneaux. Ces peintures sont d'un coloris charmant dans la gamme du rose tendre, de l'argent mat, du vert d'eau et du gris tourterelle. Et c'était dans le plus grand de ces panneaux que, depuis tant d'années, l'on pouvait voir sainte Émilienne. Elle s'y tenait dans une attitude pleine de réserve et de sérénité, entourée de plusieurs autres saints personnages qui, assis sur le gazon, semblaient attendre avec confiance la sentence prononcée par Dieu le Père que l'artiste avait représenté descendant du ciel en justicier...

Sainte Émilienne avait-elle jamais eu l'espoir de distinguer les allants et venants ? Il est difficile de le supposer, car l'obscurité de cette chapelle close de grilles était presque complète et bien faite pour décourager les visiteurs. La sainte n'avait-elle pas, en outre, bien autre chose à faire qu'à les attendre ? Sa figure, d'une jeunesse ardente et passionnée, était tournée vers le ciel. Son attitude exprimait l'adoration ; ses mains, aux jolis doigts fuselés, étaient croisées sur sa poitrine, et une écharpe tombait en plis gracieux sur la blancheur de sa robe. Pourquoi donc, en ce jour, fit-elle attention à Richard Herries ? Sans doute, la sainte fut-elle flattée d'être remarquée de préférence à toutes celles qui l'entouraient. Seule, parmi ses compagnes, elle tenait à la main une fleur rouge. Était-ce un œillet, comme Richard en fut tout de suite convaincu ? Peu importe, mais ce fut le frémissement de cette fleur entre ses doigts qui avertit la sainte de l'imminence d'un événement exceptionnel. Elle tourna aussitôt les yeux du côté des grilles, et ce premier regard qu'elle échangea avec Richard fut un regard d'amour.

Elle avait toujours désiré faire l'expérience de ce sentiment, elle qui n'avait jamais rien su des passions terrestres. Depuis son enfance, elle avait vécu consacrée au Seigneur, sans rien désirer d'autre. Lorsque la peste s'était déclarée

dans son couvent, elle n'avait que vingt-quatre ans, et, parmi tant d'autres, elle s'était distinguée par l'austérité et la sainteté de sa vie.

L'épidémie s'étant propagée en ville, elle avait rendu tant de services en soignant les malades, en réconfortant les agonisants, qu'immédiatement après qu'elle eut succombé, victime elle-même de la contagion, elle fut canonisée.

Elle était pourtant une sainte de très petite importance. Elle n'avait pas vécu assez longtemps pour retenir l'attention du public, et, dans les questions de sainteté comme dans toutes les autres, la réclame joue un grand rôle. Existait-il même une seule personne avec laquelle Émilienne eût été assez liée pour qu'après sa disparition, quelqu'un gardât d'elle un souvenir amical ? Enfin, la place qu'elle occupait dans ce tableau, un des moins éclairés d'une des chapelles les plus sombres de la cathédrale, n'était guère de nature à la mettre en valeur. Mais, malgré tout, notre sainte était singulièrement heureuse, car, pour un croyant, il n'y a pas de plus belle occupation que d'adorer Dieu.

Malgré sa sainteté incontestable, Émilienne n'avait jamais cessé d'être une femme, et, en voyant la figure honnête et poupine de ce vieux monsieur, tellement semblable à celle de l'enfant qu'elle aurait pu avoir si la vie avait été différente pour elle, elle l'aima comme elle aurait aimé son fils, si les circonstances avaient permis qu'elle en eût un.

Richard resta longtemps là. Il fit à la sainte maintes confidences, lui contant bien des choses dont il n'avait jamais soufflé mot à personne...

Finalement, il s'en alla : mais, dès cet instant même, son existence fut modifiée, prenant un tel caractère de noblesse, de grandeur et d'assurance que, si quelqu'un l'avait rencontré alors, il se serait rendu compte immédiatement de la transformation que Richard avait subie. Un sentiment sincère doit évidemment ennoblir celui qui l'éprouve ; mais, dans ce que nous venons de raconter, il y avait davantage : il y avait quelque chose de miraculeux : non parce qu'Émilienne avait tourné la tête du côté de Richard et lui avait souri, — les saints sont coutumiers de ces actes de miséricorde, — mais parce que cette merveilleuse révélation de l'amour était faite

à un vieillard qui, en raison de son âge, n'avait plus rien, semblait-il, à attendre de la vie.

De retour à l'hôtel, Richard aurait bien voulu donner des explications aux dames. Mais que pouvait-il dire ? Bien que toutes ses pensées fussent tournées vers ce rêve merveilleux qui transformait son existence, il conservait assez de présence d'esprit pour se rendre compte qu'une déclaration faite à Marguerite, dans le genre de celle-ci : « Excuse-moi, mais je viens de recevoir dans la cathédrale le coup de foudre pour une sainte », serait considérée par sa sœur comme une invitation formelle à appeler sur-le-champ un médecin.

En conséquence, il ne s'embarqua dans aucune explication. Il se montrait du reste délicieusement aimable et il paraissait si heureux que Marguerite se garda de le questionner. Ce qui lui plut particulièrement, ce fut le changement d'attitude de son frère envers miss Felstead. Il ne s'irritait plus de ses remarques, écoutait patiemment ses conseils, ne se moquait plus de ses idées romanesques. D'ailleurs, sa complaisance était maintenant inégalable. Il prenait tout du bon côté et ses yeux brillaient de bonheur. « Nous nous sommes complètement trompées en pensant qu'il était malade, disait Marguerite à son amie, Séville lui réussit tout à fait et nous ferons aussi bien d'y rester quelque temps, quoique, en vérité, je ne m'y plaise pas du tout. »

Richard avait maintenant, c'était clair, une passion pour la cathédrale. On évita de le contrarier à ce sujet. Après tout, un tel sentiment ne faisait de mal à personne.

En beaucoup d'églises, il aurait paru bizarre qu'un vieux petit bonhomme stationnât chaque jour si longtemps au même endroit, dans la même attitude, la tête appuyée aux grilles de fer d'une chapelle, regardant fixement devant lui. Mais dans cette cathédrale, aucune manifestation de personnalité ne pouvait sembler ou étrange ou vulgaire.

Richard racontait tout à sainte Émilienne, lui qui, jusqu'à ce jour, n'avait eu aucun confident. Peu de gens se rendent compte du silence de tombeau dans lequel la plupart des Anglais se murent pendant leur vie. Leur éducation leur donne l'habitude du mutisme, habitude que leur conception du mariage ne peut qu'encourager. Quant à leur goût pour

les exercices physiques, il favorise une certaine tournure d'esprit, amie du silence.

Même en se tenant tout près de Richard Herries, personne n'aurait pu entendre ce qu'il disait. Ses lèvres ne bougeaient pas, mais sainte Émilienne entendait fort bien. Dans ces paroles, que de choses dont la sainte n'avait pu envisager la possibilité ! Que de différence ne remarquait-elle pas entre la vie cloîtrée qu'elle avait menée, quatre cents ans auparavant, et la vie de cet étrange Anglais : vie de famille s'écoulant dans des parcs ombragés de vieux arbres et entourés de hauts murs ; vie où le sport tenait une place ridiculement importante ; où des mois de pluie succédaient à des mois de brume et de brouillard. Ce qui dans cette existence était spécialement fait pour attendrir sainte Émilienne, pour les mêmes raisons qui l'auraient attendrie quatre siècles plus tôt, c'était l'évocation faite devant elle de ce qui touchait à l'enfance, avec la nursery où les berceaux se balancent et où le Petit Jésus descend par la cheminée, porteur de jouets pour les enfants sages. Ce vieux petit monsieur aux cheveux blancs n'était-il pas l'enfant qu'elle avait, — inconsciemment, — toujours désiré ?

Oui, il lui racontait tout, même sa déception de trouver seulement de rares œillets à moitié flétris dans un pays qu'il croyait couvert de fleurs. Était-ce un œillet qu'elle tenait à la main ? « Oui, c'est un œillet », répondit-elle. En fait, jusqu'alors, ce n'en était pas un, mais, tandis que la sainte parlait, la fleur se changea en œillet.

Ainsi sainte Émilienne conversait avec Richard, mais personne, sauf celui-ci, n'aurait pu voir les lèvres de la sainte remuer. Seul, il voyait et entendait.

En d'autres circonstances, il se serait aperçu qu'il était loin d'être bien portant. Depuis des années, son cœur était plutôt faible, et maintenant se manifestaient tous les symptômes qu'il avait jadis tant redoutés. Mais il ne s'en rendait pas compte. Les préoccupations matérielles lui étaient devenues étrangères. Il était heureux comme on l'est en rêve, lorsque, après bien des déceptions, on arrive au repos parfait. Partout où il allait, il avait sainte Émilienne comme compagne. Bien que la mauvaise mine de Richard inquiétât Marguerite et miss Felstead, elles ignoraient ce qui

en était exactement. Comme beaucoup d'excellentes personnes, Marguerite était très fière de sa perspicacité à découvrir chez les autres les prodromes d'une maladie. Elle était sûre que Richard couvait quelque chose. Mais il se refusait à l'admettre. Il ne s'était jamais, disait-il, mieux porté de sa vie. Et il était sincère.

Du fait que sainte Émilienne l'accompagnait partout, Séville devint pour lui un séjour enchanteur. Même le musée avec ses Murillo trop léchés, sa solitude désolante, sa cour où retentissaient lugubrement les pas des visiteurs, lui parut splendide, puisque sainte Émilienne en était fière.

Séville est pleine de mouvement, d'entrain, de gaieté débordante ; mais cela n'empêche pas que ce soit en même temps la ville des enfants et des vieillards. Nulle part en Espagne, — et sans doute nulle part au monde, — on ne trouve autant de magnifiques vieillards aux têtes de statues, et nulle part ailleurs les enfants ne sont aussi gais. Partout, dans Las Sierpas si animée, le long des quais du trouble Guadalquivir, dans les jardins Murillo égayés par le murmure des fontaines, il y a des enfants et des vieillards.

Quand, à la fin, sainte Émilienne comprit combien elle aimait son ami, elle voulut prendre conseil de sainte Isabelle. Sainte Isabelle, grande et gracieuse silhouette, s'était toujours tenue à côté d'elle, les yeux au ciel, dans l'attente du jugement dernier.

— Je suis ici depuis si longtemps, disait sainte Émilienne. Il y a tant d'endroits du ciel que je ne connais pas ! Nous y serions si heureux ensemble !

— Mais, répondit sainte Isabelle, le cher homme ne désire peut-être pas du tout quitter encore cette terre. J'ai bien souvent remarqué que les messieurs ne la quittent qu'à regret.

— Je lui poserai la question moi-même, dit sainte Émilienne.

Et elle se tourna vers Richard pour l'interroger.

Il répondit qu'il la suivrait partout où elle irait, et, comme elle lui promettait qu'ils verraient, là-haut, mille et mille jardins d'œillets, il lui avoua qu'il désirait surtout celui qu'elle tenait à la main.

Cet entretien avait lieu l'après-midi. Les vêpres venaient de finir. Deux enfants de chœur montraient à un groupe de

touristes la sculpture des fauteuils du chœur et l'un d'eux en profitait pour exécuter un tour d'acrobate en se balançant sur un des pieds de bronze du lutrin, afin de prouver à l'assistance la souplesse sans pareille des enfants de chœur espagnols. De nombreuses femmes étaient agenouillées dans la vaste église et leurs prières montaient vers la Vierge du maître-autel. La Madone laissait tomber sur tous un regard de miséricorde et d'infinie bonté.

— Soit ! reprit sainte Isabelle. Il vous est permis de vous en aller. Vous emporterez votre fleur avec vous et sainte Rose viendra prendre votre place.

Et c'est ainsi que sainte Émilienne et Richard Herries quittèrent ensemble notre pauvre terre...

Un petit attroupement s'était formé. Le monsieur anglais venait de tomber évanoui. Mais non, hélas! il était mort! D'une rupture d'anévrisme, déclara un chanoine qui s'était trouvé passer à ce moment-là et qui s'y connaissait un peu en médecine.

La détresse de Marguerite fut profonde. Deux faits pourtant lui donnèrent quelque consolation : depuis longtemps, elle avait diagnostiqué la maladie de son frère et, après la mort de celui-ci, elle avait vu sur son visage comme un reflet du bonheur céleste.

Bien des semaines plus tard, le bedeau de la cathédrale, qui était connaisseur en matière d'art, faisant visiter la chapelle en question à quelques amis, se trouva singulièrement embarrassé.

— J'avais toujours cru, expliqua-t-il, que sainte Émilienne tenait une fleur à la main. Je vois que c'est inexact. Mon erreur est certainement due à l'éclairage.

— Et qui était sainte Émilienne ? demanda-t-on.

— Oh ! une sainte fort peu connue. On ne sait pas grand chose d'elle, sinon qu'elle mourut toute jeune de la peste, à Séville.

HUGH WALPOLE.

Traduit de l'anglais par la Comtesse Jean Costa de Beauregard.

ÉTOILE ROUGE ET CROIX GAMMÉE

L'EXPOSITION ROULANTE DU BOLCHÉVISME

Les habitants d'une petite cité d'Allemagne se rassemblent, se concertent, chuchotent sur la place centrale de leur ville. Un édifice assez étrange, en une nuit, comme les champignons, vient d'y surgir, qui fait jaser toutes les langues. Construction faite de matériaux imprévus. Les regards reconnaissent, non sans surprise, douze gros camions arrivés la veille en file indienne et qui ont tout de suite fait sensation avec leur brutale couleur rouge sang et l'inscription qui les décorait : « L'ennemi public n° 1 ». Aujourd'hui, les camions se sont mués en théâtre. Par la plus simple des opérations. Il a suffi de les accoler les uns aux autres et de les faire communiquer par le dedans en ouvrant les parois intérieures. De l'exacte soudure naît l'impression de continuité. Le visiteur oublie l'endroit où il se trouve. Il circule librement à travers un musée, le musée des Soviets.

Car c'est cela qu'on entend lui présenter. Le bolchévisme est l'Ennemi public n° 1 qu'on lui annonçait hier et que va aujourd'hui lui faire connaître la sollicitude ingénieuse d'un régime, entre les mains duquel le matériel roulant devient propagande roulante. Exposition des conquêtes marxistes qui, par la simple force des choses, va devenir une exposition des horreurs du marxisme. Exposition qui a été conçue et réalisée avec le talent de réclame, avec l'instinctive et infaillible sûreté dans l'exploitation du choc visuel, qui est bien le don que l'on refusera le moins aux hommes du IIIe Reich. La face

interne des camions est devenue le mur sur lequel prendront place les pièces de l'exposition. Qu'y aperçoit l'ouvrier de la ville ou le paysan du village qui, curieux et tenté, a mis un pied hésitant sur les planches ? Un grand livre simple, aux légendes sommaires, aux vignettes éclatantes, est largement ouvert sous ses regards : l'imagerie d'Épinal, éternellement faite pour le grand enfant que reste le peuple. Les pages de l'album ? Ici, une grande carte du monde où les continents et les mers, tout en restant facilement discernables, apparaissent estompés et comme noyés dans la brume. Sur toute cette grisaille mélancolique et immense s'abat une pluie de flocons blancs, les tracts communistes jetés au vent par l'homme des Soviets, un géant en blouse noire et en pantalon brun, représenté debout en semeur de la révolution, à l'emplacement de Moscou. Sur tous ces papillons, il y a des mots écrits ; les formules de l'appel à l'insurrection varient selon les latitudes. Les papillons qui s'abattent sur l'Afrique portent : *A bas les blancs !* Ceux qui prennent leur vol vers les Indes portent : *A bas l'Angleterre !* Formules diverses, même objectif. Dans les deux cas, l'instinct d'autonomie raciale sera un bon tremplin pour le communisme. Au milieu de ce tourbillonnement de flocons noyant un monde crépusculaire qui s'enfonce lentement dans la nuit, une citation des *Izvestia* met l'éclair d'un chiffre : 115 millions, c'est le tirage de certaines brochures de propagande révolutionnaire traduites en soixante-quinze langues.

Changeons de panneau et nous allons apprendre ce qu'il y a derrière l'homme aux tracts et à quoi le géant en blouse noire doit son assurance. Nous allons voir la propagande s'appuyer sur l'acier. De nouveau une vaste carte murale va nous mettre sous les yeux la disproportion entre les forces de la subversion et les forces de l'ordre. A côté d'une toute petite Allemagne, émouvante de fragilité et de solitude, l'immense steppe asiatique russe, avec son inépuisable réserve de soldats et de matériel. Des taches minuscules et innombrables parsèment régulièrement l'énorme corps de la révolution : tanks, avions, mitrailleuses, batteries lourdes, chaque tache représentant un régiment. Devant cette pesante et énorme menace, face au déferlement asiatique, l'Allemagne, bastion de l'Occident, promontoire de la civilisation, l'Allemagne, montant

toute seule la garde du monde, revêt une singulière fierté. De la simplicité de l'image sortira d'elle-même une leçon : la coupable folie d'un monde qui refuserait des armes au soldat qui veille sur lui.

Plus loin, et toujours sous la forme d'enseignement visuel et moral, s'étale sous les yeux du visiteur le contraste entre les promesses du paradis rouge et les réalités. La liberté d'abord. Des femmes hâves, harassées, couvertes de boue, attelées comme des bêtes à de lourdes charrettes qu'elles traînent le long du chemin. La femme à l'usine, exténuée par les travaux de force, servant le marteau-pilon dans la proportion d'un quart des équipes. A la campagne, même servage qu'à la fabrique, et il n'y a pas plus de lumière du côté de la faucille que du marteau. Un premier panneau nous présente l'existence de l'homme de la terre avant les Soviets. Un paysan, assis sur un banc, tranquille, flattant de la main le chien couché à ses pieds ; devant lui, le décor éternel de la vie aux champs, le décor de la ferme heureuse : la servante qui donne du grain aux volailles, les chevaux qui boivent, le cochon qui se roule dans la mare de purin. Les Soviets s'installent, et voilà détruit tout ce bonheur, tout ce calme. Un décor nouveau : dans la grande steppe grise, de longues files d'hommes casqués et bottés, les miliciens rouges, montent à la nuit tombante, comme des bandes de loups, vers la ferme pour en réquisitionner les produits. Le commissaire du peuple a lancé un ordre. La misère a remplacé l'idylle.

Plus loin, les prix : une paire de mauvais souliers, à peine cousus, pour 135 roubles ; une sordide chemise de flanelle habitée par les poux pour 34 roubles. A côté, la solide et saine marchandise allemande : une paire de bons brodequins rassurants pour 12 marks ; une jolie chemise pour 4 marks.

Poursuivons notre promenade. Après le monde économique, la moralité. Elle s'exprime dans un chiffre : en 1934, à Moscou, le chiffre des avortements est triple de celui des naissances.

La religion, enfin. Un énorme rustre bolchévik, à la nuque bestiale, brise rageusement sur son genou un crucifix qu'il a placé la tête en bas et dont il arrache un débris sur lequel se lisent les mots : « Les sans-Dieu à l'action. » Plus loin, sous verre, une pièce de musée : une lettre de 1913 de Lénine

à Gorki. « Tout ménagement pour l'idée religieuse, tout « flirt » même lointain avec l'idée d'un Dieu, parce qu'il sert l'intérêt de la bourgeoisie démocratique, doit être considéré comme la plus dangereuse des infections. »

Enfin, toute la bassesse ordurière de la propagande sans-dieu : un Christ byzantin trônant au mauvais lieu, une icone de la Vierge dans l'attente de la nativité placée à côté d'une réclame de cinéma pour l'avortement, avec un commentaire que le respect du lecteur français nous interdit de reproduire.

Toutes ces visions d'obscénité et de haine s'enfoncent à la fois dans la rétine et dans l'esprit des visiteurs. Demain la scène ambulante se disloquera. Les douze camions peinturlurés de rouge reprendront leur course en file indienne, le long des routes couvertes de neige, s'arrêteront dans une autre petite ville allemande engourdie dans le sommeil d'hiver pour y donner le même spectacle. Ils s'effaceront à l'horizon, mais les images semées derrière eux continueront à se développer dans les cœurs.

« L'HITLÉRISME, REMPART DE LA RELIGION... »

L'un des meilleurs points d'appui de la propagande hitlérienne, — l'exposition roulante du bolchévisme vient de nous en donner une preuve nouvelle, — demeure l'argument religieux. Aucun fait ne l'a mieux servie que le drame espagnol. Dans aucun pays n'a été répété avec plus d'insistance et de continuité le mot d'ordre des anarcho-communistes de Barcelone : « Abattez les prêtres ! » Une insistance aussi frappante laisse apparaître derrière elle le calcul. L'épouvantail devient tremplin et l'apostrophe aux opposants catholiques est toute trouvée : « Voilà ce dont Hitler vous a préservés ! Ingrats, qui vous plaignez de la croix gammée en l'opposant à la croix du Christ, alors qu'elle l'a sauvée ! Si aujourd'hui ne s'étalent pas sur le sol d'Allemagne les mêmes horreurs qu'en Espagne, le crucifix au lupanar, les cadavres de carmélites déterrés, les Sacré-Cœur fusillés, c'est à la rude main du Führer et de ses troupes, et uniquement à elle, que vous le devez. » La débilité, la pusillanimité de la « défense » catholique contre le marxisme a été mise, aux yeux du national-socialisme, dans

un jour aveuglant par des résultats convergents. Quels sont les pays dans lesquels s'est le mieux développé le bacille marxiste ? L'Allemagne de Brüning, dans laquelle Staline saluait déjà Berlin comme la future « centrale » de la révolution mondiale, l'Italie de Don Sturzo, l'Espagne de Gil Robles.

La preuve est faite et la leçon donnée. « Vous ne savez pas vous défendre tout seuls, disent les hitlériens aux catholiques. En admettant même votre sincérité dans le rejet du bolchévisme sur laquelle tout votre passé d'alliance électorale avec les socialistes jette la plus légitime des suspicions, vous criez aujourd'hui : *Au loup!* après avoir été les alliés des loups pendant les quatorze années de Weimar. Permettez-nous de sourire. »

Le sourire devient ricanement dans la presse du parti. De brutales et épaisses vignettes, qui se veulent ironiques, matérialisent pour le lecteur l'impuissance larmoyante de l'Église devant la vague rouge. Un prêtre coiffé d'un grand chapeau de Jésuite, ascétique et désolé, les joues ruisselantes de pleurs, égrène un interminable chapelet qui traîne sur le sol et dont les derniers grains arrivent jusqu'aux pieds d'un fort personnage hilare et prospère, suffisamment désigné par l'étoile rouge. Au-dessous, cette légende délicate : « Avec un cordon de prières (*Gebetsschnur*) de cent mètres, l'homme pieux espère vaincre le bolchévisme. » Plus loin, un sans-Dieu obèse, à lunettes, manie avec respect un missel devant un autel où repose un ciboire. Légende : « Un sans-Dieu connu préfère les œuvres sacrées aux œuvres de Lénine. » L'intention est transparente : la respectueuse componction du sans-Dieu devant l'autel nous donne à entendre l'appui qu'il en escompte. Ces grossières images ne sont pas empruntées à quelque follicule obscur, mais à un hebdomadaire à puissant tirage, d'une lecture obligatoire pour tous les fonctionnaires.

Quoi qu'il fasse, le catholique ne parviendra pas à s'habiliter aux yeux de l'hitlérien comme adversaire qualifié du marxisme. Il est condamné à la fois par l'impuissance pratique de Weimar en face du communisme et par un trop long passé d'attachement au jeu des combinaisons et des traditions politiques. Le national-socialisme est tenace dans ses haines. « Nous n'avons rien oublié », s'écriait, ces jours derniers, un

de ses principaux organes. Il n'oubliera de si tôt, en effet, ni Erzberger, ni Wirth, ni Brüning. Les chanceliers catholiques sont pour lui les chanceliers de malheur. Il faudrait d'ailleurs qu'il eût la mémoire courte pour ne plus se souvenir qu'à un tournant décisif de son histoire, dans cet été de 1933 où il n'était pas encore affermi, ce fut Henri Brüning qui, à la tête d'une minorité du centre (la majorité du parti catholique, qui représentait plus de quatre millions d'électeurs et avait quatre-vingts représentants au Reichstag, s'était, sur le mot d'ordre de Mgr Kaas, servilement courbée devant les nouveaux maîtres), eut, seul entre tous les leaders catholiques, le courage de repousser la loi des pleins pouvoirs pour le Chancelier. Ce sont là gestes qui ne s'oublient guère.

OFFRE DE COLLABORATION CATHOLIQUE SUR LE TERRAIN ANTIMARXISTE

Aujourd'hui, les catholiques, après une défense désespérée de quatre ans, après avoir perdu les unes après les autres leurs meilleures positions dans la guerre lente qui leur a été imposée, tentent leur dernière chance, jouent leur dernière carte en utilisant l'incendie de l'Espagne, le péril communiste. Est-il besoin de dire qu'ils sont sincères en évoquant le spectre rouge qui serait « aussi redoutable à l'Église qu'à l'État » ? Il n'empêche que le spectre les sert, leur fournit l'argument idéal. « Le même intérêt nous unit, faisons route ensemble. Oubliez vos haines, accordez-nous les mêmes libertés et les mêmes droits qu'aux autres citoyens, nous n'en demandons pas plus ; cessez de nous traiter en parias de la nation, et nous vous apportons l'immense appoint de l'âme religieuse d'un peuple. »

Reprenons le contenu de la lettre pastorale lue en chaire le 3 janvier. Elle présente à peu près les mêmes articulations essentielles que les messages pastoraux antérieurs. Une première partie, d'introduction, peint en traits vifs l'horreur du péril. La toile est, cette fois, particulièrement haute en couleur. Le bolchévisme, fléau du monde, est comparé aux cavaliers de l'Apocalypse dont il réunit les épouvantes diverses. L'épouvante de la guerre, partage du cavalier au cheval couleur de feu. L'épouvante de la faim, privilège du cavalier

au cheval couleur de nuit. L'épouvante de la mort, apanage du cavalier au cheval pâle.

A côté de ces visions de cauchemar, des faits positifs et concrets. L'actualité à côté de l'Apocalypse. La lettre pastorale ne perd pas de vue « l'énormité du réservoir militaire russe en matières premières et en matériel de guerre, dont l'abondance n'a d'équivalent nulle part en Europe ». Préoccupations et vigilances techniques qui ne manqueront pas d'être vues d'un œil favorable par les maîtres de l'heure, au même titre que les protestations qui suivent, de loyalisme à toute épreuve à l'égard des pouvoirs publics. « Catholiques, nous sommes prêts, et cela en dépit de la méfiance que l'on nous témoigne, à donner à l'État ce qui est de l'État et à soutenir le Führer dans la lutte menée contre le bolchévisme ainsi que dans ses autres tâches... Chers diocésains, nous sommes résolus à ne pas abandonner un iota des vérités de notre foi. Mais vos évêques et, avec eux, tous les catholiques fidèles mettront la même intrépidité à reconnaître la déférence (le terme allemand est plus fort : *Ehrfurcht*) qu'ils doivent à l'autorité de l'État et à travailler de conserve avec ce dernier, en toute paix et confiance. Même quand nous sommes obligés de protester contre les atteintes portées aux droits de l'Église, nous sommes disposés à respecter les droits de l'État dans le domaine qui est le sien et à considérer aussi ce qu'il y a de bon et de grand dans l'œuvre du Führer. Voici donc l'appel pressant qu'en terminant vous adressent vos pasteurs : ne vous laissez pas, par l'organe d'aigris et de mécontents, entraîner à des sentiments d'humeur et de dépit qui constituent le meilleur terrain de culture pour la mentalité bolchévique. »

En lisant de telles lignes, on ne peut s'empêcher de penser que les chefs du IIIe Reich font preuve de mauvaise foi autant que de mauvaise grâce quand ils se plaignent comme ils le font des dispositions « intraitables » de leur adversaire. Le point d'interrogation grave qui se pose pour le lecteur auquel ne peut échapper le côté d'émouvante faiblesse de ces appels à la conciliation, porte sur leur efficacité même. L'adversaire qu'ils voudraient désarmer, nous craignons bien qu'il n'y voie que des raisons de mépriser. Nous craignons qu'il ne lise avec

un sourire dont la seule représentation nous est pénible et nous atteint au vif de nos sentiments de solidarité catholique, un passage comme le suivant dans lequel les évêques se félicitent de ce qu'ils appellent une « singulière coïncidence ». Voici cette « coïncidence historique » entre la parole du Père des fidèles et celle du Führer, dont nous avouons n'avoir lu le détail qu'avec une sorte de malaise :

« Le matin du 14 septembre, le Saint-Père faisait le procès du bolchévisme devant une délégation de réfugiés espagnols. Le soir du même jour, devant l'Assemblée du parti réuni à Nuremberg, le chef du Reich allemand, dans un discours qui par radio fut communiqué au monde entier, faisait lui aussi le procès du communisme. Le Saint-Père partait du principe que la racine de l'arbre de poison est l'hostilité du bolchévisme à l'égard de Dieu. Le chef du Reich allemand, de son côté, développait les conséquences funestes du communisme sur la vie spirituelle, politique et économique des peuples. Quel malheur que la manifestation du Saint-Père n'ait pas, elle aussi, été rendue accessible au peuple par les journaux et par la radio d'Allemagne ! »

A la suite de ces lignes, que l'observateur étranger, nous le répétons, ne lira pas sans un sentiment de gêne intime, les évêques rappellent combien de fois, « eux aussi », ils ont pris position contre le péril bolchévique, qu'ils ont même été « les premiers » au poste de défense, avec quelle intraitable fermeté ont été régulièrement repoussés du côté catholique tous les efforts d'approche et de conciliation de la part des moscoutaires, tout ce qu'il y a donc d'insigne mauvaise foi dans les accusations qui les représentent comme les alliés du communisme. « Hélas ! les évêques n'ont eu ni journaux, ni postes d'émission à leur disposition pour repousser publiquement cette calomnie jetée sur les catholiques. »

L'HITLÉRISME REJETTE L'OFFRE CATHOLIQUE

« Quel dommage ! »... « Hélas ! »... Pâles expressions, en vérité, pour la suppression des libertés les plus élémentaires de la conscience catholique, pour la suppression de la possibilité de la part des fidèles d'entendre la voix de leurs pasteurs

et du Chef de la chrétienté même. Dans cette modération verbale, le IIIe Reich, qui a l'optique épaisse de la puissance absolue, ne verra pas l'effort frémissant sur soi-même, il ne verra que lâcheté. Il se dira que le catholique qui se contente de « regretter » (*bedauern*, le mot est employé par les évêques) constitue vraiment un adversaire de bonne composition. Nous savons bien les affreuses conditions d'impuissance faites aux catholiques d'Allemagne et il n'y a pas d'attitude pour laquelle nous ressentions plus d'éloignement que celle « d'arbitre » dans la question que pose leur attitude en face du pouvoir national-socialiste. Attitude de verdict à la fois supérieure et dégagée que nous interdit, en même temps que le sentiment des convenances, un sens élémentaire de la pudeur. Ce n'est pas à ceux qui se trouvent à l'abri à donner des conseils de courage à ceux qui luttent dans la tranchée.

Cela dit, nous ne pouvons nous défendre du sentiment tragique de l'inutile devant ces précautions verbales, devant cet empressement à souligner le parallélisme entre la position catholique et la position hitlérienne en face de Moscou. Certes, nous savons bien que tous ces préambules ont pour but principal d'amener et de « faire passer » la pièce de résistance, la partie de la protestation contre la persécution à l'égard des catholiques. Cette dernière partie est d'ailleurs traitée avec la plus courageuse décision et l'accent est vigoureusement mis, une fois de plus, sur l'injurieuse et « permanente méfiance qui voit dans chaque catholique fidèle à son église un ennemi sournois de l'État », sur la « protection légale accordée à l'attaque contre le christianisme, tandis qu'elle est refusée à la défense », sur la « dictature scolaire tendant à éliminer la volonté des parents dans l'éducation de leurs enfants », sur les « formes intolérables qu'a prises la pression officielle exercée sur la conscience paternelle », sur l'outrageant caractère d'un enseignement dit religieux qui tend plus à « déraciner le Christ des âmes qu'à l'y implanter ». « Nous observons, poursuivent les évêques, avec grave souci le fossé qui se creuse entre le prêtre ou l'Église et une jeunesse qui dans nombre de camps de travail n'est même plus laissée libre de remplir son devoir dominical sans se voir livrée à la dérision des camarades. Nous observons avec un grave souci la destruction du respect du christianisme dans les âmes, le

champ libre laissé au blasphème contre le dogme ou les institutions catholiques. Nous observons avec grave souci la campagne d'excitation systématique en faveur des apostasies, la pression exercée sur le fonctionnaire chrétien par tous les moyens, même par l'intimidation d'ordre matériel, pour obtenir de lui le retrait de ses enfants de l'école confessionnelle et sa sortie personnelle de l'Église, c'est-à-dire son parjure à l'égard des vœux solennels prononcés le jour de sa confirmation. »

Oui, tout cela est courageux et poignant, mais restera sans effet, du moins sur ceux qui sont visés. La protestation contre l'exaction n'aura pas les honneurs d'une réponse. On sait que, dans la version officielle, la persécution contre les catholiques est pure légende et noire calomnie. L'État hitlérien s'est borné à prendre des mesures de salut public contre le cléricalisme *politique*, voilà tout. Ce nouveau cahier des plaintes catholiques ira rejoindre ceux qui s'amoncellent depuis tant de mois dans l'ombre des cartons verts. Ce dernier appel épiscopal restera comme les autres un cri dans le vide.

« ROME, JUDA, MOSCOU »

L'essai d'alliance sur le terrain anti-bolchévique n'aura pas plus de succès. Il sera enregistré avec le haussement d'épaules du mépris. Le IIIe Reich ne nous a pas caché, par la voix de ses leaders, le peu d'estime qu'il professe pour ces « armes spirituelles » dont parlent les évêques. Il croit plus aux mitrailleuses qu'aux chapelets en face de Moscou. Il remplace le verbe *niederbeten* (abattre par la prière) par le verbe *niederknallen* (abattre à coups de feu). Les citations du prophète Isaïe et les allusions au « jeune David », auquel le message épiscopal compare l'Église et dont il admire les vaillantes paroles en face du géant (« Tu marches contre moi avec un glaive et une lance, et moi je viens à ta rencontre au nom du Seigneur des armées »), ces références bibliques n'auront pas plus de chance de lui plaire. Nous savons qu'il n'est pas tendre aux « histoires de juiverie » (ainsi qu'il aime à dire) de l'Ancien Testament.

Il ne verra qu'hypocrisie dans l'affirmation de l'épiscopat touchant la netteté avec laquelle auraient toujours été repous-

sés de la part des catholiques « les essais d'approche des communistes ». Sur ce point, son siège est fait. L'étroite triplice des forces de subversion mondiale, Rome, Moscou, Juda, conspiration permanente de l'ombre, est un des dogmes les mieux assis de la religion raciste. L'universalisme de l'Église romaine n'est, aux yeux du nazi orthodoxe, que le masque de l'internationalisme. Le rêve de Rome, selon Alfred Rosenberg, est la domination sur un « magma de peuples socialement nivelés dans le communisme et ethniquement confondus », sous la direction suprême du « grand fétiche », ou de l'« Haruspex », appellations stéréotypées pour le Père des fidèles dont on appréciera la délicatesse. La même volonté systématique de destruction de toute fierté raciale et nationale en même temps que d'égalisation universelle habite Rome, Juda et Moscou. *Rom, Tochter Moskaus* (« Rome, fille de Moscou »), c'était le titre d'un article d'hier de la presse hitlérienne.

« Nous comprenons, écrivait presque en même temps un autre journal, l'un des principaux organes officiels du régime, nous comprenons pourquoi à Rome l'on verse des pleurs sur les pauvres catholiques soi-disant persécutés en Allemagne, tandis que les assassinats de prêtres en Espagne ne provoquent pas les mêmes effusions. Malgré toutes vos belles paroles, nous ne croyons pas à la sincérité de votre lutte contre le bolchévisme ! Vos morts espagnols, nous n'arrivons pas à voir en eux des martyrs de votre foi, nous voyons en eux des victimes de votre propre perfidie tombées sous les coups de poignard venus de leurs propres rangs ! Nous ne nous laisserons pas duper ni berner par les mots hypocrites. Nous voyons les faits et profitons de leur leçon. » Quand l'histoire s'inscrit en faux contre la doctrine hitlérienne, on étouffe son témoignage. Quand l'événement gêne le système, — il nous sera bien permis de reprendre un mot dont l'hitlérisme a abusé contre le régime de Weimar, — on le supprime. Nous pensons ici aux événements d'Espagne qui au monde entier ont montré dans le meilleur catholique le meilleur soldat contre le marxisme. Mais ce sont là choses qu'il importe de ne pas laisser connaître dans le III[e] Reich. L'unité de la construction Rome-Moscou serait brisée. Tout dernièrement, un prêtre allemand ose dire en chaire : « Nous

savons qu'en Espagne les troupes qui se battent contre le bolchévisme adressent au ciel des prières à haute voix, avant la bataille... Rien d'analogue, hélas ! chez nous, en Allemagne. » Grande hardiesse qui suscite la fureur de la presse nazie orthodoxe et provoque la riposte qui suit : « Nous savons, nous, par une autre source, que les troupes de choc marocaines n'ont pas besoin d'oraisons jaculatoires pour remporter elles aussi de jolis succès. C'est le jésuitisme qui a donné naissance au bolchévisme en Espagne. »

Remarquons, en passant, à propos de cette élogieuse allusion aux troupes africaines, que la haine religieuse l'emporte chez le nazi bon teint sur l'orthodoxie raciale : on cherche ses témoins où l'on peut, même chez l'homme de couleur traditionnellement méprisé.

Le « jésuitisme », frère du bolchévisme, voilà la position consacrée par la ligne officielle de la propagande. On enferme le catholique dans le marxisme. On lie ensemble le catholique, le juif et le communiste pour les livrer, attachés par la même chaîne, au mépris de la nation.

Nous avons vu, au commencement de ces pages et à propos d'une exposition ambulante anti-soviétique à travers le Reich, quelle arme la propagande hitlérienne tirait du blasphème russe des sans-Dieu. On « déracine le Christ des cœurs », nous apprenaient les évêques, mais on continue de l'utiliser ; on rejette le crucifix comme incompatible avec la fierté nordique, mais on le trouve encore bon pour la propagande. Il y a là une dualité d'attitude dont il importe de noter le cynisme.

DÉCHRISTIANISATION RUSSE, DÉCHRISTIANISATION RACISTE PARENTÉ DE MÉTHODES

La vérité est que le racisme conséquent avec lui-même ne peut combattre efficacement ni sincèrement l'anti-christianisme communiste. Le matérialisme du sang est une mauvaise base de départ pour combattre le matérialisme de la terre. Dressés l'un contre l'autre politiquement, le bolchévisme et le national-socialisme se retrouvent l'un près de l'autre sur le terrain religieux. Les mêmes racines profondes produisent les mêmes fruits. L'analogie, une analogie frappante, s'étend aux méthodes. De cette parenté de physionomie dans le

détail nous voudrions citer entre bien d'autres un trait qui a été mis particulièrement en lumière ces temps derniers. Nous voulons parler de l'appui pris par le régime sur l'enfant contre ses parents. Dans la campagne pour « l'école de la communauté nationale », opposée à l'école confessionnelle, campagne qui a eu des résultats remarquables du point de vue hitlérien, puisque dans un fief du catholicisme, la Bavière, le nombre de voix en faveur de l'École commune a passé de 65 pour 100 au début de 1936 à 95 pour 100 en 1937, c'est à l'enfant en grande partie qu'a été dû ce résultat triomphal pour la cause gouvernementale. L'enfant a été le propagandiste officiel et actif du pouvoir. C'est lui qui a été l'agent de liaison entre l'État et la famille, lui que l'on a investi de la mission de confiance de rapporter à la maison, en rentrant de classe, et de déposer sur la table de son père les listes d'adhésion à l'école commune auxquelles le chef de famille, ainsi sollicité et en même temps surveillé, ne refuserait pas sa signature. Le régime lui a donné le sentiment de son importance dans l'État en lui répétant qu'il avait une « tâche d'éducation » à remplir auprès de ses parents. Le IIIe Reich demeurera coupable de ce péché contre la société : les relations de fils à père devenues des rapports de surveillance ou, dans le cas le plus favorable, de condescendance dans une tâche d'adaptation aux idées nouvelles rendue difficile par la sclérose morale.

Une barrière fragile sépare la surveillance de l'inquisition. Pour mieux élever son père, l'enfant l'a espionné. L'œil de Moscou a été introduit au foyer. A l'école, dans la famille, des cellules spéciales et secrètes de vigilance, dénommées *Bubenrudel* (littéralement, meutes de garçons : le mot meutes dit bien la pugnacité !) ont été constituées, ayant pour objet la surveillance invisible du milieu, une action persévérante destinée à contrebalancer l'action catholique très crainte du régime, la rédaction de rapports confidentiels adressés directement aux échelons supérieurs de la hiérarchie et signalant toutes les manifestations d'hostilité au régime. Ces équipes de vigilance interne ont aussi reçu le nom de *kleine Polizei* (petite police).

Ce n'est là qu'un essai, une idée, mais qui fera son chemin. L'esprit policier, quand un gouvernement a fait l'expé-

rience de ses avantages et goûté de ses commodités, est un mal rapidement envahissant. Il y a dans le renversement des rôles que nous venons de signaler, dans cette surveillance silencieuse du maître par l'élève, du père par l'enfant, un principe de perversion profonde naturellement appelé à se développer. Cette « petite police » fait penser au climat russe (1), comme, d'une façon générale, l'anti-christianisme raciste et surtout ses méthodes font penser aux Soviets. Méthodes sournoises, progressives, prudentes dans l'attaque. Des essais sont faits sur différents points du territoire pour enlever le crucifix des écoles : on procède par tâtonnements. Où la réaction de la population (par exemple, à Oldenburg) se montre trop vive, on se retire en bon ordre. On reprendra l'essai ailleurs, sans se décourager. Dans certaines villes, à Munich par exemple, le crucifix, sans être franchement exilé, sera dans certaines écoles relégué dans un coin de la classe où il passera inaperçu. Cette mise dans le coin, cette mise en pénitence a quelque chose de symbolique qui sera auprès des élèves d'un effet plus sûr que le simple enlèvement du mur. La dérision est plus agissante que la suppression.

La moquerie, le ridicule sont en général une bonne arme d'une efficacité éprouvée, notamment auprès de l'enfance. Un maître, dans sa classe, réunit les élèves autour de lui. D'une voix nasillarde et monocorde, il récite, parodiant le débit de l'enfant sage, du « pieux sujet », la leçon du catéchisme : « L'homme est fait pour connaître Dieu, l'aimer et le servir. » De jeunes rires fusent de partout. L'atmosphère est créée. Le maître reprend alors d'une voix claire et forte qui met les mots en valeur : « L'homme est fait pour vivre selon sa race. Sentez-vous, mes enfants, la différence ? »

(1) Un correspondant nous communique des extraits de la *Pravda* qui éclairent bien la dictature de l'enfant sur les parents. Des correspondances d'enfants. La jeune Irène Baskakowa prie l'auteur de ses jours, Paul Baskakow, « de ne plus se considérer à l'avenir comme son père, étant donné qu'il s'est montré incapable de s'adapter à la doctrine marxiste ». Dimitri Orlow va plus loin et nous fait joyeusement savoir « qu'il a réussi à convertir sa vieille mère jusqu'ici perdue de cléricalisme aux idées des sans-Dieu, et qu'elle a eu dernièrement le courage de cracher, dans la rue, sur un prêtre ». Infiniment moins abjecte qu'en U. R. S. S., la dictature de l'enfant au IIIe Reich est en revanche plus « dynamique ». Elle se traduit assez bien dans ces vers de Hans Johst, poète officiel du régime : « Nous sommes, nous autres les jeunes, l'épouvante du temps à venir : qui nous conquiert a conquis l'éternité. »

UN TABLEAU DU PROFESSEUR BARTH

Le principe sur lequel en Allemagne hitlérienne, comme en Russie, est fondée la propagande antichrétienne, est l'accoutumance. Accoutumer les âmes à se passer de religion. « On n'en meurt pas... » C'est le mot léger et sûr d'effet employé à propos de ces apostasies dont les chefs sont les premiers à donner l'exemple. Tout dernièrement, MM. Himmler, chef général de la Police ; Lutze, chef d'État-major des S. A. ; Rust, ministre de l'Instruction publique ; Streicher, *gauleiter* de Franconie et publiciste fameux ; l'ambassadeur Ribbentrop ; les statthalters Röver, Mutschmann et Wagner ont signé avec éclat leur sortie officielle de l'Église. Un geste dont on escompte la portée. L'efficacité de la pression officielle se traduit dans le fait que la plupart des apostasies se produisent dans le monde des fonctionnaires, alors que sous le régime weimarien elles se limitaient au prolétariat travaillé par la propagande marxiste. Deux mille sept cents radiations de l'Église catholique ont été signalées en une année à Cologne. Point de différence ici entre les confessions, et les apostasies se comptent aussi bien du côte protestant que du côté catholique. Sur le processus lent de déchristianisation, sur les méthodes employées pour habituer progressivement les âmes à respirer dans un air privé de Dieu, le Dr Karl Barth, l'éminent professeur qui a longtemps occupé en Allemagne la chaire la plus en vue de la théologie protestante, a écrit des lignes définitives qui ont leur place ici.

Le Dr Barth commence par comparer les méthodes de déchristianisation raciste, qu'il connaît bien pour les avoir vues à l'œuvre de près, aux méthodes employées par les ingénieurs des Ponts et Chaussées dans le remplacement d'un pont usagé et vieilli par un pont nouveau. Les travaux de construction s'opèrent de telle manière qu'ils passent inaperçus de l'usager. Ils se font par voie de substitution insensible, de glissement des éléments nouveaux sous les éléments anciens. Un beau jour, le pied du passant foule un pont entièrement neuf. Il ne reste plus rien du vieux pont.

« Il s'agit, d'abord, poursuit le Dr Barth, en coupant l'un après l'autre les fils qui relient l'Église à la vie de la nation, de

la refouler progressivement dans l'enceinte de la religion personnelle et privée, dont on commencera par lui garantir la liberté. Le vide laissé dans certaines régions de l'existence du pays par cette éviction de l'Église, on aura soin de le combler par d'abondants ersatz nationaux. Cela fait, on mettra l'accent sur le peu d'importance gardée par une religion ainsi glissée au rang de dévotion privée. On ne négligera pas de faire sentir aux fonctionnaires et aux employés, par des pressions appropriées, que cette dévotion personnelle ne saurait décemment être leur fait et qu'une apostasie franche serait à tout prendre pour eux la solution la plus expédiente. Les protestations éventuelles qui, de la part des fidèles, pourraient attirer l'attention sur la méthode employée, on les qualifiera bruyamment de campagnes de diffamation et on mettra en œuvre pour les faire taire les leviers de commande multiples qui ne manquent pas à l'État. Un beau jour, l'Église sera devenue un groupement insignifiant. Un *Verein* pour vieillards et songe-creux en marge de la vie. Quelque chose de si débile que l'on ne voudra même pas encourir à son endroit l'impopularité d'une suppression brutale comme celle qui s'avère nécessaire à l'égard des dangereux bolchéviks. Quelque chose qui mourra de sa belle mort à la prochaine génération. »

Tableau magistral, applicable avec une égale vérité aux deux confessions, des divers étapes du programme de déchristianisation raciste. Les deux traits principaux de la méthode sont patience et prudence. Il importe de ne rien brusquer, comme il convient de ne pas démasquer tout de suite ses buts de guerre. Les extrémistes du « mouvement de foi allemand » sont des gêneurs. Leur programme dans le fond ne diffère que par des modalités d'exécution du programme final que l'on se propose soi-même. Mais ces imprudents ont le tort de le publier. Voici les six articles formulés par eux récemment à Munich : suppression du budget des cultes ; monopole scolaire de l'école de la communauté nationale ; fermeture des églises et des couvents ; suppression des facultés de théologie ; protection de l'armée contre les influences confessionnelles ; inaccessibilité des cimetières au clergé.

AGONIE DE L'ÉCOLE CONFESSIONNELLE

Le gros de l'effort hitlérien dans la guerre religieuse de ces dernières semaines a porté sur l'École, dernière plateforme de la résistance catholique. Nous savons que les autres positions (liberté de la presse, liberté des associations de jeunesse) sont depuis longtemps emportées. L'école confessionnelle perd du terrain tous les jours. Elle s'achemine rapidement vers cette mort par extinction que le III[e] Reich envisage, — Karl Barth nous le rappelait à l'instant, — comme la solution de choix du problème. Il était *a priori* évident que l'État raciste ne s'accommoderait pas bien longtemps de l'école confessionnelle en contradiction de principe avec l'idée totalitaire. Il est instructif de relire aujourd'hui les paroles adressées, il y a quelques années déjà, à la Ligue nationale-socialiste de l'Enseignement par M. Bergmann, professeur à l'Université de Leipzig. Nous saisissons sur le vif la permanence de l'objectif et la continuité de l'esprit.

« Nous ne tolérerons pas plus longtemps qu'à l'école allemande, des enfants d'Allemagne soient plus longtemps élevés dans une religion étrangère, pénétrée d'influences judaïques. L'école appartient à l'État, et l'Église, tant qu'elle n'est pas une église nationale-allemande, n'a rien à dire dans l'école. C'est l'État qui subira le dommage si la jeunesse, support de son avenir, reçoit une formation différente de celle dont il a besoin, une formation telle que la veut le prêtre chrétien, citoyen moral d'un État supra-national. L'esprit marxiste ne disparaîtra point de l'esprit allemand, aussi longtemps que son sol historique, je veux dire le christianisme international, n'aura pas été supprimé à l'école. L'État peut tolérer que des parents chrétiens fassent donner à leurs enfants, en dehors de l'enceinte de l'école, une formation protestante ou catholique, de même que, pour des raisons politiques, il laisse encore subsister en Allemagne les deux Églises étrangères (*Fremdkirchen*, — mot caractéristique !) des confessions chrétiennes. Mais prêter ses propres établissements d'instruction au libre exercice d'un esprit hostile à l'idée allemande, voilà à quoi il n'est, en vérité, pas tenu. Le christianisme et l'âme germanique constituent des anti-

thèses irréductibles. Nous allons au-devant d'un débat immense et terrible, de proportions sans analogie avec les proportions du débat luthérien. Nous ne comprenons que trop bien qu'en présence de la grandeur de la lutte, le Führer éloigne encore l'heure de la bataille jusqu'à ce que notre patrie bien-aimée soit assez forte pour supporter le choc. Réussira-t-il à retarder l'heure du conflit ? Quiconque est préoccupé du destin allemand est tenté de le souhaiter. Mais quand on écoute la jeunesse, cette jeunesse grandissante d'Allemagne qui sera demain la nation et qui ne veut plus rien savoir du christianisme, alors on entend au-dessus de soi comme le grand battement d'ailes du destin, d'un destin inéluctable qui fondra sur l'Allemagne, que nous le voulions ou non. Peut-être notre grand Führer réussira-t-il à conduire à son terme la nouvelle réforme allemande par de pures mesures d'organisation et avec aussi peu d'effusion de sang que la révolution nationale-socialiste. Cela pour le plus grand bienfait de notre pays. La transformation de l'enseignement religieux à l'école dans le sens de la religion allemande, l'institution de chaires de théologie allemandes dans les Universités, la reconnaissance officielle d'une église allemande à côté des deux églises chrétiennes dans l'égalité des droits, constitueraient une solution provisoire. Dans quelle mesure cette solution est-elle actuellement réalisable, sans provoquer les violences d'un *Kulturkampf* ? C'est au Führer d'en décider. Une chose est sûre, c'est que tôt ou tard la nation devra suivre cette route-là. Que le christianisme disparaisse pour toujours de chez nous ! »

Le professeur de Leipzig parle ici au nom du « Mouvement de foi allemand » qui représente les positions avancées de la guerre religieuse d'outre-Rhin. Mais ce qu'il dit ne diffère encore une fois que par la franchise de ce que l'on pense et de ce que l'on vise en haut lieu. Les lignes sur le Führer « cherchant à retarder l'heure » de l'engagement final et s'efforçant de réaliser la nationalisation de l'Église par de « pures mesures d'organisation » mettent la situation actuelle dans une exactitude de lumière parfaite.

***

L'exposition antibolchévique décrite au début de ces pages nous a fait connaître le parti tiré par la propagande

hitlérienne de l'antichristianisme soviétique. Une page comme celle que nous venons de lire met ce genre d'argument dans son vrai jour d'inconscience ou plus exactement d'impudence. Le IIIe Reich a le visage de Janus. Chrétien pour l'extérieur, il est antichrétien à l'intérieur. « Christianisme et germanisme sont des antithèses irréductibles », — « que le christianisme disparaisse pour toujours de chez nous », — cris révélateurs, adressés par un professeur d'Université à des instituteurs et qui pourraient être répétés à Moscou, en remplaçant le mot germanisme par le mot marxisme. Ces jours derniers, dans son mandement de carême, l'évêque de Rottenburg, Mgr Sproll, avait, en pleine Allemagne hitlérienne, le courage, qui peut lui coûter cher, de dénoncer enfin clairement le parallélisme et de faire tomber le masque. « D'épouvantables nouvelles nous viennent de Russie et d'Espagne ; églises ravagées, le Christ chassé, la lampe des sanctuaires éteinte. Prenez garde que chez nous aussi et de nos propres églises le Christ ne doive disparaître. Vous savez la diffusion de la haine antichrétienne en Allemagne, l'audace et les progrès de l'Antéchrist. Déjà des voix se font entendre chez nous qui réclament la transformation de nos sanctuaires en salles de réunion, en manèges, en musées d'histoire naturelle, ou en salles des héros. Le Christ dehors ! Son image doit être effacée ; son emblème, la croix, doit disparaître de la rue, de la place, de l'école. On exile la croix et on la déshonore parce qu'en Allemagne aussi on veut détruire l'Église du crucifié. »

En faisant mine de combattre le sans-dieu bolchévik, le IIIe Reich saisit à la gorge un adversaire qui dans le miroir lui renvoie sa propre image.

ROBERT D'HARCOURT.

UN JARDIN A CORFOU

La gardienne vous a ouvert la grille, et remis un petit bouquet de cyclamens sauvages, avec des sourires, une avalanche de *kyrie*, de *kyria*, et des salutations profondes. Vous êtes dans le parc de la villa *Mon Repos* qui fut, au temps de l'occupation anglaise, la résidence d'été du gouverneur. Suivez d'abord l'allée centrale, empierrée d'affreux petits cailloux. On y marche parmi les rais dansants de la lumière qui se ramifie à l'infini là-haut, très haut, dans le toit de feuillage, dense et caréné comme une voûte de cathédrale.

Vous atteignez d'abord un reste de parterre : massifs enflammés de sauges, palmiers en ligne, quelques figuiers tordus.

Mais bientôt, sur la droite, une sente envahie d'herbes vous mène au cœur du merveilleux jardin. Il faut passer entre deux rangées d'eucalyptus très vieux, très grands, et semble-t-il plus fragiles que jamais. Ils ont des attitudes bizarres d'arbres fatigués et capricieux. Leurs troncs de bois rosé, dont l'écorce s'en va par grandes effilochures, s'inclinent en tous sens, laissant pendre au hasard de longues chevelures bleutées, qui font un bruit de papier quand on les écarte en travers du chemin.

Étrange cohorte d'invalides qui nous accueille en double haie, avec des gestes figés de bras roses, des raideurs obliques, d'inimaginables torsions qui les lient parfois deux à deux, troncs enroulés comme des serpents qui se battent, deux serpents d'aubier musculeux, qui sous la branchée mal venue

ont l'air de s'abriter du soleil avec de comiques petits parasols aux formes biscornues.

Les arbres ne se gênent pas ici. Ils ont l'air de s'ébattre à l'aise dans ce parc montueux et plein de soleil, où nulle loi ne les oblige à s'aligner, à se former en haies ou en rideaux, à se grouper par essences. Un désordre charmant règne dans ce peuple sylvestre, divers et sans façon, qui se mêle à plaisir par les vallons et les terrasses et les prés d'herbe courte de ce libre domaine.

Suivons maintenant ce petit chemin dur qui zigzague parmi les graminées roussies, au long d'une pente très ombragée. Le sol résonne sous nos pas, malgré le tapis clairsemé des aiguilles de pins, glissantes comme du verre, qui couvre les affleurements du roc et ces turgescences des racines d'oliviers qui crèvent la terre par places, et qu'on ne distingue pas du granit.

Les arbres nous entourent de leurs parois vivantes où filtre partout la lumière. Ils sont nombreux en cet endroit. Épaisseur mousseuse des pins laricius, qu'on dirait tout en or, avec des pommes d'ambre en suspension dans la bruine éclatante de leur feuillage. Arbousiers couverts de petites arbouses rêches fardées de jaune et de rouge. Grande masse droite des cyprès, qui font une ombre plus dense et qui sent les aromates d'Orient.

Des ronces teignent le talus chaud où elles s'accrochent des taches écarlates de leur feuillage enluminé déjà par le proche automne, et du noir pourpré de leurs petites morules juteuses. Et toujours des oliviers ; l'arbre familier de l'île, l'arbre aux mille visages, et toujours pathétique. Au sommet d'un mur gazonné qui nous domine un peu, en voici un, tout chenu, penché sur le vide, qui a perdu sa tête ; il se termine en haut par des hachures de bois mort ; et une seule branche jaillit près de la blessure, de biais, si vieille et sèche et anguleuse sous sa pauvre chevelure toute rongée de lichen gris qu'on la dirait prête à casser.

A côté, deux oliviers qui se ressemblent, dont le tronc droit s'achève en lourdes branches jumelées, toutes rayonnantes de rameaux plus jeunes, fuselés, mais raides aussi, et crispés comme des doigts, parmi la masse cascadante des feuilles.

Un autre s'est campé solidement sur ses deux pieds au bord du chemin. Deux pieds aux muscles durs, dont les ongles ont fouillé le sol ; et il étale impudiquement son ventre grand ouvert, que des lézards, filant parmi les pellicules de bois sec, font résonner comme une boîte à musique.

Puis la vue s'élargit. Le sentier, encaissé dans l'épaisseur des parois végétales, s'aère, s'ouvre de toutes parts. A travers le réseau des aiguilles de pins, qui treillagent le lumineux espace, on aperçoit la mer, du même bleu que le ciel, radieux et lisse, un peu clissée seulement, très peu, au ras de la falaise qui dévale sous nos pieds, traversée de quelques rayures plus intenses là-bas, devant les taupinières roses d'Épire qui arrondissent leurs mamelons réguliers sur plusieurs plans de profondeur, le long d'une muraille dominante, très droite et ravinée, qui coupe le ciel à l'horizon de sa masse plus vaporeuse et plus grise.

A droite, vers l'intérieur de l'île, des prés s'étalent, pleins de creux et de bosses, brûlés par le soleil de l'interminable été, plantés d'oliviers qui ont l'air de tenir un concile sur leurs buttes de gazon. A la fois débonnaires et tragiques, leurs silhouettes, — dans la chaleur qui monte avec le soleil, qui fait vibrer l'air et se charge toujours plus de parfums résineux et d'aromates, — parfois vous inspirent une sorte d'inquiétude.

JE me suis couchée dans l'herbe, au milieu des arbres centenaires. Quelques moutons noirs et blancs, autour de moi, paissent à petits pas entre les troncs couleur d'ossements séchés. Là, tout près, parmi les graminées folles qui ne remuent pas, car aucun souffle ne vient troubler la tranquillité merveilleuse de l'atmosphère, les ruines d'un petit temple antique s'éparpillent dans un rectangle pierreux : fragments de colonnes debout ; chapiteaux doriques renversés sur le sol, écornés dans leur chute, et qui semblent craquer de soleil, comme ces fruits d'automne, presque trop mûrs, dont ils ont pris l'ambre ardente. On n'entend aucun bruit. Solitude des arbres et des pierres dans la grande exaltation lumineuse de la chaleur.

Un lézard court sur le marbre brûlant. Sans faire un mouvement, pour ne pas l'effrayer, je suis son petit manège silencieux. Il file sur le rond du fût, si rapide qu'on aperçoit

tout juste un éclair verdâtre. Et tout à coup, le voilà qui s'arrête, intrigué sans doute par quelque insolite bruissement, car on dirait qu'il écoute. Il s'est plaqué, soudain immobile, contre le grain de la pierre, auquel son corps menu semble adhérer. On le prendrait pour quelque brindille végétale, n'était la pulsation vivante qui fait battre à coups précipités sa petite gorge blanche tendue par l'attention. Puis, d'un trait, il repart, aussi preste et souple, besognant de ses minuscules pattes écartées, qu'il manœuvre comme des avirons. Il a tout de suite disparu dans une fente de colonne, au bord de laquelle, une seconde, on voit frémir sa queue.

Et comme tout reste tranquille dans les graminées hautes qui demeurent droites sur leurs tiges de paille, sans un frisson des antennes cuivrées, au bout de quelques minutes, une tête plate surgit hors du trou, grosse comme un chaton de bague, prudente, toute prête à rentrer dans l'ombre, avec deux yeux dorés, et la pointe fourchue d'une petite langue noire, impatiente, qui darde et se rengaine infatigablement.

Comme il fait bon s'abandonner à la demi-torpeur de ce bel été qui va finir ! Suivre des yeux, sans penser, l'affairement d'une petite bête de soleil parmi les pierres brisées qui jonchent le sol, tout au bord de la falaise qui domine la mer éblouissante !

Au-dessus de moi, un très vieil olivier fait une pluie d'ombres menues ; petits morceaux d'ombre bleue ou verte, que découpe l'étourdissante lumière, qui tombent d'aplomb, — car c'est bientôt midi, — sur les branches noueuses, sur le tronc en masses de cordages déroulés en spirale, dont l'écorce est plus blanche aux endroits que touche le soleil...

Un souffle a passé, le vent se lève là-bas, du côté de l'Hellade. Et cette ombre qui remue sur l'arbre lui-même, lui prête une vie étrange, sous l'étincellement bleu du feuillage transpercé. Tous les arbres assemblés ont frissonné en même temps, comme s'éveillant d'un long sommeil.

Et quand on voit la mer qui bouge entre les troncs penchés, avec ses petites rides, sa poudre de soleil, on est saisi par la magie de cette présence, par cette vie innombrable et unique qui anime les choses, les êtres, les plus humbles petites créatures mêlées au sol ou à l'épaisseur des feuillages. Nulle part comme dans un coin d'univers où la spontanéité des

forces de la nature nous enveloppe et nous berce, nous ne sentons s'exalter à ce point, s'aiguiser jusqu'à la souffrance toutes nos facultés sensitives. Nulle part l'esprit ne vaque aussi agilement à ses pensées. Non certes à quelque vain jeu d'abstractions. Mais à cette quête anxieuse et passionnée d'idées qui ont en nous leurs attaches de chair.

Dans ce midi brûlant, qui d'abord nous enveloppait de la torpeur des choses, quel sursaut maintenant de forces inconnues, qui nous parlent de partout, de tous ces êtres proches et fraternels, de tout ce qui s'épanouit dans ce jardin sous la splendeur du ciel ! Je me sens en communion étroite avec le concile des arbres. Je vais de l'un à l'autre des oliviers chenus, écoutant de chacun son histoire.

Celui-ci se penche, angoissé. Sa ramure est trop lourde pour le pauvre tronc creusé de rides en zigzags, qui se gonfle, se rétracte, se tord, comme en efforts désespérés, faisant éclater l'écorce par grands morceaux qui laissent voir en s'écartant l'aubier plus clair et lisse, mais figé dans le même mouvement sinueux de muscle en travail.

Celui-là aussi, perché sur le talus herbeux, n'est que tension, longs muscles en saillie, dépouillés, nus, impressionnants de sursaut ou de souffrance.

Et cet autre, au-dessus de la racine en serre de monstrueux oiseau, est un paquet de muscles enchevêtrés, brouillés, noués de nœuds terribles, d'où s'élance, comme d'une assise puissante, un fût resté svelte, presque droit jusqu'à la racine des branches, où il s'incurve pour porter sa ramée sur le haut de son dos.

Puis il y a les faibles, les rachitiques, tout repliés, ratatinés sur eux-mêmes, avec des membres mal venus. Ceux qui ont maigri, dirait-on, et dont l'écorce trop lâche, aux écailles dures pourtant comme la pierre, se roule en spirale tout autour du tronc. Il y a les infirmes, au corps grêle chargé de verrues, de turgescences éclatées dont l'intérieur pourrit. Un goître pend, énorme, lourd de bois noir, avec une fistule au centre.

Et il y a les monstres, tout un assortiment de monstres qui évoquent des formes animales, d'étranges constructions, des schémas anatomiques. Des racines en pattes griffues, poilues de mousse, tachées de lichen, qui s'agrippent au sol rocailleux où l'on voit mordre le blanc des ongles. Une poulpe

géante ossifiée dans sa saisie de proie, sur qui pose, surprenante dans ce décor, et couronnée de feuillage, une colonne torse du Temple de Jérusalem.

Trois, quatre fûts accolés s'élèvent de racines communes, et comme ils sont droits, et troués de part en part d'innombrables blessures, ils dessinent tous ensemble une tour de bois à jour. Tandis que ce groupe de troncs tors, sortis aussi d'une même souche, n'est qu'enlacements, bousculades, saillies de hanches, enchevêtrement désordonné de bras. Et cet animal étripé, dont les entrailles, épandues verticalement, sont devenues de pierre sous un beau parapluie de feuilles frissonnantes. Et ce serpentement de souches sur le sol, en paquet de vipères, qui se redresse tout à coup, et fuse obliquement en un tronc douloureux, tordu sur lui-même, crispé à la cime sur une lourde branche feuillue qu'il porte avec peine et qui l'arrose de reflets.

Tout cela vit, vit de petites ombres qui remuent, qui font sensibles, comme frissonnant secrètement, ces invalides de bois. Ils nous émeuvent. Leur détresse, cette empreinte sinistre que le temps a mise sur chacun d'eux, tant de souffrance figée, de crispation qui ne peut plus se détendre, — dans le lourd midi qui flambe au-dessus de nous, qui fait passer des souffles brûlants, trop parfumés, sur le gazon roux et dans les feuilles d'argent, — c'est comme le cri de la nature qui répond à notre intime anxiété.

Pourquoi ce tourment de l'heure qui passe, cette sensation aiguë de la fuite ? Les minutes admirables qui coulent dans les doigts, qu'on voudrait saisir, et qui ne laissent rien ! Le déchirement de toute cette splendeur qu'on voudrait arrêter, éterniser, mais qui s'en va inexorablement, ou plutôt qui nous laisse partir, glisser sans avoir rien à quoi se prendre, vers le grand trou noir de demain ! Angoisse.

Ce soleil allumeur d'incendie n'a-t-il pas dépouillé de nous l'enveloppe brillante et protectrice, ce « divertissement » dont parlait Pascal, qui étouffe le battement de l'heure en marche vers la mort ? N'a-t-il pas mis en montre, — ayant brûlé l'entour dans le grand brasier où tout ce qui vit dans ce jardin semble par trop de lumière réduit à l'essence, — n'a-t-il pas brutalement dévoilé cette inquiétude qui est au centre de nous, cette attente nue de la fin, qui est aussi

désespérée, dure de relief, inexorable, que ces vieux troncs penchés, tout tordus par le temps ?

Comme cela peut faire mal, ce décortiquement de l'être dans l'heure lourde qui brûle !

Et pourtant, il y a le bruissement jeune des feuillages, le jeu des reflets dans leur épaisseur bleue, ces quelques oiseaux épars que la chaleur n'a pas fait taire, et qui laissent tomber des notes fraîches comme une pluie.

Il y a, entre deux oliviers tourmentés, un yucca en fleurs, tout tremblant de clochettes, comme ces hampes ensonnaillées d'argent qu'agitent les enfants de chœur dans les églises orientales.

Et cette fête de la lumière ! Tant de gloire de soleil autour des branches torturées !

Charme unique de Corfou. Je crois que son secret tient dans ce mélange inexprimable de joie triomphante et de tristesse.

Profondeurs limpides de l'atmosphère ; matins où l'on trempe comme dans une fontaine ; lever radieux des monts roses qui jettent à la mer leurs nocturnes mousselines ! Et dans le même soleil, tantôt jeune, tout en hymne au jour naissant, tantôt pesant sur la terre qui se met à embaumer, les oliviers pâles figés dans leur souffrance, les cyprès en deuil qui font songer à des cimetières : la vieillesse et la mort.

Le jeu de la fortune, qui les joignit sur le même sol, a fait les deux muses de Corfou étrangement expressives de son âme : Nausicaa, Élisabeth d'Autriche. La vie montante et celle qui descend ; la joie en fleur, et la mélancolie de ce qui finit. Peut-être est-ce à cette courbe entière du destin qu'y dessine le souvenir de deux femmes attachantes, que nous devons dans cette île une si grande richesse d'impressions.

Nausicaa.

L'aube fraîche. Le bougainvillier séchant sa rosée au mur blanc de la villa... L'adolescence heureuse. L'essaim doré des désirs qui bruissent comme une ruche close. Les espoirs en gerbe qu'on porte les bras pleins, avec l'illusion charmante de les voir tous fleurir... Nausicaa fouettant ses mules dans la vallée de Ropa, où les grands maïs roux tout

ruisselants d'aurore, les acacias jaunissants, les pêchers qui deviennent roses, font cortège à sa jeunesse.

Élisabeth.

L'après-midi orageuse sous les oliviers accablés de chaleur, parmi les conifères qui laissent choir leur arome. Une vallée peuplée d'arbres tourmentés, où le soleil brûle. Une coulée de cyprès sur une pente, vers le soir, avec la mer qui bleuit au loin, et des asphodèles dans le gazon... La tristesse d'avoir vécu. Ces renoncements qu'on sème à chaque tournant parce que vivre, c'est toujours choisir entre des possibilités, et que notre brassée d'espérance s'en appauvrit à tout instant. Et les déchirements, et l'angoisse !... L'impératrice en robe noire, allant boire à la fontaine du Platano, où son nom demeure gravé sur la pierre, sous l'arbre immense qui regarde un admirable horizon, et dont l'ombre souvent abrita sa fatigue, après ses grandes marches désespérées.

L'île d'Alkinoos et de Nausicaa, qui fut trois mille ans plus tard le refuge d'une souveraine en rupture de trône, offre à nos méditations des thèmes dont la contrariété nous étonne.

Pourtant, une harmonie douce enveloppe ces contrastes. Les paysages, ici, n'ont rien de heurté. Le bleu hésitant des olivettes, la teinte sourde des cyprès, les nuances d'aurore et de nuée des montagnes lointaines, font une orchestration sans éclat, d'un charme infini, qui ôte au sentiment toute démesure. Le registre est ample des yeux et de l'âme, dans ce pays du rêve, et la délicatesse des nuances y semble presque inépuisable.

Il y manque les notes vigoureuses : l'accent d'airain des cloches de cathédrale ; ce que le désert, les cimes glacées dans le dépouillement de l'espace, la mer, le vent furieux éveillent en nous de mâles harmoniques.

Il y manque l'Héroïsme.

L'héroïsme : cette seule échappée que nous offre la vie à l'angoisse qui nous ronge. La levée en nous d'une force qui rit du temps, et se moque de ce qu'il détruit, parce qu'elle est la joie. Une force qui bouscule ces faux bonheurs où nous nous divertissons, et dont la fragilité nourrit notre inquiétude. Qui nous donne, dans l'oubli de tout ce qui n'est pas ce à quoi l'on se dévoue, ce sentiment de libération, de liens qui tombent,

cette prodigieuse impression de vol dans l'espace, parmi les chants de délivrance qu'appelait la détresse de David, et qui est l'âme éternisée de la jeunesse.

Il est une autre voie, pour ceux que ne rebutent point les dures montées et les défilés pleins de ténèbres, soutenus qu'ils sont par un désir plus haut que le monde; il est une autre voie que celle qui mène, par de successives déceptions, de la jeunesse comblée de Nausicaa à cette indigence du cœur qui nous émeut chez une grande dame déprise de la vie parce qu'elle n'en a pas vu la débordante richesse.

Avant de quitter le jardin, allons errer en ses coins écartés. Il est un lieu plus abandonné, à la lisière du parc, d'où l'on ne voit ni la mer ni les montagnes. On y est environné de cactus et de menthes sauvages qui, à cette heure, embaument follement.

De l'autre côté de la haie basse qui forme ici la limite du domaine, un monastère très pauvre, tout petit, cuit au soleil sur une terrasse en contre-bas. La muraille du corps de logis, crépie d'un blanc si intense et lumineux qu'il vous jette aux yeux des gerbes incandescentes, se flanque à mi-hauteur d'un promenoir rustique, en bois bruni, qui s'écaille et se déforme de vétusté.

A gauche et en retour, la chapelle, blanche aussi, hausse, à peine plus haut que le mur étincelant où elle s'appuie, son campanile et sa neigeuse coupole. Il en sort un chant triste, une lente mélopée religieuse assourdie par la pierre, bien distincte cependant, et qui s'en va dans ce grand silence éblouissant en nappes égales, ondées comme une mer calme. C'est dimanche, et les moines grecs célèbrent l'office, dans leur rite oriental qui est interminable et monotone. On entend, dans l'ombre devinée du sanctuaire, se soulever les *Kyrie*, lamentés en solo sur le même ton toujours, à fendre l'âme, puis repris en chœur, indéfiniment, par des voix qui ont l'air de pleurer, et que déchire de temps à autre une note aiguë, toute grelottante.

Au pied du couvent, un minuscule jardin, un jardin de curé, minutieux, symétrique, foisonne de fleurs éclatantes, de fleurs en buissons et de fleurs en grappes, dont le rouge avive encore le rayonnement immaculé de la muraille.

Il n'y a personne dans ce jardin. Personne sur le promenoir délabré où le petit auvent de bois jette une ombre nette sur le balcon qui se gondole et les piles mal équarries. Personne que moi-même dans ma retraite de cactus et d'herbes.

Rien que le soleil. Le tranquille éblouissement du petit couvent au jardin fleuri de rouge. Et cette psalmodie qui s'échappe de la coupole, qui évoque par son rythme le balancement sans fin, dans la lumière des cierges, des hauts bonnets des popes voilés d'étamine noire, et des tiares inscrustées d'icones.

Quelque chose d'extraordinairement paisible est suspendu dans l'air, dans la grande clarté dévorante de cette heure qu'on s'imagine ne devoir jamais finir, immobilisée, dirait-on, devenue éternelle dans sa magnificence.

Et l'on goûte le charme d'être ainsi toute seule, dans un coin perdu très loin du monde, où crissent les cigales dans l'herbe surchauffée, où les menthes embaument, où l'on entend chanter derrière des murs de neige un chœur doux et triste de moines fantômes.

YVONNE PAGNIEZ.

V[1]

L'EXPOSITION DE 1878

CONVALESCENCE DE LA FRANCE

Les Expositions se suivent. Mais peut-on dire qu'elles se ressemblent ? 1855 avait marqué la victoire de l'industrie, et non seulement de l'industrie, mais de l'idéologie, de la mystique industrialiste. 1867 s'était laissé séduire par l'illusion riante et brillante (mais infiniment dangereuse) de l'universalité. L'Exposition de 1878 ne s'embarrasse d'aucune métaphysique ; elle ne vise aucune chimère ; elle est la plus discrète, la plus prudente, la plus pondérée, la plus sage des expositions universelles. Ses initiateurs, ses organisateurs entendirent seulement illustrer, sept ans après les désastres de la guerre et de la Commune, le relèvement de la patrie ; donner à l'amour-propre national la satisfaction d'une victoire, — d'une sorte de première revanche, — en ce domaine des arts et des techniques où la France gardait toute sa supériorité ; montrer, en rejoignant et prolongeant la tradition impériale des expositions, que le nouveau régime n'était pas incapable de mener à bien l'une de ces grandes entreprises ; affirmer enfin la foi volontaire de tous en un lendemain réparateur. Elle offre l'image d'une renaissance ou d'une résurrection de la France, d'une sorte de jeunesse nouvelle et de printemps retrouvé.

L'Exposition marque ainsi le terme des années de deuil

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre et 1er décembre 1936, 15 février et 1er mars 1937.

et de retraite, la rentrée de la France dans le concert des grands États, la reprise de son rôle traditionnel de Puissance civilisatrice. Elle symbolise aussi la fin de l'ostracisme dont souffrait Paris depuis la Commune, le retour du gouvernement, le rétablissement de relations normales et confiantes entre les pouvoirs publics, expression du pays, et la capitale de toujours. Est-ce à dire que tout vestige des heures sombres fût définitivement effacé ? Paris conservait encore, comme une sorte de voile funèbre, les pierres noires des Tuileries et de la Cour des comptes. Beaucoup souhaitaient voir effacer ces ruines de l'année terrible. Et beaucoup aussi aspiraient à rejeter le dernier « haillon de la guerre civile » en supprimant toute trace de la proscription de 1871 et en proclamant l'amnistie.

SYMPATHIES INTERNATIONALES

Si la France, depuis 1867, avait âprement souffert, la vie internationale, durant cette période, ne s'était pas interrompue. A Londres, à Vienne, à Philadelphie s'étaient tenues des Expositions universelles. Partout, même aux plus sombres jours, la France avait été présente ; elle avait marqué sa place avec fermeté, avec dignité, et même avec éclat. Certes, la concurrence étrangère s'était révélée agissante ; en ce domaine des arts décoratifs où avaient toujours triomphé les qualités parisiennes et françaises, notre suprématie apparaissait moins assurée. Mais c'était une lutte pacifique, limitée à la rivalité esthétique et à la compétition industrielle et commerciale. Le calme semblait revenu dans le monde, et l'horizon éclairci...

Et pourtant l'Exposition de 1878 s'ouvrit, tout comme ses devancières, dans une atmosphère internationale profondément troublée. Sans parler de l'antagonisme franco-allemand, toujours irréductible, un violent conflit secouait l'Europe et semblait devoir entraîner une vaste conflagration. La Russie, réalisant enfin son rêve séculaire, avait poussé ses bataillons, à travers les Balkans, jusqu'aux portes de Constantinople, et imposé au Sultan le traité de San Stefano. Alors, l'Angleterre s'était levée, et elle prétendait, fût-ce par les armes, faire reculer les troupes du Tsar. Allait-on se retrouver,

en 1878, dans la même situation qu'en 1855 : une exposition, fête de la paix, à Paris ; une guerre anglo-russe en Orient, dont Constantinople serait l'enjeu ?...

Identité superficielle, que démentait la réalité. Alors que, vingt ans auparavant, Paris, — le Paris de l'Exposition et du Congrès, — apparaissait comme la Cité reine, c'est Berlin qui, en 1878, faisait figure de capitale diplomatique et politique. Là se trouvait réunie, sous la présidence de Bismarck, l'assemblée des plénipotentiaires chargés de rétablir l'harmonie européenne. Et, par une sorte de division du travail, ou de partage d'attributions, qui ne devait pas déplaire à l'homme de fer, Paris, à côté de sa rivale, semblait une sorte de chef-lieu des arts, de rendez-vous des plaisirs et des grâces : « la grande ville qui a pris sa retraite » ; Athènes sous la Rome des Empereurs.

L'étranger s'associa volontiers à l'Exposition universelle : les participations furent plus nombreuses qu'en 1855 et 1867. On note l'absence de l'Allemagne : craignait-elle d'être mal accueillie ? Dédaignait-elle une manifestation qui pouvait lui sembler empreinte de trop de sybaritisme ; ou, tout simplement, voulait-elle, dans son orgueil, éviter le retour, — à Paris ! — des échecs qu'elle venait de subir à Vienne et à Philadelphie ? Toujours est-il qu'elle s'abstint : Bismarck envoya seulement vers la fin de l'été un certain nombre d'œuvres d'art. Peu de souverains : on fit grand état de la visite du shah de Perse ; on rendit les honneurs funèbres à George de Hanovre, le roi-aveugle, dépossédé par Bismarck en 1866, qui mourut au cours de l'été en son domicile parisien de la rue de Tilsitt. L'Exposition, comme les précédentes, fut, pour une large part, une manifestation franco-britannique. Elle n'apparut pas seulement comme le symbole ou le prétexte d'une courtoise émulation. Elle permit à la sympathie anglaise de s'affirmer envers la France, grâce surtout au prince de Galles, le futur Édouard VII, dont le constant appui, la présence active et cordiale aidèrent puissamment au succès. En même temps, pour la première fois, les États-Unis tenaient une large place. L'« Exhibition » de Philadelphie avait marqué leur entrée dans le concert mondial des expositions. Les esprits « avancés » se tournaient volontiers vers la grande démocratie occidentale, qui, fille de la France des

philosophes, semblait à son tour un exemple et un modèle pour notre République naissante. On venait de célébrer le centenaire de l'indépendance américaine ; à cette occasion, un comité avait décidé d'offrir à la ville de New-York, pour la placer à l'entrée du port, une sorte de statue gratte-ciel, la *Liberté* géante de Bartholdi. La tête colossale de cette statue, qui figurait à l'Exposition, en fut l'une des attractions les plus goûtées. Elle était creuse, on y pouvait entrer ; et la malignité ne se fit pas faute d'affirmer que la liberté n'avait pas de cervelle. Ainsi, par l'échange pacifique des produits de l'art et de l'industrie, s'ébauchait ce pacte d'amitié, de solidarité franco-anglo-américaine, qui, en dépit de quelques accidents passagers, s'est maintenu jusqu'à nos jours.

TRÊVE POLITIQUE

La France avait donc retrouvé une situation honorable dans le monde, voire même de réelles sympathies. A l'intérieur, elle connaissait toute l'intense activité, l'ardente fermentation d'un après-guerre. Dès le lendemain de la Commune, la nation tout entière s'était remise au labeur. Un seul désir, une seule pensée : verser au plus tôt les cinq milliards, et hâter ainsi la libération du territoire ; rendre à la France sa force et son prestige, et préparer silencieusement le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la mère-patrie. Mais, si tous les Français étaient d'accord sur le but à poursuivre, ils différaient profondément d'opinion sur les méthodes à employer. La question du régime était posée. Et les amis de la Royauté, de l'Empire et de la République, — République conservatrice ou République démocratique, — ne cessaient de s'affronter en controverses passionnées. Une Chambre républicaine avait été élue, un gouvernement constitué. Mais Mac Mahon les avait renvoyés, le 16 mai 1877. Gambetta avait alors mené une ardente campagne à travers le pays, et les « 363 » étaient rentrés à la Chambre. Un ministère de centre gauche avait été constitué, le cabinet Dufaure, qui devait occuper le pouvoir pendant toute l'année 1878. Dès ce moment, la politique du Maréchal-Président semblait condamnée. S'il ne partit pas sur-le-champ, c'est qu'on attendait l'issue de la rencontre décisive, des élections sénatoriales de janvier 1879 ;

c'est encore et surtout que le rôle de Mac Mahon n'était pas achevé. Qui, mieux que ce fier soldat, si « représentatif » des traditions de l'ancienne France et des gloires de la nouvelle, eût été qualifié pour recevoir l'Europe, et pour présider, avec une dignité auréolée de prestige, aux fêtes de l'Exposition ?

L'année 1878 fut donc une année de trêve, une année dépourvue d'événements politiques très accentués, une sorte de « pause » et de repos. Ainsi se vérifie une théorie chère à M. Daniel Halévy, suivant laquelle chacune des Expositions est venue à temps « pour terminer de vives et cruelles discordes. En 1877, la France est déchirée par la crise du 16 mai : en 1878, année d'exposition, elle s'apaise ». De même, 1889 marquera la fin du boulangisme, et 1900, la clôture de l'affaire Dreyfus. Le concept d'exposition serait donc une sorte d'idée-force, créatrice d'activité et de prospérité, génératrice d'euphorie... Assurément, on savoura, en 1878, les premières heures de joie et de fierté que la France eût connues depuis sept ans. Le soir de l'inauguration, le 1er mai, l'enthousiasme populaire éclata : tout Paris spontanément arbora lampions et drapeaux. Et la nuit du 30 juin, qui suivit la revue de Longchamp, fête de l'armée ressuscitée, fut une nuit de joie nationale : aux girandoles officielles des Champs-Élysées et des Tuileries répondirent, dans les quartiers ouvriers, des illuminations, des danses, des chants en l'honneur de la République. A cette époque, la solennité du 14 juillet n'existait pas encore : elle fut célébrée pour la première fois en 1880. L'Exposition y suppléait : elle marquait la fin d'un grand deuil, le début d'une grande espérance. L'été parisien de 1878 fut un hymne collectif de tout un peuple, de toute une ville à la gloire de la patrie et de la liberté.

La trêve n'excluait pas d'ailleurs de vifs débats, d'ardentes disputes, où se retrouvaient tout le conflit des doctrines et le bouillonnement des esprits. La France montrait à l'étranger une face calme et sereine, mais ce visage ne recouvrait pas uniquement des pensées d'union et de concorde. La bataille idéologique se poursuivait âprement : indice de ces divisions qui travaillent toujours notre pays, témoignage aussi d'une vie publique liée à l'activité intellectuelle et spirituelle de la nation, à la science comme à la croyance. La lutte des idées

devait s'exaspérer dans les années qui suivirent ; mais elle est illustrée, dès 1878, par un épisode éclatant. L'Exposition coïncidait avec le centenaire de la mort de Voltaire et de Rousseau. Jean-Jacques fut négligé à Paris, et seulement commémoré à Genève. En revanche, autour de la mémoire de Voltaire, s'accomplit le rassemblement des gauches, de Victor Hugo à Homais. M. Menier, fabricant de chocolat, organise au cirque Myers une exposition de vingt-cinq maquettes destinées à une statue de Voltaire (la presse ne manqua pas de souligner cette conception géniale : l'art, la littérature, la politique attelés de concert au char de la publicité !). Et, le 30 mai, jour de la mort du philosophe, au cours d'une grande réunion au théâtre de la Gaîté, Hugo prononce cette parole : « Le jour où l'amnistie sera proclamée, là-haut, dans les étoiles, Voltaire sourira !... » Le même jour, beaucoup de Parisiens s'étaient donné rendez-vous pour une démonstration muette place des Pyramides, autour de la statue de la « Pucelle ». Une double page du *Monde illustré*, due au crayon de Daniel Vierge, replace sous nos yeux, en un diptyque saisissant, les deux manifestations symboliques. Éternelle, mais superficielle opposition de deux Frances promptes à se déchirer, mais dont les divisions, les discussions transcendent la vie politique, l'empêchent de s'embourber, de s'enliser dans le marécage des intérêts, et dont l'unité se reforme toujours face à l'étranger, qu'il s'agisse d'une guerre aux frontières ou de ces batailles de la paix, les Expositions universelles.

Cette atmosphère de paix intérieure se retrouve dans le domaine social. La question ouvrière subsistait dans toute son étendue. Mais la Commune avait rendu impopulaires les hommes et les idées du socialisme ; la dure répression versaillaise avait ou supprimé ou écarté par l'exil les principaux chefs du mouvement ; le régime issu des élections de 1871, — République des notables ou République des ducs, — s'apparentait à la monarchie censitaire, égoïste et économe, bien plutôt qu'à l'Empire, démocrate et démagogue, porté par intérêt autant que par sympathie vers les ouvriers. Aussi bien, les travailleurs eux-mêmes, jalousement patriotes, dominés, comme tous les Français, par le souci du relèvement

national, apportaient à l'exposé de leurs revendications beaucoup de modération et de réserve.

L'Exposition de 1878 n'a donc plus le caractère d'une exposition sociale ; alors qu'en 1855, et surtout en 1867, le gouvernement, le commissariat général avaient créé des sections spéciales où se trouvaient réunis les produits de toute catégorie que leur bon marché désignait à l'attention du plus grand nombre, rien de semblable ne fut présenté en 1878. Les objets de prix modeste furent répartis suivant leur nature entre les différentes classes. Mesure vraiment symbolique! Jules Simon, président du Jury international, s'efforce de la justifier en son *Rapport*, et l'on demeure stupéfait, à lire ces pages de l'un des esprits les plus éclairés du temps, de son indifférence ou de son ignorance en présence des questions ouvrières. S'il laisse présager la reconnaissance officielle des Syndicats (proposée dès 1878, votée en 1884), il reste muet sur les salaires et sur la journée de travail. Pour lui, grand universitaire, grand politicien, « notable » de 1878, le problème social ne se pose pas. Le gouvernement, le parlement n'ont aucun rôle à jouer en cette matière : il appartient aux travailleurs et aux patrons d'organiser leurs rapports, à leur convenance, dans la liberté.

État d'esprit, état de choses très différents de ceux que nous avons constatés à l'occasion des Expositions antérieures. On ne saurait dire pourtant que les difficultés soient résolues : le mouvement socialiste se poursuit souterrainement ; l'année 1878 voit des grèves, un congrès des syndicats à Lyon. Mais il n'est aucunement douteux que les revendications sont assoupies. Patrons et ouvriers semblent d'accord pour laisser dormir les querelles. L'Exposition de 1867 avait été internationale et sociale. L'Exposition de 1878 révèle surtout l'harmonie de toutes les forces du pays associées dans l'ordre et le travail : elle est nationale d'abord, nationale et conservatrice.

RESTAURATION ÉCONOMIQUE

Dans le domaine économique, des tendances analogues apparaissent. Et d'abord, le libéralisme, le libre-échangisme, legs du Second Empire, recule. Les premières années d'après-guerre avaient été favorables aux affaires : une reprise s'était

manifestée, prompte, brillante, inattendue. Puis vint une période de marasme : l'agriculture et l'industrie souffrirent, le commerce extérieur fléchit. Dès lors, se manifesta une offensive protectionniste : l'Exposition coïncide avec la vaste enquête douanière du ministre Teisserenc de Bort. Le pays s'éloigne donc des idéologies économiques séduisantes et généreuses : il tend à puiser en lui-même le principe de sa richesse et de sa vitalité. Nouveau témoignage d'une époque de repliement et de recueillement national.

Or, précisément, l'Exposition, — coïncidant en France avec la trêve politique, en Europe avec le rétablissement de la paix, — exerce une heureuse action sur la vie économique : les voyageurs, les capitaux étrangers affluent à Paris ; un important mouvement d'échanges, un progrès du trafic se dessinent ; les chiffres du commerce extérieur se relèvent. La situation générale s'améliore : au cours de l'année 1878, le 3 pour 100 gagne cinq points. Le retour de la prospérité s'affirmera dans les années suivantes. Bienfait des Expositions universelles ! Tandis que se manifeste la tendance à l'isolement, à la fermeture des barrières, la grande foire de 1878 suscite, dans l'ordre économique comme ailleurs, le rapprochement, la pénétration, l'échange international. Cet exemple met en lumière l'une des fonctions, l'une des missions essentielles des Expositions universelles, — antidote à l'abus du particularisme, remède à ces crises qui périodiquement dérangent l'économie française et mondiale.

Cette tendance à la concentration des forces françaises, à la mise en valeur du pays, se traduisit par l'Exposition, mais aussi, à côté d'elle, en même temps qu'elle, par un vigoureux effort d'aménagement national. Dès le Second Empire, les Expositions s'étaient trouvées liées à une politique de travaux : 1855, à la naissance des chemins de fer ; 1867, à la création du Paris d'Haussmann, au percement de l'isthme de Suez, au développement des communications transcontinentales et interocéaniques. Elles avaient illustré, couronné, l'une et l'autre, la grande entreprise, d'inspiration saint-simonienne, d'équipement et d'embellissement. Il en fut encore ainsi en 1878. L'Exposition entraîna la transformation de toute une partie de Paris ; elle eut pour commissaire général, cette fois encore, un ingénieur, Krantz, qui

avait secondé Le Play et édifié le Palais du Champ de Mars en 1867 ; elle se rattache à l'activité du ministre des Travaux publics, Charles de Freycinet.

C'est, en effet, en 1878, que Freycinet, ministre-ingénieur, ancien collaborateur de Gambetta à la Défense nationale, Freycinet, en qui brûle une dernière étincelle du brasier saint-simonien, dresse le plan qui porte son nom. Les cinq milliards ont été versés, le territoire est libéré, le rétablissement militaire accompli. La République, le personnel républicain entendent mettre en lumière l'aspect « constructif » du régime, son aptitude à créer et à bâtir, à susciter la prospérité. Freycinet va donc entreprendre cette politique d'outillage, jugée hardie, et même téméraire à l'époque, dont le développement de l'épargne, l'accroissement des recettes du Trésor devaient, dans sa pensée, faciliter le financement. Protectionniste, étatiste, il forme, tout d'abord, avec les lignes des Charentes rachetées à des Compagnies déficitaires, un réseau d'État, « le septième réseau ». Puis il accomplit, seul ou en compagnie de Léon Say, ministre des Finances, une série de visites aux principaux ports. Il y proclame, en ses discours, la victoire de la République : il affirme que du sort du régime dépend la fortune économique du pays. Et, dès la rentrée des Chambres, il soumet au chef de l'État ce vaste plan de création ou de transformation des ports, canaux et chemins de fer qui ne fut adopté qu'en partie, mais qui demeure l'un des efforts les plus considérables que l'on ait tentés pour reconstituer et renouveler l'économie nationale. C'est grâce à des hommes tels que Krantz et Freycinet, — sans parler de Jules Simon et de bien d'autres, universitaires, ingénieurs, administrateurs et soldats, — que la France avait pu traverser les mauvais jours. Grâce à eux encore, la République apparaît non seulement respectueuse de l'ordre, de la légalité, de la propriété, mais comme une force génératrice de bien-être et de richesse : l'Exposition semble ainsi une sorte de synthèse et de symbole de Paris, de la France entière, — vaste atelier, vaste chantier au travail.

Dans le même ordre d'idées, l'Exposition ne saurait se séparer du développement des communications, des relations, des « correspondances » nationales et internationales. L'année 1878 voit naître l'organisation moderne des postes et des télé-

graphes. Le prix de la taxe postale est abaissé à quinze centimes pour la France, et il en résulte un accroissement immédiat à la fois du nombre des lettres et du chiffre des recettes de l'État. Au cours d'une conférence tenue à Paris à l'occasion de l'Exposition, l'Union postale universelle est constituée le 1er juin : ainsi, l'universalisme de 1867 se traduit en 1878 par des mesures précises et pratiques. A la même époque, le service des télégraphes est organisé, rattaché à l'administration des postes : un ministère unique est créé, dont Cochery sera le premier titulaire. Le téléphone, qui garde encore l'attrait d'une curiosité d'exposition, d'une de ces innovations américaines dont la séduction tient du prestige et presque de la prestidigitation, va passer, d'ici peu d'années, de la phase scientifique et technique à celle de l'exploitation administrative et commerciale : il est, dès 1878, l'objet de demandes de concession au gouvernement français. Avec le ballon captif de Giffard, l'un des « clous » de l'Exposition, tout un ordre nouveau de communications s'annonce. Mercure-Hermès, le messager ailé, qui symbolisait pour les anciens l'administration des postes, semble le patron, le génie, le dieu de l'Exposition.

LA RÉVOLUTION ÉLECTRIQUE

Ici, nous rencontrons l'un des faits essentiels de l'Exposition de 1878 : la victoire de l'électricité. Les expositions antérieures avaient marqué l'apothéose de la vapeur, de la machine, le couronnement de tout un édifice industriel et scientifique fondé sur une tradition biséculaire, sur une expérience exclusivement européenne, sur un ensemble de recherches et de réalisations qui, en 1878, était déjà du ressort des « muséums », des « conservatoires », de l'histoire des Arts et Métiers. Or, l'Exposition coïncide avec une révolution de la physique, avec l'éblouissant triomphe de cette puissance mystérieuse, aux prolongements indéfinis, qui va amplifier, multiplier, transformer le pouvoir d'action de l'homme. Toute une série d'inventions éclôt à l'entour de l'Exposition, et y trouve la publicité, la consécration définitives. Voici l'éclairage électrique, qui entre dans la pratique quotidienne grâce aux bougies de Jablochkov : dès 1877, une première démonstra-

tion réussit dans le hall des magasins du Louvre ; l'année suivante, la voie publique, la place et l'avenue de l'Opéra sont inondées de lumière. Voici le téléphone, dû aux recherches de Graham Bell, et mis au point en 1878 grâce au microphone de Hughes et aux divers perfectionnements d'Edison ; voici le phonographe, autre création d'Edison, son invention la plus caractéristique et la plus personnelle.

De ces diverses nouveautés l'esprit public reçoit une forte secousse. On s'émerveille de la lumière électrique qui, après des années de guerre, de siège et d'état de siège, de pénombre et de couvre-feu, va répandre à Paris une vie, une féerie nocturnes. On s'étonne du phonographe, qui, si l'on en croit les gazettes, va rendre inutiles les ténors de l'Opéra, les prédicateurs du carême, les discours de M. Gambetta : pressentiment de la musique, de la parole mécanique ! Et le type s'impose aux imaginations européennes de cette personnalité si puissamment expressive du Nouveau Monde : l'ingénieur autodidacte, le savant demeuré ouvrier, le « train-boy » devenu millionnaire, Thomas-Alva Edison. Cet homme aux larges épaules, aux mains vigoureuses, aux yeux clairs, qui, d'un coin des États-Unis, transforme le destin de l'homme, va être pendant quarante ans la figure la plus populaire du monde, *the best known man of the world*. Avec lui s'impose aux foules un nouvel idéal de civilisation, où se fondent les trois mythes (les trois mystiques) les plus puissants de l'âge moderne : le mythe américain, la mythe de la démocratie, et le mythe de la science.

SCIENCE ET EXPOSITION

La Science, — telle est l'idole nouvelle à laquelle semble vouée l'Exposition. La Science à tous ses degrés, depuis les recherches du laboratoire et l'échange des plus hautes idées jusqu'à la communication du savoir aux travailleurs et à l'enfance. Dans l'ordre de la pensée et de l'érudition, 1878 fut marqué par une innovation, l'institution des congrès et des conférences. Celles-ci n'étaient pas encore officiellement autorisées. Aussi les orateurs de l'Exposition s'en donnèrent-ils à cœur joie : on compta parmi eux des hommes de savoir et d'expérience, mais aussi des esprits hasardeux, épris de

fantaisie et de chimère. Au Trocadéro se tint, dit Jules Simon, « la foire des idées et des utopies ». Les fondateurs de religions, les guérisseurs de maladies, les inventeurs méconnus y sévirent : ce fut l'un des côtés vaudevillesques de l'Exposition.

Quant aux congrès, ils ne constituèrent pas absolument une nouveauté. Plusieurs s'étaient réunis déjà, à l'occasion ou à côté des Expositions universelles. Parmi ceux de 1878, deux furent appelés à exercer une action considérable : le Congrès de la propriété artistique et le Congrès de la propriété littéraire, présidé par Victor Hugo. Première étape de l'évolution qui devait aboutir, le 9 septembre 1886, à la création de l'Union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Que l'on rapproche ces manifestations du fait que l'initiateur des congrès et des conférences, Charles Thirion, est en même temps l'organisateur du Congrès de la propriété industrielle. Il y a là bien évidemment plus qu'une banale coïncidence : la notion de la propriété intellectuelle surgit, dans tous les domaines, par une sorte de réaction protectrice et défensive, du sein même de ces Expositions où, sous quelque aspect qu'elle se présente, — invention scientifique ou technique, création artistique ou littéraire, — elle affronte toujours tant de risques ! Et comment ne pas souligner le lien qui s'établit entre ces trois formes complémentaires d'une même féconde activité : les expositions universelles, les congrès, les unions internationales?

Le savoir, l'instruction, la culture étaient glorifiés à l'Exposition. Le président du Jury, Jules Simon, était un universitaire. Un groupe important entre tous avait été consacré à l'enseignement. Et, en effet, en 1878, comme à toutes les époques de régénération et de réforme, le problème de l'éducation nationale, c'est-à-dire de l'avenir même de la race, se pose devant le pays. On attribue la victoire de 1871 à l'instituteur allemand : on impute nos revers au défaut de préparation des cadres, à l'insuffisante formation de toutes les catégories de citoyens. « A présent, écrit Jules Simon, c'est la science qui gagne les batailles. Celui qui sait le plus peut le plus. Le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple. S'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain. » La République, à peine fondée, se penche donc sur l'école : ne poursuivent-elles pas, l'une et l'autre, le même but? « Éman-

ciper le travail, émanciper la pensée, émanciper l'homme ; c'est, en trois mots, toute la philosophie. C'est aussi l'aspiration et le but de toute politique républicaine. Et c'est pourquoi les écoles sont la base de toute république. » Enfin, les dernières Expositions ont montré les progrès de nos rivaux dans l'ordre industriel et artistique. Pour conserver notre rang, il n'est qu'un moyen : l'étude. Donnons à nos concitoyens, aux patrons comme aux ouvriers, les écoles qu'ils réclament. « Après les dernières expositions..., il n'y a qu'un cri dans toutes les industries : Des écoles ! C'est une révolution dans notre caractère, qui deviendra une révolution dans le travail national. »

Les chefs de la France nouvelle brûlent donc d'un beau zèle scolaire. Mais que l'on saisisse la nuance, — bien significative de l'époque, — qui distingue leur enthousiasme de cette passion, de cette religion de l'école qui s'est éveillée depuis lors. L'école, selon Jules Simon, est avant tout la servante de la nation : elle est inséparable de l'éducation patriotique et civique, destinée à former les futurs soldats, les futurs citoyens. Elle est pour une large part orientée vers la formation professionnelle, vers l'enseignement technique : son but est d'offrir à la France des hommes utiles et laborieux. C'est à partir de 1882 que l'enseignement technique fera l'objet d'un service autonome au ministère du Commerce. Et, dès 1878, le dessein des « notables » de l'intelligence consiste moins à créer des esprits étendus, aptes à recevoir toutes les idées, toutes les sciences, qu'à former des ouvriers et des cultivateurs consciencieux, capables de gagner leur pain, imperméables aux théories chimériques ou subversives. Qui dit à cette époque développement de l'apprentissage dit assurance et garantie contre la Révolution.

UNE PREMIÈRE REVANCHE

L'année 1878 est donc une année heureuse, c'est-à-dire en un sens une année sans histoire : une année de paix féconde, où, après de violentes secousses, après une longue période d'incertitude et d'inquiétude, la France reprend conscience d'elle-même, où le pays reconquiert enfin la sécurité et la fierté. L'Exposition en est le fait saillant, celui qui illustre et résume toutes les réalités ambiantes : la tranquillité poli-

tique, l'apaisement social, l'activité économique, le mouvement intellectuel, l'amitié mondiale retrouvée. Est-ce à dire que les guerres d'idées, que les batailles de doctrines soient définitivement closes ? Il n'en est nullement ainsi. De grands combats se joueront encore autour des concepts de monarchie et de république, de conservatisme bourgeois et d'évolution sociale, de libéralisme économique et d'étatisme protectionniste, de cléricalisme et de laïcité. Mais, en 1878, le duel de ces idées, de ces forces contraires, traduit seulement la santé, la vitalité du pays. Les tendances opposées s'équilibrent ; les antagonistes font trêve. Après sept années de muette activité, la France s'accorde le droit de goûter pendant quelques semaines un air de dimanche ou de fête. Partout règne une atmosphère, — impondérable, insaisissable, — de labeur honnête et sain, d'union, d'accord et d'harmonie.

Peut-être l'Exposition de 1878 n'est-elle pas animée de la même fièvre, de la même frénésie que certaines des expositions précédentes ou suivantes. La République demeure timide ; et comment la nation oublierait-elle ses ruines encore presque fumantes, ses plaies à peine refermées ? Peut-être même, à certains jours de l'été pluvieux, la grisaille du demi-deuil semble-t-elle planer encore. Mais la France a recouvré sa vigueur et sa confiance ; Paris, après sept années de torpeur et de silence, laisse éclater sa gaieté. Si la grave pensée de la guerre domine encore l'esprit de tous, la trace de la Commune s'efface : la France rentre dans le cercle des grandes Puissances, Paris dans le concert des grandes cités. Une première revanche est acquise, — due à la cohésion nationale, aux profondes vertus du pays, à la promptitude de son relèvement, à la vigueur de notre industrie et à l'éclat de notre art.

L'ARCHITECTURE DÉCORATIVE

Il peut paraître assez vain de poursuivre le rapprochement du moral et du physique, de chercher en un visage le secret d'un esprit et d'un cœur. De même il serait présomptueux d'établir une relation trop rigoureuse entre la physionomie et la psychologie de l'Exposition de 1878, entre son âme et son art. Pourtant, son optimisme mesuré, son euphorie raisonnable répondent aux traits essentiels de sa personnalité

esthétique. Avec elle, l'art de la décoration retrouve quelque vitalité ; le style et le goût, assoupis depuis de longues années, semblent enfin se ranimer. Réveil timide et discret, qui garde la grâce hésitante, l'aimable incertitude d'une aube. Réveil qui se manifeste cependant, dès 1878, dans la plupart des provinces qui constituent le royaume du beau et de l'art.

L'Exposition disposait d'un emplacement privilégié : du Champ de Mars comme en 1867, mais aussi, sur l'autre rive de la Seine, des hauteurs de Chaillot. Région peu fréquentée encore, mais vers laquelle commençaient à se porter la spéculation et la clientèle. Il convenait de l'aménager selon les lois de la logique et de l'esthétique, d'orienter son développement futur, en un mot d'accomplir la grande opération d'urbanisme qui est, ou qui devrait être, la fin de toute Exposition. On souhaitait disposer, comme en 1867, d'un édifice temporaire, — vaste hangar, marché couvert, — propre à recevoir les produits de toutes les nations. On souhaitait aussi élever, comme en 1855, un palais permanent, qui pût abriter une vaste salle de spectacle, et en même temps les collections récentes, les collections futures, « les musées errants ». Le Champ de Mars accueillit la foire internationale, et, sur la colline de Chaillot, monta le nouveau Palais des Arts.

Sur Chaillot planait, depuis des siècles, le destin le plus inconstant. Il semblait qu'un malicieux génie interdît de lui donner une destination, une affectation définitives. M. Paul Léon a conté avec finesse les vicissitudes de ce site qui fut tour à tour le domaine du président Jeannin, l'asile des galanteries de Bassompierre, un couvent où retentit la grande voix de Bossuet, et qui, après avoir failli porter le Palais du Roi de Rome, conception vraiment impériale de Percier et de Fontaine, devait, sous la Restauration, devenir le Trocadéro.

Un demi-siècle passe. En 1867, on entreprend le nivellement partiel du terrain. « Cette butte innocente..., écrit Victor Fournel, a choqué l'esprit égalitaire de M. le baron Haussmann. (Il en résulte) le Trocadéro actuel, une taupinière chétive, aux maigres pentes gazonnées, aux allées larges et bordées de trottoirs..., soigneusement dépourvue d'arbres et de tout ce qui pourrait gêner la vue. » La même année, Édouard Manet peint sa toile du « Trocadéro pendant l'Exposition », site vacant, point de vue, lieu de promenade, et,

comme Montmartre à la même heure, colline en disponibilité. Il s'offrait tout naturellement à l'Exposition de 1878. Au concours ouvert à cette occasion, de nombreux projets sont présentés : celui de deux architectes de la Ville de Paris, Bourdais et Davioud, l'emporte. Dès lors est fixé... pour un nouveau demi-siècle, le destin de la colline de Chaillot.

Davioud et Bourdais apportaient au Trocadéro leurs rêves et leurs expériences : le premier avait été le collaborateur d'Haussmann, l'un des plus utiles artisans de l'urbanisme impérial, de la transformation de Paris. Attaché au service des promenades, il est, avec Alphand, le créateur du Bois de Boulogne, du parc Monceau, de divers jardins et squares ; spécialiste des fontaines, il donne les dessins de celle de la place Saint-Michel et de celle de l'Observatoire, parée du génie de Carpeaux ; il a édifié enfin les deux théâtres de la place du Châtelet : il a été toute sa vie hanté par le rêve d'une grande salle, d'une grande scène du peuple. Son triple talent d'architecte-paysagiste, d'architecte-hydraulicien, d'architecte de théâtres, trouve son emploi au Trocadéro, coteau de verdure, château d'eau, salle de spectacles et de concerts. Si l'on ajoute qu'avec lui collabore Bourdais, ingénieur sorti de l'École centrale, et ancien élève de l'architecte Horeau, cet artiste infructueux et fécond, qui a donné tant de projets (et notamment de projets de palais d'expositions) sans réaliser aucune œuvre, on s'explique la « genèse » du Trocadéro, palais de fiction, songe de pierre, fruit de deux imaginations pittoresques et scientifiques, profondément pénétrées des aspirations, des idées et du savoir de leur temps.

Les pastiches étaient à la mode, et non seulement les pastiches, mais les mélanges de pastiches, les mariages de copies. Charles Garnier, à l'Opéra, venait d'en user avec maëstria. Les architectes du Trocadéro suivirent ce prestigieux exemple. On retrouve dans leur œuvre une anthologie de chefs-d'œuvre. On y retrouve la Giralda, le célèbre minaret de la cathédrale de Séville, les arcs hispano-mauresques, les colonnes trapues de notre onzième siècle, les lits de pierres alternées des églises d'Auvergne, les grottes des parcs italiens. Tout cela se fondait plus ou moins heureusement en une harmonie de tonalité romane, mieux encore romano-arabe ou romano-byzantine. En outre, à l'influence orientale ou médié-

vale, se mêlait un reflet de l'art du Midi, de l'art du Midi contemporain. Marseille, porte de l'Orient, venait d'être dotée par l'Empire de somptueux monuments ; la Cathédrale, due à Vaudoyer, et le Palais de Longchamp d'Espérandieu, conçu avant le Trocadéro, et comme le Trocadéro, pour abriter des collections, pour encadrer un château d'eau et pour couronner un site. L'exemple d'Espérandieu, — joint à la leçon d'Hector Horeau, — fut suivi sur la colline de Chaillot : sans eux, l'œuvre de Davioud et Bourdais ne serait pas, — ou serait autre.

A la science, à l'éclectisme, au jeu des formes diverses, Davioud ajoute l'éclat de l'ornementation, la richesse des matériaux, la polychromie du décor. Encore un trait de son temps : il se conforme à l'enseignement d'Hittorf, au modèle donné par Garnier à l'Opéra, aux idées exprimées par Espérandieu en cette étude intitulée « Le sentiment et l'architecture » qui est une apologie de la coloration des édifices. Briques colorées, briques vernissées, mosaïques et dorures composent une séduisante vision. Elles complètent, elles accentuent l'effet spectaculaire du Trocadéro, son caractère d'architecture décorative et de palais d'exposition. On a contesté la qualité de cette création esthétique. On a parlé d'un mélange de casino, de bazar et de hammam. Reportons-nous donc à l'époque. Voyons surgir le jeune palais, au soleil de 1878, au cœur de cette Exposition dont il était le roi. Ses formes hardies et variées, ses couleurs neuves et radieuses répondaient à l'universel désir d'allégresse et de gaieté. Lorsqu'il apparut, couronné d'étendards tricolores, parmi les parterres de verdure, les blanches statues, les eaux bondissantes, les Parisiens, qui venaient de voir flamber tant de trésors d'art et d'histoire, et qui conservaient parmi eux les pierres calcinées des sombres jours, goûtèrent une joie nationale : ils éprouvèrent un sentiment de beauté et de fierté.

L'ARCHITECTURE RATIONNELLE

C'est un des thèmes les plus fréquents dans la littérature artistique de 1878 que l'antithèse de ces deux monuments bien caractéristiques des goûts et des besoins du temps : la gare, symbole de l'activité économique et de la vie

laborieuse ; le théâtre, palais du loisir et du plaisir. Nous ne commettrons pas l'impertinence de prétendre que les architectes de l'époque, obsédés par ces deux visions, ont souvent mêlé l'une et l'autre : bien que l'Opéra de Garnier, envisagé en perspective, semble parfois comme une réédition de la gare du Nord d'Hittorf ! La gare et le théâtre se retrouvent, juxtaposés et transposés, en 1878 : le Trocadéro est une salle de spectacle, et lui-même est un spectacle ; la gare, conçue avant tout comme un vaste hall métallique, reparaît, de l'autre côté de la Seine, dans le palais du Champ de Mars.

Cet édifice était dû à l'architecte Hardy. Son emplacement, ses matériaux, — le verre et la fonte, — étaient les mêmes qu'en 1867. Mais le nouveau bâtiment marquait, par rapport à celui de la précédente Exposition, un important progrès technique. Un éminent ingénieur, de Dion, ancien collaborateur de Flachat, venait d'accomplir une série d'études et de calculs sur les poutres et les charpentes métalliques : Krantz le chargea de les appliquer au « Palais de l'Industrie » de 1878. De Dion y installa donc ces *fermes continues* qui, donnant aux édifices un caractère plus rationnel et plus homogène, procurant à l'industrie des facilités nouvelles, portent légitimement son nom. Grâce aux fermes de Dion, le Palais du Champ de Mars reste une date dans l'histoire de cette construction métallique qui a été, pendant cinquante ans, liée au destin des Expositions. Étape nécessaire et féconde entre la construction telle que l'avaient connue les générations précédentes, la construction des usines, machines et chemins de fer, encore statique, asservie à la pesanteur, fortement appliquée au sol, et la construction libérée de la Tour Eiffel, de l'automobile, — où nous retrouvons de Dion, — et de l'aéroplane.

Le nouveau Palais de l'Industrie présentait une série de dispositions qui le distinguaient de ses devanciers. Son plan formait un rectangle coupé de voies verticales et horizontales entrecroisées qui lui donnaient l'aspect d'un damier ou d'une table de Pythagore. Les deux modes de classement habituels se trouvaient ainsi combinés : les allées perpendiculaires à la Seine marquaient une division par produits ; les parallèles, une division par contrées. Au centre, avait été aménagée, du fleuve à l'École militaire, une large avenue découverte,

la rue des Nations, où chaque État exposant était représenté par une façade : idée neuve et originale, due au commissaire des Sections étrangères, Georges Berger. Une ample galerie d'entrée, érigée parallèlement à la Seine, servait de vestibule d'honneur. Sa façade était formée d'une grande verrière que divisaient et décoraient trois pavillons surmontés de coupoles et vingt-deux pylônes portant les statues des nations. L'édifice, par sa sobre harmonie, par sa discrète élégance, plut aux imaginations. Il donnait une sorte de réplique aux splendeurs du Trocadéro. Il représentait le labeur humain, son effort muet, sa richesse cachée en face de la construction folle et légère qui semblait vouloir s'élancer à la conquête du ciel : la gare, en face du théâtre ; l'industrie, en présence de l'art ; la prose, devant la poésie ; ou, à côté de Don Quichotte, le sage et lourd Sancho Pança.

L'éclectisme décoratif et la construction métallique, la gare en face de l'Opéra, cette formule suffit-elle à rendre compte de l'architecture de 1878 ? En fait, une troisième tendance avait sa place à l'Exposition : le rationalisme, né de l'étude approfondie des monuments historiques, incarné par un authentique chef d'école, Viollet-le-Duc. Le rationalisme conseillait l'appropriation de l'édifice à sa fin, l'adaptation du plan au terrain, la correspondance de la façade et de la distribution intérieure. L'influence de Viollet-le-Duc était prédominante, prépondérante en 1878. Les auteurs du Trocadéro eux-mêmes entendaient s'y rattacher. Leurs plans lui avaient été soumis, et avaient reçu son approbation. Un brillant architecte de l'époque, Paul Sédille, félicite le Trocadéro d'observer « des principes immuables de vérité et de logique..., d'accuser... franchement au dehors ses formes intérieures et (de) se parer, dans toutes ses parties, de sa construction même sincèrement mise en honneur ». L'œuvre de Davioud et Bourdais apparaissait donc, en 1878, comme une victoire du rationalisme. Ainsi passe la gloire de ce monde !... On savait certes que le Trocadéro valait par la franchise de la construction, par l'habile utilisation du terrain, par le parti des tours et des longues galeries, d'où la vue embrassait Paris et l'Exposition entière. Mais qui donc aurait songé, en présence du palais si décrié de ces dernières années, à célébrer sa « logique », à vanter sa « vérité » ?

Ces mérites apparaissaient plus sûrement dans les créations de Sédille lui-même : dans son pavillon du Creusot, dans la porte monumentale du pavillon des Beaux-Arts. Ainsi préludait-il, dès 1878, avec goût et avec science, à son œuvre la plus importante, le « Printemps » (1884). Là, pour la première fois peut-être dans l'histoire des grands magasins, les deux qualités essentielles du commerce parisien de la « nouveauté » et de l'élégance, — le sens de l'organisation, l'accueil avenant et affable, — se traduisent par ces traits extérieurs, une ossature simple et robuste, un visage aimable et riant. Ces caractères distinguent encore, en 1878, le Pavillon de la Ville de Paris, dû à Bouvard, mais directement inspiré de Viollet-le-Duc, « résumé de l'Exposition », dit le critique Villetard. Ce pavillon formait, par la netteté vigoureuse et originale du parti, par l'utilisation loyale du fer, par l'heureux emploi des matériaux polychromes, une vivante synthèse des principales innovations de 1878, un alliage de la technique industrielle, qui triomphait au Champ de Mars, et de l'architecture décorative du Trocadéro.

ART OFFICIEL ET ART VIVANT

A côté de ce grand effort, de cette grande réalisation architecturale, les arts plastiques, malgré la quantité, font assez modeste figure. Les sculptures, les peintures peuplaient littéralement l'Exposition ; les catalogues sont remplis d'interminables énumérations : presque aucune œuvre ne surnage. Le Trocadéro comportait une abondante décoration sculptée : les statues des six parties du monde, qui dominaient la cascade, les quatre animaux de bronze, qui entouraient les bassins. Parmi ces derniers, deux surtout retinrent l'attention : le *Bœuf*, de Cain, par son large réalisme, et l'*Éléphant pris au piège*, de Frémiet, par l'originalité de l'interprétation, par la stylisation de la forme. Ailleurs, triomphèrent les estimables représentants de notre école de sculpture : Falguière, auteur de la Fontaine du Trocadéro ; Mercié, avec son *Gloria Victis*, sa *Renommée* et ce *Génie des Arts*, destiné à remplacer, à l'un des guichets du Louvre, le *Napoléon III* de Barye ; Paul Dubois, l'artiste le plus ferme et le plus vigoureux de ce groupe, avec son *Petit chanteur florentin* et son *Tombeau de*

Lamoricière. A Dubois et à Mercié, ainsi qu'à l'honnête Hiolle, vont les trois grandes médailles.

Ces statues plaisaient par l'intérêt spirituel ou sentimental du sujet, par la forme stricte et précise qu'avaient su leur donner leurs auteurs, dociles élèves des grands Florentins. Peu d'entre elles s'imposent pourtant par la puissance de la pensée, par la largeur de la construction, par l'ampleur décorative. La sculpture de 1878 est le plus souvent indépendante de l'architecture ou juxtaposée à l'architecture : par le souci de l'anecdote, de l'agrément et de l'effet, elle s'apparente à la peinture. Surtout, elle tend vers l'objet d'art. Amenuisée, rapetissée, conçue, — même lorsqu'elle est de grande dimension, — comme une pièce de surtout ou comme un bibelot de salon, elle appelle le « bronze d'art ». Bien des œuvres, sous l'or fâcheux dont elles resplendissaient à l'Exposition, avaient l'air, suivant le mot d'un critique, « de sujets de pendules commandés pour le salon fastueux d'un dentiste du nouveau continent... »

En tout cela, point de génie. Pourtant, la flamme ne s'éteint pas. A peine Barye, Carpeaux ont-ils succombé, qu'elle vient habiter, animer le cœur ardent d'un maître jeune. Auguste Rodin crée déjà... Il a modelé l'*Homme au nez cassé*, et l'*Age d'airain*, qui a soulevé l'an passé de si vives polémiques. Seul, en sa nudité splendide, Rodin hardiment va de l'avant, précurseur d'un nouvel art, pareil à son *Homme qui marche*, à ce *Saint Jean-Baptiste dans le désert*, annonciateur d'un âge qui vient.

Ce nouvel art était né déjà. Mais on ne voulait pas le connaître. Plus encore que la sculpture, la peinture officielle de 1878 appelle quelques sévères observations. Quels sont les principaux médaillés ? François, le paysagiste, reflet de Rousseau et de Corot, et Bouguereau, auteur de *Flore et Zéphire*, de plusieurs Vierges douloureuses, et du *Portrait de M. Boucicaut*, son ami et son mécène. Parfait accord de l'artiste et de la société qu'il incarne. Du fondateur de grand magasin, du marchand millionnaire, et du peintre, — de son peintre, — lequel est le bourgeois le plus bourgeois ? Autour d'eux, se groupe la cohorte des médaillés, des hors-concours, des membres du Jury de l'Exposition, super-salon. Voici Bonnat, Hébert, Robert-Fleury, Jean-Paul Laurens, Carolus-

Duran, Élie Delaunay, fabricants et marchands de portraits, de toiles d'histoire et de genre ; voici les peintres militaires, Detaille, Alphonse de Neuville, attachés à la satisfaction et l'exploitation de la sensibilité nationale. Voici Bastien-Lepage, dont *les Foins*, parmi cette vaste exhibition épique, historique et mondaine, semblent un miracle de vérité...

A côté de cette peinture à la fois stérile et féconde, prolifique et épuisée, l'art réel éclate et triomphe. Contraste d'une chambre de malade où, derrière les persiennes closes, agonise un être anémié, — et d'un matin plein de soleil ! La peinture impressionniste, qui vient de naître, rayonne déjà d'une éblouissante lumière. L'« Impression », de Monet, est de 1874. La première Exposition de Durand-Ruel, de 1877. Manet, le seul indépendant qui eût conservé, avec la passion des musées, la nostalgie des salons, a commis l'erreur d'envoyer des toiles au Champ de Mars : ses tableaux sont, très logiquement et naturellement, refusés à l'Exposition universelle. Il songe un instant à faire, comme en 1867, une présentation particulière : il y renonce. Quant à Monet, Renoir, Degas, Cézanne, jeunes gloires de la France artistique, ils se tiennent résolument en dehors de l'Exposition. Plus de fiers tournois esthétiques, comme au temps des premiers Delacroix. Plus de vigoureux pugilats, comme au temps des premiers Courbet. Deux arts français sont constitués. Ils ne s'opposent pas : ils s'ignorent. La situation est nette. Le divorce est prononcé.

UNE EXPOSITION HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE

Aussi bien ne faut-il pas chercher dans les arts plastiques la véritable esthétique de 1878. On la rencontre bien davantage dans ces arts « appliqués » ou « industriels », ou « décoratifs » qui continuent et prolongent l'architecture et qui, plus que la peinture, plus même que la sculpture, gardent un contact direct, un contact étroit avec la vie.

L'art décoratif est l'expression du goût. Et 1878, comme toutes les expositions universelles, marque nécessairement une étape du goût. Il se manifeste à cette date, comme en 1867, — n'est-ce pas une sorte de « constante » du XIXe siècle français ? — par la mode historique et par la mode géographique. Mais, tandis que l'âge précédent avait particulière-

ment goûté l'Orient et s'était épris de l'antique, la génération de 1878 cultive le Moyen Age et s'enflamme pour l'Extrême-Orient.

Aujourd'hui, une Exposition est généralement conçue comme un panorama du présent, et même comme une vue de l'avenir. Elle vaut ce que valent les innovations qu'elle apporte, les actualités qu'elle révèle. Si parfois elle enferme des éléments archéologiques ou historiques, elle veut être, et elle est d'abord, l'expression, l'image de son temps. Il n'en était pas absolument ainsi au siècle dernier : la « partie noble » d'une Exposition était la « rétrospective ». On n'imaginait guère qu'elle pût être, sauf dans l'ordre scientifique et technique, orientée vers le présent et l'avenir. Une Exposition était conçue comme une vaste fresque de l'histoire humaine, comme une machine à explorer le passé.

Tel fut le sens de l' « Exposition de l'art ancien » qui occupait les deux ailes du Trocadéro. On avait entendu refaire, et magnifiquement refait, l'Exposition d' « Histoire du Travail », gloire de 1867. L'étranger, la province, les collections privées se dessaisirent volontiers. C'était l'âge d'or des amateurs. Grâce à leur concours put s'accomplir de nouveau un prestigieux rassemblement. Comme toujours, certaines techniques, certaines époques furent spécialement mises en lumière. De l'Exposition de 1878, se détachèrent, par une différenciation toute naturelle, les Musées d'Extrême-Orient, le Musée d'Ethnographie, et le Musée de Sculpture comparée, né en 1882, qui a porté jusqu'à nos jours l'âme, la flamme de Viollet-le-Duc. Le Trocadéro de 1878 illustre ainsi la double formule qui résume la philosophie, — l'une des philosophies ! — des expositions universelles. Ne pourrait-on dire en effet qu'une Exposition, c'est un Musée qui se crée ; qu'un Musée, c'est une Exposition qui dure, une Exposition continuée ?

L'Exposition historique se doublait d'une Exposition géographique, d'une ampleur, d'une couleur encore inusitées. La rue des Nations, au Champ de Mars, présentait une série de façades illustrant les traditions artistiques de la plupart des États. Du pavillon du prince de Galles au couvent portugais de Belem, du palais belge, inspiré des splendeurs de la Renaissance anversoise, à la façade russe, à la construction mexicaine, aux habitations de la Chine et du Japon, l'ensemble

formait une sorte d'album de voyages, d'atlas pittoresque, de tour du monde en raccourci. Tableau de la terre, qui doublait l'Exposition du Trocadéro, panorama de l'humanité.

Ainsi se définit le goût, c'est-à-dire le sentiment, l'intelligence esthétiques de 1878. Issu du romantisme littéraire et du relativisme philosophique, il prise tous les aspects divers de la nature et de la civilisation, il comprend tous les paysages, il s'éprend de tous les visages. La science, l'intelligence l'emportent sur la sensibilité, sur l'imagination, sur les facultés créatrices. On l'entrevoit au Trocadéro. On s'en persuade partout ailleurs. L'Exposition rappelle cette Villa d'Hadrien dont les jardins enfermaient des réductions du temple de Sérapis, du Pœcile, du Prytanée, de toutes les « curiosités » antiques. Villa évoquée par Renan, dans son livre de *l'Église chrétienne*, en 1879. Renan, la « curiosité » faite homme ! L'intelligence la plus pénétrante, la plus brillante de l'époque ! Il est admis à l'Académie le 13 juin 1878 : c'est « l'élection de l'Exposition ».

JAPONISME

Parmi les nations représentées, deux apportaient un élément absolument neuf et original. La Chine et surtout le Japon, dont aux précédentes Expositions la participation avait été assez réduite, figuraient en 1878 avec un singulier éclat. La Chine, depuis la campagne de 1860, s'ouvrait de plus en plus aux Européens. Le Japon, depuis la révolution de 1868, multipliait ses contacts avec les nations occidentales. L'expansion française, enfin, se portait de plus en plus vers les terres jaunes, et il en allait résulter la conquête de l'Empire indochinois. L'Extrême-Orient fut donc la grande découverte de 1878 : l'Exposition apparut comme un prodigieux, un prestigieux voyage en Asie.

De toutes ces révélations, la plus significative, la plus suggestive est celle de l'art japonais. Découverte préparée déjà par une série de précurseurs, — marchands, collectionneurs, critiques, — tous hommes de savoir et de goût. Depuis dix ou quinze ans, les amateurs, un Burty, un Bing, un Louis Gonse, s'entourent de meubles et de bibelots qui charment par leur exquise étrangeté. Dans l'œuvre de Manet, Zola est

représenté à côté d'un dessin d'Outamaro ; Nina de Callias surgit au milieu des éventails. Enfin et surtout, les Goncourt se font les apôtres de l'art japonais. Par eux, il se relie à ces peintres et graveurs du XVIIIe siècle qui regagnent alors les sympathies et les admirations de tous, un Watteau, un Eisen, un Saint-Aubin ; à l'art moderne aussi, à cette « écriture », à ce sens « artiste » que les auteurs de *Renée Mauperin* et de *Manette Salomon* incarnent eux-mêmes avec tant de subtilité, de finesse et de raffinement. Leur influence naturalise, familiarise l'art japonais à Paris. Bienfait sans prix ! En cette France où l'art ne tendait plus guère que vers le colossal et le luxe, où le style et le goût demeuraient lettre morte, c'est l'essence de l'art, — le goût et le style, — que le Japon nous restitue.

Le Japon était plusieurs fois présent à l'Exposition. Il figurait dans la rue des Nations. Il figurait encore au Trocadéro. Dans les jardins, une petite ferme avait été aménagée, légère construction de bambou, environnée de fleurs et d'oiseaux. A l'intérieur, quelques graves personnages accomplissaient les rites de la cérémonie du thé. Paris goûta le charme frais de tant d'agreste rusticité. Il admira la dignité de cette vie quotidienne empreinte de tant de distinction naturelle. Il s'enthousiasma surtout pour les objets d'art assemblés dans les galeries du Trocadéro, pour ces pièces de la Chine et du Japon qui connaissaient bien depuis une dizaine d'années la faveur des raffinés, mais qui n'avaient pas encore conquis le cœur et l'esprit de la foule. Il goûta les vases diaprés, les bouddhas grimaçants et graves, les soies brodées d'oiseaux, de fleurs et de dragons terrifiants et amusants, les *inros* éblouissants de laque, les *netskés* d'ivoire ciselé. Une mode naquit, le « japonisme », qui, enregistrée, cultivée et perpétuée par des musées (le Musée indochinois du Trocadéro est né en 1877 ; le Musée Guimet est fondé à Lyon en 1878, transféré à Paris en 1883 ; l'Hôtel Cernuschi est installé et ouvert au public dès 1875), exerça une profonde action sur l'évolution de l'art.

Il ne nous appartient pas de rappeler tout ce dont l'art français, et d'abord l'art impressionniste, est redevable au génie nippon. La liberté des estampes japonaises, la franchise et la nouveauté de la vision ; la concision du dessin, ramené

à une synthèse elliptique ; l'indépendance, l'originalité et parfois la singularité de la mise en page ; l'indifférence au clair-obscur, la fraîcheur exquise du ton ; par-dessus tout, le tendre respect de la nature, le sentiment vrai de la montagne ou de la mer, de l'arbre ou de l'étang, du champ de neige sous l'astre rouge, d'une branche de fleurs dans un ciel de printemps, toutes ces vertus du Soleil levant reparaissent chez un Monet, chez un Renoir, chez un Degas, au cœur de cet autre soleil levant : la jeune peinture impressionniste. Cet Orient qui, à tant de reprises déjà, était venu ressusciter ou exciter l'art de chez nous, sa mission n'est pas achevée. Il reparaît sous sa forme extrême, sous la forme du « japonisme », pour ranimer et rallumer la palette française.

Là ne se borne pas son action. Le Japon est le principe, ou l'un des principes, du renouveau de notre art décoratif. L'art décoratif présente en 1878 les mêmes traits qu'aux précédentes Expositions : un admirable savoir technique, une parfaite science de l'ébénisterie et des autres arts et métiers du mobilier et du décor ; mais aussi le défaut d'imagination créatrice, l'appel à tous les styles du passé, le goût excessif des riches matières, des ébènes, des marbres et des bronzes, des tapis et des tapisseries, des fioritures, des bibelots, du bric-à-brac, du falbalas. Dans ces intérieurs étoffés et étouffés, où règne une pesante richesse, pas de lumière, pas de gaieté.

Contre ce despotisme accablant, la génération de 1878 a tenté de réagir, et elle a trouvé dans le Japon un appui et un allié. L'Exposition a puissamment contribué à cet effort : elle lui a donné une ampleur, une diffusion inattendues. Au Champ de Mars, au Trocadéro, deux faits apparaissent en pleine lumière : l'invasion de la polychromie, le développement de la céramique.

CÉRAMIQUE ET POLYCHROMIE

Dans cette Exposition où régnaient l'objet d'art, la curiosité, le bibelot, la céramique faisait prime. La céramique ancienne d'abord, faïences de Delft ou de Rouen, faïences persanes ou hispano-mauresques, sans parler de l'Extrême-Orient. Mais aussi la porcelaine, la faïence, l'émail de fabrication moderne. Les productions anglaises furent extrême-

ment goûtées. Mais on admira l'effort français, le savoir de nos techniciens, les applications de la céramique à la décoration architecturale. Davioud, Hardy, Sédille avaient fait, pour l'ornementation des frises, des chambranles et linteaux des portes, et parfois de murs tout entiers, une large consommation de plaques ou de panneaux de céramique. Un peu partout s'étalaient des paysages, des personnages, des oiseaux, des fleurs, des rinceaux, tout un monde émaillé ou vernissé, toute une humanité, toute une nature d'un superficiel éclat. On croyait atteindre par là une sorte de renouveau du cadre de la vie. Il n'en était nullement ainsi : aucun effort n'avait encore été tenté dans le domaine des formes. Le goût de 1878 se porte uniquement vers l'extérieur, le vêtement ou le revêtement, la matière.

Vers la matière et la couleur. Et, en effet, l'architecture, depuis plusieurs années, se détourne de la pierre nue, de l'uniformité classique. Elle se plaît à jeter, sur les murs et sur les façades, une riante polychromie. Que la construction demeure fidèle aux principes traditionnels ou qu'elle accepte les modernes disciplines, elle éprouve le même besoin de séduire et de sourire. Elle emploie plus largement que par le passé les divers procédés de la céramique. Elle fait appel à l'art musulman, à l'art antique, à l'Orient, au Japon. Dans la louable tentative de renouvellement du décor qui caractérise l'Exposition de 1878, ces trois termes, — polychromie, céramique, Asie, — apparaissent intimement, étroitement associés.

UNE ANNÉE PRIVILÉGIÉE

L'Exposition de 1878 s'est longtemps survécue à elle-même, grâce à ce Trocadéro qui gardait parmi nous le charme trompeur d'une fausse jeunesse. Rien ne subsiste plus aujourd'hui de sa réalité corporelle, et elle a rejoint dans le passé 1867 et 1855. Elle demeurera pourtant dans l'histoire, dans l'évolution de notre art. Elle vivra par ses musées, par cette cité de musées, groupés au Trocadéro, qu'elle a créée ou préparée, qui a si puissamment contribué à la connaissance historique et géographique de l'art, et que 1937 va conserver et développer. Elle a marqué un réel progrès dans l'ordre de la construction industrielle, de la recherche technique. Sur-

tout, elle représente un acte de foi dans les destinées de l'art français ; elle fait présager la fin prochaine de la stagnation et la reprise du mouvement ; elle permet à nos créateurs, à nos artisans, à nos artistes d'exprimer leur science et leur talent ; par l'élan de son architecture, par la gaieté de ses couleurs, elle illustre le relèvement, le redressement national, la résurrection de l'orgueil français.

Mais ce réveil et cet essor gardent une timide hardiesse. La République de 1878 demeure une République conservatrice, qui se tient à l'écart des questions internationales et des questions sociales, une République du bas de laine, une République-fourmi, pour qui le dernier mot du progrès se résume dans l'école professionnelle et dans un plan de travaux publics. La République, au cours des années suivantes, s'affirmera, s'affichera bien davantage ; elle se répandra sur la planète ; elle entendra faire passer du ciel sur la terre les principes de son idéologie. Mais le septennat du Maréchal demeure un régime intermédiaire entre la monarchie défunte et la démocratie qui se lève. L'Exposition, dans tous les domaines, illustre cette heure de transition : entre l'expérience qui commence et le passé qui s'évanouit, elle représente un compromis, mais aussi une sorte de synthèse, d'harmonie et de fusion. Peut-être l'équilibre va-t-il se rompre au cours des années qui viennent. En 1878, il existe ; il est le fait capital de cette année privilégiée ; et l'on pourrait imaginer, à la manière de France et de Renan, le dialogue en versets alternés de ces deux palais qui se font face : le Trocadéro, image des arts du passé, résumé des civilisations éteintes, fruit des siècles abolis, et la puissante, la massive, la solide halle du Champ de Mars, évocatrice des foules laborieuses, annonciatrice d'un âge mathématique, mécanique, économique, symbole de la démocratie, messagère du temps qui vient...

RAYMOND ISAY.

ESSAIS ET NOTICES

LA VIE BRÈVE D'UNE ÉCOLE D'ÉTAT

Au moment où l'on projette de ressusciter une École d'État qui, depuis soixante-cinq ans, a été très heureusement et très complètement remplacée par l'initiative privée, il peut y avoir quelque intérêt à faire connaître sous sa forme vivante et telle qu'elle apparut aux contemporains cette ancienne création dont tous les membres ont successivement disparu, entraînant son souvenir même dans l'oubli. C'est ce que des papiers de famille, complétant les dossiers des Archives (1), vont me permettre d'essayer.

La République de 1848, qui crut pouvoir s'enorgueillir de tant d'initiatives hardies pour amener rapidement un tel désordre, avait, dès ses débuts, repris et réalisé une idée juste, qu'elle empruntait d'ailleurs aux gouvernements précédents, de Napoléon à Louis-Philippe, mais que l'un de ses premiers soins fut de mettre sur pied. Elle pensa qu'il serait bon de former les fonctionnaires administratifs dans une école spéciale comme on le faisait déjà pour les ingénieurs, les professeurs et les officiers, aux écoles Polytechnique, Normale ou de Saint-Cyr. A cette époque, on était hanté par le souvenir des conventionnels et l'on voulait à leur exemple prendre le plus vite possible beaucoup de décisions éclatantes qui feraient époque dans l'histoire. A peine quinze jours s'étaient écoulés depuis la Révolution du 24 février quand, le 8 mars 1848, un décret pris sur la proposition d'Hippolyte

(1) F[17] 4142 à 4145[2].

Carnot, « ministre provisoire de l'Instruction publique », fonda à Paris une « École d'administration », destinée, dans l'esprit de ses promoteurs, à fournir une élite pour le Conseil d'État, les administrations préfectorales, les finances publiques, les contributions directes et l'enregistrement. Un mois plus tard, un second décret du 7 avril 1848 rattacha cette école au Collège de France, où furent fondés à cet effet les cours nécessaires : droit public, droit international, droit privé, droit criminel, économie générale et statistique de la population, de l'agriculture, des mines, des travaux publics, des finances, droit administratif, histoire des institutions administratives françaises, etc. Le titre exact attribué aux élèves devait être celui d'« élève de l'École d'administration du Collège de France ».

En même temps, il fut annoncé que les examens commenceraient le 6 mai dans toutes les Facultés de France par un examen préparatoire, aussitôt suivi d'un examen définitif. Les candidats devaient avoir de dix-huit à vingt-deux ans et l'on n'exigeait d'eux aucun diplôme antérieur.

Comme on le conçoit aisément, l'annonce de cette fondation rencontra un grand succès dans la jeunesse bourgeoise désorientée par l'imprévu et la violence croissante des événements, et les candidats affluèrent. Il y en eut exactement 613 d'inscrits pour 150 places offertes. Notamment, beaucoup de ceux qu'avaient séduits précédemment le tricorne, le manteau espagnol et l'épée des polytechniciens, si populaires à cette époque, se précipitèrent vers ce débouché nouveau.

Il avait été décidé que les examens écrits comporteraient deux compositions de deux heures chacune, l'une sur un sujet d'histoire de France tiré au sort, l'autre sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle. Les candidats devaient en outre exécuter un dessin. Les épreuves orales comportaient ; philosophie, histoire littéraire, art d'écrire et mathématiques, plus, à volonté, langues étrangères pouvant donner seulement des points supplémentaires. Le niveau des questions posées ne dépassait guère celui du baccalauréat.

On avait cependant choisi des examinateurs éminents. Le jury d'admission, présidé par Jean Reynaud, comptait Jean-Jacques Ampère, de Sénarmont et Victor Duruy, avec des répétiteurs de l'École polytechnique et des professeurs

à l'École de droit. On avait même, comme le montre une feuille restée dans les dossiers, songé à Sainte-Beuve, Wallon, Jules Simon, Gérusez, Egger et Souvestre.

Aussitôt la liste de classement promulguée, les cours commencèrent. Ils avaient lieu le matin à l'École normale, parfois, suivant le caprice d'un professeur trop zélé, plus tôt que les élèves ne l'eussent désiré, dès sept heures du matin. Après quoi, l'on se rendait, pour les travaux de l'après-midi et les conférences du soir, dans les bâtiments spécialement affectés à l'École, au collège du Plessis. Ce collège, précédemment occupé par l'École normale supérieure jusqu'à son transfert rue d'Ulm, en 1846, se trouvait rue Saint-Jacques, au-dessous du lycée Louis-le-Grand, au nord du cimetière Saint-Benoît, qui le séparait seul du Collège de France.

Là, les élèves étaient répartis par salles qui élisaient des délégués chargés de défendre leurs intérêts. En attendant que la question de l'internat eût été résolue, ils quittaient l'école le soir pour aller coucher à l'hôtel ou dans leur famille. Ils avaient adopté l'habitude polytechnique (et républicaine) du tutoiement et rêvaient d'avoir eux aussi un uniforme avec une épée.

Les matières de l'enseignement étaient extrêmement nombreuses et ne craignaient pas d'aborder même la science et la technique : économie agricole, économie industrielle, économie des mines et forêts, administration française, travaux publics, anthropologie et hygiène publique, chimie, zoologie, géologie, etc. La commission qui avait dressé le plan d'études comprenait des hommes de premier plan tels que le fameux Le Play, Duhamel, Sénarmont et Guigniaut, et il y avait, en outre, un comité de perfectionnement dans lequel on retrouvait, avec quelques-uns des mêmes noms, le directeur Blanche et le professeur Boulatignier. Pratiquement, comme il arrive souvent quand on veut aboutir, la commission s'était concrétisée dans un homme, le sous-secrétaire d'État Jean Reynaud, l'auteur de *Terre et Ciel*, ingénieur des mines comme Sénarmont et Le Play. Ces polytechniciens s'étaient trouvés facilement d'accord avec le ministre, fils et frère des deux grands Carnot, l'organisateur de la victoire et le fondateur de la thermodynamique, pour calquer le plus possible l'école nouvelle sur sa sœur aînée de la rue Descartes comme

système d'examens, organisation du travail, régime intérieur, etc.

Le directeur choisi pour l'École était Alfred Blanche, un Rouennais de quarante-deux ans, qui devait plus tard devenir ministre de l'Instruction publique et conseiller d'État. On avait puisé les maîtres dans le Conseil d'État et l'École de droit, comme il était tout indiqué, mais, en même temps, dans l'Institut, les Écoles savantes, etc., et bien des noms retentissants apparaissent sur la liste ; mais, pour une raison ou pour une autre, plus d'un parmi eux paraît avoir donné peu de présence effective. C'est ainsi que les membres du gouvernement provisoire s'étaient réservé personnellement des chaires pour montrer la haute importance attachée par eux à leur création, et, par exemple, Armand Marrast était censé devoir professer le droit civil, dont le titulaire effectif fut Chambellan avec, pour maître de conférences, Rapetti. De même, le droit administratif appartenait à Cormenin ; mais le professeur réel fut Boulatignier, représentant de la Manche et futur président de section au Conseil d'État, un des maîtres dont les élèves apprécièrent le plus la remarquable lucidité et la durable sollicitude. Des conférences de ce cours étaient présidées par le directeur Alfred Blanche et par Lamache, un disciple de Le Play. Le droit criminel devait être professé par Hélie, qui ne put le commencer. Un cours d'histoire naturelle, attribué à Duvernoy et à Decaisne (de l'Académie des Sciences), était surtout complété par le maître de conférences Focillon. Le grand géologue Élie de Beaumont, également de l'Académie des Sciences, était aidé dans l'enseignement de la minéralogie par Charles Sainte-Claire Deville. Sans dresser une liste qui apparaîtrait vite fastidieuse avec la faculté qu'ont les hommes d'oublier leurs illustrations de la veille, citons encore le cours de chimie par Pelouze, autre académicien, aidé par Gélis ; un cours de mathématiques, réduit en fait à l'arithmétique, par un normalien, Vieille ; des cours de langues vivantes, etc.

* * *

L'École semblait appelée à une belle destinée. Mais, née dans une époque de troubles persistants, où il lui aurait fallu du moins le temps de s'établir et de se tasser, elle ne devait

pas tarder à en subir le contre-coup. Au début, on avait été au plus pressé, chacun y mettant du sien avec le grand désir d'aboutir, et c'est ainsi que les fonctions commencèrent toutes par être remplies gratuitement et les cours faits sans aucun matériel. L'École n'avait pas de budget, elle n'en eut un de 20 000 francs qu'au bout d'un an, et c'est à peine si elle possédait une existence légale. Aucune des décisions essentielles n'avait été prise. On ne savait même pas si les élèves resteraient externes, s'ils payeraient une pension, et surtout si leur diplôme de sortie leur donnerait, comme ils y comptaient bien, un droit absolu à une fonction d'État. Le programme des cours restait également un peu vague et tous ceux que l'on avait prévus n'étaient pas effectivement professés. Mais ces défauts auraient disparu assez rapidement si le régime politique avait eu quelque stabilité. Au contraire, l'incohérence d'un gouvernement socialiste, qui ne reculait devant aucune aventure et devant aucun arbitraire, n'eut, comme on le sait, besoin que de quelques mois pour amener une complète désorganisation du pays : dès le 28 février, création des ateliers nationaux destinés à réduire le chômage, dont le résultat le plus clair fut de provoquer la guerre civile ; le 9 mars, suspension des paiements en espèces à la Banque de France et recours à l'inflation ; le 17 avril, suppression de l'inamovibilité de la magistrature, etc., et, comme conséquence forcée, disparition de toute confiance, baisse continue des fonds publics avec son cortège de faillites.

Les émeutes sanglantes de juin ayant amené la dictature du général Cavaignac, bientôt suivie par l'ascension rapide de Louis-Napoléon, l'École d'administration, dès qu'elle commença à fonctionner, n'était déjà plus la favorite du premier jour ; une vilaine fée lui avait jeté un mauvais sort, et à peine eut-on applaudi à sa naissance qu'on commença à parler de sa mort. Il lui fallut, dans ces conditions, vivre au jour le jour, et les dossiers poudreux conservés aux Archives montrent assez quel inévitable désordre présida, malgré la bonne volonté et le zèle de tous, à cette improvisation. Les élèves, quelle que fût la belle insouciance de leur âge, se montraient de plus en plus nerveux. Pour se distraire de leurs soucis légitimes, en attendant le vote d'une loi toujours retardée qui consacrerait leur existence, ils s'attachaient,

faute de mieux, à la grande question de savoir quel serait le galbe de leur uniforme et s'il serait prêt pour leur bal ; mais cela ne les empêchait pas de se passionner avec toute la France pour la rivalité du général Cavaignac et du prince Napoléon.

Après avoir passé tout l'été de 1848 sur les bancs, la première promotion subit à la fin de septembre des examens, à la suite desquels elle fut envoyée en vacances du 20 octobre au 1er décembre. A ce moment, elle devait en principe retrouver à l'École une seconde promotion déjà installée. Cette promotion, pour laquelle on avait prévu 150 élèves comme pour la première, avait, en effet, après plusieurs remises, passé ses examens au mois d'octobre : examens moins courus que les premiers, en raison des circonstances. Au lieu de 150 élèves, on n'en reçut que 106. Puis l'on retarda de jour en jour leur rentrée, et c'est en février seulement qu'ils rejoignirent leurs anciens. Mais on eut alors un spectacle que la fin de la Grande Guerre devait nous donner de revoir : celui d'élèves légionnaires venant paisiblement s'asseoir sur les bancs avec un glorieux ruban conquis par leur héroïsme. Les premiers élèves étaient arrivés pleins d'illusions comme leurs parents, venant d'assister à la prise facile des Tuileries et s'étant partagé en riant des lambeaux de velours du trône découpés à coups de sabre. Les seconds, enrôlés dans la garde nationale, avaient dû prendre d'assaut les barricades où se retranchaient les insurgés de juin, et c'est ainsi qu'un garçon à peine majeur, Le Tellier de la Fosse, ayant eu les deux cuisses traversées par un projectile, se présentait à ses maîtres avec un revers épinglé de rouge.

Pendant la fin de l'hiver 1848-1849, l'enseignement continua, tandis que les amis de l'École multipliaient les démarches en sa faveur. Mais, plus le temps passait, moins on gardait d'espoir. Je lis dans une lettre du 26 juin 1849 : « Mardi prochain commencent nos examens. Notre École va bien mal. Personne n'a de cœur à travailler. Tantôt on nous dit que nous n'aurons que quinze jours de vacances ; tantôt que nous ne rentrerons plus. Que faire, que penser, que croire ?... » Et, le 3 juillet : « Je pars dans deux heures pour un examen. J'en ai passé un hier soir. Mais tous les jours de nouvelles inquiétudes !... »

Ce jour-là il s'agissait d'un examen de géologie, pour lequel l'élève, dans les lettres duquel nous puisons, avait eu le souci d'acheter des cailloux et de les étudier, si bien qu'Élie de Beaumont, stupéfait de ne pas le trouver trop ignorant en une matière aussi peu administrative, lui attribua la note 20. Il est curieux de penser que ce même examen dut être passé alors par celui qui, après des vicissitudes nombreuses, devait devenir le grand minéralogiste Fouqué, membre de l'Institut, auquel la *Revue* a dû jadis une belle description de Santorin. Nous ne savons malheureusement pas quelle fut sa note.

Cependant une lettre du même temps revenait sur la question palpitante de l'uniforme : « Je l'ai vu. Il est très joli. Ce qu'il y a de mieux, c'est l'épée et le tricorne. Le pantalon noir à bandes d'or n'est pas très réussi. L'habit est bien. En résumé, c'est un uniforme *soigné*. Il y en a déjà une quinzaine qui se le sont fait faire avant que nous soyons votés. Quand viendra enfin la discussion ?... »

* * *

Une École d'État comptant déjà deux promotions et possédant un uniforme apparaît bien vivante. Elle était cependant condamnée, et les quelques lignes précédentes sont probablement tout ce qui reste de cet uniforme si désiré qui a dû finir chez le fripier sans que personne ait jamais eu le temps de le porter. Le projet de loi, déposé le 31 août précédent et d'abord examiné en commission, était venu en discussion le 22 janvier 1849, en même temps qu'un autre projet destiné à compléter l'enseignement des écoles de droit par des cours de droit public et de droit administratif. Puis il avait été remis pour examen plus approfondi. Un long rapport avait été fait alors par M. Boulatignier pour défendre l'École et réfuter les nombreuses objections qu'on lui adressait. Mais, comme il arrive souvent en politique, on n'avait pendant un an discuté savamment les principes que pour se décider en fin de compte sur des opinions contraires arrêtées dès le début. Le 3 août, la suppression fut demandée ; on la vota le 9 août. L'École d'administration succombait après un an d'existence.

Pourquoi fut-elle alors ainsi brutalement exécutée ? C'est d'abord qu'elle avait contre elle tous ceux qui lui en voulaient de son origine révolutionnaire. Mais, dans le parti

opposé, ceux-là mêmes par lesquels elle aurait dû être soutenue commençaient à s'en défier. Beaucoup d'entre eux s'étaient aperçus, en effet, à la réflexion que le gouvernement allait se trouver lié, dans le recrutement de ses agents, par le résultat de concours où seul le mérite technique serait intervenu, sans qu'on pût tenir compte ni des vues générales, ni du sens critique, ... ni surtout des bonnes opinions conformes au régime du jour. Ils trouvaient aussi son programme trop vaste et trop ambitieux. Ils lui reprochaient enfin de ne s'adresser qu'à de futurs fonctionnaires au lieu de songer en même temps, comme il eût convenu, aux affaires et aux administrations privées.

L'École ayant été fermée, les élèves jetés sur le pavé tentèrent de se placer dans les directions les plus diverses, où nous allons un instant les suivre. Dans cette année de travaux en commun, ils avaient eu le temps de contracter de solides liens d'amitié que resserra l'infortune. Ils fondèrent une association d'anciens élèves qui a fonctionné jusqu'à la disparition du dernier de ses membres, constamment présidée par un des plus marquants, le conseiller d'État Charles Tranchant. Des bulletins annuels, où ont été insérées les notices nécrologiques de tous les élèves, nous permettent d'indiquer en quelques mots ce que le cours de la vie devait faire de ces jeunes gens, parfois avec un imprévu singulier.

On y voit d'abord que, pendant quelques mois, le maître aimé Boulatignier réunit un certain nombre d'entre eux et continua à leur faire des conférences. Plusieurs se préparèrent alors au Conseil d'État, mais pour se heurter à une nouvelle porte close, le concours qui devait donner accès à l'auditorat ayant été brusquement supprimé dès 1849. D'autres furent plus heureux aux Affaires étrangères, où le ministre de Tocqueville, par amitié pour Boulatignier, leur facilita l'entrée. Vint alors « l'opération de police un peu rude » qui remit pour quelques années de l'ordre dans le pays aux dépens de ce qu'on appelait alors la liberté, et, aussitôt après, en février 1852, nous voyons la plupart des élèves casés, non seulement, comme on pouvait s'y attendre, dans les positions administratives auxquelles ils s'étaient destinés, ministères, préfectures, etc., mais aussi dans toutes les grandes écoles, Polytechnique, Saint-Cyr, École des Chartes, École

de médecine, École des mines, École forestière, École normale supérieure, Institut agronomique.

Cette dispersion ne devait que s'accentuer dans la suite et, si nous passons au résultat final, nous voyons que l'École a fourni, outre des magistrats, avocats, conseillers d'État, fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ou de celui des Finances (ces derniers plus rares), un certain nombre de députés et de sénateurs, dont le président Charles Floquet, célèbre par son apostrophe au Tsar, un général, deux membres de l'Académie des Sciences, Fouqué et Dehérain, deux de l'Académie des Inscriptions, Boutaric et Tissot, un des Sciences morales, Léon Aucoc, et, en même temps, deux ambassadeurs, un ministre de Roumanie, le prince Stirbey, deux prêtres, un éditeur, Gauthier-Villars, deux auteurs dramatiques, Amigues et Frédéric Barbier, un fabricant de sucre, le directeur du théâtre des Bouffes, un des fondateurs de la Belle Jardinière, etc. (1).

Pendant tout le second Empire, ces élèves s'attachèrent à entretenir la flamme de leurs traditions sans réussir à la ranimer. Mais la III[e] République vint leur donner la satisfaction de voir leur École renaître sous une forme nouvelle qui, comme son succès croissant l'a prouvé, était peut-être mieux adaptée à sa destination. Je n'ai pas à rappeler ici (2) comment Émile Boutmy créa, après la guerre de 1870, l'École libre des Sciences politiques, dont le premier cours, professé par Hippolyte Carnot, eut lieu le 10 janvier 1872 devant quatre-vingts élèves, dans une modeste salle louée à l'heure et qui, d'agrandissement en agrandissement, en est venue à compter près de seize cents élèves, soit quatre à cinq cents diplômés par an : un dixième devant finir par entrer dans l'Administration, beaucoup allant aux carrières qui dépendent du Palais et le reste aboutissant aux affaires privées, banques, assurances, etc. Peu à peu, il est arrivé que la presque totalité des candidats aux concours des Affaires étrangères, du Conseil d'État, de la Cour des comptes, de l'Inspection des

(1) Les détails à ce sujet ont été groupés par Ch. Tranchant dans « la Préparation aux services publics en France », 1878, et une brochure sur l'École d'administration (1899). — Voir également : Pihoret, *Observations sur l'École d'administration* (1850).

(2) Voir un article d'Eugène d'Eichthal dans la *Revue* du 1[er] décembre 1927.

finances ait trouvé avantage à recevoir son enseignement comme complément d'études antérieures. Mais, sans revenir sur un sujet déjà traité ici, il me sera permis de montrer quels liens étroits attachèrent vite l'École nouvelle à sa sœur disparue. Ce lien, Boutmy voulut aussitôt le souligner en appelant à siéger dans son conseil le vénérable fondateur de l'École d'administration, Hippolyte Carnot, et deux de ses élèves les plus en vue, Aucoc et Tranchant. Quand l'École des Sciences politiques en était encore à ses modestes débuts, deux sénateurs qui tenaient de près à l'École d'administration, Hippolyte Carnot et Charton, avaient, avec l'appui d'une quinzaine de collègues, déposé un projet pour rétablir la forme officielle. Ce projet disparut avec le ministère qui l'encourageait. Puis, en 1892, un ministre ami de la nouvelle École voulut, pour assurer son avenir encore précaire (l'École resta treize ans en déficit), la faire racheter par l'État. Cette idée fut encore abandonnée. Aujourd'hui, on peut dire que l'École nationale de 1848 revit rue Saint-Guillaume et y prospère sous une forme plus souple. Elle s'est adaptée peu à peu aux circonstances et aux besoins, comme il convient en biologie, à un organisme qui veut vivre. Toutes les questions qui avaient été si vivement discutées en 1849 ont été résolues et les plus chauds défenseurs de l'ancienne école nationale seraient heureux de voir ce que le temps, le mérite et l'expérience ont réussi à faire d'elle.

L. de Launay.

HEURES D'AFRIQUE AVEC MUSSOLINI

Un ciel bleu aplati sur une longue côte basse couleur de datte. La sirène a foré l'air limpide. Tournant le dos à l'Europe, voici, creusant la houle tiède, devant Tobrouk (frontière d'Égypte), la *Citta di Genova* avec son étrange cargaison de cervelles, de stylos et machines à écrire.

Sur ce bateau de six mille tonnes, transformé en yacht de la presse internationale, cent cinquante journalistes de tous les poils et couleurs, petite Société des nations en comprimé, accompagnent le chef du gouvernement italien pendant son voyage en Tripolitaine (1).

Faisant coïncider son départ avec les manœuvres navales en Méditerranée, Mussolini a quitté Gaète sur le croiseur *Pola*, avec les ministres Lessona des Colonies, Dino Alfieri de la Presse et Propagande, et Starace, secrétaire général du parti.

Sur la jetée de Tobrouk, feutrée de tapis arabes, nous attendons, piaffants d'impatience, cette exportation de choix, le 12 mars au matin, aux côtés du sympathique condottiere des Atlantiques, le maréchal Balbo, gouverneur de la Libye.

Donc, premier tableau : la rade, puissance calme, silencieuse, où vont aboutir dans quelques instants les manœuvres de trente-sept unités de surface. Au-dessus, dans un vol en cercle, ronronnement d'énormes mouettes argentées : les cinq escadrilles d'aviation arrivées de tous les camps de Libye pour saluer et escorter le Duce.

Deuxième tableau : la ville. Un graphique rectiligne de

(1) Cinq femmes journalistes, dont je suis, ont été invitées avec leurs confrères.

murs encore mouillés qui semblent avoir été blanchis à la minute. Dessus pendent des tapis arabes, et s'étale en longues lettres noires : « Vive le Duce, fondateur de l'Empire ! » Accrochée à tout cela, en ceinture compacte, une population indigène à peau sombre et burnous immaculés. Au delà, cases et avenues encrassées de poussière rose dans laquelle la ville et le désert se fondent dans un éclat de bannières, de lumière et de sonorité.

Soudain, trente et un coups de canon ébranlent l'air, annonçant l'arrivée de Mussolini. Le Duce, très en forme, simple uniforme de caporal bleu gris et bonnet, saute lestement à terre et passe rapidement en revue un bataillon d'Askaris aux pieds nus, à tenue blanche estivale et ceinturés de vives couleurs.

Le Duce monte en avion, avec Balbo, dans le *Ghibli*, avec lequel Balbo escorta Lindbergh. Tous deux pilotent alternativement et atterrissent à Aruséat, suivis de quinze autre avions. Midi... Le drapeau italien monte dans l'air, face à l'Égypte, au-dessus d'un monument en forme de hache. Clairon. Sonnerie aux champs. La première borne kilométrique de la *Litoranea* a été inaugurée...

Et voilà pour la première journée.

LA LITORANEA, ROUTE MUSSOLINI

Cette route que suivent en bolide les journalistes, à la suite du cortège présidentiel, tantôt en auto, tantôt en avion, et qui relie pendant 1 822 kilomètres la frontière tunisienne à l'égyptienne, à travers la Tripolitaine et la Cyrénaïque, est un véritable boulevard italien en Afrique. Elle coûta 153 millions de lire et fut entièrement construite par des ingénieurs italiens et ouvriers italo-arabes, pendant la guerre d'Abyssinie.

Après avoir quitté le littoral steppique, la Litoranea s'enfonce dans le Djebel Akbar et ses fertiles plateaux. Là, traversant les villages modèles de Luigi Razza et ce royaliste Barce qui a un : *Viva il Re !* pour le Duce, nous eûmes le spectacle bucolique et charmant de jeunes paysans en costumes nationaux dansant la « saltarelle » aux sons des tambourins. A Luigi Razza, colonie fasciste, Mussolini

assista à la messe en plein air, au garde à vous une heure durant. Le lendemain, reçu avec autant de manifestations d'enthousiasme et de joie dans le quartier hébraïque de Tripoli, il écouta avec la même attention ravie un rabbin en lévite et curieux bonnet blanc à pompon, lui faisant un long discours. Ce qui est d'une excellente politique.

A trois heures de l'après-midi, nous prenons contact avec Derna, la première oasis de la Cyrénaïque, célèbre pour sa mosquée aux quarante-deux coupoles, ses ruisseaux d'eaux vives et ses vertes bananeraies. Suivant l'exemple de Napoléon au Caire, Mussolini se rend directement à la mosquée à pied, dans le quartier arabe, avant de visiter l'église chrétienne, ou tout autre monument du régime.

LE CAMP DANS LE DÉSERT

Les dernières autos se sont arrêtées au crépuscule. Autour de nous, l'Afrique immense. Une sorte d'océan terrestre fait de courtes vagues de la poussière morte des dunes. Illuminé et d'une blancheur de camphre dans la nuit, un arc triomphal en granit romain symbolise dans cette solitude l'Empire italien et enjambe la Litoranea pour s'ouvrir haut sur le brasillement nocturne des étoiles.

C'est ici le premier contact de Mussolini avec le désert. C'est ici qu'il va dormir sa première nuit sous la tente, après avoir passé seul sous l'arc de triomphe, au soleil couchant...

C'est la nuit. Devant la tente du Duce, les méharistes, statues gigantesques voilées, sur leurs méhara montent la garde d'honneur, tandis que flotte au sommet du mât le *gagliardetto*, fanion bleu roi du Duce, à faisceau d'or.

Sable blond, sable rose ou fauve, partout comme une nappe de douceur, et la mer comme horizon. Voici que commence la nocturne féerie. Des centaines de flammes montent des coupes d'argile rangées autour de l'arc, au ras du sable. Aux lampes-tempête du camp s'ajoutent les innombrables lueurs des torches fumantes jetant leur odeur de résine dans le steppe et brandies par des guerriers arabes dont les camps barbares sont proches, dans l'ombre.

Par milliers, les cavaliers accourent dans leurs flamboyants manteaux et riches harnachements. Pour avoir l'or-

gueil de saluer un soir le grand chef italien et l'espoir d'être remarqué par lui, un guerrier a vendu son dernier lopin de terre. Avec le prix des rudes et longues années de labeur, il s'est acheté une selle somptueuse dont la pourpre et l'argent luisent sous la lune. « Ce jour est l'unique jour que nous ait donné l'histoire, dit-il à Mussolini. Nous sommes tes fils. Où tu iras, nous te suivrons, car nous nous considérons nés d'aujourd'hui seulement. Nous prions Dieu pour ta longue vie, et pour toi prient aussi nos femmes et nos enfants ! »

Et, pour ce seul soir de légende, le ciel et le désert inertes se sont faits soudain vivants. La marée des petites lumières jaunes s'avance, remous toujours plus violent. Les armes étincellent, tournent dans un fol énervement. Les burnous gonflés se déploient, flottent dans le vent salé, tandis que la fantasia ivre des guerriers prend la gloire pour tambourins.

L'ÉPÉE DE L'ISLAM

C'est dans la palmeraie de Bugara, à une trentaine de kilomètres de Tripoli, qu'eut lieu la remise de l'épée de l'Islam à Mussolini.

Entre les dunes fauves écrasées de chaleur, les manteaux écarlates, bleu-pâle, framboise et vert-jade de trois mille cavaliers arabes éclatent comme un bouquet multicolore. Au sommet d'autres dunes, éparpillés au hasard des acacias épineux, à la recherche d'une ombre introuvable, voici les journalistes, la lorgnette déjà collée aux yeux. Derrière nous, la masse serrée des burnous blancs, des visages graves d'Islam aux lèvres murmurantes, et la herse des longues mains brunes levées en prière, frappant l'une contre l'autre.

Dans une atmosphère de fournaise, des mouchoirs flottant sur nos nuques, nous attendons l'arrivée du Duce. Soudain surgissent les pourpres manteaux des zaptiés, sa garde de corps. Et voici Mussolini qui apparaît à cheval, entre les palmes, dans son uniforme gris-bleu de caporal, déjà hâlé sous son calot. Il prend place seul, sur la plus haute dune. Yusef Kerbusc, chef guerrier au profil sombre, aigu, sous son burnous blanc, quittant ses larges étriers d'argent, met pied à terre. Lent et digne, il s'avance vers le chef du gouvernement italien, et, se courbant un peu, lui remet

l'épée symbolique à poignée d'or massif, qui coûta deux millions de lire aux Musulmans de Tripoli.

Dégainant la lame claire et nue, la dressant haut vers le soleil, Mussolini, le menton en bataille, répète par trois fois le farouche cri de guerre des Libyens : *Uled !* Debout sur leurs montures, les trois mille cavaliers clament à leur tour avec violence et ardeur : *Uled ! Uled !*

En ces dunes désertes, ces rites symboliques de l'Islam ont revêtu une austérité toute militaire. Les cavaliers se pressent derrière le Duce qui disparaît suivi d'eux, leurs manteaux aux multiples couleurs traînant entre les palmes comme des ailes d'oiseaux.

Le paradis est à l'ombre des épées, disait Mahomet. C'est pour cela sans doute que le Duce d'Italie, désormais protecteur de l'Islam, a accepté l'épée offerte par les Caramanli, dans les dunes brûlantes adossées à une oasis. A un journaliste étranger qui lui rappelait, le soir même, les paroles de Mahomet, Mussolini, avec son rire sonore et rude, répondit :

— Le paradis ou la paix, à l'ombre des épées, j'accepte !

L'APOTHÉOSE A TRIPOLI

C'est à la nuit que doit se faire l'entrée de Mussolini dans la vieille cité qui abrita tour à tour, dans son château en éperon, corsaires et croisés. Depuis quatre heures de l'après-midi, la ville entière massée sur la place du Château attend derrière le robuste cordon des balillas libyens. Nos coupe-file ne nous permettant plus de circuler, nous nous résignons à griller ou geler tour à tour dans la tribune de la presse, face à celle du corps diplomatique. A côté de nous, sur une immense tour métallique et carrée de 120 mètres de haut, *Dux* flamboie en lettres énormes.

Les voix sonores de l'Italie, mêlées aux rauques clameurs de l'Islam, poussent le même cri obsédant : *Duce ! Duce !* Soixante mille bouches clament ce nom sans arrêt. Partout il s'étale sur les murs de la ville, sur des pancartes, des étendards, et même en papier d'argent sur les flancs velus des haridelles et dromadaires. Les autobus l'ont plaqué à l'arrière de leur voiture. La large place du Castello est un cratère de lumière. Le château s'empourpre ou verdit dans l'ombre,

selon la fantaisie des projecteurs répondant aux navires de guerre en rade. De Tocra, de Barce, de Cyrène, de Bengasi et de Misurata sont venus les colons aux habits de fête, avec leurs roues enguirlandées de fleurs, leurs chariots aux caisses peinturlurées, lourds de gerbes de jolies filles et d'enfants.

Soudain, sous le château, jaillit l'appel des clairons dominant le sourd martèlement du canon. Nouvelle tempête de *Duce !* Et sur l'asphalte tintant débouchent les premiers zaptiés, sabres au clair. Suivent les cavaliers arabes sur leurs chevaux blancs, leurs longues épées au flanc, la torche au poing. Par étapes brûlantes, ils sont arrivés de mille kilomètres dans le sud.

Un prestigieux cortège au ralenti s'avance maintenant. Au milieu de guerriers pourpres et de son état-major bleu et or, Mussolini paraît en bleu gris, le menton haut levé, encadré de deux zaptiés portant les faisceaux des licteurs. Et le cri de *Duce !* qui s'échappe de toutes les poitrines au milieu des mains levées, des drapeaux agités et du remous des bannières de l'Islam est si violent, si sincère, qu'on le sent une ardeur, un élan, une prière...

Maintenant, voici les spahis qui suivent sur leurs petits chevaux bruns. Burnous noirs, burnous blancs. Mystérieux et austères passent, lentement, les Touareg voilés, au pas souple de leurs chameaux. Cela s'étend derrière le Duce, sur la route, inlassablement, comme un fleuve, et puis cesse tout d'un coup, comme bu par la nuit ou la terre.

Et nous allons toujours, le long de la Litoranea, vers les confins tunisiens.

Maintenant, à un kilomètre de la ligne frontière, du *no man's land*, des spahis français sont alignés, nous tournant le dos. Ils ont consigne de veiller à ce que quiconque venant de Tunisie ne puisse se livrer à des manifestations antifascistes.

Ainsi est terminé le triomphal voyage entre deux bornes, deux drapeaux, qui eut deux sonneries de clairon comme finale. Ce fut une apothéose impérialiste, n'hésitons pas à le dire. « Impérialiste au sens que les peuples virils ont toujours donné et donneront à ce nom », a dit Mussolini lui-même, en inaugurant la foire de Tripoli.

MARIE-EDITH DE BONNEUIL.

REVUE MUSICALE

Opéra-Comique : *Le Testament de la tante Caroline*, opéra-bouffe en trois actes, livret de M. Nino, musique de M. Albert Roussel. — Opéra de Monte-Carlo : *L'Aiglon*, opéra en cinq actes, poème d'Edmond Rostand adapté par M. Henri Cain, musique de MM. Arthur Honegger et Jacques Ibert. — Porte Saint-Martin : *Un de la musique*, opéra-bouffe en deux actes, de M. Camille François, musique de M. Roger Dumas.

Un bon musicien est capable de tout. Trois des plus notoires, parmi ceux dont peut s'enorgueillir aujourd'hui notre pays, nous en donnent la preuve. Le premier, à qui une suite déjà longue de beaux ouvrages pour l'orchestre ou la scène avait fait un renom mérité d'auteur grave, s'est essayé dans le burlesque et y a fort bien réussi. Les deux autres, qui avaient déjà donné maintes preuves de talents remarquables, mais en des genres fort différents, ont travaillé de compagnie pour mettre en musique le drame d'un célèbre poète du siècle dernier, plus éloigné d'eux encore, par le goût et le style, qu'ils ne paraissaient l'être l'un de l'autre ; et ce trio sans précédent a produit un excellent concert.

L'opéra-bouffe que M. Albert Roussel vient de donner à l'Opéra-Comique a pour titre *le Testament de la tante Caroline*, et pour thème la clause de ce legs familial qui exige, en un délai strictement défini, la naissance d'un enfant. Il est aisé de plaisanter à ce sujet. Maupassant, dans la nouvelle qu'il intitule *l'Héritage*, ne s'en est pas privé. Comme lui, M. Nino suppose, pour obtenir un plus piquant contraste, que cette tante sensible aux joies du foyer ne fut elle-même ni épouse ni mère, et qu'elle doit sa fortune à la galanterie. Mais la ressemblance s'arrête là. Où le romancier développait, en disciple fidèle de Flaubert, une âpre satire des mœurs bourgeoises, le fantaisiste moderne, selon sa coutume, ne fait jouer que des fantoches, comiques par leurs gestes, privés de sentiments. Comme il lui faut du mouvement

à tout prix, la défunte aura trois nièces au lieu d'une. Deux seront mariées, et, par un de ces mécanismes à répétition qui n'ont jamais manqué leur effet en cette sorte de théâtre, elles tenteront au même instant, et usant d'un stratagème identique, de se procurer l'héritier adoptif que leur refuse la nature. De la troisième sœur, l'auteur fait une « diaconesse », non qu'il en veuille aucunement au protestantisme, mais pour la pouvoir affubler, sans la tenir cloîtrée, d'un habit dévot qui rendra plus difficile l'aveu qu'elle doit faire, au dénouement, reconnaissant pour son fils cet aimable jeune homme que nous avions vu chauffeur au premier acte, garçon de salle au deuxième, et qui au troisième, devenu riche, épousera la charmante infirmière dont il était épris. Événements dénués de toute apparence de vérité, mais si exactement dans la règle du jeu qu'on les attendait, à vrai dire, depuis le commencement de la partie. Pas de surprise, ici ; à chaque coup l'on gagne l'épisode nécessaire, comme au premier acte, dans la maison mortuaire, celui des parents qui se querellent et tentent vainement de forcer le coffre-fort ; au deuxième, qui se passe à la clinique, les scènes symétriques devant les chambres jumelles où les deux fausses mères abriteront leurs pareils mensonges ; et au dernier, dans l'étude du notaire, la diaconesse en pleurs, pour terminer bien vite par une embrassade générale, factice assurément, mais ni plus ni moins que tout ce qui précède : pas le moindre trait d'observation juste, rien qui frappe et découvre la nature humaine, mais seulement une déformation systématique et un comique de parti pris, comme dans les farces à l'italienne où l'on se moque de tout, parce que tout y devient contorsion et grimace. Ou plutôt, sans cette verve étourdissante, c'est l'esprit sarcastique de nos vieux fabliaux, devant quoi rien ne trouve grâce. Ici la naissance et la mort, qui n'ont rien en soi de particulièrement amusant, sont prises d'un brusque accès d'hilarité pour entrer dans la danse convulsive et macabre.

M. Albert Roussel est un homme d'étude. Ni les spectacles de la nature ni les passions humaines ne le laissent indifférent : au contraire, il y prend un très vif intérêt, mais du haut d'un observatoire d'où il ne descend pas volontiers, car il a horreur de la foule et redoute les propos indiscrets. De toutes parts, de larges baies lui sont ouvertes jusqu'aux plus lointains confins du monde, mais un vitrage le protège, et les impressions qu'il recueille, loin de troubler la paix du veilleur solitaire, y deviennent l'objet de sa méditation. Il ne les livre pas telles qu'elles se présentent, mais les traite d'abord

par les plus vigoureux réactifs de sa pensée. Une alchimie savante les épure et les sublime, pour parvenir enfin à leur transmutation en notes de musique dont parfois l'agrégat imprévu peut surprendre l'oreille, pour la joie de l'esprit qui en chacune reconnaît le dernier terme d'une rigoureuse réduction à l'essentiel. Élans fougueux, vives couleurs, nuances délicates, grâce et tendresse même, tout se retrouve, mais à l'état abstrait et dans un ordre rationnel.

La gaieté n'est pas exclue. C'est la douce gaieté du savant au repos, qui ne fait la leçon à personne et sourit avec bienveillance. Celle qui apparaissait déjà en ce ballet écrit jadis pour le Théâtre des Arts, *le Festin de l'araignée*, où le musicien philosophe se faisait fabuliste pour conter joliment une histoire du temps où les bêtes dansaient. Il ne s'est pas moins diverti cette fois à composer des airs à souhait enjoués, attendris ou entraînants, et sa musique, comme on dit, a tout de l'opérette, sans pourtant qu'un instant on s'y puisse laisser prendre, parce que l'auteur ne s'y est pas pris lui-même. Ceux qui sont nés pour ce genre de théâtre, qu'ils s'appellent Offenbach ou Lecoq, Yvain ou Christiné, y mettent une conviction qui leur vaut des trouvailles, mais qu'il ne faut pas demander au grand musicien qui par jeu emprunte leurs procédés. Son adresse est extrême et l'imitation parfaitement réussie. Ce n'est pourtant qu'une imitation, et une opérette pour rire, où rien ne part du cœur. Cet amusement à froid, ce style vif et sec étaient requis par le sujet. Les fourmis, les grillons, l'éphémère victime de l'araignée, nous touchaient autrement que ces figurines en bois découpé qui n'ont plus d'humain que l'apparence. A leur agitation sans âme il fallait une musique sans reflet ni résonance.

M. J. Rouché fut le premier en France à démontrer que le spectacle, si l'on y a recours, doit être composé dans le caractère et le mouvement de l'ouvrage qu'il accompagnera comme une symphonie en images. On sait comme il a prêché d'exemple, au Théâtre des Arts d'abord, puis à l'Opéra, bientôt suivi par d'autres novateurs tels que MM. Dullin, Jouvet, Pitoef, Baty, sur leurs scènes dites « d'avant-garde ». Plusieurs théâtres du boulevard ont aussi compris la leçon, et depuis quelque temps le Théâtre-Français fait à son tour l'essai de cette méthode. Seul l'Opéra-Comique paraissait l'ignorer. Mais aujourd'hui que ses destins se sont conjugués avec ceux de l'Opéra, sous la direction supérieure de M. Rouché, il ne pouvait plus longtemps demeurer en arrière. L'opérette qui vient d'y paraître a été l'occasion d'une première expérience, et ce fut un coup de maître.

Déjà la collaboration du décorateur et du metteur en scène avait été heureuse. Cette fois l'unité du spectacle se trouvait mieux assurée encore, le même artiste étant chargé de l'une et l'autre mission. M. Pitoef avait fait ses preuves dans la comédie. La musique ne l'a pas pris au dépourvu. Il a su lire entre les lignes du texte et les portées de la partition. Aucune vérité n'était à sa place en un pareil tissu d'invraisemblances. Ce n'était qu'un canevas, les fils à découvert; sa fantaisie y brode à plaisir. Hauts en couleur, simples de lignes, avec des proportions intentionnellement fausses et des grossissements suggestifs, les décors sont en verve et font un joyeux conte. Le riche hôtel est devenu un palais impossible, plus élevé qu'une nef d'église, où l'on accède par trois marches au coffre-fort occupant la place du trône; la clinique laisse voir les deux chambres qui s'ouvrent de toute leur paroi, comme des armoires, et par delà, un double escalier où l'on se presse et se bouscule; l'étude du notaire sera signifiée par deux fauteuils surélevés et un mur fait de codes. L'espace par devant reste largement ouvert, et le décor n'est qu'un prélude aux mouvements des personnages; vêtus comme des bourgeois de caricature, l'un en noir, l'autre en gris, la diaconesse en violet, l'infirmière et le chauffeur en blanc, ils vont se détacher, sur ce fond de belle humeur, en groupes expressifs et en gestes scandés, interrompus et égayés par les entrées des chœurs en uniformes; domestiques, filles de service, nourrices sèches avec leurs poupons, clercs de notaire ou dactylos, ils vont et viennent sans arrêt, jouant comme des enfants au travers d'une action trop peu sérieuse elle-même pour s'en offenser, selon la coutume de l'opérette américaine qui reprend elle-même, avec plus d'insouciance encore, la tradition de nos anciennes comédies-ballets. Sans diminuer aucunement le mérite des auteurs, qui en ont procuré le motif, on peut affirmer qu'ils doivent beaucoup à ce spectacle, réglé avec tant de goût et d'esprit qu'il achève leur comédie, y met l'accent, lui donne des couleurs, et la mène au succès.

Mlle S. Dehelly, dans le rôle parlé de l'une des prétendantes à l'héritage, dont elle fait une accorte commère, mène le jeu avec un entrain, une assurance et une finesse incomparables. Mlle Fanély Revoil prête à celui de la jolie infirmière sa voix musicale et sa grâce ingénue. Mlle Sibille est une aimable diaconesse et chante avec goût son air du dernier acte, où la honte du péché se mêle à de tendres souvenirs. M. Guenot donne de la jovialité et même du naturel au personnage d'un ancien militaire de vaudeville. M. Derenne, qui faisait ses débuts sur la scène de l'Opéra-Comique dans le

rôle du jeune homme pauvre, y a montré, avec une voix charmante et formée dans une bonne école qui l'a rendue égale, sonore et nuancée, des qualités d'aisance et d'élégance qui font bien augurer de sa carrière au théâtre. Les autres rôles sont fort convenablement tenus par Mlles Pocidalo, Liany, MM. Balbon, Hérent, Rousseau. M. Désormière dirige l'orchestre dans un relief précis, un rythme net et sûr, en musicien accompli.

* * *

Après *Cyrano*, donné à l'Opéra-Comique l'an passé, M. Henri Cain s'est encore chargé d'accommoder *l'Aiglon* pour la scène lyrique et le théâtre de Monte-Carlo. L'opération cette fois a beaucoup mieux réussi. L'autre pièce ne pouvait être entendue que dans le langage précieux qui en expliquait les sentiments ; il n'y avait pas moyen d'abréger le texte sans dommage, et cependant il fallait le réduire aux dimensions du chant, qui n'a pas la volubilité du langage parlé. Ici quelques alexandrins de plus ou de moins n'ont pas tant d'importance, car le drame subsiste, solidement campé sous son manteau d'images, parure littéraire qui, raccourcie pour les besoins de la cause, laissera l'argument intact, peut-être même en fera mieux saillir les articulations pathétiques. Tel fut du moins le sentiment de plus d'un auditeur, doué d'une mémoire assez sûre pour y retrouver ses souvenirs en bon ordre et prêts à la confrontation, devant ce drame par morceaux choisis, dont chacun faisait image et portait sa musique : les soldats de bois repeints aux couleurs de France, le grenadier de l'Empereur et son algarade au maréchal Marmont qui par lassitude a trahi : « Nous, nous ne l'étions pas, peut-être, fatigués ? » ; la méditation de Metternich devant le chapeau de Napoléon, et le miroir que brise le jeune prince, en colère d'y découvrir une autre ressemblance ; la conspiration pendant le bal et la provocation de l'attaché militaire, plus Français encore que royaliste ; la plaine de Wagram et la mort de Flambeau, suivie bientôt par l'agonie du prince accablé de faiblesse et bercé de regrets. Épisodes déjà entrés dans la légende, à tel point qu'on les peut reconnaître sans les avoir jamais vus au théâtre : leur renommée suffit.

M. Arthur Honegger, que *le Roi David* a rendu célèbre, mais qui depuis a fait bien mieux encore, passait à juste titre pour le maître d'une musique en profondeur, dont les flots mouvants d'un éclat un peu sombre, d'un cours puissant et sûr, laissaient apercevoir la force des pensées, leur ardeur impétueuse, domptée cependant par

la souveraine volonté de l'artiste. Romantisme par loi de nature, sans rien d'outré ni d'incorrect, et d'une plénitude dont il n'existe que peu d'exemples en France. Rien n'est plus classique au contraire que l'art de M. Jacques Ibert, musicien humaniste qui, depuis *Angélique* jusqu'à *Diane de Poitiers*, n'a cessé d'attester son goût des idées claires, des lignes pures, des grâces souriantes, et son élégance suprême en un style délicat, dont le secret est de tout dire avec le moins de notes possible. Les mettre en collaboration semblait une gageure, et pourtant ils se sont entendus à merveille, mis d'accord par le drame.

Dès le premier accord de l'orchestre, la curiosité des connaisseurs était en éveil, et les paris ouverts. Ce bref prélude, n'est-ce pas à M. Honegger qu'on en devait attribuer les tragiques dissonances ? Et la valse qui suit, comment n'y pas reconnaître un enjouement discret, bien digne de M. Ibert ? Mais bientôt il fallut renoncer aux conjectures, chacun des deux auteurs s'abstenant avec soin de ces traits accusés qui eussent porté sa marque de fabrique. S'il est vrai, comme me l'affirmait l'un d'eux, qu'ils se sont simplement partagé la besogne morceau par morceau, il faut avouer que ces pièces détachées sont si bien ajustées l'une à l'autre qu'on n'en peut discerner la soudure autogène : tout est de même métal. C'est un alliage où il semble que l'un des éléments cède à l'autre sa finesse pour lui emprunter sa vigueur. Souple et brillant, il se moule sans peine sur chaque épisode du drame dont il épouse l'accent et le contour. Ce qu'il fallait ici, ce sont des couleurs franches, des airs caractérisés. Les deux musiciens s'en sont montrés capables. Les soldats de bois avec leur marche militaire en sourdine, l'apparition du grognard, le grand espoir du prince, la colère de Metternich et sa terreur hallucinée, qu'il domine pourtant pour conduire le fils de son ennemi devant le miroir révélateur, les rencontres et les dialogues du bal masqué : tout se dessine et s'anime. Et si peut-être on est tenté plutôt de faire honneur à M. Honegger de cet orchestre obliquement croisé, évoquant au quatrième acte la rumeur de l'ancienne bataille, à M. Ibert de ces tristes échos aux chansons de France qui sont devenues prières d'agonisant, il ne faut pas oublier que deux artistes aussi habiles sont à même, quand il leur plaît, d'échanger leur manière. Est-ce à dire que leur personnalité s'efface et disparaît ? Elle se plie seulement à des règles déterminées, et prend son sujet hors d'elle-même. L'homme ne se montre plus, mais l'artiste demeure, reconnaissable au style. Cette propriété d'expression, cette netteté ferme et ner-

veuse, cette densité sans lourdeur, tel est le bien commun de leurs talents divers, qui fait la qualité d'un tel ouvrage, et c'est là que se lit leur invisible et inimitable signature.

M. Raoul Gunsbourg présente cet opéra en de beaux décors et lui assure, pour les principaux rôles, une de ces interprétations de choix où il sait réunir, chacun dans son meilleur emploi, les plus célèbres artistes du monde entier. Mlle Fanny Heldy était faite entre toutes pour figurer le prince impérial qu'elle nous montre en sa fraîcheur adolescente, son élégance svelte et fière, sensible, généreux, prompt à l'enthousiasme, mais doutant de lui-même, prisonnier de la raison d'État qui tente de s'évader, mais n'y réussit pas, cause la perte de son fidèle serviteur, et se laisse mourir : on ne peut rien rêver de plus touchant ni de plus pur ; l'artiste est dans son rôle et lui donne toute sa voix, toute sa grâce, toute son âme. M. Vanni-Marcoux n'est pas moins admirable dans le personnage du vieux brave : ajoutant à la sonorité de sa voix prenante et musicale une diction aussi aisée que nette, il chante comme on parle, et parle comme on chante, et sans jamais hausser le ton, forcer le geste, trouve toujours le trait frappant de vérité, l'accent d'une émotion profondément humaine. Tel nous l'avions vu en ses précédentes créations, notamment en celle de ce tsar Boris obsédé de remords, tel nous le retrouvons ici, je veux dire méconnaissable à force de naturel, dans la simplicité héroïque d'un bon soldat de France. M. Endrèze chante et joue dans un excellent style le rôle de Metternich, dont il détache en relief l'autorité hautaine, la rancune implacable. Les autres rôles sont subalternes ; il faut citer pourtant M. Marvini, sombre et renfrogné à souhait sous l'habit civil du ci-devant maréchal, et M. Pujol, qui n'a que quelques notes à proférer pour le défi de l'attaché militaire français, mais les lance avec beaucoup d'éclat et de vaillance. M. Félix Wolfes dirige l'orchestre dans un mouvement chaleureux et précis. L'œuvre est d'un grand effet. Les premiers actes tenaient l'auditoire attentif, puis anxieux ; les deux derniers ont fait couler plus d'une larme. Et pourquoi s'en défendre ? Ils font appel à des sentiments nobles qu'on est heureux de retrouver toujours vivaces en nos cœurs.

*
* *

Un de la musique, au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, est un vaudeville militaire comme on en a déjà vu beaucoup. Il va sans dire que le soldat Cossard, qui veut entrer dans la musique pour

couper aux corvées, n'en sait pas une note et n'est qu'un fricoteur, poursuivi par un adjudant féroce et sauvé par la secrète complaisance du commandant qui est un bourru bienfaisant. M. Georges Milton, en ce rôle de niais farceur, est extraordinaire de verve et de malice. MM. Florencie et Marco Behar dessinent avec esprit les figures sommaires de ses deux chefs en opposition, entre lesquels M. André Noël fait valoir, avec le grade de lieutenant, une voix de ténor très agréable. Il fallait aussi des femmes ; cette fois, en tout bien tout honneur, c'est une agence matrimoniale qui les procure, pour de joyeuses méprises où Mmes Alice Tissot, Germaine Charley, Sabine Andrée et Simone Rouvière se montrent fort plaisantes.

M. Roger Dumas connaît la musique bien mieux que son héros. Il sait avec adresse accommoder à la sauce piquante de l'orchestre les lieux communs du jazz, et placer au bon moment un refrain dont la place est d'avance marquée dans les mémoires. Le violon mêle son chant à celui des saxophones, coupés par les trompettes et le trombone en hachures stridentes, pendant que la contrebasse prend résolument le parti de la batterie et que le piano en lueurs rapides passe au travers. M. Sylvio Mossé pétrit entre ses mains expertes ce conglomérat instrumental, en dilate ou contracte à son gré la substance, met les vibrations en contact et veille à leur combinaison totale, maintient enfin le tout en équilibre sur les pulsations d'un rythme infatigable. En ce genre de musique, qui doit beaucoup à l'exécution, un pareil chef d'orchestre est plus qu'un interprète : un collaborateur.

Un ouvrage de cette sorte est justifié par le succès. Les auteurs jouent franc jeu, sans autre ambition que de réunir les cartes qui, à plus d'une reprise déjà, ont gagné la partie. S'ils y parviennent, comme je le leur souhaite de bon cœur, le calcul était bon, et il ne reste qu'à les féliciter.

LOUIS LALOY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

PIE XI ET LE NOUVEAU PAGANISME

Le Christ, en établissant la discrimination fondamentale entre ce qui appartient à César et ce qui appartient à Dieu, a posé les solides assises de toutes les libertés nécessaires et légué au successeur des apôtres la mission de s'élever, au nom des droits de Dieu, contre toutes les tentatives d'absolutisme humain. Pie XI, dans la crise particulièrement dangereuse que traversent les sociétés civilisées, vient d'accomplir ce grand devoir avec une lucidité de pensée et une force d'expression qui empruntent à l'état précaire de sa santé et à son grand âge un reflet de surnaturel, un parfum d'éternité. Les sociétés civilisées, qui sont fondées sur le christianisme alors même qu'elles l'ignorent ou le renient, subissent les premiers assauts d'une forme nouvelle du paganisme éternel : redoutable offensive, munie des armes perfectionnées de la technique scientifique, et telle que le monde n'en a jamais connu de plus formidable. Elle prend, selon les pays, des formes variables, mais elle procède du même principe « totalitaire » et, au sens que la philosophie du moyen âge prêtait à ce mot, réaliste. La collectivité, l'État, a tous les droits, tout l'homme lui appartient et n'appartient qu'à lui. Qu'il s'agisse du communisme russe ou du national-socialisme allemand, les dictatures d'aujourd'hui se réclament du même principe et sont engendrées par la même maladie dont certains symptômes seuls varient.

Pie XI, reprenant et précisant les enseignements qu'il a donnés déjà à plusieurs reprises, lance le 19 mars la lettre encyclique *Divini Redemptoris : Sur le communisme athée.* L'encyclique *Mit brennender Sorge, Sur la situation de l'Église catholique dans l'Empire allemand,* est datée du 14 mars ; elle s'adresse aux Allemands et est restée secrète jusqu'à ce que les évêques, déjouant la police de M. Hitler, aient réussi à en donner lecture solennelle en leur cathédrale,

e jour des Rameaux. La lettre sur le communisme décrit les symptômes d'un mal qui n'est pas spécifiquement russe, mais qui a trouvé en Russie une terre préparée à le recevoir, une ambiance favorable à son développement et une moindre résistance des forces, telles que l'Église orthodoxe, qui auraient pu lui faire obstacle. Le communisme n'est pas seulement une doctrine économique ; il repose sur une philosophie et une sociologie purement matérialistes, dont l'athéisme est partie intégrante. « Pour la première fois dans l'histoire, nous assistons à une lutte froidement voulue et savamment préparée de l'homme contre tout ce qui est divin. Le communisme est, par sa nature, antireligieux et considère la religion comme « l'opium du peuple », parce que les principes religieux qui parlent de la vie d'outre-tombe empêchent le prolétaire de poursuivre la réalisation du paradis soviétique qui est de cette terre. » Le libéralisme manchestérien a d'ailleurs frayé la voie au communisme qui ne considère dans l'être humain que le producteur : le régime économique détermine l'histoire, les formes de la société et la morale elle-même. « On ne reconnaît à l'individu, en face de la collectivité, aucun des droits naturels de la personne humaine ; celle-ci, dans le communisme, n'est plus qu'un rouage du système... C'est à la collectivité que le communisme reconnaît le droit, ou plutôt le pouvoir discrétionnaire d'assujettir les individus au joug du travail collectif sans égard à leur bien-être personnel, même contre leur propre volonté, et, quand il le faut, par la violence. L'ordre moral aussi bien que l'ordre juridique ne serait plus, dès lors, qu'une émanation du système économique en vigueur ; il ne serait fondé que sur des valeurs terrestres, changeantes et caduques. Bref, on prétend ouvrir une ère nouvelle, inaugurer une nouvelle civilisation résultant d'une évolution aveugle : une humanité sans Dieu ! »

Les effets de cette doctrine, on les discerne en Russie, au Mexique (1), en Espagne. « On ne peut, sans frémir d'horreur, penser que les événements d'Espagne pourraient se répéter demain en d'autres nations civilisées. » En face de ces systèmes mortifères, le Pape pose les principes sociaux de l'Église catholique, déjà définis par Léon XIII et par lui-même, sur la nature de l'homme, les règles de la vie en société et l'organisation du travail. « Il n'y aurait ni

(1) Pie XI adresse le 28 mars une lettre à l'épiscopat et aux fidèles du Mexique sur la manière de reconstituer l'Église dans leur pays. Ces trois documents forment comme les volets d'un triptyque ; ils ont été publiés en moins de quinze jours.

socialisme ni communisme, si les chefs des peuples n'avaient pas dédaigné ses enseignements et ses maternels avertissements. » Le remède serait dans la pratique chrétienne des devoirs de charité qui supposent d'abord ceux qui sont « de stricte justice », dans l'application des principes donnés par les Papes en matière de justice sociale. Mais il importe de se défier du communisme, de quelque masque qu'il se déguise, car il est « intrinsèquement pervers et l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne (1) ».

Mais est-il encore temps, et serait-il utile de sauver la civilisation chrétienne ? Tout nazi digne de ce nom répondra : non. C'est un stade de civilisation dépassé, qui porte en lui le vice irrémissible de ses origines judaïques, helléniques et latines et à qui d'ailleurs on doit reprocher d'avoir arrêté le développement harmonieux de la civilisation germanique détournée de son cours naturel par ce grand malfaiteur que fut Charlemagne. Qui veut se rendre compte des incroyables et criminelles inepties qui ont cours en ce moment dans les milieux dirigeants du national-socialisme, n'a qu'à se reporter aux articles parus ici même sous la signature de M. Robert d'Harcourt et à l'article du même auteur dans *Études* du 20 janvier : *Catholicisme, hitlérisme, bolchévisme*. Au moment même où la catholicité croyait Pie XI à bout de forces et de vie, il recevait, autour de son lit de douleur, les trois cardinaux et la plupart des évêques du Reich, écoutait leurs rapports et arrêtait avec eux les grandes lignes d'une solennelle protestation contre les violations réitérées du Concordat. Aussitôt après l'avènement du régime hitlérien, le Pape, à la demande de l'épiscopat et dans le vain espoir de sauver les œuvres et les institutions créées par les catholiques d'Allemagne, avait signé avec le chancelier Hitler le concordat du 20 juillet 1933. Le national-socialisme ne reconnaît que les traités signés et les engagements pris par le nouveau régime : allait-il donc observer les conventions qu'il avait accepté de conclure avec le Pape ? On peut dire que l'histoire de ce concordat est celle de ses violations par le pouvoir nazi.

Ces engagements, le Pape, au commencement de sa lettre, les rappelle : « Nous avons tout fait pour défendre la sainteté de la parole

(1) Cf. *Le communisme et les chrétiens*, par François Mauriac, R.-P. Ducatillon, Nicolas Berdiaeff, Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Daniel Rops (Plon, 1 vol. in-12). — Pour l'histoire des Concordats, voyez *les Concordats récents* (1914-1935), par Paul Parsy ; Gabalda, 1936, 1 vol. in-8.

solennellement donnée et l'inviolabilité des engagements librement consentis contre des théories et des pratiques qui tueraient nécessairement toute confiance et ôteraient d'avance toute valeur à tout engagement d'honneur. Quand une fois le temps sera venu de mettre au grand jour sous les yeux du monde ces efforts qui furent les Nôtres, tous les hommes d'intention droite sauront où chercher les défenseurs de la paix et où ses perturbateurs. » Le Pape, en présence des multiples violations du Concordat, notamment en ce qui concerne l'école confessionnelle, dont il garantit la liberté, ne renonce pas à « un arrangement acceptable », s'il était possible d'y parvenir, mais il ne peut se dispenser de s'opposer « à un parti pris qui cherche, par l'emploi, ouvert ou dissimulé, de la force, à étrangler le droit garanti par les traités ». En présence de ces attaques, le Pape considère comme un devoir de défendre « la liberté religieuse victime d'un investissement organisé sous mille formes ».

Il définit d'abord l'erreur du totalitarisme hitlérien, de ce « nouveau paganisme agressif ». « Quiconque, dit-il, prend la race, ou le peuple, ou l'État, ou la forme de l'État, ou les dépositaires du pouvoir, ou toute autre valeur fondamentale de la communauté humaine, — toutes choses qui tiennent dans l'ordre terrestre une place nécessaire et honorable, — quiconque prend ces notions pour les retirer de cette échelle de valeurs, même religieuses, et les divinise par un culte idolâtrique, celui-là renverse et fausse l'ordre des choses créé et ordonné par Dieu ; celui-là est loin de la vraie foi en Dieu et d'une conception de la vie répondant à cette foi. » Et plus loin : « Cette Révélation (par l'Évangile) ne connaît pas de complément apporté de main d'homme ; elle n'admet pas davantage d'être évincée et remplacée par d'arbitraires « révélations » que certains porte-paroles du temps présent appellent le Mythe du Sang et de la Race. »

L'humilité chrétienne, continue le Pape, « peut parfaitement s'unir à l'estime de soi-même, à la confiance en soi, à l'héroïsme ». Et même, elle les engendre, témoin ses innombrables confesseurs et ses martyrs ; « dans sa misérable façon de railler l'humilité chrétienne comme une dégradation de soi-même et une attitude sans courage, l'odieux orgueil de ces novateurs se couvre lui-même de ridicule ». L'axiome : « le droit, c'est l'utilité du peuple », n'est acceptable que si on lui attribue le sens indiqué par Cicéron (*De Officiis*, III, 30) : « ce n'est point parce qu'elle est utile qu'une chose est moralement bonne, mais, parce qu'elle est moralement bonne, elle est utile ». Contre la méconnaissance des droits de l'individu, supprimés par

l'État national-socialiste comme ils le sont par l'État communiste, le Pape affirme que « l'homme, en tant que personne, possède des droits qu'il tient de Dieu et qui doivent demeurer, vis-à-vis de la collectivité, hors de toute atteinte ». La société est un moyen nécessaire à la vie et au développement de l'homme, mais elle n'est qu'un moyen et il ne faut pas en faire une fin en soi. De même les parents ont « un droit primordial à régler l'éducation des enfants, dans l'esprit de leur foi, en accord avec ses principes et ses prescriptions ». La fidélité à la patrie terrestre ne peut pas non plus être en opposition avec la fidélité à Dieu et à l'Église. L'éducation physique, utile en elle-même, ne doit pas enlever l'enfant à la vie de famille et à ses devoirs religieux. A la jeunesse allemande, aux prêtres, aux laïcs, Pie XI adresse un pressant appel, afin qu'ils l'aident à sauver en Allemagne la civilisation chrétienne et la foi apportée par saint Boniface contre « la guerre de destruction » menée par l'hitlérisme.

Ce n'est que par surprise que les catholiques d'Allemagne ont entendu la lecture de cet admirable document qui marque une date dans l'histoire de la civilisation et de la pensée humaines; mais la presse officieuse, — il n'y en a pas d'autre, — n'en a pas soufflé mot : aucune réponse, pas même ce déchaînement de colère qui est le premier geste d'un tyran bafoué. Seul, sur un point spécial, l'organe officiel du régime, le *Vœlkischer Beobachter* du 22 mars, réagit et son aveu est bon à retenir. Pourquoi l'Église reproche-t-elle à l'Allemagne d'avoir violé le Concordat ? « La fidélité à un traité ne peut pas toujours et dans tous les cas être considérée comme créant un engagement. Le national-socialisme connaît des valeurs plus hautes qu'on n'a pas le droit de laisser dépérir et qui, pour cette raison, ne permettent pas d'observer à la lettre le Concordat. » Le Reich revendique la clause *rebus sic stantibus* qui, en droit international, permet à une partie contractante de repousser des engagements devenus insupportables. Naturellement l'organe du nazisme rejette les manquements sur le clergé et les religieux. « Même un traité avec le Saint-Siège n'est pas en soi une œuvre sacro-sainte, intangible et éternelle. Il faut qu'il s'adapte à l'évolution vivante si l'on ne veut pas qu'il devienne sans force. Un oui prononcé antérieurement à l'égard d'un traité peut équitablement, sous la contrainte d'une situation nouvelle, se transformer postérieurement en un non. » Cette hypocrisie d'État est précieuse à enregistrer ; elle est de nature à rendre vaine toute négociation d'une convention avec le Reich et à faciliter la répudiation de tout

engagement que l'on aurait eu l'imprudence de contracter à son égard.

Jusqu'à présent, aucune réponse officielle, aucune dénonciation du Concordat. Un seul acte, mais significatif : la réconciliation du Fuhrer avec le général Ludendorff qui fut jadis son complice dans l'organisation du coup d'État de Munich, le 9 novembre 1923, et que les événements avaient éloigné de lui. On sait que le général vaincu en 1918, l'odieux auteur de la doctrine de « la guerre totale », est aussi l'inventeur, en collaboration avec sa femme, d'une nouvelle religion ouvertement païenne et athée. Cette trouvaille s'appelle « la connaissance allemande de Dieu », et elle est développée dans une revue spéciale qui s'appelle *A la source sacrée de la force allemande*. Or, depuis le 4 avril, cette découverte funambulesque est officiellement reconnue par l'État national-socialiste au même titre et sur le même pied que les autres religions. Ludendorff déclare que l'Allemagne, pour gagner la prochaine guerre, doit d'abord se débarrasser du christianisme ; il compte désormais sur l'État pour « lutter contre la caste des prêtres » et pour éliminer toutes les formes de religion supranationale, que ce soit le catholicisme romain ou le protestantisme luthérien. « Nous nous débarrasserons du dogme chrétien et nous réaliserons le mystère de l'incarnation du peuple allemand, ou bien nous sombrerons dans la pourriture d'une humanité sans consistance ». A force de méditations, Ludendorff, explique-t-il lui-même, est arrivé à la certitude que l'Allemagne succomba en 1918 sous les coups de trois forces supranationales : Rome, les juifs, la franc-maçonnerie. Il faut détruire tout cela : « La conscience du sang et la fierté raciale, voilà l'épine dorsale de la nation. » Ne riez pas ! La nouvelle religion a déjà des milliers de fidèles et elle organise sur une grande échelle l'apostasie. Les foules allemandes sont toujours moutonnières. On peut néanmoins prédire au général, dans la nouvelle guerre qu'il conduit, une défaite aussi sévère que celle que lui infligea Foch. La ferme sagesse de Pie XI se dessine en un relief plus pur en face du monstre d'orgueil et de haine que peut devenir un Allemand raciste. M. Hitler se donne pour le sauveur de l'Europe contre le communisme. Des deux périls que vient de dénoncer le Pape on ne sait, en vérité, lequel est le pire. A moins que le Fuhrer, qui a parfois fait preuve de bon sens personnel et de modération, n'hésite au dernier moment, il semble que sa réconciliation avec Ludendorff soit le premier acte d'un formidable assaut contre le christianisme.

En tout cas, la trilogie des encycliques pontificales reste un événement de première grandeur. L'*Osservatore romano* du 24 mars s'est étonné que la presse italienne, en dehors des journaux catholiques, n'ait fait à la lettre aux évêques allemands que de froides allusions. C'est que le Duce désire en ce moment ne faire au Fuhrer nulle peine, même légère. C'est aussi que, si M. Mussolini a eu le bon sens et le bon goût de faire au Saint-Siège toutes les concessions nécessaires et d'observer les clauses essentielles du Concordat de 1929, la doctrine fasciste est, elle aussi, totalitaire et s'apparente de très près à l'hitlérisme. Lorsque M. Mussolini a tenté, en 1931, de s'attaquer aux œuvres et aux institutions catholiques, l'encyclique *Non abbiamo bisogno*, du 29 juin, l'a rappelé au respect de ses engagements, et il a eu la méritoire sagesse de battre en retraite. En France, les documents pontificaux ont reçu un accueil favorable. Il est singulier cependant que ne soient pas plus nombreux les journaux, même catholiques, qui fassent aux Encycliques une plus large publicité et qui proclament que, dans la tempête d'idéologies qui nous secoue, c'est le Pape qui voit juste, c'est le Pape qui voit loin.

L'EUROPE CENTRALE ET L'ITALIE

La Petite Entente reste solide parce qu'elle répond à certains grands intérêts communs aux grandes Puissances qui la constituent, mais on sent de tous côtés, en Europe centrale et orientale, un malaise, une inquiétude du lendemain, une recherche de plus fortes garanties de sécurité et de nouvelles voies d'avenir. Un acte de faiblesse, tel que l'insuffisante réaction de la France et de l'Angleterre après le 7 mars 1936, porte de fatales conséquences. Le moment est venu où nos amis et nous-mêmes avons besoin de savoir quelle peut être l'exacte valeur du système de coopération européenne et de sécurité collective auquel les hommes d'État d'Angleterre et de France se déclarent invariablement fidèles chaque fois qu'ils prennent la parole. L'Allemagne en est absente, l'Italie n'y reste que par condescendance pour l'Angleterre et pour se ménager la possibilité de jouer plusieurs parties à la fois. Dans ces conditions, à quelles réalités, à quelles forces effectives correspondent ces espoirs et cet attachement à des institutions que le choc du 7 mars 1936 et la guerre d'Éthiopie ont profondément ébranlées ? Jusqu'à la remilitarisation de la Rhénanie et à la guerre d'Éthiopie, chacun pouvait, dans son for intérieur, croire ou ne pas croire à l'efficacité et à l'avenir de la Société

des nations et de la sécurité collective, mais on célébrait avec une apparente ferveur et une parfaite ponctualité les rites de Genève. Le rite peut suffire quand tout le monde a la foi ; mais quand la foi décline, le rite discuté ne suffit plus. Nous arrivons à un moment où il faudra choisir : ou trouver le moyen d'infuser de la vie au rite, ou admettre que la vie passera à côté et se développera en dehors du rite. Nous gardons, malgré tout, beaucoup d'amis en Europe ; ils savent que l'entente franco-britannique est la grande force de paix et de stabilité, que sa politique, si elle manque parfois de nerf, reste prudente, modérée et sage ; et c'est pourquoi ils se tournent anxieusement vers nous et nous demandent quel est décidément notre système. Il ne suffit plus de leur offrir des formules désuètes dont ils discernent trop bien le vide.

L'Europe danubienne reste l'enjeu des ambitions rivales. Les deux Puissances de « l'axe vertical », c'est-à-dire l'Allemagne et l'Italie, y mènent un jeu concerté. Depuis les entretiens du comte Ciano à Berlin, il semble qu'une sorte de partage d'influence se dessine en Europe centrale et sud-orientale. L'Italie, pour pouvoir se consacrer plus activement à sa politique impériale en Afrique et dans la Méditerranée, où elle suscite les inquiétudes de la Grande-Bretagne, s'est contentée, en ce qui concerne l'Autriche, de vagues assurances que le Reich ne porterait pas atteinte à son indépendance, mais elle serait désarmée en face d'une assimilation par voie d'infiltration nationale-socialiste. Heureusement, les États de l'Europe centrale sont plus que jamais décidés à ne pas servir de monnaie d'appoint dans les tractations entre les deux dictatures fascistes. Les hommes d'État dirigeants ont, ces temps derniers, beaucoup circulé, échangé des visites et des entretiens. M. de Schuschnigg est allé le 17 mars rendre à M. Daranyi, président du Conseil hongrois, la visite que celui-ci lui avait faite à Vienne en même temps que le comte Ciano. Peu de jours après, M. Milan Hodza, président du Conseil de Tchécoslovaquie, venait à Vienne, et il n'en fallait pas plus pour que la presse se mît à parler d'une entente entre Prague, Vienne et Budapest. Nous n'en sommes pas là ; il s'agit surtout, pour le moment, de détente politique et d'arrangements économiques. Mais on constate une tendance générale à un accord entre les États signataires des protocoles de Rome et les Puissances de la Petite Entente. La Hongrie elle-même met une sourdine à ses revendications revisionnistes.

M. Mussolini, entre temps, a goûté les satisfactions d'un voyage

triomphal en Tripolitaine pour l'inauguration de la belle route qui, longeant toute la côte des Syrtes, va de la frontière tunisienne à la frontière égyptienne. A cette occasion, le Duce, à l'instar de Guillaume II, dans son fameux voyage à Jérusalem et à Damas en 1898, s'est posé en protecteur de l'Islam ; il a lancé un manifeste où il se déclare l'ami des Arabes et compare la tranquillité qui règne en Tripolitaine aux agitations qui troublent les pays de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient qu'administrent la France et l'Angleterre ou avec lesquels elles ont récemment conclu des traités. « Nous déclarons sans crainte de contradiction, est-il dit, qu'aucune Puissance n'a jamais suivi à l'égard des États islamiques et de leurs revendications légitimes une politique plus fortement sympathique que celle de l'Italie. » On connaît, à Paris et à Londres, tous les efforts et toutes les dépenses de propagande que l'Italie a faits parmi les peuples qu'administrent ses voisins ; mais les Arabes ont de mauvais souvenirs de la pacification de la Tripolitaine. Ces incidents caractéristiques n'ont pas été, — est-il besoin de le dire ? — du goût des Anglais et leur presse a réagi vigoureusement. Après ces polémiques et celles qui ont suivi la répression sanglante des troubles d'Addis-Abeba, on peut se demander ce qu'il reste du *gentlemen's agreement.* L'Italie et l'Angleterre continuent, surtout en Europe orientale, à poursuivre l'une contre l'autre une politique très active. Et cela ne contribue pas à apaiser les différends et à arranger les affaires de l'Europe orientale. La propagande musulmane du Duce doit être, pour nous aussi, un utile avertissement qu'entendront également les peuples de la Syrie : si nous commettions la faute d'abandonner ces pays à leurs destins, il ne manquerait pas de candidats disposés à s'emparer de notre succession.

Le programme de M. Mussolini en Libye comportait un voyage dans le Sud. On apprit avec surprise que, brusquement, il y renonçait et revenait en Italie. On n'a pas manqué de rapprocher ce retour inopiné du très sensible échec que les « volontaires » italiens au service du général Franco ont subi devant Guadalajara et dont le Duce se serait montré très mortifié. Quoi qu'il en soit, à peine M. Mussolini était-il de retour à Rome qu'il avait un long entretien avec le comte Ciano, son gendre et ministre des Affaires étrangères, qui partait sans tarder pour Belgrade, où il arrivait dans la matinée du 25 mars. Tout se passait comme si la diplomatie italienne était pressée d'obtenir un résultat qui pût être présenté comme un succès.

Depuis assez longtemps, entre l'Italie et la Yougoslavie,

des négociations pour un rapprochement étaient poursuivies et avançaient lentement. Dès lors que les relations de l'Italie avec l'Angleterre étaient devenues moins amicales, il devait naturellement entrer dans les desseins de Rome de prévenir une entente plus étroite entre Londres et les pays balkaniques : une rivalité hostile entre les deux Puissances riveraines de l'Adriatique pourrait devenir trop dangereuse au cas où des complications plus graves viendraient à se produire entre l'Italie et la Grande-Bretagne. Dans les accords qui furent signés le 26 mars entre le comte Ciano et M. Stoyadinovitch, les avantages les plus importants sont pour la Yougoslavie. Il semble bien d'ailleurs qu'il subsiste dans ces textes quelque équivoque, puisque déjà, à Belgrade et à Rome, on n'en donne pas une identique interprétation.

Des deux côtés, d'ailleurs, on se déclare très satisfait. En Italie, — et aussi en Allemagne, — on se flatte d'avoir renforcé l'axe Berlin-Rome ; on constate que les nouveaux accords sont conclus en dehors de la Société des nations et rentrent, par conséquent, dans la catégorie des accords « bilatéraux » que préconisent l'Italie et l'Allemagne en les opposant aux ententes collectives que Genève préfère. Les deux pays, en cas de difficultés européennes, doivent se concerter, ce qui signifie que leurs politiques se développeront parallèlement ; ils se garantissent réciproquement leurs frontières et s'interdisent de favoriser l'agresseur de l'un d'eux. La Yougoslavie reconnaît l'Empire italien Mais, à Belgrade, on se félicite d'avoir réglé avantageusement certaines questions particulièrement délicates : celle des réfugiés croates en Italie qui furent les instigateurs de l'attentat contre le roi Alexandre, celle de l'indépendance de l'Albanie, celle des minorités yougoslaves en Istrie et régions voisines. L'accord, déclare-t-on à Belgrade, stipule formellement qu'aucune de ses clauses n'est contraire aux obligations internationales des deux pays ; la Yougoslavie reste donc fidèle à la Société des nations et à la Petite Entente ; elle a seulement mis fin, comme elle l'avait déjà tenté en 1924 et comme le roi Alexandre et Barthou se proposaient de le faire quand ils furent assassinés, à une hostilité qui, longtemps, fut l'une des inquiétudes de l'Europe ; elle a donc utilement travaillé non seulement dans son intérêt, mais dans celui de la paix.

La disparition d'une grave raison de conflit européen est, en effet, utile à toute l'Europe, et la France a trop longtemps cherché à obtenir un tel résultat pour qu'elle songe aujourd'hui à s'en plaindre. D'autre part, le renforcement de l'influence italienne dans la pénin-

sule balkanique pourrait devenir un obstacle à la poussée allemande vers le sud-est, s'il n'était d'ailleurs avéré que l'Italie a agi d'accord avec le Reich et s'il n'était certain que l'on s'est proposé d'abord, à Rome, de contrecarrer la politique anglaise et de faire échec à la France. C'est peut-être ce dont, à Belgrade, on ne s'est pas suffisamment rendu compte. Mais il ne faut rien exagérer. La conférence des ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente a tenu sa session de printemps à Belgrade quelques jours après la visite du comte Ciano. Elle avait été précédée d'une visite de M. Tataresco à Prague et elle a été suivie d'une visite officielle du président Benès au prince Paul, régent de Yougoslavie. Les trois ministres des Affaires étrangères ont exprimé leur satisfaction des accords conclus par la Yougoslavie avec la Bulgarie d'abord et avec l'Italie ensuite. A la conférence de Bratislava, le 14 septembre dernier, les Puissances de la Petite Entente s'étaient réciproquement reconnu le droit de conclure en toute indépendance des accords particuliers avec d'autres États, pourvu que les accords ne fussent pas en contradiction avec l'objet nettement délimité de la Petite Entente.

La Petite Entente, en effet, a été conclue pour faire obstacle aux revendications territoriales de la Hongrie qui menacent chacun des trois pays, et pour empêcher la restauration d'un Habsbourg à Vienne. Les trois Puissances n'ont, à l'égard les unes des autres, aucun engagement positif d'assistance mutuelle en cas d'agression. La France, d'accord avec la Tchécoslovaquie, a proposé, en septembre dernier, aux trois pays de renforcer sur ce point et de compléter leur entente ; s'ils se promettaient une aide mutuelle conformément à l'article 16 du pacte, la France de son côté s'engagerait à assister dans les mêmes conditions et à charge de réciprocité celui des trois États qui viendrait en aide à celui qui serait attaqué. C'est ce développement de leurs accords que les trois pays ne semblent pas disposés à accepter. Mais les acclamations enthousiastes qui ont accueilli M. Benès à Belgrade montrent que, si la Petite Entente est un instrument diplomatique et juridique incomplet, l'esprit de la Petite Entente reste très vivace ; il est conforme à la nature des choses et au vœu des populations, c'est-à-dire aux deux forces qui ont toujours le dernier mot.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

HUITIÈME PÉRIODE. — CVIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-HUITIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er mars

Pages.

Sous le pied de l'archange, troisième partie, par M. Roger VERCEL 5

Le relèvement financier et monétaire de la France (1926-1928). — Souvenirs d'un gouverneur de la Banque de France, par M. Émile MOREAU. — I. . . 53

La fin mystérieuse d'Alexandre Ier. — II. *Le drame de Taganrog*, par M. Maurice PALÉOLOGUE, de l'Académie française 63

Types de la vie d'aujourd'hui. — VI. Le méhariste, par M. Louis ALIBERT. 91

Mallarmé à Tournon, par M. Gabriel FAURE. 106

L'attaque brusquée et le danger aérien, par M. le général DUCHÊNE 116

Les expositions universelles. — L'Exposition de 1867. — II, par M. Raymond ISAY 128

Le sentier de brousse, par Jacques SOBREOU 144

Les savants et le gouvernement aux XVIIe et XVIIIe siècles, par M. Charles BIOCHE 174

Littératures étrangères. — Un mystique anglais : William Blake, par M. Louis GILLET, de l'Académie française. 190

Spectacles, par GÉRARD d'HOUVILLE. 207

Essais et notices. — *Une enquête chez les rats*, par M. le professeur L. BINET. 219

Revue dramatique. — *L'Illusion*, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 226

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON 229

Livraison du 15 mars

Le parrain, première partie, par M. Henry BORDEAUX, de l'Académie française. 241

Comment va l'Empire ? par M. René LA BRUYÈRE 281

Le relèvement financier et monétaire de la France (1926-1928). Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France. — II, Négociations avec la Banque d'Angleterre, par M. Émile MOREAU 299

Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, par M. C. de GRUNWALD 320

Evangéline Booth, générale de l'Armée du Salut, par Mlle Berthe VULLIEMIN 353

Pages.
Voltaire et Blin de Sainmore, par M. SEYMOUR de RICCI 366
Lettres sur Corneille et Racine, par VOLTAIRE 368
Sous le pied de l'archange, dernière partie, par M. Roger VERCEL 389
Nouvelle Turquie, par Claude EYLAN 421
Poésies. — *Ultima verba*, par Pierre de NOLHAC 441
Revue littéraire. — *L'évolution de Brunetière*, par M. Victor GIRAUD . . 446
Revue musicale. — *Ariane*, par M. Louis LALOY 458
A travers les théâtres, par M. Robert BOURGET-PAILLERON 465
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON 471

Livraison du 1er avril

Le parrain, deuxième partie, par M. Henry BORDEAUX, de l'Académie française. 481
La France en Méditerranée orientale, par M. le général WEYGAND, de l'Académie française 515
Les oiseaux de Laeken, par M. Jacques DELAMAIN 537
Le relèvement financier et monétaire de la France (1926-1928). Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France. — III, La livre sterling en danger, par M. Émile MOREAU 550
Louis XIV et Marie Mancini, par M. le duc de LA FORCE, de l'Académie française 562
La question scolaire en Alsace et en Lorraine, par M. François de WITT-GUIZOT 591
Un ami de Flaubert, par M. Jean BARDOUX 602
Pâques russes, par M. Albert CHAMBON 616
L'éducation physique, par M. Hippolyte PARIGOT 623
Le raid, par J. MALINES 647
Spectacles, par Gérard d'HOUVILLE 669
Correspondance, par M. Anatole de MONZIE 683
A l'Exposition Degas, par M. Louis GILLET, de l'Académie française 686
Revue scientifique. — *Une énigme biologique : la reviviscence*, par M. Lucien PLANTEFOL 696
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON 709

Livraison du 15 avril

Le parrain, troisième partie, par M. Henry BORDEAUX, de l'Académie française. 721
Notre sécurité aérienne : chasse ou bombardement ? par *** 761
Mon temps. — *M. de Freycinet. — La mort de Gambetta*, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française 774
Lettres d'Eugène Delacroix a sa sœur Henriette, par M. André JOUBIN . . . 801
Le relèvement financier et monétaire de la France (1926-1928). Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France. — IV, Le drame de la stabilisation, par M. Émile MOREAU 825
...Et la sainte lui sourit, par M. Hugh WALPOLE 847
Étoile rouge et croix gammée, par M. Robert d'HARCOURT 867
Un jardin a Corfou, par Mme Yvonne PAGNIEZ 886
Les Expositions universelles. — L'Exposition de 1878, par M. Raymond ISAY. 896
Essais et notices. — *La vie brève d'une école d'État*, par M. Louis de LAUNAY, de l'Académie des Sciences 924
Heures d'Afrique avec Mussolini, par Mme Marie-Edith de BONNEUIL 934
Revue musicale. — *Le testament de tante Caroline. — L'Aiglon*, par M. Louis LALOY 940
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON 948

Paris, 1937. — Imprimeries Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 61728.

